



Year: 2001

Agressions et victimisation: une enquête sur les délinquants violents et sexuels non détectés

Haas, Henriette

Abstract: Y a-t-il des criminels qui ne se laissent jamais prendre ? Et si tel était le cas, quelles sont les différences entre ces derniers et les agresseurs connus ? De plus, existe-t-il, dans le chiffre noir, des délinquants de classe moyenne sans troubles psychiques, sachant échapper aux poursuites ? Beaucoup de gens – professionnels et non-professionnels – demandent aux criminologues une réponse à ces questions. Un autre sujet entraînant beaucoup de spéculations pourrait se définir comme ceci : pourquoi les délinquants et surtout les grands criminels commettent-ils de tels actes, et pourquoi sont-ils devenus ce qu'ils sont ? Cette question peut être reformulée selon les hypothèses suivantes : Les agresseurs sont-ils des gens « comme vous et moi » ? Est-ce qu'ils ont été impliqués dans une action délinquante plutôt par hasard, ou par des circonstances particulières ? Par exemple, est-ce que c'est la consommation excessive d'alcool, de drogues, ou la vision abusive de vidéos pornographiques ou violentes, qui provoquent des crimes sexuels ou violents ? En outre, on aimerait savoir s'il y a vraiment des « spécialistes » en matière criminelle, par exemple des délinquants sexuels qui commettent principalement des délits dans le domaine de la sexualité, ou si la majorité des criminels sont plutôt des « généralistes » ayant recours à la violence. Enfin, est-ce que les « causes » de la délinquance sont les mêmes pour les agresseurs ayant commis des crimes graves et les adolescents ayant commis quelques bêtises ? Est-ce que ce n'est qu'une question de gravité et de quantité des facteurs de risque présents qui détermine finalement le résultat de l'acte illégal ? Ou est-ce qu'il y a une qualité entièrement différente dans les crimes graves ? Est-ce qu'il est vrai que les agresseurs ont eux-mêmes été victimes d'abus dans leur enfance, ou est-ce que ce n'est qu'une défense utilisée comme excuse devant le juge ? Si les agresseurs ont eux-mêmes été victimes d'abus dans leur enfance, leurs délits ressemblent-ils aux abus vécus en tant que victimes ? Est-ce qu'il y a un transfert direct des abus d'une génération à l'autre ? Ensuite, si les criminels ont été eux-mêmes victimes d'abus, est-ce que tous les garçons victimisés deviennent plus tard des délinquants ? Bref la discussion concernant la santé psychique des individus ayant commis des actes si radicalement destructeurs reste un problème scientifique non résolu. Les chercheurs en sciences sociales aimeraient plutôt savoir dans quelle mesure les criminels connus des autorités sont différents de ceux qui ne sont pas (encore) connus. Dans ce livre, nous tenterons de répondre à ces questions, en faisant une comparaison entre les délinquants et les criminels parmi les recrues qui ont avoué leurs actes dans ce sondage anonyme, et le reste des recrues. Dans le présent texte, nous allons aborder le sujet de la violence en général et de la violence sexuelle chez les hommes. Nous allons donc analyser les particularités des deux groupes suivants : • N = 341 recrues extrêmement violentes • N = 30 recrues qui avouent avoir commis un viol À remarquer qu'il y a 13 individus qui se retrouvent dans les deux groupes. C'est-à-dire que 43% des violeurs sont également très violents dans un contexte non sexuel, et que 3.8% des agresseurs violents sont aussi des violeurs. Nous pourrions ainsi répondre à une autre question qui est fréquemment posée aux criminologues, à savoir pourquoi quelqu'un devient-il un criminel violent, et un autre un violeur ?

Other titles: Gewalt und Viktimisierung = Violence and Victimization

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich
ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-96773>
Habilitation

Originally published at:

Haas, Henriette. Agressions et victimisation: une enquête sur les délinquants violents et sexuels non détectés. 2001, University of Zurich, Faculty of Arts.



esperanza social, juvenil - and Hausdurchsuchungen
esperanza social, juvenil - and Hausdurchsuchungen
esperanza social, juvenil - and Hausdurchsuchungen
esperanza social, juvenil - and Hausdurchsuchungen
esperanza social, juvenil - and Hausdurchsuchungen

Sauerländer

Henriette Haas

Agressions et victimisations:

une enquête sur les délinquants violents
et sexuels non détectés.

Gewalt und Viktimisierung:
Eine Untersuchung zu nicht
entdeckten Gewalt- und
Sexualstraftätern.



Photo: Walter Baur / d'Ys 1000

Band/Volume

15

Wissenschaftliche Reihe

Série scientifique

Table des matières

Agressions et victimisations – une enquête sur les délinquants violents et sexuels non détectés : Résumé	iii
Gewalt und Viktimisierung – eine Untersuchung über unentdeckte Gewalt- und Sexualstraftäter : Zusammenfassung.....	vi
Violenza e vittimizzazione – una inchiesta sugli autori non scoperti di violenze e crimini a sfondo sessuale : Riassunto.....	ix
Avant-propos.....	xii
Zum Geleit.....	xiii
Prefazione	xiv
Remerciements.....	xv
Sauvegarde des droits des recrues concernées.....	xviii
Chapitre 1 : Introduction.....	1
Chapitre 2 : Enfance et adolescence.....	13
Chapitre 3 : Expériences à l'école et parmi les pairs	41
Chapitre 4 : Victimisation par maltraitance et abus sexuel	49
Chapitre 5 : Perturbations du développement.....	69
Chapitre 6 : Esquisse de l'avenir des garçons ayant eu un trouble des conduites	99
Chapitre 7 : La vie des jeunes adultes	105
Chapitre 8 : La sexualité des jeunes hommes	117
Chapitre 9 : Aperçu de la psychopathologie à l'âge de jeune adulte	123
Chapitre 10 : Résumé de la délinquance générale	153
Chapitre 11 : Violence.....	167
Chapitre 12 : Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle	203

Chapitre 13 : Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée	225
Chapitre 14 : Agresseurs violents	237
Chapitre 15 : Voleurs	293
Chapitre 16 : Résumé et conclusions	339
Kapitel 17 : Deutsche Zusammenfassung : Gewalt und Viktimisierung – eine Untersuchung über unentdeckte Gewalt- und Sexualstraftäter.....	369
Chapitre 18 : Méthodologie du sondage.....	397
Indications bibliographiques.....	471

Annexes

Questionnaire en français avec les données chiffrées

Questionnaire complémentaire en français avec les données chiffrées

Fragebogen

Questionario

Résumé

Agressions et victimisations : une enquête sur les délinquants violents et sexuels non détectés

Henriette Haas - Institut de police scientifique et de criminologie, Université de Lausanne

Méthode du sondage

Y a-t-il des criminels qui ne se laissent jamais prendre ? Les agresseurs violents et sexuels sont-ils des gens normaux qui ont été impliqués dans une action délinquante par hasard, ou sont-ils essentiellement des individus perturbés ? Voilà des questions qui sont souvent posées aux criminologues. L'étude portant sur les 21'347 recrues de l'année 1997 et le sondage complémentaire sur 1'160 non-recrues de cette même année ont permis de se faire une idée de la délinquance grave non détectée. Du fait du caractère obligatoire de la conscription, l'échantillon représente environ 70% du groupe formé par les hommes suisses de vingt ans (la *cohorte*) (cf. HALTINER (1998/99)). Pour la mise en œuvre du sondage, toutes les précautions nécessaires ont été prises pour que l'anonymat soit manifestement garanti. Après exclusion des exemplaires peu crédibles, 21'314 questionnaires ont été dépouillés. Afin de contrôler la validité des réponses, nous avons effectué une comparaison avec des résultats obtenus ailleurs. Il s'est avéré que les données recueillies auprès des recrues sont dans l'ensemble comparables à celles d'autres études réalisées indépendamment. On peut donc leur accorder une grande crédibilité. Les résultats sont présentés sous trois grandes rubriques : (1) enfance et perturbations du développement ; (2) violence ; et (3) transgressions ou infractions d'ordre sexuel (cf. Crimiscopie N°9, HAAS & KILLIAS 2000). Afin d'éviter tout malentendu, nous tenons à préciser que les comportements rapportés ont été commis avant l'entrée à l'école de recrues, et qu'il n'y a aucune relation entre ces actes et l'armée. En règle générale, les non-recrues ne sont pas en principe moins délinquantes que les recrues. C'est dire que parmi elles on risque de trouver encore plus d'agresseurs graves et d'individus marginaux qui – malheureusement – ne participent guère à des enquêtes scientifiques.

Une enfance malheureuse conduit-elle à la délinquance ?

La majorité des recrues a été élevée dans des familles où l'échange émotionnel était facile, et dans un climat empreint de tendresse. Cependant, selon leurs réponses, toutes n'ont pas connu ce bonheur : 4.8% d'entre elles ont été battues sévèrement par leurs parents et 1.9% maltraitées par d'autres adultes. De plus, 4.1% des garçons disent avoir été gravement abusés ou exploités sexuellement au cours de leur jeunesse. Les fils d'immigrés sont plus souvent victimes de maltraitance ou d'abus sexuels que les autres recrues. Quel est alors l'impact des risques ? Il s'est avéré que ceux-ci, à condition de n'être pas cumulés, sont dans la plupart des cas bien compensés. Ainsi, même des hommes ayant été soumis à plusieurs risques durant leur enfance, ont à l'âge adulte, de bonnes chances de mener une vie tout à fait normale. Un autre résultat très réjouissant du sondage révèle que deux tiers des garçons ayant été placés dans une classe spécialisée de l'école primaire ont – selon leurs réponses – à l'âge de vingt ans, réussi à effectuer un apprentissage ou une formation professionnelle supérieure. Seuls 12% d'entre eux sont restés sans aucune formation (contre 5.3% des autres recrues).

Perturbations du développement chez le garçon

Parmi les recrues, 10.1% présentaient durant leur jeunesse les signes de ce que la terminologie psychiatrique du DSM-IV (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4th Edition

1994) appelle un *trouble des conduites* grave. Ce terme traduit de l'anglais *conduct disorder* n'est pas synonyme de trouble du comportement au sens large. C'est, à la différence de ce dernier, un diagnostic qui englobe les éléments principaux de la délinquance juvénile. Environ un tiers des garçons qui ont présenté un *trouble des conduites* grave développent, à l'âge de dix-neuf ans, un comportement multirécidiviste ou criminel et 37% commettront des infractions de moindre gravité. L'analyse statistique a révélé que la genèse de cette perturbation semble due à une relation réciproque entre des facteurs d'ordre biologique et psychosocial. Ce trouble ne peut pas être attribué uniquement à une éducation défailante, bien qu'un milieu à problèmes multiples, c'est-à-dire où apparaissent violence conjugale, alcoolisme, maltraitance et abus sexuels, constitue un facteur important. Or, un éventuel manque de formation, la dépendance de l'assistance sociale et l'immigration des parents, quant à eux, jouent un rôle subordonné. Ce qui est dramatique c'est la fréquence des accidents. Ceux-ci pourraient être provoqués par un dommage cérébral minimal inné, ou acquis à la suite d'un accident. En considérant tous les facteurs à la fois, il est apparu qu'une très bonne relation avec l'enseignant ou l'enseignante diminuait par cinq le risque de développer un tel trouble ! On remarque en outre, que 58.2% des jeunes qui ont été interpellés par les forces de l'ordre ont mis fin à leur comportement délinquant par la suite.

Violences commises par les jeunes hommes avant l'école de recrues

Il existe parmi les recrues et les non-recrues une petite minorité d'hommes qui ne considère pas la violence comme un moyen illégitime pour imposer sa volonté à autrui. Une grande partie des victimes des recrues violentes sont des hommes. Néanmoins, le taux de jeunes hommes ayant usé, au cours des douze mois précédant l'école de recrues, de violence contre des personnes physiquement plus faibles qu'eux, que ce soient des femmes ou des enfants, s'élève à 8.6%. Les facteurs qui favorisent les formes moyennes et moins graves de la violence sont nombreux et renvoient à la personnalité de l'agresseur, comme à une situation particulière. Bien que les fils d'immigrés soient sur-représentés parmi les hommes ayant commis des violences, l'immigration des parents a été exclue par l'algorithme de la régression logistique comme facteur d'influence. En effet, dès que l'on tient compte des autres facteurs de risque, à savoir la maltraitance, les accidents fréquents et l'abus sexuel, elle ne joue plus de rôle. Nos données suggèrent que les jeunes immigrés de la deuxième génération sont, plus souvent que la moyenne, abusés sexuellement pendant leur enfance. Ainsi, on a trouvé parmi les garçons issus de familles immigrées des Balkans ou de régions islamiques en crise, deux fois plus de personnes qui ont été gravement abusées, que la moyenne des autres recrues. Pour les garçons qui sont exposés à des risques, une très bonne relation avec les enseignants, ou le placement dans une institution durant l'adolescence peuvent avoir une influence positive. Il semble donc que les mesures thérapeutiques et pédagogiques mises en œuvre ne soient pas dépourvues d'influences bénéfiques, malgré le scepticisme souvent exprimé par le public à l'égard de ces institutions.

Somme des infractions rapportées par les recrues

Le total de 156'076 infractions, soit une moyenne de 7.3 infractions par personne et par année, paraît énorme à première vue, mais il faut considérer qu'un tiers des infractions concerne des violations des règles de la circulation routière (en moyenne 2.4 cas d'excès de vitesse, et d'alcool au volant, par personne et par année). La répartition de cette délinquance est hautement variable. Si on tient compte des agressions violentes, des actes de transgressions d'ordre sexuel, des infractions contre le patrimoine et des infractions à la loi sur la circulation routière, plus de la moitié des actes ont été commis par seulement 8% des recrues. Ce noyau de délinquants dits « distinctifs » (qui sont soit multirécidivistes soit criminels potentiellement dangereux) est responsable de presque 70% des délits violents et de

plus de 80% des transgressions à l'intégrité sexuelle. Pourtant, seul un tiers d'entre eux s'est déjà trouvé devant le juge.

Agresseurs violents

Parmi les individus appartenant à ce noyau dur, 341 personnes ont avoué avoir commis des actes de violence grave qui dépassent de loin les voies de fait. Leurs actes relèvent d'au moins un des délits suivants : lésion corporelle, brigandage, extorsion, contrainte, ou de façon répétée, rixes, agressions, mises en danger de la vie d'autrui. Les recrues les plus violentes ont commis un vaste répertoire d'actes délictueux, dont harcèlement sexuel, cambriolage, vandalisme et vente de stupéfiants. Les recrues violentes sont à peu près autant impliquées dans des groupements autour de pôles politiques de gauche ou de droite (hip-hopppers, squatters, skinheads, groupes nationalistes). 80% de ces agresseurs ont montré les signes d'un *trouble de la personnalité*. Pendant leur temps libre, ils fréquentent des milieux ayant les mêmes tendances et se munissent souvent d'armes de toutes sortes. À l'origine de la violence grave, nos résultats statistiques ont permis de mettre en évidence la combinaison néfaste de perturbations psychiques avec le goût d'armes. En examinant les ressources personnelles des agresseurs violents adultes, nous avons observé que si une majorité d'entre eux semblent être parvenus en apparence à surmonter les difficultés de leur enfance (bonne formation professionnelle, réseau de connaissances étendu et relation sentimentale stable), cette adaptation reste néanmoins superficielle et ne peut pas compenser leur disposition précoce à la violence. Cette forme de *clivage* de la personnalité n'est pas rare chez les délinquants sexuels et violents. Nous présumons que l'adaptation superficielle de ces individus pourrait être le résultat d'un succès partiel de mesures socio-pédagogiques dont ils ont fait l'objet dans le passé.

Conséquences pour la politique criminelle

À la lumière des résultats du sondage, on peut envisager un certain nombre de mesures pour lutter contre la délinquance. Par analogie avec la politique qui s'est imposée dans le domaine de la drogue, il s'agit, à notre avis, de prévoir des mesures conçues selon le principe des piliers multiples : prévention, répression, thérapie, réduction des risques (internement et peines de longue durée pour les crimes très graves) et réparation. Seul l'effet combiné de celles-ci peut aboutir à une politique criminelle efficace à long terme. Sur le plan théorique, une approche différenciée, au-delà des dogmes politiques, est essentielle. Dans la pratique, il faut des interventions adaptées à chaque cas particulier, et qui exploitent toutes les dimensions du modèle des cinq piliers. Pour plus d'informations à ce sujet, les lecteurs et lectrices intéressés sont invités à se référer au chapitre 16, qui comporte le résumé détaillé.

Zusammenfassung

Gewalt und Viktimisierung: Eine Untersuchung über unentdeckte Gewalt- und Sexualstraftäter

Henriette Haas - Institut de police scientifique et de criminologie, Université de Lausanne

Untersuchungsplan

Gibt es Gewalt- und Sexualverbrecher, die sich nicht ertappen lassen ? Sind Täter Menschen, die bloss das Pech hatten, in ein Delikt verwickelt zu werden, oder sind sie tendenziell psychisch gestört ? Solche Fragen werden Kriminologen oft gestellt. Die Befragung von 21'347 Rekruten des Jahres 1997 und einer Stichprobe von 1'160 Nicht-Rekruten bot die Möglichkeit, einmal Straftaten der schweren Art im Dunkelfeld zu untersuchen. Wegen der allgemeinen Wehrpflicht für Männer umfasst die Stichprobe ca. 70% aller 20-jährigen Schweizer Männer (der sog. *Kohorte*) (vgl. HALTNER (1998/99)). Bei der Erhebung wurde die Anonymität der Rekruten sichtbar gewahrt. Nach dem Ausschluss unglaubwürdiger Fragebögen wurden insgesamt 21'314 valide Exemplare ausgewertet. Um die Gültigkeit der Antworten (Validität) zu überprüfen, wurden zu den meisten Ergebnissen Vergleichszahlen herangezogen. Dabei stellte sich heraus, dass die Rekrutendaten sich mit jenen aus unabhängigen Studien weitgehend decken. Den Daten der hier vorliegenden Studie darf somit hohe Glaubwürdigkeit zugeschrieben werden. Die Ergebnisse gliedern sich in die folgenden Blöcke: (1) Kindheit und Entwicklungsstörungen, (2) körperliche Gewalt und (3) sexuelle Übergriffe durch junge Männer (vgl. dazu Crimiscopes Nr.9 von HAAS & KILLIAS 2000). Um allfälligen Missverständnissen vorzubeugen, sei vorab festgestellt, dass die erfragten Verhaltensweisen in die Zeit vor der Rekrutenschule fallen und somit kein Zusammenhang irgendwelcher Art mit dem Dienst in der Armee besteht. Im grossen Ganzen sind Nicht-Rekruten tendenziell nicht weniger delinquent als die Rekruten. Es ist sogar eher davon auszugehen, dass sich unter ihnen noch mehr ausgesprochen randständige Personen und Kriminelle finden, welche aber an wissenschaftlichen Untersuchungen kaum je teilnehmen.

Macht eine unglückliche Kindheit delinquent ?

Die Mehrheit aller Rekruten wuchs in einem wohlbehüteten Klima auf, aber nicht alle hatten dieses Glück. 4.8% der Rekruten geben an, von den Eltern körperlich schwer misshandelt und 1.9% durch andere Erwachsene geschlagen worden zu sein. 4.1% aller Rekruten sind gemäss Selbstangaben in ihrer Kindheit oder Adoleszenz sexuell ausgebeutet oder schwer sexuell missbraucht worden. Knaben, deren Eltern eingewandert sind, sind tendenziell eher unter den Opfern von Missbrauch und Misshandlung zu finden. Welchen Einfluss haben solche Risiken indessen ? Die Auswirkungen einzelner Risiken können, wie sich zeigt, in der Regel kompensiert werden, wenn diese nicht gehäuft auftreten. Das Leben von mehrfach vorbelasteten Knaben muss demnach nicht automatisch in ein falsches Gleis münden. Erfreulich ist, dass zwei Drittel der ehemaligen Sonderschüler der Primarschule, nach eigenem Bekunden im Alter von 20 Jahren eine Lehre oder höhere Ausbildung absolvieren konnten. Nur gerade 12% dieser jungen Erwachsenen verfügen über keinerlei Berufsabschluss (5.3% des Rekrutendurchschnitts).

Entwicklungsstörung beim Knaben

Bei 10.1% der Rekruten scheinen in der Kindheit Zeichen einer schweren Verhaltensstörung in Anlehnung an die Definition des DSM-IV (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental*

Disorders, 4th Edition 1994) mit einer Neigung zu gewalttätigem und delinquentem Verhalten aufgetreten zu sein. Circa ein Drittel dieser verhaltensgestörten Knaben entwickeln gemäss Selbstangaben im Alter von neunzehn Jahren einen Hang zum Delinquieren und weitere 37% begehen weniger schwere Straftaten. Bei der Analyse der Ursachen dieser Störung fanden wir, dass sozialisationsbedingte Schäden vermutlich in einem wechselseitigen Verhältnis mit biologischen Risikofaktoren stehen. Die Verhaltensstörung kann jedenfalls nicht allein auf eine missglückte Erziehung zurückgeführt werden, obwohl sogenannte Milieuschädigungen, das heisst eheliche Gewalt, Alkoholismus in der Familie, Kindsmisshandlung und sexueller Missbrauch ganz zweifellos dabei eine wichtige Rolle spielen. Bildungsdefizite, Immigration und Fürsorgeabhängigkeit der Eltern spielen hingegen in der Genese der Störung eine untergeordnete Rolle. Als dramatisch muss die deutlich erhöhte Unfallhäufigkeit dieser Kinder betrachtet werden. Es könnte sein, dass verhaltensgestörte Kinder, welche besonders häufig in Unfälle verwickelt sind, unter angeborenen minimalen Hirnschädigungen leiden oder sich solche durch die Unfälle zuziehen. Unsere Befunde deuten weiter darauf hin, dass – unter Einbezug aller andern Faktoren – eine sehr gute Beziehung zum Lehrer das Risiko, eine schwere Verhaltensstörung zu entwickeln, um das Fünffache vermindert ! Weiter hat sich herausgestellt, dass 58.2% der Jugendlichen, die in Kontakt mit der Polizei gekommen sind, ihr delinquentes Verhalten in der Folge aufgegeben haben.

Gewalttätigkeit von jungen Männer vor der Rekrutenschule

Bei einer kleinen, aber aktiven Minderheit von Männern (Rekruten und Nicht-Rekruten) gilt Gewalt nach wie vor nicht als unehrenhaftes Mittel zur Durchsetzung eigener Interessen. Die Opfer der körperlichen Aggressionen waren mehrheitlich andere Männer. 8.6% aller Rekruten gaben aber an, im Laufe der letzten zwölf Monate vor der Rekrutenschule auch Frauen oder Kinder geschlagen zu haben. Bei der Entstehung von leichteren und mittelschweren Formen der Gewalt war eine grosse Zahl verschiedener Faktoren von Bedeutung, die sowohl situativen Gegebenheiten als auch der Persönlichkeit der Täter zuzuordnen sind. Der Algorithmus der logistischen Regression schloss die Variable « Immigration » als wesentlichen Einflussfaktor aus, obwohl Kinder von eingebürgerten Eltern prozentual unter den Tätern übervertreten sind. Andere biographische Risikofaktoren wie erlittene Misshandlung, Unfälle und sexueller Missbrauch scheinen gemäss unseren statistischen Berechnungen stärker für die Entstehung von gewalttätigem Verhalten ins Gewicht zu fallen. Offenbar werden Delinquente aus Einwandererfamilien in ihrer Kindheit überdurchschnittlich oft viktimisiert. Es scheint nämlich gemäss unseren Daten, dass Knaben, deren Eltern aus islamisch geprägten Krisenregionen und aus dem Balkan eingewandert sind, doppelt so häufig sexuell missbraucht werden als der Durchschnitt der andern Rekruten. Gute Beziehungen zu den Lehrpersonen und ein Heimaufenthalt während der Adoleszenz wirken sich auf Jugendliche, die irgendwelchen Risiken ausgesetzt sind, insgesamt offenbar positiv aus. Demnach bleiben therapeutische und pädagogische Massnahmen, die bei gefährdeten Jugendlichen zur Anwendung gelangen, trotz diesbezüglich häufig anzutreffender Skepsis, nicht ohne günstigen Einfluss.

Summe aller selbstberichteten Straftaten

Die Gesamtzahl aller Delikte von 156'076, das heisst durchschnittlich 7.3 Delikte pro Person und Jahr erscheint zunächst sehr hoch. Davon geht indes rund ein Drittel auf Uebertretungen im Strassenverkehr zurück (d.h. Geschwindigkeitsexzesse und Alkohol am Steuer: durchschnittlich 2.4 Fälle pro Person und Jahr). Die Verteilung der Delinquenz variiert zudem sehr stark. Mehr als die Hälfte aller Delikte geht auf das Konto von nur 8% der Rekruten. Dabei sind Gewalt- und Sexualdelikte ebenso mit im Spiel wie solche im Strassenverkehr oder im Eigentumsbereich. Dazu kommt, dass diese Kerngruppe von Intensivtätern (d.h.

Rückfalltätern und potentiell gefährlichen Kriminellen) für nahezu 70% aller Gewaltdelikte und über 80% aller sexuellen Uebergriffe verantwortlich ist. Trotzdem musste sich nur ein Drittel davon schon einmal vor dem Richter verantworten.

Gewalttäter

Wir fanden in unseren Daten einen harten Kern von 341 stark zu Gewalt neigenden Personen, deren Delikte den Tatbestand simpler Tötlichkeiten bei weitem überschreiten. Strafrechtlich gesehen sind die bekundeten Taten eher unter Raub, Körperverletzung, Erpressung, Nötigung einerseits oder unter wiederholte Raufhändel, Angriffe oder Gefährdungen des Lebens andererseits einzuordnen. Diese Gewalttäter verfügen über ein breites Repertoire weiterer deliktischer Aktivitäten, darunter Einbruch, Vandalismus, sexuelle Belästigung oder Drogenhandel. Ihrer politischen Orientierung nach scheinen die gewaltbereiten Männer in etwa zu gleichen Teilen sowohl am linken als auch am rechten Pol anzutreffen zu sein (Hip-Hopper, Hausbesetzer, Skinheads, rechtsnationalistische Gruppen). 80% dieser Kerngruppe zeigen Anzeichen einer Persönlichkeitsstörung. Es scheint, dass sie in der Freizeit besonders gerne mit ihresgleichen verkehren. Dabei wird häufig mit Pistolen, Schlag- und Stichwaffen « aufgerüstet ». Die unglückliche Kombination einer Vorliebe zu Waffen mit Anzeichen einer psychischen Störung kann gemäss unseren statistischen Resultaten, als eine Hauptursache von schwerer Gewalt bezeichnet werden. Bei der Untersuchung der persönlichen Ressourcen der erwachsenen Gewalttäter stellte sich heraus, dass viele von ihnen nur vordergründig die Schwierigkeiten der Kindheit überwunden haben, dass aber die äusserliche Anpassung an die Normalität des Lebensalltags (abgeschlossene Ausbildung, grosser Bekanntenkreis und Freundin) ihre schon früh manifeste Tendenz zu übersteigerter Aggression nicht aufzuheben vermag. Diese Art von Persönlichkeitsspaltung trifft man nicht selten bei Gewalt- und Sexualtätern. Es besteht Anlass zur Vermutung, dass die oberflächliche Normalisierung mit einem Teilerfolg sozialtherapeutischer Massnahmen, die man ihnen in der Adoleszenz zukommen liess, zusammenhängen könnte.

Kriminalpolitische Konsequenzen

Als Konsequenzen der Studie drängt sich u.E. ein Massnahmenbündel auf, das in Analogie zur Drogenpolitik als ein Mehr-Säulenmodell gegen Gewalt bezeichnet werden könnte. Nur der Verbund von Prävention, Repression, Therapie, Schadensverminderung (d.h. Verwahrung und ausreichend lange Strafen für sehr schwere Verbrechen) und Wiedergutmachung gewährleistet eine nachhaltige Kriminalpolitik. In der Theorie ist eine differenzierte Betrachtungsweise jenseits politischer Dogmen unabdingbar. In der Praxis braucht es dem Einzelfall angemessene Interventionen, welche die Möglichkeiten der fünf Säulen ausschöpfen. Ausführlicher wird dies im Kapitel 17 dargestellt, welches eine detaillierte Zusammenfassung auf Deutsch enthält.

Riassunto

Violenza e vittimizzazione : una inchiesta sugli autori non scoperti di violenze e crimini a sfondo sessuale

Henriette Haas - Institut de police scientifique et de criminologie, Université de Lausanne

Concezione dello studio

Vi sono autori di violenze e crimini a sfondo sessuale che riescono a non farsi scoprire ? Chi è un criminale ? Una persona che ha unicamente avuto la sfortuna di essere coinvolta in un delitto, o piuttosto un individuo che presenta dei disturbi psichici ? I criminologi sono spesso confrontati con domande di questo tipo. Un'inchiesta condotta presso 21'347 reclute dell'anno 1997 e un campione di 1'160 non-reclute ha permesso di studiare le attività criminose gravi che rimangono nell'ombra. A ragione dell'obbligo militare, il campione analizzato comprende all'incirca il 70% degli uomini svizzeri che nel 1997 hanno compiuto 20 anni (HALTNER (1998/99)). I dati sono stati raccolti garantendo l'anonimato degli interrogati. Dopo avere eliminato i questionari non attendibili sono rimasti per l'analisi 21'314 questionari validi. Per testare la validità delle risposte sono state prese in considerazione, per la più parte dei risultati, delle cifre comparative. Il paragone ha mostrato un alto grado di similitudine fra i dati raccolti fra le reclute e quelli provenienti da altri studi. I dati qui presentati possono di conseguenza venire ritenuti altamente credibili. I risultati sono suddivisi nei seguenti paragrafi: (1) Infanzia e disturbi dello sviluppo, (2) violenza corporale, (3) abusi sessuali fatti da uomini giovani (vedi Crimiscopo Nr. 9 di HAAS & KILLIAS 2000). Per sgombrare il campo da possibili malintesi : i comportamenti di cui qui si parla sono avvenuti in un periodo antecedente la scuola reclute. Non vi è quindi nessun rapporto con l'aver prestato servizio militare. In generale, i risultati indicano come le reclute non tendano a delinquere in percentuale maggiore dei loro coetanei che non prestano servizio militare. Giovani al margine della società e criminali sembrano addirittura essere presenti in percentuale maggiore fra questi ultimi, è però molto difficile poterli coinvolgere in inchieste a carattere scientifico.

Un'infanzia infelice può portare alla delinquenza ?

La maggioranza delle reclute è cresciuta in un clima sereno. Non tutti hanno però avuto questa fortuna. Il 4.8% indica di aver subito maltrattamenti fisici gravi da parte dei genitori. L'1.9% afferma di essere stato picchiato da parte di altri adulti. Il 4.1% di tutte le reclute ha subito, secondo quanto indicato, sfruttamenti o abusi sessuali gravi. I figli di immigrati sono presenti fra le vittime di sfruttamenti e abusi tendenzialmente in percentuale maggiore. Se i fatti non si susseguono con forte frequenza, le conseguenze delle violenze subite possono di regola venire assorbite. Il fatto di essere direttamente confrontati nella propria infanzia con fatti gravi non significa automaticamente che, in età adulta, si percorrerà una cattiva strada. È piacevole apprendere che il 68% di chi in età di scuola elementare ha dovuto frequentare una scuola speciale, ha potuto in seguito svolgere un tirocinio o frequentare una scuola superiore. Unicamente il 12% degli ex-allievi di una scuola speciale non presenta, a 20 anni, nessuna qualificazione professionale o titolo di studio (media fra l'insieme delle reclute: 5.3%).

Disturbi dello sviluppo fra i giovani

Il 10.1% delle reclute ha mostrato durante l'infanzia segni di gravi disturbi comportamentali (base di giudizio: la definizione del *conduct disorder* contenuta nel DSM-IV, *Diagnostic and*

Statistical Manual of Mental Disorders, 4th Edition 1994) con tendenza ad un comportamento violento e criminoso. Sulle basi di quanto raccolto con l'inchiesta, il 33% di queste persone presenta, una volta raggiunta la soglia dei 19 anni, una tendenza a delinquere e 37% commetterà delle infrazioni di minor gravità. Crediamo di potere affermare, in base ad un'attenta analisi da noi condotta, che le cause di questo disturbo vadano ricercate nella combinazione di danni legati alla socializzazione e fattori biologici a rischio. I disturbi comportamentali non possono in nessun caso essere ricondotti esclusivamente ad un'educazione infelice. Questo, malgrado danni dovuti all'ambiente sociale, come ad esempio violenza nel rapporto fra padre e madre, alcolismo in famiglia, maltrattamenti e violenze sessuali giochino senza dubbio un ruolo importante. Meno rilevanti per la genesi dello sviluppo dei disturbi sono, per contro, fattori quali un deficit a livello di formazione, il fatto di provenire da una famiglia di immigranti oppure la dipendenza dei genitori dall'assistenza sociale. È invece drammaticamente superiore alla media la frequenza con cui questi bambini sono coinvolti in incidenti o infortuni. È possibile che bambini con disturbi comportamentali, coinvolti con frequenza in incidenti o infortuni, soffrano di minuscole lesioni cerebrali innate o se le producano proprio attraverso incidenti di questo tipo. I nostri risultati indicano inoltre come – considerando tutti i fattori possibili – un buon rapporto con l'insegnante riduca di cinque volte il rischio di sviluppare un disturbo comportamentale ! Si può constatare inoltre che il 58.2% dei giovani che sono stati interpellati dalle forze dell'ordine hanno in seguito cessato ogni attività criminale.

Ricorso alla violenza da parte dei giovani uomini prima della scuola reclute

Per una piccola, ma attiva minoranza degli uomini intervistati (reclute e non), il ricorso alla violenza non è considerato un atto disonorevole per affermare i propri interessi. Le vittime delle aggressioni erano, nella maggioranza dei casi, altri uomini. L'8.6% di tutte le reclute ha però indicato di avere picchiato delle donne o dei bambini nel corso dei 12 mesi antecedenti la scuola reclute. Un grande numero di fattori si sono rilevati come influenti per l'insorgere di forme leggere o medio-gravi di violenza. Questi fattori sono attribuibili sia a circostanze particolari che alla personalità degli autori stessi. L'analisi statistica esclude il fattore "immigrazione" dagli elementi rilevanti per una spiegazione, questo malgrado fra gli autori di atti di violenza i figli di genitori naturalizzati siano percentualmente sovrarappresentati. In base alle nostre analisi statistiche sono altri i fattori a rischio a carattere biografico di rilevanza per l'insorgere di un comportamento violento: violenze e maltrattamenti subiti, incidenti, abusi sessuali. La vittimizzazione nel corso dell'infanzia sembra essere particolarmente forte fra i delinquenti immigrati nel nostro Paese. In base ai nostri dati sembra infatti che i giovani i cui genitori provengono da regioni scosse da instabilità e conflitti politici o religiosi subiscano abusi sessuali in percentuale doppiamente superiore alla media. Un buon rapporto con gli insegnanti e il vivere temporaneamente in un istituto nel corso dell'adolescenza sembrano avere un'influenza positiva su quei giovani esposti a rischi particolari. Malgrado lo scetticismo che li accompagna, provvedimenti pedagogici e terapeutici si rivelano, in casi di rischi particolari, come fonti positive di influenza.

Totale delle infrazioni autoriportate dalle reclute

156'076 delitti, vale a dire in media 7.3 delitti per persona ogni anno, sembrano essere a prima vista molti. Un terzo di essi va però ricondotto ad infrazioni del codice della strada (ad esempio: superamento del limite di velocità, alcol al volante, mediamente 2.4 casi all'anno per persona). La distribuzione della delinquenza varia inoltre fortemente. Tenendo conto delle aggressioni violente, degli atti di trasgressione di ordine sessuale, delle infrazioni contro il patrimonio e della circolazione stradale, più della metà delle infrazioni sono commesse solamente dall'8% delle reclute. Inoltre, questa percentuale di multirecidivi e di criminali

potenzialmente pericolosi è responsabile quasi del 70% dei reati violenti e di più dell'80% delle trasgressioni contro l'integrità sessuale. Malgrado ciò, solo un terzo di questi giovani delinquenti si è già trovato di fronte ad un giudice.

Criminali

Fra i nostri dati abbiamo trovato 341 persone con tendenze violente, i cui delitti superano chiaramente le semplici vie di fatto. Da un punto di vista giudiziario, gli atti in questione possono venire classificati come furti, ferite corporee, ricatti e coercizioni da un lato, zuffe ripetute, attacchi o messa in pericolo della vita altrui dall'altro. Questi autori di atti criminosi presentano uno spettro ampio di altre attività delittuose, fra cui scassi, vandalismi, molestie sessuali o commercio di stupefacenti. Per ciò che concerne l'orientamento politico, si possono trovare fra gli autori di atti criminali violenti sia simpatizzanti di ideali di sinistra che di destra (ad esempio: hip-hopper, squatter, naziskin, gruppi di estrema destra). Più dell'80% degli autori di atti di violenza presentano degli indicatori di un disturbo della personalità. Nel tempo libero queste persone cercano volentieri la compagnia di individui che condividono i loro stessi interessi. Spesso vi sono in gioco pistole, coltelli o altre armi. La combinazione fra passione per le armi e sintomi di disturbi psichici può venire considerata, in base ai nostri risultati, una delle cause principali della violenza. Durante lo studio delle risorse dei criminali adulti è risultato che molti di loro hanno superato solo apparentemente le difficoltà incontrate nel corso dell'infanzia. Non tutti gli adattamenti "esterni" (formazione conclusa, ampia cerchia di amici, fidanzata) hanno potuto compensare la loro tendenza, acquisita nei primi anni di vita, ad una forte aggressività. Questo tipo di divisione della personalità si può ritrovare sovente fra gli autori di crimini violenti e delitti sessuali. È lecito supporre che la normalizzazione di superficie possa dipendere dai provvedimenti socioterapeutici messi in pratica durante il periodo dell'adolescenza.

Conseguenze di carattere politico-criminale

In base ai risultati analizzati, ci sembra opportuno, per un miglioramento dello stato attuale delle cose, pensare all'introduzione di un pacchetto di provvedimenti paragonabile a quello adottato nella politica sulla droga, un pacchetto basato su più pilastri. Solo l'unione di (1) prevenzione, (2) repressione, (3) terapia (4) limitazione dei danni (vale a dire: custodia) e (5) risarcimento del danno è garanzia di una politica efficace sul fronte della lotta alla criminalità. In teoria, un'osservazione differenziata al di là di qualsiasi dogma politico è indispensabile. In pratica è necessario intervenire considerando le peculiarità delle diverse situazioni e operando secondo quanto permette il modello dei cinque pilastri (vedi al riguardo la tavola riassuntiva al capitolo 16 (versione in francese) / 17 (versione in tedesco)).

Avant-propos

Dans cette étude, Madame Henriette Haas, professeur à l'Institut de police scientifique et de criminologie (IPSC) de l'Université de Lausanne présente l'analyse sans doute la plus complète qui ait été réalisée en Suisse sur les expériences en matière de violence active et passive chez les jeunes adultes de sexe masculin. Le grand nombre de personnes interrogées grâce aux enquêtes menées auprès des recrues constitue un avantage inestimable. Seule une enquête de masse de cette importance – plus de 20'000 recrues en 1997 – permet d'analyser statistiquement des petits groupes particuliers pour en tirer des conclusions valides. Ainsi, la chercheuse lausannoise met en évidence la dimension des différents types de comportements criminels cachés chez les jeunes adultes, dimension peut-être étonnante pour le grand public, mais connue en criminologie. Les responsables des *ch-x*, eu égard à l'aspect confidentiel des questions posées, se sont efforcés, par des moyens efficaces, de préserver la sphère privée et de garantir l'anonymat des recrues interrogées lors du déroulement de l'enquête en salle. Ainsi, par exemple, une attention particulière a été accordée à laisser suffisamment de sièges vides entre les personnes interrogées. Une urne a été mise à disposition pour y glisser les questionnaires remplis de sorte que la garantie de l'anonymat soit manifeste pour tous. Compte tenu des techniques d'interrogation, la crédibilité des résultats présentés ne saurait être mise en cause.

Les responsables des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)* expriment leur profonde gratitude à Madame Henriette Haas pour l'énorme travail accompli ainsi que pour sa fidèle et excellente collaboration. Avec l'auteur du projet ils espèrent que les données recueillies fourniront de précieuses bases pour mener une politique efficace visant à la diminution de la violence et de la délinquance des jeunes dans notre pays.

Le directeur des *ch-x*

Le chef scientifique des *ch-x*

Dr. Franz Peter

Dr. Karl W. Haltiner

Zum Geleit

Mit dieser Studie präsentiert Frau Professor Dr. Henriette Haas vom Institut für Polizeiwissenschaften und Kriminologie (IPSC) der Universität Lausanne die wohl umfassendste Untersuchung über aktive und passive Gewalterfahrungen von jungen Männern, die je in der Schweiz durchgeführt worden ist. Der Vorteil der Rekrutenerhebungen, nämlich die grosse Zahl befragter Personen, kam dabei voll zum Tragen. Erst eine Massenerhebung von diesem Umfang – über 20'000 Rekruten der Schulen 1997 – erlaubt es, auch kleinste Merkmalsgruppen noch angemessen zu erfassen und statistisch herauszufiltern. Dadurch gelang es der Lausanner Forscherin, ein womöglich für die Öffentlichkeit erstaunliches, in der Kriminologie aber bekanntes Ausmass an versteckten kriminellen Verhaltensweisen bei jungen Erwachsenen sichtbar zu machen und zu belegen. Die Verantwortlichen der *ch-x* haben sich angesichts der Vertraulichkeit der gestellten Fragen, in aussergewöhnlichem Masse darum bemüht, den befragten Rekruten während der klassenzimmerartig durchgeführten schriftlichen Befragung optimale Privatsphäre und Anonymität zu garantieren. So wurde unter Anderem peinlich genau darauf geachtet, dass zwischen den Befragten genügend leere Sitze vorhanden waren. Nach dem Ausfüllen warfen sie den Fragebogen in eine Urne, so dass die Anonymitätszusicherung für alle deutlich sichtbar war. Die Glaubwürdigkeit der vorliegenden Befunde steht unter befragungstechnischen Gesichtspunkten ausser Frage.

Die Verantwortlichen der *Eidgenössischen Jugend- und Rekrutenbefragungen (ch-x)* danken Frau Professor Henriette Haas für die geleistete grosse Arbeit und für die stets sehr gute Zusammenarbeit. Sie hoffen mit der Autorin, dass die Befunde wertvolle Anhaltspunkte für eine wirksame Politik zur Verminderung von Gewalt und jugendlicher Delinquenz in unserem Lande zu geben vermögen.

Direktor *ch-x*

Wissenschaftlicher Leiter *ch-x*

Dr. Franz Peter

Dr. Karl W. Haltiner

Prefazione

Con questo studio, la professoressa dott. Henriette Haas dell'Istituto di Polizia Scientifica e di Criminologia (IPSC) dell'Università di Losanna presenta la ricerca più ad ampio raggio che mai sia stata eseguita in Svizzera su temi concernenti gli atti di violenza attivi e passivi praticati o subiti da parte di giovani uomini. In questo studio è stato ottimamente sfruttato il gran vantaggio offerto dai sondaggi condotti fra le reclute: la possibilità di disporre di un elevato numero di persone. Solo un campione di queste dimensioni – più di 20'000 reclute delle scuole del 1997 – permette di analizzare con procedimenti statistici anche i più piccoli gruppi che presentano caratteristiche d'interesse per la ricerca. Con questo studio, la professoressa losannese ha portato alla luce la dimensione dei vari tipi di comportamenti criminali nascosti dei giovani adulti. Questa dimensione può forse essere sorprendente per il grande pubblico, ma resta comunque coerente con quanto già conosciuto in criminologia. In considerazione della delicatezza della tematica, *ch-x* si è estremamente impegnata affinché la difesa della sfera privata e l'anonimato delle reclute fossero assolutamente garantiti. Ciò vale, ovviamente, per l'analisi dei dati, ma anche per la raccolta dei dati stessi, condotta in forma scritta, con le reclute sedute come fra i banchi di un'aula scolastica. In effetti, è stato controllato con disciplina assoluta che, nell'aula, vi fosse fra una recluta e l'altra un determinato numero di sedie vuote e che, al momento della consegna del questionario, esso venisse deposto in un'apposita urna, senza passare fra le mani degli esperti *ch-x* presenti in aula. Da un punto di vista della tecnica d'inchiesta, la credibilità dei dati raccolti non può assolutamente venir posta in discussione.

I responsabili delle *Inchieste federali fra i giovani e le reclute (ch-x)* ringraziano la professoressa Henriette Haas per l'opera svolta e per l'ottima collaborazione in ogni fase del progetto e sperano che i risultati rappresentino degli elementi importanti per una politica atta a ridurre la violenza e la delinquenza dei giovani nel nostro Paese.

Il direttore *ch-x*

L'aggiunto delegato ai problemi scientifici

Dr. Franz Peter

Dr. Karl W. Haltiner

Remerciements

À toutes les recrues de l'année 1997 et aux participants du sondage complémentaire nous aimerions exprimer notre reconnaissance pour leur coopération, leur intérêt et leur franchise. Nous sommes heureux de constater que les jeunes hommes ont participé avec une grande honnêteté, offrant ainsi des informations très utiles pour la recherche. Les remarques personnelles sur la dernière page du questionnaire ont témoigné d'un grand intérêt pour la matière et d'une bonne motivation à participer. Certains nous ont ainsi offert des critiques constructives et des propositions d'amélioration. Cela nous montre à quel point ils ont pris l'enquête au sérieux. De plus, nous voulions que leur participation reste à tout moment volontaire. Nous sommes aussi très heureux de constater que les possibilités de ne pas répondre, ou de cocher la catégorie « je ne veux pas répondre » n'ont pas été souvent utilisées ; nous remercions donc les participants pour leur confiance. Toute trace physique des questionnaires a disparu avant la première publication des résultats, et de ce fait l'anonymat que nous avons garanti aux participants est assuré.

Lors du récent congrès de la Société Américaine de Criminologie, la position dominante des chercheurs des pays anglo-saxons était une fois de plus évidente. La raison principale de l'avantage des chercheurs anglo-saxons c'est qu'ils ont accès à de très grandes populations. En effet, contrairement à beaucoup de scientifiques européens, ils ne sont pas obligés de se contenter de sondages portant sur un ou deux mille sujets seulement. Les *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)* (antérieurement : les *Examens Pédagogiques des Recrues, EPR*) offrent aux chercheurs une occasion unique, en leur permettant de faire des sondages sur presque tous les jeunes hommes suisses de vingt ans. L'ampleur de cet échantillon est un atout particulier lorsqu'il s'agit non seulement de saisir des phénomènes fréquents (touchant plus de 5% de la population étudiée), mais aussi des phénomènes plus rares, que l'on ne peut pas relever autrement. Aucun autre pays d'Europe ne connaît une institution comparable, où l'on pourrait étudier sur une telle échelle des questions en sciences humaines. C'est pourquoi l'Institut de Police scientifique et de Criminologie (IPSC) a été très heureux, en 1997, d'avoir l'occasion de participer aux *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)* avec une recherche sur la violence et la délinquance parmi les jeunes hommes suisses. Grâce aux capacités informatiques d'aujourd'hui, il est possible d'évaluer une masse d'informations, portant sur un grand nombre de personnes, et fournissant des résultats représentatifs et approfondis. On peut souhaiter qu'il y ait encore beaucoup de générations de chercheurs suisses qui auront accès à l'organisation de la « *ch-x* », ce qui leur permettra d'établir des comparaisons avec les recherches effectuées à l'étranger. L'initiateur de la présente enquête, M. MARTIN KILLIAS, ainsi que tous les chercheurs ayant déjà participé, l'auteur de ce livre incluse, remercient tous ceux qui contribuent régulièrement à l'existence de cette formidable institution, à savoir le contribuable, les politiciens et les militaires, qui se sont engagés et battus pour l'existence de cette institution unique. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre vive reconnaissance.

Plusieurs personnes et organisations ont contribué au succès de ce projet. Ce fut une collaboration très réussie, marqué par un esprit innovateur. À cet égard, nous aimerions exprimer nos sincères remerciements à M. KARL HALTNER, docteur en sciences politiques, chargé de cours en sociologie, et chef scientifique des *ch-x*, ainsi qu'à M. LUCA BERTOSSA, docteur en psychologie et assistant dans l'équipe de M. HALTNER de l'école supérieure militaire de l'ETH Zurich pour la planification de l'enquête. La participation de M. BERTOSSA pour la traduction italienne du questionnaire et celle du résumé a été très appréciée. M. HUBERT CHRISTEN, de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, responsable de l'édition des questionnaires puis de celle du livre, a fait un remarquable travail de

coordination. Les experts des *ch-x*, sous la direction de M. PETER REGGLI et M. FRANZ PETER, docteur ès lettres et M. JEAN-CLAUDE SCHALLER, adjoint à l'expert en chef de langue française, méritent une reconnaissance spéciale pour avoir veillé avec succès à ce que l'enquête se déroule de la façon prévue, dans l'anonymat, et dans un climat permettant de remplir le questionnaire sans perturbations extérieures. Nous n'avons pas oublié les efforts de l'Office Fédéral de la Statistique (OFS), qui a scanné les vingt-et-un mille questionnaires avec la plus grande précision. Alors que dans de tels projets il arrive souvent qu'un grand nombre de questionnaires soit perdu ou que les données soient illisibles après la lecture électronique, ici, grâce à M. URS ETTER et son équipe, ce ne fut heureusement pas le cas. Au sein de notre institut, nous remercions tout d'abord M. PATRICK RÖSLI et Mme DAPHNEE MARET, qui ont participé à l'évaluation en tant qu'assistants de recherche. Je tiens aussi à remercier les personnes qui ont fait preuve de beaucoup de patience à mon égard, ainsi que celles et ceux qui m'ont aidée pour le maniement de la langue française, en corrigeant et en critiquant mon texte. Mes premiers pas ont été accompagnés par M. JEAN-MARIE MELLANA, assistant de recherche à l'IPSC et Mme MARIE DEVEAUD-PLEDRAN, docteur en français moderne. Plus tard, ce sont M. THIERRY BERRUX, M. PHILIPPE LAMON, Mme YOLANDE SCHORI et M. RAFAËL VIGNANDO, assistants de recherche à l'Institut de police scientifique et de criminologie, qui m'ont initiée aux finesses de cette langue, contribuant beaucoup à l'achèvement de cet ouvrage. Grâce à leur engagement collégial, le travail est devenu un plaisir. Enfin, sept étudiants en criminologie et en police scientifique m'ont aussi aidée à corriger certains chapitres. Qu'ils soient ici remerciés pour leur engagement compétent : SYLVIE GENILLARD, RAPHAËLLE LASSERRE, CHRISTOPHE MARGUERAT, RAYMOND MARQUIS, CARINE MÜLLER, SEVERINE QUADRI, NATHALIE ROSSET, MATHIEU SIMONIN. Mme MARIANNE PITHON, licenciée ès lettres, ancien maître d'enseignement à l'École de français moderne de l'Université de Lausanne, a bien voulu assurer la relecture du manuscrit, ce dont nous la remercions. Elle tient à dégager toute responsabilité quant aux termes techniques employés par l'auteure, en particulier : « *trouble des conduites* » (DSM-IV), « *chiffre noir* », et « *autoreporté* », employés en criminologie. En tant que soutien informatique, c'est M. PHILIPPE GARDEL, docteur en physique, du Centre informatique de l'Université de Lausanne, qui a réalisé quelques opérations difficiles et qui a offert son aide tout au long de la recherche quand il y avait un problème informatique. En statistique, on a également pu bénéficier des conseils d'expert de M. NICOLAS JEANPRETRE, mathématicien et spécialiste en SAS, collaborateur scientifique au CHUV, et de M. ANDRE BERCHTOLD, premier assistant et chargé de cours à l'Institut de mathématiques appliquées de la faculté des SSP de l'UNIL. Il a même fallu l'aide de théologiens pour compléter ce livre : le professeur THOMAS RÖMER et M. CHRISTOPHE NIHAN, assistant de l'Institut romand des sciences bibliques, m'ont retrouvé des citations dans la Bible. *Last but not least*, l'étude a été subventionnée par le Fonds National Suisse pour la Recherche Scientifique (FNRS), par la Division des sciences humaines et sociales et dans le cadre du PNR-40 « Violence au quotidien – Crime organisé ». Notre projet est l'un des dix-sept de ce programme, et les contacts entre collègues suisses dans le cadre du PNR-40 furent eux aussi enrichissants pour notre travail.

Ma famille ainsi que mes amis et amies, m'ont donné de bonnes idées. Je les remercie aussi de leur soutien moral. De plus, la lecture critique par ma mère et par Franz m'ont aidée à clarifier le texte ; mon père, quant à lui, a bien voulu relire les conclusions. Ensuite, mes remerciements vont à mes professeurs et mentors qui m'ont soutenu tout au long de ma formation. Au sein de l'Université de Zurich : Mme le professeur INGE STRAUCH, le professeur ULRICH MOSER en psychologie clinique, et le professeur AMBROS UCHTENHAGEN en psychiatrie sociale, et en psychanalyse M. MARIO ERDHEIM, privatdocent en anthropologie.

Au sein de l'Université de Lausanne j'ai reçu également un soutien précieux : Mme FRANÇOISE GRIZE, adjointe rattachée au Rectorat et Mme le professeur SUZETTE SANDOZ,

Doyen de la Faculté de Droit ont eu la gentillesse de relire certains passages. Le professeur PIERRE MARGOT, directeur de *l'Institut de police scientifique et de criminologie*, a accompagné avec bienveillance et encouragement mes activités au sein de l'Institut.

L'auteure tient à s'acquitter d'une très grande dette de reconnaissance envers le professeur MARTIN KILLIAS, professeur ordinaire de droit et de criminologie à l'Université de Lausanne, juge suppléant au Tribunal Fédéral, Fellow of the American Society of Criminology et président de l'Association Européenne de Criminologie. C'est aussi grâce à lui que le questionnaire « Expériences de vie et comportements » a pu être rapidement mis au point. Tout au long des trois années qu'a duré l'évaluation des résultats, j'ai pu bénéficier des avis éclairés du professeur KILLIAS. À l'IPSC de l'Université de Lausanne, le professeur KILLIAS est à l'origine d'un grand nombre de recherches et de travaux, combinant les pôles principaux de la méthodologie en sciences sociales. Citons la première enquête sur la délinquance avouée en Suisse (« Sondage international de délinquance autoreportée 1992/3 »), une étude sur la victimisation dans le cadre de l'entreprise (*Business Crime Survey 1993/4*), ainsi qu'une enquête longitudinale permettant de déceler les tendances du développement de la criminalité dans ce pays (« Sondage national et international de victimisation 1984/7, 1989, 1992, 1996, 1998 et 2000 »). Ensuite, deux études ont paru évaluant l'effet des nouvelles sanctions et mesures à travers des expériences prospectives contrôlées (« Évaluation du travail d'intérêt général au niveau du canton de Vaud, et au niveau de la Suisse 1997 » et « Évaluation des effets de la prescription d'héroïne sur la délinquance des toxicomanes traités »). La liste continue avec la mise en œuvre de l'étude de comparaison de statistiques criminelles au plan international (*The European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*), et enfin la réalisation de cette étude de cohorte transversale. Les conseils avisés du professeur KILLIAS, ses directives, ont largement contribué à l'aboutissement du projet dont il a été, avec M. HALTINER, l'instigateur.

Lausanne, le 1^{er} Août 2001

hh

Sauvegarde des droits des recrues concernées

Traitant de problèmes en sciences humaines qui touchent des données sensibles, il a fallu vérifier si le projet remplissait les standards éthiques auprès des sujets de cette recherche. Les projets prévus pour les *Examens pédagogiques des recrues* en 1997 ont donc été soumis à la 39^e réunion de la commission du même nom au sein du Conseil National, qui a eu lieu le 28 juin 1996. Cette commission et l'État-major ont donné indépendamment leur avis et ont approuvé à la fois notre questionnaire et les objectifs de la recherche.

Si certains lecteurs sont choqués à l'idée que de véritables criminels puissent se trouver au sein de l'armée, nous rappelons que le taux de non-recrues qui ont transgressé la loi sous une forme ou sous une autre était tout aussi grand que celui des recrues. D'autre part, les individus connaissant des difficultés majeures n'auront certainement pas pu achever leur école de recrues.

Quant à l'anonymat, nous pouvons rassurer les participants : sur les 22'474 hommes – un demi-stade de football – qui ont rempli un questionnaire, personne ne pourrait retrouver l'identité de quelqu'un ou reconnaître un individu. Les questionnaires (poids net : 3,49 tonnes !) ont été incinérés le 29 juillet 1999, avant la publication des premiers résultats portant sur la délinquance sexuelle parmi les recrues. Il ne reste aujourd'hui que des données informatisées.

Parmi les lecteurs, certains pensent peut-être qu'il n'est pas tolérable de garantir l'anonymat de criminels graves et de détruire leurs questionnaires. Or, premièrement, nous ne savions pas au début de l'enquête si nous allions effectivement trouver de véritables criminels parmi les recrues. En effet, même sur un plan mondial, il n'existe pas d'études portant sur le *chiffre noir* qui soient aussi larges que la nôtre. Le terme *chiffre noir* correspond à l'écart existant entre la criminalité connue, enregistrée par les archives de la police et le casier judiciaire, et la criminalité réelle. Par conséquent, nous ne disposons d'aucune information nous permettant de savoir à l'avance si d'éventuels criminels existant parmi les recrues – qui sont trop rares pour apparaître dans des sondages portant sur des échantillons plus restreints – allaient remplir le questionnaire anonyme de façon sincère ou non. Deuxièmement, on doit se demander, du point de vue de l'éthique de la recherche, s'il est correct de leurrer les sujets en les incitant à se confier, en leur assurant le respect du secret professionnel, pour ensuite trahir leur confiance. De plus, il serait contraire à tout principe constitutionnel protégeant la sphère privée de déclencher des instructions pénales à l'encontre de citoyens contre lesquels aucune plainte n'a été déposée. Une telle procédure serait indigne d'un État de droit.

Après avoir constaté le nombre de délinquants sérieux parmi les non-recrues et recrues interrogées, nous nous sommes demandé s'il fallait leur faire ici une recommandation spéciale, notamment à ceux qui ont déclaré avoir commis une faute ou un crime durant l'année précédente. Finalement, nous sommes arrivés à la conclusion que les avertissements moraux ou juridiques quant aux conséquences de tels actes, ainsi que les recommandations de thérapie ou d'autres conseils n'ont pas leur place dans cet ouvrage. Même si ce n'est pas notre objectif principal en tant que chercheurs, nous serions cependant heureux que la lecture de ce livre stimule l'auto-reflexion de la part de ceux qui nous ont confié avoir commis des crimes.

Sur la dernière page du questionnaire distribué aux recrues, il était possible de fournir un commentaire à propos de l'enquête. Cette feuille a été préalablement séparée du questionnaire avant la lecture par le scanner. Ainsi, il est impossible de savoir quel commentaire est attribué à tel ou tel questionnaire. Ces commentaires étaient d'ailleurs fascinants, si bien que nous en avons retenu quelques-uns pour illustrer à la fois les résultats et l'état d'esprit de ceux qui ont participé au sondage. En voici un exemple :

M



← temps libre pendant l'armée

Sérieusement, le questionnaire est bien fait,
mais seulement on répète plusieurs fois les
même choses. Pas faire plus simple mais
plus clair.

(Commentaire N°64)

1 Introduction

1.1.1 Les questions posées

Y a-t-il des criminels qui ne se laissent jamais prendre ? Et si tel était le cas, quelles sont les différences entre ces derniers et les agresseurs connus ? De plus, existe-t-il, dans le chiffre noir, des délinquants de classe moyenne sans troubles psychiques, sachant échapper aux poursuites ? Beaucoup de gens – professionnels et non-professionnels – demandent aux criminologues une réponse à ces questions.

Un autre sujet entraînant beaucoup de spéculations pourrait se définir comme ceci : pourquoi les délinquants et surtout les grands criminels commettent-ils de tels actes, et pourquoi sont-ils devenus ce qu'ils sont ? Cette question peut être reformulée selon les hypothèses suivantes : Les agresseurs sont-ils des gens « comme vous et moi » ? Est-ce qu'ils ont été impliqués dans une action délinquante plutôt par hasard, ou par des circonstances particulières ? Par exemple, est-ce que c'est la consommation excessive d'alcool, de drogues, ou la vision abusive de vidéos pornographiques ou violentes, qui provoquent des crimes sexuels ou violents ?

En outre, on aimerait savoir s'il y a vraiment des « spécialistes » en matière criminelle, par exemple des délinquants sexuels qui commettent principalement des délits dans le domaine de la sexualité, ou si la majorité des criminels sont plutôt des « généralistes » ayant recours à la violence.

Enfin, est-ce que les « causes » de la délinquance sont les mêmes pour les agresseurs ayant commis des crimes graves et les adolescents ayant commis quelques bêtises ? Est-ce que ce n'est qu'une question de gravité et de quantité des facteurs de risque présents qui détermine finalement le résultat de l'acte illégal ? Ou est-ce qu'il a une qualité entièrement différente dans les crimes graves ?

Est-ce qu'il est vrai que les agresseurs ont eux-mêmes été victimes d'abus dans leur enfance, ou est-ce que ce n'est qu'une défense utilisée comme excuse devant le juge ? Si les agresseurs ont eux-mêmes été victimes d'abus dans leur enfance, leurs délits ressemblent-ils aux abus vécus en tant que victimes ? Est-ce qu'il y a un transfert direct des abus d'une génération à l'autre ? Ensuite, si les criminels ont été eux-mêmes victimes d'abus, est-ce que tous les garçons victimisés deviennent plus tard des délinquants ?

Bref la discussion concernant la santé psychique des individus ayant commis des actes si radicalement destructeurs reste un problème scientifique non résolu.

Les chercheurs en sciences sociales aimeraient plutôt savoir dans quelle mesure les criminels connus des autorités sont différents de ceux qui ne sont pas (encore) connus.

Dans ce livre, nous tenterons de répondre à ces questions, en faisant une comparaison entre les délinquants et les criminels parmi les recrues qui ont avoué leurs actes dans ce sondage anonyme, et le reste des recrues. Dans le présent texte, nous allons aborder le sujet de la violence en général et de la violence sexuelle chez les hommes. Nous allons donc analyser les particularités des deux groupes suivants :

- N = 341 recrues extrêmement violentes
- N = 30 recrues qui avouent avoir commis un viol

À remarquer qu'il y a 13 individus qui se retrouvent dans les deux groupes. C'est-à-dire que 43% des violeurs sont également très violents dans un contexte non sexuel, et que 3.8% des agresseurs violents sont aussi des violeurs. Nous pourrions ainsi répondre à une autre question qui est fréquemment posée aux criminologues, à savoir pourquoi quelqu'un devient-il un criminel violent, et un autre un violeur ?

1.1.2 Comment lire le livre

Le livre va du général au particulier, en traitant l'ensemble des recrues dans les premiers chapitres, pour d'abord établir le standard de ce qui est (statistiquement) normal dans la population des jeunes hommes suisses. Ces analyses procéderont dans une logique historique, en passant en revue toute la vie des recrues, de la première enfance jusqu'à leur entrée à l'école de recrues. Dans une partie intermédiaire, nous aborderons la perturbation du développement chez le garçon, désigné par les spécialistes de la branche empirique en psychiatrie sous le nom de *trouble des conduites* (traduction du terme anglais *conduct disorder*).

Le sujet traitant de la vie actuelle des recrues sera suivi par le chapitre sur la psychopathologie chez l'adulte et ses indicateurs de symptômes. Ensuite, dans les chapitres suivants seront abordées la violence, les transgressions contre l'intégrité sexuelle, et la délinquance générale. Enfin, les deux derniers chapitres s'intéressent aux recrues les plus violentes, soit de façon générale, soit au travers de leur sexualité. Ces derniers chapitres sont construits de façon à suivre la logique d'une expertise psychiatrique d'un délinquant. À savoir, le registre des actes délinquants, l'anamnèse de ces individus, et leurs perturbations. Ce n'est qu'à la fin de ce long processus d'analyse que l'on arrivera à mieux expliquer, à l'aide d'une régression logistique (c'est-à-dire d'une procédure statistique) pourquoi ces personnes sont devenues ce qu'elles sont, et quelles ont été les influences qui ont contribué à leur faire commettre des crimes.

Nous sommes prêts à pardonner à tous ceux qui sautent la lecture des nombreux tableaux ou qui ne lisent que certains chapitres. Dans l'objectif de satisfaire à la fois les spécialistes et les profanes, il a fallu trouver un compromis entre lisibilité et précision. Enfin, les chercheurs qui désirent des informations sur la méthode trouveront un chapitre comportant des réflexions d'ordre méthodologique, avec quelques résultats subsidiaires intéressants pour les sciences humaines (chapitre 18).

L'idée de l'étude est de mettre en relation la déviance avec la norme statistique et la norme idéale. Dans ce contexte, nous utiliserons par la suite le terme démographique de *cohorte*, qui se réfère à tous les habitants d'une région d'un certain âge et d'une certaine nationalité. Une cohorte presque entière, comme celle des recrues 1997, offre une chance unique d'observer la déviance dans le contexte du commun des mortels – qui eux non plus ne sont pas sans fautes ni faiblesses. Quant aux termes de « fautes et faiblesses », nous devons rappeler à nos lecteurs et lectrices que, étant donné que nous consacrerons ici de longs passages à la criminalité grave, ce sont essentiellement les aspects les moins flatteurs de l'humanité qui apparaîtront dans le cadre de cet ouvrage. Cette lecture, tout comme celle d'un texte illustré concernant certaines maladies graves, n'est donc pas toujours réjouissante. Néanmoins il ne faut pas oublier que les cas graves qui seront évoqués ne représentent qu'une toute petite minorité de la population. Tout comme en médecine, si l'on veut améliorer la situation, l'inventaire de ces phénomènes et des circonstances qui les entourent apparaît comme une nécessité. À côté des « mauvaises nouvelles » concernant certains criminels, cette recherche aura également permis – comme nous le verrons par la suite – d'obtenir certains résultats encourageants. En effet, nous avons pu constater qu'un nombre important de personnes ayant été exposées à des risques même très graves parviennent à ne pas tomber dans la délinquance.

1.2 L'état actuel de la recherche sur la violence

1.2.1 Importance des critères définissant la violence

Quelle est donc la situation actuelle de la violence en Suisse ? Selon la définition qu'on applique au terme de « violence », le nombre de victimes de violences peut s'évaluer entre 2% et 98% de la population ! Les chiffres les plus alarmants sont obtenus lorsque chaque altercation est prise en compte comme une violence, soit verbale soit physique. Certaines enquêtes ont par exemple inventorié comme des abus ou des violences toutes les punitions qu'ont reçues des enfants, indépendamment de leur légitimité ou de leur nécessité dans le processus éducatif. D'autres chercheurs ont recensé les disputes ou altercations verbales au sein du couple sous le titre de « violence psychologique ». Or, si on ne prend en compte que les violences physiques, le taux de victimes par année diminue de façon importante. Malgré tout le respect qu'on doit à la bonne volonté de certains à couvrir toutes les formes de violence, il faut bien dire qu'il y a un certain danger à élargir à l'infini ce concept. En taxant la moindre des agressions quotidiennes de « violence », on risque de banaliser la violence physique lourde, et de ne plus prendre très au sérieux les victimes de véritables crimes. Si toutes les agressions quotidiennes sont déjà comptées comme des « violences » suggérant des conséquences sévères pour les victimes (sans préciser naturellement lesquelles), les victimes de véritables crimes vont perdre leur crédibilité si elles osent dénoncer leur agresseur et choisir la voie difficile d'un témoignage. Il faut donc différencier les formes de la violence selon leur gravité.

En considérant toute une vie, la fréquence des actes commis et des expériences vécues (*life-time risk*) augmente énormément. En outre, le taux de victimisations et d'agressions est très variable, selon l'âge et le sexe de celui qui répond. Ainsi, en criminologie, pour pouvoir comparer les différentes enquêtes et mieux séparer les différentes classes d'âge, on ne prend en considération que les actes subis ou commis au cours des 12 mois précédents. Une autre difficulté se présente dans un questionnaire écrit, où il est impossible de classer chaque acte ou incident de façon séparée (notamment quand il s'agit de personnes ayant commis plusieurs agressions physiques). Ainsi, nous regrouperons les individus plutôt que les incidents dans une échelle, en fonction de la sévérité, de la fréquence et de la motivation de leurs agressions.

1.3 Crime et personnalité

Quant à la personnalité des délinquants, il y a en criminologie un débat éternel pour savoir si les délinquants sont différents ou non de la population ordinaire (DUFOUR-GOMPERS 1992 p.68). Comme nous l'avons déjà mentionné, une des difficultés principales en criminologie est d'obtenir des informations valides sur la prévalence de crimes graves et sur la personnalité des auteurs de ces actes. En effet, ces individus ne constituent qu'une très petite minorité de la population. Ils sont aussi minoritaires dans le groupe des délinquants. La plupart des enquêtes sur le chiffre noir ne sont pas en mesure d'évaluer un échantillon suffisamment large, et ne chiffrent que les comportements qui seraient classifiés au niveau des contraventions ou des délits (c'est-à-dire les infractions les moins graves selon le Code pénal), et non les crimes (les infractions les plus graves, punissables d'un an ou plus de réclusion). Les résultats obtenus dans ce cadre peuvent induire en erreur, car au niveau des comportements les moins nuisibles, les différences entre délinquants et non-délinquants vont se niveler.

Les études cliniques sur les condamnés ont montré que la prévalence des perturbations psychiques était assez élevée par rapport à la population normale. En effet, la plupart des études ont trouvé chez ceux-ci des pourcentages très élevés de personnes souffrant d'une maladie mentale ou d'un handicap mental. Ainsi GUNN et al. 1978 (cité dans HOLLINS 1989

p.102) ont estimé que sur un échantillon de 149 individus, environ 34% des prisonniers pouvaient être considérés comme des patients psychiatriques. Alors que dans la population normale, seuls environ 14% ont subi un traitement psychiatrique pour un désordre quelconque.

Tableau 1.1 : Prévalence de désordres dans la population pénale

Désordres	N° d'études	le plus grand taux mesuré	le plus petit taux mesuré	le taux moyen
<i>Psychoses (maladies mentales)</i>	11	26.0%	0.5%	8.4%
<i>Faiblesse d'esprit</i>	7	28.0%	2.4%	10.2%
<i>Psychopathie (personnalité anormale)</i>	8	70.0%	5.6%	26.9%
<i>Névroses</i>	4	7.9%	2.0%	5.0%

PRINS 1980 cité dans HOLLINS 1989 p.102ss

Ces chiffres varient en fonction de l'établissement étudié. Dans un pénitencier on trouvera probablement plus de détenus très perturbés que dans une semi-détention, où les condamnés ont une peine moins longue.

Toutefois la population incarcérée ne représente qu'une partie de la population délinquante. De plus on ne sait pas si les statistiques carcérales reflètent l'ensemble des délinquants (graves ou non). Le droit pénal d'aujourd'hui connaît beaucoup d'autres sanctions, et l'emprisonnement n'est que l'*ultima ratio*, le dernier moyen prévu pour les cas les plus difficiles. Et parce qu'aujourd'hui les responsables des crimes graves sont systématiquement soumis à une expertise psychiatrique approfondie, les statistiques sur les prisonniers en milieu fermé montrent un taux encore plus élevé de personnes dérangées (GRAVIER, LE GOFF & DEVAUD 1998). Plusieurs recherches récentes (RAINE 1993, KNECHT 1996 & 1997) indiquent que les individus qui ont commis des crimes graves souffrent de handicaps mentaux très spécifiques. Mais bien que l'on puisse aussi mesurer avec des tests les divers désordres neuropsychologiques qui se cachent derrière le syndrome de la psychopathie, officiellement, c'est-à-dire selon l'exégèse du Tribunal Fédéral (TRECHSEL 1994 p.138), on ne leur attribue pas, en droit pénal, le poids d'une véritable maladie mentale. De ce fait l'épidémiologie des syndromes psychiques n'est valide qu'en ce qui concerne le suivi thérapeutique du sous-groupe des délinquants incarcérés.

À l'opposé des théories individualistes, on trouve les représentants de la criminologie radicale (marxiste), menés par TAYLOR, WALTON et YOUNG (1975), qui poussent « à l'extrême la théorie du conflit social et du crime comme caractérisant les groupes minoritaires et les perdants. Ils contestent aussi les écoles qui cherchent à mettre en valeur la responsabilité pathologique de l'individu ... » (DUFOUR-GOMPERS 1992 p.133). En 1959, BARNES et TEETERS ont mis en doute la valeur des études qui comparent d'une part la population délinquante incarcérée ou inculpée, et d'autre part la population non appréhendée. Selon eux, un pourcentage important de la population évoluant en toute liberté dans la société pratique régulièrement ou épisodiquement des infractions sans être puni. Les auteurs ont ainsi déclaré que la « *classe criminelle prise comme ensemble est certainement aussi intelligente, mentalement et émotionnellement stable que la population générale* » (cité dans DUFOUR-GOMPERS 1992 p.68). De son côté, l'anti-psychiatrie rejoint les théories de la criminologie radicale en attribuant en grande partie la violence aux structures de la société et au jeu pervers des diverses institutions. Les anti-psychiatres postulent que « *les praticiens éducatifs, médicaux, sociaux ou cliniciens qui interviennent auprès des délinquants ou marginaux sont,*

au pire, complices ou, au mieux, des agents de ce contrôle social ou de la violence des institutions psychiatriques ou carcérales, et enfermés dans une double désignation créatrice d'une communication de double lien » (DUFOUR-GOMPERS 1992 p.56).

Enfin, le problème des troubles mentaux à l'origine de la criminalité grave pose la question de la carrière criminelle. Les crimes graves sont-ils des événements isolés dans la vie de l'agresseur, ou bien s'agit-il de tout un style de vie marginal, lié à une chronicité du problème, et assumé de façon compensatoire ?

Cette recherche a permis de suivre tous ces thèmes de façon indépendante, puisque nos sujets n'appartiennent pas à la sélection des individus déjà influencés par le trajet de l'enquête pénale, du jugement à l'exécution des peines et mesures.

1.4 L'étiologie de la violence

La question décisive en matière de prévention de la criminalité est celle de son étiologie. Les causes peuvent être liées à la situation, elles peuvent aussi être inhérentes à la personne. Il est reconnu que les diverses influences exercées au cours de l'enfance jouent un grand rôle dans un éventuel développement déviant. Il est cependant plus délicat de préciser quelles sont les influences à partir desquelles les symptômes d'une délinquance d'un type ou d'un autre vont apparaître. Pourquoi un enfant qui a souffert de maltraitance commet-il un délit sexuel, alors qu'un autre deviendra peut-être toxico-dépendant, et un troisième un délinquant polyvalent, tandis qu'un autre encore ne sera pas du tout délinquant ? Nous tenterons de saisir les différents types de délinquance et d'expériences de vie, tout en ayant à disposition une quantité d'indices sur les facteurs nuisibles et les combinaisons qui vont plus tard favoriser un certain type de comportement déviant ou criminel.

Le « mal » est-il une maladie ? C'est là une des questions les plus fondamentales de la philosophie occidentale, et pas seulement de la criminologie, car elle touche au problème du libre-arbitre et à la détermination de l'être humain par sa biologie et ses expériences vécues. L'Homme peut-il se déterminer, ou bien n'est-il pas (entièrement) libre de choisir son comportement à chaque instant de sa vie ? La question du libre-arbitre ou du déterminisme n'a jamais été élucidée par les sciences humaines. Nous allons voir pourquoi il est impossible de répondre à ce dilemme scientifique par une réponse tranchée. Si l'on pouvait prouver que le mal est bel et bien une maladie, la question du libre-arbitre se situerait ailleurs, sans toutefois être résolue ! Même si les délinquants présentent majoritairement certains troubles ou handicaps, est-ce qu'ils agissent sous une contrainte absolue ? Dans quelle mesure ont-ils encore le choix ? De plus, comment ce désordre s'il existe, agit-il sur l'individu de façon à favoriser la délinquance ?

1.4.1 Théories tombées en désuétude et psychologie populaire

Pour éviter beaucoup de malentendus concernant la violence et les agresseurs violents, arrêtons-nous sur certains concepts de la psychologie vulgaire qui « expliquent » la nature de l'agression ou des agresseurs violents, à l'aide de métaphores. Il existe un bon nombre d'images très populaires, pas toujours conscientes, concernant le fonctionnement des instincts humains. Par exemple, la métaphore de l'*hydraulique des instincts* qui remonte aux premières théories des instincts. Il y a aussi l'hypothèse formulée par DOLLARD, MILLER, DOOB, MOWRER & SEARS (1939) disant que *l'agression est le fruit d'une frustration excessive* et la métaphore de la *cuirasse du caractère* de WILHELM REICH (1933, édition 1973) qui – à leur époque – ont été des hypothèses scientifiques. Pour être honnête envers les chercheurs de l'époque, il faut rappeler que ces images et métaphores sont souvent des simplifications et des applications incorrectes des concepts originaux.

Le modèle hydraulique présuppose que les pulsions « s'accumulent et doivent se décharger de temps en temps » dans une catharsis (GEEN & QUANTY 1977). Il est vrai que l'on vit une certaine satisfaction après avoir exprimé des agressions (soit verbales, soit physiques). Malheureusement, cette satisfaction est de courte durée, et n'empêche pas que de nouvelles agressions s'accumulent rapidement. La théorie de la *cuirasse du caractère* part de l'idée que les hommes violents ont un « bon fond » caché sous la cuirasse dure de leur conduite apparente. Il suffirait alors de casser cette cuirasse pour que l'être humain concerné devienne ou apparaisse moins violent. Malgré les recherches expérimentales qui ont prouvé l'inexactitude de ces idées, elles persistent dans la psychologie populaire, parce qu'à première vue elles paraissent logiques et facilement visualisables. Le défaut avec la vulgarisation de ces modèles, c'est qu'ils sont réducteurs. D'ailleurs, grâce à des expériences en laboratoire, on a pu montrer que la décharge d'agressions physiques, contrairement à ce que l'on pourrait penser, stimule l'accroissement de nouvelles tensions. En ce qui concerne la *cuirasse du caractère*, nous allons voir que les perturbations psychiques sont composées d'un nombre important de dysfonctions différentes et interdépendantes sur le plan affectif, cognitif et relationnel. D'autres opinions concernant l'agression ne sont pas entièrement fausses, mais elles ne fournissent que des explications partielles, restreintes à une gamme limitée de phénomènes et à un cercle spécifique de personnes (par exemple seulement les personnes en pleine santé mentale). Parmi ces théories, nous trouvons l'hypothèse inverse du *modèle hydraulique*. En d'autres termes DOLLARD, MILLER, DOOB, MOWRER et SEARS (1939) nous disent que l'agression serait une pure réaction à des frustrations d'autres besoins. Selon cette théorie, désuète dans son ambition absolue d'expliquer l'agression en tant que telle, les comportements agressifs n'apparaîtraient jamais sans catalyseur extérieur. Relevons dans ce contexte la controverse scientifique autour des hypothèses sur la nature pulsionnelle ou réactive de l'agressivité. Si l'agressivité est considérée comme une pulsion – plus ou moins forte chez les différents individus – elle devrait alors être déchargée périodiquement, ce qui ne serait pas le cas si elle était considérée uniquement comme une réaction à une frustration. La controverse entre les deux approches n'étant pas résolue, il y a encore une troisième explication, indépendante des autres, concernant l'agression. En effet, BANDURA et WALTERS (1969) postulent que l'agression ne consisterait qu'en des comportements encouragés par l'environnement, et par la suite acquis. Cette dernière hypothèse, si on la prend comme dogme, est en contradiction avec les résultats des recherches sur les processus hormonaux et neurophysiologiques qui intensifient des comportements agressifs, produisant ainsi leur propre dynamique. On va cependant revenir sur les simplifications populaires de ces théories et expliquer au fur et à mesure pourquoi elles ne correspondent pas très bien à la réalité. Toutefois, la majorité des criminologues est d'accord pour dire qu'aucune des théories actuelles ne peut expliquer la totalité des phénomènes.

1.5 Les études sur le *chiffre noir*

La délinquance, par définition, plus qu'aucun autre phénomène social, se passe dans l'ombre. Alors que la plupart des gens avoueront assez volontiers leurs petits péchés, il n'est pas évident que ceux qui ont peur d'être poursuivis pénalement offrent naïvement des informations à n'importe qui. Les délinquants eux-mêmes, en tant qu'acteurs principaux, n'ont aucun intérêt personnel à « baisser leur garde », s'ils courent ensuite le risque d'être poursuivis. C'est alors qu'apparaît le terme de *chiffre noir* dans le discours scientifique concernant l'épidémiologie. Il couvre non seulement les affaires qui ne seront jamais éclaircies, mais également celles qui ne sont pas encore éclaircies par la police au moment de l'étude, et qui risquent de l'être plus tard. Il est bien connu que le chiffre noir dépasse de loin le chiffre officiel des affaires élucidées, à l'exception de quelques crimes graves et rares,

comme notamment l'homicide intentionnel. De nombreuses questions se posent alors sur la « réelle » ampleur du phénomène de la délinquance, et sur les causes et les effets de l'agressivité qui se manifeste dans l'illégalité.

Les enquêtes portant sur les délinquants condamnés ne sont jamais représentatives, car on ne sait pas si la sélection de détenus ou de patients étudiés est effectivement complète ou typique pour tous les délinquants de ce genre ou non. De ce fait la validité des chiffres obtenus est limitée puisque les actes qui tombent dans le chiffre noir n'ont pas été saisis. Pourtant des décisions importantes au niveau de la politique criminelle sont prises sur la base de ces données fortement biaisées. Par exemple, d'un point de vue méthodologique, il n'est guère possible de tirer des conclusions pertinentes sur la prédiction de la délinquance en fonction des antécédents pendant l'enfance, face au nombre inconnu des personnes qui ont eu les mêmes antécédents sans devenir délinquantes. Sans connaître les réponses à ces questions centrales pour la politique criminelle, des décisions d'une grande portée sont néanmoins prises au quotidien – sur des bases insuffisantes.

L'instrument de choix dans cette situation est le sondage de délinquance *autoreportée*. Le terme *délinquance autoreportée* est une traduction du terme anglais *self-reported delinquency*, qui se réfère à des confessions anonymes de délits dans le cadre d'une enquête scientifique. KILLIAS (1991, p.74ss) résume l'histoire de la recherche : « *Mis à part quelques sondages épars (...), la méthode du sondage de délinquance autoreportée fit son entrée en criminologie avec la célèbre recherche de SHORT et NYE (1957). Les auteurs firent remplir des questionnaires par des élèves d'écoles supérieures dans lesquels on leur demandait s'ils avaient eux-mêmes déjà commis l'un ou l'autre des actes figurant sur une liste comprenant le vol de véhicules, ou d'autres objets, la consommation d'alcool, les relations sexuelles, les fugues, le fait d'avoir manqué l'école etc. Depuis cette première recherche, il y eut un nombre immense de sondages semblables à travers le monde. Les sondages de délinquance autoreportée ont permis de constater que la vaste majorité des interrogés commet parfois des « infractions » (...). En ce sens, on peut dire que la « criminalité est normale » (HAFERKAMP 1972). (...) Ce n'est qu'après un certain temps que l'on s'est aperçu de quelques particularités méthodologiques des sondages autoreportés.* » KILLIAS (1991, pp.75ss) indique d'une part que la quasi-totalité des sondages ont été effectués avec des écoliers, et que la méthode se heurte à des problèmes considérables dès qu'elle est appliquée aux adultes. D'autre part, il souligne que les questionnaires contiennent beaucoup de « péchés de jeunesse », plutôt qu'une criminalité réelle. De plus, la très faible prévalence des comportements graves nous rappelle que le crime est un phénomène relativement rare dès que l'on dépasse un certain seuil de gravité.

1.5.1 Relever des crimes graves au moyen d'une étude autoreportée

Avouer de véritables crimes devrait être moins répandu que d'avouer des actes de peu d'importance. En effet, avant les évaluations, nous n'étions pas du tout sûrs de retrouver ces phénomènes dans les réponses. En même temps, nous ne savions pas non plus dans quelle mesure nous devions nous attendre à des réponses non sérieuses ou des blagues au lieu d'informations valides. Or cette possibilité a été inspectée à fond dans le chapitre sur la méthodologie. Pour éviter d'être dupés, nous avons scruté chacun des 817 questionnaires qui contenaient des fréquences extrêmes, en fonction de la crédibilité de l'ensemble des réponses obtenues. Dans ce sous-échantillon, un effectif de 25 questionnaires se sont révélés dépourvus de toute plausibilité. Nous les avons exclus de toutes les analyses par la suite. De plus, 11 questionnaires ont été classés comme cas douteux. Leur exclusion, ainsi que la décision de les laisser dans l'échantillon, aurait risqué de fausser les résultats. Nous les avons quand même admis par la suite. En effet, en droit pénal, les individus délinquants faisant des aveux partiels

ou exagérant certains comportements ne sont pas inconnus. En éliminant les 11 cas douteux, on aurait risqué d'éliminer des individus qui ont des comportements impulsifs, relativement fréquents chez les délinquants.

Nous attribuons la validité des réponses obtenues en premier lieu aux précautions que nous avons prises pour que l'anonymat complet des répondants soit garanti. Les recrues ont rempli le questionnaire en classe et sous le contrôle de personnes civiles ; afin d'éviter des indiscretions, un espace suffisant entre les répondants était assuré. Une fois le questionnaire rempli, la personne interrogée devait le placer dans une urne, afin de rendre manifeste l'anonymat des réponses. Voilà qui explique le taux élevé de réponses valides (plus de 90%).

C'est sans doute cette évidente garantie d'anonymat qui a permis d'obtenir autant de réponses honnêtes sur des comportements parfois très sensibles. En fait, parmi les feuilles de commentaires, nous n'avons trouvé aucune remarque selon laquelle les mesures que nous avons prises lors du sondage pour préserver l'anonymat des répondants n'auraient pas été respectées. Lors de ces pré-tests, nous avons déjà pu constater que l'intérêt des jeunes hommes pour ce type d'enquête était relativement important. Nous n'avons donc pas rencontré de véritables réticences, qui auraient pu empêcher une forte participation.

Trotzdem finde ich Ihre Umfrage;
☒ eher gut
☐ nicht gut 😊

« Néanmoins je trouve votre enquête : »

☒

plutôt bonne

☐

pas bonne

(Commentaire N°65, traduit de l'allemand)

1.6 La question éthique des sondages en épidémiologie

Une des questions posées régulièrement dans le contexte de l'épidémiologie concerne l'éthique de cette approche. Y a-t-il un risque de discrimination des personnes déviantes ou des malades mentaux dans ce genre de recherche, qui vise à trouver des facteurs de risque et à discerner des groupes de personnes dits « à haut risque » ?

Pour aborder la question délicate de la relation entre troubles psychiques, déviance et délinquance, nous pouvons formuler une première hypothèse selon laquelle le désordre mental joue un rôle plus important lorsque des personnes commettent des crimes graves, contrairement aux « bêtises » isolées. L'inverse de cette proposition n'est a priori pas vraie : les personnes souffrant d'un trouble mental ne sont pas nécessairement délinquantes. Il est en effet prouvé qu'une grande partie des malades psychiques – par exemple les personnes dépressives, les patients schizophrènes bien compensés par un traitement et les personnes souffrant de troubles psychosomatiques – ne sont pas plus délinquantes que les personnes considérées comme saines. Il faut d'ailleurs noter que la santé mentale de chacun n'est presque jamais complète et stable tout au long de la vie. À l'instar de la santé physique, la santé mentale est soumise à des crises de développement, à des traumatismes psychiques, à des troubles causés par des maladies somatiques, ainsi qu'à des troubles liés au vieillissement. Il serait donc peu prudent de montrer du doigt les malades mentaux, les enfants victimisés ou d'autres groupes de la population qui sont légèrement déviants de la norme statistique. La

déviance, d'un point de vue statistique, et à la différence de la *pathologie*, est un comportement ou une particularité propre à une minorité de la population, et n'ayant pas le caractère d'un handicap ou d'une maladie pour l'individu. Quelques exemples de déviance non pathologique sont par exemple : être gaucher, avoir des dons extraordinaires, être homosexuel, ou avoir des opinions extrêmes. La déviance est une transgression des normes sociales, alors que la délinquance est une transgression des normes pénales en vigueur. Toutefois la déviance en tant que telle est souvent corrélée à la délinquance ; c'est un fait qui a été observé par de nombreuses recherches. Mais la conclusion inverse est inexacte parce que des personnes déviantes sont majoritairement des citoyens ordinaires, obéissant à la loi dans la plupart des cas. En effet, le nombre de personnes légèrement déviantes de la norme est beaucoup plus élevé que le nombre des délinquants. En d'autres termes, un délinquant est très souvent déviant, mais une personne déviante n'est pas toujours délinquante. Il est fort probable que ce lien entre déviance et délinquance soit finalement la conséquence d'une tierce variable située derrière les phénomènes.

Afin d'éviter une discrimination précoce des personnes légèrement ou gravement déviantes, il est nécessaire d'informer le public sur les implications logiques de l'association entre facteur de risque et délinquance. Les porteurs d'un risque spécifique sont normalement beaucoup plus nombreux dans le sous-groupe des criminels graves. En revanche toutes les personnes ayant été influencées par des facteurs de risque ne deviennent pas criminelles. En d'autres termes presque tous les criminels ont été exposés à des facteurs de risques. Nous avons par exemple trouvé que presque tous les violeurs (23 sur 30) ont été gravement abusés ou exploités sexuellement pendant leur enfance. Néanmoins, parmi tous les garçons gravement abusés ou exploités (N=880), ce ne sont que 2.6% qui deviennent ensuite violeurs. C'est la théorie mathématique des ensembles qui peut nous montrer le piège logique qui mène à la stigmatisation irraisonnée des porteurs de risques. Pour illustrer l'erreur logique qui se cache derrière la discrimination, on peut dire que tous les Lausannois sont des Suisses (c'est-à-dire un citoyen lausannois porte un risque de 100% d'être Suisse). Pourrait-on arriver maintenant à la conclusion inverse, à savoir que tous les Suisses sont aussi des Lausannois ? Par cette question rhétorique, en tant que chercheurs, nous tenons à avertir les lectrices et lecteurs de ne pas tirer de fausses conclusions en lisant ce livre.

Il est évident que les chercheurs ne sont pas en mesure de garantir que ce genre de fausse conclusion ne soit jamais tirée par certains, notamment par ceux qui n'ont pas tout lu. Ce n'est pas une raison pour qu'ils renoncent à traiter des sujets délicats, renonçant ainsi, du même coup, à trouver de meilleurs moyens de prévention.

1.7 L'interdisciplinarité dans la recherche

Il aurait été dommage de se focaliser sur une seule théorie dans une étude sur un échantillon aussi large. La criminologie est, depuis sa naissance, une matière interdisciplinaire et nous sommes partisans d'une perspective ouverte. Néanmoins cette approche a aussi ses limites, car procéder à partir d'un modèle interdisciplinaire signifie toujours devoir faire des compromis à l'égard de chacune des disciplines respectives. Ainsi, les spécialistes des divers domaines de la sociologie, de la psychologie, de la pédagogie, de la psychiatrie et du droit, seront probablement tous un peu déçus de ne pas retrouver toutes les hypothèses intéressantes et tous les facteurs déjà connus. Les sociologues préféreraient sûrement que chacune des attitudes relevées soient étudiée par le biais de plusieurs questions au lieu d'une seule. Les psychologues, les pédagogues et les psychiatres en revanche, trouveront dommage qu'il y ait peu d'informations sur le début de la vie des recrues. C'est-à-dire les circonstances de la naissance ou les facteurs de risques de la mère, par exemple si elle a fumé ou bu excessivement. Les juristes, quant à eux, vont peut-être remarquer que les questions ne

permettent pas une définition des infractions plus précise. En outre, pour que les lecteurs et lectrices non spécialisés aient une impression ou une idée de ce qui a été analysé, il faudrait donner une esquisse des fondements théoriques derrière le modèle de l'enquête. Naturellement, sur quelques dizaines de pages, on ne peut pas fournir une explication qui rende justice à la complexité de ces théories. De plus, les explications dans les chapitres respectifs ne prétendent pas être exhaustives. Elles s'apparentent plutôt à un bref résumé, qui doit se focaliser en outre sur ce qui est le plus central à cette étude et sur ce qui peut être relevé à l'aide d'un questionnaire.

1.8 L'intérêt du public en matière criminelle est-il légitime ?

Les chercheurs ne sont pas les seuls à être critiqués sur les effets potentiels (mais pas intentionnels) de leur travail dans le domaine du crime. En effet les lecteurs intéressés par de tels textes le sont aussi en fonction du mobile de leur intérêt dans cette matière. Parfois la fascination pour le crime est considérée comme du voyeurisme ou comme une recherche de sensations fortes, afin d'échapper à l'ennui au niveau individuel, ou encore provenant d'une angoisse extérieure qui s'est déplacée sur ce sujet. On peut donc se poser la question s'il existe des motifs raisonnables pour s'intéresser au crime.

Jusqu'à un passé récent, la politique criminelle en tant que telle n'était pas considérée comme un sujet sérieux. Le crime était considéré en Europe comme une affaire privée, ou comme la manifestation du comportement inacceptable d'individus en marge de la société, ou comme le résultat de rares coups du destin, ou encore comme la conséquence prévisible de comportements à risque adoptés par la victime. Il faut rappeler que la délinquance n'était pas un grand problème après la Seconde Guerre mondiale, avant l'arrivée des drogues illégales sur le marché européen.

La perception publique de la violence a subi un changement de perspective dans ces vingt dernières années. Violence, délinquance et victimisation ne sont plus considérées comme des problèmes individuels. Ces phénomènes ont été reconnus dans leur dimension politique. L'influence de la délinquance et de la violence dans chaque société, et sur les individus concernés, est devenue un sujet de recherche, non seulement en criminologie ou en droit pénal, mais dans toutes les sciences humaines. Depuis le Siècle des Lumières, on constate une tendance générale de la société occidentale vers une plus grande protection des Droits de l'Homme, y compris ceux des femmes et des enfants. L'importance croissante que l'on attribue au droit constitutionnel des citoyens à l'égalité a abouti à un changement quant à l'acceptation de la violence. Les comportements violents du plus fort, ainsi que toutes sortes d'abus de pouvoir, sont de moins en moins tolérés depuis quelques centaines d'années (FOUCAULT 1975 p.90). Les principes démocratiques et les Droits de l'Homme s'opposent directement à la violence ouverte, et l'opinion publique a changé en ce qui concerne les violences aussi bien dans les relations familiales que dans la sphère publique. La volonté de prévention de ces comportements a augmenté, comme le montre l'augmentation du nombre de recherches scientifiques et de dénonciations auprès des autorités pénales.

À notre avis, on ne peut réduire le grand intérêt du public en matière de criminalité ni à du simple voyeurisme envers des affaires sensationnelles, ni à une peur irrationnelle face au crime, ni même à un déplacement d'angoisses dues à des phénomènes économiques (récession, mondialisation). Au contraire, il s'inscrit à juste titre dans la matière politique générale. De plus, la politique criminelle ne peut pas être isolée du reste des affaires publiques, quelle que soit l'importance effective de la délinquance à l'époque ou dans la région concernées. D'une façon très générale, on peut dire que l'État démocratique, en se basant sur un compromis entre les divers intérêts des citoyens, se trouve toujours dans un équilibre fragile. Il contient en germe deux extrêmes qui menacent son existence : le chaos,

qui gouverne sous l'anarchie, et la dictature, qui étouffe les libertés civiles. Dans le cas de l'anarchie, la démocratie est mise en danger lorsque les comportements enfreignant la loi deviennent trop fréquents et que le crime comme mode de vie devient la norme. Dans le pire des scénarios anarchistes, les personnes vulnérables (notamment les enfants, les femmes, et les citoyens du troisième âge) sont exploitées et agressées. L'armement défensif des citoyens et l'incapacitation de l'économie légale peuvent alors aboutir à une instabilité sociale, voire à une guerre civile. Dans la dictature ou dans un État policier, les libertés civiles des citoyens vivant en démocratie sont également menacées quand l'État devient trop puissant. Si, à l'abri du pouvoir officiel, un individu ou un groupe extrémiste peut développer des activités incontrôlables, on va rapidement avoir un nombre de délinquants « latents » qui chercheront des positions de pouvoir, afin de les utiliser à leur propre profit. Ainsi, une classe régnante corrompue peut progressivement usurper la démocratie et la transformer en régime totalitaire. C'est pourquoi le contrôle du crime doit lui-même être contrôlé. De plus, les enquêtes sur les crimes particuliers, mais aussi la politique criminelle en général, sont soumises à un mouvement oscillant perpétuel, entre le renforcement de la répression et la décriminalisation, par une abolition de certains articles ou sanctions du Code pénal (CP) et, des modifications de la procédure pénale (c'est-à-dire les règles selon lesquelles est conduite l'instruction pénale). Des controverses assez violentes se développent donc souvent sur ce qui doit ou non être considéré comme une sévérité appropriée par rapport au renforcement des lois. Cependant, toutes les questions autour de la menace causée par la délinquance et par la menace de la répression de celle-ci se retrouvent au centre de l'équilibre démocratique. Ce sont en effet les Droits de l'Homme qui sont en jeu lorsque la violence contre les personnes vulnérables trouve un terrain facile, et lorsque la poursuite de la criminalité se perd dans l'arbitraire. La discussion autour de la criminalité a sa raison d'être puis qu'elle est portée par un souci démocratique, mais comme l'a dit CUSSON (1998 p.1) : *« Le non-spécialiste ne manque pas d'information sur le phénomène criminel, bien au contraire, mais celle-ci est marquée au coin du sensationnalisme et pousse plus à l'indignation qu'à la compréhension. La série discontinue des anecdotes et des scoops de la chronique judiciaire ne produit qu'une information en miettes, sans recul et sans principe d'intelligibilité. Il y manque le tableau d'ensemble, les données fiables, les hypothèses solides et la connaissance raisonnée. C'est la mission de la criminologie de construire, au-delà des faits divers, un savoir sur le crime plus complet, plus équilibré et plus rigoureux. »* Ce livre vise dès lors à combler cette lacune, car, au fond, chacun est concerné par le phénomène criminel, soit directement, en tant que victime, témoin, professionnel, délinquant, membre de la famille ou ami, soit indirectement, en tant que citoyen.

KILLIAS (1991 p.18ss) résume ainsi l'interaction entre public, criminologie et droit pénal : *« Dans une certaine mesure, toute société se voit confrontée à de telles questions (...) – dans la recherche de stratégies appropriées pour endiguer le volume de la criminalité ainsi que les excès du contrôle social. Ces stratégies, que l'on résume souvent sous l'appellation de politique criminelle ..., dépendent de recherches renseignant les responsables et le public sur le fondement empirique (soit la « véracité ») des théories qui les inspirent : le bon sens du commun des mortels ne suffira pas toujours à développer une politique criminelle « rationnelle », c'est-à-dire fondée sur des théories pertinentes et non pas illusoires. Les moyens par lesquels la politique criminelle se concrétise dans la pratique sont souvent, mais pas exclusivement, le droit pénal, le droit de l'exécution des peines et le droit de procédure pénale. Ainsi, la criminologie est appelée à vérifier si les théories implicites qui inspirent le droit pénal et les branches juridiques voisines sont pertinentes d'un point de vue empirique. »* Selon KILLIAS, les deux branches *Droit pénal* et *Criminologie* sont dès lors complémentaires et non pas concurrentes. Avec ses enquêtes statistiques, la criminologie vise à évaluer la nécessité de certains types de prévention en mesurant le taux d'incidence des délits et leur

impact sur les victimes et la société. Elle examine également les conséquences réelles des lois après leur mise en vigueur.

L'intérêt des lecteurs et lectrices en matière de délinquance est donc tout aussi légitime que l'intérêt pour la médecine ou pour n'importe quel autre sujet d'actualité.

Selon les dires des experts qui ont mené l'enquête, l'intérêt des recrues interrogées pour le sujet de la recherche était très grand. Par exemple, cette personne exprime certaines connaissances en droit et a réfléchi sur la construction du questionnaire. Voici son commentaire :

Gute Fragen und auf realistische
Zeitabschnitte verteilt.

Man soll das Leben nicht immer
so ernst gehen über diese Gesetze
ist ein Demokratischer Staatenbund
nicht durchsetzbar !



« Ce sont des bonnes questions, réparties dans des périodes de référence réalistes. Il ne faut pas toujours jeter un regard aussi sérieux sur la vie, mais sans lois on ne peut pas gérer une confédération d'états démocratiques ! »

(Commentaire N°38, traduit de l'allemand)

2 Enfance et adolescence

Pour étudier la violence et la délinquance des jeunes hommes en Suisse, nous avons procédé selon une logique historique, ou biographique. Les premiers chapitres de cet ouvrage seront donc consacrés aux expériences vécues par les recrues pendant leur enfance, à leur vie familiale, à la délinquance juvénile et aux troubles psychologiques des enfants. Le traitement exhaustif des sujets relatifs à l'éducation, à l'abus et à la maltraitance, aux perturbations dans l'environnement de l'enfant, ainsi qu'aux autres risques, nous seront utiles ultérieurement pour comprendre les origines de la délinquance. Nous tenterons également d'apporter quelques réponses à des questions d'une grande actualité concernant la délinquance juvénile des garçons. Les garçons bagarreurs sont-ils mal éduqués ? Sont-ils eux-mêmes victimes d'abus au sein de leur famille ? Sont-ils généralement issus d'un milieu touché par une multitude de problèmes ? Quelles sont en revanche les conditions que l'on peut qualifier de normales pour les enfants vivant en Suisse aujourd'hui ? La diffusion fréquente par les médias de résultats partiels de recherches fait que les enseignants, les pédopsychologues, mais certainement aussi les parents, s'inquiètent pour l'avenir de leurs élèves, de leurs jeunes patients, ou de leurs enfants. De plus, ils se demandent souvent si tel événement ou tel risque va fatalement conduire ces derniers à la toxicomanie ou en prison.

On entend parfois dire que les enfants seraient particulièrement négligés à notre époque. Qu'en est-il réellement ? GARHAMMER (1999), un sociologue, a étudié cette question ; il est parvenu à montrer que la réalité allait à l'encontre de ces préjugés tenaces. Au cours des trente dernières années, les experts et les parents ont découvert que l'enfant était doté d'une personnalité, que celle-ci devait être appuyée et soutenue psychologiquement et pédagogiquement. Or, cela prend du temps, beaucoup de temps – comme l'a écrit dans son compte-rendu de cet ouvrage, le journaliste HÜBNER (1999) ! L'intérêt principal que présente l'analyse de GARHAMMER, c'est qu'elle étudie l'utilisation du temps chez les Européens. En effet, par ce biais, il a découvert quelques faits dignes d'être relevés. L'éducation proprement dite, ainsi que les standards modernes de l'hygiène, ou encore la sécurité de l'enfant dans la circulation routière, mobilisent une part importante du temps dont disposent les familles. Si on compare la situation que nous vivons actuellement avec celle que connaissaient les familles dans les années soixante et septante, on constate que les soins prodigués aux enfants et leur éducation nécessitent une heure de plus par jour aujourd'hui. Dans sa célèbre étude de l'histoire de l'enfance, ARIES (1960) conclut que l'on n'a jamais consacré autant d'efforts à l'éducation qu'à notre époque. En effet, pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, les abus, la maltraitance et la négligence – comme c'était le cas pour les femmes également – ont été la règle plutôt que l'exception. À l'époque, de nombreux proverbes et autres formes de la sagesse populaire justifiaient les abus : « *Qui aime bien châtie bien* » ! L'enfant n'étant pas considéré comme un sujet ayant des droits, il était logique que la notion des droits d'autrui en ait longtemps pâti. De nos jours, l'éducation des enfants et la nécessité de leur fournir une vie familiale suffisamment protectrice pour la garantir sont considérées par la société comme des investissements indispensables pour former les citoyens d'une démocratie. Les anciennes habitudes d'exploitation des enfants, qui faisaient jadis partie des droits des parents, sont aujourd'hui interprétées comme comportant des risques, voire comme une forme de délinquance commise par les parents ou par les éducateurs.

2.1 Le rôle des expériences vécues pendant l'enfance

On considère que la vie familiale et scolaire des garçons suisses, ainsi que les relations qu'ils entretiennent avec leurs pairs, constituent le point à partir duquel les phénomènes de la délinquance et de la violence juvénile seront interprétés. Il s'agit de mettre la déviance en

relation avec la norme statistique et la norme idéale. Les recherches empiriques portant uniquement sur les groupes déviants prennent souvent comme point de référence une norme idéale de santé, de bien-être parfait, et d'absence de tout risque. Pourtant, les caractéristiques statistiques de la population générale se référant à cet idéal ne sont pas souvent connues. Par conséquent, du fait qu'elle se fonde sur une vision idéale de la santé mentale et de l'adaptation sociale de l'individu pouvant dévier statistiquement de façon importante de la réalité, cette approche présente le désavantage inhérent à ce type de démarches qui consiste à placer le standard de la « normalité » à un niveau trop élevé. De ce fait, on ne peut pas exclure que les personnes déviantes soient jugées de façon excessivement sévère par rapport aux autres. Par conséquent, elles se trouvent injustement stigmatisées même si cela n'a pas été l'intention des chercheurs. Cette critique de la recherche empirique traditionnelle en criminologie et en psychopathologie a été formulée par les partisans de l'approche de l'étiquetage ainsi que par les tenants de la criminologie radicale (marxiste).

Afin de mettre en évidence le rôle qu'a pu jouer l'enfance, soit dans l'éventualité d'un comportement délinquant, soit dans sa prévention, il nous faut aborder les thèmes du climat familial, du milieu social, du développement dans la première enfance, puis ceux de l'éducation, de la relation parents-enfant, des divers abus et enfin des perturbations des enfants. Nous avons recouru à deux théories connues en criminologie pour guider notre étude. Pour caractériser les risques généraux de cette période, nous avons utilisé le modèle de LÖSEL et BENDER (1998). Pour appréhender plus spécifiquement la relation familiale et l'éducation, nous nous sommes servis des dimensions établies par GLUECK et GLUECK (1950). Dans un second temps, nous aborderons les thèmes de la psychopathologie de l'enfant et de la délinquance juvénile.

2.1.1 Les souvenirs des recrues

En général, les individus se remémorent assez facilement ce qu'ils ont vécu à partir de leur scolarisation. À vingt ans, ces souvenirs sont encore assez récents ; mais à cet âge les sujets ont déjà acquis une certaine distance par rapport à leur famille et ont les capacités d'autoréflexion qui sont nécessaires, ce qui permet d'obtenir des informations plus fiables. Les questions concernant l'enfance et la relation parents-enfant portent sur la période commençant à partir de l'âge de la scolarité. Quant à celle de la première enfance, nous n'avons pu relever que quelques faits objectifs. Pour évaluer la relation parents-enfant, les questions concernant la période de latence (entre six et onze ans) seront sans doute plus informatives et pertinentes que celles portant sur l'adolescence. En effet, au cours de celle-ci, les relations peuvent être remises en question par le garçon, à un moment où il est à la recherche d'une identité propre et d'une certaine autonomie.

Aujourd'hui, selon les recrues suisses, le climat familial est en général assez détendu. Dans une majorité de familles il y a un échange émotionnel facile et empreint de tendresse. En effet, 92.8% des recrues ont répondu s'être bien entendus avec leur mère pendant leur enfance et 88.1% avec leur père. De même, 78.4% des jeunes hommes ont dit avoir pu parler avec leurs mères, et 61.9% avec leurs pères, notamment de leurs pensées, de leurs sentiments ou de leurs problèmes pendant cette même période. Comme on pouvait s'y attendre, l'entente entre les jeunes et leurs parents était un peu moins bonne durant l'adolescence. Des résultats semblables ont été obtenus par MEYER-SCHWEIZER dans le cadre du rapport *ch-x* (à l'époque : EPR) de 1994 sur les « Valeurs et chances de vie dans un monde en mutation » (communication personnelle 1998). Parmi les 21'984 recrues de cette année-là, 72% ont répondu avoir reçu beaucoup d'amour et bénéficié de la confiance de leurs parents (données manquantes 13%).

Les loisirs et les tâches ménagères étaient en général partagés avec les parents pendant l'enfance, mais un peu moins à l'adolescence (pour 51.4% des recrues avec la mère et 63.2% avec le père pour les loisirs, et, respectivement, 78.0% et 71.1% pour les tâches ménagères).

Une analyse détaillée des comportements parentaux punitifs (HAAS & KILLIAS 1997) ayant déjà été réalisée, elle sera partiellement reprise dans ce chapitre. Dans les grandes lignes, notre sondage montre que les Suisses font preuve de bon sens en matière d'éducation, et que dans la grande majorité des cas l'éducation des enfants se déroule sans incident notable. Ces résultats, obtenus sur la base d'un grand échantillon de personnes, ont l'avantage de montrer clairement que les efforts déployés en matière d'éducation par les familles et le système scolaire ne sont pas vains.

Environ un quart des recrues estiment avoir bénéficié d'un style éducatif très tolérant. En effet, les recrues rapportent que, lorsqu'ils avaient entre 6 et 11 ans, 20% des pères et 23% des mères discutaient généralement avec eux, au lieu de les punir. Pendant l'adolescence des recrues, la discussion en tant que seul moyen d'éducation est devenue encore plus importante. Elle concernait 30% d'entre elles. Il existe d'autres mesures punitives utilisées par les parents des recrues, mesures remplaçant de manière constructive les anciens moyens plutôt violents : travaux à faire à la maison (19-24%), réduction de l'argent de poche (10%), confiscation des jouets (9-10%). Le moyen qui semble le plus naturel, gronder l'enfant, a été utilisé dans 75-80% des cas. Dans l'étude de PERREZ, EWERT et MOGGI (1991), il était demandé à la population des parents de choisir, sur une liste de dix punitions classiques, celles qu'ils utilisaient le plus fréquemment à l'égard de leur plus jeune enfant. Ces résultats sont en partie comparables avec les nôtres (cf. aussi tableau 4.1 sur la maltraitance physique, gifles par les parents). « Etre grondé » et « devoir rester à la maison ou dans sa chambre » y figurent comme punitions données de « parfois » à « souvent ». Dans notre enquête, ces punitions sont censées être utilisées « en général », ce qui nous permet d'affirmer que, de part et d'autre, les résultats vont dans le même sens. De plus, PERREZ, EWERT et MOGGI relèvent que les mères grondent nettement plus souvent que les pères, ce qui n'est pas étonnant, puisqu'elles passent en règle générale plus de temps avec leurs enfants.

Tableau 2.1 : Style éducatif des parents

<i>Punitions à l'âge de l'école primaire</i>	<i>Mères des recrues</i>	<i>Pères des recrues</i>	<i>Parents (PERREZ et al. 1991)</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Gronder</i>	79.3	75.1	88.9
<i>Obliger à rester à la maison (dans sa chambre)</i>	33.9	30.1	39.0
<i>N=21'314</i>		<i>N=1'356</i>	

Les châtiments corporels étant tombés en désuétude, peut-on en déduire que tout abus de pouvoir parental a également disparu ? Il est possible, en effet, que certaines personnes remplacent la violence physique par une cruauté émotionnelle ou par l'abandon de tout effort éducatif. C'est pourquoi nous avons également posé des questions concernant les éventuelles pressions psychologiques utilisées en guise de punitions. Fort heureusement, le recours à cette forme de punition n'est pas très fréquent. La négligence et les mesures non justifiées ou cruelles dans l'éducation sont aussi rares que les abus violents. Seuls environ 2% des recrues disent que leurs parents ne se préoccupaient pas d'eux et ne les punissaient jamais ou rarement, ce qui correspond à cette forme d'abus qu'est la négligence ou l'indifférence. De plus, le fait que les parents ne parlent plus avec l'enfant pendant une certaine période « le

traitement par le silence », a été mentionné par 5-7% des recrues. D'ailleurs, 9% des mères et 4% des pères ont eu tendance à reprocher à leurs enfants leur comportement, en leur faisant remarquer qu'ils les faisaient souffrir. Une autre forme de punition pouvant être apparentée à un abus émotionnel, à savoir le fait que les parents se moquent de l'enfant ou le rabaissent devant d'autres personnes a aussi été rapporté par les recrues. Pour 1.5% d'entre eux ce comportement était adopté par la mère et pour 2.5% par le père.

Un mode d'abus caché consiste en une fréquence hors norme des punitions, c'est-à-dire que la moindre faute est punie féroce­ment pour forcer l'enfant à une soumission totale. Par conséquent, en plus de leurs formes diverses, la fréquence des punitions, ainsi que le fait qu'elles soient justifiées ou non, doivent également être pris en compte. Seuls 2-3% des recrues se voyaient imposer des punitions très fréquentes plusieurs fois par semaine ; 15-18% d'entre elles étaient punies au moins une fois par mois, mais pas chaque semaine, alors que les sujets restants n'étaient que rarement ou jamais punis. Dans les trois quarts des cas, les recrues pensaient que les punitions de leurs parents étaient en général justifiées. Seuls 2-3% des recrues ont répondu que les punitions infligées par leurs parents pendant leur enfance n'étaient que rarement justifiées. Quant aux punitions subies qui n'étaient jamais justifiées, elles sont rapportées par moins de 1% des recrues. En ce qui concerne l'adolescence des recrues, les pourcentages obtenus sont à peu près équivalents.

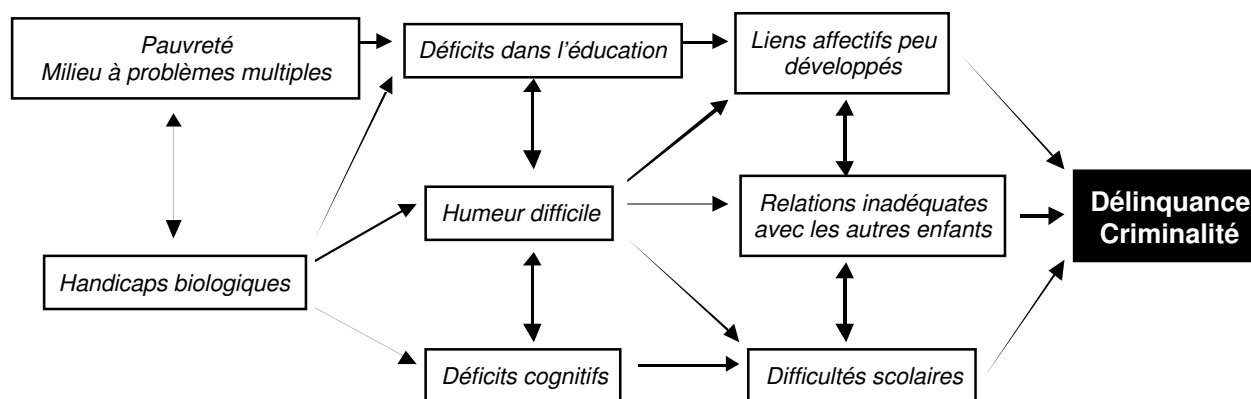
L'ensemble des résultats que nous avons obtenus nous a permis de conclure qu'en règle générale, le style punitif parental semblait bien adapté du point de vue de la psychologie développementale. En comparant les activités éducatives assumées par les mères et/ou par les pères, on constate que les pères sont moins présents dans l'éducation de leurs enfants que ne le sont les mères. L'absence relative des pères du processus d'éducation a été déplorée par de nombreux psychologues d'enfants. On estime qu'une relation étroite avec le père, qui représente un modèle et une figure forte, constitue certainement une des meilleures préventions contre un éventuel développement délinquant du garçon.

Néanmoins, la liste des questions posées aux recrues ne fournit pas une image complète de la relation parents-enfant ou des moyens d'éducation. En effet, le recoupement des questions n'a pas été considéré. Ainsi, une certaine ambivalence vis-à-vis des parents, qui pourrait s'exprimer dans des contradictions au travers des réponses individuelles, n'apparaîtra pas ici. Ce n'est que rarement qu'un enfant rejette complètement ses parents, ou qu'il se sent lui-même entièrement rejeté. Même dans des milieux très difficiles, ou en cas d'abus divers, il existe néanmoins quelques bons éléments dans la relation parents-enfant. Par conséquent, il s'agit de trouver un outil statistique qui permette d'appréhender cette relation dans toute sa complexité.

2.2 Le modèle des risques de LÖSEL et BENDER

Deux chercheurs allemands, BENDER et LÖSEL (1998, p.21), ont développé un modèle global lié aux risques. En effet, un ensemble de risques peut mener à un développement mental incomplet. On remarque ici que la criminologie moderne tient compte de l'interaction entre des facteurs biologiques et les influences sociales.

Schéma 2.1 : Modèle de LÖSEL et BENDER des risques cumulatifs

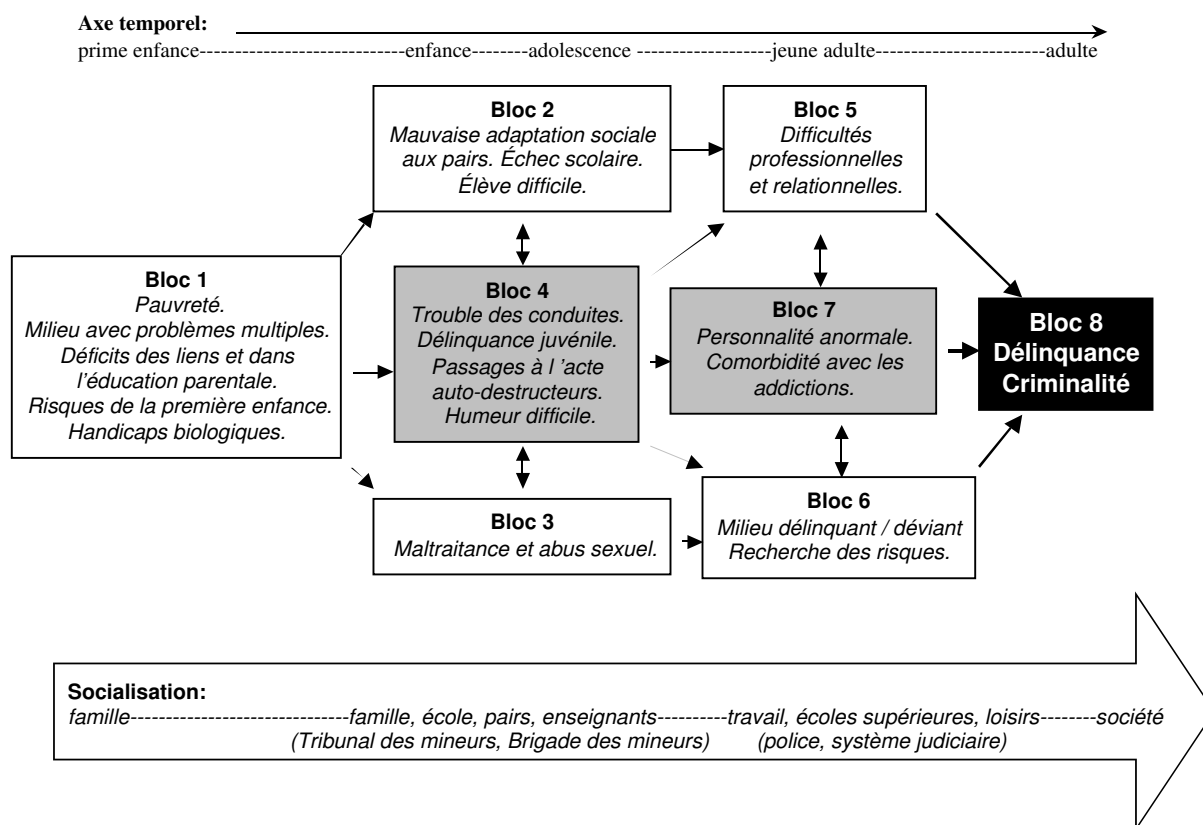


LÖSEL et BENDER (in : KRÖBER & DAHLE 1998, p.21)

Les problèmes du milieu et de la pauvreté ont été étudiés par le biais de diverses questions. On se trouve néanmoins confronté à un problème d'opérationnalisation, car les « problèmes multiples » impliquent naturellement beaucoup de questions qui doivent entrer dans l'analyse de la problématique. Dans notre recherche, il n'était pas possible de couvrir tous les risques considérés dans ce modèle, car ils ne sont souvent même pas connus de l'individu concerné. C'est le cas notamment des handicaps biologiques survenus avant ou pendant la naissance, de l'humeur difficile pendant la période de la première enfance, des déficits cognitifs et du manque de liens affectifs, qui restent ainsi dans l'ombre, non seulement dans notre étude, mais également dans de nombreuses autres enquêtes. En revanche, nous avons le privilège de connaître ici le chiffre noir de la délinquance ainsi qu'un certain nombre d'informations très personnelles sur la quasi-totalité de la cohorte. Un des risques biologiques implicites dans la variable de l'alcoolisme de la mère peut tout de même entrer secondairement dans l'analyse. Il en va de même pour les handicaps cognitifs, qu'on retrouve souvent chez les individus ayant eu des difficultés au niveau de leurs performances scolaires et professionnelles. Les déficits dans l'éducation, les relations inadéquates avec les autres enfants, et les déficits scolaires sont donc compris en tant que facteurs de risque dans notre analyse. En outre, plusieurs autres risques, comme la maltraitance et les abus sexuels, seront aussi examinés. Par conséquent, pour les besoins de notre recherche, nous avons créé un modèle modifié des risques s'adaptant aux variables disponibles, tout en contenant les éléments principaux du modèle de LÖSEL et BENDER. À noter que ce modèle modifié a aussi été réalisé grâce aux définitions d'AUDET et KATZ (1999, p.125). Le schéma 2.2 nous montre que les enfants en danger sont, d'une part, les enfants en situation de risque (bloc 1) et d'autre part, les enfants maltraités et abusés (bloc 3). L'enfant maltraité ou abusé est celui qui est particulièrement victime de violences physiques, de cruauté mentale, d'abus sexuels, de négligences graves pouvant entraîner de lourdes conséquences sur son développement physique et psychologique. En revanche, l'enfant en situation de risque est celui qui connaît des conditions d'existence menaçant sa santé, sa sécurité, sa moralité ou son éducation, mais sans qu'il subisse d'abus au sens strict. Au centre de ce modèle, on trouve le *trouble des conduites* chez les garçons, syndrome ainsi nommé par les spécialistes d'une certaine branche de recherche empirique en psychiatrie (DSM-IV), et enfin, pour le début de l'âge adulte, les comportements à risque. Ces comportements peuvent aussi se manifester par une consommation excessive de drogues et d'alcool, par des relations inadéquates avec les pairs (appartenance à des groupes violents), ou par la fréquentation d'amis délinquants. Il existe encore d'autres risques concernant la vie adulte, comme des relations perturbées avec les

femmes, ou encore des difficultés professionnelles, qui ne sont pas seulement dues à un manque de formation, mais également à un manque de satisfaction sur le plan professionnel. Ce modèle est reproduit ci-dessous :

Schéma 2.2 : Modèle des risques cumulés dans la socialisation



HAAS 2000

L'analyse de l'enfance et de l'adolescence s'effectuera selon la même logique que ce modèle : le bloc 1, traitant des questions concernant les expériences au sein de la famille sera traité dans les paragraphes ci-dessous, tandis que les blocs 2 et 4, c'est-à-dire l'adaptation sociale et les expériences à l'école, les abus et maltraitances, ainsi que la psychopathologie de l'enfant feront l'objet de chapitres spécifiques.

En ce qui concerne les risques, on pense tout d'abord aux risques classiques comme la perte des parents. À ce sujet, une recrue a écrit :

« Ma mère est décédée quand j'avais 5 ans. Selon la version officielle, elle a glissé sous le train, mais je ne sais pas vraiment si la mort de ma mère était un accident ou un suicide. »

(Commentaire N°122, traduit de l'allemand)

Le commentaire ajouté par cette recrue sur sa vie laisse ouverte la question de son état d'esprit actuel. Cependant, il se dit croyant, et les autres remarques qu'il a faites donnent l'impression qu'il maîtrise bien sa vie.

2.1.1 Les divers risques

Dans le cadre de la recherche portant sur les risques, l'évolution de la psychologie développementale a permis de découvrir de plus en plus de facteurs ayant une influence potentiellement nuisible sur l'enfant. Ainsi, ce ne sont donc pas uniquement la séparation d'avec la mère ou la mort de cette dernière, et le placement dans une institution qui pourraient éventuellement empêcher le développement d'un enfant. Souvent on observe que la mère n'a pas été en mesure d'offrir les soins adéquats à son enfant parce qu'elle souffrait elle-même d'une maladie mentale ou parce qu'elle était préoccupée par la maladie d'un autre membre de la famille. Ces deux facteurs sont aussi considérés comme criminogènes, car on les retrouve fréquemment dans les anamnèses des patients expertisés en psychiatrie légale.

On peut penser que le risque « classique » qu'a depuis longtemps constitué le fait d'être orphelin est aujourd'hui moins important, puisque la mortalité des femmes a diminué. Les conditions sociales ayant beaucoup évolué depuis les premières études sur le sujet, il conviendrait de réévaluer l'impact de ce facteur sur le développement. Au cours des premières recherches sur le développement des enfants orphelins et des enfants placés dans une institution pour d'autres raisons, les chercheurs des années 20 avaient trouvé des résultats alarmants, notamment concernant les bébés. En effet, la plupart d'entre eux ne survivaient pas au-delà de la deuxième année (BÜHLER, HETZER 1937, cité dans TRESS 1986, p.13). Il semble aujourd'hui que ces observations aient probablement été le résultat des conditions de vie dans les foyers de l'époque. SPITZ (1946) a nommé ce phénomène l'*hospitalisme*. Il est vrai qu'avant les années cinquante les foyers pour orphelins fonctionnaient généralement avec peu d'infirmières et d'éducatrices. L'essentiel de l'activité du personnel était axé sur les soins purement corporels des enfants. Ainsi, en ne se préoccupant que de l'alimentation et de l'hygiène, c'est-à-dire en se limitant à une prise en charge « technique » de ces très jeunes enfants, ces institutions ignoraient ou négligeaient gravement leurs besoins affectifs.

Les recherches psychologiques effectuées à cette époque ont eu un impact considérable sur la manière dont ces institutions sont gérées aujourd'hui, et sur le placement des enfants dans de « bonnes » familles nourricières. Par exemple, une recrue a écrit n'avoir trouvé une bonne famille d'accueil qu'après un long et pénible parcours :

« J'ai eu une "enfance difficile" mes parents se sont divorcés, j'avais 5 ans. Mon père buvait beaucoup et il faisait des attouchements sexuels sur ma sœur. Cela a été très difficile pour moi. J'ai été placé dans un foyer pendant 5 ans, puis dans deux familles d'accueils. La première famille fut un échec, par contre la deuxième ma complètement changé la vie. En conclusion, je pense qu'un enfant vivant dans un milieu malsain toute sa jeunesse et son adolescence à peut de chance de s'ensortir dans la vie actuelle. Par contre les enfants avec un peu de force de caractère, en changeant de milieu familial peut arriver à quelque chose de beaucoup mieux aussi bien sur le plan affectif que professionnel. Concernant les schémas que l'ont reproduit des parents proches, je n'ai jamais eut l'envie de répéter leur geste, je ne bois pas et je n'est pas d'attirance envers les enfants. »

(Commentaire N°125, orthographe originale)

Bien que l'orthographe de ce jeune homme soit hésitante, son style est à la fois clair et touchant. En parvenant à exprimer l'essentiel de son parcours en quelques mots, il témoigne d'une personnalité intelligente et mature. C'est d'ailleurs le seul commentaire mentionnant une affaire d'abus sexuel sur un enfant que nous ayons recueilli auprès des recrues. Les jeunes hommes qui ont été eux-mêmes victimisés gravement ne se sont pas exprimés à ce propos dans leurs commentaires.

Ainsi, l'amélioration des soins compensatoires offerts aux enfants placés depuis les années soixante a peut-être produit des effets positifs. Une autre recrue nous a également fait part de son expérience personnelle :

« J'aimerais seulement dire que mon père est décédé dans un accident quand j'avais 16 ans. Il n'en était pas coupable. À l'âge de 4 mois, j'ai été adopté. Je ne connais pas encore mes parents biologiques. Mais, je suis content de ceux que j'ai maintenant. »

(Commentaire N°123, traduit de l'allemand)

Les nombreux efforts déployés pour le soutien psychologique des familles ayant des problèmes devraient eux aussi avoir porté leurs fruits (psychologue scolaire, aide aux victimes, hôpitaux qui s'occupent d'enfants maltraités etc.). Par conséquent, grâce à l'avancée de la psychologie développementale, certains événements n'auront peut-être plus la même influence négative.

À l'heure actuelle, il est établi que certains des événements précités constituent un risque pour le développement. Quant à nous, nous n'accepterons ces faits que comme des hypothèses à vérifier. Il n'existe que peu d'études portant sur la population générale, dont un pourcentage pourrait lui aussi avoir été exposé à ces risques sans pour autant souffrir de ces conséquences connues et médiatisées. En d'autres termes, tout individu ayant eu une enfance malheureuse ne devient peut-être pas délinquant, et chaque délinquant n'a peut-être pas eu une enfance malheureuse. Là encore, nous ne savons pas si les résultats obtenus dans le cadre clinique sont généralisables à l'ensemble des délinquants et des non-délinquants, en prenant en considération le chiffre noir. Plus tard dans nos analyses nous testerons l'impact de ces facteurs sur la délinquance des recrues.

2.3 Expériences au sein de la famille

Toutes les variables ayant trait aux risques considérés dans le modèle, et qui sont prises en compte dans le bloc 1 (cf. schéma 2.2) seront discutées ci-après.

2.3.1 Milieu social et pauvreté

Le milieu social des parents a été évalué à travers leur formation scolaire et professionnelle, et en fonction de la dépendance éventuelle de l'aide sociale pendant une période prolongée. Ce n'est d'ailleurs pas la seule manière de déterminer la couche sociale ; on pourrait en effet également utiliser comme indicateurs le revenu des parents, leur position hiérarchique au travail ou leur réseau social. Cependant, en procédant de la sorte, on s'éloignerait trop du sujet principal de notre étude. Les chiffres de l'Office Fédéral de la Statistique (OFS) obtenus lors du dernier recensement de la population montrent d'une manière générale que la formation de la population masculine est restée stable depuis une génération pour les citoyens de 35 à 54 ans. En ce qui concerne la population féminine, on note une évolution entre la demi-génération née entre 1940 et 1950 et celle née dix ans plus tard, qui a eu davantage accès aux formations secondaires et tertiaires (pour la définition des niveaux secondaires et tertiaires cf. tableaux 2.2 et 2.3). Le niveau de formation des mères de la population des recrues est plus proche de celui que l'on constate pour la tranche d'âge de 35 à 44 ans que de celle de 45 à 54 ans, ce qui peut s'expliquer par le fait que les mères sont en général plus jeunes que les pères.

En ce qui concerne le milieu social, défini à travers la formation professionnelle, nous avons noté quelques différences entre les recrues et les non-recrues.

Tableau 2.2 : Formation scolaire et professionnelle des pères des jeunes hommes

Niveau atteint	Pères des recrues N=21'314	Pères des non-recrues N=1'160	Population masculine de 35-54 ans OFS 1995
	% des colonnes	%	%
A uniquement fait sa scolarité obligatoire	7.46	6.0	Pas de formation 11-12%
A terminé un apprentissage court	7.94	6.7	Degré secondaire 55-58%
A terminé un apprentissage (de 3-4 ans)	38.00	35.3	
A fait la maturité ou une formation professionnelle après la première formation (maîtrise, cours d'informatique, école d'infirmier)	22.71	22.9	Degré tertiaire 32%
A fait l'université ou une école supérieure (ETS, ESCA, Assistant social, Conservatoire)	17.44	26.6	
N'ont pas indiqué la formation du père	6.44	2.4	
Total	100.00	100.0	100%
N=22'474	sig: p<0.001		

Il apparaît que les recrues et les non-recrues sont issues de familles bénéficiant d'une meilleure formation professionnelle que la population générale. On remarque une différence prononcée par rapport au pourcentage des pères qui ont fréquenté les hautes écoles, différence qui se manifeste également en ce qui concerne les mères des non-recrues. Cette différence est significative. De nouveau, nous avons comparé nos résultats avec les chiffres de l'OFS sur la formation de la population résidente féminine de 35-54 ans.

Tableau 2.3 : Formation scolaire et professionnelle des mères des jeunes hommes

Niveau atteint	Mères des recrues N=21'314	Mères des non-recrues N=1'160	Population féminine de 35-54 ans OFS 1995
	% des colonnes	%	%
A uniquement fait sa scolarité obligatoire	13.99	11.7	Pas de formation 21-31%
A terminé un apprentissage court	17.78	15.6	Degré secondaire 59-65%
A terminé un apprentissage (de 3-4 ans)	41.02	37.7	
A fait la maturité ou une formation professionnelle après la première formation (maîtrise, cours d'informatique, école d'infirmier)	15.88	19.8	Degré tertiaire 9-14%
A fait l'université ou une école supérieure (ETS, ESCA, Assistant social, Conservatoire)	5.74	13.7	
N'ont pas indiqué la formation de la mère	5.59	1.4	
Total	100.00	100.0	100%

N=22'474

sig: $p < 0.001$

S'agissant du niveau de formation des parents, nous pouvons observer le même biais que celui observé concernant la formation scolaire et professionnelle des recrues elles-mêmes (cf. chapitre 7. « La vie des jeunes adultes »). En effet, près de la moitié de la couche sociale la plus basse sur le plan de la formation est exclue de notre échantillon.

Tableau 2.4 : Taux de parents qui ont touché l'aide sociale ou qui ont été au chômage pendant plus d'une année

	Non	Oui	Ne sait pas / pas répondu	Total
	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	84.58	6.24	9.18	100.00
Non-recrues (N=1'160)	81.12	10.17	8.71	100.00

N=22'474

sig : $p < 0.01$

À première vue, il paraît surprenant que les parents des non-recrues – qui disposent d'une meilleure formation professionnelle que les parents des recrues – aient eu davantage recours à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale. Il est impossible de déterminer si cet état de choses reflète la répartition bipolaire de cet échantillon ou si les différences dans le tableau 2.4 sont liées à la récession qui a eu lieu au cours des années 1997 et début 1998, moment où nous recevions encore des questionnaires remplis par des non-recrues.

Afin d'obtenir une mesure globale de la pauvreté du milieu en tant que risque, nous avons voulu créer une variable composée qui tienne compte à la fois du manque de formation des

parents et de la possible dépendance de l'aide sociale. Nous obtenons ainsi un taux de 13-14% des jeunes hommes provenant de familles peu privilégiées (au sens large). Si on prend également en compte les pères ou les mères ayant accompli un apprentissage de courte durée, on obtient alors les résultats figurant dans le tableau 2.5.

Tableau 2.5 : Taux d'hommes venant des familles les moins privilégiées

	Recrues N=21'314	Non-recrues N=1'160
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
0. Vient de la classe moyenne	84.91	85.8
1. Parents n'ayant accompli aucune formation ou ayant touché l'aide sociale	11.44	12.6
2. Parents ayant touché l'aide sociale et n'ayant accompli aucune formation	1.46	1.5
x. Pas répondu / erreurs	2.19	0.2
Total	100.00	100.0
N=22'474		sig: p<0.001

Ainsi, si nous prenons en compte ces deux paramètres comme indicateurs de la classe sociale, les échantillons des recrues et des non-recrues se rapprochent considérablement. Rappelons néanmoins que le segment inférieur de la population (hommes vivant dans des institutions, dépendants de stupéfiants, malades mentaux, faibles d'esprit) n'a probablement pas participé au sondage secondaire.

2.3.2 Immigration des parents

La question concernant le sujet de l'immigration en Suisse de l'un ou des deux parents n'a pas pu être comparée entièrement avec des données générales, en raison du manque de données disponibles dans ce domaine. Toutefois, il est évident que notre échantillon souffre d'un biais significatif par rapport à cette variable. Environ 14% des mères des recrues sont des immigrées, alors que l'échantillon de référence de l'ESPA (1994, in GILLIOZ, DE PUY & DUCRET 1997, p.45) donne un taux de 18% de femmes de nationalité étrangère vivant en Suisse. Néanmoins, cette comparaison ne nous éclaire pas beaucoup, car les chiffres de l'ESPA ne nous donnent aucune indication sur le nombre de femmes ayant la nationalité suisse en étant d'origine étrangère. De plus, parmi les femmes étrangères, il n'y a pas d'information sur le nombre de celles qui ont un fils de nationalité suisse, effectuant l'école de recrues.

Il s'agit ici d'une des questions auxquelles les non-recrues ont moins répondu que les recrues.

Tableau 2.6 : Immigration des parents des jeunes hommes

	Recrues N=21'314		Non-recrues N=1'160	
	Mère	Père	Mère	Père
% des colonnes	%	%	%	%
Toujours vécu en Suisse	83.38	83.29	79.3	78.7
Immigré de l'Union Européenne	7.80	7.96	11.0	10.8
Immigré de la Turquie, de l'ex-Yougoslavie	1.57	1.39	0.7	0.7
Immigré du Proche-Orient, du Maghreb	0.27	0.43	0.3	0.6
Immigré d'autres pays	2.81	2.07	1.6	1.1
Pas répondu	4.18	4.87	7.2	8.1
Total	100.00	100.00	100.0	100.0

N=22'474

sig: $p < 0.001$

Dans le tableau 2.6, on note que des immigrants originaires de Turquie, de l'ancienne Yougoslavie, ainsi que des pays d'outre-mer, sont plus nombreux parmi les recrues que parmi le groupe des non-recrues. Ceci peut être interprété de plusieurs manières. En effet, cette sur-représentation pourrait s'expliquer par le fait que les jeunes issus de ces minorités sont plus motivés à servir dans l'armée, ou bien parce qu'ils répondent moins souvent que les autres aux questionnaires écrits ou qu'ils appartiennent plus souvent à une couche sociale de la population qui ne refuse guère le service, et qui pense avoir des perspectives professionnelles au sein de l'armée. Quant à l'immigration, nous devons ici noter un biais, dans la mesure où les familles immigrées ayant un fils à l'école de recrues résident en Suisse depuis plusieurs années. On peut donc estimer qu'ils représentent un échantillon, ou une partie de ceux qui se sont le mieux intégrés ici.

La question de la violence, jugée plus élevée chez certains immigrants, préoccupe le public et la jeunesse. En effet, nous avons recueilli un bon nombre de commentaires – plus ou moins subtils – à ce sujet :

« Le problème avec les étrangers et le racisme m'a mis dans le pétrin. D'un côté, mon meilleur ami est Espagnol, d'un autre côté, je n'ose plus aller à Berne parce que j'y suis toujours importuné par des étrangers (Yougos, Albanais). Je pense qu'on devrait être plus sévère envers les criminels, à commencer par les adolescents étrangers, pour que cette sorte de violence cesse et qu'elle ne jette pas le discrédit sur tous les étrangers de Suisse (...) » .

(Commentaire N°187, traduit de l'allemand)

« Toutes les violences que j'ai subies ces derniers temps, m'ont été infligées essentiellement par des étrangers (Yougoslaves, Albanais). Sur ce problème, les questions sont en partie pas suffisamment claires ».

(Commentaire N°23, traduit de l'allemand)

Les sondages récents en criminologie, au niveau des statistiques criminelles officielles (p.ex. EISNER 1998), ont permis de montrer que la criminalité élevée des immigrants de deuxième

génération existe, et qu'elle n'est donc pas qu'un simple préjugé. Nul ne connaît les causes précises de ce phénomène, mais pratiquement personne n'ose en parler, par crainte de s'engager dans un débat brûlant. Étant donné que la Suisse est dépendante de l'immigration pour compenser les déficits de la structure de sa population en termes d'effectifs, et eu égard à sa répartition par classes d'âge, le problème ne disparaîtra probablement pas. Par conséquent, il serait préférable de chercher les facteurs principaux de ce phénomène afin de trouver des mesures favorisant l'intégration. Cependant, on ne sait pas si la situation est semblable en tenant compte du chiffre noir. Avant de parler d'un chiffre élevé de délinquants issus de familles immigrées, il faudrait contrôler si les statistiques officielles ne reflètent pas seulement des interpellations plus fréquentes de la part des autorités pénales auprès des jeunes hommes immigrés, par rapport aux autres jeunes.

Une recrue ayant la double nationalité nous a reproché de ne pas avoir fait de distinction, dans notre questionnaire, entre les différentes régions et nouveaux États issus de l'ancienne Yougoslavie, créant ainsi à ses yeux un amalgame dommageable :

*« Mesdames et Messieurs,
N'hésitez pas à utiliser de nouveaux mots, à savoir les nouveaux noms des pays.
Je trouve ça assez dur en tant que double-national, de voir que l'autre patrie est
toujours perçue de façon négative (par d'autres personnes).
Pour info actuelle : depuis 1993, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie, la Macédoine
et plus tard aussi la Serbie / Monténégro (→Yougoslavie) sont reconnues !
Merci !
Note : Cela n'est pas pour vous embêter. »*

(Commentaire N°78, traduit de l'allemand)

Dans le contexte actuel du débat sur l'immigration, nous comprenons bien qu'il n'est pas agréable pour ces jeunes de se voir en butte à des préjugés, confrontés à des stéréotypes dus aux aspects les plus problématiques présentés par une minorité d'immigrés.

La question des particularités de la délinquance chez les immigrés – si elles existent – sera traitée dans une future recherche. En effet, pour des raisons d'objectivité, ce sujet exige l'exclusion de tous les autres facteurs de risque que pourrait recouvrir la variable de l'immigration. Nous souhaiterions notamment identifier les variables qui empêchent, ou qui au contraire, favorisent la bonne adaptation des immigrants à leur nouveau pays et leur capacité à former des liens. Si certaines formes de délinquance sont plus répandues parmi certains jeunes immigrés, par rapport aux jeunes qui sont Suisses depuis leur naissance, on aimerait savoir pourquoi. Ainsi, on pourrait s'investir dans une politique de prévention plus efficace. On pense par exemple au manque de formation scolaire, aux attentes trop élevées par rapport à ce que peut offrir le nouvel environnement ou par rapport à la réussite des enfants, à l'isolement, même parmi les compatriotes, à cause de problèmes de famille. Il y a aussi la fuite récente à la suite d'une guerre civile, d'une catastrophe naturelle, ou d'une persécution politique individuelle.

2.3.3 Liens familiaux et éducation

Nous avons déjà constaté que les réponses concernant les relations avec les parents et l'éducation, si on les considère isolément, peuvent être sources de malentendus. En effet, elles ne prennent pas en compte la possibilité de sentiments mitigés ou de liens très ambivalents qui, dans le cadre clinique, ont été identifiés comme importants et pouvant faciliter le passage à l'acte violent. Dans la suite de ce chapitre, nous avons réuni ces questions selon la théorie de GLUECK et GLUECK (1950), dans une perspective psychologique de la relation parents-enfant, ainsi qu'en rapport avec la cohésion de la famille et l'éducation. Quant aux abus, ce ne

sont pas uniquement les punitions trop dures ou injustes qui peuvent cacher une forme de maltraitance, mais également l'inverse, c'est-à-dire l'absence d'intérêt des parents pour l'éducation de leur enfant, ou, en d'autres termes, la négligence.

Pour la présente publication, nous avons voulu construire quelques variables simples afin d'évaluer l'influence du foyer parental sur la délinquance des garçons. Nous avons choisi comme modèle les travaux des chercheurs américains GLUECK et GLUECK (cités dans SCHNEIDER 1967b, 1979, 1981 p.319). Il y a plus de quarante ans le couple GLUECK, de l'université de Harvard, a mené une recherche fondamentale sur le sujet de la délinquance juvénile et la famille dans l'ouvrage « *Unraveling Juvenile Delinquency* ». Au cours des années 1940, ils ont étudié un échantillon de 500 délinquants enregistrés officiellement et de 500 non-délinquants (non enregistrés). Les caractéristiques de ces derniers au niveau de l'âge, de la race ou de l'origine, de l'intelligence et aussi en fonction de leur résidence (dans les quartiers sous-privilegiés) correspondaient à ceux des délinquants. De plus, tous ces garçons avaient été soumis aux mêmes risques sociaux en ce qui concerne la pauvreté et l'exposition à la délinquance dans l'environnement immédiat. Selon les GLUECK, les facteurs familiaux qui contribuent le plus à une perturbation du développement chez le garçon s'articulent en cinq axes principaux : (1) l'éducation par le père ; (2) la surveillance par la mère ; (3) l'affection du père ; (4) l'affection de la mère ; (5) la cohésion de la famille. Pour faire des prédictions, ils ont attribué un poids spécifique à chaque item.

Malgré l'aspect très minutieux et complet de cette recherche, les sociologues contemporains en criminologie avaient largement rejeté la contribution des GLUECK (1950), critiquant les méthodes statistiques utilisées (qui étaient alors insuffisantes), et en se basant sur des arguments d'ordre idéologique (SAMPSON et LAUB in : WEIS, CRUTCHFIELD & BRIDGES 1996, pp.123ss). HIRSCHI avait d'ailleurs critiqué à cet égard ces sociologues, soulignant que l'influence de la famille était ignorée dans certaines théories du crime nées dans les années soixante. Récemment les données des GLUECK ont été réévaluées par SAMPSON et LAUB (1988), avec de meilleurs outils statistiques. Ces chercheurs ont ainsi pu confirmer les résultats des GLUECK concernant l'influence sur la délinquance des relations familiales et de l'éducation.

Pour cette analyse, nous avons essayé d'opérationnaliser ces facteurs avec les questions de notre enquête. Nous avons également tenté d'évaluer la répartition des facteurs pour pouvoir ensuite les étalonner. L'échantillon analysé par le couple GLUECK était composé de garçons délinquants connus des autorités et d'un échantillon complémentaire de garçons sans histoire officielle de délinquance. Malheureusement, cet échantillon bipolaire n'était pas représentatif de la population normale des garçons de cet âge. Par ailleurs, l'importance du degré de gravité de ces facteurs sur la délinquance n'est pas évidente. On aimerait par exemple savoir si le facteur « famille désorganisée » ne concerne que les cinq pour-cent que représentent les familles les plus désorganisées, ou si, par exemple, toutes les familles monoparentales appartiennent à cette catégorie. Par conséquent, nous avons été contraints de pondérer nous-mêmes les différents éléments utilisables pour évaluer l'éducation et la relation parentale. Une autre différence concerne la source des données. Dans le sondage des GLUECK, la qualité des relations familiales et des méthodes éducatives étaient évaluées par des professionnels extérieurs à la famille, tandis que dans notre enquête, elle est jugée rétrospectivement par le garçon concerné. En outre, une telle évaluation globale risque de ne pas faire apparaître clairement les éléments mesurés. Nous ne savons pas si les enquêteurs des GLUECK ont considéré la maltraitance physique (ce qui est, strictement parlant, une autre forme de risque) comme constituant automatiquement un style éducatif trop strict ou incohérent. Il est bien évident que les sévices vont également avoir une influence négative sur la relation parents-enfant, mais on peut imaginer aussi des relations sans aucune chaleur, sans que des sévices physiques aient été commis pour autant. À l'inverse, il se peut que des parents habituellement

chaleureux et justes, mais qui ont été soumis pendant une certaine période à un stress extérieur dépassant leurs forces, aient pu commettre des actes de maltraitance à l'égard de leurs enfants. Ce genre d'abus pourrait éventuellement être compensé par les parents eux-mêmes, s'ils demandent à leur enfant de les excuser, en fournissant des explications sur leur geste. Toutefois, nous n'avons pas séparé ces différents risques dans notre analyse.

2.1.1.1 Évaluation de l'éducation du garçon par le père

Les GLUECK ont mesuré la qualité de l'éducation par le père à l'aide de trois catégories nominales : stricte mais gentille, laxiste, et enfin trop stricte ou irrégulière. Nous avons conçu l'opérationnalisation des facteurs GLUECK à travers nos variables comme suit :

Stricte mais affectueuse :	Le père a puni le garçon à juste titre ;
Laxiste :	Le père n'a jamais puni, ou il n'a que rarement puni le garçon, car il ne s'en occupait pas, ou cas douteux ;
Trop stricte ou incohérente :	Les punitions par le père n'étaient que rarement justifiées et le père a puni plusieurs fois par semaine, ou bien les peines n'étaient jamais justifiées.

2.3.3.1 Évaluation de la surveillance du garçon par la mère

La surveillance du garçon par la mère a été évaluée à l'aide de catégories nominales : stricte mais affectueuse, plus ou moins suffisante, et enfin insuffisante, laxiste. Nous l'avons opérationnalisée en fonction des informations fournies par l'enfant de la façon suivante :

Bonne :	La mère a puni le garçon à juste titre et elle n'était pas laxiste ;
Plus ou moins suffisante :	La mère n'a jamais puni, ou ses punitions n'étaient pas tout à fait justifiées, ou cas douteux ;
Insuffisante, laxiste :	Elle ne punissait pas, car elle ne s'occupait pas du garçon ;

2.3.3.2 Évaluation de l'affection des parents pour le garçon

Seuls deux niveaux ont été utilisés par les GLUECK pour évaluer la qualité de l'affection parentale du père et de la mère : chaleureuse d'un côté, indifférente ou inamicale de l'autre. Nous avons donc opérationnalisé la relation telle que le garçon l'a vécue :

Chaleureuse :	La relation entre le garçon et le père / la mère a eu des aspects positifs, sans rejet et sans préférence extrême pour un membre de la fratrie, ou cas douteux ;
Indifférente ou inamicale :	Le père / la mère a rejeté le garçon ou l'a nettement moins bien traité que la fratrie ;

2.1.1.2 Évaluation de la cohésion de la famille

Les GLUECK ont évalué la qualité de la cohésion de la famille à l'aide de trois niveaux, que nous avons conceptualisés à partir du point de vue de l'enfant :

Bonne cohésion :	Le père / la mère a témoigné de l'affection pour son partenaire ; la famille a été complète à l'âge de l'école primaire et avant, et le garçon n'a pas été séparé de sa mère pendant l'adolescence ;
------------------	--

Cohésion médiocre :	Soit les parents n'ont pas montré d'affection, soit il y a eu une séparation d'avec la mère, soit une séparation d'avec le père avant l'adolescence, ou cas douteux ;
Mauvaise cohésion :	Les parents ne se sont jamais témoigné d'affection et le garçon a été séparé de sa mère ou des deux parents déjà avant son adolescence ;

En cas de doute, c'est la valeur intermédiaire qui a été attribuée pour les facteurs à trois niveaux (éducation et cohésion) ; pour les facteurs à deux niveaux (relation parents-enfant), c'est la valeur basse (c'est-à-dire « non perturbée ») qui a été choisie, car c'est finalement le nombre de points attribué à chaque élément, c'est-à-dire leur poids, qui compte (cf. tableau 2.7). L'attitude de surprotection n'a pas été incluse dans notre questionnaire. C'est volontairement que nous n'avons retenu que des éléments psychologiques dans ces dimensions et pas l'abus physique ou sexuel commis éventuellement par les parents. Naturellement, des sévices auront une influence considérable sur la relation familiale. Cependant, afin de cibler l'effet des abus purement émotionnels, nous avons voulu étudier ces risques en dehors des cas d'abus physiques ou sexuels.

En formalisant les variables précédentes, nous avons retenu le laxisme pour les cas où le père ou la mère n'avaient jamais puni leur fils ou ne se préoccupaient pas de lui. Lorsque la fréquence des punitions, ou les punitions injustes dépassaient un certain seuil, nous avons considéré que l'éducation était trop stricte. Une éducation inadéquate par la mère a été retenue pour les cas où la mère se moquait de son fils, le ridiculisait devant autrui. Comme critère de la relation indifférente ou inamicale entre parents et fils, nous avons retenu le fait que la recrue n'a pas eu une bonne entente avec ses parents, ni pu parler de ses problèmes avec eux. La cohésion de la famille était la plus difficile à cerner. Nous avons considéré comme bonne cohésion le fait que la famille ait été complète avant l'adolescence, et qu'au moins un des parents ait exprimé de l'affection pour son partenaire sur toute la période de l'enfance ou de l'adolescence, ou les deux parents dans au moins une période. Une désorganisation de la famille était notée dans les cas où le garçon avait été séparé de ses parents pour une période, et que les parents n'avaient à aucun moment montré des signes d'affection réciproque. Enfin, nous avons attribué la catégorie « un peu de cohésion » aux cas intermédiaires.

Tableau 2.7 : Caractéristiques des relations et du style éducatif selon GLUECK et GLUECK (in : SCHNEIDER 1981 p.319)

Les dimensions GLUECK	N	%	Poids attribué*
1. L'éducation du garçon par le père :	(pas répondu :	1.9%)	
a. Stricte mais affectueuse	14' 619	68.6%	9.3 pts
b. Laxiste	5' 842	27.4%	59.8 pts
c. Trop stricte ou incohérente	450	2.1%	72.5 pts
2. La surveillance du garçon par la mère :	(pas répondu :	1.9%)	
a. Bonne	16' 009	75.1%	9.9 pts
b. Plus ou moins suffisante	4' 162	19.5%	57.5 pts
c. Insuffisante (laxiste)	734	3.4%	83.2 pts
3. L'affection du père pour le garçon :	(pas répondu :	3.0%)	
a. Chaleureuse	18' 810	88.3%	33.8 pts
b. Indifférente ou inamicale	1' 873	8.8%	75.9 pts
4. L'affection de la mère pour le garçon :	(pas répondu :	0.5%)	
a. Chaleureuse	19' 828	93.0%	43.1 pts
b. Indifférente ou inamicale	1' 369	6.4%	86.2 pts
5. La cohésion de la famille	(pas répondu :	1.9%)	
a. Une bonne cohésion	12' 950	60.8%	0.6 pts
b. Un peu de cohésion	7' 658	35.9%	61.3 pts
c. Désorganisée à l'intérieur	307	1.4%	96.9 pts

N=21'314

(* Le poids était attribué dans le sondage des GLUECK afin de faire des prédictions ; pour la validité de ces prédicteurs, se référer au tableau 2.8.)

Selon nos résultats, un bon nombre de mères n'arrivaient pas à punir leurs garçons, alors qu'elles n'entretenaient que rarement une relation froide ou indifférente à leur égard. En d'autres termes, beaucoup de mères ne punissent pas leur enfant, tout en ayant une attitude « normale » et non négligente. En revanche, la relation des recrues avec leur père est plus souvent mitigée.

Une petite remarque au niveau de la méthodologie : étant donné que les corrélations entre les cinq dimensions sont entre $\rho=0.17$ et $\rho=0.6$, les facteurs GLUECK ne sont pas orthogonaux, mais interdépendants. Il est évident au niveau psychologique que les facteurs GLUECK sont également influencés par la maltraitance, ou l'alcoolisme des parents. Pour tester la qualité pronostique de la théorie des GLUECK en considérant le chiffre noir, nous utilisons le concept du *conduct disorder*, qui ne sera expliqué qu'au chapitre 5. « Perturbations du développement » pour mesurer d'une façon globale la délinquance juvénile.

Tableau 2.8 : Pronostic de la délinquance selon la somme des facteurs GLUECK

Somme des points	Nombre de recrues	% des recrues	Probabilité de la délinquance dans l'échantillon des GLUECK	Pourcentage de recrues à avoir un conduct disorder grave
	% des lignes	%	%	%
Moins de 200 points	16'829	79.2%	8.2%	8.1%
200 - 249 points	1'889	8.9%	37.0%	15.3%
250 - 299 points	2'009	9.4%	63.5%	16.1%
Plus de 300 points	467	2.2%	89.2%	35.8%
Pas répondu	60	0.3%	—	8.3%

N=21'314

On voit dans le tableau 2.8 que la courbe de la délinquance juvénile montant en fonction des points des facteurs GLUECK, a une déclivité plus faible chez les recrues que chez les garçons de l'échantillon bipolaire (non-délinquants, délinquants) qu'ont analysé les GLUECK. Les « meilleures » opérationnalisations que nous avons utilisées nous ont permis de parvenir à une prédiction de *troubles des conduites* ou de violences commises d'environ 30 à 40% (au maximum) par des garçons ayant obtenu plus de 300 points. En appliquant les facteurs à un échantillon représentatif, on s'aperçoit rapidement que le nombre d'individus concernés par ce risque sans devenir déviants est plus grand que le nombre de ceux qui le deviennent. La valeur prédictive des facteurs GLUECK sur une cohorte presque entière s'est avérée nettement moins bonne que celle qui portait sur un échantillon délinquant en comparaison directe avec un échantillon non délinquant. En effet, cet échantillon complémentaire des GLUECK était beaucoup plus restreint que l'effectif des garçons non délinquants. Même si l'on trouvait une meilleure opérationnalisation de ces facteurs que la nôtre, il nous semble que la procédure choisie par ces chercheurs conduit à surestimer le poids réel de ces facteurs. Toutefois, tant que toutes les formes de la délinquance n'auront pas encore été évaluées et réunies dans une seule mesure, nous ne pourrons pas conclure définitivement. Dans la perspective de futures analyses, il serait intéressant de séparer les dimensions obtenues pour l'âge de la latence et pour celui de l'adolescence, ce qui n'a pas encore été possible pour l'instant.

En fait, l'état des connaissances sur les causes de la délinquance permet d'affirmer qu'il est très douteux que l'éducation seule puisse tout déterminer en la matière, et que les facteurs situationnels, les dispositions biologiques, les dons et ressources individuels, de même que l'environnement scolaire n'aient aucune influence sur la trajectoire des individus.

Une autre difficulté qui pourrait bien jouer un rôle dans l'évaluation des facteurs GLUECK est la différence entre l'évaluation de la qualité des interactions parents-enfant réalisée par un pédagogue, et qui résulte donc d'un jugement extérieur dans l'étude des GLUECK, et celle qu'en fait l'intéressé lui-même dans le cadre de notre enquête. On connaît plusieurs explications à ces distorsions importantes qui peuvent exister dans la perception des relations proches. Dans le moins grave des cas, un jeune qui se trouve en phase de rébellion, à la recherche de son identité individuelle peut projeter une image trop négative de sa famille pendant une certaine période. L'inverse existe également ; ainsi, des enfants gravement maltraités essaient parfois de « protéger » l'image de leurs parents à leurs propres yeux comme à ceux d'autrui. En outre, à l'âge de vingt ans, ceux qui n'ont pas reçu de leur famille l'affection ni le guidage nécessaires ne s'en rendent peut-être pas compte, par manque de

comparaison. Enfin – et c’est un fait connu – les personnes perturbées ont souvent des images passablement déformées de leur environnement (cf. chapitre 9. « Psychopathologie »). Ainsi, Bogdan, un des patients de l’auteure, emprisonné pour viol, a prétendu pendant plus d’une année avoir eu une enfance très heureuse. D’après ses dires, il avait toujours été le centre de l’attention et le préféré de la famille. Ce n’est qu’après une période de thérapie qu’il avoua éprouver des difficultés à dire ce qui s’était réellement passé, étant donné que, dans sa culture, il est du devoir des enfants d’honorer leurs parents. Peu à peu, sa triste histoire familiale a émergé : son père, qui était très violent, l’avait fait travailler dans la construction dès l’âge de dix ans. Il avait, à plusieurs reprises, agressé sa femme avec un couteau. Il lui était également arrivé de jeter dehors son fils la nuit en plein hiver. Finalement, il avait même cherché à vendre son fils à une organisation criminelle dans un pays voisin. On ne peut donc exclure que l’image de la relation parents-enfant livrée par les recrues soit parfois biaisée. Cependant nous espérons que l’anonymat du sondage a offert aux sujets les meilleures conditions pour leur permettre de répondre à ces questions avec la plus grande objectivité.

Il existe une autre mesure qui semble réunir tous les éléments d’une bonne relation entre enfant et parents, c’est celle de la participation des enfants et des parents à des loisirs en commun.

2.4 Problèmes multiples du milieu

Par problèmes du milieu, ou milieu perturbé, on entend, en criminologie et en psychologie, plusieurs conditions et déviances des parents de l’enfant : violence conjugale, alcoolisme, toxico-dépendance ou délinquance d’un ou des deux parents. De même, on peut prendre en considération des maladies mentales des parents comme causes de problèmes du milieu. Dans un sens large, l’extrême pauvreté appartient également à ce type de problèmes, mais nous ne l’avons pas considérée ici, car en Suisse, la pauvreté n’est pas si extrême, et elle apparaît ici plutôt dans la catégorie « classe moins privilégiée ». En outre, la pauvreté ou l’appartenance à une classe inférieure en tant que telle n’impliquent pas nécessairement des problèmes d’alcool, de délinquance ou de violence. Nous les avons donc également séparés afin d’éviter d’alimenter ce type de préjugés.

Avec les questions qui vont suivre, nous avons voulu nous faire une idée des perturbations du mode relationnel dans la famille, tel qu’il se manifeste au travers de comportements ou d’attitudes des parents. En effet, la meilleure des éducations, basée sur les principes les plus modernes, n’est guère valable si l’enfant s’aperçoit que ses propres parents sont de mauvais modèles.

Un modèle négatif général de l’un des parents consiste en une attitude de mépris envers la loi et en la transgression des limites d’autrui. 12-17% des recrues ont entendu leurs parents exprimer, de temps en temps ou rarement, une telle attitude envers les règles du jeu social. Il est d’ailleurs très rare que le mépris pour les règles éthiques de la part des parents ait été rapporté dans notre échantillon. Ainsi, moins de 1% des recrues ont souvent entendu leur père dire des phrases du type « Il n’y a pas de mal à désobéir à la loi, tant que l’on ne se fait pas prendre » ou « Qu’importent les moyens utilisés, pourvu que l’on arrive à se procurer ce que l’on veut » et moins de 0.5% ont entendu leur mère affirmer de telles choses. Ce genre d’attitudes parentales, quand elles sont habituelles, a été considéré comme un risque, et apparaît ici sous le terme de *déficit du surmoi* de ce parent.

On peut discuter la question de savoir si l’alcoolisme et la violence des parents appartiennent déjà aux problèmes de la première enfance, car le garçon a dû faire ces observations plus tard, s’il en est conscient. Cependant, on peut argumenter que ce genre de perturbation se développe souvent pendant une longue période et ne croît que si les parents ont des prédispositions.

Tableau 2.9 : Problèmes des parents liés à la consommation d'alcool ou de drogues

	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
<i>Mères ayant perdu le contrôle sous l'influence de substances</i>	82.1	3.3	0.9	0.6	0.8	12.3	100.0
<i>Mères devenues agressives sous l'influence de substances</i>	83.8	0.9	0.4	0.4	0.4	14.0	100.0
<i>Tous les dérapages des mères sous l'influence de substances</i>	81.8	3.5	1.1	0.8	0.9	11.9	100.0
<i>Pères ayant perdu le contrôle sous l'influence de substances</i>	74.1	7.0	2.6	1.6	2.6	12.1	100.0
<i>Pères devenus agressifs sous l'influence de substances</i>	76.2	4.5	1.9	1.5	2.2	13.7	100.0
<i>Tous les dérapages des pères sous l'influence de substances</i>	70.9	7.7	4.1	2.9	3.3	11.1	100.0
<i>Tout dérapage d'un des parents sous l'influence de substances</i>	69.9	7.2	5.5	3.6	4.0	9.9	100.0

N=21'314

S'agissant des agressions sous l'influence de l'alcool ou de la drogue, une grande différence apparaît entre les pères et les mères. En effet, celles-ci impliquent quatre fois plus les pères que les mères. Les recherches portant sur l'abus familial ont montré que l'auteur avait consommé de l'alcool dans 70% des cas (COLLINS 1981, p.268). De même, une recherche suédoise portant sur une cohorte entière (tous les citoyens de ce pays nés en 1953, N=15'117) a montré que le nombre d'individus violents des deux sexes s'est multiplié par de très grands facteurs pour les personnes dépendantes de substances psychotropes (HODGINS 1993, p.11).

Or, différentes expériences pharmacologiques ont prouvé qu'il n'y avait pas un effet direct de l'alcool sur l'agression. Par conséquent les femmes, de même qu'une grande partie des hommes qui boivent régulièrement, ne deviennent pas violents. Seul un certain pourcentage d'individus semble répondre à l'alcool par une augmentation de l'agressivité. Cependant, les scientifiques précisent que l'alcool diminue certaines fonctions mentales, comme l'attention (ce qui rend incapable de conduire une voiture), la capacité de réfléchir aux conséquences de ses actions ou de comprendre une situation compliquée. Ainsi, certains individus – dotés d'une agressivité élevée – se sentent encore plus facilement provoqués que d'habitude en raison des déficits mentaux dus à l'alcool (COMINGS et al. 1997). On suppose également l'existence de tiers facteurs de nature génétique, susceptibles d'être responsables d'un déséquilibre au niveau des neurotransmetteurs, ce qui pourrait contribuer également au développement de comportements impulsifs, violents, et à la consommation excessive de substances psycho-actives (CLONINGER, BOHMAN & SIGUARDSSON 1981, cité dans MÜTZELL 1993). La relation entre la violence domestique et l'abus d'alcool peut aussi bien être causée par un tiers facteur de nature sociale, comme un logement trop étroit pour la famille, le chômage de longue durée du père, des maladies graves dans la famille. Cependant, l'alcool joue un rôle criminogène important – non pas en tant que cause proprement dite – mais en tant que déclencheur et catalyseur de réactions primitives.

La violence conjugale a également été l'objet de nos investigations. Or, plus de 14% des recrues n'ont pas voulu répondre à ces questions. Si l'on observe les chiffres des tableaux 2.10 et 2.11 concernant la violence des parents, il faut bien se rendre compte que la grande majorité des recrues n'a jamais ou très rarement vécu une telle expérience – les chiffres absolus étant à calculer sur le total de l'échantillon de 21'314. Ainsi, ceux qui n'ont pas répondu aux questions relatives à la violence conjugale seraient plutôt à compter dans le groupe qui n'a probablement jamais, ou alors rarement vécu une telle expérience, comme l'indiquent les résultats d'autres sondages de victimisation (KILLIAS 1989 p.28).

Tableau 2.10 : Violence conjugale observée par les recrues

Fréquences sur toute la vie des recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
La mère frappant le père	82.6	2.1	0.6	0.2	0.2	14.2	100.0
Le père frappant la mère	78.1	4.9	1.4	0.8	0.8	14.1	100.0

N=21'314

En analysant les chiffres de la violence dans le couple, telle qu'elle a été observée par les garçons, on constate que les mères peuvent également frapper leur partenaire, mais avec une fréquence deux fois moins élevée que les pères. Dès que les comportements impulsifs deviennent habituels (perdre plus de vingt fois le contrôle sous l'effet de substances ou devenir agressif), les auteurs de tels actes se répartissent comme suit : deux tiers sont des hommes, un tiers des femmes. En fait, la corrélation entre les deux variables est élevée : $r=0.36$. Est-ce qu'il s'agit là plutôt d'une mesure défensive contre des maris violents ? À cet égard, nous avons constaté que pratiquement la moitié des femmes qui ont souvent (plus de vingt fois) battu leur mari étaient également battues par lui. Mais, le plus souvent, la violence dans le couple est unilatérale. En effet, s'agissant des maris habituellement violents, seuls 14.2% d'entre eux étaient confrontés à la violence de leur épouse dans la même fréquence. En ce qui concerne l'ensemble des altercations violentes, 1.4% des recrues ont rapporté qu'il existait une sorte de réciprocité de la violence entre leurs parents, dans le sens où les deux portaient les coups. On oublie souvent que la violence des femmes contre les hommes existe, bien que ce phénomène soit plutôt rare. Seules 1.2% des recrues ont répondu que leur mère a battu leur père plus souvent que lui ne l'a battue. Il serait d'ailleurs très intéressant, d'évaluer l'effet de cette variable, peu considérée dans la littérature spécifique.

La violence des maris contre leurs épouses fournit sans doute un modèle négatif pour les garçons. La mère, en tant que victime, risque de perdre le respect de ses enfants. Cette constellation de victimisation de la mère est souvent accompagnée d'un renversement des rôles parentaux. En effet, la mère dépend de l'appui de ses enfants, au lieu d'être en position d'autorité et soutenue par son partenaire dans ses efforts éducatifs. Les taux de prévalence des agressions physiques entre les parents que nous avons obtenus correspondent très bien aux chiffres relevés récemment par une autre étude du FNRS, celle de GILLIOZ, DE PUY et DUCRET (1997) sur la violence envers la femme dans le couple. Un effectif de 1'665 recrues ont vu leur père agresser leur mère.

Tableau 2.11 : Fréquence des violences contre les femmes

<i>Le taux d'incidence sur toute la vie des recrues</i>	<i>Recrues 1997 7.8% des mères ont été agressées</i>	<i>GILLIOZ, DE PUY, DUCRET 5.6% des femmes ont été agressées</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Période évaluée :</i>	<i>Toute la vie du fils</i>	<i>Les 12 derniers mois</i>
<i>Source :</i>	<i>Témoignage des fils des femmes concernées</i>	<i>Témoignage des femmes elles-mêmes</i>
<i>Répartition des fréquences des violences commises contre les femmes</i>		
<i>1-2 fois</i>	62.1%	60.7%
<i>3-5 fois</i>	18.0%	16.7%
<i>6-20 fois</i>	10.2%	13.1%
<i>Plus de 20 fois</i>	9.7%	9.5%
	<i>N=21'314</i>	<i>N=1'500</i>

Dans le cadre de leur étude sur la victimisation auto-révélee des femmes, GILLIOZ, DE PUY et DUCRET (1997 p.70) ont obtenu une prévalence de 5.6% de femmes ayant souffert de violence physique au cours des 12 derniers mois, ainsi qu'une prévalence-vie (*life-time risk*) de 12.6%. Les fréquences de ces abus, quand ils sont observés, sont quasiment identiques aux témoignages des recrues qui ont été témoins d'une violence contre leur mère durant toute leur vie, soit 8% de cas. Le fait que les mêmes prévalences et incidences aient été rapportées par des sources différentes (les femmes elles-mêmes et les fils comme témoins) permet de conclure que ces chiffres noirs sont probablement très proches de la réalité en ce qui concerne la couche sociale qui a été atteinte par les deux enquêtes. Le sondage de GILLIOZ, DE PUY et DUCRET (1997, p.45) souffre à peu près du même biais que le nôtre concernant la prise en compte des femmes immigrées en Suisse. En effet, elles sont là aussi sous-représentées avec seulement 9% dans les sondages contre 18% dans la population entière.

Étant donné que les réponses des recrues sont confirmées par les fréquences des violences contre les femmes, on peut donc raisonnablement penser qu'il ne s'agit pas là d'un artefact produit par quelques recrues qui n'auraient pas répondu sérieusement.

Pour terminer, nous avons calculé tous les faits concernant l'ivresse ou la violence parentale qui ont été mentionnés, dans le dessein d'obtenir une mesure générale du foyer brisé en tant que risque pour le développement des enfants.

Tableau 2.12 : Cumul des problèmes des parents par rapport à la consommation excessive de substances ou à la violence

Fréquences sur toute la vie des recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Violence conjugale, parents ivres ou drogués au point de perdre le contrôle ou de devenir agressifs	66.59	8.69	7.20	4.19	4.20	9.12	100.0

N=21'314

On obtient un taux de 4.2% des recrues provenant d'un foyer que l'on pourrait appeler « brisé ». Il nous faut encore faire une remarque concernant le lien entre pauvreté et foyer brisé. L'appartenance à la classe moins privilégiée (parents qui n'ont aucune formation professionnelle et qui étaient dépendants de l'assistance publique pendant une année ou plus) multiplie par cinq le risque de voir ses parents ivres ou violents plus de vingt fois (17.3% contre 3.3% pour la classe moyenne). Or, plus de la moitié des recrues issues de cette couche sociale n'ont jamais – ou seulement exceptionnellement (1 à 2 fois) – vu leurs parents dans une telle situation, contre 78% pour les recrues issues de la classe moyenne. A priori, nous ne savons pas si l'appartenance à une couche sociale sous-privilégiée est une conséquence des problèmes liés aux parents, ou si, au contraire, cette variable socioprofessionnelle est la cause des problèmes parentaux.

2.5 Ensemble des risques au sein des familles

Puisque les expériences de la première enfance ne sont plus conscientes ou difficilement accessibles à la mémoire, on doit normalement les recueillir auprès des parents et des médecins de l'intéressé, surtout lorsqu'il s'agit d'informations concernant la qualité des relations sociales et le lien entre parents et enfant. Nous avons néanmoins posé quelques questions de base aux recrues à ce sujet. L'image complète de la première enfance ne peut cependant pas être reproduite dans le cadre d'un sondage autoreporté, mais nous avons tout de même posé un certain nombre de questions sur les événements et les situations éventuellement difficiles à vivre pour l'enfant. Par la suite, nous avons réuni les risques de la première enfance et les risques survenus pendant la période de latence (c'est-à-dire à l'âge de l'école primaire). La structure du ménage du point de vue de l'enfant a été relevée à l'aide de la question : « Avec qui avez-vous habité pendant votre enfance ? ». En raison du problème de manque de données disponibles, la structure des foyers parentaux n'a pas pu être comparée à des données concernant la population entière.

Tableau 2.13 : Risques qu'ont subis les recrues entre la naissance et l'âge de onze ans

<i>Plusieurs risques possibles</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>Les parents n'ont eu aucune une formation professionnelle</i>	1' 069	5.02
<i>Les parents ont dépendu de l'assistance sociale pendant plus d'une année</i>	1' 331	6.24
<i>Un des parents (ou les deux) est immigré d'une région en crise (Turquie, l'ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb)</i>	522	2.45
<i>Déménagements très fréquents (10x et plus) au cours de la vie (+)</i>	148	0.69
<i>A été séparé de sa mère ou des deux parents</i>	560	2.63
<i>A vécu avec une belle-mère ou sa parenté</i>	949	4.45
<i>A vécu avec un nouveau partenaire de la mère (beau-père)</i>	517	2.43
<i>A vécu avec une famille adoptive ou nourricière</i>	144	0.68
<i>A vécu dans une institution</i>	171	0.80
<i>La mère est décédée dans cette période</i>	115	0.54
<i>Le père est décédé dans cette période</i>	327	1.53
<i>Le frère / la sœur est décédé(e) dans cette période</i>	343	1.61
<i>La mère a souffert d'une maladie mentale ou d'une faiblesse d'esprit dans cette période</i>	148	0.69
<i>Le père a souffert d'une maladie mentale ou d'une faiblesse d'esprit dans cette période</i>	112	0.53
<i>Le frère / la sœur a souffert d'une maladie mentale ou d'une faiblesse d'esprit dans cette période</i>	240	1.13
<i>La mère a manifesté un déficit de surmoi</i>	83	0.39
<i>Le père a manifesté un déficit de surmoi</i>	173	0.81
<i>La mère a eu un problème d'alcool ou de drogues (perdu le contrôle ou devenue agressive $\geq 20x$)</i>	195	0.91
<i>Le père a eu un problème d'alcool ou de drogues (perdu le contrôle ou devenu agressif $\geq 20x$)</i>	693	3.25
<i>La mère était très violente (a battu le père $\geq 20x$)</i>	50	0.23
<i>Le père était très violent (a battu la mère $\geq 20x$)</i>	162	0.76
<i>Problèmes majeurs dans la relation parents-enfant et dans l'éducation (somme des facteurs Glueck ≥ 300 points) (+)</i>	467	2.19
<i>Risque quelconque</i>	5' 659	26.55

N=21'314

(+) Les facteurs Glueck étaient calculés sur toute l'enfance et l'adolescence, et les déménagements sur toute la vie.

Dans le tableau 2.13, seuls les risques les plus extrêmes ou les événements extraordinaires ont été pris en compte. On constate alors que d'une façon ou d'une autre un quart des hommes est

concerné. Cependant, seul un petit nombre de recrues a souffert de plusieurs risques à la fois, soit 5.4% qui ont souffert de deux risques, et 2.8% de trois risques ou plus. À ce stade de notre recherche, nous ne sommes pas encore en mesure d'évaluer l'importance de ces facteurs. Certains ne constituent peut-être pas un risque de développement délinquant ultérieur. Il se peut encore que le cumul de plusieurs risques moins extrêmes exerce lui aussi une influence négative. Toutefois, dans l'analyse multivariée, nous utiliserons des échelles à intervalles et des échelles ordinales entières.

D'après notre étude, 2.6% des garçons ont dû vivre séparés de leur mère déjà pendant leur première enfance ou à l'âge de l'école primaire. Le bébé humain étant – physiquement et psychiquement – totalement dépendant de sa mère pendant des années, une interruption de cette relation primordiale est considérée comme un événement grave pour le psychisme de l'enfant. En effet, on craint que la capacité future du bébé à former des liens soit compromise, une fois sa confiance originelle perturbée. Cette capacité se développe durant les cinq premières années de la symbiose et de l'individuation de l'enfant, et elle est considérée par les psychologues comme le fondement de toute la socialisation de l'être humain. Si la période critique a été complètement manquée, cette capacité ne peut plus être acquise par la suite. Cependant, on a également observé que lorsqu'un enfant, privé de sa mère, bien soigné par exemple par son père ou ses grands-parents, les effets d'une séparation maternelle précoce peuvent être compensés. Ainsi, les premières analyses que nous avons faites semblent indiquer que le décès de la mère n'est pas un facteur criminogène en soi. En effet, cet événement – dans le contexte suisse actuel – est généralement compensé par la famille du garçon.

Dans notre échantillon, 144 recrues ont vécu pendant plus d'une année, au cours de leur prime enfance ou pendant la période de latence, dans une famille nourricière, et 171 dans une institution. En comptant également l'adolescence, on obtient 340 recrues (1.6%) qui ont été placées pendant une année ou plus dans une institution. Ce groupe est suffisamment important pour permettre des analyses différenciées quant aux traumatismes éventuels qu'aurait pu provoquer un placement hors de la famille.

En considérant les recrues les plus violentes et les délinquants sexuels de notre échantillon, nous avons constaté que parmi ces deux groupes les plus criminels, ceux qui ont passé une période hors de leur famille ne sont pas très nombreux.

Dans un aperçu préliminaire de l'importance de ces risques sur la délinquance, nous nous référons à la mesure générale de la délinquance obtenue du chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée ». Selon cette définition statistique, un individu est considéré comme délinquant s'il a commis plus d'infractions que la moyenne (pour la définition de « délinquants distinctifs » cf. chapitre 13). Cependant nous pouvons constater que parmi les garçons qui n'ont souffert d'aucun de ces risques, 27.5% sont devenus délinquants et 6.6% font parti du groupe noyau des multirécidivistes et criminels dangereux (délinquants distinctifs). Parmi ceux qui ont eu le malheur de souffrir de trois risques ou plus (N=614), nous obtenons un taux de 45.9% de délinquants, respectivement 24.3% de « délinquants distinctifs ». Quant à la question de l'impact des risques, il s'est avéré que des obstacles et des difficultés sont dans la plupart des cas bien compensés s'il n'y a pas eu d'accumulation de risques. Ce n'est que si un individu a été exposé à trois risques ou plus que la probabilité de devenir délinquant augmente de façon dramatique. Or, on a vu que le passé des garçons multi-exposés ne les conduisait pas nécessairement sur la mauvaise voie. Même des hommes ayant été soumis à plusieurs risques durant leur enfance ont, à l'âge adulte, de bonnes chances de mener une vie tout à fait normale.

Les psychologues considèrent que le placement dans une institution constitue un très grand risque pour le développement mental de l'enfant. S'il est incontestable qu'un tel placement représente un risque, en particulier pendant la première enfance, l'importance accordée à

celui-ci est aujourd'hui plus nuancée. Des études longitudinales ont en effet permis de montrer que tous les enfants abandonnés par la famille ne deviennent pas nécessairement névrotiques ou délinquants. Il semblerait que même qu'une partie des anciens pensionnaires d'institutions parviendrait à une stabilité psychique (TRESS 1986, pp.45ss). Depuis l'époque des travaux de RENE SPITZ (1946), les institutions ont non seulement évolué, mais on a également pu modifier et nuancer l'image des enfants placés en leur sein. Parmi les recrues placées avant la puberté dans une institution pour une durée supérieure à une année, nous avons trouvé un taux de 46% d'individus qui sont devenus délinquants (définition du seuil de la délinquance cf. chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée »). N'oublions pas que parmi les recrues ayant passé leurs années pré-pubertaires au sein de leur propre famille, on trouve environ 30% de délinquants. Pour les recrues ayant vécu chez leur parenté (grands-parents, oncles etc.) ou dans une famille nourricière ou adoptive, ce taux est de 38%. Toutefois, même les recrues qui ont eu le désavantage de passer leur enfance hors du contexte familial et qui ont ensuite été placées dans une institution, ne sont pas devenues majoritairement délinquantes.

Les autres problèmes qui ont pu empêcher la mère de s'occuper de façon adéquate de son fils pendant sa première enfance ne se limitent pas à la séparation ou au décès de la mère. La maladie grave, le handicap ou le décès d'un frère ou d'une sœur pendant l'enfance sont des risques peu mentionnés dans la littérature psychologique. Ces derniers apparaissent parfois dans l'anamnèse des toxicomanes. La famille concernée peut être entièrement préoccupée par ce grave problème, de sorte que les autres enfants ne bénéficient pas d'un soutien parental suffisant. Les sentiments de culpabilité, la déprime, l'épuisement et l'isolement social sont parfois les conséquences d'un coup du sort dans une famille. En revanche, quand la fratrie a déjà atteint un certain âge, il est généralement plus facile de résoudre les problèmes, permettant à la famille de ne pas plier sous la charge, comme l'a décrit une des recrues dans son commentaire :

« J'ai une jeunesse tout à fait normal et de très bonnes relations avec mes parents. A l'âge de 12 ans, j'ai perdu mon frère ce qui a fait que resserrer mes relations avec mes parents. »

(Commentaire N°112, orthographe originale)

2.6 Discussion de l'impact des risques

Dans ce chapitre, nous avons présenté un modèle du développement de la délinquance individuelle et évalué la prévalence des divers risques liés au développement du garçon. La grande majorité des enfants a bénéficié d'un environnement très protégé et n'a été soumise à aucun des risques envisagés, ou tout au plus à un seul risque. En règle générale, les relations familiales, même pendant l'adolescence, sont considérées comme très bonnes. Une recrue s'est exprimée à ce propos de la manière suivante :

« Discussion des problèmes avec parents : certains problèmes, comme l'école, le travail etc. avec les deux problèmes personnels comme p.ex. la copine plutôt avec ma mère problèmes avec les assurances ou l'argent plutôt avec mon père. Attention : ça dépend de la nature du problème, c'est un peu trop général dans le questionnaire. Violence contre des personnes. Je ne vois pas dans le questionnaire si la violence peut être exercée sans intention → (légitime défense) »

(Commentaire N°72, traduit de l'allemand)

Il est vrai, comme on le verra dans les chapitres qui suivent, que ces risques – notamment lorsqu'ils sont cumulés – ont une influence négative sur le comportement des hommes adultes. En fait, on constate que les échantillons de criminels que nous avons recensés parmi les recrues (agresseurs violents et violeurs) présentent une accumulation de risques et d'abus subis très prononcée. Néanmoins, il faut se garder de l'interprétation trop linéaire, et répandue aujourd'hui, selon laquelle tout risque, toute faiblesse ou toute victimisation constitueraient fatalement des tragédies insurmontables. Les connaissances dont nous disposons à l'heure actuelle concernant l'effet de ces risques se basent essentiellement sur des études cliniques portant sur des individus ayant souffert de graves conséquences résultant de ces risques. Statistiquement, on ne sait pas grand-chose des personnes qui ont été exposées à ces mêmes risques sans pour autant développer des troubles. Quand on parle de la capacité qu'ont apparemment beaucoup d'enfants maltraités, battus ou violés, de devenir malgré leurs souffrances des adultes épanouis et équilibrés, on utilise le terme de *résilience*. « *La résilience désigne chez les métallurgistes, la capacité d'un métal à résister aux chocs et aux torsions pour conserver sa forme première.* » (cf. CYRULNIK 1999).

Selon MONNIER (2001, p.2) : « *Notre culture moderne nous incite à penser de manière automatique qu'un enfant gravement maltraité est « foutu » pour la vie (...)* ». On pourrait opposer à ce type d'interprétations hâtives et simplifiées de la souffrance un argument de nature plus philosophique. Ne peut-on pas considérer que c'est le contraste qui présente tout l'intérêt de la vie et qui nous permet d'apprécier les bons moments ? L'interprétation unidimensionnelle des risques en tant que désastres part de l'idée implicite, qu'il serait possible de jouir d'un bonheur constant et d'une vie pleine de satisfactions au niveau relationnel et narcissique, ainsi que d'une confiance aveugle en l'humanité. En fait, il n'y a qu'un seul domaine dans lequel la réalité paraît être aussi simple et aussi agréable : celui de la publicité. Évidemment, la criminologie dépeint la vie sous un autre angle, selon un point de vue peut-être moins rose, mais pas nécessairement inintéressant.

3 Expériences à l'école et parmi les pairs

3.1 Expériences à l'école et socialisation

La vie scolaire a une importance capitale pour la socialisation, car elle marque l'entrée de l'enfant dans la société. D'une part, elle représente une chance de développer d'autres liens et d'autres intérêts que ceux qui sont acquis au sein de la famille. D'autre part, le fait d'accéder à la culture au sens le plus large constitue également un défi pour l'enfant, qui doit alors s'adapter à d'autres valeurs et à d'autres exigences que celles de sa famille. L'école prépare l'enfant à assumer des rôles sociaux et lui transmet des connaissances spécifiques qu'il aura à maîtriser dans sa vie d'adulte. Dans notre société, sans une bonne formation, les perspectives professionnelles de l'individu seront largement diminuées. En effet, l'avenir des jeunes en situation d'échec scolaire n'est guère enthousiasmant. Le manque de perspectives et la frustration que celui-ci va générer peuvent créer un potentiel d'agressivité considérable. Les criminologues estiment que l'ensemble des perturbations de la socialisation et la perte de bonnes perspectives constituent un terrain propice à une future délinquance.

3.1.1 Difficultés scolaires et handicaps cognitifs

Le handicap cognitif d'un enfant ne peut être directement mesuré dans le cadre d'un sondage *autoreporté*. Nous avons tenté de l'évaluer indirectement, c'est-à-dire à travers ses conséquences. Néanmoins, des commentaires comme le suivant montrent que tous les hommes ayant des difficultés scolaires même sérieuses n'ont pas été exclus de l'armée.

Sais odeurs de votre Paris
Sa maternelle pas

(Commentaire N°102, orthographe originale, cf. chapitre 18. « Méthodologie »)

Nous avons pris en considération le fait d'avoir redoublé une classe au moins une fois, ainsi que la fréquentation de classes de rattrapage. La majorité des recrues n'ont jamais redoublé, ni fréquenté de classes de rattrapage. La plupart des jeunes hommes qui ont redoublé ne l'ont fait qu'une seule fois, soit 8.5%, contre seulement 0.7% de recrues qui ont redoublé plus d'une fois, de la première à la neuvième année. En revanche, 3.8% des recrues ont fréquenté des classes de rattrapage pendant un certain temps avant la sixième, et 2.1% d'entre eux ont été scolarisés dans une classe spécialisée pour élèves ayant des difficultés, entre la sixième et la neuvième. Là encore, les recrues qui répondent avoir toujours fréquenté des classes de rattrapage ne représentent qu'un pourcentage très faible de l'ensemble des sujets, à savoir 0.3% avant la sixième et 0.5% entre la sixième et la neuvième.

Tableau 3.1 : Difficultés sur le plan des performances scolaires

	N	%
0. Pas de difficultés particulières	16' 388	76.9%
1. A redoublé une fois ou a suivi une classe de rattrapage pendant une courte période	2' 099	9.8%
2. A redoublé plusieurs fois ou a suivi une classe de rattrapage plus longtemps (toute l'école primaire, ou toute l'école secondaire ou pendant les deux périodes)	2' 550	12.0%
x. Pas répondu / erreurs	277	1.3%
Total	21' 314	100.0%

Comme on pouvait s'y attendre, l'appartenance à un milieu particulièrement défavorisé exerce une certaine influence sur la trajectoire scolaire, dans la mesure où 26.6% des garçons dont les parents n'ont aucune formation, ou bien qui ont touché l'aide sociale pendant plus d'une année, se retrouvent dans le groupe des sujets ayant rencontré les plus grandes difficultés scolaires (contre 10.3% des garçons de la classe moyenne).

Nous avons ensuite voulu savoir quelle était la situation professionnelle des garçons ayant connu des difficultés scolaires à l'âge adulte. En fait, leurs perspectives ne sont pas si mauvaises, puisque 68.3% des garçons ayant connu des difficultés scolaires sur une longue période sont tout de même parvenus à faire un apprentissage ou une formation supérieure. Pour les garçons n'ayant rencontré aucune difficulté scolaire, ce taux atteignait 88.1%. En revanche, 16.7% des garçons ayant connu des difficultés prolongées ne sont pas parvenus à accomplir une formation ou se trouvent encore dans un apprentissage de courte durée. Certains suivent une autre formation (de 1 à 2 ans et demi) ou encore ont interrompu leur formation sans avoir obtenu de diplôme à l'âge de vingt ans (ce qui est le cas de seulement 6% des garçons n'ayant eu aucune difficulté scolaire).

3.1.2 Exigences élevées en matière de performance scolaire et stress

Les exigences en termes de performances scolaires et professionnelles sont devenues très élevées dans notre société. Nous y reviendrons dans le chapitre sur la vie des jeunes adultes. Ce fait peut constituer un facteur de stress pour beaucoup d'individus. Il convient de relever l'influence qu'exercent sur la délinquance les attentes exagérées des parents vis-à-vis de leur enfant. Aux dires des psychologues scolaires, il est parfois très difficile de convaincre des parents qui ont des projets ambitieux pour leur enfant que celui-ci ne réussira peut-être pas à réaliser le parcours qu'ils ont imaginé pour lui. Une recrue s'est exprimée à ce sujet, mais il semble avoir été capable de supporter ce stress grâce aux bonnes relations familiales et amicales dont il a bénéficié.

« Je n'avais pas eu de problèmes notables pendant mon enfance. Mes parents m'ont bien traité dans le fond, et j'étais aimé par tout le monde. Ils m'ont soutenu, m'ont aidé à résoudre mes problèmes et ils pouvaient se fier à moi en tout respect. Tous mes amis étaient gentils avec moi et j'ai aussi pu parler de mes problèmes avec eux. La seule pression que j'ai subie venait de l'école. J'ai été obligé par mes parents de passer la maturité. »

(Commentaire N°113, traduit de l'allemand)

3.2 Efficacité des classes spécialisées ou de rattrapage

Nous nous permettons de faire ici une petite parenthèse concernant les classes spécialisées et les classes de rattrapage. De plus, nous ne déterminons pas le lieu de telles classes, c'est-à-dire si elles sont à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement scolaire. Parmi les pédagogues, une controverse violente oppose les partisans de classes spécialisées et leurs adversaires, qui préconisent l'intégration de ces enfants dans le système scolaire « classique ». Bien entendu, dans certains pays, la situation au sein de ces institutions est tellement défavorable, qu'elles ne sont pas à même d'offrir un véritable soutien aux enfants placés. En Suisse, on ne connaît pas ce genre d'institutions parce qu'il y a eu d'énormes investissements dans le secteur du soutien aux enfants en difficulté. Ainsi, dans la majorité des cantons, on dispose d'un large éventail de classes spécialisées permettant de combler les différents déficits éventuels. En dépit de cela, il existe des partisans de l'intégration, qui critiquent ce qu'ils considèrent comme une forme de ségrégation, considérant qu'elle mènerait inévitablement à une stigmatisation et à une exclusion d'une partie des enfants de la société. À notre connaissance, il n'existe pas en Suisse de véritable expérimentation qui permettrait de démontrer scientifiquement les effets, qu'ils soient positifs ou néfastes, des classes spécialisées par rapport aux classes normales pour des élèves ayant des problèmes. En effet, pour des raisons d'ordre éthique, on hésite à sélectionner un groupe expérimental et un groupe-contrôle, dont les membres sont choisis au hasard, quand il s'agirait d'appliquer une mesure de soutien ou d'appui à des enfants présentant des problèmes. Ceux qui voient dans la classe spécialisée un moyen approprié d'aider les jeunes connaissant des difficultés scolaires trouveraient que la privation de soutien du groupe-contrôle ne serait pas éthique. En revanche, ceux qui considèrent que la classe spécialisée entraîne une stigmatisation de l'enfant et qu'elle constitue donc un facteur de risque pour le développement d'une délinquance ou d'un trouble seraient choqués par l'idée de placer un groupe expérimental d'élèves ayant des difficultés dans une classe spécialisée. En l'absence de preuves empiriques étayant l'une ou l'autre de ces hypothèses, nous avons voulu examiner dans le cadre de notre recherche, qui porte sur une grande partie de la population masculine, les performances scolaires des anciens élèves de classes spécialisées. Il faut rappeler que nous n'avons pas pu opérer de distinction entre les diverses modalités de classes spécialisées : la logopédie, les classes à effectif réduit, les classes d'intégration et les classes d'apprentissage de la langue pour les jeunes immigrés, les classes de développement pour les élèves présentant un déficit d'intelligence. Par conséquent, l'appellation *classe spécialisée* renvoie ici indistinctement à toutes les différentes formes d'appui pédagogique séparées des classes normales.

Au vu des chiffres que nous avons obtenus dans le cadre de cette recherche qui concerne, rappelons-le, 70% de la cohorte, la mauvaise réputation dont pâtissent, auprès des tenants de la théorie de l'étiquetage, les classes spécialisées, semble peu fondée. En effet, 68.4% des garçons ayant été placés dans une telle classe pendant une certaine période à l'école primaire (N=814) sont – à l'âge de vingt ans – parvenus à effectuer un apprentissage de trois à quatre ans ou une formation professionnelle supérieure. Alors que 11.9% sont restés sans aucune formation (contre 5.3% des autres garçons). Seuls ceux qui ne sont pas parvenus à réintégrer une classe normale après une telle période d'appui spécial (N=71) ont rencontré le plus de difficultés à accomplir une formation. Ainsi, environ 31% des individus se trouvant dans cette situation n'ont aucune formation.

D'ailleurs, la comparaison de ces chiffres avec la performance des garçons qui ont dû, à une ou plusieurs reprises, redoubler, a montré des résultats similaires : 10.6% des garçons qui ont redoublé une fois (N=2'195) sont restés sans aucune formation professionnelle ainsi que 25.2% de ceux qui ont redoublé deux fois (N=131).

En ce qui concerne les élèves placés dans des classes spécialisées au cours de leur adolescence, la différence entre ceux qui ont été placés pendant une longue période et ceux qui y ont seulement effectué un court séjour s'amenuise. On peut penser que d'une part, les élèves adolescents requérant un appui pédagogique spécial se recrutent parmi ceux qui n'ont pas réussi à trouver leur place au sein des écoles ordinaires et qui représentent ainsi la minorité des cas graves. D'autre part, ce sont souvent les adolescents ayant une conduite très perturbée qui sont placés dans une institution. Comme nous le verrons dans le chapitre sur la délinquance juvénile et les perturbations du développement (chapitre 5), une fois l'adolescence atteinte, il sera déjà plus difficile d'intervenir avec des thérapies, alors qu'on parvient à aider les enfants plus jeunes. En effet, dans la majorité des cas, le *conduct disorder*, dans sa forme sévère, remonte à bien avant l'adolescence. Ces mêmes adolescents ont donc déjà été soumis pendant longtemps à une multitude de risques et d'abus.

Quant à la santé mentale à l'âge de vingt ans, on assiste à un développement comparable à celui de la trajectoire professionnelle de ces jeunes. Une majorité de garçons qui ont fréquenté une classe spécialisée au cours de leur scolarité appartiennent au groupe de recrues qui ne présente actuellement aucune perturbation ou alors seulement quelques symptômes d'ordre névrotique (cf. chapitre sur la psychopathologie) et ne présentent donc pas un *trouble de la personnalité*. Environ 20% des garçons qui ont reçu un appui sous la forme de classe spécialisée pendant seulement une partie de leur scolarité primaire, et 30% de ceux qui ont fréquenté une classe spécialisée pendant toute la période de l'école primaire présentent un *trouble de la personnalité* à l'âge adulte (contre 12% pour les autres recrues).

Ainsi, nos données tendent à montrer les effets prometteurs de la prise en charge des enfants ayant des problèmes, lorsque l'on parvient à les identifier précocement et à leur offrir le soutien intensif dont ils ont besoin. La ségrégation ne semble pas avoir les conséquences néfastes qu'on lui prête, pourvu que les ressources affectées à ces institutions soient suffisamment importantes et que le transfert dans une classe « normale » soit possible pour ceux qui peuvent en bénéficier.

On doit cependant apporter un bémol à ces chiffres optimistes. D'une part, les élèves de classes spécialisées ayant échoué d'une façon telle que l'intégration dans la société est sérieusement mise en question (individus institutionnalisés, toxicomanes dans les rues ou en traitement, retardés ou malades mentaux et criminels parmi les sans-abri ou déjà institutionnalisés), vont être dispensés de leurs obligations militaires. D'autre part, dans le domaine clinique, on voit parfois des individus avec des déficits cognitifs importants qui, suite à leur handicap intellectuel, ont tendance à surestimer leurs capacités dans le domaine intellectuel de façon éclatante. On ne peut donc pas exclure que ce phénomène soit arrivé dans le cadre d'un sondage autoreporté chez certains participants concernés. En dépit de ces restrictions, on peut affirmer qu'une très grande partie des anciens élèves de classes spécialisées ont effectivement pu tirer profit de cet appui et sont parvenus à s'insérer dans la société.

3.3 Relations à l'école

3.3.1 Relations avec les pairs

Les relations entre enfants constituent l'un des facteurs pris en compte par LÖSEL et BENDER. Elles sont considérées comme facteur de risque à partir du moment où un enfant ne parvient pas à une adaptation sociale adéquate avec ses camarades.

Plus de la moitié des recrues considèrent que leurs relations avec les camarades de classe étaient très bonnes, et la grande majorité d'entre eux, soit un peu plus de 90% , ont dit qu'elles étaient très bonnes ou assez bonnes (90.1% avant la sixième et 91.5% entre la

sixième et la neuvième). En revanche, 6.4% des sujets disent ne pas avoir eu de bonnes relations avec leurs camarades de classe avant la sixième, 5.3% entre la sixième et la neuvième, tandis que moins de 2% d'entre eux ont répondu que ces relations n'étaient pas bonnes du tout (soit 1.4% en ce qui concerne les classes avant la sixième et 1.2% de la sixième à la neuvième).

En ce qui concerne le réseau d'amis, seuls 2 à 3% des recrues répondent n'avoir eu aucun ami jusqu'à la neuvième. Plus de 80% d'entre eux répondent avoir eu plus de 2-3 amis au cours de leur scolarité (85.2% avant la sixième et un peu plus entre la sixième et la neuvième – soit 88.6%).

Dans la littérature criminologique, la maltraitance exercée par un enfant à l'égard d'autres enfants apparaît sous le terme anglais de *bullying*. Comme le confirment les résultats que nous avons obtenus, le *bullying* diminue généralement après l'école primaire. En effet, si 78.6% des recrues disent n'avoir jamais subi – ou alors rarement – ce type de maltraitance avant la sixième, ce taux augmente ensuite pour atteindre 85.6% entre la sixième et la neuvième. En revanche, 13.5% d'entre eux répondent avoir subi cette forme de maltraitance de temps en temps avant la sixième et 5.5% assez souvent. Ces taux diminuent en ce qui concerne la période entre la sixième et la neuvième, soit 9.0% de temps en temps et 2.9% assez souvent.

Néanmoins, l'impression à partir des réponses à chaque question pourrait nous induire en erreur. Comme nous l'avons déjà constaté par rapport aux relations avec les parents, nous devons tenir également compte du cumul des facteurs de risque, pour nous faire une idée de la situation globale des relations.

3.3.2 Adaptation sociale de l'enfant parmi les pairs

Enfin, nous avons tenté de trouver une mesure concernant l'exclusion des enfants du monde de l'école, soit au niveau du réseau des pairs, soit par les enseignants, soit pour la maltraitance subie de la part d'autres enfants.

Tableau 3.2 : Adaptation sociale des enfants parmi les pairs

Période concernée : l'école primaire et secondaire	N	%
0. Pas de difficultés particulières	14'800	69.4%
1. A eu des relations pas très bonnes ou a été tourmenté de temps en temps	3'228	15.1%
2. N'a eu aucun ami, avait des relations pas du tout bonnes, ou avait été tourmenté assez souvent	3'044	14.3%
x. Pas répondu / erreurs	242	1.1%
Total	21'314	100.0%

En tenant compte du cumul des problèmes entre pairs, la situation apparaît nettement moins bonne qu'avant. D'après ces résultats, un nombre non négligeable de garçons, à savoir 14.3%, semble avoir souffert, selon leur propre appréciation, d'une forme d'exclusion sociale importante dans leur enfance ou adolescence. Un autre 15% a souffert d'une exclusion partielle. Étant donné qu'à cet âge, on ne peut pas véritablement choisir son réseau social, il n'est pas facile pour un enfant de vivre cette expérience, qui peut durer plusieurs années. Ce sont d'ailleurs les enfants issus des milieux les plus défavorisés qui en sont les principales victimes, avec un taux de prévalence de 26.6%.

3.3.2.1 *L'influence de la pauvreté sur la performance scolaire*

Pour résumer brièvement l'influence, sur le garçon, de la pauvreté de la famille ou d'un milieu brisé, nous pouvons dire que des difficultés marquées au sein de la famille multiplient à peu près par deux le taux de ceux qui ont connu des difficultés scolaires, ainsi que de ceux qui ont rencontré des difficultés d'adaptation sociale avec leurs camarades à l'école.

3.3.3 **Relation avec les enseignants**

Un environnement scolaire favorable peut représenter – jusqu'à un certain degré – une compensation à un milieu perturbé à la maison. L'enfant peut s'épanouir dans un groupe d'élèves bien géré. La stimulation appropriée pour son développement offerte par l'école (bricolage, sports, musique, raconter des histoires, ainsi que le programme intellectuel) peut compléter des expositions moins adéquates comme la consommation excessive de programmes télévisés ou de vidéos. Par conséquent, l'école peut constituer un facteur protecteur. Pour illustrer le rôle que peut jouer un enseignant vis-à-vis des enfants les moins privilégiés, on peut citer l'exemple de Roy, un ancien patient de l'auteure (cité dans les chapitres 14 et 15 sur les agresseurs violents et les violeurs), qui, après une enfance épouvantable, est devenu un criminel dangereux. Roy a tout de même connu quelques phases relativement heureuses dans sa vie : celles où il s'est senti soutenu et accepté par son enseignant à l'école, et plus tard, par son maître d'apprentissage. Il ne fait aucun doute que Roy aurait commis davantage de crimes s'il n'avait pas connu ces deux maîtres.

Néanmoins, faut-il le souligner, l'école ne peut pas et ne doit pas compenser tout ce qui fait défaut dans le foyer de l'enfant. En effet, la pression à laquelle sont soumis les enseignants, qui sont aujourd'hui censés faire office d'éducateurs et de psychothérapeutes est devenue importante.

Là encore, la grande majorité des recrues disent avoir eu de très bonnes ou d'assez bonnes relations avec leurs enseignants, soit 80.1% avant la sixième et 74.6% de la sixième à la neuvième. Seuls environ 5% des recrues répondent ne pas avoir eu du tout de bonnes relations avec leurs enseignants (4.4% avant la sixième, un peu plus soit 5.8% entre la sixième et la neuvième).

Tableau 3.3 : Difficultés des garçons dans la relation enseignant-élève

<i>Période concernée : l'école primaire et secondaire</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>0. Pas de difficultés particulières</i>	13' 449	63.1%
<i>1. A eu des relations pas très bonnes ou a été le bouc émissaire de temps en temps</i>	5' 294	24.8%
<i>2. Relations pas du tout bonnes, ou avait été le bouc émissaire assez souvent</i>	2' 291	10.8%
<i>x. Pas répondu / erreurs</i>	280	1.3%
<i>Total</i>	21' 314	100.0%

Une stigmatisation précoce, peut, selon la théorie de l'étiquetage, favoriser la délinquance future. En effet, l'enfant stigmatisé, perdant l'espoir d'être accepté, s'opposerait dès lors à la loi et à l'autorité. S'agissant du tableau 3.3, nous ne savons pas si ce sentiment d'avoir été un bouc émissaire se base sur des accusations injustes envers l'enfant, ou bien s'il s'agit plutôt de tentatives de l'enseignant de ne pas se laisser déborder par un garçon difficile.

Sur tout leur parcours scolaire, 10.8% des anciens élèves disent n'avoir pas eu une bonne relation avec les enseignants. Un quart des élèves a une relation plutôt mitigée avec leur enseignant et 63% des recrues ont eu une relation très positive et n'ont jamais été stigmatisées de la sorte, ou alors rarement. Une expérience de stigmatisation par un enseignant, et des difficultés d'adaptation parmi les élèves est décrite dans le commentaire de l'une des recrues :

« J'étais le plus grand et les autres élèves avaient tendance d'être jaloux et rassemblait d'autres élèves plus faible de caractère pour m'attaquer. ... Les enseignants pensaient que j'étais un bagareur et je me ramassait plais la figure (je pourrais même parler d'injustice car sa a duré de la première primaire jusqu'à la cinquième ou là j'ai eu un prof qui au lieu de suivre ce que les autres enseignants c'était fait comme idée il a jugé lui même) ... je m'enfuyait souvent de l'école après avoir reçu une punition injustifié (casiment toujours à pied nu ou en chaussette) »

(Commentaire N°131, orthographe originale)

Néanmoins, le taux de sujets ayant été traités assez souvent comme bouc émissaire par un enseignant au cours de leur scolarité est assez faible, environ 3%. Il s'agit donc d'une situation plutôt exceptionnelle. En ce qui concerne les 34% de recrues qui n'ont pas eu une bonne relation avec leurs enseignants, il convient de se poser des questions. Dans quelle mesure la surcharge d'obligations sociales de l'école à l'égard d'enfants nécessitant une attention spéciale, en plus de sa tâche principale, qui est la formation intellectuelle, est-elle responsable de ces tensions ?

3.4 Résumé du rôle de l'école

La scolarisation marque une étape décisive dans la socialisation et conditionne largement les perspectives des individus. En criminologie, les problèmes scolaires (performances, comportements problématiques comme le *bullying*) sont considérés comme un facteur de risque favorisant le développement d'une délinquance. De plus, les problèmes scolaires sont plus souvent associés à l'appartenance à un milieu défavorisé, qui constitue à cet égard un facteur de risque supplémentaire (cf. modèles des risques dans le chapitre 2. « Enfance »). À l'aide des données de notre sondage, nous avons pu constater que la plupart des recrues (plus de trois quarts d'entre elles) n'ont pas rencontré de difficultés scolaires ayant donné lieu à un redoublement ou à la fréquentation d'une classe spécialisée. Nous avons ensuite vu que les difficultés scolaires passagères, voire prolongées, ne scellent pas le destin d'un individu, pas même sa trajectoire scolaire. En effet, une prise en charge appropriée peut permettre de surmonter ces difficultés. De plus, après avoir étudié la situation actuelle de ceux qui se sont trouvés dans un tel cas de figure, il semble que dans le contexte suisse, le fait de se trouver dans une classe spécialisée ne signifie pas une mort sociale, ni une stigmatisation irréversible et ne conduit donc pas nécessairement à la délinquance ni au développement de troubles.

Toutefois, cette conclusion doit être nuancée dans la mesure où la partie des individus de la cohorte étudiée ayant connu de grandes difficultés scolaires (jeunes institutionnalisés, handicapés mentaux, toxicomanes en traitement ou vivant dans la rue) sont dispensées de leurs obligations militaires et ne font donc pas partie de notre échantillon.

Un nombre non négligeable d'enfants a connu une exclusion totale ou partielle du réseau de leurs pairs au cours de leur scolarité. En revanche, les relations qu'ont entretenues les recrues avec leurs enseignants ont été globalement bonnes. Celles ayant été stigmatisées par un ou plusieurs d'entre eux sont rares. Une bonne relation avec un enseignant peut compenser dans une certaine mesure de graves difficultés familiales.

Nous devons tout de même rappeler que l'école, ou plus précisément les enseignants, ne peuvent pas résoudre tous les problèmes que rencontrent leurs élèves. En effet, l'école, de plus en plus, est en train de se substituer à la famille, et la surcharge de cette obligation supplémentaire s'exprime dans les chiffres concernant les relations des élèves avec les enseignants. Il convient de ne pas avoir à son égard des attentes excessives dans ce domaine. Il serait par ailleurs souhaitable de fournir les conditions adéquates pour l'appui des enfants ayant des problèmes.

4 Victimisation par maltraitance et abus sexuel

Les transgressions incestueuses, ainsi que la violence domestique, ont reçu une réprobation plus tardive que les violences et abus sexuels perpétrés en dehors de la sphère familiale. La violence familiale, de même que l'inceste, sont des thèmes qui existent depuis des siècles ; pourtant, la remise en question de l'image de la famille comme havre de paix semble avoir pris beaucoup de temps (GILLIOZ, DE PUY & DUCRET 1997). La famille est longtemps restée hors de la sphère publique, et les querelles domestiques ont donc longtemps été considérées comme des affaires privées ne nécessitant pas l'ingérence de l'État. En effet, pendant des siècles, elles ont été considérées comme normales. Les violences au sein de la famille étant souvent des violences cachées et inavouables, elles jouissent probablement d'une plus grande impunité. On a aujourd'hui pris conscience du fait que la famille ou les relations proches constituent un espace dans lequel la violence est fréquente. En 1962, le pédiatre anglais KEMPE publiait un article intitulé « *The battered child syndrome* » dans lequel la violence à l'encontre des enfants était considérée pour l'une des toutes premières fois, comme un problème médical sérieux (cité par BARTOL 1995). Depuis cette époque, l'intérêt de l'opinion publique pour ce sujet n'a cessé de croître. Ainsi, en 1976, un sondage d'opinion a montré que seuls 10% de la population américaine considéraient la violence abusive à l'égard des enfants comme un problème, en 1983, 90% le pensaient (BARTOL 1995).

4.1 Les diverses formes d'abus

Pour étudier les abus subis par les enfants, une classification analogue à celle du Conseil de l'Europe portant sur la violence a été établie (cf. chapitre 11. « Violence »), (DORNES 1997, p.214) :

Définition des diverses formes d'abus

- **La négligence** : carences permanentes des besoins principaux de l'enfant : nourriture, protection, ou soin médical ;
 - **L'abus émotionnel** : critiques fréquentes, menaces et humiliations de l'enfant. Enfermement de l'enfant. Froideur émotionnelle envers l'enfant. Utilisation de l'enfant comme remplaçant d'un partenaire adulte ;
 - **L'abus physique et violent** : peines corporelles fréquentes, dures ou injustes ;
 - **L'abus sexuel** : inceste ou autres formes de sexualité entre adulte et enfant, basées sur l'abus du pouvoir ; pornographie ; incitation ou contrainte à la prostitution des enfants.
-

DORNES (1997, p.214)

La négligence et l'abus émotionnel ont été appréhendés à l'aide des dimensions GLUECK. Selon AUDET et KATZ (1999 p.129) : « *Ces formes d'abus peuvent survenir de manière isolée. L'enfant souffre de rejet, d'abandon, de marginalisation, de travail abusif, de menaces et d'humiliation, de dévalorisation et toujours de manque affectif. Il peut aussi souffrir indirectement, par exemple quand il est témoin de violences conjugales, ou en cas de séparation parentale.* » Nous traiterons maintenant de la maltraitance et de l'abus sexuel des garçons tels qu'ils ont été rapportés par nos recrues. Dans tout sévice, qu'il s'agisse de maltraitance physique non sexuelle, d'abus sexuel ou bien de négligence, il existe également un élément de violence psychologique.

4.2 Maltraitance physique

Dans ce paragraphe il sera brièvement question des violences subies par les recrues durant l'enfance au sein de la famille, comme de celles qui ont été subies en dehors du cercle familial. En ce qui concerne la violence subie, il ne faut pas oublier qu'elle n'est pas toujours le fruit d'une expérience passive, mais qu'elle se déroule très souvent sous la forme d'une interaction. On peut remarquer que ce type de conduite fait parfois suite à un abus. Il se peut alors que : « (...) *des comportements inadaptés (tels que les désordres de la conduite ou les désordres affectifs) servent essentiellement « une fonction adaptative » d'attraction de l'attention ou permettant d'échapper à la possibilité d'un abus ultérieur ou d'une souffrance supplémentaire* », comme le relève HOGHUGH (2000, p.229) à propos des adolescents. Sans attribuer a priori une culpabilité à la victime, on a constaté que certains enfants qui subissent beaucoup de violences provoquent souvent les autres enfants et les adultes. Cependant, le fait que certains enfants aient une telle attitude n'implique pas nécessairement une culpabilité de leur part. Il existe chez certains d'entre eux des éléments incontrôlables, tels qu'une hyperactivité ou un trouble de la concentration, qui les rendent difficilement supportables pour les autres.

4.2.1 Punitions et maltraitance au sein de la famille

Une des difficultés que présente l'évaluation des abus physiques commis à l'encontre des enfants par les personnes en charge de leur éducation réside dans le fait que ceux-ci peuvent se dérouler sous une forme cachée, par exemple au travers de punitions. Bien entendu, punitions et mauvais traitements ne doivent pas être confondus. Cependant, l'utilisation excessive de la force physique comme moyen éducatif est dangereuse, particulièrement pour les jeunes enfants. Ainsi, une simple gifle peut entraîner des hémorragies cérébrales et de graves lésions de l'appareil auditif. Le fait de considérer la punition corporelle comme normale dans l'éducation quotidienne constitue un facteur pouvant engendrer les mauvais traitements. L'étude de PFEIFFER et WETZELS (1997) a montré que les châtiments corporels ont diminué au cours des générations. De manière générale, nous avons constaté que nos résultats concordaient avec les recherches sur ce sujet. Par souci de clarté, nous utiliserons dans notre terminologie le terme de maltraitance physique dans le sens d'un abus physique *non sexuel*.

Tableau 4.1 : Education et maltraitance par les parents

	<i>Recrues 1997</i>	<i>Recrues 1997</i>	<i>PERREZ et al. 1991</i>	<i>PFEIFFER & WETZELS 1997</i>
<i>Punitions à l'âge de l'école primaire par :</i>	<i>la mère</i>	<i>le père</i>	<i>les parents</i>	<i>les parents</i>
<i>Source d'information :</i>	<i>recrues</i>	<i>recrues</i>	<i>parents</i>	<i>enfants</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Frapper, utiliser des moyens physiques (gifle)</i>	25.3	30.7	18.8	38.8
<i>Frapper violemment (ou avec un objet)</i>	2.1	3.3	0.8	4.7
	<i>N=21'314</i>		<i>N=1'356</i>	<i>N=3'249</i>

Même si les comportements violents, comme le fait de frapper l'enfant avec un objet, sont rares (de 2 à 3% des parents l'utilisent généralement selon nos recrues), les parents interrogés par PERREZ, EWERT et MOGGI (1991), rapportent avoir utilisé encore moins de punitions

physiques sur leurs enfants de 6 à 11 ans. Ceci pourrait démontrer une certaine honte de la part des parents quant à l'usage qu'ils font des châtimements corporels. Une recrue nous a révélé avoir été frappée à plusieurs reprises avec une ceinture par son père. Un extrait de son commentaire est retranscrit ci-dessous.

« Il m'est déjà arrivé de me faire battre avec une ceinture mais c'était vraiment dans des situations exceptionnelles, c'est-à-dire quant je mettais mes parents à bout car j'étais un petit cancre. Peut être 8 fois. »

(Commentaire N°135, orthographe originale)

Dans l'étude de PERREZ, EWERT et MOGGI, il ressort qu'après avoir frappé un enfant, 13.2% des parents n'y pensent plus, 19.3% pensent qu'ils ont bien fait et qu'une correction peut être opportune (en particulier les hommes). Toutefois, 56.2% ont eu mauvaise conscience et 31.1% se sont fait des reproches. Les femmes ont, semble-t-il, plus souvent mauvaise conscience, culpabilisent davantage et ont également tendance à s'excuser auprès de leur enfant. Cependant on s'aperçoit que les parents qui frappent souvent leurs enfants ne considèrent pas que les peines dures constituent un moyen éducatif approprié. En revanche, l'idée qu'une gifle puisse être donnée à des fins éducatives semble rester largement acceptée dans l'opinion publique. Pourtant, ce type de punition fait l'objet d'un débat très controversé dans les milieux académiques, la question étant de savoir si chaque gifle est à considérer comme un traitement abusif ou si, dans certaines conditions, (par exemple lorsqu'il s'agit de protéger de jeunes enfants de différents risques) une légère fessée peut se révéler une mesure appropriée (BRUNET et SARFATI 1998 ; PURVES 1995). Ainsi, s'il paraît évident pour un bon nombre de personnes, parents ou chercheurs, que les châtimements physiques violents ou avec un objet sont à bannir, il n'existe pas de consensus clair en ce qui concerne les punitions corporelles légères.

Pour les besoins de notre enquête, nous avons opérationnalisé les actes de maltraitance physique commis par les deux parents à l'aide d'une variable qui comprend les trois niveaux suivants : (1) pas de punitions corporelles, (2) gifles mais pas de sévices plus lourds, et enfin (3) coups lourds et utilisation d'objets pour frapper. À remarquer que la maltraitance par les parents diminue de moitié avec l'âge du garçon.

Tableau 4.2 : Maltraitance par les parents

	N	%
<i>N'a pas subi de maltraitance physique de la part de ses parents</i>	12' 452	58.42%
<i>A reçu des gifles de ses parents pendant l'enfance</i>	6' 986	32.78%
<i>A reçu des coups lourds de la part de ses parents pendant l'enfance</i>	942	4.42%
<i>A reçu des gifles de ses parents pendant l'adolescence</i>	3' 259	15.29%
<i>A reçu des coups lourds de la part de ses parents pendant l'adolescence</i>	439	2.06%
<i>Total giflés par leurs parents</i>	7' 182	33.70%
<i>Total battus sévèrement par leurs parents</i>	1' 032	4.84%
<i>N'a pas répondu</i>	648	3.04%

N=21'314

C'est pendant l'enfance que les actes de maltraitance sont majoritairement commis, et ils le sont plus souvent par le père que par la mère. Un tiers des recrues a reçu des gifles et 4.8% ont été battus sévèrement. Dans les analyses suivantes, nous allons considérer en premier lieu le fait d'avoir été maltraité ou battu sévèrement.

4.2.2 Violences subies par d'autres adultes

La proportion de recrues ayant subi des violences pendant l'enfance et l'adolescence est à peu près équivalente à la proportion de ceux qui avouent avoir porté des coups au cours de ces mêmes périodes. Bien entendu, les recrues ont rapporté avoir subi davantage de violences à la période de l'enfance et de l'adolescence qu'à l'âge adulte. Ils ne sont que 26.4% à l'âge de l'école primaire et 39.9% à l'âge de l'école secondaire à répondre n'avoir jamais subi de violences d'aucune sorte, alors que sur les douze mois précédant l'entrée à l'école de recrue, ils sont 78.1% à n'avoir pas été victimisés. Cependant, il faut rappeler que ces fréquences ne sont pas directement comparables, étant donné qu'elles concernent des intervalles de temps différents. Toutefois, il est intéressant de relever que les fréquences des actes de violence subis diminuent pour les adolescents par rapport aux enfants, mais que les conséquences des violences en termes de souffrance sont en général plus souvent graves pour les adolescents que pour les enfants. Ainsi, on constate que si la fréquence de la victimisation diminue avec l'âge, lorsqu'elle survient plus tardivement, elle augmente en gravité. Ceci pourrait s'expliquer par le type d'agresseurs différents auxquels ont généralement affaire les enfants et les adolescents. En effet, la victimisation des enfants est souvent la résultante d'altercations entre enfants, altercations qui, très souvent, ne sont pas très graves. De plus, il est peut-être plus complexe de tracer une limite claire entre le moment où commence le *bullying* des enfants, l'attaque systématique des enfants faibles d'une part, et les bagarres entre égaux d'autre part. Avec l'âge, la situation évolue, et les rôles des participants se partagent plus clairement entre agresseurs et victimes. Les agresseurs adultes se recrutent beaucoup plus souvent parmi les personnes violentes qui n'hésitent pas à utiliser des moyens dangereux ou/et à blesser gravement leurs victimes.

Il nous reste à traiter la question des actes de maltraitance perpétrés par des adultes autres que les parents, mais connus du garçon, comme des adultes de la même famille – beau-père, belle-mère, grands-parents, oncles et tantes – enseignants et d'autres personnes d'autorité et de confiance. Pour appréhender ce type d'actes, nous avons cherché à évaluer les violences fréquentes ou ayant entraîné des blessures, tout en les combinant avec l'indication du type d'agresseurs – agresseurs adultes connus de l'enfant.

Tableau 4.3 : Maltraitance par d'autres adultes (parenté, beaux-parents, enseignants, personnes d'autorité et de confiance)

	N	%
N'a pas subi de maltraitance physique par d'autres adultes	20'031	93.98%
A subi des violences par d'autres adultes pendant l'enfance	186	0.87%
A subi des violences par d'autres adultes pendant l'adolescence	286	1.34%
Total maltraités par d'autres adultes connus	398	1.87%
N'a pas répondu	885	4.15%

N=21'314

Les punitions corporelles ou les autres violences commises par des adultes semblent relativement rares. À l'inverse de la violence parentale, la maltraitance commise par d'autres adultes augmente, en l'occurrence double, chez les adolescents. Cette expérience peut constituer une victimisation importante, car elle peut se produire dans un contexte où la surveillance et l'affection des parents sont insuffisantes et où l'enfant est trop souvent confié à d'autres personnes. Par exemple, Marc, condamné pour plusieurs viols (cf. chapitre 15. « Voleurs »), et un des patients incarcérés suivis par l'auteure, a été victime de sévices très graves de la part de sa grand-mère, qui avait sa garde. Même si les parents ne sont pas eux-mêmes les auteurs de ce type d'actes, l'enfant battu par d'autres adultes peut se sentir abandonné et trahi par ses parents, et par conséquent l'effet de ce genre d'abus peut s'avérer tout aussi grave que ceux qui sont commis par les parents eux-mêmes. Parmi les commentaires des recrues, nous en avons trouvé quelques-uns qui témoignaient de victimisations commises par des adultes autres que les parents. Le premier exprime la difficulté de supporter toute forme d'autorité suite à des victimisations répétées commises par son beau-père ; le second fait état de violences policières.

« J'ai subi des violences par mon beau-père pendant ma jeunesse. Aujourd'hui, je suis à l'école de recrue, et je souffre de cette autorité que j'ai subi. Je ne peux pas faire l'armée à cause de ça. J'ai eu de la peine à remplir ce questionnaire parce que ça me rappelle trop de mauvais souvenir ».

(Commentaire N°147, orthographe originale)

« La cestion n°49 – la police ma frapper et étrangler sans juste motif ».

(Commentaire N°140, orthographe originale)

Environ les deux tiers des recrues qui ont admis avoir subi des actes de maltraitance de la part d'autres adultes (qui comprennent peut-être également d'autres violences, commises par des enfants ou les parents), soit 67% d'entre eux, disent souffrir des conséquences de ces actes. Ils ont répondu avoir été désespérés. Certains disent avoir voulu se venger. D'autres disent se sentir encore préoccupés par l'abus subi.

D'après les informations qu'ils nous ont livrées concernant la période de l'école primaire, les recrues et les non-recrues ont été exposées à des violences physiques et verbales dans les mêmes proportions.

4.2.3 Ensemble des maltraitances physiques

Dans une analyse préliminaire, nous avons trouvé que la variable la plus significative pour la délinquance était la maltraitance (non sexuelle) subie par d'autres adultes que les parents. En effet, la présence de cette variable multipliait de façon importante le risque de développer un *trouble des conduites*. À cet égard, trois explications peuvent être avancées. En premier lieu, le fait que des adultes autres que les parents se permettent de s'attaquer à un enfant peut signifier que ce garçon est gravement négligé, et qu'il ne bénéficie visiblement pas de la protection de ses parents. Dans ce cas, on peut imaginer que cet enfant a souffert également au sein de sa famille, où il a peut-être subi des sévices multiples. Un tel scénario peut concerner des garçons institutionnalisés. On peut imaginer une autre explication, à savoir que ces enfants sont si difficiles que même des personnes en dehors de leur entourage la plus proche perdent patience et deviennent agresseurs. Une troisième interprétation pourrait être que ces garçons provoquent des violences ou qu'ils accusent autrui de façon projective, ce qui constituerait également un signe de perturbation importante. Bien entendu, la probabilité que

ces trois explications contribuent chacune pour une part du phénomène est assez élevée. L'ensemble des maltraitements physiques est résumé dans le tableau 4.4.

Tableau 4.4 : Cumul et recoupement de toutes les maltraitements commises soit par les parents, soit par d'autres adultes

<i>Période concernée : enfance et adolescence entre 6 ans et 16 ans</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>N'a pas subi de maltraitance physique grave par des adultes connus</i>	19' 693	92.39%
<i>Maltraitance sévère par les parents ou par d'autres adultes</i>	1' 342	6.30%
<i>Maltraitance sévère par les parents et par d'autres adultes</i>	88	0.41%
<i>N'a pas répondu</i>	279	1.31%

N=21'314

Le taux de recrues ayant été maltraitées gravement, que ce soit par les parents ou par d'autres adultes connus, est de 6.3%. Mais seul un demi pour-cent d'entre elles ont subi ce type de maltraitance à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de leur foyer.

La relation entre ces deux abus pouvant jouer un rôle, nous l'avons donc considérée ici. Parmi les garçons maltraités par d'autres adultes, 22.1% ont également reçu des coups lourds de la part de leurs parents. Mais, parmi les enfants qui ont subi des violences lourdes de la part de leurs parents, 8.5% ont également été abusés physiquement par d'autres adultes.

De plus, 28.3% des 1'342 enfants maltraités par des adultes ou leurs parents, pendant la période scolaire, ont dû voir un médecin ou se faire hospitaliser à cause des blessures qui leur ont été infligées. Les affaires de violences contre des enfants ne sont pas plus souvent signalées à la police que les affaires d'abus sexuel : parmi tous les garçons maltraités de façon sévère, 10.5% d'entre eux ont dénoncé l'infraction à la police. Moins de la moitié de ces cas sont parvenus jusqu'au juge.

4.3 Abus sexuel sur les garçons

Le débat autour des abus sexuels alimente une controverse permanente, qui est certainement la résultante du déni collectif dont a longtemps fait l'objet ce problème. Chercheurs et cliniciens se reprochent mutuellement de dramatiser, de banaliser ou encore de simplifier à l'excès les sévices sexuels et leur impact sur les jeunes victimes. Les experts se forgent une opinion en fonction du groupe observé. Les cliniciens connaissent en conséquence surtout les cas de victimisation grave, mais pas les autres. Les chercheurs, quant à eux, connaissent la masse des abus, mais pas suffisamment les crimes les plus lourds quand leur échantillon comprend moins de dix mille personnes. Le taux de victimisation parmi les femmes et les enfants a été évalué à l'aide de plusieurs sondages importants en Suisse (par exemple celle de HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY 1997).

Toutefois, les chercheurs et les praticiens estiment que le chiffre noir des affaires non découvertes est très grand, ce qui donne lieu à de nombreuses spéculations sur l'incidence réelle de ce type d'actes. De temps à autre, des chiffres alarmants sur la prévalence de la violence sexuelle dans la population sont publiés. L'impression donnée par tous ces actes comme étant de véritables crimes ayant des conséquences désastreuses sur les victimes est le produit de la médiatisation très sélective des affaires jugées devant les tribunaux – qui bien entendu, concernent les cas les plus spectaculaires. Toutefois, les fréquences de ces comportements dépendent beaucoup de la définition, étroite ou large, de l'agression sexuelle. En réalité, comme dans le reste du champ de la délinquance, on est confronté ici à une vaste

zone grise d'événements dont on ne connaît pas les effets à long terme pour les victimes. Il est délicat de se prononcer sur la victimisation concernant les atteintes à l'intégrité sexuelle. En effet, ces types d'atteinte recouvrent une quantité d'expériences très diverses. Il convient donc d'être très prudent par rapport à toute tentative de généralisation. Si l'on veut étudier l'impact et les circonstances des abus sexuels sur les garçons, la nécessité d'opérer une différenciation entre abus sévères et abus moins graves s'impose.

En prenant en compte toutes les formes d'abus – du moindre harcèlement à la violence sexuelle la plus grave – on obtient 76% de recrues qui ont été épargnées pendant leur enfance et leur adolescence par toute forme de transgression contre leur intégrité sexuelle. Cependant, 6.9% n'ont pas répondu suffisamment à ces questions pour que nous puissions déterminer s'il y a eu victimisation ou non. Pour toute la période de la jeunesse, on obtient un taux de 17% de recrues ayant subi une forme quelconque d'abus et 3.4% qui ont été victimes d'un abus plus sévère – qui consistait soit en des contacts bucco-génitaux, en des contacts avec pénétration, soit en actes accompagnés de menaces ou de violences.

Parmi la gamme des comportements les plus inoffensifs mentionnés dans le questionnaire, nous trouvons des manifestations d'affection unilatérales non souhaitées, peut-être dépourvues de connotation sexuelle. Pendant leur enfance, 10% des recrues ont indiqué avoir subi ce genre d'expériences, sans qu'elles ne débouchent sur des attouchements plus intimes, et 5.6% pendant leur adolescence. Dans très peu de cas, ils disent en avoir souffert. Nous pensons que la plupart du temps, il s'agissait de malentendus ou de tentatives maladroitement de la part de ces adultes de se mettre en contact avec l'enfant. Les auteurs de ces actes étaient majoritairement les mères et les personnes connues de sexe féminin. Néanmoins, il est vrai qu'en dehors de la famille, certains adultes perdent leur distance vis-à-vis des enfants, surtout lorsqu'ils les trouvent mignons et les caressent sans attendre une réponse émotionnelle de l'enfant ou sans respecter sa volonté. En définitive, il s'agit là d'une question de définition, à savoir si l'on désire ou non considérer ces expériences comme des abus. Afin de définir une limite, nous n'avons considéré ces actes comme des formes de transgressions contre l'intégrité sexuelle que quand elles étaient accompagnées de violence ou d'intimidation.

Dans les premières publications, avant l'analyse plus précise de la zone grise, ce type d'actes était compris dans les abus moins graves. Ainsi, le taux de victimes d'abus s'élevait à 20% pour les garçons de chaque âge. Nous pouvons donc poser la question de savoir où doit être posée la limite légale entre l'abus sexuel et les tendresses subies contre son gré. Un cas extrême de ce genre de comportements a concerné une affaire argovienne d'abus sexuel sur des élèves qui étaient fréquemment harcelés de cette manière par un professeur de sport. Cet enseignant semble s'être moqué des enfants qui ne voulaient pas participer à ses « jeux ». Il a ainsi créé un climat pervers où le « non » de l'enfant ne comptait plus.

Nous avons ensuite construit une catégorisation qualitative croissante à cinq niveaux, correspondant plus ou moins aux autres échelles de gravité que l'on peut trouver dans la littérature (DAVENPORT 1994, BENDIXEN 1994, FINKELHOR 1990).

Tableau 4.5 : Répartition des différentes formes d'abus sexuel subies par les recrues pendant leur enfance et leur adolescence

	Enfance		Adolescence	
Forme de l'abus ou du harcèlement	% des recrues	% d'abus de ce genre commis sous la contrainte	% des recrues	% d'abus de ce genre commis sous la contrainte
1. Etre importuné (exhibitionnisme, gestes offensants, forcé à regarder des vidéos pornographiques, être touché, pincé) (sans autres transgressions)	6.10% N=1' 301	4.30% N= 56	7.23% N=1' 542	3.37% N= 52
2. Etre touché aux parties génitales par quelqu'un contre sa volonté (y compris d'autres actes de la cat. 1)	2.31% N= 492	9.15% N= 45	2.62% N= 558	7.71% N= 43
3. Etre contraint de toucher les organes génitaux (y compris d'autres actes de la cat. 1-2)	1.16% N= 248	24.60% N= 61	0.99% N= 210	19.05% N= 40
4. Etre contraint d'attoucher les organes génitaux avec la bouche (y compris d'autres actes de la cat. 1-3)	0.55% N= 117	26.50% N= 31	0.70% N= 149	14.77% N= 22
5. Etre pénétré contre sa volonté (y compris d'autres actes de la cat. 1-4)	0.43% N= 91	38.46% N= 35	0.44% N= 93	40.86% N= 38
x. Pas d'indications quant à l'acte (inclus q53x et q54x) ou seulement des affections non souhaitées (q53b,d & q54b,d)	—	N= 107	—	N= 82
Total ayant subi un abus	11.05% N=2' 356	12.86% N= 303	12.36% N=2' 634	9.57% N= 252

N=21'314

Au plus bas de l'échelle (tableau 4.5), on trouve les cas d'abus sans contact avec les parties génitales. Le deuxième niveau comprend les actes où l'enfant a seulement été touché aux parties génitales contre sa volonté. Au troisième niveau de l'abus, l'enfant a dû toucher les parties génitales de l'agresseur et a peut-être été touché également lui-même. Le quatrième niveau, qui comprend aussi les formes d'abus des deux premiers niveaux, correspond à la situation où l'enfant a dû toucher les parties génitales de l'agresseur avec la bouche. Le cinquième et dernier niveau est atteint lorsqu'un coït a eu lieu, avec la possibilité que tous les autres abus aient été commis. Le tableau 4.5 donne de façon détaillée les taux de prévalence pour chaque niveau, et livre également une information quant aux circonstances de l'acte, à savoir les taux de personnes ayant été abusées avec contrainte sous forme d'intimidation ou de violence.

Le taux d'abus paraît important, avec un total de 11 à 12% des garçons de chaque âge qui ont été abusés au moins une fois. Toutefois ce premier constat doit être relativisé puisque l'on s'aperçoit que la grande majorité des abus ne concerne que les actes de moindre importance de la première catégorie. Les enfants ne sont pas fréquemment victimes de contrainte sexuelle. En effet, 1.4% des recrues ont subi ce type d'atteintes lorsqu'ils étaient enfants,

contre 1.2% lorsqu'ils étaient adolescents. C'est seulement dans des cas rares (0.5% des recrues de chaque âge) que les abus impliquaient la pénétration. Dans la moitié de ces cas, le moyen utilisé par l'agresseur pour arriver à ses fins était la violence ou l'intimidation. Dans une partie considérable des cas de contrainte, les anciennes victimes ne voulaient pas spécifier ce qui leur était arrivé.

Avant la puberté, les non-recrues et les recrues ont été exposées environ dans la même proportion à des attouchements sexuels involontaires, à l'exception de ceux qui ont subi des abus très fréquents (c'est-à-dire plus que 20 fois). En effet, ces derniers étaient quatre fois plus représentés parmi les recrues (0.4% versus 0.1%). En revanche, parmi les non-recrues, nous retrouvons 5% de personnes en plus n'ayant pas voulu répondre, comparativement aux scores des recrues. La comparaison se base ici sur une seule question, celle des attouchements involontaires sur les parties par un tiers.

Afin d'obtenir une mesure générale des abus graves, nous avons calculé la somme des abus commis sous la contrainte ainsi que celle des abus avec rapports bucco-génitaux ou pénétration. Nous obtenons ainsi l'échelle suivante qui tient compte de la gravité de l'abus :

Tableau 4.6 : Gravité des abus sexuels en fonction des pratiques ou de la contrainte

	N	%
<i>N'a subi aucun abus sexuel</i>	16'229	76.14
<i>Abus sexuels moins graves pendant l'enfance</i>	1'911	8.97
<i>Abus sexuels sévères pendant l'enfance</i>	445	2.09
<i>Abus sexuels moins graves pendant l'adolescence</i>	2'200	10.32
<i>Abus sexuels sévères pendant l'adolescence</i>	434	2.04
<i>Tous les abus sexuels moins graves</i>	2'922	13.71
<i>Tous les abus sexuels sévères</i>	713	3.35
<i>N'a pas répondu</i>	1'450	6.80

N=21'314

Avec la puberté, le risque pour les garçons de subir des attouchements sexuels involontaires semble augmenter légèrement (11% pour les enfants contre 12.4% pour les adolescents), alors que le pourcentage d'abus sévères reste le même. En revanche, les manifestations d'affection non souhaitées subis de la part de la parenté ou d'autres personnes diminuent.

On constate parmi les recrues homosexuelles, bisexuelles ou qui ne sont pas encore au clair quant à leur orientation sexuelle, un taux cinq fois plus élevé d'abus sexuels subis par rapport aux autres recrues ayant subi un abus sexuel sévère c'est-à-dire avec intimidation et/ou violence ou un abus avec pénétration orale ou anale pendant leur jeunesse (16.7% contre 2.9%, significatif à $p < 0.001$). Les harcèlements moins graves sont répartis de façon moins inégale.

Toutefois il faut souligner qu'une classification en termes de gravité se basant uniquement sur la forme de l'abus ne saurait être complète. En effet, elle ne prend pas en compte la durée de l'abus, l'âge, le sexe de la victime, ainsi que la relation existant entre l'abuseur et la victime.

4.3.1 Identité des agresseurs

Il ressort de la littérature spécifique que les enfants de six à onze ans sont davantage victimes d'abus intra-familiaux, et que le risque de subir des abus hors du cadre familial augmente à l'adolescence (de 12 à 16 ans) (TOURIGNY et LAVERGNE, 1995). Comme on va le voir, la plupart des abus auprès des garçons avant la puberté sont commis par des personnes connues de la victime. Toutefois, la proportion d'abus commis par des inconnus est assez élevée.

Tableau 4.7 : Identité des agresseurs sexuels en considérant la sévérité de l'abus sexuel subi par les recrues pendant leur enfance

Plusieurs agresseurs possibles	Abus moins graves N=1'911	Abus sévères N=445	Sur toutes les recrues N=21'314
% des colonnes	%	%	%
Un garçon environ du même âge	15.23	26.52	2.78
Une jeune fille environ du même âge	31.03	14.16	6.34
Frère	3.14	4.94	0.66
Sœur	2.77	2.02	0.66
Père, éducateur	5.08	6.74	1.48
Mère, éducatrice	5.97	4.49	1.99
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	3.87	5.84	0.65
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	1.67	3.37	0.41
Personne connue de sexe masculin	7.59	23.15	1.60
Personne connue de sexe féminin	7.33	6.74	2.37
Personne inconnue de sexe masculin	10.20	15.51	1.47
Personne inconnue de sexe féminin	2.77	4.94	0.61
N'ont pas indiqué des agresseurs	33.07	16.40	85.54

N=21'312, données manquantes=2

Les agresseurs sont dans 30.9% des cas des enfants du même âge. Dans 39.1% des cas, ce sont des adultes (ou adultes et enfants) et dans 29.9% des cas, l'identité de l'abuseur n'a pas été spécifiée par les recrues. Mais les auteurs d'abus graves se trouvent majoritairement parmi les adultes : 53.9% d'adultes contre seulement 29.7% d'enfants. On trouve parmi les abuseurs adultes un quart de femmes agissant sans complice masculin. Il s'agit là le plus souvent des abus les moins graves. En ne considérant que les abus graves commis par les adultes, le taux d'auteurs-femmes n'est plus que de un septième. Certains spécialistes dans le domaine expliquent la réticence des victimes à dénoncer leur agresseur par la présomption que la majorité des abus serait commis au sein de la famille. Les résultats obtenus dans cette enquête ne permettent pas de confirmer cette supposition. La plus grande partie des abus commis sur de jeunes garçons par un adulte de sexe masculin, ne sont pas le fait du père, mais d'individus extérieurs à la famille. De plus, et suivant le tableau 4.6, les abus commis par des personnes

bénéficiant d'une position de confiance ou de pouvoir – enseignants, membres du clergé, docteurs – sont quasiment aussi peu fréquents que ceux qui sont commis par le père. En comparaison avec les autres formes d'abus, nous avons aussi une proportion non négligeable de recrues qui ont été attouchées par leur mère. Toutefois, la proportion d'abuseurs de sexe féminin est plus grande auprès de jeunes victimes masculines.

Tableau 4.8 : Identité des agresseurs sexuels en considérant la sévérité de l'abus sexuel subi par les recrues pendant leur adolescence

Plusieurs agresseurs possibles	Abus moins graves N=2'200	Abus sévères N=434	Sur toutes les recrues N=21'314
% des colonnes	%	%	%
Un garçon environ du même âge	11.68	20.51	2.41
Une jeune fille environ du même âge	45.18	27.88	7.97
Frère	2.23	3.46	0.49
Sœur	2.18	3.00	0.52
Père, éducateur	4.55	5.76	1.20
Mère, éducatrice	5.32	4.15	1.58
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	3.64	6.91	0.62
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	1.27	7.14	0.42
Personne connue de sexe masculin	6.77	16.82	1.37
Personne connue de sexe féminin	10.59	12.90	2.34
Personne inconnue de sexe masculin	11.35	22.35	1.80
Personne inconnue de sexe féminin	8.19	11.75	1.44
N'ont pas indiqué des agresseurs	23.27	15.90	85.20

N=21'312, données manquantes=2

Les caractéristiques générales liées à l'agresseur contribuent donc de façon importante à la victimisation (identité, nature de la relation avec l'enfant etc.). S'il s'agit de l'agresseur d'une personne contre laquelle la résistance se révèle difficile, du fait que l'auteur profite d'une dépendance de l'abusé, ou parce qu'elle appartient à sa propre famille, les mêmes actes revêtiront une signification différente. Pour mesurer le taux d'exploitation sexuelle, nous avons uniquement pris en compte les actes subis sous la contrainte et les actes avec contact génital. En effet, il existe au cours de la jeunesse des périodes pendant lesquelles certains garçons refusent les caresses des membres de la famille, sans que l'on puisse pour autant parler d'abus sexuel de la part de ces derniers. Dans l'ensemble, ce sont 171 recrues qui ont subi une forme d'exploitation sexuelle pendant l'enfance, soit 0.8%.

S'agissant de l'identité des auteurs d'abus sexuels durant l'adolescence des victimes (tableau 4.8), les recrues concernées ont indiqué environ 33% d'agresseurs enfants, contre 44.8% d'agresseurs adultes, ou composés d'adultes et enfants (sur peut-être différents épisodes d'abus). Le reste des victimes n'a pas indiqué l'identité de leur abuseur. Dans

presque deux tiers des cas d'abus grave, les agresseurs se recrutaient uniquement parmi des adultes. Le taux de femmes agissant sans complice masculin parmi les agresseurs adultes était à peu près d'un tiers. À la différence des abus commis sur des enfants, le taux de femmes ayant commis une atteinte grave sur des garçons adolescents a presque doublé pour atteindre 26.1% des cas graves commis par des adultes.

Comme l'ont déjà constaté TOURIGNY et LAVERGNE (1995), les abuseurs d'adolescents se recrutent le plus souvent en dehors la famille, sans toutefois qu'il y ait une différence très sensible.

Au total, 173 recrues (0.8%) ont été victimes d'exploitation pendant leur adolescence dans le sens où elles ont été abusées par des personnes en charge de leur éducation ou par des membres de leur famille. Les victimes étaient soit contraintes à des activités (par ex. regarder des films pornographiques), soit à subir des abus avec contact génital. Sur toute la période de l'enfance et de l'adolescence, 199 garçons (0.9%) ont été victimes d'attouchements de la part de leur père ou d'un éducateur. Selon les chiffres de l'étude de HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY (1997, p.59), un taux presque cinq fois plus élevé de filles (à savoir 25.5% de cas d'abus sexuel) que de garçons (5.6% de cas d'abus sexuel) sont victimes d'abus sexuel commis par un membre de la famille au sens large. Même si l'on tient compte des chiffres de cette dernière étude, le nombre de pères abuseurs paraît nettement surestimé. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les pères ne sont pas toujours les auteurs potentiels des agressions sexuelles. Ce sont plus souvent les oncles, les beaux-pères, les éducateurs, ou surtout des personnes extérieures au cercle familial qui sont dangereux pour les enfants, malgré le fait que ces personnes extérieures au cercle familial passent moins de temps avec les enfants que les parents. En d'autres termes, considérant la durée d'exposition aux risques et la proportion, l'enfant aura plus de chances d'être abusé par un éducateur qui aura l'enfant à sa charge que pour une courte période, que par son père qui le voit beaucoup plus souvent.

Nous obtenons ainsi le tableau 4.9 qui tient compte de la gravité de l'abus et du facteur de l'exploitation pour toute la jeunesse. Rappelons le taux d'abus sévères, qui est de 3.6%, et celui de victimes d'exploitation par un membre de la famille ou une personne d'autorité ou de confiance qui est de 1.3% (268 recrues). Comme l'illustrent ces derniers résultats, la proportion d'enfants abusés varie énormément selon la définition de l'abus utilisée. Avec cette dernière mesure, plus concrète, l'idée était de réunir les facteurs aggravants de l'abus, à savoir : les pratiques incluant la pénétration ou la fellation, le fait que l'auteur ait exercé une contrainte directe sur sa victime avec intimidation ou violence, ou l'exploitation sexuelle par un membre de la famille ou une personne d'autorité ou de confiance.

Tableau 4.9 : Echelle des abus sexuels et de l'exploitation sexuelle

<i>Période concernée : enfance et adolescence entre 6 ans et 16 ans</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>0. N'a subi aucun abus sexuel</i>	16' 229	76.14%
<i>1. Abus sexuels moins graves sans exploitation</i>	2' 755	12.93%
<i>2. Abus sexuels sévères ou exploitation sexuelle (abus avec contact génital ou contrainte commis par un membre de la famille ou une personne d'autorité ou de confiance)</i>	880	4.13%
<i>x. N'a pas répondu</i>	1' 450	6.80%
<i>Total</i>	21' 314	100.00%

Dans les comparaisons qui suivront entre les recrues délinquantes (très violentes) et le reste de l'échantillon, nous utiliserons les catégories définies dans ce tableau. On peut donc estimer qu'environ 4% des garçons suisses sont abusés ou exploités au cours de leur jeunesse d'une façon telle que leur développement pourrait en être affecté.

4.4 Autres constats autour de l'abus sexuel

La répartition entre agresseurs adultes (ou adultes et enfants) et agresseurs juvéniles est à peu près équivalente pour l'enfance et l'adolescence. Elle est d'ailleurs très proche de celle obtenue dans le cadre de l'étude de HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY (1997) sur un échantillon d'écoliers genevois. Il semble qu'en règle générale les adultes recourent davantage à des menaces, à la contrainte ou à la violence pour arriver à leurs fins. Par conséquent, les séquelles semblent être plus graves pour les victimes d'abus commis par des adultes.

À la différence des harcèlements moins graves, les abus sévères ont très souvent causé un traumatisme chez leur victime. En effet, 32.6% des garçons abusés sévèrement ou exploités ont ressenti une souffrance considérable après cette expérience, contre 7.3% pour ceux ayant subi un harcèlement moins grave (significative à $p < 0.001$). Ainsi, nous pouvons supposer qu'ils ont eu très peur, ou encore que l'abus les préoccupe encore aujourd'hui. Certains ont pensé à se venger, et d'autres ont sûrement ressenti un profond désespoir. En règle générale, lorsque des auteurs adultes utilisent des menaces, des contraintes ou des actes de violence pour arriver à leurs fins, les séquelles sont beaucoup plus désastreuses pour les victimes que lorsque les abus sont moins graves ou qu'ils sont commis par des enfants.

Seuls 8.4% des recrues qui ont avoué avoir subi une victimisation sexuelle grave selon notre définition ont rapporté les événements aux autorités. Parmi ces affaires, moins de la moitié est parvenue jusqu'à un tribunal.

Dans le discours actuel sur l'abus sexuel, on trouve très peu de références aux nombreux incidents concernant les rapports sexuels entre enfants. Vue de la perspective des garçons, la répartition entre garçons et filles abuseurs est assez équilibrée pendant l'enfance. Étonnamment, ce sont majoritairement des jeunes filles qui « abusent » de garçons adolescents. En d'autres termes, certains jeunes garçons auraient mal supporté le fait qu'une fille soit trop entreprenante à leur égard, donnant lieu à des malentendus (d'où le terme abuser entre guillemets). On pourrait aussi émettre l'hypothèse que la jeune fille séduirait le garçon, et qu'au dernier moment elle changerait d'avis. Le garçon pourrait interpréter cela comme étant une forme d'abus (dans le sens d'une trahison ou d'un espoir déçu). Ceci montre la spécificité des transgressions entre enfants et entre adolescents par rapport aux abus commis par des adultes. Ensuite nous avons, en tout et pour tout, trente cas d'inceste entre frères ou sœurs pendant l'enfance. Dans 2 cas sur 3, les abus ont été commis par un frère. Parmi tous les cas ayant impliqué uniquement des enfants, seuls trois ont été dénoncés à la police.

En comparant le taux de femmes impliquées comme auteurs dans d'autres formes d'infractions – qui dépasse rarement les dix pour-cent – le pourcentage d'agresseurs sexuels féminins de jeunes garçons, qui se situe entre 14 et 26% paraît relativement élevé. Il s'agit non seulement de connaissances, mais également de femmes bénéficiant d'une position d'autorité ou de confiance, et parfois même des mères. Ce pourcentage est plus élevé que celui que mentionnent les statistiques judiciaires ou policières. Ainsi, par exemple, par rapport aux affaires portant sur l'article 187 du Code pénal suisse (mise en danger du développement de mineurs, actes d'ordre sexuel avec des enfants), nous trouvons entre 4% et 7% de femmes (Office Fédéral de la Statistique, 1996). Cette différence s'explique d'une part par le fait que les statistiques des affaires connues concernent les abuseurs d'enfants des deux sexes (filles et garçons). Même en reconnaissant que les abus graves ne sont pas souvent commis par des

femmes, on peut se demander si l'absence quasi-totale de discussion sur le phénomène des abus sexuels commis par elles n'est pas liée au préjugé selon lequel l'abus sexuel commis par une femme ne serait pas traumatisant. Or, nous nous demandons si les abus commis par des femmes sur des garçons ne sont pas passés sous silence pour des motifs idéologiques obscurs (cf. agressions sexuelles contre des victimes masculines relevées dans le chapitre 15. « Violleurs »).

D'après nos résultats, et d'après l'étude d'HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY (1997), on constate que les abus sexuels intra-familiaux perpétrés sur les enfants ne représentent pas la majorité des cas d'abus sexuels d'enfants, et cela même en utilisant une définition large de la famille. Ces résultats devraient relativiser l'impression qui se dégage des affaires les plus scandaleuses décrites par la presse, qui donnent l'impression que les abuseurs sont, dans la plupart des cas, les pères ou les beaux-pères.

Peu de garçons ont parlé à leur entourage ou aux autorités de ce qui leur était arrivé. Le nombre d'affaires détectées par les autorités judiciaires comprend : 153 affaires d'abus, dont 79 qui ont eu lieu au cours de l'enfance (1.7% des affaires mentionnées) et 94 affaires d'abus pendant l'adolescence (2.3% des affaires mentionnées). Parmi les incidents dénoncés, 40 à 45% sont parvenus jusqu'au juge. Même lorsqu'il s'agit d'affaires qui incluent les abus graves et l'exploitation par des personnes de la famille, ou chargées de l'éducation de l'enfant (N=880), le pourcentage d'affaires élucidées formellement par la police est minime et n'atteint que 8.4%. Moins de la moitié de ces crimes est parvenue jusqu'au juge, alors que dans presque tous les cas, l'incident dénoncé concernait des sévices commis par des adultes.

4.5 Bilan des abus sexuels et de la maltraitance

Enfin, on peut relever qu'il existe une relation entre l'abus sexuel et la maltraitance. Les résultats obtenus révèlent qu'un peu moins de la moitié des recrues, soit 45.4% d'entre elles, ont été épargnées par toute expérience de maltraitance et toute forme d'abus sexuel, qu'elles soient légères ou graves. Toutefois, 53.5% des recrues disent avoir subi une telle expérience, tandis que 1.1% des sujets n'ont donné aucune réponse à toutes ces questions. Quant aux victimisations graves, leur répartition est beaucoup plus petite. Elle figure avec leur cumul dans le tableau 4.10.

Tableau 4.10 : Cumul et recoupement des abus ou exploitation sexuelle et de la maltraitance grave (par les parents ou d'autres adultes)

Période concernée : enfance et adolescence entre 6 ans et 16 ans	N	%
N'a subi ni abus sexuel grave, ni exploitation, ni maltraitance grave	18'520	86.89%
A subi soit des abus sexuels graves, ou des exploitations ou maltraitements graves par les parents ou d'autres adultes	2'044	9.59%
Recoupement ayant subi des abus sexuels et des maltraitements	178	0.84%
N'a pas répondu	232	1.09%

N=21'314

Environ un cinquième des recrues ayant subi un abus sexuel grave ou une forme d'exploitation sexuelle (4.1% des individus sévèrement atteints) a également été maltraité physiquement, que ce soit par ses propres parents, ou par d'autres adultes. Parmi les recrues qui ont subi des sévices corporels (les 6.3% sévèrement atteints), environ un sixième d'entre elles ont été également abusées gravement ou exploitées sexuellement. En ce qui concerne le

nombre de sujets qui ont subi soit un abus sexuel, soit des violences, nous obtenons un taux de 9.6% de recrues qui, plus jeunes, ont subi une de ces formes de sévices graves. Un groupe de 0.8% des recrues a même subi à la fois des abus sexuels graves et des abus violents. Enfin les 27 recrues (0.13%) les plus gravement atteintes, ont été victimes d'abus sexuel et de maltraitements multiples à la fois dans la famille et en dehors du foyer parental.

En ce qui concerne les conséquences des victimisations, 55.9% des recrues qui ont souffert d'une forme d'abus sexuels et d'abus violents graves (N=2'044 ou 9.6%) et 77.5% de ceux qui ont subi un traumatisme cumulé (N=178 ou 0.84%), ont eu des difficultés à se remettre de ces expériences. Nous examinerons dans les chapitres portant sur les diverses formes de la délinquance les effets des sévices en fonction de leur influence sur la délinquance chez les garçons.

4.6 Impact des abus cumulés

De nombreuses recherches ont mis en évidence qu'une histoire d'abus sexuel ou de maltraitance constitue un facteur de risque, induisant des comportements problématiques aux conséquences souvent néfastes, et qui font à leur tour encore d'autres victimes. Des conséquences à court terme ont été relevées parmi les victimes de ces abus, enfants scolarisés ou d'âge préscolaire : tendance à avoir des problèmes à l'école, problèmes émotionnels, comportements sexuels inappropriés avec passage à l'acte. En ce qui concerne les adolescents, les conséquences sont également préoccupantes : faible estime de soi, idées et comportements suicidaires, consommation excessive de substances psycho-actives, prostitution, confusion de l'identité sexuelle, désordres alimentaires, délinquance, problèmes scolaires. L'abus a également des effets plus durables, puisque le fait d'avoir été victime d'atteinte à son intégrité corporelle ou sexuelle pendant la jeunesse peut – en combinaison avec d'autres risques – engendrer ultérieurement à l'âge adulte des problèmes au niveau de la personnalité, comme des symptômes dépressifs et d'anxiété, des suicides, une revictimisation, un dysfonctionnement sexuel, ou encore la délinquance. Mais, comme le relève HOGHUGH (2000, p.228) : « (...) Il n'y a pas de preuve ou de raison a priori pour que l'abus sexuel soit, en dépit d'affirmations contraires, plus traumatisant d'une quelconque façon, que la plupart des autres expériences humaines possibles ». En effet, nous avons trouvé un nombre important de sujets qui disent ne pas avoir souffert d'effets négatifs à la suite d'abus, ce qui a aussi été constaté dans d'autres études. Les études cliniques ont également constaté l'existence de victimes non symptomatiques (BANGE et DEGENER 1996, p.76). Ce résultat a été contesté sur le plan théorique, selon le postulat que les enfants ou adultes inconscients de leur souffrance se trouvaient dans une phase d'effets latents (en anglais : *sleeper effects*). Selon les tenants de cette hypothèse (qui n'a pas été confirmée jusqu'ici de façon satisfaisante par des données empiriques), les symptômes latents se manifesteront paradoxalement plus tard sous la forme de séquelles particulièrement graves, sous l'influence d'un stress ou d'autres événements. S'il est dangereux de postuler l'existence quasi certaine d'un phénomène qui n'est pas prouvé ou qui n'est pas démontrable, on doit cependant admettre qu'on a pu l'observer dans le cadre clinique. Ainsi, Marc, un patient de l'auteure, traité pendant cinq ans, avait subi des sévices sexuels très graves pendant son enfance. Pourtant, avant sa thérapie, il prétendait ne pas en avoir souffert du tout, bien qu'il soit devenu un violeur en série. Il semble donc que les effets tardifs de l'abus sexuel existent dans quelques cas, sans qu'il ait été possible de démontrer qu'ils survenaient systématiquement.

En présence de n'importe quel abus subi, soit grave soit mineur, nous avons vu tripler le pourcentage de « délinquants distinctifs » (c'est-à-dire criminels dangereux et multirécidivistes), par rapport aux recrues qui n'ont jamais vécu de violence physique ou sexuelle pendant toute leur jeunesse (de 5.1% à 11.2%). Toutefois, en présence d'abus grave

de nature violente ou sexuelle, (qui concerne 9.6% des recrues), ce taux monte déjà jusqu'à 22.5%.

En revanche le cumul des sévices sexuels et violents graves est à l'origine de développements alarmants. Parmi les garçons qui ont subi des traumatismes graves cumulés, 42.1% sont devenus à l'âge de dix-neuf ans des criminels potentiellement dangereux ou des multirécidivistes, c'est-à-dire des « délinquants distinctifs » selon notre définition (cf. chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée »). Parmi le petit groupe de recrues très traumatisées (N=27), qui ont été maltraitées à la maison et par d'autres adultes, et qui ont aussi subi une exploitation sexuelle ou un abus sexuel grave, 63% sont devenues des délinquants dits « distinctifs ». Ces chiffres sont dramatiques, car hormis les formes de délinquance que nous avons considérées : voleurs, cambrioleurs, fraudeurs, dealers de drogues, vandales, délinquants violents ou sexuels, nous ne savons pas si le reste des garçons gravement abusés ne souffrent pas de dépendances à des substances (alcool, drogues) ou d'autres perturbations.

4.7 Immigration, risques et abus

Quant à l'exposition des garçons issus de familles immigrées aux divers risques et à la victimisation pendant l'enfance, les chiffres obtenus sont assez explicites. Ces résultats sont significatifs, même en considérant une marge d'erreurs statistiques de deux écarts-types. Parmi les enfants de familles immigrées originaires de régions économiquement et politiquement en crise (Turquie, ex-Yougoslavie, Maghreb et Proche-Orient), on trouve 11.5% qui ont subi trois risques ou plus (supplémentaires à celui de l'immigration), contre seulement 2% pour les garçons dont les deux parents sont nés Suisses (cf. tableau 2.14). Parmi les enfants immigrés provenant d'autres pays, le taux de ceux qui ont subi trois risques ou plus est de 4.5%. Ce dernier taux est encore nettement en dessous des 11.5% pour ceux provenant de régions en crise.

En recensant les différentes formes d'abus, nous sommes parvenus à des résultats surprenants, particulièrement pour la culture musulmane. Il est vrai que les châtiments corporels sont plus fréquents dans les familles originaires de ces régions (16.5% chez les garçons originaires d'une région en crise versus 5.4% de garçons nés Suisses), ce qui relève probablement d'autres valeurs culturelles concernant les méthodes d'éducation dans la famille. Mais, on a aussi constaté un taux élevé de garçons venant de ces régions qui ont été sexuellement abusés ou exploités de façon grave (7.9% contre 3.8% des garçons nés Suisses). Ce fait demande une explication : la survictimisation sexuelle des jeunes immigrés est-elle vraiment la conséquence des différences culturelles concernant les valeurs, d'une autre conception des rôles selon le sexe, ou d'autres méthodes d'éducation dans la famille ? Il serait étonnant qu'une tolérance élevée de la culture islamique envers l'abus sexuel d'enfants se révèle subitement, l'abus sexuel et l'inceste étant selon les anthropologues un tabou universel. Par conséquent, les individus qui ont commis ce type de crimes contre des enfants ont enfreint un tabou existant à l'intérieur de leur propre culture. Ils seraient donc eux aussi considérés comme des criminels dans leur propre environnement culturel, et pas seulement dans le contexte suisse. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de déterminer la nationalité des abuseurs. Ces derniers ne sont peut-être pas tous originaires des pays en question. Cependant, nous ne croyons pas que dans les familles immigrées les valeurs en usage, l'honneur et la morale sexuelle soient plus permissives à des attouchements sur les enfants. Pour interpréter ce phénomène, nous avons parlé avec des cliniciens travaillant avec des victimes d'abus sexuel issues de familles immigrées. Selon leur expérience, il est plus probable que certaines caractéristiques spécifiques de ces cultures, c'est-à-dire la définition stricte de l'honneur de la famille à travers la notion de pureté sexuelle des femmes et des enfants, favorisent les

activités sournoises des agresseurs, et diminuent les possibilités de protection des victimes contre une persévération d'abus, même une fois que ces derniers ont été détectés. Par conséquent, la honte et la stigmatisation d'une famille qui admettrait la victimisation d'un enfant (ou encore pire, le fait d'avoir en leur sein un agresseur sexuel) sont perçues comme tellement insupportables qu'elles empêchent une protection des victimes. Parfois, une relation méfiante du citoyen envers l'État risque aussi d'empêcher les familles d'aller chercher de l'aide auprès des autorités. Toutefois, les cliniciens soulignent que la honte et la peur d'être stigmatisé se retrouvent aussi dans les familles non immigrées.

Dans les chapitres respectifs, nous allons évaluer statistiquement l'influence biographique de la maltraitance (non sexuelle) et des abus sexuels subis, sur la violence et les transgressions contre l'intégrité sexuelle qu'ont pu commettre les recrues à l'âge de dix-neuf ans. L'hypothèse des différences de valeurs culturelles, fournissant une explication de la surcriminalité des immigrés, ne sera statistiquement confirmée que si ce facteur de l'immigration reste sur la liste des facteurs explicatifs du modèle.

4.8 Discussion autour des abus sexuels et violents

La discussion portant sur les risques liés aux abus nous conduit dans le domaine de la victimisation en général. Le débat autour de l'impact d'une victimisation n'est pas clos. La présomption selon laquelle toute victimisation consistant en une atteinte à l'intégrité corporelle ou sexuelle crée inmanquablement des dommages sévères risque de faire perdre tout espoir de guérison pour une grande partie des victimes. En revanche, en postulant que la majorité des actes sont peu graves et que beaucoup de victimes parviennent à retrouver une vie normale, on risque de justifier des attitudes violentes envers les femmes et les enfants, et d'attribuer abusivement une responsabilité aux victimes traumatisées. Or, chaque cas étant unique, la gamme des phénomènes inclut toutes les possibilités.

Etudiant les effets distincts des abus violents et des abus sexuels, HOGHUGH (2000, pp.229-230) affirme : « *Les composantes de l'abus sexuel – faites de souffrance physique, de distorsion de l'identité et de dommage émotionnel – peuvent être comparées dans l'intensité, l'ampleur et la durée à beaucoup d'autres traumatismes. (...), seuls certains jeunes gens vont probablement porter sur le long terme les cicatrices des dommages causés par l'abus sexuel. Cela dépend de la vulnérabilité de la victime. Autrement dit, l'abus sexuel n'a pas invariablement de conséquence adverse, l'adversité est liée au type de personnalité de l'individu concerné. (...) Manifestement, les nombreux facteurs génétiques, psychologiques et sociaux interagissent selon beaucoup de dimensions et donnent, par conséquent, probablement lieu à des cas variant très largement.* » Établir ces différences ne serait pas aisé, et ne serait d'ailleurs pas très utile. En effet, dans les cas traumatisants graves, les différentes formes d'abus se cumulent ou s'accompagnent d'autres risques, comme la négligence parentale.

En revanche, on peut penser que les diverses formes d'abus n'aient pas nécessairement les mêmes séquelles au niveau psychologique. D'une part, l'inceste correspond à la transgression d'un tabou, tandis que les punitions corporelles infligées par les parents s'inscrivent dans une longue tradition patriarcale (p.ex. en droit romain). Ainsi, le parent qui frappe son enfant, pourvu qu'il ne le fasse pas trop injustement, maintient son rôle d'autorité vis-à-vis de l'enfant, alors que le parent incestueux transgresse les interdits les plus anciens du monde. Quant à la justification de l'abus, on peut imaginer que certains actes de maltraitance physique, sont le résultat de graves soucis que certains parents se font pour leur enfant. Ceci peut être dû à une certaine impuissance de leur part à faire « passer » certaines règles, ou alors simplement, l'abus reflète une difficulté à éduquer l'enfant d'une manière appropriée. Des parents peuvent être désespérés parce que leur fils se comporte dangereusement dans la

circulation, par exemple en skateboard, ou qu'il adopte d'autres comportements qui mettent en danger son avenir. A priori, il n'y a pas toujours une mauvaise intention derrière de tels dérapages parentaux. Quant aux agresseurs violents extérieurs à la famille, leur souci pour l'enfant est certainement moins prononcé. De plus, il y a lieu de craindre que l'enfant battu par d'autres adultes soit victime parce qu'il ne bénéficie pas assez de la protection de ses parents.

S'agissant des sévices sexuels infligés dans le cadre de la famille, la situation est entièrement différente. En effet, l'exploitation de l'enfant ne correspond en aucun cas à une volonté d'éducation, et consiste seulement à satisfaire les désirs égoïstes de l'agresseur. Ce dernier essaiera plus souvent de culpabiliser sa victime. Parfois les anciennes victimes de sévices sexuels se trouvent dans une confusion profonde par rapport à leur responsabilité.

On est encore loin d'avoir trouvé des solutions adéquates et adaptées à chaque cas particulier, notamment une fois l'inceste ou la maltraitance grave au sein de la famille découverts. La question de l'opportunité d'une action pénale se pose donc aux médecins, psychologues et travailleurs sociaux en charge de l'enfant. De façon générale, on constate que les deux options présentent des désavantages très graves pour la victime. En effet, s'il n'est pas appréhendé, l'agresseur peut continuer à sévir. En revanche, lorsqu'il y a poursuite pénale, l'enfant est trop souvent mis dans une position de bouc émissaire au sein de la constellation familiale et doit alors être retiré de la famille. Certes, le fait que les cantons, afin d'assurer la protection des enfants, aient mis sur pied des structures interdisciplinaires, au sein desquelles les experts peuvent discuter librement des deux options qui s'offrent à eux : prise en charge psychosociale et médicale de ces familles ou poursuite pénale, permet de choisir la solution la moins nocive. Néanmoins, des alternatives acceptables pour l'enfant maltraité et abusé ne sont souvent pas disponibles, étant donné que le placement dans une institution comporte malheureusement ces mêmes risques.

Il faut bien reconnaître que l'intérêt actuel pour les victimes d'agressions a eu des effets très positifs sur la protection des enfants contre une victimisation majeure. Avant que ces crimes n'émergent dans le débat public, personne, pas même les professionnels de la justice, de la médecine et de la psychologie n'intervenaient dans certaines de ces situations. Autrefois, les victimes étaient complètement abandonnées, parfois même accablées par les personnes qui auraient dû leur venir en aide. Si les bienfaits, et parfois la nécessité d'une intervention extérieure – qu'elle émane des autorités judiciaires, de thérapeutes ou d'autres – sont aujourd'hui largement reconnus, cette intervention doit être adaptée à chaque cas. En effet, une intervention trop lourde sur un cas relativement peu grave, ou bien une minimisation non justifiée de l'abus grave, aura des conséquences désastreuses sur les jeunes victimes. Autrefois, la peur parmi la population d'une immixtion de l'État dans la sphère privée bloquait la poursuite des cas même les plus graves. Cette attitude peut se justifier si l'on considère que la grande majorité des cas ne sont pas des abus sévères. Dans l'intérêt de la victime, comme dans celui de sa famille, il est nécessaire de respecter le principe de la proportionnalité dans les affaires d'abus sexuel. Ce principe, posé par le philosophe du droit BECCARIA (1738-1794), exige que les interventions de l'État contre le crime soient proportionnelles à la gravité de l'acte incriminé. À ce principe – qui concerne l'ensemble du droit pénal – il faut ajouter d'autres considérations dans le cas spécifique de l'abus sexuel et violent d'enfants. On doit toujours se poser la question de savoir ce qu'il va advenir de la victime lorsque la poursuite pénale sera achevée. Parfois, même dans des cas graves, les conséquences d'une poursuite pénale sont encore pires pour la victime que celles d'une non-intervention volontaire. C'est le cas par exemple, si la poursuite risque d'aboutir à la destruction de tous ses liens familiaux. L'intérêt de la victime ne doit jamais être perdu de vue dans le cadre des interventions officielles. Pour des informations plus précises, on peut se reporter à la littérature spécialisée (WORMSER 1997, 2001).

Il convient donc d'introduire dans le débat actuel la reconnaissance de la proportionnalité, celle de la complexité des relations humaines et des effets des mesures prises par l'État. L'abus sexuel, tout comme les autres formes de délinquance, ne se laisse pas forcément réduire uniquement aux seuls pôles victime-agresseur. Mais il serait trop commode d'affirmer que l'agresseur n'est pas le seul coupable face à la victime innocente. En effet, il est faux de prétendre que tout conflit est causé par les deux participants, et que chaque victime de crime grave a la possibilité de surmonter un tel événement.

Quant aux événements moins graves et aux actes qui sont en fait le fruit d'une interaction plutôt que d'une agression, il faudrait introduire dans le débat actuel une discussion mêlant à la fois les aspects historiques et les aspects idéologiques, afin de saisir les nuances et les particularités de chaque cas. Cela permettrait de se faire une opinion quant au degré d'ingérence de l'État le plus adapté à la situation.

Depuis une vingtaine d'années, on assiste au rejet de toute forme de souffrance, celle-ci ne pouvant être qu'épouvantable. Selon CYRULNIK (1999) cette conviction se fonde sur le dogme suivant (cité dans MONNIER 2001, p.2) : « *il faut s'assurer que nos enfants (...) vivent leurs premières années dans une bulle irisée de bonheur (...) si cela n'est pas possible, il faut à tout le moins les préserver de toute souffrance.* » On semble en revanche avoir oublié que certaines expériences gratifiantes « non méritées », soit la consommation effrénée, soit l'absence de limites et d'interdits sont aujourd'hui aussi répandues que nuisibles pour l'enfant. En effet, elles le retiennent dans des illusions qui l'empêchent d'évoluer. Ainsi, il peut arriver – toujours selon CYRULNIK (1999 cité dans MONNIER 2001, p.2) – « *que les enfants qui ont une vie trop facile, les enfants « gatés », tendent à se transformer en véritables pestes, ou pire (...) parce qu'ils vivent cet excès de facilité comme un abandon (...), extrême du non-amour (...)* ».

En ce qui concerne les abus sexuels, jusqu'à l'étude d'HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY (1997), on ne disposait pas de données suffisantes sur l'importance de ces abus, et il n'existait aucune étude représentative pour la Suisse, ce qui a parfois donné lieu à des estimations alarmistes et à des exagérations. Cette situation a favorisé l'instrumentalisation de cette forme de victimisation pour servir des buts divers, autres que le bien-être des victimes. L'interprétation courante, selon laquelle chaque victimisation représenterait une catastrophe à court ou à long terme, correspond en fait à une idéologie assez récente qui s'est développée avec la vulgarisation de la psychologie. Il n'y a pas si longtemps, l'idéologie était inverse, celle de la *pédagogie noire*. On considérait alors qu'une bonne éducation passait par l'endurcissement des enfants, par exemple, par le fait de les obliger à surmonter seuls leurs difficultés. Certes, ces deux idéologies, lorsqu'elles sont poussées à l'extrême, constituent de terribles simplifications. L'effet d'un événement se traduit par ses conséquences et par son interprétation individuelle à long terme. SCHAFFER (2000, p.40) note dans le même sens : « *Il y a des survivants comme il y a des victimes ; la faculté de récupération des enfants doit être tout autant reconnue que leur vulnérabilité ; les expériences traumatiques uniques, aussi terrifiantes qu'elles soient, n'induisent pas nécessairement un dommage irréversible, mais elles peuvent être modifiées et surmontées par les expériences qui s'ensuivent ; (...); et un développement sain peut advenir dans une beaucoup plus grande variété de circonstances que ce qui a longtemps été considéré comme possible à une époque.* » Les conséquences d'une victimisation ou d'un événement triste ou désagréable dépendent donc des possibilités qui s'ouvrent ou qui se ferment à la suite de cet incident. C'est-à-dire de l'aide reçue et des ressources de l'enfant ou de l'adulte, qui lui permettent de compenser les effets négatifs de l'événement et de s'épanouir. À cet égard, nous avons recueilli le commentaire d'une recrue qui semble avoir été éduquée « à l'ancienne » par ses parents et qui a développé une attitude envers la vie qui est devenue rare aujourd'hui, mais qui était fréquente avant la guerre. Ce

commentaire montre également à quel point les styles de vie peuvent varier selon les individus.

« Après coup, je pense que j'ai bien tiré profit des punitions quand j'avais fait une faute. La jeunesse actuelle est pourrie et elle n'a pas d'endurance. La discipline et le courage seront perdus si on ne punit plus les enfants selon une mesure stricte. Je peux voir cela maintenant dans l'école de recrues, p.ex. pendant les repas et en général. La jeunesse d'aujourd'hui est devenue débile parce qu'elle a trop de loisirs. Pendant mon temps libre, je peux aider à la ferme et j'en suis heureux et quant à moi, je me contente de peu. »

(Commentaire N° 188, traduit de l'allemand)

Pour résumer la discussion autour des abus de nature moins sévère, en excluant spécifiquement ici les cas de crimes graves commis sur des enfants, personne ne connaît les circonstances optimales leur permettant d'être préparés au mieux à la vie adulte – qui tôt ou tard ne sera pas sans obstacles ni difficultés. Est-ce que le fait que toute déception, angoisse, violence ou injustice nous ait été épargnée pendant l'enfance nous prépare mieux à la vie adulte dans le monde dans lequel nous vivons ? Est-ce que celui qui n'a jamais été malade sera un jour un bon médecin ? Est-ce que celui qui n'a jamais souffert peut soulager et comprendre ceux qui ont traversé ce genre d'expériences ? Est-ce que celui qui n'a jamais subi une victimisation peut s'identifier aux victimes ? Même si ces questions rhétoriques ne fournissent pas une réponse (ni d'ailleurs une excuse pour les agresseurs), elles permettent de mettre en doute toute interprétation hâtive des risques liés aux abus mentionnés ci-dessus qui n'appartiennent pas à la catégorie des crimes graves. Dans ce dernier cas, un appui optimal devrait être offert à la victime, en tenant compte de ses besoins. La meilleure solution réside parfois dans une poursuite pénale. Dans d'autres cas, en une thérapie familiale ou individuelle, ou dans un placement hors de la famille. L'option la plus appropriée peut même consister, le cas échéant, en une non-intervention, si la victime le souhaite.

Ainsi, pour clore la discussion sur ce sujet, nous donnons ici la parole à une des jeunes recrues qui n'a apparemment pas eu une enfance particulièrement heureuse, mais qui n'a perdu son sens de l'humour :

« Après avoir coché tous ces carrés, j'ai un véritable empoisonnement de croix. – Ma vie a commencé dans la merde, maintenant ça devient toujours mieux. Je me réjouis de la vie autonome, loin de la maison parentale. »

(Commentaire N°126, traduit de l'allemand)

5 Perturbations du développement

Plus encore que la psychologie de l'adulte, la psychologie de l'enfant hésite quand il s'agit de distinguer le pathologique du non pathologique. MARCELLI (1999, p.57) résume la problématique de la manière suivante : la norme est-elle l'absence de maladie ; est-elle la moyenne statistique ; est-elle un idéal ou une utopie à approcher ; ou enfin, est-elle un processus dynamique, une capacité de retour à un certain équilibre ? Une norme se basant sur un idéal de santé mentale – souvent trop utopique – risque de conduire à la stigmatisation et à la discrimination d'un grand nombre d'enfants. Il s'agit alors de reconnaître que dans le domaine du psychisme la santé est relative, variable, notamment chez l'enfant où « *s'ajoutent l'incertitude face à la croissance de l'enfant ainsi que la place familiale et sociale surdéterminée que cet enfant occupe* » (MARCELLI 1999, p.56). En revanche, on rencontre parfois dans la réalité clinique des structures psychiques assez rigides pour empêcher le développement normal et produisant des handicaps graves. Dans cette enquête, nous utilisons une approche statistique qui relativise l'idéal de santé mentale, et qui nous permet de suivre l'évolution de l'enfant sur une période prolongée. Cette démarche s'inscrit donc dans une définition dynamique de la normalité qui consiste essentiellement en un processus, une capacité à (re)trouver un équilibre et à poursuivre l'épanouissement de sa personnalité durant le cycle de vie. Partant de cette définition, toutes les possibilités restent ouvertes, et l'on ne peut pas savoir à l'avance si les troubles décelés disparaîtront à l'âge adulte ou non.

En fait, la différence entre infraction volontaire symptomatique et non symptomatique est plus délicate à établir chez les enfants et adolescents que chez les adultes, et cela pour plusieurs raisons. Les comportements des enfants, notamment ceux qu'ils adoptent entre eux, ont souvent une autre signification que les comportements des adultes. En effet, l'enfant doit chercher ses limites dans le jeu et y apprendre les règles sociales. Le développement cognitif et affectif n'est pas encore complet, malgré le fait que les enfants soient considérés dès l'âge de sept ans comme étant responsables de leurs actes par le Code pénal suisse. Il ne peut s'agir là que d'une responsabilité relative ; à noter que cet âge doit être augmenté dans la modification prévue du code pénal. Les adolescents, quant à eux, doivent trouver leur propre identité et leur position dans la société, c'est-à-dire en dehors du milieu familial protégé. Dans cette quête d'autonomie, ils peuvent parfois prendre des positions extrêmes ou adopter des comportements déviants. Nous commencerons l'analyse des perturbations juvéniles par une étude des symptômes dits névrotiques, qui impliquent plutôt une souffrance du garçon lui-même. Ce n'est qu'ensuite que nous nous intéresserons aux comportements délinquants et violents qui induisent la souffrance d'autrui. Les premiers se distinguent des seconds par le fait qu'ils découlent d'une inhibition des pulsions interdites envers d'autres personnes. Cette inhibition, plus ou moins prononcée, est donc le signe d'un conflit intra-psychique entre les pulsions et les règles sociales, où l'individu cherche à protéger ses liens sociaux. En revanche, les passages à l'acte délinquants et violents le libèrent de ses obligations sociales au prix d'un conflit ouvert avec la société et – ce qui est tout aussi important mais rarement mentionné – au détriment de ses propres perspectives sur le plan professionnel, ainsi que de sa santé mentale et physique.

5.1 Indicateurs de symptômes névrotiques infantiles

Le terme *symptôme* se réfère aux unités d'observation les plus petites qui existent en psychopathologie. Un symptôme peut être la marque d'une souffrance, d'un déséquilibre ou encore d'une particularité. Il peut même constituer un atout et ne pas s'accompagner de souffrance là où on l'attendrait. En soi, un seul symptôme ne signifie pas nécessairement une affection, mais peut être le signe de la présence d'un trouble, comme un signal d'alarme.

Chacun, au cours de sa vie, a déjà ressenti un ou plusieurs symptômes d'une pathologie, sans que cela ne s'avère grave. Pour que l'on puisse parler de trouble, il faut la présence d'un *syndrome*, qui consiste en la combinaison spécifique de certains symptômes, et que celui-ci présente une certaine ampleur ainsi qu'une certaine persistance dans le temps.

La liste du tableau 5.1, axée sur des troubles ayant un rapport potentiel avec la délinquance, n'est pas exhaustive.

Tableau 5.1 : Indicateurs de symptômes névrotiques infantiles

	Enfance		Adolescence	
	Recrues N=21'314	Non- recr. N=1'160	Recrues N=21'314	Non- recr. N=1'160
Plusieurs symptômes possibles				
% des colonnes	%	%	%	%
Bégaïement	5.55	–	1.98	–
Problèmes de concentration, nervosité	19.16	22.93 **	15.79	18.28 ns
Énurésie (mouiller le lit)	8.19	9.05 ns	0.94	0.86 ns
Tics nerveux	8.31	–	7.54	–
Dyslexie	21.28	–	11.70	–
Angoisse, stress	7.38	–	8.41	–
Obésité	5.03	5.60 ns	3.78	5.52 **
Etre trop grand par rapport aux autres	3.07	–	2.73	–
Etre trop petit par rapport aux autres	5.78	–	4.95	–
Déprime	4.01	–	11.81	–
Se faire soi-même du mal, s'infliger soi-même des blessures	0.95	1.98 **	2.98	4.40 *
Fugues	2.51	2.59 ns	4.06	3.79 ns
Avoir des pensées de suicide	3.81	–	14.42	–
Tenter de se suicider	0.48	–	1.72	–
Maladies graves fréquentes	1.20	–	0.82	–
Autres symptômes	3.44	7.76 **	4.92	12.16 **

N=21'313, données manquantes=1

Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, –=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Par rapport à la liste entière des symptômes (tableau 5.1), un peu moins de la moitié des recrues, soit 47.6% d'entre eux, ne présentait aucun symptôme à l'âge de l'école primaire. À l'âge de l'école secondaire, ce taux augmente à 53.4%.

Les non-recrues rapportent en moyenne plus de symptômes que les recrues. Est-ce qu'ils en souffrent plus, ou bien est-ce un indice du biais mentionné plus haut, qui consiste en la conscience plus développée de leur état psychique qu'ont les individus ayant pu bénéficier d'une formation supérieure, ou qui ont une certaine familiarité avec les milieux intellectuels ? Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question.

Certains symptômes sont spécifiques à certains âges. Ainsi, le bégaiement, la dyslexie et l'énurésie sont typiques de la période qui précède la puberté. La psychopathologie actuelle de l'enfant évoque des conditions à la fois neuro-biologiques et psychosociales comme causes de ces symptômes (MARCELLI 1999). Par des interventions thérapeutiques appropriées on peut souvent aider ces enfants, comme l'a d'ailleurs écrit une recrue :

« Au début du jardin d'enfants, j'ai bégayé, Ce problème fut plus ou moins résolu avec des exercices spécialisés.

Je n'ai pas reçu de coups lourds, seulement des réprimandes pour des raisons d'éducation.

→ Je n'ai ni vécu de violence dans ma vie, ni infligé une souffrance à autrui. »

(Commentaire N°110, traduit de l'allemand)

Les symptômes peuvent aussi disparaître spontanément au cours du développement. Comme nous allons le voir chez l'adulte, il est également normal de présenter certains symptômes à certaines périodes de la vie, car la santé mentale est – tout comme la santé physique – soumise à des fluctuations. En outre, ces symptômes ne sont souvent pas assez graves pour constituer de véritables handicaps dans la vie quotidienne. En fait, l'homme est souvent assez résistant aux perturbations graves et durables. Au cours de la vie, la majorité de ces symptômes peuvent disparaître, avec ou sans l'aide de professionnels. Par conséquent, il convient de ne pas pathologiser des individus sur la seule base d'un symptôme présent. On ne peut diagnostiquer un véritable trouble qu'en présence d'une combinaison de symptômes ayant atteint une intensité suffisante pour provoquer une souffrance majeure, ou lorsque la vie quotidienne est perturbée par une altération du fonctionnement social, professionnel ou autre.

D'autres symptômes, comme la déprime, les fugues ou les comportements suicidaires n'interviennent que rarement avant la puberté. Si un enfant montre ces symptômes à d'autres moments que ne le fait la moyenne des individus de son âge, il s'agit alors souvent de cas d'une certaine gravité.

La comparaison avec d'autres sondages sur le sujet a montré une grande cohérence des résultats obtenus. Ainsi, dans l'enquête de KILLIAS, VILLETAS et RABASA (in : JUNGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.207), 6.6% des jeunes ont avoué avoir fait au moins une fugue au cours de leur vie. De plus, nous avons obtenu pour les périodes de l'enfance et de l'adolescence confondues un taux proche, c'est-à-dire 5.8%. Comme nous le verrons dans l'analyse, nous ne sommes pas parvenus à véritablement cibler le trouble du *déficit de l'attention* et de l'*hyperactivité* par le biais des items de la question 35 « problèmes de concentration, nervosité » et « dyslexie ». Étant donné que dans le cadre d'un sondage autoreporté, on ne dispose pas de symptômes relevés par un spécialiste, nous ne savons rien de la fiabilité de ces derniers. Par exemple, nous pensons qu'un certain nombre de sujets ont répondu affirmativement à la question sur la *dyslexie* parce qu'ils ont connu des difficultés scolaires. Ceci ne signifie donc pas nécessairement qu'ils aient souffert d'une véritable dyslexie. Néanmoins, il sera intéressant de relever les symptômes signalés par les recrues qui présentent de fortes tendances délinquantes, afin de tester l'hypothèse selon laquelle la délinquance serait liée à un développement mental perturbé. En outre, l'analyse de symptômes névrotiques nous permettra peut-être d'élucider les conséquences des traumatismes éventuels subis au cours de leur enfance. Est-ce que les enfants abusés sont capables de surmonter ce type d'épreuves ? Dans quelle mesure souffrent-ils des conséquences à long terme de ces abus ? S'ils en souffrent, quels en sont les symptômes ?

Tableau 5.2 : Accidents

	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
Accidents routiers, accidents de sport, autres accidents	22.09	42.24	21.54	10.76	1.14	2.23	100.0

N=21'314

Un des éléments courants de la symptomatologie associée à la délinquance juvénile est la fréquence élevée d'accidents. En effet, il existe certainement une interaction entre l'hyperactivité, l'impulsivité, la mauvaise coordination motrice, la négligence parentale et d'autres facteurs de risque favorisant les accidents. De plus, les conséquences de certains traumatismes crâniens peuvent elles-mêmes induire des comportements impulsifs inadaptés. On est dans ce domaine en présence d'un cercle vicieux, où les facteurs de risque peuvent se cumuler et se renforcer mutuellement. La corrélation entre accidents et délinquance a été relevée par ROBINS (1966), JUNGER (cité dans HIRSCHI & GOTTFREDSON 1992) et, parmi les pédiatres, le syndrome de la prédisposition aux accidents, chez certains garçons, est bien connu. Dans ce contexte, on remarque une fréquence beaucoup plus élevée d'accidents chez les enfants négligés ou maltraités (JUNGER cité dans HIRSCHI & GOTTFREDSON 1992).

Ce paragraphe nous conduit à traiter dès à présent des liens existant entre la délinquance juvénile et le *trouble des conduites*. En comparant les symptômes névrotiques avec ce syndrome, il nous sera ensuite possible de sélectionner les symptômes de la liste précédente qui se révèlent les plus pertinents pour l'étude de la délinquance et la victimisation.

5.2 *Conduct disorder*

Les différentes écoles psychiatriques et psychologiques ont créé plusieurs concepts pour classer les troubles du comportement chez l'enfant. On trouve donc des termes techniques, souvent des traductions venant de l'anglais qui reflètent différentes nuances. Ainsi, on parlera de *conduct disorder* ou du *trouble des conduites*. Ce concept, connu dans la recherche empirique de la psychiatrie, couvre au mieux la perturbation comportementale spécifique que nous avons saisie au moyen de notre questionnaire.

5.2.1 Définition psychiatrique de ce syndrome

En isolant les facteurs prédicteurs de la criminalité à l'âge adulte, on a constaté que ce n'était pas la délinquance juvénile en tant que telle qui était déterminante. Mis à part certains aspects de l'atmosphère familiale, comme la déviance du père, le manque de confiance en soi de la mère, le conflit entre les parents et l'agressivité de ceux-ci, ce serait plutôt un syndrome spécifique d'agressivité pendant l'enfance se manifestant par un *trouble des conduites* (traduction du terme anglais *conduct disorder*), qui serait un signe annonciateur de la délinquance à l'âge adulte (DOLAN & COID 1993, p.42). Ce trouble est défini par des critères très précis. Pour réunir tous les éléments de la délinquance juvénile dans une seule variable, nous avons utilisé ce syndrome de la psychopathologie mentionné dans le DSM-IV (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4th Edition). Un syndrome est une combinaison typique de symptômes, sans que l'on puisse attribuer une cause certaine à son origine. Le *trouble des conduites* chez l'enfant ou l'adolescent est un « *ensemble de conduites, répétitives et persistantes, dans lequel sont bafoués les droits fondamentaux*

d'autrui, ou les normes et règles sociales correspondant à l'âge du sujet, comme en témoigne la présence de trois des critères suivants (ou plus) au cours des 12 derniers mois, et d'au moins un de ces critères au cours des 6 derniers mois » (Mini DSM-IV p.67ss) :

Définition du trouble des conduites selon le DSM-IV

Agressions envers des personnes ou des animaux

1. Brutalise, menace ou intimide souvent d'autres personnes.
2. Commence souvent les bagarres.
3. A utilisé une arme pouvant blesser sérieusement autrui (par exemple un bâton, une brique, une bouteille cassée, un couteau, une arme à feu).
4. A fait preuve de cruauté physique envers des personnes.
5. A fait preuve de cruauté physique envers des animaux.
6. A commis un vol en affrontant la victime (par exemple agression, vol de sac à main, extorsion d'argent, vol à main armée).
7. A contraint quelqu'un à avoir des relations sexuelles.

Destruction de biens matériels

8. A délibérément mis le feu avec l'intention de provoquer des dégâts importants.
9. A délibérément détruit le bien d'autrui (autrement qu'en y mettant le feu).

Fraude ou vol

10. A pénétré par effraction dans une maison, un bâtiment ou une voiture appartenant à autrui.
11. Ment souvent pour obtenir des biens ou des faveurs ou pour échapper à des obligations (par exemple « arnaque » les autres).
12. A volé des objets d'une certaine valeur sans affronter la victime (par exemple vol à l'étalage sans destruction ou effraction ; contrefaçon).

Violations graves de règles établies

13. Reste dehors tard la nuit en dépit des interdictions de ses parents, et cela a commencé avant l'âge de 13 ans.
14. A fugué et passé la nuit dehors au moins à deux reprises alors qu'il vivait avec ses parents ou en placement familial (ou a fugué une seule fois sans rentrer à la maison pendant une longue période).
15. Fait souvent l'école buissonnière, et cela a commencé avant l'âge de 13 ans.

Une autre exigence pour évaluer la gravité de l'ensemble des symptômes mentionnés est que cette perturbation du comportement entraîne une altération cliniquement significative du fonctionnement social, scolaire ou professionnel. Le type de *trouble des conduites* doit ensuite être spécifié selon la précocité et la sévérité du trouble. La spécification correspond à peu près aux mêmes périodes que celles utilisées par le questionnaire, à l'âge de la période de latence et à l'adolescence :

- Type ayant débuté pendant l'enfance : présence d'au moins un critère caractéristique du trouble des conduites avant l'âge de 10 ans.
- Type ayant débuté pendant l'adolescence : absence de tout critère caractéristique du trouble des conduites avant l'âge de 10 ans.

Ensuite le DSM-IV prévoit une spécification selon la sévérité :

- Léger : il n'existe que peu ou pas de problèmes de conduite dépassant en nombre ceux requis pour le diagnostic ; de plus les problèmes de conduite n'occasionnent que peu de dommage à autrui.
- Moyen : le nombre de problèmes de conduite, ainsi que leurs effets sur autrui, sont intermédiaires entre « léger » et « sévère ».
- Sévère : il existe de nombreux problèmes de conduite dépassant en nombre ceux requis pour le diagnostic ; ou bien, les problèmes de conduite occasionnent un dommage considérable à autrui.

Mini DSM-IV pp.66-68

Comme nous venons de le voir, le DSM-IV décrit le *trouble des conduites* séparément du *trouble oppositionnel*, et en regroupe les symptômes sous quatre rubriques : agressions, destruction, fraude ou vol, et violations graves des règles établies. Ce système ne fait pas de distinction entre un type socialisé, un type mal socialisé, et ne décrit pas une forme du trouble qui serait limitée au milieu familial, comme c'est le cas des critères diagnostiques du CIM-10. La définition du *trouble des conduites* recouvre toutes sortes de comportements, dont la délinquance juvénile, mais également la violence et le *bullying* fréquents et graves envers d'autres enfants. On observe que les symptômes du *conduct disorder* sont d'une certaine gravité, qui dépasse les formes les plus répandues de délinquance juvénile. Ainsi, la délinquance routière, la consommation de drogues illégales et les altercations violentes occasionnelles ne font pas partie du syndrome. La définition du *trouble des conduites* utilisée dans le cadre de notre étude est très proche de celle du DSM-IV (cf. chapitre 18. « Méthodologie »). En effet, quasiment tous les critères de cette classification ont pu être appréhendés à l'aide de nos données, à l'exception de la cruauté physique envers les animaux, de la contrainte sexuelle commise avant l'âge adulte, et de l'école buissonnière avant l'âge de 13 ans. Nous avons opérationnalisé d'autres symptômes, de manière à ce que nos indicateurs correspondent à peu près à leur définition, sans qu'ils soient exactement identiques : nous avons évalué le vol commis en confrontation avec la victime à l'aide du critère suivant : menaces avec une arme, associées au vol et au cambriolage. Le fait d'arnaquer les autres a été opérationnalisé par la variable « fraude » (escroqueries). En outre, comme nous ne connaissons pas la durée des fugues, cet élément demeure imprécis dans notre définition du *trouble des conduites*. Étant donné que nous avons recueilli nos données par le biais d'un questionnaire auquel les personnes concernées devaient répondre par écrit, nous ne pouvons pas évaluer la deuxième condition du DSM-IV, déterminant la gravité de l'ensemble des symptômes mentionnés, gravité qui entraîne une altération cliniquement significative du fonctionnement social, scolaire ou professionnel. Ce dernier jugement doit être basé sur des informations indépendantes fournies par les parents, les enseignants ou le psychologue. En outre, il faut souligner que le diagnostic clinique de la gravité du trouble requiert une certaine expérience pratique. Il s'agit là de l'un des pièges auxquels est exposé l'étudiant en psychopathologie qui se trompe bien souvent en croyant savoir apprécier l'importance des symptômes. On doit également mettre en garde les profanes contre l'usage privé de tels diagnostics, usage qui constitue d'ailleurs un abus de la psychopathologie, du fait du manque

d'objectivité envers la personne qui est ainsi jugée. Nous tenons donc à avertir les lectrices et lecteurs afin qu'ils ne développent pas « le syndrome des étudiants en médecine et en psychologie », qui consiste à diagnostiquer abusivement les maladies étudiées, chez soi ou chez les autres (proches), alors que la comparaison avec des cas cliniques leur fait défaut, et que le poids du symptôme est largement surestimé.

Retenons dès lors que le *trouble des conduites* n'est pas identique aux troubles du comportement au sens large. Mis à part ce syndrome appelé *trouble des conduites*, nous trouvons dans le DSM-IV d'autres formes de troubles du comportement chez l'enfant, à savoir le *trouble oppositionnel avec provocation*, le *comportement perturbateur non spécifié*, le *déficit de l'attention* et l'*hyperactivité*. Chacun de ces diagnostics implique une forme différente de comportements déviants, dont la genèse, le pronostic, les indications de thérapie peuvent différer les uns des autres de façon considérable.

La liste suivante indique les prévalences des divers symptômes dans la population des garçons. On ne sait que peu de choses sur le syndrome du *conduct disorder* chez les jeunes filles. Le tableau 5.3 montre que tous les garçons difficiles ne présentent pas nécessairement un véritable *trouble des conduites*. En effet, la désobéissance n'est qu'un des signes qui peuvent contribuer à une perturbation au sens psychiatrique ; pris isolément, elle ne constitue pas à elle seule le trouble défini sous le paragraphe 5.2.1.

Le nombre élevé de critères pourrait amener le lecteur à penser qu'une grande partie de la population présente une combinaison de tels symptômes, ce qui n'est pas le cas en réalité. En effet, une accumulation de ces symptômes n'est pas fréquente. Ainsi, s'agissant des recrues, nous avons découvert que plus de la moitié d'entre eux ne remplit aucun des critères pour les périodes de l'enfance et de l'adolescence. Plus de 30% des recrues présentent uniquement un ou deux symptômes, ce qui n'est pas suffisant pour un diagnostic formel du syndrome mentionné. Dans notre échantillon, 14.5% des sujets remplissent les conditions d'une telle perturbation du développement, alors que 10.1% présentent les signes de sa variante grave.

Parmi les 522 jeunes hommes dont les parents sont immigrés d'une des régions en crise (Turquie, ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb), ce sont 99 recrues (19%) qui ont rempli les critères d'un *trouble des conduites* grave (10.1% de toutes les recrues). Ce résultat sera repris dans le paragraphe sur l'origine de cette perturbation. Faut-il en conclure que ces cultures sont plus permissives face à la violence, ou d'autres facteurs sont-ils responsables de ce taux élevé ? Afin d'étayer ces résultats, nous pouvons citer une étude néerlandaise (JUNGER-TAS, présentation du 27 oct. 2000), menée par la Health Authority à Rotterdam et par l'Université de Leyde, qui a aussi montré un taux élevé de délinquants juvéniles parmi les jeunes immigrés de certaines régions (Antilles, Cap-Vert, Maroc, Surinam) ainsi qu'une exposition élevée à des facteurs de risque.

Tableau 5.3 : Opérationnalisation du trouble des conduites

A. A titre comparatif : critères de la liste du DSM-IV a. ≈ Opérationnalisation du Trouble des conduites	Prévalence parmi les les recrues		
	Enfa. %	Adol. %	Total %
A.1 Brutalise, menace ou intimide souvent ...	9.7	10.4	13.6
a.1 A intimidé, menacé qqn ≥ 20x			
A.2 Commence souvent les bagarres	8.9	7.1	11.4
a.2 Violences physiques ≥ 20x			
A.3 A utilisé une arme pouvant blesser sérieusement	17.4	9.9	20.6
a.3 Violence avec arme ≥ 1x			
A.4 ... Cruauté physique envers des personnes	2.3	6.0	7.6
a.4 A blessé qqn (médecin / l'hôpital)			
A.5 ... Cruauté physique envers des animaux	–	–	–
A.6 A commis un vol en affrontant la victime ...	2.7	3.2	4.2
a.6 A menacé qqn avec une arme ≥ 1x et a volé ≥1x			
A.7 A contraint qqn à avoir des relations sexuelles	0.8	0.9	1.1
a.7 A eu des relation sexuelles avant 13 ans et (a menacé avec une arme ≥ 1x ou intimidé ≥20x)			
A.8 A délibérément mis feu avec l'intention ...	2.6	3.6	4.5
a.8 A mis feu ≥ 1x			
A.9 A délibérément détruit le bien d'autrui ...	6.1	9.4	10.7
a.9 A endommagé, détruit qqch ≥ 3x			
A.10 A déjà pénétré par effraction ...	4.3	6.8	8.0
a.10 A cambriolé ≥ 1x			
A.11 Ment souvent ... arnaque ...	0.8	1.3	1.5
a.11 A commis des fraudes ≥ 1x			
A.12 A volé des objets ... sans affronter la victime ...	3.7	6.3	7.0
a.12 A volé qqch de plus de 100.- ≥ 3x			
A.14 a fugué et passé la nuit dehors ...	2.5	4.1	5.8
a.14 A fugué			
A.13 Reste dehors tard la nuit ... avant 13 ans A.15 Fait souvent l'école buissonnière, ...avant 13 ans a.13 & a.15 Était très désobéissant déjà avant la puberté	13.0		

N=21'314

Le symptôme le plus répandu parmi les garçons est l'utilisation d'armes pouvant blesser gravement quelqu'un (20.6%), ce qui n'est guère surprenant, puisque les jeux avec des armes ne sont pas l'apanage des enfants ayant des problèmes. Cependant, c'est chez les enfants perturbés que ces jeux dangereux sont susceptibles d'être retrouvés le plus fréquemment. De plus, des accidents graves causés avec des armes à feu tombées dans les mains d'enfants sont régulièrement relatés dans la presse.

5.3 Prévalence du trouble des conduites

Le DSM-IV indique, pour les garçons de moins de 18 ans, une prévalence du *conduct disorder* se situant entre 6% et 16%, et pour les jeunes filles entre 2% et 9%. On estime qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis, 4% à 10% des enfants sont atteints d'un tel trouble (DOLAN & COID 1993, p.35ss). Selon DUMAS (1999, p.255) : « ces chiffres sont probablement trop élevés. Dans une revue de recherches épidémiologiques en provenance de divers pays, ZOCCOLILLO (1993) trouve des taux variant, pendant l'enfance, de 1,9 à 8% chez les garçons et de 0 à 1,9% chez les filles ; pendant l'adolescence, de 3,4 à 10,4% chez les garçons et de 0,8 à 7,4% chez les filles ». Nous avons basé nos calculs sur les questions concernant la délinquance et les violences perpétrées pendant l'âge scolaire. Nous nous sommes ensuite demandé comment nous pourrions distinguer la simple crise d'adolescence du syndrome plus spécifique, appelé *trouble des conduites*. En effet, il est considéré comme normal que des adolescents connaissent parfois des crises au cours desquelles ils peuvent passer à l'acte. Il ne faut pas dramatiser à l'excès cette crise d'adolescence car elle est souvent passagère.

Tableau 5.4 : Le début du syndrome du trouble des conduites

	Trouble en général	Condition légère	Condition sévère
Trouble des conduites avec début inconnu	0.11%	0.07%	0.05%
Trouble pendant l'enfance seulement	0.28%	0.14%	0.14%
Trouble pendant l'adolescence seulement	0.78%	0.33%	0.46%
Trouble pendant l'enfance et l'adolescence	13.31%	3.88%	9.43%
Total life-time risk du trouble des conduites	14.48%	4.41%	10.07%
Aucun trouble des conduites	85.35%		
Pas répondu	0.17%		

N=21'314

Les taux de prévalence que nous avons obtenus correspondent assez bien à ce qui a été relevé ailleurs. Par rapport à la répartition des symptômes à travers les âges, on s'aperçoit que la crise de l'adolescence ne semble pas survenir sous la forme d'un *conduct disorder*. Après avoir examiné un grand nombre de jeunes hommes par rapport à ce diagnostic, il semble donc que la crise de l'adolescence soit moins grave qu'un véritable *trouble des conduites*, ou alors bien différente de ce trouble sur le plan des symptômes. Par conséquent, le *trouble des conduites* grave, détecté pendant l'adolescence, n'est probablement pas une forme de crise accrue, mais bien un arrêt du développement, qui remonte à l'enfance de l'individu. D'après nos résultats, ce désordre n'apparaît que rarement lors d'une crise isolée (prévalence de l'ordre du pour mille). Il semble donc que ce genre de trouble reflète une organisation mentale assez rigide, acquise précocement au cours de la première enfance.

Le tableau 5.4 révèle également que dans deux tiers des cas, il s'agit d'une condition sévère du *trouble de conduites* selon la définition du DSM-IV. Ainsi, en vue des prochaines analyses, nous pouvons diviser les recrues perturbées en deux groupes distincts, avec, d'un côté, ceux qui présentent la condition légère ou moyenne (soit 4.4% de l'échantillon), et de l'autre, la condition sévère (10.1% de l'échantillon), qui comprend un fort taux d'individus ayant eu des problèmes d'adaptation sociale depuis leur prime enfance.

Si l'on ne prend en compte que les symptômes connus des personnes responsables de l'éducation des jeunes (parents, enseignants, autorités) pour calculer le taux de garçons qui ont eu un *trouble des conduites* « officiel », les chiffres se réduisent presque de moitié. Nous pouvons en déduire que dans de nombreux cas, ce désordre semble échapper à l'attention des adultes. Ce fait peut expliquer certaines divergences qui existent entre les différentes recherches portant sur ce sujet.

5.4 Délinquance et violence parmi les garçons suisses

5.4.1 Délinquance juvénile générale

Pour tester la pertinence du concept que nous avons choisi, nous allons à présent examiner les diverses formes de délinquance commises par les recrues, en fonction de la présence ou de l'absence d'un *conduct disorder*.

En ce qui concerne la grande majorité des recrues, les chiffres recueillis dans le tableau 5.5 vont dans le même sens que les résultats obtenus par JUNGER-TAS, TERLOUW & KLEIN (1994) portant sur différents pays. Les résultats de cette étude pour la Suisse ont été établis par KILLIAS, VILLETAS et RABASA (1994).

L'échantillon de KILLIAS, VILLETAS et RABASA est composé d'individus des deux sexes, ce qui peut avoir comme conséquence une diminution des chiffres par rapport aux nôtres. Or, seul le vandalisme est plus fréquent dans cette enquête que chez les recrues.

Si on compare les différents délits commis par des garçons présentant un *trouble des conduites*, on constate que c'est le vandalisme qui est le plus répandu, mises à part les violations des règles de la circulation routière. Chez les enfants étant incapables de jouer et de se réjouir, le fait de détruire objets et jouets a par ailleurs été identifié comme étant un symptôme avant-coureur d'un trouble du comportement au sens large. Plus spécifiquement, ce signe a été soupçonné d'être un *marqueur* pour la délinquance future (par exemple WINNICOTT 1971). Les différences entre les garçons perturbés et les autres sont importantes, même si on considère que seule la moitié des conduites a été utilisée comme critères pour poser le diagnostic, et que cette relation peut donc être considérée comme tautologique.

Quant aux recoupements entre les divers types de délinquance pendant la jeunesse, les interactions ressemblent fortement à celles que l'on peut trouver à l'âge adulte (cf. chapitre 10. « Résumé de la délinquance générale », tableaux 10.10 et 10.11). La délinquance routière est encore plus fréquente chez les adolescents que chez les adultes. Naturellement, excepté les délits commis en voiture, les effets de cette délinquance sur des tiers sont pour la plupart moins graves. Par rapport aux adultes, la corrélation entre la délinquance routière et la consommation de drogues interdites est encore un peu plus élevée avec un ϕ de 0.21. Ce résultat semble très plausible, étant donné que les deux formes de délinquance bénéficient d'une tolérance élevée dans la population, et qu'elles font toutes deux, pour ainsi dire, partie du répertoire des épreuves de courage auxquelles se livrent les adolescents.

Tableau 5.5 : La délinquance des garçons ayant un trouble des conduites sévère

Commis au moins une fois pendant l'enfance ou l'adolescence	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168	Toutes les recrues N=21'314	Étude de KILLIAS et al. 1994 N=970
	% des colonnes	%	%	%
Délit dans la circulation routière	85.51	57.63	60.43	55.5
Consommation de cannabis	80.20	40.24	44.27	–
Consommation de drogues synthétiques	37.23	7.03	10.07	–
Consommation de drogues hallucinogènes	40.49	7.74	11.04	–
Consommation de drogues dures	25.12	2.89	5.12	–
Toute consommation de drogues illégales et délit dans la circulation routière	94.83	68.47	71.12	–
Voler pour plus de 100.- (+)	67.47	12.00	17.59	–
Fraude de plus de 100.- (+)	26.75	5.59	7.72	–
Vandalisme pour plus de 100.- (+)	84.72	30.30	35.77	46.5
Cambriolage (+)	43.66	3.98	7.97	3.7
Déclencher un incendie (+)	22.79	2.48	4.52	1.9
Vente de drogues douces	51.54	11.37	15.42	5.4
Vente de drogues dures	11.74	0.61	1.73	0.5
Infraction quelconque sans consommation des drogues illégales et sans délinquance routière (+)	94.45	42.07	47.34	–

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(+) : critère entrant dans la définition de ce syndrome

Les données du tableau 5.5 confirment l'hypothèse que nous avons avancée dans le paragraphe portant sur le début de ce désordre, selon laquelle certains délinquants juvéniles et jeunes consommateurs de stupéfiants ne présentent pas le syndrome d'un *trouble des conduites*. Les problèmes de ces garçons sont de nature différente ; ils peuvent par exemple être liés à une psychose latente, ou à une autre maladie mentale masquée par des comportements déviants, à un déracinement culturel, ou au fait qu'ils ont des difficultés à trouver leur autonomie à l'adolescence, ou encore à cause d'une relation symbiotique malsaine avec un des parents. Le concept de *conduct disorder* est donc très intéressant et très utile au niveau clinique, mais il ne peut pas tout expliquer.

5.4.2 La violence juvénile

Les conduites violentes ont été évaluées à l'aide d'une petite échelle comportant deux niveaux. Sur le premier niveau, on trouve les altercations fréquentes ou les altercations si graves qu'elles ont entraîné des blessures chez la victime, et sur le deuxième niveau, la combinaison de ces deux éléments.

Tableau 5.6 : Violence des garçons présentant un trouble des conduites grave

Commis au moins une fois pendant l'enfance ou l'adolescence Note : les deux critères entrent dans la définition du syndrome	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168	Toutes les recrues N=21'314
	% des colonnes	%	%
0. Pas de violences fréquentes ou sérieuses	21.90	88.00	81.34
1. A commis des violences fréquentes ou a blessé quelqu'un	51.82	8.73	13.07
2. A commis des violences fréquentes et a blessé quelqu'un	25.82	0.13	2.72
x. Pas répondu	0.47	3.14	2.87
Total	100.00	100.00	100.00
N=21'314	sig: p<0.00		

Un quart des garçons présentant le syndrome d'un *trouble des conduites* n'a pas déclaré de violence, la moitié a recouru à la violence du niveau 1, et le dernier quart semble avoir souvent été violent en commettant des actes qui ont eu des conséquences médicales pour les victimes. Bien entendu, quasiment tous les garçons qui ont souvent agressé autrui avec des conséquences de ce type appartiennent également au groupe de ceux qui présentent un *trouble des conduites* puisqu'ils remplissent ainsi déjà deux des critères de ce trouble.

La comparaison entre les recrues et les non-recrues sur le plan de la violence juvénile montre des différences importantes et significatives ($p < 0.001$). Les non-recrues qui ont répondu au sondage complémentaire ont, en général, été les moins agressives pendant l'école primaire, sur le plan verbal, comme sur le plan physique (cf. questionnaires en annexe). Notamment, le taux des garçons qui ont souvent été impliqués dans des altercations violentes se réduit considérablement pour ce groupe ; leur fréquence correspond à la moitié, ou même moins, de celle des garçons violents parmi les recrues. D'ailleurs, le pourcentage de non-recrues n'ayant pas répondu à ces questions est plus grand que celui des recrues, ce qui souligne la fiabilité relativement grande de sondages parmi les recrues par rapport aux sondages par correspondance.

5.5 Trouble des conduites et autres symptômes

Nous avons vu que l'enfant atteint d'un *conduct disorder* grave est certainement difficile à élever et également pénible à vivre pour ses camarades, mais comme nous le verrons dans le tableau 5.7, il en souffre également lui-même.

Tableau 5.7 : Autres symptômes névrotiques infantiles des garçons troubles

	Enfance (école primaire)		Adolescence (école secondaire)	
	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168
Plusieurs symptômes possibles				
	% des colonnes	%	%	%
Bégaiement	6.48 ns	5.45	3.08***	1.85
Problème de concentration, nervosité	31.13***	17.82	30.75***	14.12
Enurésie (mouiller le lit)	11.60***	7.80	1.72***	0.85
Tics nerveux	11.79***	7.92	12.02***	7.04
Dyslexie	24.84***	20.88	15.33***	11.29
Angoisse, stress	10.67***	7.01	13.84***	7.80
Obésité	6.52 **	4.86	4.85 *	3.66
Etre trop grand par rapport aux autres	4.19 **	2.95	4.15***	2.57
Etre trop petit par rapport aux autres	7.74***	5.56	6.94***	4.72
Déprime	7.83***	3.58	20.55***	10.83
Se faire soi-même du mal, s'infliger soi-même des blessures	3.54***	0.66	11.84***	1.99
Fugues (+)	9.79***	1.69	19.06***	2.38
Avoir des pensées de suicide	8.57***	3.28	31.45***	12.51
Tenter de se suicider	2.28***	0.28	8.43***	0.97
Maladies graves fréquentes	2.66***	1.04	2.42***	0.64
Autres symptômes	5.82***	3.18	9.37***	4.42

N=21'314, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, -=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

(+) : critère entrant dans la définition du trouble des conduites

Les garçons ayant des conduites très particulières semblent également souffrir plus souvent que les autres de symptômes névrotiques. Le fait que les patients présentent les caractéristiques typiques du *trouble des conduites* et souffrent d'une multitude d'autres symptômes est peut-être banal pour les cliniciens. Par conséquent, il est permis de poser plusieurs diagnostics au niveau du DSM-IV sur les différents axes, et également plusieurs troubles sur un même axe.

À titre d'illustration, voici le commentaire d'une recrue qui nous a fait part de l'importance des moqueries dont il a été l'objet durant son enfance, dans ses relations avec ses pairs. Nous ne savons pas s'il se défend encore aujourd'hui de la même manière ...

« Autrefois j'étais souvent battu par les autres élèves car j'étais obèse, jusqu'à ce que je me dise :
 "à partir de maintenant, je vais me défendre !"
 Depuis ce moment j'ai été respecté, parce que je tapais sur la gueule de tous ceux qui riaient de moi ou qui voulaient me frapper. »

(Commentaire No 148, traduit de l'allemand)

Quant aux accidents fréquents, si 10% des garçons sans *conduct disorder* ont eu plus de cinq accidents au cours de leur jeunesse, 27% des garçons gravement troublés se sont trouvés dans ce cas. De même, parmi les garçons qui ont eu beaucoup d'accidents (c'est-à-dire 20 ou plus), nous trouvons 44% de sujets qui ont également présenté un *trouble des conduites* grave. ROBINS (1966, p.93), dans son ouvrage pionnier, a été la première à relever la corrélation existant entre délinquance, symptômes psychologiques, maladies physiques chroniques, et accidents.

Ayant constaté que bien souvent le *trouble des conduites* n'était pas connu des adultes, nous devons essayer d'identifier les caractéristiques associées à ce trouble chez les garçons pour que les psychologues d'enfants ou les pédopsychiatres puissent les dépister à temps. Il est avéré que l'auto-agressivité manifestée par des tentatives de suicide et des symptômes d'automutilation (par exemple des coupures sur les bras), la déprime et les accidents très fréquents sont nettement sur-représentés chez les garçons présentant ce trouble. Concernant les symptômes sans composants autodestructeurs, on peut observer que les garçons troublés en souffrent souvent un peu plus (quelques pour-cent pour bégaiement, tics, dyslexie, énurésie, angoisses, le fait d'être trop grand, trop petit ou obèse). Le tableau 5.8 présente les combinaisons des différents symptômes apparaissant chez l'enfant et chez l'adolescent atteint de cette perturbation.

Tableau 5.8 : Symptômes névrotiques d'autodestruction qui sont souvent accompagnés d'un trouble des conduites

<i>Symptômes sur toute l'enfance et l'adolescence :</i>	<i>Nombre de recrues atteintes (%)</i>	<i>Dont souffrent aussi d'un trouble de conduites grave</i>
<i>Se faire soi-même du mal, s'infliger soi-même des blessures</i>	N= 719 (3.37%)	39.50%
<i>Tenter de se suicider</i>	N= 421 (1.98%)	47.74%
<i>Accidents très fréquents (>20x)</i>	N= 244 (1.14%)	44.26%
<i>Tout passage à l'acte autodestructeur</i>	N=1'168 (5.48%)	39.13%
<i>Pas répondu</i>	N= 196 (0.92%)	9.18%

N=21'314

sig: $p < 0.001$

Les symptômes d'autodestruction cités ont été mis en relief dans le tableau 5.8. À part leur corrélation avec la délinquance juvénile, ils se rencontrent également chez l'enfant abusé (cf. MORROW 1991, CHANDY, BLUM & RESNICK 1996).

Les garçons présentant un *trouble des conduites* souffrent deux fois plus souvent que les autres de déprime, de difficultés de concentration ou de nervosité. S'agissant de maladies graves, fréquentes et de pensées suicidaires, là encore, c'est un peu plus du double des garçons perturbés qui sont concernés par ces problèmes, par rapport au reste des sujets (soit 23.6% des garçons troublés qui ont eu fréquemment des maladies graves et 29.9% des pensées suicidaires). Notons que les symptômes dont les fréquences sont les plus élevées dans notre échantillon, à savoir les accidents multiples, blessures auto-infligées, les comportements suicidaires et les fugues, constituent tous des passages à l'acte marqués d'une auto-agressivité considérable. Nous les avons donc regroupés spécialement sous le titre de « *passages à l'acte autodestructeurs pendant l'enfance et l'adolescence* » (à l'exception des fugues que nous ne voulions pas prendre en considération deux fois). Pour le diagnostic des désordres de l'adulte, les définitions exigent parfois la présence d'antécédents durant l'enfance. Nous allons donc considérer comme antécédents la présence d'au moins trois indicateurs de symptômes du *trouble des conduites* ou des passages à l'acte autodestructeurs. Seuls 12% des garçons sans aucun symptôme d'auto-agressivité et seuls 10% des garçons avec moins de trois accidents ont rempli les conditions nécessaires au diagnostic du *trouble des conduites* sévère. En revanche, on trouve parmi les fugeurs (N=1'236 ou 5.8% des recrues) un taux élevé de garçons ayant souffert de ce trouble (43.4%). Cela n'est pas étonnant étant donné que la présence de ce symptôme fait partie de la définition de ce trouble (DSM-IV). Il y a donc là une interaction. Cependant, la moitié des fugeurs ne présentait pas ce désordre. En effet, il arrive également qu'une fugue ne soit pas un symptôme en soi mais une réaction causée par des abus ou par un climat familial difficile.

5.5.1 Ensemble des perturbations importantes du jeune âge

Nous avons décidé d'élargir la gamme des perturbations de l'enfant plutôt que de la restreindre au seul *trouble des conduites*. Les psychologues et psychiatres de l'enfant ont l'habitude d'être sollicités de temps à autre « *pour examiner un enfant, qui généralement ne demande rien, priés de faire disparaître une conduite jugée non conforme par la famille, l'école, les voisins ou l'assistante sociale, sur des critères souvent externes et adaptatifs* » (MARCELLI 1999, p.56). En revanche, l'appel de l'enfant, qui, pour exprimer sa souffrance dramatique, s'est peut-être manifesté à travers des symptômes autodestructeurs avant de passer à des actes délinquants, n'est souvent pas entendu. Par conséquent, nous avons voulu aussi inclure quelques symptômes indiquant une souffrance non négligeable de l'enfant concerné, qui passe peut-être inaperçue puisqu'elle ne « dérange » pas (encore) autrui. Selon nos résultats, les accidents très fréquents, les blessures auto-infligées et les comportements suicidaires, mériteraient d'avantage d'attention de la part des professionnels et des parents. Il est également frappant de constater que ces phénomènes, bien qu'ils soient fréquents, ne sont pas discutés dans la presse, et qu'en dehors du domaine de la psychiatrie et de la psychologie, de nombreuses personnes n'en ont jamais entendu parler. Les différentes écoles de la psychothérapie, tout d'abord la psychanalyse, et plus récemment la psychologie cognitive se sont intéressées au symptôme du passage à l'acte (en anglais *acting-out*) (TARDIF in MILLAUD 1998 p.32) : « *Il s'agit de l'émergence de l'acting out impulsif en quelque sorte d'un mode habituel de réaction pour résoudre des problèmes associés à une période de développement où la pensée ne s'est pas substituée à l'activité motrice* (FOEHRENBACH 1991 ; LIMENTANI 1966) ». On suppose que cette manière de (ré)agir, constitue une forme de communication archaïque, qui devient nécessaire quand les patients (adultes ou enfants) ne sont pas, ou plus, capables de symboliser leurs expériences, ni d'exprimer l'impact émotionnel des traumatismes qu'ils ont vécus. Au lieu de se souvenir des événements traumatiques et de les formuler, que ce soit verbalement ou par un dessin ou dans un journal intime, les patients

répètent ces mêmes actes, en traitant autrui et en se traitant eux-mêmes avec la même agressivité et le même mépris auxquels ils ont dû être confrontés dans le passé. Plus précisément : « *Ce genre d'acting out, affirme DE M'UZAN (1968), ne se réfère pas à un souvenir, il représente plutôt la trace mnésique d'une action qui se répète dans la situation actuelle à la faveur d'un élément déclencheur qui survient dans le champ perceptuel* » (TARDIF in : MILLAUD, 1998 p.32). Dans le cadre de la psychothérapie des criminels endurcis, l'auteure a pu maintes fois observer que l'atrocité des crimes commis est souvent comparable à la gravité des sévices subis pendant l'enfance.

Enfin, en considérant tous les garçons qui ont signalé trois symptômes ou plus tirés de l'ensemble des symptômes d'auto-destructivité et du *trouble des conduites*, on obtient 15.3% (N=3'263) de recrues qui ont présenté une telle accumulation de symptômes infantiles. Nous allons donc utiliser cette combinaison comme critère pour déterminer s'il existe des antécédents à la perturbation présentée par le sujet à l'âge adulte. Dans ce taux, environ deux tiers des individus ont eu un *trouble des conduites* grave, tandis que le dernier tiers a eu un *trouble des conduites* moins grave. Dans ce groupe perturbé, seuls 5.4% des sujets (N=177) ont présenté les trois symptômes d'un comportement impulsif autodestructeur sans souffrir en même temps d'un *conduct disorder*.

5.6 L'éducation des garçons difficiles dans la famille

La pédagogie des deux cents dernières années a soupçonné l'éducation et la relation parents-enfant comme étant à l'origine d'un comportement troublé. Dans la vie quotidienne, il est bien difficile de s'affranchir du préjugé selon lequel le comportement des enfants perturbés serait le fruit d'une mauvaise éducation. Là aussi, nous devons considérer l'ensemble des garçons, et non pas quelques cas graves, de façon isolée. Les garçons qui n'ont pas bénéficié d'une éducation adéquate ne développent probablement pas tous une conduite qui transgresse les droits fondamentaux d'autrui, les normes et règles sociales. Peut-être développent-ils d'autres particularités, ou bien aucune. D'un autre côté, on aimerait savoir combien d'enfants ayant reçu une « bonne éducation » deviennent néanmoins délinquants. Pour tenter d'élucider ces questions, nous avons combiné les dimensions des GLUECK avec le *trouble des conduites* dans sa forme sévère.

Étant donné que 36% des garçons ayant atteint le maximum de points (=300 points) sur l'échelle des risques des GLUECK ont développé un *trouble des conduites*, on peut estimer que l'éducation joue effectivement un rôle majeur, mais qu'elle ne détermine pas tout. Plus particulièrement, il n'est pas évident d'évaluer de façon rétrospective l'interaction parents-enfant, dans la mesure où il s'agit d'une relation réciproque : l'enfant, par son attitude, influence lui aussi ses parents et cela dès la naissance. Quant au nombre de garçons souffrant d'un *trouble des conduites* seuls 7.8% ont eu une mauvaise éducation, une situation de négligence ou d'abandon dans leur foyer dans le sens des dimensions ci-dessus (avec une valeur de 300 points et plus). Ces dimensions ne prenant en compte que l'élément psychologique des relations familiales et de l'éducation, et non pas une victimisation éventuelle, on ne peut pas exclure que ces facteurs (GLUECK) aient été eux-mêmes influencés par d'autres variables, tels que l'abus violent ou sexuel, ou des difficultés insurmontables dans la vie des parents.

Tableau 5.9 : Dimensions selon GLUECK et GLUECK chez les garçons avec et sans un trouble des conduites grave

Dimensions des GLUECK	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168
	% des colonnes	%
<i>1. L'éducation du garçon par le père :</i>		
a. Stricte mais affectueuse	54.5 ***	70.2
b. Laxiste	37.3	26.3
c. Trop stricte ou incohérente	5.4	1.7
x. Pas répondu	2.8	1.8
<i>2. La surveillance du garçon par la mère :</i>		
a. Bonne	60.6 ***	76.7
b. Plus ou moins suffisante	29.5	18.4
c. Insuffisante (laxiste)	7.1	3.0
x. Pas répondu	2.8	1.8
<i>3. L'affection du père pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	74.3 ***	89.8
b. Indifférente ou inamicale	21.7	7.4
x. Pas répondu	4.1	2.8
<i>4. L'affection de la mère pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	82.8 ***	94.2
b. Indifférente ou inamicale	16.4	5.3
x. Pas répondu	0.8	0.5
<i>5. La cohésion de la famille :</i>		
a. Une bonne cohésion	48.0 ***	62.2
b. Un peu de cohésion	45.8	34.8
c. Désorganisée à l'intérieur	3.5	1.2
x. Pas répondu	2.5	1.8

N=21'314, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, ¬=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

5.7 Importance des facteurs de risque liés à la famille

Conformément au modèle de LÖSEL et BENDER modifié pour les besoins de cette enquête, le tableau 5.10 indique la fréquence des différents risques observés chez les recrues qui ont présenté un *trouble des conduites grave* par rapport au reste de l'échantillon.

Tableau 5.10 : Risques de la première enfance pour les garçons avec un trouble des conduites grave

Plusieurs risques possibles	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168
% des colonnes	%	%
Les parents n'ont aucune formation professionnelle	4.94 ns	5.02
Les parents ont touché l'assistance sociale pendant plus d'une année	10.34 ***	5.79
Un des parents (ou les deux) est immigré d'une région en crise (Turquie, l'ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb)	4.61 ***	2.21
Déménagements très fréquents ($\geq 10x$) au cours de la vie (+)	2.33 ***	0.51
A été séparé de sa mère ou des deux parents	6.06 ***	2.24
A vécu avec une belle-mère ou sa parenté	6.99 ***	4.17
A vécu avec le nouveau partenaire de la mère (beau-père)	3.91 ns	2.26
A vécu dans une famille adoptive ou nourricière	1.58 ***	0.57
A vécu dans une institution	2.75 ***	0.58
La mère est décédée	1.12 ***	0.47
Le père est décédé	2.33 ***	1.45
Le frère / la sœur est décédé(e)	2.19 ***	1.54
La mère a souffert d'une maladie mentale	1.72 ***	0.58
Le père a souffert d'une maladie mentale	1.21 ***	0.45
Le frère / la sœur a souffert d'une maladie mentale	1.82 ***	1.05
La mère a manifesté un déficit du <i>surmoi</i>	1.91 ***	0.22
Le père a manifesté un déficit du <i>surmoi</i>	3.54 ***	0.51
La mère a eu un problème d'alcool ou de drogue ($\geq 20x$)	3.45 ***	0.63
Le père a eu un problème d'alcool ou de drogue ($\geq 20x$)	8.95 ***	2.61
La mère était très violente (a battu le père $\geq 20x$)	1.26 ***	0.12
Le père était très violent (a battu la mère $\geq 20x$)	2.80 ***	0.53
Problèmes majeurs dans la relation parents-enfant et dans l'éducation (somme des facteurs Glueck ≥ 300 points) (+)	7.78 ***	1.57
Risque quelconque lié à la première enfance	42.82 ***	24.73

N=21'314, Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, \neg =test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

(+) Les facteurs GLUECK ont été calculés sur toute l'enfance et l'adolescence, et les déménagements sur toute la vie.

Nous observons que 43% des garçons troublés ont été exposés à un facteur de risque durant leur vie et 20% à plusieurs (contre 25% et 7% pour les autres). On remarque en général que l'enfant a une bonne capacité de résilience si les risques ne sont pas trop nombreux. En

revanche, si l'on prend en considération toutes les recrues qui ont souffert d'une accumulation de risques, on constate que le nombre de garçons perturbés est plus important dans ce sous-groupe. Parmi les garçons qui ont été exposés à deux facteurs à la fois, 18% ont développé un *trouble des conduites* grave. Parmi ceux qui ont cumulé trois risques, le taux s'élève à 30%. Enfin, parmi ceux qui ont souffert de quatre risques ou plus, ce sont 43% qui ont développé ce même trouble. Il faut souligner qu'une telle perturbation peut avoir plusieurs significations. L'accumulation de risques, considérée comme une perturbation individuelle par la majorité des gens extérieurs à l'environnement familial, peut, dans certains cas, représenter une adaptation nécessaire à la survie physique et psychique de l'individu. Dans le cas particulier du *trouble des conduites*, on pourrait penser que ces comportements sont de nature défensive, en réaction à la maltraitance ou aux abus, et donc qu'ils jouent un rôle adaptatif et fonctionnel pour l'enfant. Ce « trouble » pourrait constituer en fait une forme de préservation, une tentative de survie, et serait donc basé sur une ressource plutôt que sur une défaillance de la personne. Plus tard, ou en dehors du cercle concerné, il arrive malheureusement que cette stratégie défensive soit devenue rigide et calcifiée ; elle peut alors constituer une très mauvaise adaptation à la société. Par contre, si le patient concerné a toujours vécu dans des circonstances normales, comparables à celle de la majorité des autres personnes, sa perturbation prend naturellement une tout autre signification, pouvant alors être causée par des dysfonctionnements d'ordre neuro-psychologique ou d'origine endogène (c'est-à-dire inconnue).

5.8 Victimisation et trouble des conduites

Enfin, quel est le rôle dans le développement de l'enfant, de la maltraitance par les parents, de la victimisation par d'autres adultes, ou encore de l'abus sexuel ? En d'autres termes, quelle est la proportion d'enfants abusés qui va présenter un *trouble des conduites* ?

Tableau 5.11 : Risque des garçons gravement abusés et maltraités de développer un trouble des conduites

	A développé un trouble sévère	Pas de condition sévère	Total
% des lignes	%	%	%
N'a subi aucun abus	7.88	92.12	100.0
A subi des formes de maltraitements physique graves	36.74	63.26	100.0
A subi des abus sexuels graves ou une forme d'exploitation	26.82	73.18	100.0
A subi l'un ou l'autre	30.77	69.23	100.0
A subi en même temps des abus sexuels et des formes de maltraitements physiques graves	56.18	43.82	100.0
Pas répondu aux questions sur les abus et maltraitements	6.90	93.10	100.0

N=21'314

sig. $p < 0.001$

Même si la combinaison des deux abus aboutit dans plus de la moitié des cas à un *trouble des conduites*, on ne peut pas attribuer aux seuls abus sexuels graves et à la maltraitance un rôle causal dans le développement d'un comportement troublé et délinquant. Il se peut en effet que

les différents types d'abus ne surviennent que dans le cadre de diverses autres situations nuisibles qui contribuent elles aussi à ce désordre. Il est aussi intéressant de constater que la moitié des enfants abusés le plus sévèrement ne deviennent pas nécessairement eux-mêmes des agresseurs.

L'autre question que nous pouvons nous poser est celle de la proportion d'enfants perturbés qui vont être victimes d'abus ou de maltraitance. Il ne s'agit pas là du même problème, étant donné que ces enfants peuvent représenter des cibles plus vulnérables. D'une part les parents peuvent perdre patience avec un garçon difficile, et ainsi transgresser les limites éducatives en le punissant durement pour son comportement. D'autre part les agresseurs d'enfants sentent instinctivement que les enfants perturbés sont plus faciles à exploiter. En effet, ceux-ci ont déjà beaucoup de problèmes, et certains d'entre eux, négligés, (par exemple les fugueurs) recherchent le contact avec des adultes inconnus (cf. PIERCE 1984). Ils se mettent ainsi plus facilement en danger que des enfants bien protégés.

Tableau 5.12 : Atteintes commises sur les garçons présentant un trouble des conduites grave par rapport aux autres garçons

	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168
% des colonnes	%	%
Aucune des atteintes suivantes	69.94	91.49
Maltraitance physique grave	22.97	4.43
Abus sexuels graves	11.00	3.36
Maltraitance physique grave ou abus sexuel grave	29.31	7.38
Abus sexuel grave et maltraitance physique grave	4.66	0.41
Pas répondu aux questions portant sur les victimisations	0.75	1.13

N=21'314

sig. $p < 0.001$

Les abus corporels (abus violents non sexuels) apparaissent comme le facteur principal jouant un rôle par rapport au *trouble des conduites*. S'agissant de la causalité des sévices physiques dans l'ontogenèse de la délinquance juvénile, on ne sait pas si les garçons battus développent des perturbations, ou si les garçons qui sont difficiles dès la naissance – par exemple en raison de leur hyperactivité ou parce qu'ils pleurent excessivement – subissent plus de punitions corporelles lourdes de la part de leurs proches surmenés. D'après ce que nous savons, il s'agit là d'un cercle vicieux constitué par le renforcement réciproque de plusieurs risques.

5.9 Protection contre le trouble des conduites

Nous avons voulu vérifier s'il existait des facteurs protecteurs pour des enfants connaissant des difficultés à la maison. Dans la discussion actuelle en matière de prévention, on a commencé par ne plus focaliser l'attention uniquement sur les facteurs de risque, mais à prendre également en compte les facteurs protecteurs ou facteurs dits de résilience contre un développement délinquant (*resiliency factors, crime desistors*). Il s'agit d'un nouveau concept, développé à la suite de la découverte que tous ceux qui ont été exposés à des risques ne deviennent pas nécessairement délinquants, ni d'ailleurs perturbés (cf. CHANDY, BLUM & RESNICK 1996). Ce phénomène n'a pas encore été complètement clarifié, mais il est d'une

importance cruciale. On estime que chez certains individus privilégiés, ces facteurs faciliteraient la création d'une sorte *d'écran de protection* contre les dommages survenus après une expérience traumatisante. Les résultats obtenus jusqu'à aujourd'hui permettent d'émettre l'hypothèse que les facteurs protecteurs proviennent avant tout des bonnes relations hors de la famille (s'il s'agit d'une famille avec des problèmes multiples), et à l'intérieur de celle-ci, s'il s'agit de problèmes d'ordre neurologique. En d'autres termes, la *résilience* pourrait être générée par la capacité de la victime à créer un lien de confiance avec une autre personne, ou à profiter d'un lien de confiance existant, ce qui lui permettrait d'évacuer une partie du traumatisme et de se sentir soutenue. Hormis les bonnes relations, on a également constaté qu'une qualité d'intelligence semble protéger d'une carrière délinquante les victimes de traumatismes (LÖSEL & BENDER in : FARRINGTON & COID 2000).

Or l'identification de ces facteurs se révèle très difficile et nécessite des moyens extraordinaires. Pour des raisons de financement, la majorité des études n'y parvient pas. Seuls des échantillons suffisamment importants et représentatifs, englobant à la fois les différentes formes de délinquance et les nombreuses influences possibles (comme c'est le cas dans notre étude), sont en mesure de permettre ces analyses. Si l'on ne considérait par exemple que les questions relevant de l'abus sexuel et de la délinquance sexuelle, on ne saurait jamais si les garçons abusés qui ne sont pas devenus délinquants sexuels malgré l'exposition à des risques, ne développeraient pas plus tard d'autres symptômes non souhaitables, en devenant toxicomanes ou cambrioleurs par exemple.

Les facteurs de résilience pourraient donc trouver leur origine dans la bonne relation avec un enseignant ou avec les camarades de classe ; relation que nous avons évaluée. Malheureusement, nous n'avons pas pu mesurer l'intelligence en tant que telle, car la seule variable ayant un lien avec l'intelligence dont nous disposons est celle du parcours scolaire à l'âge adulte. Or, la valeur de celui-ci en tant que mesure de l'intelligence peut être fortement limitée. En effet, un adolescent très impliqué dans la délinquance va forcément interrompre son parcours scolaire à cause de son comportement.

Tableau 5.13 : Relation avec l'enseignant et avec les camarades de classe pendant l'école primaire

Période concernée : uniquement l'école primaire	Trouble sévère N=2'146	Autres recrues N=19'168
% des colonnes	%	%
Relation très bonne ou assez bonne avec l'enseignant	61.28	82.28
Relation très bonne ou assez bonne avec les camarades	83.41	90.97
N=21'314		sig : p<0.001

C'est une agréable surprise de constater que, malgré la différence avec les autres recrues, une majorité de garçons perturbés a quand même pu bénéficier d'une bonne relation avec l'enseignant(e) et les camarades de classe pendant sa scolarité.

Les difficultés scolaires ont été mesurées par le biais des questions portant sur le suivi éventuel d'une classe spéciale et le redoublement d'une classe à l'âge de l'école primaire. Ainsi, 4.7% des garçons présentant un *conduct disorder* ont connu des difficultés considérables (ont redoublé deux fois, ou ont suivi une classe spéciale tout au long de leur scolarité) contre 2.1% des autres recrues.

5.10 Etiologie du trouble des conduites

Le trouble des conduites a été identifié par ROBINS (1966), dans son étude longitudinale, comme étant un des signes avant-coureurs les plus importants pour une carrière délinquante. La prévention contre un tel développement inadapté chez le garçon représente donc un objectif fondamental, aussi bien pour la sécurité que pour la santé publique. Nous avons ainsi soumis les données à une analyse logistique pour évaluer quels facteurs principaux influencent le plus le destin des garçons, en tenant simultanément compte d'une multitude d'autres facteurs potentiels.

La validité des facteurs indépendants à introduire dans les calculs a été testée avec une analyse logistique univariée (cf. chapitre 18. «Méthodologie»). Pour des raisons d'économie et aussi d'élégance du modèle, il a fallu réduire au minimum le nombre de variables explicatives. Nous avons donc considéré les facteurs suivants :

Facteurs sociodémographiques concernant les parents :

1. Immigration des parents
2. Nombre de déménagements au cours de la vie
3. Manque de formation des parents
4. Dépendance de l'aide sociale des parents pendant plus d'une année

Facteurs concernant la famille :

5. Avoir été séparé de la mère ou des deux parents avant la puberté
- 6-10. Les 5 dimensions des GLUECK de la relation parents-enfant
11. Fréquence de violence conjugale par le père vis-à-vis de la mère
12. Fréquence de violence conjugale par la mère vis-à-vis du père
13. Fréquence d'abus de substances (alcool) par le père
14. Fréquence d'abus de substances (alcool) par la mère
15. Manque de *surmoi* du père (attitude contraire aux règles)
16. Manque de *surmoi* de la mère
17. Problèmes graves ou décès d'un frère ou d'une sœur

Facteurs concernant la victimisation :

18. Maltraitance physique par les parents pendant l'école primaire
19. Maltraitance physique par d'autres adultes pendant l'école primaire
20. Abus sexuel et exploitation sexuelle

Facteurs liés à une prédisposition de l'enfant ou à un trouble éventuel d'ordre neuro-psychologique :

21. Trouble de la concentration et de nervosité pendant l'école primaire
22. Nombre d'accidents subis pendant toute la vie

Facteurs protecteurs (relations extrafamiliales) :

23. Relations avec les enseignants pendant l'école primaire
24. Relations avec les camarades de classe pendant l'école primaire

Mesures appliquées auprès d'enfants ayant des problèmes :

25. Placement de longue durée dans une institution dès avant l'école primaire
26. Avoir répété une classe (ou plusieurs) au niveau de l'école primaire
27. Avoir été placé dans une classe spéciale au niveau de l'école primaire

Étant donné que beaucoup de variables sont corrélées les unes aux autres, on a effectué quelques analyses préliminaires axées sur chaque domaine indépendamment des autres (comportements parentaux, facteurs liés à l'immigration, couche sociale, déménagements, et facteurs ayant une relation potentielle avec les troubles d'ordre neuro-psychologique), dans le but de sélectionner les variables les plus pertinentes.

Les lecteurs intéressés par la méthode de l'imputation, peuvent consulter le chapitre 18. « Méthodologie ».

Tableau 5.14 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs sur le développement d'un trouble des conduites chez le garçon

Avec imputing N=21'278	
Facteurs de risque et facteurs protecteurs	Odds ratio
Parents ont touché l'assistance sociale pendant plus d'une année (0=non, 1=oui)	1.232 *
Immigration d'un des parents (0=non, 1=oui, 2 =oui d'une région en crise)	1.258 ***
Nombre de déménagements au cours de la vie (0 à 10 et plus)	1.104 ***
Le père a manifesté un déficit du surmoi (0-3)	1.670 ***
Fréquence d'abus de substances par la mère (de 0 à 40x)	1.028 ***
Fréquence d'abus de substances par le père (de 0 à 40x)	1.020 ***
Fréquence de violences conjugales par la mère envers le père (0 à 20x)	1.063 ***
Glueck 2 Surveillance du garçon par la mère (0=bonne, 1=médiocre, 2=mauvaise)	1.307 ***
Glueck 3 Affection du père pour le garçon (0=chaleureuse, 1=plutôt froide)	1.424 ***
Glueck 4 Affection de la mère pour le garçon (0=chaleureuse, 1=plutôt froide)	1.409 ***
Glueck 5 Cohésion de la famille (0=bonne, 1=médiocre, 2=mauvaise)	1.126 ***
Maltraitance par les parents pendant l'âge de l'école primaire (0=aucune, 1=moins grave, 2=grave)	1.538 ***
Maltraitance par d'autres adultes avant 12 ans (0=non, 1=oui)	5.553 ***
Abus sexuel ou exploitation sexuelle (0=aucun, 1=moins grave, 2=grave)	1.679 ***
Nombre d'accidents subis sur toute la vie (de 0 à 40)	1.104 ***
Problèmes de concentration et de nervosité pendant l'école primaire (0=non, 1=oui)	1.290 ***
(Bonnes) relations avec les camarades de classe (0-3)	1.083 *
(Bonnes) relations avec les enseignants (0-3)	0.599 ***

N=21'278, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, -=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif (garçons avec un trouble des conduites grave N=2'146 , garçons sans condition grave N=19'132)

Le odds ratio ou $\text{Exp}(B)$ indique la quotité de l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique. Pour les événements arrivés n fois, l'odds ratio doit être élevé à la n ème puissance.

Tableau évaluation de la valeur prédictive du modèle

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.100	0.500	331	18923	209	1815	90.6	15.4	98.9	38.9	8.7

Pour l'interprétation des résultats de la régression logistique, il convient de discuter des variables exclues, en plus de celles qui ont été retenues comme importantes. L'algorithme a retenu 18 variables sur 27 pour constituer le modèle et en a exclu 9. Les 9 facteurs exclus sont : le manque de formation des parents, une longue séparation d'avec la mère avant la puberté, un placement de longue durée dans une institution avant la puberté, les problèmes graves ou le décès d'un frère ou d'une sœur, l'éducation par le père (GLUECK 1), le fait de devoir répéter une classe, le placement dans une classe spéciale durant l'école primaire, la violence conjugale du père vis-à-vis de la mère, et enfin le manque de *surmoi* chez la mère.

On constate que certaines variables ont disparu du modèle multivarié, alors qu'elles constituent un facteur important au niveau de l'analyse univariée (c'est-à-dire de la simple relation entre une variable indépendante et la variable dépendante qui est le *trouble des conduites*). Il s'agit là de variables qui sont inutiles ou dépendantes entre elles. Ces risques sont donc compensés par d'autres facteurs.

Ainsi, la séparation d'avec parents (particulièrement d'avec la mère) à un jeune âge, de même que le placement dans une institution, ont été supprimés du modèle multivarié. On peut en déduire que c'est la relation parents-enfant (évaluée avec les dimensions GLUECK) qui couvre ce domaine. Une séparation d'avec l'un des parents et le remplacement de ce dernier par une autre personne est bien supportée, pour autant que la relation avec les personnes proches et leurs substituts reste bonne. Les maladies et les décès touchant des membres de la famille ont également disparu de l'analyse. En effet, le décès de personnes de la famille est aujourd'hui un événement rare grâce aux progrès de la médecine moderne. De plus, lorsqu'une telle tragédie survient, il se peut que les relations dans la famille et le style d'éducation jouent également un rôle déterminant, et puissent aider à se remettre de la douleur ou du traumatisme subi. Dans le cas de maladie mentale des parents, nous estimons que ces mêmes facteurs sont là aussi cruciaux. En ce qui concerne les familles recomposées, ainsi que l'influence d'un placement chez la parenté ou dans une famille nourricière, on doit considérer que ce n'est pas le simple fait d'être sous la garde d'un autre adulte que le père ou la mère biologique qui constitue un risque en tant que tel, mais bien la variable « maltraitance physique par d'autres adultes que les parents ».

Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'après avoir effectué toutes les analyses, la première dimension des GLUECK, c'est-à-dire l'éducation par le père, qui prend les valeurs « *stricte mais affectueuse* » versus « *laxiste* », versus « *trop stricte ou incohérente* », a été exclue. Ceci peut être attribué à un facteur culturel. Depuis longtemps les pédagogues déplorent que la majorité des pères soient trop peu impliqués dans l'éducation, et pas seulement dans les familles à problèmes. Ce facteur ne semble donc pas discriminant.

La violence conjugale par le père vis-à-vis de la mère, ainsi que le déficit de *surmoi* de la mère ont été éliminés. On doit ainsi considérer que ces facteurs sont probablement masqués par le déficit de *surmoi* du père, par les violences conjugales de la mère contre le père, par la maltraitance de l'enfant et par l'alcoolisme des parents.

Les facteurs qui ont été retenus dans l'étiologie supposée du *trouble des conduites* seront maintenant examinés. Des facteurs d'ordre social, à savoir le déménagement fréquent, la dépendance des parents de l'aide sociale et l'immigration des parents jouent un rôle certain, sans toutefois constituer un poids très lourd. En regard de l'ensemble des influences, le manque de formation des parents a été exclu comme variable exerçant une influence sur la psychopathologie du garçon, ce qui peut paraître surprenant.

Comme on pouvait le supposer, une des causes de ce désordre chez l'enfant est l'appartenance à un milieu perturbé : violence conjugale, alcoolisme et mauvais modèle des parents qui débouche sur une vision méprisante de la loi et des règles du fair-play (*déficits du surmoi*). En ce qui concerne les facteurs se rapportant à la consommation excessive de substances par les parents et à la violence conjugale, chaque incident augmente le risque par les *odds ratios* respectifs. En d'autres termes, il faut élever l'*odds ratio* à la puissance vingt pour connaître le risque d'un garçon qui a vécu cela vingt fois ou plus. On s'aperçoit que la relation entre la mère et le garçon joue un rôle plus important que celle du garçon avec le père, que ce soit au niveau de l'affection ou de l'éducation. Ainsi, on constate que le risque d'un développement inadapté chez le garçon est multiplié par un facteur 2.2 si le père a consommé de l'alcool de manière excessive, avec perte de contrôle et comportement agressif à plus de quarante reprises. Si la mère a fait de même, on obtient alors un odds ratio de 3 pour un *trouble des conduites* chez le garçon. Le risque lié à l'alcoolisme de la mère est donc plus élevé que celui du père. Ce résultat n'est guère surprenant, quand on sait que certaines mères alcooliques boivent déjà pendant leur grossesse. Or, nous savons qu'un tel comportement peut déjà créer des dommages chez le nouveau-né.

Il n'est pas rare que les graves problèmes des parents mènent à la maltraitance de l'enfant ou à l'abus sexuel, soit par un membre de la famille, soit par quelqu'un d'extérieur à celle-ci. D'une part, les parents qui sont aux prises avec autant de problèmes sont dépassés par leurs tâches éducatives. D'autre part, dans ces familles isolées, les enfants négligés offrent un terrain propice à l'exploitation sexuelle, car les agresseurs sexuels recherchent particulièrement les enfants les plus vulnérables. Pour la victimisation par abus sexuels et maltraitance graves, il faut élever l'*odds ratio* au carré. Des parents qui frappent lourdement leurs enfants ou qui les battent avec des objets (bâtons ou ceinture), augmentent ainsi le risque d'un *trouble des conduites* par un facteur 2.4. Un abus sexuel grave ou l'exploitation sexuelle par un parent, une personne d'autorité, ou de confiance augmente ce risque de 2.8.

À la différence de l'éducation par le père qui a été exclue du modèle, la relation chaleureuse avec ce dernier y a été maintenue. Le père conserve donc un rôle important dans l'éducation du garçon. En effet, la présence d'une bonne relation de base entre le père et son fils – même si elle est un peu distante – permettra au garçon de s'identifier au rôle masculin. La psychanalyse a toujours insisté sur l'effet dévastateur de l'absence de modèles masculins positifs pour la recherche d'une identité d'adulte chez le garçon. Une mauvaise relation père-fils, un modèle masculin inadapté – comme un père répétant des phrases du genre « qu'important les moyens utilisés, pourvu que l'on arrive à se procurer ce que l'on veut » (figurant dans le facteur *déficit du surmoi*) ou qui maltraite ses enfants ou leur mère – sont des éléments contribuant à favoriser une délinquance ultérieure chez le jeune garçon.

Nos conclusions sur le rôle des relations familiales et de l'éducation s'inscrivent parfaitement dans la théorie de GOTTFREDSON et HIRSCHI (1990), qui postule que ce sont l'attachement émotionnel et la capacité de former des liens, qui empêcherait la plupart des individus d'exploiter ou de maltraiter autrui. Toutefois, comme on va le voir par la suite, la famille et l'éducation n'expliquant pas tout, il semble que d'autres influences soient à l'origine du *trouble des conduites* chez le garçon.

Nous devons ajouter que l'implication d'autres adultes que les parents en tant qu'auteurs d'agressions physiques présente un poids important (*odds ratio*=5.6) dans le modèle. Il faut

néanmoins être prudent dans l'interprétation de cette influence. En effet, nous ne savons pas si l'effet relativement important de cette variable doit être attribué à la maltraitance subie de la part d'autres adultes ou à la violence juvénile du garçon perturbé (bagarres avec les pairs) !

L'analyse révèle que l'effet néfaste le plus dramatique est attribuable aux accidents multiples. Lorsque qu'un individu a été victime de vingt accidents ou plus, on obtient un *odds ratio* de 7.2 pour un *trouble des conduites*. Si un garçon a eu quarante accidents – nous espérons qu'un tel cas de figure demeure exceptionnel – l'*odds ratio* s'élève au-dessus de 50 ! L'item « troubles de la concentration et nervosité à l'âge de l'école primaire » a aussi manifesté son influence dans notre modèle. Voilà qui constitue un indice supplémentaire d'une composante biologique dans l'origine du *conduct disorder* dans sa forme grave. En pédiatrie, les garçons retournant à l'hôpital à de nombreuses reprises après différents accidents représentent un phénomène connu à tel point que les médecins alémaniques désignent même ces garçons par le terme d'« accidenteur ». D'un point de vue clinique, une accumulation extrême d'accidents est un destin qui commence très tôt. On peut trouver plusieurs explications quant à la genèse de ce problème. Il est possible qu'une lésion cérébrale minimale préexistante (*minimal brain damage*) précède les accidents, et qu'elle soit en quelque sorte le déclencheur de comportements impulsifs ou mal coordonnés impliquant des accidents répétés. D'autre part, une mauvaise coordination motrice de l'enfant pourrait se produire suite à des conséquences liées à la négligence ou à la maltraitance des parents ou à un premier accident crânien. Enfin, un premier accident touchant le cerveau pourrait être à l'origine de toute une série d'accidents consécutifs. En ce qui concerne les accidents touchant de très jeunes enfants, il arrive que les bébés tombent (par exemple du lit), et se blessent à la tête. Il est évident que ce sont les enfants qui sont les plus livrés à eux-mêmes qui vont tomber le plus fréquemment. Comme facteur supplémentaire, et qui pourrait avoir une très mauvaise influence sur le développement, on connaît depuis peu les dommages causés sur les cervicales des nouveau-nés. Le *shaken-baby* syndrome est une forme de maltraitance cachée qui survient lorsque les parents surmenés ou énervés commencent à secouer le bébé dans le but de faire cesser ses cris. Les enfants ayant déjà un léger dommage cérébral risquent par la suite de présenter une mauvaise coordination motrice et de ce fait risquent d'avoir plus souvent des accidents. Quelles qu'en soient les causes, les conséquences sont d'autant plus fâcheuses si les accidents répétés sont précoces. Dans la mesure où le nombre d'accidents s'élève, la probabilité d'atteintes au cerveau augmente. On doit malheureusement craindre que cet effet soit crucial au niveau du comportement. Plus l'impulsivité et la recherche de sensations fortes augmentent, plus grand est le risque d'autres accidents. L'interaction de ces facteurs produit un cercle vicieux d'affections neurologiques et de perturbations sociales. En fait, des études récentes à l'aide des nouvelles techniques d'imagerie à résonance magnétique du cerveau (MRI) ont permis d'observer chez des sujets adultes présentant une personnalité antisociale (non institutionnalisés) la présence de dommages importants dans le cortex préfrontal, que l'on n'avait pas pu déceler auparavant aux rayons x (RAINE, LENCZ, BIHRLE, LACASSE & COLLETTI 2000). Il serait d'ailleurs souhaitable de tester avec une étude prospective l'hypothèse suivante : les enfants présentant un *trouble des conduites* et des dysfonctionnements d'ordre neuro-psychologique seraient-ils plus susceptibles de développer une personnalité antisociale par la suite, comparativement aux enfants qui n'ont eu qu'une seule de ces conditions ?

En ce qui concerne les facteurs de résilience, il faut noter que le rôle de l'enseignant peut influencer de manière significative le destin des enfants difficiles. En fait, une très bonne relation avec l'enseignant, à l'école primaire, réduit le risque par un facteur cinq (*odds ratio*=0.2). En revanche, les bonnes relations avec les camarades de classe, qui constituaient des facteurs protecteurs au niveau de l'analyse univariée (cf. chapitre 18. « Méthodologie »), deviennent ici un facteur de risque (*odds ratio*=1.3 pour de très bonnes relations) du moment

que l'influence conjointe de l'ensemble des variables est pris en compte. Ceci peut être attribué à la qualité de la relation avec l'enseignant, apparemment plus déterminante. Dans le cas de bonnes relations avec l'enseignant, les bonnes relations avec les camarades sont certainement un atout. En revanche, si la relation avec l'enseignant est perturbée et que les camarades de classe deviennent les complices des comportements du garçon perturbé, l'effet joue dans la direction inverse, puisque le comportement inadapté est renforcé par l'approbation du groupe.

Enfin, en observant le tableau d'évaluation de la valeur prédictive du modèle, on s'aperçoit que l'explication statistique à l'aide des facteurs de risque arrive très bien à cibler les garçons qui ne souffrent pas d'un *conduct disorder*, car ces derniers ne sont pas exposés à des risques. En revanche, il reste aussi une grande partie de garçons perturbés qui n'ont pas été soumis à des risques excessifs lié à notre modèle. On peut avancer plusieurs hypothèses à cet égard. Nous n'avons pas pu introduire dans le modèle tous les risques connus. D'une part il nous manque certaines variables portant sur des prédispositions d'ordre biologique et neuro-psychologique (complications durant la naissance, consommation d'alcool et de tabac par la mère durant la grossesse, maladies de la mère durant la grossesse). Ensuite, c'est la perturbation de la capacité à former des liens affectifs qui n'a pas pu être saisie, étant donné que celle-ci est très difficile à mesurer au moyen de critères empiriques. L'intelligence, quant à elle, n'a malheureusement pas pu être mesurée par notre questionnaire. D'autre part, les influences situationnelles durant l'enfance et l'adolescence n'ont pas été suffisamment relevées. On ne peut pas exclure que la violence exprimée chez certains garçons soit le résultat de la nécessité de se défendre dans un environnement violent parmi la fratrie, dans le quartier ou à l'école. Enfin, l'enfant, tout comme l'adulte, a le choix de se déterminer comme il le veut. La composante du libre-arbitre joue un rôle dans le comportement des enfants de même que dans celui des adultes.

5.11 Discussion

Les chiffres obtenus par JUNGHER-TAS, TERLOUW & KLEIN (1994) dans une enquête antérieure à la nôtre confirment la validité du sondage mené auprès des recrues dans le domaine de la délinquance juvénile. Il faut généralement considérer que les comportements rares et dangereux sont difficiles à relever dans le cadre d'enquêtes portant sur un échantillon plus restreint que la nôtre. Ces sondages effectués à travers divers pays en Europe et dans les pays d'Outre-Mer, confirment néanmoins nos résultats dans les grandes lignes. Ainsi, nous obtenons des taux de prévalence du même ordre de grandeur, notamment concernant un comportement très rare, celui de déclencher des incendies.

Pour mettre en relation la délinquance juvénile avec les perturbations du développement et l'éventualité d'une délinquance future, nous avons choisi d'opérationnaliser le syndrome appelé le *trouble des conduites* sur la base de notre questionnaire, en étant le plus proche possible de la définition du DSM-IV. Ce désordre comprend quelques formes spécifiques de délinquance et de maladaptation sociale au quotidien (désobéissance et fugues). Les formes de la délinquance incluses dans le *trouble des conduites* comportent essentiellement deux dimensions : la première est celle de la cruauté et de la violence, la deuxième comprend l'irresponsabilité, la tricherie et la malhonnêteté. Nous avons ensuite pu constater que le *trouble des conduites* était corrélé avec la victimisation sous forme d'abus sexuel et de maltraitance, ainsi qu'avec des symptômes pédopsychiatriques témoignant d'une agressivité dirigée contre soi (tentatives de suicide, blessures auto-infligées, accidents très fréquents). L'éducation joue elle aussi un rôle dans ce développement, mais tous les garçons difficiles et délinquants n'ont pas nécessairement eu une mauvaise relation avec leurs parents, ni été négligés par eux.

Nous avons ensuite vu que les risques à l'origine de cette perturbation sont peut-être issus d'une composante de facteurs d'ordre neurologique (troubles de la concentration et de la nervosité et accidents très fréquents), risques qui ont des conséquences particulièrement néfastes lorsqu'ils surviennent pendant la prime enfance.

Alors qu'il est souvent difficile d'améliorer un milieu très malsain pour l'enfant sans le placer hors de sa famille (ce qui induit une nouvelle catégorie de risques), le facteur de risque que représentent des accidents fréquents liés au développement d'un *trouble des conduites* pourrait offrir une chance d'intervention psycho-médicale (cf. MCCORD & TREMBLAY 1992). Ce qui ressort de ces analyses devrait attirer l'attention des pédiatres, ainsi que des chirurgiens et des orthopédistes, notamment en ce qui concerne la prise en charge à long terme des garçons ayant subi un traumatisme crânien ou revenant à l'hôpital fréquemment avec diverses blessures d'origine connue ou inconnue. On peut en effet craindre que le rétablissement suite à un traumatisme crânien ou un léger dommage cérébral diffus ne s'opère pas toujours au niveau des relations sociales, de la maîtrise des impulsions, et de l'appréciation de la réalité sociale. Il semble que les fonctions neuro-psychologiques plus fines de l'apprentissage dans le domaine social ne se rétablissent pas toujours spontanément. Par conséquent, le fonctionnement du patient relativement à ces dernières fonctions devrait être suivi à long terme. Les thérapies nécessaires (physiothérapie, logothérapie et psychothérapie) devraient alors être appliquées avant qu'il ne soit trop tard. Il conviendrait d'examiner, à l'aide d'études prospectives, dans quelle mesure des composantes d'ordre biologique participent à la genèse d'un *trouble des conduites* grave.

En ce qui concerne les facteurs protecteurs, nous avons pu constater que le milieu des pairs ne peut pas fournir une protection efficace contre un développement délinquant, tandis qu'une bonne relation avec un adulte détenant une position d'autorité et de confiance, telle que celle dont peut bénéficier un enseignant, semble jouer un très grand rôle. D'autre part quelles sont les conclusions que l'on peut tirer de ce résultat, en ce qui concerne les institutions préventives ? Tout d'abord, la personne en charge doit avoir assez de ressources et de temps à disposition afin de pouvoir s'occuper plus particulièrement des enfants à risque. Il devrait être évident que cela est difficilement envisageable dans une classe standard de plus de vingt élèves. Rappelons à cet égard que le résultat relevé dans le chapitre sur le parcours scolaire montre que les recrues qui avaient suivi des classes spécialisées sont parvenues – dans la plupart des cas – à entreprendre un apprentissage ou une formation supérieure. Si l'on tient compte, d'une part, des possibilités offertes par les classes spécialisées et que, d'autre part, les bonnes relations avec les camarades de classe ne constituent pas un facteur protecteur contre la délinquance, on est amené à remettre en question les nombreuses critiques dont a fait l'objet l'instauration de classes spécialisées pour enfants difficiles. D'un point de vue théorique, des critiques virulentes insistent sur la stigmatisation des enfants se trouvant dans ces classes – estimant que l'évolution de l'enfant difficile est plus favorable s'il reste intégré dans une classe normale. Il n'existe pourtant pas de preuves empiriques montrant que cette stigmatisation n'existerait pas au sein des classes standard. En effet, lorsque l'enfant difficile se trouve dans une classe normale, il peut distraire la classe et risque d'être étiqueté par l'instituteur/trice comme étant un enfant perturbateur ; étiquette qui risque de se cristalliser par l'approbation de ses camarades qui cautionnent les bêtises qu'il a commises. De plus, ce type de comportement rend encore plus aléatoire la satisfaction de ses besoins les plus urgents d'enfant maltraité ou négligé, à savoir une relation de confiance stable avec un adulte, sur laquelle il puisse s'appuyer et qui pourrait lui fournir des repères stables.

Même si on ne peut exclure que la scolarisation dans une classe spécialisée produise un certain effet de stigmatisation, il n'existe pas de preuves que cette stigmatisation soit plus forte que les avantages évidents d'une prise en charge intensive, par un pédagogue spécialement formé, et dans le climat protégé d'une classe à effectifs réduits. Les résultats que

nous avons obtenus à partir des données portant sur la cohorte presque entière des hommes de vingt ans, suggèrent plutôt le contraire. En effet, une relation intensive avec un adulte extérieur à la famille, et avec un petit réseau d'autres enfants, soumis à un contrôle étroit de façon à ne pas permettre d'*acting-out* nuisible du point de vue social, peut être à même de prémunir de la délinquance ou de la toxicomanie un individu issu d'un milieu très difficile. L'intégration dans une classe normale reste bien sûr envisageable, dès que l'élève est prêt. Si nous considérons la problématique particulière de l'attachement émotionnel d'un garçon présentant un *trouble des conduites*, il peut être judicieux de prolonger le contact étroit avec l'enseignant spécialisé, notamment pour accompagner le retour de l'enfant dans une classe normale ou son intégration dans une classe d'apprentissage. D'après ce que l'on sait de cette forme de perturbation des liens, chaque nouvelle interruption de l'attachement peut remettre en cause une évolution favorable. Toutefois, l'efficacité ou le caractère nuisible de ces mesures relevant de la pédagogie spécialisée ne peut être testée qu'au moyen d'études *randomisées* avec un groupe-contrôle.

Nous examinerons plus loin dans cet ouvrage le pronostic des garçons ayant présenté un *trouble des conduites*, sachant que nous disposons d'informations sur les comportements de ces jeunes à l'âge de dix-neuf et vingt ans. Ceci nous permettra de comparer nos résultats avec une étude longitudinale anglaise très importante sur ce problème (ROBINS 1966), et de voir si au niveau du chiffre noir, les explications restent les mêmes. Au vu de nos résultats, on ne peut que constater l'importance d'une prévention efficace.

Dans l'étude des facteurs de risque, nous nous sommes gardés d'expliquer le phénomène de la délinquance à travers une cause unique. En effet, on entend parfois dire au sujet de la délinquance, qu'elle serait « préprogrammée » par tel et tel risque. Comme nous l'avons vu, la délinquance n'est jamais « préprogrammée ». L'enfant, d'une façon générale, est assez résistant aux risques. Ce n'est que l'accumulation de plusieurs risques graves qui augmente de façon dramatique le taux de délinquance. Mais sans que l'on sache réellement pourquoi, il existe tout de même certains individus, qui bien qu'ayant été exposés à des événements traumatisants, échappent à ce destin. On pense par exemple aux gens nés pendant la Seconde Guerre mondiale. Malgré la violence inouïe à laquelle ils ont été confrontés, ils ne sont heureusement pas tous devenus délinquants ou alcooliques. Au contraire, il semble que les troubles psychiques, ainsi que la délinquance, se réduisent pendant et après les périodes de guerre. C'est un phénomène qui a été observé durant les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale en Europe. Précisons que ce phénomène a été constaté après une guerre au sens « traditionnel », qui n'a pas détruit tous les liens sociaux, comme le font souvent les guerres civiles. Les années cinquante et soixante ont été marquées d'un certain déclin statistique du problème de la délinquance et de la violence. Du point de vue de l'exposition aux risques des générations touchées pendant leur enfance par les atrocités de la guerre, on aurait dû effectivement observer le contraire. Il est néanmoins difficile d'expliquer ce fait historique d'un point de vue psychologique. TRESS (1986, p.85) a postulé qu'une haute charge de risques entraîne une influence plus négative quand elle provient d'un *background* familial individuel, et moins quand elle est issue d'un destin collectif. Une interprétation possible serait que la population soit parvenue à déployer une énergie extraordinaire afin de surmonter les expériences épouvantables. Il semble donc que les membres d'une société puissent continuer à vivre et à évoluer, en dépit des malheurs qui les frappent, et de la misère généralisée, si la lutte se fait contre un ennemi commun, entraînant du même coup une solidarité et une énergie salvatrice. Dans cette perspective, il est même un peu étonnant que la génération du *baby-boom* (née durant les années 50 et 60) qui, dans l'ensemble, a certes été beaucoup moins exposée aux traumatismes que ses parents, ait produit différentes vagues de comportements délinquants et déviants pendant les années 70, telles que la production et la consommation massive de drogues, ou le terrorisme. On peut en conclure que ce ne sont pas

uniquement les risques en eux-mêmes qui engendrent la délinquance, mais peut-être aussi leur vécu subjectif (cf. chapitres 2. « Enfance » et 4. « Victimisation par maltraitance et abus sexuels »), ainsi que la manière dont chaque société les gère.

6 Esquisse de l'avenir des garçons ayant eu un trouble des conduites

Au vu des chiffres impressionnants de la délinquance juvénile chez les garçons présentant les indicateurs d'un *trouble des conduites*, et sachant que ce syndrome constitue un risque important de développement mental incomplet à l'âge adulte, on s'interroge sur le pronostic des garçons souffrant de ce type de désordre. Qu'advient-il à l'âge adulte des garçons qui ont connu un tel trouble ?

6.1 Contacts avec les forces de l'ordre

Les études prospectives ont montré que le *trouble des conduites* est probablement le prédicteur le plus précis pour une future délinquance. Le nombre d'arrestations effectuées par la police, ainsi que le nombre de condamnations prononcées, permet de faire une telle prévision. Le dépouillement des réponses des recrues livre les chiffres montrés dans le tableau 6.1 quant aux contacts avec la police et les tribunaux.

Tableau 6.1 : Poursuite pénales des recrues qui ont eu un trouble des conduites

Contacts avec les autorités judiciaires (<i>life-time</i>)	Jamais été contacté par les autorités	Affaire(s) parvenue(s) jusqu'à la police	Affaire(s) parvenue(s) jusqu'au juge	Total
% des lignes	%	%	%	%
Aucun trouble des conduites (N=18'192)	77.46	17.45	5.09	100.0
Condition moins grave (N=940)	64.44	21.81	13.75	100.0
Condition sévère (N=2'146)	45.34	24.40	30.26	100.0
Pas répondu aux critères du trouble (N=36)	98.40	0.80	0.80	100.0

N=21'314

sig : $p < 0.001$

(NB: les infractions parvenues jusqu'au juge ne sont pas comptées dans la colonne « police ». Pour obtenir le total des affaires signalées à la police, il faut donc additionner les sommes des colonnes « police » et « juge »)

Nous pouvons constater que le nombre des affaires parvenues jusqu'au tribunal, c'est-à-dire jusqu'au juge, double en fonction de la sévérité de la perturbation des jeunes hommes. D'autre part, on observe que les affaires dénoncées à la police sans être remises au juge, ne permettent guère de différencier les deux groupes. En effet, la différence est ici nettement moins dramatique que pour les affaires parvenues au tribunal. L'interprétation qu'on pourrait en tirer est que les actes délinquants des hommes ayant connu par le passé un *trouble des conduites* sont non seulement plus nombreux, mais aussi nettement plus graves que les « bêtises » d'autres personnes, et que la police parvient à différencier ces deux groupes d'individus. Parmi nos jeunes hommes de vingt ans, un peu plus de la moitié de ceux qui ont été atteints d'un *trouble des conduites* sévère, a déjà été soupçonnée ou accusée pour une infraction. Ainsi, 14.0% des garçons très troublés et 6.9% des garçons moyennement troublés, auront eu, à l'âge de vingt ans déjà, un retrait de permis de conduire (contre 4.4% pour les autres recrues). Le placement en institution, quand l'éducation d'un enfant ne peut plus être suffisamment assumée par son environnement, constitue une *ultima ratio*. En effet, environ

5% des garçons qui ont eu un grave trouble ont passé plus d'une année dans une institution, alors que ce taux s'abaisse à 1.5% pour les garçons avec une condition moins grave, et à 0.65% pour les autres. L'étude prospective de ROBINS (1966) constitue une des recherches les plus célèbres sur le long terme. Elle a suivi 406 enfants qui ont été orientés vers des soins ambulatoires pédopsychiatriques pour leurs conduites antisociales, ainsi que deux autres groupes de comparaison sur une période de trente ans (autres troubles de l'enfant et non troublés). La moitié des garçons de l'échantillon de ROBINS (52%) ont été enregistrés officiellement comme délinquants mineurs. Notre étude est différente, puisqu'elle est effectuée de manière rétrospective et qu'elle couvre également le chiffre noir. En effet, environ la moitié des recrues ayant souffert de ce trouble étant enfants ont signalé que les adultes à la charge de qui ils étaient n'ont rien su de leur délinquance. À ce propos, nous constatons que 25.5% des recrues ayant souffert adolescents d'un *trouble des conduites* étaient connus à l'époque d'un juge des mineurs. De plus, 20.8% d'individus étaient connus de la Brigade des mineurs. Le taux de recrues présentant un *trouble des conduites* et qui tombent dans la catégorie des jeunes délinquants enregistrés correspond donc assez bien aux résultats de l'enquête de ROBINS.

La catamnèse effectuée par ROBINS trente ans plus tard, lorsque les enfants avaient atteint une moyenne d'âge de 43 ans, nous indique que 75% des hommes et 40% des femmes ayant souffert d'un *trouble des conduites* pendant leur enfance avaient été arrêtés pour des infractions (non routières). Dans notre échantillon, 54% des hommes de vingt ans ont déjà eu des contacts avec la police. Pratiquement la moitié des hommes suivis par ROBINS avaient commis un crime grave au cours des 30 années qu'a duré l'étude. Parmi les trois groupes observés, les grands criminels qui ont violé ou tué intentionnellement, ainsi que les prostituées, appartenaient tous, sans exception, au groupe d'enfants souffrant d'un *trouble des conduites*. Grâce aux résultats de ROBINS, les critères pour le diagnostic de la *personnalité antisociale* du DSM-III et du *trouble des conduites* ont pu être formulés à l'époque. Ces deux catégories de perturbations appartiennent aux syndromes diagnostiqués les plus précis et les plus fiables de toute la psychiatrie.

Malgré cela, il ne faut pas négliger le fait que 22.5% des recrues sans aucun *trouble des conduites* ont également eu des contacts avec la police, ou ont fini devant un tribunal. Rappelons que le nombre des contacts survenus pendant l'année précédant l'école de recrues contient probablement un biais dans la mesure où les jeunes hommes condamnés à des peines plus lourdes ne se sont pas présentés à l'école de recrues.

Quand on considère l'échantillon des garçons gravement perturbés, on note des différences entre ceux qui ont été appréhendés et ceux qui ont échappé à la poursuite. Chez les premiers on dénombre un score de symptômes plus élevé que chez les seconds ; ceux qui ont été convoqués devant le Tribunal des mineurs ayant une pathologie encore plus marquée. Il est évident que la catégorisation par items distincts relevée par confessions anonymes touche à ses limites quand il s'agit de saisir de degré de cruauté impliqué dans un acte de violence. Par exemple, si deux recrues ont coché « avoir donné une fois des coups de pieds à quelqu'un », l'un peut avoir donné un coup léger à la jambe de son adversaire dans le feu de l'action, alors que l'autre peut avoir donné plusieurs coups dans les reins de quelqu'un qui était déjà à terre et ne pouvait pas se défendre. Ce dernier incident a beaucoup plus de chances que le premier de se terminer devant le juge, alors que dans notre questionnaire, les deux cas sont comptés de la même façon. Rappelons que la notification aux autorités est un filtre de sélection des incidents les plus lourds.

6.2 Pronostic en fonction du chiffre noir

6.2.1 Total des actes délinquants commis

Trouver un seuil ou une mesure pour appréhender la délinquance en général, par rapport à ce qui est encore dans les limites de l'acceptable, n'est pas évident. Nous développerons ultérieurement, dans le chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée », la procédure effectuée. Nous pouvons d'ores et déjà divulguer le fait suivant : en excluant tout acte interdit par la loi, le pourcentage de jeunes hommes qui n'ont jamais commis d'infractions se réduit à un taux de 34.8% seulement. Or, parmi les recrues qui ont présenté un *trouble des conduites* sévère, seuls 7.3% sont devenus des « citoyens modèles ». Le tableau 6.2 montre les différences existant à l'âge adulte entre les hommes qui ont présenté pendant leur jeunesse une perturbation du développement et ceux qui n'en ont pas connu.

Tableau 6.2 : Comparaison du total des infractions commises au cours de l'année précédant l'école de recrues (sans consommation de drogues illégales)

<i>Incidents durant les 12 mois précédant l'école de recrues</i>	<i>% des recrues</i>	<i>Total d'infractions avouées</i>	<i>% de toutes les infractions commises</i>	<i>Moyenne d'infractions par personne</i>	<i>Ecart type</i>
<i>Aucun trouble des conduites (N=18'192)</i>	85.4%	91' 915	58.9%	5.1	13.4
<i>Condition moins grave (N=940)</i>	4.4%	12' 800	8.2%	13.6	25.5
<i>Condition sévère (N=2'146)</i>	10.1%	51' 334	32.9%	23.9	35.8
<i>Pas répondu (N=36)</i>	0.2%	–	–	–	–
<i>Toutes les recrues (N =21'314)</i>	100.0%	156' 076	100.0%	7.3	18.6

N=21'314

sig : $p < 0.001$

(NB : les variables n'étant pas réparties sur une courbe gaussienne, l'écart-type peut excéder la moyenne)

Ainsi, un tiers de toutes les infractions du chiffre noir avoué est commis par les 10% de jeunes hommes qui ont auparavant souffert d'un *trouble des conduites* grave. En excluant de cette analyse les délits les plus répandus de la délinquance routière, les différences sont encore plus prononcées.

Tableau 6.3 : Pronostic de la délinquance pour les garçons ayant un trouble des conduites

<i>Délinquance en général à l'âge de 19 ans</i>	<i>Non-délinquants</i>	<i>Délinquants moins graves</i>	<i>Délinquants distinctifs</i>	<i>Total</i>
<i>Aucun trouble des conduites (N=18'019)</i>	76.3%	19.0%	4.7%	100%
<i>Condition moins grave (N=934)</i>	45.2%	38.1%	16.7%	100%
<i>Condition sévère (N=2'118)</i>	28.9%	37.4%	33.6%	100%

N=21'071, données manquantes=243, DF=4 Khi-carré=3138.70, sig : $p < 0.001$; G=0.69

En prenant la définition du seuil de délinquance globale, qui sera développée dans le chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée » (tableau 13.6), nous pouvons livrer (tableau 6.3) le pronostic pour les garçons qui ont souffert, à l'époque, d'un *trouble des conduites*.

Environ 70% des garçons ayant présenté ce désordre dans sa forme grave deviendront délinquants quand ils auront atteint l'âge de dix-neuf ans (versus 23.7% des garçons sans ce trouble). Plus précisément, 33.6% d'entre eux seront des « délinquants distinctifs », c'est-à-dire multirécidivistes ou criminels potentiellement dangereux selon la définition donnée au chapitre 13 (versus 4.7% des garçons sans perturbation du développement). Quant au chiffre noir, on remarquera la cohérence entre la répartition des cas connus des autorités judiciaires en fonction de la gravité du *trouble des conduites* (tableau 6.1) et celles des cas lourds au niveau de la délinquance autoreportée (tableau 6.3).

Il faut néanmoins apporter une précision concernant les recrues qui n'ont pas eu de perturbations étant enfants et qui sont tout de même tombées dans la délinquance. En effet, on peut observer ce cas de figure chez un nombre important de toxicomanes (HAAS 1995). Ceux-ci, lorsqu'ils étaient enfants, étaient souvent discrets, voire dociles et timides. À l'adolescence, ils changent parfois complètement de comportement et ne sont quasiment plus reconnaissables par leurs proches. Parmi eux, on trouve souvent des enfants hypermatures. « Cette conduite s'observe en particulier chez l'enfant de parents séparés ou isolés qui prend en charge son parent vulnérable » (MARCELLI 1999 p.215). De même, les enfants de parents malades, mentalement ou physiquement, sont parfois responsables de la fratrie, du ménage, des repas et ne bénéficient pas de moments de loisirs, des jeux ou de l'insouciance propre à leur âge. De plus, ces enfants ont tendance à partager et à s'approprier une partie de la souffrance des parents. Bien évidemment, les performances scolaires en pâtissent. À l'adolescence, ces enfants *parentisés* cherchent à se libérer de l'emprise qu'ils subissent de la part de leurs proches, en se livrant à des conduites agressives ou en se mêlant au milieu des drogués. Les drogues, et la scène des toxicomanes sont vécues à la fois comme une possibilité de se distancer de leur famille et de se soulager de la mauvaise conscience qu'ils éprouvent quant à leur volonté d'obtenir l'autonomie par rapport à leurs parents, en dépit du besoin de soutien de ces derniers. En outre, la dépendance de la drogue renverse les rôles. L'enfant hypermature qui a tenu, à un âge précoce, un rôle parental peut enfin régresser et assumer lui-même le rôle du malade qui a constitué son modèle d'adulte. On en conclut que, sous le masque du comportement-modèle de l'enfant, il existe certaines formes de perturbations difficilement détectables.

Signalons que le thème du pronostic et de la rémission du trouble n'est pas épuisé avec cette première analyse. Il reste à étudier le groupe des hommes qui ne sont pas devenus délinquants. En d'autres termes, il s'agit de vérifier s'ils n'ont pas développé d'autres déviances ou perturbations, soit après un *conduct disorder*, soit sans avoir eu un passé clinique durant leur enfance. D'autre part, on aimerait connaître plus précisément les perspectives face à la criminalité violente et sexuelle, qui est une menace plus importante pour les victimes, par rapport à la majorité d'autres formes de délinquance moins offensives.

Dans la catamnèse des 436 petits patients avec des conduites difficiles, traités en soins ambulatoires pédopsychiatriques, ROBINS (1966, p.83) a trouvé que 22% des enfants avaient rempli, parvenus à l'âge adulte, les critères de la *sociopathie*, selon la définition du DSM-I. Son étude a contribué à une nouvelle précision de ce désordre, qui est depuis lors nommé *personnalité antisociale* et qui a remplacé l'ancienne définition de la *personnalité sociopathique* dans les versions révisées du DSM. Comme critère supplémentaire à la liste des critères de la définition devenue obsolète, le comité de rédaction et les groupes de travail impliqués dans l'élaboration du DSM ont ajouté comme condition nécessaire que le patient ait déjà souffert avant l'âge de quinze ans d'un *trouble des conduites*. Or, parmi toutes les

recrues qui ont connu une forme plus ou moins grave de ce trouble à l'époque (N=3'086), il y a exactement un quart d'entre elles qui ont été qualifiées de *personnalité antisociale* à l'âge de vingt ans, suite à leurs nombreux comportements fautifs. La concordance entre les recherches à travers le temps et les lieux ne fait que confirmer la fiabilité et la validité générales de ces syndromes pour l'établissement d'un pronostic.

Même si le pronostic pour les garçons perturbés n'est pas favorable, leur destin n'en est pas pour autant scellé. Nous avons vu que la violence perpétrée par eux pendant leur jeunesse ne débouche pas toujours sur un comportement violent à l'âge adulte. De plus, comme le disent LOEBER et LEBLANC (1990, cité dans DUMAS 1999, pp.262), « *il est essentiel de souligner qu'il existe des différences individuelles considérables dans cette évolution, en fonction de nombreux facteurs personnels, familiaux et sociaux* ». En d'autres termes, on pourrait dire qu'il n'existe pas de déterminisme quant au pronostic des garçons ayant développé un *trouble des conduites*.

Ainsi, une recrue qui aurait peut-être appartenu au groupe d'individus ayant souffert de ce trouble pendant l'enfance nous a livré ce commentaire :

*« J'ai trouvé très bien ce questionnaire, car il nous montre la vie. Même si elle est dure et elle a ses bons côtés, je crois que beaucoup des gens se plaignent trop au lieu de faire un effort p.ex. (drogués, albanais, étudiants).
Quand j'avais 13 ans, j'ai glissé dans la scène des home-boys et je me suis beaucoup battu, après j'ai été placé en internat et maintenant à vingt ans je ris de mes conneries d'adolescent et je maîtrise bien ma vie. Mon appartement avec ma copine depuis 4 ans, pas de dettes ! Et je trouve l'armée super !!! »*

(Commentaire N°128, traduit de l'allemand)

Nous souhaitons que ce jeune homme ait trouvé sa place dans la vie. À propos d'une certaine intolérance qui transparaît dans sa façon abrupte d'identifier les « contre-modèles » que sont à ses yeux les « drogués, les albanais et les étudiants », nous renvoyons les lecteurs à l'interprétation du racisme selon DUFOUR-GOMPERS (cf. chapitre 11. « Violence »). Il est malaisé de déterminer dans un texte de ce genre, si le scripteur s'est mal exprimé, ou s'il cherche effectivement à discriminer l'ensemble des groupes mentionnés. Peut-être veut-il seulement critiquer la minorité d'individus qui, parmi les groupes mentionnés, abusent du soutien financier qui leur est octroyé.

7 La vie des jeunes adultes

Dans l'État démocratique, la liberté est garantie au citoyen majeur par la Constitution. La notion de *démocratie* est donc étroitement liée à celle de la personne, capable de discernement, libre dans ses décisions et responsable de ses actes. Comme le remarque SYR (1990, p.32) : « *Le concept de personnalité (ou plus précisément de personne) en philosophie désigne une entité humaine ayant un caractère unique et irremplaçable, qu'il importe de pouvoir atteindre dans une relation d'une certaine qualité. Il cadre parfaitement avec la conception contractuelle des rapports sociaux de l'idéologie libérale, exprimée notamment dans la déclaration des droits de l'Homme de 1789. Toute la construction juridique qui en est issue repose sur l'individu ; la personne humaine seule peut être sujet de droit. En droit pénal, l'idée de responsabilité, fondée sur l'imputabilité et la faute, cantonne la répression aux personnes physiques vivantes, il n'est plus possible, comme dans l'Ancien Droit, de faire des procès aux animaux, aux cadavres et même aux choses inanimées, telle la condamnation au fouet prononcée contre des cloches qui avaient sonné pour avertir des contrebandiers.* »

Le passage à l'âge adulte est marqué par différents événements ou expériences, qu'il s'agisse d'accomplissements professionnels, d'activités de loisirs, ou de relations, sentimentales et amicales. Après le traitement de quelques données d'ordre socio-démographique, ce chapitre sera consacré aux pôles de la vie et de la personnalité actuelle des recrues, tels qu'ils se manifestent dans leur formation, dans leurs loisirs et dans leur estime de soi. Dans le chapitre suivant seront évoquées les données relatives à la sexualité des jeunes hommes, à leurs relations sentimentales et à leur identité sexuelle.

Si le citoyen adulte de l'époque d'après-guerre peut bénéficier d'un nombre de libertés et de possibilités sans précédent dans l'histoire, il doit aussi être capable d'une maîtrise de soi inconnue auparavant et posséder de multiples capacités cognitives et relationnelles. De nos jours, l'individu majeur doit être capable non seulement de travailler de manière concentrée durant une grande partie de la journée, mais aussi d'assimiler au cours de sa vie une grande quantité de connaissances, sans y être directement contraint. Les demandes sollicitant les capacités intellectuelles des citoyens sont devenues plus considérables qu'elles ne l'étaient dans la société rurale archaïque. Ainsi, dans l'État démocratique moderne, les attentes relatives à la santé mentale et à l'intelligence des citoyens deviennent toujours plus importantes. Les libertés ont augmenté progressivement avec les progrès techniques : par exemple conduire une voiture, voyager dans le monde, consommer des médicaments, ou posséder et manipuler des armes à feu. Or, les citoyens d'un État de droit doivent être en mesure de juger les circonstances et les conséquences de chacun de leurs actes et de maîtriser leurs pulsions. Il n'est permis de satisfaire celles-ci que dans un cadre étroit et bien défini. On peut dès lors se demander si les capacités mentales des citoyens ont augmenté dans la même mesure que les libertés dont ils jouissent. Quand l'écart entre les exigences sociales et les capacités mentales d'un individu devient trop important, il en résulte des perturbations ou des troubles psychiques. Nous aborderons au chapitre 9 le sujet de la santé mentale des jeunes hommes, en considérant plus particulièrement les perturbations les plus fréquentes chez les délinquants, à savoir la consommation excessive d'alcool et de drogues, le jeu pathologique et les troubles de la personnalité.

7.1 Les variables socio-démographiques

7.1.1 Répartition des jeunes hommes selon les régions linguistiques

Le tableau 7.1 présente la répartition, par région linguistique, des recrues et de leurs pairs (non-recrues), par rapport à celle de la population résidente :

Tableau 7.1 : Répartition des questionnaires par langue

	Recrues N=21'314	Non-recrues N=1'160	Population résidente (OFS 1990)
% des colonnes	%	%	%
Italien	3.78	4.3	7.6
Français	20.86	33.2	19.2
Allemand (y compris les recrues romanches)	75.36	62.5	63.6
Total	100.00	100.0	100.0

N=22'474

sig: $p < 0.001$

Par rapport aux informations de l'Office fédéral de la statistique, c'est le pourcentage des recrues francophones qui correspond le mieux à la totalité des personnes de langue maternelle française en Suisse (19.2%). D'autre part, le taux des personnes parlant l'italien (7.6%) est plus grand que le nombre des questionnaires distribués en italien. En effet, celui-ci comprend également des italophones se trouvant en dehors des frontières linguistiques des cantons, suite à l'immigration en provenance d'Italie. Le nombre de questionnaires en allemand est sur-représenté par rapport au taux de citoyens parlant l'allemand (qui est de seulement 63.6%). Ceci s'explique par le fait que les recrues romanches (selon l'OFS 1990 : 0.6% de la population suisse) et un grand nombre de recrues de langue maternelle italienne vivant dans des régions alémaniques ont répondu au questionnaire rédigé en allemand.

Par rapport à l'enquête menée auprès des recrues, celle portant sur les non-recrues a concerné plus souvent des jeunes hommes n'appartenant pas à la majorité germanophone. Le sondage complémentaire comprenait 4.3% de questionnaires en italien, 33.2% de questionnaires en français et seulement 62.5% de questionnaires en allemand. Puisque la participation des non-recrues francophones a été beaucoup plus importante que celle des non-recrues non francophones, nous estimons qu'un effet de solidarité suscité par un projet conduit par l'Université de Lausanne pourrait avoir joué un rôle.

7.1.2 Le domicile des jeunes hommes

S'agissant du domicile, on observe un déséquilibre entre les recrues et les non-recrues, dans la mesure où les citoyens des métropoles sont sous-représentés par rapport à ceux qui habitent à la campagne, dans l'échantillon des recrues.

Tableau 7.2 : Répartition du domicile des jeunes hommes par type d'agglomération

	Recrues N=21'314	Non-recrues N=1'160
% des colonnes	%	%
Grande ville ou agglomération (plus de 100'000 habitants)	10.81	17.8
Ville ou agglomération (30'000 - 100'000 habitants)	7.74	7.0
Petite ville ou agglomération (10'000 - 30'000 habitants)	16.09	18.3
Petite ville (moins de 10'000 habitants)	13.93	14.1
Région de campagne, village	50.57	42.2
N'ont pas répondu ou erreur de cochage	0.87	0.7
Total	100.00	100.0
N=22'474		sig: p<0.001

D'après nos données, seuls 10.8% des recrues affirment habiter une grande ville ou une agglomération de plus de 100'000 habitants, alors que 50.6% résideraient à la campagne ou dans un village. Ce résultat, qui paraît surprenant à première vue, s'explique facilement par les résultats du sondage de BUSCH (1997, p.xxii) sur la qualité de vie dans les différentes régions de Suisses. En effet, le taux très élevé de recrues qui affirment vivre dans un village (50.6%) découle du fait que les personnes habitant des localités situées à proximité d'une ville considèrent que les caractéristiques de leur lieu de domicile correspondent plutôt à celles de la campagne qu'à celles d'un centre urbain. Si l'on tient compte de cette explication, la répartition des domiciles des recrues correspond bien à la répartition régionale des Suisses en général (cf. également l'ESPA 1994, enquête suisse sur la population active, faite annuellement par l'Office fédéral de la statistique auprès de 18'000 ménages par téléphone, in : GILLIOZ, DE PUY & DUCRET, 1997, p.45).

La différence entre les recrues et les non-recrues qui ont rempli le questionnaire du sondage complémentaire est significative : 17.8% des non-recrues vivent dans des grandes villes, contre 10.8% des recrues.

7.2 Formation scolaire et professionnelle

Compte tenu du fait qu'à l'âge de vingt ans les jeunes hommes sont encore très souvent en formation, nous avons créé une échelle qui prend également en considération les formations en cours. La définition des niveaux se trouve dans le tableau 7.3. Concernant la formation scolaire et professionnelle, nous avons comparé la population des recrues de 1997 à celle des jeunes hommes suisses de 19 à 20 ans en général, sur la base des données sur la formation de la population résidente masculine à l'âge de 25-34 ans fournies par l'Annuaire 1997 de l'Office fédéral de la statistique. Les deux populations présentent une répartition semblable. On peut toutefois remarquer une différence au niveau du pourcentage d'étudiants à l'Université. En effet, seuls 4.7% des recrues affirment être ou avoir été à l'Université contre 14.7% dans la population générale des 19-20 ans. Cette différence peut s'expliquer par le fait qu'un bon nombre de jeunes Suisses effectuent leur école de recrues peu après leur maturité et donc juste avant d'entrer à l'Université.

Tableau 7.3 : Formation scolaire et professionnelle en cours ou complétée

	<i>Recrues</i> <i>N=21'314</i>	<i>Non- recrues</i> <i>N=1'160</i>	<i>Population masculine</i> <i>25-34 ans</i> <i>(OFS 1995)</i>
<i>Dans un ordre croissant</i>			
	% des colonnes	%	%
<i>A uniquement fait sa scolarité obligatoire</i>	5.55	5.60	Pas de formation
<i>Se trouve encore dans un apprentissage court ou un cours (de 1 à 2 ans et demi) ou a interrompu un apprentissage ou le gymnase sans obtenir de diplôme</i>	2.43	3.79	8%
<i>A terminé un apprentissage court</i>	3.92	4.14	Degré second.
<i>Se trouve encore en apprentissage ou dans une école préparant à la maturité</i>	3.35	20.17	63%
<i>A terminé un apprentissage (de 3-4 ans) ou la maturité</i>	74.26	31.98	
<i>A terminé son apprentissage ou sa maturité et se trouve actuellement en formation continue, dans une haute école ou dans une école supérieure</i>	10.15	34.14	Degré tertiaire 29%
<i>N'a pas indiqué sa formation</i>	0.34	0.17	
<i>Total</i>	100.00	100.00	100%
<i>N=22'474</i>	<i>sig: p<0.01</i>		

En ce qui concerne la représentativité de notre échantillon, le tableau 7.3 est peut-être l'un des plus importants. Tout d'abord on s'aperçoit que dans la population masculine générale, 8% des individus n'ont obtenu aucun diplôme professionnel. Dans l'échantillon des recrues et des non-recrues, la proportion d'individus ayant arrêté leur formation au niveau de l'école correspond à la moitié de ce taux. On peut se demander pourquoi l'autre moitié ne figure ni dans notre échantillon, ni dans celui des non-recrues. C'est probablement que, parmi tous ceux qui n'ont pas acquis de formation professionnelle, les personnes avec les performances les plus faibles ne seront pas à l'armée. Puisque ce segment de la population masculine est aussi celui qui est très exposé au risque de devenir délinquant et victime, nos données sont tronquées pour ce qui concerne l'extrême de la gamme des phénomènes de ce type. Ainsi, tous les résultats fournis par notre échantillon (même en considérant également les non-recrues), doivent être interprétés en tenant compte du fait qu'ils indiquent toujours le minimum des prévalences. Toutefois, la comparaison du niveau de la formation permet d'affirmer que la nature du biais de notre échantillon de recrues ne remet pas en cause sa fiabilité. En d'autres termes, cela signifie que nous avons un biais dans nos données, mais que l'incidence de ce biais est calculable et n'est donc pas susceptible de distordre les chiffres d'une façon totalement imprévisible. L'échantillon des non-recrues qui ont répondu au questionnaire envoyé connaît une répartition unilatérale, avec un pôle de jeunes hommes envisageant une formation académique. On pourrait cependant s'attendre à ce que la non-victimisation et la non-délinquance soient élevées chez ces hommes, puisque parmi eux on trouve une majorité d'enfants très protégés. Avec ce sondage complémentaire, nous n'avons donc pas du tout atteint l'autre pôle des extrêmes, notamment celui des personnes qui se trouvent actuellement en prison, à l'éducation au travail, ainsi que les toxicomanes ou les personnes sans abri.

Hormis les réponses cochées, quelques commentaires reproduits ici dans leur version originale montrent à quel point certaines recrues possèdent peu de connaissances. En voici un exemple :

*Ich finde die Fragen sehr schlecht
denn es betrifft auch andere
Personen und nicht nur mich.*

«Je trouve les questions très mauvaises parce que cela concerne aussi d'autres personnes et pas seulement moi »

(Commentaire N°90, traduit de l'allemand)

7.3 Personnalité, travail, loisirs, et relations sociales

7.3.1 La période de référence

Le stress de l'école de recrues et l'environnement presque exclusivement masculin qui la caractérise constituent des variables situationnelles propres à influencer le comportement des recrues. Afin de réduire l'influence potentielle de ces variables sur les réponses, la période de référence relative aux questions a porté sur les douze mois précédant l'entrée à l'école de recrues. Cette procédure s'est avérée nécessaire puisque l'enquête n'a pas lieu la même semaine pour toutes les recrues. En effet, la période déjà passée au sein de l'armée aurait représenté une variable pouvant exercer une influence sur le comportement. Néanmoins, en ce qui concerne les variables dites « molles », c'est-à-dire relatives aux attitudes et à l'estime de soi, l'influence de l'humeur actuelle de la recrue doit certainement avoir joué un rôle.

7.3.2 Le revenu et l'emploi

Lors de l'examen de l'emploi actuel (fixe ou temporaire) des personnes interrogées, voire de leurs autres ressources financières, diverses problématiques peuvent être mises en évidence. Ainsi, certaines informations statistiques présentées dans le tableau 7.4 sont à prendre en considération lorsque l'on sait notamment que, pour un jeune homme, le fait d'être au chômage ou sans statut professionnel constitue une situation à risque pouvant l'entraîner vers la délinquance et la violence. On note d'ailleurs ici que la catégorie « autres sources » du tableau en question permet également à ceux qui ont une source de revenu illégale de se prononcer, et que cette variable s'avère surtout intéressante en matière de délinquance dirigée contre le patrimoine.

Tableau 7.4 : Emploi et sources de revenu des jeunes hommes

Plusieurs réponses possibles	Recrues N=21'314	Non-recrues N=1'160
% des colonnes	%	%
Emploi fixe	62.75	44.48 ***
Emploi temporaire	11.53	24.48 ***
Soutien de la famille	33.69	52.33 ***
Assurance-chômage	3.85	7.41 ***
Bourse	2.39	4.83 ***
Autres sources	4.93	10.26 ***
Pas répondu	0.56	0.17 ns

N=22'474, Sig : ***= $p<0.001$, **= $p<0.01$, *= $p<0.05$, \neg =test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

On constate dans le tableau 7.4 que tant les réponses des individus du sondage complémentaire (non-recrues) que celles des individus du sondage principal (recrues) ont tendance à se concentrer dans quelques catégories seulement. Relevons également que les non-recrues, qui sont par ailleurs plus nombreuses que les recrues à avoir bénéficié d'une très bonne éducation, se retrouvent plus souvent au chômage, ou subsistent plus souvent grâce à d'autres sources de revenu (peut-être parfois douteuses du point de vue légal).

7.3.3 Les moments de loisirs et le réseau des pairs

Lors des douze derniers mois avant leur école de recrues, plus de 70% des jeunes hommes interrogés ont admis faire partie d'un club ou d'une société durant leur temps de loisir (par exemple un parti, un club de sport ou de culture, un groupe de musique, un chœur ou une société quelconque). Enfin, toujours en ce qui concerne la problématique du réseau social, 14.5% des recrues ont répondu être tout à fait d'accord avec le fait qu'il est difficile de s'amuser lorsqu'on est seul et 29.3% d'entre elles sont assez d'accord avec cette opinion.

Tableau 7.5 : Nombre de personnes que les recrues considèrent comme des amis dans la période des douze mois avant l'école de recrues

N° d'amis	0	1-3	4-6	7 et plus	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%
Compte comme amis	2.20	23.63	27.90	42.99	3.28	100.0

N=21'314

À cet âge, les jeunes hommes ont souvent sept ami(e)s ou plus et très peu se considèrent isolés.

Étant donné que nous n'avons pas pu relever tous les loisirs existants, nous nous sommes plus particulièrement concentrés sur les différents milieux et scènes de jeunes qui semblent un peu plus anonymes, ou qui suscitent et favorisent certains comportements délinquants. Beaucoup de commentaires sur la dernière page du questionnaire se référaient aux groupes mentionnés :

« Quant à l'évaluation de la question 80 (l'appartenance à des scènes) : la différence entre « home boys » et hip-hoppers est superflue, car les homeboys sont des hip-hoppers. Dans quelques cas, s'y ajoutent les graffitis & tags, mais pas nécessairement. Une grande scène qui manque : les snowboarders. »

(Commentaire N°71, traduit de l'allemand)

Le tableau 7.6 donne des indications sur l'appartenance des recrues aux divers milieux et groupes considérés, ainsi que les fréquences qui y correspondent.

Tableau 7.6 : Appartenance à divers groupes et milieux

Plusieurs groupes et milieux possibles	N	%
Techno, Rave	6' 064	28.4
Hip-hop	2' 704	12.7
Grunge	1' 078	5.1
Projet autonome	689	3.2
Punks	921	4.3
Skateboard, patins	2' 597	12.2
Graffiti, taggeurs	786	3.7
Fans de foot, hockey	6' 171	29.0
Home boys	439	2.1
Squatters	405	1.9
Rockers	870	4.1
Hangers	1' 258	5.9
Antifascistes (militants)	543	2.5
Groupes nationalistes, patriotiques	361	1.7
Skinheads	300	1.4
Scène des toxicomanes	321	1.5
Autres groupes	4' 986	23.4
A coché 8 groupes ou plus	107	0.5
N'a coché aucun des groupes	5' 765	27.0

N=21'314

Ce sont les mouvements de jeunesse consacrés aux loisirs (musique, danse et sports) qui semblent susciter le plus d'intérêt chez les recrues. Une recrue a écrit un commentaire se référant au sujet des drogues au sein de ces milieux :

« J'aimerais ajouter ici que j'ai organisé en 1995-1996 des fêtes illégales. Je crois que beaucoup de gens qui ont participé aux raves techno depuis le début ont arrêté de prendre des drogues. Moi, par exemple. Depuis le 2.2.96 je ne consomme plus de drogues, sauf un joint de temps en temps. »

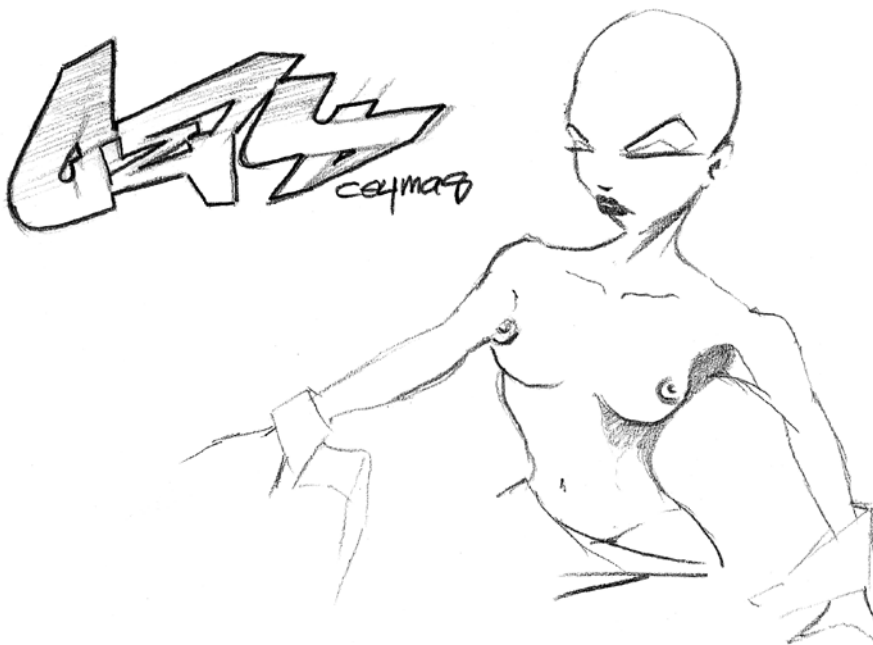
(Commentaire N°127, traduit de l'allemand)

Certains groupes, comme ceux impliqués dans la mouvance hip-hop, les punks, les auteurs de graffiti ou les squatters s'associent plutôt à une identité marginale ou non-conformiste, sans que leurs membres soient nécessairement issus d'un milieu marginal. Nous livrons ci-dessous un commentaire d'une recrue victimisée par les home-boys. Rappelons aussi celui d'une recrue qui a fait partie des home-boys pendant son adolescence (cf. chapitre 6. « Esquisse de l'avenir des garçons ayant eu un *trouble des conduites* », commentaire N°128).

« Je me rappelle ma pire expérience, quand j'ai été agressé et battu par 3 home-boys sans motif. J'ai parfois encore des problèmes avec ça, même si crois l'avoir bien digéré. »

(Commentaire N°139, traduit de l'allemand)

Une recrue a exprimé son opposition à notre sondage, mais il nous a également transmis un dessin qu'il a signé du nom de Ceymas. Lorsqu'il a réalisé ce graffiti, ses pensées étaient manifestement portées vers des thèmes plus importantes que la statistique !



(Commentaire N°94)

Le nombre de personnes qui indiquent s'être déjà associées à l'un des groupes à tendance extrémiste voire militante s'avère assez restreint. Pour poursuivre notre analyse, nous avons décidé de réunir en deux groupes les quatre catégories considérées comme extrémistes, à savoir la scène de « gauche », regroupant les antifascistes et les squatters (3.60%), et la scène de « droite », réunissant les groupes nationalistes, patriotiques et les skinheads (2.33%). Voici l'un des commentaires racistes que nous avons recueillis (cf. chapitre 11. « Violence » paragraphe consacré au racisme) :

« La Suisse aux Suisses, les étrangers dehors ! (...) Les étrangers amènent la drogue, des problèmes, toute la famille, des esclandres. (...) Plus de 20% de la population suisse sont des basanés, c'est beaucoup trop. Les étrangers viennent en Suisse et ne se conforment pas à nos règles et à nos mœurs, c'est clair que ça ne va pas ! En Suisse, il y existe une hostilité envers les nationaux. Ne laissez aucune chance à l'antifascisme ! »

(Commentaire N°8, traduit de l'allemand)

Il faut noter que nous avons exclu ici les recrues qui ont indiqué avoir participé à 12 groupes ou plus. Enfin, il nous paraît important de préciser que la distinction entre les groupes nationalistes et patriotiques n'est pas toujours évidente à établir, essentiellement en raison du fait que certains des groupes régionaux sympathisent avec le mouvement skinhead, alors que d'autres se focalisent plutôt sur une identité régionale ; c'est le cas notamment de la Lega dei Ticinesi qui n'a rien en commun avec la culture jeune.

ALTERMATT et KRIESI (1995) ont étudié les groupes d'extrême-droite en Suisse. Ils sont arrivés à la conclusion que ces derniers se retrouvent dans de nombreuses associations régionales de différentes tendances. De même, on relève que les mouvements de gauche ne sont pas du tout homogènes ou organisés sous une même bannière. Ainsi, 5.8% des recrues se disent impliqués dans un ou plusieurs de ces mouvements. On constate également que les deux groupes que nous avons formés ne sont pas totalement exclusifs et que, dans certains cas, il existe une appartenance à un mouvement de droite et simultanément à un mouvement plus typiquement de gauche. En effet, s'il paraît normal de considérer les groupes nationalistes ou patriotiques et les skinheads comme des mouvements caractéristiques d'extrême-droite et que, de même, les groupes antifascistes puissent être qualifiés de mouvements de gauche, il semble toutefois d'emblée moins évident de classer l'ensemble des squatters dans le groupe « scène de gauche ».

En ce qui concerne par exemple les skinheads, on constate que ces derniers ont pour origine un mouvement de jeunes ouvriers né en Grande-Bretagne dans les années soixante-dix. Ils se caractérisent entre autres par la tenue de propos racistes, le culte de Hitler, la consommation excessive d'alcool et des altercations violentes. Cependant, comme certaines enquêtes sociologiques menées dans le milieu des skinheads l'ont démontré (ALTERMATT & KRIESI 1995, p.75ss), il n'y a pas d'unité de doctrine au sein de ce mouvement. Parmi les skins, il semblerait même qu'il existe également une branche rouge (les « redskins »), qui souhaite prendre ses distances avec les symboles nazis et l'idéologie raciste. En ce qui concerne les 300 skinheads dénombrés parmi les recrues, VIGNANDO (2001), est parvenu à la même conclusion qu'ALTERMATT et KRIESI en 1995. Il faut souligner que ces milieux ne sont pas répartis uniformément dans toute la Suisse ; on relève ici des différences régionales importantes. Les groupes d'extrême-droite sont très peu présents en Suisse romande alors qu'ils sont sur-représentés au Tessin. Enfin, concernant les squatters, on constate une différence entre la Suisse italienne et la Suisse romande d'une part, et le reste du pays d'autre part. Ceci peut d'ailleurs s'expliquer, du moins pour la Suisse romande, par le fait que les squats y sont – sous certaines conditions – tolérées par les autorités, ce qui ne semble pas être le cas dans les autres régions de Suisse.

Nos résultats suggèrent aussi que la réalité sociale est beaucoup plus complexe que ce que l'on entend généralement dans les discours. Une distinction claire et nette entre « l'extrême-gauche » et « l'extrême-droite » n'est effectivement guère possible pour un certain nombre de personnes. Ce constat est d'ailleurs en accord avec certaines théories de la sociologie moderne qui ont notamment relevé que les anciennes frontières politiques sont en train de s'estomper progressivement. En effet, il semble aujourd'hui que les attitudes et opinions se manifestent essentiellement par rapport à différentes problématiques indépendantes les unes des autres,

telles la politique sociale, la question de l'environnement, l'économie, la politique de sûreté, la politique de la drogue (BECK 1986). Lorsqu'il s'agit de passer des idées aux actes, on a pu observer que les opinions ne sont pas toujours en adéquation avec une pratique réelle ou des comportements concrets dans le quotidien. Depuis le début du siècle, on constate de manière générale que la phase d'expérimentation et de recherche identitaire s'est considérablement allongée. En effet, les adolescents et les jeunes adultes y consacrent une plus grande part de leur temps. Cette phase peut parfois prendre des allures provocatrices.

D'un point de vue socio-politique, il nous semble également que la tendance actuelle à la dilution des orientations politiques générales en attitudes spécifiques est plutôt de nature à compromettre la naissance de mouvements plus ou moins extrémistes à grande échelle et que, par là, ces derniers ont davantage tendance à se disséminer en une multitude de petits groupes militants. L'appartenance des recrues aux divers groupes et milieux considérés sera traitée ultérieurement par rapport aux activités violentes qu'elles exercent éventuellement.

7.3.4 Estime de soi et appréciation par les autres

L'individualité humaine est notamment déterminée de façon importante par l'image de soi et par l'appréciation des autres sur soi.

Tableau 7.7 : Estime de soi des recrues et appréciation de l'estime que leur portent leurs relations

Légende :

1 = Le plus souvent
2 = Souvent
3 = Rarement

4 = Jamais
5 = Ne sait pas
6 = Ne veut pas répondre, pas répondu, ou erreur

Réponse N°	1	2	3	4	5	6	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Satisfait de lui-même	45.3	38.9	9.6	0.8	2.1	3.4	100.0
Satisfait de ses choix scolaires et professionnels	53.7	29.6	8.7	2.1	2.7	3.3	100.0
Pense que ses perspectives d'avenir sont plutôt bonnes	43.9	32.2	10.8	1.9	7.4	3.8	100.0
Pense qu'il ne vaut rien	2.9	7.5	37.3	45.8	2.0	4.6	100.0
Pense que sa famille est plutôt satisfaite de lui	57.3	28.8	5.3	1.2	3.3	4.1	100.0
Pense qu'il a des qualités	51.5	36.4	5.5	0.6	2.3	3.8	100.0
Pense que ses copains et amis l'apprécient comme il est	64.3	26.1	3.7	0.6	1.9	3.4	100.0
Pense avoir le contact facile avec les gens qu'il ne connaît pas	30.1	38.4	24.9	1.9	1.0	3.7	100.0

N=21'314

Dans le cadre de ce travail, nous avons jugé important de ne pas nous limiter à l'examen des facteurs de risque et des événements néfastes. Au cours des dernières années, les chercheurs

se sont mis à accorder plus d'attention à des facteurs pouvant exercer une action protectrice contre le développement de la délinquance individuelle ; c'est ce qu'on appelle les facteurs protecteurs (en anglais : *resiliency factors*). Ainsi, une estime de soi positive peut constituer une protection contre des comportements dyssociaux, et ceci même pour quelqu'un qui a vécu (ou survécu à) beaucoup de difficultés. Pour de plus amples informations, l'ouvrage de CYRULNIK (1999) développe la thématique de la résilience et donne de nombreux exemples.

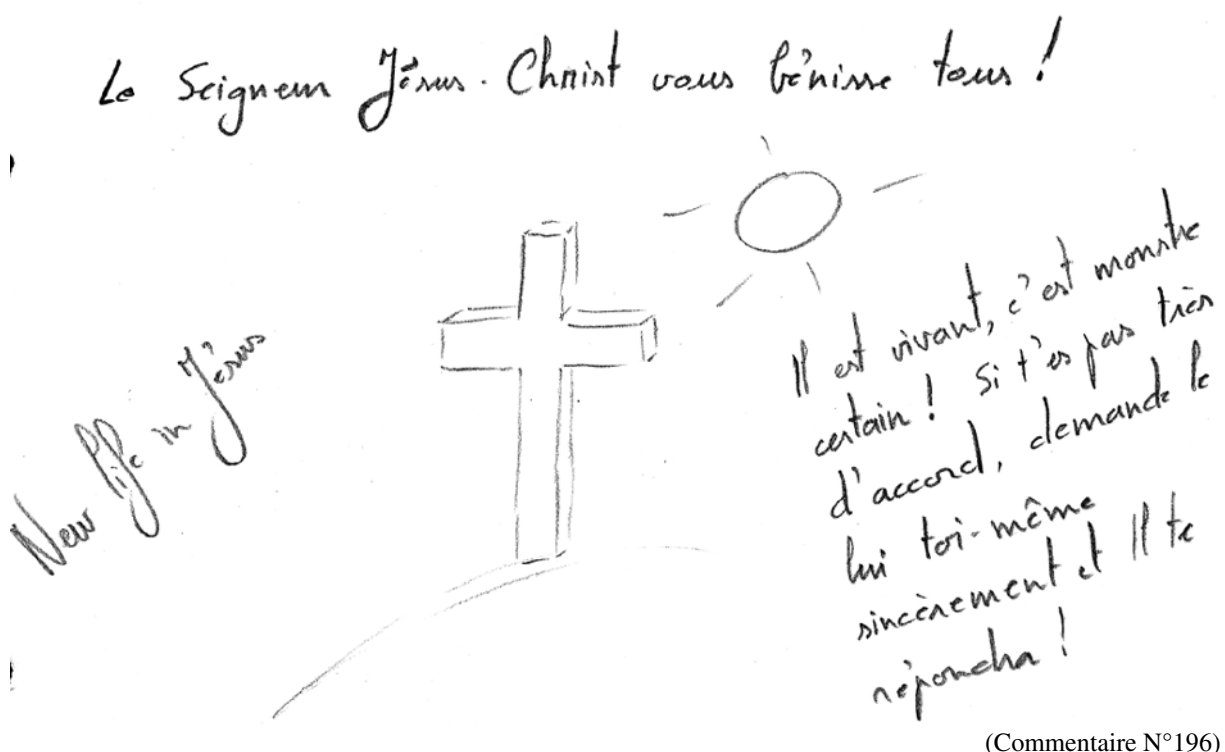
Nous avons par ailleurs testé chez les individus ayant toujours coché les réponses les plus positives, s'ils n'avaient pas tendance à se surestimer. Cela n'a pas pu être démontré, ceux-ci ayant montré moins de problèmes sur le plan de la délinquance et des troubles psychiques. Nous attribuons ce fait à la formulation des réponses, celles-ci témoignant dans l'ensemble plutôt d'une relative modestie. Ainsi, nos questions pourraient être critiquées dans la mesure où nous n'avons pas proposé de réponses pouvant permettre de relever des signes de narcissisme excessif.

En posant à la fin du sondage une question concernant les croyances religieuses des recrues, nous avons voulu évaluer si le fait de croire en l'existence d'une vie spirituelle exerce un effet protecteur par rapport à la délinquance, ce que certains prétendent. 33% des recrues croient qu'il existe une vie spirituelle après la mort, 20% ne le croient pas ou plutôt pas, et la moitié ne s'est pas déterminée à ce sujet. Nous avons reçu un bon nombre de commentaires portant sur la religion :

Remarques personnelles

Si vous avez des commentaires, des critiques ou des remarques personnelles,
vous pouvez utiliser l'espace qui suit.

Nous vous remercions cordialement pour votre collaboration.



Avant de poursuivre avec les thèmes relatifs aux troubles psychiques et à la délinquance, nous souhaitons montrer ici un aspect plus léger voire humoristique manifesté par certains de ces jeunes hommes. À cet effet, nous reproduisons ci-dessous quelques commentaires qui sont, eux aussi, l'expression de la personnalité des recrues, mais qui s'éloignent de la perspective envisagée lors de la préparation du questionnaire !



« Bien du plaisir pour le dépouillement »

(Commentaire N°24, traduit de l'allemand)

Ou encore le dessin suivant :



(Commentaire N°160)

Encore une autre recrue s'est moquée de nous :

« Il s'est passé quelque chose, mais je ne peux pas en parler ? J'ai une tortue. Elle s'appelle Willy et c'est mon animal préféré. En ce moment, Willy a une infection des poumons. Je vous dis !! Si Willy meurt, je ne veux plus continuer à vivre.
Merci de m'avoir permis d'exprimer mon opinion. »

(Commentaire N°154, traduit de l'allemand)

Sans commentaire !

8 La sexualité des jeunes hommes

La psychologie actuelle voit dans le comportement sexuel humain le produit d'une combinaison d'influences héréditaires, d'*imprégnations* (traduit aussi par le terme d'*empreinte*, utilisé par Konrad Lorenz) durant les périodes sensibles de l'enfance et de l'apprentissage. Le terme « sexualité », dérivé du latin *sexus*, a été créé par un biologiste du XIX^e siècle, AUGUST HENSCHEL, auteur d'un ouvrage publié en 1820, intitulé « *La sexualité des plantes* ». À la base de toute sexualité se trouvent les glandes germinales, leurs hormones, ainsi que l'axe hypothalamo-hypophysaire, qui fonctionne comme un centre d'intégration au niveau sous-cortical. Chez l'homme et chez certains animaux (les primates et les animaux domestiques), la sexualité conduit à des comportements servant la satisfaction émotionnelle et physique, devenus indépendants du but de procréation. La pulsion sexuelle se manifeste par la présence de fantasmes et de comportements survenant de façon répétée et intense. Lorsque la sexualité évolue en fonction des relations ayant eu lieu pendant l'enfance et l'adolescence, ce sont non seulement les partenaires adéquats (d'un point de vue purement biologique) mais également chaque objet et chaque personne qui peuvent être investies de libido. La pulsion sexuelle elle-même est tellement variable qu'elle peut s'associer à toute autre pulsion (par exemple à l'agressivité). Ce fait a été nommé par FREUD (1905, 1920) la « disposition perverse polymorphe de l'homme ». Ainsi, toute sexualité humaine porte à un certain degré les traits d'une déviance ou d'une paraphilie par rapport à un comportement sexuel purement procréateur.

Depuis le XIX^e siècle, le discours autour de la sexualité a évolué. Ainsi, comme l'a relevé le philosophe français MICHEL FOUCAULT, on ne parle désormais plus guère de la sexualité en termes de péché ou d'interdiction morale. Entre l'œuvre de SIGMUND FREUD et celle de MASTERS et JOHNSON, les méthodes permettant d'éprouver davantage de plaisir sexuel sont devenues des sujets de plus en plus d'actualité. Cependant, en même temps, il s'est développé un discours sur la psychopathologie et les paraphilies, qui dès lors a plus ou moins remplacé le discours religieux et moral. Durant ces vingt dernières années, il s'est encore produit un déplacement important de l'attention jusqu'alors portée sur les théories de la pathologie de la sexualité. Les perversions sexuelles, comme le fétichisme ou d'autres déviances, n'intéressent plus autant les scientifiques. En fait, ce sont désormais les actes d'ordre sexuel perpétrés contre la volonté de quelqu'un, ou à l'encontre d'une personne incapable de se défendre qui sont au centre de l'intérêt des psychologues et des psychiatres. Ainsi, l'homosexualité a disparu de la liste des troubles sexuels, et la définition des perversions a changé. En effet, toute déviance n'est plus considérée comme perverse, mais les agressions sexuelles sont considérées comme telles.

En criminologie, les enquêtes suffisamment complètes portant sur le chiffre noir et permettant de tirer des conclusions sur des comportements rares sont encore trop peu nombreuses. Par conséquent, les crimes sexuels graves peuvent difficilement être étudiés puisqu'on ne peut pas connaître le nombre d'auteurs de crimes et la teneur de leurs actes uniquement sur la base des statistiques de la police ou des tribunaux, ou par le biais d'échantillons cliniques (prisonniers et patients en psychiatrie légale). On ne peut donc rien affirmer avec certitude quant à la validité des résultats recueillis par les recherches cliniques sur la totalité des agresseurs de cette catégorie, pas plus que l'on n'a d'indications sur la prévalence de ces comportements. Ainsi, la spécificité et les particularités de ces délinquants par rapport à la population « normale » restent inconnues. De même, si nous considérons les caractéristiques de leur histoire clinique, de leur psychopathologie et de l'ampleur de leur criminalité, il se pourrait que les criminels condamnés ne soient que la partie visible de l'iceberg. Peut-être que les criminels connus se retrouvent parmi les agresseurs dont la personnalité est la plus désorganisée, et qu'ils diffèrent donc de manière significative de la

majorité des criminels inconnus des services concernés, mais mentalement mieux structurés. Pour cette raison, nous avons décidé de mener une enquête sur toutes les recrues suisses de l'année 1997, afin de disposer d'un échantillon suffisamment large pour permettre d'aboutir à des conclusions pertinentes concernant la prévalence des divers comportements et expériences.

8.1 La sexualité des jeunes hommes suisses

En Suisse, les rapports sexuels précoces chez les garçons sont assez rares. Seules 2.6% des recrues affirment avoir eu leur premier rapport sexuel avant l'âge de 13 ans, et 15.1% entre 13 et 15 ans. La majorité des recrues (37.5%) ont eu leur premier rapport sexuel entre 16 et 18 ans, 19.3% après 18 ans, et 20.0% n'en ont pas encore eu. Un peu plus de la moitié des sujets (56.4%) affirme avoir déjà eu une fois une relation amoureuse sérieuse, alors que 39.3% n'ont encore rien connu de tel. Quand ils commencent l'école de recrues, 36.4% des jeunes hommes ont un/e partenaire, 12.3% disent avoir une relation, mais ne sont pas sûrs qu'elle va durer, et presque la moitié des recrues (47.7%) n'a pas (à ce moment-là) de relation amoureuse.

« (...) La seule chose qui me préoccupe beaucoup en ce moment (dépression), c'est que je n'ai encore jamais eu de copine. Il me manque la sympathie, l'amour, tout simplement quelqu'un. Je n'ai pas besoin d'une amie uniquement pour le sexe (c'est clair que ça en fait partie). Je voulais écrire encore ça en complément. C'est peut-être stupide d'écrire ainsi maintenant quelque chose sur cette feuille de papier, mais cela m'a soulagé. Comme on dit, il me manque quelqu'un avec qui je puisse parler de mes problèmes et j'aimerais vous remercier d'avoir lu tout ça. (...) »

(Commentaire N°120, traduit de l'allemand)

« (...) J'ai bu, fumé (haschisch) et souffert, ri mais aussi beaucoup ennuyé. J'avais comme on dit le spleen cher au romantique. Moi romantique ! Sûrement. C'est pourquoi, aujourd'hui, mon principal souci est de trouver quelqu'un avec qui je puisse être heureux. »

(Commentaire N°124, orthographe originale)

S'agissant de l'orientation sexuelle des sujets, 94.2% des jeunes hommes disent être hétérosexuels. Seules 90 recrues (0.4%) déclarent avoir déjà trouvé une identité homosexuelle, alors que 2.3% prétendent être bisexuelles ou ne pas encore connaître leur orientation. 2.6% n'ont pas répondu. On constate ici une sous-représentation des personnes homosexuelles par rapport à la population générale. Les jeunes hommes homosexuels ne sont-ils pas encore sûrs de leur orientation, ont-ils des problèmes à se l'avouer, se font-ils plus souvent dispenser de l'armée, ou doit-on douter de la sincérité des réponses ? Cette question se trouvait en effet tout à la fin du questionnaire. Peut-être y avait-il une crainte d'être lu par les voisins ? Selon les réponses obtenues, les jeunes « gays » parviennent aujourd'hui à avoir une relation amoureuse stable presque aussi facilement que leurs pairs hétérosexuels. En effet, environ 45% des recrues homosexuelles ont déjà eu une relation sérieuse dans leur vie contre environ 55% des hétérosexuels. Les homosexuels sont plus nombreux que les hétérosexuels à n'avoir eu aucune relation sexuelle à l'âge de l'école de recrues, ou au contraire, à en avoir eu une très tôt.

8.1.1 Opinions face à la sexualité

Nous avons soumis à toutes les recrues une liste d'opinions plus ou moins sexistes, afin qu'elles se situent par rapport à celles-ci en exprimant leur accord ou leur désaccord.

Tableau 8.1 : Opinions vis-à-vis de la sexualité et des femmes

Légende :

1 = Je suis tout à fait d'accord

2 = Je suis assez d'accord

3 = Je ne suis pas très d'accord

4 = Je ne suis pas d'accord du tout

5 = Je ne sais pas

6 = Je ne veux pas répondre, pas répondu, ou erreur

	1	2	3	4	5	6	Total
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Les femmes, au fond d'elles-mêmes, aiment bien que l'on utilise un peu la force pour les amener au lit.</i>	2.0	5.1	21.2	61.6	5.1	4.1	100.0
<i>Quand une femme flirte avec quelqu'un, c'est qu'elle désire être satisfaite sexuellement, même si elle refuse les avances</i>	3.5	12.9	34.0	35.0	9.1	5.5	100.0
<i>Un homme qui, toute la journée, travaille pour nourrir sa famille a le droit d'avoir de la satisfaction sexuelle quand il rentre à la maison.</i>	5.2	11.4	26.3	45.8	5.7	5.7	100.0
<i>Une prostituée doit compter sur le fait qu'il puisse lui arriver quelque chose; elle en est la seule responsable</i>	14.7	21.9	20.9	32.8	4.0	5.6	100.0
<i>Une relation sexuelle entre un enfant et un adulte n'est pas nécessairement mauvaise pour l'enfant</i>	2.6	1.8	5.6	81.8	2.8	5.4	100.0

N=21'314

Les opinions ouvertement sexistes n'ont pas complètement disparu, mais elles ne semblent pas très répandues parmi les jeunes hommes. Elles sont cependant plus prononcées en ce qui concerne les prostituées, ce qui correspond au clivage inconscient de la représentation de la femme comme étant soit une « sainte » soit une « putain ». Les transgressions sexuelles contre des enfants ne sont quant à elles que très marginalement acceptées (la question y relative n'est pas formulée de manière optimale, mais les résultats à en tirer restent malgré cela significatifs).

Il est intéressant de noter que nous n'avons pas recueilli de commentaires sexistes alors que nous avons reçu de nombreux commentaires à caractère raciste.

8.2 Comportements à risque autour de la sexualité

8.2.1 Consommation de vidéos pornographiques ou violentes

Durant les années soixante-dix, on débattait beaucoup de la violence à la télévision et des effets qui pouvaient en résulter chez les jeunes. Bien que l'opinion publique soit aujourd'hui confrontée à un problème plus sérieux, celui de la pornographie dure – les vidéos excessivement brutales et les *reality videos* – elle ne semble pas réagir. Certaines personnes font un mauvais usage de la liberté d'expression en produisant notamment des cassettes vidéos de pornographie dite « dure ». Aujourd'hui, des cassettes vidéos présentent des scènes dont la violence est de plus en plus exacerbée. Ce type de comportements pourrait constituer un facteur criminogène et devrait à ce titre être examiné. En Suisse, les films pornographiques et les vidéos contenant notamment des scènes perverses de violences sexuelles infligées à des femmes, à des enfants et à des animaux, l'utilisation d'excréments, ainsi que des scènes d'une cruauté excessive sont réprimés par le Code pénal, à l'article 197. D'autres représentations de la violence qui illustrent avec insistance des actes de cruauté envers des êtres humains ou des animaux sont réprimés à l'article 135 du CP. Ces films contiennent des scènes de torture, de mutilations, de cannibalisme, etc. Les *reality videos*, tournées par des personnes privées, dans des endroits secrets et non en studio, sont elles aussi interdites. Celles-ci contiennent d'authentiques scènes de violences sexuelles, infligées notamment à des femmes, à des enfants ou à des animaux. Sur le marché noir, on trouve encore d'autres sortes de cassettes consacrées au satanisme ou à la magie noire, contenant de réelles scènes de violence filmées en direct, des scènes de guerre, ou des accidents terribles. Depuis une dizaine d'années, on constate une aggravation de la cruauté manifestée dans ces productions illégales, vendues clandestinement et distribuées par le biais des nouveaux médias électroniques. Nous avons donc interrogé nos sujets pour estimer dans quelle mesure ils sont concernés par la consommation de ce type de vidéos.

Tableau 8.2 : Consommation de vidéos pornographiques et violentes

Fréquences sur toute la vie	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
<i>Pornographie dure</i>	67.9	14.9	5.2	2.6	2.5	6.8	100.0
<i>Vidéos brutales ou cruelles</i>	68.2	10.7	3.9	2.4	1.8	13.1	100.0
<i>Reality videos</i>	71.4	9.6	2.6	1.3	1.2	13.9	100.0
<i>Vidéo quelconque</i>	59.3	14.6	12.2	5.8	3.9	4.2	100.0

N=21'313, données manquantes=1

Environ 70% des recrues affirment n'avoir jamais regardé l'un de ces trois types de vidéos et 10% admet l'avoir fait seulement une à deux fois au cours de leur vie, par simple curiosité. Finalement, très peu de jeunes hommes en regardent fréquemment, avec seulement 1% à 2% de spectateurs réguliers. Ces résultats ne sont a priori pas inquiétants. De plus, bien qu'une consommation de vidéos très violentes puisse avoir une influence directe sur la perpétration d'actes violents, il ne s'agirait là que d'une des variables prédictives parmi toutes les autres. Toutefois, la consommation de vidéos ne peut croître que sur un terrain bio-psycho-social favorable, facilitant « l'enracinement » dans une consommation de ce type. Ce sont donc

certainement les personnes les plus « à risque » dans le domaine des infractions contre l'intégrité sexuelle ou corporelle qui sont attirées par ce genre de matériel pornographique ou violent. Quoi qu'il en soit, nous estimons que les caractéristiques biographiques sont plus importantes dans l'explication de l'accomplissement d'actes sexuels violents que les variables de type macro-sociologique, telles que la forte acceptation par la société de comportements brutaux et attentatoires à la dignité humaine (HAAS, VILLETAZ & MELLANA, 1998).

Il nous faut encore ajouter certains éléments concernant les *reality videos* ou les *snuff movies*. Dans ce contexte, l'expression très vulgaire *snuff* vient de la locution anglaise « *snuff the candle* » = « moucher la chandelle », et signifie dans le contexte des *reality videos* « éteindre la flamme de la vie » donc tuer. Avec les *reality vidéos*, qui montrent des crimes sadiques commis sur de vraies victimes, une nouvelle forme de crime organisé et sournois est apparue. En effet, les acteurs-victimes sont généralement des fugueurs (PIERCE 1984), des enfants enlevés et des prostitué(e)s du tiers-monde ou des pays d'Europe de l'Est. Dans ces films, les sentiments des victimes, leur profond désespoir et leur horrible angoisse transparaissent d'une façon si impressionnante et choquante que l'on ne peut pas retrouver cette intensité dans les scènes jouées par des acteurs professionnels. Le consommateur de ce type de films est non seulement un témoin privilégié de crimes, mais il participe également de façon consciente et volontaire à la production et à la diffusion de ces vidéos. Après avoir visionné de telles scènes, une personne normale – policier ou médecin légiste ayant dû regarder ce genre de vidéos dans le cadre d'une enquête criminelle – peut souffrir des conséquences émotionnelles associées à ce type de visionnement ; chez certains d'entre eux, des traumatismes sont apparus. Après avoir visionné dans le cadre de l'émission de télévision (*Nachrichten 10 vor 10 DRS*) une séquence de deux minutes d'une *reality video* (montrée par la rédaction dans le but d'influencer le résultat de la votation sur la loi contre la pornographie dure), l'auteure arrive à la conclusion qu'il est impossible pour une personne dotée de sensibilité et éprouvant un minimum de compassion de regarder volontairement un tel film. Les personnes fascinées par les *reality videos* et y trouvant du plaisir se font les complices des crimes présentés. Psychologiquement, ils témoignent d'un manque total de conscience morale combiné à une tendance sadique hors norme, non seulement par rapport à la population normale, mais aussi par rapport aux consommateurs de films brutaux ou pornographiques interdits qui sont interprétés par des acteurs professionnels. Quels sont alors les bénéfices que certains individus peuvent retirer de la consommation de tels produits ? Étant donné que ces films ne provoquent que des sentiments très désagréables, tels l'angoisse, la tristesse ou le désespoir chez la plupart des gens, on doit estimer que ces vidéos attirent ou fascinent les personnalités sadiques, ou ayant un sadisme latent. Les consommateurs des *reality videos* y retrouvent un aspect d'eux-mêmes, que ce soit consciemment ou inconsciemment. Bien entendu, ces aspects reconnus comme familiers sont d'une nature traumatisante et renvoient à des fantasmes morbides. En se mettant à la place des agresseurs, les spectateurs réussissent à apaiser leurs angoisses par la vision de la destruction physique et psychique des victimes. Ceci étant le gain psychologique essentiel du sadisme, on doit craindre que la diffusion de ces produits criminels soit propice à déclencher des passages à l'acte chez des personnes qui auraient pu refouler cette tendance latente. Le législateur est donc appelé à s'investir dans une prévention efficace contre la production et la distribution de tels films.

8.2.2 Prostitution et relations sexuelles sans préservatif

Conjointement au sujet sur les rapports sexuels forcés, nous avons posé quelques questions sur les comportements sexuels à risque, notamment sur les rapports sexuels monnayés, en tant que client ou prostitué, et sur les rapports sexuels non protégés avec une personne inconnue. La fréquentation du milieu de la prostitution constitue un risque non seulement en raison du

danger présenté par les maladies infectieuses sexuellement transmissibles – si l’usage du préservatif n’est pas systématique – mais également par le fait que le recours aux drogues, les agressions sexuelles et la délinquance en général sont plus courants dans cette sous-population.

Tableau 8.3 : Fréquences des comportements sexuels à risque

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Avoir payé pour des relations sexuelles	84.6	6.8	1.6	0.5	0.6	6.1	100.0
Avoir consenti à des relations sexuelles pour de l'argent	91.8	0.5	0.2	0.1	0.3	7.2	100.0
Avoir eu des relations sexuelles sans préservatif avec une personne inconnue	85.2	5.8	1.4	0.3	0.5	6.8	100.0
Comportement sexuel à risque quelconque	79.2	9.8	3.8	1.0	0.9	5.3	100.0

N=21'313, données manquantes=1

La grande majorité des recrues (près de 80%) ne prend apparemment ici aucun risque dans le domaine de la sexualité. Environ 10% des recrues ont cependant fréquenté une fois une prostituée ou eu un rapport sexuel non protégé. Le fait de consentir à des rapports sexuels contre rémunération – qui peut être considéré comme un comportement déviant en soi – n’est pas fréquent. On remarque une prudence accrue dans le domaine de la sexualité, en comparaison à d’autres comportements à risque fréquents chez les jeunes hommes. Nous parlons ici particulièrement de la circulation routière ou de la consommation excessive d’alcool ou de drogues illégales. Un petit sous-groupe d’environ 5 à 6% d’individus manifeste des comportements à risque de façon répétée. Bien que les efforts en matière de prévention aient produit de bons résultats, il convient de rester vigilant en ce qui concerne les contaminations d’ordre sexuel.

9 Aperçu de la psychopathologie de l'adulte

La psychiatrie a rapidement permis d'arriver à la conclusion que de nombreux délinquants présentaient des déficits relatifs à diverses fonctions psychiques importantes. Précisons d'emblée qu'inversement, beaucoup de personnes ayant des problèmes psychologiques ne sont pas pour autant des délinquantes. Il existe certaines formes d'atteintes psychiques qui n'ont aucun lien particulier avec la délinquance, par exemple les phobies.

Or, cette thèse ne fait pas l'unanimité. Elle est contestée par les tenants de deux théories diamétralement opposées l'une à l'autre, mais qui se rejoignent, en une alliance contre-nature, dans leur rejet. Les uns – partisans des approches marxiste et antipsychiatrique – tenants de la criminologie radicale – considèrent que le crime est uniquement le produit de facteurs situationnels ; ils rejettent donc la stigmatisation psychiatrique des délinquants. Les autres, partisans par exemple de la peine capitale, attribuent aux délinquants l'entière responsabilité de leurs actes, et rejettent l'argument des perturbations psychiques, estimant que ce ne sont là que des « excuses » permettant aux délinquants d'échapper à la peine qu'ils méritent.

Entre ces pôles extrêmes, représentés par la criminologie radicale d'une part, qui attribue à la société ou au système judiciaire toutes les fautes, et d'autre part par la droite américaine, pour laquelle tout individu quel qu'il soit est à chaque instant de sa vie entièrement responsable de ses actes, seules des études empiriques peuvent éclairer le débat. Ainsi, une étude étiologique transversale effectuée sur toutes les recrues permettra d'évaluer le poids relatif des facteurs situationnels et personnels par le biais d'une analyse multivariée (procédure statistique permettant d'évaluer le poids respectif de différentes influences).

Nous nous permettons une parenthèse pour les lectrices et lecteurs psychologues et psychiatres. Il a été en effet nécessaire de spécifier, dans un résumé très bref, la signification des divers termes de la psychopathologie pour les lecteurs néophytes en la matière. Parmi le vaste choix de théories à disposition, qui pour des raisons historiques attribuent chacune une signification légèrement différente à des termes identiques (par exemple le terme *borderline*), nous nous référons ici au DSM-IV (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4th Edition) et à la théorie de RAUCHFLEISCH (1981) sur la dyssocialité. Il n'est en effet pas possible de spécifier les nuances et les limites de chaque définition et de chaque théorie. Nous prendrons donc comme outil de référence le DSM-IV, car comme nous l'avons développé ailleurs (HAAS 1996, 1997), la psychologie et la psychiatrie légales posent, quant à la validité et la fiabilité empirique des diagnostics, certaines exigences relevant du principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens, qu'ils soient délinquants ou non. En revanche, en dehors de ce cadre, nous pouvons naturellement attribuer plus de poids aux diverses théories applicables, ainsi qu'aux conclusions du médecin ou du psychologue traitant. Mais compte tenu des exigences spécifiques du droit pénal, seules les théories et taxinomies qui, d'une part, bénéficient d'une large acceptation dans les différentes écoles et qui, d'autre part, reposent sur un fondement empirique solide peuvent entrer en considération. En d'autres termes, les théories doivent remplir les critères de ce que l'on appelle aujourd'hui l'« *evidence based medicine* » (EBM). En définitive, il est indispensable qu'une nosologie de psychologie légale soit construite à partir de populations cliniques très diverses (jeunes non-délinquants et délinquants, adultes non institutionnalisés, adultes hospitalisés en psychiatrie, détenus en prison, adultes en thérapie ambulatoire, sujets non psychiatisés et enfin, sujets délinquants non détectés).

9.1 Santé mentale et délinquance

9.1.1 Qu'est-ce que la santé mentale ?

La définition de la santé mentale a donné lieu à de nombreuses discussions. Elle dépend largement de la philosophie des individus, du sens qu'ils donnent à la vie et aux obligations sociales. Elle est ainsi éminemment subjective et culturelle. En effet, un intellectuel polyglotte moderne aurait certainement une autre définition de la santé mentale qu'un bushman, qu'un homme de l'Antiquité ou qu'un membre du clergé pendant l'Inquisition. Néanmoins, il existe pour la définition de la santé certains critères de base pouvant être appliqués indépendamment de la culture. Selon FREUD par exemple, la santé mentale consiste en la capacité de travailler et d'aimer. D'un point de vue psychiatrique, comment définir la notion de sain ou « normal » appliqué à l'appareil psychique ? La psychiatrie définit le psychisme au travers du fonctionnement des opérations mentales. À l'origine de celles-ci on trouve les activités psychiques de base, comme la conscience claire, l'orientation spatio-temporelle, la mémoire et les perceptions claires. On peut toutefois admettre qu'au sein de l'armée, les possibles perturbations psychiques de base ne seront pas représentées. En effet, si des individus présentent de telles atteintes, ils seront sans aucun doute réformés. Au niveau supérieur des opérations mentales, on trouve la capacité d'entretenir des relations interpersonnelles et une perception adéquate de la réalité (matérielle, sociale et réflexive). Ce qu'on appelle la conscience du *moi* se concrétise par l'acceptation de son corps et d'une identité individuelle stable et, *last but not least*, par le respect des limites d'autrui. Si tel est le cas, l'individu possède une identité propre (sexuelle, professionnelle, socioculturelle), stable, impliquant une poursuite active de projets réalistes à long terme. Bien entendu, à l'âge de l'école de recrues (20 ans), l'identité évolue et n'est pas complètement stabilisée. Le respect des limites se traduit par l'absence de transgression des droits d'autrui et la capacité à distinguer ses propres désirs de ceux des autres. La maturité se fonde sur le sens des réalités sociales et sur celui de la réalité intrapsychique.

La santé mentale, comme la santé physique, est une condition qui varie tout au long de la vie. Il est ainsi normal de tomber « malade » de temps en temps. Il n'est pas inhabituel non plus à certaines périodes de la vie – comme l'adolescence, le mariage ou la crise de la quarantaine – de se trouver en crise. De plus, la vie débouche parfois sur des événements difficiles, comme le chômage, un deuil, ou bien un stress aigu impliquant des crises psychiques, des périodes de dépression ou des insomnies. Les symptômes associés à ces périodes de crise sont fonctionnels, ils découlent de la nécessité de s'adapter à une nouvelle étape de vie. Par conséquent, si on part d'une définition restrictive basée sur un idéal de santé comme celle qui est proposée par l'OMS : « *la santé est un état de parfait bien-être physique, mental et social* » (cf. BOUYER, HEMON, CORDIER, DERRIENNIC, STÜCKER, STENGEL & CLAVEL 1995, p.342), on recensera un grand nombre d'individus qui à un moment donné dévieront statistiquement de cette norme.

9.1.2 Diagnostics multidimensionnels

Le plus souvent, il est difficile d'attribuer une cause unique à une perturbation psychique. L'origine des troubles est plutôt liée à un modèle bio-psycho-social. Le DSM-IV a intégré ce modèle et offre la possibilité d'une évaluation multiaxiale. « *Un système multiaxial implique une évaluation sur plusieurs axes, chacun représentant un domaine particulier, susceptible d'aider le clinicien dans son choix thérapeutique et dans son pronostic. La classification multiaxiale du DSM-IV comprend cinq axes :* » (Mini-DSM-IV, p.37)

Axe I	Troubles cliniques, Autres situations qui peuvent faire l'objet d'un examen clinique
Axe II	Troubles de la personnalité et retard mental
Axe III	Affections médicales générales
Axe IV	Problèmes psychosociaux et environnementaux
Axe V	Evaluation globale du fonctionnement

« Le format offert par le système multiaxial est adéquat pour le classement et la communication des informations cliniques, pour saisir la complexité et pour décrire l'hétérogénéité des sujets qui ont le même diagnostic. De plus, le système multiaxial stimule l'application d'un modèle bio-psycho-social dans les dimensions cliniques de formation et de recherche. » (Mini-DSM-IV, p.37).

Sur l'axe I, on trouve les troubles cliniques et d'autres situations pouvant faire l'objet d'un examen clinique, c'est-à-dire certains troubles passagers ou éventuellement chroniques. Nous trouvons par exemple sur cet axe, l'abus d'alcool ou de drogues, le goût pathologique du jeu, les troubles dépressifs et anxieux, ou tout autre symptôme ou syndrome *floride* (le terme technique médical floride signifie *en éveil*, l'antonyme de *latent*). Très souvent, les patients atteints d'une perturbation appartenant uniquement à l'axe I ressentent celle-ci comme étant en désaccord avec leur personnalité ; ce type de personne est dite *dyssyntonique*, puisqu'elle n'accepte pas son trouble. Ainsi, un dépressif souhaitera une amélioration ou un changement de sa condition.

En revanche, l'axe II rassemble tous les troubles de la personnalité, ainsi que le retard mental ; caractéristiques durables, rigides et inhérentes à la personnalité. Ces affections existent depuis l'enfance ou l'adolescence du patient, et ne sont pas passagères. Dans la terminologie juridique, on réunit ce genre de désordre sous le terme « développement mental incomplet » ou « personnalité anormale ». En général, les troubles de l'axe II consistent en des combinaisons assez typiques de plusieurs symptômes qui existent déjà depuis l'enfance ou l'adolescence du patient. Les sujets atteints d'un *trouble de la personnalité*, sur l'axe II, ont tendance à l'accepter et considèrent même que leurs symptômes constituent une partie essentielle de leur identité. Ainsi, on peut qualifier les symptômes comme étant *egosyntoniques* puisque les personnes concernées acceptent leur état. Lorsque les patients concernés n'en ont même pas conscience, on les appelle *anosognosiques*. En effet, quelqu'un qui est habituellement impulsif et qui a un seuil de tolérance à la frustration très bas, ne va pas nécessairement regretter sa « spontanéité ». À noter que la souffrance de ces personnes sera plutôt perçue par les tiers que par eux-mêmes. Tous les troubles de l'axe II, ainsi que les perturbations devenues chroniques qui se traduisent par des symptômes cliniques situés sur l'axe I trouvent leur origine dans des perturbations du développement de l'enfant, et entrent dans la définition du développement mental incomplet, aboutissant ainsi à une personnalité anormale au sens de la loi. Le terme *développement mental incomplet* n'est d'ailleurs pas très approprié. En effet, il suggère que ce développement pourrait facilement être complété dans des circonstances favorables à une maturation. En réalité, il ne s'agit pas simplement d'un développement inachevé, bien que ces patients paraissent immatures. Les désordres de la personnalité se fondent plutôt sur un développement qui a été interrompu trop tôt et qui a donné au caractère du patient une structure figée, rigide, empêchant la maturation normale. Les cas graves de désordre de la personnalité (notamment la personnalité antisociale) associés à des formes de délinquance dangereuses se distinguent souvent des cas moins sévères dans la mesure où ils sont accompagnés de dysfonctions d'ordre neuropsychologique.

D'une façon très globale, on peut donc dire que les thérapies ont plus de chances d'influencer les troubles se situant sur l'axe I que ceux qui se situent sur l'axe II ou sur les deux à la fois.

Néanmoins, aujourd'hui, beaucoup d'efforts sont déployés par la psychiatrie et la psychologie pour améliorer la vie sociale des personnes qui présentent des déficits au niveau des ressources mentales, suite à un développement mental incomplet. De façon très globale, on peut dire que les thérapies appliquées aux patients présentant ces désordres ont – dans une partie des cas – quand même de bonnes chances d'améliorer leur fonctionnement, à l'aide d'une intervention pluridisciplinaire (médicamenteuse, psychologique, sociale).

L'axe III ne sera pas inclus dans cette recherche : des conditions physiques menant secondairement à des perturbations d'ordre psychologique n'apparaissent guère parmi les recrues. Les problèmes psychosociaux et environnementaux de l'axe IV seront considérés avec les facteurs situationnels dans l'analyse statistique. Quant à l'axe V, nous nous y référerons par la suite de manière implicite, dans la mesure où les recrues répondant positivement aux indicateurs de syndromes et de symptômes psychopathologiques sont impliquées dans la délinquance.

Dans le cadre de cette étude, il n'a pas été possible d'opérationnaliser la totalité des symptômes et des fonctions importantes permettant d'étudier la santé mentale de façon globale. Cela constituerait le sujet d'une enquête spécifique qui serait aussi vaste que la nôtre. Mais pour les besoins de notre recherche nous avons tout de même introduit dans le sondage plusieurs questions portant sur des symptômes ayant un rapport avec la délinquance. Il est toutefois important de rappeler que la présence d'un seul symptôme ne constitue pas un diagnostic en soi. Il convient d'avertir les lecteurs qu'il n'est pas possible de « diagnostiquer » des troubles parmi les personnes de son entourage en se basant sur notre questionnaire de recherche. Les réponses ont été données sous le sceau d'une stricte confidentialité, et dans ces conditions, un individu peut dévoiler beaucoup plus de choses qu'il ne le ferait dans d'autres circonstances. L'évaluation de l'ampleur de tels symptômes nécessite une expérience clinique importante. De plus, la neutralité de l'expert en psychologie est indispensable pour poser un diagnostic. Au niveau individuel, une réponse que nous considérons comme un symptôme dans le cadre de cette recherche n'aura pas la même signification qu'un diagnostic posé par un professionnel disposant d'une connaissance personnelle du patient. Dans notre recherche, nous nous contentons d'approximations et d'estimations. Les signes d'un symptôme sont compris en effet seulement comme une partie d'un tout. Pour les statistiques, de telles simplifications sont permises. L'objectif n'est pas d'obtenir des informations précises sur un seul patient que l'on veut traiter, mais d'étudier l'influence globale de ces indicateurs de symptômes sur la délinquance. Nous avons donc décidé de déterminer un seuil de gravité significatif en prenant comme référence sa prévalence dans la population des jeunes hommes, si cette prévalence est connue. Par exemple, la faible estime de soi, en tant que signe de dépression – présente chez beaucoup de jeunes en Suisse – a été déterminée à partir d'une seule réponse. En revanche, la pensée projective, mesurée à travers les préjugés et les opinions racistes et sexistes, a été déterminée seulement en présence de plusieurs opinions de ce type. Bien entendu, il existe dans toute opérationnalisation de perturbations psychiques une part d'arbitraire ; d'autres chercheurs choisiront donc peut-être un autre seuil ou incluront d'autres particularités dans leur définition.

Pour la classification des pathologies en rapport avec la délinquance, nous nous sommes basés sur les grands systèmes psychiatriques comme le DSM-IV édité par l'Association américaine de psychiatrie et le CIM-10 (*Classification internationale des maladies*) édité par l'Organisation mondiale de la santé. Si aucune taxinomie psychiatrique n'est universellement reconnue par le monde scientifique, ces deux classifications jouissent d'une bonne réputation parmi les experts, car elles ont été élaborées au sein de commissions internationalement reconnues. Le syndrome de la *personnalité dyssociale* dans le CIM-10, contient des critères difficiles à opérationnaliser dans un sondage *autoreporté*. En revanche, la *personnalité antisociale* du DSM-IV est un syndrome contenant plusieurs critères caractérisant des formes

de délinquance. Notre questionnaire nous permettra *de facto* de construire une opérationnalisation des symptômes de la *personnalité antisociale* par la prise en compte des différentes formes de délinquance, de façon comparable à ce que nous avons déjà effectué pour le *trouble des conduites*.

La solution optimale pour comparer la prévalence de personnalités anormales décelées parmi les recrues avec les statistiques des sondages psychiatriques, serait d'opérationnaliser la définition des *troubles de la personnalité* selon le DSM-IV. Cependant, comme on peut le voir dans les critères généraux des troubles de la personnalité, ces symptômes sont difficiles à appréhender à l'aide d'un questionnaire. En effet, l'absence d'un jugement extérieur peut poser un problème car le patient lui-même n'est souvent pas conscient de sa déviance mentale. Ce type de patient étant souvent *anosognosique*, il ne peut pas s'apercevoir des symptômes, même lorsque ces derniers induisent une souffrance. À la rigueur, ces patients remarqueront les conséquences de leur trouble au niveau social, sans pour autant être capables de les attribuer correctement à leur propre comportement.

Nous devons donc nous contenter de définitions approximatives des syndromes, tout comme la criminologie, qui doit créer des catégories de délits ne couvrant pas exactement les conceptions juridiques des infractions spécifiques.

Définition des troubles de la personnalité selon le DSM-IV (sur l'axe II)

A. Modalité durable de l'expérience vécue et des conduites, qui dévie notablement de ce qui est attendu dans la culture de l'individu. Cette déviation se manifeste dans au moins deux des domaines suivants :

- La cognition (c.-à-d. la perception et la vision de soi-même, d'autrui et des événements) ;
- L'affectivité (c.-à-d. la diversité, l'intensité, la labilité et l'adéquation de la réponse émotionnelle) ;
- Le fonctionnement interpersonnel.
- Le contrôle des impulsions.

B. Ces modalités durables sont rigides et envahissent des situations personnelles et sociales très diverses.

C. Ce mode durable entraîne une souffrance cliniquement significative ou une altération du fonctionnement social, professionnel ou dans d'autres domaines importants.

D. Ce mode est stable et prolongé et ses premières manifestations sont décelables au plus tard à l'adolescence ou au début de l'âge adulte.

E. & F. Les symptômes ne sont pas mieux expliqués par d'autres troubles mentaux ou par des effets physiologiques d'une substance ou par une affection médicale générale.

DSM-IV, p.279

Comme nous l'avons déjà dit, l'apparition des symptômes mentionnés sous les lettres E et F devrait être plutôt rare au sein de l'armée. En effet, ceux-ci empêchent la plupart du temps le fonctionnement normal de telle façon qu'ils sont détectés par le médecin de l'armée.

En dehors de ces deux nosographies internationalement acceptées (CIM-10 et DSM-IV), on trouve plusieurs autres concepts intéressants dans les théories des différentes écoles psychologiques et psychothérapeutiques. On y trouve par exemple la *psychopathy checklist revised* de HARE (1991), qui est utile pour le pronostic de la dangerosité et pour l'estimation de la capacité d'un délinquant à bénéficier d'une thérapie. Mais comme les examens nécessaires pour ce diagnostic doivent être conduits exclusivement par des sources

d'information extérieures, cette théorie n'est pas adaptée pour structurer des données autoreportées.

Finalement, pour les besoins de cette enquête, nous avons réduit la santé mentale à deux axes diagnostiques. D'un côté, le *trouble de la personnalité*, qui est une condition apparaissant tôt dans le développement de l'individu et qui correspond donc à un développement mental incomplet. De l'autre, nous avons considéré des indicateurs de symptômes tels qu'une consommation excessive de substances psycho-actives, la fréquentation excessive des salons de jeux d'argent, ou des symptômes isolés de dyssocialité qui relèvent plutôt d'un trouble clinique. Cependant, il ne faut pas oublier que la *personnalité borderline (syndrome dyssocial)* et la *personnalité antisociale* ne sont pas les seuls désordres de la personnalité. Il existe de nombreux autres troubles de la personnalité (par exemple la personnalité dépendante, narcissique, psychopathique, histrionique ou paranoïaque) que nous n'avons pas relevés. Afin de ne pas exclure les sujets présentant un ou plusieurs symptômes florides – nous avons construit la catégorie des *troubles de la personnalité non spécifiques*. L'abus de drogues dures pendant l'année précédant l'école de recrues, combiné avec des particularités pathologiques acquises durant l'enfance, correspond donc à ce type de troubles, s'il ne remplit pas les critères d'un syndrome spécifique. Ces individus pourraient éventuellement souffrir d'un autre trouble de la personnalité différente des caractéristiques du *dyssocial*. Nous avons donc analysé la chronicité de la psychopathologie non seulement en rapport avec la dyssocialité, mais également en rapport avec les indicateurs de toute perturbation clinique relevée dans ce sondage. Notre concept des perturbations mentales de l'adulte comprend donc les perturbations sur les axes I et II :

Axe I – Indicateurs de symptômes cliniques :

- Abus de substances (alcool) sans consommation de drogues dures ;
- Abus de drogues dures (héroïne et cocaïne) ;
- Jeu excessif aux machines ;
- Un ou deux symptômes isolés de dyssocialité (qui ne remplissent pas la définition de la dyssocialité, car cette dernière demande la présence d'au moins trois symptômes).

Axe II – Indicateurs d'un développement mental incomplet :

- Trouble de la personnalité non spécifique ;
- Trouble de la personnalité dyssocial (selon RAUCHFLEISCH) ou *borderline* ;
- Personnalité antisociale selon le DSM-IV.

En présence d'indicateurs d'une perturbation mentale chez un individu adulte qui a eu des antécédents dans l'enfance et l'adolescence, nous pouvons parler d'une condition qui s'approche du *trouble de la personnalité*, tel qu'il est défini dans le DSM-IV. Cependant, nous allons considérer l'élément biographique, et différencier les sujets ne présentant aucun indicateur de perturbation, ou des indicateurs de perturbations de l'adulte seulement, ou des indicateurs de perturbation du développement de l'enfant seulement, ou des indicateurs de perturbations devenues chroniques, ainsi qu'une personnalité anormale. Avec cette dernière catégorie, à savoir la perturbation devenue chronique, nous espérons parvenir à une approximation des *troubles de la personnalité*, tels qu'ils sont définis par le DSM-IV. Nous commencerons par spécifier les indicateurs de symptômes cliniques, puis nous préciserons ceux de la dyssocialité.

9.1.3 Le choix des critères

La qualification objective de symptômes d'un trouble est une question très controversée en psychopathologie et fait l'objet de critiques au sein de la psychiatrie et de la psychologie. L'expert qui donne son avis doit se forger une opinion. Cependant, l'opinion qu'il émet est inéluctablement influencée en partie par ses valeurs et ses croyances. Plus les critères sont des concepts abstraits, comme c'est le cas dans l'approche psychanalytique, plus il est difficile, même pour les experts, de motiver leur décision d'une façon fiable et reproductible. Ces derniers se basent-ils sur les comportements du patient pendant l'examen clinique ou uniquement sur ce qu'il raconte ? Est-ce qu'ils se forment une opinion en considérant les émotions vécues dans la relation psychologue-patient ? Ou par les images projectives que le patient se fait de son psychologue en l'absence d'informations concrètes ? Est-ce que l'expert se base aussi sur les réactions émotionnelles suscitées par le patient ? Est-ce que l'expert tient ses informations sur le patient de sources comme la famille, les enseignants, ou des collègues qui ont déjà examiné ou traité ce patient ? Toutes ces possibilités créent une situation où l'attribution d'un symptôme dans le cadre clinique devient un exercice assez arbitraire, la fiabilité inter-juges n'étant plus garantie.

Pour les besoins de la présente recherche, nous sommes obligés de définir les critères à partir des comportements auto-relevés par les recrues.

Étant donné que cette étude a pour objectif d'étudier le lien entre troubles psychiques et délinquance, nous avons préféré choisir des critères qui ne sont pas des comportements délinquants pour diagnostiquer une tendance dyssociale ; ils indiquent plutôt d'autres formes de déviance ou de souffrance. Nous pouvons rappeler encore une fois dans ce contexte, que la définition du terme « symptôme » figure dans le paragraphe 5.1 du chapitre 5 sur les perturbations du développement. Le fait d'obtenir des réponses qui correspondent à l'un des critères figurant sur la liste d'un syndrome, n'est a priori pas la preuve d'une pathologie en tant que telle. En effet, il faut l'interpréter dans un contexte spécifique, qui est dans cette enquête celui de la violence et de la délinquance sexuelle. De ce fait, des comportements que nous avons regroupés sous certains critères ne sont pas nécessairement des signes de perturbations puisqu'ils sont extérieurs à un contexte de violence et isolés de l'ensemble du syndrome en question. On peut citer ici un exemple médical : la perte de dix kilos au cours d'une année chez un patient obèse peut signifier une amélioration de sa santé, s'il fait davantage de sport et se nourrit mieux, mais si tel n'est pas le cas, la perte de poids peut être le symptôme d'une maladie. Ainsi, nous rappelons à nos lecteurs qu'ils doivent se garder de surévaluer les indicateurs choisis ici. Il n'est pas dans notre intention de « pathologiser » tous ceux qui ont accumulé trop de dettes au cours de l'année précédente, ou bien qui se sont accordé certaines libertés sexuelles (par exemple avoir fréquenté des péripatéticiennes), ou ceux qui se sentaient un peu déprimés durant l'école de recrues. Ces critères ne serviront à indiquer la présence d'une perturbation de l'équilibre psychique que dans le cas d'individus délinquants ; cette perturbation étant néanmoins visible aussi sous d'autres aspects. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes assurés que la condition « C » susmentionnée de la définition d'un *trouble de la personnalité* soit remplie, c'est-à-dire que les symptômes manifestent une altération du fonctionnement social.

9.2 Abus de substances et jeu excessif aux machines

Parmi les indicateurs de symptômes cliniques qui ne sont pas déjà compris dans le catalogue de RAUCHFLEISCH, nous trouvons en premier lieu les dépendances, la consommation excessive de substances psycho-actives ainsi que la fréquentation excessive des salons de jeux. Il faut clairement différencier la *dépendance* à une substance, définie comme telle en

psychiatrie, et un mode d'utilisation inadéquat d'une substance, qui est alors à considérer comme un *abus* (DSM-IV, p.105ss). La *dépendance* est une condition que nous n'avons pas pu relever avec notre questionnaire. En effet, elle dépend de critères déterminant la gravité des symptômes et qui nécessitent un examen médical du patient.

La *dépendance* se définit par les critères suivants :

- Tolérance ou mithridatisation, qui nécessite la consommation de quantités croissantes pour obtenir l'effet désiré ;
- Sevrage en cas d'interruption d'une consommation régulière ;
- Efforts infructueux pour diminuer ou contrôler l'utilisation de la substance ;
- Activités pour obtenir et consommer la substance qui dominent la pensée, la vie sociale, et qui sont poursuivies bien que la personne sache qu'elle a un problème persistant ou récurrent causé par la substance.

L'*abus*, quant à lui, est caractérisé par les symptômes suivants qui n'atteignent cependant jamais la force des critères définissant la *dépendance à une substance* :

- Utilisation répétée d'une substance conduisant à l'incapacité de remplir des obligations majeures ;
- Utilisation répétée d'une substance dans des situations où cela peut être physiquement dangereux ;
- Problèmes judiciaires répétés liés à l'utilisation d'une substance ;
- Utilisation de la substance malgré les problèmes interpersonnels ou sociaux qu'elle engendre.

La *dépendance* est donc un trouble relativement grave ; dans la plupart des cas ces critères ne seront pas encore remplis à l'âge des recrues. Toutefois, on approche de la dépendance aux drogues dures (héroïne et cocaïne) avec le groupe de recrues qui a consommé des drogues dures non seulement au cours de l'année précédant l'entrée à l'école de recrues, mais également durant l'adolescence (avec ou sans interruptions). La toxicomanie au sens strict ne sera pas traitée dans ce livre. Pour le moment, nous nous contenterons de considérer les abus en tant qu'indicateurs de symptômes.

9.2.1.1 *Fumer des cigarettes*

Le taux de fumeurs dans notre échantillon a été relevé, dans la mesure où les criminologues ont établi la présence d'une corrélation entre l'habitude de fumer et les facteurs de risque de la délinquance, voire avec la délinquance elle-même. Moins de la moitié des recrues, soit 42% d'entre elles, ne fument pas. De plus, 3.2% ont cessé de le faire et 12.8% fument plus d'un paquet par jour. Nous avons aussi constaté que 27% des recrues fument moins d'un paquet par jour et que 14% d'entre elles ne fument qu'occasionnellement, c'est-à-dire moins d'un paquet par semaine. D'après l'enquête de STEINHAUSEN (1999), la consommation de cigarettes et celle d'alcool sont très souvent liées. En outre, les jeunes qui consomment ces substances souffrent davantage de dépression, de troubles de l'attention et de la concentration. Ils ont eu plus de problèmes avec leurs parents et ont vécu plus d'événements traumatisants que les autres individus du même âge. Par ailleurs, les fumeurs et les buveurs se sentent plus acceptés par leurs amis et font également état de moins de problèmes sociaux (STEINHAUSEN 1999, p.18). Ici, nous n'avons pas pris en considération cette variable.

9.2.1.2 Consommation excessive de substances psycho-actives

Deux questions résument d'une façon générale l'usage abusif de substances par rapport à leurs effets. La première porte sur la perte de contrôle, et la deuxième sur des épisodes d'agressivité après une consommation de drogues ou d'alcool (cette dernière question sera traitée dans le chapitre sur la violence). Le libellé de la première question était le suivant : « Avez-vous vécu une perte de contrôle sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue durant les douze derniers mois précédant l'école de recrues ? ». Les résultats obtenus à partir des réponses de l'ensemble des recrues et des non-recrues sont reproduits ci-dessous :

Tableau 9.1 : Perte de contrôle sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'313)	63.61	16.36	7.32	4.07	3.57	5.06	100.0
Non-recrues (N=1'160)	73.45	14.57	5.17	2.59	1.90	2.33	100.0

N=22'473, données manquantes=1

sig: $p < 0.001$

Dans le tableau 9.1, on constate notamment que les non-recrues sont nettement moins nombreuses à indiquer une perte de contrôle que les recrues. La même tendance est également relevée concernant les épisodes d'agressivité dans un contexte de consommation de drogues ou d'alcool (cf. tableau 11.7 dans le chapitre 11. « Violence »). Cette deuxième question sera traitée de façon plus détaillée dans le chapitre consacré à la violence. On y abordera aussi la question du lien entre l'agressivité et la consommation des substances retenues pour notre étude.

9.2.1.3 Consommation de drogues illégales

La consommation de drogues illégales est un domaine extrêmement vaste qui fait l'objet de nombreuses publications depuis plusieurs années. Dans cette recherche, nous avons choisi de présenter plus particulièrement les prévalences de l'usage de drogues ou d'alcool par rapport aux fréquences des diverses consommations. Il est évident que la comparaison avec les sondages menés antérieurement en la matière (comme celui de UCHTENHAGEN et ZIMMERHÖFLER 1985, celui de l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) ou encore celui de HORNUNG, SCHMITTCHEN et SCHOLL-SCHAAF 1983) devrait permettre de mieux appréhender l'évolution de ce problème au cours des dernières décennies.

Tableau 9.2 : Consommation de cannabis (haschisch, marijuana)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	51.13	9.79	6.28	6.36	22.49	3.94	100.0
Non-recrues (N=1'160)	50.60	8.79	5.52	6.72	26.21	2.16	100.0

N=22'472, données manquantes=2

sig: $p < 0.01$

Dans les deux groupes (recrues et non-recrues), les consommateurs réguliers de cannabis sont nombreux. Cependant, comme le montrent les données du tableau 9.2, il existe des différences significatives entre les deux groupes par rapport à la fréquence de l'usage de cette substance. En ce qui concerne la consommation de ce type de drogues au sein de l'armée, on constate que même si les non-recrues en font un usage plus important, une grande partie des recrues en consomme également plus ou moins régulièrement. Ce résultat confirme d'ailleurs l'opinion des experts en matière de dépendance à des substances. En effet, les drogues illégales sont actuellement disponibles partout (ISPA, 1997). Certains consommateurs rapportent que même dans les villages de montagne les plus reculés, on peut trouver un vendeur local. Il ne semble plus exister une seule région de Suisse où l'on ne vende pas de drogues.

Selon plusieurs sondages, en 1997, plus d'un Suisse sur quatre entre 15 et 39 ans (27.1%) avoue avoir consommé au moins une fois des substances illégales (OFSP, 2000). Pour la grande majorité des personnes interrogées, il s'agissait principalement de cannabis : plus de 26% des individus déclarent avoir essayé au moins une fois dans leur vie des drogues « douces ». En ne considérant que les jeunes adultes de sexe masculin, il est évident qu'on aboutira à des pourcentages nettement plus élevés. Une étude longitudinale en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (STEINHAUSEN 1999 p.9) a relevé que la consommation de haschisch était en augmentation continue ces dernières années. En 1994, dans le canton de Zurich, 3.1% des jeunes entre 14 et 16 ans consommaient régulièrement du cannabis ; en 1997, ce taux avait déjà doublé pour atteindre 6.1%. De plus, l'âge de la première consommation semble s'être abaissé, ce qui n'est guère surprenant étant donné le nombre croissant de magasins de chanvre dans les villes. Nous avons d'ailleurs reçu bon nombre de commentaires de recrues prônant la dépénalisation de la vente et de la consommation du haschisch.

Étant donné que les drogues ne sont pas le sujet principal de notre enquête, nous n'interviendrons pas dans le grand débat portant sur le caractère nocif ou non des produits dérivés du cannabis. Sachant que cette consommation est très souvent passagère chez les jeunes adultes, nous avons renoncé à l'inclure dans les symptômes psychopathologiques. Néanmoins, dans les cas extrêmes, un abus de ce type de drogues peut très bien être le signe d'une vulnérabilité. Le fait que cette substance soit interdite explique certainement la fascination qu'elle exerce sur les adolescents. Par ailleurs, l'entrée dans une sous-culture particulière par sa consommation fait partie du processus de recherche d'autonomie des jeunes adultes, alors que la majorité d'entre eux ne présentent pas de grands problèmes psychiques. Cette prise d'autonomie ne constitue qu'un des aspects les moins problématiques de la consommation très répandue des drogues douces. En revanche, il existe d'autres aspects plus nocifs, comme la conduite de véhicules après consommation, ou l'utilisation de cigarettes auxquelles on a enlevé le filtre, les consommateurs de drogues douces inhalant ainsi de grandes quantités de goudron.

En ce qui concerne la consommation de drogues synthétiques (voir tableau 9.3), les recrues forment un groupe plus important d'usagers fréquents de ces substances que les non-recrues. Par rapport au cannabis, la consommation de ces drogues s'avère apparemment moins répandue chez les jeunes que ne le laissent supposer certains articles de presse portant sur les *raves parties* et la mode *techno* en général. Ces chiffres sont confirmés par l'étude de l'Office fédéral de la santé publique (2000). En effet, selon celle-ci, 2.8% des jeunes âgés de 15 à 39 ans ont au moins une fois dans leur vie consommé de l'ecstasy et 1.6% d'entre eux des amphétamines. Pour expliquer cette faible prévalence, on peut se demander si les quelques décès dus à un usage excessif de ce type de substances rapportés par les médias n'ont pas eu un effet préventif sur d'éventuels consommateurs. Il faut ajouter que dans le domaine des

drogues synthétiques les experts débattent pour savoir quelles substances doivent être considérées comme des drogues douces.

Tableau 9.3 : Consommation de drogues synthétiques (amphétamines, ecstasy)

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	85.01	3.20	1.80	1.61	3.06	5.31	100.0
Non-recrues (N=1'160)	86.98	4.05	3.02	0.86	2.16	2.93	100.0

N=22'472, données manquantes=2

sig: $p < 0.001$

D'ailleurs, dans leurs commentaires, quelques recrues ont émis des critiques à l'égard de notre questionnaire sur ce point. En effet, dans le cadre de la question portant sur la vente de drogues, nous avons regroupé le cannabis et les drogues synthétiques sous le terme de « drogues douces ». Or, d'un point de vue chimique, l'ecstasy et les autres drogues de ce type sont proches de l'amphétamine et devraient donc plutôt être considérées comme des « drogues dures ». Cet argument est d'ailleurs étayé par la tendance enregistrée depuis 1993 en Suisse, et dans d'autres pays, où les opiacés ont tendance à céder le pas à de nouvelles substances propres à augmenter les performances (comme l'ecstasy). En revanche, en Suisse, d'un point de vue social, on ne connaît que peu de personnes dépendantes des drogues synthétiques, c'est-à-dire contraintes physiologiquement de poursuivre leur consommation pour ne pas subir les désagréments d'un sevrage. En ce qui concerne les États-Unis, la situation est quelque peu différente. On y trouve certaines drogues dérivées directement de l'amphétamine et créant une forte dépendance physique (dans la lignée des *designer drugs*). Dans cette recherche, nous regroupons sous le terme de « drogues douces » toutes les drogues du marché noir en Suisse qui ne sont pas reconnues comme créant une dépendance physique chez les usagers : le cannabis, les drogues synthétiques, ainsi que les hallucinogènes (LSD, champignons).

En règle générale, les consommateurs de ces différentes drogues dites « douces » restent intégrés dans la société et en font usage le plus souvent pendant leur temps de loisir. En revanche, dans les cas où la consommation est motivée par certains problèmes graves, par exemple une maladie mentale, l'usage d'hallucinogènes peut représenter un risque considérable pour l'équilibre mental. Rappelons que si on parle de drogues « douces », c'est essentiellement en raison de leurs effets sociaux, qui ne sont pas aussi dévastateurs que ceux des drogues dites « dures » comme l'héroïne ou la cocaïne.

Cependant, notre terminologie de l'année 1996, date à laquelle nous avons créé le questionnaire, n'est plus actuelle. Entre-temps, un nombre de recherches a signalé que les drogues synthétiques sont dans l'ensemble plus dangereuses et toxiques que certains experts ne l'avaient pensé à l'époque. Si nous avons encore regroupé les drogues synthétiques sous l'appellation de drogues « douces » dans la présente publication, ce n'est que pour indiquer correctement à quoi les recrues ont répondu, et non pour banaliser la dangerosité de ces substances. Parmi toutes les recrues, aucune ne s'est prononcée en faveur de la dépénalisation des drogues synthétiques, contrairement à celle du haschisch. Il apparaît donc que la différence de dangerosité entre le haschisch, les drogues synthétiques et les hallucinogènes par rapport à la santé soit bien établie dans la conscience des jeunes, bien qu'ils ne suivent pas forcément les conseils des campagnes de prévention dans ce domaine.

Dans cet ouvrage, il ne sera pas possible d'analyser statistiquement l'origine des problèmes de drogue en rapport avec les expériences de vie des recrues. En revanche, en traitant des patients qui se droguaient, l'auteur a souvent pu constater que le vécu traumatisant auquel ont été soumis les toxicomanes relève plutôt de la négligence parentale. À cet égard, ils diffèrent des agresseurs violents qui ont plus souvent souffert d'abus sexuel et de maltraitance durant leur enfance, comme l'a relevé l'expérience clinique. Toutefois nous allons tester ces hypothèses au moyen d'une procédure statistique pour voir dans quelle mesure les expériences cliniques sont pertinentes. Ainsi, une recrue nous a fait part du commentaire suivant, qui témoigne d'une souffrance silencieuse qui n'a probablement jamais été perçue par ses proches :

« J'ai eu une belle jeunesse, et sur le plan matériel, j'ai tout reçu ! Mais il me manquait l'affection et les discussions personnelles avec mes parents. Aujourd'hui je m'amuse avec les drogues. Cela ouvre les yeux et on arrive à une autre vue du système de l'humanité ! J'ai quand même l'intention d'aller dans une haute école et je suis assez ambitieux »

(Commentaire N°114, traduit de l'allemand)

Tableau 9.4 : Consommation de drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	89.54	2.07	0.96	0.65	1.24	5.54	100.0
Non-recrues (N=1'160)	90.17	3.45	1.12	1.03	1.64	2.59	100.0

N=22'472, données manquantes=2

sig: $p < 0.001$

En se référant à la consommation de drogues dures, à savoir l'héroïne, la cocaïne et le crack, on constate que les non-recrues consomment plus souvent ce type de substances que les recrues et qu'elles en abusent aussi plus fréquemment de façon grave. On peut relever ici que les chiffres obtenus auprès des personnes interrogées à ce sujet sont encore plus élevés que les résultats publiés lors des sondages menés à l'époque dans ce domaine. Ainsi, selon l'ISPA, 2% des hommes déclarent avoir consommé au moins une fois de l'héroïne, et 3% de la cocaïne. Pour les femmes appartenant à la même tranche d'âge, le taux d'expérimentation de drogues dures ne correspond qu'à la moitié de celui des hommes : 1% des femmes avouent avoir consommé de l'héroïne et 1.5% de la cocaïne. Quant aux conséquences physiques ou psychiques des drogues dures, on compte en Suisse environ 30'000 personnes dépendantes (ISPA, 1997). L'examen de ce type de données nous pousse à insister sur l'importance du maintien de la vigilance dans ce domaine, sur la nécessité de continuer à informer le public sur l'évolution de la consommation de ces drogues dans notre pays, et sur danger qu'elles représentent pour la santé des usagers.

On constate une certaine inconsistance entre les fréquences relevées chez les recrues et les non-recrues au niveau de la consommation de stupéfiants par rapport aux épisodes de perte de contrôle cités un peu plus haut. En effet, les non-recrues ont – selon leur propre jugement – moins souvent perdu le contrôle d'elles-mêmes que les recrues, tout en consommant plus souvent des drogues, et notamment des drogues dures. Deux explications pourraient être avancées : soit les recrues ont plus tendance que les non-recrues à être des consommateurs

d'alcool, soit les non-recrues concernées savent moins bien apprécier les répercussions d'une consommation excessive de drogues, en particulier de drogues dures, sur la personnalité.

9.2.1.4 Consommation excessive d'alcool

Afin de cibler la consommation excessive d'alcool, en excluant les effets liés aux drogues dures, nous avons éliminé les sujets qui ont indiqué avoir consommé de l'héroïne ou de la cocaïne plus de vingt fois au cours de l'année précédant l'école de recrues. La combinaison de la consommation d'alcool avec des drogues synthétiques est également fréquente dans les milieux « danse techno », et peut provoquer des pertes de contrôle temporaires. Nous avons ainsi obtenu le tableau 9.5.

Tableau 9.5 : Consommation excessive d'alcool sans abus d'héroïne ou de cocaïne

Avoir perdu le contrôle ou être devenu agressif sous alcool durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	59.66	16.12	10.24	5.15	3.57	4.94	100.0
Non-recrues (N=1'160)	69.66	14.14	8.10	3.53	1.90	2.67	100.0

N=22'474

sig: $p < 0.001$

Il apparaît que les non-recrues boivent nettement moins d'alcool (-1.6%) que les recrues. En revanche, elles consomment davantage de drogues dures (+0.4%), notamment de l'héroïne, de la cocaïne et des produits dérivés du cannabis (+3.8%).

9.2.1.5 Le jeu aux machines

Dans un autre registre, si on considère la fréquentation des salons de jeux pour y jouer aux machines à sous, 2.3% des recrues avouent s'y rendre trois fois par semaine ou plus, 5.5% une à deux fois par semaine, un peu moins du tiers une à deux fois par mois, et 60% jamais ou presque jamais. Nous avons choisi comme critère d'un symptôme le fait de se rendre dans un salon de jeux au moins trois fois par semaine. Cependant, l'abus du jeu que nous avons ainsi déterminé ne correspond pas aux critères du jeu pathologique tels qu'ils ont été définis par le DSM-IV. Le diagnostic du jeu pathologique prévoit en effet la présence d'une préoccupation excessive et croissante pour le jeu, qui se manifeste dans la pensée et dans les actes du patient, ainsi que dans des tentatives de mettre un terme à cette addiction, malgré le danger qu'elle représente pour ses relations proches, son travail ou sa réputation (DSM-IV, p.273).

9.3 Symptômes de la dyssocialité

Il existe une théorie psychanalytique formulée par le psychologue bâlois RAUCHFLEISCH qui répond particulièrement aux besoins de cette enquête. À la différence des concepts de la personnalité dyssociale du CIM-10 et de la personnalité antisociale du DSM-IV, cette théorie se sert de critères différents pour caractériser la délinquance et la violence. Les symptômes de la dyssocialité, définis par cet auteur, sont relativement faciles à opérationnaliser afin de pouvoir être utilisés en tant qu'indicateurs dans un sondage empirique. Dans son interprétation psychanalytique, RAUCHFLEISCH (1981, p.82ss) décrit la dyssocialité comme un

trouble de la personnalité qui contient une palette de carences structurelles dans l'organisation du *moi* du patient :

1. Tolérance aux frustrations basse ;
2. Sens des réalités diminué ;
3. Troubles relationnels ;
4. Dépression ;
5. Pathologie du *surmoi* ;
6. Mécanismes primitifs de défense (c.-à-d. projections, identification projective, déni, clivage des perceptions sociales en noir et blanc, etc.) ;
7. Perturbation dans le développement des pulsions ;
8. Désintégration du *moi* ;
9. Chronicité de la perturbation.

RAUCHFLEISCH décrit l'essentiel de cette perturbation comme un noyau de perturbation narcissique. Selon la psychanalyse, ce déficit structurel du *moi* survient au cours d'un développement perturbé par divers traumatismes et interruptions de liens relationnels. Nous avons introduit sur cette liste un critère supplémentaire qui est le vide narcissique, vide qui se traduit par l'ennui :

10. Vide narcissique.

Cette définition de la dyssocialité se rapproche de celle de la *personnalité borderline* (aussi *personnalité limite* dans d'autres terminologies) selon le DSM-IV. Cette variante de personnalité anormale se définit comme un mode général d'instabilité des relations interpersonnelles, de l'image de soi et des affects, accompagnée d'une impulsivité marquée. Des efforts démesurés sont mis en œuvre par l'individu pour éviter les abandons, réels ou imaginaires, car ceux-ci sont vécus par le psychisme comme destructurants. Les relations interpersonnelles sont souvent instables et intenses, caractérisées par l'alternance entre des positions extrêmes d'idéalisation excessive et de dévalorisation (la dévalorisation permettant à l'individu de survivre à la perte de l'objet). La répétition de comportements, de gestes ou menaces suicidaires, et d'automutilations est fréquente. À cela s'ajoutent des difficultés à contrôler ses colères ou des bagarres répétées. Des sentiments chroniques de vide figurent également sur la liste des critères. Selon plusieurs thérapeutes spécialisés dans le traitement des personnalités troubles (cf. KERNBERG, 1989, GABBARD 1994 p.457), la pathologie *borderline* est plus susceptible d'être traitée par la thérapie que certains autres troubles de la personnalité, notamment la personnalité antisociale. Le patient *borderline* présente un nombre important de déficits dans son fonctionnement social, mais il ne devient pas nécessairement délinquant. On constate que la définition du trouble dyssocial de RAUCHFLEISCH est assez proche de cette notion. Contrairement au *trouble antisocial*, caractérisé par un manque de scrupules et par des actes à la fois illégaux et impulsifs qui s'étendent sur une grande partie de la vie, le *trouble borderline* va souvent évoluer vers une rémission à l'âge mûr (30 à 40 ans selon sa gravité). En l'absence d'un *trouble antisocial*, les délinquants qui ont commis des crimes graves ont un meilleur pronostic. Il est alors possible d'approcher la notion de *dyssocialité* au sens de RAUCHFLEISCH au moyen de plusieurs variables opérationnalisées dans le questionnaire « Expériences de vie et comportements ». Seule la faible tolérance à la frustration n'a pas été prise en compte en tant que telle dans le questionnaire. Elle a été remplacée par un autre indicateur : l'échec scolaire. À la différence des critères complexes de RAUCHFLEISCH, qui contiennent chacun plusieurs aspects de dysfonctionnement, nos mesures se réduisent à un seul symptôme relevant de cette catégorie structurelle. Nous espérons

néanmoins obtenir un aperçu de la structure dynamique de la personnalité en opérationnalisant le concept de *dyssocialité*.

9.3.1 Indicateurs de symptômes de la dyssocialité

Le syndrome de la *dyssocialité* comprend l'ensemble des symptômes décrits. Bien entendu, il se peut qu'un individu ne souffre que d'un seul ou de deux symptômes figurant sur la liste, ce qui n'est pas suffisant pour diagnostiquer un *trouble dyssocial*. Cependant, si on est effectivement en présence de symptômes isolés, on parle d'indicateurs de *perturbations cliniques sur l'axe I*. Lorsqu'ils s'accompagnent d'une histoire de perturbations pendant l'enfance et l'adolescence, on peut considérer cette forme de trouble chronique comme indicateur d'un *trouble de la personnalité non spécifique*.

9.3.1.1 Indicateurs de seuil bas de tolérance aux frustrations

Aucune question n'a été posée directement sur l'auto-évaluation de la capacité à gérer les frustrations des recrues. Afin d'estimer la tolérance aux frustrations, capacité nécessaire dans la vie quotidienne, nous lui avons substitué une mesure, peut-être un peu générale, qui est le succès ou l'échec dans la formation. Par individu en situation d'échec scolaire ou professionnel à l'âge adulte, nous entendons les 8% de recrues qui n'ont encore accompli aucune formation professionnelle à l'âge de vingt ans (5.6%) ou qui ont interrompu toutes les formations commencées (2.4%).

Fort heureusement, à cet âge, un faible seuil de tolérance aux frustrations n'est pas forcément un symptôme chronique. On peut en effet estimer que compte tenu de leur âge, un certain nombre de recrues qui connaissent des difficultés concernant leur orientation professionnelle seront capables de les surmonter plus tard.

9.3.1.2 Indicateurs de manque de sens des réalités

L'argent étant la récompense par excellence dans notre société, la capacité de contrôler ses dépenses représente une bonne mesure du sens des réalités. En d'autres termes, le montant du revenu impose des limites sociales assez strictes à la réalisation des désirs et des fantaisies des individus. Plus des trois quarts des recrues ont répondu ne pas avoir rencontré de difficultés financières comme des factures impayées, une mise en poursuite ou des dettes. 11.3% d'entre elles ont éprouvé ce genre de difficultés une à deux fois durant l'année précédant l'école de recrues, 3.3% ont rencontré plusieurs fois ce type de problème, et 2.5% plus de six fois.

Tableau 9.6 : Fréquence de difficultés financières

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
A eu des difficultés financières de type factures impayées, mise en poursuite, dettes	77.09	11.31	3.27	1.56	0.99	5.79	100.0

N=21'314

Quand une recrue a connu des difficultés six fois ou plus (2.5% des recrues), nous avons considéré ce seuil comme indicateur d'un symptôme. Là aussi, le rapport à l'argent n'est pas le seul critère pour évaluer le sens des réalités d'un individu. Il en existe d'autres, par exemple en relation avec les habitudes sociales ou avec le travail.

9.3.1.3 Indicateurs de troubles relationnels

Afin d'estimer la capacité d'entretenir des relations sociales, nous avons demandé aux recrues le nombre de personnes avec lesquelles elles entretiennent des liens d'amitié. Évidemment, la définition de l'amitié peut varier d'un individu à l'autre, et celui qui dit avoir sept amis ou plus aura probablement une conception différente de l'amitié que celui qui dit avoir deux ou trois amis proches. Cependant, en ce qui concerne les extrêmes, les réponses à cette question peuvent donner une idée de la capacité relationnelle de nos sujets. Nous avons considéré comme symptôme le fait que l'individu se trouve isolé, sans aucun ami. Dans ce cas, on peut dire qu'il a des difficultés à entretenir des relations. La dimension de RAUCHFLEISCH prend également en compte la qualité de ces relations et leur durée. Ces variables ne figurent pas dans notre étude.

Tableau 9.7 : Nombre d'amis, ou de copains délinquants

N d'amis	0	1-2 *	3-6	7 et plus	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%
Compte comme amis en général *	2.22	23.63	27.90	42.99	3.29	100.0
Amis ou copains qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police	54.70	25.55	7.31	3.55	8.89	100.0
Total d'amis non-délinquants (différence)	9.76	22.30	40.03	26.32	1.59	100.0

N=21'314 (*Note : la variable « nombre d'amis » a été réduite ici à quatre niveaux en comptant 2 à 3 ami(e)s comme 1 à 2 ami(e)s, cf. tableau 7.5)

Le fait d'entretenir des relations avec des amis ou copains délinquants peut livrer des informations sur la qualité des liens affectifs. C'est le cas notamment quand beaucoup d'amis sont délinquants, voire quand le réseau social dans son intégralité est exclusivement composé de délinquants. L'appartenance à un cercle considéré comme dyssocial, ou même une bande, aboutit à des relations de circonstance plutôt qu'à des liens stables. La différence entre les relations basées sur la complicité, et les relations amicales normales se situe dans le fait que les secondes se basent surtout sur l'affection réciproque, tandis que les premières supposent un ennemi commun. Le fondement de la complicité est donc l'agressivité et non l'amitié. Pour les pairs délinquants, un peu plus de la moitié des recrues déclare ne pas connaître de personnes délinquantes dans son cercle d'amis. Un quart des sujets interrogés avoue compter un ou deux copains dans son entourage ayant rencontré d'importantes difficultés avec la police. 7.3% des recrues déclarent avoir trois à six copains ou amis pouvant être considérés comme délinquants, et 3.6% répondent en connaître davantage encore.

Le fonctionnement interpersonnel global comprend, bien entendu, d'autres aspects que nous n'avons pas pris en compte ici, à savoir les relations affectives ainsi que les relations hiérarchiques au travail.

9.3.1.4 Indicateurs de dépression

Pour se faire une idée de la tendance à la dépression, nous avons pris en considération toutes les réponses qui allaient dans le sens d'une faible estime de soi. En effet, sachant que cette perturbation est fréquente dans la population suisse, nous avons fixé un seuil très bas. Il aurait été peu approprié de prendre en considération uniquement les recrues qui ont coché plus d'un des items énumérés. Ainsi, nous avons qualifié les sujets de déprimés à partir du moment où ils donnaient au moins une réponse, tirée des possibilités suivantes : n'être que rarement ou

jamais satisfait de soi-même, penser ne pas avoir de qualités, ne jamais penser, ou alors rarement, que ses perspectives sont bonnes, ne jamais penser, ou alors rarement, que sa famille ou ses copains l'apprécient, penser assez souvent ou souvent que l'on ne vaut rien. Nous constatons ainsi que 30% des recrues ont coché au moins une opinion négative sur eux-mêmes et 12% deux ou plus. Une recrue nous a d'ailleurs fait part de ce problème :

« Depuis l'âge de 17 ans, j'ai déjà fait plusieurs dépressions nerveuses (tentatives d'auto-destruction) abus de somnifères et d'autres médicaments ».

(Commentaire N°150, orthographe originale)

Il serait intéressant d'analyser les fluctuations de l'humeur déprimée au cours du cycle de vie. En effet, la tendance dépressive de personnes jeunes pourrait disparaître avec l'insertion progressive dans la vie professionnelle et familiale, qui a lieu au cours des dix premières années de l'âge adulte.

La dépression peut, et c'est souvent le cas, être à l'origine de symptômes supplémentaires, tels que des comportements suicidaires et des abus de substances, qui représentent en fait autant de tentatives d'auto-thérapie.

9.3.1.5 Indicateurs d'un manque de conscience morale

Le manque apparent de conscience morale chez beaucoup de délinquants a été décelé comme risque pour la récidive par un bon nombre de chercheurs et de psychologues. C'est par exemple FARRINGTON (1994, p.xxix) qui a constaté que le manque de sentiment de culpabilité (une conséquence de la pathologie du *surmoi*) est un facteur déterminant pour la violence commise par les adolescents. Nous avons déterminé le manque de conscience morale grave – en termes psychanalytiques, on parle de pathologie du *surmoi* – à l'aide de quatre opinions. « Il n'y a pas de mal à contourner la loi si l'on ne se fait pas prendre », « je n'ai pas à recevoir d'ordres ; dans la vie, c'est moi qui décide ce qu'est la loi », « ce que j'estime le droit d'avoir, je peux me le procurer, quitte à utiliser un peu de violence » et, « celui qui me provoque est seul responsable de ce qui peut lui arriver ». Environ 40% des recrues n'ont souscrit à aucune de ces opinions et 30% à une seule. Il est fort possible que l'école de recrues stimule, dans une certaine mesure, la provocation et les conflits d'autorité. Par conséquent, les jeunes hommes auraient coché plus de réponses dans ce contexte qu'ils ne l'auraient fait dans leurs conditions de vie habituelles : 16% ont approuvé deux et 7% trois des opinions mentionnées ci-dessus.

Nous avons attribué un manque de conscience morale ou une pathologie du *surmoi* – pour reprendre la terminologie psychanalytique – uniquement à ceux qui souscrivent à trois de ces affirmations au moins (dont au moins une qu'ils acceptent complètement), soit 5.5% des sujets. Il nous semble que le rejet de toute règle de fair-play ne peut pas être uniquement dû à l'influence de quelques semaines passées à l'école de recrues. Concernant cet indicateur, on doit différencier clairement la signification du symptôme dans un contexte donné qui présume une altération du fonctionnement social, et la signification d'une déviance par rapport à la norme, qui peut être le fruit d'une humeur passagère.

9.3.1.6 Indicateurs de mécanismes primitifs de défense

En psychologie, on définit la projection comme « l'opération par laquelle un sujet situe dans le monde extérieur, mais sans les identifier comme tels, des pensées, des affects, des conceptions, des désirs, etc., croyant de ce fait à leur existence, objective, comme un aspect du monde. » (Grand dictionnaire de la psychologie 1992, p. 658). La projection aide à se libérer des sentiments de culpabilité ou de honte causés par des caractéristiques inacceptables pour le psychisme. Elle remonte au moment du développement où la séparation entre les

différentes instances n'est pas encore accomplie ; elle est donc appelée *primitive* en raison de son enracinement dans le développement. Par exemple, la manière dont les pédophiles accusent leurs victimes d'avoir voulu les séduire est une forme de projection. Pour tenir compte de la tendance à *projeter*, nous avons pris en considération tous les individus qui approuvent au moins quatre opinions témoignant de préjugés racistes ou de culpabilisation des femmes et des enfants victimes de violence sexuelle. 4.8% des recrues ont approuvé complètement au moins trois de ces opinions, ou partiellement six d'entre elles. D'autres mécanismes de défenses dits primitifs sont le déni et le clivage entre les aspects positifs et les perceptions négatives du monde et de soi-même. Ces derniers mécanismes sont moins évidents pour l'individu concerné que pour son entourage. Par conséquent, il est impossible de les recueillir dans le cadre d'un sondage autoreporté. Nous sommes conscients que ces mécanismes de défense ne sont pas réductibles aux six opinions mentionnées, néanmoins, la mesure que nous avons utilisée peut être considérée comme une approximation.

9.3.1.7 Indicateurs de perturbations dans le développement des pulsions

RAUCHFLEISCH (1981) considère pour cette dimension les pulsions d'ordre sexuel et agressif. En fait, nous avons choisi les variables autour du passage à l'acte sexuel (avec des prostituées), le fait de se prostituer et celui d'avoir des rapports sexuels non protégés, comme représentatives de cette dimension, en combinaison avec les altercations agressives verbales (sans violences physiques).

Tableau 9.8 : Cumul des comportements sexuels à risque et d'altercations agressives (sans violences physiques)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
A visité des prostituées, a pris de l'argent pour des rapports sexuels, a eu des rapports sans préservatif ; ou a injurié, offensé ou intimidé quelqu'un avec des mots, gestes	26.36	18.59	26.14	15.73	10.50	2.58	100.0

N=21'314

Il est vrai que le critère décrivant une pathologie des pulsions contient chez RAUCHFLEISCH d'autres aspects que l'agressivité verbale ; par exemple, une tendance aux colères incontrôlables, au passage à l'acte et d'autres caractéristiques. C'est sciemment que nous n'avons pas introduit dans notre opérationnalisation les passages à l'acte d'ordre violent, ceci afin d'éviter que les analyses ne deviennent redondantes – ce qui serait le cas si la violence était expliquée par les actes violents. En revanche, les passages à l'acte d'ordre sexuel cités ci-dessus se déroulent dans le cadre légal, entre adultes consentants, et ne représentent donc pas une tautologie par rapport aux explications des actes d'ordre sexuel interdits ou des transgressions de la volonté de l'autre participant. Là encore, il faut rappeler le caractère expérimental du choix de cet indicateur. Il est évident qu'un concept aussi abstrait et théorique que *la perturbation du développement des pulsions* se traduit difficilement par des critères précis. Le caractère pathologique de ces comportements dépend des significations subjectives de l'individu. Ainsi, un jeune homme qui n'est pas du tout violent ira par exemple chez une prostituée par curiosité sexuelle, tandis qu'un individu violent le fera afin de décharger ses tensions et risquera d'agresser physiquement ces femmes. L'agression

représente peut-être un élément aussi important dans ses motivations que les rapports sexuels payés. Dans ce dernier cas, le cumul de ces comportements peut être un signe de pathologie.

9.3.1.8 Indicateurs de désintégration du moi

Par désintégration du *moi*, on entend une perturbation profonde de la personnalité, qui se manifeste notamment par un comportement suicidaire (en dépit d'une bonne santé physique), ou par des épisodes psychotiques avec une perte très importante du sens de la réalité (délire, hallucinations, pensée incohérente et autres symptômes bien spécifiques). Les maladies que l'on regroupe en psychiatrie sous le nom de *psychoses endogènes* nécessitent souvent une hospitalisation. Elles sont certes difficiles à déceler pendant l'école de recrues au moyen d'un questionnaire autoreporté. Néanmoins, nous avons reçu une feuille de commentaires comportant des signes d'une pensée à la limite de l'incohérence :

Remarques personnelles

Si vous avez des commentaires, des critiques ou des remarques personnelles, vous pouvez utiliser l'espace qui suit.

Nous vous remercions cordialement pour votre collaboration.

Père + mère = 1 = parents = décision
les parents prennent la plupart des décisions ensemble
tout le monde a fait des bêtises dans sa vie
et s'est fait punir / mais qui qu'on soit on a besoin
d'amour.

la grande la race d'un être humain ne change
pas sa valeur : l'aspect est une chimère



p 42 moi ce que je fais
moi ce que je suis en moi

on ne pense pas à notre vie on la vit
avec sa ligne de conduite ou sans

(Commentaire N°161)

Nous rappelons qu'en raison de l'anonymat de notre étude, il nous est impossible d'attribuer ce commentaire à une personne précise. Évidemment, une fois que la cohérence logique de la pensée est perdue, l'individu concerné éprouve la plus grande difficulté à comprendre ce qui se passe en lui, et à décrire objectivement son état. Ainsi, les symptômes dont il souffre se retrouvent automatiquement dans la communication. Ceci n'exclut pas d'ailleurs que certains malades expriment des réflexions contenant une valeur poétique ou philosophique.

La Suisse figure parmi les pays qui connaissent le plus fort taux de suicides. Cet état de fait ne peut pas être uniquement attribué à une meilleure fiabilité des statistiques européennes. Le suicide est la cause de décès la plus fréquente des hommes jeunes, et à la différence d'autres problèmes de la jeunesse fortement médiatisés comme la drogue, ce sujet demeure largement tabou. En ce qui concerne nos sujets, 2.5% des recrues ont répondu avoir tenté de se suicider au cours de l'année précédente, dont environ un tiers à plus d'une reprise. Nous avons d'ailleurs recueilli deux commentaires à ce sujet :

« Une personne, comme moi, qui n'a pas grand avenir, c'est le suicide ; même pendant l'école. »

(Commentaire N°151, orthographe originale)

*« Ce questionnaire m'a fait déprimée
plus je vois en avant plus je me dit que ça sert à rien du tout de vivre.
depuis que je suis à l'armée j'ai qu'une envie c'est de me tirer une balle dans le
crane ...
(signé avec le nom entier de la recrue)
P.S A bientôt peut-être. »*

(Commentaire N°153, orthographe originale)

Le premier commentaire était anonyme, mais le second étant signé, l'expert des *ch-x* a identifié son auteur. Nous avons pu lui écrire une lettre et alerter le médecin de l'armée.

Dans la recherche psychiatrique, les comportements suicidaires sont considérés comme une bonne mesure de la santé mentale en général, car ils sont présents dans presque toutes les maladies mentales graves de l'adulte (troubles de la personnalité, schizophrénies, psychose bipolaire, psychose dépressive, dépendance aux substances). Le choix de cet indicateur s'inscrit donc dans une tradition de recherche reconnue.

9.3.1.9 Indicateurs de vide narcissique

L'ennui fréquent, autrement dit le fait de ne pas savoir quoi faire de son temps, peut être la conséquence d'une crise d'adolescence prolongée. Celle-ci peut entre autres être causée par un blocage passager des pulsions naissantes ou par le refoulement des désirs sexuels. Dans d'autres cas, ce sentiment, lorsqu'il est déjà présent durant l'enfance, est visible notamment à travers l'incapacité de jouer, et peut alors relever – en combinaison avec d'autres symptômes – d'un trouble caractériel naissant. Les enfants qui se montrent incapables de prendre part à un jeu et qui, au lieu de cela, détruisent leurs jouets et harcèlent ou agressent les autres enfants ont déjà été observés et étudiés par de nombreux pédopsychiatres et psychologues (par exemple WINNICOTT 1971). Ces derniers ont considéré ce symptôme comme un facteur précurseur de délinquance. Bien sûr, l'attitude inverse qui consiste à ne jamais connaître de moment de calme peut aussi s'avérer très problématique. Pour en revenir à notre enquête, on relève à ce propos que 39% des recrues disent ne jamais s'ennuyer et 44.8% qu'il leur arrive rarement de n'avoir rien à faire. Toutefois, on constate également que 10.7% des recrues disent souvent flâner ou ne rien faire, et 2.5% avouent ne pas savoir quoi faire la plupart du temps. Par rapport à la possibilité de s'occuper seul, 14.5% trouvent difficile de s'amuser sans compagnie et 29.3% estiment cela assez difficile.

Dans l'interprétation psychanalytique, l'ennui – notamment quand il est la règle plutôt que l'exception, et quand l'adolescence est déjà terminée – pourrait être considéré comme le reflet d'une problématique narcissique. Pour les besoins de la recherche, nous avons retenu l'indicateur d'une éventuelle perturbation narcissique chez les 2.5% des recrues, qui, le plus souvent, ne savent pas quoi faire ou « zonent ». De nouveau, cet indicateur est à interpréter

comme signe d'une pathologie uniquement si l'ensemble des comportements montre une altération importante du fonctionnement social.

9.3.1.10 *Chronicité de la dyssocialité*

Comme indice d'une chronicité des troubles, nous avons utilisé la présence d'un *trouble des conduites* grave ou moins grave pendant l'enfance ou l'adolescence, qui concerne 14.5% des recrues (cf. chapitre 5. « Perturbations du développement »).

9.3.2 **Diagnostic de la dyssocialité**

Au moins trois des dix critères retenus devaient être remplis pour que ce diagnostic expérimental soit retenu. Pratiquement 60% des recrues ne présentent aucun des indicateurs de symptômes du syndrome de la dyssocialité, 25% n'en présentent qu'un seul, et 10% deux. Le fait d'en trouver trois ou plus chez un individu est déjà très rare, la prévalence étant inférieure à 7.5% parmi les recrues.

Nous considérerons la présence d'un diagnostic expérimental du *trouble dyssocial* comme indicateur d'une perturbation sur l'axe II, également dans les cas où les trois critères ne concernent que les indicateurs de symptômes cliniques et que le *trouble des conduites* n'a pas été constaté. Nous procéderons ainsi, puisque dans la réalité clinique un *trouble de la personnalité* peut se développer non seulement après un *trouble des conduites*, mais également après de nombreuses autres perturbations datant de l'enfance que nous n'étions pas en mesure de relever ici. Cela concerne les enfants gravement victimisés dans leur enfance, qui ont développé un *moi* très faible, et qui par exemple n'osent jamais dire non ; de même que les enfants qui ont été extrêmement gâtés par leurs parents et qui vivent souvent dans un monde d'illusions. Ces enfants ont peut-être alors adopté une conduite excessivement docile ou ont fait preuve d'un manque de spontanéité. L'ampleur de leurs problèmes ne se manifeste pas avant l'adolescence, moment où, à l'école, ou dans le cadre d'un apprentissage, on exige d'eux une nouvelle adaptation hors de la famille. C'est le cas chez de nombreux toxicomanes.

Enfin, il existe une troisième possibilité pour qu'un adulte puisse souffrir d'un trouble se trouvant sur l'axe II sans que des antécédents aient été évidents pendant l'enfance du sujet. Dans les cas par exemple où la toxico-dépendance aurait déjà conduit à un changement de caractère typique par la présence prolongée d'une addiction (perte de tolérance aux frustrations, impulsivité croissante, perte du sens de la réalité). Après des années d'alcoolisme ou de toxicomanie, ces symptômes sont difficilement réversibles.

9.4 **Prévalence des indicateurs de perturbations cliniques**

Les facteurs influençant l'apparition de troubles psychiques pourraient fournir la matière d'un autre livre. Par ailleurs, nous n'avons pas mis en relation les événements de l'enfance avec les divers troubles, étant donné que cela ne correspondait pas à notre objectif à ce stade de l'enquête. Cependant, dans le cadre des prochaines publications, il est prévu d'examiner l'influence des divers événements survenus pendant l'enfance sur la personnalité de l'adulte, que ce soit par rapport à la délinquance, ou en second lieu, par rapport à d'autres caractéristiques.

Nous avons renoncé à introduire le tabagisme et la consommation de drogues douces (à moins qu'ils n'aient eu des conséquences comme la perte de contrôle ou l'agressivité) sur notre liste de symptômes psychiatriques, ceci afin d'éviter de gonfler le nombre d'individus souffrant de problèmes d'ordre psychologique.

L'école de recrues représente certainement une période de stress accru pour les jeunes, ce qui pourrait expliquer le nombre relativement élevé d'hommes présentant quelques

symptômes de ce type. Dans le tableau 9.9, on retrouve les symptômes de perturbation clinique (sans que la chronicité soit considérée) :

Tableau 9.9 : Répartition de tous les indicateurs de symptômes cliniques sur l'axe I

Plusieurs indicateurs de symptômes possibles	N	%
a1. Tolérance basse des frustrations (échec scolaire)	1'700	7.98%
a2. Sens diminué des réalités (par rapport à l'argent) (difficultés $\geq 6x$)	542	2.54%
a3. Troubles relationnels	2'079	9.75%
a4. Dépression, mauvaise estime de soi	2'521	11.83%
a5. Pathologie du surmoi (manque de conscience morale)	1'172	5.50%
a6. Mécanismes spécifiques de défense, projections	1'028	4.82%
a7. Perturbations dans le développement des pulsions	2'239	10.50%
a8. Désintégration du moi (tentative(s) de suicide)	532	2.50%
a9. Trouble narcissique, vide, ennui le plus souvent	543	2.55%
b. Consommation excessive de substances $\geq 20x$ (alcool)	760	3.57%
c. Consommation excessive d'héroïne ou de cocaïne ($\geq 20x$)	264	1.24%
d. Jeu excessif aux machines ($\geq 3x$ / semaine)	495	2.32%
Symptôme quelconque	8'384	39.34%

N=21'314

En considérant tous les indicateurs de symptômes recueillis, nous avons obtenu un taux d'environ 40% de recrues se plaignant de souffrir psychologiquement. Le cumul des symptômes est beaucoup moins répandu : 24.4% des recrues ne présentent qu'un seul symptôme ; 8.8% présentent deux symptômes et 6.2% trois symptômes ou plus. En comparaison, le Centre de psychiatrie pour enfants et adolescents de Zurich a relevé que – selon leurs propres indications – un taux de 20% de jeunes entre 13 et 20 ans souffraient de troubles psychiques suffisamment graves pour nécessiter un traitement. Chez les hommes et chez les adolescents plus proches de la vingtaine, ce taux est encore plus grand.

Rappelons que les items aboutissant à ce taux de 40% sont expérimentaux. De plus, le moment où le questionnaire a été rempli influence sans doute les réponses. En outre, au niveau individuel, nous ne savons rien de la durée de cette souffrance. Il se peut également qu'un individu souffrant d'un trouble nécessitant un traitement ait été d'excellente humeur au moment de l'enquête, et qu'il n'ait donc pas coché les réponses correspondant à son état général le reste de l'année. Sans évaluation clinique indépendante, il reste très difficile de déterminer la gravité des symptômes au niveau individuel. Mais au niveau statistique on peut partir de l'idée que les influences externes et aléatoires (mauvais jour, etc.) qui auraient pu jouer un rôle pour l'un ou l'autre sujet, s'équilibreront grâce à la taille importante de l'échantillon.

9.5 Indicateurs de troubles sur l'axe II

Le trouble dyssocial n'est pas la seule manifestation d'un développement mental incomplet. En effet, il en existe toute une éventail. Afin d'évaluer la durabilité et la persistance d'une

éventuelle perturbation, ainsi que la prévalence du développement mental incomplet, différent du syndrome dyssocial, nous avons analysé les indicateurs de perturbations cliniques dans le contexte de leurs signes précurseurs. Ainsi, les signes d'une perturbation remontant à l'enfance ont été identifiés par la présence d'au moins trois symptômes témoignant d'une auto-agressivité (blessures auto-infligées, accidents très fréquents, tentatives de suicide) ou appartenant au *trouble des conduites*. Dans le chapitre consacré aux perturbations du développement de l'enfant, nous avons pu constater que 15.3% (N=3'263) des recrues ont présenté une telle accumulation de symptômes, témoignant de troubles durant l'enfance. Dans cette opérationnalisation, nous n'avons pas considéré les autres symptômes de l'enfant, tels que l'obésité, l'énurésie, le bégaiement, etc. qui ne semblaient pas avoir un rapport spécifique avec la délinquance.

Quant aux troubles de la personnalité (autres que celui de la dyssocialité), nous trouvons en premier lieu les désordres moins graves (seulement 1 ou 2 indicateurs de symptômes présents en combinaison avec les antécédents). On parle dans ce contexte de troubles de la personnalité sur un niveau structurel élevé, qui sont des perturbations plus proches des névroses, la névrose étant la perturbation psychique la moins grave. D'autre part, il existe des désordres d'une autre nature que la dyssocialité et qui contiennent des symptômes que nous n'avons pas pu relever avec notre questionnaire. Ce sont par exemple une méfiance prononcée envers les autres, une restriction de la variété des expressions émotionnelles, des croyances bizarres, des idées de référence, une expression émotionnelle excessive mais superficielle, la suggestibilité ainsi que d'autres signes de développement mental incomplet.

Pour l'ensemble des recrues, on peut affirmer, dans ce cadre de recherche, que 10.8% présentent, selon nos définitions, soit la combinaison d'indicateurs de symptômes cliniques avec des problèmes de passages à l'acte autodestructeurs, soit un *trouble des conduites* durant leur enfance ou leur adolescence. En revanche, 7.5% des recrues semblent présenter une *personnalité dyssociale*, dans la mesure où ils sont atteints d'au moins trois des critères de RAUCHFLEISCH, tels qu'ils ont été opérationnalisés ici. Lorsque ces deux éléments se recoupent, le sujet est classé sur l'axe II avec un *trouble de la personnalité*, qu'il soit non spécifique, *borderline* ou dyssocial, ce qui est le cas de 12.8% des recrues.

9.6 Répartition des indicateurs en fonction des perturbations sur l'axe I et sur l'axe II

Il convient encore de montrer la prévalence des indicateurs en se référant à la fois aux perturbations de l'axe I et celles de l'axe II.

La prévalence d'indicateurs du trouble *borderline* a été estimée (FIEDLER 1995) entre 1.1% et 15% de la population générale, hommes et femmes de tous les âges confondus. Par conséquent, sur un plan expérimental, 7.5% des recrues présenteraient une personnalité dyssociale, ce qui est plausible étant donné que cette forme de perturbation est plus fréquente chez les hommes, et que la limite entre la dyssocialité et les troubles *borderline* est floue.

Tableau 9.10 : Répartition de tous les indicateurs de symptômes chez les recrues présentant les indices d'un trouble de la personnalité sur l'axe II ou d'une perturbation clinique sur l'axe I

Recrues avec des indicateurs de	seulement un trouble sur l'axe I N=5'651	un trouble non spécifique sur l'axe II N=1'126	un trouble dyssocial sur l'axe II N=1'607
Répartition des indicateurs de symptômes			
% des colonnes	%	%	%
a1. Tolérance basse aux frustrations, échec scolaire	19.80	9.24	29.68
a2. Sens diminué des réalités par rapport à l'argent	2.76	4.17	21.10
a3. Troubles relationnels	19.59	15.10	49.91
a4. Dépression, mauvaise estime de soi	28.99	16.43	43.43
a5. Pathologie du <i>surmoi</i> (manque de conscience morale)	7.79	7.37	40.39
a6. Mécanismes spécifiques de défense, projections	9.31	5.15	27.63
a7. Perturbations dans le développement des pulsions	20.08	29.57	47.98
a8. Désintégration du Moi, (tentative(s) de suicide)	3.59	3.02	18.36
a9. Trouble narcissique, vide, ennui le plus souvent	3.10	2.49	21.16
a10a. Chronicité spécifique : trouble des conduites	–	92.01	72.00
a10b. Chronicité générale : (3 symptômes ou plus du trouble des conduites ou d'auto-destructivité durant l'enfance ou l'adolescence)	–	100.00	73.49
b. Consommation excessive de substances (alcool) $\geq 20x$	5.96	13.59	16.80
c. Consommation excessive d'héroïne ou de cocaïne ($\geq 20x$)	1.11	6.04	8.28
d. Jeu excessif aux machines ($\geq 3 x / semaine$)	4.48	7.37	9.89

N=21'314

Par rapport à toutes les recrues chez lesquelles on retrouve l'indicateur d'une perturbation sur l'axe I ou un trouble non spécifique, on constate que les recrues dites *dyssexuelles* présentent un taux, pour les différents items, 2 à 7 fois supérieur aux autres. Outre les indicateurs de troubles relationnels, d'une faible estime de soi et de perturbations des pulsions, 16.8% des recrues dyssexuelles abusent de l'alcool et 8.3% présentent un risque de dépendance aux drogues. Pour les recrues montrant les signes d'un autre désordre de la personnalité, ce nombre est légèrement inférieur.

En revanche, il peut paraître étonnant, à première vue, que les recrues qui ne sont pas dyssexuelles, mais qui présentent les indicateurs d'un trouble de l'axe II, ne présentent souvent pas plus de symptômes, voire moins, que les recrues qui n'ont qu'une perturbation clinique sur l'axe I. Ceci s'explique peut-être par l'effet compensatoire important que procurent les substances au début de la dépendance. Contrairement à leurs effets à long terme, la consommation excessive d'alcool, d'héroïne ou de cocaïne peut apparaître, aux yeux du consommateur, du moins au début, comme une sorte de solution miraculeuse à tous ses problèmes psychiques. En fait, l'illusion que tout va mieux grâce à la drogue fait partie des

effets pervers et dangereux qui conduisent à l'habitude de la consommation, dans laquelle plongent progressivement les personnes sujettes à ce type de dépendance.

En conclusion, nous avons choisi une définition des perturbations à l'âge adulte qui ne contient pas de comportements délinquants. Cette opérationnalisation devrait correspondre aux observations faites par de nombreux cliniciens dans le cadre des thérapies de délinquants. Mais, à ce stade, nous ne connaissons pas l'impact de ces désordres sur la délinquance. Leur valeur explicative en tant que facteurs criminogènes indépendants de la psychopathologie par rapport à d'autres facteurs n'est pas connue.

9.7 La personnalité antisociale

La prévalence et l'étiologie de la personnalité *antisociale* sont des sujets très intéressants pour l'épidémiologie, et l'on ne devrait pas les omettre dans le cadre d'une étude de *cohorte*. Ce diagnostic est l'un des plus fiables de toute la nosologie du DSM-IV, puisqu'il est lié à des critères dits *durs* (c'est-à-dire plus objectifs que les critères dits *mous*). La seule évaluation des troubles situés sur l'axe II (non spécifique et dyssocial) peut s'avérer insuffisante dans quelques analyses particulières, puisqu'un nombre non négligeable d'individus concernés n'auront probablement pas la capacité d'introspection leur permettant de prendre conscience du fait que des symptômes, tels que la faible estime de soi, les comportements suicidaires ou les excès dans les domaines de la drogue et de l'alcool indiquent une souffrance, et d'admettre qu'il en est ainsi. Alors même qu'ils présentent un *trouble de la personnalité* gravissime, ils ne seront pas nécessairement dépistés au moyen des critères de RAUCHFLEISCH et des symptômes cliniques. Cependant, il serait regrettable de ne pas considérer le *trouble antisocial* comme un désordre dont l'origine remonte à l'enfance du sujet. En revanche, il faut veiller à éviter les tautologies dans la mesure où le diagnostic de la personnalité antisociale a l'inconvénient de tenir compte de critères comme la délinquance ou ses conséquences juridiques. C'est donc pour des raisons d'ordre méthodologique que nous avons séparé la définition la personnalité antisociale des autres définitions des perturbations psychiques.

Néanmoins, ce diagnostic offre d'autres avantages importants pour la psychiatrie légale. Les éléments non tautologiques du diagnostic de la personnalité antisociale sont les faits qui informent le clinicien de la versatilité des comportements malhonnêtes du patient, de la durabilité de cette perturbation remontant à l'enfance, et du pronostic peu favorable par rapport à une psychothérapie ou à une rémission spontanée.

Pour éviter des redondances par rapport à la relation entre délinquance et perturbations, nous n'avons inclus les critères concernant l'antisocialité ni sur la liste des symptômes cliniques et des troubles, ni dans notre évaluation des perturbations sur les axes I et II. Cette procédure était également nécessaire parce que les critères isolés de A1 à A7 mentionnés dans la liste ci-dessous se réfèrent à la période entre 12 et 19 ans (et non uniquement à la période des douze mois précédant l'école de recrues). Dans cette logique, le taux de recrues présentant une personnalité antisociale sera mentionné, à titre d'information supplémentaire, dans les tableaux 9.12, 14.33 et 15.33 qui concernent les perturbations psychiques en général.

Au niveau individuel, il s'agit d'évaluer le degré de gravité du trouble, car celui-ci se situe sur un *continuum*. Entre le « petit escroc », qui se fait arrêter fréquemment, du fait de son impulsivité et le « gros dur », qui remplit tous les critères à la fois, et qui fait preuve d'une violence effrayante, il existe toute une gamme de personnalités, bien que les deux sujets présentent une personnalité antisociale.

Au niveau individuel, il s'agit d'évaluer le degré de gravité du trouble, car celui-ci se situe sur un *continuum*. Entre le « petit escroc », qui se fait arrêter fréquemment, du fait de son impulsivité et le « gros dur », qui remplit tous les critères à la fois, et qui fait preuve d'une

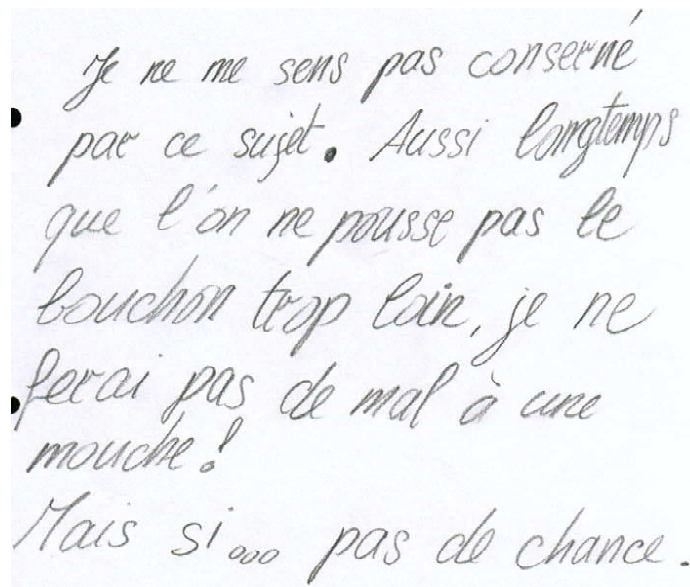
violence effrayante, il existe toute une gamme de personnalités, bien que les deux sujets présentent une personnalité antisociale.

Définition de la personnalité antisociale selon le DSM-IV

- A. Mode général de mépris et de transgression des droits d'autrui, qui survient depuis l'âge de 15 ans, comme en témoignent au moins trois des manifestations suivantes :
 - 1. Incapacité de se conformer aux normes sociales qui déterminent les comportements légaux, comme l'indique la répétition de comportements passibles d'arrestation ;
 - 2. Tendance à tromper par profit ou par plaisir, indiquée par des mensonges répétés, l'utilisation de pseudonymes, ou par des escroqueries ;
 - 3. Impulsivité ou incapacité à planifier à l'avance ;
 - 4. Irritabilité ou agressivité, indiquées par la répétition de bagarres ou d'agressions ;
 - 5. Mépris inconsidéré pour sa sécurité ou celle d'autrui.
 - 6. Irresponsabilité persistante, indiquée par l'incapacité répétée d'assumer un emploi stable ou d'honorer des obligations financières.
 - 7. Absence de remords, indiquée par le fait d'être indifférent ou de se justifier après avoir blessé, maltraité ou volé autrui.
 - B. Âge au moins égal à 18 ans.
 - C. Manifestations d'un *trouble des conduites* débutant avant l'âge de 15 ans.
 - D. Les comportements antisociaux ne surviennent pas exclusivement pendant l'évolution d'une schizophrénie ou d'un épisode maniaque.
-

Mini DSM-IV, p.283

Or, dans certains commentaires, quelques caractéristiques mentionnées ci-dessus sont bien présents, sans toutefois que nous puissions conclure à une personnalité antisociale.



Je ne me sens pas concerné
par ce sujet. Aussi longtemps
que l'on ne pousse pas le
bouchon trop loin, je ne
ferai pas de mal à une
mouche !
Mais si... pas de chance.

(Commentaire N°145)

Tableau 9.11 : Opérationnalisation de la personnalité antisociale

A. = Critères de la liste du DSM-IV à titre comparatif a = Opérationnalisation de la personnalité antisociale (tous les critères se réfèrent à la période depuis l'âge de 12 ans)	N	Sur toutes les recrues N=21'314	Sur les recrues antisociales N=812
	% des colonnes	%	%
A.1 Incapacité de se conformer aux normes sociales (arrestations) :	2' 556	11.99%	61.45%
a1. A été contacté par la police à plusieurs reprises			
A.2 Tendance à tromper par profit ou par plaisir :	669	3.14%	30.91%
a2. A commis déjà plusieurs fraudes			
A.3 Impulsivité ou incapacité à planifier à l'avance :	1' 667	7.82%	61.82%
a3. Pertes de contrôle sous substances, jeu excessif aux machines, consommation fréquente de drogues dures			
A.4 Irritabilité ou agressivité, bagarres répétées :	1' 613	7.57%	66.87%
a4. Altercations physiques fréquentes (>20x)			
A.5 Mépris inconsidéré pour sa sécurité ou celle d'autrui :	4' 195	19.68%	78.20%
a5. Comportements qui compromettent fréquemment (>20x) la sécurité, comme infractions routières, trafic de drogues dures, relations sexuelles sans préservatif, port d'armes			
A.6 Irresponsabilité persistante :	431	2.02%	18.35%
a6. Dettes fréquentes, ou n'avoir suivi aucune formation et être au chômage (sans faire une formation)			
A.7 Absence de remords :	1' 084	5.09%	63.18%
a7. Avoir commis des infractions et les justifier par des attitudes délinquantes, violentes ou sexistes			
C. Manifestations d'un trouble des conduites débutant avant l'âge de 15 ans	2' 895	13.59%	100.00%

N=21'314

Nos analyses nous ont permis de constater que trois quarts des individus remplissant au moins trois des critères mentionnés sous la lettre A, présentaient également un *trouble des conduites* avant la puberté déjà. Ces derniers individus correspondent ainsi à notre définition expérimentale du désordre antisocial.

En tout, 3.8% des recrues présentent des indicateurs d'une personnalité antisociale à l'âge de dix-neuf ans. L'épidémiologie américaine estime la *life-time prevalence* pour ce désordre entre 2 et 3% de la population générale, c'est-à-dire hommes et femmes confondus (GABBARD 1994, p.531). À titre de comparaison, il est important de savoir que les hommes sont atteints 4 à 8 fois plus souvent que les femmes. Ainsi, le taux de 3.8% d'individus que nous avons obtenu à l'aide de cette opérationnalisation est tout à fait plausible. Une forte corrélation a été mesurée entre personnalité antisociale et abus de drogues et d'alcool. On observe souvent une diminution de l'agressivité et de l'impulsivité dans les cas de gravité moyenne à faible, au cours de la quarantaine. Cependant, la mortalité reste très élevée pour ces individus. De plus,

beaucoup sont vulnérables aux maladies chroniques liées aux dépendances, ou deviennent handicapés suite à des accidents liés aux comportements à haut risque qu'ils ont adoptés au cours de leurs années « actives» .

Selon nos indicateurs, 67.5% des *personnalités antisociales* présentent également un *trouble dyssocial*. À ce taux s'ajoutent 26.6% d'individus antisociaux présentant au moins un symptôme sur l'axe I. Enfin, 5.9% des recrues antisociales (N=48) n'ont pas fourni les informations nécessaires à l'évaluation des perturbations chez l'adulte. Soit ils ne le voulaient pas, soit ils ne sont pas suffisamment conscients de leurs problèmes pour être en mesure de répondre de façon correcte. Les 48 recrues qui semblent poursuivre leurs activités délinquantes et qui présentent un manque évident d'introspection, représentent 5% de la totalité des sujets qui ont présenté un *trouble des conduites* pendant l'enfance, sans indices de perturbations chez l'adulte.

Encore une remarque sur la différence entre les concepts du *trouble dyssocial* selon RAUCHFLEISCH et de *personnalité antisociale* selon le DSM-IV. Par rapport à la perturbation du *surmoi*, l'absence de remords doit être nuancée puisqu'elle correspond à l'attitude face aux actes immoraux (projections de la culpabilité sur des femmes et des enfants après des transgressions d'ordre sexuel, infractions sexuelles, attitude d'approbation face à la transgression de la loi, en combinaison avec une délinquance générale, et enfin, attitudes justifiant la violence, combinées avec une violence physique réelle). Dans la définition du *trouble dyssocial*, nous avons plutôt considéré les aspects symboliques non matériels du désordre, alors que la personnalité antisociale se livre à des passages à l'acte bien réels, concomitants avec un fonctionnement psychique déficient dans les relations sociales.

9.8 Résumé de toutes les formes de perturbation

Présentée sur une échelle, la situation est la suivante (nous avons mis à part la catégorie de la *personnalité antisociale*, comme point de comparaison). Cette liste (Tableau 9.12) conserve un caractère expérimental. Il serait donc erroné de dire que tous ceux qui appartiennent à la catégorie « symptômes sur l'axe I sans antécédents dans l'enfance ou l'adolescence » sont atteints d'une véritable perturbation. Nous les avons inclus uniquement afin d'être en mesure, plus tard, de tester l'influence de problèmes de moindre gravité ou de gravité intermédiaire, sur les différentes formes de délinquance. La méthode de recherche relative à la santé mentale autoreportée que nous avons adoptée ici suit une logique analogue à celle des échelles de délinquance autoreportée. Celles-ci couvrent aussi les niveaux de contraventions (délits moins graves) ou même des actes résultant d'un malentendu et non d'un motif délinquant. Par conséquent on ne peut pas exclure que les réponses données par les recrues aient une signification moins lourde que celle du « symptôme » dans le cadre d'une perturbation psychique. On peut par exemple imaginer qu'un individu ait coché les réponses qui indiquent une dépression ou un déficit de *surmoi*, parce qu'il était de très mauvaise humeur le jour de l'examen pédagogique des recrues.

Tableau 9.12 : Indicateurs de perturbations psychiques au cours de la vie

	N	%
0. Ne présentent aucune perturbation	11' 938	56.0%
1. Ont présenté une perturbation pendant l'enfance ou l'adolescence seulement (<i>trouble des conduites</i> ou <i>symptômes d'auto-agressivité</i>) *	956	4.5%
2. Présentent un symptôme de perturbation clinique sur l'axe I depuis qu'ils sont adultes sans antécédents dans l'enfance ou l'adolescence *	5' 651	26.5%
3. Présentent une personnalité anormale sur l'axe II	2' 733	12.8%
x. Aucune information sur les perturbations de l'adulte ou de l'enfant	36	0.2%
Total	21' 314	100.0%

* Note : la différence de rang entre la perturbation de l'enfant ou de l'adolescent (niveau 1) et celle de l'adulte sur l'axe I (niveau 2) n'est pas évidente

Niveau 3 : Recrues qui présentent une personnalité anormale sur l'axe II		
• 3a. Avec un trouble de la personnalité non spécifique ou moins grave	1' 126	5.3%
• 3b. Avec une personnalité dyssociale	1' 607	7.5%
Recrues qui présentent une personnalité antisociale (ce diagnostic est indépendant de la liste précédente)	812	3.8%

N=21'314

Notre opérationnalisation de la personnalité anormale comprend à présent les critères 1 à 4, et les conditions de la chronicité et de la souffrance significative du *trouble de la personnalité* selon le DSM-IV, sans toutefois nuancer les 10 sous-formes distinctes. Environ la moitié (48.3%) des personnalités anormales relevées ici souffrent d'une *personnalité dyssociale*. Concernant les antécédents, 53% des recrues perturbées durant leur enfance uniquement (4.49% des recrues), ont souffert d'un *trouble des conduites*. Environ deux tiers (63.6%) des recrues présentant une personnalité anormale à l'âge de 20 ans (12.82% des recrues) ont été atteints d'un *trouble des conduites* à l'époque.

Comme les autres opérationnalisations que nous avons élaborées, celle-ci n'est qu'une approximation. Les listes mentionnées ci-dessus ne sauraient être utilisées par un amateur pour poser un diagnostic concernant une personne spécifique. Pour les besoins statistiques, il est admissible de faire un tel exercice. En effet, le fait de se tromper sur un individu n'aura pas d'incidence sur les résultats, car aucun n'est reconnaissable dans la masse des 21'314 hommes. En revanche, si un amateur pose des diagnostics auprès de ses proches et qu'il se trompe, cela peut avoir des répercussions néfastes.

Les informations fournies par les études et recherches portant sur la prévalence des *troubles de la personnalité* dans la population varient énormément, en fonction des critères utilisés, des méthodes d'étude et de l'échantillon sélectionné. Pour la *personnalité borderline* par exemple, rappelons qu'on trouve des taux de prévalence allant de 1.1% à 15% de la population entière (FIEDLER 1995).

En ce qui concerne le déficit de conscience morale de certains agresseurs atteints d'un trouble dyssocial ou antisocial, personne n'est « entièrement mauvais ». En revanche, on peut souvent observer qu'il y a un clivage profond entre le bon et le mauvais côté de ces patients. En fait, leur problème principal se situe dans la déconnexion du « bon côté » du caractère d'avec le mauvais, ce qui empêche le premier d'influencer le second. À cela s'ajoute que la

relation entre le bon et le mauvais côté n'est pas une relation de façade. En fait, le « noyau » lui aussi est composé d'éléments pro-sociaux et antisociaux, tout comme la « façade » de la personne perturbée. Le *clivage* de la personnalité ne suit pas des lignes faciles à définir, le psychisme n'a ni haut, ni bas, ni extérieur ni intérieur. La métaphore de la cuirasse du caractère est donc erronée. Les troubles psychiques sont beaucoup plus complexes, et se trouvent en interaction avec plusieurs déficits graves.

Nous devons souligner qu'en règle générale les hommes qui sont des criminels actifs ne font pas seulement souffrir les autres, mais souffrent également eux-mêmes tout en présentant des symptômes psychiques marqués. Comme il s'agit ici d'une étude anonyme, on peut exclure que les recrues concernées aient mentionné des troubles pour excuser leurs éventuels comportements délinquants. Dans les chapitres suivants, nous examinerons la corrélation entre la délinquance et les différentes perturbations sur l'axe I et l'axe II, telles qu'elles ont été opérationnalisées dans le cadre de cette recherche.

9.9 Trouble dyssocial et délinquance

Dans quelle mesure les recrues remplissant les critères de notre diagnostic expérimental du *trouble dyssocial*, tel que nous l'avons défini plus haut, sont-elles délinquantes ? En plaçant le seuil au-dessus de la moyenne, 70% des recrues dyssociales sont délinquantes, contre 26% des recrues non dyssociales (pour la définition de ce seuil, cf. chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée », tableau 13.6). La « délinquance distinctive » c'est-à-dire multirécidivisme et crimes dangereux est présente chez 38% des recrues dyssociales et chez 5.6% des recrues non dyssociales. Presque un tiers des recrues repérées comme dyssociales et trois quarts des autres recrues se situent même en dessous de la moyenne de la délinquance globale.

10 Résumé de la délinquance générale

L'enquête réalisée a permis d'obtenir des résultats intéressants concernant différentes formes de délinquance relevant du chiffre noir. Toutefois cet ouvrage n'a pas pour objectif de présenter pour tous les types de délits des statistiques chiffrées, ni d'établir des comparaisons entre elles. C'est essentiellement dans le contexte de la violence et de la délinquance sexuelle, sujets qui sont au centre de nos préoccupations, que les résultats obtenus feront l'objet d'une étude détaillée. Le présent chapitre abordera les points suivants : l'acceptation de la délinquance ; les délits en matière de circulation routière ; les délits contre le patrimoine ; la vente de stupéfiants ; les interactions entre les différentes formes de délinquance.

10.1 Acceptation de la délinquance

10.1.1 Opinions concernant la loi

Les recrues avaient entre autres à prendre position face à deux opinions concernant la loi et les règles établies. Le tableau 10.1 nous montre les résultats.

Tableau 10.1 : Opinions à l'égard de la loi

Légende :

1 = Je suis tout à fait d'accord	4 = Je ne suis pas d'accord du tout
2 = Je suis assez d'accord	5 = Je ne sais pas
3 = Je ne suis pas très d'accord	6 = Je ne veux pas répondre, pas répondu, ou erreur

	1	2	3	4	5	6	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
<i>Il n'y a pas de mal à contourner la loi si l'on ne se fait pas prendre (il n'est pas tenu compte ici des lois en matière de circulation routière)</i>	7.8	14.2	30.2	40.0	2.7	5.1	100.0
<i>Je n'ai pas à recevoir d'ordres; dans ma vie, c'est moi qui décide ce qu'est la loi</i>	7.7	18.0	35.8	31.0	2.3	5.3	100.0

N=21'314

Il faut souligner que les opinions ne sont pas toujours déterminantes pour le comportement. En effet, un individu qui théoriquement défend la loi avec vigueur devant les autres est capable, dans la pratique, de quelques libertés, c'est-à-dire de certains écarts de conduite. L'inconsistance entre opinions et pensées d'un côté et actes de l'autre a été beaucoup étudiée dans le cadre de sondages ou d'expériences en sociologie (KERNER 1980 p.80). Les explications de ce type de comportement sont nombreuses. Ainsi, des recherches ont par exemple montré que, dans le contexte expérimental, beaucoup s'efforcent de fournir des réponses dont ils pensent qu'elles seront accueillies favorablement par les chercheurs ; il s'agit de l'effet dit de *l'expérimentateur*. Par ailleurs, la divergence entre ce qui est dit et ce qui est fait peut être la conséquence d'une double morale, d'une véritable hypocrisie ou d'une simple faiblesse. Ce phénomène est si fréquent qu'il a fait l'objet d'une théorie, celle de la *dissonance cognitive* de FESTINGER (1957). Jusqu'à un certain degré, chacun est concerné par une divergence entre actes et paroles. En effet, nous ne faisons pas toujours ce qui serait bon,

que ce soit pour nous ou pour les autres. Les Romains disaient déjà « *ut desint vires, tamen est laudanda voluntas* » (c'est-à-dire qu'à supposer que les forces viennent à manquer pour faire le bien, il faut néanmoins approuver la bonne volonté).

Le phénomène inverse, qui existe aussi – un individu pouvant afficher des attitudes contraires à la loi, tout en se comportant d'une façon parfaitement conforme – est cependant moins discuté. Encore une fois, cette inconsistance entre paroles et actes peut avoir des causes individuelles très variées. Celui qui prend ouvertement position contre les lois ou pour l'usage de la violence, sans être délinquant, peut vouloir manifester par cette attitude son non-conformisme ou son opposition : aux lois telles qu'elles existent, à la société ou aux politiciens. Une telle attitude peut aussi relever de la plaisanterie, de l'ironie, voire du cynisme. Il en va de même en ce qui concerne les opinions permissives envers la violence, le sexisme et le racisme. Étant donné que notre questionnaire n'était pas spécifiquement axé sur ce problème, nous ne pouvons pas le mettre en évidence par le biais de nos méthodes.

En outre, le siècle des Lumières a donné lieu à des progrès importants, tels que la reconnaissance de la séparation de la pensée, de la parole et de l'acte ; ainsi que la liberté d'expression. Les gens éclairés reconnaissent l'universalité des pensées « immorales » et ils jugent leurs proches non seulement en fonction de leurs opinions, mais également d'après leurs actes, sachant très bien que la volonté de supprimer totalement toute pensée immorale ou toute forme d'agression peut être délétère.

Il nous paraît important de ne pas négliger le fait que l'école de recrues en tant que telle peut avoir une influence plus ou moins grande sur les diverses opinions émises dans le cadre de notre enquête. En effet, il s'avère difficile de savoir jusqu'à quel point la situation de soumission à l'autorité dans laquelle se trouvent les recrues les amène finalement à se défier de cette dernière et des règles de conduite qui leur sont imposées. Les commentaires les plus extrêmes que nous ayons recueillis à ce sujet ont été retranscrits ; ils illustrent la difficulté rencontrée par certaines recrues à vivre ce genre de situation. Le premier témoignage (le commentaire N°147, cité dans le chapitre 4. « Victimisation par maltraitance et abus sexuels ») exprime la peine qu'éprouve l'individu concerné à supporter ces conditions, en raison d'une victimisation subie durant son enfance, et qui avait été commise par une personne symbolisant l'autorité.

Le second exprime une réelle souffrance liée au fait de se trouver à l'école de recrues. Ici l'interprétation s'avère beaucoup plus délicate. En effet, cette personne a peut-être connu des difficultés particulières avec son environnement scolaire (problèmes relationnels avec les supérieurs ou les pairs). L'école de recrues représente également, pour certains, l'entrée dans la vie adulte et donc une première confrontation avec ses défis, qui peut être plus ou moins bien vécue et gérée.

« J'ai toujours vécu en sérénité, je n'ai jamais eu de problèmes, mais aujourd'hui après seulement 4 semaines d'armée je me sens déjà plus pareil, je suis devenu agressif j'en ai marre de tout.

Ils ne nous apprennent pas qu'est-ce que c'est l'armée mais tout simplement qu'il y a toujours un supérieur à nous qui est juste là pour passer ses nerfs sur nous mais, jusqu'où ira ma patience. Je me sens comme un oiseau en cage à qui on a brisé les ailes. Je resterai sans doute marqué à vie de ce passage à l'armée. Tout ça pour vous dire que le questionnaire que je viens de remplir est valable pour le passé mais pour le futur je ne serai plus la même personne car ici on m'a appris à humilier et à être dur et mauvais ».

(Commentaire N°177, orthographe originale)

Il est possible que la vie militaire accentue chez quelques personnes interrogées des difficultés d'adaptation et des problèmes liés à la situation de soumission. Pour éviter que ce type de

biais ne survienne, il nous a semblé judicieux de placer toutes les questions se référant à des attitudes dans la dernière partie de notre questionnaire, c'est-à-dire après avoir recueilli notamment les informations relatives aux expériences vécues et aux comportements individuels.

10.2 Délinquance routière

Les violations graves des règles de la circulation routière sont souvent corrélées avec la délinquance en général. Les enquêtes portant sur le chiffre noir ont notamment montré que les individus qui ne respectaient pas le code de la route avaient tendance à être nettement plus délinquants dans d'autres domaines, par comparaison avec les personnes conduisant prudemment. Dans le tableau 10.2, on remarque entre autres que les non-recrues avouent significativement moins d'infractions en matière de circulation routière que les recrues. Pour l'interprétation, mettons en parallèle ce résultat et le fait que les non-recrues habitent plus fréquemment dans une grande ville et qu'ils disposent donc d'un meilleur accès aux transports publics. La fréquence des infractions routières dépend des occasions qui se présentent à l'individu. Ainsi, on peut considérer que les chiffres relevés ci-dessous sont probablement liés à la possession d'un véhicule motorisé.

Tableau 10.2 : Infractions routières (ivresse au volant, excès de vitesse, etc.)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	52.45	21.71	8.21	5.21	8.00	4.42	100.0
Non-recrues (N=1'160)	67.24	16.12	5.69	3.02	4.74	3.19	100.0

N=22'472, données manquantes = 2

sig : $p < 0.001$

En Suisse, des résultats similaires ont été obtenus par KILLIAS, VILLETAZ et RABASA (in : JUNGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.207), puisque dans le cadre de cette recherche, 23.2% des jeunes gens des deux sexes, entre 14 et 21 ans, ont avoué avoir conduit une voiture sans permis au cours de l'année précédant le sondage. Il est intéressant de noter que, par rapport aux actes qu'elles avouent avoir commis, certaines recrues tiennent à nuancer la manière dont elles évaluent elles-mêmes la gravité de leurs actes. Ainsi, s'agissant de la délinquance routière, l'une d'elles a fait la remarque suivante :

« Je conduis souvent 10% voire 20% trop vite, mais je ne trouve pas que c'est comparable à l'ivresse au volant »

(Commentaire N°185, traduit de l'allemand)

Le retrait du permis de conduire comme mesure administrative à l'encontre de la délinquance routière plus grave a fait l'objet d'une question uniquement auprès des recrues. Parmi les résultats obtenus et figurant dans le tableau 10.3, environ 5.5% des jeunes hommes ont déclaré avoir déjà été sanctionnés, une ou plusieurs fois dans leur vie, pour une infraction grave en la matière.

Tableau 10.3 : Retrait du permis de conduire chez les recrues

	N	%
Non, jamais	17'968	84.30
Oui, une fois	1'004	4.71
Oui, plusieurs fois	162	0.76
N'a jamais eu de permis (ni de permis provisoire)	1'848	8.67
N'a pas répondu, ne veut pas répondre	330	1.54
Total	21'314	100.00

Nous pouvons constater que l'acceptation des infractions dans le domaine de la circulation routière est plus forte que pour la plupart des autres délits, puisque, outre le fait que 8% des jeunes hommes avouent commettre ce type de transgression régulièrement, plusieurs recrues ont écrit des commentaires à ce sujet. Ainsi, l'une d'elles estime que la répression de la délinquance routière est beaucoup trop sévère :

« J'ai l'impression que ceux qui ont commis une infraction dans la circulation routière (par exemple alcool au volant) sont parfois punis plus sévèrement que les agresseurs violents. »

(Commentaire N°186, traduit de l'allemand)

La banalisation des excès de vitesse et de l'ivresse au volant, notamment par les jeunes hommes, apparaît clairement dans cette statistique. On pourrait qualifier d'adolescente une attitude qui est vraisemblablement liée à la relative inexpérience de ces jeunes ou à une surestimation de leurs capacités au volant, plutôt qu'à une intention de nuire à autrui. Le législateur doit pourtant protéger les personnes mises en danger par de tels comportements hasardeux.

10.3 Délits contre le patrimoine

Étant donné qu'ils ne constituent pas véritablement le sujet de notre étude, nous ne développerons pas ici en termes d'analyse les liens éventuels entre les divers types de délinquance motivés par un gain matériel. Dans le but d'en donner un premier aperçu, ils seront traités chacun séparément dans cette partie. Toutefois, ils feront l'objet d'une section dans les chapitres consacrés à la violence et à la délinquance sexuelle. Ainsi, les données résumées dans le tableau 10.4 permettent de constater que le vol de sommes de plus de cent francs n'est pas très répandu par rapport à de nombreuses autres infractions mentionnées dans notre questionnaire. Sans l'observation empirique faite dans le tableau 10.9, on pourrait considérer à tort ce type de délit comme assez répandu dans la population, car le motif « rationnel » d'un tel acte paraît plus manifeste que dans le cas d'autres formes de délinquance. En outre, il semble que parmi les non-recrues, comparativement aux recrues, on relève plus d'individus profitant d'une bonne occasion et moins de personnes s'adonnant régulièrement au vol, et ce toujours avec une différence statistique significative.

Tableau 10.4 : Vols de plus de 100.- frs.

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	90.20	2.64	0.78	0.35	0.40	5.64	100.0
Non-recrues (N=1'160)	91.90	3.79	0.60	0.52	0.34	2.84	100.0

N=22'472, données manquantes = 2

sig : $p < 0.001$

Concernant les fréquences relativement basses enregistrées ici, il faut rappeler que nous avons choisi dans cette question de renoncer aux vols de moins de 100.- frs. Il est d'ailleurs fort probable que le nombre de personnes ayant déjà volé serait beaucoup plus important si l'on prenait également en compte les vols de faible valeur. L'une des recrues ayant avoué avoir commis des vols, se justifie de la façon suivante dans son commentaire :

« Concernant les délits (punissables), le vol saute aux yeux ! Je n'ai jamais volé quelque chose d'un ami ou d'une personne qui aurait de la peine à le compenser (les vols de choses matérielles !) et j'ai volé pour des raisons d'ordre financier !!! »

(Commentaire N°76, traduit de l'allemand)

Le proverbe selon lequel « l'occasion fait le larron » s'applique sans doute assez bien aux délits de moindre importance. En ce qui concerne les jeunes hommes qui, la plupart du temps, ne touchent pas encore de gros salaires, le vol d'une somme importante réclame une planification et une motivation qui relèvent véritablement de la délinquance. Par ailleurs, sans vouloir banaliser ce type de délit, il faut tenir compte du fait que si on comptait tous les vols, c'est-à-dire en dessus et au-dessous de cent francs, les taux seraient plus élevés. En effet, il paraît probable que les vols de moins de cent francs soient plus fréquents comparativement aux vols de sommes plus importantes.

Tout comme les vols de sommes plus importantes, les fraudes sont en général perpétrées lorsque l'occasion s'y prête. C'est ce que l'on constate à travers le taux élevé de personnes avouant avoir commis ce délit une ou deux fois. À nouveau, relevons ici que les non-recrues sont plus nombreuses que les recrues à avoir perpétré un acte frauduleux à une ou deux reprises, même si cette différence entre recrues et non-recrues est moins prononcée lorsque l'on utilise le test statistique du *Khi carré*.

Tableau 10.5 : Fraudes de plus de 100.- frs. (par exemple fraude à l'assurance)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	90.19	3.54	0.38	0.08	0.16	5.65	100.0
Non-recrues (N=1'160)	91.81	4.40	0.26	0.00	0.17	3.36	100.0

N=22'472, données manquantes = 2

sig : $p < 0.05$

Tout d'abord, il est important de considérer dans l'interprétation de ces chiffres, que le mot « fraude » est souvent synonyme, pour le citoyen ordinaire, d'actes de tricherie à différents degrés (par exemple durant les examens, en vendant des drogues coupées, en falsifiant des documents, en commettant d'autres formes d'escroquerie) et que celui-ci a une signification plus précise au niveau juridique.

À titre d'exemple, le fait que la fraude à l'assurance soit un délit étroitement lié à un facteur situationnel apparaît notamment dans l'incidence plus importante des fraudes par rapport aux vols dans la catégorie « une à deux fois ». Il semble en effet que ce délit soit commis le plus fréquemment lorsqu'un sinistre est survenu. Il devient alors vite difficile pour certains de résister à la tentation d'augmenter la somme du dommage effectif. Évidemment, ces occasions ne sont pas très nombreuses, comme en témoignent les fréquences relativement basses des personnes déclarant souvent commettre des fraudes (plus basses encore que les fréquences enregistrées pour les vols, au niveau des mêmes catégories). Néanmoins, il faut rester attentif au fait qu'au moment de leur école de recrues, les personnes interrogées n'ont pas encore atteint un âge auquel elles pourraient être à des postes où l'accès à l'argent est facile. En outre les recrues ne possèdent généralement que peu de valeurs à assurer.

On pourrait par ailleurs se demander s'il est effectivement possible de commettre ce type de délit plus de vingt fois en une année, comme l'ont indiqué certaines personnes interrogées. S'il est évident que l'on peut difficilement escroquer la même assurance vingt fois au cours d'une même année, un employé malhonnête peut, quant à lui, plus aisément falsifier vingt factures dans le cadre de son travail. Si la fraude n'est pas immédiatement découverte, cela peut se poursuivre durant un ou deux ans ; les entreprises victimisées ne dénonçant que rarement le délinquant, par crainte de se faire une mauvaise publicité.

Afin d'expliquer, entre autres, l'incidence élevée des actes frauduleux (entendus dans un sens large) par rapport aux vols de sommes comparables on pourrait émettre l'hypothèse qu'il semble plus facile de tromper une assurance ou de commettre un autre acte de ce type que de voler. On pourrait de plus noter que les gens jugent peut-être moins condamnable la fraude dirigée contre une entreprise que le vol. Une enquête se voulant représentative, exécutée par l'IPSO, mandaté par l'hebdomadaire *Facts* (29/1999, p.19), a montré à ce propos qu'environ un tiers des Suisses considèrent qu'il est parfaitement normal de présenter à son assurance une facture plus élevée que le dommage causé par le sinistre. Les raisons de cette attitude sont nombreuses. Il y a lieu de s'inquiéter lorsqu'un comportement de ce type n'est plus considéré comme totalement répréhensible et qu'il devient même un « sport national ». On peut aisément imaginer un sentiment d'injustice générale au sein de la population, si cette dernière était amenée à payer, par des primes plus élevées, le coût de tous ces actes frauduleux. Ce sentiment pourrait renforcer les tendances malhonnêtes, du fait que des gens voudraient se voir dédommager si l'occasion se présente. De cette façon, un cercle vicieux peut s'installer. Quant à la culpabilité qui pourrait être ressentie à agir de la sorte, il y a également l'excuse pratique qui consiste à dire que le délit en question ne frappe pas un individu particulier et que son coût finalement ne représente rien par rapport aux énormes sommes d'argent dépensées en dédommagements généraux. Naturellement, cette excuse rencontre un écho tout autre chez les personnes qui se retrouvent elles-mêmes victimes de ce genre de délit. À noter que la psychologie cognitive a observé que cette façon de court-circuiter la pensée logique peut souvent « légitimer » et justifier moralement les actes délinquants.

Les assurances elles-mêmes estiment qu'au moins dix pour-cent de leurs sinistres sont causés par des actes frauduleux. Elles prennent d'ailleurs de plus en plus de mesures contre ce type de délinquance, qui semble être devenu aujourd'hui relativement répandu.

Cet exemple de forme de délinquance relativement fréquente et acceptée dans une certaine mesure par la population peut nous donner une idée de ce qui se passerait si la justice, et plus particulièrement la répression, venait à faire défaut dans la société. En l'absence du risque

d'être puni, une part beaucoup plus importante de la population profiterait immanquablement des occasions qui se présentent pour s'enrichir de façon illégale ou satisfaire d'autres pulsions illégitimes au détriment d'autrui. Ce constat nous conduit d'ailleurs à soulever une question de philosophie politique : « l'anarchie est-elle possible ? ». À ce propos, certains criminologues, issus notamment de la criminologie radicale, se sont demandé s'il ne serait pas préférable d'abolir complètement le Code pénal. Il est à noter que dans cette perspective le véritable problème ne semble pas impliquer les délinquants, mais bien les institutions répressives. Les partisans de cette approche croient ainsi créer une société plus tolérante, dont les membres seraient capables de résoudre leurs problèmes entre eux, autrement dit de façon privée. Lorsqu'on examine les chiffres obtenus ci-dessus, cette opinion ne peut pas être confirmée. Ceux-ci ne sont pas les seuls à démontrer le caractère erroné des hypothèses avancées par le courant de la criminologie radicale et de la théorie de l'étiquetage (GOTTFREDSON & HIRSCHI 1990, p.160). De nombreux exemples de situations où le gouvernement s'est avéré incapable de soutenir ou de maintenir les autorités responsables de la répression pénale, que ce soit durant une guerre, ou une catastrophe naturelle, ont montré que l'appareil judiciaire était finalement indispensable au bon fonctionnement général de la société (KILLIAS 1991, p.436).

La question suivante, relative aux délits contre le patrimoine, concerne plus particulièrement le fait d'avoir intentionnellement détruit un bien matériel. Endommager le bien d'autrui est une infraction pouvant se dérouler dans différents contextes. Parfois, il n'est que l'effet secondaire d'un autre comportement délictueux, tel le cambriolage par exemple. Dans ce cas, on parle de « motif extrinsèque ». Une activité destructrice peut être exercée dans le seul but de créer un sinistre et de s'adonner au vandalisme, et ainsi être attribuée à un « motif intrinsèque ». Ce type de délinquance, quelque peu négligé, n'est d'ailleurs guère reconnu, malgré les coûts qu'il cause chaque année. Pourquoi le vandalisme est-il si fréquent dans nos sociétés urbaines actuelles ? Pour répondre à cette question, il nous paraît important de rappeler qu'autrefois, dans les temps de détresse, le mépris des valeurs matérielles n'existait pas. Le vandalisme est le fruit d'une abondance, d'une accumulation de biens de consommation, autrement dit un symptôme des sociétés modernes et riches. Le facteur occasionnel réside ici dans la vulnérabilité des bâtiments publics ou des locaux industriels ou commerciaux qui sont abandonnés durant la nuit ou que l'on ne peut pas continuellement surveiller. Ces bâtiments sont d'ailleurs souvent situés dans l'anonymat des centres urbains. Enfin, étant donné que les non-recrues sont plus nombreuses que les recrues à habiter en ville, on relève à nouveau un taux plus élevé pour le type de délit considéré ici, comme en témoignent les résultats présentés ci-dessous.

Tableau 10.6 : Endommager (détruire) un bien de plus de 100.- frs.

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	83.60	8.49	0.51	0.49	0.44	5.48	100.0
Non-recrues (N=1'160)	83.97	9.57	1.81	0.69	0.43	3.53	100.0
N=22'472, données manquantes = 2							ns

Contrairement à la fraude, le vandalisme apparaît généralement comme étant plutôt le fait des jeunes. Il peut s'exprimer soit sous la forme d'actes gratuits non dirigés vers une cible précise,

soit à la suite de débordements provoqués par un groupe (par exemple lors d'un concert ou d'une rencontre sportive), et souvent commis sous l'effet de l'alcool ou des drogues. Dans le second cas de figure, et selon les dires des participants, la motivation est d'ordre politique, notamment lors de mouvements de revendication. Il faut souligner que cette dernière forme de vandalisme a toujours existé, indépendamment de la prospérité de la société en général. Bien sûr, il est aussi permis de douter de la sincérité de la motivation politique du vandalisme. Pour les casseurs, qui ne sont pas prêts à s'engager dans des activités constructives, mise à part la participation aux manifestations, l'objectif politique n'est souvent qu'un prétexte. Les mouvements de foule et les manifestations constituent des occasions idéales pour commettre ce genre d'infraction. Selon la théorie de LE BON (1895), la frustration est démultipliée au sein d'une foule et y éclate du fait que la conscience morale se voit affaiblie, non seulement par les leaders, mais aussi par le sentiment d'appartenance à une conscience collective. Le vandalisme « politiquement motivé » est par ailleurs dirigé contre des valeurs matérielles, ainsi qu'à l'encontre de personnes physiques ou morales, symbolisant « l'ennemi » politique. SCHATZ (1992 p.1) a relevé que de manière générale la signification du vandalisme, en particulier pour les jeunes, consiste essentiellement à faire entendre leurs opinions, ou à montrer à la société qu'ils existent. Dans l'enquête de KILLIAS, VILLETAZ et RABASA (in : JUNGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.207) portant sur 970 jeunes âgés de 14 à 21 ans, 17% des sujets ont avoué avoir commis des actes de vandalisme au cours de l'année précédant le sondage. Ce taux est supérieur au nôtre, ce qui n'est pas étonnant puisque KILLIAS, VILLETAZ et RABASA n'avaient pas spécifié l'ampleur du dommage causé, alors que pour notre part, seuls les actes de vandalisme causant plus de 100.- frs de sinistre ont été pris en compte.

Enfin, pour ce qui est des formes plus rares de délits contre le patrimoine, tels que le cambriolage et l'incendie intentionnel, nous n'avons interrogé que les recrues. Nous avons procédé de la sorte car les possibilités d'influences aléatoires sur les résultats sont nettement plus nombreuses lorsque l'on pose à un échantillon de petite taille des questions ayant trait à des événements peu fréquents. Si le taux de réponses positives concernant un comportement ne dépasse pas le seuil de 1 pour 1000, il devient dès lors inutile de questionner un échantillon d'environ 1000 à 2000 individus à ce sujet.

En revanche, dans le cas de l'échantillon des recrues, qui comprend plus de 21'000 individus, des analyses de ce type sont tout à fait envisageables, et ce avec des sous-groupes atteignant au moins le taux de 1 pour 1000.

Tableau 10.7 : Autres infractions (cambriolage et incendie)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Cambriolage (entrer dans une maison, un local, un appartement, pour y voler quelque chose)</i>	92.92	0.99	0.20	0.06	0.15	5.66	100.0
<i>Mettre le feu intentionnellement</i>	93.51	0.38	0.09	0.06	0.13	5.81	100.0

N=21'314

La problématique des cambriolages et des incendies intentionnels ne sera pas approfondie ici, étant donné que nous y reviendrons dans les chapitres relatifs à la violence et à la délinquance sexuelle. Nous y constaterons notamment que ces délits sont en général plutôt commis par de

véritables délinquants et qu'ils ne font par conséquent plus partie des « bêtises ordinaires » de certains jeunes. Seuls 0.6% des jeunes hommes et jeunes femmes de l'échantillon de KILLIAS, VILLETAS et RABASA (in : JUNGGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.206) ont avoué avoir commis des cambriolages au cours de l'année précédant le sondage. Compte tenu du fait que les femmes ne se livrent que très rarement au cambriolage, ce taux correspond exactement à celui obtenu auprès des recrues.

Il est à souligner que le fait de mettre le feu intentionnellement constitue un acte sournois. Il ne semble donc pas surprenant qu'aucune recrue n'ait mentionné un tel délit dans ses commentaires. Les mobiles y conduisant sont : le vandalisme, le but lucratif combiné avec une fraude à l'assurance, de même que la vengeance, le sabotage, la dissimulation d'un crime, une cause politique (terrorisme ou protestation) ou l'excitation perverse. L'incendie est d'ailleurs le plus souvent commis par des enfants. ICOVE et ESTEPP (1987) ont trouvé, parmi un échantillon d'incendiaires, que 25% d'entre eux ont perpétré ce délit par recherche de frissons (*thrill seeking*) ou pour attirer l'attention, et 14% par désir de vengeance.

Art. 221 CP (Incendie intentionnel)

¹ Celui qui, intentionnellement, aura causé un incendie et aura ainsi porté préjudice à autrui ou fait naître un danger collectif sera puni de la réclusion.

² La peine sera la réclusion pour trois ans au moins si le délinquant a sciemment mis en danger la vie ou l'intégrité corporelle des personnes.

³ Le juge pourra prononcer l'emprisonnement si le dommage est de peu d'importance.

Le fait de mettre le feu intentionnellement figure parmi la liste des agressions qualifiant l'auteur en question de potentiellement dangereux, de même que les infractions contre l'intégrité corporelle et sexuelle.

10.4 Vente de stupéfiants

Les drogues illégales étant très répandues, il n'est guère inattendu que la vente de celles-ci le soit également. Dans les tableaux 10.8 et 10.9, on relève principalement que les non-recrues avouent moins souvent s'adonner à la vente de ces substances (drogues douces et drogues dures) que les recrues, et cela bien qu'elles en consomment davantage et en abusent plus régulièrement. Ces résultats sont à rapprocher de ceux concernant la perte de contrôle, qui a aussi été moins fréquemment avouée par les non-recrues.

Tableau 10.8 : Vente de drogues douces (haschisch, marijuana, ecstasy)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	81.51	3.98	3.27	2.01	3.91	5.32	100.0
Non-recrues (N=1'160)	82.84	5.17	3.19	2.50	3.28	3.02	100.0

N=22'472, données manquantes = 2

sig : p<0.01

Environ 4% des recrues et 3.3% des non-recrues déclarent avoir souvent vendu des drogues douces (cannabis, ecstasy). Si l'on compare les résultats des tableaux 10.8 et 10.9 avec ceux

du tableau 9.4 (cf. chapitre 9. « Psychopathologie »), s'agissant des consommateurs réguliers de drogues dures, on remarque que ce ne sont pas seulement les personnes véritablement dépendantes qui s'adonnent au trafic. Il apparaît d'ailleurs dans le sondage que la vente de cannabis et de drogues synthétiques est actuellement considérée comme un délit de peu gravité dans certains cercles. Ceci pourrait être lié à la récente apparition de nombreux magasins de chanvre.

Tableau 10.9 : Vente de drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'312)	91.78	0.42	0.30	0.23	0.57	6.71	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.17	0.69	0.34	0.26	0.52	3.02	100.0

N=22'472, données manquantes = 2

sig : $p < 0.01$

Si les problèmes de drogue ont fait l'objet d'une médiatisation intense dans les années quatre-vingt, cela n'est plus le cas aujourd'hui. La toxicodépendance n'a pourtant pas disparu entre-temps, bien au contraire. Parmi les jeunes hommes et femmes suisses interrogés en 1992/3 (KILLIAS, VILLETAS et RABASA in : JUNGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.207), 3.4% ont avoué avoir vendu des drogues douces et 0.2% s'être livrés au trafic de drogues dures au cours de l'année précédant l'enquête. Afin de comparer ces chiffres avec ceux des recrues de l'année 1997, ce taux doit être doublé car notre échantillon ne comprend que des hommes. En effet, on constate que la prévalence de la vente de drogues, qu'elles soient dures ou douces, semble avoir encore augmenté au cours de ces dernières années.

En combinant la vente et la consommation de drogues illégales, il apparaît que la grande majorité des dealers consomment également les substances qu'ils vendent. On peut raisonnablement penser que leur vente témoigne d'une implication beaucoup plus importante dans les drogues qu'une consommation occasionnelle suscitée par la curiosité.

Lors de son travail dans un centre psychiatrique de thérapie fréquenté par des jeunes et des toxicomanes, l'auteure a pu constater que certains jeunes hommes étaient devenus toxicomanes après avoir commencé une activité lucrative de revendeur de drogues. Ce qui leur était apparu comme un bon moyen de se faire de l'argent de poche et avait débuté uniquement par la vente de petites quantités de haschisch dans leur réseau d'amis avait suscité une dynamique dangereuse, leur faisant peu à peu perdre le contrôle. L'argent disparaissait aussi rapidement qu'il avait été gagné, le « dealer-apprenti-sorcier » ayant la réputation d'être très dépensier. Dans le but d'entretenir les « amitiés » si facilement gagnées, des sommes toujours plus importantes étaient nécessaires. De plus, les « clients » se montraient parfois fort désagréables ; surgissant par exemple soudainement au domicile du dealer au milieu de la nuit, afin de lui acheter des stupéfiants. Ils pouvaient alors devenir agressifs et par la même attiraient l'attention des voisins, s'ils n'étaient pas servis. Peu à peu le dealer adolescent se muait en « homme d'affaires » stressé, et ceci d'autant plus, au fur et à mesure que ses affaires prenaient une mauvaise tournure. De ce fait, la tentation était grande de chercher à se calmer en absorbant des quantités croissantes de drogues. Dans un premier temps peut-être uniquement en consommant du haschisch, jusqu'au moment où cette substance ne suffisait plus. L'argent facile était donc bientôt chèrement payé par le dealer, notamment en termes de coûts pour sa santé. Cette observation clinique s'est retrouvée dans les données concernant les

recrues : nous avons trouvé que 20% des vendeurs de drogues douces et 80% de ceux qui vendaient des drogues dures avaient consommé fréquemment des drogues dures eux-mêmes durant cette année.

Dans les deux tableaux relatifs à la vente de ces drogues, les non-recrues sont moins nombreuses à avouer la commission fréquente de ce type de délit que les recrues. Par contre, on constate que les non-recrues sont plus nombreuses que les recrues à déclarer une source de revenu autre que le travail, l'assurance-chômage, le soutien familial ou encore une bourse. Sachant qu'elles comptent un plus grand nombre de consommateurs fréquents de drogues, on peut réellement s'interroger quant à l'origine de l'argent leur permettant de s'en procurer. À cet égard, les réponses fournies par les non-recrues nous paraissent un peu moins plausibles que celles obtenues auprès des recrues. Dans ce contexte, on peut également se demander si elles ont peut-être éprouvé plus de crainte à se dévoiler. Car si les recrues ont pu répondre au questionnaire dans des conditions optimales d'anonymat, les non-recrues, elles, ont reçu le questionnaire (personnellement adressé) par la poste, ce qui a pu les rendre plus méfiantes. Ceci pourrait en outre indiquer que les sujets interrogés par courrier sont moins honnêtes dans leurs réponses que ceux pour qui l'anonymat est visiblement garanti.

10.5 Interactions entre les différentes formes de délinquance

Afin de déterminer si la délinquance est l'expression d'une forme de psychopathologie, si elle n'est qu'un symptôme ou s'il existe de véritables syndromes s'y rapportant, il a paru judicieux de mettre en évidence les corrélations entre les différentes formes d'infractions.

Tableau 10.10 : Matrice des corrélations entre les divers types de délinquance

Coefficient phi	Infract routière	Cons. canna	Cons. drog. synth	Cons. halluc	Cons. drog. dures	Vol > 100.-	Fraud > 100.-	Endo > 100.-	Camb	Incen	Deal drog. douce	Deal drog. dures
<i>Infractions routière</i>	1											
<i>Cons. cannabis</i>	0.10	1										
<i>Cons. drog synth.</i>	0.07	0.37	1									
<i>Cons. hallucinog.</i>	0.06	0.36	0.75	1								
<i>Cons. drog dures</i>	0.05	0.24	0.54	0.56	1							
<i>Vol > 100.-</i>	0.09	0.15	0.27	0.31	0.33	1						
<i>Fraude > 100.-</i>	0.11	0.10	0.18	0.21	0.22	0.55	1					
<i>Endomm > 100.-</i>	0.13	0.16	0.19	0.23	0.21	0.54	0.46	1				
<i>Cambriolage</i>	0.08	0.09	0.18	0.21	0.22	0.58	0.58	0.52	1			
<i>Incendie</i>	0.05	0.06	0.12	0.14	0.17	0.35	0.48	0.33	0.56	1		
<i>Deal drog douces</i>	0.10	0.45	0.48	0.49	0.39	0.26	0.17	0.25	0.17	0.10	1	
<i>Deal drog dures</i>	0.05	0.14	0.36	0.38	0.62	0.40	0.28	0.26	0.29	0.24	0.4	1

N=21'314

sig : p<0.001

Il n'est guère surprenant que les formes de délinquance ayant les mêmes motifs soient fortement corrélées. Par exemple, on peut attribuer les nombreux mobiles incitant à la

consommation de différentes drogues à la curiosité juvénile et à l'influence des pairs, dans la recherche de stimuli accompagnés de sensations fortes, dans le désir de se décontracter ou de refouler la réalité, de même que dans la recherche d'une compensation à un déséquilibre de l'humeur ou à une psychopathologie. Ces buts peuvent être satisfaits par chacune des drogues mentionnées ci-dessus. Néanmoins on s'attend à ce que des différences quant au choix des drogues apparaissent au niveau d'une consommation régulière.

On note également que certaines formes de la délinquance contre le patrimoine sont corrélées. C'est le cas notamment du vol, des cambriolages, de la fraude, et de la vente de stupéfiants, puisqu'ils visent un gain financier. Le trafic de drogues dures est le plus corrélé avec toutes les autres infractions, alors que les infractions contre la loi sur la circulation routière sont les moins corrélées avec les autres types d'infractions.

Les corrélations observées sont-elles plus causées par les délinquants ou par les non-délinquants ? On observe en effet que la contribution aux autres formes de délinquance de la part des recrues ayant commis une certaine infraction plus de vingt fois est aussi importante.

Tableau 10.11 : Recoupement entre les délinquants les plus actifs à commettre les divers types d'infractions

Fréquence plus de 20 fois	Infrac routière	Cons. cann	Cons. drog. synth	Cons. halluc	Cons. drog. dures	Vol > 100.-	Fraud > 100.-	Endo > 100.-	Camb	Incen	Deal drog. douce	Deal drog. dures
% des lignes												
Infractions routière	100%	33%	6%	4%	3%	2%	1%	2%	1%	1%	9%	2%
Cons. cannabis	12%	100%	13%	9%	5%	2%	1%	2%	1%	0%	17%	2%
Cons. drog synth.	16%	93%	100%	57%	29%	8%	4%	6%	3%	2%	47%	13%
Cons. hallucinog.	14%	96%	82%	100%	39%	12%	5%	8%	5%	3%	53%	16%
Cons. drog dures	17%	92%	72%	66%	100%	17%	7%	10%	7%	5%	59%	36%
Vol > 100.-	34%	87%	64%	64%	53%	100%	32%	52%	32%	16%	65%	41%
Fraude > 100.-	53%	88%	68%	65%	53%	79%	100%	76%	56%	35%	62%	44%
Endomm > 100.-	37%	83%	39%	41%	28%	47%	28%	100%	28%	15%	53%	24%
Cambriolage	48%	85%	67%	67%	55%	82%	58%	79%	100%	42%	64%	45%
Incendie	33%	74%	48%	48%	44%	52%	44%	52%	52%	100%	44%	41%
Deal drog douces	19%	95%	37%	29%	19%	7%	3%	6%	3%	1%	100%	13%
Deal drog. dures	21%	86%	69%	60%	79%	29%	12%	18%	12%	9%	87%	100%

N=21'314

Trois types de délinquance sont différents des autres ; il s'agit de la vente et de la consommation de drogues douces, ainsi que des infractions relatives à la circulation routière. En effet, les individus commettant ce genre d'infraction semblent relativement peu impliqués dans les autres catégories d'actes délinquants. On pourrait parler ici de « délinquance des intégrés ».

En ce qui concerne la controverse relative à l'éventuelle prise ultérieure de drogues dures par les jeunes consommateurs de drogues douces, le tableau 10.11 livre quelques informations

intéressantes. Il n'est pas surprenant d'observer que les consommateurs réguliers d'héroïne ou de cocaïne absorbent fréquemment des drogues dites douces. Par contre, seuls 7% des fumeurs de cannabis ont consommé régulièrement de la cocaïne ou de l'héroïne durant les douze mois précédant l'école de recrues. Ce taux n'est pas très élevé cependant il représente trois à quatre fois la moyenne des recrues.

Nombreux sont les consommateurs de cannabis qui établissent une distinction entre la consommation de cette substance, qu'ils jugent non grave, et celle de drogues dures, qu'ils estiment dangereuse. Nous avons recueilli le commentaire d'une recrue exprimant cette opinion, et qui souhaiterait que les drogues douces soient dépénalisées, alors que les drogues dures demeureraient prohibées, car considérées comme nocives.

« Juste vite faire part d'une idée : Dépénalise les drogues douces voire même (légalisé), l'Etat gérerait cette vente et avec le bénéf. il pourrait lutter contre drogue dure (...) ».

(Commentaire N°165, orthographe originale)

S'agissant des consommateurs réguliers de cannabis, un quart d'entre eux en vend également, mais n'est en général guère impliqué dans d'autres types de délinquance. Presque tous les délinquants actifs prennent des drogues douces et un bon nombre prennent également des drogues dures. Au regard de ces chiffres, il devient évident que les consommateurs de drogues synthétiques sont beaucoup plus engagés dans les divers types d'infraction et dans la consommation de drogues dures que les jeunes consommateurs de cannabis. Dans le domaine préventif, ce résultat s'avère intéressant. Il faudrait par conséquent considérer ces drogues comme plus dangereuses que le cannabis d'un point de vue social et médical (cf. chapitre 9. « Psychopathologie »).

De plus, la vente de drogues paraît se répartir en deux groupes : celui des vendeurs de drogues douces, qui constitue la majorité des individus concernés, et celui des dealers de drogues dures, n'impliquant qu'une minorité des vendeurs. Il faut par ailleurs remarquer que presque quatre pour-cent des recrues ont été impliquées dans la vente de drogues douces plus de vingt fois en une année. En dehors de leur domaine, il semble que ce soient de petits escrocs, qui ne commettent qu'occasionnellement d'autres délits contre le patrimoine.

Il apparaît également qu'environ la moitié des infractions contre le patrimoine (vols, fraudes et cambriolages) est commise par des personnes dépendantes des drogues dures, ayant besoin d'argent. En dehors de ces délits traditionnels, la principale source d'argent leur permettant de se procurer des drogues dures provient de la vente de ces mêmes substances.

Signalons à cet égard que l'observation clinique montre qu'il existe une hiérarchie au sein de la scène des toxicomanes. Ceux qui la dominent gagnent leur revenu par le deal, qui est la méthode la plus lucrative dont ils disposent. Très souvent, les dealers dépendants reçoivent par leurs contacts personnels de la « poudre » à titre de commission, c'est-à-dire qu'elle n'est pas achetée. Ces petits revendeurs sont parfois appelés *dealers-fourmis*. Le « contrat » tacite avec la source prévoit qu'ils rendent à leur fournisseur les gains de la vente qu'ils auront réalisée. Comme rémunération pour leur activité, les dealers-fourmis garderont une bonne partie de la drogue pour leurs propres besoins et couperont le reste avant de le revendre à leurs clients moins privilégiés. Plus la consommation de drogues du dealer-toxicomane va s'intensifier, plus celui-ci va se montrer avare et négliger le « contrat ». À un moment donné, il risque de consommer l'intégralité de la drogue reçue à titre de commission pour la vente et ne pourra plus la revendre. Les dettes accumulées vont l'obliger à faire des casses (vols, hold-up, cambriolages), afin de rembourser son créancier qui est un maillon dans la chaîne du crime organisé. Voilà qui explique la chute des dealers. C'est donc la vente de drogues, plus que la consommation de cannabis, qui aboutit au risque de tomber dans un cercle vicieux.

10.6 Conclusion

S'il est vrai que la consommation de drogues illégales, le vol simple, la fraude à l'assurance et la délinquance routière sont des délits relativement courants, que le commun des mortels peut être amené à commettre, il convient de relever que les délinquants multirécidivistes dans un domaine particulier, et ce pour des infractions graves, le sont aussi très souvent dans d'autres. Nous verrons dans plusieurs autres chapitres de ce livre que les agresseurs violents et sexuels sont également des délinquants très actifs en dehors de leur champ de prédilection. C'est un point qui ne fait pas l'objet principal du présent ouvrage mais que nous pensons développer plus longuement dans une publication ultérieure qui sera consacrée plus particulièrement au problème de la délinquance en général, ainsi qu'aux caractéristiques et particularités des personnes portées vers tel ou tel type de délit.

11 Violence

La participation active des recrues au sondage, ainsi que leurs nombreux commentaires, démontrent que le sujet de la violence préoccupe la jeunesse et que nombre de sujets interrogés se sentent concernés par ce problème, en tant que citoyens ou victimes, voire agresseurs :

« Je fais le securitas aux soirées discos que j'organise. Ainsi, je connais bien la violence des jeunes. Pourtant, une certaine violence est nécessaire pour calmer un groupe. La plupart du temps, je dois moi seul en maîtriser plusieurs à la fois. Ce sondage est super et devrait être fait plus souvent. »

(Commentaire N°184, traduit de l'allemand)

11.1 Qu'est-ce que la violence ?

Le substantif « violence » et l'adjectif « violent » sont les mots qui, aujourd'hui, reviennent le plus souvent sous la plume des journalistes (HERITIER 1996, p.14). Dans sa signification la plus étendue (HERITIER 1996, p.17), la violence désigne toute contrainte de nature physique ou psychique susceptible d'entraîner la peur, le malheur, la souffrance ; tout acte d'intrusion qui a pour effet, volontaire ou involontaire, la dénégation d'autrui, ainsi que toute destruction d'objets. Parfois même des actes qui se veulent légitimes, tels que ceux justifiés par la loi ou ayant un but pédagogique, sont qualifiés d'« actes de violence ». Des comportements nécessaires à la survie peuvent également être désignés par ce terme, ce qui met en doute leur légitimité. Il est évident que ce mot a pris une acception trop large et qu'il risque de perdre tout sens s'il n'est pas restreint. À cet égard, il peut être éclairant de s'attarder sur le sens premier du terme « violence » et d'examiner l'évolution du concept au cours des derniers siècles. Comme le relève MOLINO (1992, p.11) dans une analyse sémiologique, « *la notion de violence telle qu'elle est aujourd'hui employée se révèle à la réflexion comme construite à partir de nombreuses ambiguïtés que l'histoire de la notion laissait justement pressentir* ». Dans cette perspective, il met donc en valeur le fait que la notion n'est pas a priori porteur de l'idée de destruction, d'agressivité, de colère ou de haine. Toujours selon MOLINO (1992), il se serait produit une mutation dans l'usage du terme au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. Dans une conception classique, la violence est un rapport de force entre différents individus, ou entre les individus et le pouvoir qui les gouverne ; mais il s'agit là exclusivement de rapports humains. Cette force est un instrument, dans le sens où le plus fort se sert de sa supériorité pour obtenir quelque chose du plus faible, sans avoir recours à la cruauté. Par la suite naît une véritable fascination pour la destruction et l'on constate notamment que certains éprouvent une véritable satisfaction à humilier et à faire souffrir autrui. La violence va alors s'opposer, du point de vue politique et philosophique, à la force, notamment à partir de l'ouvrage de SOREL, *Réflexions sur la violence* (1908), puis plus tard, dans les sciences sociales, parmi des sociologues comme GRAHAM et GURR (*The history of violence in America*, 1969). La force est une notion qui se rattache aux rapports entre deux partenaires en interaction, alors que le concept de violence renvoie à la victime qui subit cette violence. Selon MOLINO (1992, p.11), il s'agit là du point essentiel du déplacement entre les deux notions : « *la force suppose la relation, la violence l'interdit* ». À cela est venue s'ajouter une conception romantique de la violence comme énergie obscure qui entraînerait l'individu malgré lui. Elle devient alors une rencontre entre une force aveugle et une victime impuissante. C'est à partir de ce moment que la violence constitue, toujours selon MOLINO, une « *catégorie fourre-tout* » sans « *noyau de signification commun à l'ensemble des*

situations », un « *concept vide* ». Cet auteur va encore plus loin dans sa critique et prétend que « *la croissance cancéreuse de la notion de violence n'est que l'envers du refus contemporain de penser la force* ».

En ce qui concerne la vision moderne de la violence, il n'existe pas de consensus sur une définition pragmatique qui permettrait de la mesurer pour réaliser des comparaisons. La littérature abordant ce thème ne permet pas de rendre compte clairement et simplement de cette notion. Comme les divers auteurs qui se sont penchés sur le sujet n'en présentent chacun qu'une facette, il est difficile d'y trouver une unité. Faut-il inclure dans l'analyse toutes les formes de violence, qu'elles soient physiques ou verbales ? Est-il important de différencier les violences occasionnelles des violences régulières ? Faut-il prendre en considération certains comportements délictueux tels que le port d'une arme à feu chargée ? Cette absence de consensus sur des termes aussi courants que « violence » ou « agressivité » rend difficile une approche factuelle du problème. SAND, JEANNERET et ROMER (in : REY 1996) proposent que chaque auteur précise préalablement, dans sa publication, s'il s'intéresse aux comportements eux-mêmes, à leurs effets – en indiquant lesquels (mortalité, morbidité, santé, bien-être, etc.) –, ou enfin à leurs déterminants (biologiques, psychologiques, sociologiques), voire à deux ou trois de ces catégories. Outre ce problème de définition, il existe encore, dans une perspective internationale, une difficulté dans la traduction des termes. L'exemple classique est le terme anglais *injury*, qui peut se traduire par préjudice, blessure, lésion, accident ou traumatisme.

Il nous faut donc préciser plus clairement le champ de notre travail et le sens que nous avons donné au concept de violence. Le PNR 40 (Programme National de Recherche 40 « Violence au quotidien et crime organisé ») s'intéresse à la violence physique au quotidien, soit « une contrainte physique exercée sur des individus ou sur leurs biens, ainsi que la menace d'exercer une telle contrainte », tout en gardant à l'esprit que cette violence physique est souvent l'aboutissement de formes de violence plus subtiles, en particulier psychiques. D'autre part, cette violence au quotidien désigne une violence habituelle, à laquelle tous les membres de la société peuvent être potentiellement confrontés, avec des risques différents. Ici, nous nous intéressons exclusivement à la violence interpersonnelle, sur laquelle s'est penché le Conseil des ministres des États membres du Conseil de l'Europe, qui l'a définie comme suit :

Définition de la violence :

Tous les actes ou omissions qui mettent en danger la vie d'un individu, son intégrité physique ou psychique, sa liberté ou son développement personnel.

Classification entre différentes formes :

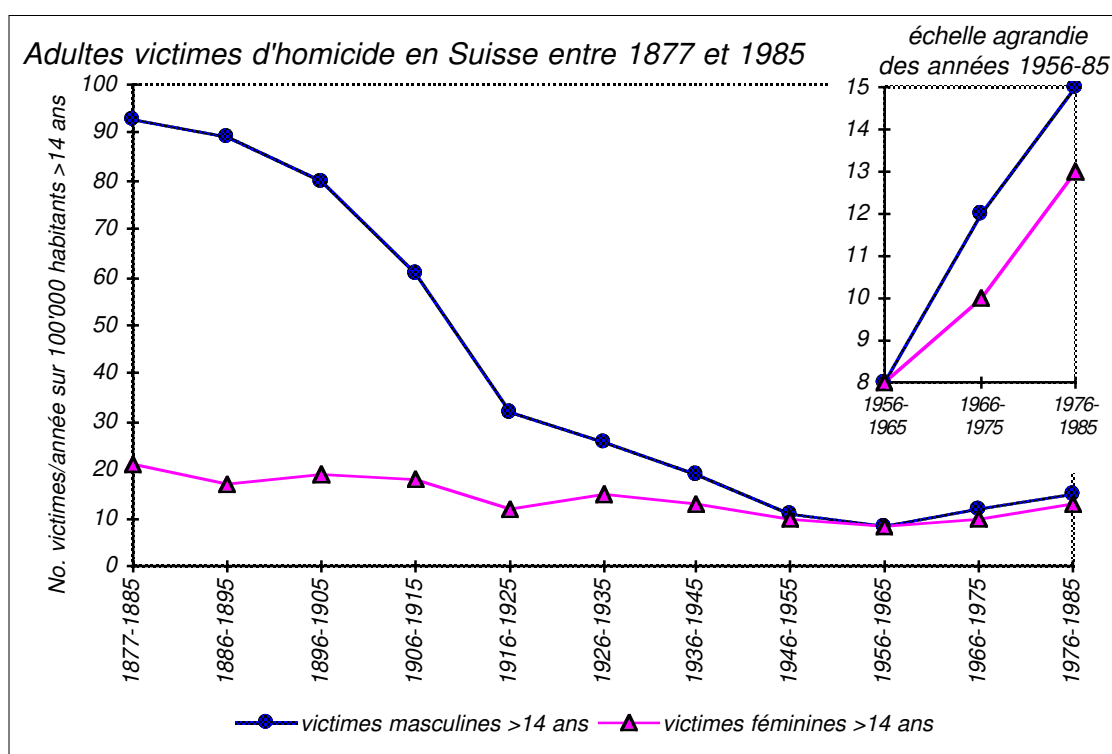
- Violence physique active ;
- Violence psychique active ;
- Violence physique et psychique passive, négligence ;
- Violence sexuelle ;
- Violence médicamenteuse.

Conseil de l'Europe : Recommandation No R (85) 4, 1985

Cette classification permet de mettre en évidence la distinction, classiquement opérée dans le domaine de la violence interpersonnelle, entre la violence physique et/ou psychique, la négligence, et la violence sexuelle. Dans la définition du Conseil de l'Europe, comme dans une grande majorité de définitions, il est intéressant de relever que la violence n'est décrite qu'au travers de ses effets. Il n'est donc pas possible de déterminer d'entrée de jeu quel

comportement peut être désigné comme une violence mettant en danger la vie d'un individu (par exemple, selon cette définition, la conduite d'une automobile risquerait d'être classifiée comme un acte de violence). Étant donné l'impossibilité de regrouper a priori des comportements spécifiques sous le terme de violence, la perception de cette dernière va fortement dépendre du contexte historique, social et culturel. Ainsi, bien que de nos jours on estime, dans le public, que ce phénomène prend une ampleur jusqu'alors inégalée, une analyse historique de la violence quotidienne témoigne d'une baisse assez importante de celle-ci, directement mesurable, par exemple, au moyen des statistiques policières. Le taux d'homicides dans une société est un bon critère pour évaluer les changements culturels en relation avec la violence générale à travers les époques. En Suisse, selon la statistique des causes de décès de 1880 à 1950 (OFS cité par KILLIAS, 1991), le nombre de victimes d'homicides intentionnels n'a cessé de diminuer.

Tableau 11.1 : L'homicide intentionnel en Suisse



Killias & Haas 1997

Depuis les années soixante, on observe à nouveau une légère augmentation de la violence. En optant pour une échelle plus large, cette différence peut sembler impressionnante, alors que sur l'ensemble de ce siècle la tendance est effectivement à la baisse. L'étude de l'évolution des taux d'homicides en Suisse est une illustration du piège que présente toute interprétation hâtive des statistiques ; or, dans le cas présent, cette interprétation pourrait exercer une influence considérable sur ce que le public perçoit dans le débat sur la violence. Il convient donc d'adopter une perspective plus large dans l'analyse de ce problème.

En dépit du vif intérêt de la population pour tout ce qui touche à la violence, il existe très peu d'études sur le chiffre noir des agressions physiques qui n'aboutissent pas à un homicide. Les crimes et leurs auteurs ne sont connus qu'au travers des statistiques de la police et des tribunaux. La courbe des condamnations pour lésions corporelles simples baisse régulièrement depuis 1949 mais amorce un mouvement contraire à partir de 1970, sans

toutefois dépasser les taux atteints dans les années 40 (OFS cité par STORZ & BESOZZI, 1993). Il semblerait que les victimes, du fait de la sensibilisation accrue à ce problème depuis les années soixante, soient de plus en plus enclines à porter plainte. En outre, à ses débuts, la statistique des condamnations pénales ne prenait en compte que l'infraction pénale principale ; ce n'est que depuis 1974 qu'elle comptabilise toutes les infractions retenues dans le jugement rendu par le tribunal. Par conséquent, nous pouvons affirmer que la violence en Suisse, d'une manière générale, n'a jamais été aussi basse que depuis les années 1960. Ainsi, tandis que la fréquence des comportements violents a diminué progressivement au cours des siècles, la société montre un intérêt grandissant pour la révélation de ce phénomène, et les statistiques s'y rapportant deviennent de plus en plus élaborées, ce qui pourrait donner l'impression que la violence augmente. En fait, c'est le sentiment de révolte qu'inspirent les abus violents commis contre des personnes vulnérables – femmes, enfants, étrangers dans une situation sociale précaire, citoyens des classes inférieures, personnes du troisième âge – qui a augmenté.

11.2 Violence d'ordre psychologique

11.2.1 Opinions à propos de la violence

Parmi les divers sujets sur lesquels les recrues devaient se prononcer, deux concernaient la justification d'attitudes violentes. Le racisme peut aussi être inclus parmi celles-ci, dans la mesure où il nie le principe fondamental de la démocratie, celui de l'égalité entre tous les hommes. Il fait partie intégrante de la violence dite « psychique », qui est efficace sans intervention physique de l'agresseur. De simples attitudes ou communications non verbales, parfois involontaires, peuvent imposer à un autre être humain une restriction de sa liberté, ou lui inspirer la crainte de ne pas pouvoir bénéficier de tous ses droits. En termes juridiques, la violence d'ordre psychologique ne peut guère être formulée, ni prouvée. Néanmoins, on ne peut pas contester son influence, même si elle dépend énormément du pouvoir de celui qui l'exerce. Le simple mépris, le simple fait de savoir qu'une personne ou un groupe ayant du pouvoir adhère à un préjugé ou témoigne d'une attitude négative envers quelqu'un, constituent des outils de manipulation qui rendent superflu ou inutile l'exercice de la violence physique. Bien qu'il soit possible, à l'aide de statistiques, de relever l'existence d'intentions agressives derrière certaines opinions, il est impossible de le faire au niveau individuel. Les tentatives de pénalisation de ces comportements souffrent de deux défauts : d'une part, les violences psychologiques sont presque impossibles à prouver ; d'autre part, une législation pénale risque d'entraîner des effets pervers très importants au niveau de la liberté d'expression.

Le vocabulaire que nous avons utilisé pour déceler une éventuelle acceptation de la violence par les recrues renvoie aux attitudes de banalisation de la violence et de rejet de la faute sur la victime qu'utilisent souvent les criminels pour « justifier » leurs actes. Ainsi, des formules telles que « un peu de violence » et « provoquer » sont des expressions que l'auteure a entendues maintes fois dans le cadre de thérapies de criminels violents en prison.

Tableau 11.2 : Opinions à propos de la violence

Légende :

1 = Je suis tout à fait d'accord
2 = Je suis assez d'accord
3 = Je ne suis pas très d'accord

4 = Je ne suis pas d'accord du tout
5 = Je ne sais pas
6 = Je ne veux pas répondre, pas répondu, ou erreur

% des lignes	1	2	3	4	5	6	Total
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Ce que j'estime le droit d'avoir, je peux me le procurer, quitte à utiliser un peu de violence</i>	2.3	4.7	19.9	65.7	1.9	5.4	100.0
<i>Celui qui me provoque est seul responsable de ce qui lui arrive</i>	15.2	26.4	27.1	24.2	2.1	5.1	100.0
<i>Les Européens (les Blancs) sont presque sous tous les aspects supérieurs aux autres races</i>	4.1	6.8	18.6	60.6	4.4	5.4	100.0

N=21'314

Dans leur très grande majorité, les conscrits considèrent qu'il n'est pas justifié d'utiliser « un peu » de violence pour obtenir les choses auxquelles ils estiment avoir droit. Seuls 2.3% d'entre eux sont tout à fait d'accord avec cette affirmation. Ceci montre, dans l'ensemble, que le recours à la violence n'est pas du tout considéré par les recrues comme un moyen acceptable pour atteindre des objectifs jugés légitimes. Toutefois, dans l'hypothèse d'une provocation préalable, les opinions sur la légitimité de la violence ne sont plus aussi tranchées. Les recrues sont alors davantage d'avis que leurs provocateurs sont les seuls responsables de ce qui peut leur arriver. Cependant, une telle opinion ne signifie pas nécessairement que la réponse à la provocation soit dans tous les cas la violence, mais nous avons pu constater qu'alors celle-ci est plus facilement taxée de légitime par nos recrues. En faisant le compte des quelques commentaires des recrues justifiant les comportements illicites, ceux qui se référaient à la violence physique ont été relativement nombreux.

« Le temps reviendra où règne le poing. Les riches, pour lesquels nous travaillons comme des dingues (conseillers fédéraux, millionnaires qui ne payent pas d'impôts). Un jour, ces individus vont recevoir leur punition. Un boucher. »

(Commentaire N°157, traduit de l'allemand)

Par exemple, nous n'avons trouvé qu'un seul commentaire justifiant le vol, et aucun justifiant le cambriolage ou la vente de drogues. D'autres commentaires expriment la préoccupation quant à l'augmentation apparente de la violence à l'heure actuelle :

« Puisque j'avais et j'ai encore beaucoup de contacts avec la violence, j'ai pu observer que les choses sont de plus en plus violentes, tandis que le seuil d'inhibition diminue. Je fais du kung-fu, mais plutôt comme méditation et recherche de soi, pas comme violence. »

(Commentaire N°182, traduit de l'allemand)

Dans la mesure où nous avons recueilli un certain nombre de commentaires exprimant des sentiments xénophobes, ainsi que la préoccupation concernant la criminalité des étrangers en Suisse, allant jusqu'à des préjugés et opinions ouvertement racistes, une tentative d'interprétation de ces phénomènes semble s'imposer ici. Le racisme est une théorie ou une attitude qui consiste à affirmer qu'un groupe (ou une race) est supérieur aux autres et que cet état de fait doit se traduire dans la vie sociale par une position valorisante, dominatrice, prioritaire ou exclusive, tandis que les membres des groupes différents et dits inférieurs doivent être dévalorisés, rejetés, exclus, expulsés suivant les nécessités de la raison du premier groupe, dite raison d'État. MEMMI (1982) définit le racisme comme « *la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier ses privilèges ou son agression* ». Selon DUFOUR-GOMPERS (1992 pp.297ss). Le racisme, qui relève autant de la biologie, de la psychologie et de la sociologie que des sciences politiques, de la philosophie et de l'histoire, suscite également l'interrogation de la part des cliniciens. Il met en jeu de multiples dynamiques psychologiques fondamentales et, dans leur pratique, les cliniciens y trouvent des processus classiques comme les signes de troubles narcissiques avec ses formes de régressions typiques : « *l'image de soi non satisfaisante entraînant l'envie, le côté abandonnique rendant insupportables la frustration, la différence, le partage et le rejet, l'identification projective entraînant l'attaque des liens primaires, la haine et la peur, les sources inconscientes de la violence et les mouvements profonds de mort qui nous animent sans aucune responsabilité de la part d'autrui, aussi bien que les déplacements cachant de dangereuses révoltes contre la mère ou contre le père, la fascination envers l'illusion groupale* » (DUFOUR-GOMPERS, 1992 pp.297ss).

Concernant les opinions racistes, 4.1% des recrues disent être tout à fait d'accord avec l'idée de la supériorité de la race blanche, alors que plus de 10% admettent être plutôt en accord avec cette opinion. Ce taux paraît assez élevé, surtout si l'on considère que seuls 60.6% d'entre elles s'y opposent totalement et sans équivoque. L'idée de la suprématie d'une race sur une autre est donc « marginale » mais non négligeable, puisqu'une personne sur dix y adhère. Ce résultat était aussi souligné par les quelques commentaires xénophobes, voire racistes, se trouvant à la fin du questionnaire.

*« De nos jours toujours plus de ces sacrés étrangers nous prennent notre travail, nos femmes et notre argent, on ne peut plus vivre sans drogues et violence ? !
Ce qui est bien à l'armée c'est qu'on est juste entre Suisses. »*

(Commentaire N°7, traduit de l'allemand)

« La violence ne vient pas des Suisses. Quasiment toutes les bagarres impliquent des gens des pays de l'Est (Balkans). Nous les Suisses on n'est pas du genre à se bagarrer. J'en suis tout à fait convaincu. On doit craindre que nous devenions un Etat de droit bientôt. Quelque chose doit changer rapidement avec la canaille des Balkans. »

(Commentaire N°22, traduit de l'allemand)

Dans le commentaire précédent, la recrue semble confondre État de droit et État policier. Les commentaires chauvins fournis par les recrues évoquent, pour la plupart d'entre eux, la délinquance des étrangers, les problèmes autour de l'immigration et de l'asile politique et le débat sur le rôle de la Suisse vis-à-vis des victimes de l'Holocauste, sujet d'actualité à l'époque du questionnaire. Pourtant, il existe une autre forme de racisme, vécue dans le privé et s'adressant sous forme d'insultes à des personnes ayant une autre nationalité ou une autre couleur de peau. Ainsi, il arrive que des enfants et des adultes qui sont visiblement différents

doivent subir des remarques humiliantes ou même des attouchements ou des provocations dans les transports publics, dans les restaurants ou dans les rues.

Néanmoins, le fait de vouloir taxer de façon générale les Suisses de racistes, comme le fait une recrue dans le commentaire suivant, témoigne d'une pensée manichéenne, car la grande majorité des jeunes hommes ne partage pas ce genre d'opinions.

« *La Suisse est raciste !* »

(Commentaire N°1, traduit de l'allemand)

DUFOUR-GOMPERS (1992, pp.297ss) propose dès lors une approche pluridisciplinaire en trois phases, que chacun pourra appliquer à un discours précis pour comprendre (comprendre ne signifiant pas accepter) et analyser le phénomène du racisme :

1^{ère} Phase (situation) : Situer le lieu apparent d'où surgit le discours de l'interlocuteur (cet interlocuteur peut être soi-même). Le discours raciste est-il élaboré comme option politique affichée ou pour des intérêts économiques ou politiques ? Est-il élaboré face à l'angoisse venant du contexte socio-économique, face à un traumatisme, face à une violente frustration, peur ou insécurité ? Le discours raciste manifeste-t-il un manque d'information ou un manque d'éducation civique ?

2^{ème} Phase (argumentation) : Étude de l'argumentation raciste apparente dans le discours ; entre autres caractéristiques, DUFOUR-GOMPERS note la présence des trois dynamiques suivantes : refuser l'autre, s'affirmer soi-même, et se fortifier contre l'autre.

3^{ème} Phase (analyse psychologique) : Rechercher les orientations psychologiques sous-jacentes. Entre autres, les processus suivants peuvent être observés : dramatiser, s'exprimer en termes absolus, extrémistes et binaires, s'exprimer en termes manichéens (bon-mauvais, bien-mal), s'exprimer en termes de menaçant-menacé, destructeur-détruit ou fort-faible. Enfin, à la recherche des mobiles de l'agression raciste, DUFOUR-GOMPERS propose : l'image de soi insatisfaisante, l'infériorité, la haine de soi, la culpabilité, l'insécurité, le besoin de protection, la vengeance.

Le commentaire suivant peut illustrer le contexte de la naissance d'une telle attitude généralisée :

« *Vous ne travailler pas assez avec des cochons d'étrangers il m'intéresse ce que pense d'autres gens par rapport aux étrangers. En principe, je n'aurais rien contre les étrangers, mais mes copains et moi ont été tapés toujours on les aide, et en retour on reçoit des coups. Dehors les ETRANGERS !* »
(Croix gammée dessinée)

(Commentaire N°3, traduit de l'allemand)

L'auteur ramène lui-même l'origine de son attitude à une victimisation qu'il a vécue (1^{ère} phase). À la recherche d'arguments pertinents (2^{ème} phase), il est démuni et recourt à la croix gammée. Ce symbole nazi lui paraît suffisamment menaçant pour se « fortifier ». Enfin, il nous livre même quelques informations sur son état psychologique (3^{ème} phase) : son écriture, son orthographe et son argumentation indiquent une faiblesse au niveau de la formation, faiblesse qui nourrit certainement un sentiment d'insécurité. D'ailleurs, il exprime explicitement celui-ci, en disant qu'il s'intéresse à ce que les autres pensent. Par ailleurs il ressent une certaine ambivalence et des sentiments de culpabilité, lorsqu'il écrit qu'en principe, il n'aurait rien contre les étrangers. On pourrait interpréter l'affirmation ci-dessus comme une expression qui s'abrite derrière l'opinion de la majorité silencieuse et qui voudrait dire ceci : « *vous (universitaires, élites) ne connaissez pas des étrangers, parce que vous ne*

les fréquentez pas. Il faudrait prendre en compte une autre opinion, politiquement moins correcte, c'est-à-dire celle des gens qui ont plus de contact avec les étrangers et qui ont été victimes d'agressions de la part de certains. » Donc, cette recrue voulait peut-être seulement attirer l'attention des chercheurs sur une éventuelle relation entre victimisation subie de la part d'étrangers et opinions xénophobes. Notre questionnaire ne permet pas d'élucider cette question, car nous n'avons pas demandé de spécifier la nationalité des agresseurs (ni d'ailleurs celle des victimes). Il est pourtant vrai que ce serait un sujet criminologique de grande actualité d'examiner si la violence ethnique parmi les jeunes (immigrés contre suisses et mouvements de l'extrême droite contre immigrés) a gagné en importance en Suisse.

Une affinité avec la violence peut aussi se révéler dans une consommation excessive de vidéos violentes, sujet que nous avons traité dans le chapitre sur la sexualité. À titre de rappel, nous avons obtenu des fréquences de 70% environ de recrues qui affirmaient n'avoir jamais visionné de vidéos brutales ou de *reality* vidéos durant les douze derniers mois précédant l'école de recrues, alors que 10% en avaient regardé 1 à 2 fois, environ 5% 3 à 20 fois et 1 à 2% en visionnaient de manière très fréquente (plus de 20 fois).

11.3 Altercations verbales et intimidations

Hormis la violence physique à proprement parler, qui sera abordée plus loin, il existe une forme de violence qui pourrait être qualifiée de « psychologique », et qui est uniquement verbale. Les tableaux 11.3 et 11.4 montrent les fréquences de ces violences psychologiques que sont l'injure (par des gestes ou des mots) et l'intimidation.

Tableau 11.3 : Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	28.60	27.07	18.77	11.02	9.54	5.01	100.0
Non-recrues (N=1'160)	24.05	29.66	22.67	12.84	8.62	2.16	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Il n'y a donc que 24 à 29% de jeunes hommes qui affirment n'avoir injurié personne au cours des douze derniers mois précédant l'école de recrues (ou durant les douze mois écoulés avant de recevoir le questionnaire, pour les non-recrues). Par ailleurs, 58 à 61% disent n'avoir jamais intimidé quelqu'un (tableau 11.4). La majorité des jeunes hommes qui ont avoué l'avoir fait, l'ont fait avec une fréquence basse (1 à 2 fois ou 3 à 5 fois). Il semble plausible que seul un quart des jeunes hommes n'aient jamais injurié qui que ce soit en une année, car il s'agit là d'un comportement est somme toute assez courant, en particulier à cet âge. Les différences minimales entre recrues et non-recrues n'appellent aucune interprétation.

Tableau 11.4 : Intimider quelqu'un

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	58.01	20.76	8.99	3.57	2.59	6.09	100.0
Non-recrues (N=1'160)	60.78	22.59	8.71	2.67	1.98	3.28	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

La sémantique de la menace est compliquée, et il est difficile de catégoriser différents types de menaces ou de définir des niveaux de gravité. En se fondant uniquement sur le contenu verbal, il faudrait considérer comme dangereux un enfant de cinq ans qui promet qu'il va « refroidir » son petit camarade du jardin d'enfants, en répétant ce qu'il a entendu à la télévision. En revanche il y a de vraies menaces qui sont lancées sans contenu verbal direct, comme le clin d'œil qu'un caïd échange avec son complice pendant qu'ils s'attaquent à une victime. Ainsi, la preuve de l'existence d'une menace dépend souvent de la volonté qu'a l'agresseur de la dévoiler, des antécédents de cet individu et des circonstances de cette communication. On peut toutefois estimer qu'il arrive à tout un chacun, de temps à autre, d'intimider quelqu'un, la légitimation de ce comportement dépendant largement des circonstances. Mais la fréquence de ces actes dépend également de la mentalité, comme l'évoque un aphorisme japonais : « *la nature a créé des dragons et des petits vers – aujourd'hui, tout le monde veut être dragon* ».

11.4 Facteurs de risque liés la violence

11.4.1 Possession d'armes

Diverses recherches en criminologie (p.ex. KILLIAS 1993) ont permis d'établir que la possession d'armes constitue un facteur de risque.

Tableau 11.5 : Possession d'armes à la maison

Durant les douze mois précédant l'école de recrues	Aucune arme	1 à 2 armes	3 armes et plus	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%
Arme en bois (batte de base-ball, nunchaku etc.)	67.2	15.5	1.9	15.4	100.0
Couteau (plus grand qu'un couteau de poche)	53.7	27.6	8.7	10.1	100.0
Barre de fer, chaîne, poing américain	74.4	5.0	1.3	19.3	100.0
Pistolet, revolver	73.9	7.0	2.0	17.1	100.0
Fusil	68.3	16.1	3.7	11.9	100.0
Une des armes mentionnée ci-dessus	47.8	33.2	16.1	2.9	100.0

N=21'314

Cette opinion n'est malgré tout pas partagée par tout le monde. Le fait de posséder une arme ne rend pas en soi les gens violents, mais entraîne des conséquences plus graves si des violences surviennent. Sur l'ensemble des recrues, pratiquement la moitié (49.3%, N=10'509) possédaient à la maison, au cours des douze derniers mois précédant l'école de recrues, au moins une arme parmi les cinq qui étaient mentionnées. 10'190 recrues (47.8%) ont répondu ne posséder aucune de ces armes.

La fréquence des jeunes hommes qui possèdent trois armes et plus est relativement peu élevée : elle ne dépasse pas 2% pour les armes en bois, les barres de fer, chaînes, poings américains, pistolets et revolvers. Ce taux est un peu plus élevé en ce qui concerne les propriétaires de fusils et de couteaux. Ceci peut s'expliquer par le fait que les couteaux peuvent avoir d'autres utilisations que celle d'armes violentes, contrairement aux poings américains par exemple. De même, il est concevable que les détenteurs de fusil ne possèdent pas cette arme pour une utilisation à des fins agressives, mais peut-être dans le cadre d'une activité de loisirs (société de tir, chasse). Cette même constatation peut d'ailleurs être faite pour les nunchakus et les battes de base-ball. En outre, il se pourrait que certaines recrues aient coché la rubrique « fusil » en pensant par exemple au fusil militaire de leur père. Mais il est intéressant de noter que le taux de non-réponses obtenu pour les items concernant les armes utilisées uniquement pour agresser quelqu'un (barre de fer, chaîne, poing américain) est le plus élevé de l'ensemble des 91 questions du questionnaire. On peut penser qu'il existe ici tout de même une tendance à cacher quelque chose.

11.4.2 Port d'armes

Chez les recrues, 78.4% des jeunes hommes affirment n'avoir jamais porté une arme, quelle qu'elle soit ; 11.4% d'entre eux en ont porté à plusieurs reprises et 4.9% en portent très régulièrement, à savoir plus de vingt fois durant les douze derniers mois précédant l'école de recrues. Nous pouvons constater que plus ils possèdent d'armes, plus ils ont tendance à les porter fréquemment (plus de vingt fois) sur eux : le taux double, ou même triple, parmi ceux qui possèdent trois armes ou plus d'un même type.

Tableau 11.6 : Port d'armes

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	78.4	6.7	2.4	2.3	4.9	5.4	100.0
Non-recrues (N=1'160)	87.6	3.3	2.2	1.2	2.3	3.3	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Les non-recrues portent nettement moins d'armes que les recrues avant d'entrer à l'école de recrues. KILLIAS, VILLETAS et RABASA (in : JUNGGER-TAS, TERLOUW & KLEIN 1994, p.207), dans leur enquête portant sur 970 jeunes entre 14 et 21 ans, se sont également intéressés à la question du port d'armes. Ils ont trouvé une prévalence de ce comportement sur une année de 11.2% des jeunes hommes et femmes.

Parmi les recrues, les propriétaires de couteaux sont les plus nombreux de notre échantillon, mais ils semblent être moins enclins à emporter leur arme hors de leur domicile, bien qu'il s'agisse a priori d'objets plus faciles à transporter qu'une batte de base-ball ou un fusil. Il semblerait donc que l'hypothèse énoncée ci-dessus se vérifie : les couteaux seraient

plutôt des objets qui sont conservés à la maison pour effectuer diverses tâches, et non pas transportés sur soi comme armes qui pourraient être utilisées pour se défendre ou attaquer quelqu'un. Il n'en demeure pas moins que ces objets, même à domicile, peuvent aussi être employés comme armes. Nous pouvons donc en conclure que les comportements les plus inquiétants dans notre échantillon se produisent chez les propriétaires de plusieurs pistolets, revolvers ou barres de fer, chaînes et poings américains et, dans une moindre mesure, d'armes en bois. Les conscrits de ce groupe portent régulièrement ces armes sur eux, et nous pouvons penser qu'ils le font certainement dans l'attente d'une confrontation ou d'une bagarre. Même si les recrues possèdent des armes et ne les portent pas sur elles, celles-ci peuvent être potentiellement dangereuses pour un membre de la famille, lors d'une perte de contrôle ou d'une manifestation d'agressivité à domicile. Ces armes deviennent une menace pour tout le monde si elles sont portées par la recrue en dehors de chez elle plus ou moins fréquemment.

Dans quelle mesure le port d'armes est-il le signe d'une préparation à des conflits ? Peut-être beaucoup de jeunes hommes portent-ils ces armes seulement pour impressionner, sans vraiment vouloir les utiliser. Cette question sera traitée quand nous aurons défini une échelle capable de mesurer la violence globale.

11.4.3 Effet de l'alcool ou des drogues sur le comportement

L'agressivité engendrée par une consommation excessive d'alcool ou de drogues est un autre facteur à considérer. Les conséquences d'une perte de contrôle risquent d'être plus graves si l'on a affaire à la catégorie de recrues qui commettent des infractions routières fréquentes ou qui portent des armes sur elles.

Les non-recrues qui ont choisi de répondre à ce questionnaire sont, comme le montre le tableau 11.7, légèrement plus nombreuses à affirmer n'être jamais devenues agressives sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue.

Tableau 11.7 : Agressivité engendrée sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	80.7	8.5	2.7	1.1	0.9	6.2	100.0
Non-recrues (N=1'160)	85.9	7.7	2.1	0.9	0.7	2.8	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Différentes expériences pharmacologiques ont prouvé qu'il n'y avait pas un effet direct de l'alcool sur l'agressivité. Les femmes, mais aussi une grande partie des hommes qui boivent régulièrement, ne deviennent pas violents. Néanmoins, un pourcentage considérable d'individus semblent réagir à l'alcool par une augmentation de leur agressivité. L'opinion scientifique générale admet que l'alcool diminue certaines fonctions mentales comme l'attention (ce qui rend incapable de conduire une voiture), la capacité de réfléchir aux conséquences de ses actions, ou de saisir un contexte compliqué. Ainsi, certains individus dotés d'une agressivité générale marquée sont encore plus facilement provoqués que la normale à la suite de déficits mentaux engendrés par l'alcool (COMINGS et. al. 1997). On soupçonne des facteurs tiers, de nature génétique, d'être responsables d'un déséquilibre des neurotransmetteurs chez certains individus à risque. Cette prédisposition endocrinienne pourrait contribuer également aux comportements impulsifs, violents, et à la consommation

excessive de substances psycho-actives (CLONINGER, BOHMAN & SIGUARDSSON 1981 cité dans MÜTZELL 1993).

11.5 Comportements de violence physique

La forme de violence exercée à l'égard des victimes peut jouer un grand rôle par rapport à la dangerosité. La forme d'attaque qui est choisie reflète aussi le motif de l'agresseur. Les agresseurs cherchant à extorquer de l'argent vont menacer avec des armes, les bandes juvéniles vont plutôt se battre et essayer d'infliger des blessures à leurs adversaires, alors que les délinquants sexuels, qui cherchent à diminuer la résistance de leurs victimes, auront plutôt tendance à les attacher, à les menacer avec des armes ou bien à leur donner des drogues à leur insu.

11.5.1 Divers actes de violence

Donner des coups ou des gifles à quelqu'un peut être considéré comme le type de violence physique le moins grave (du moment que personne n'a été blessé, que l'acte n'était pas prémédité et que cette forme de violence n'a pas été employée souvent).

Tableau 11.8 : Donner à quelqu'un des coups, des gifles

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	76.76	10.44	4.08	1.22	0.97	6.53	100.0
Non-recrues (N=1'160)	82.16	9.66	2.84	1.64	0.69	3.02	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Les différences entre recrues et non-recrues semblent s'estomper lorsque ces actes atteignent des fréquences plus élevées. En revanche le nombre d'hommes n'ayant jamais battu quelqu'un au cours de cette période est plus élevé chez les non-recrues que chez les recrues.

Tableau 11.9 : Battre quelqu'un, donner des coups de pied

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	84.21	5.50	2.12	0.72	0.73	6.72	100.0
Non-recrues (N=1'160)	92.07	2.76	1.38	0.60	0.26	2.93	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Un nombre relativement élevé de cinq à neuf pour-cent d'hommes avouent avoir donné des coups de pieds à quelqu'un, forme de violence assez brutale.

Tableau 11.10 : Menacer quelqu'un avec une arme

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	90.70	1.38	0.48	0.19	0.30	6.95	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.60	0.95	0.09	0.26	0.26	2.84	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Menacer quelqu'un avec une arme est un comportement plus rare que celui de donner des coups, étant donné que seulement 2.4% des recrues affirment l'avoir fait au cours des douze derniers mois. Ce chiffre correspond à peu près aux résultats d'une enquête menée en Allemagne par PFEIFFER, DELZER, ENZMANN et WETZELS (1998). Leurs sujets masculins, d'un âge moyen de 15.3 ans, rapportaient une prévalence de 5.3% de jeunes Allemands (sans les immigrés) ayant menacé quelqu'un avec une arme au cours de l'année précédente. Les délinquants de cette étude étant encore plus jeunes que les nôtres, il est normal que leur taux de violence physique soit un peu plus élevé. À l'âge de l'école secondaire, 6.4% des recrues de notre étude ont menacé quelqu'un avec une arme. Il n'est pas étonnant que peu d'hommes indiquent avoir utilisé une arme pour intimider quelqu'un. En effet, cet acte est grave et déjà considéré comme un crime (par exemple, le brigandage quand il s'agit de se procurer de l'argent).

Une fois de plus, ce comportement est beaucoup plus fréquent chez les possesseurs de plus de trois armes d'un certain type. Cette constatation est valable notamment pour les propriétaires de barres de fer, chaînes et poings américains, d'armes en bois et de pistolets, alors que chez ceux qui possèdent des fusils et des couteaux, l'augmentation de la fréquence des menaces est moins nette. Relevons encore que la moitié des propriétaires de nombreuses armes de type barre de fer, ainsi que le tiers des détenteurs de nombreuses armes en bois avouent avoir menacé quelqu'un au moins une fois au cours des douze mois précédents.

Cette différence n'est pas aussi marquée s'agissant des détenteurs d'une arme d'un seul type, qui menacent dans les mêmes proportions, avec toutefois une fréquence un peu plus élevée de menaces répétées chez les possesseurs de pistolets et revolvers (1.4%), de barres de fer, de chaînes et poings américains (1.3%) et d'armes en bois (0.7%).

Tableau 11.11 : Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	91.92	0.67	0.24	0.12	0.17	6.87	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.86	0.86	0.17	0.09	0.00	3.02	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Le groupe « non-recrues » devrait théoriquement comprendre aussi des jeunes hommes effectuant une peine privative de liberté pour des crimes violents qu'ils ont commis. Mais on

constate, à la lecture du tableau 11.11, que ces derniers n'ont très probablement pas participé au sondage complémentaire. Les résultats ci-dessus, qui semblent indiquer que les recrues sont plus violentes, sont donc faussés, puisque parmi les non-recrues nous n'avons certainement pas eu de réponses de la part des jeunes hommes les plus violents.

Tableau 11.12 : Ligoter, enchaîner quelqu'un

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.08	0.56	0.27	0.10	0.09	6.89	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.78	0.86	0.00	0.00	0.26	3.10	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Au moment de l'élaboration du questionnaire, une connotation nous avait échappé. En fait, ces deux comportements peuvent constituer des actes d'ordre sexuel, comme la réalisation d'un fantasme sadomasochiste. Il existe des « jeux sexuels » entre individus consentants qui ne sont pas des violences infligées à une victime, en deçà de certaines limites, bien qu'ils présentent une certaine dangerosité. Par contre, si dans le cadre d'un acte sexuel un tel comportement est imposé à une partenaire non consentante, il s'agit alors, bien entendu, d'un crime grave (séquestration, lésion corporelle ou mise en danger de la vie ou de la santé d'autrui).

Un commentaire nous a rendus attentifs à cette connotation sexuelle :

« À la question 66 lorsque l'on demande si l'on a ligoté quelqu'un, cela peut être par jeu. Je veux dire par là, de manière sexuelle, mais sans aucune contrainte. Par exemple, mon amie trouve cela excitant, puis il n'y a aucune violence. Il en va de même avec la question 91f, si j'utilise « la force » cela se fait sans violence. Il s'agit d'un jeu entre nous qui est excitant. Dans ce questionnaire, on ne parle pas assez d'amour, car certains fois cela peut conduire à une certaine forme de violence que celle-ci se marque de façon verbale ou par le rejet de la personne impliquée. »

(Commentaire N°70, orthographe originale)

Tableau 11.13 : Étrangler quelqu'un (attaquer au cou)

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	91.32	1.23	0.30	0.13	0.73	6.89	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.09	1.38	0.34	0.00	0.17	3.02	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Une autre recrue a écrit un commentaire relatif au fait de serrer la gorge de quelqu'un dans le cadre de la pratique du judo. Notre question était posée de façon à exclure, en principe, les actes consentants, mais il reste toutefois possible que certains sujets n'aient pas correctement lu la question et l'aient cochée par erreur. La strangulation au cours d'un acte sexuel, que les partenaires soient consentants ou non, est un jeu très périlleux, puisqu'il peut entraîner la mort de la victime sans pour autant que l'agresseur ait appliqué beaucoup de force. Un réflexe d'arrêt cardiaque est facilement déclenché de la sorte. À titre préventif, il est dès lors nécessaire d'avertir de ce danger tous ceux qui auraient « découvert » cette méthode de stimulation sexuelle.

Les tableaux 11.14 à 11.17 présentent des formes de violence plus graves et plus dangereuses, parce que intentionnelles.

Tableau 11.14 : Donner à quelqu'un un coup de couteau

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.68	0.21	0.07	0.05	0.07	6.93	100.0
Non-recrues (N=1'160)	96.81	0.09	0.00	0.00	0.00	3.10	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Donner un coup de couteau est une forme de violence qui témoigne d'une certaine brutalité. Il est peu probable que quelqu'un qui agit avec un couteau le fasse par pure autodéfense, sans aucune intention de chercher la bagarre.

Le tableau 11.15 montre les fréquences d'un comportement violent un peu en marge des autres : faire consommer à autrui une substance nocive à son insu.

Tableau 11.15 : Faire consommer de la drogue ou du poison à quelqu'un à son insu

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.47	0.47	0.10	0.05	0.06	6.90	100.0
Non-recrues (N=1'160)	96.21	0.52	0.09	0.17	0.09	2.93	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Ce comportement, qui est assez rare, peut couvrir une grande gamme d'intentions. Du côté le plus inoffensif (mais néanmoins hasardeux), on trouve des jeunes qui le font par plaisanterie, absolument déplacée, parfois peut-être sous l'influence de l'alcool ou d'une drogue. D'autre part, cela peut servir à un vol, par exemple le client d'une prostituée peut se retrouver avec un porte-monnaie vide à son réveil. Ou encore, l'acte de faire consommer à une personne une substance à son insu peut être accompli dans le but d'abuser d'elle sexuellement. Ce comportement s'observe parfois chez ceux qui veulent provoquer artificiellement un trouble chez autrui. On a donné le nom de *Munchausen by proxy* ou *factitious disorder by proxy* à cette forme de maltraitance. Il existe en effet des parents qui rendent leur enfant malade avec

des médicaments inadéquats ou qui tentent de les calmer avec des somnifères ou des stupéfiants. Certaines mères le font pour profiter elles-mêmes de l'attention et de la compassion des médecins en tant que parent qui se « sacrifie » pour son enfant malade. Un tel abus peut être favorisé par le surmenage des parents, dû à des enfants difficiles ou qui crient constamment. Les parents concernés peuvent se retrouver sans appui psychosocial ; rendre leur enfant malade leur permet de trouver un soulagement de leur propre situation, qui leur paraît insupportable. Enfin, entre également dans les actes comptabilisés dans tableau 11.15 l'empoisonnement à des fins d'homicide.

Tableau 11.16 : Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre quelqu'un

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.18	0.53	0.22	0.10	0.09	6.88	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.26	1.03	0.17	0.17	0.26	3.10	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

Lancer des pierres contre quelqu'un est typiquement une forme de violence qui survient dans un groupe, par exemple dans le cadre d'une lutte entre bandes rivales, dans une manifestation politique devenue violente, ou encore dans le cas de casseurs qui jettent des pierres sur la police ou contre leurs adversaires politiques. Cette forme de violence semble être plus souvent exercée par les non-recrues que par les recrues.

Tableau 11.17 : Tirer avec une arme à feu sur quelqu'un

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.48	0.28	0.09	0.04	0.09	7.02	100.0
Non-recrues (N=1'160)	96.47	0.09	0.09	0.00	0.00	3.36	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

Tirer sur quelqu'un avec une arme à feu représente certainement une des formes les plus graves de violence interpersonnelle, étant donné les conséquences qu'un tel acte peut entraîner. Nous rappelons à cet égard l'art. 129 CP :

Art. 129 CP (Mise en danger de la vie d'autrui)

Celui qui, sans scrupules, aura mis autrui en danger de mort imminent sera puni de la réclusion pour cinq ans au plus ou de l'emprisonnement.

Les fréquences de ce comportement sont trop basses chez les non-recrues pour que l'on puisse en tirer des conclusions. L'affirmation des individus qui indiquent avoir tiré sur quelqu'un plus de vingt fois semble peu vraisemblable. C'est pourquoi nous avons examiné plus en détail ces cas. Si les autres réponses de cette personne étaient crédibles, nous n'avons pas exclu le questionnaire de l'analyse (cf. chapitre 18. « Méthodologie »). Nous interprétons cette exagération plutôt dans le sens où les personnes interrogées ont perdu patience en remplissant la liste de la question 66, qui concernait tous les actes commis. Pour signaler qu'ils avaient perpétré de nombreux actes de violence, ils ont ensuite tout coché.

Tableau 11.18 : Il s'est passé quelque chose, mais je ne peux pas en parler

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	54.64	0.22	0.05	0.05	0.13	44.91	100.0
Non-recrues (N=1'160)	67.93	0.78	0.26	0.00	0.26	30.78	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Nous avons introduit cette dernière catégorie pour des raisons d'éthique de recherche. Nous voulions ainsi éviter que certains sujets aient le sentiment d'avoir divulgué trop d'informations sur eux-mêmes. En même temps, pour la garantie complète de l'anonymat, il était important d'offrir l'occasion de cocher une réponse quelconque, dans l'hypothèse où certains sujets qui ne voulaient pas répondre aux questions ne souhaitaient pas que quiconque s'en aperçoive. Néanmoins, cette catégorie non spécifique permettra plus tard, dans nos analyses, de constater que même les recrues avouant des violences graves ont encore gardé quelques secrets et n'ont pas coché toutes les questions portant sur ce qu'ils ont fait au cours de l'année précédente.

Le tableau 11.19 présente le total des agressions physiques, y compris les menaces avec armes, mais sans tenir compte des injures et intimidations verbales.

Tableau 11.19 : Toutes sortes d'agressions physiques

Fréquences durant les douze mois précédant l'école de recrues (ou le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	74.19	8.52	6.81	2.92	1.51	6.05	100.0
Non-recrues (N=1'160)	79.31	9.91	4.66	2.16	1.47	2.50	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Par rapport aux fréquences des incidents violents en général, la grande majorité (74% à 80%) des jeunes hommes n'utilisent jamais de moyens physiques dans un conflit, et le recours à ceux-ci se produit seulement de manière exceptionnelle chez 8.5% à 10% de nos sujets. Néanmoins, il y a près de 3.5% de jeunes hommes qui rapportent que le recours à des moyens physiques dans leurs conflits n'est pas exceptionnel. La prévalence d'une agression physique au moins une fois pendant l'année précédente est de 18% à 20% chez nos sujets, alors que

PFEIFFER, DELZER, ENZMANN et WETZELS (1998) ont mesuré un taux légèrement plus bas de 17.3% chez les jeunes Allemands âgés de 15 ans en moyenne.

Par ailleurs, ceux qui ne sont jamais violents utilisent moins d'injures et d'intimidations verbales que ceux qui ont recours à la violence physique.

L'opposition entre non-recrues et recrues en ce qui concerne la violence n'est pas tout à fait claire. D'une part, il y a davantage de non-recrues qui présentent la combinaison de menaces avec armes et vol ou cambriolage (0.95% contre 0.63% de recrues), ce qui indique la forte probabilité de brigandage selon l'art 140 CP, ou éventuellement d'extorsion et chantage (art. 156 CP), ou de contrainte (art. 181 CP). D'autre part, les non-recrues ayant commis une attaque avec des armes (armes à feu ou couteau) sont un peu moins nombreuses que les recrues (1.1% contre 1.4%) et la fréquence générale des violences est moins élevée chez les non-recrues. Ces constatations sont en accord avec la consommation élevée de drogues dures parmi les non-recrues, ce qui pourrait expliquer les violences exercées dans un dessein d'enrichissement. Pour des remarques plus détaillées, se référer au chapitre 18. « Méthodologie ».

Quoi qu'il en soit, au vu de ces chiffres, nous pouvons noter un progrès culturel par rapport à d'autres époques, où la violence était davantage répandue et acceptée chez les jeunes hommes.

11.5.2 Conséquences des agressions corporelles

Nous avons voulu recevoir des informations concernant d'autres éléments associés aux différentes formes de violence, notamment sur les victimes. Nous avons cherché à savoir qui étaient les victimes des actes les plus graves, quelles en étaient les conséquences pour elles, et qui avait eu connaissance de ce qui s'était passé. Nous avons aussi pris en compte les recrues qui n'ont pas spécifié le type de leur agression, mais seulement les conséquences pour la victime. Nous obtenons ainsi un taux de 20.7% (N=4'414) de recrues qui avouent des violences, taux qui est donc un peu plus élevé que si nous comptons uniquement les fréquences pures. Elles sont 73.4% à indiquer n'avoir jamais commis tel ou tel acte et 5.84% (N=1'245) à n'avoir répondu à aucune des questions sur les actes de violence et sur les conséquences pour les victimes.

La probabilité de blesser quelqu'un augmente avec la fréquence des agressions physiques et le recours aux armes. 22.8% des individus qui ont commis 6 à 20 actes de violences et 32.6% des ceux qui en ont commis plus de vingt au cours de l'année précédant l'école de recrues, ont dit avoir blessé leur victime au point qu'elle a dû se rendre chez un médecin ou à l'hôpital. Parmi ceux qui ont utilisé des armes lors d'altercations violentes (N=307, 1.44% des recrues), près de la moitié, soit 47.9%, ont blessé quelqu'un au cours de cette même période.

Les cas parvenus jusqu'aux autorités sont aussi rares parmi les délits violents que parmi les délits sexuels. Ceci est peut-être lié au fait que les agresseurs condamnés pour des crimes graves durant l'année précédant l'école de recrues ne sont pas incorporés dans l'armée.

L'étude de ce grand échantillon que constituent les recrues nous permet de remettre en question le cliché de l'honnête homme qui en vient à la violence parce qu'il aurait été provoqué à un point tel qu'il n'a plus pu se contrôler. Ce cas, s'il existe bel et bien, semble relativement rare. Ainsi, parmi les 669 hommes ayant commis une violence sérieuse (ou plusieurs) menant à des blessures chez la victime, seuls 17.5% d'individus pourraient à notre avis entrer dans une telle catégorie. Nous déduisons cette interprétation du fait que ces 17.5% sont les seuls à n'avoir pas commis d'autres infractions dans les douze mois précédant l'école de recrues. Tous les autres sujets qui ont blessé quelqu'un ont commis, hormis la violence, au moins trois autres infractions durant la même période. Et 42.3% de ceux qui ont blessé un tiers ont indiqué avoir commis plus de vingt infractions diverses pendant l'année précédant

l'école de recrues. À titre de comparaison, parmi les recrues qui n'ont pas blessé quelqu'un au cours des douze mois précédents, 56.1% n'ont commis aucun délit ou tout au plus un ou deux, et seuls 14% ont indiqué avoir commis plus de vingt infractions.

11.5.3 Victimes des agressions physiques

Le tableau 11.20 indique la répartition des victimes. Précisons encore que les recrues ont eu la possibilité de cocher plusieurs catégories.

Tableau 11.20 : Victimes des recrues qui ont commis des violences physiques

<i>Plusieurs victimes possibles</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>Partenaire</i>	334	1.57%
<i>Ex-partenaire</i>	205	0.96%
<i>Frère</i>	673	3.16%
<i>Sœur</i>	378	1.77%
<i>Père ou éducateur</i>	235	1.10%
<i>Mère ou éducatrice</i>	234	1.10%
<i>Personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)</i>	146	0.68%
<i>Personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)</i>	43	0.20%
<i>Autre personne connue, de sexe masculin (p.ex. voisin)</i>	687	3.22%
<i>Autre personne connue, de sexe féminin (p.ex. voisine)</i>	125	0.59%
<i>Copain(s), ami(s)</i>	1'311	6.15%
<i>Copine(s), amie(s)</i>	347	1.63%
<i>Personne inconnue de sexe masculin</i>	2'214	10.39%
<i>Personne inconnue de sexe féminin</i>	20	0.09%
<i>Fils, fille</i>	88	0.41%
<i>Autre enfant</i>	923	4.33%
<i>N'ont pas indiqué qui étaient les victimes</i>	480	2.25%

N=21'314

Dans notre échantillon, 2.2% des recrues ont admis avoir agressé physiquement leur partenaire (épouse ou amie) ou leur ex-partenaire (ex-épouse ou ex-amie), au cours des douze mois précédant l'école de recrues. Ce taux ne correspond même pas à la moitié de celui de femmes battues au cours de l'année précédente (5.6%), relevé par le sondage de victimisation autoreportée de GILLIOZ, DE PUY et DUCRET (1997 p.70). Est-il possible que les jeunes hommes soient moins violents dans le couple que le reste de la population masculine adulte ? Cela serait étonnant car leur prédisposition générale à la violence est plus élevée que celle des hommes d'un âge plus avancé. Or, le chiffre obtenu est en conformité avec le fait que seule la moitié des hommes de cet âge (56%) ont déjà eu une relation sentimentale sérieuse, alors que

cette proportion est plus élevée dans la population masculine adulte en général. Nous considérons donc le taux de 2.2% de recrues qui ont battu leur partenaire comme étant très vraisemblable, étant donné que pour 44% des jeunes hommes l'occasion de se montrer violent contre une partenaire ne se présentait pas. Une recrue a avoué dans son commentaire un tel acte, mais avec une mauvaise conscience manifeste :

« Dans ma jeunesse j'ai eu beaucoup de bagarres en raison du fait que j'ai été placé en institution. Sous l'effet d'alcool il m'est arrivé par deux de frapper d'un coup de poing mon actuelle amie. Je tiens tout de même à préciser qu'aucun hématome ni blessure n'a suivi cet incident (le coup n'était pas violent, mais le geste y était) ; c'est la raison pour laquelle je ne bois plus que modestement de l'alcool ... »

(Commentaire N°149, orthographe originale)

Au total, 4% des recrues ont agressé une personne de sexe féminin et 4.7% un enfant. Les enfants restent donc encore la classe sociale la plus vulnérable en matière de violence, malgré tous les efforts de prévention. Néanmoins, la violence sur les enfants est une forme de violence un peu en marge des autres et les auteurs de ce type d'agression commettent plus rarement des violences à l'encontre d'une autre catégorie de personnes. Ceci peut s'expliquer, en partie, par le fait que les recrues qui sont parents dans notre échantillon le sont à un âge très jeune. La responsabilité d'un enfant est une charge lourde et l'on peut penser que devenir père (ou beau-père d'un enfant de la partenaire) à dix-neuf ans représente un stress important pour certains jeunes qui ne le supportent pas et passent ainsi à l'acte. Il est reconnu qu'avoir un enfant à un âge précoce constitue, pour diverses raisons, un facteur de risque pouvant induire un comportement de parent maltraitant. D'autre part, nous pouvons nous demander si les enfants qui ont été battus par ces 4.3% de recrues étaient des enfants confiés à leur responsabilité dans le cadre d'activités de loisir (sports, scouts etc.) ou professionnelles (institutions psychosociales, écoles) ; nous ne le savons pas. Il s'agit donc bien d'une forme de violence un peu à part et dont les causes sont assez spécifiques. Cependant, le chiffre obtenu n'est pas du tout négligeable, et nous le trouvons même plutôt alarmant ! Le taux de jeunes hommes ayant fait preuve de violence contre des personnes physiquement plus faibles qu'eux, que ce soient des femmes ou des enfants, s'élève à 8.6% pendant l'année précédant l'école de recrues. Ces chiffres révèlent que l'opinion selon laquelle la violence physique a lieu uniquement entre hommes n'est pas fondée, et qu'il ne convient pas, dès lors, de la banaliser comme « une affaire d'honneur ».

En revanche 2% des recrues avouent avoir commis des violences contre des personnes d'autorité (éducateurs, enseignants, clergé, médecins, etc.) ou les parents. Ces cas sont plus souvent signalés à la police ou au juge que les violences exercées contre d'autres catégories de personnes.

La catégorie de victimes la plus courante est celle des personnes inconnues : 2'214 (10.4%) recrues ayant rapporté avoir agressé physiquement un homme inconnu. Face aux 2'214 qui ont agressé des tiers inconnus, seules 20 recrues reconnaissent avoir maltraité une femme inconnue. La violence sur la personne d'inconnus est le type de violence dont les conséquences sont le plus souvent graves, et qui est commise par des recrues qui y ont fréquemment recours. On peut penser qu'elle s'exerce en bande et qu'ainsi d'autres jeunes du même âge sont présents lors de ces agressions ou du moins en ont connaissance. Les autorités judiciaires et la police sont plus souvent informées de ces agressions que lorsque les victimes sont des partenaires ou des copains.

11.6 Comportements violents au cours de la vie

La prévalence de comportements violents au cours de la vie entière peut être intéressante pour la comparaison avec d'autres études :

Tableau 11.22 : Violence physique grave au cours de la vie

Prévalence au cours de la vie (life-time) :	N	%
A déjà menacé intentionnellement quelqu'un avec une arme	2' 190	10.27%
A utilisé une arme (couteau, arme à feu, objet lourd) pour agresser quelqu'un	952	4.51%
A déjà blessé quelqu'un intentionnellement avec violence	2' 043	9.59%

N=21'314

On constate que, sur toute leur vie, tout de même dix pour-cent des sujets ont été impliqués dans un incident plus sérieux, c'est-à-dire qu'ils ont blessé ou menacé quelqu'un avec une arme. Il y a sans doute un certain nombre de ces incidents qui auront été favorisés par des circonstances malheureuses, comme une agression entre jeunes qui serait devenue tout à coup plus violente, et au cours de laquelle quelqu'un aurait été blessé sans que son agresseur l'ait souhaité au départ ; ou alors comme la disponibilité d'une arme lors d'une bagarre, sans que la recrue l'ait utilisée dans le but de blesser. Mais dès que l'intention devient plus grave, lorsque l'individu utilise une arme pour effectivement agresser quelqu'un, seule la moitié des sujets concernés passent à l'acte.

11.7 Menaces verbales et passages à l'acte violents

La relation entre menace et passages à l'acte appelle un aperçu statistique. Au cours de l'année précédant l'école de recrues, 7'652 hommes (35.9%) ont intimidé quelqu'un verbalement. Parmi eux, 40% sont passés à des altercations violentes ou à des menaces avec armes au cours de cette même année, débouchant pour 6% sur des blessures telles que la victime a dû recourir à des soins médicaux. En ce qui concerne les 5.7% de recrues (N=1'213) qui ont intimidé quelqu'un à plus de six reprises, plus de 60% d'entre elles sont passées à des *acting-out* plus sérieux, et 15% ont blessé quelqu'un. En présence de certains risques (trouble de la personnalité, dépendances, casier judiciaire, possession de pistolet), le taux d'hommes qui vont effectivement agresser autrui avoisine rapidement les 60 à 90%. Parmi les recrues présentant un *trouble de la personnalité au niveau structurel bas* qui avaient déjà comparu devant un tribunal pour une infraction quelconque et qui possédaient un pistolet, 40% avaient blessé quelqu'un au cours de l'année précédente, et la victime avait dû consulter un médecin. Parmi les hommes présentant une personnalité antisociale qui ont intimidé quelqu'un, le risque qu'ils commettent effectivement des agressions physiques dépassait 90%. Ces résultats vont dans le même sens que ceux mis en évidence par TARDIFF (in : BLUGLASS & BOWDEN 1990), qui prend en compte les facteurs de danger réel suite à des menaces verbales : possession ou achat d'armes, histoire de violence ou de comportement impulsif, abus d'alcool et de drogues, paranoïa, personnalité antisociale (DSM-IV) ou psychopathie (selon les critères de HARE 1991), ainsi que des perturbations neurologiques et neuropsychologiques (TARDIFF 1992, p.496). Dans le cas d'antécédents de violence, il faudrait considérer le degré des blessures infligées par le passé, ainsi que le type de personnes visées. Par ailleurs, les menaces vagues de tuer quelqu'un ne sont pas à prendre autant au sérieux que celles qui sont précises et adressées à une personne spécifique. Par conséquent, le sérieux des menaces dépend

beaucoup de la personne qui les exprime. Quand Mike Tyson dit : « *watch out white boy, I will kill you !* », cette phrase signifie autre chose que lorsqu'elle est prononcée par un enfant qui l'a entendue la veille à la télévision.

Toutefois nous ne savons pas si les personnes menacées sont les mêmes que celles qui seront agressées. Et, comme l'illustre le cas de Tyson, sa menace étant très sérieuse, on ne sait pas à l'avance si ce sera l'adversaire sur le ring, l'arbitre, sa partenaire ou un inconnu qui va subir l'agression. Il s'agit ici de la problématique de l'analyse des menaces, car s'il est possible de faire une prédiction assez précise de la possibilité de passages à l'acte, on ne pourra déterminer ni la cible finale, ni la gravité de l'atteinte. La victime effective peut différer de la personne harcelée par les menaces, parce qu'il arrive souvent que les individus violents essaient de se contrôler pendant un certain temps et qu'ils explosent tout à coup contre la première cible vulnérable qui se présente. Ainsi, même la meilleure des analyses comporte toujours une part d'imprévu (cf. HAAS & SCHORI 2000).

11.8 Échelle de violence

Il n'existe pas de consensus sur une échelle de gravité pragmatique de la violence en général. En effet, dans la grande majorité des définitions, la violence se décrit essentiellement à travers ses effets, et une définition a priori est assez problématique. Ainsi, une première distinction en termes de conséquences pour la victime est souvent opérée. En outre, il est également aisé de distinguer selon la fréquence des actes.

Certains textes de criminologie différencient la violence instrumentale de la violence émotionnelle. La première, qui est motivée extrinsèquement, sert à réaliser un autre objectif, qui peut être l'extorsion d'argent, un moyen de défense, la réalisation d'un hold-up ou toute autre forme d'exercice de pouvoir. La seconde est la conséquence d'une perte de contrôle sous l'influence d'émotions dans un contexte relationnel ; elle n'est donc pas un moyen mais pour ainsi dire un but en soi. Mentionnons la controverse scientifique autour des hypothèses sur la nature pulsionnelle ou réactive de l'agressivité. Si l'agressivité est considérée comme une pulsion – plus ou moins forte suivant l'individu – elle aurait alors tendance à se décharger périodiquement, ce qui n'est pas le cas si elle est vue uniquement comme réaction à une frustration. Nous n'avons pas interrogé nos recrues de façon directe sur la nature de leurs motivations ni sur le contexte de leurs actes. Mais grâce aux questions entourant les événements auto-révélés, telles que celles sur l'identité des victimes, la combinaison de l'acte avec d'autres formes de délinquance, les moyens utilisés, l'impact sur la victime, nous disposons de suffisamment d'éléments qui nous permettent de nous faire une idée des différents contextes dans lesquels la violence peut se dérouler.

Au cours de l'analyse, nous avons modifié l'échelle de violence à plusieurs reprises, car il n'est pas évident de cerner l'intention criminelle à travers l'acte. Il existe toutefois plusieurs façons d'opérationnaliser la violence, parmi lesquelles le chercheur doit opérer un choix. La présente échelle sur quatre niveaux prend en compte la fréquence des violences, le fait d'avoir infligé des blessures à des victimes, l'utilisation d'armes et enfin les menaces avec armes dans un dessein d'enrichissement (la combinaison de menaces armées avec un vol ou un cambriolage).

Tableau 11.21 : Échelle des agressions violentes

<i>Actes durant les douze mois précédant l'école de recrues</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>0. N'a commis aucune violence physique</i>	15' 671	73.52%
<i>1. Formes d'agressions physiques moins fréquentes que 20x, sans recours aux armes, sans blesser quelqu'un ni l'avoir menacé dans un but lucratif (gifles, coups et menaces sans conséquences)</i>	4' 092	19.20%
<i>2. A souvent agressé des victimes sans les blesser, ou a utilisé 1 à 2x une arme contre quelqu'un sans le blesser, ou a blessé quelqu'un mais sans recours aux armes et sans être fréquemment violent</i>	680	3.19%
<i>3. A souvent agressé des victimes en les blessant, a utilisé des armes en blessant quelqu'un, a menacé avec une arme dans un but lucratif, a commis 3x ou plus une agression à l'aide d'une arme (couteau, arme à feu, objet lourd, poison)</i>	341	1.60%
<i>x. N'a pas répondu</i>	530	2.49%
<i>Total</i>	21' 314	100.00%

À l'aide de cette échelle, nous constatons que pratiquement les trois-quarts des jeunes hommes interrogés (73.4%) ne font jamais preuve de violence.

À la lumière des analyses faites au chapitre 18. « Méthodologie » (cf. paragraphe 18.11.5.2), il est évident que plus l'on monte dans les niveaux de cette échelle, plus le nombre d'actes de violences commis au cours d'une année, le taux de victimes et de lésions corporelles, ainsi que le taux de délits signalés aux forces de l'ordre augmentent.

Au niveau des agressions physiques les moins sérieuses, la majorité des infractions seraient probablement qualifiées de voies de fait.

Art. 126 CP (Voies de fait)

¹ Celui qui se sera livré sur une personne à des voies de fait qui n'auront causé ni lésion corporelle ni atteinte à la santé sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

² La poursuite aura lieu d'office si le délinquant a agi à répétées reprises contre une personne, notamment contre un enfant, dont il a la garde ou sur laquelle il avait le droit de veiller.

Concernant les niveaux deux et trois, on constate que 4.8% de nos recrues, c'est-à-dire un sous-groupe de plus de mille jeunes adultes, courent de grands risques en commettant des violences graves ou fréquentes, ou qui ont pour conséquence l'intervention d'un médecin ou une hospitalisation.

À l'aide de cette échelle, nous pouvons maintenant revenir à la question de savoir dans quelle mesure le port d'armes n'est qu'un comportement adopté pour impressionner, et par ailleurs inoffensif. Le résultat du croisement des deux variables est frappant : la moitié des hommes qui ont porté une arme à une ou à plusieurs reprises ont commis à tout le moins des voies de fait. Parmi les recrues qui se munissent d'une arme régulièrement (plus de 20 fois durant l'année précédant l'école de recrues), 12% appartiennent au groupe des agresseurs très violents.

11.9 Violence générale et transgressions ou infractions d'ordre sexuel

Dans quelle mesure les recrues qui montrent des tendances violentes vont-elles également être enclines à commettre des agressions sexuelles ? Pour répondre à cette question, nous avons croisé les deux échelles :

Tableau 11.23 : Transgressions et infractions d'ordre sexuel en fonction de la violence générale

Légende des niveaux de l'échelle des transgressions d'ordre sexuel :

- 0. = Aucune transgression ou harcèlement
- 1.= Transgressions contre des adultes seulement, sans pénétration et sans contrainte
- 2.= Pénétration sexuelle de victimes adultes contre leur volonté, sans contrainte
- 3.= Contrainte sexuelle, viol et attouchements sur des enfants

Niveaux des transgressions sexuelles :	0	1	2	3	Total
% des lignes	%	%	%	%	%
<i>Niveaux des violences non sexuelles :</i>					
0. N'a commis aucune violence physique (N=15'415)	91.0%	6.7%	2.2%	0.1%	100%
1. Formes d'agressions physiques moins fréquentes que 20x, sans recours aux armes, sans blesser quelqu'un ni l'avoir menacé dans un but lucratif (giffes, coups et menaces sans conséquences) (N=3'542)	77.2%	17.1%	5.0%	0.8%	100%
2. A souvent agressé des victimes sans les blesser, ou a utilisé 1 à 2x une arme contre quelqu'un sans le blesser, ou a blessé quelqu'un mais sans recours aux armes et sans être fréquemment violent (N=630)	70.3	19.4%	8.6%	1.8%	100%
3. A souvent agressé des victimes en les blessant, a utilisé des armes en blessant quelqu'un, a menacé avec une arme dans un but lucratif, a commis 3x ou plus une agression à l'aide d'une arme (couteau, arme à feu, objet lourd, poison) (N=300)	53.3%	25.0%	12.3%	9.3%	100%

N=19'887, données manquantes=1'427, DF=9 Khi-carré=1476.26 sig : $p < 0.001$; G=0.52

Parmi les individus violents, nous trouvons un pourcentage élevé de jeunes hommes qui ont également tendance à commettre des transgressions de l'intégrité sexuelle. Néanmoins, tous les agresseurs violents ne sont pas nécessairement des agresseurs sexuels ; cette relation est d'ailleurs beaucoup moins étroite que la relation inverse, soit le caractère fréquent de la violence générale des hommes ayant commis des harcèlements et délits sexuels (cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle »).

11.10 Agresseurs très violents

Le dernier niveau de la violence comprend des actes qui figurent dans le Code pénal suisse sous les qualifications de « brigandage » (art. 140 CP), ou éventuellement d'« extorsion et chantage » (art. 156 CP), ou de « contrainte » (art. 181 CP). Ceux qui ont blessé quelqu'un

risquent d'être accusés de « lésions corporelles graves et simples » (art. 122 et art. 123 CP). Le recours à des violences fréquentes avec des armes sans physiquement blesser quelqu'un, relève soit de la « rixe » (art. 133), ou de l'« agression » (art. 134) et de la « mise en danger de la vie d'autrui » (art. 129 CP), que nous avons déjà cités auparavant. Les dispositions des infractions les plus fréquentes sont reproduites ci-dessous :

Art. 140 CP (Brigandage)

¹ Celui qui aura commis un vol en usant de violence à l'égard d'une personne, en la menaçant d'un danger imminent pour la vie ou l'intégrité corporelle ou en la mettant hors d'état de résister sera puni de la réclusion pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement pour six mois au moins. Celui qui, pris en flagrant délit de vol, aura commis un des actes de contrainte mentionnés au 1er alinéa dans le but de garder la chose volée encourra la même peine.

² Le brigandage sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour un an au moins, si son auteur s'est muni d'une arme à feu ou d'une autre arme dangereuse.

³ Le brigandage sera puni de la réclusion pour deux ans au moins, si son auteur l'a commis en qualité d'affilié à une bande formée pour commettre des brigandages ou des vols, si de toute autre manière la façon d'agir dénote qu'il est particulièrement dangereux.

⁴ La peine sera la réclusion pour cinq ans au moins, si l'auteur a mis la victime en danger de mort, lui a fait subir une lésion corporelle grave, ou l'a traitée avec cruauté.

« Le brigandage réprime simultanément une infraction contre la personne et une infraction contre le patrimoine, mais n'implique pas une identité entre les victimes de ces infractions. (...) En cas de menace, l'incapacité de résister de la victime existe dès que, prenant la menace au sérieux, elle renonce à s'opposer ou à tenter de s'opposer aux actes de l'auteur ; la mise hors d'état de résister de toute personne susceptible d'intervenir suffit à réaliser le brigandage. » (FAVRE, PELLET & STOUDMANN 1997, p.267). Les actes impliquant des menaces armées commises dans un dessein d'enrichissement pourraient éventuellement être qualifiés non pas de brigandage mais d'extorsion au sens de l'art. 156 CP. Là encore, les exigences de précision par rapport à la définition juridique de ces actes dépassent les possibilités d'un questionnaire.

Les lésions corporelles sont punies en fonction des conséquences physiques de l'attaque et également de l'utilisation éventuelle d'armes. Pour les personnes sans formation juridique, la différence entre lésions corporelles simples et graves n'est pas évidente.

Art. 122 CP (Lésions corporelles graves)

Celui qui, intentionnellement, aura blessé une personne de façon à mettre sa vie en danger, celui qui, intentionnellement, aura mutilé le corps d'une personne, un de ses membres ou un de ses organes importants ou causé à une personne une incapacité de travail, une infirmité ou une maladie mentale permanentes, ou aura défiguré une personne d'une façon grave et permanente, celui qui, intentionnellement, aura fait subir à une personne toute autre atteinte grave à l'intégrité corporelle ou à la santé physique ou mentale, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement pour six mois à cinq ans.

FAVRE, PELLET & STOUDMANN (1997, p.234) précisent à cet égard que « les lésions corporelles graves constituent une notion juridique indéterminée, fondée essentiellement sur des éléments objectifs, le sentiment subjectif de la victime n'étant pas déterminant. » Les auteurs se réfèrent alors à l'exemple d'un coup de couteau porté au visage qui, selon eux, « n'entraîne pas de telles lésions lorsque la blessure occasionnée n'est pas permanente. En

revanche, une cicatrice durable, allant de la bouche à l'oreille et gênant l'expression du visage doit être considérée comme une lésion corporelle grave (ATF 115 IV 17 c.I). » Afin de différencier les attaques plus dangereuses des autres, le législateur a défini deux niveaux de gravité de la lésion corporelle simple :

Art. 123 CP (Lésions corporelles simples)

¹ Celui qui, intentionnellement, aura fait subir à une personne une autre atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement. Dans les cas de peu de gravité, le juge pourra atténuer librement la peine (art. 66).

² La peine sera l'emprisonnement et la poursuite aura lieu d'office, si le délinquant a fait usage du poison, d'une arme ou d'un objet dangereux, s'il s'en est pris à une personne hors d'état de se défendre ou à une personne, notamment à un enfant, dont il avait la garde ou sur laquelle il avait le devoir de veiller.

Les autres atteintes physiques qui n'entrent pas dans les définitions des articles 122 et 123 CP, par exemple un coup donné par un enseignant à son élève, sont réprimées par l'article 126 CP (voies de fait).

Bien que nous n'ayons pas relevé cette information, nous pouvons estimer que la violence commise par des jeunes hommes est souvent influencée par les dynamiques de groupes ou de bandes. Les bagarres commises en groupe tombent sous le coup des articles 133 (rixes) et 134 (agression) du CP.

Art. 133 CP (Rixe)

¹ Celui qui aura pris part à une rixe ayant entraîné la mort d'une personne ou une lésion corporelle sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

² N'est pas punissable celui qui se sera borné à repousser une attaque, à défendre autrui ou à séparer les combattants.

Il faut relever que le résultat de la rixe doit être au moins une lésion corporelle. La différence entre rixe et agression a été définie par le Tribunal fédéral : « La rixe consiste en une altercation impliquant la présence active de trois personnes au moins. Une bagarre opposant deux personnes devient une rixe dès qu'un tiers s'immisce dans celle-ci, même si l'intervention de ce tiers n'était pas prévisible depuis le début. Si deux personnes s'attaquent à une troisième qui ne fait que se défendre, il n'y a pas de rixe, mais agression » (ATF 106 IV 246, 104 IV 53 c.2b, 100 IV 57 cités dans FAVRE, PELLET & STOUDEMANN 1997, p.246).

Art. 134 CP (Agression)

Celui qui aura participé à une agression dirigée contre une ou plusieurs personnes au cours de laquelle l'une d'entre elles ou un tiers aura trouvé la mort ou subi une lésion corporelle sera puni de l'emprisonnement pour cinq ans au plus.

Le dernier niveau de l'échelle de violence est construit de manière à permettre d'englober les actes réprimés par les articles 122 CP (lésion corporelle grave), 123 al. 2 CP (lésion corporelle simple avec usage de poison ou armes), 129 CP (mise en danger de la vie d'autrui), 133 CP (rixes), 134 CP (agression) et 140 CP (brigandage) mentionnés ci-dessus, en excluant

les simples voies de fait (art. 126 CP) et le dépassement des limites de la légitime défense (selon l'art. 33 CP).

Au cours de la planification de l'enquête, nous avons décidé de ne pas poser la question de la commission éventuelle d'un homicide, acte que le sujet aurait pu commettre aussi bien de façon intentionnelle que par négligence, et qui aurait pu rester dans le chiffre noir ou pour lequel l'auteur aurait été puni. Ainsi, les articles portant sur les différentes formes d'homicide – à savoir, l'homicide par négligence (p.ex. dans la circulation routière ou sur la personne de ses propres enfants), l'homicide intentionnel, le meurtre, le meurtre passionnel, le meurtre sur demande de la victime et l'assassinat – ne seront pas considérés ici. Cette décision a été prise dans le souci de ne pas susciter des réponses non sincères en raison de questions qui auraient pu paraître exagérées. Rétrospectivement, nous devons admettre que cette décision était regrettable, car nous avons constaté que les recrues semblent avoir répondu très sérieusement aux questions les plus délicates. Par conséquent une bonne occasion d'évaluer le chiffre noir de l'homicide a été manquée.

11.11 **Modèle statistique des influences sur la violence**

La violence est le résultat à la fois d'un comportement humain et de facteurs non humains (dits *situationnels*). KILLIAS a résumé cette approche de la manière suivante (1991, pp.288ss) : « *L'idée que le crime est le produit non seulement de facteurs humains mais également de la situation ne date pas d'hier. (...) Les théologiens ont par exemple toujours mis en évidence le rôle de la tentation. (...) Dans la philosophie grecque, c'est surtout ARISTOTE qui, dans le XIIème chapitre de son ouvrage sur l'art rhétorique et l'art poétique, offre une conceptualisation des facteurs situationnels qui ne s'éloigne guère des approches contemporaines. (...) Il observe par exemple que la proximité entre l'auteur et la victime facilite la commission d'un crime, de même que le manque de prudence de la part du lésé. Il constate également que l'on vole plus facilement les objets que l'on peut aisément faire disparaître, consommer, transporter ou encore qui sont difficilement identifiables car ils existent en grand nombre. Il postule enfin que l'on commet plus facilement un crime dont on prévoit qu'il restera impuni à cause de la honte dont risquerait de se couvrir la victime qui le dénonce (no.35). ARISTOTE conçoit donc déjà une explication du crime se situant partiellement en dehors de la personnalité et des mobiles de son auteur. Après avoir été longtemps oubliée, cette idée vient d'être implicitement redécouverte par les adeptes de la « situational approach » des pays anglo-saxons. (...) toutes les idées d'ARISTOTE réapparaissent dans les théories contemporaines traitant du rôle de la situation dans la genèse du crime, sans que les auteurs modernes soient conscients des origines antiques de certaines de leurs idées. (...) Le « life-style » modèle de HINDELANG et al. (1978, pp.121ss) postule que le risque de subir une infraction augmente si une victime potentielle rencontre un auteur motivé. Ce risque est dès lors plus important pour les personnes côtoyant des délinquants ou fréquentant des endroits où se retrouvent régulièrement des délinquants. Cette proximité avec le milieu criminel est plus grande pour les habitants des ghettos, des grandes métropoles, ainsi que pour les délinquants et les marginaux eux-mêmes. De manière plus générale, la victimisation est plus importante pour les jeunes hommes qui, par rapport aux femmes et aux personnes âgées, passent plus de temps hors de leur domicile, notamment dans les zones « chaudes » des villes ou dans des locaux dans lesquels le risque de croiser des délinquants est plus élevé. »*

Une autre théorie, dite des ressources, a été développée par le sociologue américain MERTON (1957, traduction française 1965). DUFOUR-GOMPERS (1992, pp.313ss) résume très brièvement cette théorie comme suit : « *Une approche théorique envisage la violence comme une ressource (...) parmi toutes celles qui permettent à tout système d'atteindre la satisfaction*

de ses objectifs et intérêts. C'est une vision fonctionnelle et positive de la violence. Le recours à cette ressource est régulé par la non-disponibilité d'autres ressources ou par sa pertinence. »

Dans le domaine de la recherche, il existe un clivage entre les chercheurs souscrivant à l'approche situationnelle ou sociologique, et les tenants de la psychopathologie. Celui-ci n'est pas seulement le fruit des différences d'ordre idéologique ou de formation de base qui opposeraient les sociologues et les psychologues ou psychiatres. Il existe une cause de dissension tout aussi importante, qui tient à la nature même des données dont disposent les chercheurs. En pratique, deux types d'échantillons sont prédominants et disponibles pour les chercheurs. D'un côté, il y a les grands échantillons des statistiques de police et du casier judiciaire portant sur un canton ou un pays entier, qui peuvent être comparés avec la distribution démographique et qui, parce qu'ils sont représentatifs, permettent des conclusions (par exemple EISNER 1997). Malheureusement pour la recherche, ce type d'échantillons ne contient pas de données « privées » mais uniquement des caractéristiques générales comme le lieu du crime, l'âge et le sexe du délinquant. Il n'est donc pas possible de sonder ainsi la psychopathologie des délinquants, alors que les facteurs situationnels sont plus aisément évalués. D'autre part, il y a les échantillons cliniques relevés dans les prisons ou dans la pratique de la psychiatrie légale (par exemple BEIER 1997), souvent beaucoup plus restreints que les statistiques criminelles, mais qui contiennent des variables portant sur les expériences de vie, sur des symptômes, sur l'estime de soi et sur d'autres aspects subjectifs et personnels. Ce genre d'études permet d'approfondir ce que l'on sait sur les délinquants et sur les mécanismes psychologiques qui pérennisent leur comportement ou qui contribuent au contraire à une guérison. Toutefois les échantillons cliniques ne sont pas du tout représentatifs et, dans la plupart des cas, on n'a aucune idée de la manière dont ils se situent dans la population générale. Très souvent, on ne connaît même pas quel est le taux de la population atteinte par un trouble spécifique qui commet telle ou telle infraction. Il n'y a donc pas de mauvaise volonté de la part des chercheurs à ne pas intégrer les différentes théories dans leurs analyses. Grâce aux nouvelles possibilités informatiques auxquelles nous avons eu accès et qui permettent aujourd'hui de mener des analyses sur une très grande échelle, nous avons ici l'occasion de réunir les différentes tentatives d'explications et d'extraire les informations supplémentaires résultant de leur combinaison. Nous avons réuni les facteurs suivants dans un modèle unique :

Facteurs relatifs à l'immigration des parents et aux expériences vécues dans l'enfance :

1. Immigration des parents, 0=deux parents suisses, 1=immigré, 2=immigré d'une région en crise
2. Maltraitance par les parents à l'âge de l'école primaire, 0=aucune, 1=peu grave, 2=grave
3. Victimisation par abus sexuels, 0=aucune, 1=peu grave, 2=grave
4. Nombre d'accidents subis au cours de la vie entière

Perturbation du développement

5. A souffert d'un *trouble des conduites*, 0= aucun, 1= forme moins grave, 2= forme grave

Expériences scolaires

6. Relations du garçon avec ses camarades de classe pendant l'école secondaire, 0=pas bonnes du tout, 1=pas très bonnes, 2=assez bonnes, 3=très bonnes
7. Relations du garçon avec l'enseignant pendant l'école secondaire, 0=pas bonnes du tout, 1=pas très bonnes, 2=assez bonnes, 3=très bonnes
8. Redoublement d'une (ou plusieurs) classe pendant l'école secondaire, 0=non, 1=oui

Parcours institutionnel

9. Placement dans une classe spéciale pendant l'école secondaire, 0=non, 1=oui
10. A été appréhendé par la police pendant l'enfance ou l'adolescence, 0=non, 1=oui
11. Comparution au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence, 0=non, 1=oui
12. Placement dans une institution durant l'école secondaire, 0=non, 1=oui

Indicateurs de psychopathologie éventuelle :

13. Nombre de symptômes cliniques selon les critères de RAUCHFLEISCH
14. Nombre de consommations d'alcool menant à une perte de contrôle ou à une agressivité élevée
15. Nombre de consommations de drogues dures
16. Nombre de consommations de drogues synthétiques (ecstasy)
17. Fréquence des visites de salons de jeux, 0=jamais, 1=1-2x/mois, 2=1-2x/semaine, 3=3x/semaine ou plus

Comportements à risque :

18. Fréquence de visites de prostituées
19. Fréquence des actes de prostitution (être rémunéré pour des rapports)
20. Nombre de consommations de vidéos brutales et pornographiques
21. Nombre d'amis ou de copains qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police

Possession et port d'armes :

22. Possession d'arme en bois, batte de base-ball, 0=non, 1=oui
23. Possession de barre de fer, poing américain, 0=non, 1=oui
24. Possession d'arme blanche (plus grande que couteau de poche), 0=non, 1=oui
25. Possession de pistolet, 0=non, 1=oui
26. Possession de fusil (sans pistolet), 0=non, 1=oui
27. Fréquence éventuelle du port de ces armes

Réseau social actuel et situation professionnelle :

28. Déménagement dans une ville plus grande après l'adolescence, 0=non, 1=oui
29. Nombre d'amis et amies (évt. facteur protecteur)
30. Formation professionnelle, 0=insuffisante, 1=suffisante, (évt. facteur protecteur)
31. Avoir déjà eu une relation sentimentale sérieuse, 0=non, 1=oui, (évt. facteur protecteur)
32. Nombre de groupes ou milieux fréquentés
33. Etre déjà à l'âge de 20 ans père d'un enfant (enfant qui figure dans la liste des victimes de violences verbales ou physiques), 0=non, 1=oui

Cette liste est à mettre en parallèle avec l'histoire personnelle de l'individu. Au début de celle-ci se trouvent les expériences vécues, y compris les expériences à l'école et les mesures judiciaires, suivent ensuite le développement de la personnalité, puis les comportements à risque qui sont liés à la fois à la personnalité et à des influences actuelles, la possession et le port d'armes, et enfin le réseau social actuel. L'ordre de cette liste décrit une tendance progressive allant des facteurs liés au développement de la personnalité aux passages à l'acte d'un individu, jusqu'aux facteurs dits situationnels. Au milieu de cette gamme se trouvent les facteurs du passage à l'acte qui sont d'une part liés à la personne qui cherche activement l'exposition à des risques (abus de substances, fréquentation de milieux marginaux et manipulation d'armes), et qui, d'autre part, provoquent des situations imprévisibles, voire dangereuses. Il n'existe pas une division claire et nette entre les facteurs situationnels et personnels.

Ainsi, un grand nombre de variables portant sur la situation et la personnalité ont été introduites dans le modèle. Il faut noter que le chômage ne figure pas sur cette liste. Les analyses préliminaires au niveau univarié ont montré que ce facteur ne jouait aucun rôle juste avant l'école de recrues.

Les relations avec le milieu de la prostitution ont été considérées comme une situation à risque, parce que la prostitution est un « contrat contre les mœurs » considéré par le Code civil comme nul. Si l'un des partenaires – qu'il s'agisse du client ou de la personne qui se prostitue – ne remplit pas les conditions, l'autre ne peut pas revendiquer le respect de ses droits par la voie civile, tandis que sur un plan pénal, il serait théoriquement possible de le faire. Il se crée ainsi un champ où la tricherie et où les contestations des prestations sont fréquentes. En ce qui concerne les dettes, ce seraient peut-être davantage les créanciers qui passeraient à des actes de violence que les débiteurs, mais nous n'avons hélas pas relevé cette variable.

Tableau 11.24 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs situationnels et personnels sur la violence peu et moyennement grave

Avec imputing N=20'443	
Facteurs liés au passé, à la personne, aux passages à l'acte et à la situation	Odds ratio
Maltraitance par les parents (0=aucune, 1=peu grave, 2=grave)	1.251 ***
Victime d'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle (0=aucun, 1=peu grave, 2=grave)	1.294 ***
Nombre d'accidents subis sur toute la vie (de 0 à 40)	1.021 ***
Trouble des conduites (0=aucun, 1=moins grave, 2=grave)	1.303 ***
Relations du garçon avec les enseignants durant l'école secondaire (0 à 3)	0.892 ***
Avoir été appréhendé par la police durant l'enfance ou l'adolescence	1.181 **
Avoir été placé dans une institution durant l'adolescence	0.661 *
Nombre de symptômes cliniques de la liste de RAUCHFLEISCH	1.256 ***
Fréquence d'abus de substances (alcool) (de 0 à 40x)	1.035 ***
Fréquence de visites des salons de jeux (jamais, 1x/mois à 3x/semaine et plus)	1.228 ***
Fréquence de consommation de vidéos pornographiques et brutales (0 à 60x)	1.023 ***
Amis délinquants (0 à 7 et plus)	1.100 ***
Possession d'armes en bois (0=non, 1=oui)	1.482 ***
Possession de barres de fer, poings américains (0=non, 1=oui)	1.435 ***
Possession d'armes blanches, couteaux (0=non, 1=oui)	1.303 ***
Possession de pistolet (0=non, 1=oui)	1.446 ***
Possession de fusil (sans pistolet) (0=non, 1=oui)	1.347 ***
Fréquence du port d'armes (de 0 à 20x)	1.023 ***
Nombre d'amis et amies (0 à 7 et plus)	1.032 ***
A déjà eu une relation sentimentale sérieuse (0=non, 1=oui)	1.274 ***
Nombre de groupes et milieux fréquentés (de 0 à 8 groupes)	1.030 *
Etre déjà père d'un enfant à l'âge de dix-neuf ans (0=non, 1=oui)	2.383 ***

N=20'443, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, -=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif (légèrement ou occasionnellement violents : N=4'772, non violents : N=15'671)

Le odds ratio ou Exp(B) indique la quotité de l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique. Pour les événements arrivés n fois, l'odds ratio doit être élevé à la nième puissance.

Tableau d'évaluation de la valeur prédictive du modèle :

		Correct		Incorrect		Percentages				
Prob Event	Prob Level	Event	Non-Event	Event	Non-Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.230	0.500	1104	14997	674	3668	79.0	23.1	95.7	38.4	19.3

Le modèle choisi par l'algorithme se compose de 22 variables indépendantes. Onze autres variables ont été exclues de cette analyse, car elles ne jouent aucun rôle, ou elles sont compensées par des influences plus fortes : l'immigration des parents, les relations du garçon avec ses camarades de classe, le redoublement de classes, le placement dans une classe spéciale pendant l'école secondaire, la comparution au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence, le déménagement dans une ville plus grande après l'adolescence, l'abus de drogues synthétiques (ecstasy) et celui de drogues dures, le fait de se prostituer et la fréquentation de prostituées, et enfin la formation professionnelle.

Nous constatons ici que les formes intermédiaires et moins graves de la violence sont influencées par une série de facteurs, qui ne sont toutefois pas en mesure d'expliquer un reste de 21% de variance par rapport à cette violence. En observant les paramètres qui indiquent la qualité prédictive du modèle (pourcentage de prédictions correctes, spécificité, sensibilité etc.), on constate que le modèle arrive à de bonnes prédictions pour les personnes non violentes, car celles-ci ne sont pas porteuses de risques. Or, les prédictions concernant les hommes violents sont moins bonnes, étant donné que parmi ceux-ci, on trouve un bon nombre des individus qui ne sont pas porteurs de risques particuliers. Il convient donc d'attribuer un rôle important au libre-arbitre. Le comportement humain n'est assurément pas entièrement déterminé, même chez des personnes qui sont soumises à plusieurs facteurs de risque à la fois.

En ce qui concerne les variables qui sont restées dans le modèle, il faut noter que, pour les événements arrivés n fois, l'*odds ratio* doit être élevée à la n ème puissance.

Parmi les facteurs liés au passé, la maltraitance ou l'abus sexuel subis – pourvu qu'ils soient graves – vont élever le risque de commettre des violences par un facteur 1.5. Le *trouble des conduites* grave va augmenter le risque par un facteur 1.7, et il en va de même lorsqu'un individu présente deux symptômes psychopathologiques. Trois indicateurs de symptômes représentent un facteur 2. Les symptômes de début d'addiction jouent eux aussi un grand rôle : la fréquentation des salons de jeux plus de trois fois par semaine donne un facteur 1.8, la consommation excessive de vidéos (plus de 60x durant l'année précédente) un facteur 3.9 et l'abus de l'alcool (plus de 40x durant une année) un facteur 4.

Revenons encore sur la dimension situationnelle de la violence. D'autres études (CLERICI & KILLIAS 1999) ont déjà relevé que le risque d'être victimisé augmente avec la fréquentation élevée des lieux publics. Pour les jeunes hommes, cela constitue également une augmentation du risque de passer à un acte violent. Ce fait apparaît dans les variables portant sur le nombre de groupes ou de milieux fréquentés et sur le nombre d'amis. Ensuite, le risque de commettre des violences augmente légèrement avec la présence de relations très proches. Ainsi, les jeunes hommes qui ont déjà une relation sentimentale sérieuse et ceux qui sont déjà père (ou beau-père) d'un enfant vont passer à des comportements violents un peu plus souvent que les autres recrues. Ces relations familiales ou sentimentales et les responsabilités qui leur sont liées ne sont pas uniquement une source de bien-être constant, mais peuvent aboutir à un stress émotionnel supplémentaire généré par d'éventuels conflits. Parfois un conflit ancien peut fournir un terrain propice à la genèse d'une agression ; ceci ressort bien du commentaire suivant émis par une recrue :

« Si je revois une fois mon père je le tue quitte à sortir mon fass 90 de l'armée il a fait du mal à ma mère et ma sœur j'attends depuis des années (exactement 10 ans) qu'il revienne pour le tuer. Pourtant je suis un type cool et non violents mais là il a exagéré sur le comportement quand il tapait ma mère et ma sœur c'est un homme Mort ! ! ! ! »

(Commentaire N°146, orthographe originale)

Un autre résultat à relever est le risque important que constitue la possession et le port d'armes, aux yeux à la fois des adeptes de l'approche situationnelle et des tenants de la

psychopathologie, car la possession et le port d'armes sont recherchés activement par certains individus fortement perturbés. Ce risque avait déjà été décelé par KILLIAS (1993), dans une étude comparative portant sur la disponibilité des armes à feu au niveau international. En se basant sur un échantillon de 18 pays du monde occidental, KILLIAS avait constaté des corrélations substantielles entre la possession répandue d'armes à feu et les taux d'incidence d'homicides et de suicides. Quant à l'argument selon lequel en l'absence d'armes à feu, les gens se tournent vers d'autres instruments, KILLIAS n'a pas trouvé d'indices allant dans ce sens. En d'autres termes, une réduction du nombre des armes à feu implique toujours une réduction des incidents à issue fatale. La probabilité d'un événement fatal commis par des moyens autres que des armes à feu reste plus ou moins constante, dans les pays comprenant beaucoup ou peu d'individus en possession de telles armes. En revanche un plus grand nombre d'armes à feu disponibles a pour conséquence davantage de victimes de suicide et d'homicide commis par des individus impulsifs.

Le niveau de formation ne semble pas jouer de rôle dans la prédisposition à la violence. Il pourrait en être autrement si l'on incluait des individus très marginaux avec un manque évident de formation de base, qui ne sont pas aptes au service. Selon nos résultats, la frustration de se trouver plutôt au bas de la hiérarchie sociale sur le plan professionnel ne semble pas être une cause très importante de comportements violents.

La sur-représentation des immigrés de la deuxième génération dans les statistiques officielles sur la violence suscite de très vifs débats dans le public. Cette sur-représentation est également apparue ici, pour les délits restés dans le chiffre noir. Est-ce que certaines cultures sont plus tolérantes envers la violence que la nôtre ? Le modèle multivarié offre une réponse : l'immigration a été exclue du processus de modélisation, et cela pour toutes les différentes conditions testées. Ce résultat, tout à fait remarquable, signifie que ce n'est pas en premier lieu la différence de culture ou l'incompatibilité entre deux cultures qui est responsable de la sur-représentation des jeunes immigrés parmi les délinquants violents. Il semble plutôt que d'autres facteurs, comme la victimisation par abus sexuels et les maltraitements (aussi nettement plus fréquents chez les garçons immigrés de régions en crise, cf. chapitre 4. « Victimization par maltraitance et abus sexuels ») soient les causes de ce phénomène. À la différence de la maltraitance, c'est surtout l'abus sexuel qui constitue la transgression d'un tabou très important dans toutes les cultures, occidentales ou orientales. Il apparaît que les garçons originaires de régions en crise (Balkans, Turquie, Proche-Orient, Maghreb) ont été beaucoup plus souvent abusés sexuellement que ceux dont les parents sont Suisses de naissance. Puisqu'il semble que ce ne soient pas réellement les valeurs culturelles qui soient responsables de la violence, d'autres hypothèses doivent être examinées par les chercheurs. Ainsi, l'hypothèse de la destruction de ces valeurs qui jouerait un rôle dans la criminalité des jeunes étrangers de la deuxième génération a été proposée, sachant que l'anéantissement des valeurs est la conséquence des guerres civiles, des régimes totalitaires, de la poursuite des opposants politiques, ou des catastrophes environnementales et naturelles. Les cliniciens, quant à eux, avancent l'hypothèse que le rôle de l'honneur dans ces ethnies est un facteur de risque supplémentaire, qui aide à cacher des délits éventuels commis sur des victimes mineures. La crainte de la famille de perdre sa bonne réputation au cas où le crime serait découvert, offrirait donc un terrain propice pour des abuseurs à l'intérieur de ces familles (par exemple un oncle vivant dans la famille), soit à l'extérieur (par exemple un éducateur).

Enfin, le modèle nous a montré que les efforts déployés dans la formation et l'appui des adolescents en difficulté ne sont pas dénués de succès. Une très bonne relation avec l'enseignant(e), et le placement dans une institution, protègent contre la commission future d'actes de violence, à un facteur de 0.8 respectivement 0.6 ! Ce résultat est une valorisation du travail des éducateurs et fournit également une source d'espoir et de courage aux anciens pensionnaires des institutions. Il semble que la mauvaise réputation des placements

institutionnels ne soit pas fondée, en Suisse, sur des faits réels. Il faut donc cesser de stigmatiser ces institutions, à l'instar de ce qui s'est passé avec la psychothérapie, acceptée aujourd'hui par tout le monde, sans honte, comme un moyen d'aide. Il s'agit de reconnaître les classes spéciales et le placement institutionnel comme de bons instruments d'aide et par conséquent de les soutenir moralement et financièrement. Il faut toutefois nuancer ce résultat qui ne peut pas forcément être reproduit dans tous les pays. En effet, dans ceux où le but est de cacher les enfants en difficulté ou de se débarrasser d'eux, il faut admettre que le placement dans une institution ou une classe spéciale crée un traumatisme supplémentaire, au lieu d'apporter un soutien.

Pour résumer brièvement le résultat de l'analyse de régression de la violence, on peut dire que cette dernière est une conséquence de trois éléments principaux : le premier élément est lié au facteur situationnel, indépendant d'une psychopathologie individuelle (présence fréquente dans un espace public, assister à beaucoup d'événements, avoir un grand cercle de connaissances et beaucoup de liens étroits). D'autre part, nous avons vu que la psychopathologie joue un rôle direct au travers des symptômes cliniques qui se sont développés depuis l'enfance. Enfin, le dernier élément est l'interaction entre la psychopathologie et les facteurs situationnels, qui se traduit par un *acting-out*, c'est-à-dire la recherche de situations à risque, de conflits, et d'un réseau de copains délinquants. Le modèle statistique possède une très bonne valeur prédictive par rapport aux individus non violents qui n'ont guère ou pas du tout été exposés à des risques. En ce qui concerne les individus violents, on constate qu'il reste une partie importante de la variance qui ne peut pas être expliquée par le modèle. Nous attribuons ce fait au libre-arbitre qui permet de se déterminer selon son propre choix.

11.11.1 La valeur des différentes théories explicatives de la violence

Nous avons testé les différentes théories explicatives du crime, chacune pour elle-même. Dans la compétition pour la place de la « meilleure théorie », celle qui peut à elle seule expliquer la violence, c'est l'approche situationnelle (sociologie) qui s'est distinguée avec 78.4% des observations correctement attribuées. L'approche psychologique (psychopathologie) en tant que seule explication a également été soumise au test statistique de l'analyse de régression. 78.3% d'observations ont été correctement classées. Elle reçoit la médaille d'argent pour un dixième de pour-cent. La sociologie et la psychologie sont donc deux approches complémentaires en criminologie, avec des valeurs scientifiques presque identiques.

En considérant exclusivement les facteurs liés à la victimisation pendant l'enfance (accidents, maltraitance et abus sexuels) et à d'autres risques, nous avons pu expliquer 77% des observations de façon correcte. L'immigration a été exclue comme influence indépendante. La théorie de l'étiquetage (*labelling approach*) a été testée en fonction de la présence ou de l'absence du *trouble des conduites* pendant l'enfance et de la réaction sociale vis-à-vis de celui-ci, insérant dans le modèle également l'acceptation sociale du garçon par la classe et par l'enseignant. Cette approche, prise sans autres variables, a été capable d'expliquer 78% des observations. Toutefois l'influence négative du *trouble des conduites* grave, avec un facteur 4 a été beaucoup plus importante que le fait d'avoir eu affaire aux autorités, ou que la fréquentation d'une classe spécialisée. Et, résultat plus surprenant, le placement dans une institution durant l'adolescence a été exclu de cette analyse, axée uniquement sur le parcours judiciaire. En outre, dans le modèle complet, nous avons vu que le placement dans une institution avait une valeur protectrice contre la violence. Le risque considéré comme le plus néfaste par les partisans de l'étiquetage, à savoir la ségrégation des garçons difficiles dans une institution durant leur adolescence, ne contribue donc nullement à un comportement violent futur ! Il vaut tout de même la peine de noter que cette théorie paraît

expliquer la violence à travers un effet de sélection, pourvu que les variables essentielles (situationnelles et celles de la psychopathologie), soient exclues. L'influence prétendument négative du système judiciaire se révèle en fait être principalement un facteur de sélection, dans le sens où les cas graves sont naturellement plus souvent poursuivis que les petites aventures délinquantes majoritairement inoffensives. Retenons alors que les approches de l'étiquetage et de la criminologie radicale sont plutôt des théories qui critiquent – parfois à juste titre – les manques de certaines institutions mal gérées, à certaines époques et dans certaines régions. Mais on ne peut pas généraliser leurs critiques et les adresser à un bon système judiciaire qui déploie un énorme effort dans la réinsertion des délinquants mineurs. Ce résultat est d'ailleurs étayé par ceux d'autres chercheurs (GOTTFREDSON & HIRSCHI 1990, p.160).

Chacune des théories semble capable de fournir des explications pertinentes, mais le modèle entier demeure toutefois supérieur à toutes les théories prises individuellement.

12 Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle

Nous avons posé aux recrues une série de questions sur des actes sexuels commis contre la volonté d'autrui, au cours des douze mois précédant l'école de recrues. Nous avons appelé « *transgressions d'ordre sexuel* » l'ensemble des comportements correspondant à cette question, en tenant compte des différences au niveau des motifs conscients de ces actes, du point de vue de l'auteur. L'avis de la victime au sujet des contraintes exercées à son encontre pourrait quant à lui être fort différent. Par conséquent, l'appellation neutre « transgressions dans le domaine de la sexualité » nous semble le choix le plus adéquat, puisque nous n'avons aucune information sur le vécu de la victime. Dans la gamme des comportements, on trouve d'un côté des vrais délinquants sexuels, et de l'autre, des jeunes hommes qui sont allés trop loin lors de leur première expérience sexuelle. Ces derniers n'ont peut-être pas tout de suite pris conscience de la gravité des faits, mais ont reconnu leur erreur de jugement après en avoir discuté avec leur partenaire.

Concernant la question de savoir où commence juridiquement le harcèlement, on a pu suivre la controverse autour de la relation extraconjugale entre le président des États-Unis, Bill Clinton et sa stagiaire Monica Lewinsky. La véracité de la déposition publique de Monsieur Clinton « *I did not have sex with Monica Lewinsky* » dépendait entièrement d'une définition très étroite du terme de « relation sexuelle ». D'autre part, s'agissant d'actes sans contact direct avec les parties génitales et sans exposition (qui sont fréquents dans le harcèlement des enfants), cette définition devient encore plus difficile. Toutefois, dans le cadre d'une recherche scientifique, seuls les actes considérés par le Tribunal Fédéral comme harcèlement ou comme délit contre l'intégrité sexuelle doivent être pris en considération. Il est peu probable que l'on puisse appréhender ces subtilités juridiques à l'aide d'un questionnaire.

12.1 Détails des transgressions d'ordre sexuel et des infractions sexuelles

12.1.1 Divers actes de transgression d'ordre sexuel, de harcèlement et d'abus

Au début de la gamme des comportements les plus anodins et inoffensifs, nous trouvons des manifestations d'affection unilatérales non souhaitées, qui peuvent être dépourvues de connotation sexuelle.

Tableau 12.1 : *Embrasser, étreindre quelqu'un contre sa volonté*

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	85.54	3.18	0.95	0.63	2.62	7.08	100.0
Non-recrues (N=1'160)	85.69	5.09	1.90	1.29	2.50	3.53	100.0

N=22'474

sig : $p < 0.001$

Des actes tels que le fait d'embrasser ou de donner un baiser à quelqu'un contre sa volonté sont des formes de harcèlement qui démontrent l'énormité des difficultés auxquelles on se

heurte lorsque l'on cherche à saisir statistiquement parmi les comportements mal adaptés, les délits au sens strict. Dans le cas d'une bise donnée à un enfant par ses parents, il serait ridicule de parler d'abus, tandis que des tendresses régulièrement imposées par un professeur revêtiront sans aucun doute un caractère bien différent.

Tableau 12.2 : Donner un baiser à quelqu'un contre sa volonté

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	86.70	2.45	0.74	0.50	2.76	6.85	100.0
Non-recrues (N=1'160)	87.50	3.71	1.38	0.95	2.84	3.62	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Dans les premières publications, nous avons considéré ces comportements comme abusifs, mais au fur et à mesure de la progression de notre recherche, des examens plus approfondis ont démontré qu'il était préférable de les exclure, car, dans la grande majorité des cas, il ne s'agissait pas véritablement de transgressions de l'intégrité sexuelle. Si l'on examine dans le détail les 400 recrues qui ne sont pas allées plus loin, on s'aperçoit que seule une petite minorité a souvent eu ce type de comportement et qu'en général, ce sont des individus non violents. Ce type de phénomène est connu en criminologie. En effet il y a des gens, qui, participant à une recherche, pour se montrer coopératifs, ont tendance à mentionner tout acte, y compris les plus banals. Cependant, on ne peut exclure qu'une future analyse de cette zone grise puisse encore dévoiler d'autres résultats.

Viennent ensuite des comportements qui sont des harcèlements de nature plus explicitement sexuelle, par exemple le fait d'importuner quelqu'un, d'avoir des gestes déplacés, offensants, de lui pincer les fesses ou de le toucher avec une sorte « d'humour » déplacé.

Tableau 12.3 : Embarrasser quelqu'un (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos pornographiques)

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	92.14	0.45	0.20	0.07	0.14	7.01	100.0
Non-recrues (N=1'160)	94.57	1.38	0.59	0.17	0.17	3.02	100.0

N=22'474 sig : p<0.001

Les non-recrues semblent avoir commis davantage de harcèlements de ce genre, qui n'impliquent pas de contact physique direct.

Tableau 12.4 : Toucher, pincer (par exemple les fesses) de quelqu'un contre sa volonté

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	82.35	5.91	1.85	0.84	2.13	6.89	100.0
Non-recrues (N=1'160)	83.71	7.33	2.67	1.38	1.72	3.19	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

Parmi les recrues, on trouve une proportion d'individus très actifs dans ce domaine, alors que les non-recrues sont plus nombreuses à avoir avoué au moins un acte de harcèlement sexuel physique.

Les actes suivants de transgression de l'intégrité sexuelle ne laissent pas de doute quant à leur caractère sexuel.

Tableau 12.5 : Avoir touché les parties génitales de quelqu'un contre sa volonté

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	88.81	1.14	0.63	0.45	1.78	7.18	100.0
Non-recrues (N=1'160)	91.64	2.33	1.47	0.52	0.95	3.10	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

La répartition, entre recrues et non-recrues des actes d'attouchements commis est la même que celle des harcèlements et des blagues déplacées relevée dans la question précédente. Les individus qui vont encore plus loin vont essayer d'obliger la victime à participer activement à un acte, en la contraignant à toucher les parties génitales de son agresseur.

Tableau 12.6 : Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	89.58	0.71	0.44	0.34	1.70	7.23	100.0
Non-recrues (N=1'160)	92.84	1.29	1.12	0.60	0.95	3.19	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

À un niveau plus grave encore, l'acte précédent est imposé avec la bouche, ce qui constitue une victimisation encore plus sévère.

Tableau 12.7 : Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux avec la bouche

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	90.84	0.46	0.25	0.22	0.81	7.41	100.0
Non-recrues (N=1'160)	95.34	0.43	0.17	0.34	0.52	3.19	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

Le dernier cas, le plus grave, est la pénétration sexuelle d'une victime contre sa volonté.

Tableau 12.8 : Pénétrer quelqu'un contre sa volonté

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	89.64	0.52	0.41	0.45	1.67	7.32	100.0
Non-recrues (N=1'160)	93.53	0.95	0.86	0.43	0.95	3.28	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

On s'aperçoit que le taux de recrues avouant une pénétration contre la volonté de la victime est beaucoup plus élevé que le taux de ceux qui avouent d'autres actes sexuels moins graves (sauf le harcèlement sans contact direct avec les organes génitaux, moins grave, qui est un comportement encore plus fréquent).

Tableau 12.9 : Il s'est passé quelque chose dont la personne ne peut pas parler

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	51.88	0.10	0.05	0.02	0.08	47.86	100.0
Non-recrues (N=1'160)	67.41	0.34	0.00	0.00	0.34	31.90	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

En dernier lieu, on trouve la catégorie des actes non explicités, qui concerne davantage les non-recrues que les recrues.

Les non-recrues rapportent en général une plus grande prévalence de comportements sexuels inadéquats que les recrues. En revanche on trouve moins souvent parmi les non-recrues des individus qui avouent avoir eu un grand nombre de comportements sexuels déplacés. Nous avons trouvé dans la question des actes que le sujet n'a pas voulu avouer (tableau 12.9) des indices montrant que les non-recrues ont été moins franches que les

recrues. D'une part, les non-recrues semblaient se sentir moins protégées par l'anonymat que les recrues. D'autre part, cette différence entre recrues et non-recrues peut s'expliquer par le fait que les non-recrues de notre échantillon ont été moins souvent abusées sexuellement que les recrues. Rappelons que les non-recrues qui ont répondu au sondage écrit ne sont pas nécessairement représentatives de tous les hommes qui n'ont pas été incorporés à l'armée durant l'année 1997.

Le total des transgressions d'ordre sexuel et des infractions contre l'intégrité sexuelle figure dans le tableau 12.10. À noter que ce total ne tient pas compte des manifestations d'affection non souhaitées.

Tableau 12.10 : Toutes les transgressions d'ordre sexuel et infractions sexuelles sans manifestations d'affection non souhaitées

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues (ou avant le sondage)	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%	%
Recrues (N=21'314)	81.85	5.47	2.35	1.24	2.84	6.24	100.0
Non-recrues (N=1'160)	81.47	7.50	3.45	2.16	2.84	2.59	100.0
N=22'474							sig : p<0.001

Tandis que dans le détail, les non-recrues ont avoué moins de transgressions très fréquentes (20 fois et plus) de chaque type, on s'aperçoit qu'elles ont globalement commis plus de transgressions que les recrues. Elles ont également plus fréquemment répondu qu'elles avaient commis des actes de ce type dont elles ne voulaient pas parler (question 70x). Il est arrivé à 11.9% des recrues d'importuner quelqu'un au sens des questions mentionnées ci-dessus. Parmi les non-recrues, nous avons, avec un taux de 16.0%, encore plus de sujets qui avouent au moins un de ces comportements déplacés au cours des douze mois précédents. Ces chiffres paraissent élevés même si on considère que, dans la moitié des cas, il s'agit de transgressions moins graves (harcèlements) et qui ont été commises moins de cinq fois.

Une interprétation assez tolérante de ces résultats postulerait que les jeunes, aussi bien les femmes que les hommes, doivent faire leurs expériences même si ces dernières ne sont pas toujours des plus agréables. Nous avons vu précédemment, dans le chapitre relatif à l'abus sexuel, que certains jeunes hommes ont aussi rapporté avoir été soumis à des expériences contre leur volonté, en matière sexuelle, par des jeunes filles du même âge. Toutes ces constatations semblent effectivement démontrer que le comportement sexuel de l'espèce humaine ne vient pas « naturellement », mais doit, dans une certaine mesure, être appris.

Néanmoins, au cours de l'année précédant l'école de recrues, un noyau dur de 2.8% des recrues et des non-recrues avoue s'être conduit de la sorte assez souvent, c'est-à-dire plus de vingt fois. En généralisant ce résultat à toute la population masculine active, au moins un homme sur trente-cinq semble ne pas respecter les limites d'autrui.

Les questions qui suivent précisent les circonstances dans lesquelles les actes ont été commis, l'identité des victimes, et la poursuite pénale des auteurs. Elles n'ont été relevées que dans le questionnaire des recrues.

12.1.2 Circonstances dans lesquelles ont eu lieu ces transgressions

Les questions concernant les transgressions commises durant les douze derniers mois (dans le cas des recrues, les douze mois avant l'école de recrues) sont regroupées dans un tableau à cinq niveaux (12.11). Il est analogue à celui que nous avons déjà utilisé en traitant de l'abus sexuel sur des enfants, et correspond aux échelles connues dans la littérature (DAVENPORT 1994 ; BENDIXEN 1994 ; FINKELHOR 1990) (cf. chapitre 4. « Victimisation par maltraitance et abus sexuels » et chapitre 18. « Méthodologie ») :

Tableau 12.11 : Harcèlements et outrages commis par les recrues au cours des 12 mois qui ont précédé l'école de recrues dans l'ordre de leur gravité

<i>Catégories par gravité croissante</i>	<i>% des recrues</i>	<i>% d'abus de ce genre commis sous la contrainte</i>
1. Ennuyer quelqu'un (exhibitionnisme, geste offensant, forcer à regarder des vidéos pornos, toucher, pincer quelqu'un) (sans autres transgressions)	7.14% N=1' 521	0.92% N=14
2. Toucher les parties génitales de quelqu'un contre sa volonté (y compris d'autres actes de la cat. 1)	0.76% N= 162	0.00% N= 0
3. Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux (y compris d'autres actes de la cat. 1-2)	0.59% N= 126	3.17% N= 4
4. Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux avec la bouche (y compris d'autres actes de la cat. 1-3)	0.31% N= 66	10.61% N= 7
5. Pénétrer quelqu'un contre sa volonté (y compris d'autres actes de la cat. 1-4)	3.04% N= 648	4.63% N=30
x. Pas d'informations sur le type d'acte ou seulement des caresses non souhaitées	–	N=21
Acte de transgression d'ordre sexuel quelconque	12.00% N=2' 557	2.97% N=76

N=21'313, données manquantes=1

La grande majorité des agressions semble donc s'être déroulée « sans menace ni contrainte directe ». Toutefois, les indications concernant les circonstances accompagnant ces comportements peuvent être biaisés, dans le sens où les hommes qui nient en partie leurs comportements ont tendance à minimiser leurs actes. Dans le travail quotidien des professionnels du droit pénal, il apparaît que certains criminels très violents, ainsi que des violeurs en série, prétendent n'avoir pas vraiment blessé leurs victimes, même lorsqu'ils sont confrontés à des preuves accablantes.

Le tableau 12.11, qui compare les actes de pénétration contre la volonté de la victime avec les autres formes d'abus sexuel, contraste de manière très nette avec le tableau 4.5 (cf. chapitre 4. « Victimisation par maltraitance et abus sexuels ») concernant des abus sexuels subis par les recrues, où l'on voit plutôt une diminution de leur fréquence, plus ceux-ci sont graves. Ceci peut s'expliquer par le fait que la violence sexuelle exercée envers les femmes passe directement à la pénétration, comme l'a aussi constaté GODENZI (1989). On reviendra sur ce sujet dans le paragraphe 12.3.

12.1.3 Les victimes des transgressions d'ordre sexuel

Le tableau 12.12 donne des informations sur la nature de la relation existant entre l'auteur et sa victime. Signalons encore que les recrues ont eu le choix de cocher plusieurs catégories, étant donné que la délinquance autoreportée peut concerner plusieurs actes et plusieurs victimes.

Tableau 12.12 : Victimes de transgressions d'ordre sexuel et des infractions sexuelles commises par les recrues au cours de l'année précédant l'école de recrues

<i>Plusieurs victimes possibles</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>Partenaire</i>	672	3.15%
<i>Ex-partenaire</i>	288	1.35%
<i>Frère</i>	30	0.14%
<i>Sœur</i>	46	0.22%
<i>Père ou éducateur</i>	18	0.08%
<i>Mère ou éducatrice</i>	26	0.12%
<i>Personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)</i>	16	0.08%
<i>Personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)</i>	37	0.17%
<i>Autre personne connue, de sexe masculin (p.ex. voisin)</i>	23	0.11%
<i>Autre personne connue, de sexe féminin (p.ex. voisine)</i>	277	1.30%
<i>Copain(s), ami(s)</i>	131	0.61%
<i>Copine(s), amie(s)</i>	891	4.18%
<i>Personne inconnue de sexe masculin</i>	51	0.24%
<i>Personne inconnue de sexe féminin</i>	748	3.51%
<i>Le fils, la fille</i>	8	0.04%
<i>Autre enfant</i>	22	0.10%
<i>N'ont pas indiqué qui étaient les victimes</i>	428	6.68%

N=21'314

On constate que la grande majorité des victimes de transgressions sexuelles contre leur volonté sont des femmes. Le sens donné à « personne inconnue » est un peu équivoque, car cela ne signifie pas nécessairement que les agresseurs aient attendu derrière un buisson afin d'attaquer la première personne venue. Il est beaucoup plus probable que les victimes aient fait connaissance avec l'agresseur, par exemple dans une discothèque, ou en faisant du stop. En anglais, l'expression *date rape* a été créée pour qualifier ce genre de rapport sexuel non volontaire avec des personnes qu'on ne connaît guère par ailleurs. Dans 30 cas, les recrues ont agressé un ou plusieurs enfants. Le nombre d'abus sexuels sur des enfants correspond à peu près au nombre de viols qui ont été avoués.

Étant donné que les chiffres que nous avons obtenus sur les atteintes à l'intégrité des enfants (N=30) sont très bas, il n'est pas sûr que nous ayons réellement saisi l'ampleur du problème. Au vu des chiffres sur la victimisation des garçons (une centaine abusés gravement durant leur enfance et 150 abusés de façon moins grave) par des adultes masculins connus, nous aurions dû trouver un chiffre plus élevé que 30 recrues ayant avoué des abus à l'encontre d'enfants. On peut penser qu'au moyen d'un sondage – même anonyme – le tabou est trop fort et que les jeunes hommes ont plus de difficultés à admettre ce genre de transgressions qu'un abus commis sur une jeune femme ou sur leur partenaire. Une autre explication de la faible prévalence d'abuseurs d'enfants parmi les recrues est également plausible. Cette interprétation permet de dire, pour les hommes âgés de dix-neuf ans, que le taux d'abuseurs est vraisemblable, puisqu'il semble que le penchant pour les enfants apparaît plus tard dans la vie. On sait que la moyenne d'âge des agresseurs sexuels contre les enfants est beaucoup plus élevée que celle de la délinquance en général.

En lisant attentivement le tableau 12.12, on trouve un autre résultat inattendu. Au total, 33 recrues ont mis leurs parents ou des éducateurs sur la liste de leurs victimes, en ce qui concerne les actes dépassant les manifestations d'affection non souhaitées comme de simples baisers. Quel crédit peut-on accorder à ces réponses ? Est-il possible que des hommes abusent ou harcèlent leurs parents ou leurs éducateurs, en inversant complètement la hiérarchie ? Pour pouvoir répondre à cette question, nous avons analysé chaque cas individuellement. Parmi ces 33 hommes, 20 (=61%) ont été victimes d'inceste par l'un de leurs parents ou d'abus par un éducateur. Plusieurs explications peuvent être avancées pour commenter ce phénomène. Premièrement, cela pourrait résulter d'une culpabilisation de la victime pendant son enfance. Le fait que les abuseurs adultes d'enfants essaient (hélas, souvent avec succès !) d'imputer à leur victime la responsabilité de ce qui s'est passé a déjà été observé à de nombreuses reprises dans le cadre d'études cliniques. La victime se sent responsable de l'inceste, comme si elle avait elle-même commis le crime. Ce mécanisme est d'ailleurs fréquent dans les familles incestueuses. Pour la deuxième explication, un garçon ayant enduré des abus sexuels de la part de ses parents peut inverser les rôles quand il est adulte. Billy, un des patients meurtriers que l'auteure a traité en prison, a vécu une telle histoire. Gravement abusé par son père, il avait été placé dans plusieurs institutions pendant son adolescence. Étant un joli garçon svelte, il a opéré une sorte d'inversement préventif des rôles en séduisant des éducateurs homosexuels afin de les faire chanter. Adulte, il est devenu un criminel dangereux avec un penchant pour les armes à feu, qu'il a d'ailleurs utilisées contre des personnes de façon imprévisible à plusieurs reprises. Une troisième explication concerne les transgressions d'ordre sexuel moins graves de recrues qui disent avoir « abusé » de leurs parents ou éducateurs. Il se peut qu'un garçon montre des images pornographiques à ses parents ou qu'il pince leurs fesses pour les provoquer, voire les choquer.

Après avoir terminé la discussion autour de la relation entre les agresseurs et les victimes, c'est finalement le sujet de la poursuite pénale de ces transgressions que nous allons aborder. Notons que 33.6% des 2'557 individus qui avouent des comportements sexuels déplacés n'ont jamais parlé de ce qu'ils ont fait, 36.9% des recrues concernées en ont informé des amis et 7.3% en ont parlé à leurs parents. Quelles que soient les victimes, très peu de cas sont parvenus jusqu'au juge (3‰) ou au moins jusqu'à la police (5‰). Toutefois, il pourrait s'agir ici de l'effet d'une certaine sélection – sur laquelle nous reviendrons plus loin – dans la mesure où les personnes ayant été incriminées pour une infraction suffisamment grave dans l'année précédant l'école de recrues n'y sont pas incorporées l'année suivante.

12.2 Échelle de l'agression sexuelle

La dernière répartition des actes sur une seule échelle comprend en fait quatre niveaux. Nous en analyserons la zone intermédiaire sous le titre de « pénétration contre la volonté » et le dernier niveau sous celui « d'agresseurs sexuels graves ».

Tableau 12.13 : Échelle des transgressions d'ordre sexuel et des infractions contre l'intégrité sexuelle

<i>Incidents durant les douze mois avant l'école de recrues</i>	<i>N</i>	<i>%</i>
<i>0. Aucune transgression ou harcèlement</i>	17' 447	81.86%
<i>1. Transgressions contre des adultes seulement, sans pénétration et sans contrainte</i>	1' 856	8.71%
<i>2. Pénétration sexuelle de victimes adultes contre leur volonté, sans contrainte</i>	613	2.88%
<i>3. Contrainte sexuelle, viol et attouchements sur des enfants</i>	88	0.41%
<i>x. Pas répondu</i>	1' 310	6.15%
<i>Total</i>	21' 314	100.00%

Cette échelle est pratiquement similaire à la grille d'abus sexuels que nous avons élaborée pour étudier la victimisation des garçons. Elle contient cependant un niveau intermédiaire supplémentaire concernant la pénétration, alors que cette forme d'abus ainsi que les rapports bucco-génitaux commis sur des enfants contre leur volonté ont été considérés comme des abus graves dans l'autre grille. Toutefois, le sujet de la zone grise entre malentendu et harcèlement sexuel n'est pas couvert par notre étude.

Au total, 2'557 recrues (12%) avouent ne pas toujours avoir respecté les limites d'autrui en matière sexuelle, allant du malentendu le plus inoffensif jusqu'au viol.

12.3 Pénétration contre la volonté de la victime

Étant donné que le nombre de cas de pénétrations sexuelles contre la volonté de la victime est élevé par rapport aux autres transgressions, et dans la mesure où GODENZI (1989) a aussi démontré à l'aide de son enquête que le viol était l'agression la plus fréquemment commise envers les femmes, nous avons examiné ces chiffres plus en détail. 648 hommes (3%) ont avoué avoir pénétré une personne contre sa volonté une fois ou plus. La grande majorité d'entre eux affirme que la pénétration aurait été commise « sans aucune intimidation, menace verbale ou violence directe » (80.4%). Seuls 1.7% sur 648 avouent avoir utilisé des menaces ou des intimidations, et 3.1% avouent avoir eu recours à la violence physique ou à des menaces avec une arme (les autres n'ont pas répondu, ou a fait une erreur de cochage). De plus, 0.77% de ces 648 hommes (soit 5 individus) avouent avoir commis des agressions sexuelles sur des enfants.

Les hommes qui ont avoué avoir imposé un coït à une personne qui ne le voulait pas désignent souvent comme victime une partenaire (65.2%, N=422) ou une ex-partenaire (21.0%, N=135). Il n'est pas étonnant de noter que les transgressions contre la volonté d'autrui vont plus loin lorsqu'il y a une relation sexuelle établie. Des personnes connues de sexe féminin ont été victimes de pénétration forcée dans 36.1% des cas, et des inconnues dans 15.4% des cas. Dans 6% des cas, la victime était une personne connue de sexe masculin. À

l'intérieur du chapitre consacré au viol, nous allons aborder la question des victimes au sein du couple, notamment pour voir si elles sont traitées de façon moins violente ou plus violente que les victimes agressées par des inconnus.

Comment peut-on imaginer une pénétration « sans intimidation » et « sans violence » mais « contre la volonté de la victime » ? Une étude américaine effectuée par KOSS et DINERO (in : PRENTKY & QUINSEY, 1988, pp.133ss.) sur les agressions sexuelles parmi les étudiants a utilisé plusieurs catégories spécifiques, telles que : « avez-vous imposé un coït à une femme qui ne le voulait pas, en exerçant une pression avec des arguments incessants » (10% ont répondu oui) ; « avez-vous imposé un coït à une femme qui ne le voulait pas, en lui offrant de l'alcool ou des drogues » (4% ont répondu oui) ; « avez-vous imposé un coït à une femme qui ne le voulait pas, en ayant recours à votre autorité (comme professeur, chef, conseiller, etc.) » (1% ont répondu oui). Ainsi, nous présumons que ces actes commis contre la volonté d'autrui l'ont été à l'aide de manipulations de toutes sortes. On se trouve ici dans une zone grise. La zone grise comprend à la fois des actes qui ne sont pas interdits, comme la séduction ou la manipulation d'un adulte, et des actes illégaux d'ordre sexuel, actes réprimés par le Code pénal, avec des personnes dans une position de dépendance par rapport à leur agresseur, qui a une position d'autorité, selon l'art. 188 du Code pénal suisse (CP), mais également des actes d'ordre sexuel contre une personne incapable de discernement ou de résistance, selon l'art. 191 CP, l'abus de la détresse selon l'art. 193 CP, et enfin le viol à proprement parler, selon l'art. 190 CP. Les principales infractions sexuelles sur des victimes qui ne sont pas en mesure de refuser l'abus se définissent comme suit :

Art. 188 CP (Actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes)

¹ Celui qui, profitant de rapports d'éducation, de confiance ou de travail, ou de liens de dépendance d'une autre nature, aura commis un acte d'ordre sexuel sur un mineur âgé de plus de 16 ans ; celui qui, profitant de liens de dépendance, aura entraîné une telle personne à commettre un acte d'ordre sexuel, sera puni de l'emprisonnement.

² Si la victime a contracté mariage avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

Après un cas d'abus par une personne occupant une position de pouvoir, les difficultés de porter plainte sont énormes pour la victime. Si, avant le délit, la victime n'a pas osé protester, comment pourrait-elle le faire après le délit ? Et si la peur de subir de graves représailles en refusant les avances sexuelles de l'agresseur était réelle, pourquoi cette peur ne serait-elle plus justifiée après l'abus ? Les personnes qui n'ont pas la possibilité de changer leur condition de dépendance, en raison d'une position sociale défavorisée notamment, n'ont souvent pas non plus la possibilité de se défendre contre de telles exploitations de leur vulnérabilité. En effet l'alternative de la plainte pénale n'existe pas vraiment pour elles, puisqu'une telle plainte provoquerait, davantage qu'un « simple » refus, les conséquences que la victime craint le plus.

Art. 191 CP (Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance)

Celui qui, sachant qu'une personne est incapable de discernement ou de résistance, en aura profité pour commettre sur elle l'acte sexuel, un acte analogue ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion, pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement.

Concernant les infractions sexuelles commises sur des victimes incapables de résistance et les abus de la détresse, il existe de nombreux scénarios d'actes sexuels forcés sur une victime. Les femmes malades ou handicapées ainsi que les femmes alcooliques ou toxico-dépendantes notamment, représentent des victimes potentielles pour ce genre de délit. On peut également imaginer qu'une personne utilise un contexte de consommation d'alcool ou de drogues pour abuser d'une femme. Dans ce cas de figure, la chance de faire aboutir une plainte est mince, puisque l'accusation doit non seulement prouver la détresse ou l'incapacité de résistance de la victime, mais également le fait que l'agresseur en était conscient. On peut aussi supposer que les victimes qui sont très gravement atteintes dans leur conscience ne sont peut-être pas capables de se rendre compte de la nature criminelle des actes qu'elles ont subis, des possibilités légales de se défendre. Il arrive même que certaines soient incapables de s'exprimer.

Art. 193 CP (Abus de la détresse)

¹ Celui qui, profitant de la détresse où se trouve la victime ou d'un lien de dépendance fondé sur des rapports de travail ou d'un lien de dépendance de toute autre nature, aura déterminé celle-ci à commettre ou à subir un acte d'ordre sexuel sera puni de l'emprisonnement.

² Si la victime a contracté mariage avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

Hormis ces trois articles, il existe encore l'art. 194 CP, interdisant les abus sur des personnes hospitalisées ou détenu(e)s.

Pour diverses raisons, on ne voit que rarement de telles affaires finir devant un juge, malgré le fait que la victime soit, en principe, en droit de porter plainte. Étant donné qu'un taux considérable de 3% de jeunes hommes avouent avoir commis un tel acte en une année, les statistiques criminelles devraient contenir une grande quantité d'infractions de ce type. Et pourtant, ce n'est pas le cas.

On voit, par rapport à cette large zone trouble entre malentendus et délits, qu'il y a un fossé entre la théorie, qui interdit de tels abus, et la pratique, qui s'avère impuissante à prouver la culpabilité. D'un autre côté, il serait peu prudent d'abandonner l'exigence fondamentale de l'État de droit, qui veut que la culpabilité soit prouvée dans tous ses aspects. Comme prévention contre ce type d'abus de pouvoir, il ne reste qu'à recommander aux victimes de ne céder en aucun cas à une telle pression et de refuser les avances. Une lettre recommandée contenant également une brève description des pressions en question pourra être envoyée à la personne concernée. Ce texte doit être formulé sur un ton très respectueux, mais précis quant aux événements. Une telle lettre peut être utilisée plus tard comme preuve dans le cas d'un licenciement injustifié ou pour toute autre menace que l'agresseur a mis à exécution (HAAS 1996).

12.4 Transgressions et infractions d'ordre sexuel, et violence générale

Pour les personnes qui n'ont jamais été victimes d'une forme quelconque de harcèlement, dont la majorité sont des hommes, il n'est pas toujours évident de comprendre pourquoi les victimes prennent ces actes autant au sérieux. Ont-elles raison ? Ou s'agit-il plutôt de craintes exagérées, basées sur un sentiment subjectif de vulnérabilité ? Pour mieux comprendre cette question, il faudrait savoir dans quelle mesure le harcèlement sexuel et les abus de la détresse sont commis par des individus ayant des tendances violentes. À quel degré la violence

sexuelle s'inscrit-elle dans un registre d'agressions physiques en général ? Voici le croisement des deux échelles :

Tableau 12.14 : Violence générale en fonction des transgressions et des infractions d'ordre sexuel

Légende des niveaux de l'échelle des violences :

- 0. = N'a commis aucune violence physique
- 1.= Formes d'agressions physiques moins fréquentes que 20x, sans recours aux armes, sans blesser quelqu'un ni l'avoir menacé dans un but lucratif (gifles, coups et menaces sans conséquences)
- 2 = A souvent agressé des victimes sans les blesser, ou a utilisé 1 à 2x une arme contre quelqu'un sans le blesser, ou a blessé quelqu'un mais sans recours aux armes et sans être fréquemment violent
- 3.= A souvent agressé des victimes en les blessant, a utilisé des armes en blessant quelqu'un, a menacé avec une arme dans un but lucratif, a commis 3x ou plus une agression à l'aide d'une arme (couteau, arme à feu, objet lourd, poison)

Niveau des violences :	0	1	2	3	Total
% des lignes	%	%	%	%	%
Niveaux des transgression sexuelles :					
0. Aucune transgression ou harcèlement (N=17'364)	80.8%	15.8%	2.6%	0.9%	100%
1. Transgressions contre des adultes seulement, sans pénétration et sans contrainte (N=1'840)	56.4%	32.8%	6.6%	4.1%	100%
2. Pénétration sexuelle de victimes adultes contre leur volonté, sans contrainte (N=598)	55.4%	29.4%	9.0%	6.2%	100%
3. Contrainte sexuelle, viol et attouchements sur des enfants (N=85)	22.4%	31.8%	12.9%	32.9%	100%

N=19'887, données manquantes=1'427, DF=9 Khi-carré=1476.26 sig : $p < 0.001$; G=0.52

La moitié des recrues qui avouent des harcèlements ont aussi commis des actes de violence. En effet les agressions sexuelles – plus ou moins graves – sont souvent commises par des individus violents, ce qui ne fait que souligner la composante de pouvoir et de domination qui est sous-jacente dans le harcèlement et la délinquance sexuels. Tenant compte de ce fait, nous remarquons qu'il arrive souvent que les victimes de harcèlements se retrouvent confrontées à un individu qui ne maîtrise guère son agressivité. L'explication est donc que ce n'est pas le harcèlement à lui seul qui constitue la victimisation, mais aussi l'attitude violente de l'agresseur, qui peut exercer une intimidation supplémentaire sur la victime, cette dernière ne sachant pas jusqu'où il va aller.

12.5 Agresseurs sexuels graves

Afin de mieux cibler la violence sexuelle à proprement parler, c'est-à-dire les actes d'ordre sexuel qui ont été commis sous contrainte, nous avons comptabilisé tous les cas de personnes ayant indiqué que les transgressions contre la volonté de la victime étaient accompagnées de menaces, d'intimidations de toutes sortes ou de violence physique. Nous avons ainsi trouvé 76 hommes qui ont coché les catégories correspondantes. Parmi ces 76 hommes, il y en a 44

(57.9%) qui ont dit avoir utilisé des intimidations ou des menaces pour arriver à leurs fins, alors que 32 (42.1%) ont avoué avoir utilisé la violence physique ou menacé avec une arme. Un autre groupe de 12 recrues a avoué avoir commis des actes d'ordre sexuel sur des enfants, sans violence, contrainte ou intimidation directe. Comme nous allons le voir, les 88 hommes constituent des classes assez hétérogènes en fonction de leur délinquance sexuelle.

Du point de vue de la criminologie, l'appellation « délinquance sexuelle » est quelque peu maladroite, car elle suppose une pathologie uniforme des agresseurs. Cette expression est utilisée aussi bien pour des assassins que dans le cadre d'infractions de gravité moyenne ou moindre, comme le harcèlement sexuel ou l'exhibitionnisme. Cette généralisation a pour conséquence une dramatisation des affaires de moindre gravité, tandis que les auteurs de véritables crimes, comme le viol ou le meurtre à caractère sexuel, profitent d'une banalisation de leurs actes.

Les expressions « agressions sexuelles » et « délinquance sexuelle » que nous utiliserons ici ne seront employées que dans les cas où l'auteur a indiqué avoir usé d'intimidations, de menaces ou de violence pour atteindre ses buts. Ces actes, en rapport avec les appellations en vigueur dans le Code pénal suisse, peuvent être appelés « contrainte sexuelle » (art. 189 CP), « viol » (art. 190 CP) lorsqu'il s'agit de la pénétration d'une femme, et enfin « mise en danger du développement des mineurs » (art. 187 CP). Les articles pénaux auxquels il est fait référence se distinguent de la façon suivante :

Art. 189 CP (Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels. Contrainte sexuelle)

¹ Celui qui, notamment en usant de menace ou de violence envers une personne, en exerçant sur elle des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister l'aura contrainte à subir un acte analogue à l'acte sexuel ou un autre acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus ou de l'emprisonnement.

² L'acte sera poursuivi sur plainte si l'auteur est marié avec la victime et s'il fait ménage commun avec elle. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois. ...

³ Si l'auteur a agi avec cruauté, notamment s'il a fait usage d'une arme dangereuse ou d'un autre objet dangereux, la peine sera la réclusion pour trois ans au moins. L'acte est dans tous les cas poursuivi d'office.

Le « viol » anal d'une victime masculine ne figure pas dans l'article 190 CP. Selon la jurisprudence, cet acte est classé sous la rubrique de contrainte sexuelle bien qu'il s'agisse d'un viol dans la terminologie criminologique. Par la suite, nous avons classé le coït avec un homme sous contrainte comme « viol ».

Art. 190 CP (Viol)

¹ Celui qui, notamment en usant de menace ou de violence, en exerçant sur sa victime des pressions d'ordre psychique ou en la mettant hors d'état de résister, aura contraint une personne de sexe féminin à subir l'acte sexuel, sera puni de la réclusion pour dix ans au plus.

² L'acte sera poursuivi sur plainte si l'auteur est marié avec la victime et s'il fait ménage commun avec elle. Le droit de porter plainte se prescrit par six mois. ...

L'abus sexuel sur des enfants a été défini comme suit :

Art. 187 CP (Mise en danger du développement de mineurs, Actes d'ordre sexuel avec des enfants)

¹ Celui qui aura commis un acte d'ordre sexuel sur un enfant de moins de 16 ans, celui qui aura entraîné un enfant de cet âge à commettre un acte d'ordre sexuel, celui qui aura mêlé un enfant de cet âge à un acte d'ordre sexuel, sera puni de la réclusion pour cinq ans au plus ou de l'emprisonnement.

² L'acte n'est pas punissable si la différence d'âge entre les participants ne dépasse pas trois ans.

³ Si, au moment de l'acte, l'auteur avait moins de 20 ans et en cas de circonstances particulières ou si la victime a contracté mariage avec l'auteur, l'autorité compétente pourra renoncer à le poursuivre, à le renvoyer devant le tribunal ou à lui infliger une peine.

⁴ La peine sera l'emprisonnement si l'auteur a agi en admettant par erreur que sa victime était âgée de 16 ans au moins alors qu'en usant des précautions voulues il aurait pu éviter l'erreur.

⁵ L'action pénale se prescrit par cinq ans.

En ce qui concerne le chiffre noir, on ne sait que peu de choses sur les auteurs de viols, de contrainte sexuelle et d'abus sexuel sur des enfants. Parmi les 21'314 recrues, les 88 agresseurs sexuels graves se subdivisent en :

- N= 12 agresseurs ayant commis une contrainte sexuelle sans spécifier qui était la victime
- N= 4 agresseurs ayant commis un viol sans spécifier qui était la victime
- N = 12 abuseurs d'enfants qui n'ont pas commis de contrainte sexuelle
- N = 6 abuseurs d'enfants qui ont aussi usé de contrainte sexuelle
- N= 2 individus qui indiquent avoir violé uniquement des enfants
- N = 28 agresseurs ayant commis une contrainte sexuelle sur des adultes
- N = 18 violeurs d'adultes seulement
- N = 10 agresseurs qui sont à la fois abuseurs d'enfants et violeurs d'adultes

Pour des raisons de comparaison au niveau clinique, nous avons analysé dans une première étape les 30 violeurs comme groupe. Les recrues qui ont commis « uniquement » une contrainte sexuelle sans aller jusqu'au viol et les abuseurs d'enfants (qui ne sont pas allés jusqu'au viol) seront exclues de cette analyse. Leurs caractéristiques se trouvent quelque part entre celles des violeurs et celles des recrues « normales ».

L'étude de WEIS, en Allemagne, réalisée en 1982, a été la première à dévoiler le chiffre noir des viols. À ce jour, la plus récente des enquêtes suisses sur le chiffre noir de la délinquance sexuelle auto-révélee est celle de GODENZI en 1986, déjà mentionnée. Au moyen d'une annonce parue dans un certain nombre de quotidiens, GODENZI (1986) a recruté des volontaires conscients d'avoir exercé des violences sexuelles, pour participer à un sondage téléphonique. Malgré le fait que les résultats de GODENZI soient très intéressants et valables, il n'en demeure pas moins que ce sondage souffre d'un biais difficilement évaluable. Cela est dû au fait que l'on ne connaît pas les caractéristiques spécifiques de l'échantillon de volontaires par rapport à l'ensemble de la population, ainsi que par rapport à l'ensemble des hommes qui ont eu un tel comportement. D'autre part, le choix des journaux va, jusqu'à un certain point, déterminer la couche sociale touchée par l'annonce. Un échantillon choisi parmi les lecteurs de certains journaux pourrait par exemple sous-représenter les hommes qui possèdent une bonne formation scolaire. En outre, on peut supposer que les personnes choisissant de participer à un tel sondage sont poussées par un motif personnel. Par exemple, il serait possible qu'il s'agisse d'une sélection d'individus qui ont besoin de se justifier ou de s'excuser suite à des sentiments inconscients de culpabilité. Cela produirait alors un biais dans

l'évaluation du *coping* ultérieur (capacité à faire face). On pourrait ainsi trouver plus d'hommes, parmi ce type de sujets, qui rejettent la faute sur leurs victimes ou qui se justifient par une attitude sexiste, que dans un échantillon aléatoire. Par contre, les cas les plus extrêmes, c'est-à-dire les hommes qui souffrent d'un manque pathologique de conscience morale, et manifestent une absence totale d'empathie pour les femmes ne sont probablement pas inclus dans l'échantillon de GODENZI, car ils ne se sentent pas concernés par ces questions.

12.6 Transgressions et infractions d'ordre sexuel, et abus sexuel subi pendant l'enfance

Sur un plan général, il est intéressant de déterminer la relation entre l'abus sexuel subi pendant l'enfance et les transgressions en matière sexuelle commises à l'âge adulte. En incluant toutes les formes d'agressions et de victimisations sexuelles, des plus graves aux moins graves, nous obtenons le tableau 12.15.

Tableau 12.15 : Transgressions et infractions commises à l'âge adulte en fonction de la victimisation pendant l'enfance ou l'adolescence

Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle	Victimisation sexuelle		Totaux lignes
	Non	Oui	
Non	75.7%	11.8%	87.5%
Oui	6.5%	6.1%	12.6%
Totaux colonnes	82.2%	17.9%	100.0%

$N=19'394$, données manquantes=1'920, $DF=1$ Khi-carré=1760.98 sig : $p<0.001$; $G=0.714$

L'association entre victimisation par l'abus sexuel durant la jeunesse et future délinquance sexuelle est forte, avec $G=0.714$.

Environ trois quarts des recrues n'ont pas été victimisées sur le plan sexuel et n'ont jamais commis de transgressions ou d'infractions à caractère sexuel. Il n'y a pas un lien absolu entre l'ensemble des transgressions et l'ensemble des victimisations (dont la majorité est constituée de cas légers). Il existe en effet un groupe de presque 6.5% d'hommes qui ont commis des transgressions d'ordre sexuel ou des agressions contre l'intégrité sexuelle sans toutefois en avoir été eux-mêmes victimes. Néanmoins il semble qu'un tiers des garçons qui ont été abusés va reproduire plus tard ce comportement en tant qu'abuseurs (contre 7.9% des non-victimes). La situation est beaucoup plus dramatique si l'on considère le risque de criminalité sexuelle future grave : le fait d'avoir été abusé ou exploité gravement multiplie par un facteur 100 le risque de commettre un viol (sur le plan d'une analyse univarié). Selon Pearson, la corrélation entre fréquence de victimisation pendant l'enfance et fréquence de transgressions ultérieures est de $r=0.39$, alors que cette même corrélation, si la victimisation s'est produite pendant l'adolescence, est plus élevée, avec $r=0.50$ et un niveau de significativité de $p<0.001$. En d'autres termes, cette forte corrélation a moins de 1‰ de chance d'être due au hasard. Un autre constat très intéressant a pu être fait en croisant l'échelle des transgressions et infractions d'ordre sexuel avec celle de la gravité des abus subis : ceux-ci semblent se reproduire à peu près avec le même degré de gravité. Ce qui signifie que, parmi les garçons gravement abusés, nous avons trouvé moins de harceleurs (niveau 1 sur l'échelle) que parmi ceux qui avaient subi un abus sexuel moins grave (17% contre 22%). Les premiers se

retrouveront plus souvent que les seconds, ou que ceux qui n'ont pas été victimes d'abus, (respectivement 3.86% contre 0.54% et 0.15%) parmi les agresseurs sexuels les plus dangereux, c'est-à-dire ceux ayant commis un viol, une contrainte sexuelle ou une agression sexuelle contre un enfant.

Selon nos résultats, l'impact d'une victimisation pendant et après la puberté semble être encore plus grand que celui de l'abus sexuel subi pendant l'enfance. Ce fait a aussi été souligné par d'autres études, notamment celle de DAVENPORT, BROWNE et PALMER (1994), qui constatent qu'à type d'abus comparable le risque de conséquences néfastes est plus important si l'enfant est plus âgé. C'est aussi l'opinion de BEITCHMAN, ZUCKER, HOOD, DACOSTA, AKMAN et CASSAVIA (1992), qui affirment que ces conséquences défavorables augmentent encore avec la puberté. Un consensus dans ce sens semble se mettre en place. Ceci contredit les milieux pédérastes homosexuels qui soutiennent que la sexualité entre un adulte et un garçon à l'âge de la puberté n'est pas préjudiciable à ce dernier. L'autre argument, selon lequel l'abus sexuel commis sur des garçons n'est pas aussi nuisible que l'abus sexuel sur des jeunes filles, a aussi été largement contesté par la littérature spécialisée. Selon BEITCHMAN, ZUCKER, HOOD, DACOSTA, AKMAN et CASSAVIA (1992), les garçons souffriraient davantage des abus, ayant plus de réticences à les révéler. En effet, pouvoir se confier – en étant entendu et cru – peut être un élément bénéfique permettant de s'en sortir (*coping*) et comporte donc une valeur thérapeutique en soi (DAVENPORT, BROWNE et PALMER, 1994). Dans une analyse du *coping*, il serait intéressant d'examiner ce qui est arrivé aux deux tiers des garçons qui, bien qu'ayant souffert de harcèlements ou d'abus, n'ont pas reproduit ces comportements à l'âge adulte, mais ont souffert d'autres troubles, tels que la toxicomanie par exemple.

12.7 Analyse statistique des transgressions d'ordre sexuel et des infractions moins graves contre l'intégrité sexuelle

Afin de déterminer les influences les plus importantes, nous allons soumettre à la procédure statistique de la régression logistique les différences entre les recrues auteurs de transgressions d'ordre sexuel ou d'infractions sexuelles de moindre gravité, et les recrues qui n'ont pas commis de tels actes. Les criminels sexuels du dernier niveau seront exclus de cette analyse. Nous les intégrerons dans le chapitre 15. « Voleurs ». Nous avons introduit dans notre modèle les facteurs suivants :

Facteurs relatifs à l'immigration des parents et aux expériences vécues dans l'enfance :

1. Immigration des parents, 0=deux parents suisses, 1=immigré, 2=immigré d'une région en crise
2. Maltraitance par les parents à l'âge de l'école primaire, 0=aucune, 1=peu grave, 2=grave
3. Victimization par abus sexuels, 0=aucun, 1=peu grave, 2=grave
4. Nombre d'accidents subis au cours de la vie entière

Perturbation du développement

5. A souffert d'un *trouble des conduites* ou non, 0=aucun, 1=forme moins grave, 2=forme grave

Expériences scolaires

6. Relations du garçon avec ses camarades de classe pendant l'école secondaire, 0=pas bonnes du tout, 1=pas très bonnes, 2=assez bonnes, 3=très bonnes
7. Relations du garçon avec l'enseignant pendant l'école secondaire, 0=pas bonnes du tout, 1=pas très bonnes, 2=assez bonnes, 3=très bonnes
8. Redoublement d'une (ou plusieurs) classe(s) pendant l'école secondaire, 0=non, 1=oui

Parcours institutionnel

9. Placement dans une classe spéciale pendant l'école secondaire, 0=non, 1=oui
10. A été appréhendé par la police pendant l'enfance ou l'adolescence, 0=non, 1=oui
11. Comparution au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence, 0=non, 1=oui
12. Placement dans une institution durant l'école secondaire, 0=non, 1=oui

Indicateurs de psychopathologie éventuelle :

13. Nombre de symptômes cliniques selon les critères de RAUCHFLEISCH
14. Nombre de consommations d'alcool menant à une perte de contrôle ou à une agressivité élevée
15. Nombre de consommations de drogues dures
16. Nombre de consommations de drogues synthétiques (ecstasy)

Comportements à risque :

17. Nombre de passages à l'acte d'ordre sexuel (fréquentation de prostituées, prostitution, rapports sexuels non protégés avec des inconnues)
18. Nombre de consommations de vidéos brutales et pornographiques
19. Nombre d'amis ou de copains ayant eu des difficultés sérieuses avec la police

Possession et port d'armes :

20. Possession de barre de fer, poing américain, 0=non, 1=oui
21. Possession d'arme blanche (plus grande que couteau de poche), 0=non, 1=oui
22. Possession de pistolet, 0=non, 1=oui
23. Fréquence éventuelle du port de ces armes

Réseau social actuel et situation professionnelle :

24. Déménagement dans une ville plus grande après l'adolescence, 0=non, 1=oui
25. Nombre d'amis et amies (évt. facteur protecteur)
26. Formation professionnelle, 0= insuffisante, 1=suffisante, (évt. facteur protecteur)
27. Avoir déjà eu une relation sentimentale sérieuse, 0=non, 1=oui, (évt. facteur protecteur)
28. Nombre de groupes ou milieux fréquentés

Nous avons exclu comme variables indépendantes la possession d'un fusil ou d'une arme en bois, en faveur des armes de poing, estimant que les premières jouent un rôle moins important

dans la délinquance sexuelle que dans la violence non sexuelle. Le tableau 12.16 indique quelles influences ont été retenues dans le modèle.

Tableau 12.16 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs situationnels et personnels de transgressions d'ordre sexuel et de la délinquance sexuelle moins grave

Avec imputing N=19'974	
Facteurs liés au passé, à la personne, aux passages à l'acte et à la situation	Odds ratio
Victime d'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle (0=aucun, 1=peu grave, 2=grave)	2.934 ***
Nombre d'accidents subis sur toute la vie (de 0 à 40)	1.018 **
Relations du garçon avec ses camarades durant l'école secondaire (0 à 3)	1.117 **
Relations du garçon avec les enseignants durant l'école secondaire (0 à 3)	0.882 ***
Avoir suivi une classe spéciale durant l'adolescence	1.302 *
Nombre de symptômes cliniques de la liste de RAUCHFLEISCH	1.150 ***
Fréquence d'abus de substances (alcool) (de 0 à 40x)	1.039 ***
Fréquence d'abus de drogues synthétiques (ecstasy) (de 0 à 20x)	0.986 *
Fréquence de passages à l'acte d'ordre sexuel (de 0 à 60x)	1.036 ***
Fréquence de consommations de vidéos pornographiques et brutales (0 à 60x)	1.020 ***
Possession d'arme blanche (couteau) (0=non, 1=oui)	1.468 ***
Fréquence du port d'armes (de 0 à 20x)	1.012 *
Nombre d'amis délinquants (0 à 7 et plus)	1.043 **
Nombre d'amis (0 à 7 et plus)	1.022 *
Formation professionnelle (0=insuffisante, 1=suffisante)	1.361 ***
Nombre de groupes et milieux fréquentés (de 0 à 8 groupes)	1.115 ***

N=19'974, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, -=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif
 (recrues ayant commis transgressions ou infractions d'ordre sexuel : N= 2'527,
 recrues n'ayant pas commis de transgressions ou infractions d'ordre sexuel : N=17'447)

Le odds ratio ou $\text{Exp}(B)$ indique la quotité de l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique. Pour les événements arrivés n fois, l'odds ratio doit être élevé à la nième puissance.

Tableau d'évaluation de la valeur prédictive du modèle :

		Correct		Incorrect		Percentages				
Prob	Prob	Event	Non-Event	Event	Non-Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.127	0.500	289	17174	273	2238	87.4	11.4	98.4	48.5	11.6

Selon la sélection effectuée par l'algorithme seize facteurs indépendants déterminent ce modèle. Nous comptons parmi les variables exclues du modèle, les 12 suivantes : l'immigration des parents, la maltraitance par les parents à l'âge de l'école primaire, les

relations du garçon avec ses camarades de classe et le redoublement de classes, le placement dans une institution pendant l'école secondaire, les contacts avec la police et la comparution au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence, le déménagement dans une ville plus grande après l'adolescence, l'abus de drogues dures, la possession de barres de fer, de poings américains et de pistolets et enfin le fait d'avoir déjà eu une relation amoureuse sérieuse ou non. Les variables qui sont exclues de la modélisation sont celles qui ne jouent aucun rôle ou qui sont subsidiaires à des influences plus fortes. Une variable retenue dans le modèle pour son influence forte peut parfois en masquer une autre plus faible, qui sera alors exclue du modèle.

La sensibilité du modèle n'est pas particulièrement bonne, alors que les autres paramètres sont très satisfaisants. Cela signifie que le modèle arrive très bien à cerner les recrues qui ne sont pas coupables de transgressions, comparativement aux autres qui le sont. En d'autres termes, il reste un élément inexpliqué quant au passage à l'acte des individus soumis à ces facteurs de risque. Il existe donc une quantité d'influences diverses, et *last but not least*, c'est en définitive une décision libre qui va déterminer ce genre de comportement, tout comme pour la violence peu et moyennement grave.

L'immigration a été exclue du processus de modélisation. À nouveau, nos analyses suggèrent que l'immigration ou l'appartenance à une culture étrangère ne constituent pas en elles-mêmes une influence négative responsable de la délinquance des jeunes étrangers de la seconde génération. Nous reviendrons sur cette problématique dans l'analyse logistique des influences sur le viol.

La possession d'armes, sauf celle de couteaux, a été exclue du modèle, ce qui n'était pas le cas pour la violence non sexuelle. Ce résultat est assurément plausible si nous considérons le *modus operandi* des agresseurs sexuels, car les violences sexuelles ne sont pas souvent commises sous la menace de poings américains, de barres de fer, ou d'armes à feu, même si parfois il y a usage d'armes factices (question omise dans le sondage). Quant aux armes utilisées pour commettre un délit sexuel, on peut citer une enquête sur 250 délinquants sexuels examinés lors de leur expertise psychiatrique à l'hôpital Bellevue de New York City en 1943 (APFELBERG, SUGAR & PFEFFER 1943 pp.762ss). APFELBERG et al. ont trouvé que la majorité des violeurs, soit 75% ne sont pas armés pendant le délit alors que les autres portent un couteau.

Enfin, l'exclusion du modèle de l'existence, respectivement de l'absence d'une relation sentimentale, a attiré toute notre attention. On entend souvent dire que la délinquance sexuelle est le fruit d'une frustration d'hommes auxquels les femmes portent moins d'attention qu'aux autres. Puisque le fait de ne pas encore avoir eu une relation avec une femme ne joue aucun rôle dans notre modèle, cette hypothèse s'est avérée erronée. Ainsi, l'hypothèse populaire aux termes de laquelle la frustration sexuelle serait la cause des atteintes à l'intégrité sexuelle d'autrui (d'ailleurs un corollaire de l'hypothèse de DOLLARD, MILLER, DOOB, MOWRER et SEARS 1939) ne peut pas être soutenue. Toutefois, en se fondant sur cette théorie, certains préconisent naïvement que les délinquants sexuels satisfassent leurs besoins en s'offrant les services de prostituées. Comme nous l'avons vu, les hommes qui ont tendance à harceler des femmes ou abuser d'elles sont souvent déjà clients de péripatéticiennes, et cette pratique augmente le risque au lieu de le diminuer.

Revenons maintenant sur les facteurs retenus pour leur importance dans l'origine du harcèlement sexuel et des abus sexuels peu ou moyennement graves. Rappelons que l'*odds ratio* pour les événements arrivés n fois des variables du modèle s'élève à la n ème puissance.

Tout d'abord, nous avons des facteurs situationnels, sans aucune relation avec des passages à l'acte pathologiques, qui influencent la probabilité de commettre des transgressions ou infractions d'ordre sexuel. Trois d'entre eux sont identiques à des facteurs mis en évidence pour la violence physique : la fréquentation importante de lieux publics, y compris le fait

d'avoir beaucoup d'amis et de copains, ainsi que la fréquentation de divers milieux de culture juvénile, jouent en effet un rôle comme facteurs offrant des occasions de commettre des transgressions ou des infractions à caractère sexuel ; nous reviendrons plus tard sur le troisième facteur qui est – étonnamment – la mauvaise influence d'une bonne formation.

Le rôle des passages à l'acte est à nouveau important. Comparons encore une fois le tableau 11.24 (régression logistique de la violence) avec le tableau 12.16. Nous constatons que les armes et leur port jouent aussi un rôle important dans les violences sexuelles, mais qu'il s'agit essentiellement de couteaux.

Ensuite, la consommation d'ecstasy, qui a été testée en raison de sa réputation de drogue « d'amour », semble diminuer légèrement le risque. Ce dernier résultat, même s'il n'est significatif que sur un niveau de 5%, peut s'expliquer par l'effet calmant de certaines drogues, qui rendent momentanément moins agressif, sans exclure cependant d'autres effets nuisibles sur la santé. En revanche nous ne sommes guère étonnés de constater que la consommation excessive d'alcool exerce une influence néfaste, étant donné que cette drogue diminue le seuil d'inhibition. Avec une fréquence de quarante pertes de contrôles ou épisodes agressifs en état d'ivresse, l'*odds ratio* augmente à 4.6 le risque de commettre des actes de harcèlement ou des abus sexuels.

Une grande partie des influences est donc liée à la personne. Les indicateurs de symptômes psychopathologiques et les facteurs remontant à l'enfance ont un poids considérable.

Il n'est guère surprenant de constater que l'abus sexuel subi pendant l'enfance ou l'adolescence exerce une influence plus importante que les autres facteurs. Considérons le cas d'un abus grave ou d'une exploitation : l'*odds ratio* s'élève à 8.6, multipliant ainsi largement le risque de devenir auteur d'abus à l'âge adulte. En comparaison avec la violence non sexuelle, l'importance des troubles mentaux est ici plus faible, mais est compensée par les passages à l'acte d'ordre sexuel. Sous cette rubrique étaient comptés tous les comportements sexuels à risque, à savoir des rapports sexuels rémunérés et des rapports sexuels non protégés.

Comme nous l'avons déjà vu dans l'analyse des influences positives et négatives sur la violence et le *trouble des conduites*, une très bonne relation avec l'enseignant ou l'enseignante durant l'adolescence peut réduire fortement (*odds ratio* = 0.68) le risque de commettre, au cours de sa vie, des infractions d'ordre sexuel.

Enfin, nous avons pu relever deux facteurs qui sont à première vue contradictoires, soit avoir accompli un niveau de formation professionnelle ou scolaire suffisant, soit avoir été placé dans une classe spéciale durant l'adolescence. D'une part, il est étonnant qu'une formation suffisante semble augmenter légèrement le risque de commettre des abus sexuels par rapport à une formation insuffisante. Rappelons à cet égard la qualification des abus relevés dans cette analyse excluant explicitement le viol, la contrainte sexuelle et l'abus sur la personne d'un enfant, mais incluant les abus sur une personne adulte dépendante. Dès lors, il semble tout à fait plausible que les hommes qui se trouvent déjà dans une certaine position de pouvoir après avoir accompli une formation aient davantage d'occasions de commettre des harcèlements ou des abus de ce type que les hommes dans une situation d'échec scolaire et sans formation professionnelle à l'âge de vingt ans. Étant donné que le nombre d'hommes parvenus dans une telle position à l'âge de dix-neuf ans n'est probablement pas très grand, le risque n'augmente que légèrement. D'autre part, nous remarquons une légère influence d'un placement dans une classe spéciale, celui-ci augmentant le risque de commettre des harcèlements. Il est possible que ces deux facteurs se réfèrent à différentes recrues : la formation accomplie concernerait un sous-groupe d'individus qui commettent des abus parce qu'ils disposent de plus d'occasions que les autres, alors que le placement dans une classe spéciale se rattacherait à un sous-groupe de sujets avec une formation insuffisante, qui harcèlent en raison d'une intelligence inférieure à la moyenne. On sait que le déficit d'intelligence est nettement sur-représenté dans des échantillons cliniques de délinquants

sexuels (par exemple in BEIER 1997). Pourtant, il est possible que la combinaison des deux facteurs (formation, placement dans une classe spéciale) soit aussi un risque pour la délinquance sexuelle, car elle signifie le succès partiel, mais insuffisant, d'un appui spécial apporté à un adolescent en difficulté.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que les transgressions d'ordre sexuel ainsi que les délits sexuels moyennement graves et moins graves, sont souvent commis par des individus ayant un penchant pour les armes, pour des rapports sexuels rémunérés, pour la consommation de produits pornographiques, pour des rapports sexuels non protégés. En outre, ces hommes montrent quelques signes de perturbations psychiques et ont eu certaines difficultés durant leur enfance notamment en rapport avec une victimisation par abus sexuels. Le facteur situationnel semble aussi jouer un rôle dans la genèse de cette délinquance : les individus extravertis ayant pu profiter de beaucoup d'occasions sont exposés à un risque élevé de faire des victimes. Nous avons aussi constaté que la frustration sexuelle ou le fait de n'avoir jamais eu une relation sentimentale n'étaient apparemment pas des influences déterminantes. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la liberté de choisir ses comportements qui se réfère aussi aux activités sexuelles déplacées.

13 Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée

Après avoir traité les différents types de délinquance, il convient de présenter une vue globale de la situation telle qu'elle apparaît dans les réponses des recrues. Combien d'infractions ont commis ces 21'314 hommes et combien de victimes ont-ils lésées ? Quelle est la proportion d'individus délinquants qui ont été découverts par les autorités et combien sont restés dans le chiffre noir de la délinquance ? La consommation de stupéfiants a été exclue des analyses qui suivent, car les fréquences des consommateurs réguliers sortent largement de notre échelle (celle-ci allant de 1 à 20 fois ou plus sur une année). De plus, contrairement aux autres infractions, la consommation de drogues illégales est un délit « sans victime » car ici c'est en premier lieu à lui-même que l'auteur nuit.

13.1 Total des infractions autoreportées

Nous avons calculé le chiffre noir entier qui comprend le total des infractions avouées et l'ensemble des victimes de ces actes. En tenant compte du fait que la catégorie extrême supérieure correspondait à la commission de vingt actes du même type ou plus, et que le nombre de victimes peut excéder le nombre de catégories cochées, il s'agit là d'un strict minimum. Le pourcentage de jeunes hommes qui n'ont jamais commis d'infractions est dérisoire : 34.8% des recrues.

Les recherches en criminologie ont montré que le taux de condamnations ne dépasserait probablement pas le 10% de toutes les infractions commises (KAISER 1997, p.172). Ce résultat paraîtrait à première vue alarmant, si l'on ne savait pas que les infractions de moindre gravité sont nettement sur-représentées dans le chiffre noir. En fait, la majorité des lésions corporelles simples et des délits contre le patrimoine d'importance mineure ne sont pas dénoncés et ne parviennent pas à la connaissance des autorités (KUNZ 1994, p.251).

Si nous regroupons tous les actes illégaux commis, à l'exception de la consommation de drogues, nous obtenons les chiffres du tableau 13.1.

Tableau 13.1 : Total des infractions commises au cours de l'année précédant l'école de recrues (excepté la consommation de drogues illégales)

	<i>N absolu avoué</i>	<i>Moyenne par personne</i>	<i>Ecart-type</i>
<i>Délits contre le patrimoine, vandalisme & incendies, vente de stupéfiants, sans infractions routières</i>	37' 252	1.75	7.08
<i>Nombre d'actes de violence contre des personnes</i>	25' 290	1.19	6.88
<i>Nombre de transgressions d'ordre sexuel</i>	42' 914	2.01	11.51
<i>Infractions routières</i>	50' 620	2.37	5.40
<i>Total des infractions</i>	156' 076	7.32	18.58
<i>Nombre de victimes de violences</i>	7' 963	0.37	0.95
<i>Nombre de victimes de transgressions d'ordre sexuel</i>	3' 284	0.15	0.56
<i>Total des victimes</i>	11' 247	0.53	1.22

N=21'314 (Note : les variables ne sont pas réparties sur une courbe gaussienne, ainsi l'écart-type peut excéder la moyenne)

Pour l'ensemble des recrues, ce sont en moyenne 7.3 infractions par personne qui ont été commises, soit un total de 156'076 infractions, sans considérer la consommation de drogues illégales. Ce chiffre paraît énorme à première vue, mais il faut considérer qu'un tiers des infractions concerne des violations des règles de la circulation routière (c'est-à-dire 2.4 cas d'excès de vitesse ou d'alcool au volant par personne et par année). Se pose ensuite la question de la répartition de cette délinquance : est-ce que les recrues ayant avoué des infractions (soit deux tiers d'entre elles) sont toutes délinquantes dans la même mesure, ou un sous-groupe de recrues est-il majoritairement responsable de ces actes ?

13.2 Délinquant ou non ?

Seul un tiers des recrues étant des citoyens modèles, comment définir un seuil global mieux adapté à la réalité, permettant de déterminer où commence la délinquance ?

13.2.1 Définition du seuil de la délinquance

Nous avons défini un seuil par rapport à la moyenne générale des infractions commises par toutes les recrues, en considérant diverses moyennes pour des délits particuliers : d'une part dans les domaines financier, de la circulation routière, de la vente de drogues ; d'autre part dans celui de la violence physique ; troisièmement dans celui des transgressions d'ordre sexuel, et enfin le total des infractions dans les trois domaines. Dans chacun des domaines, le nombre d'infractions ne doit pas dépasser la somme de la moyenne (cf. chapitre 18. « Méthodologie, paragraphe 18.11.6). En définissant ce seuil, nous avons également contrôlé le taux de victimes d'agressions sexuelles ou violentes, dans la mesure où, là aussi, la limite de la moyenne ne pouvait être dépassée. Ainsi, pour rester dans les bornes de la « normalité », le nombre de victimes d'agressions physiques et sexuelles ne devrait pas être supérieur à une. Dans un dernier temps, nous avons exclu de la définition des marges de la normalité toute forme de délinquance plus grave, telle qu'agressions ou menaces avec armes, incendies répétés, abus sexuel sur des enfants, contrainte sexuelle ou viol (niveaux 3 sur les échelles).

Tableau 13.2 : Seuil de la délinquance

« Non-délinquants » (69.4%)		« Délinquants » (29.5%)		Total
		« Délinquants moins graves »	« Délinquants distinctifs »	
délinquance = 0	$0 < \text{délinquance} < M$	$M < \text{délinquance} < M+2s$	délinquance $> M+2s$	
34.8%	34.6%	21.4%	8.1%	100%

N=21'314

En considérant l'ensemble des infractions commises, on obtient 69.4% de recrues qui n'ont pas de comportements délinquants sévères ou qui ont une délinquance inconnue, et 29.5% qui ont commis plusieurs délits au-delà de la moyenne, ou bien qui ont commis des crimes pendant les douze mois précédant l'entrée à l'école de recrues. Dans ces trente pour-cent nous avons par exemple les 8% de recrues qui sont des récidivistes à la LCR (Loi sur la circulation routière) et les 3.9% de dealers de drogues « douces », qui représentent un nombre assez important de recrues. Nous trouvons aussi, dans ces trente pour-cent, les recrues qui se sont fréquemment livrées à des bagarres physiques ou à des harcèlements sexuels, et enfin tous les hommes qui ont commis des crimes (contrainte sexuelle, abus sexuel sur un enfant, viol, menace avec armes, agressions avec armes, et incendies répétés). La catégorie des délinquants

a été subdivisée en deux groupes, en écartant les délinquants les plus actifs et les criminels potentiellement dangereux. « *D’aussi importantes divergences démontrent bien la nécessité de démarquer avec soin les deux phénomènes, ce que FRECHETTE (1980) nomme deux registres d’expression de la délinquance, le premier référant à la délinquance commune, soit l’activité usuelle et banale qui se retrouve chez la quasi-totalité des adolescents, et le second correspondant à la délinquance distinctive, soit l’activité significative qui traduit l’enlisement dans l’antisocialité de certains d’entre eux.* » (FRECHETTE & LEBLANC 1987). Selon CUSSON (1998, p.84) : « *nous avons l’embarras du choix pour désigner ce petit nombre d’individus qui se livrent à une activité délictueuse répétée et variée : délinquant persistant, criminel de carrière, délinquant typique, délinquant d’habitude, multirécidiviste, sujet à structure délinquante, sociopathe, délinquant distinctif. (...) Quelle que soit l’étiquette choisie, la validité de la distinction entre le délinquant chronique et l’occasionnel tient au fait que le premier commet facilement dix fois plus de délits que le second.* » Pour désigner cette catégorie de sujet à structure délinquante, nous utiliserons, dans la suite de cet ouvrage, la dénomination « délinquant distinctif » (cf. chapitre 18. « Méthodologie, paragraphe 18.11.6) selon la terminologie de FRECHETTE et LEBLANC. Nous avons voulu éviter de recourir à des concepts propres à d’autres domaines, tels « sociopathe » autrefois utilisé dans le diagnostic psychiatrique, ou « délinquants d’habitude » et « récidivistes » qui se réfèrent dans le langage juridique à des personnes ayant été, à plusieurs reprises, condamnées par un tribunal.

« *Reste à savoir quels sont ses traits distinctifs. La versatilité des délinquants chroniques fournit un indice révélateur. Il est établi, en effet, que la plupart d’entre eux passent aisément du vol simple au vol d’automobile, du vandalisme aux voies de fait, du viol à la vente de drogue, de la fraude aux coups et blessures (WOLFGANG et coll., 1972 ; WEST et FARRINGTON, 1977 ; PETERSON et BRAIKER, 1981 ; KLEIN, 1984). Chez les jeunes délinquants examinés par FRECHETTE et LEBLANC (1987, 118 et s.), le polymorphisme, c’est-à-dire le cumul de plusieurs types de délits, domine massivement (...).* » CUSSON (1998, p.84).

13.3 Situation légale des recrues

Selon la littérature criminologique, le chiffre noir doit être un multiple de ce qui apparaît dans les statistiques officielles de la police. Ce sont en général les infractions de moindre gravité qui passent le plus souvent inaperçues, mais parfois aussi des délits plus graves. Pour les lecteurs sans formation juridique, il faut rappeler que toutes les infractions qui sont signalées à la police n’aboutissent pas nécessairement au tribunal. Ce n’est que dans le cas où la police et le juge d’instruction (le cas échéant le juge des mineurs) réunissent des preuves suffisantes sur la culpabilité d’un suspect que l’affaire sera renvoyée devant l’autorité de jugement compétente et que le suspect sera mis en accusation. Le tribunal rendra alors un jugement, statuant sur la culpabilité et la peine.

Dans le tableau 13.3, ont été prises en compte les recrues qui, selon leurs dires, ont été dénoncées à la police ou accusées, et qui ont donc comparu devant un tribunal.

Tableau 13.3 : Poursuites judiciaires contre des recrues

	<i>Aucun contact</i>	<i>Police</i>	<i>Juge</i>	<i>Pas répondu</i>	<i>Total</i>
<i>% des lignes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Pour un acte de violence au cours de l'année précédente</i>	51.80	0.68	0.40	47.12	100.0
<i>Pour un délit sexuel au cours de l'année précédente</i>	13.60	0.06	0.08	86.26	100.0
<i>Pour une autre infraction au cours de l'année précédente</i>	48.64	8.77	2.95	39.65	100.0
<i>Pour une infraction quelconque au cours de l'année précédente</i>	61.45	9.21	3.19	26.15	100.0
<i>Pour une infraction quelconque au cours de la vie</i>	62.75	18.24	7.93	11.08	100.0

N=21'314

(Note : les infractions parvenues jusqu'au juge ne sont pas comptées dans la colonne « police ». Pour obtenir le total des affaires signalées à la police, il faut donc additionner les sommes des colonnes « police » et « juge »)

Ainsi, environ un quart des recrues (26%) sont connues de la police pour avoir commis une infraction. À cet égard, nous pouvons nous référer à l'étude méthodologique d'AEBI (1999, citée dans le chapitre 18. « Méthodologie ») qui a montré que 97% des délinquants enregistrés par la police indiquent, dans un questionnaire sur la délinquance autoreportée, qu'ils ont eu affaire à la police. Par conséquent, nous pouvons considérer que nos chiffres sont assez exacts.

Notons encore que le pourcentage de recrues (26%) n'ayant pas répondu à la question « qui a appris ce que vous avez fait ? » est proche du taux de 34% des recrues qui n'ont jamais commis d'infraction, toujours à l'exception de la consommation de drogues illégales. On note qu'il y a 34% des recrues non-délinquantes selon notre définition, mais seulement 26% qui ont omis la question de la poursuite pénale. Cette différence s'explique par l'exclusion de notre définition de non-délinquance, des actes de consommation de drogues illégales, qui avaient été inclus dans les questions portant sur la poursuite des infractions.

13.4 Comparaison avec l'étude de WOLFGANG

L'ouvrage de WOLFGANG, FIGLIO et SELLIN (1972) constitue sans doute l'une des études les plus substantielles et les plus exhaustives à avoir été menées en criminologie. Une cohorte constituée de tous les garçons nés en 1945 et vivant à Philadelphie a été suivie pendant huit ans, dès l'âge de dix ans et jusqu'à dix-huit ans. De plus, 10% des individus de l'échantillon initial ont été suivis par l'équipe encore quelques années après. Les données collectées portaient notamment sur les performances scolaires et sur les fichiers de police. Une telle recherche prospective présente un grand intérêt pour l'étude de la récidive, soit de la persistance de la délinquance chez certains individus.

La cohorte analysée était donc définie par un critère autre que celui d'avoir eu des contacts avec les autorités, à savoir l'année de naissance. Cette recherche a mis en lumière le rôle quantitativement important d'une petite minorité parmi l'ensemble des jeunes délinquants. En

effet, elle a permis d'établir (op.cit. p.248) que plus de 50% des délits commis par cette cohorte pouvaient être attribués à seulement 6.3% des individus la composant (18% de tous les délinquants), c'est-à-dire à des multirécidivistes ayant commis au moins cinq délits au cours de leur vie.

Ils ont observé que 50% des jeunes qui commettent une infraction vont très probablement en commettre une deuxième, et que la cessation d'une délinquance répétée deviendra de moins en moins probable à mesure que l'individu s'engagera dans une telle voie (op.cit. p.105). Notons que ce chiffre peut être vu sous un aspect positif, car la moitié des délinquants découverts vont abandonner ces activités après avoir été rappelés à l'ordre par la police. Chez les recrues ce chiffre s'élève à 55.1%.

Ainsi, cette étude était parvenue à montrer que la majorité des délits étaient commis par une minorité de récidivistes qui avaient eu des contacts avec la police cinq fois ou plus. Mais surtout, il a été constaté qu'une part encore plus grande de crimes violents avaient été commis par ce groupe de récidivistes. Ce résultat a été remis en question (par exemple in : KUHN 1993, p.99) car on ne peut pas exclure qu'il soit de facto lié à un effet d'étiquetage. Cette variable parasite pourrait être la conséquence d'une surveillance plus étroite, par la police, des individus connus de ses services, créant pour ceux-ci un risque plus élevé d'être arrêtés que pour les délinquants demeurant dans le chiffre noir, quand bien même ces derniers seraient tout aussi actifs. Nous pouvons faire ici une estimation qui nous permettra de nous situer dans cette controverse à propos non seulement de la délinquance connue ou dévoilée mais également de l'ensemble des infractions commises.

L'échantillon de WOLFGANG comprenait 9'945 garçons de 10 ans qui ont été suivis jusqu'à l'âge de 18 ans. 35% d'entre eux avaient eu au moins un contact avec la police. Les chercheurs ont distingué, parmi les délinquants enregistrés, trois catégories : *single offenders* (délinquants primaires), *multiple offenders* (récidivistes) et *chronic offenders* (multirécidivistes). Cette distinction est importante pour la compréhension de la gravité et de la fréquence des actes délictueux, ainsi que pour l'analyse de l'influence de deux autres variables examinées par les auteurs, à savoir l'appartenance ethnique et la catégorie socio-économique. Les chercheurs ont aussi tenté d'évaluer la gravité des infractions indépendamment des qualifications données par la police.

Sur les 10'214 infractions de la cohorte connues de la police, 8'601 (84.2%) avaient été commises par les 1'862 récidivistes et multirécidivistes (53.6% de tous les délinquants). Les individus ayant commis 5 infractions enregistrées ou plus étaient responsables de 5'305 de ces actes délinquants. Ainsi, 18% des délinquants (N=627 *chronic offenders*) du groupe étudié étaient des multirécidivistes. Ces 627 individus étaient responsables de plus de la moitié des infractions commises par le groupe délinquant, composé de 3'475 individus. Les auteurs en ont conclu que la justice des mineurs arrive bien à détecter le noyau dur des sujets à structure délinquante, mais que ses sanctions ne sont pas efficaces (op.cit. p.243).

Dans une optique comparative, cette étude mérite toute notre attention. En dépit du fait qu'elle soit déjà ancienne et qu'il faille tenir compte des changements qui ont eu lieu dans les sociétés occidentales depuis les années soixante (par exemple en matière de drogues), elle reste encore pertinente. La situation chez les recrues suisses de 1997 se présente de la façon suivante : 71.7% des recrues n'ont jamais de leur vie eu de contacts avec la police, alors que 29.3% en ont déjà eu. Pour la majorité de ces recrues (18.5% de l'ensemble) il s'agissait probablement d'un événement unique. Nous avons ensuite obtenu un taux de 9.8% de récidivistes ayant déjà eu deux contacts ou plus avec la police. Dans le tableau 13.4, nous avons dénombré tous les contacts avec la police au cours de la vie de la recrue, tandis que les incidents retenus sont ceux qui se sont produits durant les douze mois précédant l'école de recrues.

Tableau 13.4 : Total des infractions commises (excepté la consommation de drogues illégales) par les délinquants enregistrés et les individus non enregistrés

<i>Contacts avec la police</i>	<i>Jamais / pas répondu N=15'273</i>	<i>1 fois N=3'950</i>	<i>2 fois et plus N=2'091</i>	<i>Total</i>
<i>% du total des incidents en fonction des contacts</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Taux de délits contre le patrimoine, vandalisme & incendies, vente de stupéfiants, sans infractions routières</i>	42.9	25.1	32.0	100.0
<i>Taux d'actes de violence contre des personnes</i>	44.0	22.9	33.1	100.0
<i>Taux d'actes d'ordre sexuel</i>	59.7	20.8	19.6	100.0
<i>Taux de violations des règles de la circulation routière</i>	63.4	22.2	13.7	100.0
<i>Taux de toutes les infractions</i>	54.5	22.6	22.8	100.0
<i>% du total des victimes en fonction des contacts</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Taux de victimes de violences</i>	57.5	21.4	21.1	100.0
<i>Taux de victimes d'actes d'ordre sexuel</i>	58.2	22.0	19.9	100.0
<i>Taux de toutes les victimes</i>	57.7	21.6	20.7	100.0

N=21'314

Ainsi, les hommes connus de la police, c'est-à-dire un quart des recrues de 1997 (N=6'041), sont responsables de 45% des infractions autoreportées. De plus, un tiers des individus appartenant à ce groupe (les récidivistes ayant eu affaire à la police à plusieurs reprises) répondent de la moitié de ces délits, et même de plus de la moitié des violences plus sérieuses. D'autres études nous apprennent que le total des infractions des délinquants enregistrés est un multiple de celui des personnes qui n'ont jamais eu affaire à la police (KAISER 1997, p.173). Par exemple, la moyenne d'infractions avouées par les violeurs est d'environ 93 ; celle des autres recrues d'environ 7 (cf. tableau 15.13 dans le chapitre 15. « Voleurs »).

Quelles sont les similitudes et les différences qui existent entre nos résultats et ceux de WOLFGANG, FIGLIO et SELLIN ? Le nombre de ces contacts est en effet lié à l'âge du sujet. Il faut remarquer d'emblée que les sujets de WOLFGANG avaient entre 10 et 18 ans pendant la période d'observation, alors que les nôtres étaient âgés de 20 ans lorsque nous les avons interrogés.

Pour cette comparaison, nous n'avons pas pu considérer séparément les individus qui ont eu cinq contacts ou plus avec la police, car la grille des réponses prévues ne comprenait pas chacun des contacts avec les autorités pris individuellement. C'est pourquoi nous avons ramené dans le tableau 13.5 les critères de WOLFGANG mentionnés plus haut à trois niveaux : *non delinquents, single offenders* (primaires), et *multiple & chronic offenders* (ensemble des récidivistes et multirécidivistes). Notre questionnaire portant sur toute une liste d'infractions, nous avons interrogé les sujets uniquement sur l'incident le plus grave. Les réponses obtenues nous permettent de savoir si les recrues ont eu affaire à la police pour différents types d'infractions (à savoir, violences, délits sexuels et autres délits), et cela pour trois périodes différentes : l'âge de l'école primaire, celui de l'école secondaire, et l'année précédant l'école de recrues. En outre, il manque dans cette grille la période comprise entre seize et dix-huit ans, ce qui explique en partie que nous ayons obtenu un taux de contacts avec la police moins

élevé que celui des jeunes de l'étude de WOLFGANG. À noter encore que le nombre de contacts est lié aux us et coutumes d'un pays ; par exemple, on peut penser que le policier américain interpelle plus souvent des jeunes traînant dans les rues que son homologue suisse. Mais il se peut également que les Suisses soient moins délinquants que les habitants des grandes villes américaines. En outre, trente pour-cent des individus de la cohorte que nous avons étudiée ne font pas partie de notre échantillon ; or ces trente pour-cent englobent notamment les délinquants très graves, les toxicomanes ainsi que les récidivistes les plus connus des autorités.

Tableau 13.5 : Non-délinquants, délinquants, et total des infractions connues, dans la cohorte de l'étude de WOLFGANG, FIGLIO & SELLIN

	Individus		Infractions découvertes par la police	
	N	%	N	%
<i>Non delinquents (inconnus de la police)</i>	6' 470	65.1%	–	–
<i>Délinquants connus de la police</i>	3' 475	34.9%	10' 214	100.0%
• <i>Ayant eu un seul contact avec les autorités (single offenders)</i>	1' 613	16.2%	1' 613	15.8%
• <i>Ayant eu plus d'un contact avec les autorités (multiple offenders & chronic offenders)</i>	1' 862	18.7%	8' 601	84.2%

N=9'945

WOLFGANG, FIGLIO & SELLIN (1972, p.243)

Précisons que la catégorie « *non delinquents* » englobe les individus qui ne sont pas connus de la police et que le nombre d'infractions dont il est question ici correspond à celles qui sont connues de la police. Par conséquent, il est possible que certains individus appartenant à la catégorie « *non delinquents* » dans la recherche de WOLFGANG, FIGLIO et SELLIN soient en fait des délinquants restés dans l'ombre. De même, les auteurs d'infractions et en particulier les récidivistes pourraient avoir commis beaucoup plus de délits que ne l'indique le total officiel des infractions.

Dans notre recherche, le taux des infractions commises par les individus de la catégorie des récidivistes et multirécidivistes, par rapport à ceux de la catégorie des délinquants primaires connus de la police, n'est pas aussi élevé que celui présenté par WOLFGANG. Or, il est possible que la police ne connaisse pas tous les multirécidivistes de 19 ans, ou que certains individus enregistrés à une ou plusieurs reprises durant leur adolescence aient cessé d'enfreindre la loi à cet âge. Étant donné le croisement effectué entre les infractions autoreportées de délinquants notoires auprès des autorités et celle d'individus non enregistrés, nous avons comparé dans le tableau 13.4 des « pommes avec des poires ». Il a donc fallu, dans un deuxième temps, établir une comparaison entre les catégories « non-délinquants », « délinquants moins graves » et « délinquants distinctifs », au niveau des actes autoreportés. Cette analyse se basera sur la distinction des niveaux de gravité de la délinquance autoreportée (cf. tableau 13.2).

Tableau 13.6 : Non-délinquants, délinquants moins graves et distinctifs dans le chiffre noir, et taux des infractions autoreportées

	Recrues		Infractions autoreportées	
	N	%	N	%
Non-délinquants	14' 784	69.4%	14' 870	9.5%
Délinquants autoreportés	6' 290	29.5%	141' 206	90.5%
Pas répondu	240	1.1%	–	–
Totaux	21' 314	100.0%	156' 076	100.0%
• « Délinquants moins graves »	4' 570	21.4%	52' 573	33.7%
• « Délinquants distinctifs »	1' 720	8.1%	88' 633	56.8%

La répartition de cette délinquance est très asymétrique. La majorité des recrues « non délinquantes » (69.4%) ont commis 9.5% des infractions, soit en moyenne 1 infraction par personne et par année y inclus les violations de la loi sur la circulation routière ; les 29.5% de recrues « délinquantes » ont commis neuf infractions sur dix (22.4 infractions en moyenne par individu et par année). En classant les délinquants en fonction des divers degrés d'activité, on arrive quasiment aux mêmes chiffres que WOLFGANG : un noyau d'environ 8% des recrues a commis 57% de toutes les infractions. De plus, ces 8% de « délinquants distinctifs » parmi les recrues sont, à elles seules, responsables de 67% de tous les actes de violence et de 85% des transgressions d'ordre sexuel. En moyenne, chacun de ces individus avait commis 51.5 infractions par année (les délinquants moins graves 11.5, et les non-délinquants 1 par personne). Ce résultat ne peut pas être dû au hasard. En effet, dans l'étude de WOLFGANG, les *chronic offenders* à savoir 6.3% des hommes de la cohorte de Philadelphie nés en 1945 étaient coupables de 51.9% de tous les délits, et plus précisément de 71% des homicides, de 73% des viols, et de 82% des brigandages et des hold-up, c'est-à-dire de la majorité des crimes violents et sexuels graves. Malgré leur grande énergie criminelle, les délinquants dits « distinctifs » de notre enquête n'ont pas tous été enregistrés : si l'on en croit leurs réponses, la police connaissait seulement la moitié d'entre eux. Cependant, le résultat de cette recherche américaine est confirmé dans les grandes lignes par la nôtre si l'on tient compte du chiffre noir. En effet, selon nos données une minorité des délinquants très actifs et endurcis est responsable d'environ la moitié des infractions et de la majorité des délits violents et sexuels. Mais il semble que tous ces délinquants ne soient pas encore enregistrés à cet âge : seul un tiers s'est déjà trouvé devant le juge. Toutefois on peut estimer qu'ils seront tôt ou tard détectés et sanctionnés.

À des fins de comparaison, on se référera aux statistiques helvétiques officielles concernant le risque au cours de la vie des individus masculins de subir une sanction plus importante. La grande majorité des peines étant des amendes ou des peines privatives de liberté avec sursis (cf. BAUHOFFER 1994), une peine privative de liberté sans sursis peut être considérée comme indice d'un récidivisme ou d'une délinquance plus importante. Dans son estimation du taux d'hommes qui ont connu la prison de l'intérieur au cours de leur vie, KILLIAS (1988) est parvenu à un chiffre assez semblable à notre taux de délinquants « distinctifs ». Se basant sur le casier judiciaire, il a évalué à environ 10% le nombre de citoyens de sexe masculin qui ont subi une peine privative de liberté sans sursis au cours de leur vie. Notons à cet égard que la majorité des peines privatives de liberté sont de courte

durée (d'un mois et moins cf. BAUHOFFER 1994) et sont exécutées dans une maison de semi-détention qui permet aux détenus de continuer leurs activités professionnelles durant la journée. Ce chiffre nous informe en même temps qu'une incarcération ne mène pas nécessairement à une carrière de délinquant d'habitude. Au contraire, une peine semble exercer un effet dissuasif sur la plupart des condamnés ; seule une petite minorité qui reste incorrigible. *« L'activité délictueuse, comme toute chose, coule dans le flux temporel. Elle apparaît à un moment donné dans la vie ; elle dure plus ou moins longtemps, puis elle prend fin. »* CUSSON (1998, p.73).

Quant au récidivisme de ces 8% de la population masculine qui sont « délinquants distinctifs », une réflexion de CUSSON (1998, p.73) mérite d'être citée : *« La problématique de la récidive est restée longtemps enfermée dans un questionnement réducteur qui débouchait sur un pessimisme que les faits ne justifiaient guère. Elle se contentait de calculer la probabilité que les délinquants ne commettent de nouvelles infractions après avoir purgé leur peine à partir d'échantillons extraordinairement biaisés. Ceux-ci étaient, en effet, puisés dans les prisons et les pénitenciers lesquels sont, par nature, des réservoirs de récidivistes et de gros criminels. Et, ce qui n'arrangeait rien, plus un détenu avait des antécédents chargés, plus son séjour en prison était long. Résultat : un échantillon tiré parmi les détenus se trouvant en prison à un moment donné (« le stock ») contenait une proportion encore plus élevée de criminels invétérés que s'il était tiré aux admissions (« le flux »). Il est donc illégitime de généraliser sur la récidive de l'ensemble des délinquants (parmi lesquels se trouvent bon nombre d'occasionnels et d'auteurs de brouilles) à partir de recherches sur la récidive postcarcérale. L'affirmation maintes fois répétée selon laquelle 50% des détenus sont trouvés coupables d'une nouvelle infraction dans les deux ou trois ans après leur libération ne vaut que pour un distillat des cas qui, au départ, avaient les meilleures chances de récidive. Le constat est à la limite de la tautologie : il porte sur la récidive des récidivistes. »* Selon nos résultats, qui sont étayés par ceux de KILLIAS (1988), de BAUHOFFER (1994) et d'autres criminologues, il semble plutôt que le système judiciaire fonctionne à travers des filtres superposés. Ceux-ci consistent en sanctions de sévérité croissante : mesures éducatives et thérapeutiques pour mineurs et jeunes adultes, amendes, peines privatives de liberté avec sursis, courtes peines sans sursis exécutées dans une semi-détention, peines de longueur moyenne exécutées dans une prison ouverte et mesures thérapeutiques durant plusieurs années pour toxicomanes et alcooliques, longues peines exécutées dans un pénitencier, et enfin internement. Grâce à chacun de ces filtres, on arrive à ramener sur le droit chemin une grande partie des délinquants concernés, mais pas tous. Ceux-ci passeront au prochain niveau de sévérité des sanctions, qui retient de nouveau une partie importante de ces récidivistes etc. Ainsi, le taux des délinquants en activité diminue selon une progression géométrique très rapidement. En prenant par exemple une probabilité 50% comme taux de récidive après chaque peine, le nombre de délinquants entreprenants parmi nos 1'720 délinquants distinctifs se réduira à 860 après avoir été sanctionnés ; après la deuxième condamnation, ils ne seront que 330 qui ont le front de continuer et encore 165 après la troisième peine. On peut alors raisonnablement supposer que ces sujets à structure délinquante auront passé les années sauvages et seront dans la plupart des cas de bons citoyens à l'âge de 25 ans. Mais même dans le cas de multirécidivistes notoires et de criminels graves qui finiront en pénitencier pour de longues années, on peut s'attendre à ce que leurs difficultés d'adaptation cessent quand ils auront atteint l'âge mûr. *« Les prisonniers reconnaissent que la vie derrière les barreaux leur paraît d'autant plus insupportable qu'ils prennent de l'âge. Ils se sentent de moins en moins capables de « faire du temps » (PINSONNEAULT, 1985, p. 93). Ils tolèrent de plus en plus mal les gardiens, les têtes brûlées parmi leurs codétenus, les délateurs et toutes les souffrances de l'incarcération (SHOVER, 1985 ; MEISENHOLDER, 1977 ; CROWNWELL et coll., 1991). Ils prennent en horreur la*

perspective de gâcher en prison le peu de temps qui leur reste à vivre (SHOVER, 1985). Hanté par la peur, l'ex-détenu sursaute chaque fois qu'on sonne à sa porte : il craint l'irruption soit des policiers, soit des tueurs venus lui faire la peau (PINSONNEAULT, 1985). Il n'en peut plus de l'angoisse d'être à tout moment dénoncé, arrêté, blessé, assassiné. Un jour il s'avoue vaincu, il reconnaît qu'il ne pourra pas « battre le système » et que la machine pénale finira toujours par l'avoir (SHOVER, 1985, p.89-91). On comprend dès lors pourquoi, prises une à une, les mesures pénales ou thérapeutiques n'ont qu'un effet marginal sur l'abandon du crime. L'accumulation des sanctions et des déboires a de meilleures chances d'emporter la décision qu'une intervention particulière. Peu importe qu'une mesure ponctuelle soit plus ou moins sévère, plus ou moins thérapeutique, ce qui compte, c'est l'action conjuguée des conséquences négatives d'une vie dans le crime. » CUSSON (1998, p.82).

13.5 Portée des résultats

Comme d'autres l'ont constaté avant nous, nous sommes aussi arrivés à la conclusion qu'une part importante – voire prépondérante – d'infractions est commise par des « sujets à structure délinquante ». Ceux-ci sont également les auteurs d'une quantité encore plus grande d'actes de violence et d'atteintes à l'intégrité sexuelle. La différence entre l'étude américaine et la nôtre s'explique en partie par le fait que le chiffre noir comprend bon nombre d'actes banals, plus inoffensifs, qui ne seront jamais dénoncés par la victime. Ainsi le fait que certains « bons clients » de la police semblent toujours revenir, ne peut pas être attribué à un effet d'étiquetage. Par ailleurs, WOLFGANG et al. ont analysé de manière critique les interventions des autorités de poursuite pénale des mineurs. Ils ont mis en évidence une tendance à traiter plus sévèrement les jeunes Noirs délinquants. Il faut aussi remarquer que la démarche de ces chercheurs américains entend s'inscrire dans une perspective constructive. En effet, les auteurs soulignent la nécessité d'intervenir précocement, avant que la délinquance ne devienne persistante.

Au vu des résultats de la présente étude, la question se pose de savoir si l'on ne pourrait pas réduire sensiblement le niveau de la criminalité au moyen d'un meilleur contrôle sur les récidivistes les plus actifs. À cet égard, plusieurs études ont été effectuées qui semblent contredire les résultats de WOLFGANG et al., par exemple VAN DINE et al. (1979 ; cité dans KILLIAS 1991, p.506), et COHEN (1983). Selon eux, le taux d'infractions commises par les multirécidivistes se situe au maximum entre 20 et 27%. Rappelons que nous avons nous aussi obtenu des chiffres analogues, en comptant les actes délictueux autoreportés en fonction des contacts qu'ont eus ces individus avec la police. Toutefois, si l'on considère le chiffre noir avec une mesure du récidivisme autoreporté, le taux des infractions commises par les multirécidivistes est plus proche de celui relevé par WOLFGANG et ses collaborateurs. Selon l'interprétation faite par VAN DINE et COHEN, c'est la sous-estimation du nombre de délinquants primaires non connus des autorités qui expliquerait la majorité des crimes commis. En effet, leur conclusion suggère que l'incapacitation (l'enfermement) de ces individus pendant une période de cinq ans au minimum n'aurait réduit le nombre de délits commis pendant ce laps de temps que de 7% à 27% seulement. Selon VAN DINE et COHEN, seuls environ 20% des crimes pourraient être prévenus si l'on instaurait une politique d'enfermement systématique des délinquants récidivistes. Celle-ci ne serait donc pas justifiée au vu de ces résultats, et n'aurait qu'un effet modéré. De plus, il y aurait de gros problèmes de financement. Les critiques de l'œuvre de WOLFGANG et al. ont d'ailleurs sélectionné, parmi toutes les études parues sur ce sujet, celles qui ont mis en évidence le plus petit taux d'infractions commises par les multirécidivistes en laissant de côté les autres, qui sont cités dans LOEBER, FARRINGTON et WASCHBUSCH (1998). L'étude longitudinale de FARRINGTON est peut-être la plus connue en Europe : « *Dans les quartiers ouvriers de Londres,*

FARRINGTON (1994) observe une distribution assez proche au sein d'un groupe de garçons du même âge : 6% des garçons du groupe étaient responsables de 42% des délits enregistrés dans le groupe. Le fait paraît général : près de la moitié des crimes et délits menant à une arrestation sont dus à une minorité très active et très réduite. Au sein de cette minorité qui contribue plus que sa part à la criminalité, l'agir délinquant est diversifié, persistant et, quelquefois, grave. À Londres, les jeunes gens qui commettent le plus grand nombre de délits sont aussi incriminés pour des crimes graves. Non pas que leurs crimes le soient tous, mais il se glisse quelques actes assez graves dans le lot des infractions en tout genre dont ils se rendent coupables (FARRINGTON, 1994). » (cité dans CUSSON 1998, p.84)

Pour éclaircir la controverse autour de ce sujet, nous avons examiné la relation entre le multirécidivisme, le renoncement à la délinquance (la « non-délinquance »), et les contacts avec la Brigade des mineurs. À cet égard, les chiffres de la délinquance à l'âge de dix-neuf ans en fonction des contacts préliminaires avec la police au cours de l'enfance ou la jeunesse sont explicites. Comme nous l'avons mentionné plus haut, il s'est avéré que 55.1% des garçons qui ont été appréhendés se sont détournés de la délinquance par la suite (c'est-à-dire au niveau de la délinquance autoreportée, ils tombent dans la catégorie des « non-délinquants » comme jeunes adultes). VAN DINE et COHEN l'ont déjà affirmé : ce serait un exercice coûteux et injuste de les enfermer à long terme sans nécessité. Il semble bel et bien que le travail de la Brigade des mineurs et du Tribunal des mineurs soit bénéfique pour certains adolescents ayant des difficultés. Parfois on assiste même à une rémission spontanée. Par conséquent, la relation inverse du taux de « délinquants distinctifs » enregistrés à la police à l'âge de dix-neuf ans doit elle aussi être étudiée pour traiter le sujet de l'incapacitation. Seule la moitié des « délinquants distinctifs » est connue de la police. Un peu plus d'un quart d'entre eux a été contacté à plusieurs reprises au cours de leur vie. Toutes les infractions autoreportées ne peuvent donc pas être attribuées aux individus enregistrés à la police, ni même une majorité d'entre elles.

Étant donné que nos chiffres expliquent à la fois ceux de WOLFGANG et ceux de ses critiques, on peut tenter une synthèse. Ce qui a rendu difficile la comparaison entre les différentes études, c'est la définition divergente du récidivisme. En effet, alors que WOLFGANG considère comme multirécidivistes les individus ayant eu cinq contacts ou plus avec la police, VAN DINE a basé ses estimations sur une incapacitation fictive de tous les individus ayant eu affaire avec la police, c'est-à-dire délinquants primaires, récidivistes et multirécidivistes. Toutefois la fréquence des interpellations de citoyens suspects par la police peut varier d'un pays et d'une époque à l'autre. Dans notre étude, c'est d'une part le nombre de contacts avec la police, et d'autre part le total des infractions, découvertes ou non, qui ont été pris en compte. Le décalage entre les données de WOLFGANG et celles de VAN DINE et COHEN s'explique dans notre sondage par le fait que tous les multirécidivistes et criminels dangereux (les dits « délinquants distinctifs ») ne sont pas encore connus de la police à la fin de l'adolescence. Or, il serait déplacé de les appeler « délinquants primaires » étant donné le registre des infractions commises et la gravité de ces délits : ce ne sont pas des anges !

Les conséquences pour la politique criminelle impliquent alors un traitement efficace des récidivistes et criminels, une fois condamnés, et parallèlement une amélioration des moyens d'enquête criminelle.

Il convient, à propos de l'incapacitation, de vérifier la relation entre les multirécidivistes et la prévalence de crimes très graves commis (et pas seulement la masse des délits qui sont pour l'essentiel des délits mineurs ou moyennement graves). Les auteurs d'études critiquant l'idée d'une neutralisation globalisante de tous les délinquants (petits poissons et gros durs) ont certainement raison de dire qu'une telle procédure dépasse de loin un budget d'État. Les coûts sont vite calculés. Si l'on voulait enfermer pendant 10 ans tous les 1'720 « délinquants distinctifs », sachant que la journée derrière les murs coûte environ 150 francs par détenu, il

faudrait déboursier exactement 941'700'000.- c'est-à-dire presque un milliard de francs. Cette somme n'inclut pas les frais occasionnés par les délinquants étrangers ou par les femmes ! Or, il y a un très grand nombre de « délinquants distinctifs » qui sont malgré tout relativement inoffensifs, et qui cessent de commettre des infractions une fois qu'ils ont été condamnés à une peine avec sursis. Les statistiques judiciaires (cf. BAUHOFFER & BOLLE 1994) nous informent que même une partie importante de véritables criminels, condamnés à des peines privatives de liberté ou à des mesures pénales de plusieurs années, vont arrêter leurs activités criminelles vers la trentaine. La célèbre étude longitudinale sur les jeunes délinquants de Tübingen en Allemagne a pu établir ce même constat (GÖPPINGER 1983 ; KERNER & JANSSEN 1996 ; STELLY, THOMAS, KERNER & WEITEKAMP 1998). On parle alors de l'*aging out* de la délinquance. D'un point de vue éthique, une politique draconienne d'incapacitation ne serait donc guère justifiée, voire inacceptable, au regard de la peine infligée, par rapport au tort commis. En revanche, une politique d'incapacitation sélective, neutralisant seulement les criminels dangereux ayant déjà commis un crime très grave et ayant également un mauvais pronostic semble tout à fait justifiée et faisable (HAAS & RINDLISBACHER 2001).

La controverse scientifique autour du taux d'infractions commises par les « délinquants distinctifs » ayant été démêlée, et notre étude de cohorte sur le chiffre noir ayant révélé que tous ces individus ne sont pas encore enregistrés à l'âge de jeune adulte, l'importance qu'il y a à disposer de bons outils légaux et un corps de police suffisamment équipé pour l'enquête criminelle devient évidente. Il s'agit notamment d'enregistrer dans des banques de données des caractéristiques individuelles des délinquants connus. Vu le nombre de délinquants très actifs qui passent inaperçus pendant de longues années, on peut se demander s'il ne serait pas judicieux d'augmenter le corps de la police, d'autant plus que dans la plupart des cas, les jeunes mettent fin à leur comportement délinquant une fois qu'ils ont été interpellés.

Il semble donc que la vérité se situe quelque part entre les conclusions de WOLFGANG et celles de ses critiques. Selon nos données il est vrai qu'une grande partie des délits est commise par des « délinquants distinctifs », surtout dans le cas des crimes d'une certaine gravité. Il est donc vraisemblable que la proportion de crimes graves (viols, homicides, hold-up) commis par les multirécidivistes polyvalents soit aussi grande que l'a dit WOLFGANG. Cependant, nos données ne sont pas assez précises pour confirmer ce fait, du moment que nous ne connaissons pas chaque incident particulier, et que nous ne possédons qu'un registre global de divers actes plus ou moins graves. Nous observons toutefois que nos résultats concordent assez bien avec certaines études comparatives (pour plus de détails, se référer à LOEBER, FARRINGTON, & WASCHBUSCH ; cité dans LOEBER & FARRINGTON 1998, SCHMIDT, LAY, IHLE & ESSER 2001).

Les résultats de WOLFGANG, comme les nôtres, indiquent que la délinquance grave est un phénomène causé par d'autres facteurs que la simple occasion. Le multirécidivisme de cette minorité de délinquants persistants ne peut pas être attribuée à de simples concours de circonstances. Les deux chapitres suivants, qui traitent des 341 agresseurs les plus violents et des 30 violeurs (au total 358 individus puisque 13 appartiennent aux deux catégories), tenteront d'apporter des éléments de réponse.

14 Agresseurs violents

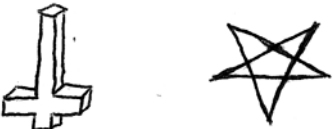
Les analyses statistiques portant sur les jeunes agresseurs violents seront organisées comme pour l'expertise psychiatrique en une boucle chronologique. Nous allons tout d'abord traiter le registre des infractions avouées, puis l'adaptation sociale de ces jeunes hommes à l'âge adulte. Leur anamnèse suivra les lignes tracées dans les chapitres relatifs à l'enfance. Pour terminer, nous examinerons la question d'une psychopathologie propre à ce type de criminels et les questions relatives à l'étiologie de la violence.

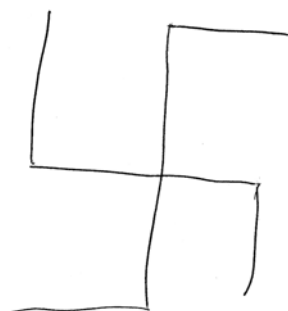
Parmi les délits dangereux pour l'intégrité corporelle et psychique des victimes, ceux qui impliquent une forme de violence physique connaissent une plus grande tolérance sociale que les incendies intentionnels ou les actes d'ordre sexuel. Nous avons d'ailleurs recueilli des commentaires justifiant le recours à la violence physique (autre que sexuelle), l'expliquant, voire l'encourageant. Un des plus explicites à cet égard était le suivant :

Persönliche Bemerkungen

Falls Sie Kommentare, Kritikpunkte oder persönliche Bemerkungen haben,
können Sie dafür den untenstehenden Freiraum benutzen.

Wir danken Ihnen herzlich für Ihre Mitarbeit.


Ausländer RAUS !
Erschiesst den Bundesrat !



« Les étrangers dehors ! Fusillez le Conseil fédéral ! »

(Commentaire N°4, traduit de l'allemand)

Si l'on compare la stigmatisation dont font l'objet les délinquants sexuels avec la tolérance relativement élevée dont jouissent les auteurs de violences physiques, on est amené à s'interroger sur cette acceptation apparente de la violence. Historiquement, l'acceptation de la violence trouve dans les structures féodales une justification fondée sur un droit hiérarchique à discipliner d'autres personnes, notamment les femmes, les enfants, les domestiques et les serfs. Tant la violence que la délinquance sexuelle sont fondamentalement opposées à la

démocratie et aux Droits de l'Homme. Ainsi ces deux formes de délinquance sont des aspects de la domination injustifiée d'une classe jugée supérieure aux autres êtres humains.

Nous allons ici nous intéresser plus en détail aux recrues relevant du dernier niveau de notre échelle de violence (N=341). À titre de rappel, ce niveau regroupe tous les sujets qui ont avoué avoir commis des actes de violence grave au cours de l'année précédant leur école de recrue. Il comprend tous les individus manifestant une intention explicite d'être violents, soit en raison de la fréquence élevée des agressions physiques qu'ils ont commises, soit par une utilisation d'armes qui se solde par des lésions sur les victimes (blessures nécessitant une consultation médicale ou une hospitalisation), soit par des menaces au moyen d'une arme ou dans un but lucratif, soit par l'usage répété (trois fois ou plus) de couteaux, d'armes à feu, d'objets lourds ou de poison. Dans l'échantillon des 341 agresseurs violents, 22 individus (7%) sont également des incendiaires récidivistes (comportement incendiaire manifesté à plus de trois reprises au cours de l'année précédente), 8 abuseurs d'enfants (2%), et 13 violeurs (4%).

À titre d'exemples, tirés de la réalité clinique et illustrant les statistiques, l'auteure a choisi d'évoquer des cas qu'elle a traités en tant que psychothérapeute dans un pénitencier. Dans la vie des détenus en question, tant les expériences vécues que leurs propres comportements ont pris des proportions excédant largement ce à quoi la majorité des citoyens suisses sont habitués. Les tragédies que ces hommes ont vécues et créées eux-mêmes dépassent souvent l'imagination.

Les résultats seront comparés avec les études de FORD et LINNEY (1995) ; ULLRICH (1999) ; MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER (2001), BLAND, NEWMAN, THOMPSON & DYCK (1998). FORD et LINNEY ont mené une enquête sur 92 jeunes délinquants choisis dans différentes institutions pour mineurs. Ils ont constitué quatre groupes de garçons âgés de 9 à 18 ans, qu'ils ont comparés : (1) violeurs (N=14), (2) abuseurs d'enfants (N=21), (3) délinquants violents non sexuels (N=26) et *status offenders* (délinquants non violents et non sexuels) (N=21). Les interviews ont été réalisés à l'aide de différents questionnaires étalonnés.

14.1 Actes de violence physique commis par les agresseurs violents

Parmi les 341 agresseurs les plus violents (en dehors du domaine sexuel), 43.1% ont commis des vols ou des cambriolages en menaçant au moyen d'armes. Selon nos indicateurs, il s'agit dans ces cas de brigandage, de contrainte, d'extorsion (dans le quotidien, on parlerait de hold-up, de racket). Les autres agresseurs ont commis au moins une fois une lésion corporelle, ou à plusieurs reprises une mise en danger de la vie d'autrui, une rixe ou une agression.

Le tableau 14.1 illustre de manière détaillée les types d'agressions physiques commises par les recrues violentes. On s'aperçoit que la quasi-totalité des recrues rapporte, à un moment ou à un autre, des violences verbales. Le fait de gifler ou de donner un coup de pied à quelqu'un est aussi un comportement relativement fréquent. Par contre, on trouve moins de recrues violentes qui rapportent avoir ligoté quelqu'un ou avoir fait consommer de la drogue ou du poison à un tiers.

Tableau 14.1 : Actes de violence des agresseurs violents

<i>Commis au moins une fois dans l'année précédente</i>	<i>Agr. violents N=341</i>	<i>Autres recrues N=20'973</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots</i>	90.6	66.00
<i>Intimider quelqu'un avec des gestes, des mots</i>	88.3	35.05
<i>Menacer quelqu'un avec une arme (+)</i>	59.5	1.26
<i>Donner à quelqu'un des coups, gifles</i>	82.4	15.64
<i>Battre quelqu'un, donner des coups de pied</i>	80.1	7.91
<i>Battre quelqu'un avec un objet ou une arme (+)</i>	59.8	0.26
<i>Donner à quelqu'un des coups de couteau (+)</i>	22.0	0.69
<i>Ligoter, enchaîner quelqu'un</i>	22.3	0.04
<i>Étrangler quelqu'un (attaquer au cou)</i>	34.3	1.26
<i>Faire consommer à quelqu'un une drogue sans qu'il le sache (+)</i>	19.7	0.32
<i>Tirer avec une carabine, lancer des pierres sur quelqu'un</i>	26.4	0.53
<i>Tirer avec une arme à feu sur quelqu'un (+)</i>	28.5	0.05
<i>Il s'est passé quelque chose, mais la recrue ne veut pas en parler</i>	14.7	0.21
<i>Toute violence commise avec objet lourd, un couteau ou une arme à feu (+)</i>	59.5	0.33
<i>Toute violence sans injures ni intimidations verbales</i>	100.0	18.45

N=21'314

sig: p<0.001

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Note : (+) : fait partie des critères de la définition de l'échelle de la violence

Dans ce sous-échantillon de 341 individus, seuls 9 sujets (3%) rapportent des actes de violence à caractère plutôt exceptionnel, c'est-à-dire s'étant produits une à trois fois au cours des douze mois précédant l'école de recrues. Les autres ont apparemment commis de tels actes assez fréquemment, 29% plus de six fois et 51% très régulièrement (plus de 20 fois au cours des douze mois précédant l'école de recrues).

À partir du tableau 14.1, on peut vérifier que les critères choisis pour identifier les sujets les plus violents étaient assez bons. En effet ils font apparaître une forme de violence, le fait de ligoter, qui bien qu'elle n'ait pas été introduite dans la définition, concerne de façon quasi-exclusive les agresseurs violents.

S'agissant des conséquences de cette violence, on observe que 57% des agresseurs violents ont infligé à leurs victimes des blessures nécessitant un traitement médical ou une hospitalisation (contre 2.3% pour les autres recrues).

En résumé, les actes de violence commis par les agresseurs violents ne sont pas des événements isolés, mais constituent véritablement un style de vie.

14.1.1 Autres constats autour de la violence de ces recrues

On constate que les 341 jeunes hommes très violents de notre échantillon doivent être considérés comme délinquants dans divers domaines et possèdent aussi une quantité importante d'armes ; davantage que les recrues appartenant au groupe des violeurs.

Tableau 14.2 : Possession d'armes des individus violents

	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Possède arme en bois (batte de base-ball, nunchaku etc.)	65.1 ***	16.59
Possède couteau (plus grand qu'un couteau de poche)	78.9 ***	35.55
Possède barre de fer, chaîne, poing américain	54.0 ***	5.47
Possède pistolet, revolver	52.8 ***	8.30
Possède fusil, mais pas de pistolet	13.2 ns	13.75
Possède une des armes mentionnées ci-dessus	90.0 ***	48.64

N=21'314, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, -= test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Nous voyons que 65% des agresseurs violents (contre 17% pour le groupe-contrôle) possèdent au moins une arme en bois (batte de base-ball, nunchaku) ; 54% ont au moins une barre de fer, une chaîne ou un poing américain (contre 5% pour le groupe-contrôle). Nous ne savons pas si les autres agresseurs violents (45%) possèdent ou non des armes interdites, car sur l'ensemble des items portant sur la possession d'armes, 20% des recrues ultra-violentes ont évité de répondre. Nous savons que près de la moitié d'entre elles (43% contre 8.1% pour le groupe-contrôle) possèdent au moins trois couteaux et 52.8% au moins un pistolet (contre 8.3% pour le groupe-contrôle). Il est encore plus inquiétant de constater que plus d'un tiers de ces jeunes hommes violents (36%) se promène très régulièrement avec une telle arme sur eux (contre 4.4% dans le groupe-contrôle).

Tableau 14.3 : Violence physique grave des agresseurs violents

Comportements :	Agr. violents N=341	Autres rec. N=20'973
% des colonnes	%	%
Porte régulièrement une arme sur lui (>20x)	35.8	4.38
A déjà menacé intentionnellement qqn avec une arme au cours de sa vie	78.0	9.17
A utilisé une arme (couteau, arme à feu, objet lourd) en agressant quelqu'un au cours de sa vie	82.7	4.42
A blessé quelqu'un par des violences intentionnelles au cours de sa vie	74.8	8.53

N=21'314

sig: p<0.001

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

D'après le tableau 14.3, il apparaît clairement que la violence de ces hommes ne date pas d'hier, mais qu'elle s'est développée depuis longtemps.

Plus des trois-quarts des recrues violentes (76%) ont porté au moins une fois une arme sur eux au cours de l'année ayant précédé l'école de recrues (contre 15.3% pour les autres). Les recrues les plus violentes non seulement se déplacent souvent avec des armes, mais les utilisent aussi. La quasi-totalité des individus violents de notre échantillon a déjà menacé quelqu'un ou utilisé son arme.

Pour beaucoup d'hommes très violents, les armes revêtent un caractère fétichiste. À cet égard, on peut mentionner l'exemple de Billy (allusion à *Billy the kid*), un patient de l'auteure, passionné d'armes de poing, amateur de pistolets et de revolvers. Il avait été abusé sexuellement par son père de façon gravissime. Une arme à feu semblait lui servir de défense contre des atteintes imaginées à l'encontre de sa virilité fragile et il ne sortait plus sans la porter sur lui. Il l'avait d'ailleurs utilisée à plusieurs reprises contre des personnes avec l'intention de les tuer, blessant grièvement ses victimes.

Afin de ne pas alimenter des préjugés, nous tenons à souligner que la signification perverse liée aux armes ne concerne pas les possesseurs d'armes non violents. Ainsi on peut certes avoir des opinions différentes sur le tir ou la chasse, mais on ne peut pas attribuer une pathologie aux adeptes de ces disciplines ou les assimiler à des délinquants. Nous pouvons le constater au niveau statistique, dans la mesure où le taux de possession de fusils (sans possession d'armes de poing) est le même pour les recrues violentes que pour celles qui ne le sont pas. Cela signifie que toutes les personnes détenant une arme ne présentent pas pour autant une pathologie. Cette problématique concerne donc plutôt un petit sous-groupe de propriétaires d'armes délinquants. Ce sont ces derniers qui nous intéressent ici.

14.1.2 Victimes des violences commises par les recrues violentes

Il s'agit maintenant d'examiner l'identité des personnes agressées par les recrues qui ont avoué des violences lourdes sur l'une de leurs victimes. Les victimes des autres recrues ne seront prises en compte que dans la mesure où ces dernières ont avoué des agressions physiques.

Comme la violence suscite moins de honte que les agressions sexuelles, les recrues n'ont guère hésité à dévoiler l'identité de leurs victimes. On observe que les agresseurs violents s'attaquent à un éventail assez large de personnes et commettent des actes de violence concernant au moins deux catégories de victimes différentes. Presque toutes les recrues très violentes qui ont répondu à la question de l'identité de la victime, ont agressé au moins une fois une personne inconnue de sexe masculin.

La prédominance de victimes masculines ne signifie pas que les femmes aient été épargnées. Notons que les agresseurs les plus violents, par rapport aux autres jeunes hommes qui ont commis des violences physiques, s'attaquent beaucoup plus souvent à des victimes physiquement plus faibles qu'eux-mêmes, c'est-à-dire à des femmes (18% contre 3.8%) et à des enfants (17% contre 4.5%). Environ un tiers des agresseurs violents se sont attaqués à des victimes incapables de se défendre, contre 8.2% pour les autres recrues ! Parmi les recrues ayant commis des violences moins graves, 2.0% citent leur partenaire ou ex-partenaire parmi leurs victimes, alors que 10% des 341 agresseurs violents rapportent des violences au sein du couple.

Tableau 14.4 : Victimes des actes de violence physique commis par les agresseurs violents

Plusieurs victimes possibles	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Partenaire	7.6	1.47
Ex-partenaire	5.9	0.88
Frère	7.9	3.08
Sœur	3.8	1.74
Père ou éducateur	6.2	1.02
Mère ou éducatrice	4.7	1.04
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	8.5	0.56
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	2.6	0.16
Une autre personne connue, de sexe masculin (p.ex. voisin)	18.5	2.98
Une autre personne connue, de sexe féminin (p.ex. voisine)	4.1	0.53
Copain(s), ami(s)	17.3	5.97
Copine(s), amie(s)	7.0	1.54
Personne inconnue de sexe masculin	68.9	9.44
Personne inconnue de sexe féminin	2.1	0.06
Le fils, la fille	2.9	0.37
Un autre enfant	14.1	4.17
N'ont pas indiqué qui étaient les victimes	4.7	2.21

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Un tableau croisé peut se lire de deux manières : de façon horizontale et verticale. En comparant, sur une même ligne, l'apparition de tel type de victimes chez les recrues très violentes et chez les recrues moins violentes, on constate que les frères, les sœurs, les copains et les copines des agresseurs violents sont plus souvent victimes de ces derniers que ce n'est le cas chez les autres recrues. D'autre part, on trouve, à l'intérieur de chaque colonne, la proportion entre les divers types de victimes. On s'aperçoit alors qu'une plus grande proportion d'altercations physiques chez les recrues moins violentes se déroule au sein de la fratrie ou parmi des copains (ou copines), alors que les recrues très violentes agressent un large éventail de personnes inconnues.

La victimisation des figures d'autorité par de jeunes agresseurs fait actuellement l'objet d'un débat. Parmi les recrues ultra-violentes, 14% se sont attaqués entre autres à leurs parents, enseignants ou éducateurs, ce qui n'est le cas que pour 1.8% des autres recrues. En anglais, un terme spécifique a même été créé pour désigner ce phénomène : *authority battering* (qui se réfère au *wife battering* et au *child battering*). Les figures d'autorité considérées ici sont le

personnel des institutions psychosociales, ainsi que les membres du clergé et les parents. Même si les éléments perturbateurs violents à l'école ne constituent qu'un petit sous-groupe d'adolescents, l'effet d'intimidation qu'ils exercent sur les autres enfants et le corps enseignant est démoralisant.

14.1.3 Opinions des agresseurs violents à propos de la violence

Nous avons confronté toutes nos recrues à une liste d'opinions concernant la délinquance, la violence et les attitudes plus au moins sexistes, en leur demandant de se situer par rapport à celles-ci.

L'attitude générale nous renseigne quelque peu sur les mobiles à la base de la violence de ces individus. S'agissant des motifs de recours à la violence (autres que ceux de nature défensive qui accompagnent la violence dans des contextes particuliers), trois mobiles principaux ont été dégagés, notamment pour les agresseurs masculins (OLWEUS 1999, p.45). Ce sont : (1) le besoin de contrôle et de pouvoir, le plaisir de dominer autrui, (2) des sentiments d'hostilité généralisée qui sont développés sur le terrain propice d'un environnement familial très problématique, (3) la composante instrumentale de la violence : menaces et agressions représentant le moyen de se procurer des biens matériels ou des services. La première et la dernière motivation montrent que dans de nombreux milieux un gain de prestige est attribué aux individus violents, c'est-à-dire que la voie de la violence est – malheureusement – bien souvent empruntée avec succès et donne des résultats rapides.

S'agissant des délinquants « pratiquants », les experts n'ont pas encore réussi à déterminer l'attitude la moins grave : la reconnaissance du tort ou son déni. Si un criminel considère ce qu'il a fait comme étant normal, cela relève d'un manque de conscience morale et de respect vis-à-vis des droits d'autrui. Plusieurs théories en criminologie, par exemple, la théorie du contrôle social de HIRSCHI (1969), la psychanalyse, le concept de la psychopathie selon CLECKLEY et HARE (in : CLECKLEY 1988) ont mis au centre des différentes causes de la délinquance des lacunes au niveau du *surmoi*. Celles-ci constituent un symptôme essentiel, causé par un manque de liens affectifs. Les études basées sur le concept de la psychopathie de CLECKLEY constatent que le pronostic pour ce genre de cas est peu favorable. En revanche, si le délinquant considère les activités illégales – en général ou uniquement celles des autres – comme inacceptables, mais qu'il n'estime pas pour autant devoir lui-même respecter la loi, il y a là aussi un déni, symptôme qui n'est guère favorable pour l'évolution de la santé mentale.

Enfin, celui qui a commis des violences graves, alors qu'il reconnaît la nécessité des lois et se rend compte des erreurs qu'il a commises, sans pour autant être capable de maîtriser ses pulsions, risque d'être également confronté à des difficultés importantes, comme le souligne une recrue dans son commentaire :

« Je n'ai pas très bien compris où vous voulez en venir avec votre enquête en ce qui me concerne. J'ai en effet beaucoup plus de problèmes que ce qui apparaît dans votre questionnaire comme celui-ci et n'importe quelle situation contraignante peut me faire exploser sans que je puisse contrôler mes émotions. Mais au calme et dans une situation stable, j'ai répondu au mieux sans garantie de ma part ».

(Commentaire N°142, orthographe originale)

Les trois conditions mentionnées ci-dessus – lacunes au niveau du *surmoi* et des liens affectifs, déni de l'impact de ses actes et impulsivité – ne sont pas aussi faciles à traiter, dans le sens d'une amélioration par une thérapie, qu'on le souhaiterait. Les rationalisations du passage à l'acte restent toujours quelque part irréflechies, car elles ne tiennent pas compte du

fait que la délinquance finit par être dommageable également pour son auteur. Un criminel endurci détruit par son agressivité non seulement la vie de ses victimes, mais aussi la sienne.

Ces dernières années, la psychologie cognitive a déployé beaucoup d'efforts afin de dévoiler, dans une visée thérapeutique, les mythes et les illusions qui sous-tendent le passage à l'acte des délinquants. Le raisonnement des délinquants « graves », qui consiste à légitimer leur comportement par toutes sortes d'excuses, est généralement attribué par la psychologie à des mécanismes pathologiques. Il s'agit là plus spécifiquement de la projection de ses propres fautes sur autrui, en attribuant par exemple au passage à l'acte personnel la fonction de réponse à une « provocation » d'autrui. Certains agresseurs prétendent que c'est l'alcool qui a déclenché les violences (« je n'étais pas moi-même »), d'autres nient la gravité de l'atteinte pour la victime (« ce n'est pas si grave », « un peu de violence ne fait pas de mal ») et se cachent derrière une sorte de banalisation de leurs actes. D'autres encore sont tellement égocentriques qu'ils pensent avoir le droit de faire n'importe quoi. Tous ces individus n'ont pas appris à se mettre à la place d'autrui. Comme aux jeunes enfants, il leur manque l'empathie pour les victimes, ainsi qu'une capacité de décentration. Les recherches des psychologues du développement, par exemple celles de JEAN PIAGET (1937) ou de MELANIE KLEIN (1932), ont permis d'établir que cette façon de penser constitue un arrêt du développement à un niveau émotionnel inférieur à celui de l'âge biologique.

Tableau 14.5 : Opinions des agresseurs violents face à la violence et au racisme

	Sont tout à fait d'accords ou assez d'accords		N'ont pas voulu répondre, ne le savent pas	
	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Ce que j'estime le droit d'avoir, je peux me le procurer, quitte à utiliser un peu de violence</i>	43.4	6.37	15.5	7.23
<i>Celui qui me provoque est seul responsable de ce qui lui arrive</i>	77.4	40.98	14.1	7.11
<i>Les Européens (les Blancs) sont presque sous tous les aspects supérieurs aux autres races</i>	23.5	10.75	17.9	9.73

N=21'314,

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Parmi les recrues violentes, selon la définition que nous avons utilisée, presque la moitié accepte l'idée que l'utilisation de la violence puisse se justifier comme moyen pour se procurer un bien. En général, seule une minorité des recrues se sentent responsables des conséquences liées à une provocation : sur ce point, la différence entre agresseurs violents et autres recrues est n'est pas grande. On peut alors se demander où commence la provocation : les hommes non violents pensent peut-être plutôt à une agression physique, tandis que pour les individus violents, un simple regard peut suffire. Parmi les hommes violents, la proportion de racistes est deux fois plus importante que parmi les non violents. Nos données ne nous permettent cependant pas d'établir le sens de la causalité – l'attitude raciste préexiste-t-elle au délit violent ou en est-elle une conséquence ? En revanche on peut admettre d'un point de vue psychologique que le racisme puisse constituer une fonction de défense primitive, dénommée

projection. D'après cette interprétation, les deux phénomènes se renforcent l'un l'autre ; ils ont peut-être des racines communes dans un trouble psychique.

Chez certains individus, la justification du recours à la violence peut aller très loin et revêtir des formes étranges. Roy, un patient de l'auteure, meurtrier et violeur (cf. chapitre 15. « Voleurs »), avait une philosophie très particulière de la vie : il se disait religieux et croyait en la Bible. Il y trouvait des passages qui lui semblaient « véridiques », notamment « *À moi la vengeance* » (Deutéronome 32,35 = Romains 12,19, NT), « *Et les habitants des maisons d'argile, alors, ceux qui se fondent sur la poussière ! On les écrase comme une teigne* » (Job 4,19, AT). Ce criminel avait été la terreur de toute une région, menaçant et agressant tous ceux qui osaient s'opposer à lui. Il se déplaçait toujours armé, par exemple avec un rasoir, un chien de combat ou encore muni d'un pistolet. Lorsque la thérapeute lui a demandé s'il pensait que le pasteur croyait en la Bible de la même façon que lui, et si la vie que le pasteur menait était conforme aux passages mentionnés, Roy a fini – en souriant – par reconnaître que tel n'était probablement pas le cas. Dans la discussion thérapeutique, nous avons réussi à mettre en relief les inconsistances de ses attitudes. Cependant, il ne faut pas oublier que la thérapie d'un tel patient est une entreprise de plusieurs années. L'exemple choisi ici montre à quel point toute philosophie peut être détournée ou vidée de sa substance. On peut même dire qu'il serait difficile de séparer de façon claire et pertinente les idéologies « dangereuses » des philosophies qui seraient intrinsèquement pacifiques et démocratiques. Pour cette raison, toute restriction de la liberté d'expression constitutionnelle, pour autant qu'elle semble justifiée à une époque donnée vis-à-vis de certains groupements extrémistes, est de nature à mettre en danger la démocratie.

14.2 Délinquance générale des agresseurs violents

14.2.1 Opinions des agresseurs violents à propos de la loi

La majorité des agresseurs violents expriment sans hésiter une attitude de mépris vis-à-vis de la loi.

Tableau 14.6 : Attitudes des agresseurs violents vis-à-vis de la loi

	Sont tout à fait d'accord ou assez d'accord		N'ont pas voulu répondre, disent ne pas savoir	
	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Il n'y a pas de mal à contourner la loi si l'on ne se fait pas prendre (il n'est pas tenu compte ici des lois en matière de circulation routière)</i>	62.5	21.36	13.2	7.70
<i>Je n'ai pas à recevoir d'ordres; dans ma vie, c'est moi qui décide de ce qu'est la loi</i>	57.2	25.17	14.1	7.43

N=21'314

sig: p<0.001

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Face aux opinions qui concernent la justification de la délinquance, 213 recrues violentes sont d'accord avec l'idée de transgresser les lois. En outre, 195 recrues estiment qu'elles n'ont d'ordres à recevoir de personne. Une minorité de nos recrues violentes (24 à 29%), se distance

un peu de ces affirmations. Encore une fois, on ne sait pas ce qui est le pire : l'acceptation pure et simple de la violence ou le déni du tort causé.

Nous avons relevé une large approbation des opinions justifiant la délinquance. Il nous faut à présent vérifier si ces opinions se traduisent par des passages à l'acte.

14.2.2 Délits des agresseurs violents

Mis à part des attitudes particulières, nous constatons un grand répertoire d'infractions commises par les délinquants violents.

Tableau 14.7 : Délinquance des agresseurs violents

Commis au moins une fois dans l'année précédente	Ag. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Délit routier	58.9	42.86
Consommation de cannabis	75.4	44.43
Consommation de drogues synthétiques	44.0	9.12
Consommation de drogues hallucinogènes	44.6	10.27
Consommation de drogues dures	34.0	4.44
Toute consommation de drogues illégales et infractions routières	89.2	65.63
Voler pour plus de 100.- (+)	46.3	3.48
Fraude de plus de 100.-	22.3	3.87
Vandalisme pour plus de 100.-	57.2	10.17
Cambrionage (+)	27.3	0.99
Déclenchement d'un incendie	10.6	0.50
Vente de drogues douces	53.7	12.51
Vente de drogues dures	23.8	1.15
Infraction quelconque sans consommation de drogues illégales et sans infractions routières	79.8	22.58

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Note : (+) : fait partie des critères de la définition de l'échelle de la violence

Certains comportements de la circulation routière donnent eux aussi un sentiment de puissance. Les agresseurs violents sont souvent ivres au volant, ou adoptent une attitude de chauffard. Ainsi 19% des jeunes violents ont déjà eu un retrait de permis de conduire, tandis que le taux de prévalence s'élève à 20% dans l'échantillon des violeurs et de 5% dans le groupe-contrôle. Alors que dans le groupe des violeurs nous avons 27% des sujets qui affirment avoir mis le feu intentionnellement, nous n'en retrouvons ici que 11%. Dans l'échantillon de FORD et LINNEY (1995), seuls 4% des agresseurs violents avouent un tel acte, tandis que le taux d'incendiaires parmi les délinquants sexuels se situe entre 14 et 19%. Au

niveau des délits, nous avons un tiers des jeunes gens violents qui rapportent avoir commis un cambriolage. La moitié des sujets violents se livre au trafic de drogues douces (54%) et 24% à celui de drogues dures. Par ailleurs, nous constatons que les recrues qui commettent de graves délits contre les personnes ont aussi une tendance à être auteurs de délits contre le patrimoine. En effet, 58% des recrues violentes rapportent également des actes de vandalisme. Il apparaît donc que dans cet échantillon d'individus ultra-violents, on trouve de nombreux jeunes hommes qui sont délinquants dans des domaines très divers. Comme nous allons le voir, ce constat vaut aussi pour la délinquance sexuelle.

14.3 Passages à l'acte, transgressions et infractions d'ordre sexuel des recrues violentes

On peut relever que 41% des recrues violentes rapportent des agressions sexuelles diverses et plus ou moins graves. Ainsi, 22% des recrues violentes commettent des harcèlements et des attouchements (contre 8.5% des autres recrues). Pour les actes d'une gravité plus importante, 15% des recrues violentes avouent un ou plusieurs coïts contre la volonté de la victime (contre 2.8% des sujets du groupe-contrôle). Enfin, 8% des recrues violentes font aussi partie du groupe des criminels sexuels pour avoir commis une contrainte sexuelle, un viol ou des attouchements sur des enfants (contre 0.3% des autres recrues).

Tableau 14.8 : Transgressions et infractions d'ordre sexuel des agresseurs violents sur une échelle progressive

Commis au moins une fois dans l'année précédente	Ag. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
1. Importuner quelqu'un (exhibitionnisme, geste offensant, forcer à regarder des vidéos porno, toucher, pincer quelqu'un) (sans autres transgressions)	15.5	7.00
2. Toucher les parties génitales de quelqu'un contre sa volonté (y inclus les actes de la cat. 1)	3.5	0.72
3. Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux (y inclus les actes de la cat. 1-2)	3.2	0.55
4. Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux avec la bouche (y inclus les actes de la cat. 1-3)	2.9	0.27
5. Pénétrer quelqu'un contre sa volonté (y inclus les actes de la cat. 1-4)	15.0	2.85
Quelque chose s'est passé dont la recrue ne peut pas parler	4.4	0.19
Contrainte sexuelle ou viol	7.9	0.24
Attouchements sur des enfants	2.4	0.10
Acte de transgression d'ordre sexuel quelconque	41.3	11.52

N=21'314

sig: $p < 0.001$

Grâce aux données du tableau 14.8, on se fait une idée plus claire de la zone grise que constitue le coït sans consentement de la partenaire, mais sans recours direct à la violence ou à

des menaces. Les auteurs de ces actes sont, pour environ 10% d'entre eux, des individus en général très violents. Ils abusent de la vulnérabilité de leurs victimes, s'imposent de façon peu respectueuse à leur partenaire, ou profitent d'une situation particulière. Il arrive aussi qu'une femme n'ose pas s'opposer à la volonté d'un homme qui ne menace pas ouvertement, du simple fait qu'elle connaît sa réputation agressive et craint donc d'être maltraitée. En fait le tableau 14.8 montre qu'une bonne partie des agresseurs commettent aussi des infractions d'ordre sexuel, sans toutefois aller nécessairement jusqu'à la contrainte sexuelle. Encore une fois, la limite entre les agresseurs sexuels et les agresseurs violents est relativement floue.

14.3.1 Victimes des transgressions ou des infractions d'ordre sexuel commises par les agresseurs violents

Tableau 14.9 : Victimes des transgressions ou des infractions d'ordre sexuel commises par les agresseurs violents

Plusieurs victimes possibles	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Partenaire	11.1	3.02
Ex-partenaire	7.9	1.24
Frère	1.5	0.12
Sœur	2.1	0.19
Père ou éducateur	0.9	0.07
Mère ou éducatrice	0.9	0.11
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	1.8	0.05
Une personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	2.4	0.14
Une autre personne connue, de sexe masculin (p.ex. voisin)	1.8	0.08
Une autre personne connue, de sexe féminin (p.ex. voisine)	7.0	1.21
Copain(s), ami(s)	2.9	0.58
Copine(s), amie(s)	12.6	4.04
Personne inconnue de sexe masculin	3.5	0.19
Personne inconnue de sexe féminin	17.3	3.29
Le fils, la fille	1.2	0.02
Un autre enfant	1.2	0.09
N'ont pas indiqué qui étaient les victimes	6.2	1.94

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

La liste des victimes renvoie ici à toutes les infractions d'ordre sexuel qui ne sont pas triviales, c'est-à-dire qui ne correspondent pas au simple fait de donner un baiser ou de prendre quelqu'un dans ses bras contre sa volonté. Seuls 3.7% des autres recrues se sont livrées à des harcèlements ou à des délits sexuels sur leur partenaire ou leur ex-partenaire, tandis que 15% des recrues très violentes l'ont fait. Les agressions d'ordre sexuel perpétrées sur des victimes de sexe masculin sont également plus fréquentes chez les hommes violents, avec un taux de prévalence de 8% contre 0.8% chez les autres hommes. La différence la plus remarquable concerne les harcèlements et les attouchements commis sur des victimes inconnues de l'agresseur, puisque seuls 3.4% des recrues non violentes ont commis de tels actes, contre 20% des recrues violentes. On arrive donc à la conclusion que les outrages commis par les hommes violents constitueraient bel et bien de véritables agressions sexuelles plutôt que de simples malentendus entre jeunes gens.

14.3.2 Agresseurs violents et opinions sexistes

À la lumière des précédents résultats, il est peu surprenant que les attitudes sexistes soient assez répandues chez les recrues les plus violentes, même si elles le sont légèrement moins que dans le groupe des violeurs (cf. tableau 15.3 dans le chapitre 15. « Violeurs »).

Tableau 14.10 : Opinions des agresseurs violents par rapport aux relations avec femmes et enfants

	Sont tout à fait d'accords ou assez d'accords		N'ont pas voulu répondre, ne le savent pas	
	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Les femmes, au fond d'elles-mêmes, aiment bien que l'on utilise un peu la force pour les amener au lit.</i>	22.3	6.93	16.1	9.97
<i>Quand une femme flirte avec quelqu'un, c'est qu'elle désire être satisfaite sexuellement, même si elle refuse les avances</i>	35.2	16.15	19.9	14.44
<i>Un homme qui, toute la journée, travaille pour nourrir sa famille a le droit d'avoir de la satisfaction sexuelle quand il rentre à la maison.</i>	36.1	16.23	17.3	11.27
<i>Une prostituée doit compter sur le fait qu'il puisse lui arriver quelque chose; elle en est seule responsable</i>	50.4	36.38	15.5	9.53
<i>Une relation sexuelle entre un enfant et un adulte n'est pas nécessairement mauvaise pour l'enfant</i>	11.1	4.25	16.7	8.16

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

En revanche, 76% des recrues très violentes sont en total désaccord avec l'affirmation justifiant une attitude pédophile, même s'il subsiste un petit groupe de 24 recrues qui adoptent plus ou moins ce point de vue, alors que dans le groupe des violeurs, seul un tiers des individus était totalement opposé à cette affirmation. Les opinions vis-à-vis des femmes et des enfants correspondent aux actes commis à leur détriment. Nous trouvons encore une fois environ 20 à 50% des recrues violentes qui ne se soucient que très peu des droits d'autrui en matière de sexualité.

14.3.3 Agresseurs violents et consommation de vidéos interdites

D'après une enquête de LAMNECK (1995, pp.230-256), la consommation de films d'horreur, de guerre ou de pornographie, est principalement corrélée à la commission d'actes violents.

Tableau 14.11 : Consommation de vidéos pornographiques et violentes dures par les agresseurs violents

Fréquences sur toute la vie	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Pornographie dure</i>	25.5	18.2	10.3	13.8	19.7	12.6	100.0
<i>Vidéos brutales ou cruelles</i>	24.6	18.2	12.0	12.3	15.0	17.9	100.0
<i>Reality vidéos</i>	30.8	22.0	10.6	8.2	11.4	17.0	100.0
<i>Vidéo quelconque</i>	15.8	9.1	19.9	22.3	27.6	5.3	100.0

N=341

cf. tableau 8.2, sig $p < 0.001$

Dans une étude comparative d'un échantillon composé de 35 jeunes violeurs et pédophiles et de 26 délinquants violents, FORD et LINNEY (1995), analysent le rapport à la pornographie de ces groupes spécifiques. Les proportions trouvées sont quasiment les mêmes que celles que nous obtenons concernant la différence entre le groupe des agresseurs violents et celui des violeurs. Dans leur échantillon, 29% des délinquants violents (contre 42% des délinquants sexuels) lisent des magazines pornographiques *hard core*. Dans notre sondage, 28% des recrues violentes regardent régulièrement ce type de magazines, alors que ce n'est le cas que pour la moitié des recrues appartenant au groupe des violeurs. Dans ce même contexte, l'étude de FORD et LINNEY a montré que la grande majorité des jeunes délinquants a reçu sa première information sur la sexualité par des amis ou les médias, mais très rarement par leurs parents.

14.3.4 Comportements sexuels à risque chez les agresseurs violents

D'après les statistiques du tableau 14.12, on constate que la majorité des agresseurs violents sont aussi négligents avec leur propre santé physique et mentale qu'avec celle d'autrui.

Tableau 14.12 : Fréquences des comportements sexuels à risque des agresseurs violents

Fréquences durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
Avoir payé pour des relations sexuelles	56.0	12.3	7.0	3.5	9.1	12.0	100.0
Avoir consenti à des relations sexuelles pour de l'argent	74.2	3.2	2.9	1.5	4.7	13.5	100.0
Avoir eu des relations sexuelles sans préservatif avec une personne inconnue	52.2	14.4	10.0	4.1	7.0	12.3	100.0
Comportement sexuel risqué quelconque	38.4	15.3	16.7	8.2	11.7	9.7	100.0

N=341

cf. tableau 8.3 sig $p < 0.001$

La fréquence de ces comportements montre un manque de sensibilité physique et psychique en général, un besoin de se soumettre aux sensations fortes (*thrills*) avec des stimuli souvent, à la limite, traumatisant pour les deux participants. La recherche irresponsable de risques est d'ailleurs l'un des critères utilisés pour établir les diagnostics de pathologies dans les diverses classifications psychiatriques, à savoir ceux de la *personnalité antisociale* du DSM-IV, de la *personnalité dyssociale* du CIM-10 et de la *psychopathie* selon HARE et CLECKLEY. Il existe de nombreuses hypothèses scientifiques relatives à l'origine de cette perturbation. En premier lieu, il faut remarquer que l'ennui, le besoin d'excitations fortes, l'insensibilité physique et psychique de l'agresseur violent par rapport à sa propre personne et aux autres sont connus depuis longtemps en psychiatrie (cf. KNECHT 1997, RAINE 1993). On suppose qu'il existe un fondement d'ordre neurologique derrière ces symptômes. En examinant la question sous l'angle d'une perturbation de la perception, on arrive mieux à comprendre ce manque évident de compassion et d'empathie qu'ont les criminels dangereux à l'égard de leurs victimes. En second lieu, l'installation de mécanismes de renforcement chez les individus à risque a déjà pu être observée. Par exemple, un garçon avec un léger dommage cérébral peut, par son hyperactivité, subir des accidents touchant la tête et aggravant dès lors sa condition neurologique.

Ce genre de cercle vicieux existe également sur un plan psychologique. Ainsi les enfants aux comportements très perturbateurs, recevant beaucoup de feedbacks négatifs mais rarement des signes d'affection et d'amour, sont de plus en plus indifférents aux punitions, et ceci relativement tôt dans leur vie. Ils finissent par préférer l'attention négative à la négligence totale de leur personne. Comme l'a écrit DE BECKER (1998), chez certains délinquants qui se font punir continuellement, ou qui se trouvent au centre de catastrophes qu'ils provoquent par leurs comportements risqués, leur expérience de vie a tellement été marquée par l'absence de marques d'affection et d'estime qu'ils vivent selon le précepte : « *better to be wanted by the police than not to be wanted at all* ».

Il nous faut ajouter un mot sur ce genre d'interprétation qui pourrait paraître cynique à ceux qui n'ont jamais rencontré de telles personnes : il ne s'agit pas ici d'étiqueter les délinquants avec des images négatives. Cette triste approche correspond en fait à la perception que ces délinquants ont d'eux-mêmes et qui se dégage de leurs récits en cours de thérapie. Le

fait de nous y référer nous permet d'expliquer pourquoi ils ont commis et continuent à commettre des délits qui sont sinon difficiles, voire impossibles à comprendre.

14.4 Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée des agresseurs violents

L'activité criminelle en général a été opérationnalisée par le biais de différentes sommes d'infractions avouées dans le questionnaire. En excluant les violations des règles de la circulation routière parce qu'elles représentent une bonne partie des infractions commises par le commun des mortels, les différences entre les recrues criminelles et les recrues non violentes augmentent.

Tableau 14.13 : Comparaison du total des infractions commises par les agresseurs violents et les autres recrues (excepté consommation de drogues illégales)

<i>Incidents durant les 12 mois précédant l'école de recrues</i>	<i>Agresseurs violents N=341</i>		<i>Autres recrues N=20'973</i>	
	<i>Moyenne</i>	<i>Ecart type</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Ecart type</i>
<i>Délits contre le patrimoine, vandalisme & incendies, deal sans infractions routières</i>	20.1	27.9	1.4	5.7
<i>Actes de violence contre des personnes</i>	32.2	37.6	0.7	3.0
<i>Actes contre les mœurs, transgressions d'ordre sexuel</i>	10.3	25.7	1.9	11.1
<i>Infractions routières</i>	4.9	7.5	2.3	5.3
<i>Total des infractions</i>	67.5	64.9	6.3	14.9
<i>Nombre de victimes de violences</i>	1.8	1.8	0.4	0.9
<i>Nombre de victimes de transgressions d'ordre sexuel</i>	0.8	1.4	0.1	0.5
<i>Total des victimes</i>	2.6	2.7	0.5	1.1

N=21'314 (Note : les variables ne sont pas réparties sur une gaussienne, ainsi, l'écart type peut excéder la moyenne)

Les recrues violentes ont commis en moyenne 68 actes contraires à la loi, alors que les autres recrues n'en ont commis qu'environ 6 par personne. La différence est certes impressionnante. Les actes de violence ne représentent que la moitié de ces infractions, l'autre moitié étant constituée majoritairement d'infractions à but lucratif, de vandalisme et de harcèlement sexuel.

14.5 Agresseurs violents et poursuite pénale

Est-il possible que la délinquance diversifiée des agresseurs violents n'ait laissé aucune trace dans les dossiers des autorités ? En fait, selon les propres dires de ces délinquants, il leur est bel et bien arrivé, au cours de leur vie, d'être appréhendés (avec quelques exceptions).

Tableau 14.14 : Poursuites judiciaires des agresseurs violents

	Aucun contact	Police	Juge	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%
Agresseurs violents (N=341) :					
Pour un délit sexuel au cours de l'année précédente	38.7	0.6	1.8	58.9	100.0
Pour un acte de violence au cours de l'année précédente	62.2	10.3	12.7	14.8	100.0
Pour une autre infraction au cours de l'année précédente	60.1	10.0	15.0	15.0	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de l'année précédente	54.3	16.0	22.4	7.4	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de la vie	28.7	23.5	43.7	4.1	100.0
Autres recrues (N=20'973) :					
Pour un délit sexuel au cours de l'année précédente	13.19	0.05	0.05	86.70	100.0
Pour un acte de violence au cours de l'année précédente	51.63	0.52	0.20	47.65	100.0
Pour une autre infraction au cours de l'année précédente	48.45	8.75	2.75	40.05	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de l'année précédente	61.57	9.11	2.87	26.45	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de la vie	63.30	18.15	7.35	11.20	100.0

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

(Note : les infractions parvenues jusqu'au juge ne sont pas comptées dans la colonne « police ». Pour obtenir le total des affaires signalées à la police, il faut donc additionner les sommes des colonnes « police » et « juge »)

Or, presque la moitié des agresseurs violents ont déjà fait l'objet d'une accusation devant un juge et un autre quart ont été interpellés par la police. Quant aux actes de violence commis dans l'année précédant l'école de recrues, dans 21% des cas, personne n'a été mis au courant. Dans 10% des cas, les recrues ont été interpellées par la police et 13% des affaires sont même parvenues devant le juge, ce qui semble dénoter un taux de dénonciation plus élevé que pour les agressions sexuelles.

Comme *ultima ratio*, le parcours institutionnel finit par un placement dans un foyer. Ce peut être le cas quand la famille d'un enfant s'avère incapable d'assumer sa responsabilité éducative ; ou bien une telle mesure est envisagée dans les affaires de crimes assez graves commis par un mineur. Un placement peut suivre un jugement pénal ou peut être ordonné par

le tuteur général. Pendant leur adolescence, 5% des individus violents ont été placés dans une institution contre 1% des autres garçons.

Il semblerait donc que les agresseurs violents commettent de nombreux délits dans des domaines très variés et que cette délinquance soit souvent connue des autorités. Ainsi, seuls 28 à 31% d'entre eux n'ont jamais eu affaire à la police ou au juge pour un délit quelconque dans leur vie, alors que pour les hommes n'ayant pas commis de délits violents, ce taux s'élève à 61 à 88%. De ce fait, on a 44% des agresseurs violents qui se sont déjà retrouvés devant un juge et 24% qui sont passés devant la police. Ce taux est identique à celui des violeurs. Cependant les individus violents ont été dénoncés moins souvent pour des infractions contre les mœurs. Or, ces différences observées entre agresseurs violents et violeurs (cf. tableau 15.14) ne sont pas significatives en raison des faibles fréquences. Si les atteintes à l'intégrité sexuelle sont souvent passées sous silence pour des raisons de honte chez les victimes, les actes de violence qui se commettent souvent à plusieurs, font l'objet d'une protection liée au groupe. L'identification de l'agresseur devient souvent difficile dans ce contexte. L'étude de FORD et LINNEY précédemment mentionnée, fait apparaître un taux de conduite délinquante légèrement plus élevé chez les violeurs, puisque 64% d'entre eux ont déjà eu au moins 3 antécédents en matière de délinquance générale, contre 42% dans l'échantillon des délinquants violents.

14.5.1 Discussion des passages à l'acte chez les agresseurs violents

La délinquance des jeunes hommes violents présente un large éventail d'actes. Le nombre minimal d'infractions avouées dans le questionnaire représente environ dix fois celui des autres recrues. En ce qui concerne les mobiles de ces comportements, on trouve autant de besoins émotionnels et narcissiques que des buts lucratifs ou une recherche d'aventure. On s'aperçoit que ces comportements ne sont pas inédits puisque environ la moitié des individus de ce groupe ont déjà été convoqués au tribunal au cours de leur vie.

La particularité de ce groupe réside dans le fait que ces jeunes ont une majorité d'amis qui présentent eux-mêmes des problèmes de délinquance. Ils se mettent dès lors dans des situations où ils recherchent l'affrontement en groupe, notamment, comme nous l'avons vu, par le port fréquent d'armes blanches et d'armes à feu. Ils se distinguent aussi par un nombre impressionnant d'activités de loisirs, qui sont souvent autant d'occasions propices aux affrontements. À cet égard, nous retrouvons le résultat des statistiques officielles sur les délits violents. Une grande partie des actes de violence se dirige contre des personnes connues, inconnues, du même sexe et souvent aussi du même âge. De plus, on présume que ces agresseurs participent à des bagarres, car ils sont aussi les plus victimisés. On peut donc imaginer que si les personnes violentes ont un peu moins souvent des problèmes avec la justice que les violeurs, c'est qu'ils bénéficient justement de la protection du groupe avec lequel ils commettent leurs délits.

Une passion fétichiste pour les armes est potentiellement très dangereuse au sein d'une population de jeunes hommes qui – comme on le verra dans le paragraphe sur la psychopathologie des individus violents – avouent souvent perdre le contrôle d'eux-mêmes sous l'effet de diverses substances. C'est pour cette raison qu'il nous semble important que le contrôle de la possession des armes au niveau légal puisse encore s'intensifier, notamment pour cette population qui présente un risque particulier de pulsions agressives avec perte de maîtrise de soi. Nous avons relevé dans le chapitre 11 sur la violence qu'une grande partie des jeunes portant une arme le font non seulement pour assurer leur autodéfense, mais bien plus dans l'attente d'une occasion de répondre violemment à une provocation, ou dans le but, avoué ou non, d'attaquer quelqu'un. Nous avons donc bien affaire à des jeunes qui recherchent une forme de confrontation. Il serait dès lors nécessaire de rendre attentives les

personnes sous l'autorité desquelles ils se trouvent de la dangerosité que représente cette attitude, et de l'urgence d'y remédier.

Outre le port d'armes, diverses attitudes déviantes se manifestent dans cette population de jeunes violents : délinquance, infractions routières et actes de vandalisme. Ces deux formes de délinquance sont plus spécifiques dans la population des jeunes violents que dans celle des jeunes violeurs, ce qui montre qu'ils dirigent leur agressivité non seulement contre les personnes mais aussi contre les biens. De plus, ils recherchent des sensations fortes en commettant des imprudences au volant, qui peuvent aussi être la conséquence directe de l'abus de substances répandu dans cette population.

14.6 Adaptation sociale des individus violents

Dans notre rétrospective de la vie des recrues criminelles, nous entendons considérer non seulement les aspects pathologiques mais aussi les points positifs ou les traits dits « normaux » de nos sujets. Toute personne, pilier de la société ou non, saine ou perturbée, a un côté positif dans sa personnalité. Il existe dans ce domaine également bon nombre de préjugés, tant pessimiste qu'optimiste. Ces derniers, fruits d'un philanthropisme borné, sont parfois aussi nuisibles que les préjugés très pessimistes car ils sont sources d'illusions ! Dans une approche négative, le côté non perturbé des délinquants a souvent été considéré comme n'étant qu'une façade qui ne serait pas authentique. Ainsi, pour entrer dans le débat soulevé par cette métaphore, est-ce que la façade d'une maison n'est pas une partie essentielle de celle-ci ? N'est-elle pas authentique ? Pourrait-on imaginer une maison sans façade qui ne ressemble pas à une ruine ? La réponse est non, et il en va de même pour la personnalité humaine. En revanche, la perspective philanthropique ou humaniste a tendance à situer le « bon côté » de la personne dans une sorte de noyau, qui serait sain, allant parfois jusqu'à dire que chaque trouble psychique est dès lors guérissable. Cette illusion est aussi dangereuse que les préjugés misanthropes. En effet les échecs liés à cette approche peuvent influencer l'attitude du public et des professionnels, qui font dès lors preuve d'un grand scepticisme à l'égard des thérapies destinées aux délinquants, comme cela a pu être le cas aux États-Unis. Il faut cependant noter que les images de « noyau » et de « façade » évoquées ici sont liées à d'anciens concepts d'écoles thérapeutiques aujourd'hui tombés en désuétude et constituent des théories non scientifiques qui simplifient à l'excès la complexité de la nature humaine.

Lorsqu'on est confronté à des personnes qui suscitent par leurs actes des émotions aussi fortes que les délinquants violents, il est difficile d'être nuancé et de ne pas se placer inconsciemment sur l'un des pôles d'une vision manichéenne de la nature humaine.

14.6.1 Formation professionnelle et travail

Une majorité d'agresseurs violents (66%) a acquis une formation professionnelle de trois à quatre ans ou plus, ce qui correspond à peu près au taux de prévalence obtenu pour les recrues non délinquantes. En revanche, on trouve parmi les sujets violents une plus forte proportion d'individus n'ayant acquis aucune formation (11% contre 5.5%). Plusieurs autres études, notamment celle de FORD et LINNEY (1995), ont montré que pour les jeunes délinquants en général, et plus particulièrement pour les violeurs et les agresseurs violents, la répartition sur les échelles d'intelligence se déplace légèrement dans la moitié inférieure, sans pour autant que le déficit soit très marqué. Il faut aussi ajouter que l'on trouve parmi les échantillons cliniques un sous-groupe important d'hommes présentant un handicap cognitif. Comme nous l'avons développé dans le chapitre 18 sur la méthodologie, on a trouvé parmi les non-recrues des individus concernés par ce handicap. Ainsi, des parents nous ont écrit une lettre

expliquant que pour cause de trisomie 21 de leur fils, il lui était impossible de répondre au questionnaire.

Tableau 14.15 : Formation scolaire et professionnelle des agresseurs violents

	Ag. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
A uniquement fait sa scolarité obligatoire	10.9	5.46
Se trouve encore en apprentissage de courte durée ou suit un cours (de 1 à 2 ans et demi) ou a interrompu un apprentissage ou le gymnase sans obtenir un diplôme	9.4	2.32
A terminé un apprentissage court	7.7	3.86
Se trouve encore en apprentissage ou dans une école	4.7	3.33
A terminé un apprentissage (de 3-4 ans) ou la maturité	58.4	74.52
A terminé son apprentissage ou sa maturité et se trouve actuellement en formation continue, dans une haute école ou dans une école supérieure	8.9	10.17
N'a pas indiqué sa formation	0.0	0.34
Total	100.0	100.00

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Il faut relever le fait que 9% de recrues appartenant au groupe des sujets violents sont bénéficiaires de l'assurance-chômage, alors que c'est seulement le cas de 3.8% des individus du groupe-contrôle (cf. tableau 14.16). Si le chômage des jeunes était plus élevé entre 1996 et 1997 qu'il ne l'est en 2001, il semble jouer, dans l'explication de la délinquance, un rôle moins important qu'on n'aurait tendance à lui attribuer. Est-il possible que le chômage avant l'entrée à l'école de recrues (par exemple parce que certains employeurs préfèrent ne pas engager un jeune juste avant cette obligation) ait une autre signification qu'un chômage suite à de mauvaises qualifications professionnelles ou suite à une récession, dans la mesure où l'individu concerné attend son intégration à l'école de recrues et espère ensuite voir s'ouvrir des perspectives ?

Tableau 14.16 : Situation de l'emploi et sources de revenu des agresseurs violents

Plusieurs sources de revenu possibles	Agresseurs violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Emploi fixe	62.8 ns	62.75
Emploi temporaire	13.3 ns	11.50
Soutenu par la famille	24.2 ***	33.84
Assurance chômage	8.6 ***	3.77
Bourse	2.7 ns	2.39
Autres sources	18.3 ***	4.72
Pas répondu	0.6 ns	0.56

N=21'314

Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Il convient de s'interroger sur le taux élevé d'agresseurs qui indiquent d'autres sources de revenus que celles proposées dans le questionnaire. Rappelons que cette catégorie avait été introduite pour tenir compte des sources de revenu illégales. Toutefois il faudrait faire des analyses statistiques supplémentaires pour démontrer l'illégalité du revenu.

14.6.2 Réseau social

Si nous examinons les relations sociales des individus violents, la moitié d'entre eux (49% contre 42.3% dans le groupe-contrôle) possèdent un nombre d'amis élevé (plus de 7) et seulement 14 disent n'avoir aucun ami. Comme on pouvait s'y attendre, ces recrues fréquentent beaucoup d'individus qui ont eu de sérieuses difficultés avec la police, puisque 30% d'entre eux affirment avoir sept amis délinquants ou plus (contre 3% dans le groupe-contrôle) et seules 41 recrues violentes n'ont pas d'individu délinquant parmi leurs connaissances (12% contre 55.4% dans le groupe-contrôle). FORD et LINNEY, font la même constatation sur la base de leur échantillon : 50% des délinquants violents rapportent que leurs pairs ont eu beaucoup de problèmes avec les autorités, alors que dans le groupe de violeurs, ils ne sont que 19% à affirmer cela. Les délinquants non violents et non sexuels (*status offenders*) ont apparemment moins d'amis délinquants que les individus violents, mais légèrement plus que les violeurs. Comme pour notre échantillon, les sujets de FORD et LINNEY ont dans leur ensemble une bonne perception de leur aptitude à se faire des amis et estiment avoir autant d'amis que les autres jeunes de leur âge. Il n'y a donc ici à première vue pas de différence avec les autres jeunes.

Tableau 14.17 : Nombre de copains et d'amis qu'ont les agresseurs violents

N° d'amis	Aucun	1-2*	3-6	7 et plus	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%
Agresseurs violents (N=341)						
Compte comme amis en général *	4.1	23.7	16.5	48.7	8.6	100.0
Amis qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police	12.1	18.3	23.6	30.7	15.3	100.0
Amis non délinquants (différence)	44.0	13.3	27.4	11.2	4.1	100.0
Autres recrues (N=20'973)						
Compte comme amis en général *	2.16	22.12	28.09	42.90	3.19	100.0
Amis qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police	55.39	25.66	7.05	3.11	8.79	100.0
Amis non délinquants (différence)	9.20	22.45	40.23	26.56	1.55	100.0

N=21'314

sig : $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

(*Note : la variable « nombre d'amis » a été réduite ici à quatre niveaux en comptant 2 à 3 ami(e)s comme 1 à 2 ami(e)s. Pour des explications cf. tableau 7.5 dans le chapitre 7. « La vie des jeunes adultes »).

Dans notre échantillon, les hommes violents sont nettement plus nombreux à avoir déjà eu une relation amoureuse sérieuse (72% contre 56.2%) et ils sont aussi plus nombreux à en vivre une au moment du questionnaire (47% contre 36.3%, sig $p < 0.001$). L'expérience clinique avec des hommes violents et des meurtriers va dans le même sens : les détenus incarcérés pour des crimes violents se raccrochent souvent fortement à leur partenaire (et à la relation thérapeutique). On peut observer ce même phénomène chez les maris violents qui se sentent très dépendants de leur épouse, dans la mesure où ils souffrent de la crainte d'être abandonnés, de perdre complètement leur estime de soi, ou d'être privés de ressources importantes pour le fonctionnement quotidien (cf. DUTTON & GOLANT 1995, JACOBSON & GOTTMAN 1998). En même temps, ils traitent leur épouse comme si elle leur appartenait. Au niveau psychopathologique, un problème de dépendance affective ou relationnelle peut se cacher derrière cette attitude. Dans les cas de moindre gravité, le besoin de contrôler et de posséder sa partenaire est lié à la nature instable et ambivalente de la relation. Dans les cas d'une certaine gravité, il y a une incapacité à former des liens et le besoin de manipuler les êtres humains, traités comme des objets matériels. Lorsque, à la suite de maltraitance, la femme s'est décidée à divorcer de son mari, elle retombe souvent sous les coups d'un nouveau partenaire violent, pas nécessairement par un désir inconscient de répéter la victimisation, mais par sympathie pour l'homme qui a besoin d'elle et qui a peur d'être abandonné, sentiment qu'elle comprend bien.

Un autre phénomène marquant, c'est la violence exercée par le groupe. Les bandes de jeunes hommes et les rivalités exacerbées pendant l'adolescence sont un phénomène qui traverse les cultures et les époques. Les membres de ces bandes se calment normalement dès qu'ils ont une relation amoureuse stable et un emploi fixe. Quelques-uns ne parviendront toutefois pas à dépasser cette phase. Ce sont précisément ceux qui finiront en prison pour

plusieurs années. Un des patients de l'auteure a été dans cette situation : étant un peu pâle, il avait été surnommé « le cadavre » par les membres de sa bande. Il avait de nombreux tatouages symbolisant différents groupes de rockers. La plupart du temps, il était assez agréable et gentil, mais il avait visiblement des problèmes d'estime de soi. Lors de confrontations, il se sentait facilement provoqué et se croyait obligé de se défendre avec un couteau ou un pistolet. Ainsi, à deux reprises, il avait gravement blessé quelqu'un. Ceux qui ne connaissent pas la grande variété ni surtout la complexité de la nature humaine auront peut-être de la peine à imaginer que ce détenu jouait néanmoins un rôle unificateur positif, et qu'il avait réussi à former avec les co-détenus de cette époque un groupe assez solide et amical. « Le cadavre » possédait un sens de l'humour et de l'autocritique qui le rendait apprécié de tous. Mais derrière cette image robuste, il cachait une identité stigmatisée et brisée. Sur le plan professionnel, il était d'ailleurs assez défavorisé et s'imaginait avoir un avenir de tatoueur. Il s'entourait de symboles de pouvoir : puissantes motos, hard rock, bottes, couteaux. Son identité marginale était très visible, puisqu'il s'était tatoué sur le visage des « larmes de prison » (une pour chaque année derrière les barreaux), ainsi que des dessins de crânes, renvoyant à des souvenirs de bandes. Il est ainsi difficile d'imaginer que cet homme puisse travailler un jour en contact avec la clientèle d'une entreprise, sauf si celle-ci se trouve elle-même dans la marginalité, comme une boîte de nuit dans un quartier chaud, ou un magasin de chanvre. Enfant, c'était un garçon gentil et timide, souvent malade et très dépendant de sa mère. Ce n'est qu'à l'adolescence qu'il a commencé à adopter des comportements dangereux et violents. Pourtant, il ne présentait pas une personnalité antisociale, ce qui est aussi le cas d'un peu moins de la moitié des sujets violents (44%). Toutefois, cet exemple montre qu'il n'est pas toujours possible de déterminer de façon certaine si tel patient est désormais « bon » ou « mauvais », sain ou perturbé. Il est clair qu'il porte ces deux dimensions en lui. Dans tout jugement ou tout pronostic le concernant, il faut se garder à la fois d'un pessimisme et d'un optimisme excessifs.

L'étude de FORD et LINNEY (1995) nous fournit de précieux renseignements sur les capacités relationnelles des sujets des différents groupes (jeunes violents, jeunes délinquants sexuels). Ces auteurs ont utilisé l'échelle FIRO-B (*Fundamental Interpersonal Relations Orientation-Behaviour*) de SCHULTZ (1967), qui mesure, notamment au moyen des critères de contrôle et d'affection, comment le jeune se situe dans sa relation à autrui et comment il veut que les autres se comportent avec lui. Il semblerait que les agresseurs d'enfants aient tendance à nouer des relations avec autrui et à prendre le contrôle. En revanche, les délinquants violents seraient plutôt des « suiveurs » et prendraient moins la responsabilité d'entrer en contact. Les agresseurs d'enfants ont un plus grand désir de contrôle : ils donnent des ordres aux autres ; ils cherchent peut-être à reproduire un schéma, avec inversion des rôles, appris au cours d'une enfance marquée par des abus de tout genre. Les individus violents dans l'étude de FORD et LINNEY ne veulent ni donner d'ordres, ni en recevoir. Ils éprouvent encore moins le désir d'initier des contacts affectifs.

Tableau 14.18 : Estime de soi et appréciation des relations sociales des agresseurs violents

	La plupart des temps ou souvent		N'ont pas voulu répondre, ne le savent pas	
	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973	Ag. violents N=341	Autres rec. N=20'973
% des colonnes	%	%	%	%
Satisfait de lui-même en règle générale	71.3	84.40	13.8	5.32
Satisfait de ses choix scolaires et professionnels	61.6	83.58	13.8	5.85
Pense que ses perspectives d'avenir sont plutôt bonnes	57.2	76.40	20.2	11.07
Pense qu'il ne vaut rien	18.5	10.20	14.1	6.51
Pense que sa famille est plutôt satisfaite de lui	58.7	86.54	19.4	7.25
Pense qu'il a de bonnes qualités	73.3	88.05	13.5	5.98
Pense que ses copains et amis l'apprécient comme il est	75.7	90.71	12.6	5.15
A le contact facile avec les gens qu'il ne connaît pas	71.7	68.50	10.3	4.55

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

On constate que les recrues très violentes ont plus souvent que les autres une estime d'eux-mêmes très basse ou ont souvent trouvé le sujet trop douloureux pour y répondre.

Il convient à présent de clarifier le contexte dans lequel prend place cette violence. S'agit-il de personnes isolées qui s'attaquent à des personnes inconnues, ou est-ce que ce sont des bandes de jeunes qui s'en prennent à d'autres groupes ou à des personnes déterminées, ce qui est plus vraisemblable à cet âge, en raison d'une idéologie extrémiste par exemple ? Pour nous faire une opinion sur ce sujet, nous avons examiné l'appartenance de notre sous-ensemble de jeunes violents à des groupes spécifiques. La moitié d'entre eux (48%) disent participer de manière régulière à un club de sport ou à une société, contre 57% pour le reste des recrues.

Tableau 14.19 : Appartenance des agresseurs violents à des groupes ou des milieux

Plusieurs groupes et milieux possibles	Agresseurs violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Techno, Rave	44.3 ***	28.19
Hip-hoppers	30.2 ***	12.40
Grungers	9.6 **	4.98
Projet autonome dans vieille usine	10.0 ***	3.12
Punks	12.3 ***	4.19
Skateboard, Inline Skates, Street dance, etc.	20.8 ***	12.04
Graffiti (tags)	22.3 ***	3.39
Fan de football, hockey sur glace, etc.	27.9 ns	28.97
Home boys	13.8 ***	1.87
Scène des squat	10.9 ***	1.75
Rockers	12.6 ***	3.94
Hangers	12.0 ***	5.80
Groupes antifascistes	10.0 ***	2.43
Groupes nationalistes	7.9 ***	1.59
Skinheads	16.7 ***	1.16
Scène des toxicomanes	12.3 ***	1.33
A coché 8 groupes ou plus	5.6 ***	0.42
N'a coché aucun groupe	8.5 ***	27.35

N=21'314 Sig : ***= $p<0.001$, **= $p<0.01$, *= $p<0.05$, \neg = χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Cette liste nous montre à quel point on peut être loin de la réalité lorsque l'on se base uniquement sur les informations transmises par les médias, qui se focalisent sur les événements les plus spectaculaires, ignorant les activités répandues dans la population. On aurait par exemple pu s'attendre à trouver davantage de recrues violentes parmi les fans de football et de hockey sur glace que parmi les autres groupes, en raison du grand nombre de publications consacrées au hooliganisme. Qui aurait pensé que près de la moitié des recrues violentes participe à des soirées techno ou à des rave parties, alors que ces milieux bénéficient d'une publicité plutôt favorable mettant en avant une idéologie pacifiste ? Une explication possible pourrait être que le groupe d'individus violents se fond dans la masse des fans de sports pacifiques ou dans celle des rave parties. On peut dès lors imaginer que les jeunes adultes qui ont un penchant avéré pour la violence trouvent dans ce genre de manifestations, qui rassemblent un grand nombre de personnes, un terrain propice à son extériorisation. Notons encore qu'un nombre non négligeable de recrues violentes se disent punks, home boys, rockers, squatters, toxicomanes ou antifascistes. Nous livrons ci-dessous un commentaire d'une recrue appartenant à la scène hip-hop (« ancienne école ») :

« Quand je relis mon questionnaire, je devrais être un monstre bagareur. Mais je veux attirer votre attention sur le fait que nous ne tolérons pas tout (et moi non plus) dans le mouvement hip-hop (ancienne école). Si tu me laisse tranquille, rien ne t'arrivera. Si vous voulez nous provoquer et exciter, je suis prêt à aller jusqu'à la mort. »

(Commentaire N°143, traduit de l'allemand)

La sur-représentation des agresseurs à l'intérieur d'un mouvement est la plus manifeste dans le groupe des skinheads. Un sixième des recrues violentes disent appartenir à ce groupement. À l'inverse, parmi les 300 skinheads, on compte 19% d'agresseurs ultra-violents, ce qui constitue la prévalence la plus élevée parmi tous les groupes considérés ici. La répartition des recrues très violentes selon leur appartenance politique n'est pourtant pas unilatérale. Il semble que certains groupes qui s'identifient plutôt à la gauche, voire à l'extrême gauche, offrent eux aussi des cellules où la violence peut se déployer, tout comme les groupes nationalistes ou de l'extrême droite. Les scènes plutôt associées à la gauche ont presque dix fois plus de membres que les groupes associés à la droite et comprennent un taux relatif de criminels violents plus faible. Celle du hip-hop (N=2'704), par exemple, ne compte que 3.8% de ses membres qui sont des agresseurs très violents. Elle a néanmoins un grand nombre de membres violents en chiffres absolus, à savoir 103 individus, soit 30% des individus violents. Ainsi, la scène hip-hop semble aussi contenir des groupuscules violents (comme la dite « ancienne école »). Nous pouvons dire en résumé qu'un tiers des individus violents déclare faire partie du mouvement hip-hop et un sixième appartenir à un mouvement skinhead. Dans ce contexte, c'est l'attraction pour les groupements extrêmes qui semble jouer un rôle crucial, étant donné qu'au sein de ces milieux, on trouve certains activistes (comme l'« ancienne école hip-hop », ou les « hammer-skins ») qui favorisent des idéologies susceptibles de justifier la violence. Cependant, ce qui nous intéresse, ce ne sont pas seulement les idées de ces personnes, mais les actes illicites qui en découlent. Il n'est pas dans notre intention de condamner tous ces groupes d'une façon globale. Nous avons vu dans le chapitre 11 sur la violence que ces groupes n'étaient homogènes ni dans leurs opinions, ni par le taux d'activités délinquantes qui s'y manifestent.

14.6.3 Discussion autour de l'adaptation sociale superficielle

Même si un nombre légèrement plus élevé de sujets violents ont une formation insuffisante, il reste qu'une majorité d'entre eux n'a a priori pas de problème d'intégration professionnelle. À première vue, leur réseau d'amis et leurs relations amoureuses ne semblent pas non plus différer de la normale. Sur un plan purement social, en excluant la dimension proprement psychologique, on a l'impression que les chances des délinquants violents de réussir dans la vie sont presque intactes. On peut alors se demander pourquoi ils s'engagent dans des activités qui risquent de tout compromettre.

Il ressort clairement de ces analyses qu'il doit exister, entre leur agressivité et leur socialisation apparemment réussie, un élément intermédiaire qui échappe à l'observateur s'il ne tient compte que de la délinquance et de l'adaptation sociale selon des paramètres sociologiques. Il est donc indispensable de s'intéresser aux aspects psychologiques et à l'anamnèse de ces agresseurs afin de se forger d'eux l'image la plus complète possible.

14.7 Anamnèse des agresseurs violents

Grâce à notre procédure d'expertise « simulée » du collectif des agresseurs violents trouvés parmi les recrues, nous allons passer en revue leur anamnèse. L'objectif est de savoir si la violence à l'âge adulte a des racines dans le vécu juvénile.

14.7.1 Prime enfance des garçons devenus agresseurs violents

La pauvreté du milieu est l'un des facteurs favorisant la délinquance, selon LÖSEL et BENDER (1998). Et de fait, dans notre enquête, il est apparu que parmi les individus violents, comparativement aux autres recrues (11.4% contre 6.2%), un plus grand nombre sont issus de familles dont les parents ont touché l'assistance sociale pendant une année ou plus. Toutefois il semble qu'un pays aisé comme la Suisse soit à cet égard quelque peu épargné. Nous ne connaissons la pauvreté que dans sa forme la moins extrême au niveau de l'exclusion sociale et de l'importance de la réduction de la qualité de vie. Quand la pauvreté est telle qu'elle constitue une menace pour la survie, comme c'est le cas dans le tiers-monde, la fréquence des facteurs de risque de la délinquance augmente. Des recherches dans le domaine médical ont relevé certains effets de la pauvreté sur le développement mental des nouveau-nés et des enfants en bas âge. Par exemple la famine ou les mauvaises conditions durant la grossesse peuvent entraîner toutes sortes de complications.

Le niveau de vie est souvent corrélé au niveau de formation. On constate que les pères des sujets violents ont en moyenne une formation un peu moins bonne que les pères des autres recrues. La formation du père n'a pas été cochée par 12% des agresseurs (contre 6.35% des autres recrues), ce qui peut indiquer soit des difficultés dans la relation père-fils, soit que la recrue a honte de dévoiler la formation de son père, ou qu'elle ne la connaît tout simplement pas. Bien que cette donnée ne soit pas intime ou délicate sur le plan légal, il s'avère que certaines recrues n'ont pas voulu ou n'ont pas pu donner cette information.

En revanche on trouve pour la formation de la mère une répartition bipolaire : un nombre élevé de mères a une formation supérieure (8.2% contre 5.7% des autres recrues) ou à l'opposé, aucune formation (15.3% versus 14.0% des autres). Ces différences ne sont cependant pas très prononcées, mais statistiquement significatives. On ne peut donc pas en déduire que les parents de criminels violents ont par principe une formation basse ou qu'il existe un déséquilibre entre la formation de la mère et du père.

En relation directe avec les conditions sociales, les facteurs de risque liés à la première enfance (pauvreté, problèmes multiples dans la famille) figurant dans le modèle de LÖSEL et BENDER sont repartis différemment selon les pays. Ainsi divers facteurs tels que les coutumes locales relatives à la consommation de tabac et d'alcool vont jouer un rôle. Il en va de même dans les pays qui connaissent une situation de guerre civile. La situation économique qui en découle, ainsi qu'une éventuelle acceptation culturelle de certaines formes de violence, sont également des variables qu'il faut considérer. On doit se demander si des coutumes dites traditionnelles de certaines régions (par exemple la vendetta sicilienne) influencent réellement le comportement des émigrés. Il ne serait certainement pas hors de propos de penser que la majorité des habitants (ou d'émigrés) des régions en voie de développement n'agissent ou ne réagissent plus en fonction de ces anciennes valeurs, et que celles-ci ne sont invoquées qu'à titre de justification par les délinquants de ces régions. À noter que ce n'est pas l'envie de vengeance qui est condamnable, mais bien le passage à l'acte en tant que tel. En revanche d'autres facteurs comme l'alcoolisme des parents, la séparation rapide de l'enfant d'avec sa mère, ou un autre trouble psychique des parents jouent un rôle en Suisse comme ailleurs. Du fait de l'absence relative, en Suisse, d'effets biologiques nuisibles liés à la pauvreté (famine,

sous-alimentation), il est à supposer que le poids relatif des facteurs mentionnés (alcoolisme, troubles psychiques etc.) sera plus important ici qu'à l'étranger.

Tableau 14.20 : Risques de la prime enfance pour les garçons devenus hommes violents

Plusieurs risques possibles	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Les parents n'ont aucune formation professionnelle	5.6 **	5.01
Les parents ont dépendu de l'assistance sociale pendant plus d'une année	11.4 ***	6.16
Un des parents (ou les deux) est immigré d'une région en crise (Turquie, l'ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb)	7.3 ***	2.27
Déménagements très fréquents ($\geq 10x$) au cours de la vie (+)	3.8 ***	0.64
A été séparé de sa mère ou des deux parents	10.0 ***	2.51
A vécu avec une belle-mère ou sa parenté	9.4 ***	4.37
A vécu avec le nouveau partenaire de la mère (beau-père)	4.1 ns	2.40
A vécu dans une famille adoptive ou nourricière	2.9 ***	0.64
A vécu dans une institution	3.8 ***	0.75
La mère est décédée	1.5 ***	0.52
Le père est décédé	4.1 ***	1.49
Le frère / la sœur est décédé(e)	3.2 ***	1.58
La mère a souffert d'une maladie mentale	2.6 ***	0.66
Le père a souffert d'une maladie mentale	1.5 ***	0.51
Le frère / la sœur a souffert d'une maladie mentale	3.8 ***	1.08
La mère a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	5.0 ***	0.31
Le père a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	6.5 ***	0.72
La mère a eu un problème d'alcool ou de drogues ($\geq 20x$)	4.4 ***	0.86
Le père a eu un problème d'alcool ou de drogues ($\geq 20x$)	12.0 ***	3.11
La mère était très violente (a battu le père $\geq 20x$)	2.1 ***	0.21
Le père était très violent (a battu la mère $\geq 20x$)	4.4 ***	0.70
Problèmes majeurs dans la relation parents-enfant et dans l'éducation (somme des facteurs Glueck ≥ 300 points) (+)	11.7 ***	2.04
Risque quelconque lié à la première enfance	53.4 ***	26.11

N=21'314, Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, \neg =test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Note : (+) Les facteurs Glueck ont été calculés sur toute l'enfance et l'adolescence, cependant, ce risque reste une exception par rapport à la période concernée.

Les données du tableau 14.20 ne nous permettent pas de nous représenter l'importance respective des différents risques. Ceux de la prime enfance semblent être peu spécifiques quand on les considère séparément. Pourtant, ce non-résultat met en relief la crédibilité des réponses données par les recrues. Si certaines recrues ayant avoué des violences graves l'ont fait par plaisanterie, on devrait alors trouver des extrêmes dans les réponses à ces questions et pas ce genre de résultats peu spectaculaires.

Par rapport au tableau 14.20, il faut signaler qu'à de nombreuses reprises entre 8 et 25% des hommes violents n'ont pas répondu à ces questions, ce qui représente le double par rapport aux recrues non violentes. Dans l'ensemble du groupe des agresseurs violents, les différents risques correspondent à une grande variété de destins. Il est impossible de faire une généralisation à partir d'un destin-type ; il faudrait pour cela qu'il concerne au moins la moitié de cette population. Cependant, certaines similitudes apparaissent : une longue séparation avec la mère avant l'âge de douze ans (qui entraîne souvent le placement dans la parenté ou chez une belle-mère), l'alcoolisme du père, le décès de ce dernier, un décès dans la fratrie, la dépendance de la famille de l'assistance sociale, des relations parents-enfants éminemment déficientes. En second lieu nous trouvons l'alcoolisme de la mère, la violence conjugale du père, et les lacunes du *surmoi* des parents, qui déterminent fréquemment les futurs problèmes de violence de leur fils. En analysant l'accumulation de tous ces risques, on s'aperçoit que 25% des personnes violentes présentent deux risques ou plus, alors que ce n'est le cas que pour 8% des autres recrues.

À noter que si un individu ne montre aucun des facteurs de risque répertoriés dans le tableau 14.20 (ce qui concerne 46% des sujets violents et 74% des autres recrues), cela ne signifie pas nécessairement que les conditions pendant la première enfance aient été idéales. En effet, nous n'avons pris en compte que les fréquences extrêmes des risques considérés pour cette analyse (par exemple la violence habituelle des parents). Ainsi, il n'est pas impossible qu'un certain nombre de recrues criminelles aient, plus que les autres recrues, connu une série de petits risques, qui, pris individuellement, étaient peut-être moins criminogènes, mais qui, pris ensemble, auraient favorisé un comportement délinquant. À noter aussi que la victimisation par maltraitance ou abus sexuels n'est pas incluse dans cette énumération. Une analyse plus différenciée donne le bilan noté dans le tableau 14.21.

Tableau 14.21 : Incidence de la consommation excessive de substances et de la violence conjugale dans les familles des garçons devenus agresseurs violents

<i>La recrue a observé au moins une fois au cours de sa vie que</i>	<i>Agr. violents N=341</i>	<i>Autres recrues N=20'973</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>La mère a perdu le contrôle ou est devenue agressive sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue</i>	18.5	6.14
<i>Le père a perdu le contrôle ou est devenu agressif sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue</i>	29.9	17.74
<i>La mère a frappé le père</i>	8.5	3.12
<i>Le père a frappé la mère</i>	15.5	7.69
<i>De tels événements sont survenus plus de 20 fois</i>	15.0	3.72

N=21'314

sig : p<0.001

Un bon nombre de parents de sujets violents ont connu des problèmes d'alcool ou de violence conjugale, mais pas tous : 30% ont vu leur père et 18.5% leur mère perdre le contrôle ou devenir agressifs sous l'effet de l'alcool ou de drogues, alors que pour les recrues du groupe-contrôle, cette situation ne concerne que 17.7% des pères et 6.1% des mères. Ainsi, 7.7% des recrues du groupe-contrôle ont vu leur père frapper leur mère, (3.2% ont vu leur mère frapper leur père) alors que pour les agresseurs violents, deux fois plus d'individus ont fait cette même expérience. De plus, un quart des individus violents n'ont pas souhaité répondre à ces questions.

14.7.2 Éducation et relation parents-enfant chez les garçons devenus individus violents

Les recrues violentes ont été presque aussi nombreuses (79%) que les autres recrues (93%) à rapporter une bonne entente avec leur mère quand ils avaient entre 6 et 11 ans. Or, lorsque l'on évalue les relations familiales, il convient de considérer aussi bien les aspects positifs et négatifs (indépendamment les uns des autres), que d'éventuels sentiments mitigés des sujets à ce propos.

Ces éléments sont intégrés dans les dimensions des GLUECK (1950). Sachant que des enfants abusés ont parfois tendance à endosser la culpabilité de l'abus pour conserver une bonne image de leur famille, ce qui leur évite une destructuration invivable de leur psychisme, il faut relativiser les résultats obtenus dans le cadre d'un questionnaire écrit. En outre, les relations parents-enfant et l'éducation sont évaluées ici par l'enfant, ce qui signifie que l'opinion des parents pourrait être différente. On retrouve là par exemple, concernant les mesures éducatives trop strictes, la question de la relation de cause à effet. Le garçon est-il devenu difficile en raison du recours à des moyens éducatifs inadaptés ? Ou bien les parents, désespérés par la conduite de leur fils, n'ont-ils pas trouvé d'autre solution que d'augmenter la sévérité de leurs punitions ?

Selon l'échelle des GLUECK, la majorité des recrues très violentes (58%) ont eu des relations familiales qui se situent dans le cadre de la normalité. Seuls 12% (contre 2% des autres) ont dépassé le seuil des 300 points sur cette échelle. Même pendant l'adolescence, les garçons qui sont devenus très violents ont eu, selon leur propre évaluation et dans la majorité des cas, une bonne relation avec leur père (64% contre 82% des autres recrues). Les tentatives d'éducation (de ces garçons) n'étaient pas non plus totalement inexistantes : 45% des recrues violentes ont admis que leur père les grondait durant l'adolescence (contre 62% des autres recrues). Néanmoins, l'absence relative du père dans l'éducation des enfants apparaît dans ces données. Environ un quart de ces sujets n'ont pas eu une bonne relation avec leur mère ou leur père. Au vu de ces différents résultats, se pose la question de savoir si les individus violents ne se rendent pas compte de la qualité de la relation qui les unit à leurs parents, ou si, après tout, ces relations ne sont pas si mauvaises. L'échelle des GLUECK, qui est étalonnée sur un groupe bipolaire de garçons délinquants et non délinquants, fait apparaître des différences plus prononcées. À noter qu'il manque dans l'étude susmentionnée le vaste éventail de cas qui pourraient avoir été exposés à des risques de gravité intermédiaire ou lourde sans pour autant devenir délinquants. Cette question sera élucidée lorsque nous traiterons des abus.

Tableau 14.22 : Dimensions GLUECK chez les garçons devenus agresseurs violents

Les dimensions des GLUECK	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
<i>1. L'éducation du garçon par le père :</i>		
a. Stricte mais affectueuse	47.2	68.94
b. Laxiste	39.3	27.22
c. Trop stricte ou incohérente	8.2	2.01
x. Pas répondu	5.3	1.84
<i>2. La surveillance du garçon par la mère :</i>		
a. Bonne	51.6	75.49
b. Plus ou moins suffisante	36.4	19.25
c. Insuffisante (laxiste ou inadéquate)	6.7	3.39
x. Pas répondu	5.3	1.86
<i>3. L'affection du père pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	69.2	88.56
b. Indifférente ou inamicale	24.1	8.54
x. Pas répondu	6.7	2.90
<i>4. L'affection de la mère pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	74.2	93.33
b. Indifférente ou inamicale	24.3	6.13
x. Pas répondu	1.5	0.53
<i>5. La cohésion de la famille :</i>		
a. Une bonne cohésion	43.1	61.05
b. Un peu de cohésion	50.7	35.69
c. Désorganisée à l'intérieur	4.4	1.39
x. Pas répondu	1.8	1.87
N=21'314		sig : p<0.001

14.8 Expériences des garçons devenus agresseurs violents à l'école et avec les pairs

La répartition des hommes violents présentant des déviations importantes dans leur parcours scolaire est à mettre en parallèle avec leurs niveaux de formation à l'âge de vingt ans. Il semble que leur scolarité ait été jalonnée d'obstacles dans environ un cinquième des cas. À remarquer aussi qu'un tiers des individus violents ont dit ne pas être satisfaits de leur choix professionnel et considèrent n'avoir que peu de perspectives dans ce domaine.

Tableau 14.23 : Difficultés des garçons devenus agresseurs violents sur le plan des performances scolaires

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	60.7	77.15
1. A redoublé une fois ou suivi une classe de rattrapage pendant une courte période	13.2	9.79
2. A redoublé plusieurs fois ou a suivi une classe de rattrapage plus longtemps (toute l'école primaire, ou toute l'école secondaire ou pendant les deux périodes)	19.9	11.83
x. Pas répondu / erreurs	6.2	1.22
Total	100.0	100.00
N=21'314	sig : p<0.001	

Les relations avec les pairs n'ont pas été optimales pour un quart des sujets violents. Cependant, dans la majorité des cas, ces derniers disent ne pas avoir ressenti de difficultés particulières.

Tableau 14.24 : Adaptation sociale des garçons devenus agresseurs violents parmi les pairs

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	60.7	69.58
1. A eu des relations pas très bonnes ou a été tourmenté de temps en temps	13.2	18.77
2. N'a eu aucun ami, avait des relations pas du tout bonnes, ou a été assez souvent tourmenté.	21.7	10.57
x. Pas répondu / erreurs	4.4	1.08
Total	100.0	100.00
N=21'314	sig : p<0.001	

Les recrues violentes ont eu des difficultés considérables dans leur relation avec les enseignants, mais pas tellement avec les autres élèves. Seuls 30.8% des sujets violents semblent avoir entretenu une bonne relation avec un enseignant à l'époque, contre un taux deux fois supérieur pour les recrues non violentes. Comment peut-on interpréter ce phénomène ? On peut se poser la question de la nature des relations entre ces sujets (qui, comme nous le verrons, ont presque tous présenté un *trouble des conduites* grave) et leurs pairs. En effet, celles-ci ont été le plus souvent des relations relevant de la complicité. Cela signifierait que les garçons perturbés ont peut-être incité certains de leurs camarades à participer à leurs bêtises, ou à jouer le rôle de spectateurs plébiscitant leur comportement.

Cette interprétation semble appropriée à la lumière de la tendance des agresseurs violents adultes à choisir des amis délinquants ou des complices.

Tableau 14.25 : Difficultés des garçons devenus violents dans la relation enseignant-élève

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	30.8	63.62
1. N'a pas eu des relations très bonnes ou a été le bouc émissaire de temps en temps	26.7	24.81
2. N'avait pas du tout des relations bonnes, ou a été le bouc émissaire assez souvent	37.0	10.32
x. Pas répondu / erreurs	5.6	1.24
Total	100.0	100.00
N=21'314	sig : p<0.001	

En résumé, on peut affirmer que les sujets violents ont connu des difficultés sur le plan des performances scolaires, ainsi que dans leur relation avec les enseignants. De leur point de vue, la majorité des recrues violentes n'ont pas rencontré de problèmes particuliers avec les autres enfants. Cette appréciation est-elle partagée par leurs pairs de l'époque ? Il faut tenir compte du *bullying* que pratiquent fréquemment ces garçons pendant l'enfance (cf. paragraphe 14.12 *Trouble des conduites*).

14.9 Victimisation des sujets violents pendant leur enfance

La transmission de la violence transgénérationnelle est un fait reconnu par la plupart des théoriciens et intervenants (p.ex. WIDOM & MAXFIELD 2001). Est-ce vraiment le reflet de la réalité et peut-on parler de relation causale ?

14.9.1 Maltraitance subie par les garçons devenus agresseurs violents

Sur le plan de la maltraitance physique de faible gravité infligée par les parents, les recrues violentes ne se distinguent pas des autres recrues. En revanche, un taux élevé d'agresseurs violents a reçu des coups lourds ou a subi des sévices physiques par d'autres personnes adultes que les parents.

Tableau 14.26 : Maltraitance subie par les agresseurs violents durant leur enfance

	<i>Agr. violents N=341</i>	<i>Autres recrues N=20'973</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Maltraitance physique moins sévère par les parents (gifles)</i>	34.3	33.69
<i>Maltraitance physique sévère par les parents</i>	20.8	4.58
<i>Maltraitance physique par d'autres personnes adultes</i>	15.8	1.64
<i>Toute maltraitance physique sévère ou par d'autres adultes</i>	30.5	5.90
<i>Pas répondu</i>	1.8	1.30

N=21'314

sig: p<0.001

Tous les hommes violents n'ont pas été gravement battus ou frappés par leurs parents avec des objets, « seul » un cinquième d'entre eux se trouve dans ce cas. En revanche, le nombre relativement important de garçons maltraités par des personnes extérieures à la famille dans ce sous-groupe (15.8%) donne à penser que ce facteur joue un rôle important dans l'apparition de la violence à l'âge adulte. L'influence de la maltraitance ne peut pas être contestée, mais elle pourrait être plus faible que ce qui est apparu dans le tableau 14.26. La maltraitance par d'autres adultes pourrait en fait signifier la présence de plusieurs facteurs de risques à la fois. Si un enfant reçoit des coups de la part d'autres adultes, ses propres parents soit ne sont pas en mesure de le protéger et de porter plainte, soit ne veulent pas assumer cette responsabilité. Pourtant, la négligence parentale, le fait qu'ils soient submergés par d'autres problèmes, ou la place de l'enfant dans une famille recomposée dysfonctionnelle pourraient ici jouer un rôle. L'analyse multivariée nous permettra d'obtenir plus d'informations à ce sujet.

14.9.2 Abus et exploitation sexuels subis par les garçons devenus agresseurs violents

En ce qui concerne les abus sexuels graves, leur taux de prévalence augmente chez les garçons qui sont devenus des agresseurs violents. Cependant ce ne sont de loin pas tous les garçons qui ont subi des sévices sexuels qui sont devenus violents.

Tableau 14.27 : Abus et exploitation sexuels subis par les garçons devenus agresseurs violents

Période concernée : enfance et adolescence entre 6 ans et 16 ans	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
N'a indiqué aucun abus sexuel	47.8	76.60
Abus sexuels moins graves sans exploitation	18.5	12.84
Total des abus sexuels sévères et de l'exploitation sexuelle (abus commis par un membre de la famille ou une personne d'autorité ou de confiance)	22.9	3.83
N'a pas répondu	11.1	6.73
Total	100.0	100.00
N=21'314		sig : p<0.001

Presque la moitié des recrues violentes n'ont jamais subi d'abus sexuel d'aucune sorte au cours de leur jeunesse (contre 76.6% des autres recrues). Les parents, les éducateurs, les enseignants, les prêtres ou les médecins, ou encore d'autres personnes d'autorité représentent dix pour-cent des abuseurs des recrues violentes, alors que cela n'est le cas que pour 1.2% des autres recrues abusées. L'abus sexuel vécu par les recrues violentes n'est pas aussi dramatique que celle connue par les violeurs, comme nous aurons l'occasion de le voir dans le prochain chapitre.

La souffrance causée par les abus sévères est à peu près équivalente pour les sujets violents abusés, comparativement aux sujets non violents abusés. Ainsi, 33.8% et respectivement 32.5% disent avoir connu des difficultés psychologiques considérables suite à cette expérience. De plus, 46.8% des recrues violentes abusées (N=77 étaient abusées gravement ou exploitées) n'indiquent pas de souffrance et 19.5% n'ont pas répondu à ces questions. Ces chiffres laissent supposer que presque la moitié des recrues violentes qui ont été abusées sévèrement ont refoulé leur souffrance, l'ont « oubliée ». On parle alors de *sleepers*, puisqu'ils ne paraissent pas souffrir des conséquences de l'abus, qui sont restées néanmoins latentes, et ont mené à des comportements inadaptés, à travers une identification à l'agresseur. En revanche, on ne saurait généraliser ce phénomène à toutes les victimes masculines d'abus sexuel, étant donné que 454 recrues abusées gravement ont indiqué n'avoir pas souffert et ne sont pas devenues des agresseurs violents.

14.9.3 Cumul de la maltraitance et des abus sexuels subis par les agresseurs violents

Le pourcentage de recrues violentes qui ont été victimisées est quatre fois supérieur à celui des autres recrues (40.5% versus 9.1%). En outre, 12.6% ont subi à la fois des sévices sexuels et des sévices physiques, ce qui est rare chez les autres recrues (<1%).

Tableau 14.28 : Maltraitance subie par les recrues violentes durant leur enfance

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
Maltraitance grave ou abus sexuel sévère (ou exploitation)	40.5	9.09
Maltraitance grave et abus sexuel sévère (ou exploitation)	12.6	0.64
Pas répondu	0.6	1.10
N=21'314		sig: p<0.001

En observant plus particulièrement les agresseurs violents qui ont été victimisés au cours de leur enfance (par rapport aux autres recrues qui ont elles aussi été victimes pendant cette période), on remarque que la victimisation a été nettement plus importante chez les garçons qui ont ensuite eux-mêmes développé des tendances violentes. Un bon cinquième des sujets violents (22.3%) a eu recours aux autorités judiciaires suite à une infraction violente ou sexuelle commise sur eux (3% des jeunes hommes du groupe-contrôle). De plus, 12.2% des recrues violentes ont rapporté leur victimisation à la police sans qu'il y ait eu, semble-t-il, de suites. Pour 10.2% d'entre elles, la plainte est parvenue jusqu'au tribunal.

14.9.4 Discussion autour de l'anamnèse des agresseurs violents

En considérant à la fois les dimensions des GLUECK et les rapports de maltraitance ou de violence sexuelle, on constate que tous les hommes violents n'ont pas été exposés à un climat familial négatif ou à une victimisation suite à un délit sexuel ou violent durant leur enfance, et ceci contrairement aux croyances de la psychologie populaire. Néanmoins il faut admettre que parmi les individus ayant eu une enfance difficile on trouve une plus grande proportion de futurs agresseurs violents comparativement aux enfants qui n'ont pas été exposés à des événements traumatisants.

L'étiologie de la violence de ces hommes reste à définir, étant donné que la victimisation, les mauvaises relations familiales et les facteurs de risque sont loin de fournir une explication globale. À partir des résultats obtenus nous formulons l'hypothèse que les risques qui ont touché l'un ou l'autre des agresseurs violents peuvent être de nature et d'intensité différentes. L'un aura peut-être eu beaucoup de problèmes avec son apprentissage à l'école, un autre aura été battu à la maison, un troisième sera sorti d'un foyer pour adolescents avec de très grandes difficultés d'ordre psychologique. Cette diversité de destins caractérisait également les patients violents suivis par l'auteure. Prenons par exemple André, un dealer de drogues dures qui a fait un hold-up à une poste (brigandage selon l'art 140 CP). Il a été élevé dans la ferme parentale avec son frère. Deux problèmes ont marqué son enfance. La schizophrénie de sa mère induisait chez lui un certain isolement sur le plan émotionnel, en dépit du fait que le père faisait de grands efforts pour compenser la maladie mentale de sa femme. En outre, André était frappé par un léger handicap physique qui nécessitait beaucoup d'opérations et d'hospitalisations, ce qui l'isolait encore davantage des autres enfants de son âge. Un autre patient de l'auteure, surnommé « le cadavre », était un élève très faible à l'école. Il avait aussi un léger handicap qui l'empêchait de participer aux activités sportives. Ces deux détenus avaient maintenu une certaine capacité à entretenir des relations sociales, mais présentaient nombre de comportements très inadaptés, et cherchaient le contact avec des milieux délinquants, trouvant en leur sein une identité marginale. Billy, en revanche, qui était très

dangereux, avait été sexuellement exploité par son père; sa mère, semble-t-il, était assez froide. Pendant son enfance, comme à l'âge adulte, il était isolé et n'avait pas d'amis, ce qui n'était d'ailleurs pas très étonnant face aux tentatives d'extorsion et de chantage pour lesquelles il était célèbre parmi ses codétenus.

Un certain nombre de jeunes hommes violents semblent donc avoir bénéficié d'un environnement normal dans leur enfance. Pourquoi sont-ils quand même devenus violents ? Nous y reviendrons dans les paragraphes portant sur la régression logistique. Il semble que la perturbation psychique joue un rôle essentiel. Celle-ci n'est pas toujours causée par une mauvaise éducation ou des sévices. Des facteurs d'ordre neuro-psychologique ne sont pas à exclure, surtout chez des garçons ayant eu beaucoup d'accidents ou dans le cas de garçons hyperactifs et présentant un déficit d'attention. D'autre part, il ne faut pas sous-estimer l'influence des facteurs situationnels et de la décision libre d'un individu.

14.10 Développement mental des agresseurs violents

Ayant constaté que les délits des hommes très violents remontent à leur enfance ou à leur petite enfance, on peut présumer que la délinquance n'est pas le seul problème auquel ils ont été confrontés. Ainsi nous avons trouvé, pour les membres de ce sous-groupe, une proportion légèrement supérieure de chacun des symptômes non spécifiques par exemple le bégaiement, l'obésité, c'est-à-dire des symptômes non typiquement associés à la délinquance ou à un éventuel traumatisme durant l'enfance. D'autres signes de perturbations sont spécifiques parce qu'ils sont nettement plus fréquents chez les garçons devenus délinquants (par exemple les fugues).

14.10.1 Symptômes autoreportés de névrose infantile

Il nous semble évident que les recrues n'ont pas coché des indicateurs de symptômes dans le but d'excuser ou de justifier un quelconque comportement antisocial. De toute manière, la question portant sur des symptômes névrotiques infantiles précédait celle concernant les abus vécus, qui précédait elle-même les questions portant sur la délinquance.

Les différences significatives les plus frappantes entre le groupe-contrôle et les agresseurs violents concernent les problèmes de concentration, de nervosité, ainsi que les symptômes d'auto-agressivité (automutilations, tentatives de suicide, fugues), qui normalement sont très rares avant la puberté. Ces symptômes sont en rapport avec les expériences de maltraitance, d'abus sexuels, de mauvaises relations avec les parents, et avec les autres facteurs de risques élevés.

L'enfance des délinquants violents a été dans bien des cas difficile. Ainsi, la proportion de ceux qui ont tenté de se suicider, et le taux de ceux qui se sont auto-mutilés sont multipliés par un facteur de trois à dix par rapport au reste des recrues. Une tentative de suicide pendant la période de latence – tout comme les fugues – témoigne d'un profond désespoir chez le sujet. L'enfant de cet âge qui s'enfuit de la maison ne sait pas où aller ; il prend donc des risques considérables. C'est pourquoi les psychologues d'enfants estiment que le sens de ces fugues intervenant avant la puberté s'apparente à une tentative de suicide chez un adulte.

Tableau 14.29 : Indicateurs de symptômes infantiles psychopathologiques

Plusieurs symptômes possibles	Agresseurs violents N=341			Autres recrues N=20'973		
	Enfa.	Adol	Total	Enfa.	Adol	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%
Bégaiement	9.4	5.0	11.4	5.5	1.9	6.0
Problème de concentration, nervosité	23.5	29.0	37.0	19.1	15.6	25.0
Enurésie (mouiller le lit)	10.6	3.8	11.7	8.2	0.9	8.4
Tics nerveux	11.1	13.8	17.3	8.3	7.4	11.6
Dyslexie	21.1	15.0	22.9	21.3	11.6	22.3
Angoisse, stress	9.7	13.8	17.6	7.3	8.3	12.3
Obésité	8.5	6.5	10.6	5.0	3.7	6.4
Etre trop grand par rapport aux autres	3.8	3.5	6.2	3.1	2.7	4.4
Etre trop petit par rapport aux autres	8.8	8.8	12.0	5.7	4.9	7.7
Déprime	7.6	18.2	21.4	4.0	11.7	13.2
Se faire soi-même du mal, s'infliger soi-même des blessures	5.9	16.1	16.7	0.9	2.8	3.2
Fugues	7.3	19.9	23.8	2.4	3.8	5.5
Avoir des pensées suicidaires	10.9	34.6	37.0	3.7	14.1	15.6
Tenter de se suicider	4.1	12.3	15.3	0.4	1.5	1.8
Maladies graves fréquentes	2.9	3.5	5.0	1.2	0.8	1.5
Plus de 20 accidents	–	–	7.9	–	–	1.0

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test χ^2 n'est pas valide)

En ce qui concerne les taux d'accidents fréquents et très fréquents, ils se situent pour les hommes violents à 19.7% d'individus ayant eu entre 6 et 20 accidents (contre 10.6% des autres recrues) et à 7.9% en ayant eu plus de vingt (contre 1% des autres recrues). Plus les accidents sont fréquents, plus on trouvera parmi les conséquences de ces accidents des blessures à la tête susceptibles d'augmenter les problèmes psychologiques préexistants.

L'influence du facteur « accidents » sur la délinquance de l'adulte sera examinée dans l'analyse logistique.

14.11 Trouble des conduites des agresseurs violents

Le fait qu'un quart des recrues violentes aient indiqué n'avoir jamais souffert de symptômes névrotiques pendant leur jeunesse ne signifie pas nécessairement qu'ils n'aient pas eu de problèmes durant cette période. L'apparence de « gros dur » que se donnent les criminels fait qu'ils n'ont peut-être pas envie de réfléchir et de voir un problème qui pourrait être interprété comme une faiblesse. Cette insensibilité profonde envers sa propre souffrance et celle d'autrui est frappante dans le cadre de thérapie de détenus ayant commis des crimes graves. En

revanche, les autres patients délinquants, les toxicomanes par exemple, ont parfois tendance à raconter leurs victimisations et les symptômes dont ils souffrent de façon démonstrative (HAAS 1995). L'hypothèse selon laquelle les recrues violentes qui n'ont pas souffert de symptômes névrotiques pendant leur enfance ont peut-être tout de même fait souffrir autrui avec des passages à l'acte est d'ailleurs confirmée par les analyses qui suivent.

Tableau 14.30 : Indicateurs du trouble des conduites

Plusieurs symptômes possibles	Agresseurs violents N=341			Autres recrues N=20'973		
	Enfa.	Adol.	Total	Enfa.	Adol.	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%
A1. Brutalise, menace ou intimide souvent	37.0	46.9	52.8	9.3	9.8	12.9
A2. Commence souvent les bagarres	48.7	56.3	65.1	8.3	6.3	10.6
A3. A utilisé une arme pouvant blesser sérieusement	62.5	66.9	76.5	16.7	9.0	19.7
A4. A blessé des personnes (cruauté)	10.3	52.5	53.7	2.2	5.3	6.8
A6. A commis un vol et menacé la victime	29.3	40.2	44.6	2.3	2.6	3.6
A7. A eu des relations sexuelles tôt et menacé les victimes	9.7	11.4	11.7	0.7	0.8	1.0
A8. A délibérément mis le feu	13.2	16.4	19.7	2.5	3.4	4.3
A9. A délibérément détruit le bien d'autrui	30.5	47.5	53.4	5.7	8.8	10.0
A10. A déjà pénétré par effraction, cambriolage	24.6	37.6	43.1	3.9	6.3	7.4
A11. A commis des fraudes, arnaque	9.4	12.6	15.3	0.7	1.1	1.3
A12. A volé des objets d'une certaine valeur	24.1	37.3	42.2	3.4	5.8	6.5
A14. A fugué	7.3	19.9	23.8	2.4	3.8	5.5
A13 & 15 Etait souvent désobéissant déjà avant la puberté	28.2	–	28.2	12.8	–	12.8

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (1.5% des violents), le test du χ^2 n'est pas valide)

Seuls 6.7% des agresseurs violents ne présentaient aucun des signes figurant sur la liste du tableau 14.30, où sont énumérés les indicateurs du *trouble des conduites* (contre 54.0% des autres recrues). En revanche, 73.6% d'entre eux ont présenté un *conduct disorder* grave et 5.6% un *conduct disorder* moins grave. Enfin, 20.8% des recrues violentes n'ont présenté – selon les indicateurs mentionnés – aucune forme de *trouble des conduites* (contre 86.4% des autres recrues).

Les agresseurs violents sont les garçons les plus agressifs et les plus bagarreurs. Trois quarts d'entre eux développent rapidement une fascination pour les armes. L'utilisation de celles-ci dans le cadre de conflits, ou pour arriver à ses propres fins est un comportement acquis précocement. Il faut mieux contrôler l'accès des jeunes aux armes, voire même aux armes factices, si l'on veut véritablement faire de la prévention contre la violence juvénile et future.

En dehors de ces comportements, ce sont le vandalisme, les cambriolages et le vol qui sont particulièrement répandus. Dans cette délinquance, le motif pécuniaire joue un rôle non négligeable. Par rapport aux violeurs, les agresseurs violents sont moins brutaux pendant l'enfance, mais ils le deviennent pendant l'adolescence. Le taux de prévalence de brigandages, de rackets et de hold-up est plus élevé dans ce groupe. On pourrait penser qu'un comportement tel que le vandalisme est moins grave puisqu'il ne touche que des biens matériels. Cet argument s'inscrit dans l'illusion de la catharsis. La méthode dite *cathartique* dans la gestion des agressions, se base sur le modèle de « l'hydraulique » selon lequel les instincts « s'accumulent et doivent se décharger de temps en temps » (GEEN & QUANTY 1977). Des recherches expérimentales ont démontré le contraire ; en effet, les expériences « cathartiques » sont nuisibles. Bien qu'elles procurent une certaine satisfaction subjective sur le moment, à long terme elles augmentent les agressions plutôt qu'elles ne les diminuent (BUSHMAN, BAUMEISTER & STACK 1999). Il est à craindre que les violences gratuites perpétrées dans le cadre du vandalisme ne déchargent pas la tension de ces délinquants, mais qu'elles permettent d'abaisser leur seuil d'inhibition. Les actes de vandalisme constituent donc pour cette catégorie d'individus des comportements préparatoires à des violences plus sérieuses dirigées sur des personnes.

Par ailleurs, nous avons pu identifier certaines formes d'attaques dangereuses qui ont été perpétrées par les garçons devenus plus tard des agresseurs très violents. Le fait de serrer le cou d'une victime (55% des futurs agresseurs violents contre 13.4% des autres recrues), de la ligoter (46% contre 15.5%) et de donner des substances à l'insu de la victime (19% contre 1.2%) constituent d'autres formes de violence développées déjà pendant la jeunesse par ceux qui deviendront des agresseurs violents à l'âge adulte.

Dans trois-quarts des cas, cette violence grave prend ses racines dans l'enfance. On trouve parmi le groupe des jeunes hommes violents 79% d'individus (contre 13.4% parmi les autres) qui ont manifesté pendant leur jeunesse un ensemble de conduites répétitives et persistantes, désigné en psychiatrie par le terme de *trouble des conduites* (proche de celui défini par le DSM-IV), où sont bafoués les droits fondamentaux d'autrui, les normes et les règles sociales correspondant à l'âge du sujet.

14.11.1 Discussion autour des perturbations du développement

Il nous paraît important d'examiner attentivement les problèmes remontant à l'enfance des criminels, afin de mettre en évidence les possibilités de prévention qui s'offrent dans ce domaine. Ces pathologies infantiles pourraient aussi constituer un point de repère pour dépister les cas qui feront problème dans l'avenir et pour apporter en temps voulu une aide appropriée.

Les traumatismes crâniens, ainsi que les accidents survenus par la conséquence d'une mauvaise coordination motrice suite à une lésion cérébrale minimale préexistante, nous semblent particulièrement importants en tant que facteurs d'influence sur le développement psychique. En général, dans ces cas, les enfants reçoivent un soin optimal au niveau des handicaps évidents, grâce à la physiothérapie et à la logothérapie. Quant aux perturbations psychiques, les spécialistes comptent beaucoup sur la plasticité du cerveau pour la rémission spontanée des dysfonctions. Il n'est pourtant pas prouvé que les fonctions neuropsychologiques plus fines au niveau social se rétablissent facilement. Du point de vue de la prévention, les garçons ayant subi un traumatisme crânien devraient être repérés médicalement et suivis non seulement au niveau de la guérison corporelle, mais aussi au niveau de leur fonctionnement psychologique et social. Cette mesure s'inscrit à la fois dans la prévention de nouveaux accidents et dans celle du développement de *troubles de la personnalité*. Il est fondamental que ce suivi soit effectué de façon régulière (par exemple un

contrôle une fois par an, si tout va bien) et que l'intervention ait lieu rapidement après la détection d'un éventuel arrêt du développement social. En effet, avec l'adolescence, une fois les difficultés devenues visibles par tous, l'intervention pour certains risque d'être trop tardive.

14.12 Psychopathologie de jeune adulte chez les agresseurs violents

Nous avons cherché à savoir si des conditions supplémentaires facilitaient la violence chez des personnes ayant tendance à passer à l'acte. La perte de contrôle sous l'effet de substances, ainsi que la tendance à l'agressivité sous l'effet de l'alcool ou de la drogue ne sont pas rares dans ce groupe. En effet, 57% des individus violents (contre 30.9% des autres) disent avoir perdu au moins une fois le contrôle d'eux-mêmes au cours de l'année précédente, et 53% (contre 12.5% des autres) ont avoué être devenu agressifs sous l'influence de substances. Même si un tiers des recrues avoue une consommation occasionnelle excessive d'alcool ou de drogues, ce penchant revêt une signification plus lourde pour les individus déséquilibrés.

En poursuivant l'étude des 341 cas d'agresseurs violents selon une analyse qui s'apparente à l'expertise psychiatrique, nous avons aussi trouvé un taux très important de perturbations chez ces criminels, ce qui n'étonnera pas les cliniciens. Le tableau 14.31 résume les spécificités de cette perturbation selon les critères de RAUCHFLEISCH et les autres indicateurs de troubles.

Selon le tableau 14.31, les agresseurs violents donnent l'impression de souffrir d'une pathologie psychologique importante. Dans ce syndrome, les troubles relationnels et la perturbation du développement des pulsions sont les indicateurs les plus significatifs permettant de distinguer les agresseurs violents. Les difficultés relationnelles renvoient ici à deux situations distinctes : soit le réseau d'amis est constitué exclusivement d'individus qui ont eux-mêmes eu des contacts fréquents avec la police, soit le sujet s'est dit complètement isolé. La perturbation du développement des pulsions a, quant à elle, été mesurée à travers la fréquence élevée d'*acting-out* d'ordre sexuel et d'altercations verbales (confondus).

Tableau 14.31 : Répartition des indicateurs de symptômes cliniques

Plusieurs symptômes possibles	Ag. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
a1. Tolérance basse aux frustrations, échec scolaire	20.2	7.78
a2. Sens diminué des réalités par rapport à l'argent (difficultés $\geq 6x$)	16.4	2.32
a3. Troubles relationnels	44.0	9.20
a4. Déprime, mauvaise estime de soi	24.9	11.61
a5. Pathologie du <i>surmoi</i> (manque de conscience morale)	39.3	4.95
a6. Mécanismes spécifiques de défense, projections	19.9	4.58
a7. Perturbations dans le développement des pulsions	58.9	9.72
a8. Désintégration du <i>moi</i> , (tentative de suicide)	20.5	2.20
a9. Trouble narcissique, vide, ennui le plus souvent	15.0	2.35
b. Consommation excessive de substances $\geq 20x$ (alcool)	17.0	3.35
c. Consommation excessive d'héroïne ou de cocaïne ($\geq 20x$)	12.3	1.06
d. Jeu excessif aux machines à sous ($\geq 3x$ / semaine)	14.7	2.12
Symptôme d'adulte clinique quelconque sans chronicité	92.3	38.40
a10a. Trouble des conduites durant l'enfance ou l'adolescence	79.2	13.43
a10b. Chronicité générale (3 symptômes ou plus du Trouble de conduite ou d'auto-destructivité durant la jeunesse)	79.5	14.27
Symptôme quelconque avec chronicité	95.0	41.29

N=21'314

sig : $p < 0.001$

Nous attirons de nouveau l'attention des lecteurs sur le fait qu'ils ne doivent pas conclure de ces résultats que toute personne perturbée est nécessairement violente. Si tous les agresseurs violents présentent des troubles d'ordre psychique, toutes les personnes psychiquement perturbées ne sont pas des agresseurs violents. Ainsi, seul 1.1% des recrues présentant un seul symptôme à l'âge adulte sont très violentes, 3.8% d'entre elles présentant deux symptômes le sont, et enfin 13.5% présentant trois symptômes ou plus sont également très violentes.

Tableau 14.32 : Répartition des indicateurs de symptômes de la personnalité antisociale selon le DSM-IV

Plusieurs symptômes possibles	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'973
% des colonnes	%	%
A.1 Incapacité de se conformer aux normes sociales (arrestations)	51.9	11.34
A.2 Tendance à tromper par profit ou par plaisir (fraudes)	23.2	2.81
A.3 Impulsivité ou incapacité à planifier ses actes à l'avance	44.3	7.23
A.4 Irritabilité ou agressivité, bagarres répétées	70.4	6.55
A.5 Mépris inconsideré pour sa sécurité ou celle d'autrui	63.9	18.96
A.6 Irresponsabilité persistante	15.8	1.80
A.7 Absence de remords	60.4	6.96
C. Manifestations d'un trouble des conduites débutant avant l'âge de 15 ans	75.1	12.59
Symptôme quelconque sans trouble des conduites	96.5	36.03
N=21'314		sig : p<0.001

En fait, 84% des agresseurs violents ont présenté au moins deux des indicateurs cliniques figurant sur la liste des symptômes de la *personnalité antisociale* (contre 14% des autres recrues). On note que ce sont l'irritabilité et la prise de risques qui jouent un rôle central dans ce syndrome chez les agresseurs violents (cf. OLWEUS 1999, p.45, cité dans le contexte des mobiles de la violence, paragraphe 14.2.3). Les relations interpersonnelles, quant à elles, ne sont pas incluses dans les critères de cette perturbation.

En Europe, certains cliniciens de la psychiatrie légale refusent de diagnostiquer le *trouble antisocial*, prétendant que ce syndrome ne serait qu'une tautologie, étant donné que ce trouble contient des critères qui se rapportent à la délinquance. Néanmoins, sur ce point, ce syndrome ne diffère en rien des autres diagnostics psychiatriques. Ainsi, la schizophrénie ou encore le trouble dépressif correspondent également à la somme d'une majorité de symptômes respectifs. La valeur d'un tel diagnostic – qu'il s'agisse de celui du *trouble antisocial* ou d'une autre perturbation – réside dans le fait qu'il sélectionne les symptômes les plus spécifiques, pour ensuite parvenir à définir le degré de gravité du désordre, permettant ainsi de formuler des recommandations éventuelles pour une thérapie, et un pronostic statistique basé sur les nombreuses recherches empiriques sur le sujet.

Dans le cadre d'une expertise psychiatrique, il peut s'avérer préférable de poser le diagnostic de ce trouble afin d'établir un pronostic précis des risques de récidive, et de la capacité du patient à bénéficier d'une prise en charge thérapeutique. En effet, le diagnostic du *trouble antisocial* sert à différencier les cas de violence exceptionnelle et atypiques des cas de personnalité antisociale qui attestent d'un style de vie dangereux pour l'entourage. La pose de ce diagnostic implique aussi qu'on nuance la gravité du trouble.

14.13 Résumé de la psychopathologie des agresseurs

Le tableau 14.33 résume la situation sur le plan de la santé mentale des criminels violents au cours de leur vie, ainsi que celle des autres recrues.

Tableau 14.33 : Indicateurs de perturbations psychiques au cours de la vie

	Agr. violents N=341	Autres recrues N=20'934
% des colonnes	%	%
0. Ne présentent aucune perturbation	4.7	56.83
1. Ont présenté seulement une perturbation pendant l'enfance ou l'adolescence (trouble des conduites ou symptômes d'autoagressivité)	5.0	4.49
2. Présentent une perturbation clinique sur l'axe I depuis qu'ils sont adultes, sans antécédents pendant l'enfance ou l'adolescence	10.3	26.83
3. Présentent une personnalité anormale sur l'axe II	80.1	11.76
• 3a. Avec un trouble de la personnalité non spécifique ou moins grave	15.5	5.13
• 3b. Avec une personnalité dyssociale	64.5	6.63

N=21'275, données manquantes=39, DF=4 Khi-carré=1755.58 sig : p<0.001

Somers' d c/l=0.040, Somers' d l/c=0.769**

** Note : la différence de rang entre la perturbation de l'enfant ou de l'adolescent (niveau 1) et celle de l'adulte sur l'axe I (niveau 2) n'est pas évidente, mais l'inversion des niveaux nous donne environ le même résultat*

<i>Recrues qui présentent une personnalité antisociale (ce diagnostic est indépendant de la liste précédente)</i>	56.6	2.95
---	------	------

N=21'283, données manquantes=31, DF=1 Khi-carré=2631.04 sig : p<0.001 ; G=0.954, Tau_b=0.352

Selon les analyses effectuées, beaucoup d'indices semblent prouver que 80% des agresseurs violents souffriraient d'une forme quelconque de développement mental incomplet. Les troubles dyssociaux et antisociaux sont donc répandus dans cette population. Ce résultat va dans le sens du travail d'ULLRICH (1999). Après examen de 88 individus violents, accusés de crimes violents, elle a trouvé que 74.7% présentaient une psychopathologie lourde (cf. chapitre 15 sur les violeurs, paragraphe 15.13.1).

Les différences importantes existant entre les criminels violents et le reste des recrues attestent à nouveau de la validité des informations données par les sujets : on « n'invente » pas simplement de telles choses, d'autant plus que l'aveu de tels comportements, par pur bluff, ne permet aucunement de s'affirmer dans un tel contexte, les questionnaires étant anonymes.

En examinant la vie des agresseurs violents adultes, il semble qu'une majorité d'entre eux aient, à l'extérieur, surmonté les difficultés de leur enfance. Beaucoup ont accompli une bonne formation professionnelle, disposent d'un grand réseau de connaissances et fréquentent une femme. Pourtant, derrière la façade « officielle », se cache tout autre chose. En effet, plus de 80% de ces délinquants présentent les signes concrets d'un développement mental incomplet. Comment expliquer ce clivage de la personnalité ? La psychanalyse s'est occupée de ce phénomène et l'explique comme suit (LAVOIE in : MILLAUD 1998, p.50) : « *Le clivage est un de ces mécanismes archaïques. (...) Le monde est divisé en deux, sans nuances : d'un côté les bons, de l'autre les méchants. C'est le tout ou rien, et le tout noir ou tout blanc. Aucun compromis n'est possible : il faut éviter tout mélange entre les deux groupes. (...) Le clivage (...) atteint le sujet lui-même qui peut se comporter de façon très contradictoire. La*

main droite ignore ce que fait la main gauche... Un citoyen au-dessus de tout soupçon, se conduisant en « bon père de famille », se fait soudainement prendre la main dans le sac ou commet un crime crapuleux : policier véreux, assassin en série, pédophile impénitent ... Une cloison semble séparer la personnalité en deux parties étanches. Ces fractions ne peuvent s'influencer mutuellement, ce qui permet de jouer les rôles opposés avec la plus grande sincérité. » Comme beaucoup de mécanismes pathologiques, le clivage est la conséquence d'un arrêt du développement. Or, au début de la vie, il a une fonction utile et indispensable pour le développement intellectuel et émotionnel. (LAVOIE in : MILLAUD 1998, p.51) : *« Il permet de sortir de la confusion et de s'orienter parmi les objets bons et mauvais. Le clivage se retrouve ainsi aux fondements du sens des valeurs. »* Le fait qu'une organisation psychique repose sur un mécanisme archaïque constitue un facteur d'instabilité. Chez beaucoup de sujets, l'apparence de normalité n'arrive pas à se maintenir sur la durée ; tôt ou tard une addiction s'installe, ce qui a souvent d'autres effets nuisibles sociaux ou médicaux. Le « bon père de famille » mentionné par LAVOIE capable de maintenir une façade parfaite est plutôt l'exception, bien qu'il semble que ce type soit sur-représenté parmi les recrues délinquantes. Nous croyons que l'accumulation d'individus avec une apparence extérieure normale est en partie la conséquence de la sélection par l'aptitude à servir. Les délinquants complètement marginaux ne se trouvant pas à l'école de recrues, il est possible qu'ils soient sous-représentés dans notre échantillon par rapport aux échantillons cliniques. Néanmoins, le phénomène du clivage de la personnalité chez certains criminels est bel et bien connu dans la psychopathologie. On pense à Timothy McVeigh, l'auteur de l'attentat à la voiture piégée qui a tué à Oklahoma City en 1995, 168 personnes et en a blessé plus de 500. Il a été exécuté en juin 2001 au pénitencier de Terre Haute (Indiana), par injection. Son passé de garçon sans problèmes, bien aimé et puis de soldat modèle, fait de lui un spécimen extrême par la cruauté extraordinaire de son crime et le clivage profond de sa personnalité. On a l'impression de se trouver face à deux personnes indépendantes l'une de l'autre, réunies dans un même corps. On peut ensuite se poser la question de savoir pourquoi certaines personnalités troublées sont mieux capables de fonctionner dans le quotidien que d'autres, même si sur le plan de leur vie criminelle secrète, leurs actes témoignent d'une perturbation aussi profonde et grave que ceux qui ne maîtrisent pas du tout la vie. Sans avoir une réponse définitive, on peut avancer l'hypothèse suivante : l'adaptation superficielle de ces individus pourrait être le résultat d'un succès partiel de mesures thérapeutiques ou socio-pédagogiques dont ils ont fait l'objet dans le passé en tant qu'adolescents ou enfants perturbés. Ces mesures ont probablement été prises à un moment où il était déjà trop tard, et pour cette raison elles n'ont pas pu toucher le cœur du problème.

14.13.1 Comparaison des données concernant les recrues violentes avec celles de la population carcérale

Le taux de troubles graves étant élevé parmi les recrues violentes, nous nous sommes demandé si les résultats que nous avons obtenus les concernant étaient exceptionnels ou non. Les enquêtes portant sur les délinquants connus sont nombreuses et fournissent à peu près toutes l'image relevée dans l'étude de BLAND du tableau 14.34. Ces chercheurs canadiens ont interviewé 180 prisonniers masculins au-dessous de 45 ans à l'aide du questionnaire « *Diagnostic Interview Schedule (DIS)* » qui permet de poser un diagnostic selon les critères du DSM-III. Ceux-ci ont ensuite été comparés avec un échantillon comparatif d'hommes en liberté du même âge et du même état civil. Les chercheurs ont adapté le groupe-contrôle (« échantillon post-stratifié ») aux conditions des prisonniers. La prévalence des perturbations psychiques ont été mesurées d'une part sur les six mois précédant l'enquête, d'autre part sur toute la vie (*life-time prevalence*).

Tableau 14.34 : Prévalence de désordres dans la population carcérale au Canada comparée à la population masculine générale selon Bland

Désordre	Prévalence vie		Prévalence sur 6 mois	
	% Détenus	% Popul. a	% Détenus	% Popul. a
Névroses (phobies, trouble obsessionnel-compulsif, anxiété)	15.6 **	5.6	11.7 *	3.3
Désordres liés à l'abus de substances	87.2 **	39.6	62.2 **	15.2
Abus / dépendance d'alcool	78.9 **	35.9	50.6 **	13.3
Abus / dépendance de drogues	50.6 **	14.5	24.4 **	4.4
Personnalité antisociale	56.7 **	8.6	47.8 **	5.0
Psychoses affectives (dysthymie, trouble maniaco-dépressif, dépression majeure)	22.8 **	12.0	21.1 **	6.6
Schizophrénie	2.2 **	0.5	2.2 **	0.4
Handicap cognitif, faiblesse d'esprit	1.1 **	0.4	—	—
Désordre quelconque	91.7 **	43.7	76.7 *	23.2

Note: a = cet échantillon de la population masculine générale est stratifié selon la distribution de l'âge et de l'état civil des détenus. *p < 0.05; **p < 0.005

BLAND, NEWMAN, THOMPSON & DYCK 1998 p.276

Les résultats de cette étude correspondent tout à fait aux nôtres, ce qui confirme encore une fois l'observation que nous avons pu faire sur la base de nos données ; les criminels qui sont encore dans le chiffre noir ne diffèrent guère de la population des criminels connus des autorités.

Néanmoins il subsiste une différence entre ces deux populations. En effet, parmi les agresseurs violents, on trouve moins de délinquants qui consomment abusivement de l'alcool ou des drogues que dans la population carcérale susmentionnée. Pour faire cette comparaison, il nous faudrait avoir ciblé toutes les recrues présentant une forme ou une autre de délinquance grave.

Nos indicateurs, qui consistent en des symptômes et des défaillances sur plusieurs dimensions du *trouble de la personnalité*, nous permettent définitivement de réfuter l'hypothèse de la cuirasse du caractère issue des théories psychodynamiques de REICH. Pour revenir encore une fois sur le cas de McVeigh, on se tromperait lourdement, si on voulait lui attribuer un « bon noyau » à cause des qualités qui se sont manifestées durant son enfance et son service militaire. Malgré le clivage apparent de la personnalité, le handicap dont souffrent ces individus réside plutôt dans des carences multiples au niveau des diverses fonctions psychiques. L'ensemble de ces dysfonctionnements conduit souvent le patient à essayer de compenser ses déficits par des moyens peu appropriés, comme la consommation excessive de substances psycho-actives, l'utilisation d'armes pour compenser sa faible estime de soi, ou la recherche de sensations fortes pour compenser le vide narcissique. Ces comportements, aussi appelés *passages à l'acte* (*acting-out* en anglais) entraînent souvent une comorbidité (alcoolisme, infections virales, accidents) ou la délinquance. Rappelons toutefois que toutes les personnes troublées ne sont pas violentes. Ainsi, pratiquement un tiers des recrues qui

présentent l'ensemble des indicateurs pour un *trouble dyssocial*, se situent en dessous de la moyenne de la délinquance globale (cf. chapitre 9. « Psychopathologie »).

Pour différencier les personnes perturbées non délinquantes et les personnalités qui deviennent criminelles, PINATEL (1985, p.778) cite deux facteurs essentiels d'un noyau de structure : « *l'un regroupant l'égoïsme et la labilité, l'autre regroupant l'agressivité et l'indifférence affective* ». CUSSON (1998, p.86) résume cette théorie, qui date du 1963 comme suit : « *Selon PINATEL, il n'y a pas de différence de nature, mais de degré, entre les criminels et les autres. (...) La théorie de PINATEL est en même temps une analyse des traits de personnalité qui distinguent les criminels des autres et une description des attitudes psychologiques qui rendent possible l'exécution du crime grave.* »

1 / « *L'égoïsme est la tendance à tout rapporter à soi-même, l'incapacité « de juger un problème moral à un point de vue autre que personnel » (p. 597) et la propension à réagir à la frustration par le dépit et la colère. L'égoïsme permet au criminel de se persuader de la légitimité de son forfait et le rend indifférent à l'opprobre qui s'attache au crime envisagé.* »

2 / « *La labilité est une combinaison d'imprévoyance, d'inorganisation dans la durée et d'instabilité du caractère qui empêchent le délinquant d'être inhibé par la menace de la sanction. Il se laisse asservir par le désir du moment sans tenir compte des conséquences à venir.* »

3 / « *L'agressivité est l'énergie permettant au criminel de surmonter les obstacles rencontrés au cours du passage à l'acte et la combativité pour passer outre à l'odieux de la réalisation du crime.* »

4 / « *L'indifférence affective est un manque d'émotion altruiste et sympathique qui rend le criminel insensible aux souffrances de sa victime et incapable à ressentir de la culpabilité. Imperméable aussi bien à la pitié qu'à la compassion, il n'est pas retenu au cours de l'exécution du crime par le spectacle du mal qu'il inflige. Cet état de froideur psychologique peut provenir de carences éducatives ou constitutionnelles. Il arrive aussi qu'il soit le résultat d'un processus de désengagement affectif.* »

Ces quatre traits doivent tous être présents pour qu'un crime grave soit possible. Les désordres de la personnalité peuvent consister en des constellations de déficits structurels autres que les aspects mentionnés par PINATEL, telles que la dépression, la désintégration du *moi* ou la faible tolérance aux frustrations. Cependant, il reste que la majorité des personnes perturbées ne sont pas violentes.

14.14 L'analyse de régression de la violence grave

Après avoir examiné dans le chapitre 11, consacré à la violence les formes de violence plus ponctuelles et moins lourdes, il s'agit ici de cerner les facteurs pouvant conduire quelqu'un à devenir un agresseur très violent.

14.14.1 L'approche situationnelle combinée avec la psychopathologie

L'influence, sur la délinquance, des éléments situationnels intervient à la fin d'une longue chaîne de facteurs liés au développement de la personnalité. Par conséquent, l'analyse de ceux-ci doit suivre celle des éléments développementaux, afin que puissent être mises en

évidence les dimensions principales qui résument les différentes variables. La combinaison de l'approche situationnelle avec l'approche psychopathologique n'a que rarement été appliquée en criminologie. Très souvent, les sociologues soulignent l'importance des éléments situationnels dans l'explication du crime, alors que les psychologues et les psychiatres mettent l'accent sur les troubles psychiques. Il est difficile de séparer clairement les différentes théories du fait que les variables d'ordre situationnel et celles concernant la personnalité sont fortement corrélées. Il est évident que l'individu qui fréquente souvent la scène de la drogue pour s'amuser risque de tomber lui-même dans la toxicomanie. En psychopathologie, on parle beaucoup du symptôme du passage à l'acte, qui est un problème majeur dans le traitement des personnes atteintes par un trouble plus grave. Selon TARDIF (in : MILLAUD 1998), le passage à l'acte (*acting-out*) correspond à une impulsivité générale du style de la vie, à une fonction de décharge de la tension interne. « *Dans ce cas, l'acting out en étant davantage contrôlé par le ça sans être médiatisé par le moi canalise directement les pulsions agressives dans l'activité motrice (FREUD 1968 ; FOEHRENBACH et al. 1991 ; ROUART 1968). (...) Il s'agit de l'émergence de l'acting out impulsif en quelque sorte d'un mode habituel de réaction pour résoudre des problèmes associés à une période de développement où la pensée ne s'est pas substituée à l'activité motrice (FOEHRENBACH 1991 ; LIMENTANI 1966). (...) Ce genre d'acting out affirme DE M'UZAN (1968), ne se réfère pas à un souvenir, il représente plutôt la trace mnésique d'une action qui se répète dans la situation actuelle à la faveur d'un élément déclencheur qui survient dans le champ perceptuel. (...) La problématique des sujets qui ont une tendance à recourir aux passages à l'acte dénote un mode plus primitif de fonctionnement qui se situe dans le registre des événements préœdipiens, sous le primat des processus primaires. À cette période de la prime enfance, l'interaction mère-enfant domine la scène et préfigure des vicissitudes entourant le désir d'une relation fusionnelle, le processus de séparation et d'individuation ainsi que les angoisses de séparation (FOEHRENBACH et al. 1991; FLOURNOY 1968; MAHLER 1968; MCDUGALL 1972). De plus, le recours excessif à l'acting out est l'aboutissement d'un détournement excessif et agressif de ses premiers objets d'amour (LIMENTANI 1966; ROSENFELD 1964). (...) Les sujets qui disposent d'une organisation préœdipienne de la personnalité s'avèrent incapables de freiner une tendance à l'impulsivité ; les déficits du moi se repèrent par une incapacité à tolérer les frustrations, une difficulté à composer avec les aléas de la réalité ainsi qu'une faiblesse du fonctionnement critique (CHASSEGUET-SMIRGEL 1987 et 1990 ; FOEHRENBACH et al. 1991) » TARDIF (in : MILLAUD 1998, pp.32ss). Bref, pour se sentir mieux, beaucoup de personnalités troublées choisissent d'adopter un style de vie dans une sous-culture correspondant à leurs problèmes. Dans ces milieux délinquants ou prédélinquants, comme certains bars à forte fréquentation d'alcooliques, ou par exemple des cellules extrémistes, les problèmes individuels sont amplifiés. Les conflits éclatent rapidement et les symptômes pathologiques sont justifiés et entretenus par le milieu. Pour cette raison, les facteurs situationnels à l'origine d'un crime se trouvent souvent dans une interaction forte avec la perturbation psychique. Ainsi, on ne peut pas simplement réduire les crimes aux facteurs situationnels, sans considérer dans quelle mesure les personnes impliquées ont choisi un tel milieu à risque.*

Avec ces quelques remarques sur le passage à l'acte, nous ne prétendons pas que tout facteur situationnel soit causé par une psychopathologie sous-jacente. En effet, il existe des circonstances critiques ou des situations fatales dans lesquelles une conjonction de personnes et d'armes à disposition peuvent provoquer une violence de la part d'individus qui ne sont en principe pas susceptibles de devenir délinquants. On a regroupé ces cas sur le niveau 2 de l'échelle de violence, ce niveau comprenant les individus qui ont blessé quelqu'un sans être habituellement violents, ou sans recours répété à des armes. En ce qui concerne les 341 individus correspondant au troisième niveau de cette même échelle, et qui s'impliquent souvent dans des altercations physiques, ces deux variables ne sont pas indépendantes. Ainsi,

par le biais de nos analyses, nous tentons de séparer les différentes influences les unes des autres, dans le but de cerner plus précisément les facteurs situationnels les plus dangereux et d'identifier les individus les plus aptes à y réagir.

Tableau 14.35 : Analyse multivariée de l'impact des différents facteurs situationnels et personnels sur la violence grave

Avec imputing N=16'012	
Facteurs liés au passé, à la personne, aux passages à l'acte et à la situation	Odds ratio
Victime d'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle (0=aucun, 1=peu grave, 2=grave)	1.666 ***
Trouble des conduites (0=aucun, 1=moins grave, 2=grave)	2.391 ***
A été convoqué au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence	2.360 ***
Relations du garçon avec les enseignants durant l'école secondaire (0 à 3)	0.780 **
Nombre de symptômes cliniques de la liste de RAUCHFLEISCH	1.467 ***
Fréquence d'abus de substances (alcool) (de 0 à 40x)	1.023 *
Fréquence de visites des salons de jeux (jamais, 1x/mois à 3x/semaine et plus)	1.448 ***
Fréquence de consommation de vidéos pornographiques et brutales (0 à 60x)	1.028 ***
Nombre d'amis délinquants (0 à 7 et plus)	1.166 ***
Possession d'armes en bois (0=non, 1=oui)	1.800 ***
Possession de barres de fer, poings américains (0=non, 1=oui)	3.258 ***
Possession de pistolet (0=non, 1=oui)	2.903 ***
Fréquence du port d'armes (de 0 à 20x)	1.087 ***
A déjà eu une relation sentimentale sérieuse (0=non, 1=oui)	1.477 *

N=16'012, Sig : ***=p<0.001, **=p<0.01, *=p<0.05, ¬=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif (violents : N=341, non violents : N=15'671)

Le odds ratio ou Exp(B) indique la quotité de l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique. Pour les événements arrivés n fois, l'odds ratio doit être élevé à la nième puissance.

Tableau d'évaluation de la valeur prédictive du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.021	0.500	163	15609	62	178	98.5	47.8	99.6	27.8	1.1

Afin d'avoir le même groupe de référence que les recrues qui ont commis des violences moins lourdes (analysées dans le chapitre 11 sur la violence), le tableau 14.35 compare le groupe des agresseurs graves avec celui des recrues non violentes. Les recrues qui ont commis des violences moins graves n'ont donc pas été incluses dans ce calcul. Dans ce modèle statistique de régression, nous avons introduit au départ les mêmes facteurs que ceux

mentionnés dans la régression logistique de la violence moins grave (cf. chapitre 11. « Violence »).

Le modèle sélectionné par l'algorithme (dans tableau 14.35) se base sur 14 variables indépendantes. Les mêmes facteurs quasiment se retrouvent déjà parmi les 22 facteurs constituant le modèle de la violence moins grave ou occasionnelle, à l'exception de la convocation chez le juge des mineurs qui remplace le contact avec la police. Pour l'interprétation d'une régression logistique, il convient de noter que certains facteurs retenus vont expliquer l'attribution d'un individu au groupe des individus violents (N=341), alors que d'autres facteurs retenus vont plutôt expliquer l'attribution d'un individu au groupe des 15'671 recrues qui ne sont pas violentes du tout.

Résumons brièvement les facteurs qui ont été exclus du modèle : l'immigration des parents, la maltraitance par les parents à l'âge de l'école primaire, le nombre d'accidents subis durant leur vie, la relation du garçon avec les camarades de classe, la répétition des classes, le placement dans une classe spéciale ou dans une institution pendant l'école secondaire, le contact avec la police pendant l'enfance ou l'adolescence, le déménagement après l'adolescence dans une ville plus grande, l'abus de drogues synthétiques ou de drogues dures, le fait de se prostituer et la fréquentation de prostituées, la possession de fusils et de couteaux, le nombre de groupes ou milieux fréquentés, le nombre d'amis et amies, le fait d'être déjà père d'un enfant et enfin, la formation professionnelle. Les variables exclues de la modélisation sont celles qui ne jouent aucun rôle, ou qui sont subsidiaires à des influences plus fortes.

L'immigration (de région en crise ou d'autres pays) a été exclue du modèle sous toutes les conditions que nous avons testées. Au niveau de la comparaison directe des variables de l'immigration, de la violence perpétrée, et de la victimisation subie durant l'enfance, nous voyons bien que la violence augmente parallèlement à la victimisation cumulée, selon l'origine des parents (cf. tableau 14.36).

Tableau 14.36 : Pourcentage de recrues qui sont très violentes, et victimisation selon l'origine ethnique des parents

<i>Origine des parents</i>	<i>A commis des actes de violence grave</i>	<i>A subi soit maltraitance grave ou abus sexuel grave</i>	<i>A subi et maltraitance grave et abus sexuel grave</i>
<i>% des lignes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Suisse (N=16'580)</i>	1.4	8.6	0.7
<i>Union européenne, pays d'Outre-mer, autres pays (N=3'495)</i>	2.0	12.5	1.1
<i>Turquie, Maghreb, Proche Orient, ex-Yougoslavie (N=522)</i>	4.8	20.5	3.8
<i>Pas répondu (N=717)</i>	2.2	11.0	1.1

N=21'314

sig: p<0.001

Si l'on tient compte de tous les risques qui contribuent à la délinquance, l'immigration des parents – plus particulièrement aussi l'immigration d'une région en crise – ne constitue qu'un élément de confusion dans l'explication de la violence. Selon l'explication du facteur de confusion donnée par RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART (1994, p.246), « un facteur de confusion doit être lié au facteur d'exposition étudié dans la population dont

sont issus les sujets. » Dans notre analyse logistique de la violence moins grave et moyennement grave, nous avons d'ores et déjà pu exclure l'immigration comme facteur de risque. La confirmation de ce résultat par rapport à la violence grave signifie que ce ne sont pas des valeurs culturelles en tant que telles, indépendantes de la victimisation ou de la situation, qui influencent la violence. Selon ce modèle, ces influences ne seraient donc pas des valeurs différentes relatives à l'usage de violence dans des situations particulières, ou l'immigration. Il semble plutôt que la victimisation élevée de ces enfants par la maltraitance et l'abus sexuel soient le vrai problème. On devrait alors examiner à l'aide de recherches ultérieures auprès d'enfants immigrés, victimes d'abus, si l'hypothèse de la destruction des valeurs par la guerre, la pauvreté ou par la persécution politique se vérifie ; ou si le principe de l'honneur dans ces ethnies aide à cacher des délits éventuels commis sur des victimes mineures. Cette interprétation est d'ailleurs étayée par le fait que l'algorithme de la régression logistique a exclu également ce facteur culturel chez les délinquants sexuels, et ce en dépit du fait que les fils d'immigrés soient aussi sur-représentés parmi les violeurs de notre échantillon. Nul ne peut prétendre sans autre que la culture islamique soit plus tolérante envers la délinquance sexuelle que la nôtre, ou bien qu'elle permette, dans certaines circonstances, de vivre ces tendances, bien au contraire ! Il conviendrait d'examiner ce phénomène d'un point de vue philosophico-éthique afin d'apprécier le caractère discriminatoire de certaines hypothèses postulant que certaines cultures (non européennes naturellement) seraient plus portées à la violence ou à la délinquance.

La sur-criminalité des jeunes hommes immigrés de certaines régions s'expliquerait donc plutôt par un développement mental incomplet, conséquence de l'accumulation de risques auxquels ils ont été exposés par rapport à la grande majorité de leurs pairs. Outre des analyses statistiques complexes, les hypothèses tendancieuses susmentionnées ne résistent pas à la contre-épreuve : l'attribution à certaines cultures d'un effet causal sur la violence n'explique pas pourquoi la grande majorité des immigrés de ces régions ne commettent pas de violence et de ce fait souffrent d'être constamment assimilés à quelques compatriotes délinquants. S'il s'agissait là d'un facteur culturel, on devrait observer une répartition plus homogène des comportements déviants dans la population immigrée, au moins en ce qui concerne le début du séjour. De même, parmi les détenus en prison, l'auteure a rencontré des hommes venant de ces régions (qui n'étaient certes pas des enfants de chœur !) et qui n'ont pas recouru à la violence même après avoir été sévèrement provoqués ou agressés par d'autres délinquants. Bien qu'ils aient pensé à la vengeance à la suite de ce qu'ils ont considéré comme des calomnies, ils ont renoncé à agir, étant conscients des conséquences possibles. Ces patients ont expliqué à l'auteure que parmi leurs compatriotes, seuls certains individus ou certaines familles recourent facilement à la menace et à la violence, et sont d'ailleurs considérés par leur propre communauté comme perturbés, se trouvant ainsi assez isolés. La majorité des délinquants (non violents naturellement) provenant de ces régions – que l'auteure a pu côtoyer en tant que thérapeute – ont dit que l'argument avancé par certains agresseurs violents, selon lequel le « code d'honneur » exigeait une réaction n'était qu'une excuse, destinée à justifier un acte d'agression.

En observant tout d'abord l'influence des variables retenues, on peut dire que les facteurs liés à la personnalité, notamment les indices indiquant une psychopathologie dyssociale selon les critères de RAUCHFLEISCH, et le *trouble des conduites* pendant l'enfance ont un impact considérable. Il faut rappeler à cet égard qu'un *trouble des conduites* grave donne un *odds ratio* de 5.7 et que trois indicateurs de symptômes cliniques donnent un *odds ratio* de 3.2. En ce qui concerne les traumatismes vécus dans le passé, la maltraitance physique est peut-être masquée par l'abus sexuel subi, qui semble exercer une influence prépondérante, à la fois sur la violence grave non sexuelle et sur la délinquance sexuelle. La bonne relation enseignant-élève durant l'adolescence semble quant à elle exercer une influence protectrice marquée. La

convocation au Tribunal des mineurs équivaut à un *odds ratio* relativement haut de 2.4. En revanche, on note que les mesures éventuelles prises par les autorités, à savoir le placement en institution ou dans une classe spéciale n'ont pas d'effet négatif. Ces mesures peuvent être ordonnées soit par la voie pénale après une condamnation, soit par la voie civile, lorsque le comportement a causé suffisamment de problèmes pour attirer l'attention des autorités, qui ordonnent alors une mise sous tutelle. Comment interpréter le fait que le passage devant le juge des mineurs semble doubler le risque d'appartenir au groupe des hommes très violents à l'âge adulte ? Il est évident que les garçons sans aucune tendance violente ni délinquante ne sont pas susceptibles d'être convoqués au Tribunal des mineurs. Rappelons que le modèle arrive bien à sélectionner les recrues non violentes à l'âge adulte, mais il reconnaît moins bien celles qui sont violentes, excepté si ces dernières ont déjà été reconnues en tant que telles par le fait d'avoir été découvertes par les autorités. En outre, nous avons constaté dans le chapitre 6 sur l'avenir des garçons avec un trouble des conduites grave, que ceux qui ont été convoqués devant le juge des mineurs ont souffert de symptômes plus nombreux que ceux qui n'ont pas été appréhendés. Cependant, il s'agit plutôt d'un effet de sélection. En revanche l'institutionnalisation d'un garçon n'a pas été retenue comme influence importante dans le modèle. En raison de son effet à long terme, un placement dans une institution est plus susceptible de mener à des conséquences positives ou négatives sur le comportement d'un adolescent que la découverte d'une éventuelle délinquance juvénile par la police ou le juge, surtout si cette découverte est restée sans conséquences. En considérant que les garçons placés hors de leur famille sont ceux qui sont porteurs de risques gravissimes (victimisation au sein de la famille, comportement très violent du garçon etc.), l'absence apparente de cette influence dans le modèle logistique ne signifie pas nécessairement un échec des efforts de ces institutions, car une influence négative n'apparaît pas non plus. Vu que ce groupe de garçons contient les cas de délinquance juvénile les plus lourds, on pourrait même s'attendre à un effet négatif en raison de la sélection particulière, ce qui n'est pas le cas. Il semble donc que les sanctions privatives de liberté durant l'adolescence aient peut-être un effet légèrement bénéfique qui est annulé en raison de leur sélection, ou peut-être qu'elles n'ont pas d'effet significativement bénéfique sur des adolescents à haut risque. En tout cas, on n'a pas pu constater d'effet stigmatisant. Ainsi, on peut dire que selon nos chiffres le passage devant le juge des mineurs n'implique pas a priori d'effet d'étiquetage. Toutefois, l'efficacité des mesures pour délinquants mineurs ne peut être testée qu'au moyen d'études randomisées avec un groupe-contrôle.

D'après l'analyse précédente, la consommation d'alcool exerce une influence néfaste supplémentaire sur la violence. Les pharmacologues précisent que l'effet de cette substance n'est pas le même pour tous les individus. Ainsi, certaines personnes ayant une prédisposition biologique, héritée ou acquise, supportent moins bien l'alcool que d'autres, surtout lorsqu'elles en consomment en grande quantité.

En revanche, la consommation excessive de drogues dures – que ce soient l'héroïne ou la cocaïne – n'est pas un facteur de violence. Ce résultat est tout à fait consistant avec ce qu'ont montré les recherches antérieures. À cet égard, on pourrait citer l'étude de PARKER et AUERHAHN (1998 pp.291ss), qui parviennent à la même conclusion. En dépit des nombreuses affirmations selon lesquelles l'abus de drogues serait associé à la violence, ces chercheurs n'ont pas pu trouver d'indices substantiels permettant de corroborer cette hypothèse. Du point de vue clinique, il faut apporter une légère nuance. En effet, un épisode paranoïaque provoqué par une intoxication à la cocaïne peut déclencher des agressions. Cependant, sur le nombre total de consommations, ces événements sont probablement trop rares pour avoir un poids suffisant dans l'analyse de régression. Il faut ensuite préciser que le brigandage dans le but de se procurer les moyens nécessaires pour s'acheter des drogues illégales n'est pas directement causé par l'effet pharmacologique, ni nécessairement par le manque. Néanmoins, nul ne

conteste le fait que les drogues vont indirectement causer beaucoup de violence, par exemple à travers les conflits qui se déclenchent facilement autour des tricheries, fréquentes dans le marché noir. Le sondage le plus récent sur les tendances de la criminalité en Suisse (KILLIAS & LAMON 2000) a montré qu'une chute du taux d'agressions était survenue entre 1995 et 1997, ce qui a été interprété par les chercheurs comme étant la conséquence de la réorientation de la politique de la drogue vers la fermeture des scènes ouvertes, et la prescription d'héroïne aux personnes les plus installées dans la dépendance. Avec la disparition des scènes ouvertes, qui étaient aussi des scènes de crimes permanentes, on s'attend donc à une baisse de la fréquentation de ces endroits parmi les jeunes de l'âge des recrues. Ainsi, la violence éventuellement associée à ces lieux a précisément diminué au cours de la période que nous avons étudiée dans notre enquête. Pour résumer cette problématique, on pourrait dire que les drogues dures n'ont pas un grand effet sur la violence, pour autant que l'on prenne des mesures préventives suffisantes pour ne pas laisser s'installer dans les villes des zones en marge de la loi, des sortes de *no man's land*.

La possession et le port d'armes, ainsi que la consommation excessive de vidéos brutales, peuvent être considérés à la fois comme des facteurs situationnels et comme des facteurs personnels. Ces trois influences sont les plus importantes, en combinaison avec la fréquentation d'amis délinquants. On parle ici typiquement de passages à l'acte, car les sujets violents recherchent activement des situations à haut risque, voire des conflits, en portant des armes et en choisissant leurs amis dans un milieu délinquant. Le fait que la détention et le port de certaines armes aient été exclus de cette analyse s'explique par le fait que leur possession est probablement subsidiaire à celle d'autres armes. Ainsi, par exemple, la possession d'un couteau, fréquente chez les ceux qui possèdent des pistolets, n'a pas été prise en compte. Cependant cette exclusion du modèle ne veut pas dire que les fusils et les couteaux soient inoffensifs en tant que tels.

Les conclusions d'autres études portant sur l'influence négative de l'exposition à des scènes de violence ou pornographiques par les médias modernes ne sont pas vraiment pertinentes (FELSON 1996, p.123). Ces chercheurs estiment que certains individus sont plus susceptibles que d'autres de reproduire les actes vus dans ce type de films. Notre enquête peut cependant contribuer à clarifier quelque peu le sujet, puisque nous avons vu que la consommation très fréquente (plus de 60 fois durant une année) de ce genre de produits augmente l'*odds ratio* à 5.2, ce qui n'est pas négligeable. Pour une consommation d'au moins 30 fois l'*odds ratio* est encore à 2.3.

Par rapport au modèle concernant la violence moins grave et moyennement grave ou occasionnelle, on constate une réduction à 8 facteurs explicatifs. Certains facteurs situationnels (fréquenter des endroits publics, des stades de foot, avoir beaucoup d'amis et de connaissances) peuvent jouer un rôle pour expliquer une forme de violence plus modérée. Il en va de même pour le fait d'être ou non père d'un enfant. Étant dépourvus de connotations agressives ou impulsives, ils ont été exclus du modèle établi pour la violence grave par l'algorithme. En revanche, d'autres facteurs situationnels impliquent au moins une recherche de risque, voire une recherche de conflits. Le fait notamment de posséder des armes ou de porter une arme sur soi peut être apprécié sous l'angle du passage à l'acte. Comme certaines personnalités sont plus susceptibles de passer à l'acte de cette manière et de se mettre dans des situations risquées, comparativement à des personnalités moins impulsives, la possession d'armes constitue un facteur de risque important.

14.15 Discussion autour des particularités des agresseurs violents

Une image assez précise de la façon d'agir de ces jeunes se dessine. On constate que les individus les plus violents parmi les jeunes Suisses de notre échantillon l'ont toujours été, dès leur enfance ou du moins à partir de l'adolescence. On peut aussi supposer qu'ils ont pour particularité la recherche de situations favorisant l'extériorisation de pulsions. Les études longitudinales – malheureusement encore trop rares dans le paysage criminologique – ont permis de montrer que dans la majorité des cas la délinquance diminue à l'approche de la trentaine (GÖPPINGER 1993). Ce n'est que dans les cas plus lourds que la dangerosité persiste jusqu'à un âge plus avancé. D'ailleurs même dans cet échantillon ce serait sûrement une exception. Dans une autre recherche portant sur tous les 954 criminels sexuels et violents, condamnés entre 1984 et 1993 au Canton de Zurich, (HAAS & RINDLISBACHER 2001), il a été estimé que l'on devait compter par année avec environ un individu sur un million en Suisse qui commettrait un crime si grave, et pour lequel le pronostic serait tellement défavorable, que l'on devrait l'enfermer pour une période indéterminée. Les criminels les plus dangereux, qui font l'objet d'une énorme publicité dans les médias sont fort heureusement très rares. Ainsi, parmi les recrues criminelles les plus graves, on trouvera peut-être un seul individu de ce type, voire aucun. Nous avons ajouté cette parenthèse dans le but de montrer aux lecteurs la large gamme d'actes et de personnalités qui se cachent derrière le terme *violence*, afin qu'ils puissent faire abstraction de l'image extrême que renvoie la presse, qui rapporte les cas les plus spectaculaires survenus dans la population mondiale. À titre d'exemple, même les individus condamnés pour homicide intentionnel ou pour viol ne peuvent pas être comparés à un Timothy McVeigh ou à un Marc Dutroux, qui constituent des cas extrêmes.

Notre démarche pour étudier les recrues très violentes, analogue à celle suivie dans le cadre d'une expertise psychiatrique, nous a permis d'aboutir à un portrait très proche de celui qu'a permis d'établir l'expérience clinique concernant les personnes accusées pour crime violent (cf. ULLRICH 1999, MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER 2001). On obtient ainsi pour ce sous-groupe, 80% de sujets qui sont atteints d'un développement mental incomplet et 10% qui sont perturbés de façon moins grave ou qui présentent des troubles d'une autre nature.

L'attraction pour les armes est un trait spécifique des recrues très violentes. Elle est bien moins marquée dans l'échantillon des violeurs. On pourrait émettre l'hypothèse suivante : les variables qui se réfèrent aux armes devraient être sur-représentées dans le groupe des agresseurs violents, du fait que les critères de la définition de ce groupe impliquent l'usage d'armes contre des personnes. Nous avons donc également testé ces influences sur l'ensemble des recrues qui ont blessé une personne au cours d'altercations violentes (avec ou sans l'intention criminelle). Dans cette recherche (KILLIAS & HAAS à paraître en 2001), nous sommes de nouveau parvenus à la conclusion que la possession d'armes jouait un rôle causal pour la violence grave. Dans une optique de prévention, considérant à la fois les aspects personnels et situationnels du problème, des mesures dans ce domaine s'imposent. Le contrôle de l'achat et du port d'armes doit être organisé de façon à exclure la possibilité que des individus avec une histoire de violence puissent se procurer des armes à feu. Il convient de réserver cette liberté uniquement aux citoyens ayant un casier judiciaire vierge, ce qui est théoriquement le cas grâce à la nouvelle loi mise en vigueur le 1^{er} janvier 2000. Il est bien évident que les individus avec un casier judiciaire ou connus de la police, à la suite d'altercations violentes au sein de la famille, ou parce qu'une enquête pénale est en cours contre eux, doivent être empêchés d'acquérir des armes. Il devrait être également interdit aux individus souffrant d'une maladie mentale qui les a conduits à une privation de liberté à des fins d'assistance (hospitalisation d'office) de posséder une arme. Ces personnes ont représenté

à un moment donné un danger pour elles-mêmes et/ou pour autrui. Il convient d'éviter tout risque en cas de rechute.

On a relevé que les syndromes des agresseurs sexuels et des agresseurs non sexuels ne sont pas identiques. Il ne semble pas que les recrues violentes soient toujours issues de foyers très nettement violents. Même si pour elles, cette variable entre en jeu, elle n'explique pas toute la violence à venir. Voilà encore une différence d'avec les violeurs, qui ont subi nettement plus souvent des abus de toutes sortes durant leur jeunesse. Ainsi, les profils psychologiques et les biographies des agresseurs violents sont moins stigmatisés que ceux des jeunes violeurs. La biographie des jeunes violents est moins marquée par la présence de problèmes psychologiques durant l'enfance et l'adolescence que celle des violeurs, tout en l'étant beaucoup plus que la population générale.

Quand on considère les taux de prévalence relatifs à la psychopathologie des agresseurs violents (cf. tableau 14.33), la question de leur culpabilité reste difficile à évaluer. Toutes les perturbations n'impliquent pas nécessairement une restriction de la responsabilité pénale. Celle-ci est restreinte uniquement si l'individu est atteint d'une manière telle qu'il n'est pas en mesure d'apprécier le caractère illicite de ses actes, ou qu'il n'est pas capable de se déterminer d'après cette appréciation. Sur le plan théorique aussi bien que pratique, il existe une controverse à ce sujet. Parmi les spécialistes, certains considèrent que les délinquants ne sont souvent pas entièrement responsables au sens pénal du terme, car ils sont incapables de contrôler leurs pulsions, en raison de leur handicap social. D'autres estiment, quant à eux, que la grande majorité des délinquants savent très bien contrôler leurs comportements pourvu que cela serve à leurs buts égoïstes immédiats. Les mesures qu'ils prennent pour éviter d'être découverts prouvent que leur handicap psychique n'entrave pas véritablement les capacités cognitives et volitives, composantes essentielles du libre-arbitre. Dans cette optique, les délinquants perturbés devraient donc être considérés responsables de leurs actes dans le sens de la loi. Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre de conclusion.

Enfin, peut-on, à partir de l'analyse de la genèse de la violence, en déduire des pistes ou des consignes pour la thérapie des agresseurs violents ? Plusieurs aspects peuvent être retenus à cet égard. Tout d'abord, au niveau des hypothèses concernant la personnalité de ces délinquants, on a vu que leur problématique se situe dans les divers déficits constitutifs d'un développement mental incomplet au sens de la loi. La présence de ces déficits multiples contredit le modèle de la « cuirasse du caractère », qu'il suffirait de rompre à l'aide de confrontations verbales, pour reconstruire ou retrouver par la suite un caractère sain. De plus, si les résistances du patient diminuent à la suite d'un travail thérapeutique, permettant ainsi d'accéder plus facilement aux blessures refoulées de l'enfance, cela ne garantit pas qu'il soit capable de combler les déficits de son *moi* (faible tolérance à la frustration, manque de liens affectifs, perturbations du développement des pulsions, etc.). D'après nos résultats, il ne semble pas non plus que la violence soit simplement le produit d'une frustration (selon l'hypothèse de DOLLARD) au niveau professionnel (chômage et manque de formation ont été exclus en tant que facteurs) ou au niveau personnel (le manque de réseau social et l'absence de relation sentimentale ont été exclus également). Donc, si une réinsertion professionnelle ou un travail social sont incontestablement des moyens d'aide nécessaires, sans aucune prise en charge psychothérapeutique, ils risquent de ne pas être suffisants. La thérapie doit se concentrer sur la réparation des déficits, processus qui durera forcément plusieurs années. Cette thérapie peut alors être accompagnée par des mesures de réinsertion sociale et professionnelle, si celles-ci s'avèrent aussi nécessaires. Nous avons vu que la violence est également liée à des passages à l'acte des patients délinquants perturbés. Ces délinquants se trouvent alors pris dans un cercle vicieux puisqu'ils s'exposent à des situations, à des individus, et à des substances qui vont encore aggraver leurs troubles psychiques. Pour que la thérapie puisse développer son potentiel, il faut veiller à ce que le patient ne détruise pas par

des passages à l'acte les effets bénéfiques. Cela n'est malheureusement pas toujours possible en liberté, dans la mesure où le patient est soit incapable de se restreindre à des activités non risquées, soit qu'il présente un danger pour autrui. Face au potentiel destructeur lié aux contacts avec le milieu des bandes juvéniles, au port d'armes et à la consommation excessive d'alcool, il doit être protégé contre lui-même – et la société doit être protégée contre lui (TARDIFF 1992, p.496). À partir d'une certaine gravité des agressions, un cadre fermé de prise en charge à long terme (plusieurs années), peut être indispensable pour mettre fin au cercle vicieux. Une peine relativement longue aura aussi comme avantage d'assurer une prise en charge durant plusieurs années. Le juge devrait alors veiller à ce que la peine ou la mesure infligée soit suffisamment longue pour que ces hommes violents ressortent de prison à un âge où la récidive tend à diminuer (après la trentaine) et qu'une éventuelle thérapie ait déjà pu déployer ses effets (cf. chapitre 16, paragraphe 16.7.1.3). À l'heure actuelle, les structures socio-psychiatriques externes à la prison sont souvent trop ouvertes pour empêcher les *acting-out* de patients délinquants perturbés. Malheureusement, à l'intérieur des prisons, dans une structure fermée, les moyens thérapeutiques mis à disposition sont souvent insuffisants.

Or, la structure carcérale permet à certains détenus de maintenir une façade de prisonnier modèle, bien qu'ils ne soient pas capables de se conduire correctement sans une constante surveillance. Si une thérapie en prison pour un patient motivé et capable de s'engager dans un tel processus peut être mise en place, il faut lui offrir un suivi après sa libération, afin d'en consolider les effets dans un contexte de liberté où le patient pourra mettre à l'épreuve la responsabilité qu'il a prise concernant sa vie et celle de son entourage.

15 Voleurs

La délinquance sexuelle suscite généralement la honte chez les victimes comme chez les agresseurs. Dans la présente enquête cela s'est manifesté par l'absence de toute confession personnelle dans les commentaires des recrues, alors que ceux-ci étaient assez riches en opinions banalisant la violence et contenaient même quelques révélations à ce sujet. Pour illustrer les résultats obtenus, l'auteure se référera à quelques-uns des patients (Roland, Marc, Bogdan, Alexandre, Roy, Tensing, Luis, tous ces prénoms étant bien entendu fictifs) qu'elle a traités lorsqu'elle exerçait la profession de psychothérapeute dans des établissements pénitentiaires. Les histoires de Marc (HAAS 1998) et de Roland (HAAS 1995) ont déjà été évoquées dans le cadre d'autres publications.

La structure de ce chapitre est analogue à celle du chapitre précédent, ce qui permettra aux lecteurs de comparer les caractéristiques des voleurs avec celles des agresseurs violents. Quant à la significativité des différences entre les voleurs et le reste des recrues, il ne faut pas surestimer le poids du test *Khi carré* (test statistique de dépendance ou de comparaison entre variables). En effet, la comparaison entre deux échantillons aussi différents de par leur taille (seulement trente voleurs contre le reste des recrues) pourrait facilement produire des résultats quelques peu biaisés, dus à des fluctuations statistiques aléatoires. Par manque d'enquêtes empiriques suffisamment larges portant sur des phénomènes relativement rares, comme celui du viol, il vaut néanmoins la peine de publier ces chiffres afin que d'autres chercheurs et cliniciens puissent avoir un point de comparaison.

Les stéréotypes circulant dans le public et dans la presse à propos des délinquants sexuels sont nombreux, et parfois, il faut le dire, éloignés de la réalité. Il est par exemple erroné d'affirmer que les voleurs ont besoin de s'approcher de façon violente des femmes parce qu'ils ne parviendraient pas à les séduire d'une autre manière. En effet, beaucoup d'entre eux sont des hommes charmants, qui ont également de nombreux contacts sexuels volontaires. Seuls quelques voleurs sont très isolés, n'ont pas d'amis et ont de la peine à trouver des partenaires consentantes.

Dans le discours des médias et des professionnels, les clichés commencent déjà avec l'emploi du terme « délinquant sexuel ». En effet, celui-ci sous-entend que ces agresseurs ont entre eux beaucoup de points communs et constituent donc une catégorie homogène. Ainsi, quand on parle d'agresseurs sexuels, on se réfère aussi bien aux auteurs de harcèlement sexuel, aux exhibitionnistes, aux pédophiles, aux voleurs qu'aux tueurs en série. En réalité, les caractéristiques de ces groupes sont très différentes. On ne peut donc pas parler d'entité clinique à propos des agresseurs sexuels. Un voleur peut être tout aussi différent d'un pédophile qu'un toxicomane d'un criminel en col blanc, ou qu'une personne non délinquante d'un escroc. Une autre opinion aussi répandue que simpliste concerne la position hiérarchique basse des voleurs parmi les détenus en prison. Or, à la différence des pédophiles, certains voleurs, ayant une forte personnalité, ne se situent pas au bas de la hiérarchie. Ils s'associent plutôt avec les autres criminels violents, et comme nous allons le voir, ils n'hésitent pas à défendre leur réputation de « gros durs » en recourant pour cela à la manière forte.

15.1 Passages à l'acte et infractions sexuelles des voleurs

Le groupe de trente personnes qui ont avoué avoir pénétré quelqu'un en utilisant des menaces (avec ou sans arme) ou une violence physique se situe au dernier niveau d'une échelle à cinq niveaux (tableau 12.11 dans le chapitre 12). Les caractéristiques de l'activité délinquante et de la personnalité des 46 recrues ayant « seulement » commis une contrainte sexuelle mais pas de viol se situent entre celles des recrues qui ont avoué des harcèlements sans contrainte directe et celles des voleurs. Elles sont en général considérablement moins extrêmes que

celles des violeurs. Le même phénomène est d'ailleurs constaté chez les 18 abuseurs sexuels d'enfants qui ne sont pas allés jusqu'au viol. Nous avons comparé nos résultats à ceux d'une enquête du FBI portant sur 41 violeurs en série condamnés sur la base du Code pénal américain, afin de voir dans quelle mesure cette population spécifique ressemblait à la nôtre (BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS in : PRENTKY et QUINSEY, 1988, pp.283ss, HAZELWOOD & WARREN, 1989, 1990). Notons qu'aux États-Unis, la définition juridique du viol peut différer de celle du Code pénal suisse. Ce qui frappe chez les hommes de notre échantillon ayant avoué un viol, c'est la fréquence élevée de leurs transgressions d'ordre sexuel (cf. tableau 15.1).

Tableau 15.1 : Infractions sexuelles commises par les violeurs

Fréquence durant les douze mois précédant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
Importuner quelqu'un (exhibitionnisme, geste offensant, forcer à regarder des vidéos pornographiques, toucher, pincer quelqu'un)	17	–	10	20	53	0	100
Toucher les parties génitales de quelqu'un contre sa volonté	10	13	26	13	20	17	100
Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux	13	17	17	7	30	17	100
Exiger de quelqu'un des attouchements des organes génitaux avec la bouche	10	17	13	20	33	7	100
Pénétrer quelqu'un contre sa volonté	–	30	10	17	43	0	100
Quelque chose s'est passé dont la recrue ne peut pas parler	10	3	10	3	3	70	100
Acte d'ordre sexuel quelconque	–	3	3	20	73	0	100

N=30

(cf. tableaux 12.3-12.10) sig : $p < 0.001$

En effet, parmi les trente violeurs, on ne trouve que deux individus (7%) dont les infractions sexuelles peuvent être considérées comme plutôt isolées, c'est-à-dire s'étant produites une à trois fois au cours des douze mois précédant l'école de recrues. Les autres (93%) ont apparemment commis assez fréquemment de tels actes, et dans 73% des cas ces comportements ont été répétés régulièrement (plus de 20 fois au cours des douze mois précédant l'école de recrues). Dans ces circonstances, il nous semble justifié de parler de *violeurs*. Dans la majorité des cas, il s'agit d'agressions sexuelles commises plusieurs fois, voire de façon régulière. À l'exception de trois individus, les recrues ayant avoué un ou plusieurs viols ont aussi eu des rapports bucco-génitaux contre la volonté de leurs victimes. De plus, 20% d'entre elles ont encore indiqué avoir commis d'autres délits inavouables en choisissant l'item « il s'est passé quelque chose, mais je ne veux pas en parler ». En outre, 40% des violeurs avouent avoir harcelé ou abusé d'un enfant au cours de l'année précédente (contre 0.1% des autres recrues).

15.1.1 Victimes des infractions sexuelles commises par les violeurs

Le tableau 15.2 donne des précisions sur les victimes des violeurs de notre échantillon. Il indique non seulement les victimes de viols proprement dits, mais toutes les personnes qui ont été agressées de manière grave par une recrue ayant avoué un viol ou d'autres sévices sur l'une de ses victimes.

Tableau 15.2 : Victimes des transgressions et infractions d'ordre sexuel commises par les violeurs

Plusieurs victimes possibles	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Partenaire	30	3.1
Ex-partenaire	13	1.3
Frère	3	0.1
Sœur	17	0.2
Père ou éducateur	7	0.1
Mère ou éducatrice	13	0.1
Personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	13	0.1
Personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	17	0.2
Autre personne connue, de sexe masculin (p.ex. voisin)	13	0.1
Autre personne connue, de sexe féminin (p.ex. voisine)	23	1.3
Copain(s), ami(s)	17	0.6
Copine(s), amie(s)	23	4.2
Personne inconnue de sexe masculin	13	0.2
Personne inconnue de sexe féminin	47	3.5
Fils, fille	20	0.0
Autre enfant	20	0.1
N'ont pas indiqué qui étaient les victimes	13	2.0

N=21'314,

sig : $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du Khi^2 n'est pas valide)

La liste des victimes des autres recrues renvoie ici à toutes les transgressions et infractions d'ordre sexuel, à l'exception bien sûr d'actes anodines comme donner un baiser ou de prendre quelqu'un dans ses bras contre sa volonté.

Nous pouvons relever plusieurs caractéristiques concernant le choix des victimes par les agresseurs sexuels violents de notre échantillon. Ainsi, ces derniers s'attaquent à un large éventail de personnes et agissent avec une fréquence beaucoup plus élevée que les autres recrues qui ont avoué avoir commis des actes d'ordre sexuel contre la volonté d'autrui. Le

nombre total de victimes sur une année dépasse 75 personnes, au moins 57% d'entre elles étaient des femmes et 18% des hommes. Sachant que quatre hommes n'ont pas indiqué qui étaient leurs victimes, et que dans chaque catégorie on peut retrouver plusieurs victimes (par exemple une personne qui a agressé plusieurs femmes qu'il ne connaissait pas a coché l'item « femme inconnue »), le nombre moyen de victimes par agresseur dépasse certainement le chiffre de trois par an. Nous tenons à rappeler que toutes les victimes n'ont pas nécessairement subi toutes les pratiques sexuelles indiquées sur la liste ; elles n'ont probablement pas toutes été violées. On peut imaginer que la pénétration sexuelle sous contrainte a été commise sur une personne, alors que d'autres victimes ont peut-être « seulement » subi des attouchements moins graves. Les réponses de ces hommes indiquent pourtant que leur vie est remplie de délits sexuels, impliquant de nombreuses personnes agressées.

Dans la liste des victimes figurent des personnes d'autorité, le père et la mère, ou encore l'éducateur et l'éducatrice qui auraient été la cible des harcèlements ou des délits des violeurs. Nous nous sommes évidemment interrogés sur la crédibilité de ces réponses. Il y a trois possibilités : la première est celle d'une erreur en cochant les choix proposés dans le questionnaire, la seconde aurait un rapport avec le vécu de situations incestueuses, ou des abus réels commis sur des éducateurs ou éducatrices. La troisième possibilité serait une plaisanterie déplacée, ou une protestation vis-à-vis des parents.

La première explication de ces réponses pourrait être que ces recrues, ayant un caractère très impulsif, ont peut être perdu patience en remplissant le questionnaire et ont ainsi coché trop rapidement une série de questions. Ce phénomène, déjà observé chez les agresseurs violents, semble plausible. En effet, il serait étonnant que des traits pathologiques ne se reflètent jamais dans la manière de répondre à un questionnaire. Il reste cependant une part d'interprétation que nous ne pouvons pas éliminer. Dans le cadre d'une recherche, tout comme dans une psychothérapie ou encore dans une enquête criminelle, il faut accepter que des inconsistances ou des points non éclaircis subsistent, même après une analyse approfondie.

La deuxième hypothèse proposée, soit le vécu de situations incestueuses, est illustrée par des cas cliniques, qui ont permis de montrer que ce scénario – qui est très différent de l'expérience quotidienne des gens ordinaires – peut survenir au sein de familles très perturbées. Ainsi, deux patients de l'auteure, Luis et Roy, ont dévoilé de telles expériences. Luis était un agresseur sexuel non détecté par les autorités, qui avait été condamné pour trafic de cocaïne. Son père était lui-même un ancien criminel endurci qui avait passé de longues années en prison pendant la jeunesse de son fils. Lors de ses périodes de liberté, et cela des années durant, il violait son fils dans le lit conjugal sous les yeux de la mère. Luis, devenu adulte, était un homme charmant en apparence, d'allure très agréable, mais qui faisait des tentatives d'attouchements en toutes occasions, entre autres sur sa thérapeute. Pendant la journée, il travaillait comme magasinier, tandis que sa vie nocturne consistait essentiellement en des passages à l'acte dans le milieu des consommateurs de cocaïne ; il trouvait ses « victimes-femmes » en fréquentant les soirées à Los Angeles. Il s'adonnait également à la prostitution. Son for intérieur était habité de fantasmes sadiques. Il racontait avec fierté avoir battu à mort un chaton devant un groupe d'amis et pensait sincèrement avoir été admiré pour cet acte de cruauté. Roy, un autre patient, d'origine suisse, avait été initié à la sexualité par son père qui l'avait emmené dans une maison close à l'âge de quinze ans. Avec l'argent pris dans le porte-monnaie de la mère, père et fils se sont rendus dans de tels établissements à l'étranger où le père obligeait son fils à participer aux actes. À leur retour, comme la mère de Roy ne retrouvait plus son porte-monnaie, le père accusa alors froidement son fils de l'avoir volé pour pouvoir satisfaire ses lubies sexuelles. Dans le cadre de ces relations familiales éminemment chaotiques, on peut imaginer que des harcèlements sexuels entre la mère et le

filis ou entre le père et le fils aient eu lieu, sans qu'il soit clair qui a initié ces actes après la puberté du fils.

Troisièmement, on peut s'imaginer que le fils a harcelé ses parents en leur montrant des photos pornographiques par plaisanterie, par geste de mépris, ou par protestation.

Parmi les victimes des violeurs, on retrouve au moins douze enfants (16%). Ce taux est comparable à celui mis en évidence par l'échantillon du FBI (HAZELWOOD & WARREN, 1989), dans lequel 18% des victimes étaient aussi des enfants. Les agresseurs qui utilisent la violence physique ou qui se servent d'une arme pour exercer leurs menaces, semblent manifester plus de paraphilies que les autres. De plus, ils choisissent pour victimes aussi bien des hommes ou des femmes que des enfants. Ce résultat significatif ($p < 0.001$) correspond aux enquêtes menées sur les agresseurs sexuels condamnés. Parmi les agresseurs sexuels, les plus violents choisissent leur victime de manière presque arbitraire, c'est-à-dire qu'ils peuvent se montrer plus souvent bisexuels et pédophiles que strictement hétérosexuels.

Le choix fréquent des victimes parmi les frères et sœurs, montre que la délinquance sexuelle est apparemment un comportement acquis au cours d'une période assez longue, qui a commencé dès l'enfance. Le sondage du FBI (BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS, in : PRENTKY et QUINSEY 1988, pp.283ss) a révélé que la violence sexuelle de leurs sujets a commencé dès la puberté par des harcèlements d'enfants du voisinage ou de l'école, ainsi que des frères et sœurs. En effet, il semble plausible que les agresseurs ayant déjà contraint un membre de la fratrie à avoir des rapports sexuels avec eux passent plus facilement à l'acte contre des enfants, des personnes inconnues, des connaissances, ou leurs futures partenaires. Comme exemple clinique, nous citerons le cas d'un patient que nous nommerons Marc. Il avait commencé sa carrière de délinquant sexuel au cours de sa puberté par des attouchements perpétrés par intimidation sur un petit garçon. À l'âge de quinze ans il avait aussi violé une quinquagénaire de son village.

Il faut encore constater que 13% des délinquants sexuels qui commettent une pénétration sexuelle forcée, avec intimidation ou violence, indiquent qu'ils sont exclusivement homosexuels. De ce fait, en droit pénal suisse, leurs délits doivent être qualifiés de contrainte sexuelle et tombent ainsi sous le coup de l'art. 189 CP. Le viol proprement dit, au sens de l'art. 190 CP, est réalisé uniquement par la pénétration vaginale d'une femme non consentante. Nous utilisons toutefois ici les termes « viols » et « violeurs » pour les hommes qui ont obligé quelqu'un à un coït en recourant à des intimidations, des menaces ou des violences. Parmi les violeurs, 23% d'entre eux ont affirmé être bisexuels, ou n'avoir pas trouvé encore leur identité sexuelle. Parmi les autres recrues, ce pourcentage se réduit à un dixième. Cette différence est significative à un seuil de $p < 0.001$. Dans l'échantillon du FBI (HAZELWOOD & WARREN, 1989), le pourcentage d'hommes bisexuels ou homosexuels est inférieur environ de moitié. Toutefois, il faut relever que ces individus, d'un âge moyen de 35 ans, avaient d'ores et déjà une identité sexuelle consolidée. Sur l'ensemble de ces violeurs en série, le premier viol avait déjà été commis en moyenne à l'âge de 22 ans.

Ces chiffres nous montrent également que le nombre de victimes masculines adultes de la délinquance sexuelle doit être beaucoup plus élevé que les statistiques policières ne le laissent penser. Il semble que la question du chiffre noir de la violence sexuelle envers les hommes soit tout aussi taboue, si ce n'est plus, que la violence sexuelle contre les femmes. On peut interpréter ce résultat de plusieurs manières. Est-ce que le traumatisme vécu par les victimes masculines est moins grave que celui vécu par les femmes, avec pour conséquence un refus de dénonciation ? Cette hypothèse ne fait qu'alimenter dans une certaine mesure, le mythe de l'invulnérabilité de l'homme qui serait censé se remettre plus facilement qu'une femme d'un traumatisme de ce type. Le contraire pourrait également être le cas. Il est aussi possible que le tabou autour d'une telle humiliation soit si fort que les victimes masculines n'osent pas porter plainte, de peur de subir des railleries, une victimisation secondaire, ou encore à cause du trop

grand stress qu'engendrerait un témoignage contre leur agresseur. De plus, les professionnels eux-mêmes ont peut-être tendance à ne pas mettre en œuvre les conditions favorables à la dénonciation de ce type d'abus, car la plupart n'en imaginent même pas l'existence. Enfin, on pourrait encore penser que la victimisation des hommes se déroule dans le cadre d'un scénario spécifique : par exemple la recherche d'aventures sexuelles anonymes entre hommes ou le recours à un prostitué. En effet, les agresseurs sexuels se font souvent payer pour avoir des rapports. Se faire agresser dans ces circonstances pourrait retenir la victime de se défendre et d'en parler, par peur d'être découverte, par honte ou par sentiment de culpabilité. Elle pourrait en effet regretter de s'être mise elle-même dans une situation à haut risque.

Parmi les victimes des 618 hommes qui ont avoué des pénétrations réalisées sans consentement, mais sans intimidation ou violence (cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel »), nous avons trouvé majoritairement des partenaires (65%). En revanche, seuls 30% des violeurs disent avoir agressé leur partenaire. Il découle de cette différence importante une certaine confirmation des informations révélées par les violeurs. Un nombre important de victimes des « véritables » criminels sexuels de notre échantillon semblent se recruter aussi bien parmi les connaissances de l'agresseur que chez des inconnues. Nous pourrions en déduire que les agresseurs sexuels violents ont tendance à déplacer les agressions sexuelles les plus graves hors du couple. Il serait intéressant de connaître la situation dans laquelle se déroulent ces viols. Certains violeurs traités en prison ont avoué à l'auteure (qui travaillait en tant que psychothérapeute) qu'ils avaient déjà, bien des années avant leur emprisonnement, violé soit des femmes qu'ils connaissaient, soit des inconnues dont ils avaient fait la connaissance dans un restaurant, lors de fêtes ou en discothèque. Ce phénomène est bien connu sous la dénomination de *date rape* dans la littérature américaine. D'après les résultats d'un sondage anglais de victimisation autoreportée, le scénario le plus typique du viol serait justement celui du *date rape* (WRIGHT 1980, in : WEST 1994 p.xi) : un jeune homme rencontre une jeune femme dans une discothèque ; les deux partent ensuite se promener et se rendent en voiture chez l'un d'eux ; l'homme s'attend à avoir des relations sexuelles et insiste, n'acceptant pas le refus de la femme, et utilisant la force si nécessaire. Les détenus condamnés pour viol, tout comme les patients que l'auteure a vus en prison, se disaient eux-mêmes étonnés que leurs victimes n'aient, d'après leurs souvenirs, guère résisté, et dans la majorité des cas, pas porté plainte. Deux explications peuvent être avancées : il pourrait s'agir de femmes victimisées depuis leur enfance, ne possédant pas les ressources mentales ou sociales nécessaires pour se défendre. Il est aussi possible que l'acceptation de la part de la femme d'entrer en relation avec cet homme constitue, aux yeux de celle-ci, un obstacle l'empêchant de dénoncer l'affaire à la police ; de plus elle peut aussi avoir honte de s'être « fait avoir » bêtement. La victime pourrait en effet craindre, dans ce cas, que le rapport soit considéré comme consenti par les autorités, et que l'agresseur conforte cette opinion par de fausses allégations.

Bien qu'il s'agisse de crimes, les viols commis par les jeunes hommes pendant les douze derniers mois précédant l'école de recrues ont rarement été poursuivis : seuls deux auteurs de viol (7%) ont comparu devant un juge et 43% ont indiqué que personne d'autre qu'eux-mêmes et la victime n'avait eu connaissance des faits. Il faut toutefois être conscient que tous les délinquants graves dénoncés à la police au cours de l'année 1996 n'ont pas accompli leur école de recrues en 1997, soit parce qu'ils étaient alors incarcérés, soit parce qu'ils ont été exclus de l'armée.

15.1.2 Violeurs et opinions sexistes

Les attitudes sexistes des violeurs témoignent de la distorsion cognitive extrême des agresseurs sexuels quant à l'image des relations sociales et sexuelles entre hommes, femmes

et enfants. Ce symptôme n'est certes pas inconnu des cliniciens, mais nous ne savons pas si les délinquants sexuels inconnus des autorités en étaient également affectés.

Nous pouvons nous abstenir ici de longs commentaires : les fréquences des opinions sont suffisamment éloquentes. Nous retrouvons la même attitude chez les abuseurs d'enfants. En effet, parmi les recrues qui ont agressé un enfant, environ le même nombre considère qu'une relation sexuelle entre un adulte et un enfant n'est pas nécessairement mauvaise pour ce dernier. Les jeunes hommes qui ont eu recours non seulement à des menaces verbales, mais également à de la violence physique ou à une arme (N=19), expriment encore davantage d'opinions sexistes et d'attitudes de justification à propos de la violence sexuelle contre les femmes et les enfants. Toutefois, nous ne savons pas si une telle mentalité est la cause des transgressions des limites d'autrui ou si elle en est la conséquence. Dans le second cas, elle pourrait servir à atténuer la mauvaise conscience des violeurs.

Tableau 15.3 : Opinions des violeurs par rapport aux relations avec femmes et enfants

	Sont tout à fait d'accord ou assez d'accord		N'ont pas voulu répondre, ne savent pas	
	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Les femmes, au fond d'elles-mêmes, aiment bien qu'on utilise un peu la force pour les amener au lit.</i>	57	7.1	23	10.1
<i>Quand une femme flirte avec quelqu'un, c'est qu'elle désire être satisfaite sexuellement, même si elle refuse les avances.</i>	60	16.4	20	14.5
<i>Un homme qui travaille toute la journée pour nourrir sa famille a le droit d'avoir de la satisfaction sexuelle quand il rentre à la maison.</i>	57	16.5	20	11.4
<i>Une prostituée doit compter sur le fait qu'il puisse lui arriver quelque chose; elle en est seule responsable.</i>	60	36.6	17	9.6
<i>Une relation sexuelle entre un enfant et un adulte n'est pas nécessairement mauvaise pour l'enfant.</i>	37	4.3	20	8.3

N=21'314

sig: $p < 0.01$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du χ^2 n'est pas valide)

Une autre question qui se pose par rapport à ces chiffres se réfère au contexte dans lequel les agresseurs sexuels expriment leurs attitudes sexistes. La réalité n'est pas aussi simple que celle des chiffres. En tant que psychothérapeute en milieu carcéral, l'auteure a remarqué que les détenus n'exprimaient pas leur mépris envers toutes les femmes. Il était plutôt frappant de voir le clivage des représentations mentales de la femme en tant que femme admirable mais asexuée, et femme sexuée. Il semblerait que la dichotomie classique de l'image de la femme ou « sainte » ou « putain » soit ainsi poussée à l'extrême dans la mentalité des violeurs. Nous

pensons que dans le cadre d'une interview face à face avec un chercheur féminin, les opinions sexistes ne seraient vraisemblablement pas exprimées. En revanche, elles se manifesteront probablement au travers de plaisanteries déplacées, par exemple au cours d'un repas bien arrosé au restaurant.

15.1.3 Voleurs et consommation de vidéos interdites

Selon une enquête de LAMNECK (1995 pp.230-256), les films d'horreur, de guerre ou pornographiques sont principalement corrélés à la commission d'actes violents (contre des objets et contre des personnes). Pour la violence commise, entre 10% et 20% de la variance était expliquée par la consommation de tels films ; alors que les autres genres (aventures, science-fiction, etc.) expliquaient moins de 5% de la variance. Du fait de l'interaction entre le visionnement de certains films et la réceptivité d'un individu, on peut prévoir que les films pornographiques risquent d'avoir un effet réel sur des personnes qui trouveront là des modèles auxquels s'identifier. Ces stimulations peuvent contribuer à abaisser le seuil du passage à l'acte – sans toutefois que l'ampleur de cet effet soit connu.

Tableau 15.4 : Consommation de vidéos pornographiques et violentes dures par les voleurs

Fréquence sur toute la vie	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
<i>Pornographie dure</i>	7	7	13	23	43	7	100
<i>Vidéos brutales ou cruelles</i>	20	17	10	13	27	13	100
<i>Reality vidéos</i>	20	20	3	10	30	17	100
<i>Vidéo quelconque</i>	10	3	13	23	50	0	100

N=30

cf. tableau 8.2, sig $p < 0.001$

Par rapport aux fréquences calculées sur toutes les recrues, la consommation de vidéos de ces trois catégories est beaucoup plus courante chez les voleurs. On constate que les agresseurs sexuels s'exposent souvent à une stimulation de leur pathologie. L'idée que ces criminels puissent encore trouver davantage d'idées perverses sur les cassettes, et qu'ils vont par la suite essayer de les reproduire, est inquiétante. Alors que HAZELWOOD et WARREN (1989, p.21) ont constaté que 33% des voleurs condamnés admettent avoir une collection de vidéos pornographiques, 43% des voleurs de notre échantillon en sont des consommateurs réguliers. Les proportions d'individus violents (28%) et de voleurs (50%) qui consomment très fréquemment des films pornographiques, selon notre sondage, sont similaires à celles obtenues par FORD et LINNEY (1995), qui sont de 29% d'agresseurs violents et 42% d'agresseurs sexuels (y inclus les agresseurs sexuels d'enfants et les voleurs). Cette étude révèle que les délinquants sexuels ont été exposés pour la première fois à des magazines *hard core* à un âge très jeune (entre 5 et 8 ans). Cette recherche a aussi montré que les jeunes délinquants n'ont souvent pas reçu de leurs parents les premières informations sur la sexualité. En revanche, ils ont été exposés à des abus et à des passages à l'acte de la part d'adultes de leur entourage, ce qui témoigne d'un climat sexualisé et impulsif, combiné avec un manque de communication verbale et de rapports émotionnels. Il semble que cette atmosphère incestueuse soit une caractéristique fréquente des familles de délinquants sexuels.

15.1.4 Comportements sexuels à risque des violeurs

Les particularités que nous avons relevées dans le domaine de la sexualité des violeurs sont confirmées par l'étude de HAZELWOOD et WARREN (1989, p.21), qui ont constaté un même développement sexuel perturbé chez 76% des violeurs en série : 15% d'entre eux se sont prostitués. Dans notre échantillon, 23% l'ont fait à plus de vingt reprises.

Tableau 15.5 : Fréquence des comportements sexuels à risque des violeurs

Fréquence durant les douze mois avant l'école de recrues	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu	Total
	%	%	%	%	%	%	%
Avoir payé pour des relations sexuelles	20	20	13	10	27	10	100
Avoir consenti à des relations sexuelles pour de l'argent	37	10	17	7	23	7	100
Avoir eu des relations sexuelles sans préservatif avec une personne inconnue	17	30	3	13	30	7	100
Comportement sexuel risqué quelconque	3	7	17	30	40	3	100

N=30

cf. tableau 8.3 : sig $p < 0.001$

Le tableau 15.5 montre que la différence entre les violeurs et les agresseurs ordinaires (cf. chapitre 14. « Agresseurs violents », tableau 14.12) se situe dans les passages à l'acte d'ordre sexuel. Par exemple, l'engagement dans la prostitution, que ce soit en tant que client ou prostitué, est inférieur pour les seconds. La pathologie des violeurs comporte ainsi un élément supplémentaire, l'agression sexualisée. C'est pour cette raison que l'on utilise le terme de *prédateur* pour qualifier l'auteur de cette forme particulière d'agression pulsionnelle.

Le fait que les délinquants sexuels entretiennent très souvent des contacts sexuels non protégés devrait encourager la prise en charge médicale préventive accrue des victimes de viols.

15.2 Violeurs et délinquance générale

15.2.1 Autres délits des violeurs

Mis à part les divers comportements à risque en relation avec la sexualité des violeurs, nous pouvons observer que ceux-ci manifestent des comportements délinquants dans tous les domaines.

Tableau 15.6 : Délinquance des violeurs

Commis au moins une fois dans l'année précédente	Voleurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Infraction routière	43	43.1
Consommation de cannabis	70	44.9
Consommation de drogues synthétiques	57	9.6
Consommation de drogues hallucinogènes	60	10.8
Consommation de drogues dures	43	4.9
Toute consommation de drogues illégales et infractions routières	77	66.0
Vol de plus de 100.-	40	4.1
Fraude de plus de 100.-	27	4.1
Vandalisme pour plus de 100.-	43	10.9
Cambriolage	33	1.4
Déclenchement d'un incendie	27	0.6
Vente de drogues douces	60	13.1
Vente de drogues dures	43	1.5
Infraction quelconque, excepté consommation de drogues illégales et infractions routières	80	23.4

N=21'314

sig: $p < 0.001$

Les violeurs ne sont pas uniquement des violeurs, mais plutôt des criminels polyvalents et récidivistes. Dans le cadre du *profiling*, il a été constaté que les violeurs semblent particulièrement apprécier la conduite automobile. Dans le cas d'une infraction ou plus, les différences entre les violeurs et le groupe-contrôle ne se manifestent pas. En revanche, le taux de violeurs qui ont avoué des infractions routières fréquentes (plus de 6 fois) correspond à peu près au double de celui du groupe-contrôle. De plus, 20% des violeurs ont déjà eu un retrait de permis de conduire à la suite d'une infraction routière (17% même plusieurs fois). On ne relève que 5.1% de retraits dans le groupe-contrôle.

Tout comme chez les auteurs de délits violents, nous retrouvons un tiers des jeunes gens violeurs qui rapportent avoir commis un cambriolage (contre 2% des autres recrues). Un taux élevé de violeurs (27%) avouent avoir déclenché un incendie (contre 0.6% des autres recrues). FORD et LINNEY ont fait une constatation similaire dans leur échantillon. En effet, 4% des agresseurs violents examinés avaient commis ce délit, contre 14% des violeurs et 19% des agresseurs d'enfants, ce qui semble confirmer que le déclenchement d'un incendie durant l'enfance est fréquent chez les délinquants sexuels. De plus, près de deux tiers des violeurs se livrent au trafic de drogues douces et 40% à un trafic de drogues dures. Ce taux est supérieur au chiffre trouvé pour les agresseurs violents. Notons que la vente de stupéfiants fournit des « occasions » pour contacter des femmes très vulnérables à l'exploitation sexuelle et se mettre dans une position de pouvoir vis-à-vis d'elles.

Nous voyons donc clairement que le noyau dur des criminels sexuels commet toutes sortes d'infractions. Ainsi, lors des analyses des autres formes de délinquance – par exemple

agressions violentes ou deal – il serait tout à fait concevable de trouver quelques violeurs parmi ces récidivistes. Il faut rappeler que le terme de « délinquants sexuels » peut induire en erreur, car il se focalise essentiellement sur l’aspect sexuel et non sur le degré de la violence perpétrée sur la victime. La terminologie maladroite provient sans doute du fait que le viol (notamment s’il aboutit à des peines sévères et spectaculaires) attire l’attention du public, alors que les autres infractions commises par un violeur passent relativement inaperçues. Plus de la moitié des trente violeurs sont des délinquants récidivistes et sont impliqués dans différents types de délinquance : vente de stupéfiants, cambriolages et agressions. En comparant cet échantillon avec la classification de BEIER (1997), qui a examiné dans une étude longitudinale rétrospective la catamnèse de 60 violeurs ayant fait l’objet d’une expertise psychiatrique, nous estimons qu’au moins la moitié des violeurs que nous avons décelés parmi les recrues seraient diagnostiqués en tant que « violeurs dyssociaux », avec un pronostic peu favorable.

Il peut être intéressant de noter que, selon le point de vue des criminologues, les différences entre « l’homme de la rue » et le criminel n’apparaissent quasiment pas si l’indicateur choisi pour mesurer la délinquance n’est pas assez spécifique, et contient par exemple tout acte interdit commis au moins une fois.

15.2.2 Opinions des violeurs à propos de la loi

Compte tenu du catalogue des infractions perpétrées par les violeurs, il faut craindre le pire quant à leurs conceptions de la loi.

Tableau 15.7 : Conception de la loi par des violeurs

	Sont tout à fait d'accord ou assez d'accord		N'ont pas voulu répondre, ne savent pas	
	Voleurs N=30	Autres rec. N=21'284	Voleurs N=30	Autres rec. N=21'284
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Il n'y a pas de mal à contourner la loi si l'on ne se fait pas prendre (il n'est pas tenu compte ici des lois en matière de circulation routière)</i>	60	22.0	27	7.8
<i>Je n'ai pas à recevoir d'ordres; dans ma vie, c'est moi qui décide de ce qu'est la loi</i>	67	25.6	23	7.5

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test Khi^2 n'est pas valide)

Pour une majorité de violeurs, le concept de « loi » ne semble avoir aucune signification. Parmi les 22 à 26% des autres recrues qui sont d'accord avec ces propositions, 7 à 8% sont entièrement d'accord, et 14 à 18% assez d'accord. Ce résultat pourrait être le signe d'une protestation contre la discipline stricte de l'armée. Bref, hors du contexte spécifique de l'école de recrues, on pourrait peut-être trouver des écarts plus grands dans les réponses entre l'échantillon des violeurs et celui des autres recrues.

15.3 Voleurs et violence physique non sexuelle

Ce n'est pas seulement dans leur vie sexuelle que les voleurs s'engagent dans des situations à risque, ils le font également au travers d'actes de violence. Il semble que le développement de la déviance sexuelle soit influencé par de nombreux éléments néfastes depuis l'adolescence. En fait, les jeunes susceptibles de devenir criminels s'exposent à des vidéos interdites, à la prostitution, aux drogues et aux armes, c'est-à-dire à toutes sortes d'éléments qui vont aggraver leur pathologie et faciliter les catastrophes sociales à venir.

Tableau 15.8 : Actes de violence non sexuelle des voleurs

Commis au moins une fois dans l'année précédente	Voleurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots	63	66.4
Intimider quelqu'un avec des gestes, mots	60	35.9
Menacer quelqu'un avec une arme	40	2.3
Donner à quelqu'un des coups, gifles	43	16.7
Battre, donner des coups de pied	47	9.0
Battre quelqu'un avec un objet ou une arme	33	1.2
Donner à quelqu'un des coups de couteau	23	1.0
Ligoter, enchaîner quelqu'un	23	0.4
Etrangler quelqu'un (attaquer au cou)	27	1.8
Faire consommer à quelqu'un une drogue à son insu	23	0.6
Tirer avec une carabine, lancer des pierres contre quelqu'un	20	0.9
Tirer avec une arme à feu contre quelqu'un	30	0.5
Il s'est passé quelque chose, mais la recrue ne veut pas en parler	17	0.4
Toute violence commise avec objet, couteau ou arme à feu	40	1.4
Toute violence sans injures ni intimidations verbales	83	24.0

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des voleurs), le test χ^2 n'est pas valide)

Ces fréquences attestent d'un style de vie violent chez la majorité des criminels sexuels identifiés parmi les recrues. Les autres voleurs parviennent à leurs fins dans le cadre des agressions sexuelles, en intimidant de façon explicite ou implicite leurs victimes.

Selon l'échelle de la violence, treize voleurs (43%) appartiennent en même temps au groupe des agresseurs violents les plus dangereux, et quatre d'entre eux (13%) se trouvent à un niveau inférieur, qui inclut tout de même les altercations violentes fréquentes, avec armes, et commises avec une attitude d'acceptation de la violence.

Sept voleurs (23%) indiquent avoir utilisé un couteau contre quelqu'un au cours des douze derniers mois précédant l'école de recrues, et de façon générale, un tiers des voleurs ont de manière relativement fréquente fait preuve de violence « dure » contre quelqu'un. En fait,

presque la moitié des violeurs, à savoir 43% (contre 3.1% des autres recrues) ont blessé quelqu'un.

Les commentaires des recrues nous ont appris que le fait de ligoter ou d'étrangler quelqu'un accompagnent parfois des pratiques sexuelles. Compte tenu du fait que le degré de sadisme impliqué dépend beaucoup du consentement de la partenaire, nous estimons qu'il existe une zone grise de transgressions des limites, dans la mesure où une pratique qui était au début consentie, cesse de l'être à un certain moment. À titre comparatif, parmi les détenus de l'échantillon de HAZELWOOD et WARREN (1989) condamnés pour viol, 26% aiment enchaîner ou attacher leur partenaire pendant l'acte sexuel. Dans notre enquête un taux de 23.3% de violeurs ont indiqué avoir ligoté quelqu'un au cours des douze mois précédant l'école de recrues. Ce résultat paraît non seulement plausible, mais il corrobore la crédibilité des réponses obtenues par ces délinquants dans le cadre de ce sondage anonyme.

15.3.1 Autres constats autour de la violence non sexuelle des violeurs

Qu'en est-il de la possession d'armes ?

Tableau 15.9 : Possession d'armes des violeurs

	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Arme en bois (batte de base-ball, nunchaku etc.)	57	17.3
Couteau (plus grand qu'un couteau de poche)	60	36.2
Barre de fer, chaîne, poing américain	43	6.2
Pistolet, revolver	57	9.0
Fusil, mais pas de pistolet	3	13.8
Une des armes mentionnées ci-dessus	73	49.3

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test χ^2 n'est pas valide)

L'attraction des violeurs pour les armes est évidente : 43% possèdent plusieurs couteaux (contre 7.9% des autres recrues) et 57% ont un ou plusieurs pistolets (9% pour le groupe-contrôle). En outre, la moitié des violeurs portent régulièrement une arme sur eux (6.3% dans le groupe-contrôle). Ces faits sont inquiétants. Le phénomène de la possession et du port d'armes chez les violeurs pose un problème. On se demande dans quelle mesure ces individus sont capables de maîtriser leur agressivité ; et s'ils ont la volonté de la tenir sous contrôle.

Tableau 15.10 : Violence physique sérieuse des violeurs

Comportements :	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
	% des colonnes	%
Porte régulièrement une arme sur lui (>20x)	43	4.8
A déjà menacé intentionnellement qqn avec une arme au cours de sa vie	73	10.2
A utilisé une arme (couteau, arme à feu, objet lourd) pour agresser quelqu'un au cours de sa vie	67	5.6
A blessé quelqu'un intentionnellement avec violence au cours de sa vie	77	9.5
N=21'314		sig: p<0.001

En se focalisant sur les comportements violents les plus sérieux, on constate que la menace exercée par les jeunes criminels sexuels sur leur entourage n'est pas de nature théorique. Il semble en effet que la violence soit devenue chez eux une habitude. Déjà à l'âge de dix-neuf ans, le registre d'actes graves commis contre l'intégrité physique et psychique d'autrui est important. Cela n'est guère surprenant, car les violeurs condamnés n'ont en général été arrêtés qu'au bout d'une longue période de passages à l'acte. Ainsi, Marc, un des patients de l'auteure, a raconté qu'avant d'être arrêté pour divers viols, il avait frappé quelqu'un avec une barre de fer lors d'une bagarre ; la victime (masculine), qui avait subi une fracture du crâne, n'avait pas osé porter plainte car elle avait elle aussi des choses à cacher. Dans le cadre de la thérapie, ce même patient a avoué avoir commis des cambriolages et fait du trafic de drogue pendant des années, sans avoir jamais été découvert. Un autre patient, Roy, condamné d'abord pour viol, et une dizaine d'années plus tard pour homicide intentionnel, a dit avoir terrorisé toute une région par des menaces, et si besoin était, par l'utilisation de diverses armes qu'il avait lui-même construites (avec des lames de rasoir, par exemple). En outre, il maltraitait les animaux, et avait tué une bonne trentaine de chiens de combat.

15.3.2 Victimes des violences non sexuelles commises par les violeurs

Le tableau 15.11 établit la liste des victimes de toutes les agressions physiques commises par les violeurs au cours de l'année précédant l'école de recrues. En ce qui concerne les autres recrues, nous n'avons compté que les victimes dans les cas où il s'agissait de violences physiques ou de menaces avec armes. Ainsi, les victimes d'altercations verbales signalées par de nombreuses recrues ne figurent pas sur cette liste.

Tableau 15.11 : Victimes des violences non sexuelles commises par les violeurs

Plusieurs victimes possibles	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Partenaire	23	1.5
Ex-partenaire	10	2.0
Frère	20	3.1
Sœur	10	1.8
Père ou éducateur	7	1.1
Mère ou éducatrice	13	1.1
Personne d'autorité ou de confiance de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	20	0.7
Personne d'autorité ou de confiance de sexe féminin (médecin, enseignante)	7	0.2
Autre personne connue de sexe masculin (p.ex. voisin)	17	3.2
Autre personne connue de sexe féminin (p.ex. voisine)	0	0.6
Copain(s), ami(s)	13	6.1
Copine(s), amie(s)	3	1.6
Personne inconnue de sexe masculin	40	10.4
Personne inconnue de sexe féminin	7	0.1
Fils, fille	10	0.4
Autre enfant	30	4.3
N'ont pas indiqué qui étaient les victimes	13	5.5

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test Khi^2 n'est pas valide)

Le taux de femmes, d'enfants, de personnes en position d'autorité et d'hommes inconnus victimes de violences de la part des violeurs est très élevé, pour chaque catégorie, comparé aux taux relevés chez les autres recrues. Les attaques violentes non sexuelles commises par les violeurs ne se dirigent donc pas uniquement contre des femmes. Quant à la violence sexuelle commise au sein du couple, 27% des violeurs indiquent leur partenaire ou ex-partenaires comme victimes (contre 2.1% des autres recrues). Pourtant, la mesure d'association statistique de variables dichotomiques (ϕ) entre violence sexuelle et violence dans le couple est assez faible. Toutefois, la littérature spécifique concernant les violeurs (cf. KNIGHT & PRENTKY 1987, HOLMES & HOLMES 1996) relève que certains épargnent leur agressivité à leur partenaire, et déchargent leurs tensions plutôt sur des victimes anonymes, qu'il s'agisse de prostituées ou de vagues connaissances.

Comparée à celle des agresseurs violents dans un contexte non sexuel, la violence physique des violeurs se dirige dans une mesure beaucoup plus grande contre des victimes faibles et incapables de se défendre. En fait, 63% des violeurs avouent des maltraitements physiques de femmes ou d'enfants, contre 33% des agresseurs violents et 8.3% des autres recrues, ce qui

peut partiellement expliquer la mauvaise réputation des délinquants sexuels par rapport aux autres délinquants, qui, bien entendu, ne sont pas irréprochables.

La combinaison du viol de la partenaire avec la maltraitance semble être particulièrement pertinente pour prédire la commission de violences graves au sein du couple, allant jusqu'à l'homicide intentionnel commis sur la femme.

15.3.3 Opinions des violeurs à propos de la violence

Outre le sexisme, le racisme est lui aussi une attitude plus répandue chez les violeurs que chez les recrues violentes. Les violeurs, à la différence de tout autre groupe, trouvent la violence justifiée pour ainsi dire par principe. Vu l'arsenal d'armes qu'ils ont en leur possession, nul n'aimerait être perçu comme un provocateur par un de ces jeunes hommes.

Tableau 15.12 : Opinions des violeurs face à la violence et au racisme

	Sont tout à fait d'accord ou assez d'accord		N'ont pas voulu répondre, ne savent pas	
	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284
% des colonnes	%	%	%	%
<i>Ce que j'estime le droit d'avoir, je peux me le procurer, quitte à utiliser un peu de violence</i>	53	6.9	20	7.3
<i>Celui qui me provoque est seul responsable de ce qui lui arrive</i>	80	41.5	17	7.2
<i>Les Européens (les Blancs) sont presque sous tous les aspects supérieurs aux autres races</i>	37	10.9	20	9.8

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du Khi^2 n'est pas valide)

En lieu et place de commentaire nous évoquerons des cas cliniques, où se manifestent concrètement ces attitudes. Les détenus que nous avons appelés Bogdan et Tensing (condamnés pour viol) avaient eu une attitude très provocatrice envers les autres prisonniers. Ils cherchaient souvent la bagarre, par exemple en proférant des insultes, pendant les matchs de football ou dans la cour de la prison. Régulièrement, ces altercations verbales se terminaient par des coups de poings. Tensing, qui semblait à première vue assez petit et faible, était en réalité un homme dangereux qui pouvait développer une force inattendue quand il était en colère.

15.4 Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée des violeurs

Les chiffres figurant dans le tableau 15.13 se rapportent toujours à la somme minimale de toutes les infractions avouées. Il est donc possible que les recrues en aient encore commis davantage.

Tableau 15.13 : Total des infractions commises par les violeurs et les autres recrues (excepté consommation de drogues illégales)

Incidents durant les 12 mois précédant l'école de recrues	Violeurs N=30		Autres recrues N=21'284	
	Moyenne	Ecart-type	Moyenne	Ecart-type
% des lignes	%	%	%	%
Délits contre le patrimoine, vandalisme & incendies, vente de stupéfiants, excepté infractions routières	24.9	27.7	1.7	7.0
Actes de violence contre des personnes	19.2	28.8	1.2	6.8
Actes contre les mœurs, transgressions d'ordre sexuel	44.6	38.9	2.0	11.3
Infractions routières	4.1	7.4	2.4	5.4
Total des infractions	92.8	65.4	7.2	18.2
Nombre de victimes de violences	2.3	3.0	0.4	0.9
Nombre de victimes de transgressions d'ordre sexuel	2.9	2.8	0.2	0.5
Total des victimes	5.2	4.6	0.5	1.2

N=21'314 (Note : les variables ne sont pas réparties sur une gaussienne, l'écart-type ne peut excéder que la moyenne)

En examinant le tableau 15.13, on comprend mieux la mauvaise réputation des délinquants sexuels violents. En effet leur activité criminelle dépasse assez largement celle des hommes violents (cf. tableau 14.13 dans le chapitre 14. « Agresseurs violents »). Toutefois, il faut préciser qu'il existe parmi les agresseurs violents des sous-groupes qui comportent un taux d'individus perturbés aussi grand que celui des violeurs (par exemple les recrues qui ont commis des brigandages selon l'art 140 CP, ou les individus qui n'ont pas de scrupules à tirer sur quelqu'un avec une arme à feu et qui ont intentionnellement blessé quelqu'un).

Les paragraphes sur les sévices sexuels, sur la délinquance générale et sur la violence non sexuelle commises par les violeurs ont permis de montrer que leurs délits ne sont pas des événements isolés ou des dérapages exceptionnels dans une vie qui serait par ailleurs réussie. Au contraire, tout un style de vie déviant, comportant de nombreux risques et des passages à l'acte semble s'organiser dans une dynamique pernicieuse. En effet, ces jeunes violeurs ont réuni en eux-mêmes une combinaison de symptômes. Ce sont des symptômes de type psychopathologique qui viennent s'ajouter à la perturbation originelle, ainsi qu'aux facteurs situationnels les incitant à devenir des criminels. Enfin, on peut constater que les violeurs ne sont pas exclusivement actifs dans un domaine, mais qu'ils sont plutôt des criminels polyvalents.

15.5 Violeurs et poursuite pénale

Il semble étonnant que cette délinquance diversifiée des violeurs n'ait laissé aucune trace dans les dossiers des autorités.

Tableau 15.14 : Poursuites judiciaires des violeurs

	Aucun contact	Police	Juge	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%
Voleurs (N=30) :					
Pour un délit sexuel au cours de l'année précédente	83	0	7	10	100
Pour un acte de violence au cours de l'année précédente	47	13	20	20	100
Pour une autre infraction au cours de l'année précédente	63	13	10	13	100
Pour une infraction quelconque au cours de l'année précédente	53	20	23	3	100
Pour une infraction quelconque au cours de la vie	23	27	47	3	100
Autres recrues (N=21'284) :					
Pour un délit sexuel au cours de l'année précédente	12.4	0.1	0.1	87.5	100.0
Pour un acte de violence au cours de l'année précédente	48.1	0.7	0.4	50.9	100.0
Pour une autre infraction au cours de l'année précédente	83.9	8.8	2.9	4.4	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de l'année précédente	59.4	9.2	3.2	28.3	100.0
Pour une infraction quelconque au cours de la vie	62.0	18.2	7.9	11.9	100.0

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du Khi^2 n'est pas valide)

(Note : les infractions parvenues jusqu'au juge ne sont pas comptées dans la colonne « police ». Pour obtenir le total des affaires signalées à la police, il faut donc additionner les sommes des colonnes « police » et « juge »)

Seul un quart des violeurs (27%) n'ont jamais de leur vie été en contact avec la police ou les tribunaux pour un délit quel qu'il soit, alors que 74% des autres hommes n'ont jamais eu affaire aux autorités judiciaires. Ainsi, 47% des violeurs ont déjà été convoqués au tribunal et 27% ont au moins été dénoncés à la police pour une infraction. Les contacts avec les autorités pendant l'enfance et l'adolescence seront traités dans le paragraphe sur la délinquance juvénile. De plus, un cinquième des violeurs se sont déjà fait retirer leur permis de conduire contre seulement 5.5% des autres recrues.

Le placement dans une institution est la mesure la plus restrictive que l'on puisse prendre à l'égard d'un jeune délinquant : 10% des violeurs ont été placés dans une institution pendant leur adolescence (contre 1% des autres recrues). Ce taux est le double de celui des agresseurs violents mais étant donné le nombre restreint des sujets concernés, cette différence n'est pas

significative. Précisons toutefois que l'institutionnalisation d'un adolescent n'est pas toujours une mesure pénale. Elle peut être ordonnée par le tuteur général pour protéger un enfant qui se trouve dans un milieu peu propice à son développement.

15.5.1 Discussion autour des passages à l'acte des violeurs

Les comportements délinquants et déviants des violeurs sont encore plus extrêmes que ceux des agresseurs violents. Un seul élément nouveau apparaît par rapport à ces derniers : la fréquence élevée des passages à l'acte sexuels.

15.6 Adaptation sociale des violeurs

En ce qui concerne la compétence sociale en général, mesurée par des variables sociologiques et non psychologiques, les violeurs ne présentent pas, dans la plupart des cas, de particularités qui les distingueraient nettement des autres recrues.

15.6.1 Formation professionnelle et travail

Le degré de formation des violeurs ne se distingue pas de celui des recrues violentes, et guère de celui des autres recrues. On constate toutefois qu'un nombre moins élevé d'individus, parmi les violeurs, ont une formation supérieure et qu'ils sont plus nombreux à être en situation d'échec scolaire (20% contre 5.5% des autres recrues).

Tableau 15.15 : Formation scolaire et professionnelle des violeurs

	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
A uniquement fait sa scolarité obligatoire	20	5.5
Se trouve encore dans un apprentissage court ou un cours (de 1 à 2 ans et demi) ou a interrompu un apprentissage ou le gymnase sans recevoir un diplôme	3	2.3
A terminé un apprentissage court	7	3.9
Se trouve encore en apprentissage ou dans une école	3	3.4
A terminé un apprentissage (de 3-4 ans) ou obtenu la maturité	60	74.3
A terminé son apprentissage ou obtenu sa maturité et se trouve actuellement dans une formation continue, une haute école ou une école supérieure	7	10.2
N'a pas indiqué sa formation	0	0.3
Total	100	100.0

N=21'314

sig: $p < 0.05$

Même si la majorité des violeurs ne se distinguent guère des autres recrues sur le plan professionnel, quelques questions supplémentaires à propos du travail fournissent une image plus différenciée de la situation.

Tableau 15.16 : Situation de l'emploi et sources de revenu des violeurs

Plusieurs sources de revenu possibles	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
	% des colonnes	%
Emploi fixe	70 ns	62.7
Emploi temporaire	7 ns	11.5
Soutenu par la famille	7 **	33.7
Assurance-chômage	3 ns	3.9
Bourse	3 ns	2.4
Autres sources	23 ***	4.9
Pas répondu	3 ns	0.6

N=21'314

Sig : ***= $p<0.001$, **= $p<0.01$, *= $p<0.05$, - = le test du χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

L'analyse de la situation de l'emploi met en évidence quelques différences que nous ayons pu constater dans ce domaine entre les violeurs et les autres recrues. Les violeurs sont déjà tous indépendants de leurs parents et ont plus souvent des sources de revenu non expliquées ; pour certains d'entre eux, il s'agit là probablement de revenus illégaux.

15.6.2 Réseau social

Concernant les relations sociales des violeurs, les agresseurs sexuels violents n'ont pas tous des problèmes flagrants. Une majorité possède un nombre d'amis presque aussi élevé que les sujets du groupe-contrôle. Il s'agit souvent d'amis délinquants. Le taux de ceux qui vivent dans un isolement complet est plus important chez les violeurs par rapport aux autres recrues (13% contre 2.2%).

Les amis des violeurs se recrutent majoritairement dans des cercles de jeunes délinquants. Le critère d'amitié semble plutôt être basé sur la complicité. Des quatre violeurs totalement isolés, deux ont fait plusieurs tentatives de suicide, les deux autres n'ont pas voulu répondre à cette question. Deux autres violeurs n'ont répondu ni à la question sur le nombre d'amis, ni à celle sur le comportement suicidaire. Dans le groupe-contrôle, 89% des individus qui n'ont mentionné aucun ami, n'ont pas tenté de se suicider (seulement 5.8% ont fait des tentatives et 3.7% n'ont pas voulu répondre à cette question). Selon FORD et LINNEY, les délinquants non violents et non sexuels (*status offenders*) ont apparemment un peu plus d'amis que les violeurs. Toutefois, le taux d'amis délinquants des violeurs constaté par FORD et LINNEY est de 22%, c'est-à-dire nettement inférieur à celui que nous avons obtenu. En règle générale et selon plusieurs études (par exemple FORD & LINNEY 1995, AWARD & SAUNDERS, 1991), les violeurs ne sont pas socialement isolés, mais ont des relations plus superficielles.

Tableau 15.17 : Nombre de copains et d'amis

N d'amis	Aucun	1-2 *	3-6	7 et plus	Pas répondu	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%
Voleurs (N=30)						
Amis en général *	13	30	13	30	13	100
Amis qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police	17	10	13	43	17	100
Amis non délinquants (différence)	67	10	10	10	3	100
Autres recrues (N=21'284)						
Amis en général *	2.2	23.6	27.9	43.0	3.3	100.0
Amis qui ont eu des difficultés sérieuses avec la police	54.8	25.6	7.3	3.5	8.9	100.0
Amis non délinquants (différence)	9.7	22.3	40.1	26.3	1.6	100.0
N=21'314						sig : p<0.001

(*Note : la variable « nombre d'amis » a été réduite ici à quatre niveaux en comptant 2 à 3 ami(e)s comme 1 à 2 ami(e)s, cf. tableau 7.5)

Nous constatons encore que les voleurs sont plus nombreux que les autres recrues à avoir déjà eu une relation sentimentale sérieuse (60% contre 56%) et qu'ils étaient plus nombreux, au moment du questionnaire, à être engagés dans une telle relation.

Concernant les hobbies pratiqués avec une certaine régularité dans un club ou une société, la différence n'est pas significative. En effet, 40% des voleurs ont des activités régulières contre 57% des autres recrues.

Tableau 15.18 : Appartenance des violeurs à des groupes ou des milieux

Plusieurs groupes et milieux possibles	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Techno, Rave	57 **	28.4
Hip-hoppers	13 ▮	12.7
Grungers	13 ▮	5.1
Projet autonome dans vieille usine	13 ▮	3.2
Punks	23 ***	4.3
Skateboard, Inline Skates, Street dance, etc.	7 ▮	12.2
Graffitis (tags)	20 ***	3.7
Fan de football, hockey sur glace, etc.	20 ns	29.0
Home boys	20 ***	2.0
Milieu des squats	13 ▮	1.9
Rockers	17 **	4.1
Hangers	10 ▮	5.9
Groupes anti-fascistes	10 ▮	2.5
Groupes nationalistes	10 ▮	1.7
Skinheads	33 ***	1.4
Milieu des toxicomanes	30 ***	1.5
A coché 8 groupes ou plus	7 ▮	0.5
N'a coché aucun groupe	0 ▮	27.1

N=21'314

Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, ▮=le test du χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Concernant les groupes et milieux fréquentés pendant le temps libre, deux tendances opposées se dessinent. La première est liée à une préférence des violeurs pour les groupes extrêmes et les groupes déviants. On constate cette tendance au niveau de leur idéologie (extrême droite ou anarchiste), au niveau vestimentaire (punks), ou encore au niveau d'une déviance des pulsions (milieu homosexuel, milieu des prostituées et milieu des toxicomanes). En revanche, la seconde tendance nous indique que les violeurs semblent être tout aussi à l'aise dans un environnement fréquenté par tout le monde (football, techno). Plus de la moitié des violeurs aiment fréquenter les raves techno (57% contre 28% des autres recrues). Sous le double aspect de la recherche des victimes et de complices, ces préférences semblent plausibles. Faut-il s'étonner que les violeurs apprécient fortement ces grandes soirées anonymes et également la scène des drogués, dans lesquelles ils peuvent facilement trouver des victimes ?

Tableau 15.19 : Estime de soi et appréciation des relations sociales des violeurs

	La plupart du temps ou souvent		N'ont pas voulu répondre, ne savent pas	
	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284	Violeurs N=30	Autres rec. N=21'284
% des colonnes	%	%	%	%
Satisfait de lui-même en règle générale	47	84.3	23	5.4
Satisfait de ses choix scolaires et professionnels	50	83.3	10	5.8
Pense que ses perspectives d'avenir sont plutôt bonnes	43	76.1	30	11.2
Pense qu'il ne vaut rien	37	10.3	30	6.6
Pense que sa famille est plutôt satisfaite de lui	40	86.2	30	7.4
Pense qu'il a de bonnes qualités	50	87.9	20	6.1
Pense que ses copains et amis l'apprécient comme il est	47	90.5	20	5.3
A le contact facile avec les gens qu'il ne connaît pas	53	68.6	23	4.6

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du χ^2 n'est pas valide)

En comparant ces chiffres, nous remarquons que les violeurs sont considérablement moins satisfaits de leur situation professionnelle que les autres recrues, en dépit du fait que la majorité d'entre eux a suivi une formation équivalente. Ainsi, il existe un certain contraste entre ce qui apparaît « en surface » – à savoir une adaptation professionnelle réussie – et le comportement délinquant de ces sujets. L'estime de soi des violeurs est généralement moins bonne que chez les autres. En général, on peut même constater chez eux une tendance dépressive.

En comparant le tableau 15.19 avec celui des sujets violents (tableau 14.18), on s'aperçoit que parmi les violeurs il y a d'avantage d'individus qui ont une estime très faible d'eux-mêmes, ou qui n'ont simplement pas répondu à cette question, comparativement aux recrues violentes.

15.6.3 Discussion autour de l'adaptation sociale des violeurs

Il semble donc que ce groupe fasse preuve d'une adaptation superficielle. Nous ne savons pas si c'est aussi le cas chez les violeurs qui ne sont pas aptes à servir. En effet, les criminels « mieux structurés » ayant ce double visage sont probablement plus fréquemment incorporés dans l'armée que les criminels ayant un *moi* très faible, certainement exclus du service militaire. L'appartenance aux divers groupes et milieux, de même que l'adaptation sociale superficiellement réussie, reflètent ce clivage de la personnalité des violeurs que nous avons pu identifier. On pense au personnage du roman de ROBERT LOUIS STEVENSON – le bon Docteur Jekyll, modèle de la communauté, se transformant la nuit en un terrible criminel, M. Hyde. D'un côté il y a le Docteur Jekyll, qui montre une bonne adaptation professionnelle et

sociale. De l'autre, il y a M. Hyde, qui, en menant secrètement une vie criminelle, fait apparaître à quel point cette adaptation est superficielle. Pourquoi cette adaptation partielle ne prémunit-elle pas les individus concernés contre les passages à l'acte ? Notre hypothèse est qu'il doit s'agir ici d'une compensation partielle d'un développement inadapté. Ce qui peut paraître superficiel est un accomplissement important, le fruit d'un rattrapage ou d'une thérapie qui a eu un effet bénéfique, mais qui n'a malheureusement pas été suffisant.

Comparés aux délinquants violents, les violeurs sont encore plus gravement affectés par la pathologie et ils commettent en général davantage d'infractions induisant un risque élevé pour d'autres personnes, comme les incendies. Le viol s'ajoute donc comme élément supplémentaire à une violence de base généralisée.

15.7 Anamnèse des violeurs

Comme nous allons pouvoir le constater, l'anamnèse des violeurs se distingue non seulement de celle des recrues non criminelles, mais également de celle des hommes violents.

15.7.1 Prime enfance des garçons devenus violeurs

De par le manque de formation professionnelle du père, les violeurs, comparés aux autres recrues, sont plus souvent issus d'une couche sociale défavorisée. En revanche, les violeurs et les recrues les plus violentes ne diffèrent pas sur le plan de la pauvreté du milieu, dont l'indicateur est ici la dépendance à l'assistance sociale. La formation de la mère se trouve à nouveau dans une répartition légèrement bipolaire, comme nous l'avons vu pour les agresseurs violents.

En étudiant le tableau 15.20, on s'aperçoit que le faisceau des facteurs à risque pour les violeurs se distingue plus clairement que celui des recrues violentes, même s'il est de nouveau impossible de nommer un seul facteur à risque qui serait plus spécifique, et qui concernerait au moins la moitié d'entre eux, mise à part la victimisation par abus sexuel. Certains des facteurs les plus communs, liés à la violence du fils, étaient encore plus répandus dans les familles des violeurs. Il s'agit de la mauvaise relation entre les parents et l'enfant, l'alcoolisme et le déficit de *surmoi* du père. En outre, en analysant l'accumulation de tous ces facteurs, on remarque que 50% des violeurs (deux fois plus que les agresseurs violents !) en présentaient deux ou plus, alors que ce n'était le cas que de 8% des autres recrues.

Tableau 15.20 : Risques de la prime enfance pour les garçons devenus violeurs

Plusieurs facteurs possibles	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Les parents n'ont aucune formation professionnelle	10 ***	5.0
Les parents ont dépendu de l'assistance sociale pendant plus d'une année	10 *	6.2
Un des parents (ou les deux) est immigré d'une région en crise (Turquie, ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb)	13 ***	2.4
Déménagements très fréquents ($\geq 10x$) au cours de la vie (+)	13 ***	0.7
A été séparé de sa mère ou de ses deux parents	7 ↗	2.6
A vécu avec un membre de sa parenté ou avec une belle-mère	3 ↗	4.5
A vécu avec le nouveau partenaire de la mère (beau-père)	3 ↗	2.4
A vécu dans une famille adoptive ou nourricière	0 ↗	0.7
A vécu dans une institution	7 ↗	0.8
La mère est décédée	3 ↗	0.5
Le père est décédé	10 ↗	1.5
Le frère / la sœur est décédé(e)	7 ↗	1.6
La mère a souffert d'une maladie mentale	7 ↗	0.7
Le père a souffert d'une maladie mentale	10 ↗	0.5
Le frère / la sœur a souffert d'une maladie mentale	7 ↗	1.1
La mère a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	17 ***	0.4
Le père a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	23 ***	0.8
La mère a eu un problème d'alcool ou de drogue ($\geq 20x$)	13 ***	0.9
Le père a eu un problème d'alcool ou de drogue ($\geq 20x$)	30 ***	3.2
La mère était très violente (a battu le père $\geq 20x$)	10 ↗	0.2
Le père était très violent (a battu la mère $\geq 20x$)	20 ***	0.7
Problèmes majeurs dans la relation parents-enfant et dans l'éducation (somme des facteurs Glueck ≥ 300 points) (+)	30 ***	2.2
Risque quelconque lié à la première enfance	63 ***	26.5

N=21'314, Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, ↗=test χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

(+) Les facteurs Glueck ont été calculés pour toute l'enfance et l'adolescence et les déménagements sur toute la vie.

Les différents déficits de soins par la mère naturelle (par exemple la séparation précoce entre la mère et son enfant, décès de la mère), sans être accompagnés de perturbations, semblent avoir une moindre importance en tant que facteur de risque que les maladies mentales, la

dépendance à l'alcool ou une attitude de mépris vis-à-vis de la loi. On ne peut cependant pas encore être sûr de ce résultat, étant donné les faibles fréquences de ces facteurs dans l'échantillon des 30 violeurs.

Seuls 37% des violeurs n'ont été exposés à aucun des risques retenus ici. En outre, de même que pour les recrues très violentes, une bonne partie des violeurs (entre 10 et 23%) n'a pas répondu aux questions portant sur les facteurs à risque. Il est regrettable que l'on ne puisse pas relever tous les facteurs à risque imaginables dans le cadre d'un questionnaire. Ainsi, certains facteurs qui pourraient être spécifiques aux agresseurs sexuels n'ont pas été relevés dans ce sondage. Il s'agit notamment de comportements sexuels inappropriés des parents, tels que la contrainte sexuelle ou le viol au sein du couple, le fait de montrer aux enfants des photos ou des films pornographiques ou d'en réaliser avec eux, ainsi que l'engagement des parents dans la prostitution.

Si nous comparons ces données à celles du tableau correspondant pour les agresseurs violents (tableau 14.20), on s'aperçoit que parmi les violeurs nous trouvons davantage d'hommes issus d'une région en crise que chez les recrues très violentes. Or, la délinquance sexuelle constitue une aussi grande violation de tabous dans la culture islamique que dans la nôtre. Les hypothèses quant à l'influence de la culture doivent encore être examinées dans l'analyse multivariée pour vérifier si la culture d'origine reste importante en relation avec les autres facteurs.

En examinant plus particulièrement l'abus d'alcool et la violence conjugale entre les parents, les différences deviennent encore plus évidentes entre les deux sous-groupes :

Tableau 15.21 : Incidence de la consommation excessive de substances et de la violence conjugale dans les familles des garçons devenus violeurs

<i>La recrue a observé au moins une fois au cours de sa vie que</i>	<i>Violeurs N=30</i>	<i>Autres recrues N=21'284</i>
<i>% des colonnes</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<i>Sa mère a perdu le contrôle d'elle-même ou est devenue agressive sous l'effet d'alcool ou de drogue</i>	40	6.3
<i>Son père a perdu le contrôle de lui-même ou est devenu agressif sous l'effet d'alcool ou de drogue</i>	63	17.9
<i>Sa mère a frappé son père</i>	20	3.2
<i>Son père a frappé sa mère</i>	37	7.8
<i>De tels événements sont survenus plus de 20 fois</i>	37	3.9
<i>N=21'314</i>	<i>sig : p<0.001</i>	

Le milieu familial des violeurs était particulièrement instable, y compris par rapport aux hommes violents : 63% ont vu leur père et 40% leur mère perdre le contrôle d'eux-mêmes sous l'effet d'alcool ou de drogues. De plus, un taux élevé de 27% des violeurs n'a pas souhaité répondre à cette question. Parmi les recrues du groupe-contrôle, 7.8% d'entre eux ont vu leur père frapper leur mère et 3.2% ont vu leur mère frapper leur père. Chez les violeurs, respectivement 37% et 20% ont dû faire cette expérience. On peut se demander si l'alcoolisme et la violence des parents appartiennent déjà aux problèmes de la prime enfance, le garçon n'ayant dû être conscient de cela que plus tard. Cependant, on peut soutenir que ce genre de comportement perturbé chez les parents se développe souvent sur une longue période.

15.7.2 Éducation et relation parents-enfant chez les garçons devenus violeurs

En confrontant les réponses isolées à chacune des questions posées sur l'ambiance familiale, on s'est aperçu que les recrues ayant eu une éducation moins idéale et une moins bonne relation avec leurs parents ont tout de même souvent indiqué dans les premières questions qui leur étaient posées, que celle-ci, dans l'ensemble, était bonne. Par exemple, 73% des violeurs ont dit avoir eu une bonne entente avec leur mère entre 6 et 11 ans, ce qui est nettement plus que la majorité. Néanmoins, ce constat s'est modifié de façon considérable en tenant aussi compte d'aspects plus différenciés de cette relation (par exemple le fait de recevoir beaucoup de punitions injustifiées). Dans la majorité des cas, même les recrues les plus criminelles ont probablement connu quelques bons moments avec leurs parents. Mais leur relation semble avoir été moins stable, dans la mesure où le rejet par les parents, le rabaissement, ou l'absence d'activités de loisirs en commun ont eu une plus grande influence. La relation parents-enfant présentée dans le tableau 15.22 est analysée selon les dimensions GLUECK.

On s'aperçoit que les dimensions GLUECK ne permettent pas de distinguer nettement les délinquants des non-délinquants : 30% des violeurs seulement, et non la majorité d'entre eux, ont dépassé le seuil de 300 points indiqué par le couple GLUECK (contre 2.2% des autres recrues) (cf. chapitre 2. « Enfance »). Néanmoins, par rapport aux autres recrues et aux recrues violentes, les violeurs ont eu des relations clairement plus éloignées ou tendues avec leurs parents, notamment pendant l'adolescence. En fait même ceux qui ont affirmé au début avoir eu une bonne entente avec leurs parents ont manifesté des ambivalences considérables sur les questions concernant le rejet ou le fait d'être nettement moins bien traité que le reste de la fratrie.

Par ailleurs la relation avec le père était mauvaise dans beaucoup des cas. Pour les violeurs, cette relation était nettement moins bonne que pour les autres recrues durant l'adolescence (37% versus 81%). Souvent l'éducation par le père est pratiquement inexistante durant cette période sensible : seuls 17% des violeurs, contre 62% des autres recrues se sont fait gronder par leur père durant cette période. Le déficit relationnel avec le père est un élément qui distingue les violeurs des recrues violentes. La faible identification avec le rôle masculin doit être considérée comme l'un des éléments qui contribuent à la délinquance sexuelle. En fait, presque tous les patients de l'auteure ayant commis un viol avaient eu une très mauvaise relation avec leur père (à l'exception de Roland qui avait une relation distante, mais pas mauvaise). Les pères de ces détenus, bien que négligeant leurs obligations parentales, n'étaient pas des criminels connus. Au sein de la famille, ils étaient des tyrans violents, alors qu'à l'extérieur ils gardaient une apparence irréprochable. Plusieurs patients ont raconté que leur père avait agressé leur mère lors d'abus d'alcool.

Tableau 15.22 : Dimensions GLUECK chez les garçons devenus violeurs

Dimensions GLUECK	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
<i>1. Education du garçon par le père :</i>		
a. Stricte mais affectueuse	20	68 . 7
b. Laxiste	53	27 . 4
c. Trop stricte ou incohérente	17	2 . 1
x. Pas répondu	10	1 . 9
<i>2. Surveillance du garçon par la mère :</i>		
a. Bonne	17	75 . 2
b. Plus ou moins suffisante	67	19 . 5
c. Insuffisante (laxiste ou inadéquate)	7	3 . 4
x. Pas répondu	10	1 . 9
<i>3. Affection du père pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	43	88 . 3
b. Indifférente ou inamicale	47	8 . 7
x. Pas répondu	10	3 . 0
<i>4. Affection de la mère pour le garçon :</i>		
a. Chaleureuse	43	93 . 1
b. Indifférente ou inamicale	57	6 . 4
x. Pas répondu	0	0 . 6
<i>5. Cohésion de la famille</i>		
a. Bonne	30	60 . 8
b. Un peu de cohésion	67	35 . 9
c. Désorganisée à l'intérieur	3	1 . 4
x. Pas répondu	0	1 . 9
N=21'314		sig : p<0.005

La majorité des violeurs (57%) n'ont pas eu une bonne relation avec leur mère. Le stéréotype de la mère dominatrice offre une explication tentante ; il est vrai qu'un quart des violeurs ont admis s'être sentis rejetés par leur mère durant leur adolescence. Mais les résultats obtenus pour les violeurs ne sont pas toujours conformes à ce cliché. En effet, une autre partie importante des violeurs ont apparemment eu une mère plutôt indifférente à leur égard ; certains ont eu une relation meilleure avec leur mère qu'avec leur père. Parfois les patients incarcérés racontaient que leur relation maternelle avait été marquée par une victimisation partagée, de par les violences du père. Le garçon souhaitait être le protecteur de sa mère, et pendant son adolescence il avait commencé à défendre physiquement sa mère contre les agressions du père. La figure maternelle était dès lors perçue comme faible et facile à

manipuler. Par rapport à leur mère, plusieurs violeurs ont exprimé des inquiétudes et de la pitié, tout en ayant mauvaise conscience pour ce qu'ils avaient fait (comportements peu respectueux, irresponsables). Plusieurs ont dit qu'ils n'aimeraient pas être une femme, ce qui signifie qu'ils ont essayé de se mettre à sa place. Étant donné que la pitié n'est jamais très éloignée du mépris, on peut très bien imaginer que les jeunes violeurs se distancient par leurs actes d'une identification inconsciente avec leur mère, en faisant le mal que seul un homme peut faire à une femme. En même temps, l'identification à l'agresseur, c'est-à-dire au père haï, reprend le dessus. En effet, l'identification masculine positive n'a pas pu se développer. En fait, parmi toutes les recrues, 46% auraient aimé ressembler à leur père durant leur école primaire, tandis que chez les violeurs ils n'étaient que 26.7%.

15.8 Expériences des garçons devenus violeurs à l'école et avec les pairs

En analysant le contexte de l'anamnèse scolaire, on s'aperçoit que l'adaptation professionnelle des violeurs, bien qu'elle paraisse bonne en surface, n'a été achevée qu'au prix d'un parcours difficile. De plus, beaucoup d'entre eux n'ont pas répondu aux questions portant sur ce thème.

Tableau 15.23 : Difficultés des garçons devenus violeurs sur le plan des performances scolaires

	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	37	77.0
1. A redoublé une fois ou suivi une classe de rattrapage pendant une courte période	20	9.8
2. A redoublé plusieurs fois ou a suivi une classe de rattrapage plus longtemps (toute l'école primaire, toute l'école secondaire ou les deux)	27	11.9
x. Pas répondu / erreurs	17	1.3
Total	100	100.0

N=21'314

sig : $p < 0.001$

Une majorité de futurs violeurs n'a pas suivi un parcours scolaire « normal ». Par rapport aux agresseurs violents, les violeurs se distinguent une fois de plus de façon négative. Même s'ils sont parvenus à achever une bonne formation, les violeurs ne sont pas satisfaits de l'orientation qu'ils ont choisie. L'histoire de Marc, un des patients de l'auteure, permet d'illustrer ce résultat. Ce dernier, après une première condamnation pour délits sexuels à l'âge de 15 ans, a été placé dans une institution pour jeunes délinquants. À ce moment, le seul choix qui lui était offert était un apprentissage de boucher. C'était un métier qu'il trouvait répugnant, mais il espérait trouver plus tard un travail plus intéressant, comme gérant d'un restaurant ou dans l'hôtellerie. Il a donc terminé sa formation. Par la suite, il n'a jamais été satisfait de ce « choix » et n'a d'ailleurs jamais pratiqué ce métier. Il est bien évidemment difficile d'obtenir des places d'apprentissage pour des délinquants mineurs ayant commis des crimes d'une certaine gravité. Cependant, on doit se demander s'il est judicieux de former des

garçons ayant commis des violences sexuelles à un métier qui pourrait éventuellement stimuler leurs fantasmes sadiques et leur apprendre à tuer (même si, heureusement, Marc n'est pas allé aussi loin).

Les relations avec les pairs n'ont pas été satisfaisantes pour un quart des violeurs. Mais la majorité d'entre eux rapportent ne pas avoir connu de difficultés particulières dans ce domaine.

Tableau 15.24 : Adaptation sociale des garçons devenus violeurs parmi les pairs

	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	53	69.5
1. A eu des relations pas très bonnes ou a été tourmenté de temps en temps	13	18.7
2. N'a eu aucun ami, n'avait pas du tout de bonnes relations, ou a été tourmenté assez souvent	27	10.7
x. Pas répondu / erreurs	7	1.1
Total	100	100.0
N=21'314		sig : p<0.001

À la différence de celles qu'ils ont entretenues avec leurs pairs, les relations des recrues violeurs avec leurs enseignants n'ont souvent pas été bonnes.

Tableau 15.25 : Difficultés des garçons devenus violeurs dans la relation enseignant-élève

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
0. Pas de difficultés particulières	20	63.2
1. A eu des relations pas très bonnes ou a été le bouc émissaire de temps en temps	23	24.8
2. Avait des relations pas du tout bonnes, ou avait été le bouc émissaire assez souvent	47	10.7
x. Pas répondu / erreurs	10	1.3
Total	100	100.0
N=21'314		sig : p<0.001

Pour résumer nos résultats portant sur la capacité d'adaptation des violeurs dans leur parcours scolaire, nous dirons qu'ils ont rencontré des difficultés considérables, plus grandes que celles des agresseurs violents, aussi bien sur le plan des performances que dans leur relation avec l'autorité. Seuls 20% des violeurs semblent avoir connu une bonne relation avec un enseignant pendant leur scolarité. On note également une insatisfaction par rapport au choix

de la filière professionnelle. Selon leur point de vue, les violeurs n'ont pas rencontré plus de problèmes avec les autres enfants que les autres garçons. Ici encore, il est difficile de savoir si ce point de vue serait partagé par les jeunes garçons et filles qu'ils ont côtoyés à l'époque.

15.9 Victimisation des violeurs pendant leur enfance

15.9.1 Abus et exploitation sexuels subis par les garçons devenus violeurs

Dans le contexte de la psychopathologie sexuelle accablante des violeurs, une question évidente se pose : les violeurs ont-ils aussi été abusés pendant leur enfance ? Certains auteurs américains doutent de la validité des expertises psychiatriques selon lesquelles les violeurs semblent être nombreux à avoir été abusés durant leur enfance. Les criminels ont-ils simplement cherché des excuses pour attendrir juges et psychiatres ou ont-ils réellement été abusés ? Dans le présent sondage, nous pouvons exclure la possibilité de telles excuses pour deux raisons. Tout d'abord, les questions concernant les expériences vécues pendant l'enfance figuraient au début du questionnaire, avant toutes les questions sur la délinquance. Il est ainsi moins probable de recueillir des réponses fantaisistes. Après examen des questionnaires comportant des réponses suspectes (25 recrues), nous avons constaté que c'est seulement vers le milieu du questionnaire que celles-ci deviennent moins crédibles. Nous avons cependant déjà exclu les 25 cas critiques. Ceux qui se sont opposés d'emblée à l'enquête (c'est-à-dire environ 70 recrues, cf. chapitre 18. « Méthodologie » paragraphe 18.7.1 sur les questionnaires incomplets ») n'ont pas donné de fausses réponses, mais ont tout simplement cessé de remplir le formulaire dès les premières questions. Si les violeurs avaient indiqué plus d'abus sexuels qu'ils n'en ont effectivement subis, on ne comprend pas pourquoi ils n'auraient pas non plus coché la maltraitance physique générale aussi souvent ; et pourquoi les recrues les plus violentes (dans le contexte non sexuel) n'auraient pas fait de même. Le tableau 15.26 contient donc les données concernant les abus subis par les violeurs.

Tableau 15.26 : Abus et exploitation sexuels subis par les garçons devenus violeurs

Période concernée : enfance et adolescence, entre 6 ans et 16 ans	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
N'a indiqué aucun abus sexuel	13	66.9
Abus sexuels moins graves sans exploitation	3	22.3
Total des abus sexuels sévères et de l'exploitation sexuelle (abus commis par un membre de la famille, une personne d'autorité ou de confiance)	77	4.0
N'a pas répondu	7	6.8
Total	100	100.0

N=21'314

sig : $p < 0.001$

Parmi les autres recrues, 66.9% n'ont jamais subi d'abus sexuel d'aucune sorte pendant toute leur jeunesse, tandis que 4.0% ont subi des abus sévères ou une forme d'exploitation sexuelle de la part d'un membre de la famille, d'une personne d'autorité ou de confiance. Chez les violeurs, la situation est complètement différente, dans la mesure où 80% ont été abusés d'une façon ou d'une autre. En outre, 77% des violeurs ont été victimes d'un véritable crime d'ordre

sexuel dans le sens du droit pénal. Le pourcentage de non-réponses est pour une fois identique dans les deux groupes. Dans ce contexte, il n'est guère surprenant de remarquer que 40% des violeurs ont subi un acte de contrainte sexuelle au sens de l'art 189 CP pendant leur enfance (contre 0.7% des autres recrues) et que 43% d'entre eux n'ont pas souhaité répondre à cette question !

Rappelons ici que presque tous les violeurs ont été abusés sévèrement, dont 60% déjà avant la puberté, alors que de nombreuses autres recrues n'ont pas été abusées et n'ont donc pas pu désigner un agresseur. En comparant les auteurs d'abus sexuels en général à ceux d'abus touchant les futurs violeurs, on constate qu'un effectif de 23% de violeurs a été dans le passé abusé par l'un de ses parents. Si l'on considère le cercle entier de personnes bénéficiant d'une position d'autorité ou de confiance, ainsi que des personnes adultes de la famille, de sexe masculin comme de sexe féminin, 47% des violeurs (contre 1.3% des autres recrues) ont été exploités par une d'elles ! Notons encore que 37% des violeurs n'ont pas indiqué quelle personne les avait abusés lorsqu'ils étaient enfants, et ainsi nous ne savons pas si ces 37% ont également été exploités ou non. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que par la suite ces modèles déviants aient été imités. Par rapport à d'autres délinquants graves, ce taux n'a été atteint par aucun autre groupe, pas même par les agresseurs d'enfants (dont 10% ont été abusés par un membre de leur famille, ou par une personne d'autorité ou de confiance).

La souffrance causée par les abus est également plus grande chez les violeurs. En effet, 43% de ceux qui ont subi des agressions sexuelles sévères ou une forme d'exploitation sexuelle (N=23 étaient abusés gravement ou exploités) disent avoir eu des difficultés psychologiques considérables à la suite de cette expérience (contre 33.8% des autres recrues victimes d'abus sévère ou d'exploitation sexuelle). Le reste des violeurs victimes d'abus graves et d'exploitation dit ne pas avoir eu de séquelles conscientes (22%) ou ne se prononce pas (35%). Pourtant, ils sont devenus eux-mêmes criminels sexuels. Cela confirme l'existence, déjà évoquée, de *sleepers*, c'est-à-dire de victimes qui disent s'être sorties sans problèmes de leur expérience d'abus, mais qui présentent néanmoins plus tard des séquelles graves.

La répartition pratiquement égale entre agresseurs hommes et femmes, notamment pour la victimisation sexuelle survenue après la puberté du garçon, est un indice montrant que la délinquance sexuelle des femmes n'est pas moins néfaste que celle perpétrée par les hommes ! Le violeur Marc – mentionné précédemment – qui ne voulait attribuer aucune signification aux sévices sexuels très graves qu'il avait subis, avait été abusé par une voisine à plusieurs reprises quand il était très petit. Celle-ci s'était assise sur lui afin qu'il lui fasse un cunnilingus. À l'âge de l'école primaire, il avait de nouveau été abusé gravement, cette fois par un couple. Les agresseurs sentaient peut-être que Marc était vulnérable, car personne ne le protégeait dans son environnement familial. Son foyer était caractérisé par une violence au sein du couple parental. De plus, Marc avait été envoyé pendant de longues périodes chez ses grands-parents (où, là aussi, il avait subi des sévices et avait été négligé). Ce cas nous amène à traiter le sujet de la maltraitance.

15.9.2 Maltraitance subie par les garçons devenus violeurs

La maltraitance physique a aussi été rapportée fréquemment par les violeurs : 63% ont été battus ou giflés par leurs parents pendant leur enfance ou leur adolescence. De plus, la moitié de ces 63% ont subi des coups violents, avec des objets par exemple, alors que pour les autres recrues 38.5% ont été battues ou giflées, dont un sixième violemment.

Tableau 15.27 : Maltraitance subie par les violeurs durant leur enfance

	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Maltraitance physique moins grave par les parents (gifles)	30	33.7
Maltraitance physique grave par les parents	37	4.8
Maltraitance physique par d'autres adultes	33	1.8
Toute maltraitance physique, sévère ou par d'autres adultes	50	6.2
Pas répondu	3	1.3

N=21'314

sig : $p < 0.001$

Une fréquence similaire de maltraitance corporelle grave par les parents (autour de 33%) a été relevée dans l'échantillon des 41 violeurs étudiés par BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN, et BURGESS (in : PRENTKY et QUINSEY, 1988 pp.283ss). Lors de l'école primaire et secondaire, la moitié des violeurs ont dû consulter un médecin ou ont dû être hospitalisés après avoir subi une agression physique (contre 5.4% des autres garçons). À nouveau une grande partie des violeurs (33%) n'ont pas souhaité répondre à ces questions. Il demeure ainsi une lacune systématique dans nos connaissances.

15.9.3 Cumul de la maltraitance et de l'abus sexuel subis par les violeurs

En cumulant les facteurs à risque pendant la jeunesse, nous remarquons qu'environ 87% des violeurs ont été abusés sévèrement d'une façon ou d'une autre. Quant aux autres, un certain nombre n'a pas répondu entièrement à ces questions.

Tableau 15.28 : Maltraitance subie par les violeurs durant leur enfance

Période concernée : l'école primaire et secondaire	Violeurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
Maltraitance grave ou abus sexuel sévère (ou exploitation)	87	9.5
Maltraitance grave et abus sexuel sévère (ou exploitation)	40	0.8
Pas répondu	3	1.1

N=21'314

sig : $p < 0.001$

Pratiquement un tiers des violeurs (30%) ont été en contact avec les autorités judiciaires en tant que victimes pour n'importe quelle d'infraction de ce type (3.3% des jeunes hommes du groupe-contrôle). Si 10% des violeurs ont dénoncé leur agresseur, sans que leur cas soit parvenu jusqu'à une accusation de celui-ci, dans 20% des cas, la plainte est parvenue jusqu'au tribunal. Ces résultats nous montrent le chemin à suivre dans le cadre de la prévention. Ainsi, il semble important d'aider ces garçons avant qu'il ne soit trop tard, en examinant les enfants les plus gravement victimisés et en leur apportant l'aide nécessaire.

15.9.4 Discussion autour de l'anamnèse des violeurs

De façon générale, nous pouvons confirmer que les agresseurs sexuels ont, dans une majorité écrasante de cas, eux-mêmes souffert d'abus sexuels et d'actes de maltraitance pendant leur enfance. En comparant avec les chiffres recueillis au moyen d'expertises psychiatriques ou par enquête auprès de violeurs condamnés, on s'aperçoit que nos résultats sont convergents et vont même peut-être plus loin. En outre nous pouvons être certains que nos chiffres ne sont pas faussés, car il ne s'agissait pas de délinquants désireux d'attendrir un tribunal en exposant une souffrance extrême ni, inversement de patients hésitant à confier quelque chose dont ils ont honte. La crédibilité des réponses obtenues peut être attribuée à la confidentialité absolue du sondage.

Le fait que les taux de prévalence de sévices violents ou sexuels indiqués par les expertises psychiatriques soient parfois inférieurs à ceux de la victimisation autoreportée a déjà été observé dans le cadre de thérapies de criminels (HAAS 1995, REINFRIED 1996). À première vue il peut paraître étonnant qu'un délinquant accusé d'un crime aussi grave que le viol n'essaie pas de profiter d'une telle excuse, en mentionnant l'abus sexuel qu'il a lui-même subi. Or, dans les thérapies de criminels violents et sexuels, il est assez fréquent que les patients « oublient » de mentionner ou banalisent les traumatismes les plus épouvantables de leur enfance. Il est courant qu'une personnalité criminelle violente cache sa propre victimisation derrière une façade de « gros dur ». Cette analyse sur le chiffre noir de la délinquance et de la victimisation confirme tout à fait l'expérience clinique dans ce domaine. Sur l'échantillon de 41 violeurs en série, BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN, et BURGESS (in : PRENTKY et QUINSEY, 1988) ont également trouvé qu'un tiers des auteurs avait subi des violences sexuelles gravissimes pendant l'enfance et qu'un autre tiers avait subi d'autres formes d'exploitation sexuelle. Au cours d'un unique et bref entretien, les sujets n'étaient parfois pas d'emblée prêts à admettre avoir été abusés sexuellement pendant cette période. Cette révélation apparaissait en général au cours de longues interviews de plusieurs heures. Souvent, les criminels se considéraient de façon subjective comme sujets actifs de ces actes, qui avaient pourtant eu lieu avec un adulte.

Les criminels violents et sexuels ont – depuis l'enfance – une conception particulière de l'existence, qu'ils se représentent comme une jungle dans laquelle il faut se battre pour survivre. Dans ce contexte, les victimisations subies ne paraissent pas « exceptionnelles » aux yeux de ces enfants très traumatisés. Élevés dans un milieu où régnait la loi du plus fort, et où les agressions étaient la norme, les garçons (devenus criminels plus tard) ne se rendaient pas compte que la majorité des citoyens agissent différemment, ou que les actes des adultes de leur entourage étaient déviants et dépourvus de légitimité (HAAS 1995).

Certaines connaissances relatives aux violeurs condamnés ont pu être approfondies, notamment sur le fait qu'ils ont eux-mêmes très souvent été victimes d'abus sexuels. On s'est aperçu, dans l'analyse des dimensions GLUECK des 30 violeurs décelés parmi les recrues, que la mauvaise relation avec le père constitue un facteur assez important dans l'étiologie de la violence sexuelle. Le fait d'avoir eu une mère froide, dominatrice ou indifférente n'est pas déterminant. Bien que la mère froide soit devenue une sorte de stéréotype très répandu (notamment par des films tels que *Psycho* d'ALFRED HITCHCOCK), il n'est en fait présent que chez un quart des futurs délinquants sexuels violents. Dans ce sens, nous devons nuancer le cliché concernant les violeurs et la contribution féminine à leur condition, qui est pertinent pour un peu plus de la moitié d'entre eux, mais pas pour tous.

15.10 Développement mental des violeurs

15.10.1 Symptômes autoreportés de névrose infantile

Parmi tous les délinquants dangereux (y compris les abuseurs d'enfants et les incendiaires, auxquels nous n'avons pas consacré de chapitres), c'est le groupe des violeurs qui présente le profil le plus pathologique, qui commence déjà avant la puberté avec des symptômes pédopsychiatriques. Même comparé à l'échantillon des individus violents, le taux de violeurs qui ont eu pendant l'enfance des problèmes d'auto-agressivité très graves, comme des fugues, des idées suicidaires, des tentatives de suicide ou des automutilations, se trouve doublé ou triplé. L'angoisse et le stress pendant leur enfance sont également beaucoup plus prononcés chez eux. Quant aux symptômes non spécifiques pour la délinquance ou le traumatisme, leur répartition ressemble à celle obtenue pour les agresseurs violents.

Tableau 15.29 : Indicateurs de symptômes infantiles psychopathologiques

Plusieurs symptômes possibles	Voleurs N=30			Autres recrues N=21'284		
	Enfa.	Adol	Total	Enfa.	Adol	Total
	% des lignes	%	%	%	%	%
Bégaiement	13	10	20	5.5	2.0	6.1
Problème de concentration, nervosité	30	27	43	19.1	15.8	25.2
Enurésie (mouiller le lit)	33	23	43	8.2	0.9	8.4
Tics nerveux	10	13	13	8.3	7.5	11.6
Dyslexie	20	17	20	21.3	11.7	22.3
Angoisse, stress	33	27	33	7.3	8.4	12.4
Obésité	10	13	17	5.0	3.8	6.4
Trop grande taille par rapport aux autres	3	7	7	3.1	2.7	4.4
Trop petite taille par rapport aux autres	17	13	7	5.8	4.9	7.8
Déprime	13	20	23	4.0	11.8	13.3
Se faire soi-même du mal, s'infliger soi-même des blessures	17	37	37	0.9	2.9	3.3
Fugues	13	33	37	2.5	4.0	5.8
Pensées suicidaires	20	50	53	3.8	14.4	15.9
Tentatives de suicide	13	17	27	0.5	1.7	1.9
Maladies graves fréquentes	7	10	17	1.2	0.8	1.6
Plus de 20 accidents	–	–	17	–	–	1.1

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des violeurs), le test du χ^2 n'est pas valide)

L'énurésie est un symptôme qui a été relevé comme antécédent fréquent de déviances sexuelles à l'âge adulte. Ainsi, selon l'échantillon de HAZELWOOD et WARREN (1989), 32% des violeurs en ont souffert durant leur enfance.

Il n'est guère étonnant de remarquer que les membres du groupe des violeurs, après avoir vécu les traumatismes mentionnés dans les paragraphes précédents, présentent plus souvent que les autres recrues des problèmes psychologiques causés par l'abus subi. En effet, 92.2% de ceux qui ont éprouvé des difficultés conscientes à se remettre de l'abus ont présenté des symptômes de ce type. Par ailleurs, 90% de ceux qui l'ont banalisé ont également souffert de ces troubles.

Environ trois quarts des violeurs présentent au moins l'un des symptômes de la liste précédente, contre seulement 30% des recrues non délinquantes sexuelles. On remarque à nouveau que les violeurs sont souvent concernés par plusieurs symptômes. Une fois de plus, c'est pour les symptômes rares que la différence de fréquence est la plus frappante entre les deux groupes : l'énurésie pendant l'adolescence est rare, mais vingt fois plus fréquente chez les violeurs que chez les autres sujets. S'infliger des douleurs ou des blessures, de même que fuguer, sont aussi des comportements beaucoup plus répandus chez les violeurs.

On remarque encore chez les garçons qui ont plus tard commis des viols une fréquence beaucoup plus élevée d'accident, que parmi ceux qui sont devenus violents sans délinquance sexuelle. En effet, 13% des violeurs ont eu entre 6 et 20 accidents (contre 10.8% dans le groupe-contrôle) et 17% en ont eu plus de 20 pendant leur jeunesse (contre 1.1% dans le groupe-contrôle).

15.11 Trouble des conduites des violeurs

D'après les informations qu'ils nous ont livrées, 63% des violeurs ont connu la variante grave du *conduct disorder* et 10% d'entre eux la variante moins grave.

Après avoir comparé l'incidence des symptômes névrotiques et des conduites agressives, nous avons trouvé que parmi les huit violeurs qui n'ont apparemment pas souffert de symptômes névrotiques, six ont été des *bullies*. Ce terme désigne des petits tyrans qui ont menacé, tourmenté ou agressé d'autres enfants. Sur l'ensemble des violeurs le *bullying* était fréquent : 70% d'entre eux avouent l'avoir pratiqué. Le déni d'une souffrance personnelle chez les violeurs peut être considérable. Même lorsqu'ils sont enfin prêts à admettre ce qui leur est arrivé, ils ont tendance à en banaliser l'impact. Il arrive que la victimisation grave soit parfois complètement niée par la victime, car elle est insupportable pour sa conscience. Mis à part la possibilité de l'origine neuro-psychologique de ce symptôme qui est le déni (KNECHT 1997), le concept de rôle masculin fournit un modèle explicatif. Les symptômes névrotiques indiquant signes de mauvais traitements pendant l'enfance pourraient avoir été occultés par une conduite agressive.

Tableau 15.30 : Indicateurs du trouble des conduites

Plusieurs symptômes possibles	Voleurs N=30			Autres recrues N=21'284		
	Enfa.	Adol	Total	Enfa.	Adol	Total
% des lignes	%	%	%	%	%	%
A1. Brutalise, menace ou intimide souvent	43	50	57	9.7	10.4	13.5
A2. Commence souvent les bagarres	60	50	63	8.9	7.1	11.4
A3. A utilisé une arme pouvant blesser sérieusement	50	60	67	17.4	9.9	20.5
A4. A blessé des personnes (cruauté)	23	60	60	2.3	6.0	7.5
A6. A commis un vol et menacé la victime	30	30	43	2.7	3.2	4.2
A7. A eu des relations sexuelles précoces et a menacé des victimes	33	33	40	0.8	0.9	1.1
A8. A délibérément mis feu	17	27	30	2.6	3.6	4.5
A9. A délibérément détruit le bien d'autrui	30	43	53	6.0	9.4	10.7
A10. A déjà pénétré par effraction dans une maison, commis un cambriolage	27	43	53	4.2	6.8	7.9
A11. A commis des fraudes, arnaques	7	13	20	0.8	1.3	1.5
A12. A volé des objets d'une certaine valeur	17	27	37	3.7	6.2	7.0
A14. A fugué	13	33	37	2.5	4.0	5.8
A13 & 15 A Souvent été désobéissant avant la puberté	30	–	30	13.0	–	13.0

N=21'314

sig: $p < 0.001$

(lorsque les effectifs sont inférieurs à 5 individus (17% des voleurs), le test du Khi^2 n'est pas valide)

Chez les enfants présentant un développement risquant d'aboutir à une délinquance sexuelle, on relève d'autres comportements encore : déclenchement des incendies, maltraitance d'enfants plus faibles, maltraitance d'animaux (ce que nous n'avons malheureusement pas relevé dans notre questionnaire). Parmi les recrues qui ne sont pas voleurs, environ 4.5% d'entre eux ont au moins une fois déclenché un incendie pendant leur enfance ou leur adolescence. Chez les voleurs, ce pourcentage est de 30% (24% de l'échantillon de HAZELWOOD et WARREN, 1989). Le fait de provoquer volontairement un incendie relève d'un type de comportement qui est souvent un signe avant-coureur de la délinquance sexuelle. Parmi notre groupe de 30 voleurs, deux individus (7%) ont déclenché 20 incendies ou plus au cours de leur enfance ou adolescence, et deux (7%) l'ont fait entre 3 et 5 fois. Plus tard, au cours de la période des douze mois précédant l'école de recrues, cinq autres voleurs (17%) ont déclenché des incendies. Presque la moitié des voleurs ont avoué avoir déclenché au moins un incendie au cours de sa vie.

Parmi ces individus, 47% ont régulièrement intimidé et brutalisé d'autres enfants, alors que chez les autres recrues ce chiffre tombe à 2.7%. En outre, les voleurs, comparés aux autres enfants, ont beaucoup plus souvent exercé des menaces graves au moyen d'armes. Le fait de serrer le cou d'une victime (57% contre 14.0%), de la ligoter (70% contre 15.9%), ou encore

de l'empoisonner (43% contre 1.4%) constituent d'autres formes de violence, développées déjà pendant la jeunesse par ceux qui deviendront des violeurs. Parmi les autres garçons, le fait de serrer le cou de quelqu'un reste un événement plutôt exceptionnel, dont la fréquence diminue avec l'âge (7.1% pendant l'enfance, 4.5% pendant l'adolescence et moins d'un pour-cent à l'âge adulte ont commis ce type de violence assez régulièrement). Le fait d'administrer une drogue ou un médicament à quelqu'un contre sa volonté est l'un des moyens que les violeurs utilisent parfois pour arriver à leurs fins. Il n'était donc pas étonnant de trouver que c'étaient les violeurs, parmi tous les délinquants que nous avons étudiés (violeurs, agresseurs violents, incendiaires et abuseurs d'enfants), qui ont pratiqué le plus souvent cette forme de violence. En outre, la fréquence de ce comportement a augmenté durant l'adolescence.

15.11.1 Discussion des perturbations du développement des violeurs

Nous avons retrouvé dans notre analyse des violeurs les symptômes infantiles souvent cités dans le contexte de la délinquance sexuelle : le déclenchement d'incendies, l'énurésie et la maltraitance d'autres enfants, y compris des formes de violences servant à contrôler, voire à incapaciter ou à immobiliser la victime. On a l'impression que le viol à l'âge adulte est un comportement qui a évolué à travers diverses formes depuis l'enfance et dont l'objectif constant a été l'exercice d'un pouvoir violent et illégitime sur autrui.

15.12 Psychopathologie de jeune adulte chez les violeurs

En poursuivant l'approche qui consiste à analyser ces trente violeurs en simulant l'expertise psychiatrique individuelle, nous trouvons là aussi un taux très important de perturbations chez ces criminels sexuels, ce qui n'étonnera guère les cliniciens.

Tableau 15.31 : Répartition des indicateurs de symptômes cliniques

Plusieurs symptômes possibles	Voleurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
a1. Faible tolérance aux frustrations, échec scolaire	23 **	8.0
a2. Sens des réalités par rapport à l'argent diminué (difficultés $\geq 6x$)	27 ***	2.5
a3. Troubles relationnels	67 ***	9.7
a4. Déprime, mauvaise estime de soi	37 ***	11.8
a5. Pathologie du <i>surmoi</i> (manque de conscience morale)	50 ***	5.4
a6. Mécanismes spécifiques de défense, projections	53 ***	4.8
a7. Perturbations dans le développement des pulsions	60 ***	10.4
a8. Désintégration du <i>moi</i> , (tentative(s) de suicide)	27 ***	2.5
a9. Trouble narcissique, vide, ennui récurrent (le plus souvent)	20 ***	2.5
b. Consommation excessive de substances $\geq 20x$ (alcool)	33 ***	3.5
c. Consommation excessive de héroïne ou de cocaïne ($\geq 20x$)	10 ***	1.2
d. Jeu excessif aux machines ($\geq 3 x$ / semaine)	33 ***	2.3
Symptôme clinique quelconque sans chronicité	97 ***	39.3
a10a. Trouble des conduites durant l'enfance ou l'adolescence	73 ***	14.4
a10b. Chronicité générale (3 symptômes ou plus de trouble des conduites ou d'auto-destructivité durant la jeunesse)	73 ***	15.2
Symptôme quelconque avec chronicité	100 ***	43.7

N=21'314

Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, \neg =le test du χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif

Tous les voleurs présentent au moins un de ces symptômes, alors que ce n'est pas le cas pour les autres recrues. Les symptômes les plus répandus chez les voleurs concernent les troubles relationnels, les projections, la perturbation dans le développement des pulsions, et le *trouble des conduites* pendant la jeunesse. Ainsi, 73% des voleurs remplissent au moins trois des critères de RAUCHFLEISCH et souffrent d'une *personnalité dyssociale*.

Tableau 15.32 : Répartition des indicateurs de symptômes de la personnalité antisociale selon le DSM-IV

Plusieurs symptômes possibles	Voleurs N=30	Autres recrues N=21'284
% des colonnes	%	%
A.1 Incapacité de se conformer aux normes sociales (arrestations)	67	11.9
A.2 Tendance à tromper par profit ou par plaisir (fraudes)	27	3.1
A.3 Impulsivité ou incapacité à planifier ses actes à l'avance	70	7.7
A.4 Irritabilité ou agressivité, bagarres répétées	60	7.5
A.5 Mépris inconsidéré pour sa propre sécurité ou celle d'autrui	80	19.6
A.6 Irresponsabilité persistante	23	2.0
A.7 Absence de remords	73	5.0
C. Manifestations d'un trouble des conduites débutant avant l'âge de 15 ans	70	13.5
Symptôme quelconque sans trouble des conduites	100	35.7

N=21'314 sig : p<0.001

En fait tous les voleurs ont présenté au moins deux des symptômes de la liste ci-dessus (contre 12.9% des autres recrues). Les critères les plus significatifs sont l'impulsivité, le mépris pour la sécurité, l'absence de remords, ainsi que l'incapacité à se conformer aux règles. Plus de la moitié des voleurs (57%) remplissent les critères de la personnalité antisociale que nous avons opérationnalisés. Comme nous l'avons mentionné, le fait de souffrir de ce désordre indique un trouble de la personnalité d'une certaine gravité. Les spécialistes rapportent une incapacité des criminels présentant une *personnalité antisociale* de bénéficier d'une thérapie. Plusieurs chercheurs et cliniciens (ORTMANN 1994, HART & HARE in : STOFF, BREILING & MASER 1997 p.31 ; KERNBERG 1989) ont mis en évidence une aggravation de la dangerosité des criminels ayant une personnalité antisociale ou une psychopathie selon HARE, à la suite à une thérapie. Il existe donc des contre-indications pour la psychothérapie. Il n'est donc pas judicieux de recommander « faute de mieux » des traitements dans les cas les plus graves.

15.13 Résumé de la psychopathologie des voleurs

Le tableau 15.33 résume parmi les voleurs et les autres recrues la prévalence des perturbations d'ordre psychique considérées dans notre étude.

Tableau 15.33 : Indicateurs de perturbations psychiques au cours de la vie

	Voleurs N=30	Autres recrues N=21'245
% des colonnes	%	%
0. Ne présentent aucune perturbation	0	56.2
1. Ont présenté seulement une perturbation pendant l'enfance ou l'adolescence (trouble des conduites ou symptômes d'autoagressivité)	3	4.5
2. Présentent une perturbation clinique sur l'axe I depuis qu'ils sont adultes, sans antécédents pendant l'enfance ou l'adolescence	10	26.6
3. Présentent une personnalité anormale sur l'axe II	87	12.8
• 3.a Avec un trouble de la personnalité non spécifique ou moins grave	13	5.3
• 3.b Avec une personnalité dyssociale	73	7.5

N=21'275, données manquantes=39, DF=4 Khi-carré=195.81 sig : $p<0.001$

Somers' d c/l=0.004*, Somers' d l/c=0.839*

* Note : la différence de rang entre la perturbation de l'enfant ou de l'adolescent (niveau 1) et celle de l'adulte sur l'axe I (niveau 2) n'est pas évidente, mais l'inversion des niveaux nous donne environ le même résultat

Recrues qui présentent une personnalité antisociale (ce diagnostic est indépendant de la liste précédente)	57	3.6
--	----	-----

N=21'283, données manquantes=31, DF=1 Khi-carré=228.67 sig : $p<0.001$, G=0.942, $Tau_b=0.104$

Les perturbations des voleurs correspondent dans presque tous les cas à un développement mental incomplet. En effet, les trois quarts d'entre eux semblent présenter une *personnalité dyssociale*, et même pour plus de la moitié des cas, une *personnalité antisociale*. Ainsi, il apparaît que les voleurs sont dans une catégorie de sujets plus gravement perturbée que les individus violents. Ils présentent à la fois les caractéristiques pathologiques de l'agresseur sexuel et celles de l'agresseur violent.

15.13.1 Comparaison des données concernant les recrues violentes et voleurs avec celles de délinquants condamnés

Une étude allemande portant sur les atteintes à la santé psychique observées chez les divers types de délinquants est parvenue à des prévalences un peu moins élevées que les nôtres. Les chercheurs (ULLRICH 1999, MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER 2001) ont pris en considération toutes les personnes connues du Ministère public des arrondissements de Halle et de Dessau en 1997 et ont retenu celles qui ont finalement été condamnées. Après que l'acte d'accusation les concernant a été déposé au Tribunal, les délinquants accusés ont participé à une batterie de tests psychologiques et ont rempli des questionnaires. Précisions que les diagnostics utilisés par les chercheurs allemands se réfèrent à des tests empiriquement étalonnés, ce qui les rend plus exacts et plus différenciés que les nôtres, qui sont plutôt du type expérimental.

Tableau 15.34 : Comparaison de la prévalence de désordres dans la population délinquante judiciaire et figurant sous le chiffre noir

<i>Atteintes à la santé psychique *</i>	Agresseurs violents		Voleurs	
<i>Etude</i>	<i>Marneros, Ullrich & Rössner N=88</i>	<i>Recrues 97 N=341</i>	<i>Marneros, Ullrich & Rössner N=17</i>	<i>Recrues 97 N=30</i>
<i>Trouble de la personnalité (sur l'axe II)</i>	44.8%	80.1%	58.8%	87%
<i>Perturbation clinique de l'adulte (sur l'axe I) excepté troubles de la personnalité</i>	29.9%	10.3%	11.8%	10%
<i>Désordre quelconque</i>	74.7%	90.4%	70.6%	97%

MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER 2001 : N=105,
N=358

Recrues violentes et voleurs en 1997 :

**Note : dans l'étude de MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER, le diagnostic des troubles mentaux se réfère aux critères du CIM-10, alors que dans notre étude le diagnostic est basé sur les operationalisations effectuées dans le chapitre 9 sur la psychopathologie.*

Le taux de troubles de la personnalité chez les accusés de Halle est donc un peu moins élevé que celui rencontré chez les délinquants parmi les recrues. D'une part, ce décalage de chiffres peut être interprété comme un indice de l'existence de faux positifs dans la classification de perturbations autoreportées, – observation qui a été relatée dans la littérature méthodologique sur le sujet (ULLRICH 2001 communication personnelle). Quand ils remplissent le questionnaire certains sujets auraient tendance à cocher chaque amoindrissement du parfait bien-être quelque léger qu'il puisse être. Les cliniciens en revanche seraient plus restrictifs, en déclarant comme symptôme l'indice d'une souffrance. Cette observation va de pair avec une certaine surestimation – constate en criminologie – du taux d'actes délinquants relevés par autoreportage (cf. chapitre 18 sur la méthodologie, paragraphe 18.3.2). D'autre part, il est possible que les sujets de l'étude de Halle aient été moins francs que les nôtres, étant donné leur implication dans une instruction pénale et les craintes que celle-ci peut susciter. On note également que le taux de symptômes des agresseurs violents, symptômes localisés uniquement sur l'axe I, est plus grand dans l'étude de Halle que dans la nôtre. Pour l'attribution d'un diagnostic, il existe une marge d'interprétation qui apparaît surtout dans les cas de gravité moins importante ou intermédiaire. Bref, les limites entre des atteintes sur l'axe I et celles de l'axe II sont parfois floues, surtout lorsqu'il s'agit de différencier entre névrose grave (qui serait comptée sur l'axe I) et trouble de la personnalité sur un haut niveau structurel (qui serait classé sur l'axe II). La comparaison met en évidence que le taux d'atteintes à la santé psychique chez les voleurs et les agresseurs violents est considérable. À cet égard, MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER (2001) ont souligné le fait que tous les prévenus ne sont pas soumis systématiquement à une expertise psychiatrique / psychologique, bien qu'il existe chez eux une forte présomption de perturbation. Il importe que les autorités concernées soient rendues plus attentives à cette possibilité.

Quant aux similitudes entre les divers types d'agresseurs (violents et voleurs) que nous avons observées, CUSSE (1998, pp.85ss) constate sur la versatilité des délinquants chroniques : « *Qu'y a-t-il de commun entre le vol, la violence, les déprédations et les délits de drogue ? Leur illégalité même. Nous sommes en droit de penser que les délinquants chroniques partagent une semblable indifférence aux prohibitions quelles qu'elles soient. Ils sont sourds à l'interdit. Difficile d'être un délinquant d'habitude sans être réfractaire aux*

interdits sociaux en général et insensible aux sanctions qui s'y attachent. Pourquoi les prohibitions qui freinent la majorité des être humains restent-elles sans effet sur cette fraction de la population ? Plus précisément, quel fonctionnement psychique l'empêche d'être persuadée et intimidée par les interdits ? Depuis LOMBROSO, cette question n'a cessé d'être au cœur de la criminologie. Les réponses proposées par maints criminologues et psychiatres sont moins des explications que des descriptions. Ils brossent le portrait du criminel avéré : son style de vie, sa personnalité, son fonctionnement psychologique, sa manière d'entrer en relation avec autrui ... Il apparaît par ailleurs que les délinquants chroniques sont affligés de carences d'origine familiale qui les rendent pratiquement incapables de respecter les prohibitions sociales. (...) Dans leur Théorie générale du crime (1990), GOTTFREDSON et HIRSCHI brossent un portrait du délinquant qu'ils induisent de données très différentes de celles qu'utilisait PINATEL, mais, curieusement, ils aboutissent à un résultat assez semblable. Ils s'appuient sur BENTHAM pour avancer que le crime est d'abord un comportement et, en tant que tel, doit être compris comme un moyen pour procurer du plaisir à son auteur ou pour lui éviter un déplaisir. Le crime ne se distingue donc pas du non-crime par sa motivation car il vise ni plus ni moins ce que vise n'importe quel acte humain. Son caractère distinctif ne devrait pas être cherché dans la catégorie « crime » elle-même mais dans un ensemble plus vaste d'actes déviants et téméraires qui possèdent tous la même essence. Cette affirmation se fonde sur les corrélations maintes fois observées entre la délinquance et toute une brochette d'actes déviants ou dangereux : l'abus d'alcool, la toxicomanie, les fugues de l'école, la conduite dangereuse sur la route, etc. Que peuvent avoir en commun ces comportements et la délinquance ? Les uns et les autres permettent à leurs auteurs d'obtenir des gratifications immédiates au détriment de conséquences à long terme souvent catastrophiques qu'ils risquent de leur attirer. » Toutes ces réflexions sont importantes quand il s'agit de discuter les implications de nos résultats sur la thérapie des violeurs et des agresseurs violents.

15.14 Analyse de régression du viol

Le groupe de référence ne compte ici que des recrues n'ayant commis aucune transgression d'ordre sexuel, afin de comparer les résultats obtenus pour le viol avec ceux de la délinquance sexuelle moins violente. Dans ce modèle nous avons introduit au départ les facteurs mentionnés dans la régression logistique portant sur les transgressions d'ordre sexuel moins graves (cf. chapitre 12. « Transgressions et infractions d'ordre sexuel »).

Tableau 15.35 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs situationnels et personnels sur le viol

Avec imputing N=17'477	
Facteurs liés au passé, à la personne, aux passages à l'acte et à la situation	Odds ratio
Victime d'abus ou d'exploitation sexuels (0=aucun, 1=peu grave, 2=grave)	8.966 ***
Relations avec un enseignant durant l'école secondaire (0 à 3)	0.558 *
Nombre de symptômes cliniques de la liste de RAUCHFLEISCH	1.936 ***
Fréquence du port d'armes (de 0 à 20x)	1.082 **
Fréquence des passages à l'acte d'ordre sexuel (de 0 à 60x)	1.089 ***

N=17'477

Sig : ***= $p < 0.001$, **= $p < 0.01$, *= $p < 0.05$, -= χ^2 n'est pas valide, ns=non significatif
(recrues ayant commis un viol (ou plusieurs) : N=30,
recrues n'ayant pas commis de transgressions d'ordre sexuel ou d'infractions sexuelles : N=17'447)

Le odds ratio ou Exp(B) indique la quotité de l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique. Pour les événements arrivés n fois, l'odds ratio doit être élevé à la n ème puissance.

Tableau d'évaluation de la valeur prédictive du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.002	0.500	13	17444	3	17	99.9	43.3	100.0	18.9	0.1

Le modèle est déterminé par cinq variables indépendantes seulement. Les 23 facteurs suivants ont été exclus du modèle (en deux étapes d'opérations statistiques) : immigration des parents, maltraitance par les parents pendant l'école primaire, nombre d'accidents subis au cours de la vie entière, *trouble des conduites*, relation du garçon avec ses camarades de classe, redoublement d'une année, placement dans une classe spéciale ou dans une institution pendant l'école secondaire, contacts avec la police et convocation au Tribunal des mineurs pendant l'enfance ou l'adolescence, déménagement dans une ville plus grande après l'adolescence, abus d'alcool, de drogues synthétiques et de drogues dures, consommation (excessive) de vidéos brutales et pornographiques, possession de diverses armes, nombre d'amis et de groupes ou scènes fréquentés, nombre d'amis ou de connaissances ayant eu des difficultés sérieuses avec la police, formation professionnelle, et enfin l'expérience d'une relation amoureuse. Les variables exclues du modèle ne jouent aucun rôle, ou sont subsidiaires à des influences plus fortes.

Ce modèle a permis de différencier, à l'aide de cinq variables indépendantes seulement, les délinquants sexuels violents des recrues qui n'ont commis aucune transgression à l'intégrité sexuelle, en n'attribuant qu'à vingt individus sur 17'000 une classification incorrecte. Cette précision spectaculaire pourrait être due au fait que la gamme des transgressions moins graves a été éliminée lors de cette analyse. Il nous faut donc contrôler si cette distinction se reproduit ou non au niveau d'une comparaison entre les recrues ayant commis des transgressions moins graves (N=2'527) et les 30 violeurs. Le modèle résultant de cette comparaison comprend les mêmes facteurs avec des *odds ratio* un peu diminuées, à l'exception de la relation avec les enseignants, qui a été exclue à cause de sa non-significativité. De plus, les paramètres

vérifiant l'adaptation du modèle étaient presque aussi bons que ceux du modèle comparant les violeurs avec les recrues qui n'ont pas commis la moindre transgression sexuelle, dans la mesure où 98.7% des prédictions étaient correctes ; la spécificité était élevée alors que la sensibilité était réduite (pour les termes « spécificité » et « sensibilité » cf. chapitre 18. « Méthodologie »). Cela signifie que ce modèle de comparaison entre violeurs et recrues qui ont commis des transgressions et des harcèlements moins dangereux, modèle qui parvient moins bien à identifier les violeurs, arrive en revanche tout aussi bien que le modèle principal à identifier les non-violeurs parmi les autres recrues. Nous pouvons en déduire que la délinquance sexuelle très grave (viol) se distingue très nettement des autres formes de harcèlement et d'abus sexuels moins graves.

Concernant les variables retenues, la victimisation suite à un abus sexuel ou une exploitation joue un rôle dramatique. Après un abus sexuel grave (qu'ont subi au moins 77% des violeurs), le risque de commettre des viols plus tard est multiplié par un facteur 80.

L'*odds ratio* pour les hommes présentant au moins trois critères de dyssocialité s'élève pour atteindre une valeur de 7.26. Rappelons à cet égard que 73% des violeurs sont concernés par ce syndrome.

Même le viol, qui n'est certainement pas un comportement défensif, englobe des facteurs situationnels tels que le port d'armes, la prostitution ou les rapports avec des prostitué(e)s, ainsi que les rapports non protégés avec des inconnu(e)s, que l'on peut interpréter comme des passages à l'acte d'ordre sexuel. Nous pensons d'ailleurs que la consommation de vidéos pornographiques et brutales est probablement masquée derrière les passages à l'acte (variable subsidiaire). Ainsi, le fait de regarder souvent ce type de cassettes pourrait bel et bien contribuer au risque de commettre des crimes sexuels, sans qu'il apparaisse sur la liste des cinq facteurs. En effet ceux qui fréquentent régulièrement le milieu de la prostitution et qui sont peu prudents dans leurs pratiques par rapport aux maladies sexuellement transmissibles, vont certainement aussi consommer ces vidéos. En revanche, le modèle ne comprend aucune influence exclusivement situationnelle : le fait de fréquenter beaucoup de groupes, d'avoir beaucoup d'amis et amies, d'avoir une copine, c'est-à-dire des comportements sans recherche active de conflits ou de risques de la part de l'individu concerné. À la différence des transgressions d'ordre sexuel et des infractions sexuelles moins graves, le nombre d'amis et d'amies, ainsi que la fréquentation de nombreux groupes et scènes de la culture « jeune », n'exercent aucune influence sur le crime sexuel proprement dit.

À nouveau, nous n'avons trouvé aucun indice permettant d'étayer la théorie (déduite de l'hypothèse de DOLLARD, MILLER, DOOB, MOWRER et SEARS 1939) selon laquelle la frustration sexuelle serait à la racine du viol, surtout en considérant qu'il y a davantage de violeurs, par rapport aux autres recrues, qui ont déjà eu une relation sentimentale suivie. Néanmoins, nous ne pouvons pas exclure que ce soit le cas d'hommes faibles d'esprit ou d'un autre sous-groupe de violeurs n'ayant peut-être pas l'opportunité de vivre leur sexualité avec des partenaires consentantes de manière réciproque. L'opinion naïve selon laquelle les violeurs devraient se calmer auprès de prostituées s'avère complètement fausse. Comme nous avons pu le constater, ce comportement constitue au contraire un risque supplémentaire favorisant les agressions sexuelles. Étant donné que cette idée se base en fait sur la métaphore de « l'hydraulique des instincts », on est guère surpris qu'elle se révèle elle aussi erronée. Nous avons constaté que les parents de 13% des violeurs venaient de régions en crise (contre 2.5% des autres recrues) ; néanmoins, l'immigration a elle aussi été exclue du modèle.

Pour résumer le résultat de la régression logistique, nous dirons qu'il que les hommes qui ont commis des viols (en temps de paix, en excluant les viols commis pendant une guerre) appartiennent à un groupe atteint d'un syndrome assez spécifique qui, comme nous l'avons vu, correspond à ce que l'on connaissait déjà grâce aux études cliniques. (Nous ne pouvons rien dire en revanche des délinquants sexuels faibles d'esprit, car notre échantillon n'en

contient pas). Ainsi, les violeurs sont généralement des hommes qui ont été gravement abusés pendant leur enfance, et manifestant une forte tendance antisociale dans le sens d'un trouble de la personnalité prononcé. Ils ont un penchant pour toutes sortes de passages à l'acte sexuel très fréquents, tout en étant violents dans d'autres domaines, et très attirés par les armes.

15.15 Discussion autour des particularités des violeurs

La violence sexuelle se distingue de la violence « ordinaire » par un nombre de facteurs déterminants plus élevé. En effet, les violeurs ont été soumis en règle générale à encore davantage de facteurs de risque ou d'événements traumatisants durant leur enfance, que les autres agresseurs violents. Nous disposons d'indices nous montrant qu'ils ont presque tous été abusés sexuellement de façon sévère. Selon nos analyses il semble donc que les violeurs se distinguent des autres agresseurs par une histoire encore plus difficile, et par une victimisation supplémentaire dans le domaine sexuel, qui a laissé des traces se concrétisant sous la forme de passages à l'acte d'ordre sexuel. Du point de vue de la nosologie, on pourrait classer les violeurs comme faisant partie d'un sous-groupe spécifique d'agresseurs violents.

Une hypothèse sociologique (mentionnée par exemple in LAFREE 1989), d'origine féministe, affirme que les agresseurs sexuels ne seraient que des hommes tout à fait normaux, qui prennent la liberté de violer les femmes parce que l'idéologie dominante le leur permet. Nous avons assurément assez de preuves pour affirmer que ce n'est pas le cas. Les différences entre les hommes normaux et ceux qui ont un penchant pour une agressivité sexuelle sont claires. Le fossé se creuse encore avec la gravité des actes. Des agresseurs sexuels vont même jusqu'à manifester une pathologie clinique tout à fait remarquable (voir tableau 15.34). On peut aisément constater qu'aucun des violeurs n'a eu un développement normal, lorsqu'on les compare avec la grande majorité des recrues.

La théorie du *courtship disorder*, pilier de certaines formes de thérapie, prétend que la problématique des délinquants sexuels consiste en leur incapacité à entrer dans une relation normale avec une partenaire adéquate (FREUND in PRENTKY et QUINSEY, 1988 p.172ss). Selon cette hypothèse, les violeurs auraient besoin de compenser ce manque relationnel en s'imposant à une victime au moyen d'intimidations ou de violences. Or, au regard des résultats que nous avons obtenus pour la majorité de violeurs, cette théorie de la délinquance sexuelle ne semble pas se vérifier. Le fait que la majorité d'entre eux ait déjà eu une relation sexuelle sérieuse à l'âge de vingt ans, qu'ils aient actuellement une relation suivie et que ces criminels ne soient absolument pas axés de manière exclusive sur des atteintes à l'intégrité sexuelle, contredisent cette hypothèse. Il semblerait plutôt que les difficultés relationnelles soient la conséquence de divers déficits qui marquent un développement mental incomplet. Les interactions entre les déficits produisent une sorte d'équilibre malsain aboutissant à des tentatives d'*acting-out* pour combler des lacunes psychologiques. Étant donné la complexité de la structure mentale, la présence d'une « petite amie » ne saurait à être seule assurer la guérison d'un individu tellement perturbé.

En principe, les consignes concernant la thérapie des agresseurs sexuels violents sont les mêmes que pour les agresseurs violents (cf. chapitre 16, paragraphe 16.7.1.3). On doit cependant tenir compte de la gravité élevée du désordre (notamment quand il s'agit de personnalités antisociales) que l'on trouve fréquemment chez les violeurs, et porter une plus grande attention aux risques liés aux passages à l'acte d'ordre sexuel. L'importance de la victimisation sexuelle subie dans le passé mérite une attention toute particulière dans la thérapie, surtout quand la portée de cette victimisation est refoulée par le patient.

16 Résumé et conclusions

Le *chiffre noir* correspond à l'écart existant entre la criminalité connue, enregistrée par les archives de la police et le casier judiciaire, et la criminalité réelle. Il couvre non seulement les affaires qui ne seront jamais éclaircies, mais également celles qui ne sont pas encore élucidées par la police au moment de l'étude, et qui risquent de l'être plus tard. Y a-t-il des criminels qui ne se laissent jamais prendre ? Et si tel était le cas, quelles sont les différences existant entre ces derniers et les agresseurs connus ? Les agresseurs sont-ils des gens « comme vous et moi » ? Est-ce qu'ils ont été impliqués dans une action délinquante par hasard, ou par des circonstances particulières, ou bien sont-ils des individus perturbés ? Pourquoi un individu devient-il un criminel violent ou un violeur ? Le public attend des criminologues une réponse à ces questions.

En règle générale, les échantillons des études portant sur le chiffre noir sont trop réduits pour que l'on puisse évaluer statistiquement les formes rares de délinquance grave. Notre étude, qui porte sur 21'347 recrues, dispose d'un échantillon de taille importante, permettant d'appréhender les expériences de victimisations et d'agressions vécues par de jeunes adultes. Elle permet de combler une lacune dans le domaine de la criminalité « cachée », et elle offre quelques pistes destinées à prévenir et à combattre la délinquance juvénile.

16.1 La mise en œuvre du sondage anonyme

L'étude présentée porte sur plus de 70% des hommes suisses de vingt ans (cf. HALTINER (1998/99), ce qui constitue une proportion de la population nettement plus importante que celle prise en considération par la plupart des études similaires menées à l'heure actuelle. Un questionnaire succinct a été envoyé à la moitié des 7'900 jeunes hommes réformés cette année-là (1997). Sur ces questionnaires, 1'160 nous ont été retournés. La limitation de cette étude, qui porte sur des sujets masculins uniquement, s'explique notamment par son thème particulier, à savoir les formes plus graves de la violence et l'étude de leurs origines.

Pour la mise en œuvre du sondage, toutes les précautions nécessaires ont été prises pour que l'anonymat complet soit garanti. Les recrues ont rempli le questionnaire en classe, sous le contrôle de personnes civiles, experts des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues, ch-x*, préalablement instruits sur les particularités de cette enquête. Afin d'éviter des indiscretions pendant l'enquête, un espace suffisant entre les recrues a été assuré dans les salles de théorie. Une fois le questionnaire rempli, les personnes interrogées devaient le placer dans une urne, ce qui rendait manifeste le caractère anonyme du sondage. Afin d'encourager les recrues à coopérer, la possibilité de cocher la réponse « je ne veux pas répondre » a été prévue pour les questions touchant des détails intimes. Le taux de non-réponses a été d'environ 5% par question, avec certaines variations. Lors de l'élaboration de nos questions, nous avons veillé à ce que les recrues ayant des déficits scolaires soient elles aussi en mesure de compléter le questionnaire.

Cette étude a été financée et organisée principalement par les responsables des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues, ch-x* (antérieurement : *Examens pédagogiques des recrues, EPR*) du Département fédéral de la défense, de la protection de la population, et des sports. L'exploitation des données a été financée par le *Fonds national de la recherche scientifique*. Qu'ils en soient remerciés ici.

16.1.1 Comment mesurer la délinquance et les perturbations psychiques ?

L'enquête par questionnaire anonyme écrit fait partie des méthodes de recherche habituelles et internationalement reconnues en sciences humaines. La saisie de vrais délits au moyen d'un

questionnaire écrit n'est pourtant pas chose facile. En effet, la définition officielle des infractions est parfois compliquée, et peut différer d'un pays à l'autre. En outre, on risque d'effrayer les personnes qu'on interroge en abordant de façon trop directe des comportements interdits. Même les individus qui adoptent fréquemment ce type de conduite ont en règle générale de la peine à l'admettre eux-mêmes et encore plus à l'avouer à autrui. Nous avons donc procédé plutôt de façon indirecte, en combinant plusieurs questions entre elles, au lieu de demander aux personnes interrogées si elles avaient déjà commis par exemple un hold-up ou un viol. De plus, une terminologie subtile permet de se prémunir contre le danger de susciter des réponses fantaisistes. Pour bien représenter la délinquance autoreportée, les questions du sondage doivent couvrir une très grande gamme de comportements et inclure la fréquence de ceux-ci (cf. questionnaire en annexe). Le terme *délinquance autoreportée* est une traduction du terme anglais *self-reported delinquency*, qui se réfère à des confessions anonymes de délits dans le cadre d'une enquête scientifique. De plus, un tel questionnaire doit inclure les items spécifiant la gravité des actes et l'identité des victimes. La validité des items destinés à recenser les délits n'est pas garantie a priori. En effet, seuls les procureurs et les juges sont autorisés à qualifier un acte d'infraction. Pour des raisons de simplicité de la terminologie, nous avons quand même recouru aux termes de *brigandage*, *extorsion*, *lésion corporelle*, *contrainte sexuelle* ou *viol* pour désigner ces comportements, étant donné l'anonymat des participants.

Lorsqu'elle cherche à évaluer la prévalence des perturbations psychiques autoreportées, la psychopathologie est confrontée en principe aux mêmes problèmes que l'évaluation de la délinquance autoreportée. La question de savoir quel indice est à considérer comme un symptôme et lequel ne doit pas l'être doit être tranchée sur la base du contexte dans lequel a pris place l'ensemble des faits. Strictement parlant, aucun questionnaire ne permet de saisir des symptômes de manière précise. Par conséquent, nos items renvoyant à des listes de symptômes sont à considérer comme des indicateurs. De plus, la combinaison de ces indicateurs, qui est elle aussi considérée comme un indicateur de syndrome, constitue une entreprise expérimentale. Les lecteurs non-spécialistes sont donc avertis que l'on ne peut pas « diagnostiquer » des troubles parmi les personnes de son entourage en se basant sur notre questionnaire de recherche. En effet, en psychopathologie, on est confronté à une difficulté supplémentaire : il existe plusieurs systèmes diagnostiques parallèles. Pour des raisons d'ordre historique, les mêmes termes peuvent ainsi revêtir différentes significations selon l'école thérapeutique ou psychiatrique qui les a produits. Nous nous sommes donc limités à deux théories. Il s'agit en premier lieu du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux DSM-IV* (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4th Edition 1994), qui utilise des critères fiables et statistiquement étalonnés. Cette nosologie se base sur un consensus auquel sont arrivés les représentants des différentes écoles. Nous avons également eu recours à la notion de *personnalité dyssociale*, élaborée par RAUCHFLEISCH (1981), concept qui s'est déjà avéré fiable dans une étude antérieure que nous avons faite (1991).

16.1.2 Les méthodes employées sont-elles valides ?

Certains pourront se poser la question de savoir ce qui a réellement été saisi au moyen de cette procédure. Comment les chercheurs peuvent-ils être certains d'avoir recensé de véritables délits et troubles psychiques ? Cet aspect d'ordre méthodologique renvoie à la notion de validité de nos données. En effet, un contrôle direct des cas est exclu en raison de l'anonymat des questionnaires. On a pourtant de bonnes raisons de penser que les méthodes de recherche utilisées en criminologie et en psychopathologie sont dans l'ensemble valides et relativement fiables. Il existe en criminologie des études portant sur la méthodologie. Ces recherches ont permis de tester la validité des réponses obtenues par les enquêtes par

questionnaire, en les comparant avec des données de police ou avec celles d'une enquête supplémentaire menée auprès des proches des sujets. Elles ont montré que les informations obtenues par *autoreportage* anonyme étaient en règle générale précises et fiables, ce qui est d'ailleurs aussi le cas des confessions fournies par les délinquants – qu'ils aient déjà un dossier officiel ou non.

Or, il existe des méthodes plus directes permettant de tester la validité des résultats d'une étude. Premièrement, les résultats ne devraient pas contenir des incohérences, ni livrer des chiffres à l'évidence fantaisistes. La comparaison des variables entre elles doit aboutir à un résultat plausible, ce qui est le cas de nos données. Ce n'est que dans quelques cas isolés que des réponses inutilisables sont apparues. Par exemple, quelques recrues avaient perdu patience en répondant à de longues questions et avaient fini par cocher tous les items relatifs à celles-ci. Mais nous n'avons pas trouvé un grand nombre (c'est-à-dire de l'ordre de pourcentages) de réponses non plausibles. Deuxièmement, pour contrôler la validité des réponses, les résultats obtenus peuvent être comparés à ceux d'autres études. Nous l'avons fait dans beaucoup de domaines différents, et sommes parvenus à la conclusion que nos résultats étaient réalistes. Par exemple, le taux de femmes battues, ainsi que la répartition des fréquences de scènes de violence conjugale observées par les recrues chez leurs parents sont presque identiques aux taux de prévalence et d'incidence de la violence dans le couple auxquels a abouti une étude genevoise menée auprès de plus d'un millier de femmes (GILLIOZ, DE PUY & DUCRET 1997). La même convergence a été observée en comparant les caractéristiques des recrues violentes et violeurs non détectés avec celles des agresseurs violents et des violeurs condamnés (BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS 1988 ; HAZELWOOD & WARREN 1989, 1990 ; PFEIFFER, DELZER, ENZMANN & WETZELS 1998 ; FORD & LINNEY 1995 ; ULLRICH 1999 ; MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER 2001 ; BLAND, NEWMAN, THOMPSON & DYCK 1998). Les études citées ont été réalisées sur la base d'échantillons cliniques, à l'aide d'entretiens individuels approfondis et de tests psychologiques standardisés. Bien que nous ayons suivi une procédure différente, nous sommes parvenus aux mêmes résultats. Ainsi, différentes recherches, utilisant chacune des instruments différents, obtiennent des résultats très semblables et dans l'ensemble plausibles, ce qui nous autorise à penser que les concepts utilisés dans ce cadre sont pertinents. Les données concernant les recrues étant tout à fait comparables avec celles fournies par les autres études réalisées dans le domaine, il ne peut pas s'agir d'une coïncidence. Si les recrues n'avaient pas répondu de façon sincère, nous n'aurions jamais pu aboutir à cette cohérence statistique. La validité de la présente enquête est ainsi confirmée par la reproductibilité des résultats connus.

Enfin, grâce à la comparaison avec de nombreuses études sur la santé psychique, sur la déviance et la délinquance on a constaté que les difficultés de classification mentionnées plus haut ne posent pas un problème fondamental. La méthode des indicateurs s'est avérée tout à fait valide et fiable, et les résultats obtenus ont pu être vérifiés à l'aide de données provenant d'échantillons constitués par des populations cliniques.

16.1.3 Réponses non sincères et questionnaires incomplets

Afin de vérifier la crédibilité des réponses de nos sujets, nous avons effectué quelques tests en vue de détecter les éventuelles réponses non sincères. Les recrues ayant coché beaucoup de réponses extrêmes ont attiré toute notre attention. Au total, ce sont 817 recrues qui ont coché à une ou à plusieurs reprises le maximum des fréquences possibles dans certaines rubriques (délinquance, victimisation, et les circonstances autour des événements décrits). Nous avons écarté un groupe de 25 sujets parmi les 817 qui, à un certain moment, se sont mis à remplir le questionnaire de manière peu sérieuse. De plus, 11 questionnaires pour lesquels une décision

n'était pas facile à prendre ont été classés comme cas douteux. Nous les avons finalement inclus dans l'analyse, car leur exclusion aurait pu, elle aussi, mener à des distorsions. En effet, il est inhérent à un travail sur la délinquance de se voir confronté à des individus qui ne sont que partiellement honnêtes. En fin de compte, seuls 8 questionnaires sur 21'347 n'ont pas été saisis intégralement et ont donc été exclus de l'analyse. Ainsi, après cette procédure de contrôle des données, 21'314 questionnaires valides ont pu être soumis à l'évaluation statistique.

Tous les 21'314 questionnaires n'ont pas été remplis complètement. Le refus de participer n'a été le fait que de quelques recrues (environ 70 personnes). Nous situons le pourcentage de recrues qui avaient des lacunes scolaires trop importantes pour compléter le questionnaire à un taux d'environ 8%. L'analyse des erreurs – notamment le fait que certaines recrues aient coché deux fréquences en même temps, au lieu d'une seule comme ils étaient censés le faire – a permis de faire une observation fort intéressante. Alors que l'aveu d'un acte tel que par exemple « vendre des drogues dures », même si la signification de celui-ci n'était pas du tout flatteuse, n'a guère produit de fautes de cochage, il en est allé différemment pour les questions portant sur les circonstances autour des transgressions d'ordre sexuel, ou sur les conséquences d'actes de violence. Les individus ayant coché deux réponses contradictoires (par exemple « aucune blessure » et « la personne a dû aller voir un médecin à cause de ses blessures »), semblaient, en fonction des autres réponses données, présenter le profil propre à l'échantillon des agresseurs graves, plutôt que du groupe des recrues qui n'avaient pas indiqué d'infractions aussi graves. Nous avons donc compté la réponse concernant l'acte le plus grave.

16.1.4 Protection des données versus action préventive

Pour protéger l'anonymat des participants, les questionnaires remplis (poids net : 3,49 tonnes !) ont été incinérés le 29 juillet 1999. Depuis cette date, l'identité d'aucun des individus ayant répondu au sondage ne peut plus être reconstruite, et cela même s'il a commis un crime grave. Il ne reste aujourd'hui que des données informatisées. De plus, on peut compter sur les doigts d'une main les collaborateurs et collaboratrices de l'*Institut de police scientifique et de criminologie* qui ont accès à celles-ci.

Or, le fait de savoir que des délinquants dangereux, qui pourraient éventuellement s'attaquer à d'autres victimes, sont sous la protection de l'anonymat suscite certainement des questions d'ordre éthique. Par des raisonnements statistiques, nous avons dû compter avec le fait que parmi 21'000 hommes nous trouverions quelques « vrais » criminels non détectés. Pourtant, au début de l'enquête, nous ignorions si ces derniers allaient ou non répondre de façon honnête au questionnaire. Quelques individus gravement délinquants ayant pu être détectés dans notre échantillon, certains lecteurs pourraient s'offusquer que des mesures à l'encontre de ces criminels ne soient pas prises immédiatement. Or, d'un point de vue éthique, il n'est pas correct d'inciter les sujets à se confier, en leur assurant le respect du secret professionnel, pour ensuite trahir leur confiance. Il s'agit du problème de la protection constitutionnelle de la sphère privée, qui est un droit fondamental dans notre pays. De plus, il serait indigne d'un État de droit de déclencher des instructions pénales contre des citoyens auxquels on avait garanti l'anonymat.

16.1.5 L'évaluation des données à l'aide d'échelles

Il s'agissait ensuite de réduire les 900 variables qualitatives et quantitatives à quelques échelles pertinentes permettant des mesures globales. La problématique de la mesure de la délinquance relevant du chiffre noir aboutit donc à la construction d'échelles ordinales couvrant les auteurs de violences et de transgressions à l'intégrité sexuelle, échelles qui

prennent en compte la gravité croissante des agressions commises. Avec les échantillons moins larges (2000 à 3000 sujets) qu'utilisent généralement les criminologues dans leurs recherches, cette question ne se pose pas. En effet, avec deux niveaux seulement on couvre déjà toute la gamme des violences avouées. Cependant, dans beaucoup de domaines, il n'existe pas encore de tels modèles pour ce type d'échelle. Un travail pionnier de construction d'échelles pertinentes a été effectué pour l'étude de l'abus sexuel sur des enfants ; ces échelles nous ont servi de modèle (HALPERIN, BOUVIER & REY WICKY 1997). Nos échelles étant des prototypes, on peut imaginer que des variations importantes soient possibles.

Nous avons ensuite voulu saisir la délinquance juvénile à l'aide d'une seule échelle ordinale, afin de calculer des différences éventuelles, ce qui a pu être accompli à l'aide du concept psychologique du *conduct disorder* (selon le DSM-IV) chez l'enfant et l'adolescent. C'est un diagnostic qui englobe les éléments principaux de la délinquance juvénile.

Le processus de construction de chacune de ces échelles a été présenté dans les chapitres respectifs, afin que les spécialistes et les chercheurs puissent savoir ce qui a été précisément mesuré. Nous sommes prêts à pardonner à tous ceux qui sautent la lecture des nombreux tableaux, ou qui ne lisent que certains chapitres. Dans l'objectif de satisfaire à la fois les spécialistes et les profanes, il a fallu trouver un compromis entre lisibilité et précision.

16.1.6 Différences entre recrues et non-recrues

Quelques différences importantes se sont manifestées entre les recrues et les jeunes hommes non incorporés à l'armée ayant répondu au sondage complémentaire écrit. Les non-recrues, comparativement aux recrues, habitent plus souvent dans les grandes villes et viennent d'un milieu plutôt universitaire. On doit toutefois considérer que ce sondage complémentaire contient une sélection particulière de jeunes hommes. En effet, les personnes marginales ou exposées à des risques sont souvent moins disposées à participer à des sondages volontaires que les personnes au bénéfice d'une bonne formation, qui participent avec intérêt. Concernant la délinquance, les non-recrues ont plus de problèmes avec la drogue que les recrues. D'une part, les recrues sont plus souvent violentes que les non-recrues ; d'autre part, un taux plus grand de non-recrues que de recrues a avoué avoir commis des harcèlements sexuels.

Afin d'éviter d'éventuels malentendus, notons encore une fois de manière aussi claire que possible qu'il n'y a aucune relation entre la délinquance des recrues et l'armée elle-même. Tous les événements mentionnés se sont déroulés avant l'entrée à l'école de recrues. En outre il faut tenir compte du fait qu'une partie importante des délinquants notoires qui n'étaient pas intégrés à l'armée en raison de leurs problèmes n'ont pas répondu au questionnaire complémentaire adressé aux non-recrues (cf. HINDELANG, HIRSCHI & WEIS 1981). C'est pourquoi les chiffres de la délinquance des non-recrues devraient être considérablement plus élevés que ceux que nous avons obtenus grâce aux questionnaires renvoyés.

16.2 Enfance et adolescence des hommes suisses

Nous avons traité en premier des questions concernant l'enfance et les expériences au sein de la famille et de l'école. Cette analyse se propose dans un premier temps d'établir des normes statistiques en matière de risques, de délinquance juvénile et de signes révélateurs d'une perturbation du développement en les comparant avec la norme idéale.

16.2.1 Une enfance malheureuse conduit-elle à la délinquance ?

Une grande majorité de recrues ont été élevées dans des familles où l'échange émotionnel était facile, dans un climat empreint de tendresse. En ce qui concerne ceux qui n'ont pas eu ce bonheur, 4.8% des recrues ont été battues sévèrement par leurs parents et 1.9% maltraitées par

d'autres adultes. De plus, 4.1% des garçons ont été abusés ou exploités au cours de leur jeunesse d'une façon telle que leur développement aurait pu en être affecté. Les fils d'immigrés (N=4'017) avec un passeport suisse ont été plus souvent maltraités ou abusés que les autres recrues. On a ainsi vu un taux élevé de garçons originaires de régions en crise (Maghreb, Balkans, Turquie, Proche-Orient) (N=522) qui ont été sexuellement abusés ou exploités de façon grave (7.9% contre 3.8% des garçons nés Suisses). Ce résultat est significatif, même en considérant une marge d'erreurs statistiques de deux écart-types (les marges de dispersion sont d'environ 2.4%, si N=500 et $p(\text{caractéristique})=0.08$).

Quant à la question de l'impact des risques, il s'est avéré que des obstacles et des difficultés, tels par exemple des coups du destin dans la famille, l'immigration des parents, la séparation des parents, l'appartenance des parents à une couche sociale défavorisée et même la victimisation, sont dans la plupart des cas bien compensés, s'il n'y a pas eu d'accumulation de risques. Environ un quart des recrues a été touché par l'un ou l'autre de ces risques. Ce n'est qu'à partir de l'exposition à trois risques ou plus que la probabilité de devenir délinquant augmente de façon dramatique. Néanmoins, on a vu que le passé des garçons multi-exposés ne les conduisait pas nécessairement sur la mauvaise voie. Même des hommes ayant été soumis à plusieurs risques durant leur enfance ont, à l'âge adulte, de bonnes chances de mener une vie tout à fait normale. Ceci est d'ailleurs apparu également dans certains commentaires très personnels des recrues sur la dernière page du questionnaire.

16.2.2 Conduct disorder chez le garçon

Il nous a paru judicieux, étudiant les possibles perturbations du développement, de partir de la moyenne statistique, plutôt que de les confronter à une norme fondée sur un idéal de santé mentale dans le sens d'un état (utopique) de parfait bien-être. En effet, une telle norme – souvent trop utopique – risque de conduire à la stigmatisation d'un grand nombre d'enfants. Pour réunir tous les éléments de la délinquance juvénile dans une seule variable, nous avons utilisé la notion du *trouble des conduites* selon le DSM-IV (cf. chapitre 5. « Perturbations du développement »). Ce terme provient de la traduction officielle de l'anglais *conduct disorder*. Rappelons que le *trouble des conduites* est un terme technique et spécifique définissant comme particularité symptomatique un non-respect des droits d'autrui. Ce trouble ne peut donc pas être assimilé à des « troubles du comportement » (terme générique). Le diagnostic d'un *trouble des conduites* ne peut être posé qu'en présence de comportements nettement délinquants, manipulateurs et violents. À noter que l'agressivité à la base de cette perturbation va beaucoup plus loin qu'un comportement simplement perturbateur, indiscipliné ou difficile. Le diagnostic peut être posé en présence d'au moins trois critères ; un trouble grave est constaté quand il existe de nombreux problèmes de conduite dépassant en nombre ceux requis pour le diagnostic, ou bien que les problèmes de conduite occasionnent un dommage considérable à autrui. Le nombre des critères (en l'occurrence 15) pourrait amener le lecteur à penser qu'une grande partie de la population présente une combinaison de tels symptômes. En réalité, cela n'est pas le cas et une accumulation de ces symptômes n'est pas fréquente. Par conséquent, dans notre échantillon, 14.5% de nos sujets remplissent les conditions d'une telle perturbation du développement, alors que 10.1% présentent les signes de sa variante grave. Le symptôme le plus répandu de ce trouble chez le garçon est l'utilisation d'armes pouvant blesser gravement quelqu'un. Des cas d'accidents commis avec des armes à feu tombées dans les mains d'enfants sont régulièrement relatés dans la presse.

Le DSM-IV indique pour les garçons de moins de 18 ans une prévalence du *trouble des conduites* se situant entre 6% et 16%, et pour les jeunes filles entre 2% et 9%. On estime qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis entre 4% et 10% des enfants sont atteints (DOLAN & COID 1993, p.35ss). Nos résultats sont de cet ordre, ce qui souligne la fiabilité du concept.

D'après nos résultats, la forme grave de ce syndrome se manifeste presque toujours bien avant la puberté. Après avoir examiné un grand nombre de jeunes hommes par rapport à ce diagnostic, il semble que la crise de l'adolescence soit moins grave qu'un véritable *trouble des conduites*, ou alors bien différente de ce trouble sur le plan des symptômes (abus de drogues, dépressions, crises d'ordre psychotique passagères, manifestations d'une agressivité moins grave, comme les provocations, ou le refus d'aller à l'école). Parmi les 522 jeunes hommes dont les parents sont immigrés d'une des régions en crise (Turquie, ex-Yougoslavie, Proche-Orient, Maghreb), ce sont 19% (N=99) qui ont rempli les critères d'un *trouble des conduites* grave (10.1% de toutes les recrues). Cette différence significative sera discutée dans le paragraphe sur l'origine de cette perturbation.

Selon les informations fournies par les recrues concernées, c'est seulement dans la moitié des cas que ces symptômes étaient reconnus par les personnes responsables de l'éducation des jeunes (parents, enseignants, autorités). Nous pouvons en déduire que dans de nombreux cas, ce désordre semble échapper à l'attention des adultes. L'existence d'un chiffre noir considérable de *bullying* et de violences entre enfants est aussi corroborée par les données concernant la victimisation. En effet, les auteurs de ces actes se retrouvent plus souvent parmi les enfants que parmi les adultes.

16.2.3 Origine du trouble des conduites

Les données ont été soumises à ce qu'on appelle l'analyse logistique – une procédure statistique – afin d'évaluer quels facteurs principaux influencent le plus le destin des garçons atteints de la forme grave de ces troubles. Nous avons trouvé que cette condition ne pouvait pas être attribuée seulement à une éducation défailante, même si la famille joue un rôle important.

Des facteurs d'ordre social, à savoir le déménagement fréquent, la dépendance des parents de l'aide sociale et l'immigration des parents jouent un certain rôle, sans toutefois être très importants. L'immigration ou la culture étrangère ne semblent être responsables que d'une petite partie du taux élevé de perturbations du développement chez les garçons naturalisés. Les facteurs beaucoup plus importants sont ceux qui concernent la victimisation. En considérant l'ensemble des influences, le manque de formation des parents a été exclu des variables exerçant une influence sur cette psychopathologie du garçon.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est le milieu à problèmes multiples, c'est-à-dire violence conjugale, alcoolisme des parents, maltraitance de l'enfant et son exploitation sexuelle, ainsi que le mépris du père pour la loi (*déficits du surmoi* du père) qui constitue une des causes principales de ce syndrome.

Concernant la victimisation par maltraitance, nous devons ajouter que le fait d'avoir indiqué comme auteurs d'agressions physiques d'autres adultes que les parents a eu un poids important dans le modèle. On doit compter avec le fait que cette victimisation peut se produire auprès d'enfants exposés à des risques multiples, dans un contexte où la surveillance et l'affection des parents sont insuffisantes.

Une longue séparation d'avec la mère avant la puberté, un placement dans une institution avant la puberté et le fait d'être orphelin n'ont pas été retenus dans le modèle. Il semble que ces risques puissent être compensés, pour autant que les relations avec les personnes proches et leurs substituts soient demeurées bonnes.

L'effet nuisible le plus dramatique révélé par cette analyse est celui des accidents multiples. D'un point de vue clinique, une accumulation extrême d'accidents est un destin qui commence très tôt. On peut trouver plusieurs explications à la genèse de ce problème. Il est possible qu'une lésion cérébrale minimale (*minimal brain damage*) précède les accidents, et qu'elle soit en quelque sorte le déclencheur de comportements impulsifs impliquant des

accidents répétés. D'autre part, une mauvaise coordination motrice de l'enfant peut être la conséquence d'une négligence ou d'une maltraitance de la part des parents, ou la suite d'un premier accident. Il semble que les fonctions neuro-psychologiques plus fines de l'apprentissage dans le domaine social ne se rétablissent pas toujours spontanément. L'item « troubles de la concentration et nervosité à l'âge de l'école primaire » a aussi manifesté une influence dans notre modèle. Il s'agirait dès lors d'examiner, à l'aide d'études prospectives, dans quelle mesure des composantes d'ordre biologique participent à la genèse d'un *trouble des conduites* grave. Dans ce contexte, la question se pose de savoir si la neuro-réhabilitation des enfants présentant un léger dommage cérébral diffus ou ayant des lésions corticales spécifiques devrait inclure une psychothérapie de longue durée.

On a également introduit dans le modèle certains facteurs dits de *résilience*, qui désignent des influences positives capables de compenser des risques. Nous avons ainsi trouvé qu'une très bonne relation avec l'enseignant diminue le risque de développer un *trouble des conduites* par un facteur cinq ! En revanche, une très bonne relation avec les camarades de classe ne semble pas avoir une bonne influence. Ces résultats pourraient constituer des indices importants en matière de prévention et de thérapie. Un appui intensif par l'encadrement dans de petites classes, qui permettent une relation personnelle entre les élèves et l'enseignant(e), semble avoir un effet positif dans la prise en charge des garçons présentant cette perturbation. Toutefois, l'efficacité ou le caractère nuisible de ces mesures relevant de la pédagogie spécialisée ne peut être testée qu'au moyen d'études menées avec un groupe-contrôle choisi au hasard (*études randomisées*).

Nous avons ensuite constaté que l'exposition à différents facteurs de risque n'est pas la condition sine qua non de l'apparition d'une conduite délinquante dans le sens du *conduct disorder*. En effet, la majorité des garçons perturbés n'a pas été confrontée à une forte accumulation de risques. Toutefois, il faut rappeler que nous n'avons pas pu relever tous les risques potentiels : prédispositions neuro-biologiques (complications durant la naissance, trouble de l'attention et hyperactivité, consommation d'alcool et de tabac par la mère pendant la grossesse) et développement intellectuel. De même la perturbation de la capacité à former des liens affectifs n'a pas pu être saisie, étant donné que celle-ci est très difficile à mesurer au moyen de critères empiriques. Nous n'avons dans le sondage que peu de variables portant sur des facteurs situationnels durant la jeunesse propres à exercer une influence sur une conduite délinquante. Certains garçons n'ayant pas une nature violente ont peut-être vécu dans un environnement qui les a constamment obligés à se défendre contre des attaques physiques. Enfin, il faut tenir compte du libre-arbitre. Tous les parents et pédopsychologues confirmer qu'il se manifeste dès la première enfance. L'enfant possède déjà une personnalité distincte et souhaite décider lui-même de ce qu'il veut faire ou non.

16.2.4 Pronostic de la délinquance par rapport au *trouble des conduites*

Nous nous sommes ensuite intéressés au pronostic de la délinquance future en fonction d'un éventuel diagnostic du *trouble des conduites*. Environ 70% des garçons qui ont présenté ce désordre dans sa forme grave seront délinquants à l'âge de dix-neuf ans (versus 23.5% des garçons sans ce trouble). Environ la moitié de ces délinquants prédisposés, c'est-à-dire 33.2% des garçons ayant eu un *trouble des conduites* grave seront « délinquants distinctifs » c'est-à-dire soit multirécidivistes soit criminels potentiellement dangereux (versus 4.7% des garçons sans perturbation du développement). Un quart remplit les critères de la *personnalité antisociale* selon le DSM-IV. Nous n'avons pas encore évalué le pronostic concernant les autres perturbations psychiques éventuelles de l'adulte, chez les garçons qui ont à l'époque présenté ce syndrome par rapport aux recrues qui n'ont pas été concernées.

D'ailleurs, 58.2% des jeunes (sans ou avec perturbations du développement) qui ont été interpellés par les forces de l'ordre ont cessé tout comportement délinquant par la suite.

16.2.5 L'influence de l'école

Quelques résultats intermédiaires intéressants concernant les expériences scolaires des jeunes hommes ont été dégagés. La vie scolaire a en effet une importance pour la socialisation que l'on ne devrait pas sous-estimer, car elle marque l'entrée de l'enfant dans la société. Deux tiers des recrues ont eu des relations positives avec leurs enseignants tout au long de leur scolarité, tandis qu'un tiers d'entre eux n'ont pas eu, semble-t-il, des bonnes relations pendant une période plus ou moins longue. Ce constat pourrait s'expliquer par une surcharge de tâches dévolues à l'école. En effet elle doit trop souvent assumer des tâches éducatives pour compenser des lacunes dans le foyer parental. Toutes nos analyses ont confirmé qu'une très bonne relation avec l'enseignant protège de manière importante l'enfant ou l'adolescent contre de futurs comportements délinquants et violents. Par conséquent, dans une optique de prévention de la délinquance, il vaut la peine d'établir des conditions facilitant une telle relation : c'est-à-dire ne pas avoir trop d'élèves dans les classes.

Nous trouvons plutôt remarquable – dans un sens négatif – que le climat entre les pairs ne semble pas avoir été particulièrement bon. Un nombre non négligeable de garçons, à savoir un tiers d'entre eux, semblent, selon leur propre appréciation, avoir souffert d'une forme d'exclusion sociale importante ou de maltraitance (*bullying*) dans leur enfance ou adolescence. On peut craindre que ce chiffre ne puisse pas être vu à la baisse pour les filles.

S'agissant des garçons ayant été placés dans une classe spécialisée pendant une certaine période à l'école primaire (N=814), nous pouvons livrer un résultat réjouissant. Selon leurs dires, 68% d'entre eux sont – à l'âge de vingt ans – parvenus à effectuer un apprentissage de trois à quatre ans ou une formation professionnelle supérieure. En revanche, 12% sont restés sans aucune formation (contre 5.3% des autres garçons). Seuls ceux qui ne sont pas parvenus à réintégrer une classe normale après leur période d'appui (N=71) ont rencontré plus de difficultés à accomplir une formation. Ainsi environ 30% des individus se trouvant dans cette situation n'ont aucune formation. Néanmoins, même parmi ceux-là, une majorité est à l'âge de vingt ans complètement intégrée professionnellement ou se trouve actuellement en formation. Quant à leur santé mentale à vingt ans, on assiste à un développement comparable à la trajectoire professionnelle de ces jeunes, suscitant ainsi des espoirs. On doit cependant apporter un bémol à ces chiffres optimistes. Le critère d'aptitude à servir a certes favorisé une sélection parmi les anciens élèves de classes spéciales. Les élèves de classes spécialisées ayant échoué d'une façon telle que leur intégration dans la société est sérieusement remise en question (individus institutionnalisés, toxicomanes dans les rues ou en traitement, retardés ou malades mentaux, et criminels abandonnés à eux-mêmes ou déjà institutionnalisés) vont être dispensés de leurs obligations militaires. Malgré cette restriction, on peut affirmer qu'une grande partie des anciens élèves de classes spécialisées a effectivement su tirer profit de cet appui et est parvenue à s'insérer dans la société.

16.3 Les recrues à l'âge adulte

Les séries de questions suivantes portaient sur la vie des participants avant leur entrée à l'école de recrues, lorsqu'ils avaient pour la majorité dix-neuf ans. Les fréquences des comportements et des infractions se réfèrent toujours aux douze mois précédant l'école de recrues, afin d'exclure explicitement l'influence que pourrait avoir l'environnement militaire sur les comportements.

Dans l'ensemble, les jeunes Suisses semblent être préparés à la vie de façon optimale. Seuls 5.6% des sujets n'ont accompli aucune formation professionnelle après la scolarité obligatoire et ne fréquentent pas une école ou un cours. Plus de 80% des recrues pensent avoir de bonnes perspectives et ont une bonne estime d'elles-mêmes.

L'évaluation des indicateurs d'éventuels perturbations psychiques à l'âge adulte ne prend en compte que des symptômes qui ont parfois une relation avec la délinquance. Sans prétendre avoir traité le domaine de la psychopathologie de façon globale, nous avons relevé les résultats suivants : 56% des recrues se sentent bien dans leur peau et cela depuis l'enfance. 4.5% ne présentent aucun symptôme psychopathologique à l'âge de vingt ans, mais ont eu, pendant leur enfance ou leur adolescence, des symptômes autoreportés indiquant un *trouble des conduites* ou un traumatisme. À l'âge de 19 à 20 ans, un peu plus d'un quart des jeunes hommes (26.5%) dit souffrir d'un ou de deux indicateurs de symptômes, sans avoir eu d'antécédents pendant l'enfance, et sans présenter une accumulation de symptômes. En comparaison avec d'autres recherches sur la santé mentale des jeunes adultes, ce chiffre semble plausible, car le psychisme – comme la santé physique – est soumis à des fluctuations. En effet des crises passagères accompagnent le développement tout au long de la vie. En revanche, il est moins favorable de présenter ce que l'on appelle un *trouble de la personnalité*. Cette perturbation chronique est une modalité durable de l'expérience vécue et des conduites, qui dévie notablement de ce qui est attendu dans la culture de l'individu. Dans la terminologie juridique, on réunit ce genre de désordre sous les termes de *développement mental incomplet* ou *personnalité anormale*. Ces affections existent depuis l'enfance ou l'adolescence du patient et ne sont pas passagères ; leurs caractéristiques sont, dans la plupart des cas, durables et inhérentes à la personnalité. Dans ce sens, 5.3% des recrues ont des indicateurs de symptômes qui remontent à l'enfance, sans toutefois atteindre la gravité d'un *syndrome dyssocial*. En combinaison avec une délinquance marquée, comme signe d'un mauvais fonctionnement social, le soupçon d'un léger *trouble de la personnalité* existe. En outre, 7.5% des recrues remplissent des critères (au moins 3) d'une *personnalité dyssociale*, proche du concept de RAUCHFLEISCH (1981). En présence d'une délinquance importante, comme signe d'une altération du fonctionnement dans le domaine social, on pourrait leur attribuer un *trouble de la personnalité* moyennement grave ou grave. En opérationnalisant les concepts des perturbations de l'adulte mentionnés ci-dessus, nous avons veillé à ce qu'ils ne contiennent pas de critères faisant référence à des formes de délinquance durant la période des douze mois avant l'école de recrues, ce qui permet d'éviter des tautologies en mesurant la délinquance à travers elle-même.

Le concept de *personnalité antisociale*, défini par le DSM-IV a été pris en compte, à des fins de comparaison avec d'autres études. Ce diagnostic comprend de très nombreux critères en rapport avec des comportements délinquants et leurs conséquences. Ainsi, 3.8% des recrues remplissent les critères d'une telle perturbation chronique du comportement social. La *personnalité antisociale* n'est pas à confondre avec le syndrome *dyssocial*.

Dans quelle mesure les recrues remplissant les critères de notre diagnostic expérimental du *trouble dyssocial*, tel que nous l'avons défini dans le chapitre 9, sont-elles délinquantes ? En plaçant le seuil au-dessus de la moyenne, 70% des recrues dyssociales sont délinquantes, contre 26% des recrues non dyssociales (pour la définition de ce seuil, cf. chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée », tableau 13.6). La « délinquance distinctive » c'est-à-dire multirécidivisme et crimes dangereux est présente chez 38% des recrues dyssociales et chez 5.6% des recrues non dyssociales. Presque un tiers des recrues repérées comme dyssociales et trois quarts des autres recrues se situent même en dessous de la moyenne de la délinquance globale.

16.4 Violence et infractions contre l'intégrité sexuelle

Les paragraphes suivants concernent la délinquance autoreportée des recrues. Nos questions se réfèrent explicitement à l'année précédant l'école de recrues.

16.4.1 Théories en criminologie

On peut distinguer trois courants principaux dans la formation des théories en criminologie. Le premier est constitué par l'approche sociologique, qui met l'accent sur les aspects dits *situationnels* de l'origine du crime (par exemple le chômage, la possibilité d'accès à des armes, la fréquentation importante de lieux publics). Deuxièmement, la criminologie dite *radicale* (marxiste) et la théorie de *l'étiquetage* situent les causes du crime précisément dans la répression et la psychiatrie, en raison de l'exclusion sociale que ces institutions sont supposées produire. Le troisième courant, celui de la criminologie *clinique* s'occupe principalement des aspects psychologiques des délinquants. Les questions posées par notre sondage se réfèrent à tous les aspects mentionnés ci-dessus : variables socio-démographiques, influences situationnelles, caractéristiques d'ordre psychologique et parcours éventuel dans les institutions de contrôle social, ce qui a permis de les réunir en un seul modèle statistique.

16.4.2 Origine de la violence

Dans la discussion actuelle autour de la violence, on perd souvent de vue que les comportements violents ont considérablement diminué depuis le XIXe siècle. Il n'y a pas si longtemps encore, les coups étaient considérés comme un moyen d'éducation légitime, selon l'adage « Qui aime bien châtie bien » ! Les garçons étaient encouragés à défendre leurs intérêts physiquement. Même si les statistiques semblent indiquer de nouveau une légère augmentation des délits violents au cours de la dernière décennie, l'opinion publique a profondément changé à ce sujet. Aujourd'hui, le recours à la violence physique est considéré comme un moyen archaïque. Il est ouvertement en contradiction avec les vertus et droits fondamentaux démocratiques. Ce n'est qu'au cours des vingt dernières années, sous l'influence entre autres du mouvement féministe, que les sciences psychosociales et médicales ont reconnu que la violence constitue un problème social qu'il convenait d'étudier pour le combattre.

Sur la base des commentaires qu'ont faits les recrues à propos de notre enquête et de leurs réponses aux questions portant sur l'acceptation de la violence, nous nous sommes aperçus qu'une minorité d'hommes estime que la violence n'est pas un moyen déshonorant pour imposer sa volonté à autrui. Il en va de même pour l'idéologie raciste, qui a reçu l'approbation de 4% des recrues, et un accord partiel de 7% d'entre elles. Seul un nombre réduit de recrues fait preuve d'une forte propension à la violence, alors que les voies de faits sont plus fréquentes.

Une grande partie des victimes des recrues violentes étaient des hommes. Néanmoins, le taux de jeunes hommes ayant utilisé des violences contre des personnes physiquement plus faibles, que ce soient des femmes ou des enfants, s'élève à 8.6%.

Quelle est la relation entre menaces verbales et passage à l'acte ? Faut-il ou non prendre au sérieux, le cas échéant, des tentatives d'intimidation ? Les résultats statistiques ont montré que les hommes qui menacent deviennent souvent violents (40%). En présence de certains risques : *trouble de la personnalité*, consommation excessive d'alcool ou de drogues, casier judiciaire, possession de pistolet, 60 à 70% des hommes vont effectivement agresser autrui. En présence d'une combinaison de tels risques, le taux de ceux qui passent à des actes de violence physique augmente jusqu'à 90% ! Toutefois, on ne peut pas dire si les personnes

menacées seront celles mêmes qui seront agressées. La réalité clinique montre que ceci n'est pas nécessairement le cas.

Pour saisir la violence intentionnelle, nous avons créé une échelle ordinale (cf. tableau 11.21, chapitre 11. « Violence ») qui tient compte de l'attitude violente à travers l'utilisation d'armes contre des personnes, la fréquence des actes et la gravité des blessures éventuellement causées. Cette échelle est d'ailleurs l'amélioration d'un concept antérieur (HAAS & KILLIAS in : MARNEROS, RÖSSNER, ULLRICH, HARING & BRIEGER 2000).

Environ un cinquième des hommes ont rapporté des agressions commises, sans que nous sachions s'il y avait une intention délictueuse derrière ces actes. Il pourrait s'agir ici de voies de faits entre égaux ou de comportements défensifs, à l'exception de la violence à l'égard de femmes et d'enfants. Sur le deuxième niveau de l'échelle, nous trouvons les 3.2% d'hommes qui ont indiqué une fréquence élevée de voies de fait (sans blesser quelqu'un), un événement isolé de recours à une arme, ou une agression isolée qui a causé des blessures. Le troisième et dernier niveau, comprenant 341 recrues, nous renseigne sur le fait que cette population a commis des actes de violence plus graves ou très fréquents ayant provoqué des lésions corporelles chez la victime, ou a utilisé fréquemment des armes contre des personnes. Cette définition exclut les incidents isolés ou fortuits.

Au moyen de la méthode de la régression logistique, nous avons extrait les facteurs principaux qui favorisent les formes moyennement graves et moins graves de violence (niveaux 1 et 2 de l'échelle, violences sans utilisation systématique d'armes et événements isolés). Pour résumer brièvement les résultats obtenus : il n'est pas possible de réduire cette violence à un petit nombre d'influences. L'algorithme a décelé un grand nombre de facteurs qui se réfèrent à la fois à des situations particulières et à la personnalité des auteurs. Certains sont ceux mêmes qui se trouvent à l'origine de la violence grave : perturbations psychiques, victimisation durant l'enfance, amis délinquants et disponibilité d'armes. En revanche, les facteurs purement situationnels (avoir une relation sentimentale sérieuse et le fait de devoir remplir des obligations paternelles à un si jeune âge) étaient plus importants pour la genèse d'une violence moyennement grave ou légère. De même, la forte fréquentation de lieux publics, le fait d'avoir beaucoup d'amis, ainsi que la fréquentation de différents milieux de culture juvénile influencent de manière plus importante des incidents isolés comme des voies de fait, comparativement à une violence habituelle ou plus lourde. L'explication possible concernant ces dernières influences pourrait être que les gens ayant beaucoup de relations et de contacts risquent d'être plus souvent impliqués dans des conflits, comparativement à des jeunes hommes ayant un caractère introverti et ne sortant de chez eux que rarement. L'immigration des parents a été exclue du processus de modélisation. En effet, elle ne semble pas jouer de rôle si l'on tient compte des autres facteurs de risque, à savoir la maltraitance, les accidents fréquents et l'abus sexuel. Une première interprétation prudente de nos analyses suggère, sous forme d'hypothèse, que la sur-représentation dans la violence des immigrés de la deuxième génération serait la conséquence de traumatismes subis durant l'enfance.

De nouveau, une très bonne relation avec un enseignant ou une enseignante durant l'adolescence peut réduire le risque de commettre des violences. Le placement prolongé (pendant une période supérieure à une année) dans une institution durant l'adolescence peut également constituer une protection contre une violence future. N'oublions pas que les personnes concernées sont issues d'une sélection d'adolescents à haut risque, du moment que les autorités ont ordonné une mesure si drastique. Étant donné les fréquentes critiques de ces institutions, c'est un résultat surprenant. Il semble que les énormes efforts déployés en faveur des mesures thérapeutiques et pédagogiques aient eu un effet favorable sur le développement des garçons en difficulté.

Les paramètres indiquant la qualité prédictive du modèle ont révélé que les risques seuls ne peuvent pas tout expliquer. La précision de la prédiction concernant les hommes non violents

est très bonne, ces derniers n'ayant pas été exposés en règle générale à des risques importants. En revanche, le modèle réussit moins bien à cerner les recrues violentes. Il arrive en effet que la majorité des hommes violents n'ait pas été exposée à un surplus de risques élevés, et que seule une partie des individus dits à hauts risques soient effectivement devenus violents. Comme nous avons pu introduire dans ce modèle une grande quantité de facteurs connus, il semble que le taux de variance non expliquée soit le reflet du libre-arbitre.

À l'aide de cette échelle, nous avons abordé la question de savoir dans quelle mesure le port d'armes n'est qu'un comportement adopté pour impressionner, et par ailleurs inoffensif. Le résultat du croisement des deux variables est frappant : la moitié des hommes qui ont porté une arme à une ou à plusieurs reprises ont commis à tout le moins des voies de fait.

16.4.3 Transgressions contre l'intégrité sexuelle

Aucun sujet en criminologie ne fait l'objet d'autant de spéculations que celui du chiffre noir de la délinquance sexuelle. L'échelle des transgressions d'ordre sexuel et des infractions sexuelles a également été améliorée depuis notre première publication à ce sujet (Crimiscope N°9 de HAAS & KILLIAS 2000), en excluant des manifestations d'affection unilatérale non souhaitées, qui peuvent être dépourvues de toute connotation sexuelle. Dans le cas d'un baiser sur la joue d'un enfant par ses parents ou par une tante, il serait ridicule de parler d'abus. Au total, 2'557 recrues (12%) avouent ne pas toujours avoir respecté les limites d'autrui en matière sexuelle, allant du malentendu le plus inoffensif jusqu'au viol. D'une part, ce chiffre paraît élevé si l'on prend en compte l'ensemble des comportements pour lesquels la volonté de la victime a été dédaignée. D'autre part, il est très vraisemblable que dans de nombreux cas, il ne s'agissait que de comportements relativement inoffensifs, éventuellement liés aux premières expériences sexuelles, et dont la classification pénale n'est pas aisée, notamment à cause d'erreurs potentielles sur les faits.

Le fait d'avoir un taux de 2.9% de recrues qui ont avoué une pénétration contre la volonté de la partenaire (cf. tableau 12.13, chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle »), peut aller dans le sens d'autres observations de criminologues, d'après lesquelles les violences sexuelles envers les femmes mènent souvent directement au coït (GODENZI 1989). Il ressort des informations données que, dans la grande majorité des cas, aucune menace extérieure directe n'a été utilisée pour contraindre la victime (ceci étant le point de vue des agresseurs). Il demeure cependant possible qu'une situation de dépendance, une détresse ou une incapacité de résister ait été exploitée.

Dans environ un tiers des 2'557 cas, la victime était un ou une (ex-) partenaire ; presque la moitié des victimes étaient d'autres femmes connues, et environ 30% des inconnues. À peine 8% des 2'557 recrues en question déclarent avoir commis un délit contre un homme et 1% dit avoir abusé d'un enfant. Le total de ces pourcentages n'aboutit pas à 100%, étant donné que des réponses multiples étaient possibles.

Seize facteurs indépendants ont été sélectionnés par l'algorithme de l'analyse logistique, qui déterminent le modèle des transgressions d'ordre sexuel moyennement et moins graves. Souvent ce sont les mêmes facteurs qui contribuent à la violence moyennement grave et à la violence moins grave. Nous constatons que certaines armes, ainsi que le fait de les avoir sur soi, jouent aussi un rôle important dans les violences sexuelles, en combinaison avec des indices de perturbations psychiques, la fréquentation de divers milieux de culture juvénile, et le fait d'avoir des amis délinquants. L'immigration a été à nouveau exclue du processus de modélisation. Il n'est guère surprenant de constater que l'abus sexuel subi, ainsi que les accidents pendant l'enfance ou l'adolescence exercent une influence très importante. Ensuite, nous remarquons une légère influence d'un placement dans une classe spécialisée, celui-ci augmentant le risque de commettre des harcèlements. En revanche, une formation scolaire et

professionnelle suffisante ou bonne ne semble pas non plus diminuer le risque de commettre des abus sexuels, plutôt le contraire ! Le rôle des passages à l'acte d'ordre sexuel est encore important. Sous cette rubrique, les rapports sexuels rémunérés et les rapports sexuels non protégés ont été comptés. Le fait de ne pas encore avoir eu une relation avec une femme a été exclu de notre modèle. Cependant l'hypothèse populaire selon laquelle la délinquance sexuelle serait liée à la frustration de certains hommes qui ne reçoivent pas des femmes l'attention qu'ils souhaitent s'est avérée plutôt erronée. Encore une fois, une très bonne relation avec l'enseignant ou l'enseignante durant l'adolescence peut réduire le risque de commettre plus tard des infractions d'ordre sexuel. Comme pour le modèle statistique de l'origine de la violence, les divers risques ne pouvaient pas expliquer toutes les transgressions d'ordre sexuel. Nous devons partir de l'idée que ces actes sont en grande partie le fruit d'une décision libre des hommes ; qu'ils aient vécu des expériences traumatisantes, qu'ils n'en aient pas vécues, qu'ils aient été exposés à des risques ou qu'ils le soient encore.

16.4.4 Chiffre noir entier et vue globale de la délinquance autoreportée

Peut-on mesurer la délinquance en tant que telle, parmi la multitude des infractions ? Après avoir traité les différents types de délinquance, nous aimerions avoir une vue globale de la situation, telle qu'elle apparaît dans les réponses des recrues. Nous avons regroupé tous les actes illégaux commis, à l'exception de la consommation de drogues (cf. tableau 13.1, chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée »). Celle-ci a été exclue pour permettre une comparaison avec l'étude de WOLFGANG, FIGLIO et SELLIN (1972) sur ce sujet. Cette étude portait sur l'activité délinquante des individus d'une cohorte de Philadelphie, sur la base des chiffres de la police (*cohorte* = ensemble de personnes du même âge vivant dans une région donnée). Les chercheurs ont trouvé qu'une minorité de multirécidivistes expliquait une majorité d'infractions commises.

Pour l'ensemble des recrues, en moyenne 7.3 infractions par personne ont été commises, soit un total de 156'076 infractions. Ce chiffre paraît énorme à première vue, mais il faut considérer qu'un tiers des infractions concerne des violations des règles de la circulation routière (c'est-à-dire 2.4 excès de vitesse ou alcool au volant par personne et par année).

Le pourcentage de jeunes hommes qui n'ont jamais commis d'infractions est de seulement 34.8%, et la consommation de drogues n'est même pas incluse dans celles-ci. Il semble que la délinquance (légère) soit un phénomène de masse chez les jeunes hommes (cf. FRECHETTE & LEBLANC 1987).

La répartition de cette délinquance est très asymétrique. Si on tient compte des agressions violentes, des actes de transgressions d'ordre sexuel, des infractions contre le patrimoine et des infractions à la loi sur la circulation routière, plus de la moitié des actes délictueux (56.8%) est commise par un noyau de 8.1% des recrues. En outre, ce pourcentage de « délinquants distinctifs » (c'est-à-dire multirécidivistes et criminels potentiellement dangereux) est responsable de presque 70% des délits violents et de plus de 80% des transgressions de l'intégrité sexuelle.

CUSSON (1998, p.83) l'explique comme suit : « *L'activité délinquante est simultanément diffuse et concentrée. Diffuse : la plupart des adolescents se laissent occasionnellement aller à commettre un délit mineur. (...) Mais, considérée d'une autre manière, la délinquance est concentrée : partout où le fait a été mesuré, des minorités réduites déploient une activité délictueuse tellement fréquente qu'elles finissent par être responsables d'une fraction importante de la criminalité.* »

Malgré leur grande énergie criminelle tous les délinquants dits « distinctifs » ne sont pas connus par les autorités : seul un tiers s'est déjà trouvé devant le juge. Ces résultats sont parlants : l'enregistrement systématique des multirécidivistes est indispensable. Les résultats

de l'étude de cohorte de Philadelphie sont confirmés dans les grandes lignes par le chiffre noir révélé par notre étude. Par conséquent, la grande activité délinquante d'un petit nombre multirécidivistes est bien réelle. Cependant, il faut souligner l'argument selon lequel les individus déjà connus de la police sont davantage susceptibles d'être de nouveau confrontés aux autorités judiciaires n'explique pas entièrement ce phénomène.

16.5 Délinquants violents et sexuels non détectés

Le manque de sondages anonymes de dimensions importantes implique qu'on ne sait pas grand-chose sur les agresseurs sexuels et violents graves qui ne sont pas (encore) détectés par les autorités. S'agit-il là de ces mêmes individus troublés que l'on connaît par des études cliniques avant leur découverte par les organes de l'État ? Trouve-t-on plus d'individus appartenant à la classe moyenne, sans particularités psychologiques, qui échappent plus facilement à la poursuite pénale ? Cette question n'a pas pu être abordée auparavant, car en règle générale, les échantillons portant sur le chiffre noir sont trop limités pour que l'on puisse étudier des formes de délinquance grave, qui sont rares. Or, pour beaucoup de questions cliniques liées au pronostic, à l'éventuelle indication d'une thérapie pour les criminels, ainsi qu'à la prévention et à la détection des enfants en danger, il est indispensable de connaître l'enracinement épidémiologique de la nosographie des criminels violents et sexuels dans la population générale. Voilà le point fort des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)*.

Au total, nous avons trouvé parmi les 21'314 recrues interrogées un effectif de 341 agresseurs violents et de 30 violeurs (13 hommes appartenaient aux deux groupes à la fois). Selon leurs propres dires, ces délinquants ont déjà eu, dans la plupart des cas, des contacts avec la police. Dans les chapitres concernant les jeunes agresseurs violents et les violeurs nous avons suivi la démarche pratiquée dans les expertises psychologiques ou psychiatriques. C'est-à-dire que les analyses statistiques sont organisées comme une sorte de boucle chronologique. Nous avons tout d'abord traité le registre des infractions avouées, puis l'adaptation sociale actuelle de ces jeunes hommes. Nous avons par la suite relevé leur anamnèse et examiné la question d'une psychopathologie spécifique en fonction des crimes commis. Enfin, une analyse logistique effectuée sur les délinquants et les autres recrues nous a permis de dégager les influences les plus importantes qui sont à l'origine de la délinquance sexuelle et violente. Pour cette analyse statistique, nous avons de nouveau considéré à la fois toutes les variables concernant les aspects situationnels et personnels, ainsi que le parcours institutionnel éventuel de ces individus.

16.5.1 Agresseurs violents

Les infractions avouées par les 341 agresseurs violents ont de loin dépassé les simples voies de fait et ne pourraient être comprises comme des incidents exceptionnels. Ces actes relèvent d'au moins un des délits suivants : *lésion corporelle* (art. 122 et 123 CPS), *brigandage* (art. 140 CPS), *extorsion* et *chantage* (art. 156 CPS), *contrainte* (art. 181 CPS) ou à plusieurs reprises : *mise en danger de la vie d'autrui* (art. 129 CPS), *rixes* (art. 133 CPS) ou *agression* (art. 134 CPS). Certains cas étaient peut-être même une tentative d'*homicide intentionnel* ou d'*assassinat* (art. 111 et 112 CPS).

En regroupant toutes les infractions avouées, nous constatons que les 341 recrues les plus violentes ont commis un vaste répertoire d'actes délictueux, notamment des cambriolages, du vandalisme, de la fraude à l'assurance et très souvent de la vente de stupéfiants. En outre, deux cinquièmes d'entre eux avaient une propension au harcèlement sexuel et au

franchissement des limites de leurs partenaires dans le domaine sexuel (contre 11.5% des autres recrues).

Concernant les activités dans divers milieux et groupements extrêmes, il s'est avéré que les recrues violentes sont impliquées à peu près dans la même mesure au pôle de la gauche (hip-hopppers, squatters) qu'au pôle de la droite (skinheads, groupes nationalistes). Certains individus semblent faire partie indifféremment des mouvements groupés autour des deux pôles extrêmes. Ceci incite à penser que la participation à ces groupements sert surtout à justifier une violence préexistante, de même qu'elle offre des occasions de conflits. Cependant les informations obtenues à l'aide de la question de l'appartenance à divers groupes ou milieux ne permettent pas de tirer des conclusions quant au statut des protagonistes à l'intérieur des groupes. En effet, il n'est pas possible d'en déduire des informations sur le rôle des individus concernés, et de savoir s'ils sont membres actifs, leaders, ou seulement suiveurs.

Dans l'anamnèse des agresseurs violents, les différents risques encourus dans la première enfance (longue séparation d'avec la mère, maladies psychiques des parents, et autres événements tragiques) se répartissent en une grande variété de destins. Bien que les recrues violentes aient été exposées plus souvent que la moyenne à des expériences difficiles, il n'a pas été possible d'isoler un seul facteur qui aurait été majoritairement présent. En revanche, les deux facteurs les plus fréquents étaient l'alcoolisme du père (12%, contre 3.1% des autres recrues) et des relations parents-enfants éminemment déficientes (12%, contre 2.0% des autres recrues). Au vu de ces chiffres, on constate que le milieu à problèmes multiples ne constitue pas nécessairement la cause de la violence, bien qu'il y soit fréquemment associé.

Le modèle de la violence grave élaboré à l'aide de l'analyse logistique permet de dégager de manière plus satisfaisante que le modèle concernant les voies de fait les quelques variables indépendantes qui expliquent ces actes. L'impact le plus important sur la violence est exercé par les facteurs liés à la personnalité, notamment lorsqu'une perturbation du développement s'est manifestée depuis l'enfance déjà et qu'elle s'est figée en une psychopathologie *dyssociale* selon les critères de RAUCHFLEISCH.

En effet, trois quarts des recrues très violentes (74%) ont eu un *conduct disorder* grave (proche de la définition du DSM-IV) et présentaient des particularités défavorables déjà très tôt dans leur vie. Selon nos analyses, le *trouble des conduites* durant la jeunesse constitue l'élément déterminant de la violence grave. Toutefois, on ne peut pas déduire de ce fait que tous les garçons présentant ce syndrome vont automatiquement s'engager dans une carrière criminelle. En effet nous disposons d'indices importants nous permettant de penser, en ce qui concerne la délinquance, qu'environ la moitié de ces garçons se remettent de cette perturbation en grandissant (cf. ROBINS 1974).

L'analyse multivariée a ensuite mis en évidence que les différents signes d'une perturbation psychique chronique ne sont responsables qu'en partie de la violence. D'autres influences tout aussi importantes sur la violence sont la possession et au port d'armes, ainsi que la recherche de milieux à risque. On a donc affaire à une interaction entre des facteurs liés à la personne et des facteurs secondaires, situationnels, à savoir la possession et le port d'armes. Des éléments situationnels de ce deuxième type (non purement *situationnels*, mais causés entre autres par des caractéristiques personnelles qui favorisent la recherche active de situations à risque) suscite des passages à l'acte. Le terme *passage à l'acte* signifie en psychologie la réalisation d'actes impulsifs, non réfléchis, qui ont souvent un rapport étroit avec la reproduction de traumatismes vécus. La combinaison néfaste de la possession d'armes et d'une perturbation psychique comme cause de la violence devrait être mieux prise en compte dans le choix des mesures préventives. Le même résultat apparaissait d'ailleurs dans une analyse multivariée portant sur le risque de blesser gravement quelqu'un (KILLIAS &

HAAS, à paraître en 2002), analyse dans laquelle la variable dépendante n'incluait pas a priori l'utilisation d'armes.

Enfin, l'immigration des parents n'est pas un facteur déterminant dans l'explication de la violence grave, quand d'autres risques, surtout l'abus sexuel, sont pris en compte.

En examinant la vie des agresseurs violents adultes, il semble qu'une majorité d'entre eux aient apparemment surmonté les difficultés de leur enfance. Beaucoup ont accompli une bonne formation professionnelle, disposent d'un grand réseau de connaissances et fréquentent une femme. Pourtant, derrière la façade « officielle », se cache tout autre chose. En effet, plus de 80% de ces délinquants présentent les signes concrets d'un développement mental incomplet. Il apparaît également qu'ils fréquentent volontiers un cercle d'amis violents pendant leur temps libre. Dans ces cercles, on aime bien « s'équiper » d'armes de toutes sortes (pistolet, poing américain, batte de base-ball). Comment expliquer ce clivage de la personnalité ? Nous présumons que l'adaptation superficielle de ces individus est le résultat d'un succès partiel de mesures thérapeutiques ou socio-pédagogiques dont ils ont fait l'objet dans le passé en tant qu'adolescents perturbés. Nous supposons encore que ces mesures ont été prises à un moment où il était déjà trop tard, et que, pour cette raison, elles n'ont pas pu toucher le cœur du problème. Par ailleurs, il faut préciser que la prépondérance des agresseurs montrant cette adaptation superficielle parmi les délinquants au sein des recrues, est liée à la sélection dont est issu l'échantillon constitué après la journée de recrutement. En effet, les hommes marginalisés, qui ne maîtrisent plus leurs problèmes, et qui ne sont pas non plus capables de les cacher, ne seront pas jugés aptes à servir. Ainsi, les patients psychiatriques, les toxicomanes sans domicile fixe ou les détenus qui, déjà à cet âge, ont été condamnés à de longues peines privatives de liberté ne sont donc pas dans l'échantillon. Ce fait devait être mentionné, afin qu'on ne pense pas à tort que tous les délinquants sexuels et violents présentent une vie adaptée de façade et qu'ils vivent une double vie secrète. En réalité, il existe un nombre important d'agresseurs sexuels et violents qui ne travaillent pas, et qui vivent en marge de la société.

16.5.2 Voleurs

Parmi les 88 délinquants sexuels figurant dans le tableau 12.13 (cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle »), on trouve un noyau dur de 30 hommes qui disent avoir imposé un coït, avec usage de menaces, contrainte externe, ou accompagné de violence. Cet échantillon se caractérise par une grande variété de comportements particuliers, que l'on se contentera de résumer brièvement, d'autant plus que l'on ne sait (presque) rien sur les voleurs non judiciaisés. Il est intéressant de constater une différence très nette entre les hommes qui ont commis soit une contrainte sexuelle sans aller jusqu'à la pénétration, soit un abus sexuel sur un enfant (sans aller jusqu'au viol) et les voleurs véritables. Bien que les autres délinquants sexuels aient toujours différé négativement de la moyenne des recrues, ils présentent moins de particularités comportementales que les voleurs.

Face à un échantillon de seulement 30 individus, on doit se rendre compte que les fréquences mentionnées peuvent être chargées de biais statistiques. Des fluctuations aléatoires peuvent en effet causer des erreurs de l'ordre de 10 à 15%.

S'agissant des hommes qui ont avoué un viol, la haute fréquence de leurs transgressions d'ordre sexuel est très parlante. Dans la majorité des cas, il s'agit d'agressions sexuelles commises plusieurs fois, voire de façon régulière : 75 personnes au moins ont été lésées au cours d'une année. En outre, environ la moitié d'entre les voleurs ont attaqué, entre autres, des personnes inconnues, ce qui indique que les actes ne semblent pas résulter d'une constellation relationnelle déterminée, mais de rencontres dues au hasard. On remarquera

qu'en plus des femmes et des enfants, les hommes sont eux aussi la cible des agresseurs ayant commis des viols. Le fait qu'un tiers des jeunes délinquants sexuels violents aient agressé des hommes dans un dessein d'abus sexuel était inconnu jusqu'ici. Ce résultat montre une fois de plus que la recherche sur le chiffre noir produit de nouvelles et importantes connaissances en matière de délinquance. Ainsi nous ne pouvons que spéculer sur les raisons pour lesquelles les victimes masculines de violences sexuelles ne portent pas plainte. Il se peut par exemple que les délits se soient déroulés dans un contexte suscitant chez elles un sentiment de culpabilité ou de honte, notamment si la victime bénéficiait des services d'un prostitué ou recherchait une aventure sexuelle.

Le noyau dur des criminels sexuels – tout comme les agresseurs violents – commet toutes sortes d'infractions hors du contexte sexuel ou de la violence physique. Plus de la moitié des trente violeurs sont des récidivistes, impliqués dans différents types de délinquance : vente de drogue, cambriolage, incendies, fraudes et violences non sexuelles. La palette des délits qu'ils commettent est encore plus extrême que celle des agresseurs violents. Le penchant pour les armes est étroitement lié à ce profil criminel. La propension des violeurs à la violence est extrêmement élevée. Ainsi, trois quarts d'entre eux ont causé au cours de leur vie une lésion corporelle, ce qui n'a été le cas que de 9.5% des autres recrues.

Les violeurs courent en général des risques de par leur comportement sexuel. Au cours des 12 derniers mois précédant l'école de recrues, sept sur dix ont recouru aux services de prostitué(e)s (contre 9% des autres recrues), environ 60% se sont prostitués, comportement qui n'est avoué que par 1% des autres recrues, et huit sur dix ont eu des rapports sexuels non protégés avec des personnes inconnues (contre 8% des autres recrues).

Les violeurs ont souvent connu des expériences très traumatisantes pendant leur enfance. Au moins deux tiers d'entre eux ont été victimes d'abus sexuels gravissimes, à savoir des relations sexuelles anales, orales ou sous la contrainte de menaces ou de violences (environ 2.7% de personnes victimisées parmi les autres recrues). La moitié a subi des sévices corporels lourds par les parents, beaux-parents ou d'autres adultes en charge. En tout, trois quarts des violeurs ont connu des abus sexuels ou des maltraitements physiques (non sexuelles). Concernant le dernier quart de cette trentaine, nous ne pouvons pratiquement rien dire, car ils ont omis de répondre à une grande partie des questions. Toutefois, ils n'ont pas coché les réponses indiquant une enfance exempte de problèmes, bien protégée.

Il n'est guère étonnant de constater que beaucoup de violeurs présentaient plus jeunes déjà un comportement très perturbé et que ce comportement les accompagne au fil de leur vie. Le *trouble des conduites* grave est également répandu parmi les violeurs : six sur dix remplissaient les critères (versus 9.6% des autres recrues). À 20 ans, les violeurs manifestent également une psychopathologie marquée. Ainsi plus de 8 sur 10 d'entre eux présentent les signes d'une personnalité anormale au sens de la loi (contre 10% des autres recrues), les autres présentent d'autres symptômes, par exemple l'abus de substances. Au cours de la dernière année, huit violeurs (contre 2.5% des autres recrues) ont tenté de se suicider, pour la plupart à plusieurs reprises.

Conformément à ce qui a déjà pu être observé (GODENZI 1989, 1994), les violeurs tendent à minimiser leurs actes et à rejeter la responsabilité de ceux-ci sur les victimes. Par ailleurs, on observe qu'ils partagent une représentation dévalorisante des femmes dans environ trois cas sur cinq. Des opinions telles que : « les femmes aiment quand on utilise un peu de violence pour avoir une relation sexuelle », « si une femme flirte avec un homme, c'est qu'elle veut être satisfaite sexuellement, même si elle refuse des avances », ou « un homme qui a travaillé toute la journée a droit à être satisfait sexuellement à la maison » ont été estimées justes. Les recrues qui disent avoir eu des rapports sexuels avec quelqu'un contre sa volonté, mais sans intimidation ni violence (N=618), adoptent plus souvent que les autres recrues des attitudes misogynes – mais pas dans la même mesure que les 30 violeurs. Nos

données ne nous permettent cependant pas d'établir le lien de causalité entre opinions et actes. En d'autres termes, l'attitude misogyne précède-t-il le délit sexuel ou en est-il une conséquence ? Une autre particularité est le goût des délinquants sexuels pour les vidéos pornographiques dures et très dures. Des constellations similaires ont déjà été constatées auprès de violeurs condamnés (HAZELWOOD & WARREN, 1989, BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS 1988).

Selon leurs réponses, les violeurs se distinguent des autres agresseurs, à la fois par une histoire encore plus difficile et par une victimisation supplémentaire dans le domaine sexuel pendant leur enfance. Cette période a probablement laissé chez eux des traces se répercutant à l'âge adulte sous la forme de passages à l'acte d'ordre sexuel. Sur le plan de la nosologie, on pourrait classer les violeurs comme un sous-groupe de la catégorie plus générale des agresseurs violents.

Nous avons pu à nouveau constater le phénomène de double vie des délinquants sexuels. À quelques exceptions près, ils semblent majoritairement avoir un travail et une partenaire. Nous croyons que l'accumulation d'individus avec une apparence extérieure normale est en partie la conséquence de la sélection par l'aptitude à servir. Les délinquants complètement marginaux ne se trouvant pas à l'école de recrues, il est possible qu'ils soient sous-représentés dans notre échantillon, par rapport aux études cliniques. Néanmoins le phénomène du clivage de la personnalité chez certains criminels est bel et bien connu en psychopathologie. Ce phénomène peut induire une surestimation du progrès thérapeutique de ces patients et une sous-estimation de leur dangerosité. En d'autres termes, l'amélioration objective des compétences sociales masque souvent le manque de progrès au niveau de la gestion de l'affect et des pulsions.

Pour résumer le résultat de la régression logistique que nous avons effectuée pour la variable dépendante « viol », nous avons pu constater une combinaison de perturbations psychiques et de facteurs liés à la situation (du type passage à l'acte) comme étant à l'origine de ce comportement. Des facteurs purement situationnels (comme avoir beaucoup d'amis, fréquenter souvent des fêtes, avoir une copine ou ne pas en avoir), c'est-à-dire sans recherche active de situations à risques ou de conflits de la part de l'individu ont été exclus de la modélisation du viol par l'algorithme. Les passages à l'acte des violeurs consistaient d'une part dans le port d'armes fréquent et d'autre part dans des visites fréquentes de prostituées, le fait de se prostituer, et les rapports sexuels non protégés avec des inconnues. L'opinion naïve selon laquelle les violeurs devraient décharger leurs pulsions en allant voir des prostituées ou en consommant des produits pornographiques n'est donc nullement confirmée. Des consignes allant dans ce sens s'avèrent plutôt dangereuses, puisque le passage à l'acte semble augmenter plutôt que diminuer le risque de commettre des crimes sexuels. D'une part les pulsions déviantes sont peut-être stimulées par l'*acting-out* ; d'autre part des facteurs situationnels à risque, à savoir des conflits interpersonnels, interviennent plus souvent durant ces activités. Bien qu'il y ait parmi les violeurs un pourcentage élevé de garçons nés de parents d'origine étrangère, l'immigration a elle aussi été exclue du modèle. Il semble que ce soit plutôt la victimisation par exploitation sexuelle qui soit impliquée dans la genèse de cette forme de délinquance, autant pour les Suisses de naissance que pour les enfants d'immigrés.

16.6 Bilan

16.6.1 Principaux résultats concernant la délinquance non détectée

Nous avons relevé que les délinquants occasionnels qui commettent des infractions moins graves ou moyennement graves ne sont pas comparables aux multirécidivistes. D'autres études sont d'ailleurs arrivées à la même conclusion. Le délinquant occasionnel est plus

proche du « citoyen ordinaire » que du véritable criminel (cf. FRECHETTE & LEBLANC 1987, KAISER 1997). Dans le premier cas ce sont des influences situationnelles, des crises passagères du développement qui jouent un rôle plus important dans l'origine de la délinquance. En dernière instance c'est le libre-arbitre qui détermine le comportement humain, dans le sens du plaisir à faire ce que l'on veut, quitte à franchir les limites de l'interdit. Les récidivistes, en revanche, ont en règle générale un *trouble de la personnalité* d'une certaine gravité et recherchent activement des situations dangereuses ou des lieux riches en conflits potentiels. Ils recrutent davantage leurs connaissances dans les milieux de la prostitution ou de la vente de drogues, ainsi que dans des groupements politiques extrémistes ; enfin ils ont une attirance particulière pour les armes qu'ils portent souvent sur eux. En outre, les criminels endurcis ne se restreignent pas à une seule forme de transgression de la loi. Ils ont tendance à élargir leur répertoire à toute la gamme des infractions du droit pénal et de la loi sur les stupéfiants, s'appropriant tout ce qu'ils souhaitent, de façon impulsive, sans se poser la question de la légitimité de leurs actes. Étant donné leur tendance à courir des risques énormes, et la grande énergie criminelle qu'ils déploient, ils ne passeront probablement pas longtemps inaperçus. Tôt ou tard, ils risquent d'être appréhendés et une instruction pénale sera déclenchée contre eux.

Selon les résultats de cette étude, les agresseurs demeurant dans le chiffre noir ne se distinguent guère des agresseurs qui ont déjà un dossier officiel. Le criminel provenant de la classe moyenne, ne présentant pas de perturbations psychiques, et capable de commettre impunément des infractions tout au long de sa vie sans jamais être appréhendé ne semble exister que dans les romans policiers. Les délinquants d'un plus gros calibre sont marqués lourdement depuis leur enfance, à la fois par un comportement les signalant à l'attention, et par des événements traumatisants (cf. BENDER & LÖSEL 1996, MOFFITT 1993).

Si on se réfère aux différentes théories criminologiques, nos analyses ont montré qu'aucune d'entre elles n'est à même d'expliquer la totalité des phénomènes. En revanche, nous sommes parvenus à élaborer, pour chaque type d'infractions retenu et pour chaque degré de gravité des actes, des modèles de régression multivariée tenant compte à la fois des aspects situationnels, des aspects liés à la personnalité et également des influences exercées au travers d'institutions. Ces modèles fournissent une explication raisonnable. Peu d'indices ont été trouvés qui tendraient à montrer la pertinence des hypothèses formulées par la criminologie « radicale ». Cette dernière prétend que la délinquance serait précisément le produit de l'effet pervers des institutions (répressives, psychologiques, psychiatriques ou de la pédagogie spéciale) qui s'occupent des êtres humains concernés par le biais de leur stigmatisation et de leur exclusion sociale. Ce résultat – qui permet de jeter un regard critique sur la théorie de la criminologie dite radicale – est conforme à celui obtenu par d'autres chercheurs (GOTTFREDSON & HIRSCHI 1990, p.160).

Les données recueillies dans notre sondage indiquent de manière significative que les stratégies conventionnelles en matière de prévention, de répression et de soins thérapeutiques peuvent aider à surmonter les difficultés rencontrées. Pour les enfants à haut risque, les classes spécialisées et le placement en institution accroissent les chances de réussir leur vie. Ce résultat est de nature à satisfaire les professionnels qui travaillent dans le domaine et devrait certainement encourager les enfants concernés. La connotation négative généralement associée aux mots « foyer » ou « classe de rattrapage » paraît inappropriée en ce qui concerne la Suisse. La psychothérapie est devenue un moyen d'amélioration du bien-être, sans susciter de honte chez ceux qui en bénéficient ; il convient donc de considérer de la même manière les classes spécialisées et les homes qu'il importe de soutenir moralement et financièrement. Une petite restriction doit cependant être apportée ici : dans d'autres pays, il est possible que l'effet positif des institutions pédagogiques et psychosociales ne soit pas toujours avéré. Dans des institutions mal gérées, où des enfants handicapés, traumatisés ou difficiles sont tout

simplement cachés, sans recevoir l'appui nécessaire, il est probable qu'il en résulte plus de dommages que de bienfaits.

Le taux disproportionné d'enfants issus de familles immigrées parmi les délinquants sexuels et violents préoccupe tout particulièrement le public. Ce thème controversé a d'ailleurs fait l'objet de nombreux commentaires de la part des recrues elles-mêmes. Certains chercheurs attribuent le phénomène à des facteurs culturels, d'autres à des conceptions différentes et dépassées concernant le rôle de chacun des deux sexes. Du point de vue politique, l'hypothèse qui postule que certaines cultures seraient plus tolérantes envers la violence que d'autres est délicate, puisque étant à la limite du racisme. Pourtant nous n'avons pas trouvé d'indices permettant de corroborer cette hypothèse. Il semble bien qu'aucune culture ne tolère véritablement la violence ou la violence sexuelle en tant que telle. Le problème découle plutôt du fait que des personnes provenant de certaines régions connaissant des crises politiques ou économiques majeures sont plus souvent victimisées, et semblent souvent transférer les traumatismes à la prochaine génération. Les cliniciens, quant à eux, avancent l'hypothèse que le rôle de l'honneur dans ces ethnies est un facteur de risque supplémentaire, servant à cacher des délits éventuels commis sur des victimes mineures. La crainte de la famille de perdre sa bonne réputation au cas où le crime serait découvert offrirait donc un terrain propice pour des abuseurs à l'intérieur de ces familles (par exemple un oncle vivant dans la famille), soit à l'extérieur (par exemple un éducateur). Il semble donc que les variables corrélées à des conditions régionales et historiques particulières – la pauvreté, les guerres et l'appartenance à des couches sociales nettement sous-privilegiées – soient les facteurs principalement responsables du phénomène de la sur-criminalité des immigrés. Dans ce contexte, il y aurait lieu de s'intéresser à la situation des étrangers non naturalisés, qui n'ont pas participé à notre étude.

16.6.1.1 *Libre-arbitre ou déterminisme ?*

Nous avons constaté que les multirécidivistes violents et sexuels différaient généralement de façon importante, depuis leur prime enfance, des autres jeunes hommes. C'est le cas des agresseurs inconnus des autorités et aussi de ceux ayant déjà un dossier. Le fait que les recrues concernées aient montré, dans leur vie professionnelle et sentimentale, à côté de leurs activités criminelles cachées, une certaine adaptation superficielle, est le signe d'un clivage profond de leur personnalité. La grande majorité des agresseurs violents et sexuels présente les signes d'un *développement mental incomplet*, ce qui implique la présence de nombreux déficits d'ordre psychologique, qui seront difficiles à combler à l'âge adulte.

Le mal est-il une maladie ? C'est une des questions les plus fondamentales de la philosophie occidentale, et pas seulement en criminologie, car elle touche le problème du libre-arbitre. L'homme peut-il se déterminer, ou n'est-il pas entièrement libre de choisir son comportement à chaque instant de sa vie ? Est-il déterminé par sa biologie et par son vécu ? Ou est-il lui-même l'auteur de son histoire ?

Du point de vue de la jurisprudence, il est inconcevable de construire un organisme d'état basé sur l'idée du déterminisme. Le libre-arbitre des citoyens adultes est la prémisse la plus fondamentale de la loi et ne saurait être remise en question. Qui pourrait gérer et diriger la société sinon l'homme ?

La question du libre-arbitre ou du déterminisme n'est pas près d'être élucidée par les sciences humaines. Personne ne sait jusqu'à quel point l'homme peut maîtriser son destin, ni quelles en sont les limites. La psychopathologie peut fournir à ce sujet au moins des hypothèses. Elle postule qu'il existe des différences graduelles entre la volonté libre et le déterminisme absolu. Les maladies mentales (plus particulièrement les psychoses et la faiblesse d'esprit) consistent précisément en une restriction des capacités cognitives et de la

responsabilité. En ce qui concerne cette capacité chez les personnes ayant un développement mental incomplet, il n'existe pas de consensus parmi les spécialistes.

En droit pénal, les deux positions philosophiques, si elles sont poussées à l'extrême et appliquées uniformément à la totalité des délinquants, peuvent mener à des manquements, à des défaillances et même à des abus au niveau des institutions. En considérant que l'homme est responsable de ses actes à cent pour-cent, la culpabilité d'avoir commis un crime serait si lourde que l'on ne voit plus comment elle pourrait être expiée. On trouve cette position idéologique fondamentaliste par exemple aux États-Unis ou dans le droit pénal islamique ; sa conséquence ultime est la peine capitale. Il serait tout aussi expéditif de se précipiter sur la conclusion inverse et de disculper les criminels sous couvert des circonstances, du contexte, ou des caractéristiques biologiques les rendant incapables de maîtriser leurs pulsions. Cette position idéologique mène directement à l'affirmation qu'il existe une « personnalité criminelle ». Par conséquent, on pourrait sur cette base exiger que la société neutralise ces personnalités criminelles aussi tôt que possible, déjà pendant leur enfance, afin d'éviter que d'autres victimes ne soient lésées. On voit donc comment ces deux positions idéologiques extrêmes peuvent mener à des solutions draconiennes.

Face à ce problème scientifique non résolu, il n'est guère étonnant qu'il n'y ait pas unité de doctrine parmi les experts quant à la responsabilité pénale des délinquants présentant un développement mental incomplet. Parmi les psychiatres, certains plaident pour une diminution de la culpabilité, estimant dans leurs expertises que leurs patients n'étaient pas en mesure de contrôler leurs actes, bien qu'ils aient été conscients du caractère illicite de ceux-ci. Les autres mettent en évidence, comme preuve de la totale responsabilité des personnalités troublées, que les délinquants, au moment de l'acte, ont agi avec une certaine planification et se sont arrangés pour ne pas être découverts. En outre, il est bien connu que les délinquants sexuels et les meurtriers incarcérés savent jouer le rôle du prisonnier modèle pendant de longues années afin d'obtenir des assouplissements du régime d'exécution de leur peine.

Un autre argument, qui contredit plutôt une diminution de la responsabilité pénale en faveur des personnalités troublées, tient au fait que tous les patients atteints d'un tel désordre ne deviennent pas délinquants. Nous avons par exemple trouvé qu'un tiers des hommes remplissant les critères d'un *trouble dyssocial* étaient encore en dessous de la moyenne du total des infractions commises par les recrues, et n'avaient pas non plus commis de crime (contre trois quarts des recrues non dyssociales). Il ne faudrait en aucun cas soupçonner hâtivement toutes les personnes perturbées d'être des personnes potentiellement délinquantes, car elles disposent généralement d'une capacité de se déterminer suffisante pour mener une vie conforme aux lois.

Le concept de la *responsabilité pénale* continue de faire problème du point de vue méthodologique. Empiriquement, il se caractérise par son absence de validité et de fiabilité : deux conditions nécessaires pour mesurer de façon correcte des caractéristiques humaines – dans le sens de l'égalité de tous devant la loi (HAAS 1997, GRANN & HOLMBERG 1999, GERARD 1999). L'auteure tient à souligner la nécessité de vérifier empiriquement les concepts juridiques au regard de leur validité et de leur fiabilité en tant qu'instruments de mesure. L'efficacité des normes légales et des sanctions devrait être examinée à l'aide d'études empiriques, tout comme les traitements médicaux. En effet, certaines règles et mesures paraissent excellentes en théorie, mais peuvent être en réalité contre-productives, à l'instar des traitements médicaux pouvant avoir trop d'effets pervers. Nos outils thérapeutiques et juridiques devraient donc faire l'objet de remises à niveau plus régulières, au service des personnes concernées (victimes et agresseurs), mais également afin de maintenir la confiance du public dans la justice.

16.7 Conséquences pour la politique criminelle

Les résultats de cette recherche nous amènent à soumettre à la discussion un certain nombre de propositions concernant la politique criminelle. Pour la simplicité, nous les avons regroupées selon le principe des piliers, mis en œuvre en Suisse dans le domaine de la drogue depuis quelques années déjà. En matière de violence et de délinquance sexuelle, nous proposons de compléter les quatre piliers, à savoir : 1. prévention, 2. répression, 3. thérapie, 4. réduction des risques (*harm reduction*) par un cinquième, qui est la réparation et s'effectue au moyen de la médiation pénale (5). Les cinq piliers doivent conjointement contribuer à une politique criminelle efficace à long terme. Le fait de renoncer à la répression s'est révélé en règle générale problématique ; plusieurs des tentatives de ce type ont d'ailleurs entraîné des conséquences graves (cf. KILLIAS 1991, p.436 sur l'abolition de la répression). CUSSON, un criminologue franco-canadien a écrit au sujet de l'effet de la répression vis-à-vis des grands criminels (1998, p.82) : « (...) *prises une à une, les mesures pénales ou thérapeutiques n'ont qu'un effet marginal sur l'abandon du crime. L'accumulation des sanctions et des déboires a de meilleures chances d'emporter la décision qu'une intervention particulière. Peu importe qu'une mesure ponctuelle soit plus ou moins sévère, plus ou moins thérapeutique, ce qui compte, c'est l'action conjuguée des conséquences négatives d'une vie dans le crime.* »

Les propositions suivantes sont parfois déjà réalisées comme faisant partie de la politique criminelle, de la santé, de l'éducation et du domaine social, parfois elles sont prévues ou encore en discussion. Notre intention est de mettre en évidence où et pourquoi ces mesures sont utiles, et de montrer la complexité du problème.

16.7.1.1 Prévention

Les agresseurs sexuels et violents les plus endurcis, de notre étude ont souvent indiqué une adaptation sociale superficielle, sans que les déficits de leur personnalité aient été compensés de façon suffisante. Nous avons recueilli des indices tendant à montrer que leurs difficultés avaient souvent été détectées durant leur jeunesse et qu'ils avaient reçu de l'aide. Si les mesures prises n'ont été couronnées que d'un succès partiel et finalement insuffisant, c'est probablement dû à une prise en charge trop tardive. La prévention doit par conséquent commencer dès que possible. Il est crucial que les enfants qui accusent des retards importants dans le développement du langage, ou montrent des comportements agressifs et une incapacité à jouer, ainsi que les enfants qui souffrent d'un léger dommage cérébral, soient identifiés précocement (c'est-à-dire à l'âge préscolaire) et qu'ils bénéficient d'une thérapie intensive. Ce sont particulièrement les pédiatres qui sont à même de mettre en relief le caractère sérieux des lésions cérébrales minimales et d'organiser en conséquence une thérapie adéquate. Dans certains cas les chirurgiens et les orthopédistes sont en effet les premiers experts qualifiés entrant en contact avec les enfants à risque. Même si ce domaine se trouve hors de leur spécialisation, il est souhaitable qu'ils attachent plus d'importance au diagnostic de ces déficits de développement, parfois d'apparence minime au premier examen.

Lorsqu'il s'agit de psychothérapie, de logothérapie ou de pédagogie spécialisées, les ressources mobilisables ne sont jamais trop nombreuses pour aider les enfants à risques, désavantagés, à prendre un bon départ dans la vie. Dans une démocratie, un tel investissement constitue une exigence humanitaire. De plus, les contribuables seront gagnants puisqu'ils se protègent ainsi contre de futurs délinquants. Comme on le sait, les coûts consécutifs à une carrière carcérale de plusieurs années dépassent de loin le coût des thérapies les plus intensives auprès des enfants.

Bien entendu ces réflexions concernent également les enfants d'immigrés, exposés un peu plus souvent aux risques. La politique d'immigration devrait favoriser le regroupement familial dès que possible, notamment avant l'adolescence des enfants, afin de leur garantir

une protection. D'autre part les femmes immigrées devraient bénéficier d'un appui visant leur intégration linguistique et sociale, afin que les enfants ne soient pas élevés dans des familles trop isolées de leur environnement. On sait grâce à l'expérience clinique que les enfants de familles isolées sont plus exposés aux agresseurs sexuels, qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur de la famille.

En matière de prévention de la violence et de pédagogie spécialisée, les écoles font l'objet d'attentes toujours plus importantes. Or, il semble qu'elles ne soient plus en mesure d'assumer cette lourde charge, étant donnée l'effectif moyen des classes. On doit alors se demander si les enfants aux comportements très difficiles se trouvant dans une classe normale ne seraient pas mieux appuyés et soutenus dans le cadre protégé d'une classe à effectif réduit. D'autant plus que la qualité de la relation avec l'enseignant exerce une influence protectrice contre le risque de délinquance future. On devrait donc réfléchir aux conditions qui permettraient aux enfants perturbés de bénéficier de manière optimale d'une telle relation au cours de leur développement. Selon nos résultats, il semble que cela ne soit pas possible dans des classes trop nombreuses.

16.7.1.2 Répression

Vu le nombre de délinquants très actifs qui passent inaperçus pendant de longues années, on peut se demander s'il ne serait pas judicieux d'augmenter le corps de la police, d'autant plus que dans la plupart des cas, les jeunes mettent fin à leur comportement délinquant une fois qu'ils ont été interpellés.

S'agissant des délinquants ayant un dossier, nos données sont éloquentes. Celles de WOLFGANG, FIGLIO et SELLIN (1972) sur les délinquants connus de la police semblent reproductibles au niveau de la délinquance qui relève du chiffre noir. En effet, une petite minorité de multirécidivistes et de criminels dangereux explique à lui seul une majorité de toutes les infractions, particulièrement des délits violents et sexuels les plus graves. Si l'on veut appréhender les multirécidivistes et les criminels dangereux qui, très souvent, ne restreignent pas leurs activités à un seul canton, l'enregistrement des données policières au niveau national et européen semble indispensable. Une autre mesure récemment mise en œuvre à cet égard, est le fichage de l'ADN des délinquants sous forme de banque de données. Pour que cette dernière puisse remplir sa tâche principale, il est indispensable que tous les délinquants – et pas seulement les agresseurs violents et sexuels – y soient enregistrés. Comme toute autre activité la délinquance est apprise. En règle générale, un agresseur ne commence pas sa carrière délinquante par un assassinat ou un viol. En effet, il a souvent déjà auparavant proféré des menaces, commis des cambriolages, vendu de la drogue, participé à des rixes. En Grande-Bretagne, l'enregistrement de l'ADN des délinquants s'est avéré très positif. En effet, le taux d'affaires élucidées a augmenté de façon claire et a permis de libérer des innocents sur lesquels planaient de graves soupçons. Historiquement, le fichage systématique de l'ADN des condamnés représente, en police scientifique, une révolution analogue à celle de la dactyloscopie. Désormais, la méthode par enregistrement des empreintes digitales se complète par celle des empreintes génétiques.

Une autre proposition, qu'on peut situer quelque part entre la prévention et la répression, concerne le contrôle de l'achat, de la possession, et du port d'armes, qui est réglé par la loi mise en vigueur le 1^{er} janvier 2000. L'achat et la vente d'armes devraient concerner uniquement des personnes qui ont un casier judiciaire vierge, et qui ne sont pas enregistrées par la police locale. Ces libertés sont théoriquement réservées aux citoyens irréprochables, alors que le contrôle des personnes concernées, tel qu'il est prévu par cette loi, est encore insuffisant, à notre avis. À cet égard, on pourrait proposer quelques mesures supplémentaires sous forme d'un contrôle de la vente et de l'achat d'armes entre privés, et de l'achat d'armes par des personnes psychiatriquées ou toxico-dépendantes qui ont subi une fois une privation de

liberté à des fins d'assistance. Au législateur de déterminer quelles sont les personnes autorisées. Une amende pour stationnement interdit ne serait par exemple pas un critère pertinent pour interdire à un chasseur ou à un tireur son hobby. En revanche il n'est certes pas souhaitable que des dealers, des toxicomanes, des cambrioleurs, des maris violents, des alcooliques ou des patients en psychiatrie puissent se procurer, ou tout simplement posséder ou acheter légalement des armes. Il faudrait également envisager l'enregistrement de toutes les armes à feu et un contrôle accru de l'accès aux stands de tir. On pourrait dès lors imaginer que des citoyens au-dessus de tout soupçon qui aimeraient continuer à s'adonner à leur hobby, qu'il s'agisse de la chasse, du tir sportif ou encore de la collection d'armes, puissent le faire librement à l'intérieur des cercles ayant une légitimation, à condition de posséder un certificat de bonnes mœurs et un permis attestant leurs capacités. Une réglementation supplémentaire devrait strictement vérifier, non seulement le casier judiciaire, mais également l'existence d'anciennes ordonnances pour une privation de liberté à des fins d'assistance selon l'art 397 du Code civil (hospitalisation d'office en psychiatrie) ainsi que l'enregistrement à la police pour menaces, et la présence, au niveau national (et pas seulement cantonal) d'une instruction pénale en cours. En outre, chaque arme à feu devrait être enregistrée de telle sorte que son origine puisse être à tout moment établie. D'une manière analogue à ce qui existe pour la conduite de motos, il serait souhaitable d'introduire une procédure en deux étapes pour les jeunes tireurs. Ces mesures relativement strictes sont raisonnables. En effet, la violence – commise avec ou sans armes – est le fait en grande partie d'un seul groupe social, à savoir la petite minorité de jeunes délinquants ayant un *trouble de la personnalité*. La vente d'armes, le fait d'offrir des armes à des personnes non autorisées, et surtout le port d'armes accompagnant un (autre) délit, devraient être sanctionnés de façon rigoureuse.

Pour assurer une meilleure identification des agresseurs sexuels développant une énergie criminelle importante, les organismes pénaux devraient faire appel à des personnes spécifiquement formées aux enquêtes sur les victimes masculines d'agressions sexuelles. Les contacts fréquents des violeurs avec la prostitution indiquent que la poursuite pénale des délits dans le « milieu » n'est pas une tâche de second rang, surtout si l'on souhaite appréhender des criminels en série.

La violence comporte souvent des signes précurseurs. Pratiquement tous les agresseurs violents ont aussi usé d'intimidations verbales. En effet, parmi les hommes qui profèrent des menaces, nombreux sont ceux qui ne s'en tiennent pas là et recourent à la violence physique. Ceux qui n'ont pas d'inhibition à passer à des actes de violence, sont tout particulièrement les hommes qui présentent des risques supplémentaires, c'est-à-dire qui sont connus de la police, qui ont un *trouble de la personnalité*, ou qui abusent de l'alcool, de drogues. Si l'on se réfère aux statistiques, la probabilité que ces individus mettent effectivement leurs menaces à exécution est grande. En revanche, il n'est pas possible de faire des prédictions quant à l'identité probable de la victime. En effet, les agressions peuvent toucher une tierce personne donnant une impression de vulnérabilité. Une détention plus ou moins brève ou une hospitalisation d'office peuvent représenter, lorsque ces cas sont connus, un moyen de choix pour mettre fin à un cercle vicieux, permettant ainsi de préserver victimes et auteurs d'actes encore plus dramatiques. Cette stratégie a d'ailleurs été appliquée par différents cantons pour lutter contre la violence familiale. À la lumière de nos résultats, une intervention préventive de la police ou du psychiatre d'urgence est donc justifiée dans les cas de menaces d'homicide, et ne paraît pas disproportionnée.

16.7.1.3 *Thérapie*

La thérapie signifie à la fois la prise en charge des victimes et des délinquants. Elle ne doit pas s'exercer au détriment des victimes.

Les victimes d'un viol doivent être prises en charge par rapport au risque de transmission d'une maladie sexuelle (par exemple le sida ou l'hépatite), compte tenu du manque de scrupules des violeurs qui propagent des maladies à travers leurs relations à risque fréquentes.

La victimisation sexuelle des jeunes garçons est un phénomène qui doit susciter davantage d'attention ; si une telle victime est remarquée, une prise en charge thérapeutique est urgente.

Malheureusement, le terme « thérapie » est devenu une sorte de mot magique suscitant de très grandes attentes. Ainsi, certains spécialistes sont pleins d'espoirs exagérés quant à l'effet positif de leurs méthodes, et refusent consciemment ou inconsciemment une procédure diagnostique appropriée, ou une recherche empirique sur l'efficacité des interventions. D'après nos résultats, ce seraient précisément des mesures interdisciplinaires qui seraient nécessaires et utiles. Or, des mesures sociales ou thérapeutiques peuvent s'avérer dans certains cas plus nuisibles qu'efficaces, comme c'est le cas pour tout médicament, même si elles ont été appliquées avec la meilleure des intentions. C'est la raison pour laquelle l'efficacité des mesures thérapeutiques devrait être testée au moyen d'études prospectives contrôlées. Il est erroné de croire qu'une thérapie est à même de réparer et de corriger tout développement anormal. En effet, la « puissance thérapeutique », dans le champ de la psychologie, correspond à peu près à celle de la physiothérapie dans le domaine orthopédique. Cela signifie que plus le patient est jeune et sain, plus la thérapie a de chances d'être un succès. Après de patients délinquants dont la perturbation est chronique, des entretiens cliniques n'apportent souvent guère de résultats, s'ils ne sont pas appuyés par des mesures plus fortes. En revanche, des médicaments (pourvu que l'ingestion régulière soit garantie), une hospitalisation ou une incarcération serviront dans certains cas à calmer le jeu. À notre avis une politique criminelle efficace ne saurait être basée uniquement sur la thérapie, en faisant l'impasse sur les piliers « répression », « prévention » et « réduction des risques ».

Quant aux traitements (sociothérapeutiques, psychiatriques et psychothérapeutiques) des délinquants, l'avenir appartient certainement à une concentration des efforts sur les mineurs et les jeunes adultes, puisque nous avons vu que la violence remonte très loin dans l'enfance. Les mesures existantes – nous l'avons ensuite constaté – semblaient dans beaucoup de cas porter leurs fruits. Néanmoins, on devrait garantir encore plus précocement une aide efficace aux enfants en danger.

Bien entendu, un diagnostic compréhensif, avec des outils statistiquement étalonnés, constitue la condition sine qua non pour que des mesures appropriées soient prises. Au cours des dernières années on a plutôt eu tendance à éviter de poser un diagnostic précis, afin de ne pas stigmatiser un enfant (ou un adulte) par une étiquette défavorable. Il existait alors le danger réel de méconnaître certaines origines de la perturbation du développement et de passer à côté d'un traitement adapté. Les cures douces, par le discours thérapeutique ou les thérapies familiales, ne sont pas toujours suffisantes. Nous avons vu dans l'analyse logistique des facteurs de risque du *trouble des conduites* chez le garçon, que d'une part, des facteurs d'ordre biologique devaient également être traités, et que d'autre part, des influences extra-familiales pouvaient jouer un rôle pour la thérapie. Cela n'a pas beaucoup de sens d'ordonner, comme seul traitement, une thérapie de famille pour un garçon souffrant d'un dommage minimal du cerveau (non détecté), en le privant ainsi d'un appui pédagogique spécialisé et d'un éventuel traitement médicamenteux. En revanche, on doit aussi prendre garde à un biologisme aveugle. On ne peut pas réduire l'homme à un système biochimique que l'on pourrait rééquilibrer à l'aide de quelques pilules.

D'après les résultats de nos analyses, on devrait plutôt prévoir, dans les cas d'une certaine gravité, une collaboration étroite entre spécialistes des différentes disciplines. Le dogmatisme thérapeutique ou les luttes entre les différents intervenants (pédagogues, travailleurs sociaux, psychologues, psychiatres, médecins somaticiens) n'apportent rien au patient ni à son entourage.

En ce qui concerne la psychothérapie des délinquants adultes, il convient d'adopter une approche différenciée. Les thérapies qui sont ordonnées seulement faute de mieux, quand le juge et l'expert ne savent pas que faire de l'accusé, sont à déconseiller. Il faut une indication positive à la thérapie, qui cible des délinquants motivés et capables d'en bénéficier. Chez l'adulte, une sélection rigoureuse sur la base d'examens médicaux et psychologiques est aussi indispensable avant qu'un diagnostic ne soit posé. Du moment que les auteurs de crimes moyennement graves n'ont pas une personnalité antisociale ni de dysfonctions d'ordre neuro-psychologique importantes, on peut recommander une thérapie. Mais une telle thérapie s'étend souvent sur plusieurs années avant qu'un changement durable du fonctionnement social chez le patient puisse s'opérer.

Concernant la durée des traitements, un suivi ambulatoire après la libération conditionnelle ou après un traitement hospitalier semble approprié pour des cas présentant des déficits structurels considérables. En effet une maturation est un processus qui dure plusieurs années. Dans cette perspective il faut veiller aux facteurs situationnels et poser des questions concernant ceux-ci (comportements sexuels à risque, amis délinquants, adhésion à des groupements extrêmes, circonstances particulières individuelles ayant contribué au premier crime). Les thérapeutes sont amenés à fixer des limites claires à leurs patients délinquants. Si les passages à l'acte deviennent importants, il existe un arsenal de mesures répressives et de contrôles : prises d'urine sous contrôle visuel, perquisitions, relégation dans un régime plus strict, hospitalisation, ou prise régulière de médicaments (TARDIFF 1992, p.496). La possession et le port d'armes par des criminels constitue un signe d'alarme évident, qui nécessite non seulement une notification des instances supérieures, mais aussi un retour immédiat du patient derrière les murs, afin d'empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis. De tels moyens ne servent pas seulement les agresseurs et leurs victimes, ils ont aussi une importance pour l'acceptation de ces traitements par le public.

Les thérapies d'agresseurs dangereux sont soumises à une pression énorme de réussite, étant donné les répercussions sur les victimes en cas d'échec. Quand il s'agit d'assouplissements de la peine pour ces détenus, un contrôle indépendant par une commission extérieure s'est avéré utile (HAAS & RINDLISBACHER 2001).

16.7.1.4 Réduction des risques (*harm reduction*)

Selon l'avis de plusieurs autorités du domaine (GABBARD 1994 ; MELOY 1992 ; KERNBERG 1989 ; HART & HARE in : STOFF, BREILING & MASER 1997 ; MÜLLER-ISBERNER in : MARNEROS, RÖSSNER, ULLRICH, HARING & BRIEGER 2000) toute thérapie est à déconseiller pour des criminels très dangereux (meurtriers sexuels, sadiques, ainsi que tout violeur, incendiaire, kidnappeur ou meurtrier présentant une antisocialité grave ou une *psychopathie* selon les critères de HARE 1991).

Que faire des multirécidivistes notoires qui se sont révélés inaptes pour la thérapie au cours de leur adolescence ou comme jeunes adultes, ou qui sont dangereux pour des tiers ? Dans ce cas, il est important à notre avis que les juges veillent à ce que les peines privatives de liberté prononcées soient suffisamment longues. De nombreuses recherches en criminologie ont pu montrer que la délinquance est étroitement liée à l'âge (cf. SCHMIDT, LAY, IHLE & ESSER 2001). À un âge plus avancé (30-40 ans), dans les cas d'agressivité moyennement lourde, qui sont la grande majorité, l'énergie criminelle diminue de façon décisive. Ce n'est que dans des cas rares et très lourds que l'agressivité persiste jusqu'à l'âge de la sénescence. Seule une infime minorité de tous les auteurs de crimes, c'est-à-dire environ un individu par année pour un million d'habitants (cf. HAAS & RINDLISBACHER 2001), est réfractaire à la thérapie et en même temps à ce point dangereux que la seule solution pour protéger ses victimes potentielles consiste de l'interner durant plusieurs décennies.

Cette proposition ne devrait pas être entendue comme un plaidoyer pour l'abolition d'une pénologie libérale en tant que telle. En effet, une pratique clémentine pour les délinquants les moins offensifs, qui représentent la majorité écrasante de tous les cas, est bel et bien justifiée, et a prouvé son efficacité en Suisse. L'essentiel, c'est de disposer d'un arsenal de sanctions suffisamment différenciées, et de toute une série de mesures de manière à prendre en compte toute la gamme d'infractions et de personnalités qu'on trouve parmi les délinquants, afin de trouver pour chaque cas la solution la plus adaptée. Les mesures prises relevant de la réduction des risques devraient d'ailleurs s'inspirer du principe de la proportionnalité. D'après ce principe, postulé par BECCARIA (1738-1794) et qui est aussi appliqué dans le système légal suisse, les peines et mesures doivent être proportionnées à la gravité du crime et au risque de récidive (KILLIAS 1998, p.220).

16.7.1.5 Médiation pénale

La poursuite pénale a pour fonction de sanctionner l'infraction, et de condamner son auteur à une peine. Justice est faite. Cependant beaucoup de victimes souhaitent une réparation pour le tort qu'elles ont subi et seraient prêtes à renoncer à une peine « juste » de leur agresseur, au profit d'une compensation qu'elles en recevraient. Bien évidemment, une réparation matérielle complète n'est pas toujours possible ; mais même si seule une minorité de cas peut être réglée de cette manière, on perd une chance de rétablir la paix et de stimuler la capacité à résoudre les conflits si la réparation n'est pas disponible au niveau légal. Or, depuis l'entrée en vigueur en 1993 de la Loi sur l'aide aux victimes d'infractions, l'introduction de la médiation dans les codes de procédure pénale a été proposée dans plusieurs cantons. Une médiation pénale peut être ordonnée pourvu que le prévenu avoue et soit prêt à assumer sa responsabilité pour ce qui est arrivé. Le processus de négociation et de réconciliation sera accompagné par un intervenant externe au système judiciaire. Lorsque la réparation a abouti, le Ministère public peut, sous certaines conditions, procéder au classement administratif de l'affaire. La réparation, quand elle est possible, et à la satisfaction réciproque de la victime et de son agresseur, est sans doute la solution optimale du conflit. Dans ce sens, elle représente un idéal d'ordre éthique.

16.8 Remarque finale

Le sujet du crime ne laisse personne indifférent. La délinquance est un phénomène aussi complexe que la maladie. Par conséquent, les mesures prises pour la combattre doivent tenir compte du caractère multi-factoriel de son origine et être adaptées à chaque cas particulier (cf. HAAS 1998). Pour arriver à des solutions optimales en matière de politique criminelle, une vue très différenciée est indispensable. Il n'est en effet pas possible de cerner une réalité socio-bio-psychologique aussi complexe au moyen de quelques principes simples ou par une seule et unique théorie ; ni de traiter tous les délinquants de la même manière. Sur le plan théorique, une approche différenciée et multidisciplinaire s'impose. Seule la combinaison de mesures préventives, répressives, thérapeutiques, réductrices de risque et réparatrices mises en œuvre conjointement sera à même d'assurer le succès qu'on attend de chacune des mesures prise séparément. Dans la pratique, les interventions devraient être adaptées à chaque cas, en exploitant toutes les dimensions du modèle des cinq piliers. Seul l'effet combiné de celles-ci peut aboutir à une politique criminelle efficace sur le long terme.

Ce postulat d'une vue différenciée, la nécessité du recours au modèle des cinq piliers exige un haut niveau de réflexion et implique que les citoyennes et citoyens soient suffisamment tenus au courant de l'évolution de la criminalité.

Pour conclure, nous donnerons la parole à une recrue qui a su résumer en une formule brève la richesse et l'ambivalence attachées à la condition humaine :

La vie est belle, dure, tendre, féroce, ennuyeuse, passionnante ...

(Commentaire N°124, orthographe originale)

17 Gewalt und Viktimisierung – eine Untersuchung über unentdeckte Gewalt- und Sexualstraftäter (deutsche Zusammenfassung)

Das sogenannte Dunkelfeld der Kriminalität besteht aus der Differenz zwischen den aktenkundigen Straftaten und der realen Kriminalität. Aktenkundig sind die durch die Polizei ermittelten Delikte und diejenigen der im Zentralstrafenregister aufgeführten Personen. Gibt es Gewalt- und Sexualverbrecher, die nicht ertappt werden? Wenn ja, besteht ein Unterschied zwischen jenen, die gefasst werden und denjenigen, die unerkannt im Dunkelfeld delinquieren? Im Dunkelfeld findet man diejenigen Taten, die zu einem gegebenen Zeitpunkt noch nicht aufgeklärt sind und diejenigen, die es gar nie werden. Sind Kriminelle Menschen « wie du und ich », die einfach das Pech hatten, in ein Delikt verwickelt zu werden, oder sind sie tendenziell psychisch gestört? Weshalb wird jemand Gewalttäter, weshalb Vergewaltiger? Solche und ähnliche Fragen werden Kriminologen oft gestellt.

In der Regel sind die Stichproben in den sogenannten Dunkelfeldstudien viel zu klein, als dass man die schweren, aber seltenen Formen von Delinquenz statistisch zuverlässig auswerten könnte. Die erste im Rahmen der *Eidgenössischen Jugend- und Rekrutenbefragungen* « ch-x » durchgeführte kriminologische Befragung von 21'347 Rekruten des Jahres 1997 bot dank des ungewöhnlich grossen Umfangs der Stichprobe die Möglichkeit, aktive und passive Aggressionserfahrungen von jungen Erwachsenen zu untersuchen. Die vorliegende Erhebung vermag deshalb im Bereich von Kriminalität im Dunkelfeld eine Informationslücke zu füllen und Hinweise zur Bekämpfung von Jugenddelinquenz zu geben.

17.1 Die anonyme Befragung

Da in der Schweiz für Männer die allgemeine Wehrpflicht gilt, entspricht die Stichprobe ca. 70% der 20-jährigen Schweizer Männer (vgl. HALTNER (1998/99) – also bedeutend mehr als in den meisten Befragungen heutzutage selbst unter günstigsten Bedingungen erfassbar sind. Der Hälfte der rund 7'900 Männer in dieser Altersgruppe, die die Rekrutenschule nicht oder nicht in diesem Jahr (1997) absolvierten, wurde eine Kurzform des Fragebogens nach Hause geschickt. 1'160 davon wurden ausgefüllt zurückgesandt. Die Beschränkung der Befragung auf Männer ergibt sich aus der besonderen Thematik, nämlich der Erhebung von schwereren Formen der Gewalt- und Sexualstraftaten und der Studie ihrer Ursachen.

Bei der Erhebung wurde streng darauf geachtet, die Anonymität der Rekruten zu gewährleisten. Sie füllten den umfangreichen Fragebogen « *Lebenserfahrungen und Verhalten* » im Klassenverband unter der Aufsicht von geschulten und vorgängig spezifisch geschulten Zivilpersonen, den Experten der *Eidgenössischen Jugend- und Rekrutenbefragungen* « ch-x », aus. Um jede Indiskretion zu vermeiden, wurden die Rekruten in den Theoriesälen während der Befragung mit weiten Abständen von Mann zu Mann plazierte. Nach dem Ausfüllen warfen sie den Fragebogen in eine aufgestellte Urne, was die Anonymitätszusicherung für alle sichtbar garantierte. Ausserdem wurde die Motivation der Rekruten zum Mitmachen an der Befragung dadurch gefördert, dass heikle Fragen auch die Möglichkeit enthielten « ich will nicht antworten » anzukreuzen. Durchschnittlich war die Verweigerungsrate jeweils rund 5% pro Frage mit gewissen Variationen. Der Fragebogen war so konstruiert, dass er in der vorgegebenen Zeit auch von Leseschwachen möglichst vollständig durchgearbeitet werden konnte.

Finanziert und organisiert wurde diese Befragung von den Eidgenössischen Jugend- und Rekrutenbefragungen « ch-x » (früher : Pädagogische Rekrutenprüfungen, PRP) d.h. vom

Eidgenössischen Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport. Dafür sei an dieser Stelle gedankt. Die Auswertung der Untersuchung wurde verdankenswerterweise vom Schweizerischen Nationalfonds finanziert.

17.1.1 Wie misst man Delinquenz und psychische Störungen ?

Die Erfassung von Verhaltensweisen und Erlebnissen mittels anonymisierter Fragebogen gilt in den Sozialwissenschaften als zuverlässige Methode. Etwas schwieriger gestaltet sich dabei die Kategorisierung eigentlicher Straftatbestände, da diese manchmal auf recht komplizierte Weise definiert sind. Ausserdem würden viele Versuchspersonen abgeschreckt, wenn man verbotene Verhaltensweisen allzu unverblümt anspräche, denn auch Betroffene haben in der Regel Mühe, diese sich selber oder Andern gegenüber einzugestehen. Anstatt zu fragen, ob der Teilnehmer schon einmal andere Menschen beraubt oder sogar eine Vergewaltigung begangen habe, geht man vorzugsweise indirekt vor, indem man Teilfragen kombiniert. Eine subtile Wortwahl soll zudem verhindern, dass Teilnehmer zu Scherzen animiert werden. So haben wir jeweils einleitend eine Liste von möglichen deliktischen Verhaltensweisen vorgelegt (siehe deutsche Version des Fragebogens im Anhang), bevor dann Folgefragen zu den Umständen gravierender Taten und zu den Opfern gestellt wurden. Streng genommen erhält man auf diese Weise bloss Indikatoren für die genannten Delikte. Letztlich sind einzig Richter und Staatsanwälte befugt, eine Handlung als Delikt zu benennen. Wir werden der Einfachheit halber aber trotzdem von *Raub*, *Körperverletzung*, *Erpressung*, *Nötigung* und *Vergewaltigung* sprechen, da dies in einem anonymen Rahmen geschieht und niemand persönlich identifiziert werden kann.

Dieselben Schwierigkeiten wie bei der Erhebung selbstberichteter Delinquenz ergeben sich für die Erfassung selbstberichteter psychischer Störungen. Der Terminus *selbstberichtete Delinquenz* ist eine Uebersetzung des englischen *self-reported delinquency* und bezieht sich auf Geständnisse im Rahmen anonymer Befragungen. Die Frage, was ein Symptom sei und was nicht, muss immer vor dem Hintergrund aller Befunde gesehen werden. Streng genommen kann kein Fragebogen diese völlig erfassen. So sind unsere Items in den Symptomlisten denn auch als Indikatoren zu werten. Die Zusammenstellung von psychiatrischen Syndromen ist ein experimentelles Unterfangen und sollte keinesfalls zur « Diagnosestellung » durch psychiatrisch-psychologische Laien verleiten. In der Psychopathologie besteht zusätzlich die Schwierigkeit, dass nicht bloss eine einzige gültige Typologie sondern mehrere Diagnosesysteme parallel existieren. Aus historischen Gründen haben dieselben Termini manchmal verschiedene Bedeutung, je nach psychiatrischer oder psychologischer Schule, aus der sie stammen. Wir mussten uns deshalb auf zwei Ansätze beschränken. Einerseits bot sich das sogenannte *Diagnostische und Statistische Manual Psychischer Störungen DSM-IV* (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, 4th Edition 1994) an, welches mit klaren, empirisch untersuchten und für geeignet befundenen Kriterien arbeitet und auf einem Konsens der Vertreter aller psychiatrischen Richtungen basiert. Dazu haben wir weiter das Konzept des *dissozialen Syndroms* von RAUCHFLEISCH (1981) umgesetzt, welches sich in einer früheren eigenen Untersuchung der Autorin schon bewährt hatte (1991).

17.1.2 Sind die verwendeten Methoden zuverlässig ?

Die oder der Eine oder Andere wird sich natürlich die Frage stellen, was denn da eigentlich erfasst wird. Woher sind sich die Forscher so sicher, dass sie tatsächlich Delikte und psychische Störungen erfasst haben ? Mit andern Worten : Wie *valide* sind unsere Daten ? In der Tat ist eine direkte Faktizitätsüberprüfung wegen der Anonymität der Befragten nicht einmal stichprobenweise möglich. Es bieten sich aber andere Möglichkeiten der Kontrolle an.

Einerseits gibt es spezielle kriminologische Methodenstudien, welche die Validität von Fragebogenstudien generell durch den Vergleich mit einer zusätzlichen Befragung von Bezugspersonen oder durch den Vergleich mit Polizeidaten zur betreffenden Versuchsperson untersucht haben. Diese Forschungen haben gezeigt, dass die Selbstbezeichnungen in den meisten Fällen präzise sind – und zwar sowohl bei polizeilich bekannten Delinquenten als auch bei nicht registrierten Tätern.

Es gibt aber glücklicherweise noch direktere Methoden, um herauszufinden, ob eine Studie ernst zu nehmen ist. Erstens sollten die gemachten Angaben im Fragebogen weder Zahlen, die absurd wirken, noch offensichtliche innere Widersprüche enthalten. Der Vergleich der Variablen untereinander sollte plausibel sein. Dies ist in unseren Daten überwiegend der Fall. Nur in Einzelfällen fanden wir zweifelhafte Ergebnisse, die man hinterfragen musste, etwa dann, wenn Rekruten offensichtlich die Geduld verloren hatten bei der Beantwortung langer Fragen und deshalb alles ankreuzten. Aber nie traten vollkommen unglaubliche Resultate in grösserer Zahl (z.B. in Prozenzhöhe) auf. Zweitens kann man zur Ueberprüfung der Validität für die meisten Ergebnisse Vergleichszahlen aus andern Quellen heranziehen. Dies haben wir in möglichst vielen Teilbereichen getan. Dabei kamen wir zum Schluss, dass unsere Zahlen über alles gesehen glaubwürdig sind. Zum Beispiel stimmten sowohl der von den Rekruten genannte Anteil geschlagener Frauen, wie sie sie an ihren Eltern beobachtet hatten, als auch die Häufigkeit, mit welcher sich solche Szenen abspielten, recht genau überein mit den Resultaten einer Genfer Befragung von Frauen (GILLIOZ, DE PUY & DUCRET 1997). Ebenso gute Uebereinstimmungen fanden wir im Bezug auf die Merkmalsstatistik verurteilter Vergewaltiger und Gewalttäter und den nicht entdeckten Vergewaltigern und Gewalttätern unter den Rekruten. Trotz anderem Vorgehen bei der Datenerhebung (persönliche Interviews und standardisierte Instrumente der Testpsychologie) kamen Autoren klinischer Studien zu sehr ähnlichen Ergebnissen (BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS 1988 ; HAZELWOOD & WARREN 1989, 1990 ; PFEIFFER, DELZER, ENZMANN & WETZELS 1998 ; FORD & LINNEY 1995 ; ULLRICH 1999 ; MARNEROS, ULLRICH & RÖSSNER 2001 ; BLAND, NEWMAN, THOMPSON & DYCK 1998). Ohne seriöse Arbeit unserer Rekruten wäre eine solche weitgehende statistische Uebereinstimmung mit Merkmalen von Drittstudien unmöglich. Die Validität der vorliegenden Untersuchung wird somit durch die Reproduzierbarkeit bereits bekannter Ergebnisse bestätigt.

Wie ferner der Vergleich zahlreicher Studien zu psychischer Gesundheit, Devianz und Delinquenz zeigt, sind die genannten Klassifizierungsprobleme keineswegs derart grundsätzlicher Natur, dass mit Fragebogenuntersuchungen keine gültigen Angaben gemacht werden könnten. Vielmehr hat man festgestellt, dass solche Indikatoren durchaus zuverlässige Informationen liefern, welche an klinischen Populationen mit genaueren Messinstrumenten verifiziert werden können.

17.1.3 Falschantworten und unvollständige Fragebogen

Die Glaubwürdigkeit der Antworten all jener Fragebogen, welche bezüglich delinquenter Verhaltensweisen Extremwerte enthielten (N=817), wurde überprüft. In der Folge wurden 25 Fragebogen ausgeschlossen, weil vermutet werden muss, dass sich diese Rekruten einen Scherz erlaubt hatten. Weitere 11 Fragebogen mussten tendenziell als zweifelhaft eingestuft werden. Sie wurden aber in der Untersuchung belassen, da ihr Ausschluss ebenso zu Verfälschungen hätte führen können. Schliesslich sind Individuen, welche Teilgeständnisse ablegen oder zu Uebertreibungen neigen, im Strafrecht wohlbekannt. Weitere 8 Fragebogen wurden vom Scanner falsch eingelesen. Nach der Datenbereinigung lagen insgesamt 21'314 valide Fragebogen vor.

Von diesen 21'314 sind indessen nicht alle ganz vollständig ausgefüllt worden. Wir gehen davon aus, dass ca. 70 Rekruten nach den ersten Fragen die Teilnahme verweigerten. Ungefähr 8% der Rekruten vermochten den Fragebogen wegen Leseschwäche nicht ganz vollständig auszufüllen. Das irrtümliche Ankreuzen mehrerer Antworten, wo nur eine gefragt war (z.B. gleichzeitig ankreuzen, « man habe jemanden verletzt, so dass er ärztliche Hilfe benötigte » und « die Taten haben keine Folgen gehabt für das Opfer ») haben wir systematisch analysiert und interpretiert. Interessanterweise trat dieses Phänomen nicht etwa bei den (numerisch komplizierteren) Fragen zur Häufigkeit von Verhaltensweisen oder Erlebnissen auf, sondern ausschliesslich bei Fragen, wo die strafrechtliche Tatbestandsmässigkeit von schwereren Delikten (sexuelle Nötigung, Vergewaltigung, Körperverletzung) erhoben wurde. Dabei fanden wir, dass die Doppelankreuzer hinsichtlich weiterer Variablen durchwegs der Gruppe der schweren Täter ähnlich sind und nicht etwa der der Bagatelltäter. Demzufolge haben wir sie den schwereren Tätern zugeordnet.

17.1.4 Datenschutz versus präventives Eingreifen

Um die Anonymität aller Teilnehmer zu schützen, haben wir sämtliche ausgefüllten Fragebogen (3,49 Tonnen netto !) am 29. Juli 1999 in die Verbrennung gegeben. Damit ist auch die Identität derjenigen, welche erhebliche Straftaten zugegeben haben, nicht mehr rekonstruierbar. Heute existieren nur noch die elektronisch gespeicherten Daten, auf die allerdings ausser einer Handvoll Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen des *Institut de police scientifique et de criminologie* niemand Zugriff hat.

Das Wissen um die Existenz von Delinquenten, die im Schutz der Anonymität sich vielleicht weiterhin an Opfern vergreifen könnten, wirft zweifellos ethische Fragen auf. Obwohl man aus rein statistischen Gründen annehmen musste, dass es in einer Gesamtheit von rund 20'000 jungen Männern auch einige echte, zum Teil unerkannte Verbrecher geben würde, war zu Beginn der Untersuchung keineswegs gewiss, dass die Betreffenden den Fragebogen wahrheitsgemäss ausfüllen würden. Nachdem wir nun doch eine Zahl schwer delinquenter Personen in der Stichprobe eruieren konnten, stellen sich manche Leser vielleicht die Frage, ob es moralisch zu verantworten sei, diese der Strafverfolgung vorzuenthalten. Dem muss entgegengehalten werden, dass der verfassungsmässige Schutz der Privatsphäre der Bürgerinnen und Bürger ein wohl höheres Rechtsgut darstellt. Es wäre demnach eines Rechtsstaates unwürdig, wollte man Strafuntersuchungen gegen eine grosse Zahl von Bürgern einleiten, denen man zuvor Anonymität garantiert hatte.

17.1.5 Auswertung der Daten mittels Skalen

Im Verlauf der weiteren Auswertung ergab sich das Problem, die über 900 detaillierten qualitativen und quantitativen Variablen pro Fragebogen auf einige wenige relevante Messinstrumente zu reduzieren. Man möchte zum Beispiel eine einzige Variable haben, welche die Schwere der ausgeübten Gewalt oder die Schwere des erlittenen Missbrauchs quantitativ erfasst. Bei kleineren Stichproben in der Grössenordnung von 2000-3000 Befragten genügen jeweils zwei Ränge, so dass ausgefeilte Skalen mit einer Reichweite bis in die schweren Delikte noch gar nicht existieren. Die Ausnahme davon – und zugleich eine wichtige Orientierungshilfe für uns – war der sexuelle Missbrauch, für den schon eine taugliche Skalierung vorliegt (HALPERIN, BOUVIER & REY WICKY 1997). Unsere eigenen Skalen sind vielfach als Prototypen zu interpretieren, die sich vermutlich in Zukunft noch weiter optimieren lassen.

Weiter wollten wir auch die Delinquenz im Kindes- und Jugendalter in einer einzigen Ordinalskala erfassen, um allfällige Unterschiede zu berechnen. Dies gelang dann mit Hilfe

des psychologischen Konzepts der *Verhaltensstörung* im Kindes- und Jugendalter (*conduct disorder* nach DSM-IV).

Der Prozess der Skalenbildung ist in den einzelnen Kapiteln ausführlich dargestellt. Um sowohl die Bedürfnisse der Wissenschaftler als auch diejenigen der Laien zu befriedigen, musste bei der Darstellung der Resultate ein Kompromiss zwischen Lesbarkeit und Präzision gefunden werden. Viele Fachleute und Forscher werden wissen wollen, was und wie genau gemessen wurde. Leserinnen und Leser, welche eher an konkreten Resultaten interessiert sind, können die methodischen Abschnitte problemlos überspringen.

17.1.6 Unterschiede zwischen Rekruten und Nicht-Rekruten

Zwischen den im Jahr 1997 nicht in die Rekrutenschule eingetretenen Männern, die auf unseren Fragebogen geantwortet haben und den Rekruten gibt es einige wichtige Unterschiede. Nicht-Rekruten wohnen viel häufiger in grossen Städten und gehören häufiger dem sogenannten Bildungsbürgermilieu an als die Rekruten. Man muss also davon ausgehen, dass die Zusatzbefragung eine relativ einseitige Auswahl junger Männer darstellt, da an einer freiwilligen schriftlichen Befragung die randständigen und schwer mit Risiken belasteten Personen in der Regel weniger mitmachen, wohingegen gut ausgebildete Personen oft mit Interesse teilnehmen. In Sachen Delinquenz zeigten die Nicht-Rekruten, welche mitgemacht hatten, einen grösseren Drogenkonsum als die Rekruten. Gewalt kam unter ihnen etwas weniger häufig vor als bei den Rekruten. Umgekehrt wurden aber sexuelle Uebergriffe tendenziell etwas mehr von Nicht-Rekruten als von Rekruten zugegeben.

Um allfälligen Missverständnissen vorzubeugen, möchten wir also nochmals klar festhalten, dass die Delinquenz der Rekruten nichts mit der Armee an sich zu tun hat. Alle erwähnten Vorfälle stammen aus der Zeit vor dem Eintritt in die RS. Weiter müssen wir davon ausgehen, dass ein gewichtiger Teil der notorischen Straftäter unter den Nicht-Rekruten an der Zusatzbefragung gar nicht teilgenommen hat (vgl. HINDELANG, HIRSCHI & WEIS 1981). Deshalb dürften die Zahlen zur Delinquenz der Nicht-Rekruten in Tat und Wahrheit um einiges höher liegen als aus den zurückgeschickten Fragebögen ersichtlich wurde.

17.2 Kindheit und Jugend der Schweizer Männer

Der erste Fragenblock dreht sich um Kindheit, Familie und Schule. In dieser Analyse geht es vorerst einmal darum, die statistischen Normen im Vergleich zur Idealnorm bezüglich Risiken, Jugenddelinquenz und Anzeichen von Entwicklungsstörungen zu finden.

17.2.1 Macht eine unglückliche Kindheit delinquent ?

Die ganz grosse Mehrheit aller Rekruten wuchs in einem wohlbehüteten Klima auf. Unter jenen, welche dieses Glück nicht hatten, sind 4.8% der Rekruten von den Eltern schwer misshandelt und 1.9% durch andere Erwachsene geschlagen worden. 4.1% aller Rekruten sind in ihrer Kindheit oder Adoleszenz sexuell ausgebeutet oder schwer missbraucht worden. Knaben, deren Eltern eingebürgert worden sind (N=4'017), scheinen häufiger missbraucht und misshandelt worden zu sein. Knaben, deren Eltern aus Krisenregionen, vornehmlich im islamischen Kulturgebiet (Maghreb, Balkan, Türkei, naher Osten) stammen (N=522), sind doppelt so häufig schwer sexuell missbraucht oder ausgebeutet worden wie Kinder von Eltern schweizerischer Herkunft (7.9% versus 3.8%). Dieses Resultat ist statistisch signifikant, sogar unter Berücksichtigung einer statistischen Fehlerspanne von zwei Standardabweichungen (Streubereich ca. 2.4% bei N=500 und $p(\text{Merkmal})=0.08$).

Im folgenden untersuchten wir die Auswirkungen allfälliger Risiken. Dabei stellte sich heraus, dass Klippen und Schwierigkeiten bei der Entwicklung, z.B. familiäre Schicksalsschläge, Immigration, Trennung von den Eltern, Zugehörigkeit zu sozial benachteiligten Schichten, und sogar auch Opfererfahrungen recht gut kompensiert werden, sofern diese Risiken nicht gehäuft auftreten. Rund ein Viertel aller Rekruten war vom einen oder andern Risiko betroffen. Wenn aber drei oder noch mehr solcher Risikofaktoren sich kumulieren, steigt die Wahrscheinlichkeit einer delinquenten Entwicklung sehr deutlich an. Dennoch lässt sich feststellen, dass das Leben dieser mehrfach vorbelasteten Knaben nicht automatisch in ein falsches Gleis mündet. Auch Männer, welche in der Kindheit gleich mehreren Risiken unterworfen waren, haben durchaus eine faire Chance, später ein normales Leben führen zu können. Dies kommt übrigens auch in einzelnen persönlichen Kommentaren der Rekruten im Anhang des Fragebogens zum Ausdruck.

17.2.2 Verhaltensstörung beim Knaben

Bezüglich allfälliger Entwicklungsstörungen ging es uns darum, einmal ihre durchschnittliche Verbreitung zu erfassen. Gemessen an einer (utopischen) Idealnorm psychischer Gesundheit im Sinne « umfassenden Wohlbefindens », besteht nämlich die Gefahr, dass zuviele Kinder pathologisiert werden. Entwicklungsstörungen mit Bezug zur Delinquenz werden mit einer Operationalisierung (d.h. Umsetzung in messbare Kriterien) der sogenannten *Verhaltensstörung* nach DSM-IV (*conduct disorder*) erfasst (vgl. Kapitel 5. « Perturbations du développement »). Diese psychiatrische Diagnose wird dann gestellt, wenn ein Kind erheblich delinquent, lügt und manipuliert, oder gewalttätig ist. Sie ist nicht zu verwechseln mit blossem Ungehorsam, häufigen Trotzreaktionen oder andern störenden Verhaltensweisen. Die Diagnose einer leichten oder mittelschweren Verhaltensstörung ergibt sich aus dem Zusammentreffen von drei oder mehr Kriterien. Eine schwere Verhaltensstörung liegt gemäss DSM-IV dann vor, wenn die Zahl der vorhandenen Symptome die Schwelle von drei erheblich übersteigt oder einem Opfer beträchtlicher Schaden zugefügt wurde. So könnte man anhand des umfangreichen Katalogs von 15 Kriterien leicht meinen, dass allzu viele Kinder unter diese Bedingungen fallen. Dies ist aber nicht der Fall, denn die Symptome sind in der Regel recht schwerwiegend. Insgesamt fanden wir 14.5% der Rekruten, die die Kriterien für eine Verhaltensstörung gemäss unserer Umsetzung erfüllten, wobei 10.1% Anzeichen der schweren Form aufwiesen. Das weitaus häufigste Symptom in unseren Befunden war das Benutzen von Waffen (z.B. Baseballschläger), was nicht selten zu Unfällen unter Kindern führen kann.

Das DSM-IV nennt Prävalenzraten der Verhaltensstörung bei Knaben unter 18 Jahren von ungefähr 6% bis 16%, bei Mädchen zwischen 2% und 9%. Studien in Grossbritannien und den USA gehen von 4% bis 10% der Kinder aus, die daran leiden (DOLAN & COID 1993 S.35ff). Unsere Zahlen bewegen sich auch in diesem Rahmen, was die Zuverlässigkeit des Konzepts unterstreicht.

Weiter zeigte sich, dass diejenigen Knaben, die an schweren Formen der Verhaltensstörung in Anlehnung an die Definition im DSM-IV leiden, fast in allen Fällen schon vor der Pubertät auffällig waren. Verhaltensstörung hat demgemäss wenig mit der sogenannten Adoleszentenkrise zu tun. Letztere manifestiert sich vermutlich eher in der Form von Drogenmissbrauch, Depressionen, vorübergehenden psychotischen Krisen oder leichteren Formen von aggressivem Verhalten, wie zum Beispiel Trotz oder Schulverweigerung (ohne Delinquenz). Unter den 522 Rekruten deren Eltern aus einer Krisenregion (Maghreb, Balkan, Türkei, naher Osten) eingewandert sind, fanden sich 19% (N=99), welche die Kriterien einer schweren *Verhaltensstörung* erfüllten (10.1% aller Rekruten). Dieser signifikante Unterschied bedarf natürlich im folgenden einer Erklärung.

Offenbar waren gemäss den Selbstangaben der Rekruten nur rund die Hälfte aller Fälle solcher Störungen den erziehungsberechtigten Erwachsenen bekannt. Es scheint also auch hier ein beträchtliches Dunkelfeld von Delinquenz und Gewalt unter Kindern (sogenanntes *bullying*) zu geben, welches von Erwachsenen gar nie entdeckt wird. Dafür sprechen auch die relativ weit verbreiteten Opfererfahrungen der Rekruten im Kindesalter, bei welchen der Anteil Kinder unter den Tätern in der Regel höher lag als der Anteil Erwachsener.

17.2.3 Mögliche Ursachen der Verhaltensstörung

Mit Hilfe der sogenannten logistischen Regression, einem statistischen Verfahren, versuchten wir, ein Bild über mögliche Ursachen der Verhaltensstörung beim Knaben zu gewinnen. Dabei stellte sich heraus, dass diese Störung nicht allein auf eine missglückte Erziehung zurückgeführt werden kann, obwohl die Familie zweifellos eine wichtige Rolle spielt.

Soziale Faktoren wie häufiges Umziehen, Abhängigkeit der Eltern von Fürsorgeleistungen oder Immigration spielen eine gewisse, wenn auch nicht besonders bedeutende Rolle. Die Immigration oder die fremde Kultur scheinen demnach nur zu einem sehr kleinen Anteil für die überproportionale Häufigkeit dieser Art von Entwicklungsstörung bei (naturalisierten) Ausländerkindern verantwortlich zu sein. Viel bedeutender sind die Faktoren, welche die Viktimisierung betreffen. Ein allfälliger Ausbildungsmangel der Eltern ist nicht relevant, wenn man die Gesamtheit der Einflüsse berücksichtigt.

Wie zu erwarten war, erwies sich als wichtige Ursache der Verhaltensstörung die sogenannte Milieuschädigung, das heisst eheliche Gewalt, Alkoholismus der Eltern, Kindsmisshandlung und sexueller Missbrauch sowie auch die Missachtung ethischer Normen durch den Vater (Ueberich-Störung des Vaters).

Körperliche Misshandlung durch andere Erwachsene als die Eltern trat als gewichtiger Risikofaktor hervor. Man muss dabei annehmen, dass dieser besonders Kinder trifft, welche gleich mehreren ungünstigen Einflüssen ausgesetzt sind, da sie offenbar von den Eltern nur ungenügend gegen Uebergriffe geschützt werden können.

Interessanterweise wurden die frühe Trennung von der Mutter, ein früher Heimaufenthalt, die frühe Verwaisung und das Leben mit Stiefeltern vom statistischen Modell nicht als bedeutsam betrachtet. Vermutlich können solche Risiken kompensiert werden, wenn andere Bezugspersonen dem Kind die nötige Wärme und Erziehung geben.

Als dramatisch erweist sich der negative Einfluss vieler Unfälle. Kinder, welche besonders oft in Unfälle verwickelt sind, scheinen überdurchschnittlich häufig unter angeborenen leichten Hirnschädigungen (*minimal brain damage*) zu leiden oder sich solche früher oder später durch Unfälle zuzuziehen, wodurch langfristig die psychische Entwicklung beeinträchtigt werden kann. Offenbar erholen sich die feineren neuro-psychologischen Funktionen des sozialen Lernens nicht immer von selbst. Ferner erwies sich das Item « Konzentrationsstörung und Nervosität im Primarschulalter » als weiterer Einflussfaktor. Man sollte daher mittels prospektiver Studien genauer untersuchen, in welchem Mass biologische Faktoren an der Genese der Verhaltensstörung mitbeteiligt sind. Zu diskutieren wäre weiter, ob die Rehabilitation hirnverletzter oder diffus hirngeschädigter Kinder nicht eine langdauernde psychologische Betreuung mitbeeinhalten sollte.

Mögliche protektive Faktoren (*resiliency factors*) wurden in die statistische Analyse miteinbezogen. In der Tat gibt es positive Einflüsse, welche Schädigungen zu kompensieren vermögen. So fanden wir, dass – unter Einbezug aller andern Faktoren – eine sehr gute Beziehung zur Lehrerschaft das Risiko, eine Verhaltensstörung zu entwickeln um das Fünffache vermindert ! Hingegen scheint eine gute Beziehung zu Klassenkameraden per se keinen positiven Einfluss auszuüben. Diese Ergebnisse erachten wir als wichtige Hinweise für Prävention und Therapie. Eine intensive persönliche Beziehung zum Lehrer oder zur Lehrerin

in kleinen Klassen scheint geeignet, auf verhaltensauffällige Knaben eine positive Wirkung auszuüben. Absolute Gewissheit über die Wirksamkeit oder auch die allfällige Schädlichkeit von sonderpädagogischen Massnahmen wird man allerdings einzig und allein aufgrund randomisierter Studien mit Vergleichsgruppen gewinnen.

Im weiteren stellte sich heraus, dass die hier ausgewerteten Risiken nicht allein verantwortlich sein können für das Auftreten der jugendlichen Verhaltensstörung. Die Mehrheit der davon betroffenen Knaben war nämlich nicht einer extremen Risikokumulation ausgesetzt. Dazu kann man zwei Anmerkungen machen. Einerseits haben wir nicht alle bekannten Risiken erfassen können. Besonders die im Zusammenhang mit neuro-biologischen Prädispositionen stehenden Faktoren wie Geburtskomplikationen, Aufmerksamkeitsstörung und Hyperaktivität, Alkohol- und Tabakkonsum der Mutter während der Schwangerschaft, sowie auch die Intelligenzentwicklung konnten wir nicht erheben. Dann wurde auch die sogenannte Bindungsstörung nicht miteinbezogen, da diese nur sehr schwer in messbare Kriterien umzusetzen ist. Weiter haben wir auch relativ wenige Informationen über situative Gegebenheiten in der Kindheit. Einige der gewalttätigen Knaben wuchsen vielleicht in einer Umgebung auf, wo sie sich dauernd gegen körperliche Angriffe verteidigen mussten, ohne dass sie selber eine Neigung zu solchem Verhalten in sich spürten. Die zweite Anmerkung betrifft den freien Willen, der sich wie alle Eltern und alle Kinderpsychologen bestätigen werden, ganz zweifellos schon in allerfrühester Kindheit manifestiert. Auch das Kind hat schon eine ausgeprägte eigene Persönlichkeit und entscheidet oftmals selber, was es tun und lassen will.

17.2.4 Prognose der Verhaltensstörung bezüglich zukünftiger Delinquenz

Uns interessiert ferner die Relevanz einer allfälligen Verhaltensstörung für die spätere Entwicklung zum delinquenten oder eben nicht delinquenten Erwachsenen. Ungefähr 70% aller schwer verhaltensgestörten Knaben werden im Alter von neunzehn Jahren delinquent (versus 23.5% der Rekruten ohne diese Störung). Rund die Hälfte davon, d.h. 33.2% aller Knaben mit einer schweren Verhaltensstörung werden Intensivtäter d.h. entweder Mehrfachtäter oder potentiell gefährliche Kriminelle (versus 4.7% der Knaben ohne diese Entwicklungsstörung). Ein Viertel erfüllt die Kriterien einer antisozialen Persönlichkeitstörung nach DSM-IV. Wie es im Vergleich zu nicht betroffenen Rekruten bezüglich allfälliger anderer psychischer Störungen im Erwachsenenalter aussieht, haben wir noch nicht untersucht.

Weiter hat sich herausgestellt, dass 58.2% der Jugendlichen (ob mit oder ohne Verhaltensstörung), die in Kontakt mit der Polizei gekommen sind, ihr delinquentes Verhalten in der Folge aufgegeben haben.

17.2.5 Der Einfluss der Schule

Einige recht interessante Zwischenergebnisse über Erfahrungen in der Schule sollen ebenfalls berichtet werden. Mit der Schulzeit beginnt für das Kind der Eintritt in die Gesellschaft und so ist die Schule ein wichtiger Sozialisationsfaktor. Die Beziehung zur Lehrerschaft wurde von zwei Dritteln der Rekruten während der ganzen Schulzeit als positiv erlebt, während ein Drittel scheinbar während einer mehr oder weniger langen Zeit keine gute Beziehung zu den Lehrpersonen fand. Man könnte an diesem Befund eine gewisse Ueberforderung der Schule herauslesen. Diese muss heute allzuoft erzieherische Aufgaben kompensatorisch übernehmen. Alle unserer Analysen bestätigten, dass eine gute Beziehung zu Lehrpersonen protektiv gegen spätere Delinquenz oder Gewalttätigkeit wirkt. Daher lohnt es sich vom präventiven Standpunkt her, die Bedingungen der schulischen Sozialisation so zu gestalten, dass eine

intensive Beziehung zwischen Schülern und Lehrern weiterhin möglich ist : Hauptvoraussetzung dazu sind überschaubare Klassengrössen.

Eher bedenklich stimmt die Tatsache, dass das Klima unter Schülern tendenziell nicht als besonders gut bezeichnet werden kann. Mobbing und Misshandlungen durch Mitschüler (*bullying*) sowie Einsamkeit von Schülern scheinen ausgesprochen häufig aufzutreten. Mindestens ein Drittel aller männlichen Schüler waren mehr oder weniger schwer davon betroffen. Man muss daher befürchten, dass es bei den Mädchen nicht weniger sind.

Erfreulich stimmt hingegen, dass 68% der ehemaligen Sonderschüler der Primarschule (N=814), gemäss ihren eigenen Angaben im Alter von 20 Jahren eine Lehre oder höhere Ausbildung absolviert hatten. Nur gerade 12% der Jungen, die im Primarschulalter eine gewisse Zeit in einer Sonderklasse verbrachten, schafften keinerlei Berufsabschluss und befanden sich in keiner Ausbildung zum Zeitpunkt der Befragung (5% der übrigen Rekruten). Bei denjenigen, welchen der Sprung in die Normalklasse während der gesamten Primarschule nicht gelang (N=71), sehen die Resultate etwas weniger gut aus : Das heisst rund 30% blieben ohne Berufsausbildung. Dennoch ist auch bei ihnen eine Mehrheit beruflich voll integriert oder noch in Ausbildung. Bezüglich psychischer Stabilität präsentiert sich die Situation der ehemaligen Sonderschüler ebenfalls mehrheitlich hoffnungsvoll. Eine kleine Einschränkung zu diesen optimistischen Resultaten müssen wir allerdings anfügen. Das Kriterium der Militärdiensttauglichkeit hat zweifellos eine Selektion der « guten Risiken » unter den ehemaligen Sonderschülern begünstigt. Hingegen wurden diejenigen, deren gesellschaftliche Integration trotz Fördermassnahmen ernsthaft in Frage gestellt ist (Fixer « auf der Gasse », Methadonpatienten, psychisch kranke oder geistig behinderte Heimsinsassen, verwahrloste Kriminelle und Strafgefangene) vom Militärdienst dispensiert. Trotzdem können wir aus diesen Resultaten ablesen, dass die schulische und soziale Förderung durch Sonderklassen bei einem bedeutenden Teil der Schüler gute Erfolge vorweisen kann.

17.3 Die Rekruten im Erwachsenenalter

Die folgenden Fragenkomplexe beziehen sich auf das Leben der Teilnehmer während der zwölf Monate vor dem Eintritt in die Rekrutenschule, als sie mehrheitlich ungefähr 19 Jahre alt waren. Dadurch sollte ein allfälliger Einfluss der militärischen Umgebung explizit ausgeschaltet werden.

In der Regel sind die jungen Schweizer optimal aufs Leben vorbereitet. Nur gerade 5.6% haben nach der obligatorischen Schulzeit keinerlei Berufsausbildung erworben und befinden sich weder in einer Schule noch einem Kurs. Ueber 80% der Rekruten blicken im Grossen und Ganzen zuversichtlich in die Zukunft und haben ein gesundes Selbstvertrauen.

Die Auswertung der Indikatoren möglicher psychischer Störungen im jungen Erwachsenenalter berücksichtigt nur Symptome, die anerkanntermassen ein Ausgangspunkt für Delinquenz sein können. Ohne im Gebiet der Psychopathologie Vollständigkeit beanspruchen zu wollen, gelangen wir zu folgenden Ergebnissen : 56% der Rekruten fühlen sich heute und fühlten sich schon in ihrer Kindheit relativ beschwerdefrei. Weitere 4.5% litten in der Kindheit unter *selbstberichteten* Symptomen, die auf eine *Verhaltensstörung* oder ein Trauma schliessen lassen, sind aber zur Zeit beschwerdefrei. Etwas mehr als ein Viertel der jungen Männer (26.5%) verweist auf wenige aktuelle Symptome (d.h. 1-2), ohne dass diese Vorläufer in der Kindheit gehabt hätten und ohne dass eine Häufung dieser Indikatoren auftritt. Angesichts anderer Untersuchungen zur psychischen Befindlichkeit junger Menschen scheint uns diese Zahl plausibel, denn die Psyche ist ebenso wie die körperliche Gesundheit gewissen Schwankungen unterworfen. Es ist durchaus normal, in manchen Lebensabschnitten etwas weniger stabil zu sein. Zudem gehören Krisen zur Entwicklung. Als problematischer sind sogenannte *Persönlichkeitstörungen* einzustufen. Diese zeichnen sich durch

überdauernde, unflexible und schlecht angepasste Muster der Wahrnehmung, des Beziehungsstils und des Denkens bezüglich der Umwelt und sich selbst aus. *Persönlichkeitsstörungen*, oder in der juristischen Terminologie *anormale Persönlichkeiten*, sind bereits im Adoleszentenalter oder früher zu erkennen und setzen sich in der Regel während des Erwachsenenlebens fort. In dem Sinne zeigen 5.3% der Rekruten aktuell einzelne Symptome, die schon Vorläufer in der Kindheit hatten, ohne dass jedoch ein *dissoziales* Syndrom erreicht wäre. Wenn im Sinne eines Anzeichens schlechten sozialen Funktionierens bei solchen jungen Männern indes gleichzeitig Delinquenz auftritt, besteht der Verdacht auf eine leichte Persönlichkeitsstörung. 7.5% der Rekruten erfüllen genügend Kriterien (mindestens 3), um den Verdacht auf Dissozialität in Anlehnung an das Konzept von RAUCHFLEISCH zu rechtfertigen. Diese würden bei gleichzeitiger markanter Delinquenz eher als mittlere bis schwerere Persönlichkeitsstörungen eingestuft. Bei der empirischen Erfassung der vorher genannten psychischen Störungen haben wir darauf geachtet, dass die Kriterien psychischer Befindlichkeit keinerlei delinquente Handlungen im Erwachsenenalter umfassten, damit nicht einfach Delinquenz mit Delinquenz verglichen wird.

Für den Vergleich mit anderen Studien haben wir zusätzlich die Diagnose *antisoziale Persönlichkeitsstörung* in Anlehnung an das DSM-IV erfasst. Diese Diagnose enthält sehr viele Kriterien, die sich aus delinquenten Handlungen oder ihren Konsequenzen zusammensetzen. 3.8% der Rekruten entsprechen den Kriterien einer derartigen chronischen Störung des Sozialverhaltens gemäss unserer Operationalisierung. Die *antisoziale Persönlichkeitsstörung* ist nicht mit dem *dissozialen* Syndrom gleichzusetzen.

In welchem Ausmass sind nun Rekruten, welche unter die (experimentelle) Definition der dissozialen Persönlichkeitsstörung fallen auch delinquent? Wenn wir die Schwelle beim Mittelwert der begangenen Straftaten ansetzen (vgl. Kap. 13 « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée », Tabelle 13.6), sind 70% der dissozialen Rekruten delinquent und 26% der nicht-dissozialen. Intensive und schwere Delinquenz finden wir bei 38% der dissozialen Rekruten respektive bei 5.6% der Nicht-Dissozialen. Demnach ist also fast ein Drittel der sog. dissozial gestörten Männer überhaupt nicht delinquent.

17.4 Gewalt und sexuelle Uebergriffe

Die folgenden Abschnitte betreffen die *selbstberichtete* Delinquenz der jungen Männer. Unsere Fragen beziehen sich explizit auf das Verhalten in den zwölf Monaten vor dem Einrücken in die Rekrutenschule.

17.4.1 Kriminologische Theorien

In der Kriminologie lassen sich drei Hauptströmungen in der Theorienbildung unterscheiden. Da sind zum einen die soziologischen Ansätze, die vor allem das Gewicht der *situativen* Aspekte bei der Entstehung von Delinquenz betonen (z.B. Arbeitslosigkeit, Verfügbarkeit von Waffen, häufige Präsenz im öffentlichen Raum). Zum zweiten gibt es die Richtung der sogenannten « *kritischen* » *Kriminologie* und der *labelling approach*, welche die staatliche Repression und die Psychiatrie als Verursacher von sozialem Ausschluss, Stigmatisierung und letztendlich Delinquenz oder psychischen Störungen ausmacht. Die dritte Hauptrichtung ist die *klinische Kriminologie*, welche sich hauptsächlich mit psychologischen Aspekten der Straftäter auseinandersetzt. Da sowohl soziodemographische wie situative Merkmale erfragt wurden neben persönlichen Eigenschaften und dem Werdegang, ist es möglich, alle diese theoretischen Aspekte in einem statistischen Modell unter einen Hut zu bringen.

17.4.2 Körperliche Gewalt und ihre Ursachen

In der aktuellen Diskussion wird sehr oft aus den Augen verloren, dass die Bereitschaft zu körperlicher Gewalt seit dem 19. Jahrhundert erheblich zurückgegangen ist. Vor gar nicht allzu langer Zeit galten Schläge als legitimes Erziehungsmittel unter dem Motto « wer sein Kind liebt, der züchtigt es ». Knaben wurden offen ermutigt, sich körperlich durchzusetzen. Selbst wenn seit dem letzten Jahrzehnt gemäss den Statistiken die Anzahl der Gewaltdelikte erneut etwas anzusteigen scheint, hat doch ein nachhaltiger Meinungsumschwung stattgefunden. Heute gilt die Anwendung von körperlicher Gewalt als archaisches Machtmittel und es wird als unvereinbar mit demokratischen Tugenden und Grundrechten angesehen. Auch in der Wissenschaft wurde erst seit zwanzig Jahren, nicht zuletzt unter dem Einfluss der Frauenbewegung, Gewalt als ein soziales Problem erkannt, das es zu erforschen und bekämpfen gilt.

Anhand der Kommentare und der Fragen zur Einstellung gegenüber Gewalt unserer Erhebung zeigt sich, dass Gewalt unter einer Minderheit von Männern nach wie vor nicht als unehrenhaftes Mittel zur Durchsetzung eigener Interessen gilt. Das Gleiche gilt für rassistisches Gedankengut, welches von rund 4% der Rekruten begrüsst und von weiteren 7% teilweise gutgeheissen wird. Mittlere und hohe Gewaltbereitschaft ist nur bei wenigen vorhanden, während mindere Tötlichkeiten häufiger vorkommen.

Die Opfer körperlicher Aggressionen waren zu einem grossen Teil andere Männer. Aber immerhin 8.6% der Rekruten berichten, sie hätten auch Frauen oder Kinder geschlagen.

Welcher Zusammenhang besteht zwischen verbalen Drohungen und der Anwendung von Gewalt ? Wie ernst soll man Einschüchterungsversuche gegebenenfalls nehmen ? Unsere Daten lassen den Schluss zu, dass Männer, die verbal drohen, nicht selten auch zuschlagen (40%). Wenn zusätzliche Risikofaktoren wie etwa eine Persönlichkeitsstörung, Alkoholabusus, Vorstrafen oder der Besitz von Faustfeuerwaffen vorliegen, steigt der Anteil derer, bei denen es nicht bloss bei der verbalen Gewalt zu bleiben scheint, sondern zu körperlichen Auseinandersetzungen kommt, auf 60 bis 70%. Wenn sogar eine Kombination solcher Risiken vorliegt, steigt der Anteil derer, die zu schlimmeren Taten schreiten, auf 90% ! Wer letztendlich Opfer der Ausschreitungen wird, lässt sich hingegen kaum mit Bestimmtheit vorhersagen. Wie die klinische Realität zeigt, ist es nicht notwendigerweise dieselbe Person, die verbal bedroht wurde.

Zur Erfassung der physischen, absichtlich zugefügten Gewalt haben wir eine Ordinalskala entwickelt (vgl. Tabelle 11.21 in Kapitel 11. « Violence »), welche der Gewaltbereitschaft im Sinne des Gebrauchs von Waffen gegen Personen, der Häufigkeit der Delikte und der Schwere allenfalls zugefügter Verletzungen Rechnung trägt. Diese Skala stellt eine Weiterentwicklung eines früheren Konzeptes dar (HAAS & KILLIAS in : MARNEROS, RÖSSNER, ULLRICH, HARING & BRIEGER 2000).

Rund ein Fünftel der Männer berichtet von vereinzelten Ausrutschern, wobei wir nicht wissen, wie weit diesen Tötlichkeiten eine böswillige Absicht zugrunde lag. Zum Teil könnte es sich um Selbstverteidigung oder um harmlosere Auseinandersetzungen unter Gleichaltrigen gehandelt haben. Ausgenommen davon sind natürlich Schläge gegen Kinder oder Frauen. Auf dem zweiten Niveau der Skala finden sich 3.2% der Männer, die häufige Tötlichkeiten angegeben haben, indes ohne jemanden zu verletzen, oder Männer, welche ein einmaliges schwerwiegenderes Vorkommnis (sei das eine Körpverletzung, sei das der Gebrauch einer Waffe) nannten. Das dritte und schwerste Niveau der Gewalt auf unserer Skala betraf 341 Rekruten, bei welchen wegen der Häufigkeit der Anwendung von Waffen und der Schwere der Konsequenzen der ausgeübten Gewalt kaum auf zufällige Einzelereignisse geschlossen werden kann.

Die wichtigsten Faktoren, welche zur leichteren und zur mittelschweren Gewalt (d.h. Vorkommnisse auf der 1. und 2. Ebene der Skala, ohne systematische Anwendung von Waffen und ohne Verletzung der Opfer, oder ggf. ein einziger Vorfall mit Folgen) führen, wurden mittels logistischer Regression extrahiert. Dabei erwies es sich als unmöglich, solche Gewalt auf wenige Ursachen zu reduzieren. Vielmehr spielt eine relative grosse Zahl von verschiedensten Faktoren mit, die sowohl situativen Gegebenheiten als auch der Persönlichkeit der Täter zuzuordnen sind. Zum einen sind diese Faktoren natürlich dieselben, wie wir sie auch bei den schwereren Formen von Gewalt antreffen werden, nämlich psychische Störungen, Viktimisierung in der Kindheit, gewaltbereite Freunde und Verfügbarkeit von Waffen. Im Vergleich zu den schweren Gewalttätern, waren aber bei den mittleren die rein situativen Faktoren (z.B. die Tatsache, in jungem Alter bereits Vater zu sein, eine Freundin zu haben), bedeutsamer. Dies zeigte auch die Tatsache, dass der häufige Aufenthalt im öffentlichen Raum (viele Freunde und Bekannte zu haben und vielen verschiedenen Gruppen anzugehören) bei der Entstehung von gelegentlicher und geringfügiger Gewalt wichtiger war als bei der schweren. Der Grund dafür ist wohl der, dass extravertierte Menschen, die sehr viele Beziehungen und Kontakte pflegen, mit einer grösseren Wahrscheinlichkeit in Konflikte involviert werden als eher zurückgezogene, introvertierte Menschen. Die Immigration der Eltern tritt gegenüber andern Risikofaktoren (Misshandlung, Unfälle und sexueller Missbrauch) in den Hintergrund, weil sie vom Modell als Einfluss ausgeschlossen wurde. In einer vorsichtigen ersten Interpretation könnte man daher die Hypothese aufstellen, dass die Uebersetzung der zweiten Generation Ausländerkinder unter den mittleren und leichteren Gewalttätern auf eine vermehrte Traumatisierung dieser jungen Erwachsenen in der Kindheit zurückgeht.

Ganz interessant war wiederum, dass auch hier eine gute Beziehung zur Lehrperson in der Adoleszenz offenbar eine präventive Wirkung entfalten kann. Ein längerer Aufenthalt in einem Heim während der Adoleszenz (d.h. länger als ein Jahr) scheint ebenfalls eher einen gewissen Schutz gegen die spätere Gewalttätigkeit zu bewirken. Vergessen wir nicht, dass es sich bei den Betroffenen um eine Auslese von besonders schwer gefährdeten Jugendlichen handelt, sonst würde eine so eingreifende Massnahme behördlicherseits nicht angeordnet. Ein angesichts verbreiteter Kritik an solchen Institutionen zweifellos überraschendes Ergebnis. Es scheint, dass die vielfältigen therapeutischen und pädagogischen Massnahmen, die in Heimen und Anstalten bei gefährdeten Jugendlichen zur Anwendung gelangen, eine positive Wirkung entfalten.

Schliesslich und endlich zeigte sich bei genauerer Betrachtung der Vorhersagegüte des statistischen Modells, dass die Risiken, für sich allein genommen, nicht alles erklären können. Vorhersagen aufgrund des Modells über nicht gewalttätige Männer sind sehr präzise : diese Männer sind nämlich nur wenigen oder gar keinen Risiken ausgesetzt. Hingegen ist die Vorhersagekraft des Modells für gewalttätige Rekruten weniger gut. Die Mehrheit der gewalttätigen Rekruten ist nämlich nicht einer Akkumulation besonders vieler Risiken ausgesetzt. Umgekehrt scheint nur ein Teil aller schwerst risikobelasteten Männer tatsächlich gewalttätig zu werden. Da wir nahezu alle bekannten Risikofaktoren ins Modell einführen konnten, scheint es, dass dieser nicht unbeträchtliche Rest an Varianz auf den freien Willen des Individuums zurückzuführen ist.

Mit Hilfe der Gewalt-Skala sind wir die Frage angegangen, inwiefern das Herumtragen von Waffen bei jungen Männern in die Kategorie harmloser Versuche, Andere zu beeindrucken, fällt. Das Ergebnis spricht eine eindeutige Sprache : Die Hälfte der Männer, welche im Laufe der zwölf Monate vor der Rekrutenschule einmal oder mehrmals eine Waffe auf sich getragen hatten, ist im selben Zeitraum zu Tötlichkeiten geschritten.

17.4.3 Uebergriffe gegen die sexuelle Integrität

Wohl über kein Thema der aktuellen Kriminologie wird soviel spekuliert wie über das Dunkelfeld von Sexualstraftaten. Die Skala der sexuellen Uebergriffe konnte seit der ersten Veröffentlichung (Crimiscope N°9 von HAAS & KILLIAS 2000) noch etwas präziser gefasst werden. Ueberschwengliche, unerwünschte Küsse und Umarmungen unter Verwandten und Partnern wurden ausgeschlossen. Auf die Frage, ob – und gegebenenfalls wie oft – sie bestimmte sexuelle Uebergriffe im Laufe der letzten 12 Monate vor der RS begangen hätten, gaben rund 12% der Rekruten (N=2'557) eine der in der Tabelle 12.13 aufgeführten Handlungen an (vgl. Kapitel 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle »). Das erscheint einerseits viel, geht es doch bei all diesen Handlungen um solche, bei denen der Wille der beteiligten Person missachtet wurde ; andererseits mögen solche Vorfälle in vielen Fällen relativ harmloser Art gewesen sein, verbunden allenfalls mit ersten sexuellen Erfahrungen, deren strafrechtliche Einordnung auch wegen möglicher Sachverhaltsirrtümer nicht einfach sein dürfte.

Anhand der Tabelle 12.13 wird der Befund anderer Kriminologen (GODENZI 1989) bestätigt, dass sexuelle Gewalt gegenüber Frauen oft direkt zum Geschlechtsverkehr führt. Der Begriff « Handlungen gegen den Willen der beteiligten Person », den wir in der Frage benutzt haben, könnte allenfalls mehrdeutig sein. Dabei zeigt sich, dass – den Angaben der Täter zufolge – die Missachtung des Willens der beteiligten Person in den meisten Fällen ohne Anwendung äusserer Gewalt ablief. Wobei hier offenbleiben muss, inwieweit die Täter ein Abhängigkeitsverhältnis oder eine angstbedingte Widerstandslosigkeit des Opfers ausgenutzt haben könnten oder ob es sich dabei eventuell um die Schändung eines wehrlosen Opfers handelt. Als Opfer nannten rund ein Drittel der 2'557 fraglichen Männer (Ex-)Partner(innen), knapp die Hälfte andere ihnen bekannte Frauen, rund 30% unbekannte Frauen. 8% der 2'557 fraglichen Rekruten gaben Uebergriffe gegen eine männliche Person zu, und 1% missbrauchten ein Kind. Die Angaben summieren sich nicht auf 100%, da Mehrfachantworten möglich waren.

Der Algorithmus der logistischen Regression hat insgesamt sechzehn Faktoren ausgewählt, welche beim Zustandekommen von leichteren und mittelschweren Formen der Sexualdelinquenz mitwirken. Vielfach sind es die gleichen wie bei den leichteren und mittleren Formen der Gewalt, d.h. Waffenbesitz und Waffentragen in Kombination mit Anzeichen von psychischer Störungen, die häufige Präsenz im öffentlichen Raum und delinquente Freunde. Vom Modell ausgeschlossen als selbstständiger Faktor wurde wiederum die Immigration. Als Einflüsse aus der Kindheit der Täter spielen die Viktimisierung durch sexuellen Missbrauch und viele Unfälle eine wichtige Rolle. Von Bedeutung ist ferner auch der Besuch einer Sonderklasse. Interessanterweise vermindert eine genügende oder gute Ausbildung keinesfalls die Neigung zu Uebergriffen, eher das Gegenteil trifft zu ! Unwichtig war auch die Tatsache, schon einmal eine Freundin gehabt zu haben. Der populäre Glaube, dass sexuelle Belästigung primär aus sexueller Frustration begangen werde, scheint somit eher unrichtig. Häufiger Konsum von Pornographie und häufige Besuche von Prostituierten, Strichgang und ungeschützte Sexualkontakte mit Unbekannten hingegen liessen das Risiko zum Sexualtäter zu werden, sehr wohl ansteigen. Als protektiv erwiesen sich indessen wiederum die guten Beziehungen zu Lehrerinnen und Lehrern in der Adoleszenz. Ähnlich wie beim statistischen Modell der Ursachen von Gewalt konnten die verschiedenen Risiken nicht alle sexuellen Uebergriffe erklären. Wir müssen daher davon ausgehen, dass solche Taten zu einem grossen Teil das Resultat einer freien Entscheidung sind und zwar sowohl bei Männern, deren Leben relativ frei von Risikofaktoren ist, als auch bei denjenigen, welche vielen Risiken ausgesetzt waren oder sind.

17.4.4 Alle erfassten Straftaten des Dunkelfeldes

Gibt es in der Vielfalt der Taten eine Möglichkeit, den Hang zur Delinquenz als solchen zu messen ? In Sinne einer Uebersicht über alle Straftaten, haben wir eine Auszählung aller selbstberichteten « Sünden » des letzten Jahres vor der Rekrutenschule und ihre Erfassung durch die Behörden gemacht (vgl. Tabelle 13.1 in Kapitel 13. « Vue d'ensemble de la délinquance auto-reportée »). Aus Gründen der Vergleichbarkeit mit der Studie von WOLFGANG, FIGLIO und SELLIN (1972) zu diesem Thema ist der Konsum illegaler Drogen in dieser Statistik nicht inbegriffen. WOLFGANG, FIGLIO und SELLIN hatten die deliktische Aktivität einer Kohorte in Philadelphia anhand der Polizeidaten untersucht und dabei gefunden, dass eine kleine Minderheit von Rückfall- und Mehrfachtätern (6.3% der Bevölkerung) für eine Mehrheit aller Delikte verantwortlich ist (*Kohorte* = Gesamtheit der Angehörigen eines Jahrgangs in einer Region).

Die Gesamtzahl aller Delikte mit 156'076, oder durchschnittlich 7.3 Delikten pro Person und Jahr, erscheint zunächst enorm hoch. Man muss jedoch bedenken, dass davon ein Drittel auf Uebertretungen im Strassenverkehr zurückgeht (d.h. 2.4 Geschwindigkeitsexzesse oder alkoholisiertes Fahren pro Person und Jahr).

Der Anteil an Rekruten, welche im vorhergehenden Jahr gemäss ihrem Bekunden keine Gesetzesverletzungen begangen haben, beläuft sich auf bloss 34.8%. Dabei ist der Konsum illegaler Drogen nicht miteingeschlossen. Man kann also davon ausgehen, dass leichte Delinquenz bei jungen Männern ein Massenphänomen darstellt (vgl. FRECHETTE & LEBLANC 1987).

Im Weiteren ergibt die Analyse, dass die Verteilung von Delinquenz sehr asymmetrisch ist. Mehr als die Hälfte aller Straftaten (56.8%) geht auf das Konto einer Kerngruppe von nur 8.1% der Rekruten (sog. « Intensivtäter »). Dabei wurden Gewalt- und Sexualdelikte ebenso erfasst wie solche im Strassenverkehr oder im Eigentumsbereich. Dazu kommt, dass die Kerngruppe der Intensivtäter (d.h. der Mehrfachtäter und potentiell gefährlichen Kriminellen) für fast 70% aller Gewaltdelikte und über 80% aller sexuellen Uebergriffe verantwortlich ist.

CUSSON (1998, S.83) erklärte diesen Befund folgendermassen : « *Delinquenz ist gleichzeitig weit verbreitet und doch konzentriert. Weit verbreitet : fast alle Jugendlichen lassen sich gelegentlich zu leichteren Straftaten hinreissen. (...) Andersherum betrachtet ist die Delinquenz aber auch sehr konzentriert : Wo auch immer gemessen wurde, fand man eine Minderheit von Tätern, die derart aktiv sind, dass sie allein für einen sehr beträchtlichen Teil der Kriminalität verantwortlich sind.* »

Trotz ihrer grossen kriminellen Energie sind keineswegs alle Intensivtäter den Behörden bekannt : Nur ein Drittel musste sich deswegen schon einmal vor dem Richter verantworten. Dieser Befund spricht natürlich wiederum eine klare Sprache : Eine umfassende Registrierung der Rückfalltäter mit grosser krimineller Energie ist notwendig. In grossen Zügen kann somit das Ergebnis der Philadelphia-Kohortenstudie auch für unser Dunkelfeld bestätigt werden. Die übergrosse deliktische Aktivität von wenigen Individuen darf demnach nicht mit dem Vorwurf verwechselt werden, die Polizei käme immer wieder auf schon einmal erfasste Unglücksraben zurück und kontrolliere diese strenger als andere.

17.5 Schwere Straftäter im Dunkelfeld

Mangels genügend grosser anonymer Untersuchungen war bisher wenig bis nichts bekannt über schwere Gewalt- und Sexualstraftäter, die im Dunkelfeld agieren. Handelt es sich dabei einfach um die unter klinischen Bedingungen wohlbekannten persönlichkeitsgestörten Täter vor deren Entdeckung durch die Organe der Justiz ? Finden sich darunter vermehrt psychisch unauffällige Mittelschichtsangehörige, welche sich besser als andere der Strafverfolgung

entziehen können? Diese Fragen waren bisher kaum zu beantworten, da die Gruppe der schweren Täter wegen ihrer Seltenheit durch die herkömmlichen Dunkelfeldstudien an wenigen hundert oder tausend Personen kaum zu erfassen war. Für vielerlei klinisch relevante Fragen zur Früherkennung, Prognose, Therapie und Prävention wäre aber eine epidemiologische Einbettung der Nosographie schwerer Straftäter in die Gesamtbevölkerung unabdingbar. Hier kommt eine Stärke der Rekrutenerhebungen, nämlich die grosse Zahl, zum Tragen.

Insgesamt lassen sich unter den 21'314 befragten Rekruten 341 Gewalttäter und 30 Vergewaltiger erurieren (13 Männer waren beides). Beide Tätergruppen waren in ihrer Vorgeschichte gemäss eigenem Bekunden mehrheitlich bei der Polizei schon einmal aufgefallen. In den Kapiteln zu den schweren Tätern im Dunkelfeld folgen wir in grossen Zügen der Gliederung eines psychiatrischen oder psychologischen Gutachtens. Das heisst zuerst wird das Vorgefallene dargestellt und die Deliktsgeschichte (statistisch) aufgearbeitet. Danach wird eine allgemeine Anamnese erhoben. Zuletzt werden allfällige Indikatoren für psychische Störungen diskutiert. Dieses Gesamtbild der Gewalttäter und Vergewaltiger im Dunkelfeld rundet eine multivariate logistische Regression ab, welche die wichtigsten Faktoren in der Entstehung dieser Delikte herausfiltert und gewichtet. Wiederum werden dabei alle verfügbaren unabhängigen Variablen zu situativen Aspekten, institutionell bedingten Risiken und zu den psychologischen Faktoren in die statistische Analyse aufgenommen.

17.5.1 Gewalttäter

Die von den 341 schweren Gewalttätern bekundeten Delikte überschreiten bei weitem das Mass von simplen Tötlichkeiten und können auch nicht als Einzelvorkommnisse abgetan werden. Strafrechtlich gesehen würden diese Taten unter *Raub* (Art. 140 StGB), *Körperverletzung* (Art. 122 und 123 StGB), *Erpressung* (Art. 156 StGB), *Nötigung* (Art. 181 StGB), *wiederholte Raufhändel* (Art. 133 StGB), *Angriffe* (Art. 134 StGB) oder *Gefährdungen des Lebens* (Art. 129 StGB) einzuordnen sein. In Einzelfällen mag möglicherweise sogar der Versuch einer *vorsätzlichen Tötung* oder eines *Mordes* (Art. 111 und 112 StGB) vorgekommen sein.

Beim Auflisten der gesamten strafbaren Handlungen stellen wir fest, dass die 341 Gewalttäter über ein sehr breites Repertoire deliktischer Aktivität verfügen, darunter Einbruch, Vandalismus, Betrug und sehr häufig Handel mit illegalen Drogen. Ausserdem sind rund zwei Fünftel sexuellen Zudringlichkeiten und Belästigungen nicht abgeneigt gewesen (versus 11.5% der andern Rekruten).

Bezüglich der Aktivitäten in verschiedenen extremen Milieus und Gruppen stellte sich heraus, dass die Gewalttäter etwa zu gleichen Teilen sowohl am linken Ende des politischen Spektrums als auch am rechten Ende zu finden sind (Hip-Hopper, Hausbesetzer, Skinheads, nationalistische Gruppen). Manche scheinen sich recht wahllos in beiden politischen Extremen zu bewegen. Das lässt vermuten, dass bei diesen Tätern der Anschluss an extreme Gruppierungen vor allem der Rechtfertigung einer bestehenden Gewaltbereitschaft und der Suche nach handfesten Konflikten dient. Die Selbstangaben zur Zugehörigkeit zu den genannten Gruppen geben allerdings keinen Aufschluss darüber, ob die Betroffenen aktive Mitglieder oder sogar Drahtzieher sind, oder bloss Mitläufer.

In der Anamnese war bei den Risiken der frühen Kindheit, zum Beispiel die der Trennung von der Mutter in den ersten Jahren, psychische Krankheiten der Eltern oder andere tragische Ereignisse, kein einzelner spezifischer Faktor auszumachen, den man bei einer Mehrheit der gewalttätigen Männer hätte beobachten können. Zwar hatten überdurchschnittlich viele der späteren Gewalttäter irgendwelche Schicksalsschläge und längerdauernde Traumatisierungen

zu erleiden, aber deren Natur war sehr unterschiedlich. Die beiden häufigsten Faktoren waren der Alkoholismus des Vaters (rund 12%, versus 3.1% bei den andern Rekruten) und eine schwer beeinträchtigte Eltern-Kindbeziehung (rund 12%, versus 2.0% bei den andern Rekruten). Keineswegs alle Täter haben somit eine sogenannte Milieuschädigung.

Die Ursachen der schweren Gewalttätigkeit lassen sich besser als die der leichteren und mittelschweren Gewalt in einem multivariaten statistischen Modell mit Hilfe einiger unabhängiger Faktoren erfassen. Als deutlichstes Ergebnis tritt eine sich meist schon im Primarschulalter manifestierende Entwicklungsstörung der späteren Gewalttäter hervor, die sich später zur *dissozialen Persönlichkeit* gemäss den Kriterien von RAUCHFLEISCH chronifiziert. Die besonders gewalttätigen Männer haben sich grösstenteils (74%) schon im Kindes- und Jugendalter durch eine schwere *Verhaltensstörung* in Anlehnung an das DSM-IV unvorteilhaft von andern Jungen abgehoben. Die bisherigen Untersuchungen aller relevanten Faktoren legen nahe, dass die Verhaltensstörung in Kindheit und Adoleszenz die weitaus wichtigste Variable bei den Determinanten späterer Gewaltkriminalität darstellt. Es wäre hingegen verfehlt, nun aus diesem Ergebnis den umgekehrten Schluss zu ziehen, nämlich dass sich alle Jungen mit einer schweren Verhaltensstörung auf dem sicheren Weg ins Verbrechen befinden. Dies scheint nicht der Fall, denn wir haben deutliche Hinweise darauf, dass etwa die Hälfte dieser Jungen mit einsetzendem Erwachsenenalter aus der Delinquenz herauswächst (vgl. ROBINS 1974).

In der multivariaten Regression zeigt sich dann weiter, dass die verschiedenen Anzeichen einer psychischen Störung im Erwachsenen- und im Kindesalter nur für einen Teil der Gewalttätigkeit verantwortlich zeichnen. Ebenso wichtig sind Faktoren wie der Waffenbesitz und das Aufsuchen eines delinquenten Umfeldes. Wir haben es demnach hier mit einer Interaktion von persönlichkeitsgebundenen Faktoren und *sekundär-situativen* Elementen zu tun. *Situative* Elemente dieser zweiten Art (nicht ausschliesslich situative, sondern mitbestimmt durch persönliche Eigenschaften, welche die aktive Suche nach Risiken und Konflikten beinhalten) kommen durch das *Agieren* zustande. Mit *Agieren* bezeichnet die Psychologie das unreflektierte Ausleben von Phantasien in impulsiven Handlungen, die sehr oft im Zusammenhang mit einer Wiederholung von ehemals erlittenen Traumata stehen. Das Vorliegen der unglücklichen Kombination von Waffenbesitz und psychischen Störungen als Ursache von schwerer Gewalt sollte bei der Wahl präventiver Massnahmen vermehrt berücksichtigt werden. Dasselbe Ergebnis zeigt sich übrigens auch in der multivariaten Analyse des Risikos, jemanden ernstlich zu verletzen (KILLIAS & HAAS, erscheint in 2002), in welcher die abhängige Variable nicht a priori die Anwendung von Waffen miteinschloss.

Auch bei der schweren Gewalt spielt offenbar die Immigration der Eltern keine mittelbare Rolle mehr, unter Berücksichtigung anderer Risikofaktoren aus der Kindheit, insbesondere dem sexuellem Missbrauch.

Bei näherer Betrachtung der erwachsenen Gewalttäter stellt sich heraus, dass eine Mehrheit von ihnen vordergründig mit vielen Schwierigkeiten der Kindheit scheinbar fertig geworden ist. Viele verfügen über eine gute Ausbildung, einen grossen Bekanntenkreis und haben eine Freundin. Leider spielt sich hinter der offiziellen Fassade indessen ganz Anderes ab. Ueber 80% dieser Männer zeigen Anzeichen einer Persönlichkeitsstörung und es scheint, dass sich gewalttätige dissoziale Männer in der Freizeit besonders gerne unter Ihresgleichen begeben. Dabei wird häufig mit Pistolen, Schlag- und Stichwaffen « aufgerüstet ». Wie soll man sich diese Spaltung der Persönlichkeit erklären? Wir vermuten, dass die vordergründige Anpassung das Resultat eines Teilerfolges sozialtherapeutischer Massnahmen darstellt, die man für diese oft verhaltensauffälligen Adoleszenten getroffen hatte. Weil die Massnahmen vermutlich zu einem Zeitpunkt erfolgt waren, als es bereits zu spät war, konnten sie den psychologischen Kern der Probleme nicht mehr erreichen. Die relative Seltenheit von äusserlich sehr unangepassten Delinquenten unter den Rekruten ist vermutlich auch auf die

Selektion im Bezug auf die Diensttauglichkeit zurückzuführen. Randständige junge Männer, welche ihre Probleme auf keine Art und Weise mehr zu kompensieren und zu verstecken vermögen, werden wohl kaum für tauglich befunden. Da obdachlose Fixer, Psychiatriepatienten und Gefängnisinsassen, die schon vor dem Alter von 20 Jahren zu langjährigen Freiheitsstrafen verurteilt worden sind, in unserer Stichprobe gar nicht auftauchen, könnte fälschlicherweise der Eindruck entstehen, dass alle Gewalt- und Sexualtäter zu einem heimlichem Doppelleben neigten. In Wirklichkeit gibt es natürlich auch eine zahlenmässig grosse Gruppe von Gewalt- und Sexualstraftätern, welche nicht arbeiten und sozial äusserst randständig leben.

17.5.2 Vergewaltiger

Unter den 88 Sexualverbrechern der Tabelle 12.13 (in Kapitel 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions contre l'intégrité sexuelle ») befinden sich 30 Männer, die Vergewaltigungen zugegeben haben (d.h. Sexualverkehr unter direkter Anwendung äusseren Zwangs oder von Gewalt). Diese Gruppe zeichnet sich durch eine Reihe weiterer Verhaltensauffälligkeiten aus, die wir hier kurz zusammenfassen – zumal über nicht verurteilte Vergewaltiger (fast) nichts bekannt ist.

Bei einer Gruppe von nur 30 Individuen muss man allerdings davon ausgehen, dass die genannten Häufigkeiten mit einem statistischen Fehler behaftet sein könnten. Zufällige Schwankungen können in einer Stichprobe dieser Kleinheit gut 10 bis 15% Abweichungen bewirken.

Interessanterweise bemerkt man einen sehr deutlichen Unterschied zwischen Männern, die Personen im Sinne des Strafgesetzbuches sexuell genötigt haben, ohne jedoch bis zum Geschlechtsverkehr zu gehen, beziehungsweise ein Kind sexuell belästigt oder missbraucht haben (ohne es im Wortsinne vergewaltigt zu haben) einerseits und den eigentlichen Vergewaltigern andererseits. Obwohl sich die andern Sexualdelinquenten im Durchschnitt immer noch deutlich vom Rest der Rekruten unterschieden, waren sie von weniger Auffälligkeiten betroffen als die Vergewaltiger.

Die Sexualdelikte der Vergewaltiger waren nun, wie es scheint, nicht Einzelvorkommnisse sondern vielfach Routine. Mindestens 75 Personen kamen dabei innerhalb eines Jahres zu Schaden. Rund die Hälfte der Vergewaltiger haben (u.a.) ihnen unbekannte Personen angegriffen. Das unterstreicht, dass ihre Taten nicht immer aus einer bestimmten Beziehungskonstellation heraus erklärbar sind, sondern häufiger relativ « zielloos » irgendwelche Opfer trafen. Darunter sind nicht nur Frauen und Kinder, sondern auch Männer. Die Tatsache, dass ein Drittel dieser Täter im jüngeren Alter zu Angriffen in sexueller Absicht auf Männer neigt, war bisher nicht bekannt. Dieses Resultat weist einmal mehr darauf hin, dass Dunkelfeldforschung neue und wichtige Erkenntnisse in Bezug auf Delinquenz zu erbringen vermag. Ueber die Gründe, weshalb männliche Opfer sexueller Gewalt diese nicht zur Anzeige bringen, können wir nur spekulieren. Es könnte beispielsweise sein, dass die Delikte innerhalb eines stark mit Scham- oder Schuldgefühlen besetzten Kontextes stattgefunden haben, etwa wenn das Opfer als Freier auftrat oder ein sexuelles Abenteuer in einer öffentlichen Anlage suchte.

Vergewaltiger begehen, wie Gewalttäter auch, auffallend oft andere Delikte, die völlig ausserhalb jeden Bezugs zur Sexualität stehen. Das Spektrum der Delikte ist demjenigen der Gewalttäter sehr ähnlich. Zu diesem ausgeprägt kriminellen Profil kommt bei vielen ein fataler Hang zu Waffen hinzu. Die Gewaltbereitschaft der Vergewaltiger ist massiv erhöht. Drei Viertel der Vergewaltiger geben an, schon mindestens einmal im Leben jemanden so sehr verletzt zu haben, dass diese Person ärztlicher Hilfe bedurfte (versus 9.5% der andern Rekruten).

Vergewaltiger gehen ganz allgemein grosse Risiken in ihrem Sexualverhalten ein. Im Lauf der 12 Monate vor der Rekrutenschule traten 7 von 10 Vergewaltigern als Freier von Prostituierten auf (versus 9% der anderen Rekruten), rund 60% gingen selber auf den Strich, was nur 1% der andern Rekruten zugegeben haben, und rund 80% haben mindestens einmal ungeschützt mit einer unbekannten Person sexuell verkehrt (gegenüber 8% der andern Rekruten).

Während ihrer Kindheit haben Vergewaltiger oft schwer traumatisierende Erfahrungen gemacht. Mindestens zwei Drittel von ihnen waren Opfer gravierenden sexuellen Missbrauchs im Sinne von Verbrechen, welche oralen oder analen Sex mit dem Kind beinhalteten oder die durch Nötigung zu sexuellen Handlungen unter Drohungen oder Gewalt zustande kamen (gegenüber nur 2.7% beim Durchschnitt). Die Hälfte wurde von ihren Eltern, Pflegeeltern oder andern erziehungsberechtigten Erwachsenen körperlich schwer misshandelt. Insgesamt hatten runde drei Viertel von ihnen unter der einen oder anderen traumatisierenden Erfahrung zu leiden, oft in Kumulation. Beim restlichen Viertel wissen wir sehr wenig über dieses Thema, denn die Betroffenen haben sehr viele Fragen einfach ausgelassen und nicht etwa eine unbeschwerte Kindheit angegeben.

So erstaunt es wenig, wenn viele der späteren Vergewaltiger ein schwer gestörtes Verhalten zeigen, das sich wie ein roter Faden durch ihr gesamtes Leben zieht. Die Verhaltensstörung im Kindes- und Jugendalter war unter Vergewaltigern ebenfalls überdurchschnittlich verbreitet : 6 von 10 erfüllten die Kriterien (versus 9.6% der andern Rekruten). Aber auch im gegenwärtigen Alter manifestieren Vergewaltiger eine ausgeprägte Psychopathologie. Bei über 8 von 10 kann man Anzeichen einer abnormen Persönlichkeit im Sinne des Gesetzes ausmachen. Die übrigen nannten andere Symptome wie zum Beispiel Substanzenmissbrauch. Allein im letzten Jahr hatten acht Vergewaltiger versucht, sich umzubringen (versus 2.5% der andern Rekruten), die Mehrheit davon sogar mehr als einmal.

Vergewaltiger neigen, wie dies bereits früher beobachtet wurde (GODENZI 1989, 1994), zur Bagatellisierung ihrer Taten und zu Schuldzuweisungen an die Opfer. Damit einher geht ein tendenziell abwertendes Frauenbild. Das manifestiert sich etwa darin, dass jeweils rund drei von fünf dieser Männer Statements zustimmen wie, « Frauen lieben es, wenn man etwas Gewalt gebraucht, um mit ihnen Sex zu haben », oder « wenn eine Frau mit einem Mann flirtet, will sie sexuell befriedigt werden, auch wenn sie weitere Avancen ablehnt », oder « ein Mann, der den ganzen Tag arbeitet, hat Anrecht auf sexuelle Befriedigung zuhause ». Diejenigen jungen Männer, welche nach eigenen Angaben gegen den Willen der beteiligten Person den Geschlechtsverkehr vollzogen hatten, dabei aber nicht auf Einschüchterung oder offene Gewalt zurückgriffen (N=618), offenbarten zwar häufiger frauenfeindliche Einstellungen als andere Rekruten, aber nicht im selben Ausmass wie die 30 Vergewaltiger. Nicht beantworten lässt sich aufgrund unserer Daten die Frage, ob diese Einstellung Ursache oder Folge entsprechender Taten sind. Die von den 30 Vergewaltigern angegebene, weit verbreitete Vorliebe für Porno-Videos der harten und härtesten Sorte war ebenfalls auffällig. Ähnliche Verhaltenskonstellationen sind bei verurteilten Vergewaltigern bereits früher festgestellt worden (HAZELWOOD & WARREN 1989, BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS 1988).

Vergewaltiger unterscheiden sich ferner von den übrigen Gewalttätern, nach eigenem Bekunden, vor allem dadurch, dass sie einerseits den gleichen Risiken in der Kindheit, aber in stark vermehrtem Mass ausgesetzt waren, anderseits zusätzlich noch schwerst sexuell missbraucht worden waren. Man muss davon ausgehen, dass das sexuelle Agieren eine Spätfolge dieses Missbrauchs im Kindesalter sein könnte. Vergewaltiger bilden somit nosologisch gesehen eine Untergruppe der Gewalttäter.

Wiederum ist das Phänomen des Doppellebens der Vergewaltiger auffällig. Sie stehen, von wenigen Ausnahmen abgesehen, in einem beruflichen Umfeld und in einer Partnerschaft und

haben einen grossen Bekanntenkreis. Zu vermuten ist auch hier, dass die grosse Häufung von äusserlich unauffälligen Personen unter den Vergewaltigern und den Gewalttätern im Dunkelfeld etwas mit der Selektion durch das Militär zu tun hat. Weil sozial besonders auffällige Verbrecher wohl kaum in die Rekrutenschule aufgenommen werden, sind sie im Vergleich zu klinischen Stichproben in unserer Studie vermutlich unterrepräsentiert. Nichtsdestoweniger ist das Phänomen der Persönlichkeitsspaltung von Kriminellen in der Psychopathologie wohlbekannt. Es führt auch immer wieder dazu, dass Therapiefortschritte solcher Patienten überschätzt und deren weiterhin vorhandene Gefährlichkeit für Dritte unterschätzt werden. In andern Worten, die Verbesserungen in der sozialen Kompetenz im Alltag maskieren den Mangel an Fortschritten im Bereich der Kontrolle der Affekte und des Ausagierens.

In der logistischen Regression der abhängigen Variable « Vergewaltigung » lässt sich ebenfalls eine Kombination von psychischer Störung und *sekundär-situativer* Faktoren (d.h. Agieren) als Determinanten ausmachen. Rein situative Faktoren, d.h. Umstände, welche nichts mit einer erhöhten Risiko- und Aggressionsbereitschaft des Individuums zu tun haben (wie viele Freunde haben, oft an Parties gehen, eine Freundin haben oder eben keine, etc.) werden übrigens vom statistischen Modell als mittelbare Ursachen der Vergewaltigung ausgeschlossen. Das Agieren besteht einerseits aus einem Hang zum Waffentragen und andererseits aus häufigen Besuchen von Prostituierten, Strichgang und ungeschützten sexuellen Kontakten mit Unbekannten. Die populäre « Empfehlung », Vergewaltiger sollten sich doch lieber mit Pornographie und Prostituierten begnügen, können wir nicht unterstützen, da das *Agieren* die Wahrscheinlichkeit eines Verbrechens eher erhöht als dämpft. Es scheint, dass dadurch entweder die devianten Neigungen verstärkt werden, oder situative Faktoren im Hinblick auf die Entstehung von zwischenmenschlichen Konflikten vermehrt ins Spiel kommen (oder Beides zusammen). Obwohl unter den Vergewaltigern wiederum vermehrt Einwandererkinder zu finden sind, wird auch hier die Immigration vom Modell als irrelevant betrachtet. Dies weil es vielmehr der erlittene sexuelle Missbrauch zu sein scheint, der diese Form von Delinquenz mitverursacht.

17.6 Fazit

17.6.1 Kern der Ergebnisse zur Kriminalität im Dunkelfeld

Nach unseren Befunden lassen sich leichtere und mittelschwere Delinquenten nicht unbedingt mit schweren Rückfalltätern vergleichen. Das deckt sich mit Befunden aus früheren Untersuchungen. Gelegenheits- und Einmaltäter stehen den « ordentlichen Bürgern » viel näher als Wiederholungstätern (KAISER 1997, FRECHETTE & LEBLANC 1987). Bei ersteren spielen situative Momente und vorübergehende Entwicklungskrisen eine grössere Rolle als bei letzteren. Nicht zuletzt dürfte die bewusste Entscheidung im Sinne des Reizes am Verbotenen für das Handeln bestimmend sein. Die Rückfalltäter hingegen leiden häufig an einer Persönlichkeitstörung und suchen agierenderweise gefährliche Situationen und konflikträchtige Umgebungen auf. Sie finden ihre Bekanntschaften vor allem im Milieu (Prostitution, Drogen, extremistische Gruppierungen) und neigen zu einer ausgeprochenen Vorliebe für Waffen, die sie oft mit sich herumtragen. Schwere Täter sind nicht eigentlich auf bestimmte Kerndelikte spezialisiert. Ihr Repertoire erstreckt sich fast immer über das gesamte Spektrum des Straf- und Betäubungsmittelgesetzes, in dem Sinn, dass sie sich relativ impulsiv einfach nehmen, was ihnen gerade passt, ohne sich um die Legitimität ihres Verhaltens zu scheren. Infolge der unglaublichen Risiken, die eingegangen werden und der grossen kriminellen Energie dieser Täter, haben sie wohl nur geringe Chancen, auf lange Zeit hinweg

unentdeckt zu bleiben. Früher oder später wird es mit hoher Wahrscheinlichkeit zur Ergreifung und zum Strafverfahren kommen.

Unseren Ergebnissen nach sind Dunkelfeldtäter in ihrem deliktischen und persönlichen Profil kaum von aktenkundigen zu unterscheiden. Den psychisch unauffälligen Mittelschichttäter, welcher unerkannt ein Leben lang schwer delinquieren kann, gibt es wohl nur im Kriminalroman. Vielmehr sind Straftäter von gewichtigem Kaliber sehr oft schon von frühester Kindheit an schwer belastet. Dies sowohl durch ihr früh einsetzendes auffälliges Verhalten (BENDER & LÖSEL 1996, MOFFITT 1993) als auch durch traumatisierende Erlebnisse.

Keine einzige der verschiedenen kriminologischen Theorien ist in der Lage, die Gesamtheit des Phänomens Delinquenz zu erklären. Hingegen konnte man zu jeder Deliktart und Deliktschwere ein geeignetes multifaktorielles Regressionsmodell finden, welches sowohl situative Aspekte wie persönlichkeitsgebundene Variablen sowie institutionelle Einflüsse sinnvoll zu verknüpfen mag. Kaum Hinweise fanden wir für die Postulate der « kritischen » Kriminologie, welche behauptet, dass Delinquenz sekundäre Folge von gesellschaftlichem Ausschluss durch Institutionen der Repression, der Sonderpädagogik oder der Psychologie und Psychiatrie seien. Dieses Ergebnis deckt sich auch mit solchen anderer Forscher (GOTTFREDSON & HIRSCHI 1990, S.160).

Unsere Resultate liefern eher Hinweise auf die Nützlichkeit konventioneller Strategien präventiver, repressiver und therapeutischer Art. Massnahmen wie Sonderschulen und Heimplazierung sind mit grosser Wahrscheinlichkeit hilfreich und die betreffenden Kinder haben als Erwachsene bessere Chancen, im Leben ihren Weg zu finden. Dieses Ergebnis dürfte sowohl den beteiligten Fachleuten Freude bereiten, als auch besonders den betroffenen Kindern Mut machen. Die schicksalshafte negative Bedeutung, die in den Worten « Sonderklasse » und « Heim » mitschwingt, ist deshalb, zumindest in der Schweiz, unangebracht. Genauso wie sich auch die Psychotherapie von ihrem gesellschaftlichen Stigma befreien konnte und heute von vielen Menschen zur Verbesserung der psychischen Gesundheit selbstverständlich und ohne Scham in Anspruch genommen wird, sollten wir Sonderklassen und Heime als helfende Institutionen begrüssen und moralisch sowie finanziell unterstützen. Einschränkend ist anzumerken, dass der positive Effekt psycho-sozialer und sonderpädagogischer Institutionen möglicherweise in andern Ländern nicht generell im selben Masse gegeben sein muss. Wo behinderte, traumatisierte oder schwierige Kinder einfach abgeschoben werden, kann es natürlich durchaus sein, dass Heimaufenthalte und schlecht geführte Sonderschulen eher Schäden anrichten als rehabilitieren.

Die überproportionale Vertretung von Immigrantenkinder unter den Gewalt- und Sexualtättern ist ein Thema, welches die Öffentlichkeit besonders beunruhigt. Diese Kontroverse kommt übrigens auch in vielen Kommentaren der Rekruten selbst zum Ausdruck. Einige führen das Phänomen auf divergierende kulturelle Werte oder auf überholte Geschlechtsrollenbilder zurück. Politisch gesehen ist die Hypothese, dass gewisse Kulturen Gewalt unter Umständen tolerierten heikel: sie bewegt sich hart an der Grenze zum Rassismus. Wir fanden aber keine Hinweise für diese These. Vielmehr scheint es, dass keine Kultur an sich Gewalt oder gar sexuelle Gewalt per se tolerierte, sondern dass Personen aus ökonomischen und politischen Krisenregionen durch besondere Lebensumstände vermehrt viktimisiert werden und dies zuweilen an ihre Kinder weitergeben. Gemäss den Erfahrungen vieler Praktiker, die mit solchen Kindern arbeiten, scheint ein traditionalistisches Verständnis von Ehre der Aufklärung dieser Straftaten hinderlich zu sein. Befürchtungen der Familie, ihren guten Ruf zu verlieren, wenn der Missbrauch auskommt, bieten potentiellen Tätern für ihr Agieren ein geeignetes Terrain, sowohl innerhalb der Familie (z.B. ein Onkel) als auch ausserhalb (z.B. Erzieher). Insgesamt sind offenbar Variablen, welche mit gewissen historisch-regionalen Gegebenheiten korrelieren – Armut, Kriegserfahrungen, Zugehörigkeit

zu unterprivilegierten sozialen Schichten – für dieses statistische Phänomen verantwortlich. Dazu würde natürlich weiter interessieren, wie die Situation bei nicht eingebürgerten Ausländern aussieht, die wir hier nicht befragt haben.

17.6.1.1 Freier Wille oder schicksalshafte Determiniertheit ?

Wir stellen fest, dass sich die schweren Straftäter, sowohl die im Dunkelfeld als auch die von der Justiz Erfassten, von andern jungen Männern in der Regel ab der frühen Kindheit unterscheiden. In der Tatsache, dass viele von ihnen neben den heimlichen kriminellen Aktivitäten im Beruf und in der Partnerschaft eine gewisse soziale Anpasstheit an den Tag legen, manifestiert sich eine tiefe Spaltung ihrer Persönlichkeit. Sie zeigen mehrheitlich alle Anzeichen einer Persönlichkeitsstörung, welche zahlreiche psychische Defizite beinhaltet, die man im Erwachsenenalter nur noch schwer aufholen kann.

Die Frage, ob das Böse möglicherweise eine Krankheit sei, beschäftigt die Menschheit seit jeher. Diese philosophische Grundfrage geht in ihrer Bedeutung weit über die Kriminologie hinaus, denn sie betrifft das Problem des freien Willens. Ist der Mensch Herr seiner selbst und kann er sein Verhalten in jedem Moment seines Lebens frei steuern ? Oder bleibt er letztendlich seiner Biologie, den Prägungen durch seine individuelle Geschichte sowie den gesellschaftlichen Umständen ausgeliefert ?

Vom rechtlichen Standpunkt aus ist es allerdings undenkbar, ein Staatswesen auf der Basis der Idee der Determiniertheit der Menschen zu konstruieren. Der freie Wille mündiger Bürger ist das fundamentalste und nicht weiter hinterfragbare Axiom jeglichen Rechts. Denn wer könnte die Gesellschaft ordnen und führen, wenn nicht die Menschen selbst ?

Die Humanwissenschaften liefern auf die Fragen bis heute keine abschliessende Antwort. Niemand weiss mit Sicherheit, inwieweit der Mensch sein Schicksal zu steuern vermag und wo dabei die Grenzen liegen. Die Psychopathologie kann aber mit der Annahme, dass zwischen dem freiem Willen und der Determiniertheit graduelle Unterschiede existieren, mindestens Hypothesen liefern. Psychische Krankheiten (besonders die Geisteskrankheiten und der Schwachsinn) bedingen nämlich unter anderem gerade die Einschränkung der kognitiven Fähigkeiten und somit der Zurechnungsfähigkeit. Im Bezug auf diese letztere Fähigkeit bei Persönlichkeitsgestörten, herrscht aber kein Konsens.

Im Strafrecht bergen beide Extrempositionen die Gefahr institutioneller Misstände, wenn man sie undifferenziert auf die Gesamtheit der Täter anwendet. Geht man davon aus, dass jeder Mensch sein Handeln voll und uneingeschränkt zu verantworten hat, dann wiegt die Schuld eines Verbrechens derart schwer, dass sie kaum zu sühnen ist. Diese ideologisch-fundamentalistische Position finden wir zum Beispiel in den USA oder im islamischen Strafrecht. Sie führt in ihrer letzten Konsequenz zur Todesstrafe. Voreilig wäre es nun aber, die entgegengesetzte Schlussfolgerung zu ziehen und Kriminelle als Opfer äusserer Umstände oder ihrer Biologie zu exkulpieren. Dies von der Annahme ausgehend, dass sie infolge der höheren Gewalt ihrer sozialen und neuro-psychologischen Defizite ihr Verhalten nicht selber steuern könnten. Damit würde die Existenz einer « kriminellen Persönlichkeit » postuliert. Diese Hypothese könnte wiederum dazu verleiten « kriminelle Persönlichkeiten » so schnell als möglich, also bereits in der Kindheit zu neutralisieren, um künftige Opfer zu vermeiden. Wie man sieht, führen beide ideologischen Extrempositionen zu drakonischen Konsequenzen.

Angeichts dieses ungelösten wissenschaftlich-philosophischen Problems wird es wenig erstaunen, dass auch unter Fachleuten über die Zurechnungsfähigkeit von persönlichkeitsgestörten Delinquenten keine einheitliche Lehrmeinung herrscht. Die einen plädieren aufgrund mangelnder Steuerungsfähigkeit für eine Verminderung der Schuldfähigkeit, obwohl den betreffenden Gutachterpatienten das Unrecht ihrer Handlung in der Regel durchaus bewusst war. Die Andern wiederum führen als Beweis für die vollständige Zurechnungsfähigkeit von Persönlichkeitsgestörten an, es habe im Moment der

Tat eben doch irgendeine Planung der Delikte und ein Vermeiden des Entdecktwerdens stattgefunden und somit habe der Täter sein Verhalten bewusst gesteuert. Andere führen die wohlbekannte Tatsache mit ins Feld, dass sich schwere Gewalt- und Sexualverbrecher, wenn es um das Erwirken von Privilegien im Strafvollzug geht, sehr wohl während langer Zeit beherrschen können.

Ein weiteres Argument, das eigentlich eher gegen eine verminderte Zurechnungsfähigkeit von Persönlichkeitsgestörten spricht, entspringt der Tatsache, dass keineswegs alle derart strukturierten Menschen delinquent werden. Wir fanden beispielsweise in unseren Daten, dass rund ein Drittel der Männer, welche die hier genannten speziellen Voraussetzungen der *dissozialen Persönlichkeit* erfüllen, sogar noch unter dem Mittelwert der Delinquenz bei den Rekruten lag. Bei den nicht-dissozialen Rekruten lagen drei Viertel unter dem Mittelwert und ein Viertel darüber. Man darf also keinesfalls alle psychisch gestörten Personen voreilig als potentielle Straftäter ansehen, denn es scheint, dass auch bei ihnen die Fähigkeit der freien Entscheidung in genügendem Mass vorhanden ist, um gesetzeskonform zu leben.

Aus methodischer Sicht besteht die Problematik des Konstrukts « Zurechnungsfähigkeit » aus seiner fehlenden Validität und Reliabilität : Zwei Bedingungen, welche erfüllt sein müssten, um menschliche Eigenschaften überhaupt zuverlässig – im Sinne der Gleichheit Aller vor dem Gesetz – messen zu können (HAAS 1997, GRANN & HOLMBERG 1999, GERARD 1999). Ein Anliegen der Autorin ist es deshalb darauf hinzuweisen, dass rechtliche Konstrukte auf ihre Zuverlässigkeit und Gültigkeit als Messinstrumente empirisch überprüft werden müssten. Was Gesetzesnormen und Sanktionen betrifft, sollten sie genau wie medizinische und psychologische Behandlungen im Bezug auf ihre Wirksamkeit kontrolliert werden. Manche Vorschriften und Massnahmen tönen zwar gut auf dem Papier, erweisen sich aber in Tat und Wahrheit als kontraproduktiv, genau wie auch medizinische Behandlungen manchmal zu viele unerwünschte Nebenwirkungen haben können. Dies sollte man im Dienste der betroffenen Menschen (Opfer und Täter) und des öffentlichen Vertrauens in das Rechtswesen berücksichtigen.

17.7 Kriminalpolitische Konsequenzen

Um die Diskussion möglicher Konsequenzen der vorliegenden Studie zu gliedern, handeln wir sie unter den Stichworten einer Mehr-Säulen-Politik gegen Gewalt und sexuelle Uebergriffe ab, analog zu denjenigen im Drogenbereich. Für den Bereich der Sexual- und Gewaltdelikte schlagen wir vor, die vier Säulen des Drogenbereichs : (1) Prävention, (2) Repression, (3) Therapie und (4) Schadensverminderung, um eine Fünfte zu erweitern. Es handelt sich um die Wiedergutmachung, welche sich in manchen Fällen durch einen aussergerichtlichen Tatausgleich : (5) Strafrechtliche Mediation umsetzen liesse. Diese fünf sollen zusammen eine wirksame und nachhaltige Kriminalpolitik ermöglichen. Ein einseitiger Verzicht auf Repression hat sich in der Regel als Versäumnis mit weitgehenden Folgen herausgestellt (vgl. KILLIAS 1991, S.436 zum Verzicht auf Repression). CUSSON, ein franko-kanadischer Kriminologe hat über die Wirksamkeit repressiver Massnahmen gegen eingefleischte Verbrecher Folgendes geschrieben (1998, S.82) : « (...) *Einzeln betrachtet, haben strafrechtliche Massnahmen und Therapien einen geringen Effekt auf die Besserung. Hingegen bietet die Kumulation der Sanktionen und der damit verbundene Verlust illusionärer Ansprüche bessere Chancen für eine Veränderung als es eine einzelne Intervention kann. Dabei ist es weniger wichtig, ob nun eine Massnahme für sich allein betrachtet mehr oder weniger streng, respektive mehr oder weniger therapeutisch ist ; was zählt, ist vielmehr der kombinierte Effekt der negativen Konsequenzen einer Verbrecherlaufbahn.* »

Viele der im folgenden angeführten Vorschläge sind entweder schon Bestandteile der Bildungs-, Sozial-, Gesundheits- und Kriminalpolitik, stehen kurz vor der Einführung oder

werden zumindest diskutiert. Im Kontext dieser Untersuchung soll aufgezeigt werden, wo und warum diese nützlich sein können und es soll auf die Komplexität der Probleme hingewiesen werden.

17.7.1.1 Prävention

Die schwersten Sexual- und Gewalttäter unserer Studie, hatten wie erwähnt, vordergründig in Beziehung und Beruf oft eine soziale Teilanpassung erreicht, ohne dass die dahinter liegenden Persönlichkeitsdefizite genügend kompensiert waren. Wir haben Hinweise darauf, dass ihre Schwierigkeiten im Laufe ihrer Jugend oft entdeckt worden und ihnen in der Folge Hilfe und spezielle Förderung zugekommen waren. Offenbar war diesen Massnahmen aber nur ein Teilerfolg beschieden, der sich letztendlich als ungenügend erwies, weil sie vermutlich erst eingesetzt wurden, als es schon zu spät war. Prävention muss demnach so früh wie irgend möglich einsetzen. Ganz wichtig scheint es uns, dass Kinder, welche im sozialen Bereich, in der Sprachentwicklung und in ihrer Fähigkeit zu spielen, behindert sind, sowie Kinder, welche leicht hirngeschädigt sind, früh (d.h. im Vorschulalter) erfasst und intensiv therapiert werden. Da sind besonders die Kinderärzte gefordert, die den Ernst einer frühkindlichen Hirnschädigung zu erkennen vermögen, um allenfalls therapeutische Schritte in die Wege zu leiten. Manchmal sind es übrigens Kinderchirurgen und Kinderorthopäden, die als Erste mit Kleinkindern in Kontakt kommen und deshalb wäre es gut, wenn diese den scheinbar geringfügigen Entwicklungsdefiziten im sozialen Bereich diagnostisch vermehrt Beachtung schenken, auch wenn dieses Gebiet ausserhalb ihrer Spezialisierung liegt.

Wenn es um Psychotherapie, Logotherapie und Sonderpädagogik für gefährdeten Kindern geht, sollte kein Franken zu schade sein, um diesen optimale Voraussetzungen für einen guten Start ins Leben zu ermöglichen. In einer Demokratie ist dies ein Gebot der Gerechtigkeit. Zudem tun sich die Steuerzahler damit selber einen Gefallen, indem sie sich vor späteren Delinquenten schützen. Wie man weiss, übersteigen die Folgekosten einer mehrjährigen Gefängnis Karriere bei weitem die Kosten selbst der intensivsten Betreuung im Kindesalter.

Diese Überlegungen gelten selbstverständlich auch für leicht überdurchschnittlich gefährdete Immigrantenkinder. Familiennachzug sollte mit Blick auf die Geborgenheit des Aufwachsens möglichst früh erfolgen und nicht erst in der Adoleszenz. Zudem sollten im Sinne der Prävention besonders die Einwandererfrauen sprachlich gefördert und sozial integriert werden, damit die Familien in ihrer Umgebung weniger isoliert sind. Nach klinischen Erfahrungen sind Kinder aus sozial isolierten Familien potentiellen Missbrauchstätern (innerhalb oder ausserhalb der Familie) in erhöhtem Mass ausgeliefert.

In Sachen Gewaltprävention und Heilpädagogik werden heute an die Schule enorme Anforderungen gestellt. Diesen vermag sie bei den aktuellen durchschnittlichen Klassengrössen nicht in jedem Fall nachzukommen. Deshalb stellt sich die Frage, ob verhaltensauffällige Kinder im geschützten Rahmen einer Kleinklasse nicht doch besser aufgehoben wären und individueller gefördert werden könnten als in Normalklassen. Gerade weil eine gute Beziehung zur Lehrperson offenbar stark protektiv wirkt, sollte man sich überlegen, wie man schwierigen Kindern eine engere persönliche Beziehung ermöglichen könnte. In den grossen Normalklassen scheint dies nach unseren Befunden jedenfalls weniger möglich.

17.7.1.2 Repression

Angesichts der grossen Zahl von Straftätern von beachtlichem Format, welche offenbar jahrelang unentdeckt bleiben, stellt sich doch die Frage, ob man die Polizeikräfte nicht aufstocken müsste. Dies umso mehr als sich herausgestellt hat, dass junge Straftäter mehrheitlich ihr Verhalten ändern, nachdem sie einmal ertappt wurden.

Hinsichtlich aktenkundiger Straftäter sprechen unsere Daten eine eindeutige Sprache. Es scheint leider doch zuzutreffen, was WOLFGANG, FIGLIO und SELLIN (1972) anhand der polizeilich bekannten Täter seinerzeit berechnet haben, dass eine kleine Minderheit von Rückfälligen und gefährlichen Kriminellen für die Mehrheit aller Delikte und ganz besonders der schweren Gewalt- und Sexualverbrechen verantwortlich ist. Wenn man Mehrfachtäter und gefährliche Kriminelle, die ihre « Aktivitäten » grösstenteils nicht bloss in einem einzigen Kanton entfalten, fassen möchte, scheint es unerlässlich, die Polizeidaten auf gesamtschweizerischer und europäischer Ebene zu verwalten. Eine andere Massnahme, welche kürzlich in Kraft trat, betrifft die Erfassung von Delinquenten in einer zentralen DNS-Datenbank. Damit diese ihren Hauptzweck erfüllen kann, nämlich die Urheber von schweren Verbrechen schnell zu identifizieren, ist es unumgänglich, dass alle Straftäter und nicht bloss die Sexual- und Gewalttäter darin aufgenommen werden. Delinquenz wird wie jede andere Tätigkeit grösstenteils erlernt. In der Regel fängt jemand nicht mit einem Mord, einem Raub oder einer Vergewaltigung an, sondern er hat vorher leichtere Taten verübt, zum Beispiel Waffendrohungen, Einbrüche, Drogenhandel, Exhibitionismus, Raufhandel. In Grossbritannien hat man mit der Registrierung des DNS-Profiles sehr gute Erfahrungen gemacht. Die Aufklärungsrate von Verbrechen konnte dadurch entscheidend erhöht werden. Nicht zuletzt gelingt es damit zugleich besser, Unschuldige von schlimmem Verdacht auszunehmen. Historisch gesehen ist die systematische Erfassung verurteilter Straftäter in der DNS-Datenbank, wie seinerzeit die Daktyloskopie, eine Revolution in der Kriminalistik. Die Registrierung der Fingerabdrücke wird durch diejenige des genetischen Abdrucks vervollständigt.

Eine Massnahme, die irgendwo zwischen Prävention und Repression anzusiedeln ist, betrifft die Kontrolle des Waffenbesitzes und Waffentragens, wie sie durch das am 1. Januar 2000 in Kraft getretene Gesetz geregelt wird. Kauf und Verkauf von Waffen dürfen nur unter nachweislich nicht Vorbestraften und (auf lokaler Ebene) nicht polizeilich auffällig gewordenen Personen stattfinden. Diese Freiheiten bleiben gesetzlich dem unbescholtenen Bürger vorbehalten, aber die Kontrolle des guten Leumundes ist u.E. noch zuwenig engmaschig. Man könnte sich vorstellen, dass der Waffenkauf unter Privaten, sowie der Waffenerwerb durch psychisch Kranke und Süchtige, welche wegen Fremdgefährdung schon einmal zwangshospitalisiert werden mussten, noch etwas strenger als heute geregelt werden. Der Gesetzgeber ist dabei herausgefordert, eine vernünftige Linie hinsichtlich der Berechtigung zu finden. Eine Parkbusse kann wohl kaum das entscheidende Kriterium sein, um einem Sportschützen oder einem Jäger sein Hobby zu verbieten. Aber man möchte auch nicht, dass Waffen legal in die Hände von Dealern, Drogenabhängigen, Einbrechern, gewalttätigen Ehemännern, Alkoholikern oder Psychiatriepatienten gelangen. Schliesslich sollten eine Kontrolle des Zugangs zu Schiessständen, sowie eine vollständige Registrierung aller Schusswaffen ins Auge gefasst werden. Unbescholtene Bürger, welche ihrem Freizeitvergnügen nachgehen wollen, d.h. dem Sportschiessen, dem Jagen oder dem Waffensammeln sollten dies mit einem entsprechenden Fähigkeits- und Leumundszeugnis mit einer Lizenz frei tun dürfen – innerhalb der dazu legitimierten Kreise. Hingegen sollten Neuanträge für Waffenerwerb nicht nur im Hinblick auf das Zentralstrafenregister, sondern auch auf einstige Verfügungen von fürsorgerischem Freiheitsentzug nach Art. 397 des Zivilgesetzbuches (d.h. Zwangshospitalisierung in der Psychiatrie) und auf polizeiliche Bekanntheit wegen Drohungen und laufenden Strafverfahren gesamtschweizerisch überprüft werden. Zusätzlich wäre es vorteilhaft, jede einzelne Feuerwaffe amtlich zu registrieren, damit ihre Herkunft jederzeit zurückverfolgt werden kann. Ähnlich wie beim Motorradfahren, könnte man für junge Schützen eine gewisse Bewährungsfrist und ein zweistufiges Bewilligungsverfahren einräumen. Gewalt – mit oder ohne Waffen – geht nämlich in der überwältigenden Mehrheit von einer einzigen gesellschaftlichen Gruppe aus :

Von einer kleinen Minderheit persönlichkeitsgestörter junger Delinquenten. Illegaler Waffenbesitz, illegales Waffentragen, Waffenverkauf oder Waffengeschenke an Unberechtigte und ganz besonders das Mittragen von Waffen bei der Begehung eines (andern) Deliktes sollten dementsprechend streng sanktioniert werden.

Zwecks besserer Erfassung von Sexualtätern mit grosser krimineller Energie sollten die Strafverfolgungsorgane speziell geschulte und verständnisvolle Ansprechpersonen für männliche Opfer sexueller Gewalt zur Verfügung stellen. Einzelne Kantone haben dies bereits getan. Die überdurchschnittlich häufigen Kontakte der Vergewaltigten mit dem Prostitutionsmilieu weisen darauf hin, dass Strafverfolgung von Delikten im « Milieu » keineswegs eine zweitrangige Aufgabe ist, gerade wenn man Serientäter dingfest machen möchte.

Gewalt hat sehr häufig ein Vorfeld und kündigt sich an. Fast alle Gewalttäter drohen auch verbal. Viele Männer, die drohen, schrecken vor realer körperlicher Gewalt nicht zurück. Besonders hemmungslos und gefährlich sind drohende Männer, die mit zusätzlichen Risiken belastet sind, die zum Beispiel schon polizeilich bekannt sind, oder die eine Persönlichkeitsstörung oder einen Drogen- respektive Alkoholmissbrauch aufweisen. Statistisch gesehen muss man also davon ausgehen, dass solche Personen irgendwann ihre Drohungen wahrnehmen. Man kann indessen nicht vorhersagen, wer das nächste Opfer sein wird, da sich die Aggressionen der Täter jederzeit auch auf eine zufällig anwesende Person richten können, die ihm vulnerabel erscheint. Vorübergehende Inhaftierung oder Zwangshospitalisierung (unter fürsorgerischem Freiheitsentzug nach Art. 397 ZGB) können in einschlägig bekannten Fällen wirksame Mittel sein, um einen destruktiven Kreislauf zu unterbrechen und Opfer wie Täter vor Schlimmerem zu bewahren. Diese Strategie wurde in den letzten Jahren in verschiedenen Kantonen zur Bekämpfung häuslicher Gewalt eingeführt. Ein präventives Eingreifen von Polizei und Notfallpsychiater bei Morddrohungen hat im Lichte unserer Resultate durchaus seine Berechtigung und erscheint nicht unverhältnismässig.

17.7.1.3 Therapie

Therapie heisst Opfertherapie und Tätertherapie ; wobei letztere nicht auf Kosten potentieller Opfer gehen darf.

Opfer einer Vergewaltigung sollten im Hinblick auf das Risiko einer Ansteckung mit einer Geschlechtskrankheit (z.B. Aids, Hepatitis) betreut werden ; dies angesichts des skrupellosen Vorgehens der Vergewaltigten im Bezug auf das Verbreiten ansteckender Krankheiten.

Sexueller Viktimisierung von Knaben ist vermehrt Beachtung zu schenken. Einmal festgestellt, besteht in therapeutischer Hinsicht ein dringender Handlungsbedarf.

Therapie ist heute ein fast schon magisches Wort geworden, mit dem sich hohe Erwartungen verbinden. Das hat zur Folge, dass einige Fachleute fast dogmatisch an ihre Methoden glauben und – bewusst oder unbewusst – eine fundierte Diagnostik oder die empirische Forschung über die Wirksamkeit der Interventionen ablehnen. Diese wären aber gemäss unseren Resultaten unabdingbar für erfolgsversprechende Therapiestrategien. Soziale und psychologische Massnahmen, obwohl sie in bester Absicht verordnet werden, können nämlich manchmal eher schaden als nützen. Deshalb sollten therapeutische Massnahmen genau wie jedes Medikament auch, den Nachweis ihrer Wirksamkeit in kontrollierten Langzeitstudien erbringen müssen. Es ist ein Irrglaube zu meinen, Therapie könne jegliche Fehlentwicklung jederzeit wieder richten. Im Gegenteil, die « Heilkraft » der Psycho- und Sozialtherapie im psychologischen Bereich entspricht weitgehend derjenigen der Physiotherapie im orthopädischen Bereich. Das heisst je jünger und gesünder der Patient, desto grösser sind die Erfolgschancen. Bei Delinquenz, die mit psychischen Behinderungen und Krankheiten einhergeht, erreicht man ohne eine Verstärkung durch repressive Massnahmen auf diesem Weg oft wenig. Hingegen können in manchen Fällen Medikamente

(sofern ihre regelmässige Einnahme gewährleistet werden kann), zeitweilige Hospitalisierung oder ein Gefängnisaufenthalt die Situation etwas beruhigen. Deshalb kommt u.E. die Kriminalpolitik um die Säulen « Repression », « Prävention » und « *harm reduction* » nicht herum und wird es wohl in absehbarer Zeit auch nicht können.

Bei der Tätertherapie gehört die Zukunft deshalb der psychotherapeutischen, sozialtherapeutischen und psychiatrischen Behandlung von Kindern, Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Anhand der Daten haben wir gesehen, dass Gewalttätigkeit in der Regel weit in die Kindheit zurückreicht. Die existierenden Massnahmen vermögen, wie wir gesehen haben, durchaus Erfolge aufzuweisen. Indessen wäre es gut, noch früher anzusetzen, wenn den besonders schwer belasteten Kindern nachhaltig geholfen werden soll.

Eine umfassende Diagnostik mit statistisch geeichten Instrumenten ist eine unerlässliche Vorbedingung für adäquate Massnahmen. Rund um die Diagnostik bestand in den letzten Jahren eher die Tendenz, von Einzelfallabklärungen abzusehen oder diese gar zu tabuisieren, in der wohlmeinenden Absicht, Kinder (und Erwachsene) nicht mit unvorteilhaften Diagnosen stigmatisieren zu wollen. Demgegenüber besteht aber die Gefahr, dass wichtige Mitursachen des Problems diagnostisch unerkannt bleiben und somit eine entwicklungsgerechte Behandlung verfehlt wird. Nicht immer genügen sanfte, sogenannte *talking cures* oder einzig auf die Familie ausgerichtete Therapien. Wir haben anhand der Ergebnisse der logistischen Analyse der Risikofaktoren der Verhaltensstörung beim Knaben gesehen, dass auch biologische Ursachen mitbehandelt werden müssen. Zudem können ausserfamiliäre Einflüsse ebenfalls für die Therapie relevant sein. Es macht zum Beispiel wenig Sinn, eine Familientherapie bei einem (unentdeckt) hirngeschädigten Kind als einzige Massnahme zu veranlassen, um ihm dann die notwendige Einzelförderung und die gegebenenfalls indizierte medikamentöse Zusatzbehandlung vorzuenthalten. Umgekehrt muss natürlich auch vor einem unkritischen Biologismus gewarnt werden. Kein Mensch, ob jung oder alt, kann auf ein biochemisches System reduziert werden, das sich mit ein paar Pillen im Gleichgewicht halten liesse.

Vielmehr sollten in den mittelschweren und den schweren Fällen mehrere Fachleute interdisziplinär diagnostisch und therapeutisch zusammenarbeiten können. Therapeutischer Dogmatismus oder berufspolitische Grabenkämpfe zwischen Sozialpädagogen, Psychologen, Sonderpädagogen, Psychiatern, und somatisch tätigen Medizinern bringen dem Patienten und seinem sozialen Umfeld nichts.

Bei den erwachsenen Tätern sollten die Aussichten solcher Behandlungen differenzierter beurteilt werden. Abraten sollte man grundsätzlich von Therapien, die nur *faute de mieux* durchgeführt werden sollen, weil Richter und Gutachter nicht wissen, was mit dem betreffenden Täter zu tun ist. Eine Therapie soll als positive Indikation für Täter, die willens und fähig sind, davon zu profitieren, gewählt werden. Auch bei den Erwachsenen ist es unumgänglich, eine sorgfältige Triage vorzunehmen und eine Diagnose zu stellen. An sich ist bei Tätern mittelschwerer Delikte, welche nachgewiesenermassen keine antisoziale Persönlichkeitsstörung und keine gravierenden neuro-psychologischen Dysfunktionen aufweisen, eine Therapie durchaus indiziert. Allerdings muss eine solche Therapie über einen Zeitraum mehrerer Jahre durchgeführt werden, um eine dauerhafte Verbesserung der sozialen Fähigkeiten zu erzielen.

Eine weitere Anmerkung zur Therapie betrifft die Länge der Behandlung. Eine Nachsorge, d.h. eine ambulante Fortsetzung der Therapie nach der Strafe oder der stationären Massnahme scheint gerade in Fällen mit erheblichen strukturellen Defiziten angebracht, da eine Nachreife in solchen Fällen ein jahrelanger Prozess ist. Dort sollte man unbedingt auf situative Faktoren achten und diese gegebenenfalls aktiv erfragen (sexuelles Risikoverhalten, delinquente Freunde, Anschluss an extreme Gruppierungen, individuelle Umstände, welche bei der Anlasstat ausschlaggebend waren). Therapeuten müssen ihren delinquenten Patienten

unbedingt klare Grenzen setzen. Wenn das Agieren überhand nimmt, stehen je nach individueller Problematik verschiedene Kontroll- und Zwangsmassnahmen an : polizeiliche Hausdurchsuchung, Rückversetzung in ein strengeres Regime respektive Hospitalisierung, oder andere Auflagen wie regelmässige Urinproben unter Sicht oder die Einnahme von Medikamenten (TARDIFF 1992, S.496). Was das Besitzen und Herumtragen von Waffen bei Kriminellen anbelangt, ist dies ein Alarmzeichen ersten Ranges und erfordert nicht bloss eine Meldung an die vorgesetzte Stelle, sondern selbstverständlich eine unmittelbare Rückversetzung des betreffenden Patienten hinter sichere Mauern, um der Gefahr neuer Delikte entgegenzutreten. Eine konsequente Praxis in dieser Hinsicht dient nicht nur dem Täter und den potentiellen Opfern, sondern ist auch sehr wichtig für die Akzeptanz der Tätertherapien in der Öffentlichkeit.

Therapien von Tätern mit Delikten, welche für Dritte gefährlich sein können, sind wegen den Auswirkungen möglicher Rückfälle unter besonderem Erfolgsdruck. Wenn es um Lockerungen bei solchen Insassen geht, hat sich die unabhängige Kontrolle der Vollzugsbehörden und der Therapeuten durch eine externe Fachkommission bewährt (HAAS & RINDLISBACHER 2001).

17.7.1.4 *Schadensverminderung (harm reduction)*

Von Therapien bei Tätern mit extremer Gefährlichkeit (z.B. Sexualmördern, sadistischen Sexualtätern ; sowie Vergewaltigern, Kinderschändern, Geiselnehmern, Brandstiftern und Mördern mit schwerer Antisozialität oder einer *Psychopathie* nach den Kriterien von HARE 1991) ist nach Ansicht verschiedener Autoritäten abzuraten (GABBARD 1994 ; MELOY 1992 ; KERNBERG 1989 ; HART & HARE in : STOFF, BREILING & MASER 1997 ; MÜLLER-ISBERNER in : MARNEROS, RÖSSNER, ULLRICH, HARING & BRIEGER 2000).

Bei der Gruppe einschlägiger Rückfalltäter, welche sich im Verlauf der Jugend und des jungen Erwachsenenalters als untherapierbar erweisen oder welche für Dritte gefährlich sind, sollten Richter unseres Erachtens darauf achten, Freiheitsstrafen in genügender Länge auszusprechen. Durch unzählige Studien konnte nämlich nachgewiesen werden (vgl. SCHMIDT, LAY, IHLE & ESSER 2001), dass Delinquenz auch eine Frage des Alters ist. Mit fortschreitendem Alter (30-40 Jahre) lässt die kriminelle Energie bei mittlerer Aggressivität, d.h. in fast allen Fällen, entscheidend nach. Bloss in wenigen schweren Fällen hält die Gefährlichkeit bis zum Greisenalter an. Nur eine verschwindend kleine Minderheit aller Verbrecher, d.h. ungefähr 1 Person pro Jahr und pro Million Einwohner (vgl. HAAS & RINDLISBACHER 2001), ist untherapierbar und gleichzeitig dermassen gefährlich, dass nichts Anderes übrig bleibt, als sie zum Schutz der Opfer über mehrere Jahrzehnte hinweg in einer geschlossenen Anstalt unterzubringen.

Der Vorschlag zum Ausbau der Säule « Schadensverminderung » sollte nicht als Plädoyer gegen den liberalen Strafvollzug missverstanden werden. Dieser hat für die überwältigende Mehrheit der leichteren und mittelschweren Täter sehr wohl seine Berechtigung und hat sich auch bewährt. Entscheidend ist vielmehr, dass für das extrem weite Feld von Straftaten und Täterpersönlichkeiten ein genügend ausdifferenziertes Sanktionenarsenal und Massnahmespektrum zur Verfügung steht, das dem Einzelfall gerecht wird. Im übrigen sollten sich schadensvermindernde Massnahmen am Verhältnismässigkeitsprinzip orientieren. Gemäss diesem von BECCARIA (1738-1794) postulierten und auch im schweizerischen Rechtssystem angewandten Prinzip sollten Strafen und Massnahmen proportional zur Schwere des Verbrechens und zum Rückfallrisiko stehen (KILLIAS 1998, S.220).

17.7.1.5 *Aussergerichtlicher Tatausgleich*

Das Strafverfahren soll ein Delikt symbolisch sühnen und den Täter zu einer Strafe verurteilen. Der Gerechtigkeit ist so Genüge getan. Aber viele Opfer sehnen sich viel mehr

nach einer Wiedergutmachung und würden dafür gerne auf die « gerechte » Strafe für den Täter verzichten. Obwohl es zweifellos viele Fälle gibt, wo eine materielle Wiedergutmachung nicht mehr möglich ist, vergibt man sich unnötigerweise eine Chance, den sozialen Frieden wiederherzustellen und gesellschaftliche Lernprozesse im Umgang mit Konflikten in Gang zu bringen, wenn eine solche Lösung rechtlich nicht verfügbar ist. Seitdem 1993 das Opferhilfegesetz in Kraft getreten ist, wurden in verschiedenen Kantonen Vorschläge zur Aufnahme der strafrechtlichen Mediation in die Strafprozessordnungen unterbreitet. Ein aussergerichtlicher Tatausgleich kann unter der Voraussetzung zustande kommen, dass der Angeschuldigte geständig ist und sich bereit erklärt hat, die Verantwortung für das Geschehene zu übernehmen. Der eigentliche Verhandlungs- und Versöhnungsprozess soll durch einen externen Vermittler ausserhalb der Strafverfolgungsbehörden begleitet werden. Ist die Wiedergutmachung erfolgreich, kann unter gewissen Umständen von der weiteren Strafverfolgung abgesehen werden. Tatausgleich, sofern er möglich ist, kann zur Zufriedenheit aller Beteiligten als optimale Bewältigung einer Tat bezeichnet werden und stellt in diesen Sinne ein ethisches Ideal dar.

17.8 Schlussbemerkung

Das Thema Kriminalität lässt niemanden kalt. Das Phänomen Delinquenz als solches ist ebenso komplex wie jenes der Krankheit. Daher müssen die Massnahmen, die man dagegen ergreifen will, dem multifaktoriellen Ursprung des Phänomens und dem Einzelfall angepasst werden (vgl. HAAS 1998). Um in der Kriminalpolitik zu optimalen Lösungen zu gelangen, ist eine sehr differenzierte Betrachtungsweise unumgänglich. Das äusserst komplexe sozio-psycho-biologische Phänomen lässt sich nicht mit wenigen Prinzipien oder einer einzigen Theorie umfassend erklären. Ebensowenig lassen sich alle Täter über einen Leisten schlagen. Ein komplexer Sachverhalt verlangt entsprechend vielfältige Lösungsmethoden. Präventive, repressive, therapeutische, schadensvermindernde und reparative Massnahmen können nur im Verbund leisten, was man von ihnen einzeln erwartet.

Das Postulat einer differenzierten Betrachtungsweise in der Kriminalpolitik und die Notwendigkeit des Verbunds der verschiedenen Säulen stellt hohe Ansprüche an die politische Diskussion und den Informationsstand der Staatsbürgerinnen und Staatsbürger bezüglich der Kriminalitätsentwicklung.

Das letzte Wort überlassen wir einem Rekruten, der Reichtum und Ambivalenz der *Conditio humana* sehr treffend nebeneinander gestellt hat :

<p>« <i>Das Leben ist schön, hart, zärtlich, grausam, langweilig, spannend ...</i> »</p>
--

(Kommentar N°124, aus dem Französischen übersetzt)

18 La méthode du sondage

18.1 Le modèle

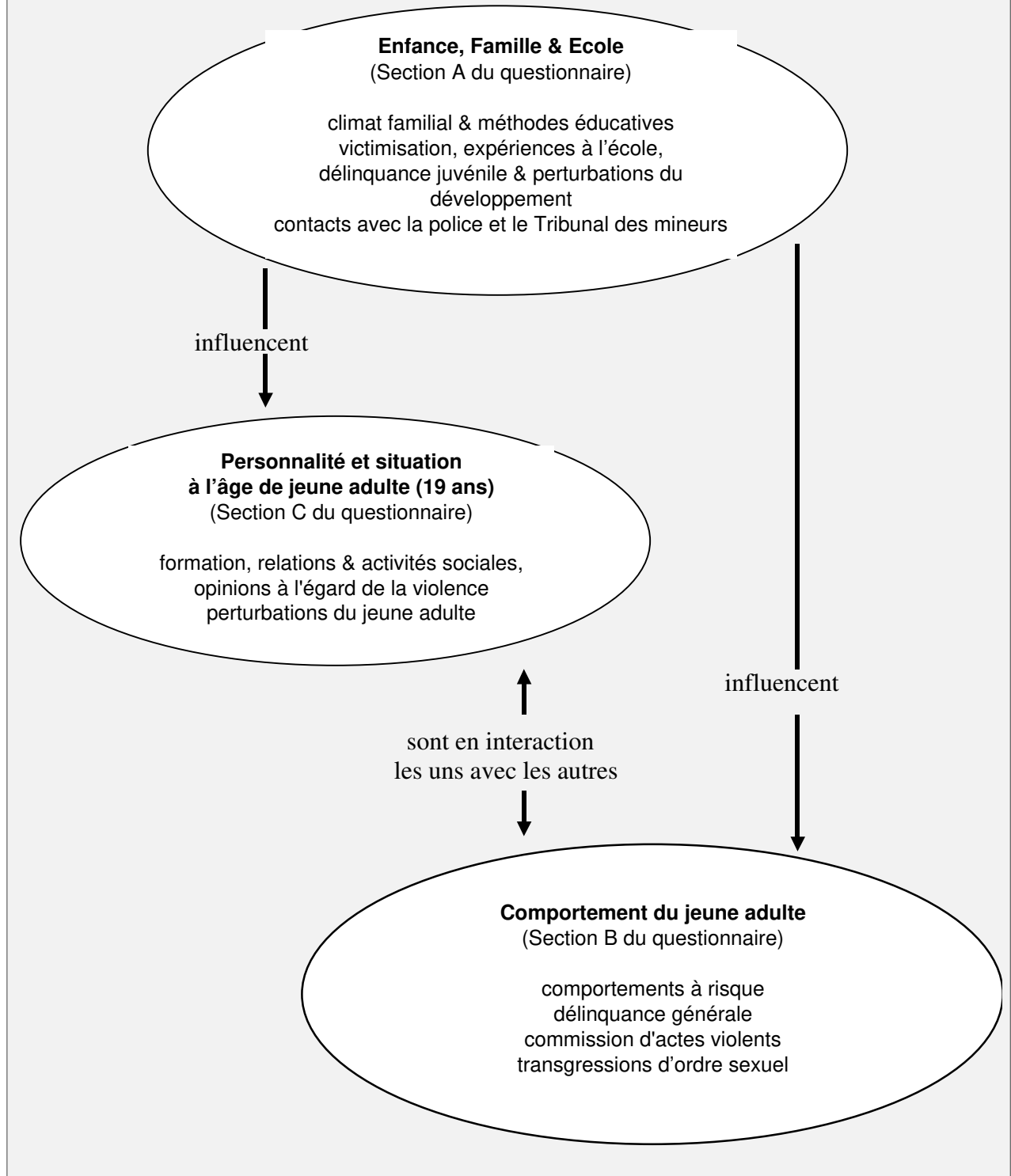
Toute enquête doit se fonder sur un modèle théorique permettant de s'assurer que les questions ont été posées de façon systématique et que les réponses obtenues vont permettre d'utiliser les méthodes statistiques, telles que l'analyse des facteurs. Le nôtre est constitué de trois volets (1. Enfance, 2. Personnalité, 3. Comportement). Nous considérons que la délinquance n'est pas uniquement liée aux caractéristiques de la personne ou à des variables socio-démographiques, mais qu'elle dépend également du parcours éventuel dans les institutions de contrôle social, et de facteurs situationnels. Il existe une relation d'interdépendance entre certaines activités sociales comme la fréquentation de certains milieux, le fait de visionner des vidéos ultra-violentes, la consommation de drogues, les comportements violents et les comportements à risques. Trois groupes de variables constitueront donc notre modèle. Le premier est composé des variables relatives à l'histoire individuelle vécue pendant l'enfance. Le second est constitué par la personnalité de la recrue et les influences sociales à l'âge de 19 ans (appartenance à certains groupes ou milieux, consommation de substances toxiques, consommation visuelle de vidéos violentes ou attitudes générales à l'égard de la violence). Enfin, le troisième groupe comprend les variables dépendantes de la délinquance et de la violence. Il est évident qu'il existe une interdépendance entre les variables du deuxième et celles du troisième groupe.

Toutes les recherches (p.ex. WIDOM & MAXFIELD 2001) indiquent que chez l'homme il existe une relation étroite entre les expériences personnelles de victimisation et la commission d'actes de violence physique et sexuelle. L'un des objectifs de ce sondage sera de mesurer le poids respectif des facteurs biographiques, ce qui permettra d'expliquer, à l'aide d'outils statistiques, l'apparition de certains comportements violents à l'âge adulte.

Nous avons veillé à ce que notre modèle ne se fonde pas sur une seule théorie criminologique et qu'il prenne également en compte des facteurs sociologiques et psychologiques. De même nous avons tenu à couvrir toute la gamme des comportements, du plus inoffensif au plus dangereux : de la déviance plus ou moins dénuée de conséquences, aux crimes les plus graves. Cette première analyse des données suivra d'ailleurs l'ordre chronologique des volets.

SCHEMA 18.1 : MODELE THEORIQUE

Victimisation, délinquance, et acceptation de la violence
chez les jeunes hommes suisses de 20 ans



18.2 Hypothèses à examiner

Les six hypothèses suivantes font l'objet de nos analyses statistiques :

- H1 : Plus la fréquence et la gravité des actes délinquants sont grandes, plus les traits de personnalité des délinquants vont différer de ceux des autres jeunes hommes du même âge.
- H2 : Les délinquants plus sévères se mettent dans des situations qui pourraient augmenter le risque de commettre une infraction, ainsi que leur vulnérabilité de devenir eux-mêmes victimes d'un crime (phénomène du passage à l'acte).
- H3 : Il existe une corrélation entre la victimisation vécue pendant l'enfance et la jeunesse, et la délinquance future.
- H4 : Des formes spécifiques de victimisation pendant l'enfance et l'adolescence, vont favoriser des conduites déviantes et la commission de délits du même type quand le garçon arrivera à l'âge adulte.
- H5 : Une délinquance importante à l'âge adulte a souvent des antécédents pendant l'enfance et la jeunesse, qui se manifestent sous la forme d'un *trouble des conduites*.
- H6 : Bien qu'il existe une forte corrélation entre victimisation et délinquance, une victimisation ne doit pas nécessairement mener à la délinquance. Certains individus semblent être protégés contre un développement défavorable sur le long terme.

Par rapport aux enquêtes cliniques menées sur la base d'échantillons composés de délinquants déjà connus des autorités, notre enquête présente plusieurs avantages. Tout d'abord, le fait d'avoir pour sujets l'ensemble des recrues permet d'opérer une comparaison représentative. Ensuite, le fait de tester les hypothèses sur le chiffre noir évite que des facteurs d'étiquetage des délinquants par le procès pénal viennent influencer leur perception d'eux-mêmes. Le fait que les comportements et les symptômes soient autoreportés, et non attribués par les professionnels des poursuites ou d'exécution pénales, assure encore une fois qu'il ne s'agit pas là de stigmatisations a posteriori ou de préjugés.

Cette enquête transversale portant sur toutes les recrues relève donc d'une logique épidémiologique. L'enquête transversale, (en anglais : *cross-sectional survey*) porte sur une population définie, dans laquelle on recueille des informations en une seule fois, pour chacun des sujets (RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART 1994, p.71). La définition de l'épidémiologie de l'OMS (cité dans RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART 1994, p.3) est la suivante : « *L'étude de la distribution des maladies dans les populations humaines, ainsi que des influences qui déterminent cette distribution.* » Il sera donc possible, à l'issue des évaluations descriptives, de tester le poids respectif de l'ensemble des influences, positives ou négatives, exercées sur la violence. De plus nous serions en mesure de remplir d'autres objectifs de l'épidémiologie (RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART 1994, p.9), à savoir :

- Évaluer l'efficacité des actions de prévention (situation à l'âge adulte des anciens élèves de classes spécialisées, sur les plans de la formation, de la profession ou des troubles) ;
- Évaluer l'efficacité des actions répressives (situation à l'âge adulte des garçons qui ont été interpellés par la police ou convoqués devant le Tribunal des mineurs) ;
- Évaluer les effets non prévus ou indésirables (par exemple l'influence, à l'école, des camarades de classe sur les garçons perturbés) ;

- Évaluer l'impact général sur les grands indicateurs (à savoir, l'impact d'une bonne relation entre l'élève et un enseignant sur le *trouble des conduites*)

À cet égard, il serait intéressant d'étudier également les questions sous l'angle inverse. En d'autres termes se demander pourquoi ce ne sont pas tous les individus qui ont été victimes de maltraitance qui sont devenus délinquants. En effet nous savons que toutes les anciennes victimes ne deviennent pas des agresseurs. On estime par exemple qu'une bonne partie des enfants placés dans des institutions deviendront des adultes menant une vie normale. Ces problématiques seront abordées dans de prochaines publications.

18.3 L'élaboration des questions

18.3.1 Les risques éventuels des sondages portant sur des sujets délicats

Ne sachant pas à l'avance quelles seraient les réactions suscitées par les questions très intimes et délicates que nous serions obligés de poser dans notre enquête, nous avons pris des mesures préventives afin de nous prémunir contre certaines éventualités.

On pense ici tout d'abord à des plaintes éventuelles de personnes en désaccord avec certains aspects du sondage. Ce risque provient surtout du fait qu'il n'est pas possible d'offrir beaucoup d'explications préliminaires aux sujets, afin de ne pas influencer leurs réponses avec des théories préconçues sur la délinquance et ses causes. Enfin, dans le but de se faire une certaine idée de l'acceptabilité du questionnaire auprès du public, avant sa distribution sur une grande échelle, nous l'avons soumis à la commission des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)* (auparavant : *Examens Pédagogiques des Recrues, EPR*) du Conseil national, le 28 juin 1996, et à l'État-major de l'Armée suisse. Ces derniers ont donné leur avis indépendamment, et ont approuvé aussi bien notre questionnaire que les objectifs de la recherche.

Plus que le risque de plaintes, c'était surtout la prévention contre de possibles réactions pathologiques au questionnaire qu'il fallait prendre en considération. Il est inévitable que parmi plus de vingt mille personnes il y ait des individus dont on n'ait pas décelé auparavant la vulnérabilité (en l'occurrence des troubles mentaux). Ces derniers peuvent avoir des difficultés à supporter le stress de l'école de recrues, difficultés qu'un trouble peut exacerber. Ainsi, chaque année, des suicides sont commis pendant cette période. Pour éviter qu'un tel accident ne soit déclenché ou facilité par cette enquête, nous avons pris des mesures afin de nous assurer de l'identification, ainsi que de la prise en charge des recrues à risque. Les médecins des écoles, de même que les experts des *ch-x*, ont donc été informés du contenu de l'enquête. De plus les recrues avaient la possibilité de nous contacter directement par téléphone ou par écrit.

18.3.2 Recenser les délits

La difficulté de recenser de « vrais » délits à l'aide de questionnaires écrits a souvent été observée par ceux qui utilisent cette méthode (THORNBERRY in : KLEIN 1988, p.347ss). Il n'est par exemple pas possible de réduire le nombre de catégories nominales de différents actes, puisqu'on ne peut pas réduire la complexité du comportement humain à des notions très générales qui recouvrent les dimensions principales de la délinquance telles que « violence », « délinquance financière » etc. Si l'on ne veut pas confondre les particularités des délinquants récidivistes plus graves avec celles des autres délinquants, les fréquences des actes considérés doivent également être comptabilisées (KILLIAS 1991, p.77). Dans le cas contraire, on s'expose au risque de donner lieu à des malentendus portant sur les phénomènes qui

accompagnent (en anglais : *correlates*) la délinquance plus importante de quelques individus. Enfin nous avons jugé nécessaire de formuler des items concernant les circonstances dans lesquelles les actes ont pris place, afin d'évaluer la gravité de ceux-ci. Les sujets participant aux sondages en criminologie ont souvent tendance à mentionner des actes banals, soit des blagues ou des conduites déviantes ou encore des bêtises sous les termes de « vol », ou de « violence ». Ces « péchés de jeunesse » ne sont pas toujours des infractions au sens de la loi, puisqu'il leur manque l'élément de la culpabilité subjective découlant de l'intention délinquante. C'est la raison pour laquelle un questionnaire sur la délinquance autoreportée doit inclure les items spécifiant la gravité des actes. Ce sont les questions consécutives ou *follow-up questions*. Pour bien représenter la délinquance autoreportée dans un sondage, les questions doivent couvrir une très grande gamme de comportements et inclure la fréquence de ceux-ci. Les listes doivent contenir l'éventail de chaque type d'acte, du plus banal, au crime le plus grave.

La saisie de vrais délits au moyen d'un questionnaire écrit n'est pas chose facile. On relève avec la méthode des questions consécutives, des indicateurs pour certains délits. En effet la définition officielle de ces infractions peut être compliquée et différer d'un pays à l'autre. En principe seuls les procureurs et les juges sont autorisés à qualifier un acte d'infraction. En effet nous ne pouvons pas être absolument certains que les délits cités ont effectivement été commis. Pour des raisons de simplicité et de terminologie, nous les appellerons quand même *hold-up*, *racket*, *extorsion*, *agression*, *rixes*, *brigandage*, *lésion corporelle*, *contrainte sexuelle* ou *viol*. Cette méthode a de grands avantages car les sujets hésitent moins à se dévoiler quand il s'agit de nommer un comportement général, contrairement à des questions sur des incidents très spécifiques. En ce qui concerne le *brigandage* et le *viol*, le fait de désigner ce type de délits de façon indirecte s'est révélé très fructueux. Comme nous avons pu le remarquer par rapport aux questions portant sur les armes illégales (c'est-à-dire le poing américain), le taux de non-réponses est plus grand dans ce domaine par crainte de non garantie d'anonymat. De plus une terminologie subtile évite le danger de provoquer les jeunes à faire des blagues.

Après avoir relevé dans le détail l'ensemble des comportements de l'échantillon total, le chercheur se pose ensuite la question de savoir comment ramener la complexité des informations obtenues dans le cadre de quelques tableaux significatifs. Par exemple, qu'est-ce qui doit être considéré comme le comportement le plus grave ? Le fait d'avoir menacé une personne inconnue avec une arme lors d'un *hold-up* sans blesser cette personne ? Ou bien celui d'être fréquemment impliqué dans des bagarres avec des bandes de jeunes ? Le même problème se pose d'ailleurs concernant la victimisation : quels sont les traumatismes graves et quels sont les événements qui sont moins importants ? Est-ce qu'une tentative de harcèlement sexuel par le père est plus traumatisante que des abus réguliers par un camarade de classe, ou bien est-ce l'inverse ? Dans notre étude, nous voulions notamment mesurer sur une échelle la délinquance générale, la violence exercée contre des personnes et les transgressions d'ordre sexuel selon leur gravité. Les questions étaient formulées selon une approche phénoménologique, sans nous servir dès le départ des échelles préétablies (par exemple l'approximation des dimensions de GLUECK ou du *trouble des conduites*). L'avantage de cette procédure est qu'elle nous permettra par la suite de choisir librement les échelles ou les dimensions.

18.3.3 Évaluer les problèmes d'ordre psychologique ou psychiatrique

La psychopathologie, lorsqu'elle cherche à évaluer la prévalence des maladies psychiques, est confrontée aux mêmes problèmes concernant le chiffre noir que la criminologie, qui essaie d'évaluer l'importance de la délinquance non détectée par les autorités. Or, dans la recherche sur ces phénomènes, les instruments ne sont pas adaptés à la population non psychiatisée.

Ainsi, bien souvent, on ne sait pas grand-chose sur la prévalence des symptômes parmi la population générale. Et si l'on fait des études assez larges pour répertorier un nombre de malades statistiquement suffisant, il faut recourir à des sondages autoreportés, les sujets devant remplir eux-mêmes les questionnaires. La validité des items destinés à recenser les symptômes n'est donc pas garantie a priori. On a pourtant de bonnes raisons de penser que les méthodes de recherche utilisées en psychopathologie sont dans l'ensemble valides et relativement fiables. En effet les diverses études utilisant chacune des instruments différents parviennent tout de même à des résultats très semblables et dans l'ensemble plausibles, ce qui nous laisse penser que les concepts utilisés dans ce cadre sont en fait pertinents.

En plus des difficultés concernant la saisie des « vrais » délits à l'aide de questionnaires écrits, ainsi qu'avec cette méthode de récolte de données, il y a aussi les problèmes liés au diagnostic des perturbations. En droit, seul le juge est habilité à constater une infraction. Cette constatation est faite sur la base de la lecture du dossier et de la connaissance qu'il a de l'accusé. Dans le domaine de la psychopathologie, ce sont les psychiatres et les psychologues qui, après un examen clinique approfondi, peuvent déterminer si l'individu souffre d'une perturbation psychique. Avec un questionnaire anonyme écrit, il est évident que l'on ne peut que se rapprocher des phénomènes cliniques de la psychopathologie définis dans les manuels, ou de la délinquance telle qu'elle est définie par le Code pénal d'un pays.

Néanmoins, en dépit de la fréquentation plus intensive et de la connaissance personnelle du patient dont bénéficie le professionnel, la fiabilité des diagnostics en psychopathologie n'est pas du tout optimale. Ce fait n'est d'ailleurs pas l'apanage de la psychiatrie ou de la psychologie. En effet les diagnostics en médecine générale, de même que les sentences pénales, ne sont pas toujours fiables, ni valides. En d'autres termes, et statistiquement parlant, l'accord entre différents spécialistes sur l'évaluation d'un patient ou d'un accusé donné est encore trop rare. Même dans le cadre des recherches utilisant des instruments contrôlés, la fiabilité entre experts jugeant un patient (en anglais : *interrater-reliability*) ne dépasse bien souvent pas un COHEN's kappa de $\kappa=0.5$. En effet chaque expert, selon sa propre personnalité, va appliquer une autre pondération aux particularités qu'il a notées et aux symptômes relevés par les tests (cf. SARTORIUS, BROOKE & LIN in : HARE & WING 1970, p.133ss). De ce point de vue, le recueil des données par le biais d'un questionnaire écrit anonyme présente l'avantage de traiter tous les sujets de façon égale et permet d'éviter le problème du biais lié à la personnalité de celui qui évalue le sujet (cf. MECHANIC in : HARE & WING 1970, p.8).

La psychopathologie part de la présomption que chaque diagnostic implique un syndrome (constellation typique de symptômes) sous-jacent, qui doit être décrit séparément quant à son étiologie, sa progression et les approches thérapeutiques qu'il requiert. Nous avons donc regroupé quelques syndromes importants sur la base de questions portant sur les indicateurs de symptômes ressentis. Le symptôme d'une pathologie psychique est un signe au sens large. Souvent, le symptôme indique une souffrance, mais ce n'est pas toujours le cas. Parfois, le patient ne souffre pas du tout (p.ex. lors d'un épisode d'euphorie maniaque), ou fait souffrir les autres à travers son symptôme (p.ex. en dévalorisant les autres). D'autres signes ne sont pas conscients parce qu'ils sont basés sur la défaillance de fonctions mentales importantes. Par conséquent, on ne peut pas relever tous les symptômes à l'aide d'un questionnaire. De plus, il s'avère parfois difficile de spécifier tel niveau de gravité dans le questionnaire, sans perdre trop de temps sur une seule question. Cela a notamment été le cas pour le critère de la cruauté envers des animaux, qui est l'un des éléments du diagnostic du *trouble des conduites* du DSM-IV. Nous avons finalement renoncé à introduire cet élément dans le questionnaire. Beaucoup d'enfants, à un certain âge, sont cruels envers des animaux, par exemple en tirant la queue d'un chien, ou en découpant des mouches, sans que ce comportement atteigne la gravité prévue dans le DSM-IV. Les symptômes qui indiquent un manque (relatif à certaines fonctions), par exemple dans la capacité à former des liens, sont également difficiles à relever

à partir de la perspective de la personne concernée. Un autre indicateur de perturbation, à savoir la question 35b portant sur le déficit de l'attention/hyperactivité, n'est pas suffisamment discriminant. Beaucoup de recrues ayant eu des difficultés à l'école l'ont cochée. On trouvera donc dans ce groupe, d'une part, les recrues ayant souffert du déficit de l'attention/hyperactivité, mais également les recrues qui ont rencontré des difficultés parce qu'ils étaient de langue maternelle étrangère, ou bien parce qu'ils présentaient des déficits cognitifs, ou encore des sujets qui ne pouvaient pas se concentrer à l'école parce qu'ils étaient préoccupés par des problèmes familiaux. Il aurait donc fallu relever davantage de critères diagnostiques pour cibler plus précisément les garçons qui ont eu ce syndrome, mais cela n'a pas été possible faute de place.

D'autres diagnostics comme celui de la dépendance à des substances ont été impossibles à opérationnaliser étant donné que nous ne disposions pas d'informations cruciales concernant la condition physique du sujet et la gravité de la consommation. Par conséquent, nous nous sommes contentés de relever les problèmes d'abus de substances.

En revanche les concepts basés sur des syndromes définis par de multiples critères se sont révélés assez stables dans l'opérationnalisation. De plus la grande majorité des critères relevés à l'aide des questions figurent dans d'autres recherches qui se sont avérées fiables et valides, à savoir les critères mentionnés dans le DSM-IV qui reprennent les résultats de ROBINS. La stabilité du concept opérationnalisé se manifestait par le fait que l'on pouvait en modifier légèrement la définition, ce qui permettait de comparer plusieurs définitions possibles du concept (par exemple si on voulait considérer un critère comme étant rempli si un comportement avait été commis plus de 6 fois ou seulement à partir de 20 fois) – sans que ces changements aient eu un grand effet sur l'application du concept aux différents groupes de délinquants, ou aux différents groupes de recrues présentant d'autres symptômes. Par exemple, nous avons testé plusieurs définitions du *trouble des conduites* qui étaient proches de celle du DSM-IV. Avec chacune, on a obtenu à peu près les mêmes pourcentages de recrues qui ont présenté ce trouble et qui l'ont présenté sous sa forme grave. En outre, en comparant divers groupes à risques (criminels violents, délinquants sexuels, recrues qui présentaient pendant leur enfance des comportements autodestructeurs) nous nous sommes aperçus que les prévalences des recrues concernées par le *trouble des conduites* restaient similaires. Il en va de même en ce qui concerne la *personnalité antisociale* et le *trouble dyssocial* selon RAUCHFLEISCH (1981). Ce dernier concept a déjà été utilisé par l'auteure dans le cadre d'une étude sur des toxicomanes, dans laquelle la fiabilité des critères relevés par différents cliniciens avait été examinée (HAAS, 1991). Un jugement identique avait alors été atteint dans 44% des cas au minimum et dans 70% des cas au maximum. Une divergence totale des jugements sur le même patient par rapport à chacun des critères était rare, soit 9% de divergence dans la catégorie « désintégration du moi » et aucune divergence entre experts dans la catégorie « troubles relationnels » (HAAS, 1991, p.61). La conceptualisation des syndromes par les auteurs du DSM-IV et par RAUCHFLEISCH (1981) et leur stabilité observée dans la présente étude, est certainement le produit de la validité et de la fiabilité intrinsèque des syndromes.

18.3.4 Le questionnaire « Expériences de vie et comportements »

Le questionnaire « *Expériences de vie et comportements* » a été construit selon le modèle théorique et selon les exigences mentionnées dans les paragraphes ci-dessus. On le trouvera en annexe. Dans l'exemplaire en français les fréquences des réponses données à chacune des questions ont été ajoutées. Les recrues devaient cocher les catégories dans les carrés vides, comme on peut le voir dans les versions allemande et italienne.

Lors de l'élaboration de nos questions, nous avons veillé à ce que les recrues ayant des déficits scolaires soient elles aussi en mesure de compléter le questionnaire. Ainsi nous avons fait en sorte que les questions comportant dans leur énoncé de longues phrases, soient placées à la fin.

Les questions portent notamment sur les expériences de violences commises, de victimisations vécues pendant l'enfance et la jeunesse, sur les relations familiales et scolaires pendant cette même période, et au cours des douze derniers mois précédant le début de l'école de recrues. Cette recherche procède donc d'une logique rétrospective. Étant donné que les jeunes de vingt ans se souviennent encore très bien de ce qui s'est passé puisqu'ils sont encore très proches de leur enfance, la précision des réponses ne peut être qu'optimale. De plus, comme ils démarrent leur vie d'adulte, ils possèdent déjà un point de vue qui leur est propre. Certains des éléments de leur biographie (comme les expériences scolaires, le climat familial) seront mis en relation avec les comportements violents et les expériences de victimisation à l'âge adulte, ainsi que leurs attitudes face à la violence. L'enquête de FARRINGTON (1988 p.418), a montré que les informations relevées rétrospectivement sur la délinquance juvénile à l'âge de trente ans ou plus, ne sont plus très précises. Il semble que les personnes d'âge moyen, à la différence des jeunes adultes de vingt ans, soient plus réticentes à se dévoiler. On attribue cet effet au conformisme, croissant avec l'âge, et aux craintes que ressentent les individus plus âgés d'être jugés par les personnes appartenant à leur milieu professionnel. Ainsi l'âge qu'ont les recrues apparaît comme un moment particulièrement propice pour relever en même temps les événements passés et les comportements récents.

En construisant le questionnaire, nous avons pris garde d'éviter le phénomène du *telescoping*. Le terme se réfère à la difficulté de dater avec précision les souvenirs d'une période bien définie. Les personnes interrogées peuvent dater postérieurement certains événements dans la période que les chercheurs ont définie comme période de référence (*forward telescoping*) ; ils peuvent aussi se souvenir d'événements passés qui ont effectivement eu lieu au cours de cette période mais ne plus se les remémorer correctement dans l'échelle du temps (*backward telescoping*) (COLEMAN & MOYNIHAN 1996, p.78). Dans le but d'éviter ce type d'erreur, nous avons veillé à choisir des intervalles de temps clairement définis. Par exemple, la période de l'école primaire et celle de l'école secondaire. Pour faciliter les souvenirs concernant la période des douze mois précédant l'entrée à l'école de recrues, nous avons d'abord demandé à ces jeunes hommes de préciser dans le questionnaire le mois précis de l'année où ils ont commencé l'école de recrues.

Le type d'étude par questionnaire écrit, réalisé par les *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues*, fait partie des méthodes de recherche habituelles et internationalement reconnues en sciences humaines. Il existe des recherches expérimentales comparant différentes méthodes d'interviews portant sur des expériences de victimes d'infractions. Les tests – comparant les interviews par téléphone, face à face et écrites – ont confirmé que les différentes méthodes donnent des résultats plus ou moins comparables, avec certaines nuances. Cependant il n'existe aucune méthode de recherche en sciences humaines complètement « objective » et exempte de biais. Les entretiens face à face souffrent de ce que l'on appelle *l'effet de l'expérimentateur*. La personnalité et les opinions de la personne qui mène l'entretien influencent considérablement les réponses des sujets, et ce malgré la volonté d'objectivité de l'expérimentateur. La méthode des questionnaires écrits donne des résultats un peu plus précis, notamment en ce qui concerne les événements plus éloignés dans le temps ou moins présents dans la mémoire. Les entretiens face à face ne permettent pas de révéler les expériences « compromettantes » ou délicates, d'une manière aussi satisfaisante.

Pour découvrir les éventuels actes de délinquance de la personne interrogée, de même que pour étudier les traumatismes graves et peut-être « cachés » qu'elle a vécus, la méthode écrite s'avère nettement plus efficace (COLEMAN & MOYNIHAN 1996 p.51 ; p.56). Nous tenons à

préciser que COLEMAN et MOYNIHAN écrivent dans leur conclusion qu'ils préfèrent l'entretien face à face aux questionnaires anonymes écrits. Cet avis nous paraît surprenant. HINDELANG, HIRSCHI & WEIS (1981, p.120) ont dirigé une étude en utilisant différentes méthodes pour relever les données. Leur conclusion était la suivante : l'entretien face à face donne rarement de meilleurs résultats que le questionnaire anonyme.

Le questionnaire écrit possède également l'avantage de fournir exactement les mêmes conditions pour tous les sujets, alors que la manière dont se déroulent les entretiens peut varier énormément selon la personnalité de l'enquêteur (LEVINE 1978, cité dans SCHNEIDER 1987 p.215). C'est pour cette raison que de nombreuses recherches portant sur les abus sexuels recourent à cette méthode. Lorsqu'ils sont adressés à la population et envoyés par poste, les questionnaires écrits présentent l'inconvénient de ne recueillir qu'un taux assez faible de réponses. Normalement, seuls 20% à 30% des questionnaires envoyés sont retournés. En revanche les *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)* ont bénéficié d'une très bonne participation.

En lisant le questionnaire, on constatera que les termes juridiques tels que *lésion corporelle*, *brigandage*, *viol* ont été évités. En effet l'interprétation correcte des mots désignant ces actes est difficile à expliquer à tous ceux qui ne maîtrisent pas ces concepts et aurait pu entraîner des confusions inutiles. Pour cette raison, nous avons mis en évidence toute une gamme de conduites inappropriées qui ne constituent pas toutes des infractions au sens juridique du terme. De plus les frontières entre un comportement contraire aux règles de la morale et un délit sont parfois assez floues. Naturellement, grâce à cette procédure, on mettra en évidence un grand nombre d'actes de peu d'importance plutôt que de véritables délits. Nous avons également évité autant que possible les mots porteurs d'un jugement moral tel que *prostitution*. Il était en effet important de rester aussi neutre que possible dans la description des actes déviants ou délinquants. Cette objectivité est nécessaire, non seulement pour éviter d'influencer les sujets en portant un jugement sur leur comportement, mais aussi parce que l'expérience professionnelle aux côtés des délinquants a montré que la portée des événements – soit des actes commis, soit des expériences subies – n'est pas toujours consciente, même si ces événements reviennent en mémoire sans aucune difficulté. En revanche, au cours de l'évaluation des réponses, nous n'avons pas hésité à utiliser les mots et les expressions appropriés – en termes de qualification pénale –, tout en tenant compte des circonstances ayant accompagné les événements rapportés par les jeunes hommes. En expliquant les déviations éventuelles de la définition juridique précise, nous avons ensuite interprété les événements selon les catégories juridiques ou psychosociales, afin de pouvoir comparer nos résultats à ceux d'autres enquêtes de criminologie. Au cours de cette procédure d'interprétation des comportements au niveau légal, nous avons été assez restrictifs afin de ne rien dramatiser. Cette logique s'inscrit toujours dans les limites qui nous sont imposées par le biais inhérent à notre échantillon, dans le sens où nous allons mettre en évidence le minimum de prévalence d'infractions d'ordre sexuel ou violent, sachant que le maximum de prévalence de ce type d'actes ne peut être mesuré.

18.3.5 Les pré-tests

Pour tester le questionnaire que nous avons construit, nous avons effectué simultanément trois pré-tests en 1996, dans chacune des trois langues, auprès d'une centaine de recrues. Une fois ces premiers questionnaires remplis, l'équipe de l'*Institut de Police Scientifique et de Criminologie (IPSC)* s'est entretenue avec les recrues au sujet de la compréhension générale du questionnaire. On leur a aussi demandé s'ils étaient prêts à répondre à ce type de questions et si l'objectif de cette enquête les intéressait. Lors de ces pré-tests, nous avons déjà pu constater que l'intérêt des jeunes hommes pour ce type d'enquête était relativement

important ; nous n'avons pas rencontré de véritables réticences qui auraient pu empêcher une forte participation.

18.4 La mise en œuvre du sondage anonyme

Étant donné que les questions sur la violence exercée ou subie touchent à la vie privée, nous nous sommes demandé si l'on pouvait exiger des personnes interrogées qu'elles répondent à des questions aussi intimes et délicates. Nos pensées allaient surtout vers celles qui avaient véritablement souffert de la violence. Ainsi, nous avons pris toutes les précautions pour que l'anonymat complet soit garanti. Les mesures suivantes ont été prises afin d'éviter une gêne des recrues pendant qu'elles remplissaient le questionnaire :

- Les experts des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues* se sont contentés d'assurer la discipline, mais ont évité toute indiscretion en ne manifestant pas le moindre intérêt pour les réponses ;
- Dans les salles de théorie (salles de classe dans les casernes), les recrues étaient séparées par de grands espaces, comparables à ce qui se pratique lors d'examens importants ;
- La recrue qui avait terminé le questionnaire devait rester à sa place ;
- Tous les questionnaires ont été versés dans une urne, qui a préalablement été placée au milieu de la salle dès le début des épreuves.

C'est sans doute cette garantie manifeste d'anonymat qui a permis d'obtenir autant de réponses honnêtes sur des comportements parfois très sensibles. En fait, parmi les feuilles de commentaires, nous n'avons trouvé aucune remarque selon laquelle les mesures que nous avions prises pour préserver l'anonymat des répondants n'auraient pas été respectées lors du sondage.

18.5 Le codage des réponses

L'*Office fédéral de l'informatique* a numérisé les questionnaires avec le nouvel OCR-scanner et a ensuite transmis les fichiers au *Centre informatique* de l'Université de Lausanne. En dépit de l'aspect un peu pionnier du travail, tant pour l'Office fédéral de l'informatique que pour notre institut, notamment avec la gestion d'une banque de données aussi importante, la collaboration entre les deux services et l'organisation s'est déroulée au mieux. Le nombre d'erreurs de compréhension par la machine a ainsi pu être grandement minimisé par rapport aux anciennes méthodes (seuls 8 questionnaires sur 21'347 n'ont pas été saisis intégralement et ont été exclus pour cette raison).

18.6 Les réactions suscitées par le questionnaire

Selon les informations obtenues grâce aux remarques des recrues sur le questionnaire ainsi que celles des responsables de cet examen, à savoir les experts pédagogiques et M. KARL HALTNER de l'école militaire supérieure de l'ETH Zurich, cet exercice semble avoir été réalisé à la satisfaction de tous. Les nombreuses cartes-réponses qui nous sont parvenues (près de 5'000), sur lesquelles les recrues pouvaient demander qu'on leur envoie le résumé des résultats, témoignent également du vif intérêt que les jeunes gens ont porté à cette enquête. Selon les commentaires de la dernière page du questionnaire et les informations données par les experts qui étaient sur place, les recrues ont manifesté un intérêt certain pour cette enquête. Nous avons reçu beaucoup de commentaires positifs, de critiques constructives ou d'explications personnelles. En voici quelques exemples :

*« Dommage que ce questionnaire ne laisse pas la possibilité de s'exprimer plus. Les questions sont fermées (croix dans les carrés)
– Je sais que c'est pas facile pour vous mais quand même – »*

(Commentaire N°66, orthographe originale)

*« Il serait judicieux d'utiliser du papier recyclé. Merci.
J'ai répondu à ce questionnaire avec sérieux, il serait bien que vous fassiez de même avec mes réponses. »*

(Commentaire N°82, orthographe originale)

Le fait que nous n'ayons pas utilisé du papier recyclé a d'ailleurs été critiqué à plusieurs reprises dans les commentaires. En fait, cela n'a pas été possible pour des raisons techniques liées à la lecture par le scanner.

La recrue qui a dessiné l'homme à la moustache nous a fait parvenir le commentaire suivant :

« Puisque cette chose reste anonyme, j'avais pas de peine à répondre à toutes ces questions personnelles. Il était intéressant de voir comment le passé et les images d'auparavant sont réapparues à travers les questions (et en outre, nous n'étions pas obligé pendant ce temps de courir dehors). »

(Commentaire N°50, traduit de l'allemand)



L'homme avec la moustache (N°50)

Un certain nombre de recrues ont émis quelques critiques sur la dernière page. En revanche nous n'avons reçu aucune plainte sérieuse, ce qui est extraordinaire si l'on considère que parmi vingt mille personnes, il doit pourtant exister un pourcentage non négligeable d'individus, qui pour diverses raisons, sont opposés à cette démarche. Les commentaires les plus défavorables à l'enquête ou à sa réalisation seront néanmoins mentionnés ici :

« C'est vraiment le truc le plus débile que j'ai répondu de toute ma vie. Si vous avez rien d'autre à faire, autant jouer aux billes ! »

(Commentaire N°105, orthographe originale)

« Je ne vois pas ce que de telles questions peuvent apporter à la jeunesse. Cela servira tout au plus à faire des statistiques »

(Commentaire N°91, orthographe originale)

Par souci de transparence, nous ajoutons ici les trois commentaires que nous avons considérés comme étant les plus acerbes :

« C'est le sommet ! ! ! Une telle enquête débile à l'école de recrues ! Mes « réponses » sont par principe fausses, ou pas remplies du tout ! ! S'il y a quand même des jeunes citoyens intègres ayant rempli correctement ce questionnaire, jetez le mien dans la poubelle ! Point positif : permet de dormir une heure ! Fuck the army. »

(Commentaire N°174, traduit de l'allemand)

*« C'est la plus grosse merde que j'ai jamais faite dans ma vie
Un véritable test psycho. Test idiot. Après un tel test on devient dingo,
certainement les questions. Une vraie merde. C'est la première et la dernière fois
que je rempli un questionnaire pareil. Vous devriez faire vous-mêmes un test
comme ça, pour voir si vous marchez encore correctement. À vous idiots.
Salutations »*

(Commentaire N°96, traduit de l'allemand)

*« Ceux qui liront ces lignes sont des ânes ! Vous gagnez trop avec ce
questionnaire. Votre travail n'est pas assez producteur, et donc vous ne méritez
pas votre salaire. Vous ne salissez jamais vos mains. Vous n'avez aucune idée du
vrai travail. Mais, ne soyez pas gênés, les sots comme vous sont déjà beaucoup
trop nombreux. Même si cette enquête a un but, elle est trop coûteuse. Moi, je
remplie gratuitement ce questionnaire, comprenez, gratuitement ! Mais vous ne
savez toutefois pas ce que c'est le travail gratuit, hein ? Vous avez noté que je ne
vous aime pas ! Vous êtes pour moi, un chien paresseux, qui ne veut pas se salir
les doigts et qui encaisse beaucoup d'argent. Ne le prenez pas trop au tragique.
Dieu a créé beaucoup de petits canards stupides, malheureusement vous êtes
devenu un cygne stupide ! »*

(Commentaire N°104, traduit de l'allemand)

Celui qui connaît le style des critiques formulées sous couvert de l'anonymat sait bien que les commentaires ci-dessus sont relativement « mesurés » par rapport à la violence qu'ils pourraient exprimer. En fait, sachant que les lettres ou les téléphones anonymes reçus par les journaux et par les politiciens en relation avec les questions d'actualité sont parfois virulentes, nous estimons que nous avons été largement épargnés par les blâmes et menaces les plus vifs. Étant donné que parmi vingt mille personnes, il se trouve certainement une petite quantité d'individus qui ne sont pas très stables psychiquement, nous avons pris des précautions pour que les experts et les officiers militaires soient informés de nos objectifs et du contenu du sondage. Il a même été donné aux recrues la possibilité de nous contacter. À la fin de l'année 1997, le résultat était très rassurant et nous a convaincus que ce type de recherche ne portait pas préjudice aux personnes interrogées. Contrairement à ce que nous pouvions attendre ou plutôt redouter, nous n'avons constaté aucune réaction inattendue qui aurait été provoquée par quelques questions un peu délicates. À sa demande, une des recrues a été dispensée de répondre au questionnaire. Une autre recrue nous a transmis une remarque par rapport à ses tendances suicidaires sur la feuille de commentaires, signée avec son nom entier (commentaire N°153, cité dans le chapitre 9. Psychopathologie). Nous avons ainsi pu la diriger vers une personne qualifiée, en l'occurrence le médecin de l'école de recrues concernée. Dans toutes les écoles, sur plus de vingt milles recrues, deux hommes seulement ont manifesté une réaction particulière vis-à-vis du questionnaire. Ainsi, quelques mesures de prévention ont permis d'éviter que les risques éventuels liés aux questions délicates ne surviennent. Étant donné que ces deux personnes – dans un état psychique fragile – ont été

capables de prendre des mesures appropriées pour se faire aider, nous pouvons affirmer que les sondages de victimisation ne sont pas nuisibles. De plus ils peuvent, le cas échéant, permettre à une personne isolée de faire part de sa détresse et de trouver par la suite une aide appropriée. Comme l'illustrent les extraits ci-dessous, plusieurs commentaires ont mis en évidence le fait que les personnes interrogées ont, d'une façon générale, apprécié l'auto-réflexion suscitée par le questionnaire :

« Juste un mot pour vous dire que ce questionnaire est très complet. Ce qui est bien c'est que pour une fois on réfléchit sur ce que l'on a fait ou subi. Merci. »

(Commentaire N°48, orthographe originale)

« Cette enquête était vraiment assez intéressante, car elle vous montre une image de vous-mêmes que vous n'avez pas connue auparavant. Je me demande comment les résultats seront évalués. Est-ce que l'étude concerne les recrues individuelles ou est-ce que vous allez évaluer un type « moyen » ? J'espère recevoir des informations. Maintenant je suis heureux que c'était ma dernière dissertation, parce qu'après avoir passé mon diplôme, j'en ai marre d'écrire. »

(Commentaire N°43, traduit de l'allemand)

« En fait, des histoires oubliées refont surface »

(Commentaire N°49, traduit de l'allemand)

« Personnellement je trouve ce questionnaire assez intéressant, car on peut faire passer en revue toute la vie. Ceci est un aspect positif, parce que l'on se souvient de choses que l'on avait déjà oubliées. Je trouve que la longueur et les répétitions des questions sont un point négatif. Je pense qu'on pourrait faire cette enquête sur 20 pages aussi. »

(Commentaire N°45, traduit de l'allemand)

Dans une situation d'anonymat des personnes timides osent s'ouvrir et prennent conscience de leur besoin d'exprimer leurs difficultés dans un cadre plus personnel. Sur la base de cette expérience, des centres de conseils psychologiques ont été créés (en Suisse *La main tendue*). On peut penser qu'un sondage comme le nôtre peut, dans certains cas, avoir un effet comparable.

18.7 La qualité des réponses obtenues

La question la plus fréquente qu'on nous pose concerne l'exactitude des réponses obtenues. Il est vrai qu'il existe plusieurs raisons pouvant amener des réponses peu fiables. Ce sont en particulier :

- Des déficits scolaires, que présentent un nombre important de sujets ;
- Des symptômes de psychopathologie, qui influencent la manière de remplir le questionnaire comme l'impulsivité. L'individu impulsif, perdant patience par rapport à une question particulière, peut cocher les items extrêmes de cette question, sans qu'il fasse de même pour d'autres questions tout aussi délicates ;
- Le refus de répondre ou les attitudes d'opposition, qui se manifestent sous la forme de questionnaires incomplets ;
- Des erreurs de cochage

- La manipulation consciente de l'enquête par le biais de réponses qui ne sont pas sincères. On peut différencier deux sous-formes de ce type de manipulations :
 - La simulation d'une délinquance inexistante (par exemple des plaisanteries) ;
 - La dissimulation d'une délinquance existante par le biais de réponses fausses ou banales.

En conséquence, nous avons pris des précautions afin d'obtenir la plus grande validité possible.

Déficits scolaires : mesures préventives dans la planification du questionnaire et analyse systématique des questionnaires incomplets.

Impulsivité dans le cochage : contrôle de tous les cas douteux, à savoir les individus qui ont coché tous les items extrêmes d'une question donnée, toutes les victimes, sans que la crédibilité des autres réponses ait été remise en question. Étant donné que ce comportement est un symptôme très typique des délinquants, nous avons laissé ces sujets dans l'échantillon. Nous reviendrons le cas échéant sur l'interprétation que nous pouvons faire de ces données.

Refus de répondre : offrir cette option de manière discrète pour réduire la résistance ; analyse systématique des questions non remplies, des questionnaires incomplets et interprétation des refus.

Erreurs : analyse systématique et interprétation des erreurs.

Manipulation : recherche systématique des cas douteux.

Simulation : exclusion de 25 questionnaires concernés (0.1% de l'échantillon) ;

Dissimulation : selon une estimation basée sur l'enquête de CLARK et TIFFT (1966), on doit compter avec un effectif d'environ 75 individus qui cachent une délinquance sérieuse. Leur identification s'avère impossible !

Par la suite, nous allons traiter plus en détail toutes ces sources d'erreur possibles.

18.7.1 Questionnaires incomplets

Des raisons différentes peuvent expliquer le fait qu'un questionnaire n'ait pas été rempli complètement. En effet il peut s'agir en premier lieu d'un refus de participer ou bien de problèmes de lecture. Si les hommes totalement illettrés et ayant de graves problèmes intellectuels sont probablement jugés inaptes à servir, certaines recrues peuvent très bien présenter une incapacité partielle à lire ou écrire.

Tableau 18.1 : Questionnaires complétés et questionnaires incomplets

Recrues parvenues jusqu'à :	%	N	Ayant répondu à au moins 80% des questions précédentes	Ayant indiqué un échec scolaire	N'ayant pas indiqué leur formation
Question 91 (la fin)	98.08	20'904	81.8%	7.8%	0.2%
Question 90 - question 75	1.43	305	90.2%	18.4%	1.3%
Question 74 - question 64	0.14	29	82.8%	31.0%	3.5%
Question 63 - question 40	0.22	47	70.2%	12.8%	6.4%
Question 39 - question 13	0.03	8	–	0.0%	12.5%
Question 12 - question 1	0.10	21	–	0.0%	100.0%

N=21'314

Ceux qui ont terminé avant la question 64 semblent davantage ne pas vouloir participer. Ayant contrôlé les numéros des questionnaires, nous avons constaté que parmi les 21 sujets qui ont arrêté de répondre avant la question 12, il y en avait au moins dix qui portaient des numéros consécutifs. C'est-à-dire qu'ils étaient probablement assis l'un près de l'autre. Parmi le reste des questionnaires incomplets, nous avons trouvé beaucoup de couples, trios ou d'exemplaires de numéros proches, qui laissent à penser que deux recrues ont été assises l'une derrière l'autre et ont pu communiquer. Il serait certainement illusoire de croire que dans chacune des classes de recrues, la discipline ait pu être complètement assurée. Cependant, en considérant l'ensemble des résultats, on voit que les problèmes disciplinaires n'ont joué qu'un rôle négligeable dans la mise en œuvre des *ch-x* en 1997.

Dans la grande majorité des écoles la discipline semble avoir été bonne. Le refus total de participer a été seulement de l'ordre de quelques recrues (environ 70 personnes).

Il semble que les capacités scolaires jouent un rôle important chez ceux qui ont arrêté de remplir le questionnaire entre la 64^e et la 74^e question ou bien qui n'ont pas rempli 80% des questions. Pour cette analyse, nous avons considéré comme « échec scolaire », le fait de n'avoir accompli aucune formation professionnelle jusqu'à l'âge de 20 ans (même pas de cours ou d'apprentissage de courte durée). L'échec scolaire peut aussi être lié au fait d'avoir interrompu sans diplôme toute école ou apprentissage (cf. les deux premiers niveaux du tableau 7.3 dans le chapitre : 7. « La vie des jeunes adultes »). Le biais des déficits scolaires a déjà été découvert lors des pré-tests. Nous avons ainsi constaté que la différence de capacités scolaires entre les recrues était énorme. Ceux qui bénéficiaient d'une bonne formation ont en général rempli le questionnaire au bout de vingt minutes, alors qu'un très petit nombre de recrues (auquel nous nous intéressons tout autant) a eu des difficultés à lire et à écrire. Ces derniers ont eu une certaine peine à venir à bout du questionnaire dans l'heure prévue pour les *ch-x*. Malgré tout, on peut estimer que le questionnaire était en général bien adapté, puisque 80% des recrues ont pu répondre à au moins 73 (=80%) des 91 questions. En considérant aussi la réticence à remplir certaines questions spécifiques, nous situons le pourcentage de recrues qui a eu des lacunes scolaires trop importantes pour terminer toutes les questions, à un taux d'environ 8%. À ajouter peut-être que ces derniers n'ont pas nécessairement suivi l'ordre des questions. Parfois, ils ont sauté des questions qu'ils n'avaient pas comprises.

C'est d'ailleurs volontairement que les questions sur les attitudes et les relations sociales (questions 75 à 91) ont été placées tout à la fin du questionnaire. En effet celles-ci sont plus denses et ont pour notre étude une importance moindre, comparativement aux questions

relatives à la délinquance proprement dite. On estime que l'échec scolaire et le manque de ressources intellectuelles sont des variables qui exercent une influence importante sur les comportements violents ; par conséquent, on doit admettre que si nous avons utilisé un questionnaire trop long, une partie de la population aurait été écartée une fois de plus (au moins en ce qui concerne les questions de la seconde moitié du questionnaire).

Il est malheureusement regrettable que nous ne possédions aucune information sur la délinquance à l'âge adulte des 76 recrues (0.3%) qui ne sont pas parvenues jusqu'à la question 64. Bien entendu, les personnes qui ont été en échec scolaire et les individus souffrant d'un manque d'intelligence ont certainement rencontré des problèmes pendant la lecture du questionnaire ; mais elles sont parfois très bien intégrées dans la société. On ne peut donc pas automatiquement leur attribuer une tendance à la délinquance. Néanmoins, statistiquement parlant, les individus ayant une formation professionnelle limitée se retrouvent avec une fréquence élevée dans les échantillons de délinquants. D'ailleurs dans les commentaires (anonymes) de la dernière page du questionnaire, nous avons eu la preuve qu'il y avait un certain nombre de ces personnes parmi nos sujets. Lors de la traduction des commentaires, nous avons essayé de produire des fautes d'orthographe comparables à celles qu'on pouvait trouver dans les originaux. La plupart des commentaires qui suivent avaient les traits d'une écriture d'enfant (cf. chapitre 7. « La vie des jeunes adultes », paragraphe 7.2 sur la formation). Voici quelques exemples.

« *Les mêmes questions reviennent trop souvent – pour finir c'est chians* »

(Commentaire N°85, orthographe originale)

« *Sai bien se quaitionaire* »

(Commentaire N°27, orthographe originale)

« *Je ne me sens pas conserné par ce sujet. Aussi longtemps que l'on ne pousse pas le bouchon trop loin, je ne ferai pas de mal à une mouche ! Mais si ... pas de chance.* »

(Commentaire N°145, orthographe originale, image cf. chapitre 9. « Psychopathologie »)

« *Sais odeux de votre pars sa matairse pas* »

(Commentaire N°102, orthographe originale, cf. chapitre 3. « Ecole »)

Il existe plusieurs explications plausibles de la sur-représentation des personnes présentant un déficit d'intelligence parmi les délinquants. Tout d'abord, on peut estimer que les délinquants moins intelligents ou moins formés sont moins discrets que les autres ou se font plus remarquer. Pourtant, la pratique quotidienne en droit pénal montre que même des délinquants dotés d'une bonne intelligence ont une conduite impulsive. En fait, une tierce variable intervient ici et diminue très sensiblement l'impact de l'intelligence sur la planification des infractions. L'échec scolaire de beaucoup de délinquants s'explique assez souvent – malgré une intelligence normale – par une perturbation du développement. Le fait d'avoir entamé une carrière délinquante pendant l'adolescence les empêche de terminer leur formation. Selon la théorie du manque de ressources (MERTON 1957), quelques individus souffrant de problèmes d'ordre cognitif, auront peut-être moins de moyens pour atteindre leurs buts (narcissiques, économiques ou relationnels) que les autres. Les recherches en psychopathologie ont montré qu'une diminution du sens des réalités (comme les capacités de jugement ou celles ayant trait aux compétences sociales, relationnelles ou affectives) en tant que dysfonction cognitive, peut jouer un rôle pour l'avènement de comportements délinquants. Le développement d'un bon

sens des réalités est naturellement lié à l'intelligence. Par exemple, les jugements portés sur la réalité sociale sont étroitement liés à l'intelligence verbale.

18.7.2 Réticences éventuelles liées à des questions spécifiques

Malgré la protection absolue de la sphère privée que nous nous sommes efforcés de garantir, on ne peut nier qu'un certain nombre de personnes ressentent des réticences profondes à répondre à ce type de questionnaire intime. Par conséquent, elles refusent de le remplir. Par respect pour la sphère privée des personnes interrogées, nous avons donc prévu pour chacune des questions qui touchent des détails intimes, la possibilité de cocher les réponses « il s'est passé quelque chose, mais je ne peux pas en parler » et « je ne veux pas répondre ». Ceci afin d'éviter qu'une personne se sente obligée de se livrer d'une manière qu'elle pourrait peut-être regretter par la suite, ou qu'elle soit tentée de répondre quelque chose d'absolument faux pour brouiller les pistes. Le choix de cocher une réponse exempte d'informations et de manière anonyme permet aux recrues d'avoir le choix de ne pas répondre, sans que l'une des personnes présentes – un expert ou une autre recrue – puisse s'en apercevoir. Il y a eu environ 0.5% de recrues qui n'ont pas répondu aux premières questions, qui n'étaient pourtant pas des questions délicates. À la question sur les préférences sexuelles, (l'une des toutes dernières questions), seuls 1.4% de jeunes hommes n'ont pas répondu et 1.8% d'entre eux ont coché la catégorie « je ne veux pas répondre ». Quant à d'éventuels comportements violents ou délinquants, ou de transgressions sexuelles, seuls 2.0% de recrues ont décidé de ne livrer aucune information. En ce qui concerne la victimisation, ils ont été 5.6% à faire de même.

Le tableau 18.2 montre qu'il y a eu davantage de personnes qui ont refusé de répondre aux questions portant sur la victimisation que sur celles portant sur la délinquance. Un certain nombre de personnes interrogées pour des enquêtes scientifiques sur la victimisation, critiquent les chercheurs. Le thème serait trop délicat. En effet nous avons trouvé à plusieurs reprises cet argument dans les commentaires.

*« Mesdames, Messieurs,
Les questions que vous m'avez posées vont trop loin trop dans ma vie privée. Je ne suis pas d'accord que l'on pose des questions si personnelles, qui pourraient rouvrir d'anciennes blessures. Pour moi-même, ceci n'est pas le cas, heureusement, mais auprès d'autres personnes cela pourrait mener à des problèmes. Il peut s'avérer que quelqu'un avec des problèmes privés si graves les ait aussi à l'école de recrues et qu'il soit ainsi confronté à une montagne insurmontable de problèmes. Il serait très difficile de les résoudre, si jamais. Il ne suffit pas d'offrir simplement une adresse. Une telle prise en charge psychologique dure très longtemps et coûte cher. Beaucoup de gens ne sont pas en mesure de la payer et le service psychologique-psychiatrique de l'armée ne peut pas non plus résoudre un tel problème. D'où, mon conseil de ne pas poser des questions si personnelles. »*

(Commentaire N°88, traduit de l'allemand)

« Certaines questions doivent bouleverser les personnes qui ont passé au travers d'événements pénibles. Je pense que l'armée n'est pas le meilleur endroit pour faire revivre ce genre de passé ... »

(Commentaire N°86, orthographe originale)

Cependant, des études de victimisation (KILLIAS 1989, p.28) ont révélé le fait – étonnant à première vue – que les critiques provenaient de personnes non victimisées, s'imaginant que le

fait de répondre à un tel questionnaire pourrait s'avérer difficile ou traumatisant pour les victimes elles-mêmes. De leur côté, les véritables victimes étaient rarement indifférentes ou réticentes, et les intervieweurs ont souvent été bien accueillis, voire remerciés pour le temps qu'ils avaient consacré à les écouter. Sur la dernière page du questionnaire, les quelques commentaires mentionnés par des recrues effectivement victimisées ont signalé cette même tendance. Une recrue alémanique a ainsi écrit le commentaire suivant :

« Quand j'avais 3 ans, ma mère et mon frère cadet d'un mois ont été victimes d'un hold-up brutal à la maison, commis par cinq hommes. Mon frère et moi avons été projetés contre le mur pour que nous arrêtons de pleurer et ma mère a été battue et tous ses bijoux ont été arrachés de ses oreilles et de ses doigts. J'ai souffert de ce choc jusqu'à il y a quatre ans. Encore aujourd'hui, j'ai des souvenirs, mais je n'en souffre plus comme auparavant. Merci. »

(Commentaire N°137, traduit de l'allemand)

Tableau 18.2 : Réticences à dévoiler des comportements délinquants, des violences ou des transgressions sexuelles, par opposition aux réticences à dévoiler une victimisation

Victimisations : Comportements : délinquance, violences, transgressions d'ordre sexuel	Répond à des questions concernant la victimisation	Ne dévoile pas la victimisation à l'âge adulte	Ne dévoile aucune victimisation au cours de sa vie	Totaux lignes
% des cellules	%	%	%	%
Répond à des questions concernant les comportements	94.21	2.83	0.93	97.97
Ne dévoile pas les comportements à l'âge adulte	0.14	0.54	0.52	1.20
Ne fait part d'aucun comportement délinquant au cours de sa vie	0.03	0.05	0.75	0.83
Totaux colonnes	94.38	3.42	2.20	100.00

N=21'314

On peut conclure du tableau 18.2 que le nombre d'individus qui ne voulaient absolument rien révéler est faible. En revanche il est parfois arrivé qu'une question ait été oubliée, omise ou cochée de façon superficielle. Toutefois les chiffres ci-dessus représentent un très faible pourcentage pour un sondage touchant un si large public ; cela est vraisemblablement dû au fait que nous avons veillé à créer une atmosphère respectueuse des individus, en évitant tout ce qui aurait pu être interprété comme une pression psychologique pour remplir le questionnaire, mais aussi parce que l'anonymat était garanti pour tout le monde.

Peut-on savoir si le nombre de non-réponses a eu une influence sur les résultats ? Il est possible que ce soient les recrues ayant été touchées le plus durement qui n'ont pas répondu. De plus il y a des gens qui pensent que s'il ne s'est rien passé, il n'est pas nécessaire de cocher la case « jamais », croyant que cela revient au même s'ils ne cochent aucune case. Contrairement à nos attentes, aucune des questions les plus délicates vis-à-vis desquelles les jeunes ont manifesté le plus de réticences, ne concernait les actes de délinquance ou de violence. Les sujets relatifs au comportement violent des parents ont amené le plus grand taux

de non-réponses. Ces sujets concernaient notamment la fréquence des punitions avec 14.1% de non-réponses, 5.3% de refus de répondre (« je ne veux pas répondre »), ainsi que les questions relatives aux violences entre les parents eux-mêmes. Ces dernières ont recueilli 14.1% de non-réponses et 3.9% de refus de répondre pour la question 38, à savoir si la personne avait déjà vu son père frapper sa mère. Il y a eu 14.2% de non-réponses et 3.5% de refus de répondre dans le cas de la mère frappant le père (question 39). La question qui a été le plus souvent écartée était en rapport avec la possession d'armes (interdites) chez soi, telle que : barre de fer, chaîne et poing américain avec 19.3% d'omissions. Contrairement à ce que nous aurions pu prévoir, les questions qui ont été écartées le plus fréquemment, avec une moyenne de non-réponses variant de 8 à 9% et un taux de refus de répondre allant de 2.6% à 4.4%, ne sont pas celles qui, à première vue, paraissent les plus sensibles, c'est-à-dire celles qui concernent les problèmes de violence sexuelle ou de violence en général, subies ou infligées.

Au cours de nos analyses, nous nous sommes aperçus que les non-réponses avaient parfois une signification. Comme dans l'interprétation des textes, les valeurs vides, c'est-à-dire ce qui n'est pas dit, peuvent refléter une censure de la part de celui qui écrit. Cela s'est avéré par exemple lorsque nous avons analysé la maltraitance commise entre les parents des recrues. Parmi les recrues qui sont les plus violentes, 25% à 28% n'ont pas voulu répondre à cette question, alors que ce n'était le cas que de 10.6% des recrues non-violentes, (cf. chapitre 14 sur les agresseurs violents). Il est évident qu'un sujet délicat comme le nôtre n'ira pas sans susciter une quelconque résistance auprès des individus interrogés. Par conséquent, nous avons fait figurer les valeurs vides (les non-réponses) dans les tableaux.

18.8 L'authenticité des réponses obtenues

18.8.1 Réponses ambiguës et erreurs

À propos des questions délicates dans les sondages de délinquance autoreportée, on pourrait se demander s'il est possible que ces questions ne suscitent aucune réponse émotionnelle ni aucune hésitation, et cela même par les individus ayant commis des infractions graves. En analysant les réponses farfelues ou les erreurs – c'est-à-dire le fait que certaines recrues aient coché deux réponses en même temps, au lieu d'une seule, comme ils étaient censés le faire – nous avons obtenu un résultat fort intéressant.

Alors que le simple fait d'avoir commis tel ou tel acte, même si la signification n'était pas du tout flatteuse (comme, « vendre des drogues dures »), n'a guère produit de fautes de cochage, il en est allé autrement pour les questions portant sur les conséquences de transgressions d'ordre sexuel ou d'actes de violence. Les questions les plus délicates à cet égard étaient certainement celles portant sur l'impact de la violence chez la victime. C'est le cas notamment des personnes ayant forcé une victime à participer à des activités sexuelles contre sa volonté et d'avoir blessé suffisamment quelqu'un pour qu'il doive consulter un médecin ou être hospitalisé. Ce sont particulièrement ce genre de questions qui ont provoqué des doubles réponses chez 30% à 50% des recrues concernées. Il ne s'agit certainement pas d'une simple coïncidence car précisément, les réponses à ces questions sont hautement significatives si l'acte mentionné est à considérer comme un délit sexuel ou violent, voire un crime. Parmi ceux qui ont avoué avoir forcé avec menaces ou violence une personne à des activités sexuelles contre sa volonté (N=76), 22.4% ne voulaient pas dévoiler la nature des agressions sexuelles qu'ils avaient commises. Quant aux violences physiques ayant mené à des blessures qui ont nécessité le recours à un médecin ou une hospitalisation (N=669), 28.8% des recrues n'ont pas voulu cocher les questions portant sur la nature de ces violences physiques.

Tableau 18.3 : Double cochage de réponses cruciales déterminant si les violences exercées par la recrue se définissent comme lésion corporelle, contrainte sexuelle ou viol (CP)

Question concernée	N min	N max	% Diff.
Q45 : la personne victimisée par les violences de la recrue à l'âge de l'école primaire a dû consulter un médecin ou être hospitalisée	284	493	42%
Q45 : la personne victimisée par les violences de la recrue à l'âge de l'école secondaire a dû consulter un médecin ou être hospitalisée	746	1'287	42%
Q68 : la personne victimisée par les violences de la recrue dans les 12 mois précédant l'école de recrues a dû consulter un médecin ou être hospitalisée	500	669	25%
Q72 : la personne victimisée par les transgressions d'ordre sexuel de la recrue dans les 12 mois précédant l'école de recrues a été intimidée, menacée par une arme ou par des violences physiques	59	76	22%

N=21'313, données manquantes=1

Puisque dans le domaine pénal un aveu reste un aveu, même si on revient dessus plus tard ou s'il est précédé d'un déni, nous avons compté les réponses concernant l'acte le plus grave. Les individus ayant coché deux réponses semblaient plutôt présenter un profil appartenant au groupe des délinquants sexuels ou au groupe des délinquants violents en fonction des autres réponses qu'ils ont données – et non au groupe des recrues qui n'avaient pas indiqué d'infractions aussi graves. Étant donné que nous avons analysé tout le contexte, notre procédure trouve sa pleine justification.

Dans la pratique pénale, on est souvent confronté à des invraisemblances ou à des contradictions dans les aveux des délinquants ainsi que dans le témoignage des victimes. Les invraisemblances de certaines réponses sont cependant en accord avec l'expérience quotidienne de l'instruction pénale. Dans ce sens, notre résultat rend les réponses encore plus crédibles puisque ces erreurs de cochage sont survenues. Si l'on prend en compte les particularités de la psychologie du délinquant violent ou sexuel, l'impulsivité et le déni sont des symptômes caractéristiques de la pathologie de ces délinquants. Il est fréquent – pour ne pas dire presque « normal » – que le délinquant avoue un jour et nie le lendemain. Afin d'éviter le sentiment désagréable de honte ou de culpabilité, le délinquant refuse d'admettre les conséquences de son acte. Il ne faut donc pas s'étonner si ces symptômes influencent également la manière de répondre dans un sondage.

On observe le même phénomène – mais de façon moins prononcée – à propos de la victimisation subie par les recrues :

Tableau 18.4 : Double cochage de réponses cruciales, permettant de penser que les violences subies par les recrues en tant que victime représentaient une lésion corporelle ou une contrainte sexuelle

Question concernée	N min	N max	% Diff
Q50 : la recrue victimisée par les violences à l'âge de l'école primaire a dû aller voir un médecin ou être hospitalisée	252	372	32%
Q50 : la recrue victimisée par les violences à l'âge de l'école secondaire a dû aller voir un médecin ou être hospitalisée	642	936	31%
Q76 : la recrue victimisée par des violences dans les 12 mois précédant l'école de recrues a dû aller voir un médecin ou être hospitalisée	245	334	27%
Q56 : la recrue victimisée par les transgressions sexuelles à l'âge de l'école primaire a été intimidée, menacée par une arme ou par des violences physiques	273	303	10%
Q56: la recrue victimisée par les transgressions sexuelles à l'âge de l'école secondaire a été intimidée, menacée par une arme ou par des violences physiques	220	252	13%

N=21'312, données manquantes=2

L'incohérence de la réponse se reflète également, bien qu'à un degré moindre, au niveau de la victimisation, ce qui s'explique par le fait que les agresseurs vivant avec la pathologie en question ont également été victimes pendant leur enfance et le sont encore aujourd'hui. Cependant, l'impulsivité, le déni des émotions et de la victimisation, sont des facteurs importants qui vont influencer la communication de ces individus et donc celle du sondage. Au niveau de la psychopathologie des individus impulsifs ou délinquants, cette interprétation des données ambiguës est porteuse de sens. Si l'on avait exclu toutes les valeurs divergentes mentionnées, les comportements impulsifs auraient été passés sous silence. Ce mode d'expression dominant chez certaines recrues se retrouve donc logiquement dans notre sondage. Lorsque nous nous intéressons à ces personnes, il convient d'accepter l'ambiguïté des réponses comme indicative, plutôt que d'éliminer celles-ci et de risquer de produire des résultats fortement biaisés. Dans ce cas, seuls deux tiers des délinquants moins impulsifs au niveau de leur comportement auraient été pris en compte.

Au regard des autres sondages en criminologie, ces résultats sont éclairants puisque les chercheurs doivent évaluer le maximum et le minimum des cas obtenus, en posant des questions autour de la criminalité la plus grave.

18.8.2 Les tests de la sincérité des réponses

Les personnes qui critiquent la méthode des sondages écrits refusent d'admettre que des questionnaires anonymes sur la délinquance autoreportée puissent être remplis honnêtement. À ce propos, une expérience très intéressante a été menée (GOLD 1970 cité dans COLEMAN & MOYNIHAN 1996 p.51, et dans SCHNEIDER 1986 p.217). Le contrôle des réponses a été fait auprès d'un groupe d'amis des personnes interrogées. Les réponses données à l'enquêteur lors de l'interview face à face ont montré que 72% des personnes interrogées disaient la vérité sur la délinquance autoreportée, alors que 17% essayaient de la cacher autant que possible. Une autre étude (CLARK & TIFFT 1966 cité dans SCHNEIDER 1986 p.217) a confirmé ce résultat : lorsqu'elles ont été reliées à un polygraphe (un détecteur de mensonges), 18.5% des

personnes interrogées ont modifié leurs réponses antérieures et ont avoué plus d'actes illégaux. Les dissimulations d'infractions étaient alors trois fois plus fréquentes que les exagérations.

Un ancien collaborateur de l'Institut de police scientifique et de criminologie, AEBI (1999) s'est également intéressé à ce problème mais avec une autre méthode et sur un échantillon de délinquants toxicomanes qui recevaient de l'héroïne sous prescription. L'enquête sur l'efficacité du traitement à l'héroïne a permis de recueillir des données à la fois sur des conduites autoreportées, et sur celles fournies par les fichiers de la police et le casier judiciaire. Il a ainsi pu comparer les réponses sur la délinquance autoreportée avec les chiffres officiels. Il a regardé notamment si les personnes enregistrées par la police avaient dissimulé quelque chose en remplissant leur questionnaire. Le résultat a été très encourageant pour les futures recherches en criminologie. En effet le nombre d'individus qui n'ont pas rapporté un délit, malgré le fait qu'ils aient été interpellés par la police, n'était que de 2 à 3%. Bien que ces 2 à 3% n'aient pas indiqué les délits pour lesquels la police les avait contactés, on ne peut pas automatiquement les soupçonner d'être malhonnêtes, car il aurait pu s'agir d'erreurs judiciaires. Toutefois cette étude a montré que la validité (ce qu'on appelle plus spécifiquement *concurrent validity*) des sondages autoreportés était assez grande, même pour les sujets les plus délinquants.

Ainsi, la crédibilité des réponses des recrues est difficilement contestable. Étant donné les critères de sélection des bénéficiaires du programme de prescription d'héroïne, on peut considérer que les recrues, qui sont pour leur part sélectionnés sur la base de critères pour ainsi dire inverses, ne devraient pas fournir des réponses moins fiables que celles livrées par l'échantillon de l'étude susmentionnée.

Dans le but de vérifier la crédibilité des réponses de nos sujets, nous avons tout de même effectué quelques tests pour détecter d'éventuelles réponses non sincères.

18.8.2.1 *La simulation*

S'agissant de simulation, les recrues ayant coché beaucoup de réponses extrêmes ont attiré toute notre attention. Au total, ce sont 817 recrues qui ont coché le maximum des fréquences possibles, et ceci à plusieurs reprises dans certaines rubriques (délinquance, victimisation et les circonstances autour des événements décrits). Nous avons ensuite examiné la plausibilité de chacun de ces questionnaires de façon individuelle et globale. Ensuite, nous avons écarté un groupe de 25 sujets (0.1%), qui, à un certain moment, se sont mis à remplir le questionnaire de manière peu sérieuse. Les réponses peu plausibles concernaient non seulement les actes les plus graves cochés systématiquement, mais elles étaient également combinées avec un manque de crédibilité au niveau des questions consécutives (par exemple, chacune des victimes de la liste était nommée). De plus, 11 questionnaires ont été classés comme cas douteux. Ces 11 recrues avaient donné des réponses partiellement crédibles, mais leur exclusion autant que la décision de les laisser dans l'échantillon, aurait risqué de fausser les résultats. Nous les avons finalement inclus dans l'analyse. Le fait d'être confronté à des individus qui ne sont que partiellement honnêtes est inhérent à un travail sur la délinquance. Les aveux partiels devant les autorités judiciaires ne sont d'ailleurs pas rares. Par conséquent, autant dans la recherche en criminologie que dans le procès pénal, il faut accepter un certain degré d'incertitude. D'ailleurs, le fait d'avoir si peu de réponses peu sérieuses, confirme que l'atmosphère dans les salles était appropriée, c'est-à-dire calme et discrète. Nous n'avons pas exclu les recrues qui ont coché les extrêmes ou toute une liste seulement dans une question isolée si le reste de leurs réponses offrait une image compréhensible et crédible. Ce dernier type de réponse exagérée, donnait plutôt l'impression d'être issu d'une certaine impatience ou d'une impulsivité en remplissant le questionnaire. Cependant, une approche globale et compréhensive de la crédibilité de ces recrues a montré qu'il n'était pas nécessaire d'exclure

autant d'individus que nous l'avons provisoirement fait dans une première publication (HAAS, KILLIAS & MARET, 1999). Par conséquent, notre enquête se fonde sur 21'314 questionnaires jugés valides.

18.8.2.2 *La dissimulation*

Il reste à traiter la question de la dissimulation. Une recrue avait par exemple écrit sur la feuille des commentaires :

« On ne peut pas toujours être honnête ! »

(Commentaire N°158, traduit de l'allemand)

Même en excluant les recrues qui ont gravement exagéré leurs comportements et leurs expériences, il demeure impossible de savoir combien de recrues ont dissimulé une délinquance importante en donnant des réponses qui banalisaient les faits. Bien que nous ne puissions pas les retrouver, nous pouvons au moins en donner une estimation. Nous nous référons à l'enquête de CLARK et TIFFT 1966 (cité dans SCHNEIDER 1986, p.217) qui a montré que la tricherie se compose de seulement un quart de réponses exagérées et de trois quarts de réponses camouflant des comportements compromettants. Nous pouvons cependant déduire une estimation sur le nombre de recrues ayant banalisé leurs comportements en cachant leur délinquance. L'estimation de cette partie du chiffre noir est donc ici d'environ $3 \times 25 = 75$ hommes ayant caché des détails importants.

Toutefois, pour l'interprétation de la prévalence d'actes délinquants dans la population suisse masculine âgée de vingt ans, nous constatons que les chiffres que nous avons obtenus représentent un minimum d'infractions ou de victimisations après avoir pris en considération tous les phénomènes de biais ou de tricherie.

18.9 Le protocole d'échantillonnage

Le protocole d'échantillonnage d'une étude transversale est une phase essentielle qui conditionne la validité de la recherche (RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI & BREART 1994, p.85). Selon ces mêmes auteurs épidémiologistes (1994, p.209), « *la préférence ira à chaque fois que cela est possible, aux enquêtes réalisées dans une population définie sur les bases administratives et géographiques.* » Notre échantillon, qui est constitué de toutes les recrues suisses de l'année 1997, permet de remplir cette condition de manière plus satisfaisante que la plupart des autres recherches en sciences sociales.

En sciences humaines, on doit veiller à la notion de représentativité dans les enquêtes. Un échantillon est dit représentatif, quand il prend en compte toutes les particularités d'une société à travers les individus de la population globale. Par conséquent, dans quelle mesure l'échantillon d'un sondage reflète-t-il l'ensemble de la population de cet âge et de ce sexe ? S'il existe une grande similitude de l'échantillon par rapport à la société en général, celui-ci est d'une bonne représentativité. Pour évaluer la représentativité de l'échantillon de notre enquête, nous avons comparé l'échantillon des recrues selon l'annuaire de l'*Office fédéral de la statistique* de 1997, avec celui d'autres enquêtes sur la population suisse et les jeunes Suisses. Une représentativité totale pour la couche sociale des jeunes hommes serait atteinte si l'on pouvait atteindre ou joindre l'ensemble de la *cohorte* de jeunes hommes nés en 1977. Puisque dans l'histoire de la recherche, cela n'a jamais été possible, nous nous contenterons d'estimer le pourcentage de la cohorte qui a participé à l'école de recrues en 1997.

Il est bien évident que l'on ne réussit pas toujours à atteindre tout le monde avec un sondage. C'est le cas notamment des personnes présentant les plus grands risques par rapport à la criminalité ou à la victimisation qui ont souvent d'autres soucis dans leur vie quotidienne que celui de participer à une enquête scientifique (cf. HINDELANG, HIRSCHI & WEIS 1981). On

essaie alors d'interroger les sujets dans le cadre d'une institution. Les échantillons représentatifs les plus faciles à atteindre sont en général les écoliers. En ce qui concerne les adultes, la situation est nettement plus compliquée. En effet le lieu du travail ne se prête pas tellement à ce genre d'expériences. Les étudiants, quant à eux, représentent une population très particulière. Ainsi, les sondages auprès de soldats sont considérés comme étant d'une représentativité supérieure à ceux menés auprès d'étudiants, parce qu'ils comprennent des habitants de régions rurales ainsi que des personnes moins formées (REUBAND 1988, p.94).

Enfin, nous reviendrons sur le problème de la représentativité dans le paragraphe relatif au sondage complémentaire mené auprès des non-recrues de l'année 1997.

18.9.1 L'absence des femmes

Nous avons renoncé à interroger les recrues féminines. La violence commise par les femmes et leur victimisation sont si différentes de celles des hommes que le questionnaire aurait dû être construit d'une manière totalement différente. Par ailleurs, il y a nettement moins de recrues féminines que masculines (une quarantaine seulement pour l'année 1997), et puisque nous nous intéressons à des phénomènes marginaux, un nombre comparable ou suffisamment élevé de femmes (20'000), aurait été impossible à atteindre avec un sondage complémentaire. Un tel exercice aurait exigé des ressources supplémentaires encore plus importantes que celles qui nous ont été offertes. De plus une entreprise de cette envergure aurait certainement prolongé l'évaluation statistique de plusieurs années.

Le fait que nous n'ayons pas interrogé de femmes a été l'objet de nombreuses critiques, de la part de criminologues comme de celle de recrues. Une recrue a d'ailleurs fait la remarque suivante :

« Seulement les hommes comme agresseurs ! Où sont restées les femmes ? Beaucoup de jeunes hommes parmi mes connaissances souffrent des attentes trop hautes des (jeunes) femmes, ou bien, ils n'ont pas d'amie. → Les questions concernant ce problème manquent. »

(Commentaire N°79, traduit de l'allemand)

Il est vrai qu'il aurait été tout aussi intéressant de s'occuper des différences entre les sexes. Néanmoins ceux qui ont critiqué l'absence de femmes dans cette enquête ne se rendent probablement pas compte de l'importance des investissements que nécessiterait un sondage parallèle rigoureux. Du fait du manque de ressources, nous devons limiter le champ de notre étude.

18.9.2 Reconstitution de la cohorte entière

Afin d'estimer dans quelle mesure l'échantillon des recrues représente la cohorte entière des jeunes hommes suisses du même âge, nous devons considérer plusieurs paramètres. Il est impossible de se contenter d'un simple calcul, car les chiffres mis à notre disposition par les autorités militaires ne correspondront jamais exactement à l'ensemble des hommes nés en 1977.

L'échantillon des recrues de l'année concernée n'est pas constitué exclusivement d'hommes de 20 ans. En effet, il y a aussi des personnes des années précédentes qui ont reporté leur incorporation, et quelques hommes peu nombreux qui la devancent. Voici les années de naissances des recrues qui ont rempli le questionnaire :

Tableau 18.5 : Années de naissance des hommes incorporés à l'école de recrues en 1997

Recrues nées	N	%
Avant 1975	772	3.6%
En 1975	1'457	6.8%
En 1976	6'111	28.7%
En 1977	11'391	53.4%
En 1978	1'427	6.7%
En 1979	66	0.3%
Pas répondu / erreur de cochage	91	0.5%

N=21'313, données manquantes=1

Nous avons encore d'autres éléments chiffrés à prendre en considération :

N = 34'522, le nombre de jeunes hommes convoqués en 1996 pour le recrutement ;

N = 28'218, le nombre d'hommes jugés médicalement aptes au service lors de la convocation de 1996 ;

N = 4'304, le nombre d'hommes jugés définitivement inaptes à servir lors de la convocation de 1996 ;

N = 7'900, le nombre de jeunes hommes non incorporés – pour des raisons diverses – dans les écoles de recrues en 1997 ;

N = 233, le nombre des recrues objecteurs de conscience nées en 1977 ayant fait une demande pour effectuer un service civil.

En dépit de toutes ces informations, nous n'avons pas les moyens de savoir ce qu'il est advenu de l'échantillon total des hommes nés en 1977, et ceci pour les raisons suivantes : le nombre d'hommes convoqués pour le recrutement ne couvre pas la cohorte des jeunes nés dix-neuf ans auparavant. En effet on y trouve tous ceux qui appartiennent aux cohortes des années précédentes qui sont revenus parce qu'ils étaient inaptes à servir à l'époque. Dans la cohorte de l'année 1977 il manque également tous ceux qui ne se sont pas rendus à la convocation pour des raisons de santé ou d'éloignement. En outre, dans le groupe des personnes convoquées, nous trouvons également des hommes plus âgés qui ont acquis récemment la nationalité suisse, ou des Suisses qui sont revenus de séjours à l'étranger. L'effectif des hommes convoqués est alors plus élevé que celui de la cohorte. Les hommes jugés médicalement aptes à servir sont aussi plus nombreux que ceux qui vont finalement effectuer leur école de recrues. En effet, il y en a toujours qui essaient de repousser leur incorporation le plus longtemps possible ; il y a aussi ceux qui vont se rendre à l'étranger après le recrutement et ceux qui vont être exclus de l'armée plus tard, à la suite d'une expertise médicale. Il y a aussi ceux qui sont radiés de l'armée après avoir été condamnés pour un crime très grave.

En outre, toutes les personnes qui ne faisaient pas partie des recrues pendant cette année, alors que cela aurait dû être le cas, ne correspondent pas non plus à l'ensemble qui n'est pas compris dans la cohorte. Au cours de l'année 1997, 7'900 hommes enregistrés par l'État-

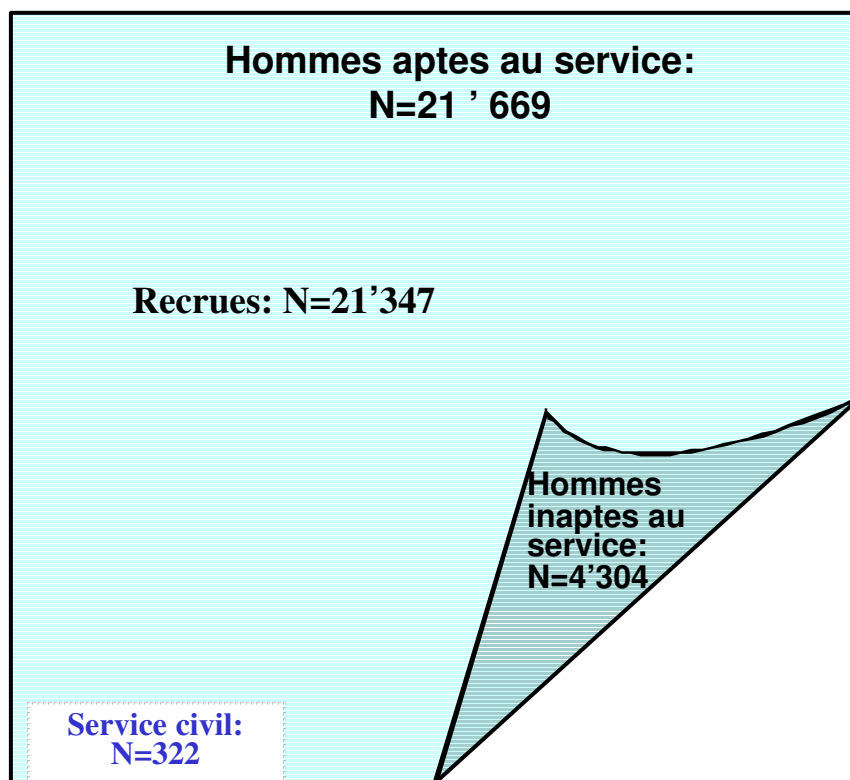
major n'ont pas participé à l'école de recrues. Ces derniers ne sont pas tous inaptes au service, car on trouve également parmi eux ceux qui ont reporté leur incorporation.

Le service civil ayant été institué le 1^{er} octobre 1996, très peu d'individus, cette année-là, avaient déjà fait une demande dans ce sens. Toutefois la demande et les entretiens relatifs à la crédibilité de l'objection de conscience se déroulent après la convocation. Selon les informations données par l'administration du service civil (communication personnelle), l'ensemble des personnes ayant fait une demande pour ce service est de N=244 pour les jeunes hommes nés en 1976 et de N=322 pour ceux qui sont nés en 1977. En principe, les noms de ceux qui ont été autorisés à effectuer un service civil à la place du service militaire devraient disparaître de la banque de données. Étant donné que le service civil n'était pas encore tout à fait mis en place en 1997, ces dispositions ne concernaient pas encore notre échantillon complémentaire. En 1997, ceux qui avaient fait une demande pour effectuer le service civil se trouvaient encore dans la banque de données des adresses des non-recrues de l'État-major.

En revanche le nombre d'hommes jugés inaptes peut être considéré comme fiable, puisque les inégalités entre ceux qui ont été écartés de la convocation pour une année ou deux, seront statistiquement équilibrées. L'effectif des recrues inaptes au service lors du recrutement était de N=4'304 en 1996 (=12.47% de tous les jeunes convoqués au recrutement en 1996). Selon les statistiques de l'Etat-major, le taux des jeunes inaptes a varié de 12.5% à 14.7% durant les sept dernières années.

Pour cerner la taille de la cohorte, nous avons raisonné comme suit. Chaque homme suisse d'une cohorte allait finalement appartenir à l'un des trois groupes suivants :

Tableau 18.6: Les ensembles composant la cohorte (N=25'973 hommes suisses)



Cohorte entière N=25'973

La somme de ces trois groupes (recrues, service civil, jeunes hommes inaptes) correspond pratiquement à l'effectif de la cohorte entière. Quant aux inégalités par rapport à l'âge des hommes appartenant aux trois groupes, elles seront moins importantes pour nos travaux, car le nombre de ceux qui ont reporté leur incorporation va s'équilibrer avec le temps.

Comme le taux des inscrits ayant effectué une demande de service civil n'était pas très élevé, nous avons estimé que ce premier groupe se composait probablement de candidats très motivés. Pour faciliter le calcul, nous nous sommes permis une simplification : nous les avons tous comptabilisés comme étant admis au service civil.

Tableau 18.7 : Estimation du nombre d'hommes couverts par le sondage

	N	%
Recrues	21' 347	82.2%
Inscrits au service civil	322	1.2%
Hommes inaptes au service	4' 304	16.6%
Total	25' 973	100.0%

N=25'973

Selon cette procédure (HAAS & KILLIAS 1997, 1998, 2000), le taux de la cohorte couvert par le sondage a été estimé à environ 80%. HALTNER (1998/99, p.8) a cependant précisé qu'au cours des 10 premiers jours de l'école de recrues une deuxième sélection s'effectue, à la suite de laquelle environ 8 à 12% de jeunes hommes sont exclus pour inaptitude à servir. Le taux de la cohorte que nous avons pu saisir avec notre enquête se réduit donc à environ 70%. Il est entendu que ne sont pas compris dans ce chiffre les jeunes Suisses vivant à l'étranger, ni, bien sûr, les jeunes de nationalité étrangère, ni les jeunes femmes. Au sein de l'école supérieure militaire de l'ETH à Zürich, HALTNER a fait une autre estimation du pourcentage des jeunes adultes de vingt ans qui allaient terminer une école de recrues. Selon ses calculs, il s'agit de 29% de la population entière des jeunes gens (hommes, femmes, Suisses, étrangers confondus) âgés de vingt ans et domiciliés en Suisse (cf. HALTNER (1998/99).

18.9.2.1 L'exclusion de l'armée des délinquants les plus endurcis

Comme c'est le cas pour tous les sondages dans le domaine des sciences sociales, nous devons ici nous contenter d'un échantillon légèrement biaisé. Les personnes marginalisées qui nous intéressent du point de vue de la criminologie acceptent rarement de participer à une recherche scientifique. Le biais le plus important vient du fait que les pensionnaires des établissements pénitentiaires, ainsi que les personnes sans domicile fixe, ceux qui fréquentent les milieux de la drogue, de la prostitution ainsi que les délinquants d'habitude, ne sont pas très enthousiastes à l'idée de participer à un tel sondage. On ne peut les convaincre que s'ils en sont le véritable centre d'intérêt, et si cela peut répondre directement à leurs besoins (par exemple dans des entretiens pouvant éventuellement aboutir à une prescription d'héroïne). Les hommes qui ne font pas partie du contingent, en raison d'un handicap mental ou d'une faiblesse d'esprit, sont également exclus de l'échantillon. Ce problème est un défaut de tous les sondages anonymes concernant le chiffre noir. Bien que la catégorie de délinquants qui commencent tôt leur carrière ne fasse en principe pas partie de notre échantillon, nous devons toutefois mentionner qu'il y a parmi les criminels violents et les criminels sexuels des personnes qui ont fait leur service militaire (HÄMMERLE 1998, p.20). Par rapport à d'autres enquêtes sur le chiffre noir effectuées soit par téléphone soit par questionnaire écrit, nous

pouvons affirmer que dans le cadre de l'école de recrues une partie de la couche sociale normalement difficile à contacter d'ordinaire a cette fois pu être atteinte.

18.9.3 La mise en œuvre de l'enquête complémentaire

RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART (1994, p.95) proposent que toute enquête soit accompagnée d'un sondage complémentaire. En épidémiologie, vu l'absence de certains individus pouvant produire une distorsion de l'information recueillie par une enquête, il est préférable de procéder à une contre-enquête portant sur un nombre suffisant de non-répondeurs tirés au sort parmi ceux-ci. Afin d'identifier encore d'autres différences pouvant exister entre ceux qui ont effectué leur école de recrues et ceux qui y étaient convoqués mais qui n'y sont pas allés – (en tout cas pas en 1997) – nous avons également réalisé un sondage complémentaire au moyen d'un questionnaire réduit de quatre pages.

Si l'on interroge uniquement des recrues et non pas les autres jeunes hommes du même âge, l'enquête peut contenir des résultats biaisés. Il est inévitable qu'une partie des jeunes hommes ayant un comportement déviant n'ait pas pu être contactée par une recherche qui s'est limitée aux jeunes hommes astreints au service militaire. Afin d'avoir une idée du problème, nous nous sommes donc adressés également aux jeunes hommes du même âge n'ayant pas fait leur école de recrues cette année-là. L'enquête complémentaire a été effectuée en 1997 auprès d'un échantillon aléatoire : parmi les 7'900 non-recrues enregistrées en 1997 par l'État-major, la moitié a reçu un questionnaire abrégé de quatre pages. Ce questionnaire a été élaboré après l'analyse des premiers résultats du sondage mené auprès des recrues, en prenant en considération les différentes possibilités de biais. Pour assurer la protection des données concernant les adresses enregistrées à l'État-major, nous avons veillé à ce que l'anonymat des non-recrues soit rigoureusement respecté. Les enveloppes contenant nos questionnaires ont été envoyés par l'État-major et non directement par nous-mêmes.

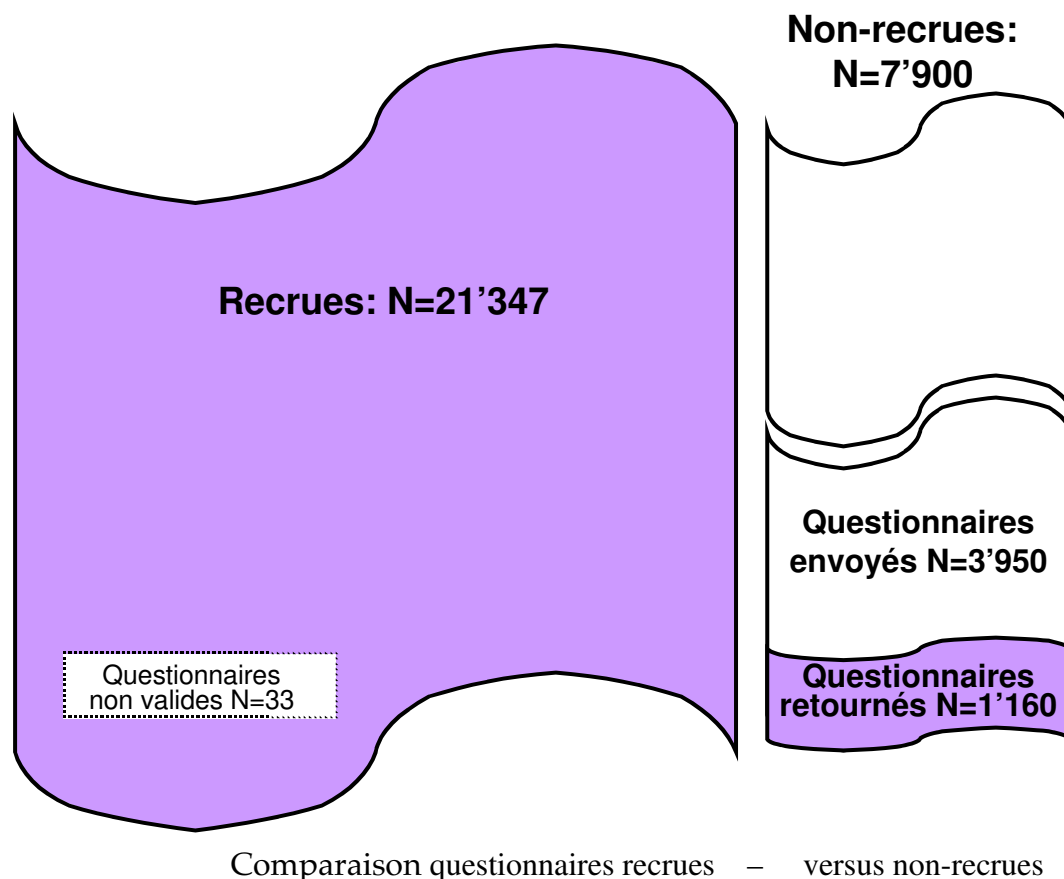
À noter que le sondage complémentaire demande plus de collaboration de la part des personnes interrogées que l'enquête auprès des recrues. De plus il n'est pas certain qu'il ait pu atteindre les personnes se trouvant plus proches des extrêmes aussi bien que l'enquête auprès des recrues. Nous avons reçu en retour 1'160 questionnaires complétés sur les 3'950 que nous avons envoyés, 15 questionnaires sans réponses, avec notamment cinq cas de jeunes hommes dans l'impossibilité de répondre pour des raisons de santé (trisomies, handicaps mentaux ou autres), ce qui correspond à un taux de réponses de 29.4%.

Les questionnaires du sondage secondaire ont suscité des réactions. Deux lettres très critiques nous sont parvenues. L'une s'inquiétait de la protection effective des données, sans savoir que c'était l'État-major qui avait envoyé les questionnaires dans lesquels nous avions indiqué notre adresse comme référence. L'autre lettre était adressée au Rectorat de l'Université de Lausanne par le père d'un jeune homme non-recrue. Il se disait offusqué par les questions de l'enquête, qu'il jugeait indiscrettes et dans lesquelles il ne voyait aucun intérêt scientifique. Il est vrai que dans la lettre accompagnant le questionnaire abrégé nous avons très peu expliqué le sens des diverses questions (de même dans la lettre adressée aux recrues), afin de ne pas influencer les réponses. Néanmoins quand on considère que 25'297 hommes ont été contactés par les *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues (ch-x)*, on se dit que deux lettres contenant des critiques sérieuses par rapport à notre travail ne sont pas significatives en nombre, surtout si on considère que la violence – en particulier la violence sexuelle – est un thème controversé.

Le tableau 18.8 montre sous forme d'ensembles mathématiques le nombre de questionnaires qui ont été évalués. On s'aperçoit que le sondage complémentaire n'est probablement pas plus représentatif que l'échantillon des recrues. En effet, il souffre de la même faiblesse que toutes les enquêtes écrites envoyées par la poste, alors que pour

l'échantillon des recrues, seule une toute petite minorité n'a pas été atteinte. Cette enquête complémentaire est néanmoins utile dans la mesure où elle donne une idée des différences existant entre recrues et non-recrues.

Tableau 18.8 : Ensemble des recrues et des non-recrues interrogées



N=22'474

Comme le disent RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART (1994 p.94) : « *Les non-réponses ont deux effets. Le premier est de réduire la précision des résultats en faisant porter l'enquête sur un nombre réduit de sujets. Le second est le risque d'introduire une distorsion dans l'information* ». Sachant grâce à d'autres enquêtes que les non-réponses ne sont pas aléatoires mais qu'elles résultent d'une sous-représentation systématique de certains groupes, la représentativité du sondage complémentaire, avec ses 71% de non-réponses, ne peut pas être plus élevée que celle du sondage réalisé auprès des recrues.

18.10 Incidence, prévalence et life-time risk

En criminologie, on utilise les trois mesures principales de l'épidémiologie : (1) la *prévalence*, (2) l'*incidence* et (3) le *life-time risk*. Ces concepts, lorsqu'ils sont utilisés par les criminologues, n'ont pas exactement le même sens qu'en médecine.

En sociologie de la médecine, la *prévalence* est définie comme « *la proportion de malades présents dans la population à un instant donné* » (BOUYER, HEMON, CORDIER, DERRIENNIC, STÜCKER, STENGEL & CLAVEL 1995, pp.32-33). Ainsi, plus la maladie dure longtemps, plus la vitesse d'apparition de nouveaux cas au sein de la population est grande, et plus le nombre

de malades présents est grand. La définition de la prévalence en criminologie est analogue : « *le taux de prévalence mesure le nombre d'interviewés qui ont subi (ou avoué) une certaine infraction dans l'année précédente* » (KILLIAS & LAMON 2000). Par exemple, la prévalence de la violence conjugale au détriment de la femme correspond au taux de femmes battues dans la population féminine.

En médecine, le taux d'incidence « *quantifie la production de nouveaux cas de maladie dans la population. (...) Pour que l'incidence ait un sens, il faut tout d'abord préciser sur quelle période de temps la production de nouveaux cas est enregistrée. Il ne faut pas oublier que seuls les non-malades sont susceptibles de produire des nouveaux cas* » (BOUYER, HEMON, CORDIER, DERRIENNIC, STÜCKER, STENGEL & CLAVEL 1995, pp.32-33). En criminologie « *le taux d'incidence est le nombre de délits qui ont été indiqués, (...) celui-ci dépasse régulièrement le taux de prévalence puisque une même personne peut être plusieurs fois victime (ou agresseur) dans la même année* » (KILLIAS & LAMON 2000). Par exemple, le taux d'incidence de la violence conjugale correspond à la répartition des fréquences des actes de violence conjugales.

Enfin, la notion de *life-time risk* est la même en criminologie qu'en médecine. Elle correspond au pourcentage de la population qui a subi au cours de sa vie le risque envisagé (soit une maladie, en médecine ; une victimisation ou le fait de s'engager dans certains actes délictueux, en criminologie).

18.11 La construction des échelles

La problématique de la mesure de la délinquance qui relève du chiffre noir, aboutit à la construction d'échelles ordinales de la violence, des transgressions d'ordre sexuel et des infractions contre l'intégrité sexuelle, et qui prennent en compte la gravité croissante des agressions commises. À partir des réponses aux questions posées on construit de nouvelles variables mixtes, variables qui contiennent beaucoup d'informations à la fois. Avec des échantillons moins importants, cette question ne se pose pas aux criminologues, étant donné qu'avec deux ou trois niveaux on couvre déjà toute la gamme des violences avouées. Cependant, dans beaucoup de domaines il n'existe pas encore de tels modèles pour ce type d'échelle. Un travail pionnier de développement d'échelles pertinentes a été effectué pour l'étude d'abus sexuel sur des enfants ; ces échelles nous ont servi de modèle. Nous avons développé et amélioré successivement les échelles de violence et de transgressions d'ordre sexuel, avec cependant de légères modifications pour la comparaison entre recrues et non-recrues. Au cours du travail, une première échelle de violence (HAAS & KILLIAS in : MARNEROS, RÖSSNER, ULLRICH, HARING & BRIEGER, 2000) a été élaborée, puis perfectionnée. Il est évident que les échelles et les opérationnalisations de concepts que nous avons conçues, soit l'échelle de violence et celle des transgressions d'ordre sexuel doivent encore faire leurs preuves, comme l'a déjà fait celle des GLUECK (qui concerne la relation parents-enfant et l'éducation). Il sera peut-être possible de les perfectionner au cours de futurs projets portant sur les données concernant les recrues ou bien sur d'autres grands échantillons.

18.11.1 Opérationnalisations et échelles

- Les cinq dimensions de l'éducation correspondant aux facteurs des GLUECK.
- Les catégories qualitatives des actes d'abus sexuels subis et commis.
- L'échelle de la gravité des abus sexuels subis pendant l'enfance ou l'adolescence, sur trois niveaux (0=aucun, 1=abus moins graves, 2=abus graves et exploitation sexuelle).

- L'échelle de la maltraitance physique commise par les parents, sur trois niveaux (0=aucune, 1=maltraitance moins grave, 2=maltraitance grave).
- L'échelle quantitative des violences commises pendant l'enfance ou l'adolescence (0=aucune, 1=violences moins graves, 2=violences graves).
- L'échelle quantitative et qualitative des violences commises durant l'année précédant l'école de recrues, sur quatre niveaux.
- L'échelle qualitative des transgressions sexuelles commises durant l'année précédant l'école de recrues, sur cinq niveaux.
- L'échelle quantitative et qualitative des transgressions sexuelles commises durant l'année précédant l'école de recrues, sur quatre niveaux.
- Définition d'un seuil global de la délinquance.

Certaines opérationnalisations seront exposées plus loin dans ce chapitre. Il s'agit tout d'abord de celle de l'abus sexuel sur la personne d'enfants, qui a été la première à être réalisée, et qui s'appuie sur les échelles existantes. Dans un deuxième temps, sera présentée l'échelle des transgressions d'ordre sexuel, celle des violences physiques non sexuelles et enfin, le seuil global de la délinquance. L'opérationnalisation des facteurs GLUECK, celle de la maltraitance par les parents et l'échelle des actes de violence commis pendant l'enfance et l'adolescence, ont déjà été suffisamment expliquées dans les chapitres respectifs.

18.11.2 La construction des catégories qualitatives des abus sexuels

La première opérationnalisation a été celle de l'abus sexuel qui a réuni les nombreuses questions en une seule échelle ordinale. Dans ce domaine, des modèles permettant une première orientation ont déjà été développés. Ainsi, FINKELHOR, HOTALING, LEWIS et SMITH (1990) utilisent une échelle simple ; DAVENPORT (1994) propose une échelle très détaillée, et enfin BENDIXEN (1994) propose un compromis.

L'échelle de FINKELHOR, HOTALING, LEWIS et SMITH (1990)

1. Abus sans contact
2. Attouchements (abus avec contact sans pénétration)
3. Pénétration ou introduction

L'échelle de DAVENPORT (1994)

1. Invitation sexuelle par l'abuseur
2. Etre témoin de comportements sexuels, observation de la victime par l'abuseur, exhibitionnisme
3. Contact sexuel inapproprié sur la victime
4. Pénétration simulée, attouchements génitaux sur la victime
5. Masturbation de la victime par l'abuseur, exposition forcée de la victime à l'abus sexuel d'autres victimes
6. Introduction digitale (vaginale ou anale)
7. Activité orale par l'abuseur
8. Tentative de pénétration, activité orale par la victime
9. Pénétration (vaginale ou anale)

1. Avances verbales
2. Regarder l'abuseur (exhibitionnisme)
3. Attouchements non génitaux
4. Exposer ses organes génitaux à l'abuseur
5. Attouchements génitaux par l'abuseur
6. Attouchement sur l'abuseur
7. Pénétration (de diverses formes)

En fait, au cours des années quatre-vingt dix, on a assisté à l'émergence d'un consensus dans la discussion scientifique concernant la classification des abus.

Il paraît important de s'attarder sur ce genre de classification, afin de ne pas regrouper sous un seul et même terme des situations parfois très différentes. En effet, même si toute atteinte à l'intégrité sexuelle quelle qu'elle soit peut-être potentiellement nuisible, toutes les atteintes n'ont cependant pas le même degré de gravité. De plus il est important de faire des distinctions claires et précises pour produire des données épidémiologiques détaillées, et comparables avec les données d'autres études. Il faut aussi éviter de faire des amalgames abusifs entre différentes formes d'abus. La première échelle de base qui a été construite couvrait les niveaux suivants :

Échelle qualitative des abus sexuels subis et commis par les recrues

0. Aucun abus.
1. Importuner (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos porno, toucher, pincer) (sans autres transgressions).
2. Attouchement des parties génitales contre la volonté de la victime (y compris des actes de la cat. 1).
3. Obliger la victime de toucher les organes génitaux de l'agresseur (y compris des actes de la cat. 1&2).
4. Obliger la victime de toucher les organes génitaux de l'agresseur avec la bouche (y compris des actes de la cat. 1-3).
5. Pénétration sexuelle de la victime contre sa volonté (y compris des actes de la cat. 1-4).
- x. N'a pas répondu.

L'utilisation de cette première définition était indispensable pour que nous puissions comparer nos résultats avec ceux d'autres études, bien qu'elle ne permette pas de cerner complètement la gravité de l'expérience traumatisante. Dans cette perspective, il fallait inclure les circonstances accompagnant l'abus, à savoir le recours à l'intimidation ou l'abus de pouvoir par l'agresseur. Ainsi une deuxième échelle ordinale, plus courte a été créée.

18.11.3 L'échelle ordinale des abus sexuels et de l'exploitation sexuelle

L'importance des circonstances entourant l'acte (intimidations, menaces, violence) a ici été prise en considération. Cette échelle ne comprend plus que les trois niveaux suivants :

Échelle quantitative de l'abus sexuel subi par les recrues

- 0. Aucun harcèlement ou abus n'a été subi ;
- 1. Abus moins graves : Être importuné (exhibitionnisme, gestes offensants, être forcé à regarder des vidéos porno, être touché, pincé). Être touché aux parties génitales par quelqu'un contre sa volonté. Être sollicité à toucher les organes génitaux. Tous ces actes n'étaient pas exigés sous la contrainte, par intimidation, menaces ou violence ;
- 2. Abus graves et exploitation : Tout acte mentionné ci-dessus qui était imposé sous la contrainte, par intimidation, menaces ou violence. En outre, être contraint de toucher les organes génitaux avec la bouche ou d'être pénétré contre sa volonté. Tout acte mentionné ci-dessus qui était imposé par une personne d'autorité ou de confiance ou les parents ;
- x. N'a pas répondu.

Dans l'analyse des risques, nous avons opéré une distinction uniquement entre abus sexuels graves ou exploitation sexuelle, et pas d'abus sexuel de ce genre.

18.11.4 L'échelle ordinale des transgressions et infractions d'ordre sexuel

L'échelle des transgressions commises par les recrues contre l'intégrité sexuelle contient les éléments suivants : la nature de l'acte, les circonstances dans lesquels il a eu lieu et l'âge des victimes. Cette échelle peut être résumée de la manière suivante :

Échelle des transgressions d'ordre sexuel et des infractions sexuelles commises par les recrues

- 0. Aucune transgression ou harcèlement n'a été perpétré ;
- 1. Transgressions contre des adultes seulement, sans pénétration et sans contrainte ;
- 2. Pénétration sexuelle de victimes adultes contre leur volonté, sans contrainte ;
- 3. Contrainte sexuelle, viol et attouchements sur des enfants ;
- x. N'a pas répondu.

Toute recherche en criminologie est confrontée à la difficulté d'évaluer la culpabilité éprouvée par les sujets à l'égard des actes commis (cf. paragraphe 18.3.2 « Recenser les délits »). Alors que la personne qui impose un acte d'ordre sexuel à quelqu'un, ne le fait évidemment jamais pour se défendre, elle peut agir de la sorte par malentendu culturel par exemple. Ainsi, la culpabilité de l'auteur n'est acquise que pour les cas se situant au dernier niveau (niveau 3) des actes commis sur des enfants, ou commis avec intimidations, menaces ou même violence physique.

18.11.5 La construction de l'échelle de violence

La construction de l'échelle de violence physique (générale) mérite une certaine attention. En effet, c'est elle qui a posé les plus grands problèmes. Comme nous l'avons déjà mentionné, il n'existe pas encore de consensus pragmatique sur une échelle de gravité de la violence. En effet, dans une grande majorité de définitions, la violence se définit essentiellement par ses effets. Ceux-ci sont donc, dans la plupart des cas, en rapport étroit avec l'intention. Or, l'effet produit par la violence commise n'est peut-être pas du tout dans l'intention de l'agresseur. On peut, par exemple imaginer le cas d'une personne qui pousse et fait tomber involontairement quelqu'un, qui se fait une grave blessure à la tête, risquant d'entraîner sa mort. La situation

inverse peut également se produire. Par exemple, dans le cas où un criminel tire un coup de feu sur quelqu'un dans l'intention de l'assassiner, mais sans réussir à le toucher. Ainsi, une première distinction en termes de conséquences pour la victime est souvent faite. Il est également aisé d'opérer une distinction selon la fréquence des actes de violence.

Au début de l'opérationnalisation de l'échelle de violence, une analyse simple des fréquences de comportements violents et des conséquences de ces actes a été nécessaire (cf. chapitre 11. « Violence »). Dans ces analyses, plusieurs problèmes sont apparus au niveau des données manquantes, comme au niveau de la signification de ces actes. En calculant la somme de tous les actes de violence physique (les questions 66c-66x), nous avons tout d'abord ciblé les fréquences générales de ce genre de comportement. En gardant toujours la même somme d'actes de violence physique, nous nous intéressons à ceux-ci du point de vue de leurs conséquences sur les victimes – à savoir si la victime n'a eu aucune blessure ou une petite blessure sans gravité, ou bien si elle a dû recevoir des soins médicaux, de la consultation d'un médecin à une hospitalisation.

Tableau 18.9 : Conséquences pour les victimes des recrues, selon la fréquence des agressions physiques les 12 derniers mois avant l'école de recrues

Fréquence des violences physiques	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu
	N=15'812	N=1'817	N=1'451	N=623	N=322	N=1'289
% des colonnes	%	%	%	%	%	%
Aucune conséquence	0.90	21.57	37.08	31.30	19.25	0.78
Sans gravité	0.04	2.42	7.65	14.93	12.42	0.62
Recours à un médecin	0.06	1.10	3.17	10.27	18.32	0.54
Hospitalisation	0.97	3.58	7.17	12.52	14.29	1.40
Ne le sait pas	1.30	1.60	2.00	4.49	10.25	38.32
N'a pas indiqué les conséquences	96.74	69.73	42.94	26.48	25.47	58.34
Totaux	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

N=21'314

En ce qui concerne la gravité des conséquences des agressions physiques, on observe que la probabilité de blesser quelqu'un augmente lorsque la fréquence de ce comportement dépasse six fois par année. Parmi ceux qui ont indiqué n'avoir commis aucune violence physique, on trouve tout de même 162 personnes (1% de ceux qui disent n'avoir rien fait) dont l'acte a nécessité des soins médicaux, voire une hospitalisation. Par le croisement de deux questions, nous constatons donc une certaine discordance entre ce qui est dit et ce qui est fait. Parmi ceux qui n'ont pas du tout répondu aux questions portant sur les actes de violence, 25 autres individus (1.9%) admettent avoir blessé quelqu'un. Il est évident qu'il faudra prendre ces 187 personnes en considération dans les prochaines analyses (presque 1% des recrues !). En effet, beaucoup de recrues n'ont pas spécifié les conséquences de leurs actes, et parmi celles qui les ont spécifiées, il y a un bon nombre qui n'ont pas indiqué quels actes ils avaient commis. On dispose alors d'une information ou de l'autre mais pas des deux. Même si on estime qu'une majorité de ceux qui n'ont pas spécifié les conséquences de leurs actes, soit parce qu'ils n'ont rien fait, soit parce que les actes n'ont pas eu de conséquences, cette particularité doit être considérée dans la construction de notre échelle de violence.

18.11.5.1 *La première échelle de violence*

Dans un premier temps, nous avons construit une échelle de gravité tenant compte de la fréquence des comportements violents, de leurs conséquences et également de l'attitude envers la violence. Elle était constituée de cinq niveaux. Au premier niveau, on trouve les jeunes qui n'avaient rapporté aucune violence ; ensuite les auteurs de violence légère, sans arme ou brutalité excessive, peu fréquente (moins de 20 fois) et sans conséquence (aucune blessure ou rien de grave, des hématomes). On peut sans doute penser qu'il est inadéquat de parler de violence « peu fréquente » lorsqu'il s'agit de comportements qui se sont tout de même répétés parfois jusqu'à 19 fois en une année. Mais, il faut garder à l'esprit qu'il s'agit là du regroupement de tous les comportements dans lesquels certains peuvent être de peu de gravité (gifles, coups sans conséquence). Puis, on trouve les auteurs de violences moyennes, soit avec utilisation d'armes ou comportement brutal, soit avec des conséquences pour la victime sous forme de visite chez un médecin ou une hospitalisation, ou encore des violences fréquentes. Au quatrième niveau, on trouve les auteurs de violence du même type que dans la catégorie précédente mais accompagnée d'une attitude favorable envers la violence. Le cinquième et dernier niveau concerne les individus habituellement violents, qui ont blessé quelqu'un, qui ont tous montré une attitude nettement violente, et qui n'ont pas eu de scrupules à utiliser des armes, à être brutal ou qui ont recouru à la violence physique plus de 20 fois au cours de l'année précédente.

Grâce à cette échelle, nous avons constaté que les individus ayant une idéologie violente n'étaient pas toujours les plus agressifs par rapport à ceux qui n'avouaient pas une telle acceptation de la violence. La contradiction entre ce que les individus considèrent comme juste en théorie et leur comportement concret est une caractéristique profondément enracinée dans la nature humaine (cf. chapitre 11. « Violence », la théorie de *dissonance cognitive*). On peut ajouter que tout le monde connaît de petits déraillements impulsifs qu'il ne peut pas contrôler, même s'il sait qu'ils sont nuisibles.

Nous avons ensuite abandonné cette échelle parce qu'au cours de l'analyse, il nous est apparu qu'une catégorie importante d'agresseurs violents n'avait pas été prise en compte, à savoir les auteurs de brigandage, d'extorsion ou de chantage, qui menacent leurs victimes avec des armes sans user nécessairement de violence physique !

18.11.5.2 *L'échelle de violence adoptée*

L'échelle adoptée peut se résumer ainsi :

Échelle de la violence commise par les recrues

0. Le jeune homme n'a commis aucune violence physique ;
1. Le jeune homme a agressé quelqu'un moins de vingt fois, sans recourir aux armes, sans le blesser, sans l'avoir menacé dans un but lucratif (gifles, coups et menaces sans conséquences) ;
2. Le jeune homme a souvent agressé des victimes sans blesser quelqu'un, ou a utilisé une à deux fois une arme contre quelqu'un sans le blesser, ou bien il lui est arrivé de blesser quelqu'un mais sans recours aux armes et sans être fréquemment violent ;
3. Le jeune homme a souvent agressé des victimes en les blessant, a utilisé des armes en blessant quelqu'un, a menacé avec une arme dans un but lucratif, a commis trois fois ou plus une agression à l'aide d'une arme (couteau, arme à feu, objet lourd, poison) ;
- x. N'a pas répondu.

Nous sommes de nouveau confrontés au problème de la notion juridique de culpabilité, qui n'est certaine que sur le dernier niveau. Au premier niveau, celui de la violence la plus légère,

le caractère exceptionnel de ces actes apparaît clairement. Le deuxième niveau, ou niveau intermédiaire, comprend des individus qui ont blessé quelqu'un peut-être par coïncidence, ou des individus qui, dans des circonstances particulières, sont souvent impliqués dans des bagarres (par exemple ceux qui ont un frère violent). D'autre part, on trouvera à ce niveau ceux dont la culpabilité ne fait aucun doute et qui n'ont pas fourni toutes les informations nécessaires.

Quelles sont enfin les fréquences, les conséquences et les formes de violence selon l'échelle de gravité ? Les analyses suivantes nous renseignent sur les spécificités de cette répartition en quatre niveaux. Le fait d'être préparé à une altercation éventuellement violente et d'utiliser des armes à plusieurs reprises, peut témoigner d'une intention violente. On le constate en consultant le tableau 18.10.

Tableau 18.10 : Les formes de transgressions violentes commises au cours des 12 derniers mois précédant l'école de recrues

	Niveau de violence	0 Aucune N=15'671	1 Légère N=4'092	2 Moyenne N=680	3 Lourde N=341	x Inconnu N=530
Présence de :	% des colonnes	%	%	%	%	%
Injures verbales		62.38	79.99	88.38	90.62	36.23
Intimidations		27.96	59.70	66.47	88.27	13.96
Menace avec arme		—*	4.67	10.74	69.50	—*
Coups, gifles		—*	70.23	59.85	82.40	—*
Battre, coups de pied		—*	32.01	51.47	80.06	—*
Battre avec un objet lourd		—*	—*	7.94	59.82	—*
Ligoter		—*	2.91	3.68	21.99	—*
Coups de couteau		—*	—*	1.18	22.29	—*
Etrangler, attaquer au cou		—*	5.06	8.53	34.31	—*
Faire consommer des substances à l'insu		—*	1.52	0.88	19.65	—*
Lancer des pierres		—*	2.13	3.53	26.39	—*
Utiliser une arme à feu contre quelqu'un		—*	—*	1.47	28.45	—*
A commis des actes dont il ne peut pas parler		—*	0.68	2.50	14.66	—*

N= 21'314

(Note: * ces valeurs sont la conséquence de la définition de l'échelle)

De grandes différences caractérisent les actes commis au niveau 2 (violence moyenne) et ceux commis au niveau 3, où la violence est lourde, intentionnelle et fréquente. Cette distinction entre deux niveaux de gravité est pertinente. En effet, les premiers se battent violemment à l'aide de coups de poings et de coups de pieds, mais dans la plupart des cas sans recourir à une arme. Les seconds utilisent des objets, des couteaux, des pierres, voire des armes à feu. Il est intéressant de noter qu'un certain nombre d'agresseurs parmi les plus violents (14.7%) n'ont pas (peut-être par honte) tout dévoilé de leurs actes (« Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler »).

Le tableau 18.11, qui indique les fréquences de violences physiques, permet d'établir une distinction entre les niveaux deux et trois.

Tableau 18.11 : Fréquences des violences commises durant les douze derniers mois avant l'école de recrue sur l'échelle de violence

Fréquence des actes commis	0x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	Pas répondu
% des lignes	%	%	%	%	%	%
0. N'a commis aucune violence physique (N=15'671)	98.52	—*	—*	—*	—*	1.48
1. Formes d'agressions physiques moins graves (N=4'092)	5.16	42.11	30.38	10.09	0.00	12.27
2. Formes d'agressions physiques de gravité intermédiaire (N=680)	23.82	12.50	21.91	16.18	21.91	3.68
3. Agresseur très violent (N=341)	0.00	2.64	17.30	29.33	50.73	—*
x. Pas d'informations suffisantes (N=530)	—*	—*	—*	—*	—*	100.00

N=21'314

(Note: * ces valeurs sont la conséquence de la définition de l'échelle)

On voit ici que les violences légères, dans environ la moitié des cas, sont commises de manière très isolée, à savoir une ou deux fois par année. De plus il est assez rare (10.1%) qu'elles soient perpétrées fréquemment, c'est-à-dire plus de six fois en une année. En revanche les violences lourdes sont souvent très fréquentes. Le tableau 18.12 met en évidence les conséquences des violences selon le niveau de l'échelle.

Tableau 18.12 : Conséquences des violences commises les douze derniers mois avant l'école de recrues sur l'échelle de violence

	Aucune / Pas répondu	Sans gravité	Recours à un médecin	Hospitalisation	Ne le sait pas
% des lignes	%	%	%	%	%
0. N'a commis aucune violence physique (N=15'671)	100.00	—*	—*	—*	—*
1. Formes d'agressions physiques moins graves (N=4'092)	75.76	5.47	—*	—*	18.77
2. Formes d'agressions physiques de gravité intermédiaire (N=680)	21.76	6.18	14.12	55.74	2.21
3. Agresseur très violent (N=341)	22.29	10.56	31.96	24.93	10.26
x. N'a pas répondu (N=530)	100.00	—*	—*	—*	—*

N=21'314

(Note: * ces valeurs sont la conséquence de la définition de l'échelle)

On remarquera que la majorité des auteurs de violence légère n'ont pas répondu à la question concernant les conséquences de leurs actes. On peut légitimement penser qu'étant donné le peu de gravité de leurs actes, les recrues n'ont pas jugé nécessaire de répondre à cette

question. Parmi celles qui ont répondu, seuls 1.47% ont dit ne pas connaître les conséquences de leurs actes. De plus la majorité d'entre elles a répondu qu'il n'y avait eu aucune conséquence pour la victime.

À première vue, on pourrait constater une contradiction dans le fait que les recrues du niveau deux de l'échelle de violence ont plus souvent que les agresseurs les plus violents (niveau 3) blessé quelqu'un au point qu'il fallu envoyer la victime aux urgences. En fait, ce résultat reflète d'une part la sélection des catégories qui prévoyait que les auteurs de brigandage entre autres soient classés au niveau le plus grave, alors que ces derniers ne blessent pas nécessairement leurs victimes. D'autre part, ce résultat s'explique aussi par le fait que les jeunes hommes de la cohorte ayant intentionnellement blessé leur victime de manière très grave ou même tué quelqu'un, ne vont pas se trouver à l'armée l'année suivante s'ils ont été découverts. Ainsi, du point de vue de la culpabilité pénale on va trouver parmi les recrues celles qui ont blessé sérieusement leurs victimes sans en avoir l'intention, ainsi que celles dont l'intention était très violente mais qui, par hasard ou par des événements indépendants de leur volonté, ne sont pas parvenus à la mener à terme. Le premier groupe devrait idéalement être classé au niveau 2, et le second plutôt au niveau 3. Par conséquent, ce résultat est conforme à ce que l'on pouvait attendre de notre échantillon.

Certes, cette échelle peut être critiquée sur plusieurs points. Comme il s'agit d'un prototype, on peut imaginer que des variations importantes soient possibles. Par exemple cette catégorisation ne contient pas les mobiles spécifiques qui engendrent la violence. Or certains textes en criminologie différencient la violence instrumentale de la violence émotionnelle. La violence instrumentale, motivée extrinsèquement, sert à réaliser un autre objectif, qui peut être l'extorsion d'argent, un moyen de défense, la réalisation d'un hold-up de banque ou toute autre forme d'exercice de pouvoir. La violence émotionnelle est, quant à elle, la conséquence d'une perte de contrôle sous l'effet d'émotions, dans un contexte relationnel ; elle n'est plus un moyen utilisé sciemment pour atteindre un but défini, elle est pour ainsi dire un but en soi, c'est-à-dire qu'elle a pour objectif inconscient de décharger l'individu d'une tension.

18.11.6 Répartition de la délinquance et définition du seuil global

Une limite pour chaque catégorie d'infractions a été fixée à l'aide de la moyenne du nombre d'infractions commises et de celle du nombre de victimes. 69.4% des recrues tombent en dessous de ces limites. Pour cela, ni la somme des délits non violents et non sexuels (sans les violations des règles de la circulation routière), ni la somme des délits violents, ni celle des transgressions d'ordre sexuel, ne devait dépasser 2 ; le total de toutes les infractions devait être inférieur à 9 (y inclus les infractions routières) ; enfin, le nombre de victimes ne devait pas être supérieur à une seule. Le 29.5% des recrues dépassent donc, dans un ou plusieurs domaines, la moyenne statistique d'infractions avouées. Celle-ci est cependant une norme statistique stricte, ne permettant aucune déviance de la moyenne. Sachant qu'une grande part d'individus qui sont ainsi classés comme « délinquants » sont néanmoins du menu fretin, il faut trouver une norme moins restrictive et absolue.

Puis, afin de différencier les cas plus graves des cas banals ou bénins, nous avons calculé les moyennes des divers types d'infractions et les écart-types. Cette démarche nous a permis d'obtenir une image plus claire de ce que l'on peut qualifier de « normal » par rapport à ce qui ne l'est pas. Toutefois nous avons établi une certaine marge pour définir la « normalité », en prenant en compte la déviation standard de la moyenne (écart-type) pour établir nos limites.

On peut alors ajouter à la marge de la moyenne (M), l'écart-type (s), mesure statistique qui donne des informations supplémentaires concernant la dispersion des valeurs d'une variable. En ajoutant à la moyenne des infractions et à la moyenne des victimes chaque fois la marge

de deux écart-types, on obtient la répartition donnée dans le tableau 13.2 (cf. chapitre 13 « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée »).

Derrière les symboles « M » pour la moyenne et « s » pour l'écart-type du tableau 13.2, se cachent les limites définies par les moyennes (respectivement les écarts-types) non seulement par rapport à la somme de toutes les infractions, mais également par rapport à tous les domaines : délinquance générale, violence et délinquance sexuelle, y inclus également les taux de victimes. 34.6 % des recrues ont donc commis quelques actes illégaux mais n'ont dans aucun domaine dépassé la moyenne, et ceci en considérant à la fois l'ensemble des infractions et des victimes, ainsi que chaque domaine particulier (délinquance financière et routière, violence, transgressions d'ordre sexuel). 21.4% des recrues dépassent la moyenne (soit dans un des domaines, soit dans l'ensemble des infractions, soit par rapport au nombre de victimes), mais se trouvent encore dans la marge des deux écart-types supplémentaires. Cette marge permet une certaine tolérance, dans la mesure où une recrue peut dépasser la moyenne dans un domaine, ou dans l'ensemble, mais sans être trop impliquée dans la délinquance. Enfin, nous avons obtenu un taux de 8.1% de recrues qui ont dans une catégorie d'infractions ou dans plusieurs commis un registre important d'actes délictueux : soit plus de 16 délits non violents et non sexuels (sans violations des règles de la circulation routière), soit plus de 15 délits violents, soit plus de 26 transgressions d'ordre sexuel, soit un total de toutes les infractions qui est supérieur à 45 actes (y inclus les infractions routières). Enfin nous avons aussi compté sous la rubrique des multirécidivistes tous ceux (N=436) qui ont commis un crime dangereux pour l'intégrité corporelle ou sexuelle de la victime (agresseurs situés sur le niveau 3 de l'échelle des violences ou des celle de transgressions sexuelles, et aussi les incendiaires récidivistes). La catégorie des multirécidivistes et des criminels potentiellement dangereux était nommée « délinquants distinctifs » selon une terminologie adoptée par FRECHETTE et LEBLANC (1987).

18.12 L'opérationnalisation de syndromes psychiatriques

La description de cette procédure ne sera pas longue, puisqu'il s'agissait simplement de nous conformer le plus possible aux critères définis par le DSM-IV pour le *trouble des conduites*, la *personnalité antisociale*, et au catalogue des critères de RAUCHFLEISCH, pour la *personnalité dyssociale*. Pour pouvoir identifier les individus atteints d'un développement mental incomplet moins grave qu'une *personnalité dyssociale* ou *antisociale*, nous avons complété les symptômes de la liste de RAUCHFLEISCH, qui n'étaient pas suffisamment nombreux pour admettre une dyssocialité, par ceux apparus pendant l'enfance. Les difficultés d'interprétation rencontrées lors de l'opérationnalisation des critères sont discutées dans le chapitre portant sur la psychopathologie.

18.12.1 Variables situationnelles et variables mixtes indiquant des syndromes

Afin d'effectuer la comparaison de l'influence des facteurs situationnels par rapport à la psychopathologie, les grilles que nous avons choisies, impliquant aussi bien les comportements occasionnels que les comportements fréquents, inoffensifs aussi bien que dangereux, nous ont permis de transformer les réponses en variables *unidimensionnelles* et en variables mixtes. Les variables unidimensionnelles mesurent de façon progressive le risque lié à l'exposition à certaines situations spécifiques. Un risque situationnel serait par exemple lié au nombre d'amis délinquants (allant de zéro jusqu'à sept amis) ayant eu des difficultés avec la police (question 81). Dans l'analyse logistique, on peut introduire cette variable à intervalles et relever le changement graduel du risque sur l'échelle. Par exemple, avec chaque

ami délinquant supplémentaire, le risque de blesser une victime avec des violences intentionnelles augmente par un facteur x, en considérant également l'effet d'autres facteurs.

En revanche les variables composites ou mixtes seront utilisées en psychopathologie quand il s'agira de relever des syndromes. Les syndromes, tout comme les *clusters*, sont des combinaisons typiques de symptômes ayant atteint un certain niveau de gravité. On peut donc utiliser cette même variable (question 81) en combinaison avec le nombre total d'amis (question 86) pour mesurer le symptôme d'un isolement social et des difficultés à soutenir des relations avec les pairs, si une recrue ne compte aucun ami ou aucun ami non délinquant (question 86=0 ou question 86 - question 81≤0). Ce symptôme, c'est-à-dire l'amplitude extrême de ces deux variables, entre dans la définition du syndrome de la dyssocialité qui comprend lui-même dix dimensions : tolérance aux frustrations basse, sens des réalités diminué, troubles relationnels, déprime, pathologie du *surmoi*, mécanismes de défense primitifs, perturbation dans le développement des impulsions, désintégration du *moi*, chronicité de la perturbation, et noyau narcissique. À partir d'un certain nombre de symptômes (ici nous avons choisi comme seuil le fait d'en avoir trois ou plus) on peut diagnostiquer un trouble. Dans l'analyse logistique, nous avons considéré le nombre de symptômes comme variable indépendante, ce qui nous permet aussi de relever le risque lié à la présence de ce trouble par rapport à d'autres facteurs.

18.13 Différences entre recrues et non-recrues

Selon la terminologie anglaise, le *sampling bias* est le biais qui ressort d'une sélection particulière de l'échantillon. On ne peut pas l'exclure complètement des sondages, car un certain nombre d'individus à risque ne veulent ou ne peuvent pas répondre au questionnaire. En règle générale, nous avons également introduit les données concernant les non-recrues dans les tableaux des variables, afin que les lecteurs puissent avoir un aperçu des différences qui existent entre ces deux groupes. RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART (1994, p.96) considèrent que : « *Les enquêtes complémentaires permettent d'émettre une hypothèse sur la nature des erreurs introduites par les non-répondeurs, et si elles portent sur un effectif suffisant, de réaliser les corrections voulues. Encore faut-il qu'il n'y ait pas de non-réponses au niveau de la contre-enquête.* » Ici, les non-répondeurs sont les hommes qui n'ont pas été incorporés dans l'armée, c'est-à-dire les non-recrues. La dernière condition mentionnée par RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART étant impossible à remplir, l'enquête complémentaire doit uniquement permettre des estimations ou des tendances. Les différences les plus marquées concernant quelques indicateurs portant sur la victimisation, la délinquance ainsi que sur certains symptômes seront brièvement rediscutées ici afin de donner une idée du biais lié à l'échantillonnage.

18.13.1 Différences concernant les données socio-démographiques

En comparant les échantillons des recrues et des non-recrues, on s'aperçoit que les caractéristiques des deux groupes diffèrent parfois de beaucoup, notamment au niveau du lieu de domicile et de la formation (cf. chapitre 7. « La vie des jeunes adultes »). En effet, 17.8% des non-recrues vivent dans des grandes villes, contre 10.8% des recrues. De plus, 34% des non-recrues ont terminé un apprentissage ou leur maturité et se trouvent en formation continue ou dans une école supérieure, contre 10.2% des recrues. En ce qui concerne la formation des parents, on peut constater qu'il existe une différence presque aussi importante entre les non-recrues qui ont participé au sondage et les recrues (cf. chapitre 2. « Enfance »). Il est évident que les sujets interrogés par écrit, issus de milieux académiques, seront plus enclins à répondre au sondage. Par conséquent, on est confronté à un biais fondamental dans

la représentation des différentes couches sociales, notamment dans l'échantillon des non-recrues.

En même temps, nous constatons dans le sondage secondaire que les jeunes hommes exclus de l'armée pour des raisons de marginalité et de déviance importante n'ont probablement pas répondu. Cela n'est pas étonnant puisque l'on sait par d'autres enquêtes que les sondages par écrit demandent plus de motivation aux participants que ceux qui sont menés dans le cadre d'une institution.

Ainsi, s'agissant du sondage secondaire, on est confronté à un biais peu souhaitable pour une recherche criminologique. En effet, les individus qui sont les plus concernés par la délinquance sont également ceux qui ont le plus tendance à ne pas participer aux enquêtes scientifiques (cf. HINDELANG, HIRSCHI & WEIS 1981). En premier lieu, il résulte des comparaisons (entre recrues et non-recrues), que l'échantillon des recrues est le plus représentatif de l'ensemble des jeunes hommes. On constate aussi que les deux extrêmes des couches sociales chez les recrues sont biaisés : certains étudiants des hautes écoles essayent de se faire réformer ; et les jeunes délinquants, les toxicomanes et certains jeunes hommes sont exclus de l'armée pour diverses raisons (par exemple les handicapés et les personnes souffrant de troubles psychiques très sérieux). S'agissant des non-recrues, le biais affectant la représentativité est probablement de nature à compromettre dans une certaine mesure la validité des résultats. En effet, la couche sociale privilégiée est sur-représentée dans une grande proportion, alors que les couches sociales marginales et les personnes déviantes sont nettement sous-représentées. Ainsi, les résultats obtenus à partir de l'échantillon des non-recrues perdent une part de leur validité par rapport aux résultats des recrues.

18.13.2 Différences par rapport à l'enfance et la jeunesse

18.13.2.1 Violences subies

Pour identifier les différences entre recrues et non-recrues sur le plan de la violence physique subie en général – c'est-à-dire commise par n'importe quelle personne, membre de la famille ou non – nous nous sommes référés aux items de la question 47 (cf. questionnaire en annexe). La question 47 concerne les violences subies durant l'enfance (de 6 à 11 ans). Les auteurs de cette victimisation n'ont été relevés qu'auprès des recrues. En comparant l'enfance des recrues à celle des non-recrues, nous n'avons trouvé que peu de différences.

Il apparaît que la victimisation par des coups de pieds ou des violences moins graves comme des gifles, est quasiment identique dans les deux groupes étudiés.

Relevons encore le fait que les non-recrues ont plus souvent omis certaines questions comparativement aux recrues. En effet, pour la population des non-recrues il y avait moins de questions touchant à la sphère privée et moins d'obligation morale pour participer à l'enquête. Il pourrait simplement s'agir de l'*artefact* mentionné plus haut : il arrive que les personnes qui n'ont pas vécu une expérience ne remplissent pas la case « jamais ».

18.13.2.2 Abus sexuels subis

Une seule forme d'abus a été relevée à titre comparatif chez les non-recrues, à savoir celle des attouchements sur les parties génitales, contre la volonté de l'enfant. Les non-recrues ont été plus épargnées par les abus fréquents que les recrues.

18.13.2.3 Psychopathologie de l'enfant

Tous les symptômes du grand questionnaire n'ont pas été pris en considération pour la comparaison entre recrues et non-recrues. Seuls quelques symptômes ayant un rapport avec la souffrance d'une victimisation ont été repris : énurésie, problèmes de concentration et de nervosité, obésité, le fait de s'infliger des blessures (c'est-à-dire *troubles artificiels*), et enfin

fugues. Nous aurions dû prendre aussi en compte les comportements suicidaires. En effet, ils sont assez spécifiques des jeunes hommes devenus délinquants.

Les non-recrues rapportent en moyenne encore plus de symptômes que les recrues. Ceci est un indice supplémentaire du biais mentionné plus haut. Ainsi, la conscience plus développée de l'état psychique des individus qui ont pu bénéficier d'une éducation supérieure ou qui ont une certaine familiarité avec les milieux intellectuels favorise, chez les non-recrues, la perception plus fréquente de symptômes. L'expérience clinique montre que la capacité d'auto-réflexion et la volonté de dévoiler son état mental à autrui sont étroitement liées à des facteurs culturels, notamment par le fait d'avoir reçu une éducation supérieure. Nous pouvons donc dire que la différence entre recrues et non-recrues reflète probablement le biais lié à la formation universitaire et l'appartenance à un milieu intellectuel.

18.13.2.4 *Violences perpétrées pendant l'enfance*

Le répertoire entier des comportements perturbés n'a pas pu être relevé auprès des non-recrues. Cependant, s'agissant de l'enfance, il s'est avéré que les non-recrues ont rapporté considérablement moins d'actes d'agressions physiques et psychologiques que les recrues pour la période de l'école primaire (significativité : $p < 0.001$). Par rapport aux garçons ayant utilisé la violence physique très souvent (20 fois ou plus dans la période concernée) ou des violences occasionnelles plus lourdes – avec les pieds ou des objets, le taux de recrues concernées équivaut à peu près au double ou au triple du taux de non-recrues qui l'ont utilisée également (cf. questions 42b, d, e, f dans le questionnaire en annexe). En revanche ceux qui n'ont recouru que rarement à la violence (1 à 2 fois) sont à peu près aussi nombreux, voire plus nombreux chez les non-recrues que chez les recrues. Le pourcentage de non-réponses était à peu près le même pour les deux échantillons.

18.13.3 Différences par rapport à la délinquance à l'âge adulte

18.13.3.1 *Différences par rapport à la violence perpétrée*

Afin d'étudier les différences entre recrues et non-recrues par rapport à la violence perpétrée, nous avons créé une échelle de violences légèrement adaptée qui tient compte des informations dont on dispose pour les deux groupes respectifs.

Tableau 18.13 : Différences entre les fréquences et la gravité des violences autoreportées par les recrues et les non-recrues

Échelle de violence réduite	Recrues N=21'314		Non recrues N=1'160	
	N	%	N	%
0. Aucun acte de violence	16'254	76.26%	926	79.83%
1. Violence légère sans armes	3'682	17.28%	184	15.86%
2. Violence fréquente ou avec armes	531	2.49%	27	2.33%
x. Pas d'informations suffisantes	847	3.97%	23	1.98%
Totaux	21'314	100.00%	1'160	100.00%
N=22'474		sig. $p < 0.002$		

Le tableau 18.13, qui se réfère à une échelle réduite de violence – à la différence de l'échelle complète de violence dans le chapitre sur la violence – ne contient pas l'effet des actes sur l'intégrité corporelle des victimes. Il nous montre cependant qu'il n'existe pas de grandes

différences entre les deux groupes (recrues, non-recrues) si on considère les armes utilisées et la fréquence des agressions. Par rapport à l'échelle de violence réduite, on note toutefois une petite différence entre les recrues et les non-recrues. On observe : 76.3% des recrues et 79.8% des non-recrues interrogées ne font jamais preuve de violence. Les non-recrues qui ont répondu au sondage complémentaire sont significativement moins violentes que les recrues.

18.13.3.2 Différences par rapport aux transgressions d'ordre sexuel

Les données recueillies permettent également d'évaluer les non-recrues sur une échelle des transgressions sexuelles légèrement différente de l'échelle complète. Cette échelle modifiée se base uniquement sur la nature et les fréquences des actes mentionnés, sans tenir compte des circonstances (présence ou non de menaces) :

Tableau 18.14 : Echelle modifiée des transgressions d'ordre sexuel sur la base de la nature des actes commis

Échelle modifiée de transgressions d'ordre sexuel	Recrues N=21'314		Non recrues N=1'160	
	N	%	N	%
0. Aucun acte de harcèlement sexuel	17'446	81.85%	945	81.47%
1. Abus moins graves, abus avec contact génital, ou fréquents mais sans pénétration	1'889	8.86%	148	12.76%
2. Pénétration contre la volonté (avec ou sans viol)	648	3.04%	37	3.19%
x. Pas d'informations suffisantes	1'331	6.24%	30	2.59%
Totaux	21'314	100.00%	1'160	100.00%
N=22'474		sig. p<0.001		

On voit que les atteintes moins graves et les atteintes graves mais exceptionnelles ont été plus souvent avouées par des non-recrues. Une information supplémentaire se trouve dans le chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions sexuelles ». Au dernier niveau des atteintes plus graves (pénétrations), la relation entre recrues et non-recrues est inversée. Le pourcentage de recrues qui avouent des pénétrations très fréquentes contre la volonté de leur partenaire est plus élevé que celui des non-recrues.

18.13.3.3 Différences par rapport à la délinquance générale

Les réponses des non-recrues aux questions concernant les drogues contiennent dans l'ensemble quelques inconsistances. On peut remarquer qu'elles consomment plus de cannabis et aussi plus de drogues dures que les recrues. On constate parallèlement qu'elles disposent plus fréquemment d'une source de revenu non déterminée, alors qu'elles déclarent moins souvent s'adonner à la vente de drogues douces que les recrues. En outre, le fait que les non-recrues avouent moins souvent une perte de contrôle ou des épisodes d'agressivité suite à une consommation excessive d'alcool ou de drogues comparativement aux recrues, nous laisse penser que finalement, les effets et les conséquences de l'abus de telles substances sont probablement banalisés dans une plus large mesure dans cette population.

En ce qui concerne les délits dirigés contre les biens matériels, à savoir les dommages causés à la propriété, les actes frauduleux et les vols en général, les résultats de nos analyses nous montrent un taux de prévalence également plus élevé chez les non-recrues qui semblent ainsi plus fréquemment profiter des occasions qui se présentent au quotidien. Il est à noter que les infractions en question sont toutes, d'une certaine manière, commises dans l'anonymat. En

revanche on constate que la délinquance routière est moins répandue chez les non-recrues. À ce propos, nous pensons que c'est l'influence du lieu de domicile qui est à l'origine de cette différence. En effet, les non-recrues, qui sont plus nombreuses à habiter dans les grandes villes, sont amenées à faire plus souvent usage des transports publics et sont peut-être moins souvent possesseurs d'une voiture.

18.13.4 Résumé de la différence entre l'échantillon des recrues et celui des non-recrues qui ont participé au sondage complémentaire

Si nous devons résumer brièvement les différences qui existent entre les recrues et l'échantillon constitué des non-recrues ayant répondu au sondage complémentaire, on pourrait dire que le niveau de formation des non-recrues est nettement plus élevé que celui des recrues. De plus les non-recrues habitent plus souvent dans les grandes villes et ont également plus de problèmes de drogue que les recrues. En revanche les recrues sont plus souvent violentes. Ce résultat paraît tout à fait plausible si on considère que ceux qui ont des problèmes avec les produits stupéfiants vont certainement être plus souvent dispensés du service militaire pour raisons psychiatriques, tandis que ceux qui ont des comportements violents sont moins facilement reconnaissables. On peut estimer que les jeunes ayant une tendance violente vont intégrer l'école de recrues avec un certain plaisir, afin d'y apprendre à manipuler des armes par exemple, même si ce genre de motivation de la part de certaines recrues ne correspond pas, bien sûr, au sens de leurs obligations militaires. Ainsi, ils seront peut-être exclus de l'armée plus tardivement, en raison de leur comportement.

Pour commenter l'ensemble des différences constatées entre recrues et non-recrues, il nous paraît nécessaire de relever dans ce chapitre la présence d'un biais possible en faveur de la population des recrues. En effet les jeunes délinquants connus des autorités, les récidivistes, ou ceux qui ont commis des crimes graves, ainsi que les personnes souffrant d'une maladie mentale, sont généralement exclus de l'armée. De même, ce type d'individus est également peu représenté dans l'échantillon de notre enquête complémentaire. En tous les cas, l'échantillon complémentaire composé des non-recrues est beaucoup moins représentatif du groupe entier des non-recrues comparativement à l'échantillon des recrues qui représente de manière adéquate l'ensemble des jeunes hommes suisses âgés de vingt ans.

En tenant compte de tous les biais mentionnés, il faut se rappeler que ce sont malgré tout des défauts que l'on peut évaluer, au sens où seuls les extrêmes n'y sont pas inclus. Les autres études menées dans le cadre des *Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse et des recrues* ont également montré que le biais relevé n'était pas de nature à fausser les résultats, mais que les fréquences des comportements inhabituels risquaient d'être un peu atténuées dans les réponses à analyser (HALTINER, communication personnelle).

18.14 Validité du sondage par rapport au chiffre noir

18.14.1 Remarques quant à la validité des sondages en criminologie

Une enquête scientifique ne doit pas seulement être représentative, elle doit aussi contenir des réponses valides, c'est-à-dire pertinentes par rapport au sujet traité. À cet égard, BRUINSMA (1988 p.131) relève quelques aspects intéressants de l'évolution des théories en criminologie. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la théorie de l'étiquetage (en anglais *labelling approach*) postule que les sondages en criminologie qui se basent sur les enregistrements des statistiques officielles par des autorités pénales sont biaisés. Les partisans de cette théorie, de même que les représentants de l'école de la criminologie radicale, estiment en effet que la cause principale de la délinquance réside dans la stigmatisation des individus déviants, une condamnation pénale étant nécessairement à l'origine d'un tel cercle vicieux. Certains

théoriciens affirment que les prétendues caractéristiques des délinquants ne sont que les effets négatifs de la poursuite et des condamnations pénales dont ceux-ci ont fait l'objet. Ainsi, selon la théorie radicale, les délinquants ne seraient qu'une sélection particulière d'individus vulnérables au fonctionnement du système pénal ; c'est-à-dire chez qui la probabilité d'être pris dans les mailles du système est plus forte qu'elle ne l'est pour le reste de la population. Pour les tenants de la criminologie radicale, le système pénal constitue bien plus la cause de la délinquance qu'un outil de prévention. En outre, ils estiment que les criminels mentalement sains et ceux qui sont issus de la classe moyenne ne sont jamais détectés par le système. Selon eux, les données officielles ne peuvent donc constituer un instrument valide pour mesurer la délinquance.

Cependant, depuis lors, les enquêtes sur la délinquance autoreportée ont été améliorées et sont devenues des instruments de choix, notamment en ce qui concerne la recherche sur l'étiologie de la délinquance. Au cours de nos analyses, nous avons pu observer que les hypothèses de la criminologie radicale n'étaient pas corroborées par les données que nous avons recueillies (cf. chapitre 13. « Vue d'ensemble de la délinquance autoreportée »).

Quant aux études sur le chiffre noir menées au moyen d'un questionnaire anonyme, la validité des réponses est également soumise à de nombreuses critiques. Comme nous allons le voir d'un point de vue méthodologique plus approfondi ces critiques sont peu fondées. Par définition, le chiffre noir demeure inconnu et ainsi, personne ne peut savoir avec certitude si les réponses données par les sujets sont correctes ou non. De fausses réponses peuvent survenir, en raison d'une mémoire défaillante, ou de la volonté de ne pas répondre honnêtement aux questions pour diverses raisons. Comment peut-on savoir qu'il ne s'agit pas de jeunes hommes qui ont voulu plaisanter, plutôt que de délinquants présumés que nous avons identifiés comme tels ? Comment peut-on savoir si les réponses concernant les souvenirs d'enfance sont correctes, ou si ces réponses souffrent d'un biais en raison du refoulement de souvenirs désagréables ?

Beaucoup d'hommes suisses racontent que pendant leur école de recrues, ils se sont permis de nombreuses blagues. Par conséquent, pourquoi n'auraient-ils pas rempli le questionnaire dans cet état d'esprit ? Il faut tout d'abord se demander comment on peut prétendre savoir, en dehors des tests déjà effectués, si un grand nombre de réponses n'étaient pas sincères ? Vraisemblablement, dans le cas de réponses non sincères, certains résultats devraient nous étonner et nous paraître peu plausibles par rapport aux autres sondages. Beaucoup de réponses bizarres influenceraient les résultats. Ainsi, les données devraient normalement contenir des pourcentages aléatoirement plus élevés ou plus bas par rapport à d'autres enquêtes comparables. Or, ce n'est pas le cas.

Dans le cas où de nombreuses recrues auraient utilisé l'enquête pour dire n'importe quoi, on devrait aussi constater une incohérence interne dans les résultats, sans compter un manque de validité externe. Une incohérence interne serait avérée si les fréquences des différentes variables avaient peu de sens, comparativement à d'autres variables. Si par exemple le taux des consommateurs de drogues dures était plus élevé que celui des drogues douces, ou si les consommateurs de drogues dures n'avaient pour la plupart indiqué aucun abus de cannabis, ce résultat indiquerait que le sondage n'a apparemment pas mesuré ce qu'il prétendait mesurer. Si l'on obtenait des chiffres peu plausibles par rapport à d'autres sondages, des incohérences internes de ce type feraient peser de sérieux doutes sur la validité de notre étude. Fort heureusement, nous n'avons décelé aucun des signes susmentionnés dans nos résultats.

Enfin, les discussions lors des pré-tests avec les recrues et les informations qui nous ont été données par les experts des *ch-x*, indiquent également que les recrues ont fait preuve de beaucoup de sérieux et de motivation par rapport à ce sujet, qui pouvait effectivement les intéresser. Il semble aussi que l'anonymat manifeste et la distance suffisante entre les recrues lorsqu'elles ont répondu au questionnaire nous ait protégés des plaisanteries.

Lorsqu'il s'agit de dévoiler complètement des faits assez intimes de la vie des personnes interrogées, toutes les méthodes en sciences humaines ont leurs faiblesses et peuvent être critiquées sur certains points. L'entretien personnel face à face peut être influencé de façon significative par ce que l'on appelle l'*effet de l'expérimentateur*, puisque ses attentes vont subtilement se faire ressentir dans son discours. L'enquête par téléphone n'assure pas non plus l'anonymat, puisque celui qui appelle connaît le nom du sujet. De plus d'autres personnes peuvent se trouver à proximité de la personne interrogée. Enfin, le questionnaire écrit peut être rempli de façon superficielle ou peu honnête. Dès lors, les résultats d'une enquête devraient être comparés à ceux obtenus par d'autres chercheurs à l'aide de méthodes différentes.

18.14.2 La reproductibilité de nos résultats

Le meilleur indicateur de la validité d'un sondage est la reproductibilité des résultats dans d'autres circonstances, dans d'autres lieux et à un autre moment. Si tel est le cas, on sait que ce qui a été mesuré par le moyen de ce même questionnaire correspond effectivement à ce que l'on entend par « délinquance » en général. Nous avons donc procédé à plusieurs reprises à des comparaisons avec d'autres sondages traitant du même sujet. Le chapitre 2. « Enfance et adolescence », sur la vie familiale et les données socio-démographiques, avait également pour objectif de confronter nos résultats avec ceux d'autres études effectuées sur le même thème.

Tableau 18.15 : Comparaison avec des recherches sur les moyens éducatifs et la maltraitance

Auteurs	Sujet	Méthode
PERREZ et al. 1991	Moyens éducatifs	Enquête auprès des parents suisses
PFEIFFER & WETZELS 1997	Moyens éducatifs	Enquête auprès de 3'249 enfants allemands
<p>Résultats :</p> <p>PERREZ, EWERT et MOGGI : 88.9% des parents disent gronder leurs enfants, 39.0% disent que les enfants doivent rester à la maison ou dans leur chambre à titre de punition et 18.8% avouent avoir recouru à des gifles et enfin, 0.8% avouent des maltraitements physiques plus cruelles (frapper avec un objet).</p> <p>PFEIFFER & WETZELS : 36.1% des enfants ont subi rarement des châtements corporels, et 38.8% des enfants de temps en temps ou plus souvent, 5.9% des enfants ont subi des maltraitements physiques plus cruelles (avec une arme, attaques au cou, coups de pied) rarement et 4.7% ont subi des maltraitements physiques plus cruelles de temps en temps ou plus souvent.</p> <p>RECRUES 97 : 75-79% de tous les garçons disent que les parents ont grondé, 30-33% qu'ils ont dû rester à la maison ou dans leur chambre. 25-30% des garçons ont reçu des gifles, et 2.2-3.1% ont subi des maltraitements plus sévères (ont été frappés violemment ou avec un objet).</p>		

Outre les sondages très généraux sur les données socio-démographiques concernant les Suisses, déjà mentionnés dans la description de l'échantillon, nous voulions présenter les enquêtes les plus importantes qui travaillent sur la délinquance. Celles-ci confirment toutes la crédibilité de nos chiffres. Les travaux de HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY (1997) et de GILLIOZ, DE PUY et DUCRET (1997) ont été faits sur la base de sondages suisses récents. Ils ont une importance majeure pour la connaissance de la violence dans la population suisse ; l'enquête de BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS (1988), et de

HAZELWOOD & WARREN (1989) quant à elle, étudie un petit groupe très particulier de criminels ayant commis des viols. Les tableaux 18.16 à 18.19 résument les enquêtes les plus significatives dans ces deux domaines.

Tableau 18.16 : Comparaison avec des recherches sur l'abus sexuel

Auteurs	Sujet	Méthode
HALPERIN et al. (1997)	Abus sexuel des garçons (et des filles)	Questionnaire distribué à l'école auprès de 1'193 élèves de 13 à 17 ans
<p>Résultats :</p> <p>HALPERIN et al : 2.2% de tous les garçons ont subi un abus avec contact génital, 0.5% ont subi une pénétration anale contre leur volonté. 66.7% des garçons étaient abusés par des agresseurs masculins, 27.8% par des femmes et 5.6% par des agresseurs des deux sexes.</p> <p>RECRUES 97 : 2.3% de tous les garçons ont subi un abus avec contact génital, 0.47% ont subi une pénétration anale contre leur volonté. 61.4% des garçons ont été abusés par des agresseurs masculins, 28.8% par des femmes et 9.7% par des agresseurs des deux sexes.</p>		

La question du rôle des souvenirs de victimisation relatifs à des abus sexuels ou violents subis pendant l'enfance, (en anglais *the false memory / recovered memory debate*) est d'une brûlante actualité. Les opinions diverses font référence notamment à l'existence de souvenirs d'abus entièrement refoulés dans l'inconscient. Puisque notre questionnaire a été rempli spontanément, sans nécessiter une longue période d'introspection ou de recherche dans les souvenirs, il est peu probable que les réponses des recrues se soient référées à de « faux souvenirs » suggérés par quelqu'un. Par contre, il se pourrait que quelques incidents n'aient pas été notés, la personne les ayant oubliés. Cependant, la correspondance entre l'enquête de HALPERIN, BOUVIER et REY WICKY et la nôtre sur l'abus sexuel des garçons est importante. En effet, bien qu'il y ait un intervalle de plusieurs années entre les événements proprement dits et les réponses à l'enquête, les résultats concordent. En ce qui concerne la révélation de souvenirs plus éloignés dans le temps, la comparaison de notre étude avec celle qui vient d'être citée fait apparaître des fréquences très semblables d'abus sexuels avec contact physique. Et pourtant, ces derniers ont interrogé des écoliers genevois qui rendaient compte de leurs victimisations récentes, alors que les indications des recrues se référaient à des expériences subies cinq à dix ans avant l'enquête.

Une possibilité d'erreur de nature à compromettre la validité des résultats concordants obtenus par notre enquête et celles effectuées sur le même sujet par d'autres pourrait intervenir, s'il était avéré que les sujets d'un sexe ou d'un âge spécifique avaient tendance à se tromper ou à exagérer certaines informations toujours dans le même sens. Or, il a été intéressant de comparer une étude sur la victimisation des femmes où les femmes étaient les sujets de recherche (GILLIOZ, DE PUY et DUCRET 1997) avec notre étude, où les jeunes hommes cette fois-ci, étaient priés de répondre à des questions concernant la violence conjugale éventuelle entre leurs parents dont ils auraient pu être témoins.

Tableau 18.17 : Comparaison avec des recherches sur les femmes battues

Auteurs	Sujet	Méthode
GILLIOZ et al. (1997)	Prévalence des «femmes battues » Répartition des cas graves	Enquête téléphonique auprès de 1'500 femmes de 20 à 60 ans vivant ou ayant vécu en couple
<p>Résultats :</p> <p>GILLIOZ et al: 5.6% des femmes ont été battues durant les 12 mois précédents, le life-time risk était 12.6%. Parmi les femmes battues, 61% ont subi 1-2x des coups, 17% 3-5x, 13% 6-20x et 10% plus de 20 fois.</p> <p>RECRUES 97 : 8% des recrues ont vu leur mère être battue (<i>life time</i>). Parmi eux, 62% y ont assisté 1-2x, 18% 3-5x, 10% 6-20x et 10% plus de 20 fois.</p>		

Quant à la prévalence de la victimisation, toutes ces enquêtes ont relevé des taux de victimisation comparables aux nôtres.

On doit se demander si la validité des réponses peut également être testée quand il est question de crimes graves. En effet certaines recrues se sont peut-être présentées comme des délinquants, en pensant faire ainsi une bonne blague. Dans ce cas-là, nous trouverions une répartition des comportements et des symptômes peu vraisemblable par rapport aux études cliniques sur des agresseurs graves confirmés par un jugement. L'étude clinique de BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS (1988) et de HAZELWOOD & WARREN (1989, 1990) sur des violeurs condamnés, nous a fourni des données de base.

Tableau 18.18 : Comparaison avec des recherches concernant les violeurs

Auteurs	Sujet	Méthode
BURGESS et al. (1988) HAZELWOOD et al. (1989, 1990)	Personnalité et délinquance chez les violeurs et victimisation pendant leur enfance	Entretiens intensifs avec 41 violeurs en prison
<p>Résultats :</p> <p>BURGESS et al. & HAZELWOOD et al : 24% des violeurs ont déclenché des incendies pendant leur enfance et adolescence, 32% ont uriné au lit, 33% ont été sévèrement battus par leurs parents. 26% des violeurs aiment attacher leur partenaire pendant le rapport sexuel.</p> <p>RECRUES 97 : 30% des violeurs ont déclenché des incendies pendant leur enfance et adolescence, 33% ont uriné au lit, 36.7% ont été sévèrement battus par leurs parents. 23.3% des violeurs ont attaché quelqu'un durant les 12 mois précédents.</p>		

En ce qui concerne les caractéristiques des véritables criminels, nous retrouvons la même concordance entre les données de BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN, et BURGESS (1988), HAZELWOOD & WARREN (1989, 1990) et les nôtres, à propos de la prévalence d'abus sexuels subis par les violeurs. Ceci malgré l'âge moyen nettement plus élevé des violeurs condamnés (35 ans) dont les victimisations se réfèrent dès lors à un passé beaucoup plus éloigné. En outre, les caractéristiques pathologiques des violeurs que nous avons relevées, reproduisaient de façon assez précise les résultats des enquêtes citées ci-dessus; il semble que certains types de délinquance sévère soient effectivement dus à un syndrome psychopathologique, plutôt qu'aux conséquences de circonstances particulières. Notons qu'il

s'agit de violeurs condamnés, dans l'enquête de BURGESS, HAZELWOOD, ROKOUS, HARTMAN & BURGESS et HAZELWOOD & WARREN, et de violeurs impunis parmi les recrues de notre enquête. Le tableau 18.19 présente une comparaison entre les résultats présentés dans l'étude de PFEIFFER, DELZER, ENZMANN et WETZELS (1998) et les nôtres, à propos des agresseurs violents.

Tableau 18.19 : Comparaison avec des recherches concernant la violence

Auteurs	Sujet	Méthode
PFEIFFER et al. (1998)	Violence chez les jeunes	Questionnaire distribué à l'école
<p>Résultats :</p> <p>PFEIFFER et al : 5.3% des garçons allemands à l'âge de 15 ans ont menacé quelqu'un avec une arme durant l'année précédente. La prévalence d'une agression physique au moins une fois pendant l'année précédente de 17.3%.</p> <p>RECRUES 97 : 2.4% des recrues suisses à l'âge de 20 ans ont menacé quelqu'un avec une arme durant l'année précédente, pendant leur adolescence, 6.4% l'avaient fait. La prévalence d'une agression physique au moins une fois pendant l'année précédente de 18% à 20%.</p>		

Les chiffres que nous pouvons mesurer dépendent non seulement de l'anonymat garanti du sondage, mais du nombre d'items proposés aux sujets interrogés. En effet, plus il y a de détails à fournir, plus la probabilité de découvrir des violences devient élevée. Notre liste de comportements ayant été plus détaillée que celle de PFEIFFER, DELZER, ENZMANN et WETZELS (1998), nous devons obtenir un taux légèrement plus élevé.

18.14.3 Conclusions sur la validité

À la lumière des tableaux 18.15 à 18.19, on se rend compte que, d'après les méthodes employées, les âges et les sexes des personnes interrogées, les résultats sur le chiffre noir que nous avons obtenus sont tout à fait pertinents et plausibles. En effet, dans les domaines où existent des sondages comparables, nous n'avons pas trouvé de résultats très différents des nôtres. Si ces différences n'étaient dues qu'à quelques plaisanteries d'adolescents, nous n'aurions jamais obtenu une telle constance dans les fréquences relevées. La convergence des résultats prouve aussi que les trois méthodes : (1) le questionnaire écrit, (2) l'enquête téléphonique et (3) l'entretien face à face sont valides et complémentaires du point de vue méthodologique.

Les trois méthodes classiques précitées sont toutes valides pour rendre compte des souvenirs du passé et des victimisations récentes. Néanmoins un sondage écrit permet de mieux garantir l'anonymat, ce qui est important lorsqu'il s'agit de dévoiler des faits compromettants sur le comportement à l'âge adulte des personnes interrogées. De toutes les influences discordantes sur la présentation des faits – qui sont certainement encore plus nombreuses en criminologie que dans les autres domaines des sciences sociales – un sondage anonyme est probablement à même de garantir la plus grande authenticité, lorsque les sujets n'ont pas d'autres motivations dans leurs réponses que celle de donner aux chercheurs les informations demandées. Les données recueillies dans le cadre de l'enquête criminelle ou de l'expertise de l'inculpé ne sont pas toujours dévoilées aux autorités sans arrière-pensée, pour des raisons évidentes. Ce n'est d'ailleurs pas uniquement la crainte des conséquences judiciaires qui peut empêcher l'individu de se livrer à cœur ouvert. Le sentiment de honte ou de culpabilité face à un interlocuteur peut aussi constituer un obstacle important à la

révélation de ce qui a pu se passer. Ainsi, c'est sous couvert de l'anonymat, dans un sondage écrit que le nombre d'actes délinquants ou déviants, ainsi que le taux d'événements douloureux rapportés est le plus élevé.

18.15 Bilan sur la validité et la fiabilité de cette étude

Après avoir exécuté tous ces tests sur la validité et la fiabilité de notre enquête, nous espérons avoir montré de façon convaincante que les fondements méthodologiques de notre sondage sont solides. En dépit d'un biais inévitable, qui se retrouve aussi dans d'autres études sur le chiffre noir, la taille de notre échantillon permet tout de même de mieux observer des phénomènes plus rares, les cas de victimisation plus graves et les comportements les plus agressifs. Nous avons pu, grâce à cet échantillon considérable, trouver un groupe suffisamment important de personnes pour pouvoir effectuer des analyses statistiques. De plus, compte tenu de toutes les limites qui s'imposent à la recherche en sciences humaines, notre enquête est sans doute l'une des moins biaisées. Sa principale lacune se réfère à l'exclusion des extrêmes qui n'y sont pas inclus. Cependant, il s'est avéré que cette limite ne se répercute pas sur les résultats.

Quant à l'interprétation des résultats, il ressort de nos chiffres que la prévalence parmi les jeunes hommes suisses couvre le minimum de délinquance et le minimum de victimisation. Le taux d'abus relevés et le taux d'actes délinquants découverts au cours de l'enquête est probablement sous-estimé, ou en tout cas, certainement pas exagéré. Quant au taux maximum, il est impossible de fixer une limite supérieure sans se perdre en spéculations. De plus, dans quelle mesure les recherches menées sur la délinquance autoreportée sont-elles valides et confirmées par les événements survenus plus tard dans la vie des sujets ? Plusieurs études ont montré que cette méthode est valide. Par exemple, FARRINGTON (1973 cité dans COLEMAN & MOYNIHAN 1996, p.55) a utilisé les données d'une étude menée à Cambridge. Il a pu prouver que les informations autoreportées sur la délinquance des sujets ont une validité prédictive au niveau des futures condamnations pénales, validité indépendante d'autres facteurs prédictifs.

L'avantage exceptionnel de la représentativité de notre échantillon et de sa dimension, permet d'analyser aussi les formes de criminalité plus graves et plus rares. Après avoir examiné les principales études sur le chiffre noir, HINDELANG et al. (cité dans COLEMAN & MOYNIHAN 1996 p.53) ont déjà postulé en 1979 que la corrélation entre le crime grave et ses facteurs sociaux n'a jamais été suffisamment étudiée. Ces auteurs ont donc encouragé les criminologues à s'y intéresser de plus près, notamment à l'aide d'échantillons d'une plus grande ampleur, permettant ainsi aux sondages de délinquance autoreportée d'être plus pertinents. En effet ceux-ci étudient généralement des comportements moins graves, ne figurant pas dans les statistiques criminelles. Néanmoins jusqu'à ce jour, la quasi-totalité des enquêtes sur la criminalité la plus grave a été basée sur des échantillons choisis en fonction de leur disponibilité, et non d'une manière rigoureusement scientifique. Aucune de ces études ne justifie la façon dont ces échantillons cliniques se situent par rapport à la population générale et par rapport à la totalité des délinquants. Ainsi, nous ne pouvons tirer que très peu de conclusions de ces enquêtes cliniques existantes, puisqu'il leur manque la validité externe. Malgré le manque de connaissances suffisamment établies, les autorités sont obligées de prendre continuellement des décisions lourdes de conséquences pour l'avenir des personnes concernées (délinquants ou victimes potentielles). Nous espérons que notre recherche permettra de combler une lacune importante en criminologie appliquée.

On peut aussi s'interroger sur l'avenir des recrues lourdement impliquées dans la délinquance. À cet égard, les réponses d'un tel sondage ont-elles une valeur prédictive ? La validité prédictive de la délinquance autoreportée a été étudiée par FARRINGTON (1988 p.418). Ainsi, les résultats de notre sondage sur le chiffre noir devraient être corrélés au taux de

condamnation, à un âge plus avancé, des recrues qui ont avoué avoir commis des délits pendant la période prise en compte dans le sondage. Ce taux est le reflet de nouveaux délits postérieurs au sondage, et d'anciens délits antérieurs au sondage, découverts quelques années plus tard. En comparant les statistiques officielles avec les données recueillies dans le cadre de son sondage, FARRINGTON a pu observer que le taux de condamnations était plus élevé chez les sujets ayant indiqué un nombre important de délits non découverts, alors qu'il était moins important chez ceux qui n'avaient pas ou peu indiqué de délinquance autoreportée. En fait, il s'est avéré que les informations autoreportées entre 10 et 18 ans permettaient de prédire les condamnations qui allaient survenir jusqu'à l'âge de 32 ans. Ainsi, la valeur prédictive de ces sondages est quasiment équivalente à la valeur prédictive des condamnations juvéniles. Nous estimons donc que la majorité des délinquants très actifs seront détectés tôt ou tard pour un délit quelconque. Cependant, on ne sait pas quels délits vont être dénoncés ou soupçonnés, car leurs activités illégales couvrent un grand nombre d'infractions.

18.16 L'analyse logistique des facteurs

La validité des réponses étant établie, les questions relatives à l'étiologie de la violence peuvent être abordées. Nous avons utilisé ici des variables dichotomiques, ordinales et à intervalles, comme facteurs indépendants. Les variables dépendantes, c'est-à-dire celles qui sont mesurées, sont (1) le *trouble des conduites*, (2) la violence, et (3) les transgressions d'ordre sexuel. Elles seront transformées chaque fois en variables dichotomiques. Dans une publication récente, FARRINGTON, LOEBER et STOUTHAMER-LOEBER (2000 pp.15-16) expliquent les principaux intérêts de ces variables pour la recherche criminologique.

- Elles permettent une approche en termes de « facteur de risque ». Elles rendent aussi possible l'étude des effets cumulatifs de plusieurs facteurs de risque.
- Elles facilitent l'analyse des interactions entre variables (qui sont souvent négligées pour les variables continues, en raison de la difficulté que présente leur étude).
- Elles permettent d'étudier toutes les variables directement, en égalisant la sensibilité de leur mesure. Certaines variables sont déjà dichotomisées (par ex. la famille dissociée, le fait que la famille vive de l'aide sociale). Dans beaucoup d'études, il est difficile de savoir si une variable est liée de façon plus étroite à un résultat qu'à un autre, en raison de la sensibilité de la mesure ou plutôt en raison d'influences causales différentielles.
- Les données dichotomiques permettent l'utilisation des *odds ratio* comme mesure de la force de la relation. Ceci présente de multiples avantages (FLEISS 1981). « *L'odds ratio (...) indique l'augmentation du risque en présence d'une certaine caractéristique (par exemple être âgé de moins de 35 ans). Si la valeur est de 1, cela signifie que la variable indépendante en question n'a pas d'influence sur le risque.* » (BERRUX & KILLIAS, 1999, p.2). L'*odds ratio* est donc couramment compris comme une augmentation (ou diminution) du risque associé à un facteur. À cet égard, il existe une mesure de l'efficacité prédictive plus réaliste que le pourcentage de variance expliquée (ROSENTHAL & RUBIN, 1982). Ce pourcentage de variance expliquée donne l'impression d'une faible relation et d'un faible pouvoir de prédiction, ce qui n'est pas le cas. À la différence des mesures de corrélation, l'*odds ratio* est indépendant à la fois de la prévalence des variables expliquées et des variables explicatives, et cela indépendamment du type de recherche (rétrospective ou prospective). Néanmoins, en raison de la relation mathématique entre le logarithme des *odds ratio* et la corrélation des variables dichotomiques (*phi*) (AGRESTI, 1990, p.54), les

conclusions à propos des associations relativement fortes, basées sur les *odds ratio* et les corrélations *phi*, sont similaires. Les *odds ratio* apparaissent également dans les analyses de régression logistique comme mesure-clé du poids de l'effet, tout en contrôlant les autres variables.

- L'utilisation de données dichotomiques et des *odds ratio*, favorise l'étude des individus les plus gravement impliqués. Dans la recherche sur la délinquance, il y a souvent beaucoup plus d'intérêt à prédire les cas extrêmes (multirécidivistes et criminels) que toute la gamme des variations. De plus certaines variables sont reliées de façon non linéaire à la délinquance. En effet, à partir d'un certain seuil de risque, le taux d'individus délinquants augmente de façon disproportionnée.

L'analyse de régression logistique représente par conséquent un outil de choix pour notre étude. Les lectrices et lecteurs qui aimeraient avoir plus d'informations sur cette méthode statistique pourront trouver les bases dans HOSMER et LEMESHOW (1989) et dans les manuels du SAS® (1990, 1995). Des informations supplémentaires concernant des questions d'épidémiologie figurent dans l'ouvrage de RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART (1994).

18.16.1 Valeurs manquantes et imputing

Dans cette analyse, la question du traitement des valeurs manquantes s'est évidemment posée. Étant donné la longueur du questionnaire, beaucoup de réponses comportent quelques items non remplis. Si on exclut de l'analyse l'ensemble des individus qui ont omis de cocher une variable, on obtient alors une sélection d'individus qui ont rempli minutieusement le questionnaire. L'échantillon qui en résulterait pourrait être biaisé. En effet il exclurait toutes les recrues un peu plus impulsives, ou qui ont sciemment omis de répondre à certaines questions. Cette manière de faire est fréquente chez les délinquants. Ainsi, en excluant tous les individus qui ont omis de répondre, on obtiendrait un sous-échantillon composé des personnes les plus pointilleuses puisqu'elles ont répondu à toutes les questions sans exception. Notre objectif étant de mesurer l'impact des facteurs de risque sur la délinquance, cette procédure risque de produire un énorme biais systématique de sélection. Comme nous venons de le voir, l'impulsivité fait partie des troubles de la personnalité qui caractérisent souvent les délinquants. Pour éviter que ce biais ne se produise, on est obligé de remplacer les valeurs vides par un artefact. Cette procédure s'appelle l'*imputing*, ce qui a parfois été traduit par le terme d'*imputation*. Deux options sont alors possibles : soit nous remplaçons chaque valeur vide de la même manière, c'est-à-dire avec une donnée qui implique le non-événement (non-délinquance et non-risque), ce qui ne serait pas très approprié ici, soit on recourt à la méthode de l'*imputing* (des informations supplémentaires concernant l'imputing se trouvent dans l'ouvrage de LESSLER & KALSBECK 1992). Nous avons donc choisi de remplacer les valeurs vides par la moyenne des valeurs trouvées pour les membres de ce groupe (présentant ou ne présentant pas un *trouble des conduites*, des comportements violents, des transgressions d'ordre sexuel, et ceci en fonction des diverses échelles). À des fins de comparaison, nous avons ensuite procédé à l'analyse des données sans recourir à l'*imputing*. Cette procédure nous a permis de constater la stabilité de nos résultats, qui sont donc fiables.

18.16.2 Pré-tests pour l'analyse logistique des facteurs influençant le trouble des conduites

La validité des facteurs a été testée à l'aide d'une analyse logistique univariée. La différence des deux types de modèles – avec ou sans remplacement des valeurs manquantes – apparaît dans le tableau 18.20 où l'analyse univariée montre l'importance des différents facteurs :

Tableau 18.20 : Analyse univariée de l'impact des divers facteurs sur le trouble des conduites chez le garçon

Facteurs de risque et facteurs protecteurs	Avec imputing		Sans imputing	
	P> Khi carré	Exp(B) Odds	P> Khi carré	Exp(B) Odds
Les parents n'ont aucune formation professionnelle	0.930	Pas entré	0.933	1.009
Les parents ont touché l'assistance sociale pendant plus d'une année	0.001	2.132	0.001	2.006
Immigration d'un des parents (ou des deux)	0.001	1.573	0.001	1.552
Nombre de déménagements au cours de la vie	0.001	1.234	0.001	1.233
Placement dans une institution avant l'école primaire	0.001	3.593	0.001	3.593
A été séparé de sa mère ou des deux parents (avant 12 ans)	0.001	3.087	0.001	2.846
Graves problèmes du frère ou de la sœur (maladies, handicaps, décès)	0.005	1.527	0.005	1.527
Le frère / la sœur a souffert d'une maladie mentale	0.001	1.831	0.001	1.784
La mère a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	0.001	1.972	0.001	1.907
Le père a manifesté un déficit de <i>surmoi</i>	0.001	2.031	0.001	1.942
N de consommations excessives de substances par la mère	0.001	1.078	0.001	1.069
N de consommations excessives de substances par le père	0.001	1.054	0.001	1.050
N de violences envers le père de la part de la mère	0.001	1.197	0.001	1.159
N de violences envers la mère de la part du père	0.001	1.129	0.001	1.112
- GI1 L'éducation du garçon par le père	0.001	1.913	0.001	1.895
- GI2 La surveillance du garçon par la mère	0.001	1.867	0.001	1.852
- GI3 L'affection du père pour le garçon	0.001	3.676	0.001	3.571
- GI4 L'affection de la mère pour le garçon	0.001	3.530	0.001	3.523
- GI5 La cohésion de la famille	0.001	1.794	0.001	1.778
Maltraitance par les parents pendant l'école primaire	0.001	2.293	0.001	2.270
Maltraitance par d'autres adultes pendant l'école primaire	0.001	11.37	0.001	10.25
Abus ou exploitation sexuels	0.001	2.302	0.001	2.204
Le nombre d'accidents subis au cours de la vie	0.001	1.131	0.001	1.157
Problèmes de concentration et de nervosité avant 12 ans	0.001	2.085	0.001	2.080
Avoir redoublé une classe au niveau de l'école primaire	0.001	1.541	0.001	1.541
Placement dans une classe spécialisée pendant l'école primaire	0.001	1.739	0.001	1.739
Bonne relation avec les camarades de classe pendant l'école primaire	0.001	0.744	0.001	0.748
Bonne relation avec les enseignants pendant l'école primaire	0.001	0.507	0.001	0.516

N=21'314

À l'aide du tableau 18.20, nous pouvons constater que l'*imputing* ne modifie pas vraiment les résultats obtenus au niveau de l'analyse univariée, ce qui n'était pourtant pas prévisible au départ. En effet un nombre important d'individus qui n'ont pas répondu à toutes les questions, ont dû être exclus de l'analyse. On peut penser que ces individus constituent un sous-groupe non aléatoire puisqu'ils se recrutent plus souvent parmi les individus impulsifs. Ainsi, une élimination non contrôlée des valeurs manquantes de l'analyse, aurait risqué de créer un biais dans la représentativité de l'échantillon.

On peut observer ensuite que le faible niveau de formation des parents ne joue aucun rôle dans la psychopathologie de l'enfant, y compris pour l'analyse univariée qui ne tient pas compte de l'importance d'autres facteurs. Concernant le reste des facteurs, certains paraissent moins importants quand ils sont proches de 1. Cette impression peut être trompeuse si l'on ne considère pas le fait que les *odds* se réfèrent à un seul incident et qu'ils doivent être élevés à la nième puissance pour *n* incidents (p.ex. l'*odds ratio* lié à la fréquence d'au moins vingt actes de violence conjugale commis par le père, s'élève à 11.32).

Les conditions nécessaires à l'utilisation de la méthode de l'analyse logistique multivariée dans le but de construire un modèle figurent dans HOSMER et LEMESHOW (1989, pp.82ss). Étant donné que les facteurs de risque mentionnés dans la liste sont parfois interdépendants (p.ex. être séparé d'avec la mère et vivre dans une famille adoptive ou nourricière), une sélection des variables pour l'analyse logistique doit être faite. L'exigence de l'indépendance des variables, de la plausibilité et de la validité au niveau clinique, doivent toujours être simultanément remplies. De plus l'orthogonalité des variables peut être déterminée à l'aide des corrélations. Dans un si grand échantillon, on obtient presque toujours une corrélation significative entre deux variables si on prend la valeur $\alpha=.05$ comme seuil de significativité. Concernant l'immigration, d'autres variables lui sont intimement liées, telles que les déménagements fréquents, la séparation d'avec les parents ou la dépendance des parents de l'assistance sociale. Les problèmes psychiques des parents, qu'il s'agisse de l'alcoolisme ou de la violence conjugale, sont, bien entendu, aussi interdépendants.

Si on fait abstraction de l'élimination automatique par l'algorithme des facteurs les moins fréquents qui sont corrélés à d'autres facteurs plus importants, on peut sans grande difficulté opérer le tri entre les différentes variables indépendantes utilisées dans les calculs. De ce fait, on a pu éliminer toutes les variables impliquant nécessairement une longue séparation d'avec la mère : c'est-à-dire « avoir vécu avec une belle-mère », « avoir vécu dans une famille adoptive, ou nourricière » et le décès de la mère, qui sont dépendantes de cette dernière variable. Bien entendu, le fait d'avoir vécu dans une institution à un âge très précoce intervient comme un risque supplémentaire après une séparation d'avec les parents. La somme des points des facteurs GLUECK a bien sûr été omise, dans les cas où chacune des dimensions considérées a été entrée dans le modèle.

Dans les analyses portant sur la violence générale et la violence sexuelle commises par les recrues (l'année précédant l'entrée à l'école de recrues), ces étapes préliminaires ne seront plus décrites en détail. Les lectrices et lecteurs sont suffisamment informés de l'influence des variables au niveau univarié grâce aux tableaux croisés dans les chapitres portant sur ces sujets.

S'agissant de l'analyse multivariée de ces facteurs, on peut constater que les deux modèles multivariés – avec *imputing* et sans *imputing* – sont effectivement très proches l'un de l'autre. Considérons tout d'abord l'analyse avec l'*imputing* :

Tableau 18.21 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs avec imputing sur le trouble des conduites chez le garçon

Number of Observations: 21'278

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered		
Value	CONDUIT1	Count
1	1	2'146
2	2	19'132

WARNING: 36 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 5. « Perturbations du développement ».

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	13916.037	11360.174	.
SC	13924.003	11511.517	.
-2 LOG L	13914.037	11322.174	2591.863 with 18 DF (p=0.0001)
Score	.	.	3403.658 with 18 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estimat	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Sq	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-3.0515	0.1474	428.3176	0.0001	.	.
Déménagants	1	0.0987	0.0152	42.2312	0.0001	0.072480	1.104
Aide sociale	1	0.2088	0.0907	5.3046	0.0213	0.027798	1.232
Alcool mère	1	0.0276	0.00639	18.6131	0.0001	0.045121	1.028
Alcool père	1	0.0199	0.00333	35.5659	0.0001	0.062546	1.020
Violences mère	1	0.0608	0.0190	10.1850	0.0014	0.034947	1.063
Immigration	1	0.2295	0.0492	21.7412	0.0001	0.058734	1.258
Concentr-nervo	1	0.2544	0.0581	19.1480	0.0001	0.055237	1.290
Accidents	1	0.0988	0.00554	317.5666	0.0001	0.194107	1.104
Surmoi père	1	0.5145	0.0370	193.3943	0.0001	0.154327	1.673
Abus sexuel	1	0.5182	0.0410	159.9385	0.0001	0.142116	1.679
Maltr parents	1	0.4303	0.0409	110.7826	0.0001	0.135233	1.538
Maltr adultes	1	1.7143	0.1782	92.5789	0.0001	0.088019	5.553
Glueck 2	1	0.2678	0.0449	35.5957	0.0001	0.075606	1.307
Glueck 3	1	0.3533	0.0805	19.2774	0.0001	0.055115	1.424
Glueck 4	1	0.3430	0.0895	14.6949	0.0001	0.046344	1.409
Glueck 5	1	0.1187	0.0497	5.7119	0.0169	0.033618	1.126
Rel enseignant	1	-0.5128	0.0308	276.7909	0.0001	-0.217959	0.599
Rel camarades	1	0.0801	0.0365	4.8182	0.0282	0.029845	1.083

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 79.8% Somers' D = 0.603
Discordant = 19.5% Gamma = 0.607
Tied = 0.7% Tau-a = 0.109
(41057272 pairs) c = 0.801

Residual Chi-Square = 9.5712 with 9 DF (p=0.3863)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	CONDUIT1 = 1		CONDUIT1 = 2 (non-event)	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	2132	38	44.37	2094	2087.63
2	2108	37	60.96	2071	2047.04
3	2107	62	74.55	2045	2032.45
4	2123	74	92.16	2049	2030.84
5	2126	92	110.82	2034	2015.18
6	2139	134	136.70	2005	2002.30
7	2132	182	172.38	1950	1959.62
8	2129	252	228.61	1877	1900.39
9	2129	376	342.31	1753	1786.69
10	2153	899	882.27	1254	1270.73

Goodness-of-fit Statistic = 27.741 with 8 DF (p=0.0005)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

		Correct		Incorrect		Percentages				
Prob Event	Prob Level	Event	Non-Event	Event	Non-Event	Correct	Sensitivity	Specificity	False POS	False NEG
0.100	0.500	331	18923	209	1815	90.6	15.4	98.9	38.9	8.7

N=21'314

Nous avons utilisé deux algorithmes complémentaires pour la construction du modèle. Le premier, dite sélection *backward*, élimine les facteurs supplémentaires. Le deuxième, dite sélection *forward stepwise*, qui introduit l'une après l'autre les variables indépendantes et les élimine (si nécessaire) successivement du modèle intermédiaire.

Nous avons d'ailleurs également testé les interactions entre quelques variables : la séparation d'avec la mère dans le contexte de l'immigration, la combinaison des problèmes de nervosité et de concentration avec la fréquence des accidents survenus, ou la combinaison entre maltraitance et abus sexuel grave. Ces combinaisons ne donnent pas d'informations supplémentaires.

Dans l'analyse suivante, sans *imputing*, la différence se situe par rapport à la dépendance des parents de l'aide sociale, à l'abus d'alcool par le père et aux violences conjugales commises par la mère. En effet ils n'ont pas été retenus comme facteurs, en raison de la réduction importante d'observations (de 21'278 à seulement 12'611). Ainsi, chaque observation avec une seule donnée manquante a été exclue de la régression.

Tableau 18.22 : Analyse multivariée de l'impact des divers facteurs sans imputing sur le trouble des conduites chez le garçon

Number of Observations: 13'691

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered Value	CONDUITE	Count
1	1	1'080
2	2	12'611

WARNING: 7623 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 5. « Perturbations du développement »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	7560.392	6486.086	.
SC	7567.917	6606.478	.
-2 LOG L	7558.392	6454.086	1104.306 with 15 DF (p=0.0001)
Score	.	.	1517.461 with 15 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estim	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-3.1082	0.1557	398.4346	0.0001	.	.
Déménagents	1	0.1228	0.0222	30.6070	0.0001	0.078787	1.131
Concentr-nervo	1	0.3555	0.0788	20.3773	0.0001	0.075272	1.427
Accidents	1	0.0987	0.00740	177.6172	0.0001	0.180191	1.104
Immigration	1	0.2511	0.0672	13.9730	0.0002	0.062758	1.285
Surmoi père	1	0.5064	0.0491	106.5706	0.0001	0.147685	1.659
Alcool mère	1	0.0255	0.00924	7.6511	0.0057	0.033712	1.026
Abus sexuel	1	0.4502	0.0556	65.4462	0.0001	0.120049	1.569
Maltr parents	1	0.4110	0.0557	54.4376	0.0001	0.127298	1.508
Maltr adultes	1	1.7381	0.2237	60.3650	0.0001	0.085552	5.687
Glueck 2	1	0.2082	0.0654	10.1346	0.0015	0.052778	1.231
Glueck 3	1	0.4598	0.1198	14.7405	0.0001	0.061408	1.584
Glueck 4	1	0.4465	0.1476	9.1537	0.0025	0.045460	1.563
Glueck 5	1	0.1775	0.0694	6.5437	0.0105	0.046978	1.194
Rel enseignant	1	-0.4505	0.0431	109.3908	0.0001	-0.185022	0.637
Rel camarades	1	0.1122	0.0501	5.0183	0.0251	0.041573	1.119

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 77.3%	Somers' D = 0.556
Discordant = 21.7%	Gamma = 0.561
Tied = 1.0%	Tau-a = 0.081
(13619880 pairs)	c = 0.778

Residual Chi-Square = 16.8930 with 12 DF (p=0.1537)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	CONDUIT1 = 1		CONDUIT1 = 2 (non-event)	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	1340	18	26.39	1322	1313.61
2	1358	23	35.94	1335	1322.06
3	1375	30	43.50	1345	1331.50
4	1355	59	51.05	1296	1303.95
5	1364	52	60.55	1312	1303.45
6	1366	49	72.19	1317	1293.81
7	1369	97	88.11	1272	1280.89
8	1370	140	113.36	1230	1256.64
9	1368	202	162.95	1166	1205.05
10	1426	410	425.46	1016	1000.54

Goodness-of-fit Statistic = 41.453 with 8 DF (p=0.0001)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.100	0.500	93	12531	80	987	90.3	8.6	99.4	39.9	9.3

N=21'314

Dans l'ensemble des analyses logistiques que nous avons faites, l'*imputing* s'est révélé une méthode utile, qui ne produit pas des résultats complètement différents de la méthode standard (sans *imputing*). Elle est plus précise et permet de cibler des facteurs supplémentaires ayant une influence sur la variable dépendante. Dans la discussion des analyses logistiques portant sur la violence et les transgressions d'ordre sexuel, ce résultat a été de nouveau confirmé. À noter que nous renonçons à montrer systématiquement les tableaux de la régression sans *imputing* que nous avons obtenu.

18.16.3 Analyse logistique des facteurs influençant la violence

Comme cela a été expliqué dans le paragraphe consacré à la construction de l'échelle de violences, la violence en tant que telle n'est pas facile à définir. Un problème persiste aussi quand on cherche à déceler les causes de ce phénomène. Les influences sont nombreuses, et comme nous allons le voir, les comportements violents occasionnels ou moins graves ne peuvent pas a priori être comparés à une violence grave et fréquente.

18.16.3.1 La violence moins grave ou occasionnelle (niveaux 1 et 2 de l'échelle)

Dans ce modèle nous avons comparé les recrues qui ont avoué des actes occasionnels de violence ou des actes moins graves, c'est-à-dire tous les individus qui se trouvaient aux niveaux 1 et 2 de l'échelle de violence (cf. tableau 11.21 dans le chapitre 11. « Violence »), avec les recrues qui n'ont commis aucun acte de violence durant l'année précédant l'entrée à l'école de recrues.

Tableau 18.23 : Modèle des facteurs déterminant la violence moyennement grave et moins grave

Number of Observations: 20'443

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered		
Value	VIOLENT1	Count
1	1	4'772
2	2	15'671

WARNING: 871 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 11. « Violence »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	22218.929	19249.071	.
SC	22226.854	19431.356	.
-2 LOG L	22216.929	19203.071	3013.857 with 22 DF (p=0.0001)
Score	.	.	3244.850 with 22 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estimat	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-2.4175	0.0736	1077.8169	0.0001	.	.
Port d'armes	1	0.0226	0.00409	30.4751	0.0001	0.052041	1.023
Amis délinqua	1	0.0956	0.0133	51.7382	0.0001	0.072995	1.100
Salon de jeux	1	0.2050	0.0253	65.5372	0.0001	0.078181	1.228
Rel sérieuse	1	0.2421	0.0388	38.9640	0.0001	0.064586	1.274
Consom vidéos	1	0.0227	0.00285	63.7019	0.0001	0.077318	1.023
N° d'amis	1	0.0313	0.00757	17.1247	0.0001	0.042674	1.032
Abus alcool	1	0.0354	0.00387	83.3534	0.0001	0.087687	1.036
N° groupes	1	0.0296	0.0134	4.8721	0.0273	0.022616	1.030
Abus sexuel	1	0.2580	0.0346	55.6980	0.0001	0.069651	1.294
Accidents	1	0.0206	0.00511	16.2836	0.0001	0.038765	1.021
Maltraité	1	0.2240	0.0314	51.0097	0.0001	0.069726	1.251
Père d'enfant	1	0.8682	0.1675	26.8667	0.0001	0.044347	2.383
Symptôme Rauc	1	0.2276	0.0222	105.1851	0.0001	0.111051	1.256
Trouble condui	1	0.2647	0.0301	77.1572	0.0001	0.086886	1.303
Arme en bois	1	0.3932	0.0485	65.6180	0.0001	0.081023	1.482
Fusil	1	0.2982	0.0521	32.8198	0.0001	0.056720	1.347
Pistolet	1	0.3687	0.0638	33.3689	0.0001	0.056149	1.446
Barre de fer	1	0.3611	0.0750	23.1616	0.0001	0.045529	1.435
Couteau	1	0.2643	0.0409	41.7285	0.0001	0.069874	1.303
Rel enseignan	1	-0.1138	0.0234	23.7466	0.0001	-0.049008	0.892
Contact police	1	0.1663	0.0510	10.6165	0.0011	0.030767	1.181
Institution	1	-0.4142	0.1765	5.5090	0.0189	-0.022696	0.661

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 75.1% Somers' D = 0.506
Discordant = 24.5% Gamma = 0.509
Tied = 0.4% Tau-a = 0.181
(74782012 pairs) c = 0.753

Residual Chi-Square = 14.8713 with 11 DF (p=0.1885)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	VIOLENT1 = 1		VIOLENT1 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	2045	121	171.88	1924	1873.12
2	2042	144	214.23	1898	1827.77
3	2045	222	249.05	1823	1795.95
4	2049	259	284.70	1790	1764.30
5	2048	327	327.13	1721	1720.87
6	2047	417	380.78	1630	1666.22
7	2047	531	456.13	1516	1590.87
8	2046	634	570.30	1412	1475.70
9	2044	864	786.46	1180	1257.54
10	2030	1253	1330.54	777	699.46

Goodness-of-fit Statistic = 103.66 with 8 DF (p=0.0001)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.230	0.500	1104	14997	674	3668	79.0	23.1	95.7	38.4	19.3

N=21'314

Ce modèle, tout en étant le meilleur que nous ayons obtenu à l'aide de différentes procédures (sélection *backward* et sélection *forward stepwise* des variables), ne peut rendre compte de manière correcte que 80% des observations. La prédiction d'environ 80% de la variable dépendante n'est pas un excellent résultat, étant donné la masse des observations et le répertoire des variables indépendantes qui étaient pourtant à notre disposition. Nous attribuons ceci à une caractéristique inhérente à ces formes de violence, qui sont causées soit par une décision libre de l'individu, soit par une multitude de situations délicates, susceptibles de provoquer un passage à l'acte chez des individus dont l'intention de départ n'était pas de nuire. Dans un questionnaire, il n'est évidemment pas possible de saisir toutes celles-ci et on est de nouveau confronté à l'impossibilité d'opérationnaliser la culpabilité subjective, ce qui empêche une explication globale de la violence modérée.

Avec ou sans *imputing*, le modèle reste similaire. Ce que nous pouvons observer concernant la différence des analyses obtenues avec l'imputation des valeurs vides par les moyennes respectives (au niveau de violence correspondant), c'est que la consommation de substances joue un rôle important. Les consommateurs réguliers d'alcool et de drogues illégales seraient plus enclins à omettre certaines questions, en raison de leur impulsivité, par rapport aux recrues qui préfèrent aller voir les prostituées. Ce résultat ne semble pas dénué de crédibilité.

Nous avons ensuite testé des modèles partiels qui ne se réfèrent qu'à une seule théorie portant sur la violence (par exemple l'analyse de tous les facteurs situationnels, ou l'analyse des facteurs de la psychopathologie uniquement). Ceux-ci nous ont donné des résultats encore moins satisfaisants.

18.16.3.2 *Modèle de la violence grave*

Le modèle suivant a été construit afin de comparer les agresseurs les plus violents au même groupe de référence qu'auparavant, à savoir les recrues non violentes.

Tableau 18.24 : Modèle de la violence grave

Number of Observations: 16'012

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered		
Value	VIOLENT2	Count
1	1	341
2	2	15'671

WARNING: 5'302 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 11. « Violence »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	3301.848	1370.994	.
SC	3309.529	1486.210	.
-2 LOG L	3299.848	1340.994	1958.854 with 14 DF (p=0.0001)
Score	.	.	5332.174 with 14 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estimat	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-6.7684	0.2680	637.9219	0.0001	.	.
Port d'armes	1	0.0831	0.0100	68.6518	0.0001	0.185219	1.087
Amis délinqua	1	0.1538	0.0351	19.2210	0.0001	0.109702	1.166
Salon de jeux	1	0.3699	0.0877	17.7730	0.0001	0.136115	1.448
Rel sérieuse	1	0.3901	0.1879	4.3073	0.0379	0.105121	1.477
Consom vidéos	1	0.0272	0.00629	18.7209	0.0001	0.085137	1.028
Abus alcool	1	0.0223	0.00990	5.0673	0.0244	0.049501	1.023
Abus sexuel	1	0.5103	0.1139	20.0595	0.0001	0.133694	1.666
Symptôme Rauc	1	0.3831	0.0622	37.9385	0.0001	0.179586	1.467
Trouble condui	1	0.8718	0.0951	84.0336	0.0001	0.252145	2.391
Arme en bois	1	0.5880	0.1725	11.6262	0.0007	0.112211	1.800
Pistolet	1	1.0656	0.1775	36.0478	0.0001	0.152546	2.903
Barre de fer	1	1.1811	0.1790	43.5370	0.0001	0.132048	3.258
Rel enseignan	1	-0.2486	0.0847	8.6214	0.0033	-0.104896	0.780
Tribunal	1	0.8587	0.1861	21.3009	0.0001	0.102013	2.360

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 97.3% Somers' D = 0.953
Discordant = 2.0% Gamma = 0.959
Tied = 0.7% Tau-a = 0.040
(5343811 pairs) c = 0.976

Residual Chi-Square = 18.9483 with 19 DF (p=0.4602)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	VIOLENT2 = 1		VIOLENT2 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	1613	0	0.98	1613	1612.02
2	1574	0	1.24	1574	1572.76
3	1908	0	1.90	1908	1906.10
4	1404	1	1.68	1403	1402.32
5	1560	0	2.27	1560	1557.73
6	1564	2	2.86	1562	1561.14
7	1650	1	4.14	1649	1645.86
8	1577	3	6.21	1574	1570.79
9	1603	20	14.07	1583	1588.93
10	1559	314	304.91	1245	1254.09

Goodness-of-fit Statistic = 13.84 with 8 DF (p=0.0860)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.021	0.500	163	15609	62	178	98.5	47.8	99.6	27.8	1.1
0.021	0.250	224	15533	138	117	98.4	65.7	99.1	38.5	0.7

N=21'314

On constate la grande validité du modèle de la violence grave à travers les 98.5% d'observations correctement attribuées. Cependant, il s'agit de vérifier la pertinence de ce résultat. La validité de ce modèle s'explique peut-être non seulement par le fait que nous disposons d'un grand nombre d'observations, mais par la comparaison du groupe extrême des 341 recrues les plus violentes avec la grande majorité des recrues qui ne le sont pas du tout. Il a donc fallu examiner aussi les différences entre les recrues légèrement ou moyennement violentes et le groupe extrême.

18.16.3.3 La violence grave comparée à la violence occasionnelle ou moins grave

Dès lors il s'agit de tester le modèle précédent en comparant les individus qui se trouvent au niveau 3 de l'échelle de violence avec ceux qui se trouvent aux niveaux 1 et 2.

Tableau 18.25 : Modèle de la violence grave des agresseurs violents testé sur les recrues qui n'ont commis que des violences moins graves ou occasionnelles

Number of Observations: 5'113

Response Profile

Link Function: Logit

Ordered Value	VIOLENT3	Count
1	1	341
2	2	4'772

WARNING: 16'201 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. « Tableau 18.24 Modèle de la violence grave »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	2507.358	1680.018	.
SC	2513.898	1751.953	.
-2 LOG L	2505.358	1658.018	847.340 with 10 DF (p=0.0001)
Score	.	.	1178.358 with 10 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estimat	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-5.1578	0.1602	1036.2196	0.0001	.	.
Port d'armes	1	0.0696	0.00834	69.7132	0.0001	0.224516	1.072
Amis délinqua	1	0.1071	0.0300	12.7320	0.0004	0.115411	1.113
Salon de jeux	1	0.1522	0.0705	4.6655	0.0308	0.068048	1.164
Consom vidéos	1	0.0165	0.00478	11.8654	0.0006	0.089616	1.017
Abus sexuel	1	0.3098	0.0960	10.4170	0.0012	0.100396	1.363
Symptôme Rauc	1	0.2375	0.0492	23.3466	0.0001	0.167081	1.268
Trouble condui	1	0.5828	0.0820	50.4867	0.0001	0.276736	1.791
Pistolet	1	0.5973	0.1453	16.8863	0.0001	0.125253	1.817
Barre de fer	1	0.6453	0.1458	19.5908	0.0001	0.130052	1.907
Tribunal	1	0.7306	0.1563	21.8397	0.0001	0.125530	2.076

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 90.2%	Somers' D = 0.808
Discordant = 9.4%	Gamma = 0.812
Tied = 0.5%	Tau-a = 0.101
(1627252 pairs)	c = 0.904

Residual Chi-Square = 5.5522 with 4 DF (p=0.2352)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	VIOLENT3 = 1		VIOLENT3 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	477	0	2.85	477	474.15
2	498	0	3.56	498	494.44
3	516	0	4.41	516	511.59
4	524	3	5.45	521	518.55
5	512	5	6.80	507	505.20
6	509	12	9.62	497	499.38
7	513	16	15.06	497	497.94
8	511	32	25.40	479	485.60
9	511	61	55.02	450	455.98
10	542	212	212.66	330	329.34

Goodness-of-fit Statistic = 15.696 with 8 DF (p=0.0469)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.067	0.500	96	4723	49	245	94.2	28.2	99.0	33.7	5.0
0.067	0.250	157	4581	191	184	92.7	46.0	96.0	54.8	3.9

N=21'314

On constate une faible diminution de la sensibilité, tandis que la spécificité reste très élevée, ce qui signifie que le modèle parvient très bien à cibler les recrues moins violentes et moyennement violentes. On observe toutefois que les recrues moins violentes se distinguent presque autant des recrues ultra-violentes que les hommes qui ne sont pas violents du tout. On peut en déduire que la violence très grave se distingue des comportements violents peu fréquents ou peu graves par l'absence de facteurs purement situationnels. Le développement mental incomplet ainsi que de la recherche active de risques, y compris une propension à détenir et à utiliser des armes, jouent un rôle incomparablement plus important.

18.16.4 Analyse logistique des facteurs influençant les transgressions d'ordre sexuel et la délinquance sexuelle

Les facteurs influençant les transgressions contre l'intégrité sexuelle ont été examinés selon le schéma précédent.

18.16.4.1 *Modèle des transgressions et infractions d'ordre sexuel sans viol*

Dans un premier temps, nous avons construit un modèle pour expliquer les influences sur le harcèlement et l'abus moins grave et moyennement grave, qui se trouvent sur les niveaux 1, 2 ou 3, en excluant le viol, par rapport aux recrues qui n'ont commis aucune transgression (et qui se trouvent donc au niveau 0 de l'échelle). Bien entendu, certaines des variables indépendantes utilisées dans l'analyse de la violence ont été exclues, car non liées à la délinquance sexuelle (p.ex. la possession de fusil, d'arme en bois). Nous avons en revanche retenu la variable qui indique l'ensemble des passages à l'acte d'ordre sexuel (s'engager dans la prostitution et rapports sexuels non protégés avec des inconnues).

Tableau 18.26 : Modèle des transgressions et infractions d'ordre sexuel sans le viol

Number of Observations: 19'974

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered		
Value	DELSX1	Count
1	1	2'527
2	2	17'447

WARNING: 1340 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions sexuelles »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	15170.525	13118.589	.
SC	15178.427	13252.926	.
-2 LOG L	15168.525	13084.589	2083.936 with 16 DF (p=0.0001)
Score	.	.	2661.460 with 16 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estim	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-3.4210	0.1518	507.6062	.	.	.
N° groupes	1	0.1087	0.0157	47.8228	0.0001	0.083532	1.115
N° d'amis	1	0.0222	0.00968	5.2608	0.0218	0.030390	1.022
Amis délinqua	1	0.0422	0.0158	7.1201	0.0076	0.032933	1.043
Consom vidéos	1	0.0195	0.00299	42.5950	0.0001	0.066274	1.020
Port d'armes	1	0.0119	0.00473	6.2856	0.0122	0.028276	1.012
Abus alcool	1	0.0384	0.00404	90.3150	0.0001	0.096464	1.039
Drogues synth	1	-0.0138	0.00621	4.9193	0.0266	-0.025902	0.986
Abus sexuel	1	1.0764	0.0355	917.7846	0.0001	0.295494	2.934
Accidents	1	0.0174	0.00578	9.0807	0.0026	0.032758	1.018
Couteau	1	0.3837	0.0477	64.6549	0.0001	0.101716	1.468
Symptôme Rauc	1	0.1400	0.0287	23.8576	0.0001	0.070310	1.150
Formation suff	1	0.3084	0.0937	10.8436	0.0010	0.044271	1.361
Classe spécial	1	0.2636	0.1316	4.0095	0.0452	0.022212	1.302
Rel camarades	1	0.1103	0.0364	9.1683	0.0025	0.039510	1.117
Rel enseignan	1	-0.1256	0.0290	18.7775	0.0001	-0.054161	0.882
Acting-out sex	1	0.0350	0.00697	25.2394	0.0001	0.053408	1.036

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 76.6%	Somers' D = 0.540
Discordant = 22.6%	Gamma = 0.544
Tied = 0.8%	Tau-a = 0.119
(44088569 pairs)	c = 0.770

Residual Chi-Square = 14.9843 with 11 DF (p=0.1832)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	DELSX1 = 1		DELSX1 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	2001	56	90.33	1945	1910.67
2	2000	57	105.38	1943	1894.62
3	1987	104	116.82	1883	1870.18
4	1998	99	131.00	1899	1867.00
5	1992	147	147.49	1845	1844.51
6	2003	163	170.35	1840	1832.65
7	1995	206	203.71	1789	1791.29
8	1998	328	270.89	1670	1727.11
9	1996	548	410.29	1448	1585.71
10	2004	819	879.89	1185	1124.11

Goodness-of-fit Statistic = 126.98 with 8 DF (p=0.0001)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.127	0.500	289	17174	273	2238	87.4	11.4	98.4	48.5	11.6

N=21'314

On peut comparer le modèle ci-dessus avec celui de la violence moins grave ou moyennement grave, constatant alors que l'absence de harcèlements sexuels dans l'ensemble des observations est nettement mieux expliquée selon une prédiction basée sur la fonction log-linéaire que l'absence de violence. Ceci est d'ailleurs tout à fait plausible si on considère que les harcèlements sexuels sont moins provoqués par des circonstances accidentelles ou malheureuses que les comportements violents, même si des malentendus ne sont pas exclus parmi les jeunes adultes qui font leurs premières expériences sexuelles (cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel »).

18.16.4.2 Modèle du viol

Concernant le modèle pour le viol, la régression *backward* et la régression *forward stepwise* ont produit deux modèles différents. La sélection *forward stepwise* des variables a permis d'obtenir le meilleur modèle sur le plan de la validité. En testant plusieurs combinaisons de ces deux modèles, le processus s'est avéré convergent avec le modèle obtenu par sélection *forward* des variables. Ce dernier est reproduit ci-dessous :

Tableau 18.27 : Modèle du viol

Number of Observations: 17'477

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered		
Value	DESX2	Count
1	1	30
2	2	17'447

WARNING: 3'837 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. chapitre 12. « Transgressions d'ordre sexuel et infractions sexuelles »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	2507.358	1680.018	.
SC	2513.898	1751.953	.
-2 LOG L	2505.358	1658.018	847.340 with 10 DF (p=0.0001)
Score	.	.	1178.358 with 10 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estim	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-8.8648	0.7611	135.6563	0.0001	.	.
Port d'armes	1	0.0791	0.0279	8.0062	0.0047	0.181577	1.082
Acting-out sex	1	0.0851	0.0173	24.0976	0.0001	0.106131	1.089
Abus sexuel	1	2.1935	0.3186	47.3855	0.0001	0.538903	8.966
Symptôme Rauc	1	0.6608	0.1389	22.6501	0.0001	0.310236	1.936
Rel enseignan	1	-0.5830	0.2584	5.0909	0.0241	-0.248034	0.558

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 96.2%	Somers' D = 0.956
Discordant = 0.5%	Gamma = 0.989
Tied = 3.3%	Tau-a = 0.003
(523410 pairs)	c = 0.978

Residual Chi-Square = 5.5522 with 4 DF (p=0.2352)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	DELSX2 = 1		DELSX2 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	12215	0	1.22	12215	12213.78
2	1748	0	0.22	1748	1747.78
3	1825	1	0.63	1824	1824.37
4	1689	29	28.27	1660	1660.73

Goodness-of-fit Statistic = 1.6771 with 2 DF (p=0.4323)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.002	0.500	13	17444	3	17	99.9	43.3	100.0	18.9	0.1

N=21'314

Ce modèle est véritablement d'une très grande précision, alors qu'il est basé uniquement sur cinq facteurs indépendants. Cela s'explique par le phénomène même du viol, qui est étroitement lié à des caractéristiques particulières des violeurs que nous avons déjà observées dans le chapitre portant sur leur psychopathologie et leur anamnèse. Néanmoins nous avons quand même procédé aux évaluations suivantes, afin de contrôler si cet effet se reproduit lorsque les recrues qui ont commis des abus moins graves et moyennement graves sont comparées aux violeurs.

18.16.4.3 Comparaison des violeurs avec les recrues qui ont commis des harcèlements et abus sexuels moins graves

Le modèle obtenu pour la comparaison « violeurs » - « non-délinquants sexuels » a servi de point de départ pour l'étude du groupe de référence des recrues qui occupent une position intermédiaire entre les violeurs et les recrues qui n'ont commis aucune transgression d'ordre sexuel et aucune infraction contre l'intégrité sexuelle.

Tableau 18.28 : Analyse des spécificités des violeurs par rapport aux autres recrues qui ont commis une transgression d'ordre sexuel

Number of Observations: 2'557

Link Function: Logit

Response Profile

Ordered Value DELSX3		Count
1	1	30
2	2	2'527

WARNING: 18'757 observation(s) were deleted due to missing values for the response or explanatory variables.

Pour la liste des variables qui ont été introduites dans le modèle : cf. « Tableau Modèle 18.27 du viol »

Model Fitting Information and Testing Global Null Hypothesis BETA=0

Criterion	Intercept Only	Intercept and Covariates	Chi-Square for Covariates
AIC	328.370	215.145	.
SC	334.217	244.378	.
-2 LOG L	326.370	205.145	121.226 with 4 DF (p=0.0001)
Score	.	.	310.491 with 4 DF (p=0.0001)

The LOGISTIC Procedure Analysis of Maximum Likelihood Estimates

Variable	DF	Paramet Estimat	Stand Error	Wald Chi-Squ	Pr > Chi-Squ	Standard Estimate	Odds Ratio
INTERCPT	1	-7.4177	0.5779	164.7577	0.0001	.	.
Port d'armes	1	0.0513	0.0257	3.9777	0.0461	0.155075	1.053
Abus sexuel	1	1.4841	0.3414	18.8997	0.0001	0.558516	4.411
Symptôme Rauc	1	0.4336	0.1118	15.0436	0.0001	0.305581	1.543
Acting-out sex	1	0.0325	0.0117	7.7766	0.0053	0.115367	1.033

Association of Predicted Probabilities and Observed Responses

Concordant = 92.5%	Somers' D = 0.872
Discordant = 5.3%	Gamma = 0.892
Tied = 2.2%	Tau-a = 0.020
(75810 pairs)	c = 0.936

Residual Chi-Square = 2.1083 with 1 DF (p=0.1465)

Hosmer and Lemeshow Goodness-of-Fit Test

Group	Total	DELSX3 = 1		DELSX3 = 2	
		Observed	Expected	Observed	Expected
1	600	0	0.36	600	599.64
2	306	0	0.28	306	305.72
3	266	1	0.42	265	265.58
4	276	0	0.70	276	275.30
5	217	0	0.65	217	216.35
6	258	1	1.09	257	256.91
7	236	1	1.82	235	234.18
8	261	7	4.43	254	256.57
9	137	20	20.17	117	116.83

Goodness-of-fit Statistic = 4.697 with 7 DF (p=0.6969)

Tableau d'évaluation de la validité du modèle :

Prob Event	Prob Level	Correct		Incorrect		Percentages				
		Event	Non- Event	Event	Non- Event	Correct	Sensi- tivity	Speci- ficity	False POS	False NEG
0.012	0.500	2	2521	6	28	98.6	6.7	99.8	74.6	1.1
0.012	0.250	11	2511	16	19	98.6	36.7	99.4	58.7	0.8

N=21'314

La sensibilité de ce modèle, qui se situe très nettement en dessous d'un taux de 50% n'est pas très grande. Ce taux signifie que le modèle nous renseigne, pour chaque observation, si la probabilité d'appartenir au groupe des violeurs est supérieure à 50% ou non. Pourtant, la spécificité et le taux correct de prédictions sont restés à un niveau exceptionnellement élevé. Nous avons ensuite testé une prédiction au niveau d'une attribution de seulement 25% (*probability level* = 0.25), ce qui est un peu inhabituel. C'est-à-dire qu'une personne présentant des spécificités particulières (ou des risques) aurait une chance de 25% de se trouver dans le groupe des violeurs. Mais, étant donné que le viol proprement dit est un phénomène rare, même parmi les autres actes de harcèlement ou d'abus sexuel, on peut justifier cette option. Donc, en abaissant le niveau de probabilité, les paramètres de la

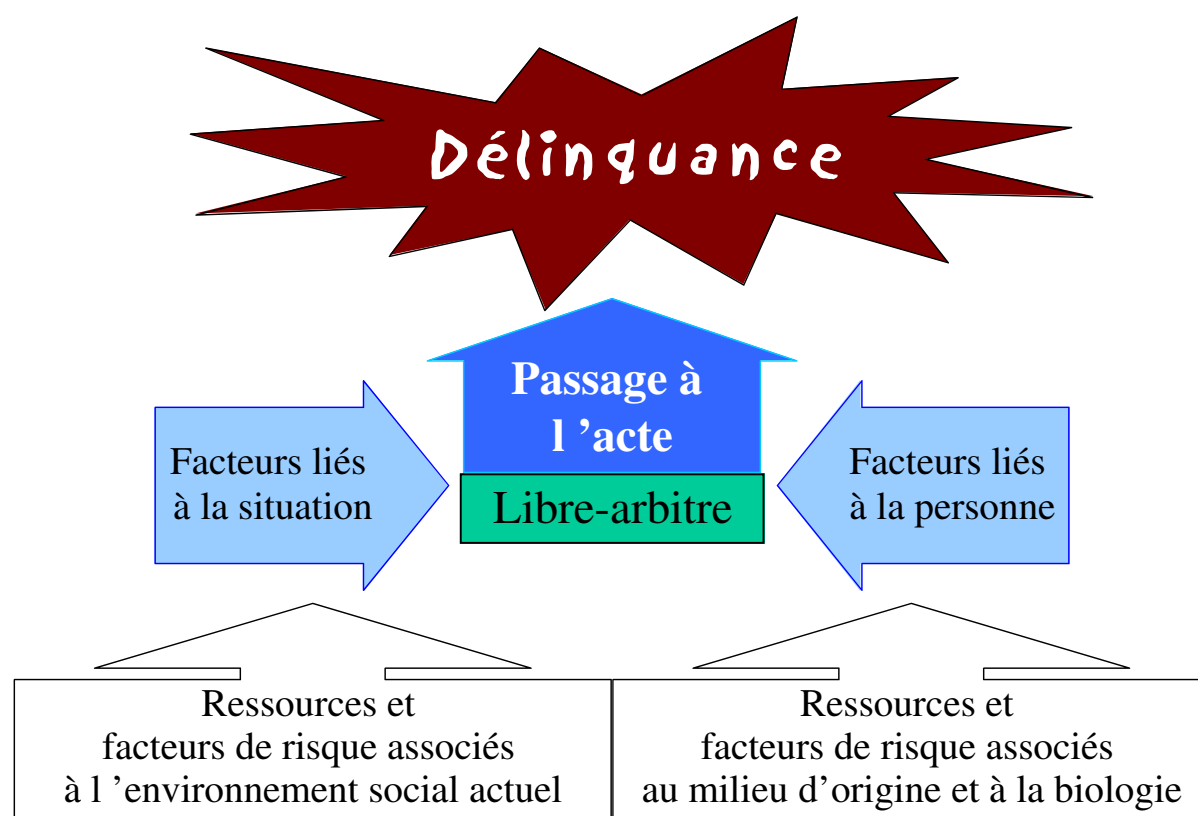
précision du modèle deviennent meilleurs. Cependant, on arrive à montrer que ce modèle parvient très bien à distinguer les délinquants sexuels moins dangereux des violeurs. Nous pouvons donc confirmer les résultats obtenus par rapport à l'étiologie du viol : le viol est un comportement rare en temps de paix. De plus les agresseurs qui le commettent se différencient des autres moins violents par un *trouble de la personnalité* (une personnalité *dyssoziale*), par une histoire d'abus sexuel grave subi, par toutes sortes de passages à l'acte sexuels et violents.

18.17 Les conséquences des analyses effectuées

18.17.1 Implications théoriques

La plupart des criminologues s'accordent pour dire qu'aucune théorie ne peut expliquer la totalité des phénomènes. D'après ce que l'on sait, il ne sera probablement jamais possible de nommer une ou plusieurs « causes » expliquant la délinquance. On ne peut que discerner des facteurs qui possèdent une certaine influence statistique sur le comportement humain. Mis à part quelques exceptions extrêmement rares d'atteintes organiques d'ordre neurologique, les facteurs connus ne sont pas en mesure de causer systématiquement un comportement spécifique. Au contraire, le comportement humain – et donc aussi la délinquance – est le résultat de nombreuses influences, qui dépendent de la situation autant que de la personne concernée. D'ailleurs l'idée d'une unique et véritable « cause » de la délinquance contredit nettement la notion de libre-arbitre. En effet une telle cause directe signifierait qu'un individu déterminé pourrait être à un certain moment sous une contrainte absolue de s'engager dans une activité délinquante. Or, à part dans de très rares cas, comme certaines conditions neurologiques, ou circonstances sociales très spécifiques (comme dans une situation de guerre), une telle contrainte quasi absolue n'existe pas. Même, quand ils sont déclarés irresponsables (selon l'art. 10 CP) les individus atteints d'une faiblesse d'esprit ou d'une psychose, sont jugés tels en fonction de leur incapacité d'apprécier le caractère illicite de leurs actes, et non à cause d'une incoercible contrainte intérieure d'agir. Ainsi, puisque le libre-arbitre est à la base de la conscience de chaque être humain et qu'il fournit le pilier le plus important de toute constitution démocratique, la criminologie ne peut que nommer des facteurs influençant le comportement de manière plus ou moins importante. Même si les sciences sociales et médicales pouvaient prouver avec une probabilité proche de la certitude que l'homme n'est pas du tout libre dans ses décisions, et qu'il est entièrement déterminé, on ne pourrait pas abandonner l'idée du libre-arbitre puisqu'elle est un axiome du droit.

Selon nos résultats, on peut tout de même concilier la théorie de l'occasion et celle des « ressources » (selon MERTON 1957) avec celle de la psychologie criminelle. Les ressources dans le sens de cette théorie, comprennent : l'appui familial, la santé mentale des parents, les amitiés, les ressources matérielles, les appuis fournis par la culture ou la société (église, institutions etc.), ainsi que les capacités relationnelles et intellectuelles dont dispose une personne. Ces facteurs auront à la fois une influence sur la situation sociale de l'individu et sur sa santé mentale. Les facteurs liés à la personnalité et ceux qui sont liés à la situation sont connectés entre eux par le phénomène du passage à l'acte.



Haas 2001

Les théories provenant de la sociologie et de la psychologie sont donc complémentaires, et non concurrentes. Par conséquent, pour l'avenir, on peut difficilement imaginer une criminologie qui ne reconnaisse pas la nécessité de l'interdisciplinarité.

18.17.2 Implications pour la pratique

Quelles sont les conséquences pratiques de l'analyse épidémiologique des diverses influences négatives ou positives sur la violence ? L'approche pragmatique tient compte de l'ensemble des facteurs liés à la délinquance. Dans une optique opérationnelle et préventive, le calcul de la probabilité de survenue de la déviance étudiée va être effectué en fonction des indicateurs de risque, afin de définir des sous-groupes dits « à haut risque » (cf. définition par RUMEAU-ROUQUETTE, BLONDEL, KAMINSKI et BREART 1994, p.159 par rapport aux maladies).

On entre alors dans le débat sur la politique criminelle. Ce sujet brûlant, qui touche directement les citoyens, a été abordé dans le chapitre introductif. Nous sommes d'avis que des recherches empiriques sur les phénomènes criminels et sur la réaction sociale pourraient clarifier beaucoup de sujets controversés.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que les discussions autour des phénomènes criminels franchissent de plus en plus les frontières traditionnelles entre la politique de droite et de gauche. On constate qu'avec le temps les idées des politiciens par rapport à la politique criminelle évoluent. En effet certains groupes politiques s'approprient une certaine orientation en matière de criminalité, et changent d'avis quelque temps plus tard. Ce phénomène s'est

manifesté par exemple dans la politique de la drogue, par rapport aux traitements de substitution, et dans la politique envers les victimes de violence physique et sexuelle. Sur le long terme, il n'y a pas de démarcation claire et nette au niveau des stratégies de la politique criminelle entre les partis de droite ou de gauche. Certains lobbies dévient de façon importante de la prise de position « officielle » de leurs partis politiques, mais heureusement, il arrive aussi qu'un consensus soit trouvé parmi les politiciens sur les lois à mettre en vigueur.

D'un point de vue philosophique, on peut se demander d'où viennent les nombreuses inconsistances et contradictions de la politique criminelle. Les réflexions de MAX WEBER (1864-1920), sociologue et philosophe allemand en économie, à ce sujet sont éclairantes. La notion du *paradoxe des conséquences* qu'il a élaborée s'applique très bien à la criminologie. Selon ce paradoxe il arrive que les meilleures intentions puissent mener à de véritables catastrophes. L'histoire de l'action sociale contre le crime connaît de nombreuses occasions où de telles tragédies se sont produites. Un exemple des plus célèbres a certainement été la prohibition de l'alcool aux États-Unis dans les *Roaring Twenties*. En effet la prohibition a non seulement échoué dans son objectif de contrôle de l'alcoolisme, mais a largement contribué à la naissance de la sous-culture criminelle de la mafia, qui inquiète encore aujourd'hui la population américaine. Un autre exemple plus récent du paradoxe des conséquences a été la tentative malheureuse de remplacer par une réinsertion sociale et une psychothérapie les longues peines pour les criminels très dangereux. Ces efforts ont mené à de graves récidives partout en Europe. Des cas comme celui du tueur en série Marc Dutroux qui a pu profiter du système politique et judiciaire défaillant de son pays, la Belgique, ont poussé l'indignation du public à son comble.

Comme le montrent ces exemples, le *paradoxe des conséquences* peut se manifester à la fois quand les lois sont trop strictes ou quand elles sont trop clémentes. C'est la raison pour laquelle, d'un point de vue philosophique, on ne peut soutenir ni une répression radicale du crime, ni l'abolition du droit pénal, deux voies qui sont, tout comme l'enfer, pavées de bonnes intentions. D'après MAX WEBER (1956, p.12), le problème provient du fait qu'il existe deux façons fondamentalement différentes de lier l'éthique théorique à l'action sociale concrète. MAX WEBER définit deux types de raisonnement, opposés qui sont à la base de toute action sociale. La première logique s'inscrit dans le contrôle des effets de l'action qui doit être « raisonnable selon l'objectif envisagé » (*zweckrational*). Cette logique demande que les mesures sociales réalisées soient examinées selon leurs effets primaires et secondaires. C'est l'éthique de la responsabilité. Le deuxième type de logique met plutôt l'accent sur l'importance des valeurs qui fondent une action (*wertrational*). L'action est considérée comme rationnelle en fonction de la croyance à certaines valeurs, représentant des idéaux d'ordre éthique. Les idéaux éthiques sont alors considérés comme indépendants du succès pratique de la réalisation en action sociale. Nous pourrions aussi dire que, dans ce cas, la fin (basée sur l'idéologie) est justifiée par les moyens. Il est bien évident que ces deux types de pensée se situent dans l'éternel conflit opposant matérialisme et idéalisme. Pour la politique criminelle, le deuxième type de logique est dévastateur quand il est poussé à l'extrême, notamment quand ses partisans la veulent complètement indépendante du succès de sa mise en pratique. Bien sûr, il ne s'agit pas de contester le fondement des valeurs et des idéaux moraux, qui sont nécessaires aussi bien dans la vie quotidienne que lors qu'il s'agit de planifier des lois et des mesures sociales. Ce n'est que lorsqu'on occulte les effets réels des mesures qu'on risque de manquer l'objectif envisagé. C'est la tâche de la criminologie empirique de fournir les informations de base nécessaires pour la politique criminelle, afin d'éviter les pièges d'une logique exclusivement basée sur la croyance en certaines valeurs. Bien des controverses et des erreurs en politique criminelle pourraient être évitées. En effet il faudrait faire examiner par des chercheurs indépendants, et de manière plus systématique, le

problème en question dans toute son ampleur, ainsi que les conséquences de tous les nouveaux projets. Comme les médicaments prescrits contre une maladie, les mesures que l'on prend pour réduire la délinquance ont des effets primaires, pour autant que « la dose » soit efficace. Mais les sanctions et mesures, tout comme les médicaments, peuvent avoir des effets secondaires non souhaitables, qu'il importe d'analyser à l'aide d'une évaluation neutre, afin de les anticiper. Une recherche grâce à des méthodes éprouvées est la seule voie possible en politique criminelle, puisqu'elle permet une évaluation objective de la situation. Comme en médecine, on devrait exiger en premier lieu un diagnostic clair de la situation, pour ensuite tester expérimentalement l'efficacité de toutes les mesures et l'absence d'effets secondaires importants. Malheureusement, cette voie royale n'est encore que trop rarement empruntée.

La criminologie empirique ne se contente pas de constater des faits ou de les juger de façon moraliste. Elle n'estime pas non plus que certaines formes de délinquance nécessitent automatiquement et immédiatement la mise en place de nouvelles mesures, à travers une série de lois et d'institutions. Elle cherche au contraire à connaître le phénomène en profondeur, et à établir dans quelle mesure les effets de ces lois et de ces institutions satisferont les attentes. Toutes les bonnes idées sur le plan social que l'on veut réaliser avec un projet spécifique, de même que toutes les « vérités » doivent être considérées d'un point de vue scientifique comme des hypothèses. La criminologie empirique va essayer par exemple de vérifier si c'est le placement d'un garçon violent dans une classe à effectifs réduit, ou plutôt son intégration avec d'autres élèves dans une classe « normale » qui va réduire le risque d'actes délinquants.

La vérification de chaque hypothèse est difficile. Chaque évaluation empirique d'une hypothèse donnée doit être construite de manière à ce qu'un échec éventuel du projet, ou le refus de l'hypothèse soit claire. Quant à l'efficacité des nouvelles formes de sanctions à mettre en place, une expérimentation contrôlée s'impose comme seul moyen véritablement objectif. Celle-ci s'effectue de la manière suivante : deux groupes d'individus sont choisis selon une procédure aléatoire. Le premier groupe sera traité selon la méthode habituelle tandis que le second bénéficiera de la nouvelle mesure qui fait l'objet de l'expérimentation, de manière à disposer d'un groupe-contrôle et d'un groupe expérimental. Lors de recherches sur certains traits apparaissant dans la personnalité des délinquants, on doit poser une exigence similaire du point de vue scientifique. En d'autres termes, il s'agit d'identifier et d'examiner non seulement des criminels, mais également une part représentative du corps social entier, ce qui est absolument nécessaire pour pouvoir comparer les deux groupes (délinquants et non-délinquants). Grâce à cette procédure stricte, il est possible d'évaluer les effets positifs (ou négatifs) du nouveau projet sur les individus concernés (délinquants, enfants), et d'évaluer les phénomènes cliniques.

En vertu de ces principes d'ordre éthique et méthodologique, les mesures de prévention proposées après une enquête épidémiologique doivent elles-mêmes être soumises à une évaluation concrète avec un groupe-contrôle. L'évaluation permettra de tester l'efficacité de la mesure envisagée, ainsi que la présence d'éventuels effets secondaires. Malheureusement, il arrive encore trop souvent que des personnes s'opposent violemment à une telle expérience d'évaluation. Elles concluent hâtivement, sur la base de demi-connaissances, que les individus attribués aléatoirement au groupe-contrôle ne pourraient pas bénéficier des mesures proposées et seraient donc désavantagés ou privés d'un traitement. Or ce n'est pas le cas, car aussi longtemps que l'efficacité d'un traitement n'a pas été établie, on ne peut pas être sûr que celui-ci ait un effet bénéfique. Des expériences douloureuses ont montré que même des mesures d'ordre psychosocial ne sont pas toujours aptes à aider les intéressés. Au contraire, il arrive que ces mesures tout à fait raisonnables puissent s'avérer inefficaces, voire nuisibles.

Une étude épidémiologique comme la nôtre ne peut donc pas « prouver » la nécessité d'introduire une mesure particulière. L'objectif d'une telle recherche est plutôt de fournir des idées pour indiquer dans quelle direction la prévention pourrait se diriger. Il s'agit aussi, plus

concrètement, de fournir des informations quant aux variables importantes à examiner, dans le cadre d'une expérience contrôlée, afin de garantir que chaque mesure proposée puisse faire l'objet d'une évaluation correcte.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Allaniz M.L., Parker R.N., Gallegos A. & Cartmill R.S. (1998) : « Immigrants and violence : the importance of context. » *Hispanic Journal of Behaviour Science*. 20(2).
- Altermatt U. & Kriesi H.P. (1995) : *Rechtsextremismus in der Schweiz*. Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- American Psychiatric Association (APA) (Eds.) (1994): *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders DSM-IV*. 4. Ed., Washington DC.
- APA (Eds.) (1996) : *Mini-DSM-IV Critères diagnostiques*. Masson, Paris.
- Apfelberg B., Sugar C., Pfeffer A. (1943) : *A Psychiatrique Study of 250 Sex Offenders*. 9.th annual meeting of the APA, Detroit Mich. May 10-13 1943.
- Ariès Ph. (1960) : *L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*. Plon, Paris.
- Aubut et al. (1993) (ed.) : *Les agresseurs sexuels*. Editions de la Chenelière, Montréal.
- Audet J. & J.-F. Katz (1999) : *Précis de victimologie*, Dunod, Paris.
- Award G.A. & Saunders E.B. (1991) : « Male adolescent sexual assaulters : Clinical observations ». *Journal of Interpersonnal Violence*. 6 (4), 446-460.
- Aebi M. (1999) : *La validité des indicateurs de la criminalité : Les sondages de délinquance auto-reportée face aux données de police et du casier judiciaire dans le cadre de l'évaluation des essais suisses de prescription d'héroïne*. Thèse de doctorat présenté à l'Institut de police scientifique et de criminologie de l'Université de Lausanne.
- Bandura A. & Walters R. (1963) : *Social Learning and Personality Development*. Holt, Rinehart & Winston, New York.
- Bange D. & Deegener G. (1996) : *Sexueller Missbrauch an Kindern. Ausmass Hintergründe Folgen*, Beltz Psychologie Verlags Union, Weinheim.
- Barnes H. & Teeters N. (1959) : *New Horizons in Criminology*. Prentice Hall, Engle town Cliffs, New Jersey.
- Bartol C. (1995) : *Criminal Behavior*. Prentice Hall 4. Ed., New York.
- Baudry P. (1989) : « Approche sociologique de la violence ». *Les cahiers médico-sociaux*. Ed. Médecine et hygiène, 33(4), Genève, 201-207.
- Bauhofer S. & Bolle P. (Eds) (1994) : *Réforme des sanctions pénales*. Verlag Rüegger Grösch, p.225-265.
- Beccaria C. (1991) : *Des délits et des peines*. Flammarion, Paris.
- Beck U. (1986) : *Risikogesellschaft*. Suhrkamp, Frankfurt am Main.
- Beier K. (1997) : « Prognose und Therapie von Sexualstraftätern aus sexualmedizinischer Sicht ». *Kriminalpädagogische Praxis*, 37, 13-30.
- Beitchman J.H., Zucker K.J., Hood J.E., DaCosta G.A., Akman D. & Cassavia E. (1992) : « A review of the long-term effects of child sexual abuse. » *Child Abuse and Neglect*, 16, 101-118.
- Bendixen M., Muus K.M. & Schei B. (1994) : « The impact of child sexual abuse - a study of a random sample of Norwegian students. » *Child Abuse and Neglect*, 18, 837-847.
- Bentham J. (1802) : *Traité de législation civile et pénale*. (trad. Ed. Dumont), Taylor and Francis, London.
- Berruex Th. et Killias M. (1999) : « La dénonce à la police : une décision qui n'est pas laissée au hasard » *Crimiscope*, N°3, août 1999, IPSC, Université de Lausanne, Lausanne.

- Bland R., Newman St., Thompson A. & Dyck R. (1998) : « Psychiatric Disorders in the Population and in Prisoners ». *International Journal of Law and Psychiatry* (21/3), 273-79. Université de Montréal, Elsevier New York.
- Bluglass R. & Bowden P. (1990) : *Principles and Practice of Forensic Psychiatry*. Churchill Livingstone, London.
- Borland M. (1976) : *Violence in the family*. Manchester University Press, Atlantic Highlands.
- Bouyer J., Hémon D., Cordier S., Derriennic F., Stücker I., Stengel B. & Clavel J. (1995) : *Epidémiologie – principes et méthodes quantitatives*. Editions Inserm, Paris.
- Browne K. & Pennell A. (1998) : « The Effects of Video Violence on Young Offenders ». *Home Office Research and Statistics Directorate*, (65), London.
- Bruinsma G. (1988) : « Scaling and Reliability Problems in Self-Reported Crimes », in : Klein M. W., *Cross-National Research in Self-Reported Crime and Delinquency*. Dordrecht: NATO Scientific Affairs Division, 131ss.
- Brunnet C. et Sarfati A.-C. (1998) : *Petits tracas et gros soucis de 1 à 7 ans*. Albin Michel, Paris.
- Bureau of Justice Statistics (1992) : *Drugs and Crime Facts*. USGPO, Washington.
- Burgess A. W., Hazelwood R. R., Rokous F. E., Hartman C. R., Burgess A. G. (1988) : « Serial Rapists and Their Victims: Reenactment and Repetition. » In : Prentky R. & Quinsey V., *Human Sexual Aggression: Current Perspectives*. New York Academy of Sciences (Vol. 528), New York, 277-295.
- Bushman B., Baumeister R. & Stack A. (1999) : « Catharsis, aggression, and persuasive influence: Self-fulfilling or self-defeating prophecies ? » *Journal of Personality and Social Psychology*, 76, 367-376.
- Chandy J., Blum R. & Resnick M. (1996) : « Gender-specific Outcomes for Sexually Abused Adolescents ». *Child Abuse & Neglect*, 20(12), 1219-1231.
- Chenais J.-C. (1981) : *Histoire de la violence*. Robert Laffont, Paris.
- Choquet M., Menke H. et Manfredi R. (1991) : « Interpersonnal aggressive behaviour and alcohol consumption among young urban adolescents in France. » *Alcohol and alcoholism*. 26, 381-390.
- Cleckley H. (1988) : *The Mask of Sanity*. 5.Ed. Mosby & Co. USA.
- Clerici C. & Killias M. (1999) : « Sommes-nous égaux face au risque de criminalité violente ? » *Crimiscope*. IPSC-UNIL 2, 1-7.
- Cloninger C., Bohman M. & Sigurdsson S. (1981) : « Inheritance of alcohol abuse : crossfostering analysis of adopted men ». *Archives of General Psychiatry* 38, 861-868.
- Cohen J. (1983) : « Incapacitation as a Strategy for Crime Control : Possibilities and Pitfalls », in Tonry and Morris (éds.) : *Crime and Justice*, vol.5, The University of Chicago Press, Chicago, 1-84.
- Coleman C. & Moynihan J. (1996) : *Understanding Crime Data*. Open University Press, Buckinham GB.
- Comings D. et. al. (1997) : « A study of the dopamine D2 receptor gene in pathological gambling ». *Pharmacogenetics*, 6(3).
- Conseil de l'Europe (1985) : *Recommandation No. R (85) 4*.
- Crownwell P., Olson J. & Avary D. (1991) : *Breaking and Entering : An Ethnographic Analysis of Burglary*. Sage Publications, Newbury Park Cal.
- Cusson M. (1998) : *Criminologie clinique*. Presses universitaires de France, Paris.
- Cyrułnik B. (1999) : *Un merveilleux malheur*. O. Jacob Paris.

- Davenport C., Browne K. et Palmer R. (1994): « Opinions on the traumatizing effects of child sexual abuse : evidence for consensus. » *Child Abuse and Neglect*, 18, 725-738.
- De Becker G. (1998) : *The Gift of Fear. Survival Signals that Protect us from Violence*. Dell Pocket Book, New York.
- Devereux G. (1982) : *Normal und anormal*. Suhrkamp TB Frankfurt a.M.
- Dolan B. & Coid J. (1995) : *Psychopathic and Antisocial Personality Disorders*. Gaskell Glasgow.
- Dollard J., Miller N., Doob L., Mowrer O. & Sears R. (1939) : *Frustration and Aggression*. Yale University Press, New Haven, Conn.
- Dorne C. K. (1989) : *Crimes against children*, Harrow and Heston Publishers, New York.
- Dornes M. (1997) : *Die frühe Kindheit*. Fischer, Frankfurt a.M.
- Dufour-Gompers R. (1992) : *Dictionnaire de la violence et du crime*. Editions Erès Toulouse.
- Dumas J. (1999) : *Psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent*. De Boeck Université, Paris.
- Dutton D. & Golant S. (1995) : *The Batterer*. BasicBooks, New York N.Y.
- Eisner (1998) : « Jugendkriminalität und immigrierte Minderheiten im Kanton Zürich » In : Bauhofer et al. (eds.) : *Jugend und Strafrecht*, Rüegger, Zürich.
- Eisner M. (1997) : *Das Ende der zivilisierten Stadt ? Die Auswirkungen von Modernisierung und urbaner Krise auf Gewaltdelinquenz*. Campus Frankfurt a.M.
- Eisner M. (1998) : « Warum die Jugendkriminalität stark zunimmt. » *Neue Zürcher Zeitung*, 7/8 mars 1998, 81.
- Elias N. (1976) : *Über den Prozess der Zivilisation : Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*. Frankfurt am Main.
- Ellinwood E.H. Jr. (1971) : « Assault and homicide associated with amphetamine abuse. » *American Journal of Psychiatry*. 127, 1170-1175.
- Farrington D. & Coid J. (Eds) (2000) : *Prevention of Adult Antisocial Behaviour*. Cambridge University Press.
- Farrington D.P. (1988) : « Self-Reported and Official Offending from Adolescence to Adulthood ». In : Klein M. W., *Cross-National Research in Self-Reported Crime and Delinquency*. Dordrecht: NATO Scientific Affairs Division, 377ss.
- Farrington D.P. (1994) : « Human development and criminal careers » in : Maguire, M., Morgan R. & Reiner R. (eds). *The Oxford Handbook of Criminology*. Clarendon Press, Oxford, p. 511-584.
- Farrington D.P. (1994) : *Psychological Explanations of Crime*. Aldershot, Dartmouth.
- Farrington D.P. (1995) : « The development of offending and antisocial behavior from childhood : Key findings from the Cambridge Study in Delinquent Development » *Journal of Child Psychology and Psychiatry*. Vol. 36.
- Farrington D.P., Loeber R. et Stouthamer-Loeber M. (in press) : « How can the relationship between race and violence can be explained ? » In : *Violent Crimes : The Nexus of Ethnicity, Race and Class*. Cambridge University Press, New York, 1-38.
- Favre Ch., Pellet M. & Stoudmann P. (1997) : *Code pénal annoté*. Editions Bis et Ter, Lausanne.
- Felson R. (1996) : « Mass media effects on violent behavior ». *Ann. Rev. Sociol.*, 22, 103-28.
- Festinger L. (1957) : *A Theory of Cognitive Dissonance*. Stanford University Press. Stanford Ca.
- Fiedler P. (1995) : *Persönlichkeitsstörungen*. PVU, Weinheim.
- Finkelhor D., Hotaling G., Lewis I.A. et Smith C. (1990): « Sexual abuse in a national survey of adult men and women : prevalence, characteristics and risk factors. » *Child Abuse and Neglect*. 14, 19-28.

- Focas C. (1990) : « La gifle. » *Illustré* du 18 avril 1990, 28-32.
- Ford M.E. & Linney J.A. (1995) : « Comparative analysis of juvenile sexual offenders, violent non-sexual offenders and status offenders. » *Journal of interpersonal violence*. 10 (1), 56-70.
- Foucault M. (1975) : *Surveiller et punir*. Gallimard, Paris.
- Fréchette M. & LeBlanc M. (1987) : *Délinquances et délinquants*. Gaëtan Morin, Québec, Canada.
- Fréchette M. (1980) : *Portrait de la délinquance*. Rapport final, Université de Montréal, École de criminologie.
- Freud S. (1905) : *Drei Abhandlungen zur Sexualtheorie*. Freud-Studienausgabe Bd V, Fischer, Frankfurt a.M. 1972.
- Freud S. (1920) : *Jenseits des Lustprinzips*. Freud-Studienausgabe Bd III, Fischer, Frankfurt a.M. 1975.
- Fukushima A. (1994) : « Criminal responsibility in amphetamine psychosis. » *Japanese Journal of Psychiatric Neurology*. 48, 1-4.
- Füllgrabe U. (1997) : *Kriminalpsychologie*. Editions Wötzel Frankfurt a. M..
- Gabbard G.(1994) : *Psychodynamic Psychiatry in Clinical Practice*. American Psychiatric Press, Washington D.C. (1.ed. 1990).
- Garhammer M. (1999) : *Wie Europäer ihre Zeit nutzen : Zeitstrukturen und Zeitkulturen im Zeichen der Globalisierung*. Edition Sigma, Berlin.
- Geen R. & Quanty M. (1977) : « The catharsis of aggression: An evaluation of a hypothesis ». In : Berkowitz (Ed.), *Advances in experimental social psychology* (Vol. 10, pp. 1-37). New York: Academic Press.
- Gerard J. (1999) : « The Medical Model of Mental Illness. Its Application to the Insanity Defense ». *International Journal of Law and Psychiatry*, 22(1), 65-78.
- Gesseney E. & Maret D. (1997) : « La délinquance juvénile autoreportée en Suisse et la sphère des loisirs. » *Bulletin de Criminologie* . 23(1), 35-51.
- Gillioz L., De Puy J. & Ducret V. (1997) : *Domination et violence envers la femme dans le couple*. Editions Payot, Lausanne.
- Glogauer W. (1987) : *Videofilm-Konsum der Kinder und Jugendlichen*. Bad Heilbrunn, Klinkhardt.
- Glogauer W. (1991) : *Kriminalisierung von Kindern und Jugendlichen durch Medien*. Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft.
- Glueck S. & Glueck E. (1950) : *Unraveling Juvenile Delinquency*. New York : The Commonwealth Fund. Oxford University Press.
- Godenzi A. (1989): *Bieder, Brutal. Frauen und Männer sprechen über sexuelle Gewalt*. Unionsverlag Zürich.
- Godenzi A. (1994) : « What's the big deal ? We are men and they are women. » In : Newburn T. & Stanko E. (Ed.), *Just Boys Doing Business ?* Routledge, London.
- Goldhaber D. (1988) : *Psychologie du développement*. Ed. Etudes vivantes, Montréal.
- Göppinger H. (1983) : *Der Täter in seinen sozialen Bezügen*. Springer, Berlin.
- Gottfredson M. & Hirschi T. (1990) : *A General Theory of Crime*. Stanford University Press, Stanford Cal.
- Graham H. D. & Gurr T. R. (1969) : *The History of Violence in America*. Bantham Books, New York.
- Grand Dictionnaire de la Psychologie (1992), Larousse, Paris.

- Grann M. & Holmberg G. (1999) : « Follow-Up of Forensic Psychiatric Legislation and Clinical Practice in Sweden 1988 to 1995 ». *International Journal of Law and Psychiatry* 22, 125-131.
- Gravier B., Le Goff V. & Devaud C. (1998) : « Gewalt im Gefängnis ». In : Eisner M. & Manzoni P. : *Gewalt in der Schweiz: Entstehung, Wahrnehmung und Reaktion*. Verlag Rüegger, Grösch.
- Gravier B. & Guex P. (1995) : « Violence et exclusion : Du violent au perturbateur, le risque des circuits de soins marginaux ». *Revue Médicale de Suisse Romande*, Vol. 115(6), 499-503.
- Grossman L. & Cavanaugh J. (1990) : « Psychopathology and Denial in Alleged Sex Offenders. » *J. of Nervous and Mental Disease*. 178 (12), 739-44.
- Groupe de travail "Mauvais traitement des enfants" (1992) : *Enfance maltraitée en Suisse*. Département fédéral de l'intérieur, Berne.
- Haas H. (1989) : « Methadonabgabe in der Apotheke ». *Schweizerische Apotheker Zeitung*, 127, 540-46
- Haas H., Fuchs W.J., Olgiati M. & Uchtenhagen A. (1990) : « Methadonabgabe in der Apotheke ». *Deutsche Apotheker Zeitung*. 1990, 130(5), 210-216.
- Haas H. (1991) : *Die Einsamkeit des Langstreckenläufers. Eine empirische Untersuchung zur psychoanalytischen Therapie von 40 delinquenten, süchtigen Patienten in der Jugend- und Drogenberatungsstelle Drop-In*. Thèse de doctorat à la Faculté des philosophies I de l'Université de Zürich 1991.
- Haas H. (1994) : « Sexualität im Spannungsfeld zwischen Normalität und Anpassung ». *Forensische Psychiatrie und Psychotherapie*. 1(2), 13-24.
- Haas H. (1995) : « Geisterfahrer der Gesellschaft : Psychoanalytische Therapie im Gefängnis. » *Intra* (25), 61-66.
- Haas H. (1995) : « Ausgebrannte Adoleszenz: das Negativ bürgerlichen Lebens in der Moderne ». In : Apsel R., Blum M. & Rost. W.D.: *Ethnopsychanalyse 4: Arbeit, Alltag, Feste*. Frankfurt am Main: Brandes & Apsel, 184-204.
- Haas H. (1996) : « Grenzen der Behandlung persönlichkeitsgestörter Gewalttäter ». *Neue Zürcher Zeitung* 31.Aug/1. Sept. 1996, 202, 17.
- Haas H. (1996) : « Gewalt, Geschlecht und Kultur - Ein Beitrag zur Ethnopsychanalyse von Kriminalität ». *Psychoanalytische Blätter 4 Geschlecht und Gewalt*. Vandenhoeck & Ruprecht 29-54.
- Haas H. (1997) : « Arbeiten an der Schnittstelle von Strafrecht und Psychopathologie ». *Bulletin de Criminologie*. 23(1), 5-34.
- Haas H. & Killias M. (1997) : *Victimisation, délinquance, attitudes et acceptation de la violence: Premiers résultats concernant les familles des recrues*. Rapport sur les examens pédagogiques des recrues, OCFIM, Berne.
- Haas H. (1998) : « La difficulté de reconnaître la dangerosité d'un délinquant sexuel violent en psychothérapie. » *Médecine et Hygiène*, Genève 25 mars 1998, 56, 672-76.
- Haas H. (1998) : « Therapie statt Strafe für schwerkriminelle Gewalt- und Sexualverbrecher? » In: Eisner M. & Manzoni P. : *Gewalt in der Schweiz: Entstehung, Wahrnehmung und Reaktion*. Verlag Rüegger, Grösch.
- Haas H. & Killias M. (1998) : « Rapport sur les examens pédagogiques des recrues de l'armée suisse 1997: Tendances extrémistes dans l'armée ». *Extremismus in der Armee: Bericht des Generalstabschefs an den Chef VBS*. Bundeshaus Ost, Bern 16. Dez. 1998.
- Haas H., Mellana J.M. & Villettaz P. (1998) : « Perspectives psychologiques et criminologiques concernant l'abus de la liberté de la presse. » *Psychoscope*. 19(4), 19-21.

- Haas H. & Killias M. (1998/99) : « Vergewaltigung und persönliche Auffälligkeiten. Eine Studie zu sexueller Gewalt unter 20-Jährigen in der Schweiz ». *Bericht über die pädagogischen Rekrutenprüfungen*.
- Haas H. (1999) : « On Digging Up Psychological Booby Traps. A Review of Malingering and Deception in Adolescents by J.T. McCann ». In *Contemporary Psychology* 44(4), Yale University Press, 273-75.
- Haas H., Killias M. & Maret D. (1999) : « Tendances extrémistes dans l'armée. Research Notes. » *Bulletin de criminologie* 25(1), 49-57.
- Haas H. & Killias M. (2000) : « Schwere Sexual- und Gewaltstraftäter im Dunkelfeld. » In : Marneros A., Rössner D., Ullrich S., Haring A. & Brieger P. (Eds) : *Psychiatrie und Justiz*. Zuckschwerdt, Munich.
- Haas H. & Killias M. (2000) : « Vergewaltigung und persönliche Auffälligkeiten – Eine Studie zu sexueller Gewalt unter 20-jährigen in der Schweiz ». in : Jehle J.-M. (Hrsg) : *Täterbehandlung und neue Sanktionsformen, Kriminalpolitische Konzepte in Europa*. Forum Verlag Godesberg.
- Haas H. & Killias M. (2000) : « Violences sexuelles et histoire personnelle. » *Crimiscope* N°9, juin 2000, IPSC-UNIL, Lausanne.
- Haas H. & Schori Y. (2000) : « Menaces de suicide ou d'homicide » *Psychoscope* 9/2000. Berne, 24-27.
- Haas H. & Rindlisbacher M. (2001) : « Rückblick über die Strafvollzugspraxis gegenüber Gewalt- und Sexualverbrechern im letzten Jahrzehnt. ». « Revue de la pratique de l'exécution de la peine pour les criminels violents au cours de la dernière décennie ? » *Crimiscope* N°13, jan. 2001, IPSC-UNIL, Lausanne.
- Haferkamp H. (1972) : *Kriminalität ist normal*. Stuttgart.
- Halpérin D. (1997) : « Les abus sexuels d'enfants: du déni à la quantification ». In : *A contre-cœur, à contre-corps. Regards pluriels sur les abus sexuels d'enfants*. Ed. Médecine et Hygiène, Genève, 15-23.
- Halpérin D.S., Bouvier P. et Rey Wicky H. (1997) : *A contre-cœur, à contre-corps. Regards pluriels sur les abus sexuels d'enfants*. Médecine et Hygiène, Genève.
- Haltiner K. (1998/99) : « Von den Rekrutenbefragungen zur Jugendrepräsentativen Erhebungen – Eine erste Bilanz ». *Bericht über die pädagogischen Rekrutenprüfungen*.
- Hämmerle U. (1998) : « Mein Sohn darf nie mehr freigelassen werden ». *Schweizer Familie*, 15, 19-22.
- Hanus M. (1992) : *Psychiatrie de l'étudiant*. 8e Edition. Maloine Paris.
- Hare E. & Wing J. (eds) (1970) : *Psychiatric Epidemiology*. Oxford University Press, London.
- Hare R. (1991) : *The Hare Psychopathy Checklist-Revised*. Multi-Health Systems, Toronto.
- Hart S. & Hare R. (1997) : « Psychopathy : Assessment and Association With Criminal Conduct » in : Stoff D., Breiling J. & Maser J. (1997) : *Antisocial Behavior*. John Wiley, New York.
- Hazelwood R. & Warren J. (1989) : The serial rapist. *FBI Law Enforcement Bulletin*. Jan. 1989, 11-17, & fév 1989, 18-25.
- Hazelwood R. & Warren J. (1990) : « The criminal behavior of the serial rapist. » *FBI Law Enforcement Bulletin*. Fév. 1990, 11-16.
- Hindelang M., Hirschi T. & Weis J. (1981) : *Measuring Delinquency*. Sage Publications, London.
- Hirschi T. & Gottfredson M. (1993) : *The Generality of Deviance*. Sage Publications, London.
- Hirschi T. (1969) : *Causes of Delinquency*. University of California Press, Berkley.

- Hodgins Sh. (Ed.) (1993) : *Mental Disorder and Crime*. Sage Publications, Newbury Park Ca.
- Hoghughi M. (2000) : « Troubled and troublesome : perspectives of adolescent hurt ». In. Tizard & Varma (Ed.) : *Vulnerability and Resilience in Human Development*, Jessica Kingsley Publishers, Londres.
- Holmes R. & Holmes S. (1996) : *Profiling Violent Crimes*. Sage Publications, London.
- Hornung R., Schmittchen G. & Scholl-Schaaf M. (1983) : *Drogen in Zürich*. Verlag Hans Huber, Bern.
- Hosmer D. & Lemeshow St. (1989) : *Applied Logistic Regression*. John Wiley & Sons. New York.
- Hübner Th. (1999) : « Mehr Freizeit ? Denkste ! » *Die Weltwoche*, 11 nov. 1999, N°.45, p.65.
- Hurtado Pozo J. (1988) : « Politique criminelle et délinquance juvénile ». In : Schuh J. (ed). *Jeunesse et délinquance*. Rüegger, Grösch, 97-122.
- Jacobson N. & Gottman J. (1998) : *When Men Batter Women*. Simon & Schuster, New York N.Y.
- Junger M. (1992) : « Accidents and Crime », in T. Hirschi & M. Gottfredson, *The Generality of Deviance*. Transaction Publishers, New Brunswick, N.J..
- Junger-Tas J. (2000) : *Causes of Delinquency : New directions in Research*. Présentation à la cérémonie du doctorat honoris causa de l'Université de Lausanne, le 27 oct. 2000 à l'Institut de police scientifique et de criminologie.
- Junger-Tas J., Terlouw G.J. & Klein M. (1994) : *Delinquent Behavior Among Young People in the Western World*. Kugler Publications Amsterdam, New York.
- Kaiser G. (1988) : *Kriminologie*. Müller, Heidelberg.
- Kaiser G. (1997) : *Kriminologie*. Müller, Heidelberg.
- Karli P. (1987) : *L'Homme agressif*. Odile Jacob, Paris.
- Kernberg O.F. (1989) : *Schwere Persönlichkeitsstörungen*. Klett-Cotta, Stuttgart.
- Kerner H.-J. (1980) : *Kriminalitätseinschätzung und Innere Sicherheit*. Bundeskriminalamt Wiesbaden.
- Kerner H.-J. (1991) : *Kriminologie Lexikon*. Kriminalistik Verlag, Heidelberg.
- Kerner H.-J. & Janssen H. (1996) : « Rückfall nach Verbüßung einer Jugendstrafe – Langzeitverlauf im Zusammenspiel von soziobiographischer Belastung und krimineller Karriere ». In : Kerner et al. (eds) : *Jugendstrafvollzug und Bewährung*. Schriftenreihe des deutschen Bewährungshilfevereins e.V. Vol 27, 139-217.
- Killias M. & Haas H. (2002) : « The Role of Weapons in Violent Acts ». *Journal of Interpersonal Violence*. Vol. 171N.
- Killias M. (1995) : *La criminalisation de la vie quotidienne et la politisation du droit pénal*. Helbing & Lichtenhahn, Basel.
- Killias M. & Lamon Ph. (2000) : « La criminalité augmente – avec nuances. » *Crimiscope* N°12, déc. 2000, IPSC-UNIL.
- Killias M. (1988) : « Combien y a-t-il de Suisses qui ont connu la prison? » *Bulletin de Criminologie*. Groupe de travail de Criminologie (14) Lausanne.
- Killias M. (1989) : *Les Suisses face au crime*. Editions Rüegger, Grösch.
- Killias M. (1991) : *Précis de Criminologie*. Ed. Staempfli, Berne.
- Killias M. (1993) : « Gun ownership, suicide and homicide : an international perspective. » In : Alvazzi del Frate A., Zvekic U. & van Dijk J. (Eds) *Understanding Crime – Experiences of Crime and Crime Control*, United Nations Publication, Sales No. E. 93 III. N. 2.

- Killias M. (1994) : « Fragen der Rechtsgeschichte aus der Sicht der Rechtssoziologie und der Kriminologie. » *Zeitschrift für Neuere Rechtsgeschichte*, 16(1/2), 101-121.
- Killias M. et al. (1995) : *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*. Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Klein M. (1973) : *Die Psychoanalyse des Kleinkindes*. Kindler Verlag München. Original 1932.
- Klein M. (1984) : « Offence specialisation and versatility among juveniles ». *British Journal of Criminology*. 24, 185-194.
- Klein M. (1989) : *Cross-National Research in Self-Reported Crime and Delinquency*. Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, the Netherlands.
- Knecht Th. (1997) : Die Rückkehr des Psychopathiebegriffs. *Spektrum der Psychiatrie und Nervenheilkunde*.
- Knight R. & Prentky R. (1987) : « The developmental antecedents and adult adaptations of rapists subtypes. » *Criminal Justice and Behavior*, 14, 403-426.
- Koss M. & Dinero T. (1988) : Predictors of Sexual Aggression among a National Sample of Male College Students. In: Prentky R. & Quinsey V., *Human Sexual Aggression: Current Perspectives*. New York Academy of Sciences (Vol. 528), 133-147. New York.
- Kröber H.L. & Dahle K.P. (Eds.) (1998) : *Sexualstraftaten und Gewaltdelinquenz*. Kriminalistik Verlag, Heidelberg.
- Kuhn A. (1993) : « Punitivité, politique criminelle et surpeuplement carcéral ou comment réduire la population carcérale ». *Schweizerische kriminologische Untersuchungen*, Band 6 Haupt Verlag, Bern.
- Kunz K.-L (1994) : *Kriminologie*. UTB Wissenschaft Haupt Bern
- LaFree G. (1989) : *Rape and Criminal Justice*. Wadsworth Publishing Co. Belmont, California.
- Lamneck S. (1995) : *Jugend und Gewalt*. Opladen, Leske.
- LeBon G. (1982) : *Psychologie der Massen*. Kröner, Stuttgart. Original : *Psychologie des foules* 1895.
- Lessler J. & Kalsbeek W. (1992) : *Nonsampling Error in Surveys*. John Wiley & Sons, New York.
- Loeber R., LeBlanc M. (1990) : « Toward a developmental criminology ». In : Tonry M. et Morris N. (Eds.), *Crime and justice: An annual review of research*, Vol. 12 (pp. 375-473), University of Chicago Press, Chicago.
- Loeber R. & Farrington D. P. (1998) : *Serious and Violent Juvenile Offenders*. Sage Publications, London.
- Loeber R., Farrington D.P., & Waschbusch D.A. (1998) : « Serious and Violent Juvenile Offenders » in : Loeber R. & Farrington D.P. : *Serious and Violent Juvenile Offenders*. Sage Publications, London.
- Lombroso C. (1895) : *L'homme criminel*. 3 vol. Alcan, Paris.
- Lorenz K. (1981) : *Das sogenannte Böse*. DTV München. Première édition en 1963
- Lösel F. & Bender D. (1998) : « Aggressives und delinquentes Verhalten von Kindern und Jugendlichen. » In : Kröber H.L. & Dahle K.P. (Eds.) : *Sexualstraftaten und Gewaltdelinquenz*. Kriminalistik Verlag, Heidelberg.
- Lösel F. (1983) : *Kriminalpsychologie*. Beltz, Weinheim.
- Lösel F. & Bender D. (2000) : « Protective factors and resilience ». in : Farrington D. & Coid J. (Eds) : *Prevention of Adult Antisocial Behaviour*. Cambridge University Press.
- Marcelli D. (1999) : *Enfance et psychopathologie*. Masson, Paris.

- Marneros A., Rössner D., Ullrich S., Haring A. & Brieger P. (Eds) (2000): *Psychiatrie und Justiz*. Zuckschwerdt, Munich.
- Marneros A., Ullrich S. & Rössner D. (2001) : *Angeklagte Straftäter. Das Dilemma der Begutachtung*. A paraître.
- McCord J. & Tremblay R. (eds) (1992) : *Preventing Antisocial Behavior from Birth to Adolescence : Experimental Approaches*. Guilford Press, New York.
- Mechanic D. (1970) : « Problems and prospects in psychiatric epidemiology. » in : Hare E. & Wing J. (eds) (1970) : *Psychiatric Epidemiology*. Oxford University Press, London.
- Meisenhelder T. (1977) : « An exploratory study of exiting from criminal careers ». *Criminology*, vol. 15, N°3, 319-334.
- Meloy J.R. (1992) : *The Psychopathic Mind. Origins, Dynamics, Treatment*. Jason Aaronson, London.
- Memmi A. (1982) : *Le racisme*. Gallimard Idées, Paris.
- Ménétrey A.-C. (1989) : « Violence au quotidien. » *Les cahiers médico-sociaux*. Ed. Médecine et hygiène, 33(4), Genève, 217-220.
- Merton R. (1965) : *Eléments de théorie et de méthode sociologique*. Plon, Paris. (édition américaine 1957).
- Meyer R. & Grosso Ciponte A. (1983) : « Wir und das Kind. » *Rapport sur les examens pédagogiques des recrues*. Berne.
- Meyer-Schweizer R. (1998) : *Les valeurs et chances de vie dans un monde en mutation*. Résultats des EPR 1994 (communication personnelle 1998).
- Michaud P.-A. (réd.) (1989) : « Adolescence et violence au quotidien. » *Les cahiers médico-sociaux*. Ed. Médecine et hygiène, 33(4), Genève, 195-252.
- Millaud F. (éd.) (1998) : *Le passage à l'acte*. Masson, Paris.
- Miller N.S., Gold M.S. & Mahler J.C. (1991) : « Violent behaviour associated with cocaine use, possible pharmacological mechanism. » *International Journal of Addictions*. 21, 1077-1088.
- Moffitt T. E. (1993) : « Adolescence-Limited and Life-Course-Persistent Antisocial Behaviour: A Developmental Taxonomy. » *Psychological Review*, 100, 4 (674-701).
- Molino J. (1992) : « La notion de violence. Essai d'analyse sémiologique. » *Revue européenne des sciences sociales*. Droz 30(94), Genève, 7-14.
- Monahan J. & Steadman H. (eds.) (1994) : *Violence and Mental Disorder. Developments in Risk Assessment*. University of Chicago Press, London & Chicago.
- Monnier C. (2001) : « Ces enfants maltraités qui s'épanouissent malgré leurs intenses souffrances ». *24 heures*, du 5 juin 2001, 2.
- Morandi H., Haas H. & Killias M. (2000) : « La violence des fraudeurs ou le mythe de la différence entre délinquants ordinaires et délinquants économiques ». *Bulletin de Criminologie*. 26(2), 21-34.
- Morrow K.B. (1991) : « Attributions of female adolescent incest victims regarding their molestation ». *Child Abuse & Neglect*. 15, 477-83.
- Müller Ch. (1973) : *Lexikon des Psychiatrie*. Springer Verlag Berlin.
- Müller-Isberner R. (2000) : « Prinzipien der psychiatrischen Kriminaltherapie ». In : Marneros A., Rössner D., Ullrich S., Haring A. & Brieger P. (Eds) : *Psychiatrie und Justiz*. Zuckschwerdt, Munich.
- Mützell St. (1993) : Alcoholic Parents and their Children. *Child: Care, Health and Development*. sept-oct., 19(5), 327-40.
- Nedopil N. (1996) : *Forensische Psychiatrie*. Thieme, Stuttgart.

- Niggli M.A. (1992) : « Kriminologische Theorien und ihre Bedeutung für Kriminologen in Deutschland, der Schweiz und den USA – Ein empirischer Vergleich ». *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, Vol. 75(5), 261-277.
- Niggli M.A. (1997) : « Rational Choice and the Legal Model of Man ». In : Newman G., Clarke R. & Shoham S. (eds). *Rational Choice and Situational Crime Prevention*, Aldershot et al., Dartmouth, 25-46.
- Office fédéral de la police (OFS) (1996) : *Statistique policière de la criminalité*.
- OFSP (2000) : Données statistiques sur la drogue. Services Office fédéral de la santé publique. <http://www.admin.ch/bag/sucht>.
- Organisation mentale de la santé (OMS) (1994) : *CIM-10 / ICD 10. Classification internationale des maladies*. Chapitre V (F). Troubles mentaux et troubles du comportement. Descriptions cliniques et directives pour le diagnostic. Masson, Paris.
- Ortmann R. (1994) : « Zur Evaluation der Sozialtherapie ». *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 106(4), 782-821.
- Parker R.N. & Auerhahn K. (1998) : « Alcohol, drugs and violence. » *Annual Review of Sociology*. 24, 291-311.
- Parker R.N. & Auerhahn K. (1998) : « Alcohol, drugs, and violence ». *Annu. Rev. Sociol.* 24, 291-311.
- Parker R.N. (1993) : « Alcohol and theories of homicide. » In : Adler F. & Laufer W. (Ed). *Advances in Criminological Theory*. 113-142.
- Parker R.N. (1995) : *Alcohol and homicide : A Deadly Combination of Two American Traditions*. State University New York Press, Albany.
- Perrez M. & Moggi F. (1993) : « La violence » In : *La santé en Suisse*. Payot, Lausanne.
- Perrez M., Ewert, U. & Moggi F. (1991) : Repräsentativstudie zum Bestafungsverhalten von Erziehungsberechtigten in der Schweiz. In: *Enfance maltraitée en Suisse. Annexe du Rapport final du groupe de travail Enfance maltraitée*. Département fédéral de l'intérieur, Berne.
- Peterson M. & Braiker H. (1981) : *Who Commits Crime ?* Oelgescheoger, Gunn & Hain, Cambridge Mass.
- Pfeiffer C., Delzer I., Enzmann D. & Wetzels P. (1998) : *Ausgrenzung, Gewalt und Kriminalität im Leben junger Menschen*. Sonderdruck zum 24. Deutschen Jugendgerichtstag vom 18.-22. Sept. 1998 in Hamburg.
- Pfeiffer Ch. & Wetzels P. (1997) : Kinder als Täter und Opfer. *DVJJ Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe*, 8(4), 346-366.
- Piaget J. (1975) : *Der Aufbau der Wirklichkeit beim Kinde*. Klett, GW Bd. 5, Stuttgart. Original 1937.
- Pierce L. (1984) : *Child Pornography : A Hidden Dimension of Child Abuse*. Université de St-Louis (USA).
- Pinatel J. (1975) : *Traité de droit pénal et de criminologie*. tome III, Editions Dalloz Paris (1^{re} éd., 1963).
- Pinatel J. (1985) : « Les nouveaux développements de la théorie de la personnalité criminelle ». *Revue de sciences criminelles*, 775-81.
- Pinsonneault P. (1985) : « L'abandon de la carrière criminelle : quelques témoignages ». *Criminologie*, vol. XVIII, N°2, 85-116.
- Prentky R. & Quinsey V. (1988) : *Human Sexual Aggression : Current Perspectives*. New York Academy of Sciences (Vol. 528) New York.
- Purves L. (1995) : *Comment ne pas élever des enfants parfaits*. Paris, Odile Jacob.

- Queloz N. (1988) : « Jeunesse et délinquance : une relation ambiguë aussi bien en Suisse que dans un pays du tiers monde ». In : Schuh J. (ed). *Jeunesse et délinquance*. Rüegger, Grisch, 285-335.
- Racine A. (1998) : « Faut-il croire ces nouveaux livres qui enseignent l'art de la gifle ? » *Le Temps*, 20 mars 1998.
- Raine A. (1993) : *The Psychopathology of Crime*. Academic Press, London.
- Raine A., Lencz T, Bihle S., LaCasse L. & Colletti P. (2000) : « Reduced prefrontal gray matter volume and reduced autonomic activity in antisocial personality disorder ». *Archives of General Psychiatry*, Vol 57, fév. 2000, 119-127.
- Rauchfleisch U. (1981) : *Dissozial*. Göttingen Vandenhoeck und Ruprecht.
- Reich W. (1973) : *Charakteranalyse*. Fischer TB, Frankfurt a.M. Première édition en 1933.
- Reinfried H.W. (1996) : « Widerstand und Scham im Aussageverhalten von Affekttätern. » *Praxis der Rechtspsychologie*. 6(1/2), 121ss.
- Reiwald, P. (1994) : *Eroberung des Friedens. Psychologische Grundlagen der neuen Gesellschaft*. Zürich/New York.
- Reuband K.-H. (1988) : « On the Use of Self-Reports in Measuring Crime Among Adults: Methodological Problems and Prospects », in : Klein M. W., *Cross-National Research in Self-Reported Crime and Delinquency*. Dordrecht: NATO Scientific Affairs Division, p.89ss.
- Rey C. (dir) (1996) : *Les adolescents face à la violence*. Syros, Paris.
- Robert C.-N. (1991) : « Criminologie et violence dans la famille ». In : Verda C. *Violenza in famiglia*. Ed. Alice, Comano, 99-110.
- Robins L. N. & Price R. K. (1991) : « Adult disorders predicted by childhood conduct problem results from the NIMH Epidemiological Catchment Area Project ». *Psychiatry*, 5 116-132.
- Robins L. N. & Regier D. A. (1991) : *Psychiatric Disorder in America: the ECA Study*. Free Press, New York.
- Robins L. N. (1966) : *Deviant Children Grown up: a Sociological and Psychiatric Study of Sociopathic Personality*. Williams and Wilkins, Baltimore.
- Robins L. N. (1970) : « Follow-up studies of childhood conduct disorder ». In *Psychiatric Epidemiology*. (eds Hare & Wing) .
- Robins L. N. (1974) : « Antisocial behavior disturbances of childhood. » In : Anthony & Koupernik (Eds) : *The Child in His Family*. Wiley, London.
- Robins L. N. (1978) : « Sturdy childhood predictors of adult antisocial behaviour: replications from longitudinal studies ». *Psychological Medicine*, 8, 611-622.
- Robins L. N. (1981) : « Epidemiological approaches to natural history research: antisocial disorder in children ». *Journal of the American Academy of Child Psychiatry*, 20, 556-580.
- Robins L. N. (1985) : « Epidemiology of Antisocial Personality ». In : Cavenar J. (Ed) : *Psychiatry*, vol. I Lippincott & Co, Philadelphia.
- Robins L. N., Heller J. E., Weissman M. M., et al (1984) : « Lifetime prevalence of specific psychiatric disorders in three sites. » *Archives of General Psychiatry*, 41, 949-958.
- Rode I. & Scheld S. (1986) : *Sozialprognose bei Tötungsdelikten*. Springer, Berlin.
- Roizen J. (1993) : *Issues in the Epidemiology of Alcohol and Violence in Alcohol and Interpersonal Violence : Fostering Multidisciplinary Perspectives*. Ed . Martin S. E. National Institute of Health, Washington.
- Rolf J., Masten A. S., Cicchetti D., Nuechterlein K. H. & Weintraub S. (eds) (1990/2) : *Risk and Protective Factors in the Development of Psychopathology*, Cambridge University Press, Cambridge.

- Rumeau-Rouquette C., Blondel B., Kaminski M. & Bréart G. (1994) : *Epidémiologie – méthodes et pratique*. Médecine-Sciences Flammarion, Paris.
- Rutter M. & Giller H. (1984) : *Juvenile Delinquency, Trends and Perspectives*. Guilford Press, London.
- Sampson R. & Laub J. (1988) : « Unraveling Families and Delinquency : A Reanalysis of the Glueck's Data. » *Criminology*, 26, 355-380.
- Sampson R. & Laub J. (1996) : « Unraveling Families and Delinquency : A Reanalysis of the Glueck's Data. » in : Weis, Crutchfield & Bridges (Eds.) (1996) : *Juvenile Delinquency*. Pine Fork Press, Thousand Oaks California.
- Sartorius N., Brooke E. & Lin T. (1970) : « Reliability of psychiatric assessment in international research. » in : Hare E. & Wing J. (eds) (1970) : *Psychiatric Epidemiology*. Oxford University Press, London.
- SAS Institute Inc (1987) : *SAS Users Guide : Statistics*. Version 5, Box 8000, Cary NC.
- SAS Institute Inc (1989) : *SAS Users Guide : Basics*. Version 5, Box 8000, Cary NC.
- SAS Institute Inc (1990) : *SAS Procedures Guide*. Version 6, Box 8000, Cary NC.
- SAS Institute Inc (1995) : *SAS Logistic Regression Examples Using the SAS System*. Box 8000, Cary NC.
- Schaffer H.R. (2000) : « Early experience and the parent-child relationship : genetic and environmental interactions as developmental determinants ». In : Tizard & Varma (eds) : *Vulnerability and Resilience in Human Development*, Jessica Kingsley Publishers, Londres.
- Schatz D. (1992) : « Graffiti Paint Outs ». *FBI Law Enforcement Bulletin* Juin 1992, 1-4.
- Schmidt M., Lay B., Ihle W. & Esser G. (2001) : « Bedeutung von Dunkelfelddelikten für episodische und fortgesetzte Delinquenz ». *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, (2001/1) 25-36.
- Schneider H. J. (1987) : *Kriminologie*. De Gruyter Lehrbuch.
- Schultz W.C. (1967) : *The FIRO scales manual*. Consulting Psychologists Press, Palo Alto.
- Short J. & Nye F. (1957) : « Reported Behavior as a Criterion of Deviant Behavior ». *Social Problems*, N° 5, 207-213.
- Shover N. (1985) : *Aging Criminals*. Sage Publications, Beverly Hills.
- Sorel G. (1987) : *Réflexions sur la violence*. Edition du Trident, Paris, (1ère éd. 1908).
- Spitz R. (1946) : « Anaclitic depression : An inquiry into the genesis of psychiatric conditions in early childhood ». *The Psychoanalytic Study of the Child*. 2, 313-342.
- Spitz R. (1950) : « Anxiety in infancy : A study of its manifestations in the first year of life ». *International Journal of Psycho-Analysis*. 31, 138-142.
- Spitz R. (1965) : *Vom Säugling zum Kleinkind*. Klett, Stuttgart.
- Steinhausen H.-C. (Ed.) (1999) : *Jugendliche im Kanton Zürich*. Bericht Zentrum für Kinder-und Jugendpsychiatrie, Réd. Dr. C. Winkler.
- Stelly W., Thomas J., Kerner H.-J. & Weitekamp E. (1998) : « Kontinuität und Diskontinuität sozialer Auffälligkeiten im Lebenslauf ». *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, Vol. 81(2), 104-122.
- Stevenson R. (1996) : *Le cas du Dr Jekyll et de M. Hyde*. Librio texte intégral, Paris.
- Stoff D., Breiling J. & Maser J. (1997) : *Antisocial Behavior*. John Wiley, New York.
- Storz R. & Besozzi C. (1993) : Violence et criminalité. In: Weiss W. (dir.) *La santé en Suisse*. Payot, Lausanne.
- Syr J.-H. (1990) : *Punir et réhabiliter*. Economica, Paris.

- Tardif M. (1998) : « Le déterminisme de la carence d'élaboration psychique dans le passage à l'acte ». In : Millaud F. (éd.) *Le passage à l'acte*. Masson, Paris.
- Tardiff K. (1992) : « The Current State of Psychiatry in the Treatment of Violent Patients ». *Archives of General Psychiatry*. 49, 493-499.
- Taylor I., Walton P. & Young J. (1975) : *Critical Criminology*. Routledge et Paul Kegan, London.
- Thornberry T.P. (1988) : « Panel Effects and the Use of Self-Reported Measures of Delinquency in Longitudinal Studies », in: Klein M. W., *Cross-National Research in Self-Reported Crime and Delinquency*. Dordrecht: NATO Scientific Affairs Division, p.347ss.
- Tizard B. & Varma V. (eds) (2000) : *Vulnerability and Resilience in Human Development*, Jessica Kingsley Publishers, London.
- Tonella A. & Zuppinger K. (1994) : « L'enfant maltraité et négligé en Suisse ». In: *Schweizerische Medizinische Wochenschrift*. 124(51/52), 2331-2340.
- Tonry M. & Morris N. (Eds.) (1990) : *Crime and justice: An annual review of research*, Vol. 12, University of Chicago Press, Chicago.
- Tourigny M. & Lavergne C. (1995) : *Les agressions à caractère sexuel : état de la situation, efficacité des programmes de prévention et facteurs associés à la dénonciation*. Université du Québec, Montréal.
- Tress W. (1986) : *Das Rätsel der seelischen Gesundheit*. Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen.
- Uchtenhagen A. & Zimmer-Höfler D. (1985) : *Heroinabhängige und ihre «normalen» Altersgenossen*. Haupt, Bern.
- Ullrich S. & Marneros A. (2000) : « Persönlichkeit und Kriminalität ». In : Marneros A., Rössner D., Ullrich S., Haring A. & Brieger P. (Eds) : *Psychiatrie und Justiz*. Zuckschwerdt, Munich.
- Vignando R. (2001) : *Etude sur un échantillon de 300 skinheads*. Mémoire de criminologie, IPSC-UNIL, Lausanne.
- Vignando R. & Haas H. (2001) : « Le mouvement skinhead – une étude empirique. » « Die Skinheadbewegung – eine empirische Studie. » *Crimiscope* N°15, juin 2001, IPSC-UNIL, Lausanne.
- Weis J., Crutchfield R. & Bridges G. (Eds.) (1996) : *Juvenile Delinquency*. Pine Fork Press, Thousand Oaks California.
- Weis K. (1982): *Die Vergewaltigung und ihre Opfer*. Stuttgart.
- Weisburd D. (1998) : *Statistics in Criminal Justice*. West/Wadsworth Publishing Company, Belmont CA.
- West D. & Farrington D. (1977) : *The Delinquent Way of Life*. Heinemann, London.
- Widom C.S. & Maxfield M.G. (2001) : *An Update on the « Cycle of Violence »*. Research in Brief, Washington, D.C.: U.S. Department of Justice, National Institute of Justice, February 2001, NCJ 184894.
- Winnicott D.W. (1971) : *Therapeutic Consultations in Child Psychiatry*. Hogarth Press, London.
- Winnicott D.W. (1984) : *Reifungsprozesse und fördernde Umwelt*. Fischer TB Frankfurt a.M.
- Winter D. & Thalmann M. (1999) : «Betrug dankend erhalten. Schweizer frönen dem Versicherungsbetrug». *Facts*. 29/1999, 16-24.
- Wolfgang M., Figlio R., Sellin Th. (1972) : *Delinquency in a birth cohort*. The University of Chicago Press, Studies in Crime and Justice, Chicago.
- Wormser H. (1997) : « Misshandlung und Missbrauch von Kindern ». *und Kinder* 59 (17), Marie Meierhofer Institut für das Kind, Zürich, 49-56.

- Wormser H. (2001) : *Julia ist kein Einzelfall (Wie das Opferhilfegesetz Kindern zu ihrem Recht verhilft)*. Verlag für Soziales und Kulturelles der Hochschule für soziale Arbeit, Luzern.
- Zoccolillo M. (1993) : « Gender and the development of conduct disorder ». *Development and Psychopathology*, 5, 65-78.

EXPERIENCES DE VIE ET COMPORTEMENTS : VICTIMISATION, DELINQUANCE, ET ACCEPTATION DE LA VIOLENCE PARMI LES JEUNES HOMMES SUISSES

Martin Killias et Henriette Haas

Saisie des questionnaires des recrues

Questionnaires retournés :	N =	21'347
Missing : (pas lus entièrement par le scanner)	N =	- 8
Questionnaires exclus de l'analyse car réponses peu crédibles :	N =	- 25

Total des questionnaires évalués :	N =	21'314
------------------------------------	-----	--------

Questionnaires en français :	20.9%
Questionnaires en italien :	3.8%
Questionnaires en allemand :	75.4%

Total des questionnaires :	100%
----------------------------	------

Légende :

Question pas remplie	=	pr
Question cochée incorrectement	=	ci

Section A du questionnaire : ENFANCE ET JEUNESSE

Enfance et jeunesse

Questions générales

1. Votre année de naissance :

Avant 1975:	3.6 %			
1975:	6.8 %			
1976:	28.7 %			
1977:	53.4 %			
1978:	6.7 %			
1979:	0.3 %	pr:	0.4%	ci: 0.1%

2. Combien de semaines avez-vous déjà fait à l'école de recrue ?

1 - 2	Semaines:	30.6 %			
3 - 5	Semaines:	47.2 %			
6 - 10	Semaines:	18.5 %			
11 - 17	Semaines:	2.9 %	pr:	0.8%	ci: 0.1%

3. Quel est votre domicile actuel ? Donnez une seule réponse.

Grande ville ou agglomération (plus de 100'000 habitants)	10.8 %		
Ville ou agglomération moyenne (30'000 - 100'000 habitants)	7.7 %		
Petite ville ou agglomération (10'000 - 30'000 habitants)	16.1 %		
Petite ville (moins de 10'000 habitants)	13.9 %		
Région de campagne, village	50.6 %	pr:	0.9 %

4. Quelles sont les formations que vous avez suivies ? Nommez-les toutes.

Formation	Terminée	Encore en formation	Interrompue	pr	ci
a.Ecole obligatoire	95.4	0.0	0.3	4.1	0.1
b.Formation professionnelle (de 1 à 21/2 ans p.ex. cours, apprentissage court)	6.9	0.8	1.0	91.2	0.0
c.Formation professionnelle (de 3 à 4 ans, p.ex. apprentissage, école de commerce sans maturité)	65.7	2.7	2.1	29.3	0.2
d.Ecole préparant à la maturité (gymnase, collège)	23.2	1.5	2.3	73.1	0.0
e.Formation professionnelle après la 1ière formation (maîtrise, diplôme fédéral, cours d'informatique, école d'infirmier)	3.3	1.8	0.4	94.5	0.0
f.Ecole supérieure (ETS, ESCEA, assistant social, Conservatoire etc.)	0.8	1.4	0.4	97.3	0.0
g.Université ou Haute école	0.5	3.7	0.4	95.3	0.0

5. Pendant les 12 derniers mois avant votre école de recrue, quelle a été votre principale source d'argent ? Cochez les réponses qui conviennent.

Un emploi fixe	62.8%
Des emplois temporaires	11.5%
Bourse	2.4%
Famille, ami, partenaire	33.7%
L'assurance chômage	3.9%
Autre	4.9%

6. Où habitez-vous jusqu'à l'âge de 16 ans ? (Si vous avez déménagé une ou plusieurs fois, indiquez le lieu où vous avez habité le plus longtemps.) Donnez une seule réponse.

Grande ville ou agglomération (plus de 100'000 habitants)	10.6 %		
Ville ou agglomération moyenne (30'000 - 100'000 habitants)	7.6 %		
Petite ville ou agglomération (10'000 - 30'000 habitants)	15.7 %		
Petite ville (moins de 10'000 habitants)	14.5 %		
Région de campagne, village	50.7 %	pr: 0.4 %	ci: 0.6 %

7. Combien de fois avez-vous déménagé dans votre vie ? Donnez une seule réponse.

Jamais:	36.1%		
1 - 4 fois:	57.2%		
5-10 fois:	5.4%		
Plus de 10 fois:	0.7%	pr: 0.6%	ci: 0.1 %

Parents

Celui qui a vécu dans un foyer ou dans une institution pendant la majeure partie de sa vie, répond aux questions suivantes concernant les parents en pensant aux parents biologiques ou adoptifs/substitutifs qui ont été le mieux connus, si l'on sait quelque chose de leur vie.

8. Quelles sont les formations que vos parents ont suivies ? Nommez-les toutes.

	Mère	Père
a. Ecole obligatoire	90.9%	89.4%
b. Formation professionnelle (de 1 à 2½ ans p.ex. cours, apprentissage court)	20.9%	11.4%
c. Formation professionnelle (de 3 à 4 ans, p.ex. apprentissage, école de commerce sans maturité)	49.2%	61.8%
d. Ecole préparant à la maturité (gymnase, collège)	10.7%	13.4%
e. Formation professionnelle après la 1ère formation (maîtrise, diplôme fédéral, cours d'informatique, école d'infirmier)	10.6%	21.8%
f. Ecole supérieure (ETS, ESCEA, assistant social, Conservatoire etc.)	1.9%	7.5%
g. Université ou haute école	4.0%	10.4%
y. Pas répondu, ne sait pas	2.1%	2.4%

9. Vos parents ont-ils déjà touché une aide sociale pendant plus d'une année (chômage, assistance sociale, AI etc.) ?

Non:	84.6%
Oui:	6.2%
Pas répondu, coché incorrectement, ne sait pas	9.2%

10. Vos parents ont-ils émigré en Suisse ? Si oui de quel pays ? Donnez une seule réponse par personne. (Si nous nommons certains pays, c'est parce que ce sont les régions où il y a actuellement des conflits qui nous intéressent.)

	Mère	Père
Non, mes parents ont toujours vécu en Suisse	83.4%	83.3%
Oui, Union Européenne	7.8%	8.0%
Oui, Turquie, Ex-Yougoslavie, Balkans	1.6%	1.4%
Oui, Proche-Orient, Maghreb	0.3%	0.4%
Oui, autres pays	2.8%	2.0%
Pas répondu, ne sait pas	4.2%	4.9%

11. Pendant votre enfance et jeunesse, avec qui avez-vous vécu ? Cochez les réponses qui conviennent. Nommez s.v.p. toutes les personnes avec qui vous avez vécu plus de 12 mois.

	0-5 ans avant l'école	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Avec ma mère	86.3%	85.3%	92.7%
b. Avec mon père	84.0%	80.4%	83.7%
c. Avec la nouvelle partenaire de mon père / belle-mère	0.3%	0.7%	1.5%
d. Avec le nouveau partenaire de ma mère / beau-père	0.5%	2.3%	3.6%
e. Chez des gens de ma parenté (grand-mère, oncle etc.)	3.7%	3.1%	2.7%
f. Avec une famille adoptive / substitutive	0.4%	0.5%	0.5%
g. Dans un foyer, une institution	0.4%	0.6%	1.1%

12. Pendant votre enfance et jeunesse, étiez-vous séparé de l'un de vos parents (ou des deux) pendant plus de 12 mois ? Cochez les réponses qui conviennent.

	0-5 ans avant l'école	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Séparé de ma mère	0.9%	1.2%	1.8%
b. Séparé de mon père	2.2%	4.4%	6.9%
c. Séparé des deux parents	0.5%	0.6%	0.9%
d. Jamais séparé des parents	77.4%	74.1%	77.1%

Famille pendant l'enfance et la jeunesse

Le choix "Educateurs", à la place de "Mère" et "Père", vous concerne seulement si vous avez vécu dans un foyer, ou dans une institution, pendant la majeure partie de la période de votre vie qui figure dans la question (6 à 11 ans, 12 à 16 ans).

Toutes les questions suivantes concernent votre enfance, lorsque vous aviez entre 6 et 11 ans (de la 1^{ère} à la 5^e année scolaire).

13. Questions concernant le climat familial entre 6 et 11 ans. Cochez les réponses qui conviennent.

	Mère	Père	Educateurs
a. Vous entendiez-vous bien, en général, avec vos parents ?	92.8%	88.1%	0.8%
b. Pouviez-vous, en général, parler avec vos parents de vos pensées, de vos sentiments, de vos problèmes ?	78.4%	61.9%	0.5%
c. Aviez-vous, en général, des activités de loisirs avec vos parents ?	51.4%	63.2%	0.4%
d. Avez-vous, en général, échangé de la tendresse avec vos parents ?	54.7%	41.3%	0.2%
e. Auriez-vous, en général, aimé ressembler à vos parents ?	31.7%	46.0%	0.1%
f. Vos parents se montraient-ils, l'un à l'autre et devant vous, des signes d'affection, de tendresse ?	62.6%	60.6%	0.2%
g. Vos parents se disputaient-ils, se critiquaient-ils ou s'insultaient-ils devant vous ?	42.7%	43.7%	0.3%
h. Avez-vous aidé vos parents à effectuer des tâches ?	78.0%	71.1%	0.4%
i. Vous sentiez-vous rejeté, en général, par vos parents ?	1.9%	3.0%	0.2%
z. Je ne veux pas répondre	3.5%		

14. Lorsque vous aviez entre 6 et 11 ans, quel était en général le style de punition qui était utilisé à votre égard ? Cochez les réponses qui conviennent.

	Mère	Père	Educateurs
a. Vos parents discutaient avec vous mais ne punissaient jamais	22.7%	20.3%	0.2%
b. Vos parents ne se préoccupaient pas de vous et ne punissaient jamais, ou rarement	1.7%	2.3%	0.0%
c. Gronder	79.3%	75.1%	0.6%
d. Devoir rester à la maison (chambre)	33.9%	30.1%	0.3%
e. Confiscation de jouets (p.ex. le vélo)	9.6%	9.1%	0.2%
f. Devoir faire des travaux à la maison	24.3%	19.4%	0.3%
g. Réduction / privation d'argent de poche	9.9%	9.7%	0.2%
h. Les parents se moquaient de vous, vous rabaissaient devant d'autres personnes	1.5%	2.5%	0.1%
i. Vos parents ne vous parlaient plus pendant un certain temps	6.6%	5.2%	0.1%
j. Vos parents disaient que vous les faisiez souffrir	8.7%	4.0%	0.1%
k. Frapper, utiliser des moyens physiques (p.ex. gifles)	25.3%	30.7%	0.3%
l. Frapper violemment (p.ex. en utilisant des objets)	2.1%	3.3%	0.1%
x. Autres punitions	5.8%	5.7%	0.3%
z. Je ne veux pas répondre	3.8%		

15. Lorsque vous aviez entre 6 et 11 ans, à quelle fréquence, en général, étiez-vous puni ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Jamais	16.4%	16.4%	0.2%
Une fois par mois ou moins	49.6%	49.9%	0.3%
Une fois par semaine ou moins	17.3%	14.5%	0.2%
Plusieurs fois par semaine	2.6%	2.2%	0.2%
Pas répondu	13.5%	16.5%	99.1%
Coché incorrectement	0.6%	0.4%	0.0%
Je ne veux pas répondre	6.4%		

16. Les punitions que vous receviez de vos parents, entre 6 et 11 ans, étaient-elles justifiées ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Le plus souvent	77.3%	73.0%	0.5%
De temps en temps	10.0%	10.9%	0.2%
Rarement	1.8%	2.5%	0.1%
Jamais	0.6%	0.8%	0.1%
Pas répondu	9.9%	12.5%	0.0%
Coché incorrectement	0.3%	0.3%	99.0%
Je ne veux pas répondre	3.9%		

17. Si vous avez des frères et/ou sœurs: pensez-vous que vous étiez traité, entre 6 et 11 ans, par vos parents, de la même manière que vos frères et sœurs (p.ex. en ce qui concerne les punitions, l'affection etc.) ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
J'étais mieux traité qu'eux	8.4%	7.3%	0.1%
J'étais traité de la même manière	70.6%	69.1%	0.4%
J'étais un peu moins bien traité	6.5%	6.9%	0.1%
J'étais nettement moins bien traité	0.8%	0.1%	0.1%
Pas répondu	13.2%	15.4%	99.4%
Coché incorrectement	0.5%	0.4%	0.0%
Je n'avais pas de frères et/ou sœurs	7.4%		
Je ne veux pas répondre	3.0%		

18. Lorsque vous aviez entre 6 et 11 ans, désobéissiez-vous à vos parents ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Jamais	6.6%	7.8%	0.1%
Une fois par mois ou moins	35.5%	37.4%	0.3%
Une fois par semaine ou moins	33.8%	29.5%	0.3%
Plusieurs fois par semaine	14.4%	11.3%	0.2%
Pas répondu	9.3%	13.7%	99.1%
Coché incorrectement	0.4%	0.3%	0.0%
Je ne veux pas répondre	6.0%		

Les questions suivantes concernent votre jeunesse, lorsque vous aviez entre 12 et 16 ans (de la 6e à la 9e année scolaire).

19. Questions concernant le climat familial entre 12 et 16 ans. Cochez les réponses qui conviennent.

	Mère	Père	Educateurs
a. Vous entendiez-vous bien, en général, avec vos parents ?	88.4%	81.6%	0.7%
b. Pouviez-vous, en général, parler avec vos parents de vos pensées, de vos sentiments, de vos problèmes ?	69.3%	51.8%	0.5%
c. Aviez-vous, en général, des activités de loisirs avec vos parents ?	39.9%	51.8%	0.4%
d. Avez-vous, en général, échangé de la tendresse avec vos parents ?	34.6%	24.0%	0.1%
e. Auriez-vous, en général, aimé ressembler à vos parents ?	24.3%	35.0%	0.1%
f. Vos parents se montraient-ils, l'un à l'autre et devant vous, des signes d'affection, de tendresse ?	52.0%	50.3%	0.2%
g. Vos parents se disputaient-ils, se critiquaient-ils ou s'insultaient-ils devant vous ?	39.6%	40.1%	0.2%
h. Avez-vous aidé vos parents à effectuer des tâches ?	71.6%	65.3%	0.5%
i. Vous sentiez-vous rejeté, en général, par vos parents ?	1.9%	3.3%	0.2%
z. Je ne veux pas répondre	3.6%		

20. Lorsque vous aviez entre 12 et 16 ans, quel était en général le style de punition qui était utilisé à votre égard ? Cochez les réponses qui conviennent

	Mère	Père	Educateurs
a. Vos parents discutaient avec vous mais ne punissaient jamais	32.9%	29.8%	0.2%
b. Vos parents ne se préoccupaient pas de vous et nepunissaient jamais, ou rarement	2.4%	2.8%	0.0%
c. Gronder	65.5%	61.7%	0.7%
d. Devoir rester à la maison (chambre)	20.2%	18.0%	0.4%
e. Confiscation de jouets (p.ex. le vélo)	3.3%	3.3%	0.1%
f. Devoir faire des travaux à la maison	19.9%	16.4%	0.4%
g. Réduction / privation d'argent de poche	9.9%	9.4%	0.3%
h. Les parents se moquaient de vous, vous rabaisaient devant d'autres personnes	1.1%	1.9%	0.1%
i. Vos parents ne vous parlaient plus pendant un certain temps	6.8%	5.7%	0.1%
j. Vos parents disaient que vous les faisiez souffrir	9.5%	4.6%	0.1%
k. Frapper, utiliser des moyens physiques (p.ex. gifles)	11.1%	13.9%	0.3%
l. Frapper violemment (p.ex. en utilisant des objets)	0.9%	1.5%	0.1%
x. Autres punitions	5.1%	5.1%	0.3%
z. Je ne veux pas répondre	4.6%		

21. Lorsque vous aviez entre 12 et 16 ans, à quelle fréquence, en général, étiez-vous puni ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Jamais	22.5%	22.1%	0.2%
Une fois par mois ou moins	50.6%	49.0%	0.4%
Une fois par semaine ou moins	11.7%	9.9%	0.3%
Plusieurs fois par semaine	2.1%	1.7%	0.2%
Pas répondu	12.5%	16.9%	99.0%
Coché incorrectement	0.5%	0.4%	0.0%
Je ne veux pas répondre	6.3%		

22. Les punitions que vous receviez de vos parents, entre 12 et 16 ans, étaient-elles justifiées ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Le plus souvent	70.8%	65.9%	0.5%
De temps en temps	11.5%	11.3%	0.3%
Rarement	2.5%	2.9%	0.2%
Jamais	0.9%	0.9%	0.0%
Pas répondu	14.1%	18.8%	99.0%
Coché incorrectement	0.2%	0.2%	0.0%
Je ne veux pas répondre	5.2%		

23. Si vous avez des frères et/ou sœurs: pensez-vous que vous étiez traité, entre 12 et 16 ans par vos parents, de la même manière que vos frères et sœurs (p. ex en ce qui concerne les punitions, l'affection etc.) ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
J'étais mieux traité qu'eux	7.8%	7.2%	0.1%
J'étais traité de la même manière	69.9%	66.5%	0.4%
J'étais un peu moins bien traité	6.6%	6.8%	0.1%
J'étais nettement moins bien traité	0.9%	1.0%	0.1%
Pas répondu	14.5%	18.2%	99.4%
Coché incorrectement	0.4%	0.2%	0.0%
Je n'avais pas de frères et/ou sœurs	7.1%		
Je ne veux pas répondre	3.8%		

24. Lorsque vous aviez entre 12 et 16 ans, désobéissiez-vous à vos parents ? Donnez une seule réponse par personne.

	Mère	Père	Educateurs
Jamais	7.7%	8.8%	0.1%
Une fois par mois ou moins	44.3%	43.1%	0.3%
Une fois par semaine ou moins	25.5%	22.3%	0.3%
Plusieurs fois par semaine	11.6%	9.3%	0.3%
Pas répondu	10.6%	16.4%	99.0%
Coché incorrectement	0.3%	0.2%	0.0%
Je ne veux pas répondre	6.2%		

25. Avez-vous déjà entendu vos parents dire des phrases du genre "Il n'y a pas de mal à désobéir à la loi, tant que l'on ne se fait pas prendre " ou "Qu'importe les moyens utilisés, pourvu que l'on arrive à se procurer ce que l'on veut" ?

	Mère	Père	Educateurs
Jamais	81.5%	74.3%	0.9%
Rarement	10.1%	13.8%	0.1%
De temps en temps	2.2%	3.6%	0.1%
Assez souvent	0.4%	0.8%	0.1%
Pas répondu	5.7%	7.4%	98.8%
Coché incorrectement	0.2%	0.2%	0.0%
Je ne veux pas répondre	3.2%		

Ecole

26. Lorsque vous étiez à l'école, comment étaient en général vos relations avec les enseignant(e)s ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Très bonnes	29.5%	22.7%
Assez bonnes	50.6%	51.9%
Pas très bonnes	12.7%	16.7%
Pas bonnes du tout	4.4%	5.8%
Pas répondu	2.2%	2.3%
Coché incorrectement	0.5%	0.6%
Je ne veux pas répondre	1.6%	

27. Avez-vous redoublé une année à l'école ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Non, jamais	82.9%	81.7%
Oui, une fois	10.3%	8.5%
Oui, plus qu'une fois	0.6%	0.7%
Pas répondu	6.1%	8.9%
Coché incorrectement	0.1%	0.1%
Je ne veux pas répondre	1.3%	

28. Avez-vous fréquenté une classe de rattrapage (classes pour les enfants/adolescents ayant de la peine à l'école) ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Non, jamais	92.3%	92.8%
Oui, pendant un certain temps	3.8%	2.1%
Oui, tout le temps	0.3%	0.5%
Pas répondu	3.5%	4.5%
Coché incorrectement	0.1%	0.0%
Je ne veux pas répondre	1.2%	

29. Avez-vous l'impression d'avoir été, à l'école, le bouc émissaire d'un enseignant (e) ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Jamais	72.4%	66.2%
Rarement	14.1%	17.8%
De temps en temps	6.3%	8.5%
Assez souvent	3.0%	3.6%
Pas répondu	4.0%	3.7%
Coché incorrectement	0.3%	0.2%
Je ne veux pas répondre	1.8%	

30. Comment réagissaient les enseignant(e)s lorsque des élèves se battaient entre eux ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Rien, ils ignoraient la bagarre	4.7%	8.1%
Ils séparaient les élèves impliqués	61.7%	50.0%
Ils punissaient les coupables	38.7%	36.7%
Ils punissaient tous les élèves présents	2.3%	2.6%
Ils parlaient, avec les élèves, des raisons du conflit	29.5%	36.0%
Il n'y avait jamais de bagarre	6.4%	10.7%

Relations

31. Comment étaient en général vos relations avec les autres camarades de classe ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Très bonnes	53.9%	57.1%
Assez bonnes	36.2%	34.4%
Pas très bonnes	6.4%	5.3%
Pas bonnes du tout	1.4%	1.2%
Pas répondu	1.8%	1.6%
Coché incorrectement	0.4%	0.4%
Je ne veux pas répondre	1.1%	

32. Combien connaissiez-vous d'enfants que vous pouviez considérer comme de vrais amis (ies) ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Aucun (e) ami (e)	3.0%	2.2%
1 ami (e)	8.5%	6.2%
2-3 amis (ies)	32.8%	26.9%
4-6 amis (ies)	27.9%	28.7%
7 amis (ies) et plus	24.5%	33.0%
Pas répondu	2.9%	2.6%
Coché incorrectement	0.5%	0.4%
Je ne veux pas répondre	1.8%	

33. A l'école, avez-vous été tourmenté, maltraité par les autres enfants ? Donnez une seule réponse par catégorie d'âge.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
Jamais	45.2%	57.8%
Rarement	33.4%	27.8%
De temps en temps	13.5%	9.0%
Assez souvent	5.5%	2.9%
Pas répondu	2.1%	2.2%
Coché incorrectement	0.3%	0.3%
Je ne veux pas répondre	1.3%	

Santé

34. Avez vous eu, pendant votre enfance et votre jeunesse, un ou plusieurs accidents si graves que vous avez dû recevoir des soins médicaux ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Accidents de sport		33.5	32.2	15.4	5.7	0.8	12.6
b.Accidents de trafic		51.8	19.0	2.3	0.4	0.1	26.5
c.Autres accidents		36.9	27.3	10.6	3.0	0.4	21.7
z.Je ne veux pas répondre	1.5%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question.

35. Avez-vous souffert, pendant votre enfance et jeunesse, de l'un des problèmes suivants ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Bégaiement	5.6%	2.0%
b. Problèmes de concentration et de nervosité	19.2%	15.8%
c. Mouiller le lit	8.2%	0.9%
d. Tics nerveux	8.3%	7.5%
e. Troubles de lecture (dyslexie)	21.3%	11.7%
f. Beaucoup d'angoisse, de stress	7.4%	8.4%
g. Obésité (être trop gros)	5.0%	3.8%
h. Etre trop grand par rapport aux autres	3.1%	2.7%
i. Etre trop petit par rapport aux autres	5.8%	4.9%
j. Dépression, abattement	4.0%	11.8%
k. Se faire soi-même du mal, s'infliger des blessures	1.0%	3.0%
l. S'enfuir de la maison	2.5%	4.1%
m. Avoir des pensées de suicide	3.8%	14.4%
n. Tenter de se suicider	0.5%	1.7%
o. Maladies graves fréquentes	1.2%	0.8%
x. Autre	3.4%	4.9%
w. Je n'ai eu aucun de ces problèmes	33.9%	33.9%
z. Je ne veux pas répondre	2.5%	

Santé de la famille

36. L'une des personnes suivantes est-elle décédée pendant votre enfance et votre jeunesse ? Cochez les réponses qui conviennent.

		0-5 ans avant l'école	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe	ci
a.	Mère	0.2%	0.3%	0.5%	0.1%
b.	Père	0.6%	0.9%	1.1%	0.1%
c.	Frère / Soeur (demi-frère, demi-soeur)	1.1%	0.5%	0.5%	0.3%
w.	Personne n'est décédé	88.0%			
z.	Je ne veux pas répondre	2.7%			

37. Pendant votre enfance et votre jeunesse, l'une des personnes suivantes a-t-elle été psychiquement ou mentalement malade ou handicapée ? Cochez les réponses qui conviennent.

		0-5 ans avant l'école	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe	ci
a.	Mère	0.4%	0.5%	0.9%	0.1%
b.	Père	0.3%	0.4%	0.7%	0.1%
c.	Frère / Soeur (demi-frère, demi-soeur)	0.9%	1.0%	1.2%	0.1%
w.	Personne n'était malade	92.2%			
z.	Je ne veux pas répondre	2.0%			

38. Avez vous déjà vu votre père (éducateur) dans l'une des situations suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a. Perdre le contrôle de lui-même sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		74.1	7.0	2.6	1.6	2.6	12.1
b. Devenir agressif sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		76.2	4.5	1.9	1.5	2.2	13.7
c. Frapper la mère (partenaire)		78.1	4.9	1.4	0.8	0.8	14.1
z. Je ne veux pas répondre	3.8%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question.

39. Avez vous déjà vu votre mère (éducatrice) dans l'une des situations suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a. Perdre le contrôle de lui-même sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		82.2	3.3	0.9	0.6	0.8	12.3
b. Devenir agressif sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		83.8	0.9	0.4	0.4	0.5	14.0
c. Frapper le père (partenaire)		82.6	2.1	0.6	0.2	0.2	14.2
z. Je ne veux pas répondre	3.4%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question.

Commentaire par rapport aux questions 38 & 39: Malgré le fait que beaucoup de recrues ont hésité à répondre à cette question, le cochage était assez précis et ne comportait que peu d'erreurs.

Comportement

Les questions suivantes concernent les actes que vous auriez pu vous-même commettre une, ou plusieurs fois (intentionnellement).

40. Avez-vous, pendant votre enfance et votre jeunesse, fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Délit routier (maquiller le vélomoteur, rouler trop vite etc.)		34.6	22.8	15.2	9.7	12.8	4.9
b.Consommer du cannabis (haschisch, marihuana)		49.2	9.3	5.6	6.4	23.0	6.6
c.Consommation des drogues de design (amphétamines, ecstasy)		79.6	3.0	1.5	1.4	4.1	10.4
d.Consommation des drogues hallucinogènes (LSD, champignons)		78.5	3.9	2.4	1.6	3.2	10.5
e.Consommation des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)		83.8	1.9	0.8	0.8	1.6	11.1
f.Voler quelque chose de plus de 100.-		72.7	10.6	3.5	1.8	1.7	9.7
g.Fraude (p.ex. tromper l'assurance) de plus de 100.-		80.1	6.2	0.9	0.2	0.4	11.2
h.Endommager (détruire) quelque chose de plus de 100.-		55.4	25.1	6.5	2.6	1.7	8.9
i.Cambriolage (entrer dans une maison, un local, un appartement, pour y voler qqch)		81.1	5.7	1.3	0.5	0.5	10.9
j.Mettre le feu intentionnellement		84.2	3.4	0.5	0.2	0.3	11.3
k.Vendre des drogues douces (haschisch, marihuana, ecstasy)		74.5	4.0	3.1	2.6	5.7	10.1
l.Vendre des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)		86.4	0.4	0.3	0.2	0.8	11.9
z.Je ne veux pas répondre	1.8%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question. Les petites erreurs de l'ordre de 0.1% sont distribuées uniformément sur toutes les fréquences.

Si quelque chose s'est passé, la question suivante concerne le(s) comportement(s) le(s) plus grave(s). Si vous n'avez rien fait de cela, sautez à la question 42 s.v.p.

41. Qui a appris que vous avez fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Personne ne l'a appris	15.3%	12.4%
b. Parents, éducateurs	13.1%	30.4%
c. Frères ou soeurs	6.2%	19.7%
d. Enseignant(e)	2.4%	5.5%
e. Copain, ami, copine, amie	10.4%	33.8%
f. Police	2.9%	16.5%
g. Juge	0.6%	5.1%
h. Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.4%	1.9%
x. Autre personnes	2.1%	6.6%
y. Je ne sais pas	3.2%	3.3%
z. Je ne veux pas répondre	4.3%	

42. Avez-vous, vous-même, pendant votre enfance (6-11 ans), fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots		10.8	19.1	21.6	17.7	26.4	4.5
b.Intimider quelqu'un		30.0	24.3	18.0	11.0	9.7	7.0
c.Menacer quelqu'un avec une arme		84.2	3.8	1.4	0.6	0.5	9.5
d.Donner à quelqu'un des coups, des gifles		28.7	27.6	19.2	10.7	7.0	6.9
e.Battre quelqu'un, donner des coups de pied		53.1	19.4	10.5	5.0	3.7	8.3
f.Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme		87.5	1.9	0.5	0.3	0.3	9.5
g.Ligoter, enchaîner quelqu'un		76.3	9.5	3.1	1.0	0.8	9.3
h.Donner à quelqu'un un coup de couteau		89.8	0.5	0.1	0.0	0.1	9.6
i.Etrangler (attaquer au cou) quelqu'un		79.0	7.8	2.5	0.7	0.6	9.5
j.Faire consommer de la drogue, du poison à quelqu'un sans que l'autre personne sache que c'était de la drogue		89.8	0.4	0.1	0.0	0.1	9.6
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre quelqu'un		74.9	10.6	3.4	1.0	0.9	9.1
l.Tirer avec une arme à feu contre quelqu'un		89.5	0.2	0.1	0.0	0.1	10.1
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		54.4	0.9	0.2	0.1	0.2	44.2
z.Je ne veux pas répondre	2.5%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question. Les petites erreurs de l'ordre de 0.1% concernent les questions a-c, de violence verbale, alors que les questions f-l sur des actes de violence plus sérieuse (avec armes), ne comportait que peu d'erreurs.

43. Avez-vous, vous-même, pendant votre jeunesse (12-16 ans), fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots		7.6	17.6	21.7	19.6	29.0	4.5
b.Intimider quelqu'un		26.3	24.8	19.9	11.9	10.4	6.7
c.Menacer quelqu'un avec une arme		83.9	3.4	1.5	0.6	0.9	9.7
d.Donner à quelqu'un des coups, des gifles		35.8	25.7	17.4	8.2	5.8	7.2
e.Battre quelqu'un, donner des coups de pied		58.3	17.1	8.7	4.0	3.5	8.5
f.Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme		87.2	1.6	0.6	0.3	0.5	9.8
g.Ligoter, enchaîner quelqu'un		83.6	4.3	1.4	0.4	0.5	9.8
h.Donner à quelqu'un un coup de couteau		89.3	0.5	0.1	0.1	0.2	9.9
i.Etrangler (attaquer au cou) quelqu'un		81.9	5.2	1.9	0.6	0.6	9.7
j.Faire consommer de la drogue, du poison à quelqu'un sans que l'autre personne sache que c'était de la drogue		88.9	0.8	0.2	0.1	0.2	9.9
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre quelqu'un		82.3	5.0	1.7	0.7	0.7	9.6
l.Tirer avec une arme à feu contre quelqu'un		89.1	0.4	0.1	0.0	0.1	10.2
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		54.3	0.7	0.2	0.1	0.2	44.4
z.Je ne veux pas répondre	3.1%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question. Les petites erreurs de l'ordre de 0.1% concernent les questions a-c, de violence verbale, alors que les questions f-l sur des actes de violence plus sérieuse (avec armes), ne comportait que peu d'erreurs.

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent le(s) comportement(s) le(s) plus grave(s).

Si vous n'avez rien fait de cela, sautez à la question 47 s.v.p.

44. A qui avez vous fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Un garçon environ du même âge, camarade d'école	62.5%	64.2%
b. Une jeune fille environ du même âge, camarade d'école	12.0%	8.8%
c. Frère	22.1%	19.9%
d. Soeur	16.8%	12.9%
e. Père, éducateur	3.1%	4.6%
f. Mère, éducatrice	3.4%	4.7%
g. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	1.5%	4.0%
h. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	0.9%	1.7%
i. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin (p.ex. un voisin)	3.6%	5.4%
j. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	1.3%	2.4%
k. Une personne inconnue (masculin)	5.7%	14.2%
l. Une personne inconnue (féminin)	2.1%	3.5%
z. Je ne veux pas répondre	5.7%	

45. Quelles en ont été les conséquences physiques pour l'autre (les autres) personne(s) ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe		12-16 ans 6.-9. classe	
	lim. Inf.	lim. sup.	lim. inf.	lim. sup.
Aucune blessure	46.2%	51.4%	42.2%	47.4%
Rien de grave (des bleus), la personne n'a pas eu besoin d'aller voir un médecin	16.5%	20.8%	21.1%	23.2%
La personne a dû aller voir un médecin à cause de ses blessures	1.1%	1.9%	2.6%	3.9%
La personne a dû être hospitalisée	0.2%	0.4%	0.9%	2.2%
Je ne sais pas		1.3%		1.8%
Pas répondu		29.4%		26.2%
Je ne veux pas répondre	4.0%			

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, on doit relever ici des erreurs systématiques dans le sens où un nombre important de recrues a coché deux catégories. En outre, le plus souvent, il ne s'agit pas de deux catégories voisines (ce qui pourrait être arrivé par inadvertance). Il est donc frappant de noter qu'entre un tiers et la moitié de ceux qui ont dit avoir blessé leur victime au point qu'elle ait dû aller voir un médecin ou aller à l'hôpital ont aussi coché la réponse « aucune blessure ».

46. Qui a appris que vous avez fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Personne ne l'a appris	15.2%	16.7%
b. Parents, éducateurs	38.9%	35.4%
c. Frères ou soeurs	17.6%	18.9%
d. Enseignant(e)	18.7%	15.8%
e. Copain, ami, copine, amie	29.2%	34.5%
f. Police	0.5%	2.9%
g. Juge	0.2%	1.3%
h. Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.6%	1.4%
x. Autre personnes	4.0%	5.5%
y. Je ne sais pas	4.9%	5.1%
z. Je ne veux pas répondre	4.3%	

Expériences

Les questions suivantes concernent les actes agressifs que vous auriez pu subir une ou plusieurs fois, dont vous auriez pu être la victime.

47. Pendant votre enfance (6-11 ans), quelqu'un vous a-t-il intentionnellement fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.M'injurier, m'offenser avec des gestes, des mots		11.7	21.8	23.6	17.5	19.2	6.1
b.M'intimider		23.7	27.8	21.1	11.3	8.3	7.9
c.Me menacer avec une arme		79.0	7.4	1.9	0.5	0.3	10.8
d.Me donner des coups, des gifles		31.6	28.0	17.6	8.6	5.5	8.8
e.Me frapper, me donner des coups de pied		60.0	16.6	7.9	3.0	2.2	10.2
f.Me frapper avec un objet lourd ou une arme		86.0	2.1	0.5	0.1	0.3	11.0
g.Me ligoter, m'enchaîner		82.0	5.0	1.4	0.3	0.3	10.9
h.Me donner un coup de couteau		88.0	0.7	0.1	0.0	0.1	11.1
i.M'étrangler (m'attaquer au cou)		77.9	7.7	2.5	0.5	0.4	11.0
j.Me faire consommer de la drogue, du poison sans que je sache que c'était de la drogue		88.0	0.5	0.1	0.1	0.1	11.2
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre moi		77.0	7.4	2.0	0.4	0.3	11.0
l.Tirer avec une arme à feu contre moi		87.8	0.4	0.1	0.0	0.1	11.6
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		50.9	0.4	0.1	0.1	0.1	48.3
z.Je ne veux pas répondre	4.0%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question. Ici, les petites erreurs sont distribuées de la même façon que celles des questions sur les agressions physiques que les recrues ont commises pendant leur enfance.

48. Pendant votre jeunesse (12-16 ans), quelqu'un vous a-t-il intentionnellement fait l'une des choses suivantes ?
Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.M'injurier, m'offenser avec des gestes, des mots		10.3	22.5	23.9	17.8	19.2	6.4
b.M'intimider		30.4	29.5	17.6	8.2	6.0	8.2
c.Me menacer avec une arme		76.2	9.1	2.7	0.7	0.5	10.8
d.Me donner des coups, des gifles		45.0	25.1	12.4	4.8	3.1	9.3
e.Me frapper, me donner des coups de pied		65.7	14.7	5.5	2.0	1.6	10.5
f.Me frapper avec un objet lourd ou une arme		85.9	2.1	0.5	0.2	0.2	11.1
g.Me ligoter, m'enchaîner		86.1	1.8	0.5	0.1	0.2	11.3
h.Me donner un coup de couteau		86.9	1.4	0.2	0.1	0.1	11.4
i.M'étrangler (m'attaquer au cou)		81.5	5.3	1.4	0.3	0.3	11.2
j.Me faire consommer de la drogue, du poison sans que je sache que c'était de la drogue		87.1	1.2	0.2	0.1	0.1	11.4
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre moi		83.7	3.6	1.1	0.2	0.2	11.2
l.Tirer avec une arme à feu contre moi		87.4	0.7	0.1	0.1	0.1	11.7
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		51.6	0.3	0.1	0.1	0.2	47.8
z.Je ne veux pas répondre	4.3%						

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, soit par erreur, soit qu'elles hésitaient, il n'y a pas d'erreurs importantes dans les réponses à cette question. Ici les petites erreurs sont distribuées de la même façon que celles des questions sur les agressions physiques que les recrues ont commises pendant leur enfance.

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent l'événement (ou les événements) le(s) plus grave(s). Si rien ne s'est passé, sautez à la question 53 s.v.p.

49. Qui était la personne qui voulait vous faire du mal ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Un garçon environ du même âge, camarade d'école	61.1%	61.5%
b. Une jeune fille environ du même âge, camarade d'école	6.1%	5.0%
c. Frère	14.7%	12.7%
d. Soeur	8.1%	5.9%
e. Père, éducateur	7.2%	6.0%
f. Mère, éducatrice	5.0%	3.7%
g. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	2.4%	2.9%
h. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	1.0%	0.9%
i. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin (p.ex. un voisin)	2.8%	3.5%
j. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	0.7%	1.2%
k. Une personne inconnue (masculin)	4.9%	13.4%
l. Une personne inconnue (féminin)	0.6%	0.9%
z. Je ne veux pas répondre	5.9%	

50. Quelles en ont été les conséquences physiques pour vous-même ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe		12-16 ans 6.-9. classe	
	lim. Inf.	lim. sup.	lim. inf.	lim. sup.
Aucune blessure	46.3%	49.9%	45.0%	48.8%
Rien de grave (des bleus), je n'ai pas eu besoin d'aller voir un médecin	17.8%	20.8%	20.8%	23.1%
J'ai dû aller voir un médecin à cause de mes blessures	1.0%	1.4%	2.4%	3.1%
J'ai dû me faire hospitaliser	0.2%	0.3%	0.6%	1.3%
Pas répondu	31.1%		27.4%	
Je ne veux pas répondre	4.3%			

Note: Par rapport aux recrues qui ont coché deux fréquences, on doit relever ici des erreurs systématiques dans le sens où un nombre important de recrues a coché deux catégories. Les erreurs étaient un peu moins importantes que celles concernant la question portant sur les violences effectuées.

51. Qui a appris ce qui s'est passé ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Personne ne l'a appris	16.6%	18.5%
b. Parents, éducateurs	42.5%	39.3%
c. Frères ou soeurs	18.6%	19.9%
d. Enseignant(e)	14.2%	11.7%
e. Copain, ami, copine, amie	27.5%	33.6%
f. Police	0.4%	2.5%
g. Juge	0.2%	0.8%
h. Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.7%	1.3%
x. Autre personnes	3.2%	4.1%
y. Je ne sais pas	3.6%	3.7%
z. Je ne veux pas répondre	4.7%	

52. Comment vous êtes-vous remis de cette expérience ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Je me suis défendu	47.3%	53.1%
b. J'ai parlé avec le(s) coupable(s)	8.5%	14.4%
c. J'en ai parlé à quelqu'un d'autre	13.6%	17.7%
d. J'ai été très bien consolé (soigné) après l'événement	10.1%	7.0%
e. Je n'ai pas souffert	23.0%	25.7%
f. J'avais très peur	5.4%	3.6%
g. J'ai réussi à oublier	17.4%	17.8%
h. Cela me préoccupe encore aujourd'hui	2.2%	3.9%
i. J'ai pensé à me venger	13.1%	16.6%
j. Je me suis senti très désespéré	4.0%	4.1%
y. Je ne sais pas	2.8%	2.4%
z. Je ne veux pas répondre	4.3%	

53. Quelqu'un vous a-t-il intentionnellement fait l'une des choses suivantes pendant votre enfance (6-11 ans), contre votre volonté ?
Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Quelqu'un vous a ennuyé (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos pornos)	89.3	1.7	0.3	0.1	0.2	8.5
b.Quelqu'un vous a donné un baiser	80.1	5.9	2.1	1.0	2.1	8.8
c.Quelqu'un vous a touché, pincé (p.ex. les fesses)	83.4	4.3	1.5	0.6	1.0	9.2
d.Quelqu'un vous a embrassé, étreint	77.7	6.5	2.6	1.2	2.7	9.2
e.Vous avez dû toucher les parties génitales de quelqu'un	88.9	1.1	0.3	0.1	0.3	9.2
f.Quelqu'un vous a touché les parties génitales	87.0	2.5	0.7	0.3	0.4	9.1
g.Vous avez dû toucher les parties génitales de quelqu'un avec la bouche	89.8	0.4	0.1	0.1	0.2	9.3
h.Un homme vous a pénétré avec son pénis	90.1	0.1	0.1	0.0	0.2	9.5
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler	48.0	0.2	0.1	0.0	0.1	51.6
z.Je ne veux pas répondre	4.0%					

Note: les petites erreurs qu'il y a eues ne concernent pas les questions sur les abus les plus graves (e,g,h), mais avant tout la question b (donner un baiser) puis, dans une moindre mesure, la question f (subir des attouchements).

54. Quelqu'un vous a-t-il déjà intentionnellement fait l'une des choses suivantes pendant votre jeunesse (12-16 ans), contre votre volonté ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Quelqu'un vous a ennuyé (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos pornos)		88.2	1.8	0.4	0.2	0.2	9.3
b.Quelqu'un vous a donné un baiser		80.3	4.2	1.8	1.3	3.2	9.1
c.Quelqu'un vous a touché, pincé (p.ex. les fesses)		81.2	4.6	2.1	1.0	1.8	9.4
d.Quelqu'un vous a embrassé, étreint		79.2	4.9	2.0	1.3	3.2	9.4
e.Vous avez dû toucher les parties génitales de quelqu'un		88.4	0.8	0.3	0.2	0.5	9.7
f.Quelqu'un vous a touché les parties génitales		86.1	2.0	0.9	0.5	1.0	9.5
g.Vous avez dû toucher les parties génitales de quelqu'un avec la bouche		89.3	0.4	0.1	0.1	0.3	9.7
h.Un homme vous a pénétré avec son pénis		89.5	0.2	0.1	0.0	0.1	10.1
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		49.7	0.2	0.0	0.0	0.1	50.0
z.Je ne veux pas répondre	4.1%						

Note: les petites erreurs qu'il y a eues ne concernent pas les questions sur les abus les plus graves (e,g,h), mais avant tout la question b (donner un baiser) puis, dans une moindre mesure, la question f (subir des attouchements).

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent l'événement (ou les événements) le(s) plus grave(s). Si rien ne s'est passé, sautez à la question 59 s.v.p.

55. *Qui était la personne qui vous a fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent..*

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Un garçon environ du même âge, camarade d'école	2.8%	2.4%
b. Une jeune fille environ du même âge, camarade d'école	6.3%	8.0%
c. Frère	0.7%	0.5%
d. Soeur	0.7%	0.5%
e. Père, éducateur	1.5%	1.2%
f. Mère, éducatrice	2.0%	1.6%
g. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	0.6%	0.6%
h. Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	0.4%	0.4%
i. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin (p.ex. un voisin)	1.6%	1.4%
j. Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	2.4%	2.3%
k. Une personne inconnue (masculin)	1.5%	1.8%
l. Une personne inconnue (féminin)	0.6%	1.4%
z. Je ne veux pas répondre	5.8%	

56. Quelles en ont été les conséquences physiques pour vous-même ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe		12-16 ans 6.-9. classe	
	lim. Inf.	lim. sup.	lim. inf.	lim. sup.
Sans menace directe ni contrainte	13.0%	13.2%	13.5%	13.6%
J'ai été intimidé, menacé, pour que je le fasse	1.1%	1.2%	0.8%	0.8%
On a utilisé la violence physique, ou la menace avec une arme pour m'obliger à le faire	0.2%	0.2%	0.3%	0.4%
Pas répondu	85.6%		85.3%	
Je ne veux pas répondre	5.5%			

Note : Ici on note quelques erreurs qui ont été commises en remplissant le questionnaire, mais le taux est moins important (environ 10-15 %) par rapport aux inconsistances relevées dans les questions autour de la délinquance sexuelle et violente des recrues.

Commentaire : en comparant ce résultats avec le taux d'erreurs qui ont été commises dans la question sur l'impact de la victimisation par des actes violents que les recrues auraient pu subir pendant leur enfance et leur adolescence, on remarque une différence importante.

57. Qui a appris ce qui vous est arrivé ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Personne ne l'a appris	8.0%	7.6%
b. Parents, éducateurs	4.7%	4.3%
c. Frères ou soeurs	2.0%	2.2%
d. Enseignant(e)	0.5%	0.5%
e. Copain, ami, copine, amie	3.5%	5.4%
f. Police	0.3%	0.4%
g. Juge	0.2%	0.2%
h. Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.2%	0.3%
x. Autre personnes	0.6%	0.7%
y. Je ne sais pas	1.4%	1.4%
z. Je ne veux pas répondre	4.8%	

58. Comment vous êtes-vous remis de cette (ces) expérience(s) ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
a. Je me suis défendu	3.1%	3.4%
b. J'ai parlé avec le(s) coupable(s)	0.8%	1.3%
c. J'en ai parlé à quelqu'un d'autre	1.4%	1.8%
d. J'ai été très bien consolé (soigné) après l'événement	0.6%	0.6%
e. Je n'ai pas souffert	7.0%	7.4%
f. J'avais très peur	0.5%	0.5%
g. J'ai réussi à oublier	3.6%	3.3%
h. Cela me préoccupe encore aujourd'hui	0.8%	1.0%
i. J'ai pensé à me venger	0.6%	0.9%
j. Je me suis senti très désespéré	0.5%	0.5%
y. Je ne sais pas	1.8%	1.6%
z. Je ne veux pas répondre	5.1%	

Section B du questionnaire : COMPORTEMENT

Habitudes

59. Avez-vous fumé pendant les 12 derniers mois avant l'école de recrue ? Donnez une seule réponse.

Jamais	42.5%		
Moins d'un paquet par semaine	13.9%		
Moins d'un paquet par jour	26.9%		
Plus d'un paquet par jour	12.8%		
J'ai arrêté	3.2%	• Pas répondu	0.9%

Note: le taux d'erreurs est négligeable.

60. Avez-vous déjà été sanctionné par un retrait de permis de conduire (permis provisoire) ? Donnez une seule réponse.

Non, jamais	84.3%	• Je n'ai jamais eu de permis (ni de permis provisoire)	8.7%
Oui, une fois	4.7%	• Je ne veux pas répondre	0.5%
Oui, plusieurs fois	0.8%	• Pas répondu	1.0%

61. Les 12 derniers mois avant votre école de recrue, laquelle (lesquelles) des armes suivantes possédiez-vous à la maison ?
Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	Aucune	1-2	3 et plus	pr
a.Arme en bois (batte de base-ball, nunchaku etc.)		67.2	15.5	1.9	15.4
b.Couteau (plus grand qu'un couteau de poche)		53.7	27.6	8.7	10.1
c.Barre de fer, chaîne, poing américain		74.4	5.0	1.3	19.3
d.Pistolet, revolver		73.9	7.0	2.0	17.1
e.Fusil		68.3	16.1	3.7	11.9

Note: le taux d'erreurs de cochage est négligeable

62. Avez-vous déjà vécu ou fait, les 12 derniers mois avant l'école de recrue, l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Porter une telle arme sur vous		78.4	6.7	2.4	2.3	4.9	5.3
b.Perdre le contrôle de vous-même sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		63.6	16.4	7.3	4.1	3.6	5.1
c.Devenir agressif sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue		80.7	8.5	2.7	1.1	0.9	6.2
d.Avoir des difficultés financières, de type factures impayées, mise aux poursuites, dettes à rembourser		77.1	11.3	3.3	1.6	1.0	5.8
e.Avoir déjà payé pour des relations sexuelles		84.6	6.8	1.6	0.5	0.5	6.1
f.Avoir déjà consenti à des relations sexuelles parce que on vous a payé		91.8	0.5	0.2	0.1	0.3	7.2
g.Avoir eu des relations sexuelles sans préservatif, avec une personne que vous ne connaissez pas		85.2	5.8	1.4	0.3	0.5	6.8
z.Je ne veux pas répondre	1.7%						

63. Avez-vous, les 12 derniers mois avant l'école de recrue, fait une tentative de suicide ? Donnez une seule réponse.

Jamais	94.2%	Je ne veux pas répondre	1.6%
Une fois	1.6%	Pas répondu	1.7%
Plus d'une fois	0.9%		

Note: concernant la question 62 et 63, le taux d'erreurs de cochage est négligeable, bien que les questions sur la prostitution et les relations non-protégées, le port d'armes et les tentatives de suicide soient délicates.

Comportement

64. Avez-vous, les 12 derniers mois avant votre école de recrue, fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Délit routier (ivresse au volant, rouler trop vite etc.)		52.5	21.7	8.2	5.2	8.0	4.4
b.Consommer du cannabis (haschisch, marihuana)		51.1	9.8	6.3	6.4	22.5	3.9
c.Consommation des drogues de design (amphétamines, ecstasy)		85.0	3.2	1.8	1.6	3.1	5.3
d.Consommation des drogues hallucinogènes (LSD, champignons)		84.0	4.8	2.4	1.4	2.1	5.2
e.Consommation des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)		89.5	2.1	1.0	0.7	1.2	5.5
f.Voler quelque chose de plus de 100.-		90.2	2.6	0.8	0.3	0.4	5.6
g.Fraude (p.ex. tromper l'assurance) de plus de 100.-		90.2	3.5	0.4	0.1	0.2	5.6
h.Endommager (détruire) quelque chose de plus de 100.-		83.6	8.5	1.5	0.5	0.4	5.5
i.Cambriolage (entrer dans une maison, un local, un appartement, pour y voler qqch)		92.9	1.0	0.2	0.1	0.2	5.7
j.Mettre le feu intentionnellement		93.5	0.4	0.1	0.1	0.1	5.8
k.Vendre des drogues douces (haschisch, marihuana, ecstasy)		81.5	4.0	3.3	2.0	3.9	5.3
l.Vendre des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)		91.8	0.4	0.3	0.2	0.6	6.7
z.Je ne veux pas répondre	1.9%						

Note: le taux d'erreurs de cochage est minimal et il touche principalement la délinquance routière commise 1-2x.

Si quelque chose s'est passé, la question suivante concerne le(s) comportement(s) le(s) plus grave(s).
Si vous n'avez rien fait de cela, sautez à la question 66 s.v.p.

65. Qui a appris que vous avez fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Personne ne l'a appris	14.6%
b.	Parents, éducateurs	25.1%
c.	Frères ou soeurs	19.5%
d.	Enseignant(e)	1.1%
e.	Copain, ami, partenaire, copine, amie	38.0%
f.	Police	11.6%
g.	Juge	2.9%
h.	Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.7%
x.	Autre personnes	5.9%
y.	Je ne sais pas	2.1%
z.	Je ne veux pas répondre	3.1%

66. Avez-vous, vous-même, les 12 derniers mois avant votre école de recrue, fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots		28.6	27.1	18.8	11.0	9.5	5.0
b.Intimider quelqu'un		58.0	20.8	9.0	3.6	2.6	6.1
c.Menacer quelqu'un avec une arme		90.7	1.4	0.5	0.2	0.3	6.9
d.Donner à quelqu'un des coups, des gifles		76.8	10.4	4.1	1.2	1.0	6.5
e.Battre quelqu'un, donner des coups de pied		84.2	5.5	2.1	0.7	0.7	6.7
f.Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme		91.9	0.7	0.2	0.1	0.2	6.9
g.Ligoter, enchaîner quelqu'un		92.1	0.6	0.3	0.1	0.1	6.9
h.Donner à quelqu'un un coup de couteau		92.7	0.2	0.1	0.1	0.1	6.9
i.Etrangler (attaquer au cou) quelqu'un		91.3	1.2	0.3	0.1	0.1	6.9
j.Faire consommer de la drogue, du poison à quelqu'un sans que l'autre personne sache que c'était de la drogue		92.5	0.4	0.1	0.0	0.1	6.9
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre qqn		92.2	0.5	0.2	0.1	0.1	6.9
l.Tirer avec une arme à feu contre quelqu'un		92.5	0.3	0.1	0.0	0.1	7.0
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		54.6	0.2	0.0	0.0	0.1	44.9
z.Je ne veux pas répondre	3.2%						

Note: le taux d'erreur de cochage est négligeable et il ne touche que les catégories a & b (violence verbale).

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent le(s) comportement(s) le(s) plus grave(s).

Si vous n'avez rien fait de cela, sautez à la question 70 s.v.p.

67. A qui avez vous fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Mon (ma) partenaire (épouse, amie)	4.9%
b.	Mon (ma) ex-partenaire (ex-épouse, ex-amie)	3.0%
c.	Frère	9.5%
d.	Soeur	6.7%
e.	Père, éducateur	4.6%
f.	Mère, éducatrice	5.2%
g.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	2.2%
h.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	0.7%
i.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin(p.ex. un voisin)	8.3%
j.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	1.9%
k.	Copain(s), ami(s)	23.1%
l.	Copine(s), amie(s)	7.0%
m.	Une personne inconnue, de sexe masculin	22.0%
n.	Une personne inconnue, de sexe féminin	0.2%
o.	Mon fils, ma fille	0.9%
p.	Un autre enfant	5.2%
z.	Je ne veux pas répondre	42.6%

68. Quelles en ont été les conséquences physiques pour l'autre (les autres) personne(s) ? Cochez les réponses qui conviennent.

		lim. Inf.	lim. sup.
Aucune blessure		6.3%	7.3%
Rien de grave (des bleus), la personne n'a pas eu besoin d'aller voir un médecin		1.2%	1.4%
La personne a dû aller voir un médecin à cause de ses blessures		0.5%	1.0%
La personne a dû se faire hospitaliser		1.8%	2.2%
Je ne sais pas	3.8%		
Je ne veux pas répondre	3.8%		
Pas répondu	85.3%		

Note: le taux élevé d'erreurs dans cette question concerne les cas où l'impact de la violence exercée est important. Nous considérons ce résultat comme une erreur de la part des recrues qui ne peut être que systématique. On peut penser que les recrues ont censuré leur réponses, soit avant ou soit après avoir donné une réponses plus alarmante et nous considérons qu'il est fort probable que le chiffre exact soit celui qui est plus haut.

69. Qui a appris que vous avez fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Personne ne l'a appris	16.9%
b.	Parents, éducateurs	12.7%
c.	Frères ou soeurs	10.1%
d.	Enseignant(e)	1.0%
e.	Copain, ami, partenaire, copine, amie	27.1%
f.	Police	1.0%
g.	Juge	0.4%
h.	Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.2%
x.	Autre personnes	3.8%
y.	Je ne sais pas	4.3%
z.	Je ne veux pas répondre	4.0%

70. Avez-vous, les 12 derniers mois avant votre école de recrue, fait subir à quelqu'un, contre sa volonté, l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.J'ai ennuyé quelqu'un (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos pornos)		92.1	0.4	0.2	0.1	0.1	7.0
b.J'ai donné un baiser		86.7	2.4	0.7	0.5	2.8	6.8
c.J'ai touché, pincé (p.ex. les fesses) de quelqu'un		82.4	5.9	1.9	0.8	2.1	6.9
d.J'ai embrassé, étreint quelqu'un		85.5	3.2	0.9	0.6	2.6	7.1
e.J'ai fait toucher mes parties génitales par quelqu'un		89.6	0.7	0.4	0.3	1.7	7.2
f.J'ai touché les parties génitales de quelqu'un		88.8	1.1	0.6	0.5	1.8	7.2
g.J'ai fait toucher mes parties génitales, avec la bouche, par quelqu'un		90.9	0.5	0.3	0.2	0.8	7.4
h.J'ai pénétré quelqu'un avec mon pénis		89.6	0.5	0.4	0.5	1.7	7.3
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		51.9	0.1	0.1	0.0	0.1	47.9
z.Je ne veux pas répondre	3.2%						

Note : Le taux d'erreurs est minimal et ne touche que les questions moins délicates (a, b & f).

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent le(s) comportement(s) le(s) plus grave(s). Si vous n'avez rien fait de cela, sautez à la question 74 s.v.p.

71. A qui avez-vous fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Mon (ma) partenaire (épouse, amie)	3.6%
b.	Mon (ma) ex-partenaire (ex-épouse, ex-amie)	1.6%
c.	Frère	0.2%
d.	Soeur	0.3%
e.	Père, éducateur	0.2%
f.	Mère, éducatrice	0.2%
g.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	0.1%
h.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	0.2%
i.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin (p.ex. un voisin)	0.2%
j.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	1.5%
k.	Copain(s), ami(s)	0.8%
l.	Copine(s), amie(s)	5.0%
m.	Une personne inconnue, de sexe masculin	0.3%
n.	Une personne inconnue, de sexe féminin	3.8%
o.	Mon fils, ma fille	0.1%
p.	Un autre enfant	0.1%
z.	Je ne veux pas répondre	4.6%

72. Dans quelles circonstances cela s'est-il produit ? Cochez les réponses qui conviennent.

		lim. Inf.	lim. sup.
Sans menace directe ni contrainte		11.4%	11.5%
J'ai intimidé, menacé la personne pour qu'elle le fasse		0.2%	0.2%
J'ai utilisé la violence physique, ou la menace avec une arme, pour obliger la personne à le faire		0.1%	0.2%
Je ne veux pas répondre	4.3%		
Pas répondu	83.9%		

Note: étant donné que le nombre d'individus ayant usé de violence ou des menaces afin de forcer autrui à une activité sexuelle est petit, le pourcentage d'erreurs commises ici compte comme systématique, c'est-à-dire, au niveau du nombre d'individus 20 versus 32 ont utilisé de la violence et 39 versus 44 ont utilisé des intimidations ou menaces.

73. Qui a appris que vous avez fait cela ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Personne ne l'a appris	6.2%
b.	Parents, éducateurs	1.2%
c.	Frères ou soeurs	1.0%
d.	Enseignant(e)	0.1%
e.	Copain, ami, partenaire, copine, amie	5.8%
f.	Police	0.1%
g.	Juge	0.1%
h.	Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.1%
x.	Autre personnes	0.8%
y.	Je ne sais pas	1.3%
z.	Je ne veux pas répondre	3.8%

Expériences

Les questions suivantes concernent tous les actes agressifs que vous auriez pu subir une ou plusieurs fois, dont vous auriez pu être la victime.

*74. Les 12 derniers mois avant votre école de recrue, quelqu'un vous a-t-il déjà intentionnellement fait l'une des choses suivantes ?
Cochez toutes les réponses qui conviennent.*

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr
a.M'injurier, m'offenser avec des gestes, des mots		36.4	28.2	15.7	7.6	6.0	6.2
b.M'intimider		67.5	17.5	5.0	1.6	1.1	7.3
c.Me menacer avec une arme		86.5	4.5	0.8	0.2	0.1	7.9
d.Me donner des coups, des gifles		82.2	7.4	1.7	0.5	0.3	7.8
e.Me frapper, me donner des coups de pied		86.7	4.0	0.9	0.2	0.2	7.9
f.Me frapper avec un objet lourd ou une arme		91.1	0.7	0.2	0.1	0.1	8.0
g.Me ligoter, m'enchaîner		91.5	0.2	0.1	0.0	0.1	8.0
h.Me donner un coup de couteau		91.3	0.5	0.1	0.0	0.0	8.0
i.M'étrangler (m'attaquer au cou)		90.8	1.0	0.2	0.1	0.1	8.0
j.Me faire consommer de la drogue, du poison sans que je sache que c'était de la drogue		91.4	0.5	0.1	0.0	0.0	8.0
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre moi		91.4	0.4	0.2	0.0	0.0	8.0
l.Tirer avec une arme à feu contre moi		91.3	0.4	0.1	0.0	0.1	8.1
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		53.4	0.1	0.0	0.0	0.1	46.4
z.Je ne veux pas répondre	3.6%						

Note: Le taux d'erreurs de cochage est négligeable.

Si quelque chose s'est passé, les questions suivantes concernent l'événement (ou les événements) le(s) plus grave(s).
Si vous n'avez rien vécu de cela, sautez à la question 79 s.v.p.

75. Qui voulait vous faire du mal ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Mon (ma) partenaire (épouse, amie)	2.5%
b.	Mon (ma) ex-partenaire (ex-épouse, ex-amie)	1.8%
c.	Frère	4.4%
d.	Soeur	2.5%
e.	Père, éducateur	2.5%
f.	Mère, éducatrice	1.8%
g.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe masculin (médecin, prêtre, enseignant)	1.8%
h.	Une personne d'autorité ou de confiance, de sexe féminin (médecin, enseignante)	0.4%
i.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe masculin (p.ex. un voisin)	5.3%
j.	Une autre personne que vous connaissiez, de sexe féminin (p.ex. une voisine)	1.0%
k.	Copain(s), ami(s)	15.5%
l.	Copine(s), amie(s)	3.9%
m.	Une personne inconnue, de sexe masculin	19.4%
n.	Une personne inconnue, de sexe féminin	1.4%
z.	Je ne veux pas répondre	5.3%

76. Quelles en ont été les conséquences physiques pour vous-même ? Cochez les réponses qui conviennent.

		lim. inf.	lim. sup.
Aucune blessure		35.8%	36.7%
Rien de grave (des bleus), je n'ai pas eu besoin d'aller voir un médecin		4.9%	5.3%
J'ai dû aller chez le médecin à cause de mes blessures		0.8%	1.0%
J'ai dû me faire hospitaliser		0.4%	0.6%
Je ne sais pas			0.3%
Je ne veux pas répondre	3.9%		
Pas répondu	53.0%		

Note: A nouveau, une erreur systématique nous dérange. Au niveau des individus, près d'un tiers de ceux qui ont indiqué avoir blessé quelqu'un sévèrement ont retiré cet « aveu » après ou l'ont tout d'abord nié pour ensuite changer d'avis.

77. Qui a appris ce qui s'est passé ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Personne ne l'a appris	13.1%
b.	Parents, éducateurs	12.3%
c.	Frères ou soeurs	8.7%
d.	Enseignant(e)	0.8%
e.	Copain, ami, partenaire, copine, amie	23.9%
f.	Police	1.5%
g.	Juge	0.4%
h.	Autres autorités (tutelle, médecin, autorités scolaires)	0.4%
x.	Autre personnes	3.6%
y.	Je ne sais pas	2.8%
z.	Je ne veux pas répondre	3.9%

78. Comment vous êtes-vous remis de cette (ces) expérience(s) ? Cochez les réponses qui conviennent.

a.	Je me suis défendu	25.6%
b.	J'ai parlé avec le(s) coupable(s)	9.2%
c.	J'en ai parlé à quelqu'un d'autre	8.6%
d.	J'ai été très bien consolé (soigné) après l'événement	2.6%
e.	Je n'ai pas souffert	14.7%
f.	J'avais très peur	1.3%
g.	J'ai réussi à oublier	9.6%
h.	Cela me préoccupe encore aujourd'hui	2.5%
i.	J'ai pensé à me venger	5.5%
j.	Je me suis senti très désespéré	1.5%
y.	Je ne sais pas	1.5%
z.	Je ne veux pas répondre	4.0%

Section C du questionnaire : SITUATION ACTUELLE

Toutes les questions suivantes concernent les 12 derniers mois avant votre école de recrue.

Loisirs

79. Les 12 derniers mois avant votre école de recrue, avez-vous fait partie d'un club, d'une société, pendant votre temps de loisirs (p.ex. parti, société, club de sport ou de culture, musique, chœur etc.) ? Donnez une seule réponse.

Non	24.5%
Oui, irrégulièrement	14.8%
Oui, régulièrement	56.9%
Pas répondu	3.5%
Coché incorrectement	0.3%

80. Avez-vous déjà, les 12 derniers mois avant l'école de recrue, appartenu à l'un des groupes ou milieux suivants ? Cochez les réponses qui conviennent.

a. Techno, Rave	28.4%
b. Hip-Hopper	12.7%
c. Grunger	5.1%
d. Projet autonome dans vieille usine	3.2%
e. Punk	4.3%
f. Skateboard, Inline Skates, Street dance etc.	12.2%
g. Graffiti (tags)	3.7%
h. Fans de football, hockey sur glace etc.	29.0%
i. Home boys	2.1%
j. Scène des squat	1.9%
k. Rocker	4.1%
l. Hangers	5.9%
m. Groupes anti-fascistes	2.5%
n. Groupes nationalistes, patriotiques	1.7%
o. Skinheads	1.4%
p. Scène des toxicomanes	1.5%
x. Autre	23.4%
z. Je ne veux pas répondre	1.9%

81. Parmi les copains ou amis que vous avez fréquenté les 12 derniers mois avant l'école de recrue, y en a-t-il qui ont déjà eu de sérieuses (graves) difficultés avec la police ? Donnez une seule réponse.

Aucun(e)	54.7%		
1 ou 2	25.5%	Je ne veux pas répondre	1.6%
3-6	7.3%	Pas répondu	1.3%
7 ou plus	3.6%		
Je ne sais pas	6.0%		

Note: Le taux d'erreurs de cochage est négligeable

82. Vous est-il arrivé, les 12 derniers mois avant l'école de recrue, de ne rien faire, de "flâner" ? Donnez une seule réponse.

Jamais	39.3%		
Rarement	44.9%	Je ne veux pas répondre	1.2%
Souvent	10.7%	Pas répondu	1.3%
Le plus souvent	2.5%		

Note: Le taux d'erreurs de cochage est négligeable

83. Avez-vous, les 12 derniers mois avant l'école de recrue, fréquenté les salons de jeux ? Donnez une seule réponse.

Jamais	61.1%		
1-2 fois par mois	29.7%	Je ne veux pas répondre	1.1%
1-2 fois par semaine	5.5%	Pas répondu	1.4%
3 fois par semaine et plus	2.3%		

Note: Le taux d'erreurs de cochage est négligeable

84. Films

Il existe des films pornographiques interdits "Porno". Ces films contiennent notamment des scènes perverses de violences sexuelles infligées à des femmes, à des enfants et à des animaux, font intervenir l'utilisation d'excréments etc.

Il existe des vidéos dites "Brutalo" c'est-à-dire d'une extrême violence. Ces films contiennent, par exemple, des scènes de tortures, de mutilations, de cannibalisme etc., de grand réalisme.

Il existe également des films interdits appelés "Reality-vidéo". Ils sont tournés par des privés, dans des endroits cachés, et non dans un studio. Ils contiennent d'authentiques scènes de violences, qui sont infligées pour de vrai, notamment à des femmes, à des enfants ou à des animaux. De telles violences (authentiques), ou scènes de guerre, peuvent également figurer dans des séances filmées de satanisme ou de magie noire.

Avez-vous déjà vu ce genre de vidéos (films) ?

	« Porno » (interdit)	« Brutalo »	« Reality-vidéo »
Jamais	67.9%	68.2%	71.4%
1-2 fois	14.9%	10.7%	9.6%
3-5 fois	5.2%	3.9%	2.6%
6-20 fois	2.6%	2.4%	1.3%
Plus de 20 fois	2.5%	1.8%	1.2%
Pas répondu	6.8%	13.1%	13.9%
Je ne veux pas répondre	2.3%		

Note: Le taux d'erreurs de cochage est négligeable

Estime de soi, relations, attitudes

85. Voici une série de questions sur l'estime de vous-même.

Légende:

1 = Le plus souvent	5 = Je ne sais pas
2 = Souvent	6 = Je ne veux pas répondre
3 = Rarement	pr = Pas répondu
4 = Jamais	ci = Coché de façon incorrecte

Réponse N°	1	2	3	4	5	6	pr	ci
a. Quand vous pensez à vous-même, êtes-vous en général plutôt satisfait de vous-même ?	45.3	38.9	9.6	0.8	2.1	1.0	1.6	0.7
b. Quand vous pensez à votre vie, êtes-vous satisfait, dans l'ensemble, de vos choix scolaires et professionnels ?	53.7	29.6	8.7	2.1	2.7	0.9	1.8	0.6
c. Vous arrive-t-il de penser que vos perspectives d'avenir sont plutôt bonnes ?	43.9	32.2	10.8	1.9	7.4	1.0	2.0	0.8
d. Vous arrive-t-il de penser que vous ne valez rien ?	2.9	7.5	37.3	45.8	2.0	1.3	2.3	1.0
e. Vous arrive-t-il de penser que votre famille est, dans l'ensemble, plutôt satisfaite de vous ?	57.3	28.8	5.3	1.2	3.3	1.2	2.5	0.4
f. Vous arrive-t-il de penser que vous avez de bonnes qualités ?	51.5	36.4	5.5	0.6	2.3	1.1	2.4	0.3
g. Vous arrive-t-il de penser que vos copains et amis vous apprécient comme vous êtes ?	64.3	26.1	3.7	0.6	1.9	1.0	2.1	0.3
h. Vous arrive-t-il d'avoir le contact facile avec les gens que vous ne connaissez pas ?	30.1	38.4	24.9	1.9	1.0	1.0	2.1	0.6

86. Combien avez-vous connu de personnes que vous pouvez considérer comme des amis(ies), au cours des 12 derniers mois avant l'école de recrues ? Donnez une seule réponse.

Aucun(e) ami(e)	2.2%	Je ne veux pas répondre	1.2%
1 ami(e)	4.4%	Coché incorrectement	0.7%
2-3 amis(ies)	19.3%	Pas répondu	1.4%
4-6 amis(ies)	27.9%		
7 amis(ies) et plus	43.0%		

87. Avez-vous déjà eu une relation amoureuse sérieuse, c'est-à-dire qui, selon vous, a été stable et durable ? Donnez une seule réponse.

Oui	56.4%	Je ne veux pas répondre	2.3%
Non	39.3%	Coché incorrectement	0.1%
		Pas répondu	1.9%

88. Avez-vous actuellement un (une) partenaire ? Donnez une seule réponse.

Oui, une relation sérieuse	36.4%	Je ne veux pas répondre	1.9%
Oui, mais pas encore de relation sérieuse	12.3%	Coché incorrectement	0.2%
Non	47.7%	Pas répondu	1.4%

89. Quelle est votre préférence sexuelle ? Donnez une seule réponse.

Les femmes (je suis hétérosexuel)	94.2%
Les hommes et les femmes (je suis bisexuel)	1.3%
Les hommes (je suis homosexuel)	0.4%
Je ne sais pas encore	1.0%
Je ne veux pas répondre	1.6%
Pas répondu	1.4%

90. A quel âge avez-vous eu des relations sexuelles, fait l'amour, pour la première fois ? Donnez une seule réponse.

Avant 13 ans	2.6%	Je ne sais pas	0.7%
13-15 ans	15.1%	Je ne veux pas répondre	3.0%
16-18 ans	37.5%	Pas répondu	1.2%
Après 18 ans	19.3%	Coché incorrectement	0.6%
Je n'ai pas encore fait l'amour	20.0%		

91. Que pensez-vous des opinions suivantes :

Légende:

1 = Je suis tout à fait d'accord
2 = Je suis assez d'accord
3 = Je ne suis pas très d'accord
4 = Je ne suis pas d'accord du tout

5 = Je ne sais pas
6 = Je ne veux pas répondre
pr = Pas répondu
ci = Coché de façon incorrecte

Réponse N°	1	2	3	4	5	6	pr	ci
a. Il est difficile de s'amuser quand on est sans compagnie	14.5	29.3	28.4	21.0	2.3	1.4	2.3	0.7
b. Il n'y a pas de mal à contourner la loi si l'on ne se fait pas prendre (nous ne tenons pas compte, ici, des lois sur la circulation routière)	7.8	14.2	30.2	40.0	2.7	1.8	2.7	0.6
c. Je n'ai pas à recevoir d'ordres; dans ma vie, c'est moi qui décide ce qu'est la loi	7.7	18.0	35.8	31.0	2.3	2.0	2.6	0.7
d. Ce que j'estime le droit d'avoir, je peux me le procurer, quitte à utiliser un peu de violence	2.3	4.7	19.9	65.7	1.9	1.8	3.1	0.5
e. Celui qui me provoque est seul responsable de ce qui peut lui arriver	15.2	26.4	27.1	24.2	2.2	1.7	3.0	0.4
f. Les femmes, au fond d'elles-mêmes, aiment bien que l'on utilise un peu de force pour les attirer dans son lit	2.0	5.1	21.2	61.6	5.1	1.9	2.8	0.4
g. Quand une femme flirte avec quelqu'un, c'est qu'elle désire être satisfaite sexuellement, même si elle refuse les avances	3.5	12.9	34.0	35.0	9.1	2.0	3.0	0.5
h. Un homme qui, toute la journée, travaille pour nourrir sa famille a le droit d'avoir de la satisfaction sexuelle quand il rentre à la maison	5.2	11.4	26.3	45.8	5.7	2.2	2.9	0.6
i. Une prostituée doit compter sur le fait qu'il puisse lui arriver quelque chose; elle en est seule responsable	14.7	21.9	20.9	32.8	4.0	2.0	2.8	0.8
j. Une relation sexuelle entre un enfant et un adulte n'est pas nécessairement mauvaise pour l'enfant	2.6	1.8	5.6	81.8	2.8	1.8	3.0	0.6
k. Beaucoup de requérants d'asile profitent de la Suisse	32.9	27.8	19.3	11.3	2.9	1.8	3.0	1.0
l. Les Européens (les Blancs) sont presque sous tous les aspects supérieurs aux autres races	4.1	6.8	18.6	60.6	4.4	2.1	2.9	0.4
m. Il existe une vie après la mort (p.ex. spirituelle ou réincarnée)	21.9	19.0	9.2	15.1	28.1	3.1	3.2	0.5

EXPERIENCES DE VIE ET COMPORTEMENTS :

VICTIMISATION, DELINQUANCE, ET ACCEPTATION DE LA VIOLENCE

PARMI LES JEUNES HOMMES SUISSES

QUESTIONNAIRE COMPLEMENTAIRE

Martin Killias et Henriette Haas

Saisie des questionnaires des non-recrues

Questionnaires envoyés :	N = 3'950
Questionnaires retournés :	N = 1'175
Questionnaires vides :	N = - 15
<hr/>	
Total des questionnaires évalués :	N = 1'160

Questionnaires en français :	33.2%
Questionnaires en italien :	4.3%
Questionnaires en allemand :	62.5%
<hr/>	
Total des questionnaires :	100%

Légende :

Question pas remplie = pr
Question cochée incorrectement = ci

Différences par rapport aux recrues :

* = sig p<0.05
** = sig p<0.01
*** = sig p<0.001
ns = non significatif

1. (3) Quel est votre domicile actuel ? Donnez une seule réponse.

Grande ville ou agglomération (plus de 100'000 habitants)	17.8 %		
Ville ou agglomération moyenne (30'000 - 100'000 habitants)	7.0 %		
Petite ville ou agglomération (10'000 - 30'000 habitants)	18.3 %		
Petite ville (moins de 10'000 habitants)	14.1 %		
Région de campagne, village	42.2 %	pr:	0.6 %

Différence recrues-nonrecrues : sig. $p < 0.001$

2. (4) Quelles sont les formations que vous avez suivies ? Nommez-les toutes.

Formation	Terminée	Encore en formation	Interrompue	pr	ci	Différence recrues-non-recrues
a.Ecole obligatoire	94.9	0.1	1.0	4.1	0.0	$p < 0.011$
b.Formation professionnelle (de 1 à 21/2 ans p.ex. cours, apprentissage court)	8.5	2.9	1.8	86.7	0.0	$p < 0.001$
c.Formation professionnelle (de 3 à 4 ans, p.ex. apprentissage, école de commerce sans maturité)	37.8	14.5	2.8	45.0	0.0	$p < 0.001$
d.Ecole préparant à la maturité (gymnase, collège)	29.6	9.6	3.1	57.7	0.0	$p < 0.001$
e.Formation professionnelle après la 1ière formation (maîtrise, diplôme fédéral, cours d'informatique, école d'infirmier)	3.2	6.0	0.6	90.2	0.0	$p < 0.001$
f.Ecole supérieure (ETS, ESCEA, assistant social, Conservatoire etc.)	0.8	6.0	0.8	92.5	0.0	$p < 0.001$
g.Université ou Haute école	0.6	20.3	1.0	78.1	0.0	$p < 0.001$

3. (5) Pendant les 12 derniers mois, quelle a été votre principale source d'argent ? Cochez les réponses qui conviennent.

Un emploi fixe	44.5% ***
Des emplois temporaires	24.5% ***
Bourse	4.8% ***
Famille, ami, partenaire	52.3% ***
L'assurance chômage	7.4% ***
Autre	10.3% ***

Celui qui a vécu dans un foyer ou dans une institution pendant la majeure partie de sa vie, répond aux questions suivantes concernant les parents en pensant aux parents biologiques ou adoptifs/substitutifs qui ont été le mieux connus, si l'on sait quelque chose de leur vie.

4. (8) Quelles sont les formations que vos parents ont suivies ? Nommez-les toutes.

	Mère	Père
a. Ecole obligatoire	94.0% **	92.8%***
b. Formation professionnelle (de 1 à 2½ ans p.ex. cours, apprentissage court)	19.8% ns	10.6% ns
c. Formation professionnelle (de 3 à 4 ans, p.ex. apprentissage, école de commerce sans maturité)	49.8% ns	59.3% ns
d. Ecole préparant à la maturité (gymnase, collège)	18.3% ***	21.9% ***
e. Formation professionnelle après la 1ère formation (maîtrise, diplôme fédéral, cours d'informatique, école d'infirmier)	15.1% ***	21.4% ns
f. Ecole supérieure (ETS, ESCEA, assistant social, Conservatoire etc.)	4.1% ***	9.1% ns
g. Université ou haute école	9.8% ***	18.4% ***
y. Ne sait pas	4.5% ***	3.7% **

5. (10) Vos parents ont-ils émigré en Suisse ? Si oui de quel pays ? Donnez une seule réponse par personne. (Si nous nommons certains pays, c'est parce que ce sont les régions où il y a actuellement des conflits qui nous intéressent.)

	Mère	Père
Non, mes parents ont toujours vécu en Suisse	79.3%	78.7%
Oui, Union Européenne	11.0%	10.8%
Oui, Turquie, Ex-Yougoslavie, Balkans	0.7%	0.6%
Oui, Proche-Orient, Maghreb	0.3%	0.5%
Oui, autres pays	1.6%	1.1%
Pas répondu, réponses non-valides	7.2%	8.1%

Différence recrues-nonrecrues : sig. $p < 0.001$

6. (9) Vos parents ont-ils déjà touché une aide sociale pendant plus d'une année (chômage, assistance sociale, AI etc.) ?

Non:	81.1%
Oui:	10.2%
Pas répondu, coché incorrectement, ne sait pas	8.7%

Différence recrues-nonrecrues : sig. $p < 0.01$

7. (35) Avez-vous souffert, pendant votre enfance et jeunesse, de l'un des problèmes suivants ? Cochez les réponses qui conviennent.

	6-11 ans 1.-5. classe	12-16 ans 6.-9. classe
b. Problèmes de concentration et de nervosité	22.9% **	18.3% ns
c. Mouiller le lit	9.1% ns	0.9% ns
g. Obésité (être trop gros)	5.6% ns	5.5% **
k. Se faire soi-même du mal, s'infliger des blessures	2.0% **	4.4% *
l. S'enfuir de la maison	2.6% ns	3.8% ns
x. Autre	7.8% ***	12.2% ***
z. Je ne veux pas répondre	2.2% ns	

8. (47) Pendant votre enfance (6-11 ans), quelqu'un vous a-t-il intentionnellement fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
b.M'intimider		27.0	22.6	19.8	11.8	10.3	8.5	p<0.001
d.Me donner des coups, des gifles		29.2	29.2	18.3	8.8	6.2	8.3	ns
e.Me frapper, me donner des coups de pied		59.3	16.0	6.4	3.0	2.2	13.2	p<0.05
f.Me frapper avec un objet lourd ou une arme		81.9	3.2	0.2	0.2	0.1	14.5	p<0.001
z.Je ne veux pas répondre	1.7%							

8. (53) Quelqu'un vous a-t-il intentionnellement fait l'une des choses suivantes pendant votre enfance (6-11 ans) ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
f.Quelqu'un vous a touché les parties génitales contre votre volonté	81.6	2.8	0.7	0.5	0.1	14.3	p<0.001

9. (42) Avez-vous, vous-même, pendant votre enfance (6-11 ans), fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
b.Intimider quelqu'un	42.2	25.0	13.5	7.2	3.7	8.4	p<0.001
d.Donner à quelqu'un des coups, des gifles	37.2	29.3	15.1	7.2	3.6	7.5	p<0.001
e.Battre quelqu'un, donner des coups de pied	64.3	15.3	6.3	2.5	1.2	10.3	p<0.001
f.Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme	85.0	2.1	0.3	0.2	0.0	12.5	p<0.01
z.Je ne veux pas répondre	1.2%						

En répondant aux questions suivantes, veuillez penser à la période allant du décembre 1996 jusqu'à présent.

10. (62) Avez-vous déjà vécu ou fait, les 12 derniers mois, l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
a.Porter une telle arme sur vous	87.6	3.3	2.2	1.2	2.3	3.4	p<0.001
b.Perdre le contrôle de vous-même sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue	73.5	14.6	5.2	2.6	1.9	2.3	p<0.001
c.Devenir agressif sous l'effet de l'alcool ou d'une drogue	85.9	7.7	2.1	0.8	0.7	2.8	p<0.001

10. (64) Avez-vous, les 12 derniers mois, fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
a.Délit routier (ivresse au volant, rouler trop vite etc.)	67.2	16.1	5.7	3.0	4.7	3.2	p<0.001
b.Consommer du cannabis (haschisch, marihuana)	50.6	8.8	5.5	6.7	26.2	2.2	p<0.01
c.Consommation des drogues de design (amphétamines, ecstasy)	87.0	4.0	3.0	0.9	2.2	2.9	p<0.001
e.Consommation des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)	90.2	3.5	1.1	1.0	1.6	2.6	p<0.001
f.Voler quelque chose de plus de 100.-	91.9	3.8	0.6	0.5	0.3	2.8	p<0.001
g.Fraude (p.ex. tromper l'assurance) de plus de 100.-	91.8	4.4	0.3	0.0	0.2	3.4	p<0.05
h.Endommager (détruire) quelque chose de plus de 100.-	84.0	9.6	1.8	0.7	0.4	3.5	ns
k.Vendre des drogues douces (haschisch, marihuana, ecstasy)	82.8	5.2	3.2	2.5	3.3	3.0	p<0.01
l.Vendre des drogues dures (héroïne, cocaïne, crack)	95.2	0.7	0.3	0.3	0.5	3.0	p<0.001
z.Je ne veux pas répondre	0.4%						

11. (66) Avez-vous, vous-même, les 12 derniers mois, fait l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

	% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
a.Injurier, offenser quelqu'un avec des gestes, des mots		24.1	29.7	22.7	12.8	8.6	2.2	p<0.001
b.Intimider quelqu'un		60.8	22.6	8.7	2.7	2.0	3.3	p<0.001
c.Menacer quelqu'un avec une arme		95.6	1.0	0.1	0.3	0.3	2.8	p<0.001
d.Donner à quelqu'un des coups, des gifles		82.2	9.7	2.8	1.6	0.7	3.0	p<0.001
e.Battre quelqu'un, donner des coups de pied		92.1	2.8	1.4	0.6	0.3	2.9	p<0.001
f.Battre quelqu'un avec un objet lourd ou une arme		95.9	0.9	0.2	0.1	0.0	3.0	p<0.001
g.Ligoter, enchaîner quelqu'un		95.8	0.9	0.0	0.0	0.3	3.1	p<0.001
h.Donner à quelqu'un un coup de couteau		96.8	0.1	0.0	0.0	0.0	3.1	p<0.001
i.Etrangler (attaquer au cou) quelqu'un		95.1	1.4	0.3	0.0	0.2	3.0	p<0.001
j.Faire consommer de la drogue, du poison à quelqu'un sans que l'autre personne sache que c'était de la drogue		96.2	0.5	0.1	0.2	0.1	2.9	p<0.001
k.Tirer avec une carabine à air comprimé, lancer des pierres contre quelqu'un		95.3	1.0	0.2	0.2	0.3	3.1	p<0.001
l.Tirer avec une arme à feu contre quelqu'un		96.5	0.1	0.1	0.0	0.0	3.4	p<0.001
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler		67.9	0.8	0.3	0.0	0.3	30.8	p<0.001
z.Je ne veux pas répondre	0.3%							

12. (70) Avez-vous, les 12 derniers mois, fait subir à quelqu'un, contre sa volonté, l'une des choses suivantes ? Cochez toutes les réponses qui conviennent.

% des lignes	0 x	1-2x	3-5x	6-20x	>20x	pr	Sig.
a.J'ai ennuyé quelqu'un (exhibitionnisme, gestes offensants, forcer à regarder des vidéos pornos)	94.6	1.4	0.7	0.2	0.2	3.0	p<0.001
b.J'ai donné un baiser	87.5	3.7	1.4	1.0	2.8	3.6	p<0.001
c.J'ai touché, pincé (p.ex. les fesses) de quelqu'un	83.7	7.3	2.7	1.4	1.7	3.2	p<0.001
d.J'ai embrassé, étreint quelqu'un	85.7	5.1	1.9	1.3	2.5	3.5	p<0.001
e.J'ai fait toucher mes parties génitales par quelqu'un	92.8	1.3	1.1	0.6	1.0	3.2	p<0.001
f.J'ai touché les parties génitales de quelqu'un	91.6	2.3	1.5	0.5	1.0	3.1	p<0.001
g.J'ai fait toucher mes parties génitales, avec la bouche, par quelqu'un	95.3	0.4	0.2	0.3	0.5	3.2	p<0.001
h.J'ai pénétré quelqu'un avec mon pénis	93.5	1.0	0.9	0.4	1.0	3.3	p<0.001
x.Il s'est passé quelque chose mais je ne peux pas en parler	67.4	0.3	0.0	0.0	0.3	31.9	p<0.001
z.Je ne veux pas répondre	0.8%						

Rekrutenbefragung 1997

LEBENSERFAHRUNGEN UND VERHALTEN

Sehr geehrte Herren,

Diese Untersuchung wird von der Universität Lausanne durchgeführt. Es geht dabei um Ihre Lebenserfahrungen (in der Kindheit, der Jugend und zum jetzigen Zeitpunkt) und den Bereich von körperlichen Aggressionen und Gewalt.

Wenn Sie den Fragebogen ausfüllen, werden Sie sehen, dass er viele sehr persönliche Fragen enthält. Manche mögen vielleicht sogar schmerzhaft Erinnerungen auslösen oder Ihnen peinlich sein. Wir stellen deshalb relativ private Fragen, weil es nur auf diese Weise möglich ist, die Auswirkungen von Kindheitserlebnissen auf das Verhalten Erwachsener zu untersuchen.

Aggressionen gehören zum Alltag, und die meisten unter uns haben sie schon einmal ausgelebt oder waren davon betroffen. Über die Häufigkeit und die Auswirkungen der verschiedenen Situationen und Verhaltensweisen, in denen Aggressionen vorkommen, wird sehr viel diskutiert. Unsere Untersuchung dient dazu herauszufinden, wie verbreitet Gewalterlebnisse und gewalttätiges Verhalten wirklich sind und wie sich Menschen besser von schwierigen Erfahrungen erholen können. Natürlich sind wir uns bewusst, dass wir Sie mit den vielen Fragen um eine grosse Leistung bitten.

Wir behandeln Ihre Antworten **streng vertraulich und anonym**. Wir werden Sie deshalb im Fragebogen nirgendwo nach Ihrem Namen fragen. Bitte beantworten Sie die Fragen von vorne beginnend sorgfältig und wahrheitsgemäss. Den ausgefüllten Fragebogen werfen Sie dann in die aufgestellte Urne.

Benutzen Sie für das Ausfüllen einen Bleistift. Haben Sie sich in einem Antwortfeld geirrt, radieren Sie bitte das falsch gesetzte Kreuz aus. Da der Fragebogen maschinell eingelesen wird, kreuzen Sie bitte die Felder sorgfältig an:

☐

richtig

☐

falsch

☐

falsch

Die Ergebnisse der Befragung werden in einem Bericht zusammengefasst.

Wir danken Ihnen herzlich fürs Mitmachen und wünschen Ihnen für die Zukunft alles Gute.

Prof. Dr. iur. Martin Killias

A. KINDHEIT UND JUGEND

A.1 Allgemeine Fragen

1. Ihr Geburtsjahr:

vor 1975 ☐ 1975 ☐ 1976 ☐ 1977 ☐ 1978 ☐ 1979 ☐

2. Wieviele Wochen sind Sie schon in der RS?

1-2 Wo. ☐ 3-5 Wo. ☐ 6-10 Wo. ☐ 11-17 Wo. ☐

3. Ihr aktueller Wohnort. Bitte nur eine Antwort.

- Grosse Stadt oder Agglomeration (mehr als 100'000 Einwohner) ☐
- Mittलगrosse Stadt oder Agglomeration (30'000 - 100'000 Einwohner) ☐
- Kleinere Stadt oder Agglomeration (10'000 - 30'000 Einwohner) ☐
- Kleineres Städtchen (weniger als 10'000 Einwohner) ☐
- Ländliche Gegend, Dorf ☐

4. Welche Ausbildungen haben Sie absolviert? Bitte nennen Sie alle.

	beendet	noch nicht beendet	abgebrochen
a. Obligatorische Schulzeit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Berufsausbildung (1-2 1/2 Jahre, Bsp. Anlehre, Kurs)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Berufsausbildung (3-4 Jahre, Bsp. Lehre, Handelsschule ohne Matur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Maturitätsschule, Gymnasium	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Weiterführende Ausbildung nach Erstausbildung od. Lehre (Meisterprüfung, eidg. Diplom, Computer, Krankenpflege)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Fachhochschule (HWV, HTL, Sozialpädagoge, Konservatorium etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Universität, Hochschule	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5. Wie bestritten Sie Ihren Lebensunterhalt während der letzten 12 Monate vor der RS? Zutreffendes bitte ankreuzen.

Feste Stelle	<input type="checkbox"/>	Arbeitslosenversicherung	<input type="checkbox"/>
Temporäre Stelle	<input type="checkbox"/>	Stipendium	<input type="checkbox"/>
Unterstützung durch Familie, Partner(in)	<input type="checkbox"/>	Andere Quelle	<input type="checkbox"/>

A.2 Eltern

6. **Wo haben Sie gewohnt bis Sie 16 Jahre alt waren? (Falls Sie ein oder mehrmals umgezogen sind, nennen Sie den Ort, wo Sie am längsten gewohnt haben.)**
Bitte nur eine Antwort.

- Grosse Stadt oder Agglomeration (mehr als 100'000 Einwohner) ☐
- Mittलगrosse Stadt oder Agglomeration (30'000 - 100'000 Einwohner) ☐
- Kleinere Stadt oder Agglomeration (10'000 - 30'000 Einwohner) ☐
- Kleineres Städtchen (weniger als 10'000 Einwohner) ☐
- Ländliche Gegend, Dorf ☐

7. **Wie oft sind Sie schon umgezogen?** Bitte nur eine Antwort.

Nie ☐ 1-4 mal ☐ 5-10 mal ☐ Mehr als 10 mal ☐

Wer längere Zeit in seinem Leben in einem Heim oder einer Institution gelebt hat, kann die folgenden Fragen zu den Eltern für seine leiblichen Eltern, wenn etwas über sie bekannt ist, oder ev. für seine Pflege- oder Adoptiveltern, die er am besten gekannt hat, ausfüllen.

8. **Welche Ausbildungen haben Ihre Eltern absolviert?** Bitte nennen Sie alle.

	Mutter	Vater
a. Obligatorische Schulzeit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Berufsausbildung (1-2 1/2 Jahre, Bsp. Anlehre, Kurs)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Berufsausbildung (3- 4 Jahre, Bsp. Lehre, Handelsschule ohne Matur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Maturitätsschule, Gymnasium	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Weiterführende Ausbildung nach Erstausbildung od. Lehre (Meisterprüfung, eidg. Diplom, Computer, Krankenpflege)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Fachhochschule (HWV, HTL, Sozialpädagoge, Konservatorium etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Universität, Hochschule	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9. **Haben ihre Eltern jemals während mehr als einem Jahr Sozialhilfe bezogen (Arbeitslosenversicherung, Fürsorge, IV etc.)?**

Nein ☐ Ja ☐ Weiss nicht ☐

- 10. Sind Ihre Eltern in die Schweiz eingewandert? Wenn ja, von wo? (Es interessieren uns hier vor allem aktuelle Krisengebiete, deshalb fragen wir nur gewisse Länder.)**
Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater
• Nein, meine Eltern haben immer hier gelebt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, europäische Länder, EU	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, Türkei, Ex-Jugoslawien, Balkan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, naher Osten, Mahgreb	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, andere Länder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- 11. Bei wem haben Sie während Ihrer Kindheit und Jugend gelebt? Nennen Sie bitte alle Personen, mit denen Sie während mindestens 12 Monaten zusammengewohnt haben.** Zutreffendes bitte ankreuzen.

	0-5 Jahre vor der Schule	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Mit meiner Mutter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Mit meinem Vater	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Mit einer neuen Partnerin meines Vaters / Stiefmutter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Mit einem neuen Partner meiner Mutter / Stiefvater	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Mit anderen Verwandten (Grossmutter, Onkel etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mit einer Adoptiv- oder Pflegefamilie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Im Heim, einer Institution	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- 12. Waren Sie während Ihrer Kindheit und Jugend je von einem (oder beiden) Ihrer Eltern länger als 12 Monate getrennt?** Zutreffendes bitte ankreuzen.

	0-5 Jahre vor der Schule	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Von der Mutter getrennt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Vom Vater getrennt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Von beiden Eltern getrennt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Nie länger getrennt von den Eltern	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A.3 Familie in der Kindheit und Jugend

Die Rubrik "Erzieher" anstelle von "Mutter" und "Vater", betrifft Sie nur dann, wenn Sie im Heim resp. einer Institution gelebt hatten während des grössten Teils des Zeitraums, nach dem gefragt wird (zwischen 6 und 11 Jahren, zwischen 12 und 16 Jahren).

Alle folgenden Fragen betreffen Ihre Kindheit als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren (vom 1. bis zum 5. Schuljahr).

13. Fragen zum familiären Klima als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren.
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	Mutter	Vater	Erzieher
a. Verstanden Sie sich im allgemeinen gut mit Ihren Eltern?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Konnten Sie im allgemeinen mit Ihren Eltern über Ihre Gedanken, Gefühle oder Probleme sprechen?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Haben Sie mit Ihren Eltern gemeinsame Aktivitäten oder Hobbys gehabt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Haben Sie in der Regel mit Ihren Eltern Zärtlichkeiten ausgetauscht?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Wollten Sie im allgemeinen ähnlich werden wie Ihre Eltern?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Haben Ihre Eltern vor Ihnen Zeichen der Zuneigung oder Zärtlichkeit zu einander gezeigt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Haben sich Ihre Eltern vor Ihnen gestritten, sich kritisiert oder beleidigt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Haben Sie im allgemeinen Ihren Eltern bei kleinen Arbeiten geholfen (Aemtl)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Haben Sie sich im allgemeinen von Ihren Eltern abgelehnt gefühlt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

Wir behandeln Ihre Antworten
streng vertraulich und anonym.

Da der Fragebogen maschinell eingelesen wird,
kreuzen Sie bitte die Felder sorgfältig an.

14. Wie wurden Sie in der Regel bestraft als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	Mutter	Vater	Erzieher
a. Die Eltern diskutierten mit Ihnen aber bestraften nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Die Eltern kümmerten sich nicht und bestraften auch selten oder nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Schimpfen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Zuhause (im Zimmer) bleiben müssen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Spielsachen wegnehmen (Bsp. Velo)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Hausarbeiten verrichten müssen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Taschengeld-Kürzung	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Die Eltern machten sich über Sie lustig, erniedrigten Sie vor anderen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Die Eltern redeten eine Weile nicht mehr mit Ihnen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Die Eltern sagten, sie litten unter Ihnen resp. Ihrem Betragen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Schlagen, körperliche Strafen (z.B. Ohrfeigen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Gewalttätiges Schlagen (z.B. mit Gegenständen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Strafen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

15. Wie häufig wurden Sie bestraft als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren?
Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Monat oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Woche oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mehrmals pro Woche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

16. Waren die Strafen, die Sie im Alter zwischen 6 und 11 Jahren von den Eltern erhielten, gerechtfertigt? Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Meistens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Zeitweise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Selten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

17. Falls Sie Geschwister haben: wurden Sie von den Eltern gleich behandelt wie Ihre Geschwister als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren (z.B. was die Strafen betrifft, die Zuwendung etc.)?

Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Ich wurde bevorzugt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde gleich behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde weniger gut behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde viel schlechter behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich hatte keine Geschwister	<input type="checkbox"/>		
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

18. Wie häufig waren Sie Ihren Eltern gegenüber ungehorsam als Sie zwischen 6 und 11 Jahre alt waren? Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Monat oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Woche oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mehrmals pro Woche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

Alle folgenden Fragen betreffen Ihre Jugend als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren (vom 6. bis zum 9. Schuljahr).

19. Fragen zum familiären Klima als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren.
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	Mutter	Vater	Erzieher
a. Verstanden Sie sich im allgemeinen gut mit Ihren Eltern?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Konnten Sie im allgemeinen mit Ihren Eltern über Ihre Gedanken, Gefühle oder Probleme sprechen?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Haben Sie mit Ihren Eltern gemeinsame Aktivitäten oder Hobbys gehabt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Haben Sie in der Regel mit Ihren Eltern Zärtlichkeiten ausgetauscht?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Wollten Sie im allgemeinen ähnlich werden wie Ihre Eltern?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Haben Ihre Eltern vor Ihnen Zeichen der Zuneigung oder Zärtlichkeit zu einander gezeigt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Haben sich Ihre Eltern vor Ihnen gestritten, sich kritisiert oder beleidigt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Haben Sie im allgemeinen Ihren Eltern bei kleinen Arbeiten geholfen (Aemtli)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Haben Sie sich im allgemeinen von Ihren Eltern abgelehnt gefühlt?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

20. Wie wurden Sie in der Regel bestraft als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	Mutter	Vater	Erzieher
a. Die Eltern diskutierten mit Ihnen aber bestraften nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Die Eltern kümmerten sich nicht und bestraften auch selten oder nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Schimpfen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Zuhause (im Zimmer) bleiben müssen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Spielsachen wegnehmen (Bsp. Velo)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Hausarbeiten verrichten müssen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Taschengeld-Kürzung	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Die Eltern machten sich über Sie lustig, erniedrigten Sie vor anderen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Die Eltern redeten eine Weile nicht mehr mit Ihnen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Die Eltern sagten, sie litten unter Ihnen resp. Ihrem Betragen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Schlagen, körperliche Strafen (z.B. Ohrfeigen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Gewalttätiges Schlagen (z.B. mit Gegenständen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Strafen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

21. Wie häufig wurden Sie im allgemeinen bestraft als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren? Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Monat oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Woche oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mehrmals pro Woche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

22. Waren die Strafen, die Sie im Alter zwischen 12 und 16 Jahren von den Eltern erhielten, gerechtfertigt? Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Meistens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Zeitweise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Selten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

23. Falls Sie Geschwister haben: wurden Sie von den Eltern gleich behandelt wie Ihre Geschwister als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren (z.B. was die Strafen betrifft, die Zuwendung etc.)?
Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Ich wurde bevorzugt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde gleich behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde weniger gut behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde viel schlechter behandelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich hatte keine Geschwister	<input type="checkbox"/>		
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

24. Wie häufig waren Sie Ihren Eltern gegenüber ungehorsam als Sie zwischen 12 und 16 Jahre alt waren? Bitte nur eine Antwort pro Person.

	Mutter	Vater	Erzieher
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Monat oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Einmal pro Woche oder weniger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mehrmals pro Woche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

25. Haben Sie je Ihre Eltern folgende oder ähnliche Sätze sagen hören: "Solange man sich nicht erwischen lässt, muss man sich auch nicht an die Gesetze halten" oder "die Mittel spielen keine Rolle, Hauptsache man erhält, was man will"?

	Mutter	Vater	Erzieher
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Selten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Zeitweise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ziemlich oft	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>		

A.4 Schule

26. Wie standen Sie in der Regel zu Ihren Lehrern in der Schule?
Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Sehr gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Eher gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Eher nicht gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Gar nicht gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

27. Mussten Sie je eine Klasse repetieren?
Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Nein, nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, einmal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, mehr als einmal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

28. Besuchten Sie je eine Sonderklasse?

Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Nein, nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, während einer gewissen Zeit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ja, die ganze Zeit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

29. Mussten Sie je für einen Lehrer als Sündenbock herhalten?

Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Selten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Zeitweise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ziemlich oft	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

30. Wie reagierten Ihre Lehrer, wenn sich Schüler prügelten?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Nicht, sie ignorierten die Prügelei	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sie trennten die betreffenden Schüler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sie bestraften die Schuldigen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sie bestraften alle anwesenden Schüler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sie diskutierten mit den Schülern über Gründe für den Konflikt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Es wurde gar nie geprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A.5 Beziehungen

31. Wie waren in der Regel Ihre Beziehungen zu den Klassenkameraden?

Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Sehr gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Eher gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Eher nicht gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Gar nicht gut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

32. Wieviele Kinder, die Sie als gute Freunde(innen) betrachten würden, kannten Sie damals? Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Keine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 1 Freund(in)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 2-3 Freunde(innen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 4-6 Freunde(innen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 7 oder mehr Freunde(innen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

33. Wurden Sie von anderen Kindern in der Schule geplatzt?

Bitte nur eine Antwort pro Alterskategorie.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Nie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Selten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Zeitweise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ziemlich oft	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

A.6 Gesundheit**34. Hatten Sie in der Kindheit oder Jugend einen oder mehrere Unfälle, die so schwer waren, dass Sie ärztliche Hilfe brauchten?**

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Sportunfälle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Verkehrsunfälle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Andere Unfälle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

35. Haben Sie während Ihrer Kindheit oder Jugend an einem oder mehreren der folgenden Probleme gelitten? Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Stottern	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Konzentrationsprobleme und unruhiges Verhalten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bettnässen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Nervöse Tics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Lese-Rechtschreibschwäche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Angstzustände	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Fettleibigkeit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Zu gross gewachsen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Zu klein gewachsen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Depressionen, Niedergeschlagenheit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Sich selber Verletzungen zufügen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Davonlaufen von zuhause	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
m. Selbstmordgedanken	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
n. Selbstmordversuch(e)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
o. Viele schwere Krankheiten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Ich hatte keine derartigen Probleme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

A.7 Gesundheit in der Familie

36. Ist während Ihrer Kindheit oder Jugend eine der folgenden Personen verstorben?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	0-5 Jahre vor der Schule	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Mutter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Vater	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bruder / Schwester (Halbbruder, Halbschwester)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Niemand ist gestorben <input type="checkbox"/>			
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

37. Hat während Ihrer Kindheit oder Jugend eine der folgenden Personen an einer Geisteskrankheit oder geistigen Behinderung gelitten?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	0-5 Jahre vor der Schule	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Mutter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Vater	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bruder / Schwester (Halbbruder, Halbschwester)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Niemand hat an dem gelitten <input type="checkbox"/>			
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>			

38. Haben Sie Ihren Vater (Erzieher) je in einer der folgenden Situationen erlebt?
Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Unter dem Einfluss von Alkohol oder Drogen die Kontrolle über sich verlieren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Unter dem Einfluss von Alkohol oder Drogen aggressiv werden	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Die Mutter (Partnerin) schlagen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>					

39. Haben Sie Ihre Mutter (Erzieherin) je in einer der folgenden Situationen erlebt?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Unter dem Einfluss von Alkohol oder Drogen die Kontrolle über sich verlieren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Unter dem Einfluss von Alkohol oder Drogen aggressiv werden	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Den Vater (Partner) schlagen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

A.8 Verhalten

Die folgenden Fragen betreffen Handlungen, die Sie während Ihrer Kindheit oder Jugend ein- oder mehrmals (absichtlich) begangen haben könnten.

40. Haben Sie während Ihrer Kindheit oder Jugend folgendes getan?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Verkehrsdelikt (Töffli frisiert, Geschwindigkeitsübertretung etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Cannabis konsumiert (Haschisch, Marihuana)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Designerdrogen konsumiert (Amphetamine, Ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Halluzinogene Drogen konsumiert (LSD, Pilze)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Harte Drogen konsumiert (Heroin, Kokain, Crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Diebstahl im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Betrug (z.B. Versicherung) im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Sachbeschädigung im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Einbruch (in Haus, Gebäude, Wohnung, um etwas zu stehlen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Absichtlich Feuer gelegt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Weiche Drogen verkauft (Haschisch, Marihuana, Ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Harte Drogen verkauft (Heroin, Kokain, Crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

Falls so etwas passiert ist, betrifft die folgende Frage das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se). Falls Sie nie etwas derartiges getan haben, bitte mit Frage 42 weiterfahren.

41. Wer hat erfahren, dass Sie das getan haben? Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Niemand	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Eltern, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Geschwister	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Lehrer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Kollege, Freund, Kollegin, Freundin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizei	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Richter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Personen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

Wir behandeln Ihre Antworten
streng vertraulich und anonym.

Da der Fragebogen maschinell eingelesen wird,
kreuzen Sie bitte die Felder sorgfältig an.

42. Haben Sie selber während Ihrer Kindheit (6-11 Jahre) folgendes getan?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Jemanden beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Jemanden eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Jemanden bedroht mit einer Waffe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Jemanden geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Jemanden verprügelt, Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Jemanden mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Jemanden gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf jemanden mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Jemanden gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Jemandem Drogen oder Gift gegeben, ohne dass er davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf jemanden mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf jemanden mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>					

43. Haben Sie selber während Ihrer Jugend (12-16 Jahre) folgendes getan?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Jemanden beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Jemanden eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Jemanden bedroht mit einer Waffe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Jemanden geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Jemanden verprügelt, Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Jemanden mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Jemanden gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf jemanden mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Jemanden gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Jemandem Drogen oder Gift gegeben, ohne dass er davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf jemanden mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf jemanden mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>					

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se).

Falls Sie nie etwas derartiges getan haben, bitte mit Frage 47 weiterfahren.

44. Wem haben Sie das angetan? Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Einem etwa gleichaltrigen Bub, Schulkameraden	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Einem etwa gleichaltrigen Mädchen, Schulkameradin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bruder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Schwester	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vater, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mutter, Erzieherin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Einer männlichen Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Einer weiblichen Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Aerztin, Lehrerin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Einem männlichem Bekannten (Bsp. Nachbar)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Einer weiblichen Bekannten (Bsp. Nachbarin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Einem Unbekannten (männlich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Einer Unbekannten (weiblich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

45. Welches waren die körperlichen Folgen für die andere(n) Person(en)?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Keine Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Kleinigkeiten (blaue Flecken), aber die Person musste nicht zum Arzt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Die Person musste zum Arzt wegen der Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Die Person musste ins Spital wegen der Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

46. Wer hat erfahren, dass Sie das getan haben?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Niemand	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Eltern, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Geschwister	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Lehrer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Kollege, Freund, Kollegin, Freundin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizei	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Richter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Personen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

A.9 Erfahrungen

Die folgenden Fragen betreffen Erlebnisse, die Sie ein- oder mehrmals gehabt haben könnten, in denen Sie selbst das Opfer einer Aggression waren.

47. Hat Ihnen während Ihrer Kindheit (6-11 Jahre) jemand absichtlich folgendes zugefügt? Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Mich beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Mich eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Mich mit einer Waffe bedroht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Mich geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Mich verprügelt, mir Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mich mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Mich gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf mich mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Mich gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Mir Drogen oder Gift gegeben, ohne dass ich davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf mich mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf mich mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

48. Hat Ihnen während Ihrer Jugend (12-16 Jahre) jemand absichtlich folgendes zugefügt? Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Mich beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Mich eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Mich mit einer Waffe bedroht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Mich geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Mich verprügelt, mir Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mich mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Mich gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf mich mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Mich gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Mir Drogen oder Gift gegeben, ohne dass ich davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf mich mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf mich mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se). Falls nie so etwas passiert ist, bitte mit Frage 53 weiterfahren.

49. Wer wollte Ihnen weh tun?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Ein etwa gleichaltriger Bub, Schulkamerad	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ein etwa gleichaltriges Mädchen, Schulkameradin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bruder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Schwester	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vater, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mutter, Erzieherin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Eine männliche Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Eine weibliche Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Aerztin, Lehrerin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ein männlicher Bekannter (Bsp. Nachbar)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Eine weibliche Bekannte (Bsp. Nachbarin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Ein Unbekannter (männlich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Eine Unbekannte (weiblich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>		

50. Welches waren die körperlichen Folgen für Sie?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Keine Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Kleinigkeiten (blaue Flecken), aber ich musste nicht zum Arzt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich musste zum Arzt wegen der Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich musste ins Spital wegen der Verletzungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>		

51. Wer hat erfahren, was Ihnen passiert ist? Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Niemand	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Eltern, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Geschwister	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Lehrer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Kollege, Freund, Kollegin, Freundin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizei	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Richter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Personen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

52. Wie sind Sie mit dieser(n) Erfahrung(en) umgegangen?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Ich habe mich gewehrt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ich habe mit dem (den) Schuldigen geredet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Ich habe mit jemandem darüber geredet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Ich wurde sehr gut getröstet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Ich habe nicht darunter gelitten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Ich hatte grosse Angst	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Ich habe es vergessen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Es beschäftigt mich noch heute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ich habe daran gedacht mich zu rächen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Ich fühlte mich sehr hoffnungslos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

53. Hat jemand Ihnen während Ihrer Kindheit (6-11 Jahre) gegen Ihren Willen absichtlich folgendes zugefügt?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Sie wurden belästigt (Exhibitionismus, Gesten, Sie wurden gezwungen Porno Videos anzuschauen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Jemand hat Sie geküsst	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Jemand hat Sie angefasst (z.B. am Hintern)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Jemand hat Sie umarmt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Sie mussten die Geschlechtsteile von jemandem berühren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Jemand hat Sie an den Geschlechtsteilen berührt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Sie mussten die Geschlechtsteile von jemandem mit dem Mund berühren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Jemand ist mit dem Penis in Sie eingedrungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Es war etwas, aber ich kann nicht darüber sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

54. Hat jemand Ihnen während Ihrer Jugend (12-16 Jahre) gegen Ihren Willen absichtlich folgendes zugefügt?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Sie wurden belästigt (Exhibitionismus, Gesten, Sie wurden gezwungen Porno Videos anzuschauen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Jemand hat Sie geküsst	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Jemand hat Sie angefasst (z.B. am Hintern)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Jemand hat Sie umarmt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Sie mussten die Geschlechtsteile von jemandem berühren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Jemand hat Sie an den Geschlechtsteilen berührt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Sie mussten die Geschlechtsteile von jemandem mit dem Mund berühren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Jemand ist mit dem Penis in Sie eingedrungen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Es war etwas, aber ich kann nicht darüber sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se). Falls nie so etwas passiert ist, bitte mit Frage 59 weiterfahren.

55. Wer hat Ihnen das angetan?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Ein etwa gleichaltriger Bub, Schulkamerad	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ein etwa gleichaltriges Mädchen, Schulkameradin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bruder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Schwester	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vater, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mutter, Erzieherin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Eine männliche Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Eine weibliche Autoritäts- oder Vertrauensperson (Bsp. Aerztin, Lehrerin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ein männlicher Bekannter (Bsp. Nachbar)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Eine weibliche Bekannte (Bsp. Nachbarin)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Ein Unbekannter (männlich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Eine Unbekannte (weiblich)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>		

56. Unter welchen Umständen fand dies statt?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
• Ohne direkte Drohungen oder Zwang	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde bedroht, eingeschüchtert, damit ich mitmachte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich wurde mit körperlicher Gewalt oder Waffendrohung gezwungen mitzumachen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>		

57. Wer hat erfahren, was Ihnen passiert ist? Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Niemand	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Eltern, Erzieher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Geschwister	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Lehrer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Kollege, Freund, Kollegin, Freundin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizei	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Richter	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Andere Personen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

58. Wie sind Sie mit dieser(n) Erfahrung(en) umgegangen?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

	6-11 Jahre 1.-5. Klasse	12-16 Jahre 6.-9. Klasse
a. Ich habe mich gewehrt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ich habe mit dem (den) Schuldigen geredet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Ich habe mit jemandem darüber geredet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Ich wurde sehr gut getröstet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Ich habe nicht darunter gelitten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Ich hatte grosse Angst	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Ich habe es vergessen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Es beschäftigt mich noch heute	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ich habe daran gedacht mich zu rächen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Ich fühlte mich sehr hoffnungslos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Ich weiss nicht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>	

B. VERHALTEN

In welchem Monat hat Ihre RS angefangen: [_____]

Wenn Sie die folgenden Fragen beantworten, denken Sie an den Zeitraum vom gleichen Monat im letzten Jahr (1996) bis zum Anfang Ihrer Rekrutenschule.

B.1 Gewohnheiten

59. Haben Sie in den letzten 12 Monaten vor der RS geraucht?

Bitte nur eine Antwort.

- Nie ☐
- Ich habe aufgehört ☐
- Weniger als ein Päckchen pro Woche ☐
- Weniger als ein Päckchen pro Tag ☐
- Mehr als ein Päckchen pro Tag ☐

60. Wurde Ihnen je der Fahrausweis (Lernfahrausweis) entzogen?

Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|--------------|--------------------------|---|--------------------------|
| Nein, nie | <input type="checkbox"/> | Ich hatte nie einen Fahrausweis
(bzw. Lernfahrausweis) | <input type="checkbox"/> |
| Ja, einmal | <input type="checkbox"/> | | |
| Ja, mehrmals | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |

61. Hatten Sie während den letzten 12 Monaten vor der RS Waffen zuhause?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

- | | Keine | 1-2 | 3 und mehr |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a. Holzwaffen (Baseballschläger, Nunchaku etc.) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b. Messer (größer als Taschenmesser) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c. Eisenstange, Kette, Schlagring | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d. Pistole, Revolver | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e. Gewehr | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

62. Haben Sie während den letzten 12 Monaten vor der RS eines der folgenden Dinge getan bzw. erlebt? Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Eine Waffe auf sich getragen, um sich zu verteidigen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Unter Alkohol oder Drogen die Kontrolle über sich verloren	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Unter Alkohol oder Drogen aggressiv geworden	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Finanzielle Schwierigkeiten gehabt, Rechnungen nicht bezahlt, Schulden gemacht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Für Sex bezahlt (Prostituierte besucht)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Sich für Sex bezahlen lassen (auf den Strich gegangen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Ungeschützten Sex gehabt mit jemandem, den Sie nicht kannten (ohne Präservativ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

63. Haben Sie während den letzten 12 Monaten vor der RS einen Selbstmordversuch gemacht? Bitte nur eine Antwort.

Nie	<input type="checkbox"/>	Mehr als einmal	<input type="checkbox"/>
Einmal	<input type="checkbox"/>	Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>

B.2 Verhalten

64. Haben Sie während den letzten 12 Monaten vor der RS folgendes getan?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Verkehrsdelikt (betrunken am Steuer, Geschwindigkeitsübertretung etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Cannabis konsumiert (Haschisch, Marihuana)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Designerdrogen konsumiert (Amphetamine, Ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Halluzinogene Drogen konsumiert (LSD, Pilze)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Harte Drogen konsumiert (Heroin, Kokain, Crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Diebstahl im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Betrug (z.B. Versicherung) im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Sachbeschädigung im Wert von mehr als 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Einbruch (in Haus, Gebäude, Wohnung, um etwas zu stehlen)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Absichtlich Feuer gelegt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Weiche Drogen verkauft (Haschisch, Marihuana, Ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Harte Drogen verkauft (Heroin, Kokain, Crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

Falls so etwas passiert ist, betrifft die folgende Frage das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se). Falls Sie nie etwas derartiges getan haben, bitte mit Frage 66 weiterfahren.

65. Wer hat erfahren, dass Sie das getan haben? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Niemand ☐
- b. Eltern, Erzieher ☐
- c. Geschwister ☐
- d. Lehrer ☐
- e. Kollege, Freund, Partner(in), Kollegin, Freundin ☐
- f. Polizei ☐
- g. Richter ☐
- h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule) ☐
- x. Andere Personen ☐
- y. Ich weiss nicht ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

66. Haben Sie selber während den letzten 12 Monaten vor der RS folgendes getan?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Jemanden beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Jemanden eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Jemanden bedroht mit einer Waffe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Jemanden geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Jemanden verprügelt, Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Jemanden mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Jemanden gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf jemanden mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Jemanden gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Jemandem Drogen oder Gift gegeben, ohne dass er davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf jemanden mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf jemanden mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/>					

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se).

Falls Sie nie etwas derartiges getan haben, bitte mit Frage 70 weiterfahren.

67. Wem haben Sie das angetan? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Meinem(er) Partner(in) (Ehefrau, Freundin) ☐
- b. Meinem(er) Ex-Partner(in) (Ex-Ehefrau, Ex-Freundin) ☐
- c. Bruder ☐
- d. Schwester ☐
- e. Vater, Erzieher ☐
- f. Mutter, Erzieherin ☐
- g. Einer männlichen Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer) ☐
- h. Einer weiblichen Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Aerztin, Lehrerin) ☐
- i. Einem Bekannten (männlich)
(Bsp. Nachbar) ☐
- j. Einer Bekannten (weiblich)
(Bsp. Nachbarin) ☐
- k. Kollege(n), Freund(e) ☐
- l. Kollegin(nen), Freundin(nen) ☐
- m. Einem Unbekannten (männlich) ☐
- n. Einer Unbekannten (weiblich) ☐
- o. Meinem Sohn, meiner Tochter ☐
- p. Einem anderen Kind ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

68. Welches waren die körperlichen Folgen für die andere(n) Person(en)?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

- Keine Verletzungen ☐
- Kleinigkeiten (blaue Flecken),
aber die Person musste nicht zum Arzt ☐
- Die Person musste zum Arzt
wegen der Verletzungen ☐
- Die Person musste ins Spital wegen der Verletzungen ☐
- Ich weiss nicht ☐
- Ich will nicht antworten ☐

69. Wer hat erfahren, dass Sie das getan haben? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Niemand ☐
- b. Eltern, Erzieher ☐
- c. Geschwister ☐
- d. Lehrer ☐
- e. Kollege, Freund, Partner(in), Kollegin, Freundin ☐
- f. Polizei ☐
- g. Richter ☐
- h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule) ☐
- x. Andere Personen ☐
- y. Ich weiss nicht ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

70. Haben Sie während den letzten 12 Monaten vor der RS jemandem gegen seinen Willen folgendes zugefügt?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

- | | Nie | 1-2 x | 3-5 x | 6-20 x | Mehr als 20 x |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a. Sie haben jemanden belästigt (Exhibitionismus, Gesten, Sie haben gezwungen Porno Videos anzuschauen) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b. Sie haben jemanden geküsst | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c. Sie haben jemanden angefasst (Bsp. am Hintern) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d. Sie haben jemanden umarmt | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e. Sie liessen jemanden Ihre Geschlechtsteilen berühren | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f. Sie haben jemanden an den Geschlechtsteilen berührt | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| g. Jemand musste Sie an Ihren Geschlechtsteilen mit dem Mund berühren | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| h. Sie sind mit dem Penis in jemanden eingedrungen | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| z. Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> | | | | |

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se).

Falls Sie nie etwas derartiges getan haben, bitte mit Frage 74 weiterfahren.

71. Wem haben Sie das angetan? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Meinem(er) Partner(in) (Ehefrau, Freundin) ☐
- b. Meinem(er) Ex-Partner(in) (Ex-Ehefrau, Ex-Freundin) ☐
- c. Bruder ☐
- d. Schwester ☐
- e. Vater, Erzieher ☐
- f. Mutter, Erzieherin ☐
- g. Einer männlichen Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer) ☐
- h. Einer weiblichen Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Aerztin, Pfarrerin, Lehrerin) ☐
- i. Einem Bekannten (männlich)
(Bsp. Nachbar) ☐
- j. Einer Bekannten (weiblich)
(Bsp. Nachbarin) ☐
- k. Kollege(n), Freund(e) ☐
- l. Kollegin(nen), Freundin(nen) ☐
- m. Einem Unbekanntem (männlich) ☐
- n. Einer Unbekannten (weiblich) ☐
- o. Meinem Sohn, meiner Tochter ☐
- p. Einem anderen Kind ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

72. Unter welchen Umständen fand dies statt? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- Ohne direkte Drohungen oder Zwang ☐
- Ich habe die Person bedroht, eingeschüchtert, damit sie mitmacht ☐
- Ich habe die Person mit Gewalt oder Waffendrohung
gezwungen mitzumachen ☐
- Ich will nicht antworten ☐

73. Wer hat erfahren, dass Sie das getan haben? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Niemand ☐
- b. Eltern, Erzieher ☐
- c. Geschwister ☐
- d. Lehrer ☐
- e. Kollege, Freund, Partner(in), Kollegin, Freundin ☐
- f. Polizei ☐
- g. Richter ☐
- h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule) ☐
- x. Andere Personen ☐
- y. Ich weiss nicht ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

B.3 Erfahrungen

Die folgenden Fragen betreffen Erlebnisse, die Sie ein- oder mehrmals gehabt haben könnten, in denen Sie selber das Opfer einer Aggression waren.

74. Hat Ihnen in den letzten 12 Monaten vor der RS jemand absichtlich folgendes zugefügt?

Alles zutreffende bitte ankreuzen.

	Nie	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Mehr als 20 x
a. Mich beleidigt durch Worte oder Gesten	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Mich eingeschüchtert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Mich mit einer Waffe bedroht	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Mich geschlagen, geohrfeigt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Mich verprügelt, mir Fusstritte gegeben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Mich mit einem schweren Gegenstand oder einer Waffe verprügelt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Mich gefesselt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Auf mich mit einem Messer eingestochen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Mich gewürgt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Mir Drogen oder Gift gegeben, ohne dass ich davon wusste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Auf mich mit einem Luftgewehr oder Steinen geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Auf mich mit einer Feuerwaffe geschossen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Etwas ist passiert, aber ich kann nicht davon sprechen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Ich will nicht antworten	<input type="checkbox"/>				

Falls so etwas passiert ist, betreffen die folgenden Fragen das (die) schwerwiegendste(n) Ereignis(se).

Falls nie etwas derartiges passiert ist, bitte mit Frage 79 weiterfahren.

75. Wer wollte Ihnen weh tun? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Mein(e) Partner(in) (Ehefrau, Freundin) ☐
- b. Mein(e) Ex-Partner(in) (Ex-Ehefrau, Ex-Freundin) ☐
- c. Bruder ☐
- d. Schwester ☐
- e. Vater, Erzieher ☐
- f. Mutter, Erzieherin ☐
- g. Eine männliche Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Arzt, Pfarrer, Lehrer) ☐
- h. Eine weibliche Autoritäts- oder Vertrauensperson
(Bsp. Aerztin, Lehrerin) ☐
- i. Ein Bekannter (männlich)
(Bsp. Nachbar) ☐
- j. Eine Bekannte (weiblich)
(Bsp. Nachbarin) ☐
- k. Kollege(n), Freund(e) ☐
- l. Kollegin(nen), Freundin(nen) ☐
- m. Ein Unbekannter (männlich) ☐
- n. Eine Unbekannte (weiblich) ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

76. Welches waren die körperlichen Folgen für Sie?

Zutreffendes bitte ankreuzen.

- Keine Verletzungen ☐
- Kleinigkeiten (blaue Flecken),
aber ich musste nicht zum Arzt ☐
- Ich musste zum Arzt wegen der Verletzungen ☐
- Ich musste ins Spital wegen der Verletzungen ☐
- Ich weiss nicht ☐
- Ich will nicht antworten ☐

77. Wer hat erfahren, was Ihnen passiert ist? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Niemand ☐
- b. Eltern, Erzieher ☐
- c. Geschwister ☐
- d. Lehrer ☐
- e. Kollege, Freund, Partner(in), Kollegin, Freundin ☐
- f. Polizei ☐
- g. Richter ☐
- h. Andere Behörden (Vormundschaft, Arzt, Schule) ☐
- x. Andere Personen ☐
- y. Ich weiss nicht ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

78. Wie sind Sie mit dieser(n) Erfahrung(en) umgegangen?
Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Ich habe mich gewehrt ☐
- b. Ich habe mit dem (den) Schuldigen geredet ☐
- c. Ich habe mit jemandem darüber geredet ☐
- d. Ich wurde sehr gut getröstet ☐
- e. Ich habe nicht darunter gelitten ☐
- f. Ich hatte grosse Angst ☐
- g. Ich habe es vergessen ☐
- h. Es beschäftigt mich noch heute ☐
- i. Ich habe daran gedacht mich zu rächen ☐
- j. Ich fühlte mich sehr hoffnungslos ☐
- y. Ich weiss nicht ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

C. AKTUELLE SITUATION

Alle folgenden Fragen betreffen nur die letzten 12 Monate vor der Rekrutenschule.

C.1 Freizeit

79. Haben Sie in den letzten 12 Monaten vor der RS in Ihrer Freizeit in einem Klub, einem Verein, einer Partei mitgemacht (Sportklub, Kulturklub, Chor)?
Bitte nur eine Antwort.

Nein ☐ Ja, unregelmässig ☐ Ja, regelmässig ☐

80. Haben Sie in den letzten 12 Monaten vor der RS in einer der folgenden Gruppen oder Szenen teilgenommen? Zutreffendes bitte ankreuzen.

- a. Techno, Rave ☐
- b. Hip-Hopper ☐
- c. Grunger ☐
- d. Autonomes Projekt in alter Fabrik ☐
- e. Punk ☐
- f. Skateboard, Inline Skates, Street dance etc. ☐
- g. Graffiti (tags) ☐
- h. Fussball-Fan, Eishockey-Fan etc. ☐
- i. Home boys ☐
- j. Hausbesetzerszene ☐
- k. Rocker ☐
- l. Hangers ☐
- m. Anti-faschistische Gruppen ☐
- n. Nationale, patriotische Gruppen ☐
- o. Skinheads ☐
- p. Fixerszene ☐
- x. Andere ☐
- z. Ich will nicht antworten ☐

81. Hat es unter den Kollegen oder Freunden, mit denen Sie in den letzten 12 Monaten vor der RS zusammen waren, solche, die schon ernsthafte Schwierigkeiten mit der Polizei gehabt hatten? Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|-------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Keine | <input type="checkbox"/> | 7 oder mehr | <input type="checkbox"/> |
| 1- 2 | <input type="checkbox"/> | Ich weiss nicht | <input type="checkbox"/> |
| 3-6 | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |

82. Ist es in den letzten 12 Monaten vor der RS oft vorgekommen, dass Sie nicht wussten was tun, dass Sie "herumhingen"? Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|--------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Nie | <input type="checkbox"/> | Meistens | <input type="checkbox"/> |
| Selten | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |
| Häufig | <input type="checkbox"/> | | |

83. Ist es in den letzten 12 Monaten vor der RS oft vorgekommen, dass Sie in den Spielsalon gingen? Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|-------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Nie | <input type="checkbox"/> | 3 mal und mehr pro Woche | <input type="checkbox"/> |
| 1-2 mal pro Monat | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |
| 1-2 mal pro Woche | <input type="checkbox"/> | | |

84. Filme

Es gibt verbotene pornographische Filme "Porno". Solche Filme enthalten perverse Szenen, in welchen Frauen sexuelle Gewalt angetan wird, oder sexuelle Handlungen mit Kindern oder Tieren stattfinden, oder Exkremente verwendet werden.

Es gibt die sogenannten "Brutalo"-Videos, die extreme Gewaltszenen zeigen. Diese Filme enthalten z.B. Folterszenen, Verstümmelungen, Kannibalismus etc., die sehr aufdringlich dargestellt werden.

Dann gibt es verbotene Filme, die "Reality-Video" genannt werden. Sie werden von Privaten an einem versteckten Ort, nicht im Studio, gedreht und zeigen Szenen, in denen Menschen wirklich gequält werden. Die echten Opfer in diesen Filmen können Frauen, Kinder oder Tiere sein. Solche echten Gewalt- und Kriegsszenen können auch in Filmen zum Satanismus oder zu schwarzer Magie gezeigt werden.

Haben Sie solche Videos (Filme) gesehen?

- | | Porno
(verbotene) | Brutalo | Reality-Video |
|----------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| • Nie | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • 1-2 mal | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • 3-5 mal | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • 6-20 mal | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • Mehr als 20 mal | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> | | |

C.2 Selbsteinschätzung, Beziehungen, Einstellungen

85. Hier einige Fragen, wie Sie sich selber einschätzen.

1 = Meistens
2 = Häufig
3 = Selten
4 = Nie
5 = Ich weiss nicht
6 = Ich will nicht antworten

1 2 3 4 5 6

- | | | | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a. Wenn Sie über sich nachdenken,
sind Sie in der Regel zufrieden mit sich selber? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b. Wenn Sie über Ihr Leben nachdenken, sind Sie im allgemeinen
zufrieden mit Ihrer Ausbildung und Berufswahl? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c. Denken Sie, dass Ihre Zukunftsperspektiven
eher gut sind? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d. Passiert es, dass Sie denken, Sie seien nichts wert? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e. Denken Sie, dass Ihre Familie im allgemeinen
zufrieden ist mit Ihnen? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f. Denken Sie, dass Sie gute Eigenschaften haben? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| g. Denken Sie, dass Ihre Kollegen und Freunde Sie im allgemeinen
so akzeptieren wie Sie sind? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| h. Kommen Sie leicht in Kontakt mit Leuten,
die Sie nicht kennen? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

86. Wieviele Personen, die Sie als gute Freunde bezeichnen würden, kannten Sie in den letzten 12 Monaten vor der RS? Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|--------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Keine | <input type="checkbox"/> | 4-6 Freunde(innen) | <input type="checkbox"/> |
| 1 Freund(in) | <input type="checkbox"/> | 7 und mehr Freunde(innen) | <input type="checkbox"/> |
| 2-3 Freunde(innen) | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |

87. Hatten Sie schon einmal eine ernsthafte Liebesbeziehung, die Sie als stabil und dauerhaft betrachtet haben? Bitte nur eine Antwort.

- | | | |
|-----------------------------|-------------------------------|---|
| Ja <input type="checkbox"/> | Nein <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten <input type="checkbox"/> |
|-----------------------------|-------------------------------|---|

88. Haben Sie zur Zeit eine(n) Partner(in)? Bitte nur eine Antwort.

- | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Ja, eine ernsthafte Beziehung | <input type="checkbox"/> | Nein | <input type="checkbox"/> |
| Ja, aber noch keine ernsthafte Beziehung | <input type="checkbox"/> | Ich will nicht antworten | <input type="checkbox"/> |

89. Welches Geschlecht bevorzugen Sie für sexuelle Beziehungen?

Bitte nur eine Antwort.

Frauen
(ich bin heterosexuell)☐Ich weiss es noch nicht ☐Männer und Frauen
(ich bin bisexuell)☐Ich will nicht antworten ☐Männer
(ich bin homosexuell)☐**90. In welchem Alter haben Sie zum erstenmal sexuelle Beziehungen aufgenommen, Liebe gemacht?** Bitte nur eine Antwort.

Vor 13jährig

☐Ich habe noch keinen Sex gehabt ☐

13-15jährig

☐

16-18jährig

☐Ich weiss nicht ☐

Nach 18jährig

☐Ich will nicht antworten ☐

91. Was denken Sie über die folgenden Meinungen:

1 = Ich bin sehr einverstanden
 2 = Ich bin eher einverstanden
 3 = Ich bin eher nicht einverstanden
 4 = Ich bin gar nicht einverstanden
 5 = Ich weiss nicht
 6 = Ich will nicht antworten

	1	2	3	4	5	6
a. Es ist schwer sich zu amüsieren, wenn man nicht mit Kollegen zusammen ist	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Es macht nichts, das Gesetz zu verletzen, solange man sich dabei nicht erwischen lässt (Wir meinen hier nicht die Strassenverkehrsgesetze)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Ich lasse mir keine Vorschriften machen. Ich bestimme selber das Gesetz in meinem Leben	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Damit ich bekomme, was mir zusteht, habe ich das Recht, ein bisschen Gewalt anzuwenden	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Wer mich provoziert, ist selber schuld, wenn ihm etwas passiert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Frauen haben es im Grunde genommen ganz gern, wenn man mit ein bisschen Druck nachhilft, um sie zu sich ins Bett zu bekommen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Flirtende Frauen tun nur so, wie wenn sie die Einladung des Mannes zunächst ablehnen wollten. Eigentlich sind sie aber auf Sex aus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Ein Mann, der den ganzen Tag gearbeitet hat um seine Familie zu ernähren, hat das Recht auf sexuelle Befriedigung, wenn er nach Hause kommt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Eine Prostituierte muss damit rechnen, dass ihr etwas passiert; sie ist selber verantwortlich	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Eine sexuelle Beziehung zwischen einem Kind und einem Erwachsenen ist nicht unbedingt schädlich für das Kind	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Die Schweiz wird von vielen Asylbewerbern nur ausgenutzt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Die Europäer (die Weissen) sind den anderen Rassen in fast jeder Hinsicht überlegen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
m. Es gibt ein Leben nach dem Tod (z.B. ein Spirituelles, Wiedergeburt)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Danke für Ihre Mitarbeit

Persönliche Bemerkungen

Falls Sie Kommentare, Kritikpunkte oder persönliche Bemerkungen haben, können Sie dafür den untenstehenden Freiraum benutzen. Wir danken Ihnen herzlich für Ihre Mitarbeit.

Inchiesta condotta presso le reclute nel 1997

ESPERIENZE DI VITA E COMPORTAMENTI

Gentili signori,

Questa inchiesta è condotta dall'Università di Losanna. Si tratta di un'inchiesta sulle vostre esperienze di vita durante l'infanzia, l'adolescenza e il periodo attuale, nonché sulle aggressioni fisiche e la violenza in generale.

Compilando questo questionario, noterete che vi sono delle domande molto personali. E' possibile che alcune di esse rievochino dei ricordi dolorosi o angoscianti. Domande personali di questo tipo permetteranno di studiare gli effetti che esperienze vissute durante l'infanzia e la gioventù possono avere sulla vita dei giovani adulti.

Le aggressioni fanno parte della nostra vita quotidiana. La maggior parte di noi ne ha già subite o è già stata confrontata in qualche maniera con esse. Si parla sovente della frequenza e delle conseguenze che possono avere differenti comportamenti e situazioni in cui sono presenti delle aggressioni. Attraverso questa inchiesta desideriamo raccogliere indicazioni utili su quanto frequenti siano i comportamenti aggressivi e le esperienze di violenza, ciò al fine di scoprire come persone confrontate in passato con esperienze difficili possano in futuro meglio venirne a capo. Siamo consapevoli del fatto che rispondere a tutte queste domande vi richiederà un grande impegno.

Questo questionario verrà trattato in maniera assolutamente **confidenziale** ed **anonima**. Al fine di proteggere il vostro anonimato, vi preghiamo quindi di non scrivere da nessuna parte il vostro nome. Vogliate p.f. riempire il questionario cominciando dall'inizio, in maniera accurata e rispondendo sinceramente alle domande. Al termine del tempo previsto, vi preghiamo di deporre il questionario direttamente nell'urna apposita.

Vi invitiamo a rispondere alle domande con una matita nera. Se doveste accorgervi di avere sbagliato nel dare una risposta, vogliate per favore cancellare la crocetta errata. Visto che il questionario sarà letto elettronicamente, siete pregati di riempire accuratamente gli spazi previsti per le risposte:

☐

giusto

☐

sbagliato

☐

sbagliato

I risultati del sondaggio saranno raccolti in un volume.

Vi ringraziamo cordialmente per la collaborazione e vi porgiamo i migliori auguri per il vostro avvenire.

Prof. Dott. iur. Martin Killias

A. INFANZIA E GIOVENTÙ

A.1 Domande generali

1. Il vostro anno di nascita:

prima del 1975 ☐ 1975 ☐ 1976 ☐ 1977 ☐ 1978 ☐ 1979 ☐

2. Quante settimane avete già trascorso alla scuola reclute?

1-2 sett. ☐ 3-5 sett. ☐ 6-10 sett. ☐ 11-17 sett. ☐

3. Quale è il vostro domicilio attuale? Date una sola risposta.

- Grande città (più di 100'000 abitanti) ☐
- Città di media grandezza (30'000 - 100'000 abitanti) ☐
- Piccola città o agglomerato (10'000 - 30'000 abitanti) ☐
- Piccola città (meno di 10'000 abitanti) ☐
- Comune rurale, villaggio ☐

4. Quali sono le formazioni da voi seguite? Elencatele tutte.

	terminata	ancora in formazione	interrotta
a. Scuola dell'obbligo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Formazione professionale (da 1 a 2 1/2 anni p.es. corsi, apprendistato corto)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Formazione professionale (da 3 a 4 anni, p.es. apprendistato, scuola di commercio senza maturità)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Scuola con maturità (liceo, commercio, scuola magistrale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Formazione professionale superiore (maestria, diploma federale, corsi d'informatica, scuola infermieri)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Scuola tecnica superiore (STS, SSQEA, operatore sociale, conservatorio, ecc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Università, Politecnico	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5. Durante gli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute, quale è stata la vostra principale fonte di guadagno? Segnate le risposte che fanno al caso.

Un impiego fisso ☐ L'assicurazione disoccupazione ☐

Degli impieghi temporanei ☐ Borsa di studio ☐

Famiglia, amici, partner ☐ Altro ☐

A.2 Genitori

6. Dove avete abitato fino ai 16 anni (Se avete traslocato una o più volte, indicate il luogo dove avete abitato più a lungo)?

Date una sola risposta.

- Grande città (più di 100'000 abitanti) ☐
- Città di media grandezza (30'000 - 100'000 abitanti) ☐
- Piccola città o agglomerato (10'000 - 30'000 abitanti) ☐
- Piccola città (meno di 10'000 abitanti) ☐
- Comune rurale, villaggio ☐

7. Quante volte avete traslocato nella vostra vita? Date una sola risposta.

Mai ☐ 1-4 volte ☐ 5-10 volte ☐ Più di 10 volte ☐

Chi ha vissuto in un centro o in un istituto durante la maggior parte della sua vita, risponde alle seguenti domande riguardanti i genitori biologici o adottivi meglio conosciuti, nel caso si sappia naturalmente qualcosa della loro vita.

8. Quali sono le formazioni seguite dai vostri genitori ? Elencatele tutte.

	Madre	Padre
a. Scuola dell'obbligo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Formazione professionale (da 1 a 2½ anni p.es. corsi, apprendistato corto)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Formazione professionale (da 3 a 4 anni, p.es. apprendistato, scuola di commercio senza maturità)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Scuola con maturità (liceo, commercio, scuola magistrale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Formazione professionale superiore (maestria, diploma federale, corsi d'informatica, scuola infermieri)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Scuola superiore (STS, SSQEA, operatore sociale, Conservatorio, ecc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Università, Politecnico	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9. I vostri genitori hanno già ricevuto un aiuto sociale durante più di un anno (disoccupazione, assistenza sociale, AI, ecc.)?

No ☐ Sì ☐ Non lo so ☐

10. I vostri genitori sono immigrati in Svizzera? Se sì, da quale stato (i paesi elencati sotto sono situati in regioni dove attualmente ci sono dei conflitti che ci interessano.)? Dateci una sola risposta per persona.

	Madre	Padre
• No, i miei genitori hanno sempre vissuto in Svizzera	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, Unione Europea	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, Turchia, Ex-Jugoslavia, Balcani	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, Vicino-Oriente, Maghreb	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, altri paesi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. Durante la vostra infanzia e gioventù, con chi avete vissuto? N nominate p.f. tutte le persone con le quali avete vissuto più di 12 mesi.
Segnate le risposte che fanno al caso.

	0-5 anni prima della scuola	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Con mia madre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Con mio padre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Con la nuova partner di mio padre / matrigna	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Con il nuovo partner di mia madre / patrigno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Presso parenti (nonna, zio, ecc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Con la famiglia adottiva / sostitutiva	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. In un istituto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. Durante la vostra infanzia e gioventù, siete stati separati da uno dei vostri genitori (o da entrambi) per un periodo maggiore ai 12 mesi? Segnate le risposte che fanno al caso.

	0-5 anni prima della scuola	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Separato da mia madre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Separato da mio padre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Separato da entrambi i genitori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Mai separato dai genitori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A.3 Famiglia durante l'infanzia e la gioventù

La scelta "Educatori" invece di "Madre" e "Padre" vi concerne solamente se avete vissuto in un centro o in un istituto durante la maggior parte del periodo della vostra vita in questione nella domanda (dai 6 agli 11 anni, dai 12 ai 16 anni).

Le seguenti domande concernono la vostra infanzia, quando avevate tra i 6 e gli 11 anni (dal 1. al 5. anno scolastico).

13. Domande concernenti il clima familiare tra i 6 e gli 11 anni.

Segnate le risposte che fanno al caso.

	Madre	Padre	Educatori
a. Andavate d'accordo, in generale, con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Potevate, in generale, parlare con i vostri genitori dei vostri pensieri, sentimenti e problemi?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Avevate, in generale, delle attività di svago con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Avevate, in generale, degli scambi di tenerezze con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Avreste, in generale, voluto assomigliare ai vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. I vostri genitori mostravano, l'uno con l'altro e in vostra presenza, dei segni d'affetto e di tenerezza?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. I vostri genitori litigavano, si criticavano o si insultavano in vostra presenza?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Avete aiutato i vostri genitori in qualche lavoro?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Vi sentite respinti, in generale, dai vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

E' sottinteso che questo questionario verrà trattato in maniera **totalmente confidenziale ed anonima.**

Visto che questo questionario sarà letto elettronicamente, siete pregati di porre le crocette con cura

14. Tra i 6 e gli 11 anni, quale era in generale il tipo di punizione utilizzato nei vostri confronti? Segnate le risposte che fanno al caso.

	Madre	Padre	Educatori
a. I vostri genitori discutevano con voi, ma non vi punivano mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. I vostri genitori non si preoccupavano di voi e non vi punivano mai, o raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Vi sgridavano	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Vi obbligavano a restare in casa (camera)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vi confiscavano i giochi (p.es. la bicicletta)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Vi obbligavano a fare dei lavori in casa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Vi privavano dei soldi per le piccole spese o li riducevano	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. I genitori si prendevano gioco di voi, vi umiliavano di fronte ad altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. I vostri genitori non vi parlavano più durante un certo periodo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. I vostri genitori dicevano che li facevate soffrire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Vi picchiavano (p.es. sberle, schiaffi)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Vi picchiavano violentemente (p.es. utilizzando degli oggetti)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre punizioni	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

15. Tra i 6 e gli 11 anni, con quale frequenza, in generale, venivate puniti? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta al mese	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Più volte alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

16. Le punizioni che avete ricevuto dai vostri genitori, tra i 6 e gli 11 anni, erano giustificate? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Il più delle volte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ogni tanto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

17. Se avete dei fratelli e/o delle sorelle: pensate di esser stati trattati dai vostri genitori, tra i 6 e gli 11 anni, allo stesso modo dei vostri fratelli e delle vostre sorelle (p.es. per quanto riguarda le punizioni, l'affetto ecc.)?
Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Ero trattato meglio di loro	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato allo stesso modo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato un po' meno bene	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato nettamente peggio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non avevo né fratelli né sorelle	<input type="checkbox"/>		
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

18. Tra i 6 e gli 11 anni, disubbidivate ai vostri genitori?
Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta al mese	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Più volte alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

Le seguenti domande concernono la vostra gioventù, il periodo tra i 12 e i 16 anni (dal 6. al 9. anno scolastico).

19. Domande concernenti il clima familiare tra i 12 e i 16 anni.

Segnate le risposte che fanno al caso.

	Madre	Padre	Educatori
a. Andavate d'accordo, in generale, con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Potevate, in generale, parlare con i vostri genitori dei vostri pensieri, sentimenti e problemi?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Avevate, in generale, delle attività di svago con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Avevate, in generale, degli scambi di tenerezze con i vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Avreste, in generale, voluto assomigliare ai vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. I vostri genitori mostravano, l'uno con l'altro e in vostra presenza, dei segni d'affetto e di tenerezza?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. I vostri genitori litigavano, si criticavano o si insultavano in vostra presenza?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Avete aiutato i vostri genitori in qualche lavoro?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Vi sentite respinti, in generale, dai vostri genitori?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

20. Tra i 12 e i 16 anni, quale era in generale il tipo di punizione utilizzato nei vostri confronti? Segnate le risposte che fanno al caso.

	Madre	Padre	Educatori
a. I vostri genitori discutevano con voi, ma non vi punivano mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. I vostri genitori non si preoccupavano di voi e non vi punivano mai, o raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Vi sgridavano	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Vi obbligavano a restare in casa (camera)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vi confiscavano i giochi (p.es. la bicicletta)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Vi obbligavano a fare dei lavori in casa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Vi privavano dei soldi per le piccole spese o li riducevano	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. I genitori si prendevano gioco di voi, vi umiliavano di fronte ad altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. I vostri genitori non vi parlavano più durante un certo periodo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. I vostri genitori dicevano che li facevate soffrire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Vi picchiavano (p.es. sberle, schiaffi)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Vi picchiavano violentemente (p.es. utilizzando degli oggetti)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre punizioni	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

21. Tra i 12 e i 16 anni, con quale frequenza, in generale, venivate puniti? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta al mese	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Più volte alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

22. Le punizioni che avete ricevuto dai vostri genitori, tra i 12 e i 16 anni, erano giustificate? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Il più delle volte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ogni tanto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

23. Se avete dei fratelli e/o delle sorelle: pensate di esser stati trattati dai vostri genitori, tra i 6 e gli 11 anni, allo stesso modo dei vostri fratelli e delle vostre sorelle (p.es. per quanto riguarda le punizioni, l'affetto ecc.)? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Ero trattato meglio di loro	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato allo stesso modo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato un po' meno bene	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ero trattato nettamente peggio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non avevo né fratelli né sorelle	<input type="checkbox"/>		
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

24. Tra i 12 e i 16 anni, disubbidivate ai vostri genitori? Date una sola risposta per persona.

	Madre	Padre	Educatori
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta al mese	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Almeno una volta alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Più volte alla settimana	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

25. Avete già sentito pronunciare dai vostri genitori delle frasi del tipo "Non c'è niente di male nel disobbedire alla legge, fintantoché non si è scoperti " o "I mezzi utilizzati non sono importanti, purché si arrivi a procurarsi quello che si vuole"?

	Madre	Padre	Educatori
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ogni tanto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Abbastanza spesso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>			

A.4 Scuola

26. Quando eravate a scuola, come erano in generale le relazioni con il/i vostro/i insegnante/i? Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Molto buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Abbastanza buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non tanto buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Per niente buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

27. Avete ripetuto un anno di scuola?
Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• No, mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, una volta	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, più di una volta	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

28. Avete frequentato una classe di ricupero (classi per bambini/adolescenti che hanno difficoltà a scuola)?

Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• No, mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, durante un certo periodo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sì, sempre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

29. Avete l'impressione di esser stati a scuola il capro espiatorio di un/un'insegnante?

Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ogni tanto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Abbastanza spesso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

30. Come reagivano le/gli insegnanti quando degli allievi si picchiavano? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Non reagivano, ignoravano la zuffa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Separavano gli allievi implicati	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Punivano i colpevoli	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Punivano tutti gli allievi presenti	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Discutevano con gli allievi sulle ragioni del conflitto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non c'erano mai delle zuffe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A.5 Relazioni

31. Come erano in generale le vostre relazioni con i compagni di classe?

Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Molto buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Abbastanza buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non molto buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Per niente buone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

32. Quanti bambini conoscevate che potevate considerare come dei veri amici/delle vere amiche? Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Nessun amico (nessuna amica)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 1 amico (amica)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 2-3 amici (amiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 4-6 amici (amiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 7 amici (amiche) e più	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

33. A scuola siete stato tormentato, maltrattato da altri bambini?

Date una sola risposta per classe d'età.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Raramente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ogni tanto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Abbastanza spesso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

A.6 Salute

34. Avete avuto, durante la vostra infanzia e la vostra gioventù, uno o più incidenti gravi al punto che avete dovuto ricevere delle cure mediche?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Incidenti sportivi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Incidenti del traffico	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Altri incidenti	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

35. Avete sofferto, durante la vostra infanzia e gioventù, d'uno dei seguenti problemi?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Balbuzie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Problemi di concentrazione e di nervosismo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Bagnare il letto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Tics nervosi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Disturbi di lettura (dislessia)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Tanta angoscia, stress	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Obesità (essere troppo grasso)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Essere troppo grande rispetto agli altri	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Essere troppo piccolo rispetto agli altri	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Depressione, abbattimento	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Farsi del male da soli, infliggersi delle ferite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Scappare da casa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
m. Avere degli istinti suicida	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
n. Tentare di suicidarsi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
o. Malattie gravi frequenti	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altro	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Non ho avuto nessuno di questi problemi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

z. Non voglio rispondere



A.7 Salute della famiglia

36. Una delle seguenti persone è deceduta durante la vostra infanzia e gioventù?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	0-5 anni prima della scuola	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Madre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Padre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratello / Sorella (fratellastro, sorellastra)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Nessuno è deceduto	<input type="checkbox"/>		
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

37. Durante la vostra infanzia e la vostra gioventù, una delle seguenti persone è stata fisicamente o mentalmente ammalata o handicappata?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	0-5 anni prima della scuola	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Madre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Padre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratello / Sorella (fratellastro, sorellastra)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
w. Nessuno è stato ammalato	<input type="checkbox"/>		
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>		

38. Avete già visto vostro padre (educatore) in una delle seguenti situazioni?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Perdere l'autocontrollo sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Diventare aggressivo sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Picchiare la madre (partner)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

39. Avete già visto vostra madre (educatrice) in una delle seguenti situazioni?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Perdere l'autocontrollo sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Diventare aggressiva sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Picchiare il padre (partner)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

A.8 Comportamenti

Le seguenti domande concernono gli atti che avreste potuto commettere una o più volte (intenzionalmente).

40. Avete fatto, durante la vostra infanzia e la vostra gioventù, una delle cose seguenti? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Infrazione stradale (Truccare il motorino, guidare troppo velocemente, ecc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Consumare cannabis (haschisch, marijuana)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Consumare delle droghe sintetiche (design) (anfetamine, ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Consumare delle droghe allucinogene (LSD, funghi)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Consumare delle droghe pesanti (eroina, cocaina, crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Rubare per un importo superiore ai 100.- Fr.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Frode (p.es. ingannare l'assicurazione) per più di 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Rovinare (distruggere) qualcosa per più di 100.-	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Furto con scasso (entrare in una casa, un locale, un appartamento, per rubarvi qualcosa)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Appiccare il fuoco intenzionalmente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Vendere delle droghe leggere (haschisch, marijuana, ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Vendere delle droghe pesanti (eroina, cocaina, crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

Se è successo qualcosa, la domanda seguente concerne il(i) comportamento(i) più grave(i). Se non avete fatto niente di tutto questo, passate p.f. alla domanda 42.

41. Chi ha saputo che avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Nessuno lo sa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Genitori, educatori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratelli o sorelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Insegnante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Compagno, amico, compagna, amica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizia	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Giudice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

E' sottinteso che questo questionario sarà trattato in maniera
totalmente confidenziale ed anonima.

Visto che questo questionario verrà letto elettronicamente,
siete pregati di porre le crocette con cura.

42. Durante la vostra infanzia (6-11 anni), avete fatto personalmente una delle cose seguenti? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultare, offendere qualcuno con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidire qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciare qualcuno con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dare a qualcuno delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiare qualcuno, dare delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiare qualcuno con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legare, incatenare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dare a qualcuno una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Far consumare a qualcuno della droga, del veleno, senza che questa persona ne sia cosciente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Sparare con una carabina ad aria compressa, lanciare delle pietre contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Sparare con un'arma da fuoco contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. E' successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>					

43. Durante la vostra gioventù (12-16 anni), avete fatto personalmente una delle cose seguenti? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultare, offendere qualcuno con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidire qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciare qualcuno con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dare a qualcuno delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiare qualcuno, dare delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiare qualcuno con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legare, incatenare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dare a qualcuno una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Far consumare a qualcuno della droga, del veleno, senza che questa persona ne sia cosciente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Sparare con una carabina ad aria compressa, lanciare delle pietre contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Sparare con un'arma da fuoco contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. E' successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>					

Se è successo qualcosa, la domanda seguente concerne il(i) comportamento(i) più grave(i).

Se non avete fatto niente di tutto questo, passate p.f. alla domanda 47.

44. A chi avete già fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Un ragazzo di circa la stessa età, compagno di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Una ragazza di circa la stessa età, compagna di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratello	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Sorella	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Padre, educatore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Madre, educatrice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Un'altra persona che conoscete, di sesso maschile (p.es. un vicino)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Un'altra persona che conoscete, di sesso femminile (p.es. una vicina)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Una persona sconosciuta (maschile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Una persona sconosciuta (femminile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

45. Quali sono state le conseguenze fisiche per l'altra (le altre) persona(e)? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Nessuna ferita	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Niente di grave (dei lividi), la persona non ha avuto bisogno di una visita medica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• La persona ha dovuto andare dal medico a causa delle ferite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• La persona ha dovuto essere ricoverata in ospedale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

46. Chi ha saputo che avete fatto questo?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Nessuno lo sa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Genitori, educatori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratelli o sorelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Insegnante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Compagno, amico, compagna, amica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizia	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Giudice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

A.9 Esperienze

Le seguenti domande concernono gli atti aggressivi che avreste potuto subire una o più volte, dei quali avreste potuto essere la vittima.

47. Durante la vostra infanzia (6-11 anni), qualcuno vi ha intenzionalmente fatto una delle seguenti cose? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultato, offeso con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidito	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciato con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dato delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiato, dato delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiato con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legato, incatenato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dato una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Fatto consumare della droga, del veleno, senza che voi sapeste che era della droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Tirato con una carabina ad aria compressa, lanciato delle pietre contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Tirato con un'arma da fuoco contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. E' successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

48. Durante la vostra gioventù (12-16 anni), qualcuno vi ha intenzionalmente fatto una delle seguenti cose? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultato, offeso con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidito	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciato con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dato delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiato, dato delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiato con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legato, incatenato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dato una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Fatto consumare della droga, del veleno, senza che voi sapeste che era della droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Tirato con una carabina ad aria compressa, lanciato delle pietre contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Tirato con un'arma da fuoco contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. E' successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>					

Se è successo qualcosa, le seguenti domande concernono l'avvenimento (o gli avvenimenti) il(i) più grave(i). Se non è successo niente, passate p.f. alla domanda 53.

49. Chi era la persona che voleva farvi del male?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Un ragazzo di circa la stessa età, compagno di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Una ragazza di circa la stessa età, compagna di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratello	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Sorella	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Padre, educatore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Madre, educatrice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Un'altra persona che conoscete, di sesso maschile (p.es. un vicino)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Un'altra persona che conoscete, di sesso femminile (p.es. una vicina)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Una persona sconosciuta (maschile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Una persona sconosciuta (femminile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

50. Quali sono state le conseguenze fisiche per voi stessi?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Nessuna ferita	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Niente di grave (dei lividi), non ho avuto bisogno di una visita medica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ho dovuto andare dal medico a causa delle ferite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Ho dovuto essere ricoverato in ospedale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere		

51. Chi ha saputo di quanto è successo? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Nessuno lo ha saputo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Genitori, educatori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratelli o sorelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Insegnante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Compagno, amico, compagna, amica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizia	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Giudice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

52. Come vi siete ristabilito da questa esperienza?
Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Mi sono difeso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ho parlato con il(i) colpevole(i)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Ne ho parlato con qualcun'altro	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Sono stato consolato (curato) molto bene dopo l'avvenimento	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Non ho sofferto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Ho avuto molta paura	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Sono riuscito a dimenticare	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Mi preoccupa ancora attualmente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ho pensato di vendicarmi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Mi sono sentito molto scoraggiato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

53. Qualcuno vi ha intenzionalmente fatto una delle seguenti cose durante la vostra infanzia (6-11 anni), contro la vostra volontà?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Qualcuno vi ha infastidito (esibizionismo, gesti offensivi, obbligato a guardare dei video porno)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Qualcuno vi ha dato un bacio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Qualcuno vi ha toccato, pizzicato (p.es. il sedere)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Qualcuno vi ha abbracciato, stretto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Avete dovuto toccare le parti genitali di qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Qualcuno vi ha toccato le parti genitali	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Avete dovuto toccare le parti genitali di qualcuno con la bocca	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Un uomo vi ha penetrato con il suo pene	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. È successo qualcosa ma non voglio parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

54. Qualcuno vi ha intenzionalmente fatto una delle seguenti cose durante la vostra gioventù (12-16 anni), contro la vostra volontà?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Qualcuno vi ha infastidito (esibizionismo, gesti offensivi, obbligato a guardare dei video porno)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Qualcuno vi ha dato un bacio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Qualcuno vi ha toccato, pizzicato (p.es. il sedere)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Qualcuno vi ha abbracciato, stretto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Avete dovuto toccare le parti genitali di qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Qualcuno vi ha toccato le parti genitali	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Avete dovuto toccare le parti genitali di qualcuno con la bocca	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Un uomo vi ha penetrato con il suo pene	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. È successo qualcosa ma non voglio parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

Se è successo qualcosa, le seguenti domande concernono l'avvenimento (o gli avvenimenti) il(i) più grave(i). Se non è successo niente, passate alla domanda 59 p.f.

55. Chi era la persona che vi ha fatto questo?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Un ragazzo di circa la stessa età, compagno di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Una ragazza di circa la stessa età, compagna di scuola	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratello	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Sorella	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Padre, educatore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Madre, educatrice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Un'altra persona che conoscete, di sesso maschile (p.es. un vicino)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Un'altra persona che conoscete, di sesso femminile (p.es. una vicina)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Una persona sconosciuta (maschile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Una persona sconosciuta (femminile)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

56. In quali circostanze è successo?

Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
• Senza minaccia diretta nè costrizione	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Sono stato intimidito, minacciato, affinché io lo facessi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• È stata usata la violenza fisica, o la minaccia con un'arma, per obbligarmi a farlo	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>		

57. Chi ha saputo di quanto è successo? Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Nessuno lo sa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Genitori, educatori	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Fratelli o sorelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Insegnante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Compagno, amico, compagna, amica	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Polizia	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Giudice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. Altre persone	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

58. Come vi siete ristabilito da questa (queste) esperienza(e)?
Segnate le risposte che fanno al caso.

	6-11 anni 1.-5. classe	12-16 anni 6.-9. classe
a. Mi sono difeso	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Ho parlato con il(i) colpevole(i)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Ne ho parlato con qualcun'altro	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Sono stato consolato (curato) molto bene dopo l'avvenimento	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Non ho sofferto	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Ho avuto molta paura	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Sono riuscito a dimenticare	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Mi preoccupa ancora attualmente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Ho pensato di vendicarmi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Mi sono sentito molto scoraggiato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
y. Non lo so	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>	

B. COMPORTAMENTO

Durante quale mese avete cominciato la vostra scuola reclute: [_____]

Rispondendo alle seguenti domande, vogliate pensare al periodo che va dallo stesso mese del 1996 fino all'inizio della vostra scuola reclute.

B.1 Abitudini

59. Avete fumato durante gli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute?

Date una sola risposta

- Mai ☐
- Ho smesso ☐
- Meno di un pacchetto alla settimana ☐
- Meno di un pacchetto al giorno ☐
- Più di un pacchetto al giorno ☐

60. Vi hanno già ritirato la patente (permesso provvisorio)?

Date una sola risposta

- | | | | |
|---------------|--------------------------|---|--------------------------|
| No, mai | <input type="checkbox"/> | Non ho mai avuto la patente
(né il permesso provvisorio) | <input type="checkbox"/> |
| Sì, una volta | <input type="checkbox"/> | | |
| Sì, più volte | <input type="checkbox"/> | Non voglio rispondere | <input type="checkbox"/> |

61. Durante gli 12 ultimi mesi prima della vostra scuola reclute, quale (quali) delle seguenti armi possedevate a casa? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

- | | Nessuno(a) | 1-2 | 3 e più |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a. Arma in legno (mazza da base-ball, nunchaku ecc.) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b. Coltello (più grande di un coltello tascabile) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c. Sbarra di ferro, catena, tirapugni | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d. Pistola, revolver | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e. Fucile | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

62. Avete già vissuto o fatto, durante gli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, una delle seguenti cose? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Portare una di queste armi su di voi, per difendervi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Perdere l'autocontrollo sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Diventare aggressivo sotto l'effetto dell'alcool o di una droga	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Avere delle difficoltà finanziarie, del tipo fatture non pagate, precetto esecutivo, debiti da rimborsare	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Aver già pagato per delle relazioni sessuali	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Aver già consentito a delle relazioni sessuali perchè siete stato pagato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Aver avuto delle relazioni sessuali senza preservativo, con una persona che non conoscevate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

63. Durante gli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, avete tentato il suicidio?
Date una sola risposta

Mai	<input type="checkbox"/>	Più di una volta	<input type="checkbox"/>
Una volta	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>

B.2 Comportamenti

64. Durante gli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, avete fatto una delle cose seguenti? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Infrazione della circolazione (ebrietà al volante, guidare troppo veloce, ecc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Consumare cannabis (haschisch, marijuana)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Consumare delle droghe sintetiche (design) (anfetamine, ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Consumare delle droghe allucinogene (LSD, funghi)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Consumare delle droghe pesanti (eroina, cocaina, crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Rubare qualcosa per un importo superiore ai 100.- Fr.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Frode (p.es. ingannare l'assicurazione) per più di 100.- Fr.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Rovinare (distruggere) qualcosa per più di 100.- Fr.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Furto con scasso (entrare in una casa, un locale, un appartamento, per rubarvi qualcosa)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Appiccare il fuoco intenzionalmente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Vendere delle droghe leggere (haschisch, marijuana, ecstasy)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Vendere delle droghe pesanti (eroina, cocaina, crack)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

Se è successo qualcosa, la seguente domanda concerne il(i) comportamento(i) il(i) più grave(i). Se non avete fatto niente di tutto ciò, passate alla domanda 66 p.f.

65. Chi ha saputo che avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- | | |
|--|--------------------------|
| a. Nessuno lo sa | <input type="checkbox"/> |
| b. Genitori, educatori | <input type="checkbox"/> |
| c. Fratelli o sorelle | <input type="checkbox"/> |
| d. Insegnante | <input type="checkbox"/> |
| e. Compagno, amico, partner, compagna, amica | <input type="checkbox"/> |
| f. Polizia | <input type="checkbox"/> |
| g. Giudice | <input type="checkbox"/> |
| h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche) | <input type="checkbox"/> |
| x. Altre persone | <input type="checkbox"/> |
| y. Non lo so | <input type="checkbox"/> |
| z. Non voglio rispondere | <input type="checkbox"/> |

66. Avete personalmente fatto, negli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, una delle cose seguenti? Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultare, offendere qualcuno con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidire qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciare qualcuno con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dare a qualcuno delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiare qualcuno, dare delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiare qualcuno con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legare, incatenare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dare a qualcuno una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolare qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Far consumare a qualcuno della droga o del veleno , senza che questa persona ne sia cosciente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Sparare con una carabina ad aria compressa, lanciare delle pietre contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Sparare con un'arma da fuoco contro qualcuno	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. E' successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>					

Se è successo qualcosa, le seguenti domande concernono il (i) comportamento(i) il(i) più grave(i).

Se non avete fatto niente di tutto ciò, passate alla domanda 70 p.f.

67. A chi avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Mio (mia) partner (sposa, amica) ☐
- b. Mio (mia) ex-partner (ex-sposa, ex-amica) ☐
- c. Fratello ☐
- d. Sorella ☐
- e. Padre, educatore ☐
- f. Madre, educatrice ☐
- g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante) ☐
- h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante) ☐
- i. Un'altra persona che conosco, di sesso maschile (p.es. un vicino) ☐
- j. Un'altra persona che conosco, di sesso femminile (p.es. una vicina) ☐
- k. Compagno(i), amico(i) ☐
- l. Compagna(e), amica(che) ☐
- m. Una persona sconosciuta, di sesso maschile ☐
- n. Una persona sconosciuta, di sesso femminile ☐
- o. Mio figlio, mia figlia ☐
- p. Un altro bambino ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

68. Quali sono state le conseguenze fisiche per l'altra (le altre) persona(e)? Segnate le risposte che fanno al caso.

- Nessuna ferita ☐
- Niente di grave (dei lividi), la persona non ha avuto bisogno di una visita medica ☐
- La persona ha dovuto andare dal medico a causa delle ferite ☐
- La persona ha dovuto essere ricoverata in ospedale ☐
- Non lo so ☐

-
- Non voglio rispondere



69. Chi ha saputo che avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- | | |
|--|--------------------------|
| a. Nessuno lo sa | <input type="checkbox"/> |
| b. Genitori, educatori | <input type="checkbox"/> |
| c. Fratelli o sorelle | <input type="checkbox"/> |
| d. Insegnante | <input type="checkbox"/> |
| e. Compagno, amico, partner, compagna, amica | <input type="checkbox"/> |
| f. Polizia | <input type="checkbox"/> |
| g. Giudice | <input type="checkbox"/> |
| h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche) | <input type="checkbox"/> |
| x. Altre persone | <input type="checkbox"/> |
| y. Non lo so | <input type="checkbox"/> |
| z. Non voglio rispondere | <input type="checkbox"/> |

70. Negli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, avete fatto subire a qualcuno, contro la sua volontà, una delle cose seguenti?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

- | | Mai | 1-2 x | 3-5 x | 6-20 x | Più di 20 x |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a. Ho infastidito qualcuno (esibizionismo, gesti offensivi, obbligato a guardare dei video porno) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b. Ho dato un bacio | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c. Ho toccato (p.es. il sedere), pizzicato qualcuno | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d. Ho abbracciato, stretto qualcuno | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e. Ho fatto toccare le mie parti genitali da qualcuno | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f. Ho toccato le parti genitali di qualcuno | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| g. Ho fatto toccare le mie parti genitali, con la bocca, da qualcuno | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| h. Ho penetrato qualcuno con il mio pene | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| x. È successo qualcosa ma non voglio parlarne | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| z. Non voglio rispondere | <input type="checkbox"/> | | | | |

Se è successo qualcosa, le seguenti domande concernono il(i) comportamento(i) il(i) più grave(i).

Se non avete fatto niente di tutto questo, passate alla domanda 74 p.f.

71. A chi avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Mio (mia) partner (moglie, amica) ☐
- b. Mio (mia) ex-partner (ex-moglie, ex-amica) ☐
- c. Fratello ☐
- d. Sorella ☐
- e. Padre, educatore ☐
- f. Madre, educatrice ☐
- g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante) ☐
- h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante) ☐
- i. Un'altra persona che conosco, di sesso maschile (p.es. un vicino) ☐
- j. Un'altra persona che conosco, di sesso femminile (p.es. una vicina) ☐
- k. Compagno(i), amico(i) ☐
- l. Compagna(e), amica(che) ☐
- m. Una persona sconosciuta, di sesso maschile ☐
- n. Una persona sconosciuta, di sesso femminile ☐
- o. Mio figlio, mia figlia ☐
- p. Un altro bambino ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

72. In quali circostanze è successo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- Senza minaccia diretta né costrizione ☐
- Ho intimidito, minacciato la persona affinché lo facesse ☐
- Ho utilizzato la violenza fisica, o la minaccia con un'arma, per obbligare la persona a farlo ☐
- Non voglio rispondere ☐

73. Chi ha saputo che avete fatto questo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Nessuno lo sa ☐
- b. Genitori, educatori ☐
- c. Fratelli o sorelle ☐
- d. Insegnante ☐
- e. Compagno, amico, partner, compagna, amica ☐
- f. Polizia ☐
- g. Giudice ☐
- h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche) ☐
- x. Altre persone ☐
- y. Non lo so ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

B.3 Esperienze

Le seguenti domande concernono tutti gli atti aggressivi che avreste potuto subire una o più volte, o dei quali avreste potuto essere la vittima.

74. Negli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, qualcuno vi ha già intenzionalmente fatto una delle seguenti cose?

Segnate tutte le risposte che fanno al caso.

	Mai	1-2 x	3-5 x	6-20 x	Più di 20 x
a. Insultato, offeso con dei gesti, delle parole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Intimidito	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Minacciato con un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Dato delle botte, delle sberle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Picchiato, dato delle pedate	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Picchiato con un oggetto pesante o un'arma	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Legato, incatenato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Dato una coltellata	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Strangolato	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Fatto consumare della droga o del veleno, senza che voi ne foste cosciente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Sparato con una carabina ad aria compressa, lanciato delle pietre contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Sparato con un'arma da fuoco contro di voi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
x. È successo qualcosa, ma non posso parlarne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
z. Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>				

Se è successo qualcosa, la seguente domanda concerne l'avvenimento (o gli avvenimenti) il(i) più grave(i).

Se non avete subito niente di tutto ciò, passate alla domanda 79 p.f.

75. Chi voleva farvi del male? Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Il mio (la mia) partner (moglie, amica) ☐
- b. Il mio (la mia) ex-partner (ex-moglie, ex-amica) ☐
- c. Fratello ☐
- d. Sorella ☐
- e. Padre, educatore ☐
- f. Madre, educatrice ☐
- g. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso maschile (medico, prete, insegnante) ☐
- h. Una persona d'autorità o di fiducia, di sesso femminile (medico, insegnante) ☐
- i. Un'altra persona che conosco, di sesso maschile (p.es. un vicino) ☐
- j. Un'altra persona che conosco, di sesso femminile (p.es. una vicina) ☐
- k. Compagno(i), amico(i) ☐
- l. Compagna(e), amica(che) ☐
- m. Una persona sconosciuta, di sesso maschile ☐
- n. Una persona sconosciuta, di sesso femminile ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

76. Quali sono state le conseguenze fisiche per voi stessi?

Segnate le risposte che fanno al caso.

- Nessuna ferita ☐
- Niente di grave (dei lividi), non ho avuto bisogno di una visita medica ☐
- Ho dovuto andare dal medico a causa delle ferite ☐
- Ho dovuto essere ricoverato in ospedale ☐
- Non lo so ☐
- Non voglio rispondere ☐

77. Chi è a conoscenza di quanto è successo? Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Nessuno lo sa ☐
- b. Genitori, educatori ☐
- c. Fratelli o sorelle ☐
- d. Insegnante ☐
- e. Compagno, amico, partner, compagna, amica ☐
- f. Polizia ☐
- g. Giudice ☐
- h. Altre autorità (tutela, medico, autorità scolastiche) ☐
- x. Altre persone ☐
- y. Non lo so ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

78. Come vi siete ristabilito da questa (queste) esperienza(e)?
Segnate le risposte che fanno al caso.

- a. Mi sono difeso ☐
- b. Ho parlato con il(i) colpevole(i) ☐
- c. Ne ho parlato con qualcun'altro ☐
- d. Sono stato consolato (curato) molto bene dopo l'avvenimento ☐
- e. Non ho sofferto ☐
- f. Ho avuto molta paura ☐
- g. Sono riuscito a dimenticare ☐
- h. Mi preoccupa ancora attualmente ☐
- i. Ho pensato di vendicarmi ☐
- j. Mi sono sentito molto scoraggiato ☐
- y. Non lo so ☐
- z. Non voglio rispondere ☐

C. SITUAZIONE ATTUALE

Tutte le seguenti domande concernono gli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute.

C.1 Tempo libero

79. Negli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute, durante il vostro tempo libero, avete fatto parte di un club o di una società (p.es. partito, club sportivo o culturale, gruppo musicale, coro, ecc.)? Date una sola risposta

No ☐ Sì, saltuariamente ☐ Sì, regolarmente ☐

80. Negli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute facevate parte di uno dei seguenti gruppi o ambienti? Segnate le risposte che fanno al caso.

- | | |
|---|--------------------------|
| a. Techno, Rave | <input type="checkbox"/> |
| b. Hip-Hopper | <input type="checkbox"/> |
| c. Grunge | <input type="checkbox"/> |
| d. Progetto autonomo in una vecchia fabbrica | <input type="checkbox"/> |
| e. Punk | <input type="checkbox"/> |
| f. Skateboard, Inline Skates, Street dance etc. | <input type="checkbox"/> |
| g. Graffiti (tags) | <input type="checkbox"/> |
| h. Tifosi di football, hockey su ghiaccio, ecc. | <input type="checkbox"/> |
| i. Home boys | <input type="checkbox"/> |
| j. Scene "squatt" | <input type="checkbox"/> |
| k. Rocker | <input type="checkbox"/> |
| l. Hangers | <input type="checkbox"/> |
| m. Gruppi anti-fascista | <input type="checkbox"/> |
| n. Gruppi nazionalisti, patriottici | <input type="checkbox"/> |
| o. Skinheads | <input type="checkbox"/> |
| p. Scena dei tossicodipendenti | <input type="checkbox"/> |
| x. Altro | <input type="checkbox"/> |
| z. Non voglio rispondere | <input type="checkbox"/> |

81. Tra i compagni o gli amici che avete frequentato negli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute, ce ne sono che hanno già avuto dei seri problemi con la polizia? Date una sola risposta

Nessuno(a)	<input type="checkbox"/>	7 o più	<input type="checkbox"/>
1 o 2	<input type="checkbox"/>	Non lo so	<input type="checkbox"/>
3-6	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>

82. Vi è già successo, negli ultimi 12 mesi prima della vostra scuola reclute, di non fare niente, di gironzolare a vuoto, bighellonare? Date una sola risposta

Mai	<input type="checkbox"/>	Il più delle volte	<input type="checkbox"/>
Raramente	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>
Spesso	<input type="checkbox"/>		

83. Negli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, avete frequentato delle sale da gioco? Date una sola risposta

Mai	<input type="checkbox"/>	3 o più volte per settimana	<input type="checkbox"/>
1-2 volte al mese	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>
1-2 volte per settimana	<input type="checkbox"/>		

84. Film

Esistono dei film pornografici vietati detti "Porno". Questi film contengono delle scene perverse di violenze fatte a donne, a bambini e ad animali, in cui vengono presentati pure degli escrementi, ecc.

Esistono dei video detti "Brutalo", cioè di estrema violenza. Questi film contengono, per esempio, delle scene molto realiste di tortura, delle mutilazioni, dei cannibalismi, ecc.

Esistono pure dei film vietati detti "Reality-video". Essi sono girati da privati, in luoghi nascosti e non in studio. Contengono scene di violenze autentiche fatte subire veramente, in modo particolare a donne, a bambini o ad animali. Tali violenze, o delle scene di guerra, possono ugualmente figurare in riprese di satanismo o di magia nera.

Avete già visto questo genere di video (film)?

	Porno (vietati)	Brutalo	Reality-video
• Mai	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 1-2 volte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 3-5 volte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 6-20 volte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

-
- Più di 20 volte ☐ ☐ ☐
 - Non voglio rispondere ☐

C.2 Stima di se stesso, relazioni, attitudini

85. Ecco una serie di domande sulla stima di voi stessi.

1 = Il più delle volte
 2 = Sovente
 3 = Raramente
 4 = Mai
 5 = Non lo so
 6 = Non voglio rispondere

	1	2	3	4	5	6
a. Quando pensate a voi stessi, siete in generale piuttosto soddisfatti di voi?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Quando pensate alla vostra vita, siete soddisfatti, nell'insieme, delle vostre scelte scolastiche e professionali?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Vi capita di pensare che le vostre prospettive per il futuro siano piuttosto buone?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Vi capita di pensare di non valere niente?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Vi capita di pensare che la vostra famiglia sia, nell'insieme, piuttosto soddisfatta di voi?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Vi capita di pensare di avere delle buone qualità?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Vi capita di pensare che i vostri compagni e amici vi apprezzino così come siete?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Vi capita di stabilire facilmente un contatto con le persone che non conoscete?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

86. Negli ultimi 12 mesi prima della scuola reclute, quante persone avete conosciuto che potete considerare come vostri amici (vostre amiche)? Date una sola risposta.

Nessun(a) amico(a)	<input type="checkbox"/>	4-6 amici(che)	<input type="checkbox"/>
1 amico(a)	<input type="checkbox"/>	7 amici(che) e più	<input type="checkbox"/>
2-3 amici(che)	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>

87. Avete già avuto una relazione sentimentale seria, cioè una relazione a vostro avviso stabile e duratura? Date una sola risposta.

Sì <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>
-----------------------------	-----------------------------	--

88. Avete attualmente un(una) partner? Date una sola risposta.

Sì, una relazione seria <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>
Sì, ma non ancora una relazione seria <input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere <input type="checkbox"/>

89. Quale è la vostra preferenza sessuale?

Date una sola risposta.

Le donne (sono eterosessuale)	<input type="checkbox"/>	Non lo so ancora	<input type="checkbox"/>
Gli uomini e le donne (sono bisessuale)	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>
Gli uomini (sono omosessuale)	<input type="checkbox"/>		

90. A quale età avete avuto delle relazioni sessuali, fatto l'amore, per la prima volta ?

Date una sola risposta.

Prima dei 13 anni	<input type="checkbox"/>	Non ho ancora fatto l'amore	<input type="checkbox"/>
13-15 anni	<input type="checkbox"/>		
16-18 anni	<input type="checkbox"/>	Non lo so	<input type="checkbox"/>
Dopo i 18 anni	<input type="checkbox"/>	Non voglio rispondere	<input type="checkbox"/>

91. Cosa ne pensate delle seguenti opinioni:

1 = Sono completamente d'accordo
 2 = Sono abbastanza d'accordo
 3 = Non sono tanto d'accordo
 4 = Non sono per niente d'accordo
 5 = Non lo so
 6 = Non voglio rispondere

	1	2	3	4	5	6
a. È difficile divertirsi quando si è senza compagnia.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b. Non c'è nessun male ad aggirare la legge se non ci si fa scoprire (qui non teniamo conto delle leggi sulla circolazione stradale).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c. Nessuno deve darmi degli ordini; nella mia vita sono io che decido che cos'è la legge.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d. Quello che penso di aver diritto di possedere, posso procurarmelo, a costo di usare un po' di violenza.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e. Chi mi provoca è il solo responsabile di ciò che gli può succedere.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f. Alle donne in fondo non dispiace se si utilizza un po' di forza per portarle a letto.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g. Quando una donna amoreggia (flirta) con qualcuno, ciò significa che desidera essere soddisfatta sessualmente, anche se rifiuta le avances.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h. Un uomo che durante tutta la giornata lavora per nutrire la sua famiglia ha il diritto di avere delle soddisfazioni sessuali quando rientra a casa.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
i. Una prostituta deve essere conscia del fatto che possa succederle qualcosa; lei è la sola responsabile.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
j. Una relazione sessuale tra un bambino e un adulto non è necessariamente nociva per il bambino.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
k. Molti richiedenti d'asilo approfittano della Svizzera.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
l. Gli Europei (i bianchi) sono sotto quasi tutti gli aspetti superiori alle altre razze.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
m. Esiste una vita dopo la morte (p.es. spirituale o reincarnata).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Grazie per la vostra collaborazione

Osservazioni personali

Se avete dei commenti, delle critiche o delle osservazioni personali, potete utilizzare il seguente spazio. Vi ringraziamo cordialmente per la vostra collaborazione.